École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS-Paris) .
Formation doctorale « Histoire et civilisation », Centre d'Études sur des monde Russe, Caucasien Et Centre-européen (CERCEC).

« Le communisme tout de suite ! »,

Le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkiv), de 1919 à 1935.

Tome 1

Thèse de doctorat d'Histoire présentée par

Éric AUNOBLE

Directrice de recherche :

Mme Jutta SCHERRER

2007

École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS-Paris) .
Formation doctorale « Histoire et civilisation », Centre d' Études sur des monde Russe, Caucasien Et Centre-européen (CERCEC).

« Le communisme tout de suite ! »,

Le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkiv), de 1919 à 1935.

Tome 1

Thèse de doctorat d'Histoire présentée par

Éric AUNOBLE

Directrice de recherche :

Mme Jutta SCHERRER (EHESS).

2007

*Remerciements :

- À Arsène, Sveta, Dima et Kostia Vichnevski ainsi qu'à toute leur famille, pour leur hospitalité jamais démentie, leur amitié et bien plus encore,
- À Inna Baïda, pour son regard de citoyenne du monde sur l'Ukraine,
- À Andreï, Sergueï et les autres pour la commune qu'il défendent toujours,
- Au personnel des Archives et bibliothèques de Kharkiv, Soumy et Kyïv grâce auxquels le chercheur travaille dans les meilleurs conditions (avec une reconnaissance particulière pour Viktoria Viktorovna Reznikova, Lioubov Anatolevna et Larissa Polikarpovna aux Archives d'État de Kharkiv),
- À Leonid Heller, André Kourkov, Constantin Sigov pour le temps qu'ils m'ont accordé et l'intérêt de leurs propos,
- À Denis Berger, Bruno Doizy, Caroline Gallien et Carole Sigman pour leurs patientes lectures et leurs précieux conseils qui m'ont aidé à améliorer ce travail (les faiblesses restant de ma responsabilité),
- À Colette-France Aunoble qui a toujours été là quand il le fallait.

* Illustration de couverture : assiette décorative ukrainienne au motif de l'*Internationale*, *« Il n'est pas de sauveur suprême, ni dieu, ni César ! »* (Mèjigorié, vers 1925 ; reproduit dans : Vladimir TOLSTOÏ - dir. -, *Art décoratif soviétique, 1917-1937,* Éditions du Regard, Paris, 1989 ; p. 149).

Sommaire

Note sur les graphies utilisées.....7
Langues 7
Transcription, translittération.....8
Lexique.....9

INTRODUCTION.....11

Connaître les communes 14
Comprendre la révolution russe et le communisme.....24
Des groupes sociaux en révolution.....36
Au plus près des acteurs.....44
En Ukraine périphérique 53

1. 1919-1920 : RÉVOLUTIONS ET CONTRE-RÉVOLUTIONS DANS LES CAMPAGNES UKRAINIENNES.....65

1.1 Prologue : La formation du mythe révolutionnaire de commune (1845-1918)....66
1.1.1 Les populistes, de la « propriété communautaire » au « revenu dans la poche ».....71
1.1.2 Les marxistes ou l'association oubliée.....80
1.1.3 L'engagement de l'intelligentsia.....86
1.1.4 L'anarchisme, entre France et Russie.....94
1.1.5 Les bolcheviks deviennent communistes.....100
1.1.6 L'État-Commune et les communes.....107
1.2 Les révolutions communardes de 1919.....114
1.2.1 L'action du gouvernement provisoire ouvrier-paysan d'Ukraine.....114
1.2.2 Le monde des communards 138
1.2.3 Vers une démocratie directe et égalitaire ?.....161
1.2.4 La dictature du prolétariat au village.....178
1.3 Du passé ont-ils fait table rase ?.....203
1.3.1 Religion, nation, coopération.....204
1.3.2 De l'obchtchina à la kommouna.....225
1.4 1920 : Révolution politique contre révolution sociale.....246
1.4.1 Contre-révolutions locales et compromis politique 247
1.4.2 des rôles redistribués.....267

2 1921-1929 : LES COMMUNARDS, DES CITOYENS SOVIÉTIQUES PAS COMME LES AUTRES.....292

2.1 Idéal et autorité en question dans quelques communes urbaines.....295
2.1.1 Des communes de militants : Une jeune aristocratie, démoralisée.....299
2.1.2 Les communes étudiantes et la lutte des places dans l'enseignement supérieur.....321
2.1.3 Un théâtre-commune : l'avenir stalinien en répétition ?.....344

2.1.4 Communes pédagogiques : éduquer au communisme....362
2.2 Au milieu d'un océan de propriétés individuelles : Les communes rurales.....393
2.2.1 Une situation nouvelle 394
2.2.2 Vivre ensemble....412
2.2.3 À l'épreuve du pouvoir....435
2.2.4 Les communes et l'État....449
2.3 La bataille perdue des mots 480
2.3.1 La Question agraire en 1925 et 1927....481
2.3.2 La question du mode de vie 503
2.3.3 Les écrivains contre la commune ?....532

3. 1929-1935 : LE POUVOIR SUBVERTIT L'UTOPIE....577

3.1 Dans les campagnes, la collectivisation contre les communes....581
3.1.1 L'action de l'État soviétique....581
3.1.2 La famille communarde bouleversée....621
3.1.3 Épitaphe et épilogue du communisme rural....645
3.2 En ville, un collectivisme mimétique 688
3.2.1 Les communes de production et le paradoxe de la coercition....693
3.2.2 Contrôle social dans Les communes étudiantes....714
3.2.3 La Maison-commune, de l'utopie a l'absurde....740
3.2.4 Les communes de Makarenko au risque du stalinisme....760

CONCLUSION : DE LA FIN DES COMMUNES À LA FIN DE L'URSS, RÉSURGENCES ET DISPARITIONS....783

SOURCES, BIBLIOGRAPHIE....831

Sources....832
Sources imprimées....835
Avant 1917....838
1917-1935....839
Souvenirs, mémoires et archives de contemporains....843
Œuvres littéraires....844
Après 1945....846
Bibliographie....847

INDEX....861

Index des tableaux

1) Structure par âge des communards d'Izioum en 1919 139
2) Taux d'alphabétisation des communards d'Izioum en 1919 143
3) L'alphabétisation en Ukraine (1897-1926) 143
4) Activités des communards du district d'Izioum en 1919
5) Composition sociale des communes en Ukraine et Russie (1918-1919) 148
6) Rotation d'effectif dans les communes du district d'Izioum en 1919 (1/2) 168
7) Rotation d'effectif dans les communes du district d'Izioum en 1919 (2/2) 169
8) Origine sociale des étudiants du Zoo-technicum de Kharkov 329
9) Structure sociale par niveau des étudiants du Zoo-technicum (1923-1924) 329
10) Le développement de la collectivisation en Ukraine (1923-1928) 399
11) Créations et liquidation de collectifs dans la circonscription d'Izioum (1920-1927) 402
12) Composition sociale des kolkhozes de la circonscription de Kharkiv (avril 1928) 406
13) Origine géographique de 92 communards d'Aube rouge (canton de Volokhovka, district de Voltchansk) 409
14) Activités des communards d'Aube rouge (1920-1922) en % 411
15) Activités des communards d'Étoile rouge (1925) en % 411
16) Activités des communards d'Izioum en 1919 (Rappel) 412
17) Appartenances des membres des kolkhozes (1928-1929) 441
18) Dotation en terre (circonscription d'Izioum, octobre 1928) 467
19) Dotation moyenne en outillage agricole pour 100 déciatines (circonscription d'Izioum, octobre 1928) 468
20) Cheptel moyen pour 100 déciatines ensemencées (circonscription d'Izioum, octobre 1928 / début 1929) 469
21) Force de traction pour 100 hectares, en équivalent-cheval (circonscription d'Izioum, début 1929) 470
22) Assistance agronomique : % de kolkhozes en ayant bénéficié (circonscription de Kharkiv, 1928) 472
23) La nature des ressources financières des kolkhozes (Izioum, début 1929) 474
24) Rendement des cultures (circonscription d'Izioum, début 1929) 475
25) Rendement agricole dans les différents types d'exploitation (en pouds par déciatine ; Ukraine, 1927) 476
26) Productivité des différents types de collectifs en pouds par foyer (circonscription d'Izioum, début 1929) 477
27) Part des récoltes mise sur le marché 478
28) La différenciation sociale de la paysannerie en Ukraine 1927-1928 501
29) Les différents types de kolkhozes en Ukraine (1928-1930) 611
30) Effectif de la commune Drapeau rouge (Koulitchka) 1926- 1933 622
31) « État des cadres dirigeants et subalternes de la commune "Drapeau rouge" (...) au 15 février 1933 » 631
32) « Formes collectives d'émulation socialiste et de travail de choc » (dans les 18 plus grosses entreprises de Kharkiv en 1931) 708
33) L'enseignement supérieur en Ukraine : établissements et étudiants (1927-1932) 717

Note sur les graphies utilisées

LANGUES

Seuls des mots largement passés dans le vocabulaire historique (artel, soviet, bolchevik, menchevik, Guépéou, NKVD…) ont été laissés en langue originale (avec une orthographe francisée). Par contre, les noms d'institutions et les sigles ont été traduits presque systématiquement. Il s'agit de privilégier le sens et la lisibilité. À cette fin, un même nom ou sigle sera toujours rendu par la même traduction (ex. : *ženotdel* = Section féminine), indiquée dans un lexique à la fin de cette *Note*.

Reste le problème des noms propres. Les sources de cette recherche sont en ukrainien et en russe. Or, les mots varient d'une langue à l'autre. *Kharkiv* en ukrainien donne *Kharkov* en russe. Choisir une des deux langues au détriment de l'autre n'est pas neutre. Le russe a bénéficié d'une position culturelle dominante mais également d'une politique étatique de russification de la fin du XIXe siècle à 1917, et par vagues, entre 1933 et 1991. De la même façon, le développement de l'ukrainien, est le résultat d'une pression institutionnelle directe dans les années 1920 et depuis 1991.

Choisir *une seule* des deux langues revient à reconnaître soit les bienfaits d'une tutelle sur la *Petite-Russie* soit au contraire à illustrer la validité de *l'idée nationale ukrainienne*. Refusant ce choix idéologique, j'ai préféré suivre dans ce travail l'exemple des habitants de la région de Kharkov / Kharkiv. Russophones majoritairement dans les villes, ukrainophones ou « sourjikophones »[1] dans les campagnes, ils passent fréquemment d'une langue à l'autre en fonction de leur interlocuteur et de son poids institutionnel relatif. Même à la télévision nationale, il est fréquent d'entendre des dialogues où la réponse n'est pas dans la même langue que la question.

La graphie correspondant à la langue utilisée dans le document de référence a

[1] Le sourjik est un dialecte fortement ukrainisé qui sera évoqué p. 214.

donc toujours été choisie. Le lecteur lira *Kharkov* si la source est en russe, *Kharkiv* si elle est en ukrainien. La différence est la plupart du temps faible (les lettres *h/g, i/o, i/y* s'échangent). Si nécessaire, les deux formes seront indiquées dans les cas plus difficiles (ex. : la ville d'*Okhtyrka* en ukrainien est *Akhtyr'* en russe). Quand le document est lui-même en plusieurs langues, j'ai rendu la langue minoritaire par une police de caractère spécifique : *elle montrera l'ukrainien ou le sourjik dans un texte russe ou, au contraire, l'expression russe dans un texte ukrainien.*

TRANSCRIPTION, TRANSLITTÉRATION

Le problème posé par le rendu du cyrillique en caractères latins est presque du même ordre. Les publications universitaires disent le plus souvent utiliser une transcription ou translittération scientifique. Or plusieurs systèmes sont en concurrence dans le monde académique. Dans les pays anglo-saxons, la transcription selon la phonétique anglaise reste en vigueur dans des revues prestigieuses car elle est adossée à l'usage de la Bibliothèque du Congrès[1]. L'université française s'en tient pour l'essentiel à la norme soviétique de 1983 (GOST 16876-71), reprise par l'ONU en 1987 (norme V/18). En effet, l'utilisation de signes diacritiques (en premier lieu le ˇ - *hàček* tchèque -) permet de rendre plus fidèlement l'alphabet cyrillique (*ч* - *č, ш* - *š, ж* - ž,). Cependant, le procédé n'est pas appliqué de façon pleinement cohérente car certaines lettres cyrilliques sont translittérées par deux lettres latines (*šč* pour *щ* ; *ja* pour *я* ; *ju* pour *ю*).

En 1995, l'International Standards Organization a édité une norme (ISO 9:1995) qui satisfait l'idéal d'une lettre latine transcrivant une lettre cyrillique. Sont apparus le *ŝ* pour *щ*, le *â* pour *я*, le *û* pour *ю*... Excepté un spécialiste des études slaves, plus personne n'arrive à lire le résultat ! La translittération est hermétique même pour des personnes cultivées, qu'elles soient francophones, ukrainophones ou russophones.

[1] Voir les règles de présentation des manuscrits sur les sites de revue (Russian review, Slavic review, Revolutionary Russia...).

Alors que les ordinateurs permettent aujourd'hui de passer d'un alphabet à l'autre, cette complication n'est peut-être plus justifiée. En tout cas, on en vient à apprécier le bon sens anglo-saxon : après tout, une personne qui lit une publication dans une langue en connaît les règles de prononciation. Dans le corps du texte, il a donc été choisi de ne pas imposer *Trockij*, *Xarkiv* ou *Volčansk* au lecteur. Il lira phonétiquement en français Trotski, Kharkiv, Voltchansk. Il ne s'agit pas d'une simple coquetterie. En effet, la lecture phonétique sera quelquefois nécessaire pour rendre des assonances ou des déformations signifiantes.

Néanmoins, pour tout ce qui ne concerne que le spécialiste ukrainophone ou russophone (notes infrapaginales, liste des sources et bibliographie) la translittération selon la norme ISO 9:1995 a été utilisée. Elle apparaît parfois également dans le corps du texte, entre chevrons (<>). Elle a cependant dû être modifiée pour le *x* - *kh*. Les translittérations GOST et ISO privilégient le *h*. Cette dernière graphie pose un sérieux problème, dans la mesure où en ukrainien le *h* transcrit le *г*, *g* dont la prononciation est fortement aspirée. À la suite de chercheurs comme Leonid Heller ou Tamara Kondratieva[1], j'ai donc utilisé le *x*, la lettre latine s'écrivant comme le *x* (*kh*) cyrillique.

LEXIQUE

Pour éviter les confusions avec la *kommouna* (*commune* dans notre texte), *obchtchina*[2] a été traduit le plus souvent par *communauté* (villageoise, rurale, paysanne), quitte à modifier certains textes d'auteurs francophones. La transformation est indiquée (ex. : « *commun[auté]* »).

Français	*Russe*	*Ukrainien*
Arrondissement	*Rajon*	*Rajon*
Association d'exploitation commune de la terre	*Tovariŝestvo po Obŝestvennoj Obrobotke*	*Tovaryvstvo Spil'noho Oborobitku Zemli*

[1] Leonid HELLER et Michel NIQUEUX, *Histoire de l'utopie en Russie,* PUF « Écriture », Paris, 1995. Tamara KONDRATIEVA, *Gouverner et nourrir : Du pouvoir en Russie (XVIe-XXe s.),* Les Belles Lettres, Paris, 2002 (les notes et la bibliographie utilisent la translittération alors que la transcription phonétique française est préférée pour le corps du texte).

[2] La question des rapports entre *obŝina* et *kommuna* sera abordée sur le fond (voir p. 225 et suiv.).

Français	*Russe*	*Ukrainien*
	Zemli	
Association, compagnie	*Tovariŝestvo*	*Tovarystvo*
Canton	*Volost'*	*Volost'*
Circonscription	*Okrug*	*Okruha, okruh*
Comité de la pauvreté rurale	*Komitet derevenskoj bednoty (KomBed)*	
Comité de paysans pauvres		*Komitet nezamožnyx selân (KNS)*
Comité exécutif (d'un soviet)	*IspolKom*	*VykonKom*
Déciatine (*1,0925 ha*)	*Desâtina*	*Desâtyna*
District	*Uezd*	*Povit*
Jeunesse communiste (JC)	*Komsomol*	
Union de la Jeunesse Communiste Léniniste d'Ukraine (UJCLU)		*Lenins'ka Komunistyčna Spilka Molodi Ukraïny (LKSMU)*
Karbovanets (krb)	*Karbovanec*	*Karbovanec'*
Kolkhoze	*Kolxoz*	*Kolhosp*
(exploitation collective, quel qu'en soit la forme juridique)		
Province	*Guberniâ*	*Huberniâ*
Région	*Oblast'*	*Oblast'*
Rouble (rb)	*Rubl'*	*Rubl'*
Section féminine (du PC)	*Ženskij Otdel*	*Žinočyj Viddil*
Section foncière (d'un soviet)	*Zemel'nyj Otdel*	*Zemel'nyj Viddil*
Sovkhoze	*Sovxoz*	*Radhosp*

INTRODUCTION

Le dossier des Archives d'État de Kharkiv[1], aujourd'hui coté « Fonds R1631, 2e inventaire, liasse 276 », a été constitué entre le 10 février et le 4 juin 1919 par la *Section foncière du district d'Izioum, Sous-section des exploitations collectives, Bureau des communes <Izûmskij Uezdnyj Zemel'nyj Otdel, Podotdel Kollektivnyx Xozâjstv, Bûro Kommun>*. Il concerne la *Deuxième Commune de Paris* (sic). À la troisième page, on lit :

> *« Soviet du village de Brigadirovka, le 19 mars 1919,*
>
> *à la Section foncière du district d'Izioum,*
>
> *[de la part] des délégués mandatés <upolnomočennye> de la commune du village de Brigadirovka (canton d'Izioum)*
>
> *Déclaration*
>
> *Souhaitant créer une Commune, nous vous adressons le Statut de la Commune en quatre exemplaires, signés par nous et vérifiés par le soviet local ; la liste familiale des membres de la commune avec indication de leur âge, de leur activité et de leur lieu d'habitation, vérifiée par le soviet local, en quatre exemplaires.*
>
> *Nous vous demandons d'enregistrer notre commune et d'ordonner de nous transférer la quantité de terre nécessaire.*
>
> *Les délégués mandatés de la commune du village de Brigadirovka*
> [signatures]
>
> *Attestant de l'existence de la commune :*
>
> *le président du soviet du village* [signature],
>
> *le secrétaire du soviet du village* [signature] »[2]

Joint à la déclaration, le « *statut modèle de la commune agricole de travail* »

[1] Pour situer les localités les plus importantes, le lecteur pourra consulter les cartes c1 et c5 en annexe.

[2] Archives d'État de la région de Kharkiv [DAXO], dossier R1631/2/276, p. 3. Pour l'explication du référencement des liasses d'archives, voir la présentation des sources en fin d'ouvrage.

stipule :

> *« § 3. Les principes suivants sont strictement appliqués dans la commune :*
>
> *a) Tout appartient à tous et, dans la commune, personne ne peut désigner une chose comme la sienne, à l'exception des objets de consommation personnelle ;*
>
> *b) Dans la commune, chacun travaille selon ses forces et reçoit selon ses besoins, dans la limite des possibilités économiques de la commune;*
>
> *c) Le travail se fait en commun (collectivement) ;*
>
> *d) Une fois couverts les besoins de la commune, les surplus de produits sont mis à la disposition de la société par l'intermédiaire des organismes soviétiques locaux d'approvisionnement qui fournissent en échange les objets dont la commune a besoin. (...)*
>
> *§ 15. Tous les produits de l'exploitation communale sont recensés et entreposés dans des magasins généraux. (...)*
>
> *§ 17. Pour épargner du travail, des produits alimentaires et du combustible, la commune organise l'alimentation sociale dans des réfectoires communaux. »*[1]

Conservée à part, la « *liste des citoyens souhaitant adhérer à l'artel*[2] *agricole de travail sur des bases communales* » comprend les noms de 62 personnes des deux sexes, âgées de 6 mois à 65 ans[3] : GOMONENKO, Ivan Iakovlevitch, 32 ans, résidant à Brigadirovka, charpentier ; RIABENKI, Semion Iakovlevitch, 46 ans, résidant à Brigadirovka, manœuvre ; TCHERINETS, Nikolaï Dmitrievitch, 40 ans, résidant à Brigadirovka, cultivateur ...

Ces dossiers et quelques dizaines d'autres assemblés par la Section foncière d'Izioum gardent la trace de 32 communes. Certaines portent simplement le nom de leur village. Quelques-unes se placent sous les figures tutélaires de Rosa Luxemburg,

[1] D'après le texte original, reproduit dans l'annexe du livre d'Â. ŽIGUR, *Organizaciâ kommunističeskix xozâjstv v zemledelii,* Izd. Vserossijskago Central'nago Ispolnitel'nago Komiteta Sovetov R., S. i K. deputatov, M, 1918 ; p. 81.

[2] Avec la révolution, le mot *artel* prend le sens d'exploitation agricole où la propriété de la terre est collective. Pour le sens du terme avant la révolution, voir la note p. 71.

[3] DAXO, R1631/2/274, p. 1-2.

Lénine ou Trotski. D'autres s'affirment *Victoire sur le Capital* ou *Notre travail*. La commune *Internationale* côtoie la commune *Tarass Chevtchenko,* l'*Évangélique* voisine avec le *Drapeau Rouge*. Dans les premiers mois de 1919, ils sont 1845 communards, s'engageant dans une vie nouvelle alors que la guerre civile fait rage.

Suite à la paix de Brest-Litovsk (février 1918), les troupes allemandes occupaient encore l'Ukraine à la fin novembre 1918. Leur évacuation s'effectue sur fond d'insurrection généralisée contre les occupants et contre le régime fantoche de l'hetman Skoropadski. La colère populaire nourrit deux oppositions armées. Les partisans du nationaliste ukrainien Petlioura prennent le contrôle d'Izioum (à 120 km au sud de Kharkov[1]) avant d'être eux-mêmes chassés le 5 janvier 1919 par l'avancée des Rouges. Du 20 au 24 janvier, un congrès des soviets des députés ouvriers et paysans légitime localement le nouveau pouvoir et élit le Comité exécutif du district[2]. La Section foncière et son Bureau des communes sont donc parmi les éléments d'une administration soviétique qui se forme dans le cours des événements. Ainsi, quand ils enregistrent la première commune le 22 février, la *République Socialiste Soviétique d'Ukraine* (proclamée à Kharkov le 6 janvier) n'a pas encore de journal officiel. Le numéro un ne paraît que le lendemain[3].

Ces premières communes durent aussi peu que le pouvoir soviétique en Ukraine en 1919. Les derniers documents conservés datent des premiers jours de juin, quand la guerre reprend au sud contre l'*Armée volontaire* du général blanc Denikine qui occupe rapidement le district[4]. Pourtant, avec le retour des Rouges, des communes réapparaissent. Elles font partie du paysage social de la jeune république soviétique pendant la NEP (1921-1929). Ainsi, un almanach populaire, *Le Compagnon de l'ouvrier*,

[1] Voir cartes C1, C5 et c8 et portrait de Petlioura en annexe.

[2] *Istoria gorodov i sel ukrainskoj SSR : Xar'kovskaâ oblast',* Institut Istorii AN USSR / Glavnaâ Redakciâ Ukrainskoj Sovetskoj Enciklopedii, K, 1976 ; p. 396.

[3] Pour la chronologie voir O.M. DZÛBA, V.F. REPRYNCEV & V.F. VERSTÛK, *Ukraïna vid naydavnišyx časiv do s'ohodennâ ; Xronolohičnyj dovidnyk,* Naukova Dumka, Kyïv, 1995 ; p. 321. Quant au « Journal officiel », il s'agit du Vestnik Narodnogo Komissariata Vnutrennix Del Ukrainskoj Socialističeskoj Sovetskoj Respubliki (VNKVDUSSR), daté du 23 février 1919.

[4] *Istoria gorodov,* ouv. cit., p. 396. Voir carte c8 en annexe.

donne, en 1925 les définitions suivantes :

> *« Commune (kommouna) : — 1) au Moyen Âge, communauté qui se gère elle-même, 2) communauté dans laquelle tous les membres jouissent de droits identiques et d'une propriété commune.*
>
> *Communal (kommounalny) — 1) communautaire ; 2) qui appartient au soviet local.*
>
> *Commune « de Paris » (kommouna « Parijskaïa ») — pouvoir ouvrier institué par l'insurrection des ouvriers parisiens le 18 mars 1871.*
>
> *Communards (kommounary) — participants de la Commune de Paris, partisans de la commune. »*[1]

Un sens commun recouvre les pratiques collectivistes de plusieurs dizaines de milliers de personnes dans toute l'Union soviétique : paysans, militants, étudiants, artistes, pédagogues et enfants abandonnés, voire équipes d'ouvriers travaillant collectivement. Paradoxalement, la « révolution » stalinienne du début des années 1930, avec la « *collectivisation complète* » de l'agriculture sous le premier plan quinquennal, marque la fin de ces expériences autonomes. Elles deviennent juridiquement impossibles en février 1935 quand le nouveau statut des exploitations collectives (*kolkhozes*) impose le modèle de la coopérative.

Connaître les communes

Leur existence a apparemment laissé peu de traces politiques ou sociales dans le système soviétique, mais elles auront marqué la langue russe jusqu'à ce jour. Le français ne connaît de communes que *territoriales, médiévales* ou *de Paris*. Seule la persistance lexicographique des *Communes populaires* chinoises (pourtant disparues en 1973) fait chez Larousse un écho très lointain et bien particulier à la communauté de vie et de travail. Par contre, en russe courant, *kommouna* signifie d'abord un « *collectif de gens s'étant réunis pour une vie commune selon le principe de la communauté des biens et du travail* » et, dans le langage parlé, l' « *organisation de la vie d'un collectif*

[1] « Kratkij slovar' obŝe-upotrebitel'nyx političeskix i inostrannyx slov » dans *Sputnik rabočego na 1925 god* [Almanach], Priboj, Leningrad, 1925 ; p. 309.

fondé sur ces principes ». Le dictionnaire ne mentionne que secondairement l' « *unité administrative et territoriale dans certains pays* »[1].

La perception russe courante de *kommouna* comme collectif de vie contraste avec le peu d'attention que les chercheurs et particulièrement les historiens ont accordé jusqu'à présent aux communes soviétiques. Les doigts d'une main suffisent presque à compter les ouvrages sur la question. Qui plus est, sur six études, seules trois, de volume très variable, en font leur sujet spécifique. Chacune relève d'une démarche différente et reflète des préoccupations datées. En 1963, le chercheur américain Robert Wesson publie *Les communes soviétiques*. C'est le début d'une carrière de soviétologue qui s'élargira vers les questions internationales pour se recentrer en définitive sur l'Amérique Latine. Son étude des communes rurales est très complète et bien informée, mais les tentatives urbaines sont ignorées. Malgré l'absence d'archives directes, les richesses de la presse et des publications soviétiques sont exploitées au mieux : le lecteur n'ignore rien du cadre politique et juridique où s'épanouissent et s'éteignent les collectifs[2].

La vie des communards est d'ailleurs essentiellement envisagée de ce point de vue. C'est une deuxième limite, posée tant par le type de sources accessibles que par les choix méthodologiques de l'auteur. Par ailleurs, l'articulation des communes avec la révolution et la construction du régime soviétique pose une autre série de problèmes. Elle est envisagée de manière assez binaire, dans le cadre d'une opposition bas / haut ou anarchisme / bolchevisme. La mise en perspective est aussi marquée par ce qui est considéré comme d'actualité en 1963 : *« les « communes populaires » chinoises ont fait*

---

[1] *Petit Larousse* et *Petit Robert* (1996). Le sens de communauté de vie et de travail existe par contre en anglais et en allemand. *The New Collin's Concise English Dictionnary* (London & Glasgow, 1986) donne en « *première signification moderne habituelle* » de *Commune : « Groupe de familles ou de personnes vivant ensemble et partageant propriétés et responsabilités* ». En allemand, l'avant dernier sens de *Kommune* est « *Communauté de logement que les représentations bourgeoises rejettent en ce qui concerne la propriété, l'efficacité, la concurrence et la morale* » (DUDEN, *Deutsches Universal Wörtebuch A-Z,* Dudenverlag Mannheim, Leipzig, Wien, Zürich, 1996). « Kommuna » in T.F. EFREMOVA, *Novyj slovar' russkogo âzyka,* Russkij Âzyk, M, 2000.

[2] Stanley ANDERSON & Gordon E. BAKER, « In memoriam Robert G. Wesson (1920-1991) », University of California, 1993, consultable sur http://dynaweb.oac.cdlib.org:8088/dynaweb/uchist/public/inmemoriam/inmemoriam1993/@Generic__BookTextView/3968. Robert G. WESSON, *Soviet Communes,* Rutgers University Press, New Brunswick (New Jersey), 1963.

revivre le nom et certain des aspects des communes soviétiques éteintes depuis longtemps », elles illustrent *« la divergence entre deux versions du marxisme, la russe plus limitée, et la chinoise, plus volontariste »*[1]. Les « communismes » soviétique et chinois ayant subi le destin que l'on sait, cette problématique a vieilli.

En 1975, douze ans après Wesson, la perspective est renversée en France par Anatole Kopp dans *Changer la vie, changer la ville*. Les communes qu'il évoque sont urbaines. Elles sont l'un des éléments de la « *reconstruction du mode de vie »* tentée en URSS dans les années 1920. La logique du développement économique de l'agriculture laisse la place aux questionnements sociologiques et architecturaux sur le communisme. Le rapport à l'histoire de l'URSS est posé par les deux citations mises en exergue, des vers de Maïakovski. En 1919 : « *Assez vécu la loi / Héritée d'Adam et Eve / Galope, rossinante de l'histoire / Gauche ! / Gauche ! / Gauche !* ». En 1930, au moment de se suicider, le poète futuriste écrit : « *La barque [de l'] amour s'est brisée contre le mode de vie (...) Je sais la force des mots, elle semble n'être rien / Rien qu'un pétale tombé sous les talons des danses / Mais l'homme, son âme, ses lèvres, tous ses os* ». Il s'agit ainsi de suivre la trajectoire de l'utopie, de sa naissance à sa mort[2].

Sous la plume d'Anatole Kopp, le mot ne renvoie pas une rêverie vaine ou dangereuse. Dans un précédent livre, il la définissait d'entrée par les mots de Le Corbusier : « *l'utopie n'est jamais rien d'autre que la réalité de demain et (...) la réalité d'aujourd'hui est l'utopie d'hier* ». Architecte français d'origine russe, Anatole Kopp avait mené de front des engagements esthétique (moderniste), politique (communiste) et social (participant aux programmes de logement de la jeune République algérienne, enseignant à l'université de Vincennes). Grâce à des relations avec ses collègues soviétiques, il a participé dans les années 1960 à la redécouverte de l'architecture d'avant-garde des années vingt et trente. En s'interrogeant sur les motivations socio-

[1] *Ibidem*, p. 4, 244.

[2] Anatole KOPP, *Changer la vie, changer la ville : de la vie nouvelle aux problèmes urbains, URSS 1917-1932,* UGE « 10/18 », Paris, 1975.

politiques des architectes et urbanistes, il avait peu à peu remis en cause la *doxa* soviétique. La rupture autoritaire stalinienne lui était désormais si insupportable qu'il devint l'artisan de la première édition française des *Questions du mode de vie* de Trotski en 1976[1].

L'œuvre d'Anatole Kopp naît grâce à différents facteurs. Il a une formation marxiste qui apparaît, au regard de son évolution, moins orthodoxe que classique. Si aucune « autorité » ne lui paraît intellectuellement respectable par elle-même, il prend les catégories de Parti, de prolétariat, de socialisme etc., pour ce qu'elles se disent être. Politiquement et esthétiquement, sa conception participe de l'époque qu'il étudie. Comme il le dit sur l'architecture, « *le moderne n'[est] pas un style mais une cause* ». Ce progressisme, bien hors de saison aujourd'hui, n'était pas le reflet d'un conformisme. Il trouvait plutôt sa source dans un optimisme qui semblait régulièrement se justifier. Le « dégel » khrouchtchévien avait quelque peu permis de libérer une partie du passé révolutionnaire de l'URSS. Un certain socialisme cherchait sa voie en Algérie. Mai 1968 redonnait goût au projet de changer la vie. Octobre 1917 apparaissait de nouveau comme le réservoir d'idées où l'on pouvait puiser[2].

Il avait fallu une confiance inébranlable pour exhumer les sources étayant ce point de vue. Au début de sa recherche, en arrivant à la Bibliothèque Lénine à Moscou, Anatole Kopp s'appuyait sur dix lignes de commentaires soviétiques sur Maïakovski mentionnant les « *grandes quantités [de] brochures* » publiées du vivant du poète sur « *les questions du mode de vie* »[3]. Avec l'aide d'une bibliothécaire courageuse et beaucoup de persévérance, il a mis à jour un corpus de textes dont l'inventaire a été peu modifié depuis et qui constitue la base de notre connaissance sur l'aspect idéologique

[1] Anatole KOPP, *Ville et révolution : Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt,* [1967] Anthropos, Paris, 1969 ; p. 7. Anne RAYMOND, *Anatole Kopp, 1915-1990 (DEA en histoire de l'art),* Université de Paris I, 1992. Léon TROTSKY, *Les questions du mode de vie : l'époque du « militantisme culturel » et ses tâches* [1923], UGE « 10/18 », Paris, 1976.

[2] Anatole KOPP, *Quand le moderne n'était pas un style mais une cause,* ENSBA, Paris, 1988. Sur Mai 1968, voir la préface de 1969 à *Ville et révolution*, p. VI.

[3] KOPP, *Changer la vie, changer la ville…*, p. 12.

du problème. Évidemment, on reste loin des expériences concrètes, faute de sources directes. Entre la brochure du réformateur social ou le plan d'architecte et la réalité, la distance est grande.

La fermeture des archives soviétiques ne gênait pas tous les types de recherche de la même façon. Robert Wesson et Anatole Kopp avaient pu retracer l'encouragement des utopies et leur mise sous le boisseau car le Parti produisait des *résolutions* sur toute question importante et la condamnation d'une déviation devait être prononcée pour être effective. L'oubli et l'effacement ne venaient qu'après : ce qui avait été condamné devait n'avoir jamais existé. Remonter dans les collections de la *Pravda* ou fouiller en bibliothèque pouvait permettre de rétablir certaines vérités. Par contre, comment connaître le social dans toute son épaisseur ?

Pour atteindre cet objectif, les sources secondaires sont trompeuses. Dans son article sur *Les utopies communautaires au banc d'essai des années vingt* (1984), Basile Kerblay s'appuie sur des livres, des brochures et des articles de presse, seuls matériaux disponibles à l'époque. C'est suffisant pour évaluer l'importance quantitative des communes. Par contre, juger du mode de vie lui-même à travers un texte rédigé pour la publication est plus délicat. En plus des censures directes du Parti, de l'éditeur, il faut compter avec l'autocensure, consciente ou non, de l'auteur. En conséquence, certaines affirmations de l'article paraissent bien péremptoires, sinon sujettes à caution. On lit ainsi que *« la promiscuité dégénère quelquefois en licence ; les communes n'ont pas été toujours des modèles de vertu »*[1]. Dans la source, parle-t-on de « *licence* » ou décrit-on tel ou tel comportement précis ? De plus, les notions de « *licence* » et de « *vertu* » reflètent nécessairement une représentation sociale que l'historien reproduira s'il ne la critique pas. Ceci étant, ce glissement méthodologique traduit au moins le souci d'avancer des hypothèses à défaut de pouvoir les vérifier. On le voit, la question des

[1] Basile KERBLAY, « Les utopies communautaires au ban d'essai de la Russie des années vingt », (Revue des Études Slaves, LVI/1, 1984) in Du mir aux agrovilles Institut d'Études Slaves, Paris, 1985 ; p. 171 et suiv.

sources devient un obstacle à l'Ouest dans les années 1970-1980, à mesure que les problématiques évoluent vers une approche plus sociologique.

En URSS, la situation est très différente, mais pas meilleure. Les archives n'ont été définitivement débarrassées de la tutelle du ministère de l'Intérieur (ex-NKVD) qu'en 1960 et l'histoire soviétique en tant que discipline autonome s'est dégagée très lentement de l'exégèse de la pensée des dirigeants. Pour ne parler que du collectivisme agraire, les jalons d'une historiographie sont rares. En 1949, paraissent les *Aperçus sur les premières étapes de développement de l'agriculture collective* de Konioukov, lui-même ancien propagandiste agraire des années vingt. Après la mort de Staline le mouvement s'accélère. Entre 1954 et 1960 trois études sur la question sont éditées, dont deux sur l'Ukraine, signées de A.F. Tchmyga et I.Kh. Hanja[1]. Ce courant ruraliste se maintient par la suite, mais il faut attendre 1976 pour la première monographie sur *Les communes agricoles en Russie soviétique (1917-1929)* publiée par V.V. Grichaev. Elle est à peu près contemporaine des travaux de V.P. Danilov sur la campagne russe d'avant la collectivisation[2].

Si Danilov bouleverse l'historiographie soviétique en affirmant que la collectivisation passait par la destruction de la communauté rurale traditionnelle (*obchtchina*), on ne peut en dire autant de Grichaev. Le résumé du livre est clair sur le programme de recherche.

> *« Dans ce livre, on expose la création et le développement des communes agricoles en Russie soviétique, communes qui étaient les premiers phares du mode d'exploitation collectif. Elles ont permis le raffermissement de l'union des ouvriers et des paysans, défendaient l'internationalisme, et la nouvelle morale communiste, elles ébranlaient*

[1] I.A. KONÛKOV, *Kollektivnoe zemledelie,* M, 1927 ; du même : *Očerki o pervyx etapax razvitiâ kollektivnogo zemledeliâ,* M, 1949. M.A. KRAEV, *Pobeda kolxoznogo stroâ v SSSR,* M, 1954. A.F. ČMYGA, *Očerki po istorii kolxoznogo dviženiâ na Ukraine,* M, 1959. I.X. HANŽA, *Perši kolektyvni hospodarstva na Ukraïni (1917-1920 rr.),* K, 1960. M.Â. ČALÛK, *Radhospne budivnyctvo na Ukraïni (1921-1930),* K, 1961. I.X. HANŽA (pod red.), *Istoriâ kollektyvizacii sil'ske-hospodarstva URSR 1917-1937 (zbirnyk materialiv),* K, 1965. A.F. ČMYGA, *Kolxoznoe dviženie na Ukraine (1917-1929),* M, 1974.

[2] V.V. GRIŠAEV, *Sel'sko-xozâjstvennye kommuny Sovetskoj Rossii 1917-1929,* M, 1976. V.P. DANILOV, *Sovetskaâ dokolxoznaâ derevnâ : T. 1, Naselenie, zemlepol'zovanie, xozâjstvo,* M, 1977 ; *T. 2, Social'naâ struktura, social'nye otnošeniâ,* M, 1979.

la psychologie individualiste du petit propriétaire. Les communes ont joué un grand rôle dans la préparation de la collectivisation complète de l'agriculture en URSS »[1].

L'auteur propose moins au lecteur un questionnement que des réponses toutes faites. Le livre apporte néanmoins beaucoup d'informations en synthétisant les données des archives centrales ou de précédentes publications. L'approche reste très générale et aboutit à un catalogue d'exemples classés par thèmes : statuts, effectifs, composition sociale etc..

Compte tenu de la charge idéologique du sujet, il n'était peut-être pas possible de faire mieux à l'époque. On pouvait par contre faire bien pire comme le prouvent des études publiées pendant la perestroïka. Un livre sur *Les transformations agraires en Ukraine (1917-1920)*[2] contient des erreurs grossières dans la copie des sources. Un ouvrage collectif sur *L'établissement des bases du mode de vie socialiste de la paysannerie d'Ukraine soviétique* aurait pu dénoter une approche sociologique. Malgré la libéralisation déjà sensible en 1988, il semble plus répondre à l'apologétique qu'à l'histoire. Qu'est-ce que le socialisme devait apporter au monde rural ? Une élévation du niveau culturel qui serait la base d'un développement technique et donc d'une augmentation du niveau de vie. La culture devait également faire reculer l'obscurantisme rural (religion, superstitions) et libérer la femme. Voilà ce que dit la vulgate. Et voilà, par là-même, le plan d'un ouvrage sur le mode de vie des paysans... Dans chaque domaine, tout se déroule comme à la parade, selon le plan de marche prévu. La religion doit reculer. Voilà donc les statistiques de fréquentation des églises qui montrent une baisse régulière. La femme va être libérée ; d'ailleurs le taux de sa participation aux organismes soviétiques augmente[3].

L'ouvrage était dirigé par Stanislav Koultchitski, un historien renommé qui

[1] GRIŠAEV, troisième page de couverture de son livre.

[2] I.V. XMEL', *Agrarnye preobrazovaniâ na Ukraine 1917-1920 gg.,* Naukova Dumka, K, 1990 (les erreurs seront traitées plus loin).

[3] S.V. KUL'ČICKIJ i drugie, *Stanovlenie osnov socialističeskogo uklada žizni krest'ânstva USSR,* Naukova Dumka, K, 1988 ; p. 53, 71.

publiera en 1996 une histoire de *La première décennie du communisme en Ukraine*[1], à la tonalité farouchement anti-soviétique. Au-delà d'une réflexion sur l'inconstance humaine, cela peut donner une clé pour comprendre la recherche dans l'Union soviétique moribonde. Comme me l'a expliqué Vladimir Kalinitchenko, un spécialiste de l'agriculture des années 1920, les chercheurs choisissaient un sujet officiellement présentable sous le couvert duquel ils menaient les investigations qui les intéressaient réellement. Avant 1990, M. Kalinitchenko n'avait lui-même publié que sur l'*obchtchina* pendant la NEP, sujet devenu assez consensuel. Fort de son travail sur les sources, il a pu publier dès 1991 une histoire de *L'économie rurale d'Ukraine avant la collectivisation*[2] entièrement centrée sur la petite propriété individuelle, à laquelle ses préférences idéologiques allaient depuis longtemps.

Ainsi, au moment où la recherche soviétique aurait pu se pencher sur les communes, elle n'en avait plus l'envie. Dans le champ ouvert autour de 1917, l'esprit de la perestroïka soufflait moins au pays des soviets qu'en Occident. En 1988, *Russie révolutionnaire* (*Revolutionary Russia*)[3] est le titre évocateur d'une nouvelle revue universitaire anglo-saxonne. Les expériences les plus radicales des années 1920 suscitent de l'intérêt et Richard Stites publie en 1989 *Rêves révolutionnaires : Vision utopique et vie expérimentale dans la révolution russe.* Les communes n'occupent qu'un des douze chapitres[4]. De plus, à envisager toutes les formes d'utopies, et, pour chacune, le maximum d'exemples, l'exercice peut sembler tourner à l'inventaire. Néanmoins, la juxtaposition d'expériences fort différentes fait sens car elle recompose l'unité de l'aspiration révolutionnaire à changer la vie.

Pour la première fois, les communes urbaines et rurales sont considérées

---

[1] Stanislav KUL'ČYC'KYJ, *Komunizm v Ukraïni : perše desâtyriččâ (1919-1928),* Osnovy, K, 1996.

[2] V.V. KALINIČENKO, « Krest'ânskaâ podzemel'naâ obŝina na Ukraine v dokolxoznyj period », Vestnik Xar'kovskogo Universiteta, n°266, 1984 ; p. 3-11 ; du même : *Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny v dokolhospnyj period (1921-1929),* Osnova, X, 1991.

[3] Revolutionnary Russia ; editor: Jonathan SMELE, Queen Mary, University of London, UK ; Franck Cass publishing.

[4] Richard STITES, *Revolutionary Dreams: Utopian Vision and Experimental Life in the Russian Revolution,* Oxford University Press, New York & Oxford, 1989 ; chap. 10, p. 205-222.

ensemble. Mises en regard avec d'autres mouvements utopistes (comme les orchestres sans chefs), elles permettent de mieux poser le problème de l'égalité ou de l'autorité. Le corpus de sources s'est élargi grâce à l'accès plus facile aux bibliothèques soviétiques, mais, à cette époque, aucun document d'archive n'a pu encore être produit. Au moins Richard Stites a-t-il intégré la littérature comme mine d'informations. Pour l'éditeur en anglais de l'*Étoile rouge* de Bogdanov[1], la science-fiction apparaît souvent comme l'inspiratrice de l'utopie. Surtout, par la production littéraire soviétique, on approche les comportements quotidiens dans leur caractère individuel. On saisit également mieux les clivages surgissant de l'idéologie. Ainsi, le dramaturge stalinien Pogodine tire la morale des expériences communardes : *« Votre commune, c'est de l'impertinence. Est-ce que c'est bien ? Non, c'est mal. (...) Juste vous... sans aucun plan »*[2].

Chacun des chapitres des *Rêves révolutionnaires* peut fournir le sujet d'une thèse et le livre aurait pu être sinon le manifeste d'une école, du moins l'avant-garde d'un courant de recherche. Quinze ans plus tard, force est de constater qu'il n'en a rien été. C'est que l'histoire de la révolution a payé pour les désillusions du présent. Plein d'optimisme, Richard Stites concluait en 1989 :

> *« En ce moment de grande fermentation en Union soviétique — fermentation entretenue par l'action de Mikhaïl Gorbatchev pour la glasnost et de la perestroïka — il y a, parmi certains jeunes intellectuels, les signes d'un intérêt renouvelé pour le socialisme utopique, Kropotkine, les populistes, les communes et les cités de l'avenir »*[3].

L'activité éditoriale soviétique de l'époque donnait en effet l'impression d'une radicalisation vers la gauche[4] du regard sur la révolution. Des œuvres de Boukharine et de Tchaïanov[5] sortent du purgatoire en 1988-1989. Bakounine, Bogdanov et Trotski

[1] Bogdanov : bolchevik de gauche avant 1917, auteur d'utopies (voir plus loin, p. 26).

[2] Alexander BOGDANOV (ed. by Richard STITES), *Red Star: The First Bolshevik Utopia,* Indiana UP, Bloomington & London, 1984. *Revolutionary Dreams,* déjà cité, p. 241.

[3] STITES, p. 252.

[4] « Gauche » est employé ici au sens occidental du terme. Il faut en effet rappeler qu'en URSS pendant la perestroïka, on qualifiait de droite les partisans du « socialisme », parce qu'ils voulaient *conserver* le système. La gauche était constituée des réformateurs anticommunistes. Voir V. BEREZOVSKIJ & N. KROTOV, *Neformal'naâ Rossiâ. O neformal'nyx dviženiâx i gruppax v RSFSR: opyt spravoč nika,* Molodaâ Gvardiâ, M, 1990 ; p. 44.

[5] Tchaïanov : économiste d'inspiration populiste (voir plus loin, p. 26).

sont exhumés en 1989-1990, Kropotkine attend 1991 semble-t-il[1].

Au-delà de la sincérité de tel ou tel éditeur, ce courant traduisait la tentative de formaliser les changements en cours dans le langage du régime, c'est-à-dire un langage sinon toujours marxiste, du moins révolutionnaire ou socialiste. Quant à la radicalisation idéologique par l'édition de penseurs de plus en plus critiques, elle suivait l'affaiblissement de la censure et traduisait surtout l'exacerbation des tensions dans le pays. L'exemple des historiens agrariens a montré que les courants qui travaillaient réellement l'intelligentsia étaient éloignés de la pensée de gauche même la plus « anti-soviétique » à l'époque. Cette vérité s'impose après le putsch et la fin de l'URSS. Les « rééditions de gauche » disparaissent d'un seul coup pour laisser toute la place aux courants religieux, monarchistes et libéraux jusqu'alors tenus en lisière. De plus, l'éclatement de l'Union soviétique en quinze États indépendants fait de la notion même de « *révolution russe* » (« *rousskaïa revolioutsïïa* ») une réalité évanescente. En Russie, on redécouvre l'adjectif « *rossïïski* » correspondant strictement au territoire de l'État russe, au détriment de « *rousski* », plus large.

La révolution reste certes généralement qualifiée de « *rousskaïa* » mais les historiens de Russie privilégient maintenant les éléments spécifiquement nationaux. Une évolution parallèle se produit dans les autres territoires de l'ex-URSS. Alors que Nestor Makhno, lui-même peu suspect de centralisme, intitulait ses mémoires *La révolution russe en Ukraine,* les éditeurs de Kyïv ne connaissent aujourd'hui plus de révolution qu'*ukrainienne* entre 1917 et 1920[2]. Les répercussions de la « fin du communisme » se sont également fait sentir en Occident. La révolution russe disparaît peu à peu du territoire historiographique. Par exemple, sur quinze étudiants du Centre

[1] Pour les éditions, voir par exemple : N.I. BUXARIN, *Izbrannye trudy,* Nauka, L, 1988. A.V. ČAÂNOV *Krest'ânskoe xozâjstvo : izbrannye trudy,* M, 1989. M.A. BAKUNIN, *Filosofiâ, sociologiâ, politika,* M, 1989. L.D. TROCKIJ, *K istorii russkoj revolûcii,* Politizdat, M, 1990. A.A. BOGDANOV, *Voprosy socializma : raboty raznyx let,* Izd. Političeskoj Literatury, M, 1990. P.A. KROPOTKIN, *Etika : izbrannye trudy,* Politizdat, M, 1991.

[2] Nestor MAXNO, *Russkaâ revolûciâ na Ukraine (ot marta 1917 g. po aprel' 1918 god),* Kniga 1 [1929], izd. Ukraïna, K, 1991. T.V. OSIPOVA, *Rossijskoe krest'ânstvo v revolûcii i graždanskoj voine,* Strelec, M, 2001. V.F. SOLDATENKO, *Ukraïns'ka revolûciâ,* T. 1 & 2, Knyha Pam"âti Ukraïny / Prosvita, K, 1997 & 1999.

d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique, travaillant en 2003 sur l'après-Octobre, cinq se concentrent sur les années 1917-1941 et dix sur l'après-Staline. L'intérêt académique descend peu à peu le cours de l'histoire, en s'éloignant de questions révolutionnaires[1] et laissant de côté les communes. Aujourd'hui, ces dernières sont comme en zone d'attente dans l'historiographie, sans qu'on sache si elles sont promises à l'expulsion ou à une tardive naturalisation. Elles sont presque passées sous silence[2], excepté dans de rares travaux, comme les *Tableaux de la vie quotidienne* soviétique, de l'historienne petersbourgeoise Natalia Lebina[3].

Comprendre la révolution russe et le communisme

Les communes payent aujourd'hui le prix du rejet d'un communisme où leur place semblait marginale. Néanmoins, si les communes ne sont pas la manifestation la plus saillante d'Octobre, on peut affirmer qu'elles se situent exactement à l'intersection de la révolution et du communisme, en tant que phénomène politique et social, issu de la créativité révolutionnaire et mettant en jeu les notions de communauté et d'égalité. À ce titre, elles permettent d'étudier à nouveaux frais la révolution russe et le communisme. Les interrogations sur ces questions restent en effet largement sans réponse nouvelle ces dernières années.

En 1991, la fin du Secret, la libération de l'information, avaient suscité l'espoir de comprendre enfin : « *le communisme repose désormais sur la table d'autopsie. Les savants de demain pourront en disséquer les organes »,* écrivait Annie Kriegel[4]. Pourtant, même dans un domaine à sensation comme les dossiers personnels des dirigeants, Nicolas Werth constate que « *l'entrouverture récente des archives (...) n'est*

[1] Xavier LE TORRIVELLEC, *Thèmes de recherche des doctorants du Centre Russe, janvier 2003,* [Fichier joint à un courrier électronique] 13/03/2003, Communication personnelle.

[2] La monumentale *Histoire de la paysannerie ukrainienne* qui vient de paraître consacre trois pages sur 1200 aux collectifs volontaires (*Istoriâ ukraïns'koho selânstva ; narysy v 2-x tomax* [holova red. rady : V.M. LYTVYN], Nacional'na akademiâ nauk Ukraïny – Instytut istoriï Ukraïny / Naukova dumka, K, 2006 ; t. 2, p. 79-81).

[3] N.B. LEBINA, *Povsednevnaâ žizn' sovetskogo goroda 1920-1930 gody : normy i anomalii,* Neva / Letnij Sad, SPb, 1999 ; chap. II.3 « Kommuna », p. 159-177. N.B. LEBINA, *Obyvatel' i reformy : kartiny povsednevnoj žizni gorožan,* Dmitrij Bulanin, SPb, 2003 ; chap. « Žil'e : ot kommuny k kommunalke », p. 22-45 (version modifiée du chapitre de *Normy i anomalii*).

[4] Annie KRIEGEL, « Communisme » dans l'*Encyclopaedia Universalis*.

pas une source de révélations spectaculaires »[1]. Plus généralement, d'après les coordinateurs du *Siècle des communismes,*

> *« il semble (...) que l'accessibilité des sources n'ait pas conduit, du moins jusqu'à présent, à remettre fondamentalement en cause les interprétations proposées par l'historiographie antérieure la plus sérieuse, mais qu'elle ait servi plutôt à (...) les compléter »*[2].

Jean-Paul Depretto a parfois nuancé ce propos, en affirmant que la documentation nouvellement disponible « *a beaucoup élargi notre savoir sur toute une gamme de thèmes* ». Il partage néanmoins les conclusions : « *La perestroïka, la disparition de l'URSS et l'ouverture des archives ont au total peu modifié les problématiques »*[3].

Ces « *problématiques* » qui ont survécu à la disparition de leur objet d'étude, sont intimement liées à l'histoire qu'elles analysent. Depuis près de quarante ans, avec la violence contenue d'une guerre froide, le « *paradigme totalitaire* » et le « *courant révisionniste* » se sont affrontés pour le partage du champ des études communistes et soviétiques. D'après

> *« l'approche totalitaire (..,) la société n'est pas un objet d'étude car, atomisée, elle est soumise à la décision politique. (...) Au contraire, l'approche révisionniste (...) analys[e] le politique comme l'expression de tensions (...) aux divers niveaux d'une société parcourue (...) de contradictions »*[4].

Les deux grilles d'explication s'opposent publiquement au point de ne pas vouloir laisser sans réponse une assertion de l'autre « camp ». Le *Siècle des communismes* s'inscrit ainsi contre le *Livre noir du communisme*. Largement passée de mode parmi

---

[1] Nicolas WERTH, « L'ouverture de certaines archives de l'ex-URSS modifie-t-elle les biographies des acteurs du régime ? », dans LES 3E RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE DE BLOIS, *Les utopies, moteurs de l'Histoire ? (13-15 octobre 2000),* consultable sur www.crdp-acclermont.fr.

[2] Bruno GROPPO et Bernard PUDAL, « Une réalité multiple et controversée », dans Michel DREYFUS, Bruno GROPPO, Claudio INGERFLOMM et alii, *Le siècle des communismes (édition augmentée et mise à jour),* [1ère éd. 2000] Seuil « Points », Paris, 2004 ; p. 26.

[3] Jean-Paul DEPRETTO, « L'histoire dans la Russie d'aujourd'hui », janvier 2001, disponible sur le site de l'association Samovar, http://www.samovarnet.org/plan.php3. Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936),* L'Harmattan « Pays de l'Est », Paris, 2001 ; p. 13.

[4] Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique : Statistique et pouvoir sous Staline,* La Découverte « L'espace de l'histoire », Paris, 2003 ; p. 6-7.

les spécialistes d'autres périodes, la nécessité d'affirmer son obédience reste impérieuse pour les soviétologues. Elle peut conduire à justifier sa méthode en démontant celle de l'adversaire sur un ton parfois aigre, comme chez Martin Malia (*La tragédie soviétique*) et Moshe Lewin (*Le siècle soviétique*). En France,

> *« cette querelle des historiens révèle de réels désaccords académiques mais aussi, fût-ce de manière plus feutrée, des stratégies de pouvoir au sein de l'université, et parfois, en dépit des dénégations des uns et des autres, des orientations politiques antagoniques ».*

On ne saurait mieux dire que Marc Lazar[1]…

Bien que la victoire du paradigme totalitaire en France soit patente[2], on sent l'envie de sortir de cet antagonisme. *Le siècle des communismes* tente d'entrée de *« se prémunir d'une conception par trop idéologique »* et Sabine Dullin en vient à *« se demander si le recours à des modèles est nécessaire pour comprendre l'URSS »*. Imaginant une convergence des deux approches, elle veut s'orienter *« vers une histoire sociale du politique »*. Le même souci existe chez Alain Blum et Martine Mespoulet qui se réclament d'une *« histoire plus complexe, histoire sociale du politique, mais aussi histoire politique du social »*. De même, en s'affirmant *Pour une histoire sociale du régime soviétique*, Jean-Paul Depretto pense qu'

> *« il est nécessaire de dépasser l'opposition entre histoire sociale et « école totalitaire ». Loin de laisser « la politique dehors », l'histoire sociale doit au contraire accorder une importance centrale aux questions de pouvoir »*[3].

Cette ouverture, riche de perspective, montre en même temps l'épuisement des approches traditionnelles.

---

[1] Martin MALIA, *La tragédie soviétique : histoire du socialisme en Russie 1917-1991,* [1994] Seuil « L'univers historique », Paris, 1995 ; p. 19-29. Moshe LEWIN, *Le siècle soviétique,* Fayard/Le Monde diplomatique, Paris, 2003 ; p. 12-15. Marc LAZAR, *Le communisme, une passion française,* Perrin, Paris, 2002 ; p. 13.

[2] Elle se lit dans les programmes scolaires. Aujourd'hui, en classe de Troisième, *« l'étude porte sur la naissance de l'URSS et la construction d'un régime totalitaire qui impose la collectivisation de l'économie et l'encadrement de l'homme et de la société ».* « Programme : le monde d'aujourd'hui » dans Martin IVERNEL et alii, *Histoire Géographie 3e,* Hatier, Paris, 1999 ; p. 6.

[3] *Le siècle des communismes,* déjà cité : Introduction, p. 18 ; Sabine DULLIN, « Les interprétations françaises du système soviétique », p. 68, 84. BLUM & MESPOULET, *déjà cités,* p. 7-8.

Parmi les signes d'une crise des paradigmes totalitaire et révisionniste, il y a la difficulté à appréhender la révolution comme phénomène original. L'effacement est complet chez Moshe Lewin qui fait commencer son *Siècle soviétique* en 1922, cinq ans après la révolution[1]. Bien présent comme objet d'étude dans *Le siècle des communismes,* le processus révolutionnaire subit une dilution conceptuelle, il *« s'est décomposé en infinies strates descendant verticalement dans la société, laquelle se fragmentait à perte de vue »*[2]. Chez Martin Malia, tout comme dans *Le livre noir*, le brouillage est d'un autre ordre. L'événement est renvoyé vers le hasard. Octobre est la *« conjonction de la plus grande mutinerie de tous les temps et de la plus grande jacquerie de l'histoire, sur laquelle un petit groupe a su greffer un simulacre de Commune de Paris »* pour Martin Malia. D'après Nicolas Werth, ce serait *« la convergence momentanée de deux mouvements : une prise du pouvoir politique, fruit d'une minutieuse préparation (...) par un parti (...) ; une vaste révolution sociale, multiforme et autonome »*[3].

En dehors des causes extérieures, comme la modification du concept usuel de révolution depuis 1989, l'effacement des problématiques révolutionnaires répond à l'état de la recherche. Les objets privilégiés des études révolutionnaires depuis des décennies ont certes permis une meilleure connaissance des débuts de l'URSS, mais ils en ont peut-être en même temps orienté, sinon limité la compréhension. Pour dégager la singularité heuristique des communes, il faut rappeler brièvement les acquis de la recherche dans les domaines qui ont le plus attiré l'attention des historiens. Il s'agit des institutions qui se sont affirmées pendant la révolution, qu'elles aient été créées par elle ou non. Il faudra réserver dans ce cadre une place particulière aux mouvements politiques.

---

[1] Sur les raisons de Moshe Lewin de procéder ainsi, voir plus loin, p. 33.

[2] LEWIN, *Le siècle soviétique,* déjà cité. Claudio Sergio INGERFLOM, « De la Russie à l'URSS ; introduction », dans *Le siècle des communismes*, p. 158.

[3] MALIA, déjà cité, p. 148. Nicolas WERTH, « Un État contre son peuple : violences, répressions, terreurs en Union soviétique », dans Stéphane COURTOIS, Nicolas WERTH, Jean-Louis PANNE et alii, *Le livre noir du communisme : Crimes, terreur, répression,* [1997] Robert Laffont « Bouquins », Paris, 1998 ; p. 46. Je souligne.

À l'aube du XXe siècle, le monde rural dans l'empire russe possédait encore un solide tissu d'organisations traditionnelles, issues essentiellement de l'*obchtchina,* la structure villageoise communautaire. Si cette dernière a subi les attaques du libéralisme économique de Stolypine après 1905, elle bénéficia au contraire de la période révolutionnaire où l'absence de pouvoir central reconnu lui ouvrit un large espace autonome. L'analyse des institutions paysannes confronte des organisations endogènes à l'action d'un pouvoir extérieur au monde rural. Ainsi, toute nouveauté est renvoyée vers l'artificialisme alors que l'action populaire reste sous le signe de la tradition, dénuée largement de créativité. Bien que des formes d'accommodement coexistent avec la soumission ou l'élimination des organisations paysannes, on se place aussi nécessairement dans un grille opposant la société civile et l'État, fût-il en formation[1].

Cette dernière remarque vaut pour d'autres institutions, plus « modernes », telles que les coopératives et les associations professionnelles. De formation récente dans l'empire tsariste, ces organisations étaient plus tolérées que souhaitées par l'autocratie. Certaines, comme les syndicats, ne durent une existence légale qu'aux premières secousses révolutionnaires de 1905. Toutes avaient partie liée au mouvement démocratique dans son acception la plus large : en défendant leur autonomie, les militants associatifs se retrouvaient dans les valeurs de l'intelligentsia, au-delà de leurs origines personnelles. De ce point de vue, la révolution d'Octobre ne change pas les enjeux et l'on reste dans la perspective d'un conflit entre société civile et pouvoir[2]. De plus, il est tentant de ramener ces institutions et les pratiques qui s'y déploient à leur

[1] Voir par exemple : Teodor SHANIN, *The Awkward Class, Political Sociology of Peasantry in a Developing Society, Russia 1910-1925,* Clarendon Press, Oxford, 1972 ; V.P. DANILOV, ouv. Cité ; V.V. KABANOV "Oktâbrskaâ revolûciâ : Krest'ânskaâ obŝina", Istoričeskie zapiski, n°100 (1984), p. 50-100 ; Moshe LEWIN, *The Making of the Soviet System (Essays in the Social History of Interwar Russia),* Methuen, London, 1985 (p. 49-56, 72-87) ; John CHANNON, "The peasantry in the revolutions of 1917", in E. ROGOVIN FRANKEL, J. FRANKEL, B. KNEI-PAZ, *Revolution in Russia : reassessments of 1917,* Cambridge UP, Cambridge, 1992 (p. 105-130) ; Andrea GRAZIOSI (GRACIOZI), *Velikaâ krest'ânskaâ vojna v SSSR : bol'ševiki i krest'âne 1917-1933,* [1996] ROSSPEN « Sovetskaâ istoriâ v zarubežnoj istoriografii », M, 2001 ; A.A. KURËNYŠEV, *Krest'ânstvo i ego organizacii v pervoj treti XX veka,* Gosudarstvennyj Istoričeskij Muzej, M, 2000.

idéal-type occidental, gommant ainsi la spécificité du moment révolutionnaire[1].

Faute de point de comparaison, les institutions proprement révolutionnaires ont longtemps été peu étudiées. Ainsi, la première étude scientifique sur les soviets, sous la plume d'Oskar Anweiler, date de 1958 et elle n'a été traduite en français qu'en 1972[2]. Quant à la Culture prolétarienne, elle fut largement confondue avec le réalisme socialiste jusqu'aux travaux de Jutta Scherrer[3]. Pendant des décennies, l'historiographie avait accepté la fausse évidence du sens de l'histoire revendiqué par les acteurs eux-mêmes. Lénine parlait, dès le jour de l'insurrection d'Octobre, d'une *« nouvelle phase de l'histoire de la Russie [qui] doit conduire à la victoire du socialisme »*[4]. Un certain marxisme a fait de cette affirmation la base de toute analyse historique de la révolution russe. *« La grande révolution socialiste d'Octobre »* fut le *« début d'une ère nouvelle dans l'histoire »* selon l'historiographie soviétique[5]. Au-delà d'une obédience idéologique, cet ordonnancement du temps en un avant et un après nécessairement consécutifs est une pente que suivent facilement les historiens, particulièrement ceux qui analysent les révolutions d'un point de vue structural. Ainsi, dans *États et révolutions sociales : la Révolution en France, en Russie et en Chine* (1979), Theda Skocpol

> *« insiste en particulier sur la façon dont les États d'Ancien régime sont entrés en crise (...). Puis dans la deuxième partie, [elle] traite des*

[2] Voir par exemple : KIM CHANG JING (KIM ČAN ČŽIN), *Gosudarstvennaâ vlast' i kooperativnoe dviženie v Rossii-SSSR (1905-1930),* Institut Rossijskoj Istorii RAN, M, 1996 ; V.V. KABANOV, *Krest'ânskaâ obšina i kooperaciâ Rossii XX veka,* RAN Institut Rossijskoj Istorii, M, 1997 ; Alessandro STANZIANI, *L'économie en révolution : le cas russe, 1870-1930,* Albin Michel « L'évolution de l'humanité », Paris, 1998 ; Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936),* Paris : L'Harmattan « Pays de l'Est », 2001 (chapitre sur les associations professionnelles, p. 131-147) ; Martine MESPOULET, « Une lutte pour l'autonomie professionnelle : être statisticien dans une région au début des années 1920 », in *Pouvoirs et société en Union Soviétique* (sous la direction de Jean-Paul DEPRETTO), l'Atelier « Mouvement Social », Paris, 2002.

[1] Je pense particulièrement aux grèves ouvrières. Forme d'action canonique du prolétaire industriel, elles parurent longtemps trop évidentes pour être étudiées, alors qu'elles peuvent livrer des indications précieuses sur la radicalisation politique et sociale dans les classes populaires (voir Diane P. KOENKER & William G. ROSENBERG, *Strikes and revolution in Russia, 1917,* Princeton UP, Princeton, 1989 ; p. 5-7).

[2] Oskar ANWEILER, *Les soviets en Russie, 1905-1921,* [1958] Gallimard « Bibliothèque des histoires », Paris, 1972.

[3] Voir Jutta SCHERRER, « Pour l'hégémonie culturelle du prolétariat : aux origines du concept et de la vision de la "culture prolétarienne" », dans Marc FERRO et Sheila FITZPATRICK, dir., *Culture et Révolution*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1989 ; p. 11-23.

[4] V.I. LENIN, « Doklad o zadačax vlasti sovetov » (7/11/1917), in *Polnoe sobranie sočinenij (5-e izd.) [*dorénavant : *PSS],* M : Gosizd. Političeskoj Literatury, 1958-1970 ; t. 35, p. 8.

[5] Académie des Sciences de l'URSS, Institut d'Histoire, *Histoire de l'URSS, des origines à nos jours,* Éditions du Progrès, M, 1967 ; p. 285.

révolutions elles-mêmes, depuis les premiers assauts révolutionnaires jusqu'à la consolidation de nouveaux régimes relativement stables » [je souligne][1].

Ce type d'approche amène à écraser la période révolutionnaire entre ce qui la précède et ce qui la suit, car quand bien même elle serait étudiée à part, ce serait toujours du point de vue de ce qu'elle aura déblayé de l'espace social et de la reconstruction qu'elle aura commencée. Elle n'était pas comprise en elle-même car on la jugeait soit à l'aune de l'ancien régime soit selon les canons de la société à venir.

Malgré tout, ces lacunes ont été largement comblées depuis une vingtaine d'années par des études précises sur les soviets, le contrôle ouvrier ou le mouvement de la Culture prolétarienne (*Proletkul't*)[2]. La compréhension que nous avons de ces phénomènes se heurte néanmoins à deux obstacles. D'une part, la tentation d'intégrer ces surgissements dans une histoire plus longue peut les vider de leur contenu. Des soviets qui ne seraient que des résurgences des pratiques de l'*obchtchina* et dont le personnel serait la même *« couche moyenne inférieure »* qui travaillait pour l'ancienne administration auraient finalement peu de relief[3]. D'autre part la faible durée de ces expériences est frustrante pour l'historien et le bilan concret des nouvelles institutions est faible. Le constat de Lynn Mally sur la Culture prolétarienne vaudrait pour toutes les formes d'auto-organisation nées en 1917 : cela *« commença par des promesses extravagantes, et en comparaison de tels buts, les réalisations furent décevantes »*[4]. Il

[1] Theda SKOCPOL, *États et révolutions sociales,* ouv. cité, p. 9. Sur l'approche structurale des révolutions et la critique de Theda Skocpol, voir Timothy P. WICKHAM-CROWLEY, « Structural Theories », in John FORAN (ed. by), *Theorizing Revolutions,* déjà cité, p. 40-41, 53. Annie JOURDAN a formulé récemment la même critique : *« À l'affût de régularités, les théories générales réduisent la complexité des phénomènes »* (*La Révolution, une exception française ?,* [2004] Flammarion « Champs », Paris, 2006 ; p. 297).

[2] Voir par exemple : Marc FERRO, *Des soviets au communisme bureaucratique,* Gallimard/Julliard « Archives », Paris, 1980 ; Israel GETZLER, « Soviets as agents of democratisation », in*Revolution in Russia: reassessments of 1917,* déjà cité, p. 17-33 ; Lynn MALLY, *Culture of the Future : the Proletkult Movement in Revolutionnary Russia,* University of California Press, Berkeley, 1990. D.O. ČURAKOV, *Russkaâ revolûciâ i rabočee samoupravlenie,* AIRO-XX « Pervaâ monografiâ », M, 1998. E.I. MAKAROV, S.I. POTOLOV, W.G. ROSENBERG, V.V. ČERNÂEV, *Piterskie rabočie i « diktatura proletariata » (okt. 1917-1929) : ekonomičeskie konflikty i političeskij protest - sbornik dokumentov,* Russko-Baltijskij informacionnyj centr BLIC, SPb, 2000.

[3] ANWEILER, ouv. cité, p. 63, 277 ; Daniel T. ORLOVSKY, « State Building in the Civil War Era: The rôle of the Lower Middle Strata », in D. KOENKER, W. ROSENBERG & R. SUNY (ed. by*), Party, State and Society in the Russian Civil War: Explorations in Social History*, Indiana UP, Bloomington, 1989 (p. 180-209).

[4] MALLY, ouv. cité, p. 257. C'est oublier ce que Marx disait de la Commune de Paris : sa *« grande mesure sociale (...), ce fut sa propre existence et son action » (La guerre civile en France, [1871]* Éditions en Langues Étrangères, Beijing, 1980 ; p. 86). Nous y reviendrons.

ne reste alors qu'à suivre les débuts du cancer au sein-même de l'utopie, c'est-à-dire à observer la naissance de la bureaucratisation dans le coeur de la démocratie révolutionnaire naissante (comme l'a fait Marc Ferro en ce qui concerne les soviets).

Par leurs spécificités, les communes imposent une autre approche que les institutions citées plus haut. Leur ressemblance avec la communauté paysanne traditionnelle est superficielle et ne renseigne guère sur leur origine (ce point fera l'objet d'un développement). Elles n'ont pas non plus de correspondants dans d'autres pays. Surtout, elles se séparent des institutions révolutionnaires par leur longévité. Les comités d'usine et les soviets étaient déjà des coquilles vides en 1918. Après la reprise en main de 1921, la Culture prolétarienne s'est survécue de façon assez fantomatique. Certaines communes ont par contre existé sans interruption de 1919 à 1935, c'est-à-dire du plus fort de la guerre civile à l'affermissement définitif de la dictature stalinienne. Au-delà de certains collectifs particulièrement endurants, le phénomène communard s'est constamment renouvelé durant cette période et s'il n'a jamais eu un caractère massif, il a touché les milieux sociaux les plus différents, à la campagne et en ville. Les enjeux de pouvoir, pour être moins violents que dans les soviets, n'en sont pas moins réels et permettent de suivre le phénomène révolutionnaire sur le moyen terme. Suivant la réflexion de Claude Lefort, on resterait « *dans l'épaisseur du social, sous la surface juridico-politique* » pour observer les « *nouveaux modes de légitimité et [les] nouveaux styles d'existence* » qui finissent par « *produire une mutation* »[1] totalitaire.

les communes apparaissent précisément comme la tentative la plus aboutie de réaliser l'idéal du système communiste. En étudiant la réalité et l'évolution de cette légitimité supposée, on prend la mesure même du communisme en Union soviétique, on suit le chemin qui va d'une fantastique exigence révolutionnaire de liberté et d'égalité à l'établissement d'une dictature au nom même de ces valeurs. Les communes ont l'avantage de poser par leur existence-même la question du communisme. Vu

[1] Claude LEFORT, *La complication – Retour sur le communisme,* Fayard, Paris, 1999 ; p. 207-208.

l'abondante production éditoriale sur le sujet ces dernières années, on espérerait sinon des réponses, du moins des termes nettement posés. Or, suivant l'*anekdot* soviétique, le communisme continue d'être semblable à la ligne d'horizon. Il s'éloigne à mesure qu'on s'approche de lui, même comme objet d'étude. Les recherches sur l'histoire du communisme portent essentiellement sur deux aspects, histoire de l'URSS d'une part, histoire du mouvement, des partis communistes d'autre part. Cela fait-il une histoire du communisme ? Pas plus que l'histoire des États du Pape et celle de l'Église ne forment une histoire du christianisme (pour reprendre la comparaison d'Eric Hobsbawn[1]).

Le communisme est somme toute rarement défini. On trouve chez Marc Lazar une allusion à *« ses origines utopiques »*. La même connotation existe chez François Furet mais avec un autre lexique, celui de *« l'illusion »,* une illusion qui « *n'accompagne pas l'histoire communiste [mais] en est constitutive* ». Martin Malia est plus précis dans son usage du concept d'utopie.

> *« [L]e terme de « socialisme », comme son dérivé supérieur, « communisme », a ceci d'unique qu'il est apparu presque cent ans avant que la première tentative soit faite, à partir de 1917, de lui donner une réalité. (...) En résumé, le socialisme est une utopie, au sens littéral du terme : un « non-lieu » ou un « nulle part » conçu comme altérité idéale »*[2].

Le renvoi à l'utopie n'est pas neutre. On le comprend en lisant la définition donnée par Michel Heller et Alexandre Nekrich dans *L'utopie au pouvoir, [une] histoire de l'URSS* (1982), ouvrage ancien mais novateur en France par son approche totalitarienne. L'utopie, c'est « *tout, pour tous et tout de suite* ». D'après les auteurs, la démagogie bolchevique aurait joué sur un ressort intime de l'homme *: « le visage de la vérité est terrible, le peuple a besoin de mythes, d'illusions, il a besoin d'être trompé. La vérité est*

[1] Hobsbawn, cité dans *Le siècle*..., p. 14.

[2] LAZAR, p. 13. François FURET, *Le passé d'une illusion ; essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Robert Laffont / Calmann-Lévy, Paris, 1994 ; p. 14. MALIA, p. 36.

effrayante, insupportable, mortelle » (Miguel de Unamuno)[1]. Le *Livre noir* est encore plus catégorique.

> *« Ce n'est pas sans raison que les sociaux-démocrates russes, connus sous le nom de « bolcheviks », ont décidé en novembre 1917 de s'appeler « communistes ». Ce n'est pas non plus par hasard qu'ils ont érigé au pied du Kremlin un monument à la gloire de ceux qu'ils considéraient comme leurs précurseurs : More ou Campanella »*[2].

L'école totalitaire disqualifie le communisme en le mettant à l'écart comme *utopie*. En même temps, elle érige le *mot* en objet historique suprême, affirmant que la réalité sociale a procédé du concept. L'URSS aurait été une *idéocratie*.

Pour Moshe Lewin, afin de « *comprendre [l'] histoire [de l'URSS], il faut admettre cette évidence : le socialisme et, a fortiori le communisme ne sont pas des concepts adéquats* ». Avec une visée inverse de celle des totalitariens, l'historien « révisionniste » récuse le rôle de l'*idée* dans l'histoire. Le regard sur 1917 en est profondément transformé. Dans une réponse à François Furet, la révolution devient seulement une tentative de « *reconstruire un État suffisamment fort pour sauver (...) un pays en décomposition, (...) indépendamment de l'idéologie »*[3]. En conséquence, Octobre est totalement absent du *Siècle soviétique* qui s'attache essentiellement à l'action de l'appareil du Parti et de l'État. La démarche est similaire chez les auteurs du *Siècle des communismes* qui tentent de « *révoquer en doute (...) l'unicité de ce qu'il est convenu d'appeler « le » communisme* ». Ils décrivent « *le communisme au pluriel* » car, « *de l'URSS aux « pays de l'Est », de la Chine à Cuba ou au Vietnam, les différences sont frappantes* ». Il reste que, de l'aveu même des auteurs, le communisme est une *« diversité unifiée par un projet »*. Pour qualifier ce dernier, on revient à « *l'utopie d'un pouvoir politique effectivement exercé par les classes populaires (...). Utopie certes, on verra pourquoi, mais utopie désirée, partiellement réalisée en même temps que*

[1] Michel HELLER et Alexandre NEKRICH, *L'utopie au pouvoir, Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours,* [1982] Calmann-Levy « Liberté de l'esprit », Paris, 1985 ; p. 41.

[2] Stéphane COURTOIS, « Les crimes du communisme », dans *Le livre noir*..., p. 6.

[3] Moshe LEWIN, « Illusion communiste ou réalité soviétique ? », Le Monde diplomatique, 12/1996, p. 17-18.

dévoyée »[1].

La plupart des auteurs se retrouvent donc à placer le communisme hors du cours normal de l'histoire, dans un arrière-monde, que celui-ci soit considéré comme négligeable ou au contraire surdéterminant. Ils s'accordent également sur une référence délimitant *a minima* le communisme, à savoir le marxisme. Chez Nicolas Berdiaev déjà « *la seule connaissance du marxisme ne suffirait pas* » à comprendre le communisme *russe*, mais elle est nécessaire. D'après François Furet, Marx et Engels sont les « *"inventeurs"* » de l'idée communiste. Martin Malia, se demandant « *Pourquoi le socialisme ? »,* consacre aux deux Allemands tout un chapitre. Pour *Le siècle des communismes*, évidemment, « *le marxisme aussi est pluriel »,* mais « *une certaine version* » de ce marxisme constitue tout de même « *l'idéologie* » du mouvement communiste[2].

Ce propos unanime est étonnant tant il est exagéré. Le communisme déborde largement le marxisme. Karl Marx et Friedrich Engels sont devenus communistes entre 1842 et 1844. À cette époque, le babouvisme est l'inspiration de multiples sociétés secrètes depuis une dizaine d'années. Plusieurs théoriciens se sont déjà affirmés. L'ouvrier tailleur allemand Weitling écrit en 1838 *L'humanité telle qu'elle devrait être* pour le compte de la Ligue des Justes. En France, Cabet publie le *Voyage en Icarie* en 1840 et Dézamy le *Code de la communauté* en 1842[3]. Autour d'eux s'épanouit un milieu ouvrier certes minoritaire, mais qui frappe les esprits par son engagement. Marx écrit en 1844 : *« Dans les associations d'artisans communistes, la fraternité n'est pas un vain mot, mais une réalité, et toute la noblesse de l'humanité rayonne de ces hommes endurcis par le travail »*[4]. Le concret du communisme dans l'opinion est tel qu'il

[1] « Introduction » dans *Le siècle…*, p. 9, 17.

[2] Nicolas BERDIAEV, *Les sources et le sens du communisme russe,* [1938] Gallimard « Idées », Paris, 1963 ; p. 7. FURET, *Le passé…,* p. 14. MALIA, ouvrage cité, « Marx et la lutte des classes », p. 48-61. *Le siècle…*, p. 12, 24.

[3] Maximilien RUBEL, « Argent, État et prolétariat : Notice » dans : Karl MARX, *Œuvres, T. 3, Philosophie,* Gallimard « La Pléiade », Paris, 1982 ; p. 324-326. Boris NICOLAÏEVSKI et Otto MAENSCHEN-HELFEN, *La vie de Karl Marx,* [1933] La Table Ronde « Petite Vermillon », Paris, 1997 ; p. 69, 93-100, 111-115, 130. Denis BERGER et Loïc RIGNOL, « Communismes », dans Michèle RIOT-SARCEY, Thomas BOUCHET et Antoine PICON (sous la direction de), *Dictionnaire des Utopies,* Larousse « Les Référents », Paris, 2002.

[4] NICOLAÏEVSKI & MAENSCHEN-HELFEN, p. 145-162.

autorise à parler d'un *« spectre qui hante l'Europe »*.

Le fil rouge entre *les* communismes, qui tracera une véritable continuité *du* communisme de 1840 à 1991, est là. Denis Berger l'a noté dans des *Répliques à François Furet* en 1996 : « *le communisme est d'abord* <u>*un mouvement social*</u> *qui, directement ou indirectement, a traversé l'existence et motivé les luttes de millions d'hommes et de femmes »*. Il a précisé sa pensée par la suite. Le communisme est un

> *« <u>projet</u> porté par une fraction de la société qui exprime par ce moyen son refus de la situation existante et sa volonté d'une transformation radicale du monde social. Les représentations nées de ce projet se traduisent dans la pratique politique. Dès lors, le communisme, quand bien même sa définition du but final demeure dans le domaine de l'utopie, devient une dimension concrète des rapports constitutifs de la société »*[1].

Il est pourtant une rupture dans l'histoire du communisme. La révolution de 1848 noie dans son tourbillon les petits groupes qui s'en réclament et développe un anticommunisme féroce parmi les conservateurs au point de discréditer un idéal trop extrême. D'après Claude Mazauric,

> *« [A]près 1850 (…), le mot [communisme] disparaît, ou bien l'emploi se réduit, se singularise, alors que le Manifeste du parti communiste aurait dû lui donner une notoriété, une autorité considérable. La première traduction française paraîtra en 1872 (et celle qui sera vraiment diffusée, en 1885). C'est le moment où l'emploi du mot (…) devient complètement marginal. On le retrouve à peine évoqué chez les guesdistes qui sont pourtant les plus proches du Manifeste, de son contenu conceptuel. Jaurès ne l'évoque que comme une utopie lointaine dont Babeuf serait porteur parce qu'il est généreux et qu'il voit loin. Mais pas du tout comme un projet politique ; sous cette forme, il ne subsiste que dans des milieux libertaires »*[2].

---

[1] Denis BERGER et Henri MALER, *Une certaine idée du communisme – Répliques à François Furet,* Éditions du Félin, Paris, 1996 ; p. 23. Denis BERGER & Loïc RIGNOL, « Communismes », déjà cité.

[2] Claude MAZAURIC dans : Louis HINCKER, Alain MAILLARD, Claude MAZAURIC et Michèle RIOT-SARCEY, « Mouvements communistes dans la France des années 1830-1840 (Table ronde) », <u>Cahiers d'Histoire</u> n°77 - 4ème trimestre 1999 -, consultable sur <u>http://www.espaces-marx.eu. org/CahiersdHistoire/Cahiers-77/Cahiers_77.html</u>.

Lénine redécouvre le terme pendant l'été 1917 et le Parti bolchevique se range à son idée de devenir *Parti communiste* en 1919, année de création de l'*Internationale communiste*[1]. On ne peut assimiler marxisme et communisme qu'à partir de cette date et seulement à la condition de rappeler qu'il s'agit d'un marxisme spécifique et formalisé de fraîche date. Ainsi, pour 1917, les notions de *communisme* et de *marxisme* ne se recouvrent pas. Cela rend le présupposé de beaucoup d'auteurs discutable sinon inopérant.

Pour saisir le communisme dans les communes, il faudra donc porter ses regards au-delà du Parti communiste et des mouvements marxistes et considérer l'apport des populistes et des anarchistes. Il s'agit d'un apport théorique, qui obligera à reprendre l'histoire de l'idéal collectiviste en Russie au XIXe et au début du XXe siècle. Cependant, les communes étant une utopie pratique, les affirmations programmatiques ne valent qu'au regard des positions adoptées par les acteurs de terrain des différents mouvements. À cet égard, l'évocation de l'Ukraine en révolution convoque immédiatement la figure de l'anarchiste Nestor Makhno. Il faut ici décevoir immédiatement les attentes du lecteur : l'aire d'action de son *Armée insurrectionnelle* paysanne, centrée autour de son village de Gouliaï Pole, est située au sud-est de l'Ukraine et n'a quasiment jamais touché la région de Kharkov qui nous occupe. Pour cette raison et pour d'autres qui seront évoquées plus loin, l'anarchisme comme mouvement organisé n'a pas exercé d'influence directe sur les communes étudiées ici.

Des groupes sociaux en révolution

Cette dernière remarque n'est qu'apparemment en contradiction avec l'obligation signalée plus haut de regarder au-delà du Parti communiste. Dans une période de révolution, le canal des organisations politiques constituées n'est pas le seul et peut-être pas le principal médium de diffusion des idées et des pratiques. Le communisme, le populisme ou l'anarchisme avaient une existence concrète en dehors

[1] Voir plus loin p. 100.

des cercles de militants s'en revendiquant explicitement : ils étaient devenus les références de millions d'hommes et de femmes. Bien après les premiers travaux dans ce sens de Marc Ferro[1], l'historiographie redécouvre aujourd'hui l'engagement des individus et les formes de son expression. Pour la période de février à octobre 1917, par exemple, Orlando Figes et de Boris Kolonitskii envisagent la révolution « *comme une lutte entre des systèmes symboliques concurrents* » et s'intéressent au

> *« langage (...) défini dans le sens le plus large — chansons et textes, drapeaux et emblèmes symboliques, images et monuments, banderoles et slogans, parole commune et rumeur, habillement et langage du corps, manifestations de masse ritualisées, parades et autres cérémonies pour représenter et montrer l'allégeance à l'idée de "révolution" »*[2].

Les *Voix de la révolution* (pour reprendre le titre du livre de Mark Steinberg[3]) deviennent à nouveau audibles et permettent de retrouver le concret du séisme social que les discours globalisants (critiques ou apologétiques) masquaient. Dans sa réponse à François Furet et à Martin Malia, Claude Lefort a rappelé les caractéristiques du *« soulèvement populaire (...) dans son premier mouvement » :*

> *« Des individus en masse, dans des lieux divers, dont la condition requérait l'obéissance à des supérieurs tenus pour légitimes, enfreignent leurs ordres et affirment leurs droits comme s'ils avaient la loi de leur côté. (...) Les interdits qui pesaient sur la parole sont levés. Des hommes qui, la veille encore, voyaient leur existence étroitement réglée dans le cadre de leur condition s'assemblent, se consultent, s'organisent, définissent des objectifs communs (...), rédigent des manifestes, se lancent dans des harangues »*[4].

La condition de chacun n'est soudain plus intériorisée comme une identité, mais ressentie comme un marquage social construit et donc susceptible d'être remis en cause

---

[1] Voir l'utilisation des *« cahiers de la révolution russe »* par Marc Ferro, dans *La révolution de 1917,* [1967] Albin Michel, Paris, 1992 ; p. 170-203.

[2] Orlando FIGES & Boris KOLONITSKII, *Interpreting the Russian Revolution (The Language and Symbols of 1917),* Yale University Press, New Haven and London, 1999 ; p. 1, 4.

[3] *Voices of Revolution, 1917 (ed. by M.D. Steinberg),* Yale UP, New Haven & London, 2001.

[4] LEFORT, *La complication...,* déjà cité, p. 53-54.

au même titre que les lois. Cette prise de conscience est, chez la personne, aussi perturbatrice que le refus collectif d'obéissance dans la société. C'est la révolution intérieure qui accompagne la révolution extérieure. Quand bien même il touche au rejet de sa situation par chaque individu concerné, cet ébranlement ne devient pleinement révolutionnaire que s'il est collectif (*« individus en masse »*) et donc visible dans l'espace social (*« dans des lieux divers »*). Au croisement des impulsions personnelles et des attitudes de groupe, une multitude de situations s'engendrent. *« Sur le moment, ce sont (...) des mouvements browniens d'idées et d'affects »* : le propos d'Alain Rey[1] sur la turbulence des mots peut valoir pour celle des hommes. Cette comparaison fait la part de l'aléatoire mais aussi des conditions de possibilité. Surtout, elle rappelle l'importance de l'échelle d'observation. Trop prévisible dans un schéma globalisant (affrontement société / État, peuple /élite, prolétariat / bourgeoisie), le mouvement de l'histoire retrouve du jeu quand on l'observe de très près, au niveau d'un petit groupe d'individus.

S'il n'est donc plus question de poser des cadres interprétatifs en terme de *« masses »* ou de *« classe »,* les catégories sociales surgissent des représentations des acteurs, sans que l'historien ait son mot à dire. Mark Steinberg cite la lettre d'un officier russe au printemps 1917 regrettant *« l'infranchissable gouffre »* qui s'est ouvert entre lui et ses soldats.

> *« Quand nous [, les officiers,] parlons de peuple <narod>, nous considérons la nation comme un tout, mais eux, quand ils en parlent, ils le comprennent comme signifiant seulement les bas-fonds démocratiques <demokratičeskie nizy>. (...) Quelle que soit leur attitude personnelle envers tel ou tel officier, nous ne sommes à leurs yeux que des maîtres <bary>. (...) De leur point de vue, ce qui se passe est une révolution sociale et non politique, dans laquelle, selon eux, nous sommes les perdants et eux, les gagnants »*[2].

[1] Alain REY, « *Révolution », Histoire d'un mot,* Gallimard « Bibliothèque des histoires », Paris, 1989, p. 145.

[2] Mark D. STEINBERG, « Introduction: The Language of Popular Revolution », in *Voices of Revolution, 1917 (ed. by M.D. Steinberg),* Yale UP, New Haven & London, 2001 ; p. 21.

Cette citation permet de poser plusieurs questions de méthode, sur les relations entre politique et social et sur les rapports de domination entre groupe sociaux.

Celui qui écrit est désorienté et laisse sentir le flottement des mots par rapports aux choses. Déniant le caractère *politique* de la révolution en cours, il désigne les masses pauvres comme des *« bas-fonds démocratiques »,* entremêlant terminologies sociale et politique. Cela montre l'inanité de la séparation canonique entre ces deux sphères. Rappelons que cette dichotomie trouve son origine dans les premières révoltes ouvrières du XIXe siècle. Dans la foulée d'une révolution de 1830 restée en suspens et alors que les canuts projettent une ombre menaçante sur l'ordre social, Adolphe Thiers impose une interprétation pacificatrice des événements. Si la *« France fit une révolution »,* celle-ci a un caractère *« politique »* et non *« social »*. La simple *« crise de régime »* de 1830 se distingue du bouleversement global de 1789.

> *« La séparation de la sphère du politique de celle du social devient une préoccupation majeure ; il s'agit de dissocier les droits des pauvres du processus d'une représentation politique réservée aux hommes semblablement libres (,...) de rendre sans portée historique les conflits qui, dans ce but, sont dits sociaux »,*

résume Michèle Riot-Sarcey dans *Le réel de l'utopie.*

L'opposition entre politique et social est ainsi devenue une des constantes de l'analyse des révolutions[1]. A la suite de son travail de terrain sur « *la politique de résistance des paysans pauvres de Malaisie face [au] pouvoir des propriétaires terriens et des officiels »,* l'anthropologue James Scott a au contraire développé une théorie sur *La Domination et l'art de la résistance,* visant à « *lire, interpréter et comprendre la conduite politique souvent fugitive des groupes subordonnés »*[2]. il met ainsi en valeur

[1] On la retrouve chez Hannah ARENDT (*On Revolution,* [1963] Penguin Books, London, 1990 ; p. 60, 114). L'approche politique de l'auteure ne lui fait tout de même pas oublier la question sociale à laquelle elle consacre tout un chapitre de son *Essai.* De plus, dans *Condition de l'homme moderne* (1958, Pocket « Agora », Paris, 1994) elle met l'accent sur l'affirmation politique des conseils ouvriers qui, de 1917 à 1956, remettent ainsi en cause l'assignation des prolétaires aux seules questions sociales (p. 278, 281).

[2] James C. SCOTT, *Domination and the Arts of Resistance - Hidden Transcripts,* Yale UP, New Haven & London, 1990 ; p. 17.

« les rares moments d'électrisation politique, quand, souvent pour la première fois de mémoire d'homme, la transcription cachée [c'est-à-dire le sentiment profond mais jamais exprimé des dominés] *est proférée directement et publiquement à la figure du pouvoir »* . Cette dernière phrase décrit parfaitement la révolution dans ses effets sur le langage, et montre comment la situation révolutionnaire, politique par excellence, procède d'un social apparemment toujours muet[1]. Le présent travail s'inspirera donc de cette démarche. Parfois, selon un usage conventionnel des termes, *politique* qualifiera une action ou un discours partisan ou gouvernemental et *social* une conduite ou une parole situées hors des institutions. Pour l'essentiel cependant, le mot *politique* sera employé dans le sens le plus large, pour désigner toute intervention dans le champ du/des *pouvoir(s).*

En plus de la fusion du politique et du social dans le processus révolutionnaire, on sentait dans la lettre de l'officier citée par Mark Steinberg la matérialité des classes, leur étanchéité, leur opposition : ici *« bas-fonds démocratiques »* contre *« maîtres »*. Au-delà du conflit entre les soldats et leurs officiers, on peut dégager une série d'oppositions binaires qui se déploient dans la révolution : pauvres contre riches, ouvriers contre patrons, paysans contre grands propriétaires, ruraux contre citadins, rustres contre intellectuels, indigènes contre allogènes, « gentils » contre Juifs, hommes contre femmes... La simple énonciation de ces conflits introduit la question de la violence dans ses différentes dimensions. Sur le fond de la *« brutalisation »* générale issue de la première guerre mondiale, la coercition est l'instrument incontournable d'un certain nombre de réformes administratives et sociales. Les anciens détenteurs du pouvoir se défendent par la force et ne cèdent que devant elle (on en verra l'exemple dans ce travail).

Cette violence en recouvre deux autres, distinctes mais conjointes : d'une part celle du nouveau pouvoir qui crée des organes spécifiques à cet effet (Armée rouge,

[1] SCOTT, p. XIII, 18-19.

Tchéka) ; d'autre part la violence d' « en bas ». Cette dernière prend la forme de la vengeance, laquelle est *« un facteur puissant de désordre ainsi qu'un dispositif cruel dans la lutte pour la souveraineté et la domination »*, selon Arno Mayer[1]. Si la violence d'État ouvre la porte à la déresponsabilisation des exécuteurs-exécutants[2], la vengeance populaire choisit ses victimes avec une jubilation cruelle[3], en fonction de représentations de soi et de l'autre souvent bien éloignés des impératifs de la justice sociale. Il faudra s'en souvenir, que l'on évoque les expropriations, la justice sommaire des lendemains de victoire ou les pogromes antisémites.

Les catégories en conflit sont évidemment mouvantes. Surtout, comme on le verra dans cette recherche, elles préexistent aux catégories codifiées ultérieurement par le régime soviétique, tel que « paysan pauvre » ou « prolétaire », qui ont fait l'objet de l'attention critique des historiens ces dernières années[4]. Entre des auto-définitions fluctuantes et des classements trop idéologiques, il devient difficile de désigner la masse de personnes enclines aux expériences les plus radicales. C'est pourquoi il sera souvent fait référence aux *« plébéiens »*. Les connotations du mot, du côté de Rome et de la France révolutionnaire, rendent l'idée d'un groupe originairement dominé mais s'imposant par la lutte. Marc Ferro l'avait repris pour désigner *« ces anciens soldats, ouvriers non spécialisés, gardes rouges, de fraîche origine paysanne »*[5] qui estiment que leur moment est venu avec la révolution. On peut y ajouter les ruraux qui, ne possédant pas ou peu de terres, vivent aussi de différents métiers salariés. Le terme semble d'autant plus adapté à la situation de la Russie en révolution, que les travaux

---

[1] Arno J. MAYER, *The Furies – Violence and Terror in the French and Russian Revolutions,* Princeton UP, Princeton, 2000 ; p. 128.

[2] C'est l'argument de M. TERESTCHENKO, *Un si fragile vernis d'humanité : Banalité du mal, banalité du bien,* La Découverte « MAUSS », Paris, 2005. Il entend analyser les *« raisons qui conduisent les hommes à se transformer en instruments dociles et passifs d'ordres cruels et destructeurs »* (p. 14).

[3] Slavoj ŽIŽEK est un des rares philosophes à travailler sur cette question (voir *Plaidoyer pour l'intolérance,* Climats, Castelnau, 2004, p. 45-46 ; « Milosevic et la jouissance nationaliste », Le Monde, 17/03/2006).

[4] Voir par exemple : Nicolas WERTH, « Des hommes, des chiffres, des classes », dans *Moscou 1918-1941, de « l'homme nouveau » au bonheur totalitaire,* Autrement « Mémoires », Paris, 1993 ; p. 42-60. Nathalie MOINE, « Peut-on être pauvre sans être prolétaire ? La privation de droits civiques dans un quartier de Moscou au tournant des années 1920-1930 », dans *Pouvoirs et société en Union Soviétique* (sous la direction de Jean-Paul DEPRETTO), l'Atelier « Mouvement Social », Paris, 2002 ; p. 89-114.

[5] Marc FERRO, « Y a-t-il "trop de démocratie" en URSS ? », Annales ESC, vol.40, n°4 (1985), p. 814.

récents ont montré que le langage de classe, formellement marxiste, recouvrait dans les milieux pauvres une conception plutôt populiste de soi-même[1].

Le subjectivisme méthodologique, de plus en plus admis[2], ne dispense pas bien entendu d'étudier la situation matérielle des gens « classés » et surtout elle impose de rester dans la dialectique des rapports de forces : confrontation entre les faits et leur représentation (*conditions d'existence* et *condition sociale* de l'individu), construction du groupe dans la lutte contre un autre ; tout cela *dans* l'histoire, ou plutôt tout cela *étant* l'histoire. À tout prendre, ce n'est pas très différent de « *l'usage du genre comme outil d'analyse historique* » qui n'est plus guère formellement contesté aujourd'hui. La classe, comme le genre « *présuppose une relecture de l'histoire en termes de rapport inégal* », elle doit faire « *penser à la construction des différences, (...) interroger les relations de domination qui les engendrent* »[3]. Il s'agit moins d'une technique particulière d'analyse sociologique que du rappel permanent qu'il n'y a pas de position neutre. À cet égard, la situation des femmes doit faire l'objet d'une attention particulière, en raison de la place objective et symbolique du *« deuxième sexe »*. La *« plus ancienne des inégalités »* permet de penser les autres. Fourier l'avait affirmé : *« Le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale »*[4]. Si toutes les femmes ne sont pas toujours situées au zéro absolu de la graduation sociale, l'idée d' *« une prolétaire du prolétaire »* permet de déconstruire les dominations du bas vers le haut.

Dans cet esprit, sur un mode encore hypothétique au début de cette recherche, on peut travailler sur le triangle isolé par Franco Venturi : *les intellectuels, le peuple et la révolution*. André Ropert n'a pas tort d'éclairer le rôle des « *lettrés marginaux* » et

---

[1] Voir FIGES & KOLONITSKII, *Interpreting the Russian Revolution,* déjà cité, p. 108-109.

[2] Il a permis de casser la gangue idéologique qui étouffait la connaissance de certaines contestations populaires. Voir Hugues NEVEUX, *Les révoltes paysannes en Europe (XIVe-XVIIe siècle),* Albin-Michel « L'évolution de l'Humanité », Paris, 1997.

[3] Michèle RIOT-SARCEY, « Le féminin, un genre très singulier », Communication au *Colloque sur le genre*, Université de Rennes, septembre-octobre 2002.

[4] FOURIER cité par MARX et ENGELS, *La sainte famille, dans Œuvres, Pléiade,* T. 3 ; p. 645.

des « *demi-lettrés* » dans la contagion d'un peuple par l'idéologie révolutionnaire[1]. J'aurai l'occasion de montrer leur participation, indépendamment des appartenances partisanes, à l'élaboration d'un certain égalitarisme qui s'épanouira dans les classes pauvres. Il ne faut pas sous-estimer non plus ce que cette subversion intellectuelle contenait de prise de pouvoir *sur* le peuple, d'envie de devenir supérieur au nom de l'égalité. En raison de son expérience à *Socialisme ou Barbarie,* quand sa critique de gauche de l'URSS le mettait au ban de l'intelligentsia française, Claude Lefort est resté très sensible à cela. Il rappelle les « *bénéfices à la fois symboliques et matériels* » que les intellectuels *« retir[aient] de l'engagement »,* leur fascination pour la force, leur *servitude volontaire.*

La Russie du début du siècle a ceci de fascinant qu'elle réfléchissait déjà à ces problématiques, les mêmes dont elle allait tant souffrir. La polémique sur la participation des intellectuels à l'action révolutionnaire après l'échec de 1905 en a donné la mesure. Trotski ou Lénine attaquent la « *trahison* » [*renegatstvo*] de la cause du peuple par les intellectuels. Ils visent particulièrement le *Recueil d'articles sur l'intelligentsia,* paru en 1909 sous le titre *Jalons* <*Vexi*>[2]. Ses auteurs (Berdiaev, Boulgakov, Strouvé etc.) parlent au contraire de la « *désertion* » <*otŝepenstvo*> des intellectuels vis à vis de l'État russe. À l'autre extrémité du spectre, Jan Waclaw Makhaïski avait préalablement renvoyé tout le monde dos à dos : le socialisme dissimulait d'après lui *« l'intérêt de classe de la société cultivée au moment du développement de la grande industrie, l'intérêt de classe des serviteurs privilégiés, des travailleurs intellectuels dans un État capitaliste »*[3]. Le « peuple » lui-même commençait à dire son mot, en la personne des militants plébéiens révélés par la

[1] Rndré ROPERT, *L'échec des révolutions : les facteurs culturels des dérives révolutionnaires,* Plon « Commentaire », [Paris], 1996, p. 68.

[2] L.D. TROCKIJ, « Intelligentsiâ i socializm » (1910), in *Kul'tura starogo mira – Sočineniâ,* T. 20, GIZ, M-L, 1926 ; p. 352-353. V.I. LENIN, « O vexax » (1909), in *PSS,* T. 19, p. 168.

[3] Pëtr STRUVE, « Intelligenciâ i revolûciâ », in *Vexi* M, 1909 ; disponible sur http://www.magister.msk.ru/library/philos/vehi000.htm. Jan Waclav MAKHAÏSKI, « Le marxisme en Russie », [1900] dans *Le socialisme des intellectuels,* Seuil « Points », Paris, 1979 ; p. 111.

révolution de 1905[1]. Ces différents contentieux n'attendaient qu'une occasion pour se régler. C'est une des lignes à suivre pour comprendre l'après-1917.

Comme il a déjà été dit, cela oblige à retracer préalablement la formation des idées révolutionnaires — ici celle de *commune* — dans les milieux intellectuels, processus commencé trois quarts de siècle avant 1917 et imprégnant la culture des activistes. Dans le feu de la révolution, on tentera de suivre le plus concrètement possible la diffusion de l'idée communarde des cercles militants vers les masses populaires, dans la construction d'espaces de rencontre sous la forme des organisations bolcheviques et de l'administration des soviets.

Au plus près des acteurs

Mal connues jusqu'à présent à cause de démarches historiographiques qui ne leur faisait guère de place, les communes étaient également difficiles à étudier en raison des sources (disponibles et / ou choisies) et de leur méthode de traitement. Pour établir une approche plus adéquate, rappelons d'abord les impératifs qui se sont fixés au fur et à mesure qu'étaient envisagés les enjeux de l'étude de la révolution et du communisme. Il s'agit d'abord de redonner du sens à ces deux notions par-delà les idéologies qui les avaient portées, malgré « *l'affaissement des grands paradigmes* ». Pour ce faire, il faudrait se placer à l'intérieur du processus révolutionnaire, dans sa temporalité. Dès lors, on essaierait de rendre le vécu des acteurs de la révolution dans le mouvement brownien qui les agite et dans les constructions du monde et d'eux-mêmes qu'ils élaborent. Quand la lave révolutionnaire refroidit, on resterait « *dans l'épaisseur du social* » pour repérer les pratiques et les idées qui délégitiment peu à peu la quête autonome de l'égalité et de la liberté et justifie un autoritarisme de plus en plus étouffant[2].

Le souci de l'infiniment petit qui m'a toujours guidé dans cette recherche

[1] Voir plus loin chapitre 2.1.4.

[2] C'est pourquoi la périodisation canonique de l'histoire soviétique sera ici suivie : Guerre civile de la révolution à 1920 ; NEP de 1921 à 1929 ; Grand tournant après 1929.

s'apparentait à la micro-histoire avant même que j'en prenne conscience. En ce domaine, naviguer au jugé n'était pas trop préjudiciable car les micro-historiens n'ont jamais préconisé de canon méthodologique. Plus simplement, la lecture du livre de Carlo Ginzburg *Le fromage et les vers* m'a convaincu qu'il fallait tendre vers cela. À rebours de l'écriture historienne traditionnelle, la description des structures sociales ou de la situation religieuse et idéologique n'était pas le sujet du livre. Elle ne sert qu'à rendre intelligible le combat de Menocchio. Faisant flèche de tout bois pour se défendre contre les institutions et les croyances qu'il pense menacer son intégrité, ce meunier frioulien du XVIe siècle est proche du lecteur malgré la triple distance culturelle, sociale et temporelle. Il ne s'agit pourtant pas d'un simple processus d'identification romanesque. Le lecteur qui vibre pour Menocchio peut en même temps pénétrer les coulisses de l'Inquisition et suivre avec le même intérêt ses tentatives pour refermer la nasse sur l'insaisissable hérétique. Telle est la force de l'œuvre de Carlo Ginzburg[1].

Ce modèle est cependant difficilement égalable car il combine aux qualités historiques le sens de la concision et l'élégante retenue de l'écriture. Plutôt que de tenter de l'imiter, mieux vaut donc se tourner vers une tentative de théorisation. En préfaçant *Le pouvoir au village* de Giovanni Levi, Jacques Revel a dégagé les traits saillants de *L'histoire au ras du sol.* Il démontre que l'individuel, c'est du social car il s'agit

> *« de saisir au fil d'un destin particulier — celui d'un homme, celui d'une communauté, celui d'une œuvre —, l'écheveau complexe des relations, la multiplicité des espaces et des temps dans lesquels il s'inscrit ».*

Sans qu'on construise une représentativité, l'étude d'un cas renseigne sur toute une société d'autant mieux que l'historien aura créé « *les conditions d'observation qui feront apparaître des formes, des organisations, des objets inédits* ». Eclaté en multiples aventures individuelles (rappelons que Carlo Ginzburg, Carlo Poni ou

[1] Carlo GINZBURG, *Le fromage et les vers – L'univers d'un meunier du XVIe siècle,* [1980] Aubier « Histoires », Paris, 2002.

Giovanni Levi ne pratiquent pas *la* micro-histoire mais écrivent *des* micro-histoires), le déroulement historique perd sa positivité.

> *« La réduction d'échelle, la prise en compte de destins singuliers, de choix confrontés à des contraintes, invitent à ne point se soumettre à la tyrannie du fait accompli — « ce qui a effectivement eu lieu » — et à analyser les conduites individuelles et collectives, en termes de possibles ».*

Le changement d'échelle n'est pas une substitution de focale unique et définitive. Giovanni Levi a su

> *« inventer incessamment un contexte pertinent, c'est-à-dire un cadre de références qui rend intelligible son Iliade villageoise, de l'habitat regroupé entre ses deux ponts, (...) jusqu'à l'échiquier européen ».*

À cette condition, les

> *« identités sociales sont encore conçues comme des réalités dynamiques, plastiques, qui se constituent et se déforment face aux problèmes auxquels les acteurs sociaux sont affrontés »*[1].

L'ensemble de cette démarche trahit, — Jacques Revel l'a noté —, « *une fascination commune et un peu mélancolique de l'historien pour l'expérience de terrain qui est le privilège de l'ethnologue »,* et du sociologue. Cette approche historiographique tend en effet à revenir sur la séparation des disciplines instaurée au XIXe siècle[2]. Les points communs sont nombreux entre l'approche micro-historique et ce que le sociologue Stéphane Beaud appelle une « *perspective ethnographique* ». Sur un phénomène précis, il veut « *restituer la toile de fond sociohistorique (...) mais aussi (...) dégager l'enchevêtrement des causes (...) susceptibles de l'expliquer* ». Pour ce faire « *on tente d'ajuster les instruments de la recherche à l'objet que l'on ne cesse de redéfinir au fur et à mesure de l'enquête* ». En conséquence,

---

[1] Jacques REVEL, « L'histoire au ras du sol », dans Giovanni LEVI, *Le pouvoir au village : Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle,* Gallimard « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1989 ; p. XII, XV-XVII, XXV, XXVII.

[2] REVEL, p. XII-XIII. Alban BANSA, « De la micro-histoire vers une anthropologie critique », dans *Jeux d'échelles, La micro-analyse à l'expérience (Textes rassemblés et présentés par Jacques REVEL),* Hautes études / Gallimard Le Seuil, Paris, 1996 ; p. 37.

> *« en privilégiant le terrain, en retournant au matériel (observations, entretiens, données sociohistoriques, presse locale) on est en quelque sorte conduit (...) à raisonner en termes de continuum des positions, de volatilité des attitudes et des opinions en fonction de la conjoncture. Cette approche permet de rendre compte, pour chaque individu, de l'éventuel passage, brusque à l'occasion d'un état à l'autre »*[1].

L'expérience de certains sociologues est également utile pour l'appréhension de pratiques « utopiques ». Les membres du MAUSS[2] ont montré que tous les faits sociaux n'obéissent pas à la logique marchande et aux motivations d'intérêt, même dans une société moderne. De plus, dans *L'esprit du don,* Jacques Godbout, met directement l'accent sur la dimension communautaire qui rend possible l'échange désintéressé. Ainsi, le réseau des Alcooliques Anonymes permet-il à ses membres de sortir de l'assuétude grâce à leur entraide. Ce réseau *« repose sur le refus de la rupture entre le producteur et l'usager, [il] s'appuie sur le principe communautaire et la démocratie directe »*. La parenté avec les valeurs utopiques du communisme est tellement évidente que l'auteur de l'étude croit devoir préciser : « *Les AA sont une sorte de révolution. Mais par analogie seulement. Car ils se répandent sans bruit et sans martyr »*[3].

On peut en déduire que l'affirmation d'un comportement *communiste* au sein d'un groupe d'utopiens ou dans le cours d'une révolution peut ne pas tenir du seul délire idéologique, mais relever d'un autre système éthique que celui qui domine actuellement. De plus, la communauté est aussi potentiellement émancipatrice qu'éventuellement aliénante. Enfin, il est faux de considérer une communauté d'aujourd'hui comme la répétition nostalgique de l'holisme ancien. Les AA sont « *traditionnels et modernes, Gemeinschaft et Gesellschaft »,* dit Jacques Godbout. En conséquence, on peut penser hors des *« alternatives à l'intérieur desquelles nous placent la plupart des auteurs, alternative entre la souveraineté de l'État et celle de*

---

[1] Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Violences urbaines, violences sociales – Genèse des nouvelles classes dangereuses,* Fayard, Paris, 2003 ; p. 14-16. Stéphane BEAUD, « Entretien », US Mag (SNES-FSU), n°570 (05/2002).

[2] Mouvement Anti-Utilitaire dans les Sciences Sociales. L'acronyme fait évidemment référence à Marcel Mauss.

[3] Jacques T. GODBOUT (en collaboration avec Alain CAILLÉ), *L'esprit du don,* La Découverte, Paris, 1992 ; p. 100-104.

l'individu (…), entre le holisme et l'individualisme »[1].

La référence aux sociologues veut aussi attirer l'attention sur le mode d'exposition et l'écriture qu'ils privilégient. Pour tenter « *de faire entrer le lecteur dans l'univers mental* » des personnes étudiées, il y a d'abord ce que Bernard Lepetit a appelé *« la valorisation des acteurs »,* c'est-à-dire le fait de rendre à chacun ses raisons. En montrant comment une attitude quelconque répond à une stratégie et à un désir de valorisation de soi, le chercheur rend *l'autre* compréhensible par-delà des distances sociale, géographique, historique. *« L'affirmation essentielle est ici celle de la continuité du social qui s'exprime, à tous les niveaux, à travers la centralité des mécanismes humains »*, résume Maurizio Gribaudi. Il y a aussi la méticulosité du trait. Pour la description d'un processus ou celle d'un lieu, d'une personne, le sociologue s'astreint à un exercice de lenteur, posant touche après touche comme dans une œuvre pointilliste. La reconstitution exacte est évidemment un objectif impossible, mais elle impose une ascèse : *« peu de gens devineront combien il a fallu être triste pour entreprendre de ressusciter Carthage »*. À l'adresse du lecteur, ce sacerdoce d'exactitude rejoint l'exigence morale de Walter Benjamin : « *Le chroniqueur qui narre les événements sans jamais vouloir distinguer les petits des grands tient compte de cette vérité majeure que rien qui jamais se sera produit ne devra être perdu pour l'histoire »*[2].

À ma connaissance, l'approche micro-historique a été rarement revendiquée comme telle en histoire soviétique[3]. À condition de ne pas s'arrêter aux dénominations, on s'aperçoit vite qu'elle jouit ces dernières années d'une faveur néanmoins certaine, bien que non assumée. Une des raisons tient au double souci qui animait les historiens

---

[1] *Ibidem.*

[2] BEAUD & PIALOUX, p. 26. Dans *Jeux d'échelles…* déjà cité : Jacques REVEL, « Micro-analyse et construction du social », p. 25 (sur la notion de stratégie) ; Bernard LEPETIT, « De l'échelle en histoire », p. 80 ; Maurizio GRIBAUDI,» Echelle, pertinence, configuration », p. 128. Gustave FLAUBERT à Ernest Feydeau (28/11/1859) dans *Correspondance*, Gallimard « Folio », Paris, 1998 ; p. 382. BENJAMIN, *Sur le concept d'histoire*, thèse III (ce passage n'a pas échappé à l'attention d'Alban BANSA, *Jeux d'échelles…*, p. 49).

[3] Dans *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937* (L'Harmattan, Paris, 2004), Dorena CAROLI tente *« de trouver une sorte de compromis vis-à-vis du dilemme entre micro-histoire et macro-histoire »* (p. 15), mais, par micro-histoire, elle semble entendre avant tout *« histoire du quotidien »*. Une publication récente affiche par contre clairement son ambition : Pavel CHINSKY, *Micro-histoire de la Grande Terreur : La fabrique de la culpabilité à l'ère stalinienne,* Denoël, Paris, 2005.

du cru après la fin de l'URSS. D'une part, ils devaient satisfaire le public qui voulait que soit rétablie la vérité et effacées les *« taches blanches »* de l'histoire soviétique. D'autre part, la majorité des historiens étaient compromis par le marxisme qu'ils avaient professé bon gré mal gré avant 1991 : toute prise de position et même toute tentative de synthèse problématisée était devenue suspecte. Les historiens ont donc dirigé l'édition de dizaines de recueils de documents d'archives, censément plus neutres. Beaucoup d'entre eux désiraient faire entendre *La voix du peuple* ou retrouver *Les histoires paysannes,* c'est-à-dire s'attacher à des parcours particuliers dans l'histoire générale. Pour présenter les documents au lecteur, l'historien se retrouvait *nolens volens* à l'échelle des petits événements. La mise en cause des catégories traditionnelles s'effectuait alors d'elle-même. J'en veux pour preuve la série de S.V. Iarov, présentant tour à tour *Le paysan, Le prolétaire* et *Le citadin* comme des *homme[s] politique[s],* dans la mesure où toute attitude personnelle locale mettait en jeu le pouvoir[1].

Le jeu des changements d'échelle commence aujourd'hui à être pratiqué pour ses propres vertus heuristiques. L'insertion des *Travailleurs étrangers de l'Usine d'électricité de Moscou dans la société soviétique* est présentée par Sergueï Jouravlev comme la confrontation des « *petites gens* » et de la « *grande histoire* ». Pour démêler les nœuds reliant *Statistique et pouvoir sous Staline,* Alain Blum et Martine Mespoulet mettent en œuvre des outils variés dont

> *« l'analyse des parcours de vie et du mode d'insertion [des statisticiens] dans différents réseaux [qui] fournira un éclairage essentiel pour aider à la compréhension des attitudes individuelles. Les institutions seront observées essentiellement de l'intérieur, comme espaces de pratiques, mais aussi comme lieux de formation de solidarités et de formes d'expérience individuelle et collective des acteurs »*[2].

[1] A.K. SOKOLOV (pod red.), *Golos naroda : pis'ma i otkliki râdovyx sovetskix graždan o sobytiâx 1918-1932 gg.,* M : Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », 1998. S.S. KRÛKOV (sostavitel'), *Krest'ânskie istorii : rossijskaâ derevnâ 1920-x godov v pis'max i dokumentax,* M : Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », 2001. S.V. ÂROV : *Krest'ânin kak politik* ; *Proletarij kak politik* ; *Gorožanin kak politik*, trois ouvrages édités par Dmitrij Bulanin, SPb, 1999.

[2] Sergej ŽURAVLEV, *« Malenkie lûdi » i « bol'šaâ istoriâ » : inostrancy moskovskogo Elektrozavoda v sovetskom obŝectve 1920-1930-x gg,* Rosspen, M, 2000. BLUM & MESPOULET, p. 14.

Cette attention pour les détails renouvelle actuellement l'étude de la révolution, on l'a vu avec les travaux conjoints d'Orlando Figes et Boris Kolonitskii. On participe ainsi d'une histoire culturelle sans sortir de la micro-histoire des comportements. Par exemple, Boris Kolonitskii a relié *Les galons et la lutte pour le pouvoir en 1917 :* la pression des soldats contre toute forme de signes distinctifs avait infligé une défaite morale au corps des officiers bien avant que la guerre civile n'oppose frontalement le monde des galons à celui des capotes grises. Dans cet esprit, l'appréhension de la culture doit partir de son caractère clivé — clivage social entre « *bas-fonds démocratiques* » et « *maîtres* », plus que clivage politique entre société et pouvoir[1] —. On rejoint ainsi les interrogations de Carlo Ginzburg

> *« sur le rapport entre la culture des classes subalternes et celle des classes dominantes. Jusqu'à quel point la première est-elle, précisément, subordonnée à la seconde ? Dans quelle mesure exprime-t-elle, au contraire, des contenus au moins en partie d'une autre nature ? Peut-on parler d'une circulation entre les deux niveaux de culture ? »*[2].

Pour tenter de répondre, il faudra d'une part suivre au plus près les canaux de diffusion idéologique et de l'autre porter une attention spécifique à la langue qui est un des lieux où se déploient les inégalités et, partant, un des champs de la bataille sociale. Georg Büchner prévenait les paysans de Hesse en 1834 : les « *privilégiés (...) parlent une langue à eux* ». Michelet lui fait un écho inversé : *« Je suis né peuple, (...) mais sa langue, sa langue, elle m'était inaccessible. Je n'ai pas pu le faire parler* ». Plutôt que de buter sur cette impossibilité de *faire parler* le peuple, on essaiera de *transcrire sa parole* pour autant qu'elle affleure dans la période révolutionnaire. Cela présente des difficultés car, comme le constatait Carlo Ginzburg, « *la culture des classes subalternes est en très large partie une culture orale. Or, malheureusement, les historiens ne*

[1] Pour une histoire culturelle du politique dans l'opposition société/pouvoir, voir Tamara KONDRATIEVA, *Gouverner et nourrir : Du pouvoir en Russie (XVIe-XXe siècles),* Les Belles Lettres, Paris, 2002.

[2] B.I. KOLONICKIJ, *Pogony i bor'ba za vlast' v 1917 godu,* Ostrov, SPb, 2001. GINZBURG, p. 8.

peuvent se mettre à parler avec les paysans du XVIe siècle »[1]. Les années 1920 étant moins éloignées, j'ai eu la chance de rencontrer quelques nonagénaires pouvant témoigner des communes où elles avaient vécu[2]. De plus, la révolution et les débuts du pouvoir soviétique ont élargi l'accès à l'écrit, moins par les effets d'une éducation de masse que l'on mettait juste en place, que par la promotion idéologique des classes populaires[3]. Manuscrits écrits par des pauvres ou comptes-rendus sténographiques de leurs assemblées, les sources existent.

Il ne faut évidemment pas les prendre comme l'expression immanente de l'âme populaire.

> *« [U]n effet important de la stratification culturelle est une fluctuation du langage affectant la signification des mots et, par là-même, des concepts [, … la] porte est donc constamment ouverte aux malentendus et aux équivoques »,*

rappelle André Ropert à juste titre. Je ne veux pas remettre au goût du jour les notions de *« "dégradation" ou [de] "déformation" subies par [l]es idées et [l]es croyances au cours de leur transmission »* du haut vers le bas de la société. Elles ont été justement critiquées par Carlo Ginzburg[4]. Par contre, il est possible de saisir ces altérations comme le signe des aspirations populaires. On raconte que, lors de la révolte des décembristes, les soldats paysans, à qui les officiers rebelles faisaient scander « *Constitution ! »,* pensaient qu'il s'agissait de la femme de *Constantin*, l'héritier présomptif de la couronne. Vraie ou fausse, l'anecdote traduit efficacement la divergence des représentations selon le milieu social.

Ce qui vient d'être dit sur la langue vaut également pour le mode de vie, c'est-à-dire pour l'ensemble des pratiques que la pensée politique et sociale n'interroge pas

---

[1] BÜCHNER, *Le messager Hessois* dans BRAVO, T. 2, p. 9 (*Woyzeck* en est d'ailleurs la mise en scène de l'inégalité sociale dans le langage). MICHELET, cité par ROPERT, p. 67. GINZBURG, p. 9.

[2] Voir en annexe, les notes prises et le commentaire méthodologique.

[3] Voir Véronique GARROS, « L'État en proie au singulier. Journaux personnels et discours autoritaire dans les années 1930 », dans DEPRETTO, *Pouvoirs et société en Union Soviétique*, déjà cité ; p. 139.

[4] ROPERT, p. 66. GINZBURG, p. 9.

dans la mesure où elle les tient pour données. Un programme d'étude dans ce domaine avait été esquissé par Henri Lefèvre dans *La critique de la vie quotidienne,* appelant l'historien à « *quitte[r l]es hautes sphères* » pour s'intéresser aux « *faits sans prestiges* ». Il fut relayé par les situationnistes. Partant du constat que « *la vie quotidienne (...) reste sans langage, sans concept, sans accès critique à son propre passé qui n'est consigné nulle part* », ils affirmèrent qu'elle « *est la mesure de tout : de l'accomplissement ou plutôt du non-accomplissement des relations humaines ; (...) de la politique révolutionnaire* »[1]. S'ils ont annoncé ce programme, ils ne l'ont guère suivi : on cherche vainement chez Henri Lefebvre ou Guy Debord l'articulation de cette critique avec la pensée des clivages sociaux. Le caractère de classe des mœurs est pourtant connu depuis longtemps. Il est déjà finement observé dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, à l'article *Manière* (dans le sens d'*usages*) *:*

> « *Les manières doivent exprimer le respect & la soumission des inférieurs à l'égard des supérieurs, les témoignages d'humanité & de condescendance des supérieurs envers les inférieurs, les sentimens de bienveillance & d'estime entre les égaux. Elles règlent le maintien, elles le prescrivent aux différens ordres, aux citoyens des différens états. On voit que les manières, ainsi que les mœurs, doivent changer, selon les différentes formes de gouvernement* ».

Avec les travaux de Robert Muchembled sur la France moderne, on a vérifié que la vie quotidienne n'est pas l'espace neutre de modes d'existence routiniers, mais un champ de force où s'affrontent dominants et dominés. Il faudra s'en souvenir en étudiant les limites entre « *ce qui se fait* » et « *ce qui ne se fait pas* » c'est-à-dire la vision des uns sur les comportements des autres[2].

De ce qui précède, on déduira sans peine que le choix des échelles de travail est

---

[1] Henri LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne,* [1945] Grasset « Les Témoins », Paris, 1947 ; p. 58-59. Guy DEBORD, La *société du spectacle*, [1967] Gallimard « Folio », Paris, 2001 ; p. 156. Du même : « Perspectives de modifications conscientes dans la vie quotidienne », Internationale situationniste n°6 (08/1961), p. 21.

[2] D.J., « Manière »,dans *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences des arts et des métiers* (1751-1772). Robert MUCHEMBLED, *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XVe-XVIIIe siècle),* [1978] Flammarion « Champs », 1991. Du même : *L'invention de l'homme moderne : Sensibilités, mœurs et comportements collectifs sous l'ancien régime,* Fayard, Paris, 1988.

de première importance. Posons d'abord que les *« destins particuliers »* qui seront détaillés ne seront pas ceux d'*individus*, mais de *communes*. Le sujet collectif pris comme acteur principal de cette histoire s'impose en raison du thème choisi : le choix d'édifier une communauté faisait passer les participants au statut de *« communards »*, fortement liés entre eux et se singularisant par rapport à la société extérieure. En dehors des éléments motivant directement l'entrée ou la sortie du collectif, leur trajectoire personnelle avant l'adhésion ou après une démission ou une exclusion est généralement inconnaissable faute de sources. Ce trait étant évident dès la fondation assez spontanée des premières communes pendant la guerre civile, il faut y voir moins la conformation à un moule socio-idéologique préétabli que le reflet d'un phénomène communard particulièrement cohésif. Tout en tentant de collecter et de mettre en ordre les données personnelles disponibles, il s'agira donc essentiellement de mettre en scène la vie et l'action des communes en tant que telles.

En Ukraine périphérique

Il n'était pas possible de bâtir une telle étude sur la documentation « d'en haut » (Comité central du PC, Conseil des commissaires du peuple) qui n'offrirait pas les informations sociographiques souhaitées. De plus, à être trop près de Moscou on risque de confondre obéissance aux directives et initiative populaire. A contrario, on ne peut pas non plus s'abstraire de la relation au pouvoir, fondamentale dans un système qui se veut centralisé. De plus, alors que l'unité de lieu est nécessaire pour pouvoir comprendre chaque commune et comparer une commune à l'autre, il faut aussi disposer d'une gamme sociale complète (ville/campagne, hommes/femmes, paysans, ouvriers, intellectuels…) de la base (pauvres, non-militants) au sommet (responsables, dirigeants).

La région de Kharkov m'a semblé satisfaire à ces critères. Du point de vue de l'Empire, l'Ukraine a toujours été une périphérie. En ukrainien et en russe, *kraï* désigne le *bord* et la *région*. *« "Ukraine" signifie pays frontière, marche »*. Dans cet espace entre

deux entités, la région[1] de Kharkiv est à son tour un entre-deux. La ville commande un espace traditionnellement désigné comme une « *Ukraine périphérique* » (*Slobidska Ukraïina* ou *Slobojanchtchina*). Le terme de *Slobidska Ukraïina* provient de *sloboda,* le *faubourg,* c'est-à-dire le lieu de peuplement libre (*svoboda*, la liberté). La liberté dont il est question est bien relative : l'appellation provient du nom des régiments russes qui y stationnaient aux XVII-XVIIIes siècles pour défendre l'empire tsariste de ses voisins polonais et criméo-tatars. La ville de Kharkov est d'ailleurs fondée en 1654 comme « *ville-forteresse de garnison* »[2].

En conséquence de cette histoire, l'Ukraine périphérique est un vivant démenti des interprétations nationalistes qui refleurissent actuellement. La ville de Kharkov est d'une grande mixité ethnique et culturelle avec la coexistence ancienne de populations ukrainienne, russe et juive. Cela ne serait pas encore une originalité : dans toute l'Ukraine, les clivages sociaux s'exprimaient dans des oppositions ethniques et un antagonisme ville/campagne. Les campagnes ukrainiennes étaient dominées par des villes judéo-polonaises à l'ouest et judéo-russes à l'est. Or, autour de Kharkov, la campagne elle-même n'est pas homogène. Ukrainiens et Russes sont tellement mêlés qu'il est difficile de différencier de l'extérieur un Ukrainien russifié d'un Russe ukrainisé. Dans ces conditions, on peut espérer isoler le phénomène communard d'un supposé substrat culturel national.

C'est dire que le propos de cette étude n'est pas le fait national ukrainien, même si la période envisagée est cruciale pour l'affirmation politique et culturelle de l'Ukraine. Cet aspect de l'histoire fait l'objet d'une attention non démentie sur place comme en Occident[3] et les acquis de ces recherches ont été largement utilisés ici pour saisir les singularités de l'histoire locale. Il reste que ce travail porte essentiellement sur

[1] Le travail de Theodore H. FRIEDGUT sur le Donbass me semble montrer la pertinence de l'échelle régionale pour dégager les ressorts de la révolution (*Iuzovka and Revolution, 1869-1924* - t. 1 & 2 -, Princeton UP, Princeton, 1989 & 1994).

[2] Andreas KAPPELER, *Petite histoire de l'Ukraine* [1994], Institut d'Etudes Slaves, Paris, 1997 ; p. 29. V. TYMOŜUK, « Slobids'ka Ukraïna » in *Malyj slovnyk istorii Ukraïny,* Lybid', Kyïv, 1997. A.Û. LEJBFREJD & Û.Û. POLÂKOVA *Xar'kov, ot kreposti do stolicy (Zametki o starom gorode),* Folio, X, 1998 ; p. 3.

le phénomène révolutionnaire et le communisme, les données géographiques et culturelles n'en étant que le cadre. De plus, même si l'affirmation ukrainienne est forte dans le premier tiers du XXe siècle, postuler une différenciation radicale de l'Ukraine au sein de l'empire tsariste ou de l'Union soviétique est aussi faux que d'affirmer leur complète assimilation. C'est pourquoi les adjectifs *« russe »* (au sens de *« rossiïski »*) et *« soviétique »* seront couramment employés pour désigner ce qui est commun à l'empire avant 1917 et à l'URSS après la révolution. Le caractère « soviétique » de Kharkov est d'ailleurs indiscutable.

Doublement périphérique, la région de Kharkov devient en effet stratégique dans la tourmente révolutionnaire. La lutte pour le pouvoir est particulièrement exacerbée en Ukraine jusqu'en 1920. Depuis 1917, s'y sont affrontés les Allemands, les nationalistes ukrainiens (parmi lesquels on peut distinguer une tendance conservatrice et une autre « de gauche », mais anti-bolchevique), les Blancs, les Rouges (pro-bolcheviks ou d'obédience populiste et ukrainienne), les anarchistes dirigés par Makhno… Il faut encore ajouter les « Verts », c'est-à-dire tous les groupes armés ne ressortant d'aucun des grands courants idéologiques. Il peut s'agir d'armées autonomes dirigées par un seigneur de la guerre autoproclamé, mais aussi bien de partisans villageois défendant leur terroir contre les incursions extérieures. En trois ans, quatorze pouvoirs se succèdent dans certaines régions ! Dès le début, Kharkov apparaît comme la tête de pont des Rouges. Une première République Socialiste Soviétique d'Ukraine y est proclamée le 12 décembre 1917[1]. En 1919, elle est choisie comme capitale lors de la deuxième proclamation de la RSSU. Ce choix ne sera pas remis en cause.

---

[3] Voir par exemple : Émile KRUBA et Arcady JOUKOVSKY (éd.), *Actes du colloque, La Renaissance nationale et culturelle en Ukraine de 1917 aux années 1930,* INALCO, UUL, ICEU, Paris – Munich – Edmonton, 1986 *;* SOLDATENKO, *Ukraïns'ka revolûciâ,* déjà cité ; Andreas KAPPELER, Zenon E. KOHUT, Frank E. SYSYN, and Mark von HAGEN (eds.), *Culture, Nation and Identity: The Ukrainian-Russian Encounter, 1600-1945,* Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, Edmonton and Toronto, 2003. Danylo ÂNEVS'KYJ, *Polityčny systemy Ukraïny, 1917-1920 rr. : sproby tvorennâ i pryčyny porozky,* Dux i Litera, K, 2003.

[1] RSSU proclamée le 24 décembre dans le nouveau style. Dès le lendemain, des régiments rouges russes dirigés par Železnâkov transforment la prise de pouvoir révolutionnaire en conquête militaire. En avril 1918, ils sont chassés par les troupes allemandes agissant au nom de la Rada centrale, direction nationaliste établie à Kyïv. Voir O.A. HAVRYLENKO & I.A. LOHVYNENKO « Bil'šovic'kyj perevorot u Xarkovi : âk ce bulo », Naukovi zapysky kafedry ukraïnoznavstva xarkivs'koho universitetu, n°1 (1994) ; p. 48-55. DZÛBA et alii, *Ukraïna vid…*, p. 250-252.

Aux yeux des bolcheviks, la ville présente un triple avantage. À l'est du pays, elle est dans un territoire un peu moins disputé militairement par la guerre civile. La mixité ethnique la rend moins sensible au nationalisme ukrainien. Enfin, son développement industriel, et donc, sa population ouvrière, sont le gage d'un caractère prolétarien affirmé[1]. Pendant les années 1920, Kharkov se trouve ainsi dans le rôle de troisième ville de l'URSS, juste après Moscou et Petrograd-Leningrad (voir cartes c1 et c4 en annexe). Le goût de l'expérimentation y est particulièrement développé. Le plus grand ensemble architectural constructiviste jamais réalisé, sur l'actuelle place de la Liberté (anciennement place Dzerjinski), en est le témoignage toujours visible. Pas de doute que l' « utopisme » pouvait s'y épanouir. Quant aux élites locales, elles n'étaient pas de simples courroies de transmission du pouvoir moscovite : certains dirigeants politiques — Rakovski, Skrypnyk… — avaient une envergure et une indépendance intellectuelles certaines[2] ; dans la sphère culturelle, l'effervescence est telle qu'on qualifie la période de *Renaissance*. Les personnes, les courants qu'elles animent, comme la ville qui les réunit, ne survivent pas à la reprise en main stalinienne. Un an après la purge politico-culturelle et la grande famine de 1933, Kharkiv perd son statut de capitale au profit de Kyïv, peu de temps avant la dissolution des dernières communes.

La « Première capitale », comme aiment à l'appeler les Kharkoviens, a retrouvé son caractère provincial, à peine moins loin de Kyïv (410 km) que de Moscou (645 km). Pour l'historien, c'est l'assurance d'une certaine tranquillité. Il n'y a pas d'incessants changements des règles d'accès aux archives, ni de marchandage autour de leur communication comme parfois à Moscou. Les ressources documentaires sont

[1] L'arrivée du chemin de fer en 1869 en fait un des deux nœuds ferroviaires reliant Moscou à l'Ukraine. C'est le début de l'industrialisation. Trois entreprises industrielles (dont les ateliers du chemin de fer) comptent plus de mille salariés en 1911. En 1904, les ouvriers représentent un peu plus de 10 % des 210 000 habitants de la ville, la majorité d'entre eux travaillant dans des ateliers de 100 à 200 employés. Ce développement n'a peut-être rien d'exceptionnel dans l'Empire russe au tournant du XXe siècle si l'on compare à l'industrie mécanique petersbourgeoise ou aux usines textiles autour de Moscou. En Ukraine, elle tranche par contre sur un pays encore très agraire. L'industrie de Kharkov forme avec les mines du Donbass un flanc est du pays industriel, russifié et prolétarisé. Kiev par exemple ne compte que 3 % d'ouvriers en 1909. Voir V.I. ASTAXOVYJ « Istoričeskij očerk » in *Xar'kov : spravočnaâ kniga,* Xar'kovskoe Oblastnoe Izdatel'stvo, X, 1957 ; p. 29. A.V. KUDRICKAÂ (pod red.), *Kiev : enciklopedičeskij spravočnik,* Glavnaâ redakciâ Ukrainskoj sovetskoj enciklopedii, K, 1982 ; p. 17, 30.

[2] Leur opposition à Staline le prouve. Leur destin est tragique : Skrypnyk se suicide en 1933, Rakovski est fusillé en 1941.

importantes. Lors de la décapitalisation, Kharkiv a certes dû rendre au nouveau centre bien des fonds émanant du Conseil des commissaires du peuple ukrainien ou du Comité central du PC local. Néanmoins, les documents des organismes régionaux sont restés sur place alors qu'ils étaient largement confondus avec les institutions centrales. Par exemple, on peut lire l'intervention de Postychev dans le procès-verbal d'une réunion du comité de ville du PC en 1933, alors qu'il est membre des Comités centraux des partis pan-russe et ukrainien et émissaire spécial de Staline pendant la grande famine[1]. À l'autre bout de la chaîne, les documents les plus prosaïques des soviets des villages et des villes, des entreprises agricoles et industrielles, des sections syndicales et des cellules du Parti de toute la région sont toujours conservés aux Archives d'État régionales[2]. Concernant les imprimés, la situation est encore plus favorable. Si la Bibliothèque scientifique d'État Korolenko a beaucoup souffert pendant la Deuxième guerre mondiale, son fonds est tout de même exceptionnel dans la mesure où elle remplit le rôle de Bibliothèque Nationale et reçut le dépôt légal de sa création en 1929 jusqu'à la décapitalisation de 1934[3].

Dans la situation enviable d' « *une petite souris dans un énorme fromage* », selon le mot d'un chercheur américain[4], l'historien doit alors tracer son chemin dans les sources soviétiques. Ce n'est pas la tâche la plus facile. Tout est accessible : des dossiers individuels établis lors des purges du Parti en 1929 sont consultables sur simple accord de la direction des Archives, alors qu'en France de telles données personnelles seraient protégées pendant 120 ans après la naissance de l'intéressé ; en bibliothèque, les œuvres des disparus des années 1930 ont quitté les « *réserves spéciales* » (*spetskhran*),

[1] P69/1/94, p. 25-26 « Zamečaniâ t. Postyševa o rabote predpriâtij obŝestvennogo pitaniâ i ob otravlenii na fabrike Krasnaâ Nit' » [08/1933]. M. DOROŠKO, « Postyšev », in SMOLYJ i dr., *Malyj slovnyk,* déjà cité.

[2] Il y a deux exceptions. Les documents émanant de tous les établissements d'enseignement supérieur (VUZ) d'Ukraine sont conservés à Kyïv aux Archives centrale d'État des organes supérieurs de pouvoir et de direction (CDAVOVU, fonds F166). Les archives des districts détachés de la région de Kharkiv lors d'un re-découpage administratif ont été versées à leur nouveau centre administratif. Pour étudier une commune sise près d'Oxtyrka, il a fallu faire le déplacement à Sumy.

[3] Voir l'histoire de la bibliothèque présentée sur son site internet : http://korolenko.kharkov.com/.

[4] Kate TRANSCHEL, professeure à Chico, l'université d'État de Californie, est passée par les archives de Kharkiv compléter ses recherches sur l'alcoolisme soviétique. Elle rapportait le mot de son directeur de recherche.

rendant Trotski ou Khvylovy[1] lisibles en édition originale. Par contre, les difficultés rencontrées par Anatole Kopp il y a plus de trente ans sont inchangées. Dans les catalogues thématiques, l'entrée *sociologie* ne comprend que des ouvrages postérieurs à 1960/1965, celle sur le *mode de vie* (*byt*) n'indique que des livres écrits entre la fin des années 1960 et 1975. Incurie des bibliothécaires ou volonté d'escamoter discrètement les débats des années 1920[2], toujours est-il qu'on ne peut consulter une quelconque des nombreuses brochures de l'époque qu'à la condition d'avoir déjà ses références ou, au moins, de connaître le nom de son auteur.

Le problème est similaire dans les dépôts d'archives. Il existe un catalogage thématique, fruit des efforts de dépouillement des archivistes, mais ses entrées reproduisent l'idéologie soviétique. Les références les plus nombreuses de l'index des matières du *Guide des Archives d'État de la région de Kharkiv* (1959) correspondent aux entrées *Construction, Innovation et rationalisation de la production et du travail, Emulation socialiste et travail de choc*... Le tiroir *Communes* de la cartothèque recense exclusivement des dossiers relatifs aux collectifs agricoles. Et encore s'agit-il essentiellement de règlements généraux, de formulaires de demande de renseignements — parfois vierges —. Sur 32 documents référencés, moins de la moitié proviennent de communes ou de témoins directs. Le hasard des sondages qui aboutissent à ces mises en fiches fait par exemple que le fonds R1631, un des plus riches avec ses 32 communes, n'apparaît pas[3].

Prospecter dans les inventaires (*opisi*) des fonds n'est guère plus encourageant. Prenons celui du fonds R1502, émanant du Comité exécutif de l'arrondissement de Barvenkovo pour les années 1923-1933. Pour la première année, il est subdivisé comme suit : *Section générale, Section administrative, Section foncière, Section financière,*

[1] Ecrivain emblématique de la Renaissance ukrainienne et de l'opposition à Staline, il s'est suicidé en 1933.

[2] Beaucoup d'ouvrages anciens de la Bibliothèque Nationale de France sont également catalogués sans mention de mots-clés pour le sujet. Néanmoins, l'encadrement du débat public en URSS rendait beaucoup plus aléatoire la connaissance d'un livre ancien qui n'était plus promu par le régime.

[3] *Deržavnyj Arxiv Xarkivs'koï Oblasti — putivnyk,* Xarkivs'ke Knižkove Vydavnyctvo, X, 1959 ; p. 500-504. Tiroir n°90 de la cartothèque : « R350 : sel'skoxozâjstvennaâ kommuna ».

Comptabilité. Le schéma se complique par la suite avec l'apparition des sections de l'*Éducation populaire,* de la *Propriété communale,* de l'*état civil*[1]. Il n'est pas possible de trouver de la matière sur un sujet transversal, sur des formes d'organisation n'ayant pas de tutelle administrative spécifique. Les seules instances qui transcendent les cloisonnements bureaucratiques sont les *collèges* ou *præsidiums* des Comités exécutifs des soviets. Ils réunissent tous les responsables d'une circonscription administrative donnée et tranchent la majorité des problèmes. Le chercheur peut suivre leurs travaux dans d'énormes collections de procès-verbaux de sessions : des milliers de pages dont le seul ordonnancement est chronologique. La recherche, si elle n'est pas exhaustive, dépendra des index, ceux-là mêmes dont la pertinence a été mise en doute plus haut[2].

Il fallait malgré tout trouver le moyen de dresser la liste la plus complète possible de collectifs et essayer de trouver de quoi leur donner une chair documentaire. Pour établir l'existence de communes, le travail sur la presse a été irremplaçable. Comme le dépouillement ne devait pas même laisser passer un entrefilet, il devait se restreindre à certaines catégories de publications. La presse quotidienne a été écartée car les collections des années 1920-1930 étaient incommunicables pour des raisons de mauvaise conservation[3]. Je me suis donc concentré sur les magazines et revues adressés à un public potentiellement sensible à l'idée de commune : femmes, jeunes, paysans, intellectuels. En plus de mettre à jour 91 collectifs, le dépouillement systématique d'une trentaine de titres régionaux ou pan-ukrainiens m'a permis de me familiariser avec « l'ambiance » de l'époque, de repérer les grandes signatures, de mesurer la popularité respective des thèmes développés et leurs inflexions. Dans le même esprit, il fallait également prendre connaissance de textes qui n'étaient pas

[1] DAXO R1502 Opis' 1.

[2] Le système des archives du Parti communiste est le même que celui de l'administration étatique, les bureaux ou præsidiums des comités du Parti jouant le même rôle que les instances comparables auprès des comités exécutifs de soviets.

[3] Ayant reçu l'autorisation de faire tout de même un sondage dans le quotidien de Kharkov, j'ai eu la chance, en choisissant au hasard la première moitié de 1930, de tomber sur la période d'exaltation des communes de production. Par ailleurs, un relevé de 34 articles concernant des communes agricoles était disponible au service des études ukrainiennes (*viddil ukraïniki*) de la bibliothèque Korolenko.

spécifiquement ukrainiens mais incontournables du fait de leur caractère normatif : lois et règlements soviétiques, prises de position de Lénine, Trotski, Staline etc..

Ce travail d'imprégnation culturelle, indispensable pour le chercheur, aurait pu être écarté du travail fini pour le confiner à un cadre exclusivement micro-historique. Il a cependant paru utile de rompre parfois le pacte local pour citer à comparaître ces textes provenant du centre. On pourra ainsi suivre au plus près du « terrain » les tentatives d'adaptation des discours à la réalité et repérer les interférences et les distorsions. Les tâtonnements idéologiques sont par exemple sensibles pendant la guerre civile. À l'époque, il y a décalage entre la Russie et l'Ukraine. La seconde vit en 1919 un communisme de guerre mis en place en Russie un an plus tôt et déjà partiellement abandonné. La parole de Lénine peut alors paraître matricielle, sinon anticipatrice. Plus tard, lors des grands débats soviétiques des années 1920 sur la question agraire ou sur le mode de vie, la situation est déjà plus homogène. Les propagandistes locaux reprennent largement les idées des Zinoviev, Liadov, Trotski ou Skvortsov-Stepanov qui balisent les débats. Ignorer les grands noms serait se priver des pensées plus développées qui trahissent mieux les enjeux profonds que les copies locales. Ces discussions permettent de dresser le tableau des rapports de force sociaux et idéologiques en repérant comment les pratiques sont ignorées, intégrées ou déformées dans les discours. Dans les années 1930, avec le monolithisme idéologique toujours croissant du système soviétique, la prose de Staline occupe tant la presse de Kharkiv que celle de Moscou. Pourquoi, dès lors, travailler sur des traductions d'extraits en ukrainien plutôt que sur les textes originaux ? Localement par contre, la marge de manœuvre des dirigeants tend de plus en plus à se réduire à la simple mise en œuvre des directives d'en haut. C'est d'un intérêt certain pour comprendre les processus à la base, mais cela ne suffit plus pour expliquer les décisions prises.

Le travail sur la presse et particulièrement la lecture assidue des *« revues*

épaisses » <tolstye žurnaly> intellectuelles ont été l'occasion de se heurter au fait littéraire dans toute son étendue et sa variété, depuis l'œuvre de commande — simple mise en fiction ou en vers de la propagande — jusqu'aux textes de la Renaissance ukrainienne, qui sont parmi les joyaux de la littérature soviétique des années 1920, tant par leur qualité artistique et que par leur richesse thématique. Le milieu littéraire étant plus concentré dans la capitale, il a été possible de suivre certains fils reliant la matière sociale locale et les expressions romanesques ou poétiques. Plus généralement, les textes littéraires ont été analysés de la même façon que la production idéologique. Discours essentiellement publics, ils participent à donner à la société une image d'elle-même. Ils dessinent un profil littéraire de la commune qu'il faudra confronter à ses visages politique et social. Dans ce dialogue de l'écrit artistique avec celui de l'archive, le champ sera élargi. La Russie centrale de Boris Pilniak et celle plus méridionale d'Andréi Platonov côtoieront l'Ukraine orientale de Mykola Khvylovy et Mike Iohansen, non loin des steppes de Mykola Koulich.

Grâce aux premiers renseignements glanés dans la presse sur 91 communes dans la région de Kharkov, il devenait possible de faire des recoupements dans les archives en ciblant les plus petits échelons administratifs pour dégager les données les plus brutes possibles. Connaissant la localisation d'une commune agricole, on peut chercher sa trace dans les archives du soviet de son village, de la Section foncière de l'arrondissement où elle est située ou du comité du Parti correspondant. De même, les archives d'un institut ou d'une université pouvaient receler des informations sur une commune étudiante préalablement identifiée. Le projet d'une maison-commune relève quant à lui d'un organisme coopératif de construction de logement.

Compte-tenu des hasards de l'archivage et de la conservation dans un pays à l'histoire particulièrement troublée, une telle méthode ne donne pas des résultats à cent pour cent. Malgré tout, 165 communes ont été finalement relevées sur toute la période,

dont 82 sont des collectifs agricoles. Pendant la Guerre civile, le mouvement des communes agraires de la province de Kharkov a un poids incontestable. La seule étude quantitative tant soit peu exhaustive recense 202 communes en Ukraine soviétique en mai 1919[1]. Soixante-dix-neuf d'entre elles (39 % du total) sont situées dans la province de Kharkiv. Les seules communes du district d'Izioum, sur lesquelles les sources abondent, représentent donc presque 15 % du total ukrainien et 39 % de la province. Pour les périodes suivantes (NEP et Premier plan quinquennal), on peut considérer avoir exhumé des documents concernant le tiers des communes recensées dans la région par l'administration (d'après un annuaire statistique de 1934). Par ailleurs, les 83 communes urbaines ramenées au jour témoignent de la vitalité d'un phénomène ordinairement réputé presque inexistant. Cette ample moisson reflète le dynamisme du phénomène communard dans la région de Kharkiv. Elle est aussi le résultat d'un travail d'historien *« tent[ant] de lire »* les documents et les faits qu'ils évoquent *« en en respectant les logiques et les liaisons internes »*[2].

Une analyse plus synthétique est néanmoins nécessaire, particulièrement en l'absence de sources complètes et continues sur un seul collectif. Un sujet global, « les communes », sera alors invoqué en généralisant l'approche de tout un type de communes (particulièrement rurales). L'attention continuera à se porter sur les « détails », mais ils seront puisés à différents endroits et classés par thème. En outre, si la documentation s'y prête, il sera loisible de synthétiser les données, y compris sous forme statistique. On se rapproche alors d'une histoire plus classique qui fournira un contrechamp utile aux résultats de l'analyse « micro » : on aura gagné en étendue ce qu'on avait perdu en profondeur. Il est par contre des communes, urbaines pour l'essentiel, sur lesquelles les renseignements sont très parcimonieux malgré toutes les recherches. Concernant les premières communes de jeunes militants ou les collectifs

[1] I.X. HANŽA, *Perši kolektyvni hospodarstva na Ukraïni (1917-1920 rr.),* AN URSR, K, 1960 ; p. 52, 57. L'auteur s'appuie sur les documents des Archives Centrales d'État de la Révolution d'Octobre — *CDAŽR* (aujourd'hui Archives Centrales d'État des Organes Supérieurs de Pouvoir et de Direction — *CDAVOVU*), à Kyïv.

[2] GRIBAUDI, article cité, p. 133.

d'enfants abandonnés, ils se réduisent à un article ou une nouvelle publiés dans des revues.

Des sources aussi restreintes suscitent de plus la méfiance. Il faut non seulement pratiquer des recoupements pour évaluer la crédibilité factuelle de telles publications, mais aussi, en les comparant à des textes contemporains du même genre, établir si on est face à une parole originale ou devant une production idéologique. L'œuvre de propagande mérite qu'on s'y arrête dans la mesure où elle donne une idée des représentations admises et encouragées à un moment donné. L'œuvre singulière est plus à analyser dans le rapport à une histoire et à un point de vue particuliers. Le texte littéraire et le reportage s'apparentent alors par eux-mêmes à des micro-histoires. La nouvelle écrite par une jeune communiste et l'article d'un pédagogue novateur ne se différencient du rapport malhabile d'un responsable paysan que par la maîtrise d'outils culturels légitimant la publication. Pour le reste, les trois types de textes ressortent de la même logique argumentative : volonté de valorisation et de justification de l'auteur ; vraisemblance psychologique et comportementale des situations décrites.

Hormis ces deux cas limites, les découvertes archivistiques ont souvent été au rendez-vous grâce à la méthode de recoupement exposée plus haut. Listes nominatives, comptes-rendus d'assemblées générales et d'instances élues, correspondance des communards avec l'administration : ce sont quelques milliers de pages — certes parfois réduites au format d'une carte postale vu la pénurie de papier à l'époque —, des milliers de pages donc, écrites de la main ou sous la dictée des acteurs eux-mêmes. Ainsi, les destins particuliers des communes pourront être rendus. On élaborera d'une part des analyses internes au collectif, c'est-à-dire concernant les relations interindividuelles et les relations entre individu et groupe. D'autre part, la commune apparaîtra comme un personnage à part entière dans ses rapports avec l'extérieur — avec le voisinage (village, usine, quartier), avec les institutions (professionnelles, partisanes, étatiques) —, même

si les relations individuelles entre l'intérieur et l'extérieur ne sont pas à négliger (celles du communiste-communard avec les autres communistes, du paysan-communard avec les autres paysans etc.).

À ma connaissance, jamais une telle documentation n'a été produite sur ce sujet depuis la publication de quelques feuilles du journal de bord d'une commune étudiante par Klaus Mehnert en 1932[1]. Plus généralement, alors que les écrits « d'en bas » jouissent maintenant d'une certaine considération, leur publication et leur exploitation ne respectent pas la règle de l'unité de temps, de lieu et d'action. Les archives des communes sont par contre l'occasion unique de suivre les réactions de petites communautés cohérentes face à la « grande histoire ». De plus, comme une majorité de communards sont issus des classes pauvres, c'est une ouverture exceptionnelle sur ce monde social et sa vision de la révolution et des débuts de l'URSS. Enfin, de par les interrogations soulevées précédemment sur le communisme, les communes serviront d'étalon pour mesurer le rapport de la société soviétique aux idéaux qu'elle proclame. De ce point de vue, les communes pourront être regardées comme autant de modèles de laboratoire, de micro-républiques résumant métaphoriquement la grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

[1] Klaus MEHNERT, *Die Jugend in Sowjetrussland,* S. Fischer, Berlin, 1932 (traduction : *La jeunesse en Russie soviétique,* Grasset « les Ecrits », Paris, 1933 : p. 167-198).

Стоїть неопоетизований пролетаріат,
що гігантським бичем підігнав історію.
Микола Хвильовий
« Синій листопад »

Le prolétariat est debout, un prolétariat
sans phrases ni poésie, qui a fait
avancer l'histoire à grands coups de fouet.
Mykola Khvylovy
« Novembre indigo »

1. 1919-1920 : RÉVOLUTIONS ET CONTRE-RÉVOLUTIONS DANS LES CAMPAGNES UKRAINIENNES

1.1 Prologue : La formation du mythe révolutionnaire de *commune* (1845-1918)

Pour expliquer le foisonnement des expériences sociales dans les années vingt, on pose habituellement la question des origines. Il est possible d'y répondre de différentes manières.

L'une, interactionnelle, recense les différentes influences s'exerçant sur la société russe. Robert Wesson détaille ainsi les *« communismes non-russes »* car *« les principales causes poussant les hommes à vivre en association rapprochée en Occident agissaient toutes dans une certaine mesure en Russie après la révolution »* et *« donnent une meilleure perspective sur les communes soviétiques »* (p. 11). Ensuite, il étudie *« l'arrière-plan »* national et constate qu' *« en Russie (...) la scène était bien préparée »* (p. 33) par les populistes et les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes et les marxistes. Il considère également le poids des sectes religieuses, des *« idéologies paysannes »* et du *« socialisme paysan »*. La commune naîtra au centre de ce champ de forces.

Pour comprendre pourquoi la société soviétique fut *« la première (...) à offrir un environnement favorable aux îlots de socialisme »,* Richard Stites se réfère aux *« traditions indigènes »* [*native traditions*, p. 205]. L'approche est alors généalogique. Elle remonte le temps pour trouver dans le passé une première manifestation de la forme qui s'épanouirait dans la révolution. On retrouve les communautés d'inspiration religieuse au côté des associations d'étudiants radicaux du XIXe siècle, toutes adossées à d'antiques institutions de la « vieille Russie », l'artel et l'obchtchina (p. 207).

Retraçant l'*Histoire de l'utopie en Russie,* Leonid Heller et Michel Niqueux prennent comme fil conducteur une ligne de démarcation socioculturelle. La Russie

> *« est mu[e] jusqu'au XXe siècle par des rêves de royaume de Dieu sur terre, [elle] est secoué[e] de sauts et de soubresauts politiques, sociaux et*

> *religieux, [elle] est le lieu de schismes, de ruptures et de contrastes d'où naissent les utopies [qui évoquent] une marche du peuple vers d'autres rivages. Sous une forme sécularisée, l'intelligentsia mènera parallèlement sa quête de la vérité-justice* [pravda]. *De la rencontre de ces utopismes, le populaire et le savant, devait profiter la révolution de 1917, avant que l'utopie étatique ne prît le dessus »*[1].

Au moment d'écrire à mon tour ce chapitre préliminaire, j'aurai recours aux mêmes faits et aux mêmes concepts. La communauté rurale et l'utopisme religieux, l'action de l'intelligentsia et la maturation des idéologies politiques sont des moments incontournables de la préhistoire des communes. Je voudrai par contre déplacer l'accent en m'éloignant de l'idée de *conditions de possibilité d'un phénomène social* qui sous-tend ordinairement l'ordonnancement des événements et des idées. En effet, dans l'écriture de l'histoire, elle donne l'impression rétrospective d'inéluctabilité quand bien même elle prétend ne mettre à jour que les potentialités. Pour comprendre comment quelques plébéiens d'Ukraine rurale ont incarné leur désir de vie collective dans des communes, le grand récit d'une continuité utopique serait trompeur. La rencontre entre le peuple et l'intelligentsia n'avait rien d'évident, non plus que la germination des idéologies modernes sur le terreau de l'histoire russe. Il faut plutôt mettre en relief les multiples lignes de fracture de l'imagination sociale, montrer les impasses évolutives, détailler les contradictions.

En plus de rester fidèle au programme d'une histoire au plus proche des singularités, cette méthode rejoint la théorie que Georges Sorel avait construite des mythes révolutionnaires. Réfléchissant aux *« mouvements des masses révoltées »,* il constatait que

> *« Le langage ne saurait suffire pour produire de tels résultats d'une manière assurée ; il faut faire appel à des ensembles d'images capables d'évoquer <u>en bloc et par la seule intuition</u>, avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations*

[1] $

de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne ».

Réfutant tout positivisme, Sorel n'est pas non plus le précurseur de la *« passion-illusion »* furetienne. Il s'intéresse à la formation de la conscience, processus pour lui plus complexe qu'une simple révélation à soi-même. Dans les mythes,

> *« se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts dans toutes les circonstances de la vie, et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté ».*

La question du réalisme ou de la logique interne du mythe n'a donc pas d'objet.

> *« Il faut juger les mythes comme des moyens d'agir sur le présent ; toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens. C'est l'ensemble du mythe qui importe seul ; ses parties n'offrent d'intérêt que par le relief qu'ils donnent à l'idée contenue dans la construction. (...) Alors même que les révolutionnaires se tromperaient du tout au tout, en se faisant un tableau fantaisiste de la grève générale, ce tableau pourrait avoir été, au cours de la préparation à la révolution, un élément de force de premier ordre s'il a admis, d'une manière parfaite, toutes les aspirations du socialisme et s'il a donné à l'ensemble des pensées révolutionnaires une précision et une raideur que n'auraient pu leur fournir d'autres manières de penser »*[1].

Dès qu'on appréhende l'histoire des communes, deux paradoxes frappent au point de former le *« tableau fantaisiste »* évoqué par Sorel. D'abord, cette mobilisation révolutionnaire des couches les plus frustes du peuple s'exprime dans un cadre de référence étranger. La *commune* des paysans pauvres du district d'Izioum, c'est le mot français passé tel-quel dans le vocabulaire de la révolution russe : *kommouna* <*kommuna*>. La connotation exotique est d'ailleurs redoublée dans le cas de la *deuxième Commune de Paris* fondée au village de Brigadirovka.

En plus de l'étrangeté des comportements populaires, on doit relever l'apparente

[1] Georges SOREL, *Réflexions sur la violence,* [1908] Marcel Rivière et Cie, Paris, 1972 ; p. 146, 149, 152.

incohérence de l'intelligentsia engagée. Ses deux grandes tendances sont connues. Le populisme <*narodničestvo*>

> *« s'efforce de concilier le socialisme utopique et les traditions historiques de la Russie [dont la communauté rurale], chères aux slavophiles. [L]a conception populiste est critiquée par les (…) marxistes [qui] marque[nt leur] hostilité à ces thèses qu'il[s] tien[nen]t pour réactionnaires [. En effet, les marxistes] envisage[nt] l'industrialisation de la Russie comme seule capable d'enclencher un processus révolutionnaire à longue échéance »*[1].

Les deux partis qui organisent le pouvoir soviétique en Ukraine orientale au début de 1919 sont issus de ces courants. Les communistes-bolcheviks se réclament du marxisme et les socialistes-révolutionnaires de gauche sont les héritiers du populisme.

À consulter la propagande envoyée par les uns et les autres aux soviets de village ukrainiens au début 1919, on découvre des prises de position étonnantes. Du côté bolchevik, de nombreuses publications encouragent les paysans au travail collectif de la terre et à la formation de communes. Plusieurs de ces textes sont signés des dirigeants les plus connus. Ainsi Boukharine affirme qu' *« il faut s'efforcer d'arriver non seulement à ce qu'on possède la terre en commun, mais à ce qu'on la travaille aussi en commun (…) par l'organisation de communes agricoles de travail »* ; Lénine explique que le but de l'exploitation collective dans les communes est de *« rapprocher la masse des paysans d'une vie civilisée »* ; Preobrajenski popularise ces idées dans le *« dialogue d'un communiste bolchevik avec un paysan sur les communes paysannes »*[2].

---

[1] Daniel LIGOU, « Socialisme – Histoire des mouvements socialistes (1870-1914) », dans l'*Encyclopaedia Universalis,* déjà citée.

[2] DAXO, R4806/1/26 : p. 14, *Obŝestvennaâ obrobotka zemli (iz derev. gaz. « Bednoty »)* [s.d., affiche format paysage] ; p. 18, USSR N. BUXARIN, *Novoe zemledel'českoe xozâjstvo* [s.d., affiche] ; p. 19, *Reč' tov. Lenina na zasedanii vserossijskogo s"ezda zemel'nyx otdelov, komitetov bednoty i kommun ot 11/12/18 v Moskve* [affiche] ; p. 106-113 *RSFSR Položenie o socialističeskom zemleustrojstve i o merax perexoda k socialističeskomu zemledeliû / Dekret ob organizacii sovetskix xozâjstv učreždeniâmi i ob »edineniâmi promyšlennogo proletariata / Izdanie NarKoma Zemledeliâ, Moskva, 1919 g.* [brochure] ; p. 130-135, KP(b)U, E.A. PREOBRAŽENSKIJ, « *O kresťânskix kommunax — Razgovor kommunista bol'ševika s kresťâninom »* Pavlograd, Izd. Obl. K-ta Donec-Krivor. bassejna KPB Ukrainy, [brochure s.d.] ; p. 180, *Bednâku Derevni ot gorodskogo rabočego,* Izd. Xar'kovskogo Gubernskogo Komiteta Kommunističeskoj Partii (bol'ševikov) Ukrainy [affiche, s.d.] ; p. 184, *Ot Xar'kovskogo Gubispolkoma, k vsemu zemledel'českomu naseleniû gubernii (zakaz 2741)* [affiche, s.d.] ; p. 185a, *Pis'mo k kresťânam ot Xar'kovskogo GubZemOtdela (zakaz 2742)* [affiche, s.d.] ; p. 212-218, P. GUROV, *O sel'sko-xozâjstvennyx kommunax (reč', proiznesennaâ na kresťânskom mitinge 6-go noâbrâ v Tambovskoj gubernii),* X, Izd. Ukr. Centr. Agenstva po snabženiû i rasprostraneniû proizvedenij pečati, 1919 [brochure].

En ce qui concerne les S-R de gauche, *Plouh i Molot* (*La Charrue et le marteau*), organe des *borotbistes* (fraction la plus connue des S-R de gauche ukrainiens[1]) expose en deux endroits ses projets d'organisation de l'agriculture dans la nouvelle République socialiste soviétique d'Ukraine. L'éditorial, après avoir rappelé que *« la révolution ukrainienne n'est qu'une partie de la Grande Révolution Socialiste Mondiale »* définit les conditions de *« l'établissement d'un ordre révolutionnaire strict »* dont *« l'application d'une réforme agraire sur la base du principe de socialisation (adopté définitivement par la paysannerie) afin de ne pas compromettre le développement de l'agriculture »*. Plus loin, un article sur la préparation du congrès des soviets de la province de Kharkiv précise que la socialisation c'est *« le transfert de toute la terre entre les mains des travailleurs de la terre eux-mêmes »*[2]. Dans le lexique des S-R, on le verra, la *socialisation* est un simple partage des terres, sans aucune idée d'exploitation collective.

Une fraction plus modérée des S-R de gauche ukrainiens, les *borbistes*, collaborant également au pouvoir soviétique en 1919, l'exprime avec davantage de netteté. Dans une brochure sur *Le but et les méthodes du PS-R de gauche (borbiste),* après la défense du principe de socialisation, les auteurs évoquent la commune qui est une *« très bonne forme d'exploitation (...). Mais la vie a déjà montré que, dans les conditions actuelles, les communes ne donnent pas le résultat attendu. »* Pratiquement, il y a deux façons d'utiliser les terres confisquées : *« les donner aux communes ou les partager au sein de la paysannerie laborieuse »*[3]. Les *borbistes* défendent la deuxième option.

En somme, les deux principaux acteurs politiques du début 1919 semblent jouer

[1] Pour tenter de s'y retrouver dans les multiples scissions des S-R ukrainiens (où s'entrecroisent motifs politiques, sociaux et nationaux), voir les articles *UKP(b), UPLS-R, UPLS-R(b)* et *UPS-R* dans V. SMOLIJ (vidp. red.), V. VERSTÛK ta inš., *Malyj slovnyk...,* déjà cité.

[2] Pluh i Molot (UPS-R) 08/02/1919 ; p. 1, Editorial sans titre ; p. 2, KOCÛBA, « Huberniâl'nyj z »ïzd robitnyče-selâns'kyx deputativ ». L'article de B. Valêr, *Naša Partiâ*, p. 4-7, permet d'affirmer que Pluh i Molot est bien, malgré son sous-titre, l'émanation des *borotbistes*.

[3] UPLSR (Bor'bistov), *Za čto i kak boretsâ Ukrainskaâ Partiâ Levyx Socialistov-Revolûcionerov (Bor'bistov),* Izd. « Bor'ba », s.l., 1919 ; p. 15-16.

totalement à contre-emploi. Les marxistes s'enthousiasment pour les communes, incitant à la création de petits phalanstères dans les campagnes. Par contre, les continuateurs d'un populisme souvent présenté comme une tentative de socialisme agraire ne veulent pas en entendre parler et tendent à renforcer l'exploitant individuel par le partage des terres. Pour dénouer cette contradiction et préciser l'origine de la *kommouna*, il faut revenir sur l'élaboration des idées dans les différents courants révolutionnaires.

1.1.1 LES POPULISTES, DE LA « PROPRIÉTÉ COMMUNAUTAIRE » AU « REVENU DANS LA POCHE »

Fondé tardivement en 1902, le parti des socialistes-révolutionnaires a attendu 1904 pour disposer d'un simple projet de programme. La version définitive de cette plate-forme a été entérinée à l'issue d'un premier congrès, tenu après la première révolution, début janvier 1906[1]. La cohérence des S-R est pourtant réelle, mais elle tient moins à une plate-forme précise qu'à une sensibilité générale transmise depuis les premières générations des contestataires russes.

Aussi peut-on revenir à Alexandre Herzen, appelant, vers 1866,

> *« socialisme russe ce socialisme qui part de la terre et du mode de vie paysan, de la re-répartition des champs et du lot paysan tels qu'ils existent, de la propriété et de la gestion communautaires <ot obŝinnogo vladen'â i obŝinnogo upravleniâ> et va de pair avec l'artel ouvrier[2] vers cette justice économique que le socialisme en général s'efforce d'atteindre et que la science confirme »[3].*

La communauté rurale russe (*obchtchina* ou *mir*), ainsi posée en modèle, avait été « découverte » par Auguste de Haxthausen, un fonctionnaire prussien en mission d'observation en Russie avant 1850. Elle intéresse d'autres Occidentaux (tel Anatole

[1] Hannu IMMONEN, *The agrarian program of the Russian socialist revolutionary party 1900-1914,* SHS « Suomen historiallinen seura. Studia historica », Helsinki, 1988 ; p. 5-6, 64-66, 95-96. Claudie WEILL, « Socialistes-révolutionnaires », dans l'*Encyclopaedia Universalis*, déjà citée.

[2] L'*artel* au XIXe siècle est un groupe d'ouvriers et/ou d'artisans travaillant ensemble pour un employeur avec lequel ils sont liés par un contrat d'embauche *collectif*. Cf. plus loin la description qu'en fait Kropotkine (p. 95).

[3] Kolokol, 1866-67, repris dans A.I. VOLODINA (obŝ. red.), *Utopičeskij socializm – Xrestomatiâ,* Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, M, 1982 ; p. 414.

Leroy-Beaulieu) et suscite un véritable mythe. L'idée d'un collectivisme paysan russe imprègne le XIXe siècle. Dès la fin des années 1840, le jeune Bakounine voit dans l'organisation sociale de la paysannerie une négation de la propriété. *« Ainsi le caractère de la révolution russe en tant que révolution sociale est déjà marqué : il tire ses racines du caractère même du peuple et de son organisation en obchtchiny »*. Alexandre Herzen a également cédé à cette croyance en parlant du système communautaire comme d'un *« communisme embryonnaire »* (1853). Son ami Ogarev définissait le socialisme comme un *« idéal de communauté »* <*ideal obŝnosti*> pour mettre en évidence la convergence entre les théories occidentales de réforme sociale et la réalité paysanne en Russie (1856)[1].

Le mot *kommouna* apparaît dans ce contexte. En 1845-46, le Dictionnaire de poche des mots étrangers entrés dans le corpus de la langue russe relève *kommouna, kommiouna* et *kommouniïa* qui a le sens de *« ville ou village d'Europe de l'ouest au moyen-âge »*[2]. Cela certifie l'origine occidentale du mot et introduit l'idée de collectivité autonome, notion par elle-même révolutionnaire en Russie[3]. Parallèlement, il existe en 1845 une signification plus générale de *kommouna* car *« ce mot peut parfaitement être remplacé par le mot russe communauté [obchtchina] »*.

Cette synonymie ne dure pas. Le dictionnaire de F. Toll en 1863-1864 écrit pour *kommouna* :

---

[1] Auguste de HAXTHAUSEN, *Etudes sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie,* (3 vol.) Hahn, Hanovre, 1847-1853. Anatole LEROY-BEAULIEU, *L'empire des Tsars et les Russes,* [1898 : édition définitive] Robert Laffont « Bouquins », Paris, 1990. La communauté est appelée *mir* par les paysans ; pour les intellectuels c'est l'*obŝina* (*ibidem*, p. 378). Bakounine est cité par Franco VENTURI, *Les intellectuels, le peuple et la révolution — Histoire du populisme russe au XIXe siècle,* [1952] Gallimard « Bibliothèque des histoires », Paris, 1972 ; T. 1, p. 193. Herzen, dans une brochure de 1853, reprise in A.I. VOLODINA, ouvrage cité, p. 403. N.P. OGAREV, *Russkie voprosy* (1856), in A.I. VOLODINA, *Utopičeskij socializm v Rossii Xrestomatiâ,* Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, M, 1985 ; p. 227.

[2] I. KIREEV, *Karmannyj slovar' inostrannyx slov, vošedšix v sostav russkogo âzyka,* SPb, 1845-46 cité par Û.S. SOROKIN, *Razvitie slovarnogo sostava russkogo literaturnogo âzyka 1830-1890yx gg.,* Nauka, L, 1965 ; p. 150-151. Je dois cette indispensable référence à Leonid Heller. Qu'il en soit remercié.

[3] Pour s'en convaincre, il suffit d'aller aujourd'hui en Ukraine occidentale, aux confins des anciens empire tsariste et austro-hongrois. Là où avaient régné les Habsbourg, le centre de chaque ville et bourg est occupé par la *ratuša* [déformation de *rathaus – hôtel de ville*] sise au milieu d'une place permettant de ressembler la population. Rien de tel à quelques kilomètres plus à l'est, sur le territoire de la « vieille Russie », où la notion de *centre-ville* est par là-même souvent problématique. Les municipalités austro-hongroises n'étaient peut-être pas très libres, mais chez les Romanov, le lieu-même d'un self-government local n'existait pas. Concernant la *ratuša,* voir *BSE-3*. Une institution homonyme a existé dans quelques villes de Russie au début du XVIIIe siècle, mais sans avoir justement de réelle autonomie.

« En général, communauté [obchtchina] ; au sens propre, communauté communiste [kommounistitcheskaïa obchtchina], dont l'organisation tend à une égalité parfaite des droits et des propriétés de ses membres ».

Le lexicographe associe *commune (kommouna)* à *communiste (kommounistitcheski)* et donc à *communisme (kommounizm),* entrés dans la langue au même moment (1844-1859)[1]. Par contre, il dissocie *obchtchina* et *kommouna,* car toute *communauté* n'est pas nécessairement *communiste.* Cela vaut particulièrement pour la communauté rurale russe. Herzen avait remarqué que *« la propriété et la gestion communautaires »* allaient de pair avec *« la re-répartition des champs*[2] <peredel polej> *et le lot paysan* <nadel> *tels qu'ils existent »*, c'est-à-dire à des modes d'usage et des méthodes de travail *individuels.*

La réalité sociologique de *l'obchtchina* fera l'objet d'un développement spécifique, dans une comparaison avec les *communes* de 1919 (cf. p. 225 et suivantes). Notons pour l'instant que les populistes n'ont pas retenu le terme de *kommouna,* préférant s'en tenir à l'*obchtchina.* Ils entendent sans doute rester proches du génie national russe, mais, ce faisant, ils sont devant une alternative. Ils doivent soit gauchir le sens d'*obchtchina* pour le conformer à l'idéal soit, au contraire, restreindre leur programme pour le faire correspondre aux limites de la communauté paysanne existante.

Lavrov voulait que la communauté rurale s'affranchisse de son caractère borné ; il faudrait donc *« développer notre obchtchina dans le sens d'un travail commun de la terre et d'une jouissance commune de ses produits »* (1873). De même, le Programme des ouvriers membres du Parti de la *« Volonté du Peuple »* (rédigé par Jeliabov en 1880) tente d'élargir l'acception du mot. Un des éléments de *« l'enseignement*

[1] Toujours dans SOROKIN (*ibidem*, p. 150-151), citation de F. TOLL', *Nastol'nyj slovar' dlâ spravok po vsem otraslâm znaniâ,* s.l., 1863-1864. Pour *kommunizm* et *kommunističeskij,* voir : N.M. ŠANSKIJ (pod ruk. i red.), *Etimologičeskij slovar' russkogo âzyka,* Izdatel'stvo Moskovskogo Universiteta, M, 1982 ; et P.Â. ČERNYX, *Istoriko-etimologičeskij slovar' sovremennogo russkogo âzyka,* Russkij âzyk, M, 1993.

[2] Les terres, propriété collective de la communauté, ne sont pas partagées une fois pour toutes entre les foyers mais re-réparties plus ou moins régulièrement enfonction des nécessités démographiques (voir l'ouvrage de synthèse de David MOON, *The Russian Peasantry 1600-1930 : The World the Peasants Made,* Longman, London and New York, 1999 ; p. 220-222).

socialiste » est que *« le travail ne se fait pas en solitaire mais en commun (en communautés, artels, associations* <obŝinami, artelâmi, associaciâmi>*) »*. Pour évoquer le socialisme, la deuxième forme d'organisation collective spécifiquement russe, l'artel, est convoquée en renfort de l'obchtchina. Ces termes nationaux ne sont pas pleinement satisfaisants puisqu'il faut leur adjoindre un mot d'importation récente, assotsiatsia (association)[1]. Plus loin, Jeliabov affirme que l'État *« doit être basé sur l'union contractuelle de toutes les communautés »,* c'est-à-dire des *« hameaux, villages, faubourgs, artels d'usine etc. »*[2]. L'obchtchina en tant que communauté rurale a disparu. Elle ne désigne plus que la communauté en général, dans une grande imprécision. Elle est aussi bien un artel, collectif formé volontairement, prototype peut-être de la société future, que le hameau, le village ou le faubourg qui sont des lieux de peuplement, de simples circonscriptions territoriales.

Le déplacement des espoirs socialistes de *l'obchtchina* paysanne vers l'*artel d'usine* était déjà sensible dans la principale utopie russe de l'époque, le roman *Que faire ?* de Tchernychevski. Publié en 1863[3], le livre fait le récit de l'émancipation de son héroïne, Véra Pavlovna. Une des principales étapes est la création d'un atelier de couture. En y assumant d'abord le rôle de bonne patronne, *« sérieuse et réfléchie »* (p. 151), Véra impulse la transformation de l'entreprise privée en coopérative de production. L'élan ainsi donné et les contraintes de la vie quotidienne infléchissent l'organisme vers la coopérative de consommation. Celle-ci deviendra tout aussi naturellement un collectif de vie (p. 156). Le projet de Tchernychevski a la grande force de privilégier liberté et volontariat. Véra Pavlovna refuse d'exercer un pouvoir. *« Elle se conformait à sa propre règle : ne rien ordonner, mais conseiller, expliquer, offrir son concours, contribuer à la mise en œuvre des décisions de la compagnie »* (p. 155).

---

[1] *Associaciâ*, attesté depuis la fin du XVIIIe siècle, apparaît dans le dictionnaire de Ânovskij en 1803 (voir ŠANSKIJ).

[2] In A.I. VOLODINA, *Utopičeskij socializm v Rossii* – déjà cité : A.I. ŽELÂBOV, *Programma rabočix, členov Partii « Narodnoj Voli »*, p. 527, 530 ; P.L. LAVROV, *Vperëd – Naša programma,* p. 422..

[3] Nous donnons les paginations de l'édition suivante : Nicolaï TCHERNYCHEVSKI, *Que faire ? — Les hommes nouveaux,* [1863] Éditions des Syrtes, Paris, 2000.

La collectivisation de la vie, jamais étendue à toutes les ouvrières ou appliquée intégralement, croît par sa propre force d'attraction. Ainsi les sorties du dimanche en commun. *« Celles qui avaient fait d'autres projets (…) se ravisèrent et se joignirent à la compagnie. Il fallut donc louer cinq canots au lieu de quatre comme à l'ordinaire ; cela fut même insuffisant et force fut d'en prendre un sixième »* (p. 163). Tous les éléments de la communauté communiste (égalité des droits et des propriétés, caractère collectif des activités) sont présents. Néanmoins, Tchernychevski n'emploie pas les mots *kommouna*, *artel* ou *obchtchina*. On peut supposer qu'il évite *commune* à cause de la censure, d'autant qu'il rédige son roman en prison. Pour la même raison sans doute, il n'indique à aucun moment comment passer de l'utopie isolée à *« l'immense édifice »* (p. 309) de la société à venir que Véra Pavlovna voit en songe. En tout cas, pour désigner le collectif, Tchernychevski préfère des mots anciens en russe, mais néanmoins d'origine étrangère : atelier (*masterskaïa*) et compagnie (*kompaniïa*)[1].

Ce détour par une autre langue, induisant le caractère novateur du projet donne à penser que les termes russes sont incapables d'intégrer un véritable contenu socialiste. L'échec de l'*obchtchina* est en même temps une ouverture vers la *kommouna*. Elle n'est à l'époque ressentie que par une figure isolée du mouvement révolutionnaire des années 1860-1870. Il s'agit de Piotr Nikititch Tkatchev. Adepte du matérialisme marxiste, il est taxé d'anarchisme par Engels. Partageant l'extrémisme révolutionnaire des adeptes de Bakounine, il s'en sépare par la volonté centralisatrice. Populiste dans sa conception large des classes révolutionnaires, il polémique sur les tâches immédiates d'organisation avec Lavrov, principal représentant de ce courant[2]. En 1875, il fixe comme objectif de la révolution à venir

> *« La transformation graduelle de l'actuelle communauté paysanne <krest'ânskaâ obŝina>, fondée sur le principe du partage temporaire*

[1] *Kompaniâ* est attesté depuis le XVIIe siècle pour désigner une association commerciale. L'adjectif *masterskij* apparaît au XIVe siècle (voir ŠANSKIJ et ČERNYX).

[2] Franco VENTURI, *ouvrage cité,* T. 2, p. 706-709, 717.

> *privé, en communauté-commune <obŝina-kommuna> fondée sur le principe de l'utilisation commune, conjointe, des moyens de production <obŝee, sovmestnoe pol'zovanie> et sur le travail commun, conjoint »*[1].

Ecrit sans doute sous l'influence de la Commune de Paris, ce texte est à ma connaissance le seul au XIXe siècle qui use du mot *kommouna* comme image de la société post-révolutionnaire. Après Tkatchev, cette acception reste en sommeil jusqu'aux soubresauts précédant 1917.

Devant l'impasse représentée par une *kommouna* idéale mais improbable et une *obchtchina* trop réelle pour être socialiste, l'autre voie est de s'appuyer sur la communauté rurale telle qu'elle est pour accomplir une révolution moins sociale que politique. Cette tendance se fait jour dans le programme de la *Jeune Russie* de Piotr Grigorevitch Zaïtchnevski (1862). Dans le cadre d'une République fédérative qui remplacera l'Empire,

> *« chaque région doit être constituée de communautés agricoles <zemledel'českie obŝiny> dont les membres jouissent de droits égaux. Chaque membre [reçoit] une certaine quantité de terre [qui] est donnée non à vie, mais seulement pour un certain délai au terme duquel le mir procède à un nouveau partage des terres »*[2].

Ce projet, qui se réclame du socialisme, entend figer les rapports sociaux à la campagne et rester à la croisée des chemins : assurément opposé au développement d'une ploutocratie, il est néanmoins bien loin de tout communisme, de tout collectivisme.

En se structurant en un parti adhérant à la IIe Internationale, le mouvement populiste change de perspective et rompt ainsi partiellement avec la tradition des Herzen, Tchernychevski et Jeliabov. Dans le projet de programme publié en 1904, Victor Tchernov se refuse à toute anticipation sociale. Une première partie brosse à grand trait l'évolution de la société humaine et les particularités russes. La deuxième

[1] Petr Nikitič TKAČËV, *Nabat (programma žurnala)* en 1875 – passages soulignés dans l'édition russe –, in VOLODINA, *Utopičeskij socializm v Rossii,* ouv. cité, p. 383-384. Ce texte est partiellement cité par F. VENTURI, ouv. cité, p. 716.

[2] P.G. ZAJČNEVSKIJ, *Molodaâ Rossiâ,* reproduit dans VOLODINA, *Utopičeskij socializm v Rossii,* ouv. cité, p. 331. Voir également VENTURI, ouv. cit., T. 1, p. 525.

est un programme minimum décrivant les *« réformes »* que le Parti *« défendra, soutiendra et arrachera par sa lutte révolutionnaire »*[1]. Le deuxième paragraphe explique :

> *« Dans les questions de la politique agraire et des rapports fonciers, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre la propriété bourgeoise, le Parti des Socialistes-Révolutionnaires se donne comme but d'utiliser les vues, traditions et formes de vie communautaires et laborieuses de la paysannerie russe et en particulier la perception de la terre comme un bien commun de tous les travailleurs. Dans cet esprit, le Parti défendra la socialisation de toutes les terres privées, c'est-à-dire leur confiscation, leur transfert des différents propriétaires privés à la société, leur mise à disposition des communautés organisées démocratiquement et des unions territoriales de communautés, sur la base d'une utilisation égalitaire. Dans le cas où cette revendication principale et fondamentale du programme-minimum agraire ne serait pas réalisée tout de suite comme mesure révolutionnaire, dans sa politique agraire ultérieure, le Parti des Socialistes-révolutionnaires cherchera à s'approcher de la réalisation de cette revendication dans sa globalité en adhérant à toutes les mesures transitoires possibles, telles que, pour les communautés et leurs unions territoriales, l'élargissement des droits d'expropriation des terres privées ; la confiscation des terres des monastères, princes, ministres etc. (...) »*

La principale nouveauté est l'introduction de l'idée de *socialisation*. D'après la recherche d'Hannu Immonen, le terme avait été emprunté à Eduard Bernstein, dirigeant socialiste allemand qui avait « révisé » le marxisme dans un sens ouvertement réformiste. Dans cet esprit, il entendait par *socialisation* une expropriation graduelle des propriétaires capitalistes[2]. Confisquer les grands domaines n'implique d'ailleurs pas nécessairement une mise en valeur collective des terres ainsi « socialisées ». Plus fondamentalement, les communautés du futur, désormais *« organisées*

[1] Publié dans Revolûcionnaâ Rossiâ, n°46 (5/05/1904) [voir IMMONEN, ouv. cit., p. 65], consultable dans V.V. VODOVOZOV, *Sbornik programm partij v Rossii – Vypusk 1,* Kn. Mag. « Našej žizni », SPb, 1905 ou dans Meždunarodnyj Istoričeskij Žurnal, n°3 (mai-juin 1999), section *Proekty*. Aucune de ces deux éditions ne précise qu'il s'agit du *projet* de programme.

[2] IMMONEN, ouv. cit., p. 65.

démocratiquement », seront-elles des unités administratives comme les municipalités d'Europe occidentale ou des unités sociales de production ?

La version définitive du programme S-R tranche la question. Elle affirme [les modifications sont soulignées] :

> *« Dans les questions des rapports fonciers, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre la propriété bourgeoise, le Parti des Socialistes-révolutionnaires se donne comme but de s'appuyer sur les vues, traditions et formes de vie communautaires et laborieuses de la paysannerie russe et en particulier la perception de la terre comme un bien commun, le droit d'en user n'étant donné que par le travail. Conformément à ses vues générales sur les tâches de la révolution à la campagne, le Parti défendra la socialisation de la terre, son transfert hors du circuit marchand et sa transformation du statut de propriété privée d'individus ou de groupes en une entité qui appartient au peuple entier sur la base suivante : toute la terre tombera sous la juridiction des organes centraux et locaux de self-government* <samoupravleniâ>*, depuis les communautés urbaines et rurales organisées démocratiquement et sans terres jusqu'au institutions régionales ou centrales (dédiées au lotissement des migrants, à la gestion de la réserve foncière) ; l'usage de terre devra être fondé sur l'égalité et le travail, c'est-à-dire qu'il devra garantir une norme de consommation per capita correspondant au travail d'une personne, que cela soit individuellement ou en association (…) »*[1].

En affirmant que la terre n'est pas une marchandise les S-R veillent surtout à en empêcher l'achat par des éléments extérieurs au village. Comme les initiateurs de la *Jeune Russie,* ils veulent ainsi barrer la route à une domination de la bourgeoisie urbaine sur l'économie rurale, mais ils ne critiquent pas les rapports sociaux au sein du village. Gestionnaire du sol, le *self-government* des *« communautés rurales organisées démocratiquement »* ne serait pas forcément différent des municipalités élues d'Europe occidentale à la même époque : des exploitants individuels formellement égaux entre

[1] *Ibidem*, p. 106-107. N'ayant pu trouver le texte russe, qui semble assez largement ignoré (voir l'avant-dernière note), il a fallu partir de la traduction du russe en anglais faite par Hannu Immonen.

eux se mettraient d'accord sur les affaires communales, sans organiser un travail collectif, ni remettre en cause les inégalités. Le modérantisme des S-R est un choix politique. Le congrès du Parti avait fondé ses réflexions sur les mandats votés dans les congrès paysans au cours de la révolution de 1905, c'est-à-dire qu'il avait suivi l'évolution d'un monde paysan de moins en moins solidaire, de plus en plus individualiste. Par la suite, la pression libérale augmente encore : relativement courtoise de la part de la droite démocratique (parti KD) ; plus dure quand le ministère de P.A. Stolypine tente d'encourager l'affirmation d'une bourgeoisie paysanne pour couper les racines de la contestation rurale. Contre cette politique gouvernementale qui menace le monde rural, les S-R privilégient alors l'égalité entre les paysans au détriment de tout collectivisme agraire. L'*obchtchina* ne serait plus que le cadre juridique du partage des terres[1].

L'organisation d'un Parti S-R distinct en Ukraine donne l'occasion de rédiger en juillet 1917 une plate-forme spécifique qui permet de mesurer l'évolution idéologique des populistes[2]. Bien que ne copiant pas le programme des S-R russes, le chapitre agraire en reprend des expressions : *« socialisation »* de la terre au profit des communautés (*hromady* en ukrainien) ; partage selon le *« principe égalitaire »* en fonction des besoins et des capacités de travail du foyer ; *« l'exploitation collective »* n'est *« souhaitable »* que comme *« fanal de l'économie socialiste à venir »*[3].

Ces questions restent obscures pour les paysans, d'où la publication de multiples brochures pour tenter d'expliquer les positions de chaque parti. *Nationalisation* de la terre ou *socialisation ? « Tentons de nous y retrouver dans ces appellations »* propose un opuscule ukrainien avant de présenter trois pages de tableaux récapitulatifs[4] ! Un

[1] T.V. OSIPOVA, *Rossijskoe krest'ânstvo v revolûcii i graždanskoj voine,* p. 11. Georges SOKOLOFF, *La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours,* Fayard, Paris, 1993 ; p. 150-151. IMMONEN, ouv. cit., p. 157-158.

[2] Dans le parti S-R russe, le programme de janvier 1906 reste en vigueur même après 1917.

[3] *Prohrama Ukraïns'koj Partii Socialistiv-Revolûcioneriv, uxvalenyj na partijnomu z"izdu u Kyïvi, 15-19 lypnâ 1917 r.,* in RAN (otd. ist. nauk), *Programnye dokumenty nacional'nyx političeskix partij i organizacij Rossii (konec XIX v. – 1917 g.) – Sbornik dokumentov, vypusk 1,* INION, M, 1996 ; p. 140-148. Ce programme des S-R ukrainiens fait surtout la part belle à la question nationale, mais ceci ne concerne pas notre sujet d'étude.

[4] Û. ŜYRYCÂ, *Zemel'ne pytanne*, Tov. « Volâ », Vinnycâ, 1917 ; p. 25, 29-32.

autre libelle critique la socialisation de la terre *« que proposent les socialistes-révolutionnaires moscovites »*. Elle est fondée sur un *« usage de la terre par de libres* « obchtchiny »[1] *de cultivateurs »* alors qu'en *« Ukraine, où de telles obchtchiny sont bien moins nombreuses, la socialisation de la terre est presque impossible. (...) Notre peuple est habitué à posséder et à travailler la terre en famille ou en petites compagnies (artels, coopératives) »*[2].

Les S-R ukrainiens développent leur propre point de vue dans une brochure intitulée *Le prolétariat et la socialisation de la terre*. Reprenant l'idée d'une propriété de tout le peuple, le texte détaille les avantages attendus de la socialisation :

> *« La première conséquence de cela sera l'augmentation du bien-être de la masse de millions de paysans laborieux, parce que chaque paysan mal loti ou sans terre recevra quelques déciatines de terre, et tout le revenu de la terre restera dans sa poche »*[3] [je souligne].

C'est le terme de toute une évolution. Il semble que les transformations sociales et les tempêtes révolutionnaires repoussent les populistes toujours plus loin du socialisme communautaire de leurs origines vers un individualisme pragmatique. Dès lors, au gré des événements extérieurs et des conflits internes, certains S-R (comme les *borbistes* et les *borotbistes*) peuvent suivre la radicalisation *politique* de la révolution. Par contre, ils se refusent à la perspective d'une révolution *sociale*. La commune ne pouvait logiquement pas compter sur leur soutien.

1.1.2 LES MARXISTES OU L'ASSOCIATION OUBLIÉE

Le groupe *Partage noir,* pionnier du marxisme russe, s'était séparé des populistes au début des années 1880. La rupture portait tant sur la tactique (refus du terrorisme) que sur la stratégie. G.-V. Plekhanov, P. Axelrod, L. Deutsch et Véra Zassoulitch doutent de plus en plus que la *« commun[auté] rurale [soit] capable de se*

---

[1] *Communautés* en russe et entre guillemets dans le texte ukrainien

[2] M.O. ÂKIMENKO, *Zemel'na sprava na Ukraïni,* Drukar', SPb, 1917 ; p. 32-33.

[3] UPSR, *Proletariat i socializaciâ zemli,* Izd. Kooperativnogo T-va S.-R « Revolûcionnoe Znamâ », coll. *Biblioteka Socialistov-Revolûcionerov* (Pod red. A. ZALUŽNOGO), n°14, Kiev, 1917 ; p. 3.

développer dans la voie socialiste, c'est-à-dire d'organiser peu à peu sa production et sa distribution sur les bases collectivistes ». Sur ces deux points, ils sont formellement en désaccord avec Marx lui-même. Celui-ci estimait plus les combattants de la *Volonté du Peuple* que les exilés studieux du *Partage noir*. De plus, après avoir balancé, il se gardait en définitive de dénier à l'*obchtchina* un potentiel de développement. Dans le brouillon d'une réponse à Zassoulitch, il citait l'anthropologue Morgan : *« le « système nouveau » auquel la société moderne tend "sera une renaissance (a revival) dans une forme supérieure (in a superior form), d'un type social archaïque" »*[1].

Alors que Marx se préoccupait sur le tard de la forme positive de la vie sous le communisme, ses jeunes et infidèles disciples russes préfèrent la négativité critique. Plekhanov s'y consacre dans un épais volume intitulé *Nos différends* (1885). Pour détruire les derniers espoirs mis par les populistes dans l'*obchtchina*, il montre que l'individualisme y croît inexorablement.

> *« La terre, propriété de l'ensemble de la commun[auté], est demeurée de plus en plus longtemps aux mains de celui qui la travaillait, jusqu'à ce que la prolongation des délais de partage ait finalement frayé la voie [au] processus d'individualisation de la propriété immobilière. (...) Aujourd'hui [la propriété immobilière individuelle] bat en brèche la propriété immobilière communautaire, parce que ce sont des individus qui en jouissent et non la commun[auté] entière »*.

En citant une étude récente sur *La campagne au jour le jour,* Plekhanov montre l'inégalité profonde qui règne dans l'*obchtchina* et la haine que le *« brave moujik sérieux »* <*dobrodušnyj xozâjstvennyj mužik*> développe pour les *« incapables »*, les *« croquants »*, les *« pauvres »*. Il conclut par une mise en garde prémonitoire :

> *« Nos populistes légaux, si féconds en recettes de tout genre pour sauvegarder et consolider « les assises séculaires du mode de vie populaire russe », ne remarquent pas qu'ils deviennent en fait, et de plus*

[1] Voir la lettre de Véra ZASSOULITCH (1ère citation) et des extraits des brouillons de réponse de Karl MARX reproduits et commentés par Maximilien RUBEL dans « Karl Marx et le socialisme populiste russe », Revue socialiste, mai 1947 (consultable sur http://www.plusloin.org/textes/veraz.htm).

en plus, les porte-parole de cette partie de la paysannerie qui représente le principe individualiste du lucre koulak »[1].

L'aile la plus radicale du populisme n'est pas épargnée. Commentant les théories de Tikhomirov, à mi-chemin entre blanquisme et anarchisme, Plekhanov ironise :

> *« Tout y est : la commun[auté], « le passage de la commun[auté] à l'association », « l'organisation de l'échange entre les commun[autés], et les groupements de commun[autés] » (...) ; bref on trouve là toute la fameuse « organisation des producteurs de la base au sommet » chère aux anarchistes bakouniniens ».*

Il raille également la coexistence de la *« commun[auté] agraire »* et l'entreprise agricole privée dans la société de l'avenir selon Tikhomirov. La juxtaposition de différents types de propriété lui semble irréaliste et ridicule. Sans se résigner à l'inégalité présente, Plekhanov se fixe un objectif plus élevé.

> *« Nous différons de vous sur un point : alors que le développement des rapports économiques existants ne cesse de vous éloigner de votre idéal communautaire <obŝinnyj>, grâce à ce même développement, notre idéal communiste <kommunističeskij> se rapproche sans cesse ».*

La distinction est nette entre les communautés *improbables*, c'est-à-dire des *obchtchiny* traditionnelles ou utopiques, et la communauté de l'avenir, un *kommounizm* abstrait. Cette distinction reste au cœur des premiers programmes de la social-démocratie rédigés par Plekhanov en 1884 et 1887[2].

> *« Alors que l'idéal des membres de la communauté* <ideal obŝinnika> *gît derrière nous, dans une économie patriarcale dont l'autocratie des tsars constitue le complément politique, l'ouvrier de l'industrie ne peut voir son sort amélioré que par le progrès de formes nouvelles et plus libres de vie en commun* <obŝežitie> *»* (1887).

Ces *« formes nouvelles et plus libres de vie »* sont difficiles à cerner, voire paradoxales.

---

[1] G.V. PLEXANOV, *Naši raznoglasiâ,* in *Izbrannye filosofskie proizvedeniâ v 5 tomax (T. 1),* Gosizd. Političeskoj Literatury, M, 1956 ; p. 270, 260, 274. Je reprends pour l'essentiel la traduction française PLEKHANOV, *Oeuvres philosophiques T. 1,* Éditions du Progrès, M, [1974].

[2] *Ibidem* : *Naši raznoglasiâ,* p. 336-337, 355 ; *Programma social-demokratičeskoj gruppy « Osvobožděnie Truda »* (1884), p. 371-376 ; *Vtoroj proekt programmy russkix social-demokratov* (1887), p. 377-381.

Par refus de *l'obchtchina,* les marxistes soutiennent l'individualisme économique au village, en *« reconnaissan[t] aux paysans [le] droit de renoncer à leur lot et de se retirer de la communauté »* (1884 et 1887). Dans l'industrie, ils proposent par contre d'accorder l' *« aide de l'État aux associations de producteurs* <proizvoditel'nye associacii> *qui seront organisées dans toutes les branches de l'agriculture et de l'industrie »* (1884 et 1887). On peut pointer ici deux influences. D'une part, celle de Jeliabov, qui voulait que le travail se fît *« en communautés, artels, associations »*. Ayant récusé les références trop russes à l'artel et à l'obchtchina, il ne reste à Plekhanov que l'*association*. D'autre part, le terme d'association, presque en français dans le texte — *assotsiatsïia* —, renvoie immanquablement aux origines du mouvement ouvrier et aux débats au sein de la Ire Internationale, quand l'association ouvrière (économique et/ou politique) apparaissait comme le remède à l'exploitation par la classe capitaliste[1].

Il serait donc tentant de voir dans la revendication d'une « *aide de l'État aux associations de producteurs »* les racines du soutien bolchevique aux communes. Or, le nouveau programme adopté en août 1903 par le Parti ouvrier social-démocrate Russe retire cette mention et ne fait plus allusion à des associations de producteurs. Lénine avait personnellement insisté pour que le paragraphe inséré *« naturellement (...) il y a quinze ans »* soit supprimé pour tenir compte de

> *« l'expérience des autres pays, de certaines réflexions théoriques et des spécificités russes (tendance des libéraux bourgeois et du gouvernement policier à faire des avances aux « artels », à jouer aux « protecteurs » de « l'industrie populaire ») ».*

Le programme social-démocrate de 1903 reste en vigueur chez les bolcheviks jusqu'en mars 1919. À ce titre, il doit être analysé. Il brosse d'abord un tableau général du développement capitaliste et de la *« révolution sociale »* à venir. Après un paragraphe

[1] Dans *La Première Internationale,* UGE « *10/18* », Paris, 1976, voir par exemple « *La coopération distinguée de l'association* » (1864), p. 110-113, « *Rapport de la commission "Cinquième état"* » (1867), p. 137-145... Cette influence de l'AIT rejoint celle de Tchernychevski dont Plekhanov fut un lecteur enthousiaste (voir *Que faire ?*, ouv. cit., préface de Yolène DILAS-ROCHERIEUX, p. 8). Pour les commentateurs soviétiques le terme d'*association* prouve qu' « *on retrouve ici l'influence de Lasalle : un article analogue existe dans le programme de Gotha de 1875* » (note 2, p. 795 in PLEXANOV, *Izbrannye filosofskie proizvedeniâ..., T. 1,* déjà cité). Le programme social-démocrate russe de 1884 se réfère explicitement aux *« principes de l'Association Internationale des Travailleurs »*.

consacré aux spécificités russes, les mesures politiques, économiques et agraires énumérées ne dépassent pas le cadre d'un programme minimum. Les formes du *« large self-government* <samoupravlenie> *local »* ne sont pas précisées. Quant aux *« comités paysans »* à créer, ils semblent devoir servir d'expression moderne aux communautés villageoises dans leur lutte contre les *« vestiges du servage »*. Aucune image concrète de la société future n'est présentée au lecteur[1].

Pour éclairer les raisons de cette absence, particulièrement sensible dans la politique agraire, il est utile de s'arrêter sur les sources de la pensée de Lénine qui est l'auteur de cette partie du programme. Le dirigeant bolchevique a puisé sa vision de l'avenir d'une agriculture socialiste dans le livre de Karl Kautsky, *La question agraire*. Lénine se réfère ainsi à la voix la plus autorisée de l'Internationale socialiste. Or, l'ouvrage de Kautsky veut surtout décrire le présent. Sur 460 pages, le *« Regard sur l'avenir »* en occupe 16, au onzième et dernier chapitre. *« Les éléments de l'agriculture socialiste »* sont eux-mêmes repoussés à la fin, aux pages 453 à 460[2]... Une seule tentative concrète d'exploitation collective est rapportée, celle de la ferme irlandaise de Ralahine. Evoquée au chapitre *« VI- Grande exploitation et petite exploitation ; c. Les sociétés coopératives »* (p. 187-191), elle n'est pas présentée comme un modèle pour l'avenir. Fidèle à l'original, Lénine accentue encore le trait. De Kautsky, il retient que *« la production coopérative* <tovariŝeskoe proizvodstvo> *ressort de la grande production »*.

Lénine résume l'argument : *« Les associations* <tovariŝestva> *de petits propriétaires ruraux sont évidemment source de progrès économique, mais elles*

---

[1] V.I. LENIN, *Proekt programmy našej partii* (1899), in *PSS,* T. 3, p. 223. R.H. McNEAL (General ed.), *Resolutions and Decisions of the Communist Party of the Soviet Union*, vol. 1: *The Russian Social Democratic Labour Party, 1898-October 1917*, ed. R.C. Elwood, Toronto, 1974, p. 42-45.

[2] LENIN, *PSS,* T. 4 *: «* Recenziâ *Die Agarfrage* Kautskogo » (03/1899), p. 84-89 ; « Kapitalizm v sel'skom xozâjstve (o knige Kautskogo I o stat'e g. Bulgakova) » (04-05/1899), p. 95-152. Carl KAUTSKY, *La Question agraire, étude sur les tendances de l'agriculture moderne* (Traduit de l'allemand par Edgard Milhaud et Camille Polack), V. Giard et E. Brière « Bibliothèque socialiste internationale », Paris, 1900. Aux pages 453-454, on trouve d'ailleurs le mot d'ordre de « *socialisation des moyens de production »,* mais dans une acception fort éloignée de celle des S-R : il s'agit de « *municipalisation », « d'étatisation »* ou « *d'internationalisation »* des entreprises considérées, en fonction de leur niveau d'usage.

expriment le passage au capitalisme (Fortschritt zum Kapitalismus) et pas du tout un pas vers le collectivisme ». Les associations intéressent Lénine uniquement car elles prouvent, contre les populistes, la nécessité d'une concentration économique. Par contre, leur caractère collectiviste ne le préoccupe pas. Le terme d'obchtchina est utilisé pour désigner tant les expériences socialistes que la communauté russe traditionnelle. La confusion des termes se retrouve dans les adjectifs : Lénine parle indifféremment de *« production communautaire, collectiviste* <obŝinnoe, kollektivističeskoe proizvodstvo> » ou *« collective* <kollektivnoe> ». La conclusion, en forme de citation, est tranchée : *« il est absurde — déclare catégoriquement Kautsky — de s'attendre à ce que le paysan passe à la production en commun* <obŝinnoe proizvodstvo> *dans la société contemporaine »*[1].

La mobilisation paysanne en 1905 ne modifie pas la vision de Lénine en ce qui concerne le collectivisme agraire. Au contraire, il persiste à voir dans tout radicalisme paysan un mouvement vers le capitalisme. Ainsi, l'occupation des terres, *« mesure pseudo-socialiste en apparence »,* a un *« contenu réel démocratique (...) c'est-à-dire démocrate-bourgeois en fin de compte »*. Cette lutte « démocratique-bourgeoise » lui semblant absolument prioritaire, il ne faut pas *« se laisser aller à la manie des projets »* *<puskat'sâ v prožektorstvo>*. Avant d'imaginer le socialisme, il faudrait que le capitalisme soit établi. C'est pourquoi il ne faut pas même avancer le mot d'ordre du Parti réclamant la nationalisation des terres, mot d'ordre qui n'aura de sens que *« sous le système capitaliste »,* après le renversement du tsarisme[2]. Pour Lénine, toute proposition qui excède le cadre de la lutte en cours est excessive. Le processus révolutionnaire est compris dans le rapport des forces du moment présent et non dans une tension avec l'avenir. Il n'y a pas de place pour la *« manie des projets »* et à plus forte raison pour l'utopie collectiviste.

[1] « Kapitalizm v sel'skom xozâjstve... », déjà cité, p. 111 et 112.
[2] V.I. LENIN, « O našej agrarnoj programme (pis'mo III s''ezdu) » — Vpered n°12, 29/03/1905 —, in *PSS,* T. 9, p. 361-363.

L'idée d'une paysannerie pauvre se précise à la même époque, de façon tout aussi pragmatique. La paysannerie pauvre est assimilable au prolétariat, distincte des couches rurales moyennes et opposée aux paysans riches. La tâche des social-démocrates est

> *« d'organiser le prolétariat rural sur le modèle du prolétariat urbain et avec lui »* car *« la fin de l'oppression et de la misère ne dépend pas de la transformation de quelques couches de la paysannerie en petite-bourgeoisie, elle dépend de la transformation du système bourgeois en système socialiste »*. Il ne faut en effet *« pas perd[re] de vue les tendances égoïstes du paysan propriétaire* <sobstvenničeskie tendencii krest'ânina-xozâina>, *tendances dont le caractère hostile au prolétariat (...) se révèlera »*

dans le cours ultérieur de la révolution[1]. En attendant, la suite de cet article sur *« Le prolétariat et la paysannerie »* conditionne le soutien aux paysans pauvres au combat prioritaire contre l'ancien régime. L'objectif *politique* de réaliser l'unité de toute la paysannerie contre le tsarisme passe avant l'objectif *social* d'exprimer la volonté des ruraux les plus pauvres. Il n'est donc pas utile de donner une *forme concrète* aux exigences du prolétariat rural. Lénine et son parti ne reviendront pas sur cet avis avant 1919. Les communes ne proviennent pas du discours bolchevique, elles s'y grefferont de l'extérieur.

1.1.3 L'ENGAGEMENT DE L'INTELLIGENTSIA

L'évolution des deux principaux courants révolutionnaires est parallèle. En se constituant en partis, ils épurent leur discours. Au fur et à mesure que disparaissent les exemples concrets d'une autre organisation *sociale* (*obchtchina, artel, assotsiatsiïa, kommouna*), la pensée *politique* d'une législation alternative (expropriation des grands propriétaires) et de sa mise en œuvre institutionnelle (*self-government* local, comités paysans) prend largement le pas. Dans l'esprit de la IIe Internationale à laquelle le PS-R

[1] V.I. LENIN, « Proletariat i krest'ânstvo » — Vpered n°12, 23/03/1905 —, in *PSS,* T. 9, p. 341 ; et « O našej agrarnoj programme...», déjà cité.

et le PS-D adhèrent, c'est une façon d'aller *« de l'utopie vers la science »,* pour reprendre le titre russe de la brochure d'Engels[1]. Malgré tout, le mouvement socialiste russe gardait une aura utopique sûrement plus importante que ses homologues occidentaux. Il ne la devait pas à ses programmes officiels, mais au style même du militantisme en Russie, à la forme d'engagement héritée du *nihilisme* des années 1860-1880.

« Le nihiliste est une personne qui ne se soumet à aucune autorité, qui n'accepte de croire à aucun principe, si respecté soit-il »[2] dit le jeune Kirsanov dans Pères et fils de Tourgueniev (1862). Or, sous le régime tsariste, l'irrespect ne peut s'exercer en politique sauf à risquer sa vie. L'esprit d'insoumission s'attaque donc plus volontiers aux mœurs. Dans le même roman, Anna Sergueïevna Odintsova est la critique personnifiée et consciente des liens matrimoniaux et le jeune Kirsanov encourage son père à épouser sa maîtresse, une jeune servante. Un an plus tard, Tchernychevski met en scène l'émancipation de Véra Pavlovna hors du carcan familial grâce à son mariage avec Lopoukhov. Lorsque celui-ci disparaît pour laisser Véra aimer qui elle veut, l'union légale paraît vidée de toute légitimité. Ces personnages de fictions, inspirés d'individus réels, servent à leur tour de modèle. À la fin des années 1860, le groupe radical des Tchaïkovtsy envoie par exemple un de ses membres en Sibérie pour épouser une parfaite inconnue de 17 ans et la libérer ainsi d'un père tyrannique. C'est aussi l'aventure vécue par Sophie Kovalevskaïa et qu'elle transpose dans son roman *Une nihiliste*[3].

À l'image de Bazarov et Kirsanov chez Tourgueniev, les contestataires de la vie quotidienne sont ou ont été des étudiants. Même quand ils ont quitté l'université, leurs années d'études en font un groupe à part. Dans une société d'états, ils sont « de

[1] En français, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, en russe, *Razvitie socializma ot utopii k nauke*.

[2] I.S. TURGENEV, *'Nakanune', 'Otcy i deti' : Romany,* AST « Mirovaâ Klassika », M, 2001 ; p. 186.

[3] Daniel R. BROWER, *Training the Nihilists: Éducation and Radicalism in Tsarist Russia,* Cornell university press, Ithaca & London, 1975 ; p. 201. Sophie KOVALEVSKAÏA, *Une nihiliste,* [1892] Phébus, Paris, 2004.

différents grades », des *raznotchintsy, « catégorie juridiquement imprécise d'individus originaires de différents ordres, ayant reçu une instruction »* (je souligne). La définition des *raznotchintsy* est assez floue pour recouper celle des nihilistes et de l'intelligentsia. Ils se frottent aux idées avancées et ne sont pas riches. Par conviction, raison et nécessité, *« l'idée de vie communale était particulièrement attirante pour les jeunes raznotchintsy »*, constate Kornéï Tchoukovski[1].

Des étudiants d'extraction assez modeste avaient depuis longtemps l'habitude de se regrouper en petites communautés d'amis ou de « pays » pour réduire le coût du logement dans des centres universitaires comme Kazan ou Saint-Pétersbourg. L'année 1863 marque un tournant. D'après un journal de l'époque, *« les colonies « d'hommes nouveaux » (...), des parodies de la vie et des personnages* [décrits dans *Que faire ?*] *sont apparus et se développent comme les mouches un jour d'été »*. Kornéï Tchoukovski ne recense en fait que quatre communes, dont deux seulement ont un caractère socialiste. Les deux autres, des collectifs d'artistes, sont néanmoins significatives : leurs fondateurs ne sont autres que le peintre Repine et le musicien Moussorgski. Toutes ces expériences sont fragiles. La commune de Sleptsov, considérée comme la plus sérieuse, se dissout au bout de neuf mois, à force de dissensions internes. Trois des sept membres n'avaient pas un idéal collectiviste très ferme. Par exemple, ils ne voulaient pas se priver des six femmes de ménage qui servaient la communauté... Pour autant, il ne faut pas sous-estimer l'importance des ces petits groupes d'intellectuels peuplant quelques appartements bourgeois. Nicolas Leskov y voit un fait social suffisamment grave pour leur consacrer immédiatement une nouvelle et deux romans[2].

Selon Daniel Brower, avec l'accentuation du caractère politiquement contestataire du mouvement, la vie en commune devient, *« un apprentissage de la vie*

[1] Claudio Sergio INGERFLOM, *Le citoyen impossible — Les racines russes du léninisme,* Payot « Bibliothèque historique », Paris, 1988 ; note 3, p. 257. Kornej ČUKOVSKIJ, « Istoriâ Slepcovskoj kommuny », [1931] in *Lûdi i knigi* GIz Xud. Lit., M, 1958 ; p. 272.

[2] Razvlečenie, n°34 - 1863, p. 139 ; cité par ČUKOVSKIJ, p. 276. *Ibidem*, p. 273-275, 280-290. De Nikolaj LESKOV: *Ovcebyk* (1863), *Nekuda* (1864), *Obojdënnye* (1865).

socialiste ainsi qu'une sélection supplémentaire dans le recrutement pour le mouvement radical ». Au tournant des années 1870, des communes étudiantes forment la « base logistique » de plusieurs groupes clandestins : l'Organisation d'Ichoutine, *« l'Académie de Smorgon »,* le groupe de Natanson dans la rue Malo-Voulfovaïa. Les Tchaïkovtsy occupent tous ensemble une maison à deux étages (un pour les femmes, l'autre pour les hommes) et aident des ouvriers à former leurs propres communes. D'après Tkatchev, c'est toute une génération *« de jeunes gens (...) qui conspiraient secrètement, (...) qui organisaient des artels ou des communes, (...) dominés par le souci d'instruire le peuple »* [1].

Le rapprochement avec les *kommouny* des années 1920 est légitime tant leurs problèmes et leurs principes ressemblent à ceux des collectifs de nihilistes. Les jeunes contestataires découvrent que certains comportements humains compliquent la réalisation de l'idéal. Pour l'écrivain Korolenko, la négligence peut vite transformer la commune en *« véritable communisme de la joyeuse fainéantise »*. À l'inverse, le rigorisme faisait déjà naître un sentiment de supériorité, gros d'une séparation hiérarchique entre les militants éclairés et la masse amorphe. En 1881, Komarova se souvient de son état d'esprit 15 ans plus tôt :

> *« Nous divisions le monde en deux parties inégales : la commune et le reste du monde. Je ne considérais que les membres de la commune comme des gens convenables et honorables, tous les autres étant des idiots et des dégénérés »*[2].

Ce sentiment de supériorité est la rançon de l'attachement aux principes. Mozdalevski rappelle qu'en 1857 lui et ses camarades *« voy[aient] l'argent et les vêtements comme une propriété commune (...) appliquant [ainsi] le communisme dans [leurs] affaires sans aucune théorie »*. Les Tchaïkovtsy versent tous leurs avoirs au pot commun pour se faire donner ensuite une allocation par le trésorier de la commune. Ces pratiques

[1] BROWER, ouvrage cité, p. 191 (citation), 220-223. VENTURI, ouvrage cité, p. 552, 568, 593-594, 615, 623, 677, 852.

[2] BROWER, p. 222. V.G. KOROLENKO, *Istoriâ moego sovremennika,* T. 1 (knigi pervaâ i vtoraâ), OGIZ, GIz. Xud Lit., M, 1948 ; p. 335.

doivent beaucoup aux socialistes utopistes. Lecteur des saint-simoniens dès 1833, Herzen popularise par la suite Fourier, Owen ou l'Icarie dans les journaux qu'il édite. Ces références se retrouvent chez Tchernychevski ou Dobrolioubov. Parmi les « communards », Sleptsov possède deux livres de Fourier, *Le nouvel ordre industriel et sociétaire* et *La théorie des quatre mouvements*[1].

L'appellation de *commune* n'est pas toujours avérée. Ainsi, d'après les souvenirs d'une participante, Sleptsov aurait déclaré : *« Le foyer de vie commune* <obŝežitie> *que je propose »* ne serait au début qu'un appartement de quelques chambres. *« De telles communes* <kommuny> *se répandront, s'enracineront, et à ce moment-là, nous (ou la génération suivante) développerons la chose en un véritable phalanstère »*. Dans ses souvenirs, l'avocat progressiste D.V. Stasov parle de ces expériences comme d'*artels*. Puis il précise qu'au début des années 1860, *« toutes ces nouveautés, « associations » et « égalité des droits »* <tovariŝestva i ravnopravie>*, étaient sur toutes les lèvres »*. L'écrivain Korolenko appelle la communauté où il vécut au début des années 1870 *« une compagnie* <kompaniâ>*, un artel amical »*[2].

Le nom de *commune* coexiste, on le voit, avec *colonie, artel, association, compagnie, foyer de vie commune* et il n'est resté comme nom générique des communautés de nihilistes qu'*a posteriori*, à la lumière des expériences soviétiques. Le lexicographe des années 1860 est pourtant sensible aux apports des nouvelles pratiques de l'époque. La nouvelle définition de *kommouna* par Toll comme *« communauté communiste dont l'organisation tend à une égalité parfaite des droits et des propriétés de ses membres »* est contemporaine du « phalanstère » de Sleptsov (1863-1864). La notice précise d'ailleurs que *« dans ce sens, Owen et Cabet ont tenté de mettre sur pied une commune »*. *Kommouna* évoque le courant utopique du socialisme dans son

[1] BROWER, p. 221. Alexandre HERZEN, *Passé et méditations, T. 1,* L'Âge d'Homme, Lausanne, 1974 ; p. 195-198. VOLODINA, *Utopičeskij socializm :* lettres et articles d'Herzen (1847-1852, 1861, 1865), p. 392, 408, 413 ; écrits de ČERNYŠEVSKIJ (1857, 1860-1862), p. 432, 448-450, 455, 465 ; DOBROLÛBOV sur Owen (1859), p. 483-485. ČUKOVSKIJ ouv. cit., p. 279.

[2] E. ŽUKOVSKAÂ, *Zapiski,* L, 1930 ; p. 160 ; STASOV, « Vospominaniâ o moej sestre », Knižki nedeli, n°5 - 1896, p. 181 (cités par ČUKOVSKIJ ouv. cit., p. 278, 273-274). KOROLENKO, ouv. cit., p. 332.

exigence d'une réalisation *ici et maintenant*. D'autres nuances sont sensibles dans les emplois que Nicolas Leskov fait du mot, même s'il ne l'emploie pas très fréquemment : la *« commune »,* organisée *« selon des principes communistes »,* est l'endroit *« où vivent les communistes »*. Pour la première fois, l'homophonie fait sens : la *kommouna* s'éloigne de ses origines (les municipalités médiévales) pour incarner la théorie la plus radicale du moment[1].

Dans la mise en scène d'un dialogue entre un vieux général conservateur et un jeune nihiliste, Leskov marque également la différence entre communauté traditionnelle et communauté de l'avenir. Le général critique la propagande nihiliste parmi les vieux-croyants qui vise à *« en faire des révolutionnaires... [les nihilistes] ont interprété la communauté comme une commune* <obŝinu v kommunu peretolkovali> *: c'est de la folie pure !* ». Sur le fond, la pensée du général est simple :

> *« - Vous êtes un révolutionnaire, c'est bien cela ? [dit le général.]*
> *Rozanov se troubla. (...)*
> *- Je vous ai embarrassé cela me console : donc vous êtes resté un homme russe, vous n'avez pas complètement perdu le bon sens. (...) La ré-vo-lution ! (...) Comment est-il, ce mot ? Ca ne sonne pas très russe, n'est-ce pas ? »*

Dans le roman, l'inspirateur des révolutionnaires est d'ailleurs un étranger. Les nihilistes sont appelés les *kamrady,* c'est-à-dire les *camarades* en français et non en russe (*tovarichtchi*). Leskov trouve les projets de rénovation sociale dangereux car ils n'ont pas de racine dans le sol russe. Cette « étrangeté » vaut également pour la *kommouna*[2]. Loin d'être un handicap, elle deviendra un atout. La prédominance progressive de la *kommouna* au détriment des *obchtchina, artel, compagnie* et

[1] SOROKINE, *Razvitie...,* déjà cité, p. 150. Citations de N.S. LESKOV, *Sobranie sočinenij, T. 2 : Nekuda,* Giz Xud. Lit., M, 1956 ; p. 547, 677. Les mêmes acceptions se retrouvent dans LESKOV, *Zagadočnyj čelovek* (1870 - *PSS,* T. 8, SPb, 1897 ; p. 96), repris par ČUKOVSKIJ, ouv. cit., p. 274. Dans *Nekuda,* Leskov désigne également la commune des nihilistes comme une association (*associaciâ,* p. 571), une maison sociale ou commune (*obŝestvennyj Dom,* p. 549), une maison civique ou maison des citoyens (*graždanskij Dom,* p. 569). Les expressions sont souvent entre guillemets et *Dom* est presque toujours écrit en italiques, avec une majuscule.

[2] LESKOV, *Nekuda*, p. 397-401. La traduction française (*Vers nulle part* L'Âge d'Homme, Lausanne, 1998 ; p. 366) occulte la différence entre *obŝina* et *kommuna : « Et puis la commune rurale... Ils l'interprètent tout à fait différemment ». Kamrady* est le titre du chapitre 10 de la troisième partie (p. 591).

association, marquera une volonté de rupture de plus en plus affirmée avec les traditions, une radicalisation des intentions.

Après la première phase de développement des années 1860-70, les communautés d'intellectuels restent nombreuses dans les années 1880-90, mais on constate un changement de caractère. L'intelligentsia s'éloigne peu à peu de la cause révolutionnaire et l'idéal communautaire se dépolitise. Après sa commune de nihilistes militants, Tchaïkovski s'était mis en quête du *« Bien absolu »* et de la *« Vérité absolue »* dans une communauté installée au Kansas (1875-1877) et dirigée, au nom du *« nouveau dieu, l'Humanité »,* par un positiviste russe, Vladimir Guéins (alias William Frey). Le populiste Engelhardt suit une trajectoire similaire. En fondant une communauté à Batichtchevo en 1877, il pensait que *« l'intellectuel est utile à la terre, utile au moujik. Il est utile car la lumière est nécessaire pour disperser les ténèbres ».* Quatre ans plus tard, il a pris ses distances avec les idées révolutionnaires, même dans leur aspect culturel et affirme que *« chaque personne doit se purifier elle-même, sans parasiter la vie d'autrui »*[1].

Ce courant ouvre la voie à des tentatives directement religieuses. Inspirées par l'esprit sinon par la lettre des idées de Léon Tolstoï, les collectivités rurales d'intellectuels se répandent en Russie après 1885. Ainsi, les participants de la colonie de Krinitsa *« ne défend[ent] pas la communauté en tant que forme extérieure de vie, mais [ils] défend[ent] l'idée de communauté* <obŝinnost'> *comme principe spirituel »* et *« pens[ent] que seul un nouvel élan religieux résoudra les questions fondamentales »* de la société. En cherchant le contact avec les communautés des sectes religieuses, certains intellectuels trouveront une véritable voie vers le peuple, comme nous le verrons localement. Néanmoins, le souci d'élévation spirituelle prend tellement le pas sur les préoccupations matérielles que l'idéal collectiviste est peu à peu oublié. D'après une

[1] I.A. GORDEEVA, « *Zabytye lûdi* », *Istoriâ rossijskogo kommunitarnogo dvižениâ,* AIRO-XX « Pervaâ Monografiâ », M, 2003 ; p. 35-36, 39, 41.

historienne de ce « mouvement communautaire », *« dans les années quatre-vingt-dix on préférait la pratique de voisinage avec des propriétés séparées »*[1].

On comprend mieux le refus de l'utopie pratique dans les partis révolutionnaires. S-R et S-D ne tenaient pas à être confondus avec les partisans de la non-violence, du compromis avec le pouvoir et du respect de la propriété. L'exaltation communautaire restait néanmoins suffisamment forte parmi les intellectuels pour toucher même les plus contestataires. Gorki avait passé quelque temps dans une communauté tolstoïenne, vers 1891. En 1896, le jeune Lev Bronstein (futur Trotski) participait également à un collectif.

> *« Mes rapports avec ma famille se gâtèrent alors. Mon père, qui était venu vendre du blé à Nikolaïev, fut renseigné, je ne sais comment, sur mes nouvelles fréquentations* [contestataires]. *Il sentait venir un danger, mais il espéra le prévenir par l'autorité de ses remontrances paternelles. Il y eut entre nous plusieurs explications violentes. Je me montrai intraitable à défendre mon indépendance et le droit que j'avais de choisir ma voie. En fin de compte je renonçai aux subsides de la famille, je quittai le logement d'élève où l'on m'avait placé et m'installai chez Chvigovsky : il venait justement de louer un autre jardin où l'isba était plus vaste. Nous fûmes six à y vivre en « commune ». En été, notre effectif s'augmentait d'un ou deux étudiants tuberculeux qui avaient besoin d'air pur. Je me mis à donner des leçons. Nous vivions en spartiates, sans draps de lit et nous nourrissions de soupes grossières que nous préparions nous-mêmes. Nous portions des blouses bleues, des chapeaux de paille, nous avions des cannes de bois noir. En ville, on pensait que nous avions adhéré à une secte mystérieuse. Nous lisions ce qui nous tombait sous la main, nous discutions furieusement, nous explorions l'avenir d'un regard passionné, et, en somme, nous étions heureux à notre manière »*[2].

Trotski ne s'est guère réclamé de cette expérience, décrite avec une distance

[1] *Ibidem*, p. 55-56, 81.

[2] Mixail KALJUŽNYJ, « Kak Gor'ki stal pisatelem (ko dnû 35letnej literaturnoj deâtel'nosti) », Krasnoe slovo, n°6 (10/1927), p. 86. Voir également l'évocation très laconique de Maxime GORKI, *Mes universités,* [1923] EFR, Paris, 1978 ; p. 186, 229. L. TROCKIJ, *Moâ žizn' (opyt avtobiografii),* t. 1, Granit, Berlin, 1930 ; p. 123.

ironique. Il reste qu'ainsi certaines grandes figures de la jeune Union soviétique avaient ainsi tenté l'aventure de la vie en commun. Elle avait fait partie de leur itinéraire de jeunes révoltés. Au-delà des changements de mode idéologiques, la *commune* apparaissait comme un signe d'engagement et de sincérité, le gage d'une volonté de n'en pas rester aux mots. Elle pouvait ainsi voisiner dans une biographie avec l'action clandestine, les prisons et l'exil.

1.1.4 L'ANARCHISME, ENTRE FRANCE ET RUSSIE

Un autre courant d'idées, l'anarchisme, avait toujours insisté sur le lien entre la théorie et la pratique. De plus, le mouvement libertaire avait privilégié le nouveau sens du mot *commune* en Occident. Vers 1850, à la suite de Considérant, Pillot et Dézamy[1], l'ouvrier communiste et libertaire Joseph Déjacque écrivait *La question révolutionnaire* et formait le projet suivant :

> *« Le territoire de la République est fractionné en circonscriptions de 50000 âmes. Ces circonscriptions forment la commune. Le peuple, dans son universalité, est souverain pour décider de ce qui est d'intérêt général. (...) Le peuple, dans sa collectivité communale, est souverain pour décider de ce qui est d'intérêt local. Toute proposition d'intérêt général [ou local] (...) est portée de droit à la connaissance de toutes les sections de la commune. (...). Chaque commune nomme deux commis au ministère. (...) La communauté* [des biens] *assurerait à l'individu une égale somme de jouissances, une répartition immense de bien-être et de liberté »*[2].

Si Déjacque ne pouvait faire partie des références, même indirectes, de paysans ukrainiens, deux des principaux théoriciens de l'anarchisme, Bakounine et Kropotkine,

[1] En 1834, Considérant affirme « *que l'organisation de la Commune est la pierre angulaire de l'édifice social (...). C'est dans la Commune (...) que se produisent et se consomment les richessses. (...) Ainsi la commune de notre société idéale présenterait une organisation de toutes les fonctions qui y seraient exécutées* » (Victor CONSIDERANT, *Destinées sociales,* [extraits] dans Gian Mario BRAVO, *Les socialistes avant Marx, 3 tomes* [recueil de textes], Maspero « Petite Collection », Paris, 1970., *T. 1* ; p. 218, 221, 283). Chez Pillot en 1840, on lit l'ellipse suivant : « *l'administration de la république ou* <u>*commune*</u> » (Jean-Jacques PILLOT, *Ni châteaux ni chaumières, ou État de la question sociale en 1840,* in BRAVO, déjà cité, T. 2, p. 247). Le *Code de la communauté* de Dézamy (1842) prévoit que « *Le monde est divisé en communes dont le territoire devra être le plus égal, le plus régulier, le plus ensemble possible. Toutes les communes se relient entre elles de manières à former d'abord un premier centre de direction appelé communauté nationale, puis un second appelé communauté humanitaire* » (DEZAMY, *Code...,* dans BRAVO, T. 3, p. 158).

[2] Joseph DÉJACQUE, « La question révolutionnaire », dans *À bas les chefs !,* Champ Libre, Paris, 1971 ; p. 50-53, 66-67.

sont russes. Bakounine, penseur particulièrement touffu et non systématique, use du mot *commune* dans des sens fort variés. D'un texte à l'autre, il désigne ainsi une municipalité, une *« association libre de production »*, la communauté rurale ou le gouvernement révolutionnaire parisien de 1871[1]. Le lexique de Kropotkine est plus clair. Sa vie a de plus l'avantage de faire le lien entre l'Occident et l'empire russe, entre le XIXe siècle et la période révolutionnaire. Noble, ancien page à la cour du tsar devenu contestataire, il quitte la Russie en s'évadant de prison en 1876. Installé en Suisse, en France puis en Angleterre, il défend les idées libertaires dans une carrière littéraire intense de 1880 à la première guerre mondiale. L'homme qui revient en Russie à la faveur de la révolution de Février est un défensiste, favorable à la guerre contre l'Allemagne. C'est malgré tout en révolutionnaire anarchiste qu'il meurt à 79 ans non loin de Moscou en 1921.

On peut déceler sans peine des éléments populistes dans son activité militante et ses idées. Encore en Russie, ses

> *« sympathies allaient surtout aux tisserands et aux ouvriers des fabriques de coton. (...) Moitié paysans et moitié ouvriers des villes, ils avaient généralement gardé l'esprit social des villageois russes. (...) La plupart d'entre eux vivaient en petites associations ou « artels » de 10 ou 12 personnes qui louaient un appartement commun et prenaient leur repas ensemble, chacun payant sa quote-part mensuelle des dépenses générales »*[2].

Il revient sur l'idée d'artel dans un travail sur l'entr'aide considérée comme principal facteur d'évolution. Il montre *« comment [en Russie l'artel,] vieille institution du moyen-âge, n'ayant pas été entravée par l'État dans ses manifestations non officielles, a entièrement survécu jusqu'à aujourd'hui, et revêt la plus grande variété de formes selon les besoins de l'industrie et du commerce modernes »*. Le propos n'a rien de russo-

[1] BAKOUNINE, *Théorie générale...* déjà cité, p. 332-334, 348-350. Voir également Pierre PECHOUX, « Bakounine et l'obščina », dans C. GERVAIS-FRANCELLE (ed.), *Russes, slaves et soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal,* Institut d'Études Slaves / Publications de la Sorbonne, Paris, 1992 ; p. 183-188.

[2] Pierre KROPOTKINE, *Autour d'une vie,* Stock, Paris, 1898 (fac simile 1971) ; p. 335.

centrique car, sous le terme générique de *« commune villageoise »*, il traite des formes de solidarité rurale aussi bien en Suisse, en France, en Allemagne qu'en Russie[1].

Dans *Paroles d'un révolté* un chapitre est consacré à la notion de commune. Partant de la comparaison avec les communes bourgeoises du moyen-âge, victimes de leur esprit de clocher avant de succomber à la subordination étatique, il affirme que *« la Commune de demain saura qu'elle ne peut admettre de supérieur ; qu'au-dessus d'elle il ne peut y avoir que la Fédération, librement consentie par elle-même, avec d'autres Communes »*. La parenté avec le programme de Jeliabov (l'État comme *« union contractuelle de toutes les communautés »*) est évidente. Et les textes sont contemporains : 1880 pour la *Volonté du Peuple ;* rédaction entre 1880 et 1882 pour l'article de Kropotkine.

Ce dernier diffère de Jeliabov en insistant sur le rapport entre la forme politique et le contenu social de la Commune. *« Elle sera commune autrement que par le nom. Elle ne sera pas uniquement communaliste, elle sera communiste ; révolutionnaire en politique, elle le sera également dans les questions de production et d'échange »*. Traitée au chapitre suivant, la Commune de Paris, apparaît donc plus comme l'application d'un principe que comme son modèle. Cette forme « commune » est assez plastique pour être donnée en réponse à la *Question agraire* : *« Il faut donc que les paysans, organisés en Communes, reprennent ces terres pour (...) chasser les grands propriétaires et déclarer leurs biens propriété commune »*[2].

Les communes ressortent clairement du vocabulaire anarchiste[3]. C'est ce courant qui aura été à l'origine des *kommouny* de la révolution russe. L'affaire paraît

[1] Pierre KROPOTKINE, *L'Entr'aide, un facteur de l'évolution,* [1897] Les éditions de L'Entr'aide, Paris, 1979 ; p. 297 sur l'artel ; p. 248-283 sur la commune villageoise.

[2] Pierre KROPOTKINE, *Paroles d'un révolté,* [1re édition en recueil : 1885] Flammarion « Champs », Paris, 1978 ; respectivement p. 95, 97, 132-133.

[3] Le mouvement anarchiste est d'autant plus fondé à l'employer qu'il aura tenté l'expérience. En France, entre 1900 et 1910, plusieurs communautés libertaires sont organisées sous le nom de « *milieu libre* » ou de « *colonie communiste* ». Très semblables aux communes nihilistes russes, elles sont tout à fait à part dans le mouvement révolutionnaire occidental. Voir G. NARRAT, *La colonie libertaire d'Aiglemont,* La Question Sociale, Bogny s/Meuse, 1997 (extrait de G. NARRAT, *Millieux libres : Quelques essais contemporains de vie communiste en France,* Thèse soutenue à la faculté de Droit de Paris, 1908) ; André COLOMER, *Les bandits tragiques,* [extraits] in Léo MALET, *Brouillard au pont de Tolbiac,* UGE « 10/18 », Paris, 1986.

entendue…

À ceci près que toutes les citations qui viennent d'être faites avaient pour langue originale… le français (*Paroles d'un révolté*) ou l'anglais (*L'Entr'Aide*), mais pas le russe. L'activité théorique de Kropotkine se développait en exil, en direction du public occidental. Ses idées n'ont trouvé leur lecteur russe que plus tard et en traduction. Dès lors tout se complique. Au moins deux éditions légales sont parues dans la foulée de la révolution de 1905. En traduisant *Paroles d'un révolté,* N. et S. Tamamchev ont rendu *commune* par *kommouna,* y compris quand il s'agit de la communauté paysanne traditionnelle. Par contre, dans une édition du seul chapitre sur la *Question agraire,* N. Pavlovitch transpose *commune* seulement par *obchtchina,* désignant ainsi tant la communauté rurale présente que la collectivité de l'avenir[1].

Malgré cette ambiguïté terminologique, le mot *kommouna* passe dans le vocabulaire anarchiste russe lors de la première révolution, en même temps que *communisme* et *communiste*. Ils se mêlent aux dérivés d'*obchtchina* qui restent encore prégnants. En 1905, le groupe *Sans-pouvoir* (<Beznačalie>, littéralement *an-archie*) se donnait comme but *« le* <u>*communisme*</u> <kommunizm>*, c'est-à-dire le transfert des terres à un groupe de* <u>*communautés*</u> *libres* <svobodnyx obŝin> *et celui des usines et fabriques aux ouvriers et chômeurs »* [je souligne]. De même, une petite organisation prend le nom d'*anarkhisty-obchtchinniki* (littéralement *anarchistes-communautaristes*) pour se définir comme *anarchistes-communistes* selon la terminologie occidentale. Avant 1914, les expressions *anarkhist-kommounist* et *anarkhitcheski kommounizm* finissent quand même par s'imposer tant chez les partisans que chez les adversaires des idées libertaires. Les premiers emplois de

[1] P.A. KROPOTKIN, *Reči buntovŝika (per. s francuzkogo N. i S. TAMAMŠEVYX),* Osvobožděnnaâ Mysl', SPb, 1906 ; p. 58-59, 83-84 *[ran'še zemlâ prinadležala kommunam (…) Nado čtoby kresťâne, organizovav kommuny, vernuli sebe svoi zemli] ;* p. 172-173. P. KROPOTKIN, *Agrarnyj vopros (perevod i primečaniâ N. PAVLOVIČA),* Izd. « Svobodnoe Soglašenie », s.l., s.d. [1914 ?] ; p. 20. « *Organisez-vous en vous fédérant librement par communes et par régions* » (p. 133 de l'édition Flammarion) devient ainsi « *Organisez-vous, en vous fondant en de libres unions communautaires et dans des unions par différents arrondissements* [splačivaâs' v svobodnye obŝinnye soûzy, i v soûzy po otdel'nym rajonam] » (p. 22). Le problème de traduction n'a pas été tranché depuis : l'index thématique d'une édition scientifique récente des œuvres de Kropotkine ne connaît de *commune* que *médiévale* <*kommuna srednevekovaâ*> ou de Paris <*kommuna parižskaâ*>. Voir P. KROPOTKIN, *Etika : izbrannye trudy (obŝ. red., sost. i predisl. Û.V. GRIDČINA),* Politizdat, M, 1991.

kommouna sont contemporains. En 1905, deux groupes anarchistes avaient les noms de *Commune Libre* (<*Svobodnaâ Kommuna*>, Moscou) ou de *Communards* (<*Kommunary*>, Bialystok). Ces derniers appellent la population à transformer la ville en *« une seconde Commune de Paris »*. L'ambition est la même dans la frange la plus radicale des S-R, les maximalistes, dont le journal s'intitule *Kommouna*[1]... Les associations de mots et d'idées qui serviront après 1917 sont prêtes.

L'apparition du terme *kommouna* dans la foulée des événements de 1905 dans les courants les plus extrémistes répond à deux phénomènes déjà évoqués : d'une part, à l'éloignement progressif des intellectuels vis-à-vis du radicalisme collectiviste, éloignement sensible dans les communautés « spirituelles » après 1890 ; d'autre part, elle réagit à l'assagissement du populisme qui se résigne peu à peu à la propriété individuelle de la terre. Une partie des masses populaires évolue en sens inverse. Pendant les manifestations, les grèves, les émeutes et les insurrections de 1905, quelques milliers de paysans et d'ouvriers ont pris goût à la contestation dans ses formes les plus outrées. Ces plébéiens se sont rapidement appropriés les idées et surtout le vocabulaire révolutionnaires que les intellectuels avaient élaboré depuis quelques décennies[2].

Or, pendant la « période de réaction » qui suit 1905, beaucoup de lettrés remettent en cause non seulement leur engagement personnel mais également les valeurs par lesquelles il était justifié. Dans le recueil *Jalons* (1909), est critiquée l'idéologie de *« la morale utilitaire, (...) de l'amour du peuple, de l'amour du prolétariat, [de] l'amour de la justice égalitariste »*[3]. La vivacité de la polémique que suscite cette publication tient à la personnalité de ses auteurs – Berdiaev, Boulgakov, Strouvé etc. –,

[1] Programme de *Beznačalie* cité par M. RAVIČ-ČERKASSKIJ, *Anarxisty,* Proletarij « Kakie partii byli v Rossii », X, 1929 ; p. 31. Paul AVRICH, *Les anarchistes russes,* [1967] Maspéro, Paris, 1979 ; p. 59 (*Kommunary*), 62 (*anarxisty-obŝinniki*), 66 (*Svobodnaâ Kommuna*), 314 (le menchevik Rudnev-Bazarov écrit un livre sur l'*anarxičeskij kommunizm* en 1906). Sur les maximalistes, voir ANWEILER, ouv. cité, p. 115. P.A. KROPOTKIN, *Beznačal'nyj kommunizm i ekspropriaciâ,* Svoboda, M, 1906. A. KOČEGAROV [A. KARELIN], *Zemel'naâ programma anarxistov-kommunistov,* Xleb i Volâ, London, 1912.

[2] Voir par exemple le personnage de Kouzma dans *Le village* d'Ivan Bounine ([1909] Stock « Bibliothèque cosmopolite », Paris, 1999).

[3] Nikolaj BERDÂEV, « Filosofskaâ istina i intelligentskaâ pravda », in *Vexi* M, 1909.

qui avaient tous sympathisé auparavant avec le socialisme. Elle traduit aussi le changement d'atmosphère dans les milieux cultivés où l'engouement pour la Révolution recule au moment même où il progresse parmi les plébéiens. La sémiologue Marina Moguilner note :

> *« L'intelligentsia radicale avait fait beaucoup d'efforts pour inclure les ouvriers dans la sémiosphère de la Russie Clandestine. Quand ces efforts portèrent leurs fruits, une fraction significative de l'intelligentsia s'était désenchantée de la mythologie radicale. Une situation paradoxale s'était créée, assez douloureuse pour les deux parties. Indépendamment de la volonté de l'intelligentsia, des éléments de la mythologie qu'elle avait créée étaient adoptés et réanimés dans le cadre du mouvement ouvrier »*[1].

La *Commune* trouve ainsi sa place dans la *« mythologie radicale »* sur le fond d'un clivage de plus en plus marqué entre révolutionnarisme et modérantisme et d'un divorce entre intelligentsia et peuple.

Indépendamment du cheminement du mot d'un courant à l'autre et d'une classe à l'autre, la *kommouna* était devenue une des cristallisations langagières du milieu révolutionnaire russe. Ce milieu, comme Tamara Kondratieva l'a montré, était saturé de références historiques françaises : toutes les tendances révolutionnaires s'inspiraient des expériences politiques et sociales de la « Grande nation ». La *kommouna* en faisait partie. Après la révolution de février 1917, on constate *« l'augmentation en nombre et la densité des analogies »,* leur *« prolifération »* qui gagne deux types de milieux. *« Soit elles se superposent, chez les hommes cultivés (...) aux savoirs existants, soit elles dépassent ces milieux pour toucher les ouvriers et les paysans qui ignoraient jusque-là la Révolution française »*[2].

On ne peut qu'imaginer le détail de cette *prolifération,* de ce *dépassement*. Les

[1] Marina MOGIL'NER, *Mifologiâ « podpol'nogo čeloveka » : radikal'nyj mikrokosm v Rossii načala XX veka kak predmet semiotičeskogo analiza,* Novoe Literaturnoe Obozrenie, M, 1999 ; p. 176.

[2] Tamara KONDRATIEVA, *Bolcheviks et Jacobins - Itinéraires des analogies,* Payot « Bibliothèque historique », Paris, 1989 ; p. 72 & 77.

brochures déjà citées expliquant la question agraire aux paysans ne sont qu'une partie du flot de vulgarisation qui entend étancher la soif de culture politique de la population après Février. La diffusion de nombreux dictionnaires des termes politiques, édités à un demi-million d'exemplaires entre février et octobre, attestent de l'arrivée en force de termes étrangers à la langue du commun. Les témoins rapportent les déformations, souvent comiques, des mots nouveaux par les gens du peuple[1]. Ces altérations mêmes témoignent d'un désir de neuf et de l'adoption rapide du nouveau lexique. La *kommouna* accroît naturellement son emprise dans ce contexte. Elle porte en elle l'autonomie des municipalités médiévales, l'espérance d'une société communiste, l'abnégation des premiers nihilistes et le radicalisme des anarchistes. Pour reprendre Sorel, elle exprime *« l'ensemble des pensées révolutionnaires »* avec *« précision »*. Il lui manque encore la *« raideur »,* c'est-à-dire la valeur d'un appel à l'action, l'efficacité d'un mot d'ordre.

1.1.5 LES BOLCHEVIKS DEVIENNENT COMMUNISTES

Lénine la lui donne en intégrant le néologisme dans le discours bolchevique dès son retour d'exil. Dans les « Thèses d'Avril » (1917), il affirme la nécessité d'une deuxième révolution, s'appuyant sur les soviets et devant mettre fin à la guerre et au gouvernement provisoire. Le paragraphe 9 des thèses, concernant les tâches du Parti bolchevique, propose entre autres, de réfléchir *« sur l'attitude envers l'État et <u>notre</u> revendication d'un « État-commune »* <*Gosudarstvo-kommuna*> [en note :] *C'est-à-dire d'un État dont la Commune de Paris a été la préfiguration »*. Il entend également *« changer la dénomination du Parti* [en note :] *À l'appellation de « social-démocratie », il faut substituer celle de <u>Parti Communiste</u> »*. Ce changement de vocabulaire n'est pas anodin. Un témoin du premier discours du leader bolchevique, dans la nuit du 3 au 4 avril rapporte : *« je n'oublierai jamais ce discours tonnant, qui surprit et secoua, non seulement un hérétique de mon espèce, mais les fidèles eux-*

[1] FIGES & KOLONITSKI,I *Interpreting…* déjà cité, p. 129 & 131 ; Pierre PASCAL, *Mon journal de Russie — T. 1 : 1916-1918,* L'Age d'Homme, Lausanne, 1975 ; p. 115.

mêmes. (…) L'esprit de la destruction universelle s'était précipité dans la salle »[1]. La *commune* était un des coups de tonnerre annonçant la tempête à venir.

Lénine développe plus tard sa conception des communes et du contenu du communisme, dans *L'État et la révolution*[2] (rédigé en août-septembre 1917). Le terme de *commune* apparaît au chapitre III, consacré à *« l'expérience de la Commune de Paris »* (p. 314-330). Pour le leader bolchevique, celle-ci se résume à la *« démolition de la machine d'État »* (p. 318) et à la *« suppression du parlementarisme »* (p. 322). Lénine se penche ensuite sur *« L'organisation de l'unité de la nation »* afin de prouver que le soutien de Marx à la Commune de Paris n'est pas assimilable au fédéralisme de Proudhon.

> *« Mais si le prolétariat et la paysannerie pauvre prennent en main le pouvoir d'État, s'organisent en toute liberté en communes, et* <u>*unissent*</u> *l'action de toutes les communes pour frapper le capital (…), pour remettre à toute la nation, à toute la société, la propriété privée des chemins de fer, des fabriques, de la terre, etc., ne sera-ce pas du centralisme ? [Un] centralisme librement consenti, une libre union des communes en nation, une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de détruire la domination bourgeoise et la machine d'État bourgeoise » (p. 328).*

S'il ne s'éloigne pas du texte de Marx[3], Lénine se rapproche beaucoup de la conception jéliabovienne d'un État *« basé sur l'union contractuelle de toutes les communautés »*.

Les communes ainsi définies comme des institutions populaires locales se substituant à l'Etat central pourraient se réduire à de simples municipalités, comme dans le programme des S-R. Dans sa fuite en avant contre la vulgate social-démocrate, Lénine évite pourtant cet écueil. Il s'abrite derrière l'autorité d'Engels.

---

[1] Vladimir LÉNINE, « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution » (4-7/04/1917), dans les *Œuvres Choisies en 3 volumes* [OC] — *Tome 2,* Éditions du Progrès, Moscou, 1968 ; p. 37-38. Nicolas N. SOUKHANOV, *La Révolution russe — 1917,* [1922] Cercle du Nouveau Livre d'Histoire, Paris, 1966 ; p. 165-166.

[2] Dans LÉNINE, *OC, T.2,* p. 285-382 (collationné avec le texte russe — *PSS,* T. 33, p. 1-120). Les pages indiquées entre parenthèses sont celles des *Œuvres Choisies* en français.

[3] Voir Karl MARX, *La guerre civile en France,* [1871] Éditions en Langues Etrangères, Beijing, 1980 ; p. 75-76.

> *« (…) Le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot <u>État</u> le mot « communauté » <obŝina> (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français « commune » <kommuna> (p. 321-322 de l'original allemand). »*

Lénine commente :

> *« Il ne faut pas perdre de vue que cette lettre a trait au programme du Parti, critiqué par Marx dans une lettre écrite quelques semaines seulement après celle-ci (la lettre de Marx est du 5 mai 1875), et qu'à l'époque Engels vivait à Londres avec Marx. Aussi, en disant « nous » dans la dernière phrase, c'est sans aucun doute en son nom propre et au nom de Marx qu'Engels propose au chef du parti ouvrier allemand de <u>supprimer dans le programme</u> le mot « État » et de le remplacer par le mot « <u>communauté</u> ».*
>
> *Comme on les entendrait hurler à l' « anarchisme », les chefs du « marxisme » moderne accommodé au goût des opportunistes, si on leur proposait un semblable amendement au programme !*
>
> *Qu'ils hurlent. La bourgeoisie les en louera.*
>
> *Quant à nous, nous poursuivrons notre œuvre. En révisant le programme de notre Parti, nous devrons absolument tenir compte du conseil d'Engels et de Marx, pour être plus près de la vérité, pour rétablir le marxisme en l'expurgeant de toute déformation, pour mieux orienter la classe ouvrière dans sa lutte libératrice. Il est certain que le conseil d'Engels et de Marx ne trouvera pas d'adversaires parmi les bolcheviks. Il n'y aura de difficulté, croyons-nous, que pour le terme à employer. En allemand, il existe deux mots signifiant « communauté », et Engels a choisi celui qui désigne <u>non pas</u> une communauté à part, mais un ensemble, un système de communautés. Ce mot n'existe pas en russe, et il faudra peut-être choisir le mot français « commune » bien que cela présente aussi des inconvénients. »* (p. 337-338).

Ce long extrait, dans lequel les traces polémiques de *« l'esprit de destruction universelle »* ont été volontairement laissées, témoigne d'un triple mouvement. D'abord, la disparition de l'État en tant qu'appareil séparé de la société est opposée comme objectif à l'esprit de compromis de la social-démocratie. Ensuite, la nouvelle

organisation sociale, non-scindée, est appelée communauté : le radicalisme politique (fin de l'État) suscite le radicalisme social (communauté de vie) et se fond avec lui. Enfin, le terme russe évident pour communauté (*obchtchina*) est rejeté, car il ne traduirait pas le *« système de communautés »* envisagé par Engels. Sans doute rappellerait-il également la communauté rurale chère aux populistes et si longtemps combattue par Lénine. Le mot « commune », évoquant déjà la révolution de 1871, est donc légitimé une deuxième fois et devient synonyme de *soviets*[1].

La suite du livre cherche à montrer les voies du développement vers une société sans classes et sans État. Avant de qualifier ce stade de « communisme » (p. 352), Lénine revient sur le nécessaire changement de nom des bolcheviks en *Parti Communiste* (p. 350-351). C'est emblématique d'une pensée qui élabore des schémas théoriques pour répondre aux nécessités du moment. Le concept de *commune* n'en sort pas clarifié, mais il acquiert une autorité indiscutable. Au-delà de ces contingences, la famille de mots est reconstituée — commune, communiste, communisme : *kommouna, kommounistitcheskaïa, kommounizm* — soudée par le sens et les assonances. C'est en même temps un nouveau mouvement politique qui naît.

Certes, de nombreuses citations de Marx et Engels entendent montrer la continuité du communisme des deux théoriciens allemands aux révolutionnaires russes. Les projets de programme social-démocrate écrits par Plekhanov dans les années 1880 témoignent en ce sens, en évoquant la *« destruction de l'État en tant qu'organisme politique opposé à la société »* (1884) et une *« révolution communiste »* (1887). La connotation des mots avait malgré tout changé. En préfaçant une réédition du *Manifeste* en 1888, Engels devait justifier de l'avoir appelé *communiste* plutôt que *socialiste* quarante ans plus tôt. « Communiste » évoquait déjà l'anarchisme alors que le marxisme renvoyait au « socialisme ». Lénine en est conscient. Quand il énumère

[1] *« La Commune, c'est-à-dire les soviets des députés ouvriers et paysans… »* in Vladimir LÉNINE, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution » (10/04/1917), in *OC, T.2* ; p. 55.

« les arguments contre » le nouveau nom, le premier risque est, d'après lui, qu' « *on (…) confondra [les bolcheviks] avec les communistes anarchistes »*. Il répond à cette objection : » *Pourquoi ne craignons-nous pas* [alors] *d'être confondus avec les socialistes nationaux, les socialistes libéraux ou les radicaux-socialistes (…) ? »*. Or il est des impératifs supérieurs : *« Nous voulons refaire le monde. Nous voulons mettre fin à la guerre impérialiste mondiale »*[1]. On comprend le recours au vocabulaire anarchisant : c'est un gage de radicalisme à opposer à la compromission sociale-démocrate. Lénine a, selon sa propre expression, *« tordu le bâton dans l'autre sens »*. Par là-même, il marginalise ses seuls concurrents sur la gauche, les adeptes du drapeau noir, en s'appropriant leurs références[2].

Il ne s'agit pas d'un simple opportunisme langagier car après Octobre 1917, la refonte du langage et la refonte du monde vont plus que jamais de pair. Le Parti bolchevique devient *communiste* en mars 1918. L'usage du mot « commune » se renforce dans le même temps. Sans en proposer un panorama exhaustif ou critique, on peut en illustrer la propagation. Dans l'État-commune réalisé, la commune devient une circonscription administrative. La terminologie est avérée dans la capitale du Nord : la ville devient la *Commune laborieuse de Petrograd*, membre, avec la *Commune laborieuse de Carélie* et d'autres, de l'*Union des communes de la région nord* et son journal s'appelle *La Commune du Nord*[3]. Plus prosaïquement, et avec un glissement de sens, les services municipaux (communaux) claironnent leur titre de *kommouna*. Distribuant les vivres au pire de la famine, ils occupent une place centrale dans la vie

[1] [*Préface à l'*] *Édition anglaise (1888),* dans MARX, *Œuvres,* Gallimard « La Pléiade », T. 1, p. 1487. LÉNINE, *OC, T.2*, p. 70.

[2] Il semble que certains anarchistes ont demandé des comptes à Lénine sur ce thème. « *La fédération anarchiste de Petrograd demanda alors* [au moment du changement de nom du Parti bolchevique] *à Lénine d'expliquer ce qu'il entendait par communisme et de quelle manière il pensait l'appliquer »* (*Les Temps nouveaux*, cités sans précision de lieu ou de date par Régis GAYRAUD, *La grande Mêlée des utopies : la Russie libertaire 1905-1921,* Nautilus, Paris, 2000 ; p. 52).

[3] Respectivement *Petrogradskaâ Trudovaâ Kommuna, Karel'skaâ Trudovaâ Kommuna, Soûz Kommun Severnoj Oblasti, Severnaâ Kommuna* cités dans l'index des matières de E.I. MAKAROV (et alii), *Piterskie rabočie i « diktatura proletariata » (okt. 1917-1929) : ekonomičeskie konflikty i političeskij protest - sbornik dokumentov,* Russko-Baltijskij informacionnyj centr BLIC, SPb, 2000, p. 430, 436, 438.

des citadins[1]. Le mot signifie de surcroît la tentative révolutionnaire elle-même. *L'Art de la Commune* (*Iskousstvo kommouny,* titre d'une revue)[2] c'est l'art de la Russie rouge. Celle-ci n'est à son tour qu'une partie de la *Commune mondiale* évoquée par une affiche[3]. Et la référence historique perdure car *« les morts de la Commune de Paris sont ressuscités sous le drapeau rouge des soviets »*[4], comme le rappelle une autre affiche. La *communarde* (*kommounarka*), enfin, désigne le couvre-chef des soldats rouges, bonnet pointu que l'on appelle pas encore *boudionnovka*[5].

À ce stade, malgré la prolifération du mot *commune,* rien ne suggère encore des collectifs de travail et de vie sous ce nom. En février 1918, dans une brochure sur *Le programme agraire des social-démocrates russes,* le bolchevik Mechtcheriakov ne parle que de la nationalisation du sol et n'envisage pas d'exploitations collectives[6]. Dans le peuple, le pas aurait été franchi plus rapidement. Les quelques ouvrages historiques traitant des communes, tout en constatant la quasi-absence de sources directes, s'accordent à situer les premières créations dans les 3 ou 4 mois suivant la révolution bolchevique[7]. D'autres sources attestent d'une forte inclination collectiviste dès avant Octobre. L'écrivain Victor Chklovski, qui servait comme officier dans un régiment d'Ukrainiens, rapporte qu'en juin 1917 ses soldats

> *« s'empressèrent de me déclarer que leurs préférences allaient à la commun[auté] <za obŝinu>. Je ne saurais dire ce qu'ils entendaient par-*

[1] Sur Moscou, voir le chapitre « Dans la Moskkommune », dans BERKMAN, ouv. cit., p. 66. La *Petrokommuna* de Petrograd est décrite par l'historienne Mary McAULEY, « Bread without the bourgeoisie », in *Party, State and Society in the Russian Civil War: explorations in social history* (edited by KOENKER D., ROSENBERG W. & SUNY R.), Indiana UP, Bloomington, 1989 ; p. 160-163.

[2] Titre du journal de la section des arts figuratifs du Commissariat du peuple à l'Éducation populaire paraissant depuis 1918. Voir Mikhaïl GUERMAN, *La flamme d'Octobre — Art et révolution,* Le Cercle d'Art / izd. Avrora, Paris - Léningrad, 1977 ; p. 24.

[3] « *La création prolétarienne est la garantie de la commune mondiale* », légende d'un panneau décoratif (Â.M. GUMINER, Petrograd, avant 1921) reproduit dans Lynn MALLY, *Culture of the Future...,* fig. 9.

[4] Affiche de V. KOZLINSKI (Rosta de Petrograd, 1921), reproduite dans M. GUERMAN, Ouv. cité, fig. 13.

[5] Vmitrij FURMANOV, *Čapaev* [1923], Sovremennik, M, 1986 ; p. 8-9.

[6] Vl. MEŜERÂKOV, *Agrarnaâ programma russkix social-demokratov (1883-1917),* Gos. Tip., Petrograd, 1918 ; p. 59. Un an plus tard, il est commissaire du peuple à la Terre en Ukraine.

[7] WESSON, p. 103-104. V.V. GRIŠAEV, *Sel'sko-xozâjstvennye kommuny Sovetskoj Rossii 1917-1929,* Mysl', M, 1976 ; p. 10-15. Article « Kommuna » dans S.S. XROMOV i dr., *Graždanskaâ voina i voennaâ intervenciâ v SSSR – Enciklopedia,* Soveckaâ Enciklopediâ, M, 1983. STITES, *Revolutionnary Dreams,* p. 207-208. En Ukraine, on aurait compté 14 communes au début 1918, dont 2 dans la province de Kharkov d'après I.V. XMEL', *Agrarnye preobrazovaniâ na Ukraine 1917-1920 gg.,* Naukova Dumka, K, 1990 ; p. 78-82. Il faut rester méfiant car ce dernier auteur fait des erreurs grossières de lecture. Par exemple, il déplace la *Commune de Paris* de Brigadirovka de 120 km en la situant dans le district de Voltchansk et il la rajeunit d'un an (1918 au lieu de 1919)...

là, peut-être seulement des pâturages communs »[1].

Plus précis, le roman de Boris Pasternak, *Le docteur Jivago*, met en scène dans la région des terres noires *« une république autonome proclamée par Blajéiko, minotier du cru (...) en juin [1917] à Zybouchino »*.

> *« Elle ne reconnaissait pas le gouvernement provisoire et se sépara du reste de la Russie. Blajéiko, qui était membre d'une secte persécutée et avait, dans sa jeunesse, correspondu avec Tolstoï proclama (...) les statuts d'une Jérusalem nouvelle, la communauté <obŝnost'> du travail et de la propriété et baptisa Apôtres les responsables de l'administration cantonale »*[2].

Il s'agit certes d'une fiction romanesque écrite bien plus tard, dans les années 1940-1950, mais des témoignages plus directs corroborent Pasternak sur ces aspirations radicales, même s'ils ne confirment pas leur caractère évangélique. L'anarchiste Nestor Makhno et l'un de ses compagnons affirment que les premières communes à Gouliaï-Polé, sa région d'origine, auraient vu le jour au printemps ou à l'automne 1917[3]. Pour la période immédiatement postérieure, les paroles de soldats recueillies par l'infirmière Sofia Fedortchenko[4] sont un autre indicateur de l'opinion populaire, reconnu tant par ses contemporains que par les linguistes d'aujourd'hui. Au début de la guerre civile, elle note deux façons d'envisager l'avenir des campagnes. D'une part l'approche individualiste exige d' *« arrêter tous les travaux pendant un an et [de] <u>partager</u> la terre de façon juste »* [je souligne]. De l'autre, l'esprit collectiviste entend *« faire le travail ensemble, entreposer la récolte dans un seul endroit, mettre*

---

[1] Victor CHKLOVSKI, *Voyage sentimental,* Le Sagittaire, Paris, 1926 ; p. 60 (édition russe : Novosti, M, 1990 ; p. 55).

[2] Boris PASTERNAK, *Le docteur Jivago,* Gallimard « nrf », Paris, 1958 ; p. 165-166 (texte russe : *Sobranie sočinenij v 5 tomax, T. 3 : Doktor Živago*, Xudožestvennaâ Literatura, M, 1990 ; p. 132-133). Sur l'élaboration du roman, voir Michel AUCOUTURIER, « Boris Pasternak », dans l'*Encyclopaedia Universalis*.

[3] Nestor MAXNO, *Russkaâ revolûciâ na Ukraine (ot marta 1917 g. po aprel' 1918 god), Kniga 1,* Biblioteka Maxnovcev / Federaciâ anarxo-kommunističeskix grupp Severnoj Ameriki i Kanady, Paris, 1929 ; p. 172-173. Petr ARŠINOV, *Istoriâ Maxnovskogo dviženiâ* [1923], Dikoe Pole, Zaporož'e, 1995 ; p. 52.

[4] Sof'â FEDORČENKO, *Narod na vojne* [1917-1927], Sovetskij Pissatel', M, 1990. Sur la réception de ce dernier ouvrage par les contemporains (Blok, Gorki, Bedny, Aseev), voir l'avant-propos de N.A. TRIFONOV à l'édition citée, p. 5, 7, 15. Pour une critique linguistique, on peut lire O.S. PORŠNEVA & S.V. PORŠNEV, « K voprosu ob attribucii tekstov zapisej soldatskix razgovorov S.Z. Fedorčenko », <u>Bûlleten' associacii « Istoriâ i komp'ûter »,</u> n°29 (06/2002), p. 189-207. Au terme d'une étude lexicale, ils concluent que ce livre se « *rapproch[e] du genre de « l'histoire orale », cré[ant] une source unique par son potentiel informatif* » (p. 202).

l'argent dans une caisse commune [,] distribuer la nourriture selon les besoins »[1].

1.1.6 L'ÉTAT-COMMUNE ET LES COMMUNES

Ce clivage de l'opinion paysanne est peut-être une des causes de la prudence des dirigeants bolcheviques. Leur intérêt pour les communes rurales ne s'est manifesté que très timidement, à partir du printemps 1918, en réponse à la crise de l'approvisionnement. Parallèlement à la politique de réquisition de blé, ils cherchent à encourager une production agricole « soviétique »[2] et commencent à octroyer quelques aides financières aux communes. Puis les choses s'accélèrent à l'été. Un premier modèle de statuts, élaboré sur la base des premières expériences, est publié par le Commissariat du peuple à la Terre le 21 juin. Les mémoires de Makhno apportent un élément intéressant sur cette période charnière. Il raconte son entrevue avec Lénine le 25 juin 1918.

> *« Lénine (…) ajouta : « Oui, oui, les anarchistes sont forts pour penser à l'avenir ; dans le présent, ils sont suspendus en l'air, et ils sont pitoyables uniquement parce que, vu leur fanatisme creux, ils n'ont en réalité aucun lien avec cet avenir… » (…)*
> *Je répondis à Lénine et à Sverdlov (…) : « (…) votre affirmation que les anarchistes ne comprennent pas le « présent » et n'ont pas en réalité de lien avec lui, etc., est fondamentalement fausse. Les anarchistes-communistes en Ukraine (…) ont déjà donné beaucoup de preuves de leur lien total avec le présent (…) dans leur lutte contre la Rada*[3] *(…). Vos bolcheviks sont quasiment absents de nos villages, et là où ils existent, leur influence est tout à fait misérable. Presque toutes les communes paysannes* <krest'ânskie kommuny> *et les artels paysans en Ukraine ont été fondés par les anarchistes-communistes (…) »*[4]*. »*

[1] FEDORČENKO, *Narod na vojne,* déjà cité, p. 324-325

[2] Alessandro STANZIANI, *L'économie en révolution : le cas russe, 1870-1930,* Albin Michel « L'évolution de l'humanité », Paris, 1998 ; p. 212-218, 232-234.

[3] *Central'na Rada (Conseil Central) :* Assemblée nationale ukrainienne autoproclamée en avril 1917, dirigée par les forces nationalistes démocratiques, âme de la République Populaire d'Ukraine (*UNR*) proclamée en novembre 1917, au pouvoir jusqu'au coup d'État de l'hetman Skoropadsky en avril 1918.

[4] Nestor MAXNO, *Pod udarami kontr-revolûcii (aprel'-iûn' 1918 g.) (pod red., s predis. i primeč. tov. VOLINA) — T. 3,* Izd. Komiteta N. MAXNO, Paris, 1936 ; p. 132. Nous avons repris la traduction française proposée dans les Cahiers du mouvement ouvrier, n°18 (septembre-octobre 2002), p. 46. La crédibilité de ce témoignage est discutée et défendue par Jean-Jacques MARIE, dans le numéro suivant de la même revue (Cahiers…, n°19 – décembre 2002/janvier 2003, « Pour répondre à quelques objections »…, p. 63-64).

Makhno se prévaut des communes comme d'un brevet de réalisme et de radicalité devant être entendu par Lénine. Dans la suite du dialogue, ce dernier ne profite pourtant pas de l'opportunité. Au début de l'été 1918, l'idée de commune est dans l'air, sans avoir encore été exactement formalisée. Cette lacune est vite comblée. Le 2 juillet, le Conseil de Commissaires du Peuple débloque une aide spéciale de 10 millions de roubles pour les communes[1]. Fin juillet et début août, le Commissariat du Peuple à la Terre édite une instruction sur le sujet puis une nouvelle version des statuts-modèle[2].

L'adoption de la commune agricole par les bolcheviks ne s'est pas faite tout à fait sans réserves. On le sent dans une des premières brochures sur *L'organisation d'exploitations communistes dans l'agriculture,* signée Jigour et éditée par le Comité exécutif central panrusse des Soviets <*VCIK*> à Moscou, dès août 1918, quand l'aide de l'État soviétique à la création de communes s'accentue[3]. Pour l'auteur, le collectivisme agraire peut prendre deux formes, la commune ou la ferme d'État (*sovkhoze*, c'est-à-dire « exploitation soviétique »). Il préfère la seconde car *« les communes actuellement sont des groupes de travailleurs qui s'efforcent d'utiliser les avantages de la grande exploitation dans leur intérêt de groupe et d'individus »* (p. 15).

Or, *« malgré les paragraphes pompeux de leurs statuts qui affirment que les surplus de produits doivent être remis [à l'État] selon un prix fixe »* (p. 16), les communes seraient tentées de spéculer sur la pénurie de nourriture. Le pouvoir devrait recourir à des réquisitions par la force aussi bien dans les communes que dans les villages où règne la propriété individuelle. Derrière cet argument socio-économique, se cache une méfiance politique. Les communes, *« à moitié anarchistes », n'ont « presque*

---

[1] À titre de comparaison, les dotations financières des 518 grandes entreprises récemment nationalisées représentaient 759 millions de roubles en juin 1918 (voir l'historique de la Banque de Russie sur http://www.cbr.ru/today/history/narbank.asp). Les traitements des fonctionnaires s'échelonnaient au mois de juillet de 350 roubles pour les plus bas échelons, à 1200 pour un « spécialiste ». Un commissaire du peuple touchait 800 roubles (voir Edvard KARR [Edward CARR], *Istoriâ sovetskoj Rossii,* Progress, M, 1990 ; t. 2, p, 493-494). Ces données sont toutefois à relativiser en raison d'une inflation mensuelle de 30 % (voir SOKOLOFF, *La puissance pauvre,* p. 291).

[2] V.V. GRIŠAEV, Ouv. cité, p. 32, 47, 49, 53.

[3] Â. ŽIGUR, *Organizaciâ kommunističeskix xozâjstv v zemledelii,* Izd. Vserossijskago Central'nago Ispolnitel'nago Komiteta Sovetov R.,S. i K. deputatov, M, 1918. L'ambition pratique de la brochure est soulignée par l'adjonction en annexe de tous les textes juridiques sur la question

rien en commun avec le communisme marxiste » (p. 16). Il semble que Jigour continue d'associer les communes au courant libertaire auquel le bolchevisme s'est toujours opposé. Le tournant imposé par Lénine depuis *L'État et la révolution* n'a visiblement pas été assimilé par tous[1].

Il n'empêche que les différentes acceptions de la *kommouna* s'accumulent et se concentrent dans le vocabulaire bolchevique. Le nouveau programme du PCR(b), adopté au congrès de mars 1919, présente la commune comme la nouvelle forme universelle d'organisation de la vie sociale. Pour *« libérer [les femmes] des charges matérielles d'une vie domestique surannée »* il faudra édifier des *« maisons-communes* <doma-kommuny>*, [des] réfectoires socialisés, [des] laveries centrales, [des] crèches etc.. »*. Dans les campagnes, l'État doit apporter son *« soutien aux* <u>*communes agricoles*</u> *comme unions totalement volontaires d'agriculteurs en vue d'une exploitation commune de grande envergure »*. Dans la distribution, *« le but est l'organisation de toute la population dans un réseau unique de* <u>*communes de consommation*</u>*, capables de répartir tous les produits nécessaires avec la rapidité, la planification et l'économie les plus grandes »*[2] [je souligne].

Pour comprendre comment la commune en tant que forme particulière de collectif s'est intégrée au schéma général de la nouvelle société en construction et pour expliquer comment les bolcheviks ont pu s'approprier un utopisme foncièrement étranger à leur pensée, il faut revenir à Tkatchev. Il avait introduit la *kommouna* dans le vocabulaire politique et voyait déjà en elle un élément du système global qui devait transformer la Russie de fond en comble. Voici de plus larges extraits du programme qu'il publiait en 1875 dans son journal, <u>*Nabat*</u> (<u>*Le Tocsin*</u>) :

« Ayant consolidé son pouvoir, s'appuyant sur une <u>*Assemblée Nationale*</u>

[1] L'argumentation de cette brochure semble unique au moment considéré. Nulle part, ni dans les sources ni dans les études universitaires (WESSON, GRIŠAEV, STITES - ce dernier cite pourtant la brochure de ŽIGUR, ouv. cité, p. 291 -), on ne mentionne par exemple de réquisitions armées de blé dans les communes. La préférence donnée aux sovkhozes sur les communes est relevée par WESSON (ouv. cité, p. 93-94), mais seulement au début 1919 en Russie.

[2] *Programma Rossijskoj Kommunističeskoj Partii (bol'ševikov),* in *Xrestomatiâ po istorii KPSS,* Politizdat, M, 1989 ; p. 320, 332, 333. L'idée de commune de consommation renvoie aux services communaux dont il était question plus haut.

<Narodnaâ Duma>*, et utilisant largement la propagande, l'État révolutionnaire réalisera la révolution sociale par une série de réformes — dans les domaines économique, politique et juridique des rapports sociaux —, réformes dont le caractère général doit consister en :*

1) *La transformation graduelle de l'actuelle communauté paysanne <krest'ânskaâ obŝina>, fondée sur le principe du partage temporaire privé, en communauté-commune <obŝina-kommuna> fondée sur le principe de l'utilisation commune, conjointe, des moyens de production <obŝee, sovmestnoe pol'zovanie> et sur le travail commun, conjoint;*
2) *L'expropriation graduelle des moyens de production des mains des propriétaires privés (...);*
3) *La mise en place graduelle d'institutions sociales (...) pour l'échange des produits;*
4) *L'élimination graduelle de l'inégalité physique, intellectuelle et morale (...) grâce à l'éducation intégrale obligatoire (...);*
5) *La destruction graduelle de la famille actuelle (...), de l'oppression des femmes (...);*
6) *Le développement du self-government des communautés* <obŝinnoe samoupravlenie> *dans l'affaiblissement et l'abolition graduels des fonctions centrales du pouvoir d'État »*[1].

L'essentiel du programme de Tkatchev, au-delà de la seule question des communes, converge étonnamment avec la politique et les idées des bolcheviks après Octobre. La prise du pouvoir d'État (révolution politique) précède la transformation des rapports humains (révolution sociale), la première étant la condition nécessaire de la seconde. En effet, les rapports humains ne peuvent changer que *graduellement*. Transformés à leur tour, les rapports humains nouveaux rendent l'État inutile. Ce dernier s'éteint alors.

Les *kommouny* apparaissent donc comme *des instances sociales*, subordonnées à *la politique de l'État*. Tkatchev disait que la communauté rurale contenait seulement *« le germe, la graine »* du communisme. En développant sa métaphore, disons que le rôle de l'État est de préparer le sol pour la croissance harmonieuse des rapports

[1] Petr Nikitič TKAČËV, *Nabat (programm žurnala) – 1875 –*, déjà cité.

communistes. Les communes sont donc le lieu d'expérimentation sociale par excellence, cette expérimentation n'étant possible qu'après la révolution. C'est pourquoi Tkatchev ne suivait pas Tchernychevski sur la mise en place d'une *« compagnie »* à la fois lieu de production et lieu de vie au sein de la société bourgeoise. Pour la même raison, Tkatchev accorde peu d'intérêt aux utopies en tant que telles[1].

La convergence le programme de *Nabat* et celui des bolcheviks n'est pas fortuite. Lénine connaissait l'œuvre de Tkatchev. Bien que, dans *Nos différends,* Plekhanov l'eût critiqué sur le plan économique et social, Lénine le prenait néanmoins comme exemple d'une méthode de prise de pouvoir qui, usant de la terreur, *« ne manquait pas de grandeur »*. Confronté à la réalité de la prise de pouvoir, Lénine pouvait se retrouver dans un Tkatchev qualifié couramment de « jacobin » et de « blanquiste ». Lui-même s'était vu attribuer ces épithètes dès 1903. Chez Lénine, comme chez l'éditeur du *Nabat*, le dirigisme et le radicalisme les plus extrêmes se marient et fondent l'accusation de privilégier l'instrument à construire (Parti, État) par rapport à la tâche à accomplir (nouvelles relations sociales, *communes*). Depuis l'aube du siècle, le fondateur du bolchevisme était en effet convaincu de la nécessité de *« l'intervention du politique »,* de *« l'action des socialistes (...) pour suppléer aux carences* [sociales] *de la spontanéité historique russe »*[2], comme le souligne Claudio-Sergio Ingerflom.

Au début de 1919 donc, les bolcheviks ont le quasi-monopole de la rhétorique communarde. Chez les populistes, on a vu disparaître la foi en une révolution *sociale.* Les anarchistes ont également perdu beaucoup d'intérêt pour ces communes qu'ils avaient inventées. On peut en juger par les résolutions adoptées au Premier Congrès des Organisations Anarchistes Ukrainiennes qui se tient du 2 au 7 avril 1919, à Elisavetgrad (aujourd'hui Kirovograd), sur fond d'insurrection makhnoviste dans tout

[1] A.I. VOLODINA, ouv. cité, p. 384. F. VENTURI, ouv. cité, p. 682 (sur Thomas More), 702 (sur Černyševkij et l'expérimentation sociale), 721-722 (germe de communisme).

[2] LÉNINE, *Que faire ? - OC,* T. 1, p. 251. Léon TROTSKY, *Nos tâches politiques* [1904], Denoël-Gonthier « Médiations », Paris, 1970 ; p. 210 (sur « *l'accusation portée contre [Lénine] de jacobinisme et de blanquisme* » pendant le IIe congrès du POSDR). INGERFLOM, *Le citoyen impossible,* déjà cité, p. 244.

le sud du pays[1].

Les communes ne sont mentionnées qu'en toute fin de programme. Elles ne font pas partie des *« tâches immédiates du travail anarchiste »* orienté vers les soviets bolchévisés, les syndicats, les comités d'usine, les coopératives, les comités de maison et les associations culturelles. Le travail à la campagne se propose d'abord de développer la diffusion de la presse anarchiste, puis de

> *« commencer l'activité à la campagne avec un travail de propagande et d'organisation en ce qui concerne la mise sur pied d'artels paysans laborieux (de consommation et de production) sur des bases communistes, (...) l'établissement de liens étroits et directs avec les organisations ouvrières en ville pour l'échange des produits (...), qui, en résultat de l'édification conjointe, amèneront à la réalisation des communes rurale et urbaine et à l'organisation de fédérations de telles communes »*[2].

Ici, la conception fédéraliste de l'organisation s'oppose évidemment au schéma de Lénine. Pour le reste, les points communs l'emportent sur les différences. Les tâches des communes — économiques, puis sociales, et enfin politiques — sont rigoureusement les mêmes que dans le programme bolchevique. À la limite, le programme anarchiste semble plus modéré que celui des bolcheviks.

La prudence des anarchistes pourrait s'expliquer par leurs scrupules à forcer le développement des communes. En retraçant l'épopée de Makhno, Voline oppose les communes *« créées librement par un élan spontané des paysans »* de Goulaï-Polé aux *« communes artificielles, dites « exemplaires », montées très maladroitement par les autorités communistes »* et il affirme qu'en Ukraine *« les bolcheviks combattaient (...) sur le terrain plutôt militaire que révolutionnaire »*. La prise de la région de Kharkov par les troupes rouges au début 1919 en est une illustration. Néanmoins, comment ne

[1] Vu les circonstances de la guerre civile, cette assemblée est la seule expression collective, publique et libre des partisans du drapeau noir au début de 1919 dans tout l'ex-empire tsariste.

[2] [KAOU « Nabat »], *Rezolûcii pervogo s"ezda konfederacii anarxistskix organizacij Ukrainy « Nabat » (sostoâvshegosâ v g. Elisavetgrade 2-7 aprelâ 1919 g.),* Izd. KAOU « Nabat », [Elisavetgrad], 1919 ; p. 24. Passages en gras dans l'original.

pas remarquer que les communes anarchistes ne se développent elles-mêmes qu'à l'abri de l'armée makhnoviste[1] ? Personne n'échappe à la militarisation du processus révolutionnaire, pas même les anarchistes qui la dénoncent. Les *a priori* idéologiques pèsent moins lourd que la situation de guerre civile qui s'exacerbe depuis 1918. Partout, l'élément guerrier tend à déterminer le politique qui, à son tour, conditionne le social. Dans ce contexte, l'action de l'appareil bolchevique en faveur des communes est déterminante.

[1] VOLINE, *La révolution inconnue,* Les amis de Voline, Paris, 1947 ; p. 516, 542-543.

1.2 Les révolutions communardes de 1919

1.2.1 L'ACTION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE OUVRIER-PAYSAN D'UKRAINE

Ce détour par l'histoire des courants révolutionnaires entendait déterminer la position des acteurs politiques et approcher d'une définition idéologique de la commune. Apanage des plus radicaux, la commune a des contours certes fluctuants mais autour d'un noyau significatif dense. Les inflexions de sens ont l'avantage de montrer l'ensemble des idées qui circulaient ou avaient circulé dans la société. En particulier, se forme une image précise du bagage socio-politique des militants bolcheviques dirigeant l'Ukraine, les Rakovski, Artem, Vorochilov, Zatonski, Piatakov[1], Mechtcheriakov… Reste à déterminer l'usage qu'ils en faisaient au début 1919, c'est-à-dire à étudier la propagande et l'action développées sur le terrain.

1.2.1.1 Le choix des arguments en faveur des communes

Un dossier d'archives, préservé depuis les premiers mois de 1919, permet de s'en faire une idée précise. Ce dossier du Comité exécutif du canton d'Alexandrovka (district d'Izioum) contient des *« documents d'orientation sur l'organisation locale du pouvoir soviétique »*[2]. Il s'agit des journaux, affiches et brochures envoyés de Kharkov entre le 26 janvier et le 1er mai et adressés à l'administration de ce canton, comme probablement à celles de tous les territoires « rouges ».

On apprend d'abord quels étaient les équilibres politiques à Izioum, à l'aube de la création des communes. Le *Vestnik NKVD (Messager du Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures)* relate que le congrès des soviets du district a élu au Comité exécutif 16 communistes et 4 socialistes-révolutionnaires de gauche[3]. La collaboration

[1] Voir les portraits en annexe.

[2] DAXO, R4806/1/26, *Aleksandrovskij VolIspolKom / Otdel Upravleniâ / Direktivnye materialy ob organiacii Sovetskoj Vlasti na mestax, o volostnyx i sel'skix komitetax bednoty. Vestniki NKVD, otdel'nye brošûry o sovetskom stroitel'stve i dr. ; gazeta « Pluh i Molot » partii SRov, žurnal « Plamâ » (…) za 1917 g.* (sic) …

[3] VNKVDUSSR, n°1 (23/02/1919), p. 23 : *Položenie na mestax ;* § 11 : *Izûmskij uezd.*

des deux partis ainsi que la disproportion de leur représentation se retrouve, d'ailleurs amplifiée, dans les *« documents d'orientation »* eux-mêmes. Sur près de 300 pages, un seul journal S-R, alors que presque tous les autres matériaux sont d'inspiration communiste.

Les écrits bolcheviques concernant les communes n'ont aucune prétention théorique. Le court texte de Boukharine édité en affiche, la brochure de vulgarisation de Preobrajenski le discours de Lénine au 1er Congrès des Sections foncières, Comités de la pauvreté rurale et communes (déjà évoqués), ainsi que le tiré à part d'un *« discours prononcé au meeting paysan du 6 novembre dans la province de Tambov »* par Gourov sur *« les communes agricoles »* et celui d'un article de la revue russe *Bednota* (*Pauvreté*) : tous sont des œuvres de circonstances, visant seulement l'efficacité propagandiste. Pour mettre en perspective les arguments employés, il a semblé utile de les comparer à ceux développés dans un ouvrage plus approfondi, la brochure de Jigour[1].

Pour ce dernier, l'intérêt du collectivisme est essentiellement économique. Il montre que la baisse de la production de blé nuit à l'alimentation de la population et prive la Russie d'un moyen d'échange pour l'importation de produits manufacturés (p. 3-4), et il met en cause la faible productivité de l'agriculture russe.

> *« La propriété communautaire, avec, a contrario, l'exploitation individuelle du sol, sont parmi les facteurs principaux qui freinent le progrès de l'agriculture (...). L'augmentation rapide du rendement agricole, et, en général, l'accroissement de la production de nourriture, ne sont possibles que par le changement des formes d'exploitation, par l'organisation de grandes fermes agricoles sociales* <krupnye obŝestvennye zemledel'českie fermy> *» (p. 6).*

On retrouve ici la critique marxiste de *l'obchtchina,* liée à l'espérance d'une accélération du développement économique grâce au dépassement du capitalisme. Le collectivisme

[1] Â. ŽIGUR, ouv. cité. Le livre a été enregistré à la bibliothèque d'État de Kharkov (alors Bibliothèque Nationale d'Ukraine) en mars 1921. Les futurs dirigeants ukrainiens avaient pu en avoir connaissance alors qu'ils étaient encore en Russie.

permettrait une utilisation plus économe du sol et du travail, autorisant à son tour la mécanisation. De plus, le développement d'exploitations mixtes, pratiquant l'agriculture et l'élevage laitier, permettrait la fin de l'assolement triennal (p. 11).

Chez les propagandistes, l'objectif de rationalisation de la production n'est pas exprimé en tant que tel. Les contraintes économiques seraient surtout la conséquence de la guerre. Gourov commence son discours du 6 novembre par un vaste tableau des destructions dues à la guerre depuis 1914, et conclut :

> *« Ainsi, le monde entier se trouve face à une famine mondiale inévitable, et si l'ouvrier de Moscou ou Petrograd a faim, nous recevons en même temps de plus en plus d'informations sur les affres de la famine et la pénurie de biens de consommation que subissent les ouvriers d'Allemagne, d'Autriche, de France et d'Angleterre »*[1].

Lénine établit le même lien entre les problèmes locaux et mondiaux :

> *« Le pays a enduré une ruine et une désorganisation inouïes ; et nous voyons cette désorganisation se répandre dans le monde entier ; nous voyons le fruit de siècles de réalisations culturelles, scientifiques et technologiques des hommes réduit à néant par les quatre années de cette guerre de rapine, destructrice et criminelle ; nous voyons non seulement la Russie, mais toute l'Europe retourner à la barbarie »*

Le visage hideux de la guerre, connu et abhorré de tous, leur fera jeter l'opprobre sur tout l'ordre ancien. Lénine affirme que

> *« non seulement la guerre a réveillé la masse des paysans, non seulement elle leur a montré quelles merveilles techniques existent maintenant et comment ces merveilles sont utilisées pour exterminer des gens, mais la guerre a également donné à penser que ces merveilles techniques pourraient d'abord être utilisées pour restructurer l'agriculture. (...) De plus, la guerre a rendu impossible le retour au mode de production ancien »*

[1] P. GUROV, *O sel'sko-xozâjstvennyx kommunax (reč', proiznesennaâ na krest'ânskom mitinge 6-go noâbrâ v Tambovskoj gubernii),* X, Izd. Ukr. Centr. Agenstva po snabženiû i rasprostraneniû proizvedenij pečati, 1919 [brochure sans pagination, insérée dans une liasse d'archives, DAXO, R4806/1/26, p. 212-218].

Bednota résume la même idée : *« Notre économie misérable a été définitivement ruinée par la guerre maudite. Pour la relever, pour faire une vie meilleure, il faut se débarrasser au plus vite des vieilles règles »*.

Les motivations sociales et morales, absentes chez Jigour, paraissent liées aux changements économiques dans les autres textes. *« La guerre nous a rapprochés de plusieurs décennies du socialisme ; c'est à notre génération qu'est dévolue la haute tâche décisive de participer à l'édification de la vie nouvelle »* (Gourov). Bednota poursuit : *« Selon les vieilles règles, l'homme était un loup pour l'homme ; fraternité et égalité, voilà ce vers quoi il faut aller maintenant »*, avant d'expliquer comment l'exploitation collective permettra d'économiser du temps et des moyens. Pour Lénine, *« il est devenu clair (…) que la seule façon d'échapper [à la misère économique et intellectuelle] est l'exploitation collective qui rapprochera la masse des paysans d'une vie civilisée et les placera à égalité avec les autres citoyens »*. Sur cette base doivent s'entendre les arguments de rationalisation. *« Camarades, si vous nous présentez ces demandes [de matériel], alors nous vous répondrons que nous n'avons pas les moyens de donner à chaque paysan pauvre un cheval et une charrue, de lui fournir une vache et de bonnes semences »* (Gourov). Par contre l'aide aux pauvres regroupés en communes est envisageable.

Du reste, la mise en commun de leurs moyens serait déjà un progrès. Bednota rappelle la surcharge de travail au moment des moissons en montrant que l'exiguïté des parcelles empêche toute mécanisation. C'est pourquoi il faut aussi éviter le partage des grandes propriétés récemment confisquées. D'ailleurs, s'étonne Boukharine, qui aurait l'idée de partager les machines d'une usine prise au capitaliste ? Il est une autre raison d'éviter le partage des terres. *« S'il n'y a pas de travail de la terre en commun, en camaraderie, alors, (…) peu à peu, chacun s'habituera à regarder la terre comme sa propriété privée. Et aucune loi d'en haut n'y pourra rien »,* dit Boukharine. Derrière le partage, il discerne le risque d'une polarisation accrue du village entre riches et

pauvres.

La soif d'égalité est en effet le ressort fondamental sur lequel la propagande entend jouer. Gourov développe ce thème dans une intéressante comparaison. La commune risque-t-elle d'être déchirée par les dissensions internes comme une grande famille ?

> *« D'abord, camarades, j'affirme qu'il existe une énorme différence entre une grande famille et une commune. Dans une famille, il y a un chef de famille, il y a un aîné et un cadet, des chouchous et des mal-aimés. Dans une grande famille, il y a des gendres, des brus, des belles-sœurs, des beaux-frères etc.... Et toutes ces dénominations distinguent les membres de la famille les uns des autres et chacun a des droits et privilèges particuliers.*
> *Dans la famille, camarades, il y a une carence énorme : dans la famille, point d'égalité.*
> *On n'a jamais vu de belle-mère se soumettre à sa bru ou la considérer en égale ; et il n'existe pas de famille ou le fils cadet a les même droits que le père.*
> *Dans la famille, camarades, règnent le joug des plus vieux, le joug des belles-filles riches et l'asservissement des pauvres.*
> *(...) Toute la vie de la commune est bâtie sur le principe de l'égalité. Ici, il n'y a ni riches, ni pauvres (...), ni tien, ni mien, — tout est nôtre, commun et fraternel, et nous travaillons tous, vivant chacun pour tous et tous pour chacun. »*

Le choix de comparer commune et famille n'est pas une invention rhétorique de l'auteur. Dans leur processus de politisation, les paysans et les ouvriers avaient pris l'habitude de se présenter collectivement comme *« une famille de travailleurs »* ou *« une famille unie pour la défense* [de leurs] *intérêts »*[1]. En opposant famille et commune, Gourov prend le contre-pied des clichés du langage révolutionnaire. En outre, il défend l'idée d'une transformation des rapports sociaux au sein des classes

[1] La première occurrence est donnée pour 1917 par FIGES & KOLONITSKII, ouv. cité, p. 109. Nous avons relevé la seconde pour 1920 dans DAXO, P1/1/318, p. 177, et l'avons citée dans l'article suivant : Eric AUNOBLE, « Les ouvriers et le pouvoir à Kharkov de 1920 à 1933, à travers les archives régionales », Cahiers du Mouvement Ouvrier, (n°13, avril 2001), p. 44.

pauvres. Les auditeurs savent que derrière les *« dénominations »* et les *« privilèges »* des uns ou des autres se cachent des rapports de force crus : le viol des belles filles, le salariat imposé aux cadets[1]. L'idée est radicale et son exigence va bien au-delà d'une simple dépossession des riches.

Pour autant, la commune proposée en échange de la famille ne se veut pas le lieu d'une égalité abstraite qui réduirait le lien social. Au contraire, l'abolition de la domination, allant de pair avec celle de l'exploitation, permet de nouveaux rapports, aussi forts mais libres, où tout est *« commun et fraternel »*. Surtout il faut se rendre compte de l'actualité du propos de Gourov. Les complexes relations de domination qui organisent la famille patriarcale paysanne se délitent depuis quelques décennies. Après l'abolition du servage en 1861, la famille élargie a tendance à se diviser. Les plus jeunes revendiquent de fonder un foyer indépendant. Des femmes tentent d'affirmer leur liberté. Les anciens remâchent le regret d'une autorité perdue[2]. La propagande bolchevique s'appuie sur un désir d'émancipation préexistant et lui propose la commune comme expression.

1.2.1.3 Le paysan, un interlocuteur rêvé ?

L'acuité du discours bolchevique est pourtant facile à mettre en question. Les documents cités jusqu'à présent sont tous en russe alors que les paysans de la province de Kharkov parlent le *sourjik,* un dialecte fortement ukrainisé. De plus, la critique de la famille élargie, peut-être pertinente à Tambov où Gourov prononce son discours, tend à devenir inepte en Ukraine. En effet, plus on va vers l'ouest, plus la famille est réduite

[1] Voir les différentes sujétions de la femme (dont le *snoxačestvo,* inceste du beau-père envers sa bru) dans Christine D. WOROBEC, « Victims or Actors ? Russian peasant women and patriarchy », in *Peasant economy, culture, and politics of European Russia, 1800-1921,* ed. by Esther KINGSTON-MANN and Timothy MIXTER, Princeton University Press, Princeton (N.J.), 1991 ; p. 200. Sur la réduction des cadets au rôle de prolétaires agricoles, voir MOON, ouv. cité, p. 317. *Le Don paisible* de Mikhaïl CHOLOKHOV (1928-1940 ; Presses de la Cité, coll. « Omnibus », Paris, 1991) offre une excellente mise en scène des passions familiales dans le monde rural du sud de la Russie. Quand Gurov fait allusion au « *joug des belles filles riches* » [*gnet bogatyx snox*], il reprend à son compte au contraire l'opinion des aînés selon laquelle la belle fille est un « *élément pertubateur* » qui « *prend mais ne donne rien* » (Beatrice FARNSWORTH, « The Litigious Daughter in Law: Family Relations in the Second Half of the Nineteenth Century », in *Russian Peasant Women* - ed. by Beatrice FARNSWORTH & Lynne VIOLA - Oxford UP, Oxford, 1992 ; p. 89)...

[2] Un exemple de « féminisme » paysan après 1905 est donné par Christine D. WOROBEC, article cité, in *Peasant economy...,* p. 199. Pour le déclin de l'autorité patriarcale voir MOON, ouvrage cité ; p. 176-177, 346-348.

car traditionnellement les jeunes mariés quittent le foyer paternel[1]. Il y a donc un net décalage entre le paysan attendu par le propagandiste et le paysan réel, destinataire de la propagande. Avant de faire entrer en scène ces paysans réels, il faut étudier la représentation des paysans construite au long de toutes ces affiches et brochures.

Le discours de Gourov est assurément le plus pittoresque des textes du corpus. Une longue citation montrera les références idéologiques de son attachement passionné à l'égalité :

> *« Nous travaillerons donc, et par notre travail nous avancerons le moment où les grands principes de Fraternité, d'Égalité et de Liberté se réaliseront dans la vie.*
> *Il y a près de 2000 ans, le Christ a appelé l'humanité à une vie nouvelle : sa prédication n'arrangeait pas les puissants de ce monde, qui le tuèrent en le mettant en croix. Ses apôtres et ses premiers disciples ne réussirent pas à mettre en œuvre les grandes idées proclamées par le Christ. La commune des premiers chrétiens se désagrégea malgré l'héroïsme de ceux qui étaient prêts à souffrir mille morts pour leurs idéaux.*
> *Depuis, les meilleurs représentants de l'humanité ont réfléchi sur la façon d'éliminer l'inégalité sur terre. Tout leur travail était resté vain avant que la science arrive à une conclusion ferme et inébranlable : le monde ne peut renverser le joug de l'inégalité que par une révolution violente, par un changement de régime ; on passera du régime capitaliste fondé sur l'exploitation à un nouveau régime, socialiste, dans lequel il n'y aura ni riches, ni pauvres, dans lequel la lutte de classes s'éteindra ; et l'homme utilisera toutes ses forces et toutes ses capacités à lutter contre la nature, à soumettre les forces sauvages pour les obliger à travailler pour l'homme.*
> *C'est un travail rude, mais digne de respect et pour lequel il vaut la peine de vivre. Nous construirons donc une vie nouvelle, camarades, sans nous arrêter un instant, parce que l'avenir nous appartient et parce que nous tenons le présent dans nos mains ».*

L'élan millénariste de Gourov est assez unique dans les sources. C'est le seul

[1] MOON, ouv. cité, p. 173.

exemple d'intégration des communes et de la révolution russe à une tradition utopique de pratiques (*« la commune des premiers chrétiens »*) et de théories (*« les meilleurs représentants de l'humanité… »*). Quant à l'évocation du Christ comme premier socialiste, elle appartenait d'après Richard Stites plutôt au fonds populiste. Et surtout il n'en voit plus trace après 1905-1907[1]. Gourov serait-il un incontrôlé, un original ? Pas vraiment. Il a 37 ans en 1918 et sa bibliographie présente un bolchevik qui se spécialise au cours de la révolution dans les questions agraires en faisant de l'agitation auprès des paysans. Il finira sa carrière comme professeur à l'Académie Soviétique de l'Agriculture[2].

Ordinairement les bolcheviks nient farouchement la possibilité d'une convergence entre l'idéal chrétien et l'idéal communiste. *L'ABC du communisme* — commentaire du nouveau programme du PCR(b), écrit par Boukharine et Preobrajenski —le rappelle. Le paragraphe 89 explique *« pourquoi la religion et le communisme sont incompatibles »* en théorie comme en pratique. Pour la même raison, Pierre Pascal, membre du groupe communiste français de Russie et catholique fervent est soumis à une forte pression[3]. Dès lors, on peut penser que Gourov *utilise* l'image christique parce qu'il la croit *efficace* face à une audience paysanne qui serait nécessairement encore sous l'emprise des préjugés religieux. De même Preobrajenski s'appuie dans son *Dialogue d'un communiste-bolchevik et d'un paysan* sur les expériences des communes religieuses :

> *« Tu connais les Doukhobors ? Avant tout, souviens toi que ce ne sont pas quelques illustres étrangers, mais des petits gars de chez nous, de Tambov, de Voronej et de Poltava* <naši že Tambovskie, Voronežskie i

[1] La « *commune chrétienne* » était évoquée par Mixailov qui défendait les accusés du procès des cinquante en 1877 (voir VENTURI, p. 951). Sur le Christ socialiste : STITES, ouv. cité, p. 103-104.

[2] Voir le catalogue de la Bibliothèque Nationale Russe de St Petersbourg (ouvrages russes 1725-1998), consultable sur internet : http://www.nlr.ru:8101/e-case/search_extended.php .

[3] N. BOUKHARINE et E. PREOBRAJENSKY, *ABC du communisme* (T. 2) (octobre 1919) Maspero « PCM », Paris, 1968 ; p. 78. Pierre PASCAL, « *Ce que je crois — déclaration au comité central du Parti communiste de Russie en décembre 1919 »,* dans *Mon journal de Russie,* ouv. cité (T. 2), p. 45-47. Certes, ces deux références sont postérieures d'un an au discours de GUROV, mais l'attitude anti-chrétienne des bolcheviks n'était pas nouvelle.

Poltavskie muž iki ».

Si le paysan est religieux et s'il ne peut comprendre que ce qu'il voit, c'est parce qu'il est naturellement arriéré et conservateur. À partir de ce présupposé, les agitateurs bolcheviques se voient contraints de vanter le changement, mais en gommant en grande partie son caractère révolutionnaire. Gourov assure qu'il ne veut pas bouleverser la famille patriarcale :

> *« Je répète que la commune est une union de travailleurs dans l'intérêt d'une exploitation prospère. La vie familiale privée de chaque membre de la commune continue comme avant, chacun vit dans sa famille, dans une isba ou dans un appartement d'immeuble »*

C'est en contradiction avec l'idée qu'il défend d'une *« alimentation sociale »* <*obŝestvennoe pitanie*>, c'est-à-dire d'une cuisine et d'un réfectoire uniques. La portée subversive de ces cantines socialistes serait de toute façon limitée : elles doivent économiser le travail *« de nos femmes et de nos filles »* exclusivement. C'est un gage donné au conservatisme d'un auditoire sûrement masculin. L'interlocuteur virtuel de Preobrajenski ne croit pas non plus à la socialisation des repas : il est *« difficile de pousser nos bonnes femmes autour d'une même table, même si c'est leur intérêt »*. Elles seraient tout aussi incapables de cultiver les potagers en commun. Preobrajenski désamorce ainsi tout danger de remise en cause de l'ordre patriarcal en rejetant la faute sur les femmes. Plus réactionnaire que le paysan, il y a sa femme !

Pour lever les préventions, Preobrajenski explique de plus que la mise en commun intégrale des biens n'est pas indispensable tout de suite. D'ailleurs,

> *« il y a des statuts différents. Il est des communes où le partage des revenus par travailleur est institué. Mais il y en a aussi dans lesquelles le revenu se répartit selon le capital ou les biens apportés par chaque participant ».*

Ruse dialectique contre ruse paysanne, il ajoute :

> *« À dire vrai, ce ne sont déjà plus des communes, mais des sortes de*

firmes commerciales ».

Puis il donne encore un peu de mou à la ligne…

> *« Il y a des communes où l'on a institué un partage par travailleur, mais des surplus uniquement. »*

…avant de ferrer définitivement :

> *« Mais j'ai aussi vu de mes yeux les statuts de communes qui adoptent une répartition réellement juste, une répartition selon les besoins de chacun ».*

Le problème sous-jacent est réel. La répartition selon l'apport en capital est injuste, mais la libre consommation selon les besoins est irréaliste. *« Cela se comprend : notre paysan ne peut pas se transformer tout de suite en vrai communiste »* (Preobrajenski). Quelle stratégie argumentative déployer pour forcer cette résistance ? Le partage des revenus au prorata du nombre de travailleurs paraît juste, mais *« c'est une autre affaire avec une famille fragile dans laquelle il y a un ou deux travailleurs pour sept bouches à nourrir »* (Bednota). Parallèlement, Gourov prévoit le cas d'incapacité du chef de famille – nourricier (le *kormilets*) et présente alors la commune comme une sorte d'assurance. *« Ainsi, la communauté* [*mir*] *devra peut-être consacrer deux ou trois jours de travail par an à ses futurs producteurs ainsi qu'aux anciens »* (Bednota).

Sur le fond, cela pose la question de la confiance que l'on peut accorder à l'Autre. *« Il y a quelque chose de triste : tous les paresseux craignent de travailler à la place du voisin »* (Bednota). « *Et je pense qu'il y en aura beaucoup qui s'engueuleront et qui se brouilleront. Les gens sont malsains chez nous, ils sont égoïstes <bol'noj narod u nas ne družnyj> »* (Preobrajenski). C'est en réponse que réapparaît enfin le discours de classe, bizarrement absent auparavant. Gourov rappelle que les riches considèrent toujours les pauvres comme des paresseux. Preobrajenski dit :

> *« Réponds-leur que la commune c'est une association de travailleurs,*

pas un refuge pour les paresseux. Et si Karpov ou Sidorov sont d'incurables flemmards, si c'est bien vrai, si ce n'est pas une calomnie de koulak contre les pauvres, alors personne ne vous force à les accepter dans la commune ».

Même raisonnement dans *Bednota* :

« Pas besoin de faire de cérémonies avec les paresseux, la communauté <obŝestvo> *peut toujours les expulser.* [Mais s'il s'agit de gens incapables de travailler, alors le groupe doit subvenir à leurs besoins.] *Vraiment, tout le village ne travaillait-il pas tant et plus sous la tutelle du pope ou du koulak, contre une bonbonne de vodka ?*
Quand même, mieux vaut tirer son frère du malheur que de se mettre en peine pour les greniers des koulaks ».

L'image que les bolcheviks se font des paysans ne facilite pas leur propagande. Persuadés d'être confrontés à une masse de gens arriérés, ils tentent de se mettre à leur niveau de deux façons. D'une part par des artifices d'écriture, en adoptant un style fleuri aux prétentions populaires (que la traduction a tenté de rendre). Quand bien même ces textes auraient été lus directement par un paysan, ce dernier aurait donc eu une instruction le mettant au-dessus de ce niveau de langue. De plus, quel peut être l'impact en Ukraine d'une brochure écrite dans le dialecte des campagnes de Russie centrale ?

L'argumentation tente d'autre part de convaincre des gens censément peu éclairés. Elle s'autorise une certaine démagogie, mais elle a du mal à définir ses priorités. Elle est souvent plus morale et sociale que politique ou économique, ce qui est surprenant sous des plumes bolcheviques. Alors que l'heure est à l'organisation autonome des paysans pauvres, le langage de classe est de surcroît peu présent. Sous couvert de tenir compte de préjugés réactionnaires supposés, les agitateurs sont tentés de les reprendre, concernant la religion, la famille, le rôle des femmes, l'égoïsme. Un noyau résiste tout de même aux distorsions. La volonté d'égalité peut être maladroite ou contradictoire, mais elle est farouche.

1.2.1.4 La création d'une administration

Ces documents de propagande n'ont pas pu atteindre directement les paysans. Adressés à un soviet de village, ils devaient surtout influencer la parole et l'action des employés / militants du nouvel État. Ces administrateurs auront pour tâche de donner vie aux discours, de concrétiser l'idée de commune, d'assurer le lien humain entre le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan et les ouvriers, les paysans. Pour situer le travail des fonctionnaires soviétiques dans ce contexte, il faut d'abord expliquer l'architecture et la méthode de construction de l'appareil d'État.

Le premier numéro du *Vestnik NKVD* donne une idée de l'œuvre en cours en janvier-février 1919. La longue liste des décrets du nouveau pouvoir inclut : la proclamation du gouvernement provisoire ; l'organisation d'une Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution (*Tcheka*) ; la séparation de l'Église et de l'État ; la confiscation des biens abandonnés ; l'instauration d'un dépôt légal de la presse ; l'interdiction de la production et de la vente d'alcool ; la création des Comités de la pauvreté rurale ; la liquidation des anciennes institutions (Unions de villes, *zemstvos*, comités de l'industrie militaire) ; le monopole d'État sur l'édition ; la réquisition de tous les véhicules automobiles pour l'effort de guerre ; l'avancement de l'heure légale de 1 h 25 mn ; la responsabilité des fauteurs de haine nationale devant la justice[1].

La *Déclaration du Gouvernement Provisoire* du 26 janvier 1919, éditée en affiche en ukrainien, indique les priorités du nouveau pouvoir[2]. La guerre contre les Blancs et les Nationalistes sera menée grâce à la création d'une Armée rouge ukrainienne et à l'instauration d'une mobilisation générale. *« L'émancipation des travailleurs »* sera assurée, dans l'industrie, par *« la saisie du capital et le transfert des moyens de production à l'État socialiste »*. La protection du travail, et l'assurance sociale contre la

[1] Donné dans l'ordre de publication du VNKVDUSSR, n°1 (23/02/1919), *Official'naâ čast',* p. 3 et suiv. (DAXO, R4806/1/26, p. 40 et suiv.). Pour mémoire, au sommaire du numéro 2 (8/03/1919), des décrets portent sur les droits et devoirs des étrangers, l'organisation de l'état civil, le mariage civil, le divorce, l'établissement de l'identité…

[2] DAXO, R4806/1/26, p. 13.

maladie, la vieillesse, l'invalidité et le chômage feront l'objet de lois. La nouvelle *« école unique du travail »* enseignera dans la langue choisie par la population laborieuse locale. La main-mise ouvrière et paysanne sur le nouvel État sera consacrée par le prochain congrès pan-ukrainien des soviets. Ce dernier mot est rendu par le néologisme *sovit,* afin d'éviter l'emploi de *rada,* le conseil, qui évoque également l'ancienne direction nationaliste (<*Central'na Rada*>).

Dans le domaine agricole, il est dit que :

> *« La révolution socialiste en Ukraine, comme la révolution d'octobre en Russie, est la révolution des ouvriers, et en même temps celle des paysans contre les grands propriétaires et les koulaks. La confiscation des terres des grands propriétaires, des koulaks et des monastères et leur transfert à la disposition des paysans mal lotis ou sans terres va de pair avec la nationalisation dans le domaine industriel. Les exploitations de plantation et d'élevage sont déclarées propriété de tout le peuple et sont placées sous le contrôle du Commissariat du peuple aux Affaires foncières.*
> *Afin d'augmenter la productivité du travail agricole et d'alléger la situation pénible de la paysannerie, le Gouvernement soviétique ouvrier et paysan collaborera <bude spivdiâty> à l'extension du travail associatif et social de la terre <suspil'ne hromads'ke obroblenne zemli>, en mettant à disposition les semences, les technologies et les machines agricoles pour la gestion d'exploitations associatives »* [souligné dans l'original].

Contrairement à la politique suivie lors de leur prise du pouvoir en Russie, les bolcheviks n'envisagent pas de partage des terres en Ukraine. Peut-être considèrent-ils que cette mesure n'est plus d'actualité après déjà deux ans d'émeutes et d'insurrections paysannes contre les grands propriétaires. Ce faisant, ils oublient que le régime de Skoropadski

> *« n'avait pas reconnu le status quo qui s'était établi spontanément au printemps 1918 sous l'influence [des masses paysannes]. Ayant*

proclamé le rétablissement de la propriété privée, le gouvernement [de l'hetman] avait créé les conditions morales et juridiques permettant de rendre leurs terres et leurs richesses aux grands propriétaires »[1].

Or, après avoir chassé l'Hetman, le pouvoir soviétique ne distribue sous forme de propriétés individuelles qu'un tiers des terres dont il a pris le contrôle. Le monopole étatique sur la terre doit permettre de maîtriser la production pour résoudre le problème de ravitaillement des villes affamées[2]. Les bolcheviks ukrainiens prennent ainsi le risque de décevoir rapidement le mouvement insurrectionnel paysan qui a assuré les succès de l'Armée rouge et la soviétisation de l'Ukraine en ce début de 1919.

Toujours est-il que le nouvel État devient propriétaire des terres comme des usines et il s'engage à fournir le capital nécessaire aux exploitations étatisées et collectivisées. Si les fermes capitalistes sont destinées à devenir des sovkhozes, le secteur collectivisé devra s'organiser de lui-même sur les terres directement mises à la disposition des paysans les plus pauvres. Dans un mélange de dirigisme et de spontanéisme typique des bolcheviks, l'État, devra y *collaborer* (<*spivdiâty*>, agir avec). Le rôle des agents de l'État est fondamental à deux égards : d'abord, ils détermineront les exploitations qui relèvent de la collectivisation et non de la nationalisation ; ensuite, ils contrôleront la distribution des aides aux exploitations collectives juridiquement autonomes.

Reste à constituer le corps des fonctionnaires. Or, la construction d'un appareil d'État *pendant* la guerre civile est en même temps la construction d'un appareil d'État *par* la guerre civile et *pour* la guerre civile. Comme le soviet ne pourra être élu et réuni qu'après la victoire des Rouges, la première *institution* locale sera le *Comité Militaire Révolutionnaire* (CMR) ou *Comité Révolutionnaire* (*RevKom*). Se préparant à la conquête de l'Ukraine, le second congrès du Parti Communiste (bolchevique)

[1] V.F. VERSTÛK, « Selâns'ka problema v polityci ukraïns'kyx polityčnyx syl ta urâdiv 1917-1920 rr. », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva ; narysy v 2-x tomax* [holova red. rady : V.M. LYTVYN], Nacional'na akademiâ nauk Ukraïny – Instytut istoriï Ukraïny / Naukova dumka, K, 2006 ; t. 1, p. 548-549.

[2] V.F. VERSTÛK, « Selânstvo v teoriï i polityci bil'šovyzmu », *ibidem ;* t. 1, p. 569, 571, 574. Stanislav KUL'ČYC'KYJ, *Komunizm v Ukraïni : perše desâtyriččâ (1919-1928),* Osnovy, K, 1996 ; p. 127.

d'Ukraine, tenu à Moscou du 17 au 22 octobre 1918, en a défini le fonctionnement. Tous les CMR doivent être composés par les comités du Parti et leur rester soumis dans la mesure où ils n'en sont que les *« sections militaires techniques »*. Tous leurs membres doivent être des communistes, les sans-parti n'étant tolérés que pour les tâches techniques. Enfin, *« en ce qui concerne les CMR sans-parti qui apparaîtraient à l'initiative des masses (surtout dans les villages), notre parti doit tout faire pour les subordonner à son influence »*. Il est ensuite précisé que les accords avec des S-R ou des Bundistes[1] de gauche ne peuvent être que locaux, partiels et techniques, car *« le flux des masses ouvrières et paysannes vers le communisme augmente »*[2].

Dictature bolchevique ? Il faut nuancer le tableau. Rappelons d'abord que le document cité est public et qu'il a été sciemment adressé à un soviet de village. D'autre part, il faut essayer de comprendre ce qu'entend être le Parti Communiste à cette époque. Une autre brochure dans le même dossier, intitulée *Organisez le parti*[3], justifie ainsi le contrôle du Parti sur l'appareil administratif :

> *« En prenant la direction des Soviets de ville, de district et de canton, des Commissariats et des différentes administrations, les membres du Parti pourraient maintenir dans un cadre discipliné ces couches des masses laborieuses qui, par inconscience, gênent le travail des institutions Soviétiques* [ils pourraient également tenir en lisière] *l'appareil bureaucratique, resté toujours aussi inerte »* (p. 4).

Qui seront les membres de ce parti ?

> *« Nous devons les extraire du prolétariat socialiste et de la paysannerie la plus pauvre, nous devons former et éduquer des dirigeants et des organisateurs expérimentés dans tous les domaines de l'économie de la Commune, des dirigeants et des organisateurs clairement conscients de ce qu'est le Pouvoir Soviétique, et de ses tâches de gestion de la République Socialiste » <My dolžny iz râdov socialističeskogo*

[1] Nom donné aux adhérents du Bund, le Parti socialiste juif.

[2] *Vtoroj Vseukrainskij S"ezd Kommunističeskoj Partii (bol'ševikov) Ukrainy* (brochure) dans DAXO, R4806/1/26, p. 66-69.

[3] V. IVANOV, *Organizujte partiû,* X : Izd. Xar'kovskogo IspolKoma, 1919 ; dans DAXO, R4806/1/26, p. 219-234. Publiée à Kharkov, cette brochure est clairement la réédition d'un matériel russe.

proletariata i bednejšego kresťânstva vyrabotať i vospitať opytnyx rukovoditelej i organizatorov…> (p. 4).

Ces paroles sont un impératif pour un Parti Communiste d'Ukraine de 9000 membres lancé à la conquête d'un pays de 25 millions d'habitants (la province de Kharkov seule en compte 2,5 millions)[1]. La création d'une administration du Parti et de l'État nécessite de faire appel à des personnes nouvelles. Elle crée un appel d'air dans deux milieux sociaux, les classes populaires (ouvriers et paysans qui représentent en moyenne 70 % des bolcheviks en 1918-19) et la petite intelligentsia. En deux mois d'exercice du pouvoir, l'effectif du PC Ukrainien a ainsi plus que doublé (il est monté à 23000 militants[2]). La mise en place des Comités de la pauvreté rurale dans chaque canton et chaque village doit créer également des postes pour les représentants des couches inférieures. Ces comités sont dotés de larges pouvoirs économiques (réquisition et répartition des biens) et même politiques. En l'absence de CMR ou de soviets, ils tiennent lieu d'organes d'État[3].

L'administration « non-partisane » réemploiera quant à elle l'intelligentsia locale, c'est-à-dire les anciens petits fonctionnaires des institutions tout juste liquidées (*zemstvos,* etc.). Comme dans toute la jeune République soviétique, la *« couche moyenne inférieure »* des lettrés est trop indispensable pour être écartée de la construction de l'État « ouvrier »[4]. Les modes de recrutement étaient assez lâches et les trajectoires de gens d'origines sociales très différentes pouvaient donc se croiser dans la création de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Les nouveaux militants plébéiens et les anciens fonctionnaires instruits qui s'engagent dans cette aventure se

[1] L'effectif du PC(b)U au 1er congrès de juillet 1918 est de 4300 personnes. Il s'élève à 9000 au moment du 2e congrès (octobre 1918). Voir Instytut Istoriï KPU, *Velykyj Žovten' i hromadâns'ka vijna na Ukraïni (Encyklopedyčnyj dovidnyk),* Holovna Redakciâ Ukraïns'koï Encyklopediï, K, 1987 ; p. 273. Les chiffres de la population proviennent de M.B. GUREVIČ, *Golod i sel'skoe xozâjstvo Ukrainy (Očerk),* 1aâ Gos.. Tip.. im. Petrovskogo, X, 1923 ; p. 3-4.

[2] Composition sociale du Parti à l'échelle panrusse in Daniel T. ORLOVSKY, « State building in the civil war era : the role of the lower-middle strata », in *Party, state and society…,* ouv. cité, p. 198. Effectif de mars 1919 in *Velykyj Žovten', ibidem.*

[3] Affiche sans date *Vremennoe položenie o volostnyx i sel'skix komitetov bednoty,* in DAXO, R4806/1/26, p. 21. Après leur proclamation, les sources locales ne gardent pas de trace de leur action en 1919. Nous y reviendrons.

[4] Sur le réemploi des anciens fonctionnaires dès la prise du pouvoir par les bolcheviks voir ANWEILER, *Les soviets en Russie,* déjà cité ; p. 277. Sur le rôle de la « *couche moyenne inférieure »,* nous nous appuyons sur l'article cité de Daniel T. ORLOVSKY, p. 180-203.

retrouvent côte à côte à assumer de grandes responsabilités. La guerre civile ouvre un espace aux initiatives. Paradoxalement, c'est l'absence même de démocratie et de contrôle sur l'administration qui donne une grande liberté à qui est prêt à s'en saisir.

Pour *« l'extension du travail associatif et social de la terre »* qui nous intéresse, reste à voir comment la branche foncière de l'administration soviétique se constitue. Elle ne fait pas partie des priorités données aux *« instructeurs chargés de l'organisation de l'appareil soviétique »*. Le respect du monopole d'État du blé (c'est-à-dire les réquisitions de grain), la mise sur pied des Comités de la pauvreté rurale et la mobilisation dans l'Armée rouge[1] sont beaucoup plus urgentes. Fin février seulement, le *Messager du Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures* publie un long texte *« sur l'organisation des soviets locaux et de leurs services »* qui précise les tâches des Sections foncières[2]. Elles doivent assurer :

> *« Le recensement de toutes les terres libres, la gestion du fonds de réserve foncière de la Province, la régulation du partage entre les paysans sans-terre, l'organisation de l'agriculture, le recensement et la gestion des forêts de la Province, l'organisation de l'agriculture, la création d'exploitations [d'État], de champs et de potagers expérimentaux modèles, la gestion et la défense des domaines et exploitations expérimentaux modèles, <u>l'organisation du travail de la terre sur des bases communales</u>, l'organisation de l'assistance agronomique, de cours d'instruction agricole, l'envoi d'instructeurs et d'agronomes sur le terrain. L'organisation de dépôts d'outils et de machines agricoles, la gestion de ces dépôts l'allocation de matériel et de moyens techniques aux exploitations. La direction des sovkhozes et des haras, la diffusion des connaissances, l'organisation de la statistique agricole »* (§ X.2. je souligne).

Dans la pléthore des tâches que les nouvelles Sections foncières doivent accomplir *« l'organisation du travail de la terre sur des bases communales »* semble

---

[1] *Instrukciâ instruktorskim podotdelam gubernskix otdelov upravlenij,* s.d., signée *« za Narodnogo Komissara V. Tixomirova, Zaveduûŝij Instr. otdeleniem OMUNKVD Veselovskij »* in DAXO, R4806/1/26, p. 24

[2] <u>VNKVDUSSR</u>, n°1 (23/02/1919), *Neofficial'naâ čast',* p. 12 et suiv. (l'original a été recopié avec ses redondances).

assez secondaire par rapport à *« la création »* et à *« la direction »* des sovkhozes. Les statistiques disponibles indiquent que 1,1 millions de déciatines avaient été attribués aux 1685 sovkhozes créés à cet époque en Ukraine, alors que les 511 exploitations collectives (251 communes et 260 artels) se partageaient 73 584 déciatines[1].

Pour la région de Kharkov, un règlement du 10 mars émanant de la Section foncière de la province rectifie cette impression en mettant l'accent sur les communes. Elle explique qu'

> *« il est du devoir des Sections de district aux Exploitations collectives — Bureau des Communes — de veiller à ce que les communes s'organisent conformément à la loi sur la socialisation de la terre, (...) sur des bases réellement laborieuses [. En effet, malgré] le nombre grandissant de partisans [de] l'idée d'exploitation communale (...) très souvent les communistes n'ont pas assez de connaissances concernant l'organisation des communes et l'orientation de leur activité »*[2].

1.2.1.5 L'action des hommes de la Section foncière

En fait, les Sections foncières ont été mises en place avant cette publication, à l'issue des premiers congrès de district des soviets. À Izioum, le Comité exécutif du district, élu la veille, tient une première séance le 25 janvier. Il se choisit un præsidium puis organise ses sections. Nikolaï Kirillovitch Fabris, assisté de Fedortchenko et Pogorely, prend la tête de la Section foncière. Le surlendemain, il réunit son service pour recevoir les archives et l'argent de l'ancienne Commission foncière des mains de son ci-devant secrétaire[3]. Quelques éléments permettent de juger des continuités et ruptures entre l'ancienne et la nouvelle administration. Une liste de 22 personnes, datée du 14 février, énumère tout le personnel agronomique disponible dans le district, laissant penser qu'il avait gardé son poste d'avant la soviétisation.

---

[1] « Radhospy », in Instytut Istoriï KPU, *Velykyj Žovten'*, déjà cité. HANŽA, *Perši kol.-hosp...*, déjà cité, p. 136.

[2] *Položenie o kommunax* (10/03/1919, n°22/1182). Il faut noter que ce règlement reprend l'idée de ŽIGUR, en voulant empêcher « *que les communes ne dégénèrent en entreprises capitalistes cachées* ». Dans DAXO, R4804/1/30, p. 4 et R4753/2/2, p. 4.

[3] DAXO, R1631/2/8, *Protokoly zasedanij Zemotdela Izûmskogo Uezdnogo Ispolkoma* 7/01-20/05/1919 ; p. 2-2a.

Concernant les géomètres, cette permanence est patente. Leurs dossiers de carrière sont archivés comme « pré-révolutionnaires ». En effet, la fonction a été créée en 1907 lors des réformes de Stolypine. Pourtant les pièces vont jusqu'en 1920. Ainsi I.P. Batiouk[1] réussit à intégrer la fonction dès sa création, bien que l'autorité note sa *« naissance illégitime, d'une jeune paysanne engrossée* <pokrytaâ deva> ». Les états de service s'accumulent, aux armes de l'aigle tsariste, de la république démocratique russe, ensuite de la République Populaire Ukrainienne… Quand les changements politiques s'accélèrent, Batiouk se fait régulièrement porter malade. Malgré tout, il n'oublie jamais d'envoyer un courrier aux représentants de Skoropadski, puis de Petlioura, et enfin des soviets (et ultérieurement de Denikine et à nouveau des soviets) pour rappeler son existence. Parfois, il reprend son activité pour quelque temps. C'est tout faire pour éviter d'être rayé des cadres, sans pour autant jamais s'engager.

On ne peut espérer un grand élan révolutionnaire d'un tel personnel, malgré des efforts pour le motiver. À cet effet, un *Premier Congrès des Sections foncières de Canton et des Représentants des Organisations Locales de Spécialistes* s'était tenu du 3 au 8 mars. Il s'était ouvert sur un pompeux *« salut au 3e congrès du Parti Communiste »*. Au nom des *« agriculteurs de tout le district »*, on y affirmait *« le devoir de semer jusqu'à la dernière déciatine de terre pour soutenir la République socialiste mondiale »*. Dans les tâches concrètes par contre, le plus grand flou régnait. Bien que les organisateurs eussent insisté sur la création de *« cellules communistes de village »*, c'est-à-dire de *« cellules agricoles communales »,* l'opinion de la salle est réservée : *« la population n'est pas informée de l'objectif véridique des communes »*. On résout donc de *« demander à la Section foncière du district de créer sans délai un cadre d'agitateurs spécialisés dans la création de communes »*[2].

La chose est faite le 26 mars à l'occasion d'une réorganisation générale de la

[1] DAXO, F25/14/44, *Xar'kovskaâ Gubernskaâ Čertežnâ : ličnoe delo zemlemera BATÛKA I.P.*
[2] DAXO, R1631/1/264, *Protokol 10go s"ezda Volstnyx Zemotdelov,* p. 29-30 : *Protokol… 3-8/03/1919..*

Section foncière du district en plusieurs sous-sections : d'agronomie, d'étude, d'élevage, de sylviculture, de zoologie. Une Sous-section des exploitations collectives est également instituée.

> *« La Sous-section des Exploitations Collectives devra se composer d'un Bureau des Communes, des Exploitations en Artel et en Association. La direction en est confiée à Doudka, membre du collège* [de direction de la Section foncière], *avec l'obligation de : procéder à l'enregistrement de toutes les communes ; d'apprendre le niveau de leurs besoins ; d'établir le montant de la subvention nécessaire minimale ; de connaître la quantité de terre occupée par la commune, la quantité de blé d'hiver et d'été semé, l'état des semences, le matériel nécessaire ; de faire de même concernant le travail de la terre en artel et en association ; d'inviter deux instructeurs en propagande et en implantation des exploitations communistes, et de toutes les autres formes de travail social de la terre »*[1].

Cet ordre de mission arrive *post festum*. Depuis le 10 mars, c'est-à-dire au lendemain du congrès, Fedor Petrovitch Doudka et ses deux collaborateurs, Demian Alexeïevitch Pogorely et F.St. Iourevitch avaient commencé l'enregistrement de 14 communes.

La création des communes a été possible grâce à l'attribution des terres prises aux émigrés qui avaient fui à l'arrivée des Rouges. Un des premiers décrets du nouveau pouvoir soviétique concernait la *« confiscation des biens abandonnés »*. Il ne s'agit pas de sanctionner le vol, car comme le précise une autre résolution, *« les propriétés occupées par des institutions soviétiques, mais également par des organisations ouvrières, ne peuvent être réquisitionnées qu'avec l'autorisation de la Direction des affaires du Gouvernement* [… ou] *d'un Comité exécutif des soviets »*[2]. Il fallait encadrer, canaliser, orienter les violations de propriété qui se produisaient spontanément.

[1] DAXO, R1631/2/6, *Postanovleniâ i protokoly zemotdela, lesnogo podotdela ;* p. 21 : *Žurnal kollegial'nogo zasedaniâ členov Izûmskogo zemotdela (…) 26/03/1919.*

[2] Sur la confiscation des biens abandonnés — par leurs propriétaires qui ont fuit à l'arrivée des Rouges, comme nous le verrons plus tard —, voir VNKVDUSSR, n°1, p. 3-4. Sur les les propriétés occupées : *O rekviziciâx pomešenij*, Sobranie uzakonenij i rasporâženij raboče-krest'ânskogo pravitel'stva Ukrainy, n°5 (05/02/1919), p. 58 (st. 56). Publié une première fois dans les Izvestiâ Vremennogo Raboče-Krest'ânskogo Pravitel'stva Ukrainy i Xar'kovskogo Soveta Rabočix Deputatov, le 01/02/1919.

L'organisation des soviets locaux et de leur administration permettait de mettre fin aux pillages de domaines qui s'était produit à l'occasion de la vacance du pouvoir[1].

Le même souci d'institutionnalisation sous-tend toute la procédure d'enregistrement des communes. Le 1er avril, en réponse à la commune *Rakovski* qui souhaite se faire officialiser, la Section foncière rappelle toutes les pièces nécessaires à produire[2] :

- Une déclaration de l'intention de former une commune signée par les délégués mandatés et contresignée par le soviet du village.
- La liste des familles indiquant l'âge, l'activité et le lieu d'habitation des membres. Cette liste en quatre exemplaires sera également contresignée par le soviet du village.
- Les statuts de la commune en quatre exemplaires, signés par ses membres.

La contre-signature du soviet local est une première assurance contre les occupations arbitraires. Le dossier est ensuite instruit par la Section foncière qui donne son avis. Quand il est favorable, deux des trois membres du Bureau des Communes vont sur place. En compagnie des délégués de la commune ils font un état des lieux du domaine confisqué et établissent ainsi un *Procès-verbal de la commission de réception et de transfert*[3].

Les documents gardent la trace de 19 déplacements des fonctionnaires, entre la mi-mars et la mi-mai. Vu la ruine économique et la proximité de la guerre, les voyages dans le district ne doivent pas être faciles. C'est pourquoi le délai entre la constitution du dossier et la visite du bureau des communes peut atteindre un mois et demi. Cependant les communes vivent quand même, bénéficiant de la confiance *a priori* de l'administration. Ainsi la *2e Commune de Paris* est une des premières à se manifester

[1] À ce sujet, lire la correspondance sur le premier congrès des soviets du district d'Izioum dans VNKVDUSSR, n°1 (23/02/1919), p. 23, déjà cité.

[2] DAXO, R1631/2/280, p. 1

[3] Concernant la *2e Commune de Paris,* voir R1631/2/276, p. 4.

dès le 10 mars. Or elle ne voit se tenir la *Commission de réception et de transfert* que le 9 mai. Dès avant, elle rendait régulièrement compte de son action à la Section foncière. Le lien humain direct, même tardif, a son importance : le bureau des communes a une grande responsabilité. Il reçoit toute la correspondance des communes et tranche des questions vitales, à commencer bien souvent par la nourriture des communards.

Malgré la lourdeur du travail administratif occasionné et les allers-retours entre le chef-lieu de district et les communes, on ne constate pas de tendance à la décentralisation. Une seule commune reçoit son domaine des mains d'une commission cantonale, mais après autorisation écrite du district[1]. En cela les fonctionnaires suivent le *Règlement sur l'organisation socialiste du foncier et les mesures de transition vers une agriculture socialiste*. Le texte émane de la RSFS de Russie, mais il a fait l'objet d'une large diffusion par l'administration soviétique ukrainienne[2]. Il donne aux Sections foncières de District les pouvoirs déjà énoncés, mais aussi celui de regrouper plusieurs communes (§ 63 et 80), de leur couper les vivres si elles ne rendent pas compte de leur activité (§ 84-85). Même le conseil de la commune, élu, doit être confirmé par le district (§ 81), lequel peut d'ailleurs s'y faire représenter avec voix consultative (§ 82). Une union locale des communes aurait en échange voix au chapitre dans chaque *Direction locale des exploitations soviétiques* (<*Rajonnoe Upravlenie Sovetskimi Xozâjstvami*> — § 82). Le Bureau des Communes d'Izioum a d'ailleurs fait le projet d'un regroupement des collectifs en 6 sous-arrondissements (<*podrajon*>). Daté du 2 juin, trois ou quatre jours avant l'arrivée des troupes blanches[3], il n'a pas pu être appliqué…

Après avoir vu leurs attributions, essayons de mieux connaître ceux qui animent

[1] Commune *Ideâ*, canton de Mečebilovka. DAXO, R1631/2/304 : p. 3-4 (autorisation du 8 avril) et p. 6 (procès-verbal du 10 avril).

[2] Brochure déjà citée dans DAXO, R4806/1/26, p. 106-113 (édition du 14/02/1919, signé de Sverdlov et Sereda). Version d'août 1918 en copie dactylographiée dans R5755/1/8, p. 10-11 ; R4752/1/16, p. 1 et suiv. ; R4753/2/2, p. 2-3… Édition complète en ukrainien dans V.M. KAČYNS'KIJ (za red.), M. LEVENŠTAM & HRUŠEVS'KYJ, *Ahrarne pytannâ : pidručnyk dlâ radpartškil, komvuziv ta samoosvity,* DVU, X, 1926 ; p. 380-384.

[3] DAXO, R1631/2/241, p. 125 : *Protokol zasedaniâ bûro kommun,* 2/06/1919.

le Bureau des Communes et ont l'optimisme de faire des projets d'avenir alors que Denikine est déjà à portée de canon. Doudka et Pogorely sont membres du collège de direction de la Section foncière. Iourevitch ainsi qu'un certain Ianovski sont qualifiés *d'instructeurs des communes*[1]. La grille des salaires de la Section foncière[2] permet de préciser le niveau de responsabilité des différents fonctionnaires. Dans l'ordre elle donne :

- Chef de la Section ..... 1000 roubles

- Membres du collège de direction, comptables,
horticulteurs, infirmiers vétérinaires ..... 810 roubles

- Agronomes, vétérinaires, spécialistes des forêts,
des insectes ..... 1500 roubles

- Assistants des précédents ..... 750 roubles

- Secrétaires, commis aux écritures etc. ..... 400 à 700 roubles

- Bûcherons, gardiens etc. ..... 315 à 325 roubles

On remarque tout de suite que la hiérarchie des fonctions ne correspond pas à celle des salaires. Les membres du collège sont « estimés » au niveau des techniciens supérieurs, mais 30 % en dessous des ingénieurs scientifiques. On reconnaît là le système de double direction généralement mis en place par les bolcheviks. À côté des « spécialistes bourgeois » surpayés parce qu'indispensables, les « commissaires politiques » vivent plus chichement, bien que tout de même sur un plus grand pied que le commun des non-prolétaires et non-diplômés[3].

L'importance d'un contrôle politique sur les fonctionnaires est attestée par le

[1] Voir les *Procès-verbaux de réception et de cession* des communes *Lénine 2* (DAXO, R1631/2/275, p. 9, 9/05/1919), *1re Commune de Paris* (DAXO, R1631/2/276, p. 90, s.d.), *Rakovski* (DAXO, R1631/2/280, p. 7, 12/04/1919). Ianovski est cité deux fois en avril : commune *Volodarski* (DAXO, R1631/2/310, p. 12 ; procès-verbal d'assemblée générale du 16/04/1919), commune *Karl Marx* (DAXO, R1631/2/311, p. 15, téléphonogramme du 11/04/1919).

[2] DAXO, R1631/2/8, p. 17 (s.d., mars 1919 vraisemblablement).

[3] Concernant les bûcherons et gardiens, gageons qu'une série d'avantages en nature (logement, lopin, bois de chauffage...) explique et tempère la faiblesse de leur traitement. Il n'a pas été possible de trouver d'indication d'autres niveaux de salaire à titre de comparaison. Rappelons qu'un an plus tôt, en juillet 1918, les traitements des fonctionnaires s'échelonnaient de 350 roubles pour les plus bas échelons, à 1200 pour un « spécialiste ». Un commissaire du peuple touchait 800 roubles (voir KARR [Edward CARR], *Istoriâ sovetskoj Rossii,* déjà cité ; t. 2, p, 493-494).

procès-verbal de la séance de la Section foncière qui statue le 20 mai 1919 sur le sort de Iourevitch, l' *« instructeur des communes »*.

> *« On a écouté : 3) la demande du camarade Skrypka Pavel Karlovitch*[1]*, membre du Parti Communiste Russe des bolcheviks, d'être admis à la fonction d'instructeur du Bureau des communes.*
> *On a décidé : de l'admettre et de le compter dès le jour de son entrée en fonction ; par contre* [on a décidé] *sur la base des décrets du Commissariat du Peuple, de renvoyer le camarade Iourevitch (...) comme non-conforme au Parti* <kak nesootvetstvuûŝij v parti> [sic], *après lui avoir laissé un préavis de deux semaines pour la recherche d'une autre fonction »*[2].

Dictature du Parti, donc ? Laissons répondre Iourevitch lui-même :

> *« L'extrait de « L'instruction pour l'organisation des sections (bureaux) des communes entérinée par le Commissariat du Peuple à l'Agriculture d'Ukraine du 18 mars 1919 » où il est dit que « le chef de la section (bureau) des communes est un défenseur convaincu du travail communal de la terre, <u>si possible</u> un camarade choisi et membre du Parti* <želatel'no vybornyj i partijnyj tovariŝ> [souligné dans l'original] *». Cela concerne le chef du service alors que je ne suis qu'instructeur des communes et que tout mon travail est mené sous le contrôle des cam.[arades] du Parti qui sont dans les communes »*[3] [je souligne].

Iourevitch reconnaît deux sources de légitimité à l'autorité de ses supérieurs : l'appartenance au Parti et la participation à une commune. En effet, Fedor Petrovitch Doudka, *« 32 ans, charpentier, président de la cellule du PC(b)U et chef du Bureau des Communes »* est inscrit, avec sa femme et ses deux enfants, en 22e position sur la liste des membres de la commune *Karl Liebknecht* à Savintsy. Demian Alexeïevitch

[1] En 1920, devenu chef du Comité révolutionnaire de Krasnyï-Oskol (bourg à la périphérie d'Izioum), Skrypka est assassiné par des « *bandits* », tombant victime d'une guerre civile qui ne dit plus son nom. Un monument à son honneur (voir photographie i14 en annexe) voisine toujours au centre du bourg avec celui des victimes de la « *Grande Guerre Patriotique* ». Voir T.M. BORISOVA, N.T. D"ÂČENKO & M.V. UMANSKIJ, *Istoriko-revolûcionnye pamâtniki Xar'kovŝiny (Očerk),* Prapor, X, 1977 ; p. 186. Sur le « *banditisme* », voir plus loin, p. 255.

[2] DAXO, R1631/2/8, p. 34.

[3] DAXO, R1631/2/241 : *Dobavočnaâ zametka k zaâvleniû,* signée Ûrevič, s.d., p. 43. Il n'a pas été possible de trouver le texte donné en référence, mais on peut s'estimer heureux de disposer de deux pièces sur la même affaire alors qu'elles sont classées dans deux liasses différentes...

Pogorelov est, lui, le dernier des communards sur la liste du collectif *Travail de la mine* (<*Gornyj Trud*>). Il a 37 ans, il est célibataire, *« spécialiste agricole, membre de la Section foncière du district »*[1]. En fait, la dictature du Parti sur l'administration est peut-être également dictature des communards sur l'organisation des communes elles-mêmes. En tout cas, en suivant les sources qui traitent l'action de l'État, le regard est déjà passé de l'autre côté du miroir, dans le monde des communards.

1.2.2 LE MONDE DES COMMUNARDS

Pour comprendre l'univers que créent les communards, il faudra d'abord tracer leur portrait social. Ensuite, il s'agira de décrire leurs représentations idéologiques. Ceci permettra de poser la question du pouvoir de différentes façons : par son organisation au sein de la commune ; par les rapports entre la commune et le monde extérieur, c'est-à-dire avec l'État soviétique d'une part et avec la population environnante de l'autre. Tout cela brossera le tableau de l'utopie qu'ils désiraient, même s'il n'eurent pas le temps de l'édifier.

1.2.2.3 Esquisse d'un portrait social

Bien que la plupart des collectifs n'aient pas duré trois mois, les matériaux les concernant sont plus abondants et plus complets que ceux concernant toutes les autres communes, des débuts de la NEP à la collectivisation. La diligence et l'efficacité du Bureau des Communes ont sollicité et conservé les *listes familiales* (<*semejnyj spisok*>) de 31 des 32 communes attestées. Seule manque la commune *Rosa Luxemburg,* alors que s'ajoute la liste des membres d'un petit groupe de *Communistes-travaillistes* (<*kommunisty-trudoviki*>)[2] dont on ne sait s'ils ont formé une commune.

Ces listes sont construites sur des catégories qui se veulent objectives et non idéologiques. Contrairement aux recensements des kolkhoziens établis pendant la

[1] Commune *Karl Liebknecht,* DAXO, R1631/2/306, p. 6 : liste du 21/03/1919. Commune *Travail de la mine,* DAXO, R1631/2/298, p. 6 (sd). Iourévitch, lui, n'apparaît sur aucune liste.

[2] DAXO, R1631/2/281, p. 9 (dans le dossier de la commune *Luč*, mais sans lien avec elle).

collectivisation, jamais les termes de *paysan pauvre, paysan moyen* ou *koulak* n'apparaissent dans les listes de communards[1]. Par contre, concernant 1845 personnes, sont disponibles tout ou partie des renseignements suivants : Nom, prénom, patronyme, âge, profession, propriété, responsabilités. En outre, ces données ont été collationnées aux autres informations fournies dans les dossiers de chaque commune[2]. Malgré les lacunes, les imprécisions et les contradictions qu'on peut relever dans les registres, la base statistique est suffisamment large pour permettre une étude quantitative.

La structure par âge de la population des communes donne une première idée de la personnalité des communards [3].

1) Structure par âge des communards d'Izioum en 1919

Mineurs (à charge)	de 0 à 17 ans	50,51 %	
Jeunes adultes	de 18 à 35 ans	29,98 %	**Adultes** âge moyen : 34,5 ans âge médian : 31 ans
Adultes mûrs	de 36 à 53 ans	14,36 %	
Personnes âgées (souvent à charge)	de 54 à 95 ans	5,21 %	

Malgré le ralentissement de la natalité consécutif à la guerre[4], les enfants et adolescents constituent la moitié de l'effectif total des communards. L'âge de la majorité communarde correspondant à celui auquel on peut fonder un foyer (l'âge

[1] Par contre, on les trouve dans la correspondance ou dans des questionnaires formant ainsi des *commentaires sociaux et politiques* clairement séparés des *données familiales et individuelles*.

[2] DAXO, Communes *Donecko-Leninskaâ,* R1631/2/294, R1631/1/30 ; *Edinenie,* R1631/2/270 ; *Evangel'skaâ,* R1631/2/313 ; *Gornyj Trud,* R1631/2/298, R1631/1/30 ; *Ideâ,* R1631/2/304 ; *im. II Parižskoj kommuny,* R1631/2/274, R1631/2/276 ; *im. Karla Libknexta,* R1631/2/306 ; *im. Karla Marksa,* R1631/2/311 ; *im. Lenina I,* R1631/2/277 ; *im. Lenina II,* R1631/2/275 ; *im. Parižskoj kommuny I,* R1631/2/276 ; *im. Rakovskogo,* R1631/2/280 ; *im. Rozy Lûksemburga,* R1631/2/315, R1631/1/30 p. 42 ; *im. Sverdlova* (s. Peski), R1631/2/283 ; *im. Sverdlova* (kol. Mar'evka), R1631/2/303 ; *im. Tarasa Ševčenko,* R1631/2/316 ; *im. Trockogo,* R1631/2/272 ; *im. Volodarskogo,* R1631/2/310 ; *Internacional,* R1631/2/297, R1631/2/300 p. 41 ; *Karavan,* R1631/2/287 ; *Krasno-Doneckaâ,* R1631/2/295 ; *Krasnyj Flag,* R1631/2/290 ; *Kronštadt,* R1631/2/299 ; *Lûbimovka,* R1631/2/296, R1631/2/298 p. 42 ; *Luč,* R1631/2/281 ; *Nižne-Oskol'skaâ,* R1631/2/289, R1631/2/290 p. 47, 52 ; *Oktâbr',* R1631/2/301 ; *Pobeda nad kapitalom,* R1631/2/269 ; *Pravodoneckaâ,* R1631/2/314 ; *Rajgorodskaâ,* R1631/2/305 ; *Kommuna Sadovodov, ogorodnikov i semenavodov,* R1631/2/286, R1631/2/241 p. 81-98 ; *Svoj Trud,* R1631/2/302.

[3] Le découpage par tranche de 18 ans correspond à l'âge requis pour participer aux assemblées générales. Le droit de vote à 18 ans est stipulé au § 19 du statut modèle des communes agricoles (ŽIGUR, ouv. cité, p. 38).

[4] Les enfants nés depuis 1914 sont moins nombreux que leurs aînés immédiats (14,42 % d'enfants de 0 à 4 ans contre 17,06 % d'enfants de 5 à 9 ans.) La pyramide des âges de l'URSS en 1926 garde la trace d'un fort déficit des naissances entre 1914 et 1921 (voir Alain BLUM, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991,* Plon, Paris, 1994 ; p. 217).

moyen au mariage est d'à peu près 20 ans pour les femmes[1]), cela veut dire que les membres actifs ont presque tous une charge de famille. La moyenne d'âge des adultes est de plus assez élevée. Ces trentenaires, qui sont la tranche médiane des communards adultes, sont déjà parents de plusieurs enfants. En somme, les communards sont des hommes mûrs, ils ont des attaches et des responsabilités et on ne peut réduire leur engagement aux effets d'une témérité juvénile irresponsable.

Les 32 communes regroupent 402 foyers (<*dvor, semejstvo*>). Chaque ménage a donc 4,59 membres en moyenne. C'est peu. Certes, le ménage en Ukraine est peut-être plus réduit que dans la région voisine des terres noires de Russie centrale[2]. Le foyer communard a néanmoins largement un membre de moins que la moyenne ukrainienne. D'après les études menées tant sur la Russie que sur l'Ukraine, la grandeur du foyer paysan dépend du nombre de gens que l'exploitation peut nourrir. En d'autres termes, une grande famille, complexe, est un luxe de riches alors que chez les pauvres, on doit partir gagner sa vie indépendamment dès que possible. D'après des statistiques publiées dans les années 1920, l'historien agraire Vladimir Kalinitchenko montre des écarts du simple au double en fonction de la surface cultivée. En 1917, pour une moyenne ukrainienne de 5,74 personnes par foyer, les grandes exploitations de plus de 24 déciatines abritent 9,17 âmes. À l'opposé, les familles sans terre (ou travaillant moins d'une déciatine) regroupent 4,56 membres[3]. Ce dernier chiffre correspond au foyer communard moyen (4,59) à trois dixièmes près.

Pour vérifier l'hypothèse de la pauvreté générale des communards, on peut consulter les inventaires de propriétés de 52 foyers dans cinq communes. Ces listes ne semblent pas toujours très fiables. Une seule liste par exemple mentionne la possession

---

[1] Pour tout l'empire russe dans les années 1880 voir Christine WOROBEC, article cité, in *Peasant economy…,* p. 195. Concernant l'Ukraine, après la collectivisation (1932-1938), voir BLUM, ouvrage cité, p. 106. Les estimations correspondent.

[2] Moyenne des terres noires de Russie centrale d'après le recensement de 1897 : 6,30 personnes (dans MOON, ouv. cité, p. 159). Moyenne en Ukraine pour 1917 : 5,74 (in V.V. KALINIČENKO, *Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny v dokolhospnyj period (1921-1929),* Osnova, X, 1991 ; p. 25).

[3] V.V. KALINIČENKO, ouvrage cité, p. 25. Sources indiquées n. 25, p. 117.

de terres. Cela veut-il dire que, dans les autres communes, personne ne possédait la moindre déciatine de terrain ? Ou leurs terres étaient-elles déjà considérées comme propriété collective ? On peut aussi imaginer que les terrains avaient été reversés à la Section foncière en échange de l'installation dans le domaine confisqué[1]. De même, certains inventaires font état des maisons, d'autres non. Là encore, on peut se demander si les communards n'ont même pas de toit ou si la *khata*[2] n'est pas mise au pot commun.

Malgré ces réserves, quelques constatations sont possibles. Près d'un tiers des foyers ne déclare *aucun bien*, ni meuble, ni immeuble. Un sixième ne possède que quelques outils (aratoires, artisanaux ou professionnels), du petit bétail (veaux, cochons, et surtout volaille) et des subsistances (blé, orge, seigle, foin, paille). Sept sur 52 déclarent en plus une vache ou deux. Les chevaux n'apparaissent que dans 5 inventaires (avec dans deux cas seulement 2 chevaux ou plus pour constituer un attelage). Enfin, 10 foyers possèdent en plus du gros matériel (charrue et/ou chariot, herse…) ainsi que des granges (<*saraj*> et/ou <*ambar*>)[3].

Avec 7 charrues pour 52 foyers, les communards arrivent au niveau d'équipement des toutes petites exploitations de 1 ou 2 déciatines. On reste bien en dessous de la moyenne ukrainienne de 47,7 charrues pour 100 exploitations. Les trois quarts des communards n'ont pas de bétail de trait alors qu'à l'échelle de tout le pays,

---

[1] Sept foyers sur 11 possédant de 0,75 à 6 déciatines, pour une moyenne de 2,43 d. Dans la province, la moyenne était de 4,3 déciatines par foyer en 1907 (Otdel tekuŝej statistiki, *Zemel'nye nadely krest'ân,* izd. Xar'kovskogo Gubernskogo Zemel'nogo Upravleniâ, X, 1907 ; p. 132), pour monter à 5,47 d. en 1924 (*Krest'ânskoe xozâjstvo Xar'kovŝiny v 1923-24 godu - po dannym vesenej 15 %-oj vyborčnoj perepisi 1924 g. -,* Central'noe Statističeskoe Upravlenie, Xar'kovskoe Gubernskoe StatBûro, X, 1925 ; p. 18). La faible augmentation de la surface moyenne s'expliquerait par le nombre croissant d'exploitations, c'est-à-dire la division des foyers paysans. Une autre source donne par contre une moyenne ukrainienne de 10 déciatines par exploitation vers 1920 (M.B. GUREVIČ, *Golod i sel'skoe xozâjstvo Ukrainy (Očerk),* Pervaâ Gos. Tipografiâ im. Petrovskogo, X, 1923 ; p. 5).

L'hypothèse d'une redistribution des terres privées des communards est attestée deux fois. La commune *Octobre* est installée dans le domaine du ci-devant propriétaire A.F. Luts où tous les membres vivent en commun. Par contre, « *toute la terre appartenant aux communards a été distribuée en location aux paysans du voisinage* » (courrier à la Section foncière du district, 13/05/1919, DAXO, R1631/2/301, p. 49-50). D'après un procès-verbal de l'A.G. de la commune *Volodarski,* les communards doivent donner leur terre d'origine à un autre membre de la communauté villageoise (P.V. du 13/04/1919, § 3 ; DAXO, R1631/2/310, p. 12).

[2] Maison paysanne ukrainienne, construite en torchis ou en briques.

[3] Les quatre ménages restant déclarent une maison et rien d'autre. Comme les 10 foyers « riches » sont inscrits dans deux communes, on peut encore une fois douter des sources…

plus de la moitié des exploitations (±54 %) en ont[1]. L'absence de capital propre dans l'exploitation fait vite d'un paysan pauvre un ouvrier agricole, directement dépendant d'un patron. Sans doute faut-il comprendre ainsi que presque 20 % des communards déclarent comme profession *manœuvre* (<černorob>) ou *ouvrier du rang* (<râdovoj rabočij>).

Sans commenter pour l'instant les activités des communards, rajoutons pour l'instant deux autres indices d'un salariat assez généralisé. À Novoraï, *« 17 des 40 anciens ouvriers du domaine de la ci-devant Bantycheva »* demandent à occuper la propriété *« en commune »* (<pod kommunu>)[2]. Parmi les 13 foyers sur la première liste de cette commune, 8 sont dirigés par des *« manœuvres »*, parmi lesquels trois ont 50 ans ou plus. À la *1re Commune de Paris,* on compte cinq employés de l'ancien propriétaire, dont trois sont des personnes isolées (deux veufs et un célibataire) de plus de 50 ans. Avec ces ouvriers âgés et sans famille, on touche sans doute au fond d'une misère sans rémission. Le salariat temporaire, dans la jeunesse, ne préjugeait pas d'une position sociale que le mariage et l'héritage pouvaient élever. Par contre, une vie entière de prolétaire agricole était aussi rare que stigmatisante[3].

La pauvreté a aussi un aspect culturel : il s'agit de la maîtrise ou non de l'écrit. Par l'intermédiaire des courriers, déclarations officielles et surtout des signatures au bas des statuts, il existe des indices concernant 323 communards, c'est-à-dire presque 2 adultes sur 5. Ces 323 personnes ne sont pas exactement représentatives de l'ensemble du groupe. Si on a sollicité leur griffe c'est qu'ils ont au moins la responsabilité d'un foyer, sinon une fonction officielle dans la commune. Cela explique la très faible proportion de femmes dans l'échantillon (45 sur 323, soit à peine 14 %). On peut donc penser que l'échantillon est sur-alphabétisé par rapport à l'ensemble des communards.

Trois niveaux ont été définis pour le classement :

[1] D'après des statistiques pour 1917, 1920 et 1923, citées par V.V. KALINIČENKO, ouvrage cité, p. 61, 66.
[2] Commune *Kronštadt,* DAXO, R1631/2/299, téléphonogramme s.d., p. 6. Nous détaillerons leur aventure plus loin.
[3] MOON, ouvrage cité, p. 317 (il s'appuie sur les travaux de Theodor SHANIN).

- Le niveau 0 (analphabètes) est pour ceux qui n'écrivent pas (quelqu'un d'autre a signé les statuts pour eux) ou font des fautes rendant même leur nom méconnaissable.

- Le niveau 1 (illettrés) correspond à une pratique malhabile de l'écrit, c'est-à-dire une signature maladroite, visiblement dessinée de mémoire ou une orthographe phonétique[1].

- Le niveau 2 est attribué à ceux dont l'écriture est maîtrisée, courante. C'est celui des gens vraiment alphabétisés.

2) Taux d'alphabétisation des communards d'Izioum en 1919

	Total	**Femmes**	**Hommes**
Niveau 0	29,41 %	80,00 %	21,22 %
Niveau 1	40,25 %	13,33 %	44,61 %
Niveau 2	30,34 %	6,67 %	34,17 %

À titre de comparaison, voici quelques pourcentages d'alphabétisation issus des recensements et enquêtes démographiques de 1897 à 1926 (selon toute vraisemblance, il correspondent au cumul des niveaux 1 et 2) :

3) L'alphabétisation en Ukraine (1897-1926)[2]

a) Territoire de la RSS d'Ukraine	**Total**	**Femmes**	**Hommes**
1897	20 %	10 %	30 %
1920	34 %	27 %	50 %
1926	53 %	38 %	69 %

b) Région de Kharkiv en 1926	**Total**	**Femmes**	**Hommes**
Total	51 %	40 %	62 %
Citadins	70 %	63 %	76 %
Ruraux	40 %	26 %	54 %

Faute de statistiques locales pour 1920, il faudrait tenir compte d'un retard relatif pour la région de Kharkiv (2 % au-dessous de la moyenne nationale en 1926) et appliquer également des abattements en fonction du genre et du milieu : les femmes de la campagne sont un tiers en deçà de la moyenne féminine ; les hommes ruraux cèdent un huitième aux citadins. Transposé hypothétiquement cela donnerait en 1919-20 dans

[1] On peut être ici à la ligne de démarcation de la culture populaire et de la culture savante. Ainsi les paysans rendent quelquefois le *f* ou le *p* par les lettres *xv* (*khv* en transcription). Nous avons compté comme mal-lettrés seulement ceux qui signent leur nom autrement qu'il est indiqué sur les listes officielles.

[2] S. MINAEV, *Naslidky vselûdnoho perepysu 1926 r. na Ukraini, naselennâ Ukraïny, mis'kyj žytlovyj fond,* Centr. Stat. Upr. USRR - Xarkiv-druk, X, 1928 ; p. 34-40, 77.

les campagnes autour de Kharkov 15 à 20 % de femmes alphabétisées et peut-être 35 à 40 % d'hommes. Les communards sont un peu en dessous de cette fourchette. Les communardes sont bien loin d'en atteindre le bas… L'image de gens issus des plus basses catégories sociales se précise.

Si la misère est générale, il ne faut pas en conclure que l'inculture est absolue et qu'il y a uniformité dans l'indigence. Plus de la moitié des communards savaient au moins *tenir* une plume et leur rapport à l'écrit fera l'objet d'un développement.

4) *Activités des communards du district d'Izioum en 1919*

Profession	**Total (474 pers.)**	**Femmes (129 pers.)**	**Hommes (345 pers.)**	**Professions mentionnées**
non qualifiée	23,63 %	33,33 % (manœuvres : 19,38 % et ménagères : 13,95 %)	20,00 %	ménagère <*domašnââ xozâjka*>,ouvrier du rang <*râdovoj rabočij*>, manœuvre <*černorob*>
agricole	50,63 %	54,26 %	49,28 %	apiculteur, batteur <*molot.*>, cultivateur <*xlebopašec, xleborob*>, horticulteur, laitier, maraîcher
artisanale	13,92 %	8,53 %	15,94 %	chapelier, charpentier, charron, chaudronnier, cocher, cordonnier, couturier, couvreur, cuisinier, forgeron, briquetier, fumiste, maçon, menuisier, meunier, modiste, pâtissier, peintre, plâtrier, sellier, tailleur, tisserand, tonnelier, tuilier
industrielle	9,92 % (mineurs du Donbass : 5,70 % du total)	3,10 % (toutes du Donbass)	12,46 % (mineurs du Donbass : 6,67 % des hommes)	ajusteur, cheminot (*accrocheur de wagons*), lamineur, machiniste, mécanicien, mineur, soudeur, tourneur
intellectuelle	1,90 %	0,78 %	2,32 %	agronome, commis aux écritures <*pis'movod*>, comptable, infirmier, professeur de musique, spécialiste en nourriture du bétail, vétérinaire, travailleur coopératif

Par ailleurs, l'activité professionnelle offre le tableau d'une grande diversité. L'information est disponible pour 474 personnes, c'est-à-dire plus de la moitié des adultes. Elle est indiquée dans les colonnes *Occupation* (<zanâtie>) et / ou *Spécialité* (<special'nost'>) des listes de communards (voir tableau précédent). La faible proportion de femmes (un quart de l'échantillon[1]) rappelle encore une fois leur infériorisation. La sur-représentation féminine dans les professions non-qualifiée et leur peu de présence dans l'industrie, l'artisanat et les professions intellectuelles confirment ce fait. Et encore, les 4 femmes prises ici comme « mineurs du Donbass » n'étaient-elles peut-être que des épouses de mineurs (2 se disent manœuvres, les deux autres cultivatrices). Par contre, remarquons qu'à l'intérieur de chaque catégorie, les professions sont moins sexuées qu'on pouvait s'y attendre. Il y a plus de femmes manœuvres que de ménagères. Elles se déclarent cultivatrices à l'égal des hommes et une unique laitière s'affiche dans cette spécialité pourtant « féminine » à la ferme[2]. Si la modiste est toujours une femme, le tailleur, le tisserand ou le cuisinier sont de l'un ou l'autre sexe. Il y a même une femme couvreur.

La répartition des professions par catégories fait apparaître un important secteur artisanal. Cette proportion sera encore augmentée si on y incorpore un certain nombre des ouvriers industriels qui ne doivent pas exercer leur profession en usine.

[1]Quelques remarques sur la méthode suivie pour établir ce tableau : les données des listes de communards ont leurs lacunes. Certains enfants, même petits, se voient attribuer également une profession. Des professions différentes peuvent être données à une seule personne, si les colonnes *Occupation* (<zanâtie>) et *Spécialité* (<special'nost'>) sont renseignées de façon différente. Quand l'*activité* [dans la commune] ne correspond pas à la *spécialité* [acquise avant], a été privilégié ce qui semblait être la profession habituelle hors commune. Si plusieurs métiers étaient indiqués dans une seule colonne, seul le premier a été gardé pour établir les pourcentages. Deux communes posent malgré tout problème, *Travail de la mine* et *Lioubimovka.* Elles sont constituées de mineurs du Donbass évacués. Le fait est attesté par le nom de la première et par les lieux d'habitation. Les membres des deux communes disent venir de la Mine Goloubovsko-Marevski, gare de Marevka, province d'Ekaterinoslav. Ils ont donc tous été comptés comme mineurs, même quand ils se déclarent cultivateurs, travailleurs coopératifs, forgeron…

En outre, les métiers sont classés en cinq catégories. Elles s'expliquent d'elles-mêmes à la lecture du tableau, sauf la distinction entre les activités artisanales et industrielles. Dans ces dernières se trouvent les corporations rattachées symboliquement à la classe ouvrière, c'est-à-dire les cheminots et mineurs, même si leur mode de vie peut paraître archaïque : 50 à 60% des embauchés dans les mines du Donbass sont de jeunes paysans (Jean-Paul DEPRETTO, *Les ouvriers en URSS, 1928-1941,* Publications de la Sorbonne / Institut d'Etudes Slaves, Paris, 1997 ; p. 58) ; leurs conditions de logement (*zemlânki* creusées dans la terre ; et encore aujourd'hui souvent maisonnettes au sol en terre battue, sans eau courante) n'offrent pas non plus l'image d'une misère *moderne*, urbaine (voir Theodore H. FRIEDGUT,*Iuzovka and revolution*, Vol 1 : *Life and work in Russia's Donbass, 1869-1924,* Princeton UP, Princeton, 1989 ; « Housing the population of Iuzovka », p. 87-112). Les qualifications impliquant l'usage de machines (ajusteur, mécanicien, soudeur…) ont été également considérées comme industrielles. Dans la catégorie artisanat, on peut trouver des professions très voisines (chaudronnier, forgeron…), mais qui font partie de la palette traditionnelle des métiers villageois. Toutes les professions (premières ou secondaires) recensées dans chaque catégorie sont indiquées.

[2] Voir C. WOROBEC, article cité, in *Peasant economy*…p. 184.

Quatorze à vingt pour-cent d'artisans, voilà qui est trois fois plus que la proportion de non-cultivateurs dans la population rurale. Le recensement de 1897 enregistrait 6,6 millions d'artisans et commerçants sur 95,2 millions d'actifs de l'*état paysan* (<*krest'ânskoe soslovie*>)[1]. La sur-représentation des artisans parmi les communards vient en partie de la présence d'une grosse commune presque urbaine. Installée à Savintsy (quelque 4000 habitants[2]), la commune *Liebknecht* « pèse » 39 actifs (8 % de l'échantillon) dont 24 artisans, c'est-à-dire 36 % de la catégorie. Pour le reste, on peut risquer des hypothèses. La variété des métiers artisanaux peut être synonyme de mobilité sociale et géographique, c'est-à-dire d'une certaine débrouillardise : après 1861, les paysans pauvres d'Ukraine étaient souvent obligés de se faire artisans pour compléter leur maigre revenu[3]. Si certains artisans ont un capital (machine à coudre du tailleur, outils du cordonnier), on peut également supposer que d'autres se déclarent comme tels car ils n'ont pas de terre à travailler. Cela renvoie alors aux formes d'indigence et de dépendance déjà évoquées.

Il reste la masse des travailleurs non-qualifiés. Être enregistré comme manœuvre traduit une situation de fait, une appartenance objective à la classe de ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail. Il faut cependant attirer l'attention sur la part subjective. Après tout, ces listes sont établies par des communards et sous le regard de tous. Un travailleur manuel n'est pas seulement enregistré, il s'affirme comme tel. À ce titre, l'absence totale du terme de *batrak* (valet de ferme, ouvrier agricole) tient sans doute à la revendication d'une dignité incompatible avec un statut presque servile. Par contre, la mention générique d'*ouvrier du rang* affirme une conscience de classe. Elle se retrouve exclusivement à la commune *Karl Liebknecht*, où vivent et militent Fedor Doudka et d'autres cadres communistes. Difficile d'y voir une coïncidence.

[1] MOON, ouvrage cité, p. 16.

[2] Chiffre au tournant des XIX-XXes siècles dans *Istoriâ gorodov* (ouvrage cité), p. 152.

[3] O.P. REÊNT, « Social'ne žyttâ sela v Ukraïni v druhij polovyni XIX- na počatku XX st. », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva,* déjà cité ; t. 1, p. 369.

L'appellation de « manœuvre » est plus délicate. Littéralement, *tcherno-rob* c'est l'*ouvrier noir*. Pour qui douterait de la connotation péjorative du mot, rappelons que la *populace* se dit *tchern'*. On peut supposer qu'à la faveur des bouleversements révolutionnaires ces prolétaires ruraux ont instillé de la fierté dans la dénomination honnie. Le nouveau régime ne se réclame-t-il pas du Travail, des masses laborieuses[1] ? Ce faisant, on rejoint une autre tradition. Ce qui est « noir » est fait « à gauche », en marge de la légalité. Le *Partage Noir* (*Tchernyï Peredel*), expropriation sauvage des propriétaires par les paysans était aussi le nom du premier groupe révolutionnaire de Plekhanov…

Ce terme de *tchernorob* fait également penser au conte de Tourgueniev, *Ouvrier noir et mains blanches* (<*Černorabočij i beloručka*> - 1878). Il met en scène le sacrifice révolutionnaire d'un intellectuel alors que l'ouvrier au nom duquel il se bat est indifférent et devient même le complice abruti de la répression. Ce court dialogue est contemporain des premiers grands procès contre les populistes. Il formera l'archétype de la méfiance de l'intelligentsia russe vis-à-vis du peuple, en leur assignant des rôles déterminés dans l'évolution sociale : il décerne un brevet d'idéal aux uns et cantonne les autres à l'intérêt bestial. Remarquons qu'au moment de passer à l'œuvre constructive de transformation sociale dans les communes, on comptait 112 manœuvres, *« ouvriers noirs »*, pour 9 intellectuels aux *« mains blanches »* ! Et encore ces derniers n'étaient pas représentatifs d'un milieu cultivé visiblement peu enclin au collectivisme. Les fonctionnaires ruraux sont peu présents. On a vu qu'ils pouvaient à la rigueur envisager une collaboration salariée avec le pouvoir soviétique, mais sûrement pas un engagement social. Excepté le professeur de musique, personne ne représente non plus les arts et lettres. La plupart des communards éduqués sont des spécialistes agricoles. Ils subissaient peut-être l'influence des paysans qu'ils côtoyaient. Les

[1] Le régime pousse ainsi les personnes à se classer ; en 1919 toutefois, les catégorisations sont lâches. Par exemple, *« tous les membres* [de la commune] *doivent provenir des* <u>*couches les plus pauvres de la population*</u> *»* (je souligne. DAXO, R1631/2/316, p. 9 : procès-verbal de la première assemblée générale de la commune *Chevtchenko* du 12/03/1919, § 1.3).

communes leur offraient également l'opportunité d'innover en appliquant leurs compétences.

Les travailleurs manuels qui forment les 98 % des communards sont par contre assez typiques des couches rurales pauvres. Petit propriétaire, artisan, ouvrier agricole : ces statuts font appel à des savoir-faire voisins sinon identiques et les aléas de la vie peuvent faire passer quelqu'un d'une catégorie à l'autre. À l'exception de quelques isolés (veufs et veuves âgés, orphelins), on ne peut qualifier les communards d'exclus ou de marginaux. La prédominance des couples avec enfants montre une intégration certaine. De plus, sur 20 listes qui précisent l'origine géographique des communards, on ne dénombre que trois collectifs de réfugiés (les deux communes de mineurs, plus celle des *Horticulteurs, maraîchers et grainetiers*). En retranchant encore quelques « étrangers » disséminés dans d'autres communes, il reste 79 % de foyers originaires du district et bâtissant une commune dans leur propre village ou leur propre canton.

5) Composition sociale des communes en Ukraine et Russie (1918-1919)[1]

Profession :	**Ukraine (Izioum) (474 pers.)**	**Russie (1229 pers. dans 9 provinces)**
agricole (qualifiée ou non)	74,26 %	59,8 %
Artisanale	13,92 %	19,5 %
Industrielle	9,92 %	14,6 %
intellectuelle et autres	1,90 %	6,1 %

La comparaison des profils sociaux des communards à Izioum et en Russie pendant la même période confirme l'ancrage local des communes ukrainiennes (voir tableau suivant). Les communes d'Izioum sont beaucoup plus représentatives de la société villageoise que les communes russes. Le caractère exogène de ces dernières était

[1] D'après les données pour les communes de 9 provinces de Russie en 1918-1919 établies par I. Konûkov et reproduites dans L.N. LITOŠENKO, *Socializaciâ zemli v Rossii,* [1922] Sibirskij Xronograf, Novosibirsk, 2001 ; p. 240.

d'ailleurs suffisamment marqué pour être relevé de l'étranger par Rosa Luxemburg, à la fin 1918. Dans ses notes sur *La révolution russe,* elle évoque *« des communes agraires composées de prolétaires – la plupart du temps des chômeurs venus des villes »*[1]. Les paysans forment par contre les trois quarts des communards en Ukraine contre moins des deux tiers en Russie. Les professions urbaines sont presque deux fois moins représentées dans les communes d'Izioum que dans celles de Russie (11,82 % contre 20,7 %).

L'unité sociologique entre les communards ukrainiens est donc grande, soudée par une commune indigence et un commun enracinement. C'est pourquoi le terme de *Derevenskaïa Bednota* semble pertinent. *Derevenskaïa Bednota,* c'est la « pauvreté rurale », *pauvreté* signifiant ici l'ensemble des pauvres. La catégorie ici (re)construite n'est pas neutre. La politique bolchevique s'appuyait sur ce concept pour tenter d'introduire une lutte entre les classes pauvres et riches au village et cette tentative a abondamment été critiquée. L'étude des expressions idéologiques des communards apportera quelques éléments nouveaux à ce débat.

1.2.2.4 Fragments d'un discours

Une première approche des représentations socio-politiques des communards est possible par l'étude des noms donnés aux collectifs. Passons rapidement sur les 6 communes sur 32 qui portent juste le nom de leur lieu d'établissement (Lioubimovka, Nijnié-Oskol'skaïa, Pravodonetskaïa, Raïgorodskaïa…). Parfois celui-ci est assorti d'un complément plus orienté : Commune Léninienne du Donets (*kommuna Donetsko-Leninskaïa*), Commune du Donets Rouge (*kommuna Krasno-Donetskaïa*). Dans ce dernier cas *« Donets Rouge »,* peut également signifier *« Beau Donets »*. D'ailleurs, non loin de là, le toponyme *Krasnopolié — Beau-Champ / Champ-Rouge* — est attesté avant la révolution[2].

[1] Rosa LUXEMBURG, *La révolution russe,* [1918] Le Temps des Cerises, Pantin, 2000 ; p. 57.

Trois dénominations font référence au travail des communards. On désigne le métier précis des participants. Mineurs dans la commune *« Travail de la mine »* (<Gornyj Trud>). Cultivateurs dans la commune *« des Horticulteurs, des Maraîchers et des Grainetiers »* (<Sadovnikov, Ogorodnikov i Semenavodov>). Dans la commune *« Notre travail »* (<Svoj Trud>), l'emploi de l'adjectif possessif réflexif souligne le lien spécifique entre les participants et leur activité. Sans doute faut-il y voir la revendication d'une maîtrise de leur labeur et de ses fruits, en même temps que la quête d'une reconnaissance grâce à ceux-ci. *Svoï Troud,* c'est *notre propre travail, notre travail à nous.*

Treize communes affichent leurs principes en les incarnant dans des personnes ou des lieux de mémoire. La Commune de Paris est revendiquée par deux collectifs qui s'inscrivent donc dans le courant de prolifération des analogies et dans leur appropriation par les bolcheviks, phénomènes décrits plus haut. Ces deux communes semblent même en concurrence pour l'appellation. Au village de Glinskoïe, la *Commune de Paris I* (<Parižskaâ Kommuna I>) affirme une antériorité. En conséquence, dans la correspondance officielle, un autre collectif, établi à Brigadirovka se trouve désigné comme *Commune de Paris II* (<Parižskaâ Kommuna II>). Il prend une revanche sémantique en s'inscrivant le plus souvent possible comme *2e Commune de Paris* (<Kommuna « Parižskaâ vtoraâ »> ou <Vtoraâ Parižskaâ Kommuna>[1]), qui n'entend céder la préséance qu'à la commune de 1871 elle-même.

Autre lieu symbolique des luttes révolutionnaires, *Kronstadt* devient le nom d'une commune sise à Novoraï. En 1919, cela n'évoque évidemment pas l'antibolchevisme révélé par l'insurrection de 1921. Par contre, la forteresse maritime est bel et bien l'étendard d'un radicalisme extrême. Rappelons que le soviet de

[2] Le Donets est l'affluent du Don qui baigne le district d'Izioum. Pour les toponymes, voir *Zemel'nye nadely krest'ân,* ouvrage cité (1907), p. 52. L'interprétation des toponymes peut prêter à confusion. On comprend facilement pourquoi Careborisov (Tsar-Boris) devint Krasnyj Oskol (Affluent-Rouge) en 1919. Aujourd'hui, les vieilles dames du bourg ont une autre explication. Lors de leur passage, les makhnovistes auraient tué tant de monde que la rivière serait devenue rouge de sang…

[1] DAXO, R1631/2/276, p. 4, 18, 25, 37, 74…

Kronstadt a agi comme pouvoir souverain dès le printemps 1917. En juillet, les marins sont les instigateurs de la *« manifestation armée »*, à l'origine des premières répressions du gouvernement provisoire contre l'extrême gauche. La violence révolutionnaire reste l'empreinte de *« ceux de Kronstadt »* : c'est un marin, Jelezniakov, qui dissout l'Assemblée Constituante de son propre chef en janvier 1918[1] ; nombre d'entre eux commandent des détachements rouges pendant la guerre civile. Ces idées d'un pouvoir autonome et de l'usage de la force éveille visiblement beaucoup d'écho à Novoraï. On comprendra plus tard pourquoi.

En dressant la liste des personnes qui donnent leur nom à dix des communes, on imagine la galerie des portraits sur le mur d'un quelconque soviet local : Lénine (2 fois), Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Karl Marx, Rakovski, Sverdlov (2 fois), Trotski, Volodarski[2]… Ces cultes de la personnalité semblent encore balbutiants à l'époque. Dans la presse de l'État ou des partis soviétiques du début 1919, les seules effigies sont celles des récentes victimes de la révolution allemande, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Dans le contexte de guerre civile, la composante martyrologique est très présente. De même que les révolutionnaires allemands, Volodarski est tombé sous les balles de la contre-révolution en juillet 1918, juste avant que Lénine soit lui-même la cible de Nelly Kaplan. Sverdlov qui s'acquittait des tâches d'organisation au sein du PC meurt à son tour, mais de maladie, le 16 mars 1919[3]. Il est donc immédiatement « béatifié » par les communards.

En même temps, les noms choisis marquent non seulement un engagement aux côtés des bolcheviks, mais aussi une déférence certaine à l'égard du nouveau pouvoir. Lénine est l'organisateur de la révolution et l'inspirateur de l'État soviétique. Trotski a

[1] Voir Henri ARVON, *1921: La révolte de Kronstadt,* Éditions Complexe « La mémoire du siècle », Bruxelles, 1980 ; p. 17-19.

[2] Nous laissons de côté pour l'instant *Tarass Chévtchenko*. De même, nous ne traiterons pas tout de suite de l'*Évangélique*. Les influences situées hors des cadres définis en *1.1.1 Formation du concept de commune* seront discutées à la fin du chapitre 1. De plus, nous renonçons à expliquer la dénomination de *Caravane* (*Karavan*)…

[3] Pour les données biographiques voir *Deâteli SSSR i revolûcionnogo dviženiâ Rossii,* Granat, M, 1927 (reprint Sovetskaâ Enciklopediâ, M, 1989).

créé l'Armée rouge. Rakovski dirige le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan d'Ukraine. Il ne faut sans doute pas voir de la flagornerie dans le choix des noms. Un certain conformisme règne peut-être (expliquant par exemple la référence à Karl Marx, évidemment inconnu des communards). Plus sûrement il s'agit d'une reconnaissance vis-à-vis des dirigeants qui permirent la création des communes, offrant ainsi une existence nouvelle. La forme et l'étendue de cette gratitude vis-à-vis de l'État ainsi que sa signification sur les représentations du pouvoir seront approfondies ultérieurement.

La dernière catégorie de noms, celle des symboles et principes abstraits, manifeste de nouveau l'adhésion aux valeurs du régime : *Internationale, Drapeau Rouge, Octobre.* Remarquons en ce qui concerne la référence à l'insurrection bolchevique que son assimilation par les communards signifie une reconstruction de leur expérience historique. En effet, factuellement, le 25 octobre (7 novembre) 1917 n'a eu aucune existence en Ukraine. D'après les sources soviétiques les plus apologétiques, les bolcheviks ne gagnent la majorité au soviet de Kharkov qu'à la mi-décembre[1]. En prenant le nom d'*Octobre*, les communards entendent s'inscrire dans un cadre beaucoup plus large que la vie locale, traduire leurs inclinations spécifiques dans un langage plus universel. Certes, il ne s'agit pas d'imaginer que ces mots s'imposent spontanément dans un consensus naturel. Les confusions de sens montrent que tout le monde ne comprend pas les mots employés. Ainsi la commune *Victoire sur le Capital,* parfois abrégée en simple *Victoire*, devient soudain *Victoire DU Capital* sous la plume d'un secrétaire[2].

Un pas supplémentaire dans l'abstraction est franchi avec les trois derniers noms choisis par les communes : *Union* (<Edinenie>), *Idée* (<Ideâ>), *Rayon de Lumière* (<Luč>). La notion d'*Union*, également traduisible par *Concorde* ou *Harmonie,* semble renvoyer aux thèmes de solidarité quasi-familiale déjà évoqués[3].

[1] A. GOLIKOV (sost.), *Xar'kov ; kratkaâ spravočnaâ kniga,* Prapor, Xar'kov, 1978 ; p. 26.
[2] DAXO, R1631/2/269, p. 5, 9, 10, 15.
[3] Cf. p. 119.

C'est l'expression d'un désir d'unanimisme qui sera analysé. Dans leur belle imprécision, l'*Idée* et le *Rayon de Lumière* rappellent les allégories qu'on trouve dès la Révolution Française. Ainsi les frontispices des panneaux représentant la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : les *rayons* émanent de l'Être suprême, alors qu'un ange ailé incarne l'*Idée* en désignant d'une main le triangle divin et de l'autre le texte. Il semble que ce type de condensé des Lumières ait connu une certaine popularité en 1917-1918[1].

Afin de savoir plus précisément quelle *idée* invoquent les communards, et quelle lumière leur dispense ses *rayons,* il faut lire une *Proclamation* de la *Cellule de Bienfaisance des Communistes Bolcheviks* (sic : <Blagodatel'naâ Âčejka Kommunistov Bol'ševikov>), émanant du Comité du district de Voltchansk (au nord-est de Kharkov) en février ou mars 1919. C'est un étrange document de deux pages, dactylographié mais sans aucune ponctuation. Tel quel, le comité de district en demande la publication dans la presse locale. Le texte commence ainsi :

> *« Camarades, longtemps vous avez langui sous le joug du capital, longtemps vous avez subi la domination des grands propriétaires et des koulaks. De toutes les façons ils vous bafouaient, ils faisaient tout leur possible contre le* ***clair rayon de lumière de la LIBERTE****. De toutes les façons ils voulaient l'éteindre. Combien de* ~~*saloperies*~~ <~~drân'~~> *meutes* <svora> *n'ont-ils pas déversées sur elle, mais toutes ces* ~~*saloperies*~~ *meutes déversées sur elle n'ont pas résisté et ont brûlé au contact du chaud rayon de lumière de la liberté. »*

L'auteur rappelle ensuite que le tsarisme a été abattu et que le capital a pris sa place, ce que seuls les bolcheviks critiquèrent.

> *« Ils convainquaient si bien qu'à la fin ils ont convaincu tout le monde ; alors cette meute avide de capitalistes aux dents acérées* <eta žadnaâ svora xiŝnikov kapitalistov> *s'est efforcée par tous les moyens d'étouffer*

[1] Voir les esquisses de panneaux décoratifs dans M.GUERMAN, ouvrage cité, nn°175, 248 (reproduits en annexe, i01 et i02). Plusieurs Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen sont visibles au Musée Carnavalet à Paris.

et de noyer la sainte idée des « bolcheviks », ils ont embauché diverses bandes juste pour faire du brigandage ~~sous la propriété~~ <~~imeniem~~> sous le nom <imenem> de bolchevik, sapant ainsi lâchement le bolchevisme. Mais quoi qu'ils aient fait, ça ne marchait pas ; malgré tout le ***clair rayon de lumière de l'idée bolchevique*** *brillait toujours plus fort. Quand ils eurent trop chaud en Grande Russie à cause de cette lumière, ils partirent vers la mer, parce qu'il y fait plus frais ; ils se regroupèrent en particulier dans cette malheureuse Ukraine, vu qu'on y trouve une bonne mer et beaucoup d'eau ; ils y réorganisèrent leurs bandes avides avec le concours de lâches salauds* <podlye gady>*, des koulaks et des paysans moyens. (...) Maintenant, ils restent assis dans un coin derrière le poêle et murmurent de maudits mots contre* ***l'idée sainte et vraiment prolétarienne de COMMUNE.*** *(...) Tel est le rôle que jouent ces salopards* <gady> *qui vivent ici masqués, et essayent de fâcher le prolétaire avec le prolétaire, et qui prêchent dans les coins contre la COMMUNE. (...)*

Tous, nous nous battrons contre eux !

Tous, nous créerons la commune unique du travail !

Vive la commune unique du travail !

Cellule de Bienfaisance des Communistes Bolcheviks » [1]

Ce texte est déroutant par son écriture même. Il mélange des mots du registre élevé (*saint, sacré, vrai*) avec des expressions triviales (*saloperie, salaud, meute*...). Surtout il manie constamment des images stylistiques qui sont par la suite prises au pied de la lettre. Ainsi la *lumière de la liberté* (ou de *l'idée bolchevique* — notez l'équivalence) réchauffe au point de *brûler* ses adversaires. Ces derniers trouvent refuge en Ukraine car la *mer* et *l'eau* leur permettront de se *rafraîchir*. La confusion entre le mot et la chose devient inquiétante quand elle qualifie l'adversaire de façon biologique : carnassier (<*xiŝnik*>), reptile (*gad* traduit dans son deuxième sens, figuré, de *salaud*, *salopard*). En toute hypothèse, cette abolition des distances doit provenir du statut socioculturel de l'auteur.

[1] DAXO, P93/1/6, p. 22-23 (demande de publication, p. 21), sans date. La ponctuation et les caractères gras ne sont pas dans l'original.

Celui qui écrit n'est évidemment pas un intellectuel, c'est pourquoi *« il prend le Pirée pour un homme »*, selon l'expression de La Fontaine. Ce genre de confusion provient habituellement de la rencontre entre le discours d'une personne « cultivée » et sa perception par une personne « inculte ». Ici, l'auteur est ébloui par les mirages jaillis de sa propre écriture. Cela se comprend : provenant d'une catégorie dominée, il aura toujours subi l'écrit provenant des dominants. L'écrit se confond pour lui avec le pouvoir. La situation historique lui a soudain permis à son tour d'écrire ou sans doute plutôt de *dicter* son texte (ce qui est encore plus significatif : dicter, c'est aussi donner un ordre). Il peut même espérer être publié. C'est comme s'il affirmait sa puissance au fur et à mesure que les mots étaient tapés à la machine. Une ivresse proprement démiurgique devait le gagner peu à peu, jusqu'à le posséder totalement au moment d'énoncer *« Tous, nous créerons la commune unique du travail ! » <Vse budem sozdavat' edinuû trudovuû kommunu>*.

Dès lors, comment comprendre la *commune unique du travail* ? Ce ne peut être une métaphore du nouveau régime, un simple slogan. Si la commune est *dite*, elle doit être *faite*. À Voltchansk comme à Izioum, de nombreux documents prouvent que l'abolition des distances est directement vécue. Il n'y a plus du proche *et* du lointain, du local *et* de l'universel, des communards *et* des communistes, *des* communes *et un* communisme, une réalité *et* un idéal. Tout est mêlé dans une grande fusion révolutionnaire par l'effet de *« la force des mots »,* selon l'expression de Maïakovski.

La magie des mots démontre l'acquisition des références culturelles révolutionnaires. À la fin de la première assemblée générale de la commune *Notre travail,* à 2 heures du matin (!), *« les présidents proposèrent d'honorer la mémoire des communards de Paris et des combattants tombés pour la liberté en se levant et en chantant la marche funèbre »*[1]. La Commune devient leur commune. L'assimilation va

[1] DAXO, R1631/2/302, p. 4 (procès-verbal n°1 de l'A.G. du 28/03/1919). Le même rituel funèbre est observé en hommage à Volodarski dans la commune qui porte son nom. L'A.G. l'a élu préalablement président d'honneur (R1631/2/310, procès-verbal du 7/04/1919, p. 11).

plus loin, elle dépasse la capacité à dénommer pour produire une véritable *identification* à d'autres lieux ou personnes. Fin janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht viennent d'être abattus. Un agitateur du district de Voltchansk en relate la commémoration dans une réunion locale. *« Ensuite, j'ai parlé de la situation internationale en général et je suis passé à celle du village de Roubejnoïe en particulier »*. Quant aux communards de Novoraï, ils datent leur courrier de la *« ville de Kronstadt, canton de Sergueïevka, district d'Izioum »*[1]. Qu'on parle du monde entier ou de son village, la lutte entre révolution et contre-révolution est la même.

Les hommes ne sont pas différents non plus d'un échelon à l'autre. Le 14 mars 1919, l'assemblée générale de la fraction des communistes-bolcheviks de Volokhovka (district de Voltchansk) envoie un télégramme au 1er congrès de l'Internationale Communiste qui venait de se tenir à Moscou. *« Sachez, camarades, que vous n'êtes pas seuls »*, disent-ils à Zinoviev, Lénine et Trotski[2]. C'est ainsi un nouveau rapport au monde qui s'établit. Au lieu d'être les citoyens muets d'une société incompréhensible[3], les communards se mesurent à l'aune du nouvel ordre qui s'ébauche. *« Nous, citoyens du village de Raïgorod, réunis sous la présidence du C.[amarade] Savtchenko (…) pour adopter le statut modèle de la commune agricole, nous prenons en considération toutes les RSFSR*[4] *qui se constituent et où l'on fonde une nouvelle vie palitique* [sic] *et sociale sur des bases coummounistes* [sic] *»*. Trois semaines plus tard, *« considérant l'édification sociale, communiste et étatique de la RSFSR »*, les mêmes annoncent à la Section foncière… le début des semailles[5] !

Pour définir les traits généraux qui synthétisent le style des écrits communards,

---

[1] DAXO, P93/1/7 : p. 47 (rapport de l'agitateur du 26/01/1919). R1631/2/299, p. 16 (courrier de la commune *Kronstadt* à la Section foncière, 8/04/1919).

[2] DAXO, P93/1/7, p. 20 (procès-verbal du 14/03/1919).

[3] Après la première révolution, un soldat disait : « *Et voilà que maintenant, Dieu merci, j'ai l'impression que je ne suis pas pire que les autres. Alors qu'avant, qui que tu regardes, tous sont plus purs que toi. Tu travailles, tu trimes pour tous, et c'est comme si on ne te voyait pas sous ta carapace grossière* » (FEDORČENKO, ouv. cité, p. 101).

[4] RSFSR : initiales de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.

[5] DAXO, R1631/2/305, p. 1 (procès-verbal du 22/04/1919 ; citation exacte : « *Prinimeem v o vnimanie sozdavšiesa vse RSFSRii, gde osnovyvaetsâ obŝestennaa palitičeskaa žizn', na kummunističeskix načalax* ») ; p. 21 (courrier du 17/05/1919).

on peut reprendre les conclusions de la linguiste Ekaterina Betekhtina sur *Le style d'écriture des classes inférieures en 1917* :

> - *« une tendance au style formel [où,] au lieu des clichés bureaucratiques, nous trouvons le lexique socio-politique caractéristique des unes de journaux et des brochures politiques » ;*
> - *« une forme condensée de l'expression — abus des propositions subordonnées (...) abondance de phrases sans verbe, enchaînement de génitifs et d'instrumentaux — [qui] gêne la bonne compréhension » ;*
> - l'usage du *« pathos, de phrases rhétoriques et solennelles au registre élevé » ;*
> - de *« fréquents écarts par rapport aux normes d'orthographe et de ponctuation » ;*
> - *« la confusion logique et diverses fautes de grammaire, la contamination par des expressions livresques qui n'ont pas été complètement maîtrisées, la tendance à mélanger des constructions littéraires avec des expressions populaires;*
> - *« dans certains cas, une nouvelle épithète expressive se développe à partir d'un déplacement métaphorique ou métonymique et commence à être utilisé indépendamment »*[1].

Ekaterina Betekhtina s'appuie sur un ensemble de documents d'archives s'étalant de mars 1917 à janvier 1918. Or ses analyses s'appliquent parfaitement à la prose communarde du début 1919, à une époque où la guerre civile fige tous les discours dans une discipline martiale. Dans sa phase la plus cruelle, la révolution a enfin touché les bas-fonds et les endroits les plus reculés de la société rurale : ils vivent à contre-temps la libération de la parole qu'avait connue le reste de la société russe presque deux ans plus tôt.

L'analyse des discours des deux périodes donne une autre indication précieuse. D'après Ekaterina Betekhtina, *« Les revendications paysannes ont tendance (...), d'un point de vue linguistique, à être moins marquées par l'attirance pour le formalisme du langage que les résolutions des réunions d'ouvriers »*. Les communards écriraient donc

[1] Ekaterina BETEKHTINA, « Afterword: Style in Lower-Class Writing in 1917 », in Mark D. STEINBERG, *Voices of Revolution, 1917,* Yale UP, New Haven & London, 2001 ; p. 311-315, 318.

moins comme les ruraux qu'ils sont que comme des ouvriers. Ils partagent avec ces derniers le goût de la complication. La linguiste explique le maniérisme des ouvriers par le fait que

> *« beaucoup d'ouvriers, encouragés en cela par les activistes marxistes, étaient convaincus que le prolétariat était la classe dirigeant la révolution (...) et ils s'efforçaient de se conformer à cette image en écrivant comme s'ils participaient à l'administration du gouvernement et aux décisions de politique intérieure et extérieure. Leurs résolutions fonctionnaient comme une sorte de décision officielle et étaient donc écrites dans un style lourd, « gouvernemental » (c'est-à-dire formel ou officiel) »*[1].

En plus de corroborer des hypothèses émises plus haut sur l'usage de la langue, ce jugement me semble éclairer la conscience que les communards avaient d'eux-mêmes. Au moment de déclarer leur profession, peu nombreux sont ceux qui s'assimilent sociologiquement à la classe ouvrière (cf. p. 146). Ils se considéraient comme des ouvriers, comme des prolétaires, moins par leur *état* que par leur *action,* comme si la fondation d'une commune avait fait d'eux localement la force motrice de la révolution.

Malgré la guerre civile, les *communards* se considèrent comme les maîtres du nouveau monde qui s'ébauche et ils se confondent largement avec les *communistes* qui dirigent l'État. Plus généralement, le rapport entre « masse » et « militant » est brouillé et on constate partout l'indétermination des instances décisionnelles. Un comité de district du *Parti* transmet la *« Résolution des citoyens de Efremovka »* de constituer une commune à l'administration d'*État* (la sous-section des communes auprès de la Section foncière). À Verkhné-Saltovka, la cellule du *Parti* statue sur l'admission de nouveaux membres dans une *commune*[2]. Au village de Kreïdianka (canton de Roublenoïe), on choisit l'instructeur des communes pour le district parmi les sympathisants

[1] *Ibidem*, p. 312.

[2] DAXO, P93/1/6, p.15 (courrier du 12/03/1919) ; P93/1/7, p. 83 (procès-verbal du 3/04/1919, § 3). Notons que les quelques documents dont nous disposons attestent de l'existence de 3 communes dans le district de Voltchansk. Les documents sont rares, mais ils corroborent les informations dont nous disposons sur le district d'Izioum.

communistes et il s'agit précisément d'un communard[1]. D'ailleurs, le rapport numérique joue en faveur des communes. Le district d'Izioum compte 900 communards adultes pour 1800 adhérents du parti bolchevique[2]. Dans le petit milieu des « Rouges » à la campagne, les communards forment un groupe considérable, clairement identifiable et homogène. Il est impossible de se passer de leurs services et d'ignorer leurs valeurs.

Les communes ne sont pas des lieux de pouvoir et leur place est donc assez secondaire dans l'appareil soviéto-bolchevique. Ce qu'elles y perdent en puissance politique, elles le gagnent en aura morale. Ainsi, dans un courrier au Comité de district, un certain Ivan Gourevitch Neïvalenko fait amende honorable pour le *« le plus anodin et le plus banal des délits »* (qui n'est pas précisé). Pour prouver sa repentance, il affirme *« se consacre[r] au travail physique honnête dans la commune du village de Tchaïkovka où* [il] *a été reçu et enregistré si cordialement »*. Il demande à ne pas être jugé, afin de pouvoir *« tranquillement contribuer à l'effort de notre famille laborieuse, tant pour le travail physique que pour l'éducation et l'instruction »*[3]. Garantes d'une rectitude dans l'action, les communes peuvent jouer le rôle d'éducatrices.

Les communards ont conscience de l'exigence morale qu'ils portent. Parmi les conditions énumérées pour adhérer, la 1re assemblée générale de la commune *Chevtchenko* pose que *« tous les membres doivent provenir des couches les plus pauvres de la population, avoir le point de vue d'un communiste ou d'un sympathisant, être sobres, honnêtes et consciencieux »*. Ces devoirs sont complétés par l'obligation *« d'adhérer à l'une des organisations communistes, de mener un travail d'éducation parmi les communards et parmi les autres citoyens »*[4]. En somme, le rapport est

[1] DAXO, P93/1/6, p. 60 (lettre de la Section foncière du District de Voltchansk au Parti des Communistes-Bolcheviks, 3/03/1919) ; P93/1/7, p. 16 (*Liste des sympathisants du Parti des Communistes-Bolcheviks…*, 18/02/1919).

[2] Recensement de mai 1919 comptabilisant 1803 communistes organisés dans 36 cellules (voir *Xar'kovŝina v period graždanskoj voiny i inostrannoj voennoj intervencii 1918-1920 : Sbornik dokumentov i materialov,* DAXO, X, 1973 ; p. 125 et 160, documents nn° 161 et 180).

[3] DAXO, P93/1/12, p. 23-24 (lettre du 16/04/1919).

[4] DAXO, R1631/2/316, p. 9 (procès-verbal du 12/03/1919, § 1.3 et 1.5).

inversé. Ici, les qualités morales du communard en font un communiste. On peut l'expliquer littéralement : le travail collectif fait bien de la commune une *« association communiste »*[1]. Le lecteur se souviendra d'ailleurs que lors du 1er congrès des sections foncières de canton, *cellule communiste de village* était synonyme de *commune* (cf. p. 132). Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les communards se nomment volontiers *communistes*. Nombre de courriers officiels commencent par *« Nous, communistes de la commune X… »*.

Qu'il s'agisse de réclamer des vêtements ou d'annoncer les décisions de l'assemblée générale (exclusion d'un membre, abattage d'un bœuf…), ils se parent de la dignité de communistes[2]. Ce terme de *dignité* semble particulièrement approprié par son double sens de *« respect dû »* et de *« charge qui donne un rang »* (selon le Petit Larousse). La dignité nécessite une reconnaissance. C'est pourquoi les membres de la commune *Kronstadt,* s'estimant communistes, demandent au Parti de leur adresser des cartes d'adhérent ainsi que des tampons officiels. Ils veulent formaliser leur désir de *« s'unir en toute passion* <vsej strast'û> *au PC(b)U »* [sic]. À Liman, une lettre de la commune locale porte un cachet toujours lisible : *« Commune Agricole du Parti des Bolcheviks d'Ukraine « Internationale », district d'Izioum, province de Kharkov, canton de Koupiansk »*[3].

Ce rapport fusionnel à la révolution et au communisme tend à abolir la séparation entre politique et social. Quelles que soient pourtant les intentions des communards, le Parti communiste est le parti au pouvoir, le parti *du* pouvoir. Cela risque d'introduire des rapports de domination au sein des communes, mais aussi entre les communes et la population extérieure.

---

[1] DAXO, R1631/2/286, p. 9 (courrier de la Section foncière sur la commune des *Horticulteurs, maraîchers et grainetiers,* 13/03/1919).

[2] DAXO, R1631/2/276, p. 25, 37, 74-75, 93 (courriers des 14 et 24 avril, 8 et 17 mai 1919).

[3] DAXO, R1631/2/299, p. 23 (*« procès-verbal de l'A.G. des Communistes-Bolcheviks sous le nom de Kronstadt »,* 22/04/1919). R1631/2/297, p. 15 (lettre de la commune *Internationale* à la Section foncière, 7/05/1919).

1.2.3 VERS UNE DÉMOCRATIE DIRECTE ET ÉGALITAIRE ?

1.2.3.1 « Une libre union de travailleurs »[1]…

Jusqu'à présent, il a été question « des communards », de leur discours et de leurs pratiques en général, comme s'ils formaient des communautés homogènes d'égaux. Ce n'était évidemment qu'une fiction commode pour poser quelques principes et refléter l'image que les communes donnent d'elles-mêmes. Or les textes et interventions cités n'émanent que de quelques individus. Il faudra voir quelles distinctions s'établissent entre les communards pour vérifier si l'égalité de richesse suffit à donner à chacun une part égale du destin commun.

La création d'une commune est déjà un moment où tous n'ont pas la même influence. L'initiative de lancer un collectif est la première et la plus lourde des responsabilités et elle suppose une autorité. Ainsi Fedor Petrovitch Doudka jouissait dans sa commune de la double dignité, politique et administrative, de *« président de la cellule du PC(b)U »* et de *« chef du Bureau des Communes »*. Or ces postes ne résultent pas d'une logique d'appareil, mais bien d'une ténacité militante. L'historiographie soviétique indique qu'au début 1918, un an et trois régimes plus tôt, Doudka fondait la première cellule du PC à Savintsy. À ses côtés, il y avait déjà S.M. Kourilo qu'on retrouve dans la commune. Lors de la révolution de février 1917, ce dernier avait pris d'assaut le commissariat de police, accompagné de D.S. Narojnii, autre futur communard[2]. Les fondateurs de la commune *Kronstadt* se réclament d'une légitimité comparable en se présentant comme des *« communistes de l'an dernier, c'est-à-dire de 1918, dès le 29 février »*[3]. Les premiers communistes deviennent les premiers communards et, dans une période si instable, la présence de militants reconnus et implantés marquait une certaine continuité, un ancrage rassurant.

---

[1] Les intertitres de ce chapitre sont extraits du décret du CEC panrusse du 14/02/1919, chapitre VII *Communes agricoles de production,* reproduit dans V.M. KAČYNS'KIJ (za red.), M. LEVENŠTAM, HRUŠEVS'KYJ (skaly), *Ahrarne pytannâ : pidručnyk dlâ radpartškil, komvuziv ta samoosvity,* DVU, X, 1926 ; p. 380-384.

[2] Histoire de Savintsy dans *Istoriâ gorodov…,* ouvrage cité, p. 152.

[3] DAXO, R1631/2/299, p. 7 (déclaration du 26/03/1919).

Le pouvoir de conviction des militants en faveur de la commune en était grandi, mais il leur restait à accomplir un vrai travail préparatoire d'explication et de propagande. L'assemblée générale fait alors office de consécration. Un procès-verbal rappelle qu'un certain Vitrenko s'est investi dès l'établissement du pouvoir soviétique *« pour convaincre et réaliser par tous les moyens les principes communistes, grâce à quoi quelques citoyens conscients ont créé la Commune de Paris »*[1]. Plus nettement encore, un autre compte-rendu commence ainsi :

> *« La réunion a été convoquée par le C.[amarade] Gr. Pavl. Makeev, organisateur ; il a pensé que ses efforts en ce sens ont donné les résultats souhaités ; maintenant, les C.[amarades] venus à la réunion pour travailler en commun doivent décider comment ils doivent travailler, sur des bases communistes, c'est-à-dire en commune de production, ou en artel de travail. »*[2]

Les sources ne disent rien de plus sur l'histoire personnelle ou les responsabilités officielles des *« organisateurs »* que sont Vitrenko ou Makeev. Ces comptes-rendus (qu'ils ont vraisemblablement rédigés) sont la consécration visible de leur rôle.

La création d'une commune prend ainsi une dimension rituelle lors de la réunion de fondation. Avant, les uns et les autres avaient donné leur accord de personne à personne, lors des discussions avec l'*organisateur*. Il s'agit maintenant de former un collectif. D'où la nécessité d'un rappel des principes, suivi d'une discussion sur les avantages comparés de l'artel et de la commune[3] :

> *« Après de longues discussions, nous sommes arrivés à la conclusion que la forme d'agriculture collective la plus juste et la plus profitable* <vygodno> *se fait sur des bases purement communistes ».*

Ce choix est entériné par un vote majoritaire avant un second vote sur le nom de la

[1] DAXO, R1631/2/276, p. 64 (P.V. du 30/04/1919).

[2] DAXO, R1631/2/302, p. 3 (P.V. de la 1re A.G. de la commune *Svoj Trud,* 28/03/1919).

[3] Notons que la forme de l'*artel,* si elle existe et garantit donc le volontariat de l'organisation en commune, semble avoir moins de succès. On ne compte que 14 artels pour plus du double de communes dans le district (R1631/2/241, *O sozdanii sel'skix tovariŝestv i artelej* ; p. 81-98 *Svodka o kommunax i artelâx* – s.d. -). Il faut dire qu'avant la révolution les artels d'exploitation agricole n'existaient quasiment pas. L'artel désignait essentiellement une association de travailleurs se louant collectivement (voir V.V. KABANOV, *Krest'ânskaâ obŝina i kooperaciâ Rossii XX veka,* RAN Institut Rossijskoj Istorii, M, 1997 ; p. 31)

nouvelle commune. De même, la 1re assemblée générale de la commune *Chevtchenko* s'ouvre sur le rappel en cinq points des conditions d'adhésion[1]. Chacun s'est engagé devant les autres. En prenant les mots dans leur sens étymologique, on pourrait parler d'une *communion* où l'organisateur jouerait le rôle d'un *ecclésiastique*.

Est-ce à dire que seul le poids personnel joue un rôle ? Sûrement non. Le PC agit également comme appareil, dans le district d'Izioum comme dans celui de Voltchansk, Ainsi la déclaration d'intention de créer la commune *Liebknecht* (celle de Doudka précisément) est faite sur du papier à l'en-tête du Parti communiste. De même, la décision de créer la commune *Internationale* est prise en réunion de cellule du parti :

> *« Ayant écouté la déclaration des camarades qui se sont exprimés sur la création d'une commune agricole, nous avons résolu de proposer des terres à la commune et de convoquer des représentants pour leur inspection »*[2].

Pourtant, ce ne sont là que deux exemples sur trente-deux… En fait, tout est plus complexe et il est impossible de faire clairement la part du charisme d'un militant, du poids de l'appareil et de la libre adhésion des plébéiens obscurs.

Sur la base de toute la documentation disponible, quelques cas sont emblématiques de tendances extrêmes. Tout oppose les communes *Karl Liebknecht* et *Évangélique*. La première est, rappelons-le, patronnée par le Parti et compte quatre cadres communistes parmi ses membres. La commune *Évangélique* n'a par contre sûrement pas bénéficié d'un parrainage soviétique ! L'effectif de la première est de 226 membres alors que la seconde est composée de 5 personnes. Cette dernière est clairement un groupe d'affinité, formé de deux couples parents (même nom de famille) et d'un célibataire peut-être également apparenté. Par contre, en regroupant 41 foyers, la commune *Liebknecht* ne peut être le résultat de réseaux d'amitié ou de parenté.

[1] DAXO, R1631/2/302, p. 3. Procès-verbal déjà cité, R1631/2/316, p. 9 (commune *Chevtchenko*, 12/03/1919).

[2] DAXO, R1631/2/306, p. 2 (déclaration d'intention du 21/03/1919). R1631/2/297, p. 2 (*Procès-verbal de la réunion des Communistes-Bolcheviks de l'organisation de Liman*, 24/03/1919).

Établie dans un bourg, elle n'est pas structurée non plus autour d'une communauté villageoise préexistante.

Par contre ce « gigantisme » répond bien aux exigences bolcheviques *« d'organisation de grandes fermes agricoles sociales »* (selon l'expression de Jigour). Doudka et ses camarades de parti ont dû pousser dans ce sens. Cela vaut également pour la commune *Internationale* qui dépasse 100 membres. Les frères Voïtenko, responsables de la cellule communiste de Liman, y militent. Pour la commune *Donetsko-Leninskaïa* (104 membres), aucun élément n'atteste une présence communiste. Il reste que son président dirigeait également le soviet du village, ce qui est un indice non négligeable. Il ne semble pas que les grands collectifs facilitent la vie collective. En deux mois, 31 personnes sont exclues de la *Donetsko-Leninskaïa* et 36 d'*Internationale*... Ces 30 % de déchets sont presque sans équivalent parmi les 32 communes[1]. En moyenne, il y a « seulement » 54 personnes par collectif. La valeur médiane, compte tenu des trois géants, descend même à 46 communards par structure. C'est dire que 9 communes sur 10 témoignent d'une structuration de proximité, par relations personnelles, et non pas « d'en haut », par intervention volontariste de l'appareil.

À l'opposé, on peut imaginer que, pour suivre l'air du temps, de simples communautés de fait avaient été rebaptisées en communes. Cette hypothèse se défendrait dans le cas des communes de réfugiés. Les mineurs évacués ensemble du Donbass, formant *Travail de la mine* et *Lioubimovka,* devaient bien chercher de quoi (sur)vivre, ne serait-ce qu'en cultivant pour se nourrir. La situation est cependant moins évidente qu'il n'y paraît. Un bon nombre des participants produisaient le document suivant :

> *« Le porteur de la présente, [X X X], ouvrier de la Mine Goloubovsko-Marevski appartenant à la société du chemin de fer de Moscou-Kiev-*

[1] Taux moyen d'exclusions de 13,18 % (cf. p. 169).

Voronej, se rend au district d'Izioum dans une exploitation camunale [sic]*, l'administration de la mine ne s'y oppose pas, la signature et le cachet en font foi.*

L'ingénieur en chef, dirigeant la mine

Par la propre signature manuscrite de Ioursak, ingénieur des mines, le comité exécutif des D[épuités d'] O[uvriers et de] S[oldats] de la mine Goloubovsko-Marevski certifie et confirme de son côté que le C.[amarade] [X X X] n'a pas été remarqué pour des prises de position contre le pouvoir soviétique (...) »[1].

Il semble donc que le collectif n'était pas spontané mais organisé et puissamment aidé par la direction de la mine et l'administration soviétique. Malgré cette pression administrative, il reste aux personnes rétives à la commune la liberté de voter avec leurs pieds. Une procédure d'exclusion est ouverte contre huit *« membres qui ne sont pas arrivés »*[2] prouve qu'il serait hâtif de voir dans la commune *Travail de la mine* un organisme simplement issu de la contrainte bureaucratique. Comme ce collectif fera preuve d'une longévité étonnante (au-delà de 1919), on ne peut réduire non plus les motivations de ses membres à l'instinct de conservation. C'est également vrai pour une autre commune de réfugiés, celle *des Horticulteurs, maraîchers et grainetiers,* qui regroupe des personnes originaires des provinces de Kiev, Poltava, Ekaterinoslav, Koursk et Tambov. Le volontariat de ce collectif est attesté par sa déclaration d'intention : ils sont *« désireux de passer de l'exploitation coopérative laborieuse à l'exploitation communale laborieuse »*[3]. Les *Horticulteurs, maraîchers et grainetiers* menaient déjà un travail agricole ensemble et ils décident par surcroît de tenter une expérience sociale. À cet effet, ils sont parmi les premiers volontaires, dès la fin février.

En élargissant le propos au-delà de ces sept cas extrêmes, la formation et la composition de chacune des 25 autres communes semblent résulter d'un équilibre entre le charisme d'un militant, le poids et l'attrait des appareils politique et

[1] DAXO, R1631/2/298, p. 7-14 (8 certificats délivrés le 19/03/1919 pour 14 personnes ; commune *Gornyj Trud*).
[2] DAXO, R1631/2/296, p 12 (vers le 21/05/1919).
[3] DAXO, R1631/2/286, p. 1 (courrier à la Section foncière, vers le 25/02/1919).

administratif, les nécessités matérielles, le jeu des parentés et celui des affinités. Prenons l'exemple de la commune *Kronstadt*. Au premier recensement, le 28 avril, elle compte 59 membres de 13 foyers. Trois semaines plus tard, deux autres foyers (11 personnes) l'ont rejointe. Quinze foyers représentent une trentaine de personnes délibérantes : la gestion du collectif reste possible « en direct », de personne à personne. La moitié de ce groupe est formé de *« 17 des 40 anciens ouvriers du domaine de la ci-devant Bantycheva »* sur lequel ils travaillent. La communauté de fait a donc su s'élargir jusqu'à doubler. Les procès-verbaux d'assemblées générales sont contresignés par le soviet du village dont le président, Skrypnitchenko, porte le même nom qu'un des communards. Le collectif s'appuie donc sur l'appareil d'État, mais au niveau le plus bas. La cellule des *« communistes de l'an dernier »* est bien un organe du parti au pouvoir, mais elle tient moins de l'appareil que de l'organisation d'ouvriers agricoles en révolte.

En somme, s'il est absurde de nier l'existence d'enjeux de pouvoir dans la formation des communes, c'est qu'il n'est guère d'action humaine où ceux-ci n'interviennent pas. La contrainte externe directe est cependant totalement absente des sources. Les exclusions et démissions prouvent quant à elles que les archives ne taisent pas les conflits et que les insatisfaits ont une porte de sortie, au propre et au figuré. Pour finir, on peut reprendre les réponses données aux enquêtes de la Section foncière. Sous la rubrique *« Raisons d'organiser une commune »,* on peut lire : *« convictions politiques »* ou *« convictions communistes »*, *« pauvreté »* (2 fois), *« réalisation de la vie communale »* ou *« envie personnelle de réaliser la commune dans la vie »* (2 fois), *« état de ruine de l'agriculture »*[1].

1.2.3.2 … « Fondée sur des principes communistes »

Après avoir vu ce qu'avait de rituel le rappel des principes de vie collective lors de l'assemblée générale, il est temps d'examiner ces principes pour eux-mêmes. Pour

[1] DAXO, R1631/2/270, p. 9 (communes *Unité* et *Victoire sur le Capital*) ; R1631/2/276, p. 121 (*Commune de Paris I*) ; R1631/2/283, p. 36 (commune *Sverdlov* de Peski) ; R1631/2/303, p. 8 (commune *Sverdlov* de Mar'evka) ; R1631/2/314, p. 11 (commune *Pravodonetskaïa*).

détailler autant que possible les négociations dont ils font l'objet, les procès-verbaux d'assemblées générales ne sont disponibles que pour six communes. Et encore sont-ils la plupart du temps très laconiques et consacrés à des questions pratiques. Manque de papier, manque de temps, manque de personnes capables de rédiger un compte-rendu : il faut garder à l'esprit toutes les contraintes, conjoncturelles et structurelles, pesant sur les premières communes.

À la commune *Chevtchenko*, on rappelle d'abord que toutes les possessions des uns et des autres doivent se fondre *« dans une seule exploitation et être considérées comme un bien commun populaire* <narodnoe dostoânie> ». Puis, on précise qu'il est obligatoire de *« vivre dans un seul endroit, de se contenter de la ration* <paj> *commune au réfectoire commun, de se répartir en chambres séparées »*. Sur cette base, il est procédé à l'élection d'un comité chargé de faire l'inventaire des biens de chacun (§ 2 de l'ordre du jour). Il est également décidé de rassembler tout le bétail dans un seul bâtiment, chez un des membres du conseil de la commune (§ 4). Enfin, l'argent et les dettes de chacun seront comptabilisés et gérés par le comité d'inventaire (§5)[1].

Les mêmes questions soulèvent plus de discussions à la commune Octobre. Le quatrième point discuté à la première assemblée générale porte *« sur les possessions individuelles à transformer en propriété de la commune (linge et vêtements de camarades individuels) »*. La mise en commun est repoussée. Instinct de propriété ? Pas vraiment, vu l'absence de propriété. Le conseil de la commune est d'abord chargé de vérifier qui manque de linge et de vêtements. Dans l'attente d'une aide extérieure, on fera appel à la solidarité des communards qui possèdent des vêtements pour donner à ceux qui n'ont vraiment rien. Le partage n'avait pas de sens à cause de l'extrême dénuement. Le linge est d'ailleurs si précieux que le lavage est réglementé. Un responsable est nommé *« et si [ceux qui font la lessive] s'avèrent négligents dans*

[1] DAXO, R1631/2/316, p. 9 (déjà cité). La « *cuisine commune* » a été vraiment tentée à la commune *Caravane* qui demande deux grands chaudrons pour ce faire (R1631/2/287, p. 12 – 6/05/1919).

l'accomplissement de leur tâche, [il faudra] infliger des punitions allant jusqu'à trois tours supplémentaires de travaux (tels que lessive, nettoyage des allées du jardin, etc.) sur le temps de repos chaque jour pendant deux heures »[1].

Le désir d'une vie communautaire est attesté par la mise en place d'une crèche collective (§ 3 de l'ordre du jour) ainsi que par la politique suivie dans les admissions de nouveaux membres (§ 2). Parmi les candidats, il y a un vieil invalide. Il est admis avec la mention suivante : *« Akim Tagaï, incapable de travailler que les communards sont obligés de nourrir, vêtir et chausser jusqu'à sa mort car il n'a pas de parents qui pourraient veiller sur sa vieillesse et il n'a aucun moyen »*. La table n'est pas richement dressée, mais elle est ouverte à tous. La condition essentielle d'intégration n'est donc même pas le travail, mais plutôt l'acceptation de la nouvelle sociabilité qui se met en place. Or, en dehors des termes idéologiques abstraits, on ne sait comment la nommer. À la commune *Donetsko-Leninskaïa*, on trouve les expressions *« notre milieu » <naša sreda>*, *« notre famille »*, *« la famille des communards »*[2]. Faute de mieux, la force du lien est au moins marquée.

La profondeur de l'attachement se mesurant habituellement à l'occasion des ruptures, faut-il s'étonner que ces formulations soient utilisées lors de procédures d'exclusion ? Avant d'étudier les motivations de rejet, il faut évaluer l'ampleur du phénomène. Sur la base des *listes familiales* parfois établies à intervalle régulier, il est possible de faire le tableau suivant des départs et arrivées :

6) Rotation d'effectif dans les communes du district d'Izioum en 1919 (1/2)

Départs	Intégrations	Sur un total de
19,87 %	13,68 %	775 personnes dans 14 communes

[1] DAXO, R1631/2/301, p. 9 (procès-verbal du 16/05/1919).

[2] DAXO, R1631/2/294, p. 30 (*procès-verbal n°3 de l'A.G.* du 4/05/1919). À la commune *Volodarski*, on parle de « *kommunal'noe semejstvo* », *« famille communale »* (R1631/2/310, p. 11 – procès-verbal de l'A.G. du 13/04/1919).

On ne possède pas toujours des informations sur les modalités de départ. En réduisant la base statistique aux situations les mieux renseignées, on obtient les proportions suivantes, légèrement différentes (voir tableau suivant) :

7) Rotation d'effectif dans les communes du district d'Izioum en 1919 (2/2)

Départs, soit…	…exclusions et	…démissions	Intégrations	Sur un total de
22,03 %	13,18 %	8,85 %	13,18 %	531 personnes dans 9 communes

Le « turn-over » est important : pour des collectifs dont la longévité est d'au maximum trois mois, plus d'un tiers des membres a changé. Les départs dépassent les arrivées et la population des communes diminue en conséquence. Il reste que le flux entrant est significatif et compense presque les deux tiers des sorties. C'est assez remarquable alors que la situation politico-militaire se dégradait et bouchait l'horizon.

Concernant les départs, il faut distinguer les démissions des exclusions. Les premières sont rarement motivées dans les documents. Cinq cas à la commune *Internationale* sont dus à des départs pour l'Armée rouge : les démissions ne signifient donc pas forcément un désaccord. Plus curieux, à la commune *L'Idée*, Emelian Podmoguilny (35 ans) prend la parole en assemblée générale pour expliquer son *« départ volontaire » : « lui ayant demandé pourquoi, il s'est avéré que ses nerfs ne supportent pas les troubles* <volneniâ> *de la vie actuelle, mais aucune raison particulière n'a été découverte »*[1]. Impossible de savoir ce qui le tourmentait dans la *« vie actuelle »* : l'atmosphère de guerre civile, la misère, la pression du groupe sur l'individu ou simplement l'incapacité de remettre en cause sa façon de vivre. Toujours est-il qu'après l'accord unanime de l'assemblée, il quitte la commune avec sa femme (co-déclarante à l'A.G.) et leurs quatre enfants. Remarquons la procédure. Il fait part de

[1] DAXO, R1631/2/304, p. 16 (*Procès-verbal n°2* du 14/05/1919).

ses problèmes intimes devant tous et obtient de ses pairs la permission de partir, évitant d'apparaître comme un « lâcheur ».

Parmi les exclusions, il y a d'abord celles, formelles, de tous ceux *« qui ne sont pas arrivés »* à la commune Lioubimovka ou qu'on n'a jamais vus à la Lénine. Dans les causes d'exclusions réelles, on note six cas de *« mauvaise volonté »* dans le travail. À la commune Octobre par exemple, le *« refus catégorique »* d'Ivan Kavaliov, s'explique par là priorité donnée aux *« travaux de sa maison »* <*domaŝnie raboty*>. Il est chassé à l'unanimité, sans recevoir aucune rétribution pour le temps passé à la commune[1]. Tous les autres cas motivés indiquent des raisons morales. Deux candidats à la commune Notre travail sont refusés, l'un parce qu'il n'a *« pas de sens commun »* <*nenormal'nogo smysla*>, l'autre car c'est un *« élément dangereux, désorganisateur »*. Quatre exclus de la commune Rayon de Lumière sont notés *« faibles de caractère »* <*slaboxarakternye*>[2]. La Deuxième Commune de Paris reproche à Semion Khukhrianski *« ses principes tels »* <*princypy evo takovy*> (sic) que l'exclusion devenait nécessaire[3].

Cette exigence morale ne semble pas relever d'un puritanisme totalitaire, mais plutôt des nécessités de la vie en commun. Les communards balancent entre deux modèles de régulation, le modèle informel de la famille et celui, plus réglementaire, de l'administration. À la commune *Donetsko-Leninskaïa*, on dresse l'acte d'accusation suivant :

> *« Le C.[amarade] Bondarenko Makar, membre de notre commune et travaillant parmi nous depuis près d'un mois, a souvent provoqué des disputes* <spory> *parmi les camarades et s'est fait remarquer à de nombreuses reprises dans la spéculation et le marché noir (commerce secret), ce qui contredit nos statuts communaux et notre désir ».*

[1] Cinq cas de « *mauvaise volonté* » à la commune *Donetsko-Léninskaïa* (R1631/294, p. 29 – P.V. de l'A.G. du 10/04/1919). Commune *Octobre :* R1631/2/301, p. 8 (§ 1 du procès-verbal de l'A.G. du 16/05/1919).

[2] DAXO, R1631/2/281, p. 21 (courrier à la Section foncière du 26/05/1919).

[3] DAXO, R1631/2/276, p. 36 (courrier à la Section foncière du 24/04/1919).

Il est exclu comme *« nuisible »* <*vrednyj*> et *« indésirable »* <*neželatel'nyj*> *« dans notre famille »* et il ne lui est rendu que la moitié de son apport personnel[1]. Les frictions entre communards sont un danger pour l'ensemble du collectif, d'où la volonté de les empêcher par l'invention d'une procédure *ad hoc*. Sur la *« question de la descipline* [sic] *et de l'offense injustifiée de chaque membre »,* la commune *Volodarski* choisit la prévention en conseillant de ne pas entrer dans les discussions qui tournent à l'aigre et d'en faire part aussitôt au conseil. La commune *Internationale* légifère *« sur les querelles qu'on remarque entre membres de la commune »* par la sanction. Il faut *« infliger un blâme à ceux qui provoquent les querelles, avec avertissement de ne pas recommencer à l'avenir »*[2].

Il faut souligner l'importance donnée ainsi au quotidien. L'attention accordée aux détails, aux discussions et aux disputes montre que la vie est conçue comme un ensemble de relations humaines, modulables et modifiables. Aucune expression dans le genre de l'*homme nouveau* n'est pourtant employée. Les méthodes révolutionnaires peuvent se justifier dans les relations avec l'extérieur. Par contre, au sein de la communauté, le consensus est privilégié. Le recours à l'assemblée générale ou au conseil de la commune semble moins une méthode de stigmatisation de l'accusé qu'une médiatisation des conflits interpersonnels. Enfin, le vocabulaire utilisé fait la part belle aux affects. *Nervy* (nerfs), *jélanié* (souhait, désir, envie), *niéjélatelny* (indésirable), *niéjélanié* (mauvaise volonté, non-désir), *strast'* (passion). C'est d'autant plus remarquable étant donné le type de rapport que les communards entretiennent au langage. Mal maîtrisé du point de vue de l'École, il ignore la mise à distance et semble peu censuré par le groupe. La libération de la parole n'est pas seulement politique, elle a une dimension psychologique, voire psychanalytique.

[1] DAXO, R1631/2/294, p. 30 (*Procès-verbal n°3* de l'A.G. du 4/05/1919).
[2] DAXO, R1631/2/310, p. 14 (P.V. de l'A.G. du 11/05/1919). R1631/2/297, p. 54 (P.V. de l'A.G. du 11/05/1919).

1.2.3.3 … Dont « l'assemblée générale et le conseil dirigent toutes les affaires ».

Le rapport entre désir et révolution fait facilement penser aux discours soixante-huitards. Ce rapprochement anachronique paraîtrait également assez pertinent quant au démocratisme assez libertaire du fonctionnement des communes. Les statuts-modèle affirment que *« l'assemblée générale et le conseil communal dirigent toutes les affaires »* (§ 18). Ils précisent au paragraphe 25 :

> *« Parmi les attributions des assemblées générales, il y a :*
> *a) la définition du règlement intérieur de la vie communale;*
> *b) l'élection des membres du conseil communal et de la commission de révision;*
> *c) l'intégration et l'exclusion des participants de la commune;*
> *d) les décisions formelles concernant la satisfaction de tous les besoins vitaux des communards;*
> *e) la question des constructions dans la commune, des fournitures de matériel (…) nécessaire à l'exploitation, etc.;*
> *f) la répartition des moyens financiers;*
> *g) la modification et le complément des statuts;*
> *h) la fermeture de la commune et la liquidation de ses activités;*
> *i) en général, toutes les questions qui excèdent le cercle des attributions du conseil communal. »*[1]

Légalement, la périodicité des assemblées n'est guère contraignante. Il en faut au moins deux par an, l'une *« avant le début des travaux des champs »*, l'autre à la fin de l'année. Des assemblées *« extraordinaires »* peuvent par contre être convoquées à la demande d'un cinquième des communards (§ 20).

Or, toute la documentation disponible montre des réunions beaucoup plus fréquentes que le minimum statutaire. Trois communes ont respecté le paragraphe 26 des statuts en laissant des séries de procès-verbaux d'assemblées générales. La commune du *Donets Rouge* résiste assez bien à la « réunionnite » avec un délai de trois

[1] ŽIGUR, ouvrage cité, p. 39.

semaines entre la première et la seconde. À l'*Internationale*, on se réunit cinq fois en un mois et demi. Le rythme bimensuel au début est devenu hebdomadaire, avec même un pic de trois assemblées en 15 jours. La commune *Volodarski* tient également cinq A.G. de la fin mars à la mi-mai, mais le rythme se relâche peu à peu : hebdomadaire, décadaire puis bimensuel[1].

Hormis leur fréquence, on peut se faire une idée de la durée des assemblées générales grâce à deux procès-verbaux particulièrement complets. La première réunion de la commune *Notre travail* est ouverte à cinq heures du soir. Sans avoir traité toutes les questions, les communards se séparent à… deux heures du matin ! Ce record de neuf heures est approché par la cinquième assemblée générale de la *Commune de Paris I* qui dure sept heures et se sépare à l'aube[2].

La longueur des réunions peut s'expliquer en partie par la logorrhée des militants. Ceux qui animent ces assemblées ont dû parler plus qu'à leur tour. En tant que secrétaires de séance, ils mettent d'ailleurs un point d'honneur à indiquer les heures de début et de fin d'AG : ces militants sont visiblement fiers d'afficher une telle durée de réunion. Ils y voyaient une preuve supplémentaire de leur efficacité. Le procès-verbal, qui établissait déjà leur talent d'initiateurs et d'organisateurs (cf. p. 162), devient un monument qu'ils édifient à leur propre gloire.

Au-delà des mises en scène cependant, ces heures de réunion ne pouvaient pas être des monologues. Une partie des paysans présents a nécessairement au moins répondu aux questions et sollicitation de l'organisateur. Il y avait certainement aussi un plaisir d'être ensemble, de s'écouter, de se parler. L'écriture « sauvage », détaillée dans les *Fragments d'un discours* communard, est la partie émergée d'une libération plus générale de la *parole* dépassant largement le petit nombre des lettrés. La démocratie directe se nourrissait du rôle institutionnel de l'assemblée générale. L'illettré qui y

[1] DAXO, R1631/2/294, p. 29-30 ; R1631/2/297, p. 39-40, 54, 63, 78 ; R1631/2/310, p. 10-14.
[2] DAXO, R1631/2/302, p. 3 (P.V. du 28/03/1919) ; R1631/2/276, p. 64 (P.V. du 30/04/1919).

prenait la parole devait connaître à son tour l'ivresse des mots produisant du pouvoir.

Certes, la démocratie communarde n'est pas la volonté de tous, tout le temps. Cent-une personnes différentes ont exercé des fonctions électives au sein des différentes communes autour d'Izioum (délégué mandaté lors de la fondation, président de l'A.G., membre du conseil de la commune, secrétaire, président, trésorier, organisateur du travail, responsable des vivres, délégué auprès des instances locales ou de district). Donc, statistiquement, un adulte sur neuf et un foyer sur quatre avait des responsabilités publiques. La diffusion du pouvoir paraît réelle, mais elle a ses limites. Parmi les élus, on compte 7 communistes et / ou membres de l'appareil soviétique. Et il faudrait ajouter ceux qui n'ont pas de poste particulier au sein de la commune mais doivent y exercer une influence certaine (tel Doudka et 6 autres militants-administrateurs).

On a également l'impression que s'il y a rotation des tâches, cela reste dans le même cercle : 30 des 101 élus ont occupé successivement plusieurs responsabilités. C'est la reconnaissance d'une nécessité liée au niveau culturel. Parmi les responsables, on compte 60 % de lettrés (niveau 2) soit le double de la moyenne générale, et moins de 8 % d'analphabètes (contre 29 % parmi la masse). Il reste que, par le jeu de la proximité humaine et de la fréquence des assemblées générales, les élus restent sous le contrôle direct des communards. On ne décèle aucune tendance à l'exercice du pouvoir par les seuls organes exécutifs[1].

Le véritable test de la démocratie communarde n'est pourtant pas là. Historiquement, les constitutions les plus démocratiques ont souvent eu leur pendant dans l'exclusion d'une partie de la population hors de l'*ecclésia*. Il faut donc vérifier qui pouvait participer aux débats. Les textes sont clairs. *« L'assemblée générale est*

[1] « *Les droits et devoir du conseil communal sont définis par l'assemblée générale* » (§ 31 des statuts-modèle). Le décret pan-russe de février 1919 sur *Les communes agricoles de production* (reproduit dans KAČYNS'KYJ, déjà cité) n'évoque quant à lui que le conseil de la commune comme organe dirigeant (§ 81). Plutôt que de voir une contradiction entre les deux règlements, rappelons que le décret de février 1919 traite à peine de l'organisation interne des communes. Il s'attache essentiellement à préciser leurs relations juridiques avec l'État. En aucun cas il ne peut servir de *vade-mecum* de la vie communarde.

composée de tous les participants de la commune, à partir de l'âge de 18 ans, chaque membre ayant seulement une voix » (Statut-modèle, § 19). Or, d'après les documents, seule deux communes *Travail de la mine* et *Lioubimovka* ont appliqué ce principe en faisant signer la liste et le règlement par tous les adultes, grands enfants compris[1]. Il s'agit des deux collectifs de mineurs et ce n'est pas un hasard.

La constitution de communes *agricoles* pose un obstacle tant économique qu'anthropologique à l'égalitarisme. Si même les instructions officielles demandent la *« liste familiale »* des communards, c'est qu'un individu isolé peut être à la rigueur valet de ferme, mais pas vraiment un *agriculteur*. L'unité minimale capable de conduire une exploitation est le *« tiaglo »*, unité taillable et *attelage*, — appellation fort évocatrice du couple paysan ! —. Avec l'apport du travail des grands enfants, voire de collatéraux, la cellule agricole de base est la *« dvor »,* le foyer paysan[2]. Comment inscrire les communards, si ce n'est par foyer ? Difficile de dissocier le *tiaglo,* même élargi aux adolescents. Et imagine-t-on d'enregistrer les jeunes enfants sans leurs parents ?

Or, dès qu'on suit la structuration « naturelle » par foyer, le chapelet des inégalités commence à s'égrainer. Plus restrictives que *Travail de la mine* et *Lioubimovka,* les communes *Octobre* et *Sverdlov* (de Peski) reconnaissent comme membres le mari et la femme, chefs du foyer, mais excluent tout ou partie des enfants adultes et des personnes âgées à charge[3]. Dans les communes *Volodarski* et *Chevtchenko,* le nombre de membres actifs est supérieur au nombre de foyers mais sans atteindre le double : toutes les épouses n'ont donc pas le droit de vote[4]. Enfin, les communes *Victoire sur le Capital, Commune de Paris I, Internationale* et *L'Idée* ne donnent la parole qu'aux *« domokhoziaeva »,* les chefs de famille (littéralement *maîtres*

[1] DAXO, R1631/2/298, p. 6 (liste de la commune *Travail de la mine,* sans date), 42 (liste complémentaire de la commune *Lioubimovka*). R1631/2/296, p. 6, 7, 11 (listes de la commune *Lioubimovka*).

[2] MOON, ouvrage cité, p. 119, 156.

[3] DAXO, R1631/2/283, p. 36 (Questionnaire, s.d. : « *20 membres de 9 familles* »). R1631/2/301, p. 8 et voir liste.

[4] DAXO, R1631/2/310 (Commune *Volodarski)*, p. 10-14. R1631/2/316 (commune *Chevtchenko*), p. 6, 9.

de maisons), c'est-à-dire des hommes, à l'exception d'une ou deux veuves[1].

L'infériorisation des femmes se confirme quand on envisage les fonctions au sein des communes. À la commune *Volodarski*, on décide que *« chaque jour deux femmes seulement travailleront à la cuisine à tour de rôle, les autres s'occupant des tâches ménagères »*. Sur 101 responsables élus, on ne trouve que 5 femmes, toutes dans la commune *Internationale*. Quatre d'entre elles ont été élues vachères le 18 mai. Difficile d'y voir un triomphe de l'égalité : la division sexuelle du travail dans la paysannerie ukrainienne, comme dans tout l'empire russe, attribuait le bétail aux femmes[2]. Une seule communarde occupe un poste décisionnel, mais assez « féminin » toutefois. Le 10 avril, la *« femme C.[amarade] Bondarenko »* est désignée à l'unanimité comme responsable provisoire des vivres, poste qu'elle semble avoir gardé jusqu'à la fin du mois[3]. On retrouve également un rôle féminin traditionnel quand la commune *Octobre* se préoccupe de *« la garde des enfants pendant les travaux »* : il est

> *« décidé de laisser de garde (...) une camarade femme, les femmes étant pratiquement plus expérimentées pour s'acquitter du détail des soins et obligations que nécessitent tous les jeunes enfants et pour la surveillance des nourrices, ainsi que pour la distribution du lait et des autres produits indispensables aux enfants »*[4].

Le statut dominé des femmes est donc établi. Il peut néanmoins être relativisé en se fondant sur les mêmes sources, à condition de reprendre l'analyse à l'envers. Le texte qui vient d'être cité pose que la garde des enfants n'est pas une tâche innée des femmes, mais le fruit d'une expérience pratique, d'un apprentissage. On sous-entend clairement qu'avec de l'habitude, d'autres (des hommes ?!) pourraient s'en charger. Certes, cela ne change rien dans l'immédiat. Cela signifie pourtant que les 25 communard(e)s présents ont entendu une parole foncièrement égalitaire et en prise

[1] DAXO, R1631/2/269, p. 2. R1631/2/276, p. 64. R1631/2/297, p. 39-40, 63. R1631/2/304, p. 16.

[2] DAXO, R1631/2/310, p. 12 (P.V. du 13/04, § 2). WOROBEC, *article cité*, in *Peasant economy*... p. 184. O.O. KRYŽANIVS'KA, « Selâns'ke hospodarûvannâ », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva*, déjà cité ; t. 1, p. 384.

[3] R1631/2/297, p. 39, 54. De plus, son mari est un potentat communard : secrétaire, président puis délégué.

[4] R1631/2/301, p. 9.

avec un problème concret. Or, si Christine D. Worobec montre que certaines paysannes revendiquait des droits politiques ou luttaient contre les abus du carcan familial avant 1917, jamais l'historienne n'évoque de contestation des rôles sociaux dans le quotidien. La façon dont certaines tâches sont assignées aux femmes a également son importance. Elles se voient conférer un pouvoir par un vote de l'assemblée générale et cette décision leur reconnaît en même temps une qualification (de surveillante des nourrices, de vachère ou de responsable aux vivres). On sort doublement du cadre de la « nature de la femme » (destinée à s'occuper des enfants, des vaches et de la nourriture) pour entrer dans celui des compétences et de l' « employabilité » de l'individu[1]. L'ascension sociale de la femme et sa possible égalité deviennent pensables.

Concernant le droit de vote aux assemblées générales, on peut également modifier la perspective. Dans six communes sur dix, certaines des femmes « non-chefs-de-famille-isolés » sont reconnues comme membres égaux. Or l'assemblée traditionnelle de la communauté rurale (<*mirskij sxod*>) n'acceptait pas les veuves ou les femmes de soldat qui pourtant dirigeaient effectivement une exploitation. Au cours de la guerre civile, un certain élargissement a eu lieu pour accroître la solidarité villageoise dans l'adversité. Malgré tout, si cette démocratisation intègre quelques groupes marginaux masculins (artisans et journaliers admis à la *« réunion générale »* <*obŝij sxod*>), elle se transforme très rarement en *réunion de village* (<*sel'skoe sobranie*>) admettant les femmes[2]. Les communes ne sont peut-être pas égalitaires, mais elles laissent deviner un mouvement *réel* sans précédent vers l'égalité et la dissolution du patriarcat.

Pour en avoir l'idée, revenons à la notion de foyer paysan, le *dvor*. Le mot

[1] Notons tout de même qu'en promouvant ces rares femmes, on leur oppose implicitement des inférieures : les nourrices à surveiller, la masse des femmes qui n'ont pas été élues…

[2] Voir O.FIGES, « Peasant farmers and the minority groups of rural society : Peasant egalitarianism and village social relations during the Russian Revolution (1917-1921) », in *Peasant economy…* (ouvrage cité), p. 378-380. Sur la place réservée aux femmes dont les maris sont morts ou absents, MOON (p. 235) s'oppose à FIGES et affirme que depuis 1890 la loi leur garantissait de voter aux « *village assemblies* ». LEROY-BEAULIEU (p. 476) explique pour sa part que ces femmes sont admises au *sel'skij sxod*.

signifie aussi la cour. Celle-ci est au centre de *l'ousadba*, l'ensemble de la maison et de ses dépendances. La cour est un espace délimité par la maison et la remise occupant deux côtés. Sur les deux autres côtés (l'un donnant sur la rue, l'autre touchant le *dvor / ousadba* voisins), l'espace est clos par une palissade. Autour d'Izioum cette palissade est le plus souvent ajourée et pas trop haute. Au nord de la province, le *dvor / ousadba* est par contre complètement aveugle (voir illustrations i03 à i11, en annexe). Le visiteur qui frappe au portail ne sera le plus souvent pas admis à l'intérieur. Il sera invité à s'asseoir sur un banc *ad hoc* situé dans la rue, contre la palissade. Pauvre ou riche, le *dvor* est également fermé ; dans le système d'*obchtchina,* l'*ousadba* est le seul espace échappant au contrôle communautaire, la seule propriété réellement *privée*[1]. Qu'on imagine alors la révolution sociale et familiale que représentait l'emménagement des foyers communards dans une seule maison ! La place manque pourtant dans la résidence confisquée. On se plaint. *« Il est hygiéniquement impossible de caser 43 personnes dans cinq pièces »*. On réclame des matériaux de construction pour édifier de nouveaux logements. De toute façon, les communards préfèrent encore cette promiscuité à leur vie passée : *« les communards refusent catégoriquement de vivre au village »*[2].

1.2.4 LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT AU VILLAGE

Quel était justement le point de vue du village sur les communards ? Pour mettre en perspective cette révolution sociale, il faut la resituer au point de rencontre de deux instances, l'État soviétique et la communauté villageoise, dans le lieu particulier du domaine confisqué.

1.2.4.1 « À la garde du pouvoir soviétique »[3]

[1] Cette description est fondée sur les visites faites dans l'arrondissement d'Izûm (à Brigadirovka, Komarovka, Červonyj Oskol et Kopitolovka) et également à Sosonka (oxtyrs'kyj rajon, sums'ka oblast'), Voloxivka (vovčans'kij rajon, xarkivs'ka oblast') et Lazarevka (Brusilivs'kyj rajon, žytomirs'ka oblast'). Voir également : la description des villages autour de Kharkov dans HAXTHAUSEN, ouvrage cité, vol. 2, p. 109 et 151 ; O.P. REÊNT, « Social'ne žyttâ... », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva,* déjà cité ; t. 1, p. 371.

[2] DAXO, R1631/2/296, p. 34-36 (correspondance entre la commune *Lioubimovka* et la Section foncière, 14-15/04/1919). R1631/2/301, p. 51 (commune *Octobre* à la Section foncière, 13/05/1919).

[3] DAXO, R1631/2/277, p. 17 (courrier de la commune *Lénine I* à la Section foncière, vers le 24/04/1919)

Le récent décret sur les communes agricoles de production faisait obligation aux collectifs de rendre des comptes à la Section foncière de leur district, sous peine de perdre tout soutien institutionnel[1]. La loi a été respectée, peut-être au-delà des attentes de ses auteurs. Si les rapports financiers proprement dits sont rares[2], par contre l'essentiel des liasses d'archive est constitué des centaines de billets adressés par les communes, avec copie des réponses de l'administration soviétique. Le contenu est la plupart du temps trivial et il n'est pas sûr que l'annonce tapageuse de l'abattage d'un bœuf avance beaucoup la planification socialiste. Par contre, cette frénésie épistolaire confirme l'hypothèse du rôle fondamental de l'écrit dans le sentiment d'émancipation. Écrire, c'est exister. C'est aussi susciter une *correspondance*, c'est-à-dire, par le biais des échanges, se regarder au miroir du nouvel État.

L'administration reçoit des demandes multiples, détaillées, infinies. Isolons une courte séquence des requêtes de la commune *Lénine I*. Le 23 avril, deux courriers sollicitent l'un une avance financière sur la récolte à venir, l'autre du blé pour se nourrir. Le 24, la commune veut d'une part des armes, de l'autre du matériel agricole et du bétail ; le 26 des chevaux, puis des fourches. Le 30, il s'agit de plants de pommes de terre et de semences de blé. Les besoins en cuir et en clous font l'objet d'une missive le 5 mai. Le lendemain, la lettre fait *quatre pages*. Elle demande, entre autres, des bottes, des pantalons, des chemises, des gilets, des jupes (ou tout au moins du tissu pour en confectionner), du savon, des allumettes, du papier, de l'encre, des crayons, des bougies, de l'essence, des mouchoirs, des nappes, du tabac, des verres, des plats, des articles de mercerie, des pièces de rechange[3]…

On peut aborder cette surabondance documentaire de plusieurs façons. Elle traduit la ruine économique qui accompagne la guerre civile. La demande en produits

[1] Décret du 14/02/1919, § 84-85, (KAČYNS'KYJ, ouvrage cité, p.384).

[2] Un exemple de comptabilité : DAXO, R1631/2/276, p. 45 (sur la vente de 9 cochons et 9 porcelets par la *2e Commune de Paris*, 29/04/1919).

[3] DAXO, R1631/2/277, p. 15-32.

manufacturés est d'autant plus forte que l'industrie s'asphyxie et que les relations entre ville et campagne se tendent[1]. Dans ces conditions, *une* simple boîte d'allumettes fait l'objet de demandes écrites moins par bureaucratisme que par l'effet de la nécessité et de la rareté[2]. L'autre cause, évidente, des sollicitations communardes est l'extrême pauvreté des participants. Elle se trahit particulièrement dans l'habillement. Les documents de trois communes au moins attestent l'absence totale de garde-robe. Aux communes *Trotski* et *Paris II,* les commandes doivent couvrir les besoins en *« tissu, chaussure et cuir »* de 30 à 100 % de l'effectif. La *Commune de Paris I* se justifie en expliquant qu'elle héberge des veuves de soldats avec leurs enfants qui n'ont ni linge ni vêtements de dessus[3].

La Section foncière fournit ce qu'elle peut. Elle envoie de l'argent et fait adresser des semences à la commune *Trotski.* La commune *Victoire sur le Capital* reçoit une vache, 20 pouds[4] de pommes de terre, 24 livres de beurre et 100 œufs[5]. Faute de ressources, l'administration doit refuser des plants et des grains à la *Commune de Paris I* ainsi qu'à la *Lénine I.* La Section foncière du District avait dû se tourner vers la tutelle provinciale. Sans succès, vu le télégramme de réponse du 5 avril :

> *« Pas de semences à la Section foncière Provinciale, envoyez mesures locales de préparation des semailles, trouvez accord avec comités des semences (…). Moyens seront envoyés, en attendant utilisez ressources locales »*[6]…

Sans nier le facteur objectif de la misère, il est possible d'avancer une explication complémentaire à l'inflation de la correspondance et des demandes. Dans son récent

---

[1] Une description saisissante dans SOKOLOFF, *La puissance pauvre,* déjà cité ; p. 293, 297-300. Une approche théorique chez J. SAPIR, « La guerre civile et l'économie de guerre », Cahiers du Monde Russe, Vol. 38 (1-2), janvier-juin 1997.

[2] DAXO, R1631/2/276, p. 41, 85 (*Commune de Paris I*).

[3] DAXO, R1631/2/272, p. 13, 17 (commune *Trotski,* 5 & 8/05/1919). R1631/2/276, p. 74-75 (*Paris II,* vers le 8/05/1919), p. 108-110 (*Paris I*, 22-24/05/1919).

[4] *Poud* = 16,38 kg.

[5] DAXO, R1631/2/272, p. 2, 5-6 (3 et 25/04/1919). R1631/2/269, p. 18 (accusé de réception du 22/05/1919).

[6] DAXO, R1631/2/276, p. 16-17. R1631/2/277, p. 27. R1631/2/264, p. 2. On doute que les moyens demandés soient jamais arrivés. Quant à compter sur les ressources locales, le conseil semble évident. On peut même s'étonner que les communards n'aient pas procédé d'eux-mêmes à des réquisitions vu leur peu de respect pour la propriété.

ouvrage, *Gouverner et nourrir,* qui compare les pratiques du pouvoir en Russie entre le XVIe et le XXe siècles concernant la distribution de nourriture, Tamara Kondratieva fait la synthèse suivante :

> *« La vision populaire du monde divisait les pouvoirs : d'une part, ceux proches et compréhensibles ([communauté] rurale) et, d'autre part, ceux lointains et inaccessibles (administration centrale). Même à l'aube du XXe siècle, le paysan continuait à sacrifier à ce dernier des dons (en nourriture essentiellement, mais aussi en argent et en objets) dans l'espoir qu'il agisse en sa faveur »*[1].

Pour les communards, la révolution est l'occasion de renverser totalement le rapport : avant le paysan pauvre était obligé de donner, maintenant il veut recevoir. Le nouveau gouvernement se dit *ouvrier et paysan* ? Il ne serait donc plus un pouvoir lointain, mais au contraire socialement proche. C'est donc à lui de donner *nourriture, argent, objets*.

En d'autres termes, ces sollicitations sont les signes d'une confiance accordée et désormais aveugle. Allons plus loin. Une déclaration communarde ne parlait-elle pas de s'unir au Parti communiste *« en toute passion »* ? Dans la stratégie discursive des communards, il s'agit d'un abandon amoureux envers le pouvoir soviétique. Ils écrivent, harcèlent, demandent et quémandent pour éprouver l'attention qu'on leur porte pour la première fois, pour vérifier qu'ils sont enfin *aimés* du pouvoir. Le caractère prolétaire des communards accentue sûrement cette tendance : d'autant plus humiliés auparavant, d'autant plus avides de reconnaissance aujourd'hui.

S'intéressant aux commensaux du Kremlin, son principal objet d'étude, Tamara Kondratieva avance le *« souci non avoué de renforcer* [le] *pouvoir en privilégiant* [ses] *partisans »*[2]. Est-ce pertinent au sujet des communards ? Politiquement, il est clair qu'ils défendront les soviets et le PC. Peut-on parler pour autant de privilèges ? Dans

---

[1] Tamara KONDRATIEVA, *Gouverner et nourrir : Du pouvoir en Russie (XVIe-XXe s.),* Les Belles Lettres, Paris, 2002 ; p. 93.

[2] *Ibidem*, p. 109. La démarche de T. Kondratieva suppose « *que l'année 1917 n'était aucunement le "début d'une ère nouvelle", sorte d' "année zéro"* » (p. 10). Le présent travail portant au contraire sur le moment de rupture, on comprendra les divergences.

les structures hiérarchiques du tsarisme et du stalinisme, le pouvoir est *nourricier* <*kormilec*> et *inégalitaire*. La période révolutionnaire a d'autres règles. Le principe communiste entend *gouverner pour nourrir* et les classes inférieures en révolte attendent un pouvoir *nourricier* et *égalitaire*. La subvention étatique répondait aussi symboliquement au besoin *révolutionnaire* de repos et de jouissance de la vie qui existait dans les milieux populaires. Dès avant Octobre 1917, un soldat paysan avait déclaré à Sofia Fedortchenko : *« Maintenant, j'ai surtout et avant tout envie de dormir. Me reposer un petit peu des labeurs, boire et manger à satiété. Ensuite je réclamerai de la beauté et que les gens se respectent les uns les autres »*[1].

En quittant le plan symbolique pour revenir aux éléments d'une économie seulement matérielle, on assiste aux premiers pas d'un système socialiste. Si les communes reçoivent les dotations de l'État, elles doivent fournir leurs excédents aux organes du Comité à l'Approvisionnement et travailler selon un plan d'organisation[2]. Un plan du *« Revenu prévisionnel approximatif de la commune Lénine I »* a été conservé, mais outre qu'il manie des roubles dévalués, il est extrêmement tardif. Était-il encore temps de faire des projets le 2 juin[3] ? Malgré seulement deux à trois mois d'expérience communarde, le travail semble bien avoir commencé : il a fallu d'abord *« préparer les semailles et remettre l'exploitation en ordre »*. Rapidement, *« l'organisation s'ajuste, les travaux de printemps sont finis »,* les semailles ayant été faites à la mi-mai[4].

Sur 10 cas connus, deux communes rencontrent des problèmes productifs. La commune *Octobre* reconnaît avoir perdu plus de la moitié du blé semé à cause de la sécheresse de printemps. Elle incrimine également le manque de grain, de bétail de

---

[1] FEDORČENKO, ouv. cité, p. 131. À la même page, on trouve une réflexion voisine : « *On aimera le travail quand partout nos frères commenceront à vivre et à travailler comme une famille, à la place des parasites des temps anciens* ».

[2] Décret déjà cité du 19/02/1919, § 64, 67, 69.

[3] DAXO, R1631/2/277, p. 9.

[4] DAXO, R1631/2/270, p. 8 (communes *Unité* et *Victoire sur le Capital*). R1631/2/276, p. 121 (*Commune de Paris I*). R1631/2/298, p. 44 (commune *Travail de la mine,* 27/05/1919).

trait, de matériel et la mauvaise qualité d'une terre trop longtemps laissée en friche. La commune *Karl Marx* est accusée par le soviet local de n'avoir rien fait, d'avoir gâté le fourrage, volé des grains, utilisé des semences pour faire de la farine[1]. Les plaintes contre les communes n'étaient pourtant pas rares. Le fait qu'une seule vise leur travail ne doit-il pas servir de certificat de sérieux pour les autres ?

Le plus étonnant est que les communes arrivent à fournir des vivres au nouveau régime. La *Commune des Horticulteurs, Maraîchers et Grainetiers* a passé un contrat avec la sous-section des légumes du Comité Provincial à l'Approvisionnement. La commune *Karl Marx* fournit du lait au 1er Réfectoire Soviétique (c'est-à-dire la cantine des nouveaux fonctionnaires). À la fin mai, la *Commune de Paris I* fait l'état de ses livraison à la Section des Produits alimentaires : 500 pouds de pommes de terre, 250 de blé d'hiver, près de 200 de seigle[2]… Quand les Blancs se rapprochent, bétail et chevaux communards prennent massivement le chemin de l'Armée rouge. *« Maintenant, celui qui veut peut prendre ce qu'il veut pour les besoins de l'armée ; nous pouvons tout donner sur votre ordre »* (3 juin)[3].

Malgré le chaos ambiant, on peut déceler le début d'une planification. Les surplus à livrer sont calculés en fonction de normes de nourriture établies centralement. Une coordination entre les entreprises soviétiques s'ébauche. On note des échanges de produits et de compétences entre communes. Il est décidé de concentrer la production laitière dans les sovkhozes. Connaissant les problèmes d'entretien du matériel agricole, un atelier mécanique des chemins de fer se propose aux services fonciers pour toute réparation[4]. Les Conseils d'arrondissement des Communes n'ont pas eu le temps de s'imposer, mais il semble que dans les cantons

[1] DAXO, R1631/2/301, p. 49-50 (commune *Octobre,* 13/05/1919). R1631/2/311, p. 36 (P.V. du C.E. de canton, 12/04).

[2] DAXO, R1631/2/286, p. 11 (6/03/1919). R1631/2/311, p. 49 (20/05/1919). R1631/2/276, p. 113-116 (27/05/1919).

[3] DAXO, R1631/2/276, p. 101, 120, 128 (17, 28, 27/05/1919). R1631/2/294, p. 24 (21/05). R1631/2/277, p. 59 (3/06). R1631/2/283, p. 46-47 (le produit de la vente d'un bœuf versé « *pour le ravitaillement des soldats rouges* », 3/06).

[4] DAXO, R1631/2/276, p. 38, 101, 111, 125. R1631/2/277, p. 18-26 (24-26/04/1919). R1631/2/281 p. 18 (25/04). R1631/2/290, p. 47 (Décision de la Section foncière de District à tous les cantons, 20/05). R1631/2/297, p. 36 (vers le 12/05).

d'Izioum et de Kounié, les structures existaient[1]. Malgré tout, le jeu reste entre les mains de la Section foncière de District. Elle est la grande dispensatrice et la grande répartisseuse par son pouvoir de confiscation.

1.2.4.2 « Celui qui n'était rien, celui-là sera tout ! »[2]

La confiscation des terres et des biens demeure l'acte le plus décisif de la Révolution russe sur lequel butent toujours les actuels maîtres de l'ex-URSS ; ils n'arrivent pas à restaurer une authentique propriété privée, fût-ce à leur profit exclusif[3]. Le bouleversement des rapports entre *Le pouvoir, la propriété, la personne*[4] en 1917-1921 reste à ce titre une question historique d'actualité, sur laquelle l'action des communards jette un éclairage intéressant.

On peut imaginer le choc que représentait, pour des prolétaires ruraux, la prise de possession d'immenses domaines (en moyenne 485 déciatines[5]) aux habitations luxueuses. La commune *Lénine II* s'installe par exemple dans la maison, fort coquette, du ci-devant Zolotoverkhiï : elle comprend plusieurs salons, une salle de jeu, une bibliothèque, un boudoir, huit chambres à coucher, une salle de bain, et une salle à manger pour le personnel. Dans le mobilier, il y a des billards, des lustres, des porcelaines, des miroirs[6]… À la lecture de chaque *Procès-verbal de réception et de transfert,* on penserait volontiers à une scène des *Dix jours qui ébranlèrent le monde,* lorsque les gardes rouges font irruption dans le Palais d'Hiver et balancent entre envie de pillage et volonté de sauvegarde du patrimoine[7]. Or, après l'installation des communards, plus aucune mention de ce luxe n'est faite dans la correspondance. Le

[1] La commune *Internationale* (Kun'evskaâ vol.) y a élu ses représentants dès le 18 mai (DAXO, R1631/2/297, p. 63). Surcharge « *Conseil d'Arrondissement des Communes* » sur une lettre de la commune *Sverdlov* (R1631/2/283, p. 41, vers le 24/05).

[2] Paroles russes de l'*Internationale : « Kto byl nikem, tot stanet vsem ! »*.

[3] Voir par exemple les articles de V. IVANIDZE et S. SHIHAB, dans Le Monde, du 28/11/2002.

[4] Titre d'une étude russe récente dont nous reparlerons : K.V. XARČENKO, *Vlast', imušestvo, čelovek : peredel sobstvennosti v bol'ševickoj Rossii 1917- načala 1921 gg.,* Russkij Dvor, M, 2000.

[5] DAXO, R1631/2/241, p. 81-98 (état des communes, s.d.). La surface moyenne (terres arables ou non) est de 485,6 déciatines ; la médiane étant de 292,75, avec un minimum de 25 d. (*Commune des Horticulteurs*) et un maximum de 2299 d. (commune de *Nižnij-Oskol*).

[6] DAXO, R1631/2/275, p. 12-18 (Inventaire mobilier et immobilier du 16/04/1919).

verbe communard si prolixe dans la réification des idées et des métaphores est certes peu descriptif. Le silence des documents marque aussi le peu d'enthousiasme suscité par la terre, les bâtiments ou les objets. Les seuls biens qui apparaissent dans les lettres sont d'une utilité directe : bétail, nourriture, outils, vêtements, armes.

Seul l'ancien propriétaire semble trouver incongru la présence des gueux dans ses murs. S'il n'a pas fui dans les fourgons des Allemands, il tente comme il peut de s'opposer à la confiscation.

> *« Ainsi, le propriétaire Narojnïï (…) avait accepté d'adhérer à la commune, mais aujourd'hui il refuse, et sous prétexte qu'il adhérera à un artel (…) il ne nous autorise pas à commencer le travail, nous demandons à la Section foncière de District de résoudre cette question et de nous autoriser à aller de l'avant ».*

L'administration tranche en faveur des communards qui garderont la propriété (200 déciatines) alors que Narojnïï sera expulsé. Rien de trop rigoureux pourtant : il emportera un cheval, une vache, un cochon, deux poules, un coq et ce qu'il faut pour nourrir sa famille et ses bêtes[1]. L'opposition entre propriétaires et communards n'est pas toujours exacerbée. Un certain Iakovenko reçoit le 3 avril un ordre d'expulsion au profit de la commune *Lioubimovka*. Le lendemain, la commune elle-même se fait l'interprète des récriminations du fermier exproprié : sa propriété, certes grande, correspond en fait à la capacité de travail de sa famille, composée de 11 personnes. La commune demande donc aux autorités de décider *« si vous pouvez trouver la possibilité de nous installer ailleurs »*[2].

Certaines situations sont plus conflictuelles. Les allégations du propriétaire sont contestées[3], et plus encore sa présence :

---

[7] John REED, *10 jours…* ; p. 142. Dans la même veine, un soldat déclarait avant Octobre 1917 à Sofia Fedortchenko : « *C'est qu'avant je ne savais pas à quel point les riches vivaient bien. Ici [au front,] on a commencé à nous loger chez des gens et j'ai vu (…) par terre et sur les murs toutes les sortes de choses qu'ils possèdent ; partout dans la maison, il y a des choses chères, belles et qui ne servent à rien [veŝi dorogie, lestnye i očen' ni k čemu]. Maintenant, je vivrai de cette façon et pas avec les cafards* » (FEDORČENKO, ouv. cité, p. 131).

[1] DAXO, R1631/2/272, p. 1-2 (correspondance vers le 5/04/1919 ; surface précisée p. 7-11).

[2] DAXO, R1631/2/296, p. 16, 18, 23 (3, 4/04/1919) « *esli naidete vozmožnost' nas osvobodit' ot imeniâ Âkovenka* ».

[3] DAXO, R1631/2/306, p. 21 (commune *Liebknecht,* 14/04/1919).

> *« Le 15,* [les ci-devant propriétaires de 500 déciatines] *les frères Volotko Dimitri, Nikolaï et Ivan ont travaillé sur la terre qui leur a été prise, ils sont venus passer la nuit dans la commune près du hangar aux machines et après leur départ il est apparu que trois lieuses avaient été enlevées »*[1].

À la commune *Sverdlov*, *« ils ont emmené en ville »* les outils de forge et d'ajustage, tandis que celle du *Donets rouge* se plaint du vol de harnachements[2]. L'emploi du terme de *vol,* même s'il est rare, montre que les communards se sentent parfaitement fondés à disposer de l'exploitation confisquée comme étant la *leur*.

Il faut interroger l'origine de ce sentiment de légitimité dans l'usage de la propriété d'autrui. Si on allègue seulement la mentalité du paysan, persuadé que la terre n'appartient à personne sinon à Dieu[3], il faudrait alors expliquer pourquoi il n'y eut pas plus de communards… Reprenons plutôt la déclaration de la commune *Donetsko-Leninskaïa :* les ci-devant *« ont travaillé sur la terre qui leur a été prise, ils sont venus passer la nuit dans la commune près du hangar »*. La terre *« leur a été prise »*, c'est-à-dire qu'elle leur appartenait bien avant. Par contre, de quel droit venaient-ils *« passer la nuit dans la commune »* ? La commune n'est donc pas la terre, mais le lieu où l'on vit. Sans doute pas le lieu au sens matériel car les bâtiments n'excitent guère l'imagination. Disons alors le lieu social, le *vivre-ensemble*. La *kommouna* serait à ses participants ce que le *dvor* est aux membres de la famille : la représentation concrète d'un lien social.

Ce lien social ne s'incarnant pas dans la terre, de quoi peut-il se nourrir ? Gageons qu'il se nourrit au sens propre : il consomme. La volonté de manger ensemble suggère la *brattchina*, le repas fraternel traditionnel[4]. Il faut insister sur la *dépense somptuaire* qui en est une des composantes et que l'on retrouve dans toute l'activité

[1] DAXO, R1631/2/294, p. 22-23 (commune *Donetsko-Leninskaïa* 21/05/1919). Comme un courrier du même jour parle des bandes de vagabonds qui sillonnent le district et commettent des larcins, le retour des ci-devant apparaît comme un élément de l' « insécurité » grandissante au printemps 1919.

[2] DAXO, R1631/2/283, p. 20-21 (5, 8/04/1919). R1631/2/295, p. 35 et 43 (plainte de la commune et ordre au ci-devant).

[3] XARČENKO, ouvrage cité, p. 29-30. MOON, ouvrage cité, p. 224.

[4] KONDRATIEVA, *Gouverner et nourrir,* p. 53.

communarde. Regardons de ce point de vue les confiscations, les demandes, les livraisons, les abattages, les réparations. Les objets et les produits circulent, s'usent, sont cassés, consommés, consumés, mais pas respectés. Les serviettes, nappes, manteaux, chemises et couvertures trouvés dans les domaines sont retaillés pour en faire des vêtements[1] : la matière est gardée, la structure détruite. On travaille, on sème, on échange avec acharnement, sans penser que les Blancs, à portée de canons, peuvent anéantir l'œuvre entamée.

Une lettre de la commune *Kronstadt* aide à comprendre l'origine de cet acharnement aveugle :

> *« La cellule des communistes-bolcheviks de Novoraï au président du Bureau des Communistes, le 26 mars 1919.*
>
> *Déclaration au nom des communistes de l'an dernier, c'est à dire de 1918, depuis le 29 février.*
>
> *Nous avons l'honneur de vous demander votre aide en tant que président, au sujet du travail que nous avons laissé sous la baïonnette de l'impérialiste allemand Guillaume, quand Pavel Skoropadski était au pouvoir en août 1918.*
>
> *Et la maîtresse Bantycheva nous a jetés comme des malpropres du domaine (...). Notre travail n'a quasiment pas été payé. Nous avons reçu le tiers de ce que nous avons semé dans les champs, et pas d'orge, ni d'avoine, ni de légumes.*
>
> *Tout de même la maîtresse s'était mise d'accord avec nous pour donner la moitié de notre dû. Mais alors est apparu l'individu Evstassi Gavrilovitch, l'intendant du domaine, qui est en effet un vieux saboteur, un exploiteur du travail des autres. Il a donc enflammé la maîtresse par ses discours* [tant et si bien] *qu'elle a commencé à ne nous donner que le tiers comme nous l'avons dit. Nous nous sommes adressés à elle pour lui présenter notre demande. Alors Avstafi* [sic]*, prenant les choses en main, a appelé la garde de l'hetman et nous avons dû travailler sous les*

[1] DAXO, R1631/2/276, p. 108-110 (*Commune de Paris I*, 22-24/05/1919).

baïonnettes.

Et maintenant, nous sommes sans pain, nus, sans chaussures et sans habits. C'est pourquoi nous vous demandons, camarade, de prendre une décision en notre faveur et de nous donner cette propriété, c'est-à-dire la mettre à la disposition de notre cellule qui s'organise. Nous ne supportons plus de voir que quelqu'un dispose de notre travail, ce qui, camarade, est impossible sous le pouvoir soviétique. Nous vous demandons donc de prêter attention. »[1]

La traduction d'un tel document ne peut être satisfaisante. Le sens des mots y est encore plus déformé qu'ailleurs. Ainsi, le Bureau des Communes (auprès de la Section foncière du soviet) devient le *« Bureau des Communistes »*. *Rabota* semble désigner tantôt le travail tantôt sa rétribution, ce qui est *dû* (sans doute par confusion avec *zarobotok*). Quant à la nature du salaire versé, la voici si on rend mot à mot : *« nous avons reçu un tiers* <u>*de la partie des champs*</u> <časti polos> *semés, pas d'orge, pas d'avoine, pas de* <u>*potager*</u> <ogorod> ». Néanmoins, le sens général est clair. La maîtresse <*barynâ*> Bantycheva possédait une exploitation de 600 déciatines (dont 145 cultivables). Certains des 40 ouvriers agricoles penchaient pour les Rouges et devaient être assez revendicatifs. Profitant de la dictature militaire adossée à l'occupation allemande, la patronne et son intendant ont forcé les ouvriers à travailler littéralement le fusil dans le dos et les ont payés le moins possible.

À l'arrivée des Rouges, la patronne et son séide ont fui chez les Blancs[2] et les ouvriers n'ont plus rien, ni argent, ni biens, ni nourriture. Globalement, l'*expropriation* du domaine est donc vécue par les communards comme une *réappropriation*. C'est pourquoi ils l'affirment dans un télégramme à la Section foncière que *« les communistes veulent exploiter eux-mêmes ce domaine et ne veulent pas aller dans une autre propriété »*[3]. Pourquoi refuser par avance d'autres terres ? Encore une fois, rien

[1] DAXO, R1631/2/299, p. 7.

[2] DAXO, R1631/2/299, p. 2.

[3] DAXO, R1631/2/299, p. 6 (sans date). L'argument a emporté l'adhésion de l'administration : l'occupation est autorisée à partir du 28 mars (même liasse, p. 40 : certificat du 6/05/1919).

ne suggère la volonté de jouir de la propriété elle-même. La lettre demande précisément de *« nous donner cette propriété à disposition* <dat' v rasporâženie>*, c'est-à-dire à notre cellule qui s'organise »*. Double mise à distance : il s'agit de *disposer* et non de posséder ; l'utilisateur sera *la cellule* et non directement des personnes.

D'ailleurs, les biens ne sont pas au cœur de la revendication. Ils n'apparaissent que comme des moyens de vivre. Essentiellement il s'agit de maîtriser l'emploi de sa vie, c'est-à-dire *disposer de son travail*, comme le dit la lettre. La contradiction apparente entre l'insouciance à consommer et l'acharnement à s'activer est ainsi résolue. Les communards éprouvent tout simplement le pouvoir qu'ils ont acquis sur leur propre existence par l'intermédiaire des biens et des objets. Le travail est devenu son propre but. Loin d'une *« dégradation morale d'une partie de la société russe »*[1], le mouvement des confiscations semble montrer que le chaos de la guerre civile a été l'occasion pour des pauvres radicalisés de soumettre radicalement les choses à leur volonté.

1.2.4.3 Les communards et les autres

Il a été établi que les communards du district d'Izioum avaient entamé une remise en cause concrète de certains rapports sociaux liés au genre, à la richesse, à la culture. Fort bien : mais cela ne concerne que 1845 personnes. Or le district compte 341 540 habitants d'après une estimation strictement contemporaine[2]. C'est un rapport de 200 pour 1 ! La question du regard de 99,5 % des gens sur les 0,5 % d'utopiens n'a rien d'anodin.

Les enquêtes envoyées par la Section foncière incluaient une question sur *« l'attitude de la population »*. La commune *Sverdlov* de Marevka répond *« amicale »,* mais elle est bien la seule. Son homonyme du village de Peski note que les gens sont

[1] XARČENKO, ouvrage cité, p. 35.

[2] DAXO, R1631/2/264, p. 69-70 (liste des agronomes, avec la population de chaque secteur – *učastok* – du district, 14/02/1919).

hostiles. La *Commune de Paris I* développe que *« les populations locales se comportent vis-à-vis de la commune de façon très hostile, à en devenir impossible » <očen vražebno do ne vozmožnosti* - sic>[1]. La cause matérielle de ce ressentiment est simple à deviner : c'est la terre. D'après un état récapitulatif, la Section foncière recense 330 familles communardes occupant 13 698 déciatines de terres[2]. Le nombre de foyers est peut-être sous-estimé et la surface indiquée comprend des terres non-cultivables. Tout de même, en moyenne chaque foyer en commune disposerait donc de 41,5 déciatines. C'est dix fois plus que la moyenne régionale ! Il y a de quoi créer des tensions.

Bons princes, les communards sont prêts à aider leurs voisins. *« Nous, deuxièmes communistes parisiens, avons donné 8 déciatines de terre pour semer du blé de printemps aux citoyens de Fedorovka qui n'ont pas une sagène de terre »*. Sur un domaine de 1350 déciatines (dont 475 arables), ce n'est pas trop douloureux, d'autant plus qu'ils donnaient ce qui ne leur appartenait pas[3] ! En tout cas, le mouvement réciproque des paysans individuels envers les communards ne semble pas avoir eu lieu, bien au contraire. Par exemple, à la mi-avril, les habitants de Kapitolovka rechignent à laisser échapper le domaine du ci-devant Roslovlev entre les mains des communards. Trois semaines plus tard, rien n'est réglé et l'affaire se retrouve devant la Section foncière de district[4]. C'est le seul cas de contestation sur la propriété elle-même. Sans doute la politique du pouvoir soviétique était-elle assez claire quant au transfert des domaines indivis entre les mains de l'État (cf. p. 117).

Une contestation à la marge se développe donc. Elle porte essentiellement sur l'usage des pâturages[5]. Les habitants de Fedorovka prétendent que le pré leur *« appartient en location »* <sic : *nam prinadležit u arendu*>, alors que la Section

[1] DAXO, R1631/2/303, p. 8 (31/03/1919). R1631/2/283, p. 36 (s.d.). R1631/2/276, p. 121 (s.d.).

[2] DAXO, R1631/2/241, p. 81-98 (déjà cité).

[3] DAXO, R1631/2/276, p. 25 (Déclaration du 14/04/1919), 5 (inventaire du domaine).

[4] DAXO, R1631/2/290, p. 13 (lettre à la Section foncière du 15/04/1919). R1631/2/6, p. 35 (§ 27 du procès-verbal du collège de la Section foncière du 7/05/1919).

[5] Peut-être parce que ceux-ci font traditionnellement partie des biens communs du village (MOON, p. 223).

foncière réaffirme le droit de la commune d'interdire *« la pâture du bétail sur [sa] prairie »*[1]. Même problème pour la commune *Internationale* qui porte plainte contre cinq paysans du village voisin, qu'elle estime passibles d'une amende. La commune *Travail de la mine* apaise un conflit similaire par un contrat avec les paysans de Kounianka *« pour l'autorisation temporaire du pâturage »*. Six conditions sont imposées aux villageois : le moment et l'itinéraire des passages ainsi que l'usage de l'eau sont réglementés ; le pâtre devra être un adulte ; le non-respect des clauses entraînera amendes et privation du droit de pacage.

L'affaire va parfois plus loin, le village usant des moyens à sa disposition. Un extrait du procès-verbal de réunion du soviet du village d'Indikovka est envoyé à la Section foncière du district. *« Les communistes de la 1re commune Chevtchenko abîment les pâturages avec leurs chevaux dont 15 paissent [là-bas]. Trois hommes de chez nous étaient présents ainsi que deux des leurs qui ont dit qu'il nous était interdit de faire paître les chevaux dans le pré »*. La pression peut être assez forte pour embarrasser l'administration. Vers le 3 avril, Pogorely adresse la note suivante à Iourevitch :

> *« Donnez l'autorisation* [à la commune Lioubimovka] *d'occuper les domaines des ci-devant Tsyba et Iakovenko, faites ordre au Comité exécutif du Canton de Kounié et recevez* [le] *et observez la conversation des membres du sov.[iet.] Demain, ils vous entreprendront sur la question de savoir par quel moyen dissoudre ces communes. Moi-même, je n'arrive pas à en venir à bout : s'il vous plaît, aidez-moi ne serait-ce qu'en faisant des papiers »*[2].

L'opposition du Comité exécutif du canton de Slaviansk est plus radicale. Il critique le travail de la commune *Karl Marx* et conclut sa délibération ainsi :

> *« Trouvant la commune (…) dans une situation absolument pas satisfaisante, le Comité exécutif de Canton a résolu (…) de liquider la commune et de transférer sa propriété sous forme de sovkhoze à*

[1] DAXO, R1631/2/276, p. 28 (courrier de la Section foncière, 29/04/1919), 35 (lettre de la *2e Commune de Paris*, 23/[04]). R1631/2/297, p. 49 (lettre annotée, 16/04/1919). R1631/2/298, p. 36 (*Uslovie,* 3/05/1919).

[2] DAXO, R1631/2/316, p. 29 (s.d.). R1631/2/296, p. 17.

l'agronome Timochtchenko ».

La tentative n'aboutit pas. La copie du procès-verbal est ainsi annotée par Doudka, au nom du Bureau des communes de la Section foncière du district :

> *« Une Section foncière de Canton n'a pas le pouvoir de liquider une commune. Le Bureau des communes porte l'affaire devant le Collège* [de la Section foncière du district] *pour qu'il en prenne connaissance ».*

Or, presque un mois plus tard, la *Karl Marx* apparaît toujours sur les documents[1].

Le besoin de prairie épuise-t-il le sens de ces querelles ? Certes, avec un bétail affamé, le problème est assez aigu pour qu'une commune à son tour sollicite l'autorisation d'utiliser des prés extérieurs[2]. L'antagonisme qui se cristallise sur les terres est cependant plus profond. L'assemblée générale de la *Commune de Paris I* qui avait duré 7 heures porte essentiellement là-dessus. Elle s'ouvre par des interventions

> *« sur les calomnies et les actes injustes et sur toutes les tentatives de nuisance initiées par le soviet du village (…) et la majorité des citoyens de la population de Glinskoïe contre les principes communistes qu'incarne la Commune de Paris »*

Si une minorité de *« citoyens conscients ont créé la Commune de Paris »,* les autres villageois

> *« sont restés à leurs anciens points de vue d'esprits bornés et hostiles vis-à-vis du régime communiste* <ostalis' pri svoix staryx vzglâdax tupouma i vražebnosti po otnošeniû k kommunističeskomu stroû> *(…) Le soviet du village et la majorité de la population essaient d'armer la masse populaire et les institutions déjà citées contre la commune grâce à des dénonciations calomnieuses, mensongères et préméditées »*[3].

La Section foncière intervient rapidement pour protéger sa créature. Elle adresse trois jours plus tard le courrier suivant au Canton :

> *« Le Bureau des Communes auprès de la Section foncière du District vous prescrit de porter à la connaissance des soviets de village qu'ils*

[1] DAXO, R1631/2/311, p. 36 (procès-verbal du 12/04/1919, annoté le 12/05. R1631/2/241, p. 125 (2/06).
[2] DAXO, R1631/2/277, p. 45 (courrier du 26/05/1919).
[3] Malheureusement aucun document conservé n'indique le contenu de ces calomnies.

n'ont en aucune façon le droit de se mêler des affaires des communes, en particulier s'agissant du soviet de Glinskoïe vis-à-vis de la Commune de Paris »[1].

Les incidents recensés révèlent une tension croissante autour des communes. Quatre documents en provenance de la capitale, Kharkov, illustrent l'arrivée du conflit sur la place publique vers la mi-avril. Une affiche du Comité exécutif de Province s'adresse *« à toute la population agricole de la province »*. Elle rappelle le premier partage des terres, début 1918, puis la réaction sous l'Hetmanat. Aujourd'hui,

> *« le Pouvoir Soviétique a déclaré la terre comme bien commun du peuple* <narodnoe dostoânie> *(…) Dans toutes les Sections foncières des districts et des cantons, on décide maintenant de la meilleure utilisation de la terre, du lotissement des sans-terre et des mal-lotis. (…) La population elle-même y participe en réunissant congrès et conférences ».*

Les *« ennemis du peuple »* ne le supportent pas. Or, les espoirs qu'ils mettaient dans l'intervention étrangère s'effondrent.

> *« Alors ils se lancent dans de nouvelles ruses. Ils répandent calomnie et mensonge disant que le Pouvoir Soviétique prend la terre aux paysans, qu'il les oblige à aller en commune ou en artel par la force. Chacun, s'il est sensé, comprendra qu'on ne peut pas forcer quelqu'un à travailler avec une personne qu'on n'aime pas* <s čelovekom, k kotoromu u menâ ne ležit serdce>, *alors que même dans une famille on n'est pas toujours d'accord. Il est évident que le Pouvoir soviétique, pouvoir des travailleurs, ne permettra jamais l'asservissement et la soumission, l'exploitation de l'homme par l'homme. (…) Ne peuvent répandre de tels mensonges et fables que de prétendus amis du peuple qui en fait veulent ramener les grands propriétaires au pouvoir.*
>
> *Le premier point des statuts des communes ou artels proclame : « les communes ou artels agricoles sont des unions volontaires de travailleurs, un aspect de l'organisation par tout le peuple d'une agriculture en association* <čast' obŝenarodnoj organizacii tovarišeskogo

[1] DAXO, R1631/2/276, p. 64 (P.V. du 30/04/1919), 80 (2/05/1919).

zemledeliâ> ».

En conséquence, seules des personnes libres peuvent constituer une commune ou un artel en s'unissant selon leur bonne volonté pour l'exploitation conjointe de la terre. Personne n'y peut contraindre ou forcer quelqu'un, ce n'est pas possible. Chacun comprend l'avantage de l'exploitation conjointe : l'un n'a pas de cheval, l'autre pas de charrue, un troisième a des semences mais ni cheval ni charrue. Quand on commence à se demander comment exploiter la terre, on arrive à la conclusion qu'il faut s'unir et travailler en commun <soobŝa>. *Cela se faisait avant, depuis que le monde est monde* <s tex por kak mir stoit>, *mais auparavant il était difficile aux pauvres de trouver leur place dans l'union car de tous côtés ils étaient encerclés par les grands propriétaires et leurs créatures, par les usuriers et les koulaks qui n'attendaient que l'occasion de s'épanouir sur la misère des autres ».*

Après un rappel de la révolution mondiale qui s'avance en Hongrie, Serbie, Roumanie et Autriche, viennent les slogans :

> *« Vive l'union des ouvriers et des paysans et le pouvoir soviétique qu'ils ont édifié. À bas tous les calomniateurs qui se prétendent amis du peuple et s'animent contre le pouvoir des soviets. Nos ennemis sont toujours les grands propriétaires, les popes et les koulaks <miroedy>. Vigilance. Serrez les rangs autour de vos soviets. »*[1]

1.2.4.4 Des armes de la critique…

Une autre affiche est imprimée immédiatement après. C'est une *« lettre de la Section foncière de la Province de Kharkov aux paysans »* qui reprend les mêmes arguments en expliquant que *« "commune" et "violence" sont deux propositions qui s'excluent l'une l'autre »*[2]. Dans le même sens, un télégramme *« absolument prioritaire »* du Comité de Province du PCU est adressé à tous les cantons vers le 7 avril :

[1] DAXO, R4806/1/26, p. 184 (*Ot Xar'kovskogo Gubispolkoma, k vsemu zemledel'českomu naseleniû gubernii - zakaz 2741* - affiche, s.d.). Ce document et les suivants reprennent en substance un circulaire du CC du PC(b)U « *sur le respect du principe de volontariat dans l'organisation des communes »,* publiée le 11 avril 1919 dans le journal Bolševik à Kiev (voir *Xar'kovŝina v period graždanskoj voiny…* ; p. 122)

[2] *Ibidem*, p. 185a : *Pis'mo k krest'ânam ot Xar'kovskogo GubZemOtdela (zakaz 2742)* [affiche, s.d.].

« Faites savoir à toutes les organisations du Parti de votre province, publiez dans la presse, diffusez parmi les paysans le télégramme suivant : le Comité Central du Parti Communiste des Bolcheviks d'Ukraine dément le plus énergiquement les rumeurs mensongères répandues par des provocateurs prétendant que les bolcheviks communistes veulent former la commune de force. Le CC déclare catégoriquement que toutes les formes d'union des paysans en commune ne peuvent exister que sur des principes de liberté, totalement volontairement, si des paysans considèrent l'union en commune comme plus avantageuse dans l'intérêt de leur exploitation. Les organisations du Parti doivent veiller à ce que des provocateurs ou des gens qui ne savent pas ce qu'ils font ne se mêlent pas au pouvoir soviétique, n'enfreignent pas la politique du parti et du pouvoir soviétique central dans le domaine des relations foncières [. Lesdites organisations doivent*] arrêter et déferrer au tribunal quiconque mènera une politique de création forcée de communes. (…)*

Par mandement du CC du PCU, Piatakov, Kharetchko Akim »[1].

Face à cet aveu du pouvoir, que valent les sources locales où, disions nous, *« la contrainte externe directe »* en faveur des communes *« est <u>totalement absente</u> »* ? Il s'agit de la correspondance entre de petits responsables communards et des petits responsables bolcheviques ou soviétiques, c'est-à-dire globalement entre des personnes du même clan. Pourquoi se seraient-ils dénoncés eux-mêmes ? Par contre, quand leurs exactions[2] ont provoqué l'exaspération de la masse paysanne, le pouvoir central aurait dû réagir pour se préserver, quitte à désavouer ceux qu'il avait poussés à communiser en grand.

Pour réaffirmer l'absence d'une *« politique de création forcée de communes »*, rappelons tout d'abord que les plaintes n'émanant pas du cénacle communard-

[1] DAXO, R4804/1/30, p. 6, 7 (version dactylographiée puis manuscrite de *Telegrama Xar'kova Kieva 2275 129 7/4 13 15 Xar'kov GubKom kapeu* [sic] *vne vsâkoj očeredi*).

[2] Dans ce sens il faut révéler deux cas de spoliation caractérisée à l'encontre non de riches, mais de simples travailleurs. Une ancienne employée de la Bantychéva a été volée par des communards de *Kronstadt*. Au moment de la prise de possession du domaine, des objets ont été saisis dans son appartement. En trois jours, la Section foncière statue qu'il faut les lui rendre car il s'agit de biens *« personnels et non économiques »*. À la même commune, un autre ancien employé, exclu de la commune, sera donc expulsé de son logement… mais *« pas avant la fin des fêtes de Pâques »*. Avec les problèmes de pâturage, ce sont tous les cas de « violence » imputables aux communards d'après les sources.

communiste existent. Si elles sont peu nombreuses et ne mettent pas en relief de communisation coercitive, cela pourrait éventuellement s'expliquer par la terreur imposée par les Rouges. Il serait alors loisible de comparer la situation de 1919 à la collectivisation stalinienne dont on connaît le caractère obligatoire et terroriste. Quand Staline avait sonné une retraite dans l'article *« Le vertige des succès »* (Pravda du 2 mars 1930), plus de la moitié des exploitations sortent des kolkhozes malgré les tentatives des chefs locaux pour cacher la nouvelle[1]. Ces événements laissent une trace évidente dans les archives étatiques. Les dossiers d'une commune stalinienne comportent plusieurs dizaines de lettres de démission écrites de mars à mai 1930[2].

Rien de tel en 1919, après les affiches et télégrammes sur le caractère volontaire des communes : on ne constate ni des démissions massives, ni *a fortiori* de dissolution d'exploitations collectives. Comme on peut difficilement défendre l'idée d'une emprise étatique plus forte en 1919 qu'en 1930, reste à conclure que la coercition ne fut pas employée pour créer des communes dans le district d'Izioum. On peut étendre sans trop de risque cette proposition à l'ensemble du pays, dans la mesure où les communes du district d'Izioum représentent 15 % des organisations collectivistes recensées en Ukraine au printemps 1919[3]. On voit dès lors mal comment les méthodes auraient pu différer totalement d'un district à l'autre.

Si tous les doutes sont écartés quant à une communisation forcée, le mystère s'est épaissi car le pouvoir soviétique s'accuse bruyamment de crimes qu'il n'a pas commis. Reprenons l'acte d'auto-accusation : *« Ils répandent calomnie et mensonge disant que le Pouvoir Soviétique prend la terre aux paysans, qu'il les oblige à aller en commune ou en artel par la force »*. Le deuxième membre de la phrase étant faux, on peut supposer que le premier recèle un grain de vérité, du point de vue des paysans.

[1] Voir SOKOLOFF, ouvrage cité, p. 393. Jean-Jacques MARIE, *La Russie 1856-1956,* Hachette supérieur « Les fondamentaux », Paris, 1997 ; p. 101-102.

[2] DASO, R2488/1/4, p. 25-164 (*Komuna Červonyj Stâh, s. Kulička, Sums'commune oblast'*). Par exemple, p. 46 « *Mon adhésion à la commune Drapeau Rouge était liée à une méconnaissance des décrets du Parti… »* (Božkova Mariâ D., le 1/05/1930).

[3] HANŽA, *Perši kolektyvni hospodarstva na Ukraïni,* déjà cité, p. 52, 57.

Tout exploitant honnête et laborieux est naturellement enclin à accroître son activité économique. Dans les zones de terres noires densément peuplées, il n'y avait pas beaucoup de terres nobles, ecclésiastiques ou impériales à partager[1]. Avec l'exacerbation de la guerre civile, d'autres propriétaires, non « féodaux » mais capitalistes ou au moins très aisés, comme Bantycheva par exemple, ont lié leur sort aux Blancs. À l'arrivée des Rouges, *« la confiscation des biens abandonnés »* crée donc une réserve de terres à redistribuer.

Les villageois devaient s'être déjà partagés mentalement les champs, les maisons etc. de leurs concurrents malheureux. Or, le nouveau pouvoir décrète[2] que les domaines iront prioritairement à la minorité la plus pauvre, la moins respectable, de la communauté ! Les petits propriétaires, électeurs les plus nombreux au soviet, ont vite fait de sonder, de provoquer, et pourquoi pas d'ignorer le nouvel ordre : ils tentent de reprendre « leurs » pâtures, de critiquer le travail des communes, de faire intervenir « leur » soviet contre elles… La Section foncière tient bon et soutient ses communes. On crie à la dictature : n'est-on plus maître chez soi ? La clameur monte. Elle devient politique car, les documents officiels l'attestent, *communistes* et *communards* sont des termes synonymes[3].

Le pouvoir central, mis en cause maintenant, doit se défendre[4]. Il plaide la calomnie des ennemis politiques. Va pour la calomnie. Présenter l'agitation anticommunarde comme une tentative de *« ramener les grands propriétaires au pouvoir »* est néanmoins faux. Ce schéma qui veut que celui qui n'est pas d'accord avec les communistes est forcément un fieffé réactionnaire aura une grande postérité. Il faut y voir sans doute un peu d'inculture politique doublée de beaucoup d'esprit de guerre

[1] MOON, p. 234 : gain moyen de moins de 0,5 déciatine per capita, surface de l'exploitation augmentée de 28 %

[2] voir la Déclaration du Gouvernement provisoire ouvrier et paysan du 26 janvier 1919, citée p. 126.

[3] Deux exemples parmi beaucoup : DAXO, R1631/2/287, p. 1 (2/04/1919). R1631/2/301, p. 11 (10/04/1919).

[4] Notons que les réponses du pouvoir à la montée du sentiment anticommuniste dans la paysannerie ne mentionnent que les communes et jamais les sovkhozes, alors que ces derniers représentaient un fonds soustrait aux paysans bien plus important que les premières (voir p. 131). Il serait tentant d'y voir une manœuvre politique visant à cacher la forêt derrière l'arbre. Néanmoins, il faut se souvenir que les documents cités émanent des dirigeants de la province de Kharkov, et, comme il y avait moins d' *« exploitations de plantation et d'élevage »* dans cette région que sur la rive droite du Dnepr, on peut supposer que les sovkhozes y étaient moins nombreux.

civile. Il y a également une part de chantage : si vous n'aimez pas la politique bolchevique, allez voir comment Denikine vous traitera ! Après cette menace, le discours est adouci pour plaire. On parle le langage de l'intérêt (*« Chacun comprend l'avantage de l'exploitation conjointe »*) et on dissout la nouvelle commune dans l'ancien *mir* de façon à peine sous-entendue : le travail en commun *« se faisait avant, depuis que le monde [le mir ?] est monde* <s tex por kak mir stoit> *»*.

Il reste au Parti à agir sur ses propres troupes. L'heure n'est pas à la plaisanterie. Une affiche explique que le pouvoir soviétique est très démocratique, car si un de ses représentants faillit à son devoir, il peut être jugé et fusillé dans les 24 heures[1]… Justement, disait le télégramme, il faut se débarrasser « *des provocateurs ou des gens qui ne savent pas ce qu'ils font* ». À première vue, cela peut difficilement s'appliquer aux militants des communes ou des Sections foncières : ils appliquaient seulement *« la politique du Parti et du pouvoir soviétique central dans le domaine des relations foncières »*. Malgré tout, même s'ils ne sont coupables de rien, ils devront en rabattre un peu pour que la paysannerie se calme. Une affiche communiste *« de l'ouvrier de la ville au pauvre de la campagne »* le dit presque clairement :

> *« Camarade paysan pauvre ! La lutte finale commence, les grands propriétaires et les capitalistes du monde entier nous rendront la suprématie sur le monde et de nos bras musclés nous construirons le nouveau royaume du communisme* <novoe carstvo kommunizma>. *(…) Souviens-toi que le paysan moyen est ton allié, mais il lui reste encore dans la tête des chimères de S-R sur la socialisation de la terre et autres salades. Peu à peu, d'expérience, il se convaincra au plus profond de lui-même de l'inanité de ces utopies de S-R. Mais, par nature, le paysan moyen n'est pas un communiste. Il faudra que toi, paysan pauvre, tu lui prouves dans les faits que la révolution est forte, qu'elle a triomphé pour toujours, que les maîtres ne reviendront plus ; quand tu lui prouveras que l'exploitation communale est plus avantageuse pour lui que l'individuelle, il te suivra. Sache que le paysan moyen suivra celui qui est*

[1] DAXO, R4806/1/26, p. 185 (affiche du Comité de Province du PC, s.d.).

fort, celui qui est organisé. Aborde-le prudemment, ne le repousse pas vers le koulak, garde-le près de toi, attache-le à notre cause ouvrière et paysanne. Il faut lui montrer toute la supériorité de la commune, du travail socialisé de la terre, du sovkhoze, ***mais par l'exemple et non par la force*** *»*[1].

Le texte prend acte de l'engagement des plus pauvres dans l'espérance communiste et dans l'action communarde. En soulignant qu'il s'agit de *« montrer la supériorité de la commune »* par la vertu de *« l'exemple et non [de] la force »,* le PC n'accuse pas les paysans pauvres d'avoir obligé des récalcitrants à intégrer les communes. Il leur reproche plutôt d'avoir défendu l'existence de leurs communes en jouant de tous les soutiens à leur disposition. À ce compte, l'analyse livrée dans ce texte est certes pertinente, mais elle appelle quatre réserves. D'une part, le pouvoir développe un double langage suivant qu'il s'adresse à la masse paysanne propriétaire pour la rassurer ou aux plébéiens radicalisés pour les calmer. D'autre part, le Parti demande au paysan pauvre de faire preuve d'une finesse politique et d'une retenue calculée que bien des militants chevronnés n'avaient pas en pleine guerre civile. De plus, le prolétaire rural participant à une commune avait juste le sentiment de vivre enfin normalement. On voit mal comment il pourrait revoir à la baisse ces exigences. Enfin, on assiste à la concrétion des catégories de paysan pauvre / paysan moyen / koulak en lieu et place des définitions inventées par les plébéiens eux-mêmes (voir p. 145 et suivantes)[2].

1.2.4.5 … À la critique par les armes

Ces remarques restent largement rhétoriques tant les priorités se déplacent vite. L'atmosphère en Ukraine est chargée de violence. Le nombre de pogromes croît régulièrement dans tout le pays : 51 en janvier 1919, 61 en mars, 148 en mai. Plusieurs

[1] DAXO, R4806/1/26, p. 180 (*Bednâku Derevni ot gorodskogo rabočego,* Izd. Xar'kovskogo Gubernskogo Komiteta Kommunističeskoj Partii (bol'ševikov) Ukrainy [affiche, s.d.]).

[2] J'ai laissé de côté la question de l'influence de la situation russe sur la conjoncture ukrainienne. Le 22 mars 1919 le VIIIe congrès du PC(b)R évoquait *« l'alliance et l'entente du prolétariat victorieux avec la paysannerie moyenne »* et condamnait ceux *« qui se permettent d'user de la contrainte (…) dans le but de grouper les paysans dans des communes »* (LÉNINE, *OC,* vol. 3, p. 203). À trop donner d'importance à ce texte, on *déplace* le problème plus qu'on ne l'*explique*. Tout en tenant compte des différences historiques et des décalages chronologiques, je pense (et tenterai de prouver plus tard) que fondamentalement le rapport aux communes répond aux mêmes contingences en Russie et en Ukraine.

affiches et décrets soviétiques dénoncent l'antisémitisme même s'il s'exprime relativement peu en zone rouge[1]. L'atmosphère de *grand'peur* peut se fixer également autour des communes, pour et contre. À la commune *Lénine I, « la nuit, même, le palefrenier a peur d'aller à l'écurie »* à cause des *« bandes contre-révolutionnaires »*. La propriété et le verger de la commune *Drapeau Rouge* sont menacés par les *« rapines des habitants voisins »*. Les *« bandes de vagabonds »* sillonnent les alentours de la *Donetsko-Leninskaïa. « Nous vivons sur la grand'route »* disent les communards de la *Rakovski,* craignant également les vagabonds. Les frictions avec l'extérieur ne se régleront plus politiquement. Au moins 8 communes demandent des armes pour se défendre, *« des armes quelconques, même de vieux modèle, ou alors n'importe quel livorevir* [revolver - sic] », tout plutôt que *« les mains vides ou avec un bâton »*[2].

L'avancée des troupes de l'*Armée Volontaire* blanche s'intègre naturellement dans le composé des peurs et des haines qui agitent l'Ukraine à la fin du printemps 1919. Le rejet des communes provoque un rejet du communisme et prive l'Armée rouge de soutien.

> *« En étudiant les raisons* [de la défaite des Rouges en juin 1919], *les historiens ont justement mis en relief la perte du soutien des campagnes ukrainiennes qui était le résultat de la politique foncière des bolcheviks qui refusèrent de donner à la paysannerie ukrainienne les terres fertiles des grands propriétaires et les gardèrent sous le nom de goskhozy* [exploitations d'État] »[3].

Les archives consultées ne permettent pas de se faire une idée précise de ce phénomène à l'échelle du village. Le harcèlement contre les communes devient-il une guérilla contre le pouvoir soviétique, voire une véritable insurrection ? Plus probablement,

---

[1] Henry ABRAMSON, *A prayer for the government: Ukrainians and Jews in revolutionary times, 1917-1920,* Harvard university press, Cambridge (Mass.), 1999 ; p. 103-114. DAXO, R4806/1/26, p. 182 (Affiche du Comité exécutif provincial *"Obraŝenie k trudâŝimsâ xar'kovskoj gubernii" 19/03/1919), 185 (*affiche du Comité exécutif provincial *"Tovariŝi rabočie, krest'âne i krasnoarmejcy"* s.d.). Vestnik NKVD USSR, n°1, p. 3.

[2] DAXO, R1631/2/277, p. 17 (vers le 24/04/1919). R1631/2/280, p. 280, p. 13 (vers le 5/05). R1631/2/283, p. 35. R1631/2/290, p. 38 (24/05). R1631/2/294, p. 23 (21/05). R1631/2/299, p. 23 (22/04). R1631/2/310, p. 10 (7/04). R1631/2/314, p. 9 (8/05).

[3] Sergei PAVLIUCHENKOV, « The Jewish question in the Russian Revolution, or Concerning the Reasons for the Bolsheviks' Defeat in the Ukraine in 1919 », Revolutionary Russia (Issue 10.2, dec. 1997, p. 26). Même avis chez Peter KENEZ, *Civil war in south Russia 1918-20,* vol. 2, University of California Press, Berkeley, 1977 ; p. 149.

l'exacerbation de la pression anti-communarde a dû accompagner une passivité croissante à l'égard des institutions soviétiques. À cette passivité villageoise répond une suractivité des communes.

Les livraisons alimentaires à l'Armée rouge ont déjà été évoquées (p. 105). Elles ont lieu alors que les subsistances manquent cruellement. Il s'agit de la période de la « soudure », entre les dernières semailles et les premières récoltes. *« Voilà déjà deux jours que les membres de la commune* [*Chevtchenko*] *sont sans pain »* (21 mai). À la commune Octobre, ils souffrent de la faim <*golodat'*>, car sans pain ni pommes de terre, ils ne se nourrissent que de lait (27 mai). L'*Internationale* redoute *« la famine définitive d'ici peu »* (25 mai), mais elle redouble d'efforts en se séparant de 5 membres, partis dans l'Armée rouge. À la *Commune de Paris I*, il y a six mobilisés début juin. Cela représente entre un quart et un cinquième des hommes adultes[1].

À l'arrivée des troupes de Denikine, les communards ne pouvaient évidemment se terrer dans leurs maisons comme de simples paysans. Du point de vue de tout autre pouvoir que bolchevique, il ne s'agissait justement pas de leurs maisons, mais de propriétés volées. Il ne reste que la solution de l'exil, sans doute progressif au gré des déplacements du front. Le 3 juin, la Section foncière demande à la commune de Nijniï-Oskol de bien vouloir héberger provisoirement celle de Raïgorod. Denikine prend Kharkov le 24[2]. On ne peut qu'imaginer la retraite des Rouges. Elle a dû être assez combative vu que les Blancs mirent au moins deux semaines à parcourir les 120 km séparant Izioum de la capitale provinciale. Quant à l'évacuation des civils, l'écrivain Mykola Khvylovy en a fait le croquis acerbe, presque 10 ans plus tard, en 1928 :

> *« On ne pouvait pas désigner les gens qui se hâtaient vers le nord comme un tout uni, structuré ou organisé. C'était un conglomérat débraillé. Des pères et mères de communistes, physiquement épuisés,*

[1] DAXO, R1631/2/310, p. 22 ; R1631/2/301, p. 66 ; R1631/2/297, p. 66 ; R1631/2/300, p. 41 (liste annotée des communards d'*Internationale*) ; R1631/2/276, p. 129 (4/06).

[2] DAXO, R1631/2/290, p. 52 ; R1631/2/283, p. 54. KENEZ *Civil war*...vol. 2, p. 157.

s'enfuyaient de la petite ville. S'enfuyaient également quelques communards. Ils s'enfuyaient avec leur bric-à-brac, supposant que le front pouvait bien attendre, mais qu'il fallait à tout prix « sauver » ledit bric-à-brac et le remettre en dépôt, « contre récépissé » obligatoirement, mais à quelques milliers de kilomètres des lignes de feu. Quelques petits-bourgeois nerveux s'enfuyaient aussi ; ils souffraient de la manie de persécution et, bien que sympathisant sincèrement avec l'armée du Sud [de Denikine]*, ils ne pouvaient imaginer qu'on leur pardonne leur « trahison », qu'on leur pardonne de ne pas avoir fui en leur temps avec les amis des rentiers anglo-français. Divers aventuriers fuyaient également, car, après avoir accumulé « au nom du prolétariat » quelque bien, ils avaient décidé de tout mettre en lieu sûr… — En un mot, toutes sortes de gens fuyaient vers le nord, en ces jours étouffants du terrible an dix-neuf »*[1]

Ce tableau grinçant montre une dernière fois des communards, sur le mode grotesque. Doudka, Pogorely et les autres disparaissent, car les sources se taisent pendant six mois : jusqu'au 11 décembre 1919, les Blancs occupent la région de Kharkov.

[1] Mykola XVYL'OVYJ, *Iz Varynoï biohrafiï,* [1928] in *Novely, opovidannâ,* Naukova Dumka « Ukraïns'ka Novitnâ Literatura », K, 1995 ; p. 398. L'action de la nouvelle se déroule à Bohoduxiv, chef-lieu de district à 50 km au nord-ouest de Xarkiv. Pour la position des lignes de front, voir carte c8 en annexe.

1.3 Du passé ont-ils fait table rase ?

Pour suivre ces expériences communautaires, l'accent a volontairement été mis sur le processus en train de s'accomplir, du choix assez arbitraire du mot *commune* aux tâtonnements des communards. La naissance des communes ne résulterait pas d'une volonté bien claire, mais plutôt d'un enchaînement de situations de fait et de choix à court terme. Les S-R, presque à leur insu, se retrouvent aussi peu socialistes que révolutionnaires. Les anarchistes ont des idées, mais pas le moyen de les diffuser. Les bolcheviks se conforment à leur nouveau nom de communistes plus qu'ils ne semblent en contrôler le contenu. Dans ce dispositif par défaut, il s'agissait de mettre en valeur les différents acteurs et les décisions qu'ils prenaient dans le moment révolutionnaire.

Leur initiative a été sciemment valorisée au détriment des influences lourdes du social et du culturel pour ne pas réduire les communes à l'éternel retour de l'*obchtchina* ou de l'idéal chrétien. Ayant posé la singularité de l'explosion communarde du printemps 1919, il est possible de profiter de l'interruption chronologique due à l'occupation blanche pour revenir sur les déterminations issues du passé. Les deux grandes problématiques annoncées par les noms de commune *« Évangélique »* et *« Chevtchenko »* seront traitées. Peut-on envisager les pratiques utopiques et communautaires dans le monde russe sans évoquer la religion ? Quant à parler de la révolution en Ukraine sans aborder la question nationale, c'est aujourd'hui presque une provocation. L'emprise du populisme ne se réduisant pas à la seule politique du parti S-R, elle sera réexaminée à travers l'influence du mouvement coopératif. Au-delà de l'analyse des groupes révolutionnaires, je reviendrai également sur le rôle possible de la communauté paysanne traditionnelle et sur sa réalité sociologique. La légitimité du choix bolchevique « d'importer la lutte de classes au village » sera par là-même mise en question en étudiant les clivages sociaux à la campagne.

1.3.1 RELIGION, NATION, COOPÉRATION

1.3.1.1 Des traditions religieuses à la commune « *Évangélique* »

Pour comprendre les origines d'une commune religieuse, les archives sont de peu d'aide. Le dossier de l'*Évangélique* fait juste cinq pages : déclaration d'intention ; état non daté ; liste des communards ; statuts dactylographiés. Par ailleurs, les documents de l'administration et du Parti ne font évidemment pas de publicité autour de cette expérience spécifique. Il serait toujours possible d'en appeler aux traditions sécessionnistes du *Raskol* ou de renvoyer à la notion orthodoxe de *sobornost'*. Ces références seraient trop générales dans une démarche privilégiant l'échelon local.

Il fallait donc chercher la trace de pratiques égalitaristes sinon communistes parmi les groupes religieux de la région de Kharkov. Recherche fructueuse : depuis les dernières décennies du XIXe siècle, deux communes paysannes fonctionnaient dans la province à l'instigation de seigneurs locaux et côtoyaient d'autres formes de contestation sociale et religieuse, plus diffuses mais assez largement répandues dans la paysannerie. La première commune religieuse est assez bien connue du public universitaire français grâce à un article de Basile Kerblay. Elle a été organisée par N. Nepliouev sur son domaine de Vozdvijensk, au nord-ouest de la province, près de Iampol, dans le district de Soumy. Elle a été créée en 1895, comptait près de 300 membres en 1907, pour atteindre le millier d'adeptes en 1917.

Dans cette *Confrérie Laborieuse de l'Exaltation de la Croix,* l'habitat, les repas, le travail, les loisirs et l'éducation des enfants sont collectifs. Là s'arrêtent les points communs avec le mouvement communard. En effet, l'inspiration orthodoxe et slavophile nie toute démocratie interne. Nepliouev affirme lui-même que l'expérience

> *« n'est pas fondée sur le principe électif remettant les destinées de la confrérie aux représentants de la majorité mais à une minorité composée des frères les plus zélés et les plus éprouvés, types non de l'homme ordinaire, mais de l'homme de Dieu ».*

Le président de l'organe dirigeant, la Douma, est nommé à vie. Si les contraintes du foyer familial sont allégées ou supprimées, elles sont remplacées par celle du contrôle moral exercé par la Douma et la *« famille fraternelle »* censée fonctionner dans chaque maisonnée[1]. Malgré ce caractère traditionaliste affirmé, la structure aurait fonctionné au moins jusqu'en 1920. Deux raisons poussent néanmoins à la négliger : elle n'est pas mentionnée dans les sources soviétique que j'ai consultées, et il est douteux qu'elle ait exercé une influence sur des paysans pauvres dans la tourmente de 1919.

Exactement contemporaine, l'expérience du prince Dmitri Khilkov à Pavlovka (également dans le district de Soumy), s'appuyait sur des principes plus proches des visées révolutionnaires. Dégoûté de la violence après la guerre russo-turque (1876-1878), le prince avait fait retraite au Caucase, dans la communauté d'une des sectes les plus radicalement pacifistes et communistes, les Doukhobors. Ses principes se précisent :

> *« Alléger le fardeau de son prochain, (...) ne pas reconnaître d'obligation envers un gouvernement humain mais servir les agents de l'État comme des frères en Dieu (,...) vouloir pour soi et laisser aux autres une complète liberté dans la recherche de la vérité, ne faire ni vœu, ni serment, ni profession de foi »*[2]

Au milieu des années 1880, il distribue ses terres aux paysans et vit au milieu d'eux comme un pair. Il répand ensuite les idées de Tolstoï, alors qu'un spiritualisme contestataire fait florès dans la paysannerie locale. La communauté s'étend à deux autres villages et attire l'attention des autorités dès 1890-91. Khilkov est exilé au Caucase en 1892. L'interdiction du *stundisme*[3] (1894) puis la vague de refus du service militaire déclenchée par les Doukhobors (1895) déclenchent une répression plus massive et un contrôle resserré des trois villages. L'affaire a un écho national. Les

[1] Basile KERBLAY, « La commune agricole de N. Nepljuev d'inspiration slavophile », in C. GERVAIS-FRANCELLE (ed.), *Russes, slaves et soviétiques*... (ouvrage cité) ; p. 189-201.

[2] Graham P. CAMFIELD, « The Pavlovtsy of Khar'kov province, 1886-1905: Harmless sectarians or dangerous rebels? », Slavonic and East European Review, vol. 68, n°4, Oct. 1990 ; p. 697.

[3] Le *stundisme* est un autre courant religieux contestataire qui sera évoqué plus loin

Moskovskie Vedomosti (Nouvelles de Moscou) écrivent :

> *« Les colonies tolstoïennes fleurissent de toute part dans la province de Kharkov*[. Là] *où les paysans étaient auparavant loyaux et patriotes, il y a maintenant des centaines de mécontents qui refusent de payer les impôts, refusent de faire leur service militaire (...) et se déclarent les ennemis de tout ordre établi »*[1].

L'émigration paraît être la solution. En 1899-1901, ceux qui ont l'autorisation s'installent au Canada en s'intégrant au village Doukhobor de Kamenka (Saskatchewan). Ils seront rejoints après 1905 par d'autres groupes de Kharkoviens.

Le blocage administratif dont ils firent l'objet avant la première révolution a des conséquences tragiques. En 1901, les Pavlovtsy tombent sous l'influence d'un proche disciple de Malevanny, Christ autoproclamé, interné comme fou mais dont l'exemple est à l'origine d'une secte mystique, proche des Flagellants <*Xlysty*>. Dans son prêche, ce Todosienko annonce la prise de la terre aux propriétaires, la fin des impôts, l'abstinence, *« l'égalité générale »* et prédit qu'il *« n'y aura plus de pouvoir suprême »*. Il est relayé par un jeune de la communauté qui fait cesser le travail dans les domaines voisins. À son appel, des paysans jettent leur argent pour le suivre. Surexcités, 300 Pavlovtsy attaquent et brûlent l'église et l'école orthodoxes du village. La répression fait un mort sur place. La justice condamnera 49 Pavlovtsy à un total de 518 années de bagne[2]. Cette insurrection religieuse répond aussi à une situation objective. La récolte de 1901 est mauvaise dans la région et provoque une famine. L'émeute religieuse annonce une vague de jacqueries violentes qui agitèrent la province en 1902[3] et sont le prélude du mouvement paysan de 1905-1907.

Ces deux communautés se rattachaient à la sphère culturelle slave[4]. Les *stundistes*, marquent, quant à eux, l'influence croissante du protestantisme

[1] Moskovskie Vedomosti du 17/12/1896 (Vieux Style), cité par CAMFIELD, *ibidem*, p. 703.

[2] V.D. BONČ-BRUEVIČ, *Izbrannye sočineniâ, t. 1 O religii, religioznom sektantstve i cerkvi,* M : Izd. Akademii Nauk SSSR, 1959 : *Predislovie k knige « Delo pavlovskix krest'ân »* (London : Izd. Žizn', 1902) ; p. 103-107.

[3] SOKOLOFF, ouvrage cité, p. 192-193. *Istoriâ gorodov...*, p. 25.

[4] Même si les *Doukhobors* sont peut-être le fruit de la propagande d'un quaker dans la région de Kharkov au XVIIIe siècle (HELLER et NIQUEUX, p. 45).

germanique, influence que l'on retrouve dans le terme même d'*évangélique*. Des colons allemands sont installés dans le sud de l'Ukraine depuis la fin du XVIIIe siècle. En 1917, leurs communautés sont fortes de 350 000 membres[1]. Pour éviter la dilution de leurs croyances, ils vivent en colonies séparées selon la religion, catholique, protestante ou mennonite[2]. Représentant 14 % des Allemands d'Ukraine, cette dernière dénomination est issue de l'anabaptisme.

> *« Pacifisme, biblicisme, séparatisme, (…) obéissance aux autorités politiques (…) caractérisent (…) les communautés qui se regroup[èrent] autour de l'ancien prêtre Menno Simons. (…) Renonçant à établir sur terre et par la force le règne du Christ, elles œuvrent à l'édification d'une Église libre, d'une communauté séparée des croyants qui souhaitent suivre le Christ »*[3].

Les utopies du XVIe siècle et de celles du XXe devaient se croiser sur le sol ukrainien. En effet, le renouveau religieux qui agite les colonies allemandes depuis le premier tiers du XIXe siècle tend à dépasser les frontières ethnico-culturelles pour offrir une issue au mal-être social de la paysannerie ukrainienne. Vers 1860, les Brethren, nouvelle tendance anti-institutionnelle chez les Mennonites, entreprend à partir de ses bastions de la province d'Ekaterinoslav, d'évangéliser les autochtones malgré l'interdiction légale. Le mouvement dans ce sens est général. En 1888-1890, deux communautés mennonites sont créées dans la province de Kharkov. Elles ont des adeptes dans 9 villages, dont 5 du district d'Izioum[4].

Le mouvement *stundiste* est exactement contemporain[5]. Il doit son nom à l'allemand *stunde*. L'*heure* consacrée à l'étude de la bible devient le nom de la réunion

---

[1] Sergei I. ZHUK, « *Those Who Imitate Germans »: The Rise of Evangelical Movement among Ukrainian Peasants and Russian National Identity (1862-1916),* Paper for the conference: « ÉDUCATION AND CIVIC CULTURE IN POST-COMMUNIST SOCIETIES », School of Slavonic and East European Studies, London, 13-15 November 1998. Disponible sur http://www.mtu-net.ru/sgerisee/papers/zhuk.doc.

[2] John. B. TOEWS, *Early Mennonite Brethren and Evangelism in Russia,* Direction (A Mennonite Brethren Forum), vol. 28, No. 2 (Fall 1999) ; p. 187. Consultable sur http://www.directionjournal.org/.

[3] Olivier CHRISTIN, « Anabaptismes », in *Dictionnaire des Utopies* déjà cité ; p. 6.

[4] L'obédience de ces communautés n'est pas précisée. Tim JANZEN, *Compilation of Mennonite Villages in Russia,* Mennonite Historical Society of Alberta - Data Warehouse, s.d. ; http://www.rootsweb.com/~abmhsa/mennonite_villages/1_compiled_villages_russia.html.

[5] ZHUK, article cité, p. 5. TOEWS, *Early Mennonite Brethren…,* p. 6.

des croyants et désigne ensuite le mouvement lui-même. La seule base commune est la volonté *« d'interpréter les Écritures par soi-même »*[1], car les adeptes se retrouvent dans différentes églises et ont des attitudes et pratiques fort différentes. Leur succès est foudroyant : de 20 *stundistes* en 1862, ils sont entre 10 000 et 200 000 dans les années 1880. Le caractère social de la contestation est latent d'après les observateurs du temps. *« L'écrasante majorité des stundistes n'était pas russe, mais ukrainienne, et principalement des paysans plutôt que des citadins »*. De plus, les *stundistes* allemands du sud *« influençaient particulièrement les ouvriers agricoles saisonniers, pour la plupart des paysans pauvres émigrés des régions du nord de l'Ukraine »*. Dernier point : leurs pratiques sont égalitaires, et ce particulièrement dans le domaine familial. *« le père stundiste se comportait comme un égal avec sa femme et ses enfants »*. L'évêque Alexis a tôt fait de conclure en 1867 :

> *« Le communisme est l'hameçon par lequel les stundistes attrapent les néophytes. (...) Ils disent que Jésus-Christ a souffert pour tout le genre humain, et qu'en conséquence, son amour est égal pour tous ; et si l'amour de Jésus-Christ est le même, alors toutes les richesses du monde doivent être partagées également entre les êtres humains »*[2].

La carte des implantations *stundistes* dans les années 1880 montre sept communautés dans la province de Kharkov, toutes au sud-est de la capitale provinciale, et pour cinq d'entre elles entre Izioum et Zmiev[3]. Si la permanence d'un courant régional de contestation paysanne est envisageable à moyen terme de 1880 à 1919, cela ne suffit pas à établir une filiation entre le mouvement communard et la dissidence religieuse. Avec ses cinq membres — 0,3 % de l'ensemble des communards ! —, la commune *Évangélique* n'est pas représentative des collectifs du début 1919. C'est un regroupement trop restreint et affinitaire pour avoir une signification sociale. Notons néanmoins que, contrairement à la commune *« Foi, Espérance, Charité »* dans une

[1] CAMFIELD, article cité, p. 693.
[2] ZHUK, p. 6, 8, 13-14.
[3] ZHUK, article cité ; carte en appendice 1 de l'article (http://www.mtu-net. ru/sgerisee /papers/zhuk1.jpg).

nouvelle de Platonov, la commune *Evangélique* n'est pas liquidée à cause de son orientation religieuse. Signe d'une tolérance alors assez large, elle apparaît dans les tous derniers projets de la Section foncière[1].

Peu représentative des communes révolutionnaires, *l'Evangélique* ne semble pas non plus caractéristique des mouvements religieux de l'époque. Le rapprochement entre opposition religieuse et opposition révolutionnaire avait connu son heure de gloire entre 1896 et 1903. Bontch-Brouevitch, militant marxiste du Parti ouvrier social-démocrate russe, avait participé aux campagnes de solidarité envers les sectaires réprimés et il avait étudié leur vie sociale. Il en avait conclu qu'ils pouvaient jouer un rôle révolutionnaire et avait présenté un rapport dans ce sens au IIe congrès du Parti. Cette voie inédite de la communauté vers le communisme s'avèrera une impasse. Les révolutionnaires croient à la violence (Khilkov, devenu S-R en exil, théorise même le terrorisme), alors que les tolstoïens la refusent absolument. Le clivage se vérifie en 1905 : les communautés sectaires sont calmes au milieu d'une paysannerie en révolte[2].

Le lien n'est jamais renoué. Certes, le deuxième décret du Gouvernement provisoire ouvrier et paysan sépare l'Église de l'État[3], donnant enfin toute liberté aux sectes. Les *« chrétiens spirituels »* ne choisissent pourtant pas leur camp dans la guerre civile. L'historien des Mennonites Brethren, J.B. Toews, raconte que l'évangéliste Adolf A. Reimer

> *« prêchait alternativement les armées en conflit qui traversaient la région. Une fois, il s'adressa à un millier de soldats blancs à Marienthal* [colonie de la région d'Odessa] *(…) À Alexanderthal* [autre colonie]*, un commandant rouge qui brandissait la menace d'un bain de sang, finit par rejoindre une foule de quelque 300 personnes et écouta*

[1] Andréi PLATONOV, *La ville de Villegrad (nouvelles),* Gallimard, NRF « Littératures soviétiques », Paris, 1971 ; p. 13. DAXO R1631/2/241, p. 125 : *Protokol zasedaniâ bûro kommun* 2/06/1919 (déjà cité).

[2] Graham P. CAMFIELD, « From Tolstoyan to terrorist: the revolutionary career of prince D.A. Khilkov, 1900-1905 », Revolutionary Russia, vol. 12, n°1, June 1999 ; p. 14-17, 25, 37…

[3] Vestnik NKVD USSR, n°1.

respectueusement le prêche passionné »[1].

Par contre, il semblerait faux de nier une interaction entre communes et religion. D'après les éléments rassemblés plus haut, la dissidence religieuse répondait aux mêmes aspirations et problèmes sociaux que le mouvement communard. La *forme* de la réponse n'a ensuite rien de neutre et il n'est pas étonnant qu'une fois structurés idéologiquement et pratiquement dans un cadre religieux, les sectaires aient perdu tout caractère révolutionnaire. Il reste que ces expériences communautaires religieuses faisaient partie de la mémoire paysanne. Elles prouvaient la possibilité d'autres modes de vie, la viabilité de l'égalité sociale et sexuelle, comme le reconnaissait implicitement Preobrajenski en citant les *Doukhobors* (cf. p. 121).

Surtout, la dissidence religieuse fournissait une réponse au problème du langage. La pensée bolchevique, privilégiant la notion d'intérêt économique, pouvait difficilement provoquer l'enthousiasme populaire. C'est pourquoi le langage moral était largement utilisé pour justifier la commune. Gourov convoquait ainsi la *« commune des premiers chrétiens »* à l'appui du programme bolchevique. Au-delà d'une éventuelle démagogie, cette référence religieuse était difficile à éviter et les statuts-modèle des communes le confirment. Le *« tout appartient à tous et, dans la commune, <u>personne ne peut désigner une chose comme la sienne</u>, à l'exception des objets de consommation personnelle »* est un écho clair des Actes de Apôtres.

> *« Le groupe des croyants était parfaitement uni, de cœur et d'âme. <u>Aucun d'eux ne disait que ses biens étaient à lui seul</u>, mais, entre eux, tout ce qu'ils avaient était propriété commune »*. [Actes, 4-32 ; je souligne]

Il est possible de poursuivre la lecture en soulignant d'autres traits communs avec les communes :

> *« Tous les croyants étaient <u>unis</u> et partageaient entre eux tout ce qu'ils*

[1] John. B. TOEWS, *The Calm Before the Storm: Mennonite Brethren in Russia (1900–1914)*, <u>Direction</u>, Vol. 31 No. 1 (Spring 2002), p. 85.

possédaient. Ils vendaient leurs propriétés et leurs biens et répartissaient l'argent ainsi obtenu entre tous, en tenant compte des besoins de chacun. Chaque jour, régulièrement, ils se réunissaient dans le temple, ils prenaient leur repas ensemble dans leurs maisons et mangeaient leur nourriture avec joie et simplicité de cœur » [Actes, 2-44 à 2-46].

Difficile d'exprimer plus sobrement et plus nettement les caractères de la vie collective. Difficile donc d'échapper à ce schéma structurant, même si on peut indifféremment le considérer comme un héritage spirituel, un legs culturel ou comme une formule abstraite réalisable de diverses façons. Par ce biais, une communication était possible entre les militants instruits et les pauvres. Sur le fond, ces derniers se souciaient sans doute aussi peu de la rationalité économique que de la religion[1]. Par contre, ils cherchaient une autre façon de vivre et un autre rapport au monde. Le langage le plus accessible pour exprimer cette aspiration se fondait sur une culture commune, notamment religieuse. Plus qu'une vision archaïque et millénariste du monde, le recours aux Écritures signifiait surtout une exigence de simplicité et d'applicabilité.

1.3.1.3 Du nationalisme ukrainien à la commune « Taras Chevtchenko »

En maniant le paradoxe, disons que, si la commune *Évangélique* était trop petite pour être significative, la commune *Chevtchenko* est trop banale pour qu'on puisse la distinguer comme expression d'une idée nationale. Ses effectifs varient de 52 à 58 membres alors que la moyenne générale est de 54 personnes par commune. Les noms de famille pourraient servir d'indicateur de nationalité, même s'ils ne sont pas très précis. Que dire, par exemple, de Chapovalov à la commune *Octobre* ? *« Ov »* est une désinence russe accolée à un *« Chapoval »* typiquement ukrainien. De plus les orthographes des noms ne sont guère fixées. Pogorely était devenu Pogorelov et aujourd'hui encore un Kravtsov est couramment appelé Kravets dans son village. Ceci

[1] CAMFIELD (« The Pavlovtsy… », p. 713) montre qu'à force de bien fonctionner, la communauté des Pavlovtsy n'avait plus grand chose de religieux.

étant dit, la répartition des noms de familles à la commune *Chevtchenko* est : d'un tiers de Russes (Savelev, Golitchine, Nazarkine) ; de 20 % difficiles à situer (Bezkrovny, Gavrich) ; d'une bonne moitié à consonance ukrainienne (Serobaba, Zasoukha, Gontchar, Goulko, Doubina[1]). Cette constatation vaut pour la plupart des collectifs. À l'exception des trois communes formées de réfugiés, la proportion de noms ukrainiens est de 50 à 90 % dans toutes les communes.

En fait, c'est l'identité de la région de Kharkiv et plus largement de tout l'Est de l'Ukraine qui est mélangée comme le sont les communes. La nommer est déjà difficile. Un historien avait publié en 1918 une monographie sur la région sous le titre d'*Istoriïa Slobidskoïi Ukraïiny* (qu'on peut traduire par *Histoire de l'Ukraine périphérique*). C'était prendre marque à l'occasion de la montée des affirmations centripètes pendant la révolution[2]. Cette « Ukraine Périphérique » ne semble pas avoir marqué les consciences populaires même si elle est toujours convoquée dans les querelles opposant l'Est et l'Ouest du pays et plus particulièrement les deux capitales (Kyïv et Kharkiv).

Elle aurait pourtant l'avantage de donner à sentir la situation de cette région en effet doublement périphérique, pour la Russie comme pour l'Ukraine. Cet « entre-deux » est perceptible socialement. Rappelons qu'en 1905, 77,7 % des foyers paysans de l'empire sont intégrés à une communauté pour seulement 43 % en Ukraine. Ce n'est pas une donnée « naturelle » monolithique. À l'intérieur des limites de l'Ukraine, la situation est très contrastée. Sur la rive droite du Dniepr, à l'ouest, la *hromada* (mot ukrainien pour *obchtchina*[3]) a disparu depuis le XVIe siècle. Sur la rive gauche, elle a reculé plus tardivement. Aux XVII-XVIIIes siècles elle s'efface autour de Poltava et Tchernigov. Elle reste majoritaire dans la steppe et autour de Kharkov. Dans cette

[1] Les noms sont transcrits selon la graphie russe puisque les listes sont établies dans cette langue.

[2] D.I. BAHALEÏ, *Istoriâ slobids'koï Ukraïny,* Izd. « Soûz » Xar'kovskogo kreditnago soûza kooperativov, Xar'kov, 1918. Bahaleï enseignait à la chaire d'histoire de l'université de Xar'kov et fut nommé à l'Académie des Sciences de la République Populaire d'Ukraine dès 1918.

[3] Le terme de *hromada* ne se serait imposé qu'à l'époque soviétique. Le Code agraire de la RSSU de 1922 imposant de former des *« sociétés »* locales (*hromady*) pour gérer le foncier, les *obsîny* qui subsistaient auraient alors pris cette forme juridique (V.V. KALINIČENKO, « Zemel'na hromada », in *Istoriâ ukrahins'koho selânstva,* déjà cité ; t. 2, p. 45).

dernière province, l'écart est pourtant énorme en 1923, entre la circonscription d'Izioum (62 % des terres en *obchtchina*), celle de Kharkiv (36 %) et celle de Gloukhiv (2,5 %)[1].

Il est dès lors tentant de poser l'équation suivante. Comme dans l'Est de l'Ukraine « *obchtchina* = influence russe » et autour d'Izioum « commune = *obchtchina* » alors « commune = influence russe ». Rappelons d'abord que les communes russes étaient moins enracinées dans le monde paysan que leurs homologues ukrainiennes (voir précédemment). Il faut aussi relativiser la prédominance de la propriété privée en Ukraine. Avec 64,5 % des terres, la forme d'exploitation prédominante dans toute la RSSU est le partage communautaire devenu définitif et intangible (<*cerezsmužna dil'nyca*> en ukrainien ou <*cerespolosiciâ*> en russe). La mise en valeur réellement individuelle par des entrepreneurs indépendants (<*otrubŝiki*> et <*xutorâne*>) ne dépasse les 20 % des terres que dans trois circonscriptions, celles de Korosten' à l'ouest (38 %), de Poltava au centre (29,3 %) et de Kharkiv (22,5 %). De plus, les modes d'organisation paysanne dépendent moins des « mentalités » que des formes de domination extérieure. Si l'*obchtchina* est une réponse à la pression étatique et seigneuriale, son absence correspond alors aux caractéristiques locales de la classe dominante. L'Ukraine de la rive droite avait subi le joug de la *Chliakhta,* la noblesse polonaise, qui exigeait des corvées individuelles (<*panŝyna*> en ukrainien) plutôt qu'un impôt monétaire collectif (<*obrok*>) comme en Russie[2]. Plus que des invariants nationaux dans le comportement social, on voit se dessiner plutôt des jeux d'interactions différents selon les lieux et les périodes.

L'absence d'identité tranchée se retrouve au niveau linguistique. Le « *sourjik* »

[1] V.V. KALINIČENKO : « Zemel'na hromada », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva,* déjà cité, t. 2, p. 59 ; *Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny (*ouvrage cité*),* p. 51 ; « Krest'ânskaâ podzemel'naâ obŝina na Ukraine v dokolxoznyj period », Vestnik Xar'kovskogo Universiteta, n°266 ; Izd. « Vyŝa Škola » pri XGU ; Xar'kov, 1984 ; p. 3-4.

[2] Dans *Istoriâ ukraïns'koho selânstva,* déjà cité, t. 1 : V.B. MOLČANOV, « Social'no-ekonomične stanoviŝe si'ls'koho naselennâ Ukraïny v peršij polovyni XIX st. », p. 322-323 ; O.P. REÊNT, « Social'ne žyttâ... », déjà cité, p. 379. KALINIČENKO,*Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny* (ouvrage cité), p. 53. MOON, p. 70, 214. « Panŝyna », « Ŝlâxta » in *Malyj slovnyk...* L'absence *d'obŝina* expliquent les rapports « modernes » entre des paysans-employés grévistes et le grand propriétaire-capitaliste constatés par Edelman. Voir A.A. KURËNYŠEV, *Krest'ânstvo i ego organizacii v pervoj treti XX veka,* Gos. Ist. Muzej, M, 2000 ; p. 9.

des paysans de la région de Kharkiv a déjà été mentionné[1]. Le dictionnaire Dal' donne comme premier sens à ce mot : *« blé impur, mélangé avec du seigle, comme il pousse parfois ; ou, selon la croyance populaire, dégénérescence, blé dégénéré, mutant »*. Par extension, la langue est pensée comme une forme dégénérée, au choix du russe ou de l'ukrainien. À l'oreille d'un Moscovite, cela ressemble à de l'ukrainien avec le « g » prononcé comme un « h » aspiré (même si cette prononciation est commune à tout le Sud-ouest, russe comme ukrainien). Pour un linguiste ukrainien, la langue classique est celle de la région de Poltava plus à l'ouest et le *sourjik* lui semble largement russifié. Qui plus est, le *sourjik* de Kharkiv n'est pas uniforme dans son aire d'usage, y compris dans un même village. Ainsi, des voisins, tous de vieilles familles locales, se distinguent entre Russes et Ukrainiens. Sans doute se réfèrent-ils moins à la proportion du vocabulaire provenant de l'une ou l'autre langue que par la prégnance de structures typiques d'une des deux grammaires.

Ce *sourjik* est la langue des communards, la base de leur expression culturelle. Or il est totalement absent des sources. On trouve de l'ukrainien, dans les publications S-R et en partie dans les éditions officielles soviéto-communistes. Ces dernières proposent autant que possible une version de chaque texte dans les deux langues, même s'il faut bien reconnaître que leur ukrainien est trop compréhensible d'un russophone pour satisfaire les puristes. Par contre, dans les sources émanant des plus petits échelons administratifs et des communes, tout est en russe, un russe souvent fautif mais très rarement ukrainisé. Dans les sources de 1919, un seul mot a été orthographié en russe selon la prononciation *sourjik* (<*princypy*> au lieu de <*principy*>[2]), alors que ces « erreurs » deviennent très courantes dans les années vingt, avec le mouvement d'ukrainisation généralisée.

[1] Le linguiste George Shevelov définit ainsi l'origine du *suržik : « L'ukrainien prévalait dans les campagnes, à ceci près que dans leurs conversations avec des membres des classes supérieures, les paysans intégraient souvent des mots russes, jetant ainsi les fondations de ce qu'on appellerait plus tard surzhyk en argot »* (George Y. SHEVELOV, *The Ukrainian language in the first half of the twentieth century (1900-1941) : Its state and status,* Harvard UP, Cambridge Mass., 1989 ; p. 11). La spécificité de la région de Kharkiv est qu'on y parle également un *suržik* dans les campagnes, alors qu'ailleurs elles sont considérées comme le creuset du bel ukrainien.

[2] DAXO, R1631/2/276, p. 36 (courrier à la Section foncière du 24/04/1919).

À cela plusieurs explications. D'abord, une structure ethnolinguistique[1] qui voyait des villes russophones dominer des campagnes ukrainiennes. Le russe était donc la langue de la puissance économique et intellectuelle. C'était en même temps la langue du pouvoir politique : rappelons l'interdiction du vocable « ukrainien » et la russification forcée à la fin du XIXe siècle[2]. Gageons que les communards si soucieux d'affirmer leur pouvoir en se dotant de papier à en-tête et de tampons voulaient afficher la respectabilité allant de pair avec l'usage de la langue savante. Les politiques des principaux prétendants au pouvoir (Skoropadski, Petlioura, soviets), toutes ukrainophiles à différents degrés, n'avaient pas eu le temps de provoquer un écho dans les campagnes à l'est du pays. De plus, les quelques lettrés et les artisans et demi-citadins, comme Doudka, étaient sûrement russifiés. Le langage spécifique des textes communards est donc la conséquence d'un accès inespéré à un écrit mal maîtrisé scolairement, mais c'est également le fruit de l'expression dans une langue qui n'est pas celle de leur quotidien. Dans ce russe emprunté, ils devaient se sentir fiers et engoncés comme des paysans endimanchés dans un beau costume.

L'identité ukrainienne n'est pas un bloc fondu dans l'évidence et l'appellation de *Chevtchenko* n'avait donc rien de plus naturel que celle de *Rosa Luxemburg* ou de *Lénine*. Comme les autres noms de communes, elle devait résulter de la proposition d'un militant. Même sans disposer de renseignements précis sur les responsables de cette commune, on peut avancer quelques hypothèses. Dans la lutte contre l'autocratie, différentes tendances coexistaient et les principaux défenseurs de l'identité ukrainienne se réclamaient du socialisme : Drahomanov, Kotsioubynski, Franko, Lesia Ukraïnka pour n'en citer que quelques-uns.

Ce double sentiment, socialiste et nationaliste, n'était pas cantonné à une vague

[1] Données officielles pour 1933 (selon le principe soviétique de *nationalité*), après plusieurs années d'ukrainisation : **Ukrainiens** : 86 % (dans la région de Kharkov) ; 48 % (en ville). **Russes** : 9,5 % (dans la région) ; 30,3 % (en ville). **Juifs** : 2,9 % (dans la région) ; 17,7 % (en ville). **Autres** : 1,6 % (dans la région) ; 4 % (en ville). Voir ARAKČEEV, MAGNICKIJ et BEKENDORF, « Xar'kov », p. 450 ; et Â. ARTJUXOV et E.D., « Xar'kovskaâ oblast' », p. 462 ; dans *BSE-1,* tome 59 (1935).

[2] Circulaire du 18/07/1863 et *Acte d'Ems* du 18/05/1876. DZÛBA et alii, *Ukraïna vid naydavnišyx časiv…*, p. 123, 138.

sensibilité abstraite. La biographie d'un écrivain de Kharkiv, Hnat Khotkevytch, le prouve. Il commence à publier des nouvelles pendant ses études en 1897. Il devient ensuite ingénieur des chemins de fer et participe à ce titre à la révolution de 1905 : président du syndicat local des cheminots, membre de leur comité de grève en octobre ; il est enfin délégué au congrès corporatif qui se tient à Moscou en décembre, à quelques jours des insurrections de Moscou et de Kharkov (cette dernière étant justement le fait des cheminots). Khotkevytch doit alors s'exiler en Galicie austro-hongroise. Il y monte une troupe de théâtre parmi les Houtsouls, petit peuple ukrainien des Carpates. Il revient à Kharkov en 1912 et lance un théâtre ouvrier. Depuis longtemps, il s'intéresse à la bandoura, instrument traditionnel ukrainien ; il organise des concerts et écrit une méthode pour l'instrument[1]. Engagement social et culturel vont de pair.

Par contre, on ne trouve pas de culturalistes ukrainiens parmi les dirigeants bolcheviques. À l'époque, même Mykola Skrypnyk, compagnon de Lénine et futur symbole du communisme national, n'a rien publié spécifiquement sur l'Ukraine. La révolution et la guerre civile ont d'ailleurs éloigné puis opposé radicalement les communistes et la gauche intellectuelle nationale. Khotkevytch est d'emblée hostile au coup d'État bolchevique. Les principaux partisans de la Rada (Hrouchevski) ou de Petlioura (Vynnytchenko) s'exilent quand leur camp est défait par l'Armée rouge. En 1920, l'écrivain Vynnytchenko, tentant une conciliation à Moscou, résume le dilemme dans son journal : *« Il n'y a que deux issues : ou se refuser à être ukrainien et alors être révolutionnaire, ou quitter totalement la révolution et pouvoir être ukrainien »*. Mille neuf cent dix-neuf est précisément le moment où l'étanchéité s'instaure entre les cultures nationaliste et socialiste en Ukraine. En proposant le nom du grand poète ukrainien à sa commune, un militant anonyme avait traversé une frontière idéologique établie récemment mais qui devenait hermétique[2].

[1] L. MOSKVYČ, « Xotkevyč », in *Malyj slovnyk… ;* V. ROSSEL'S, *Vstupitel'naâ stat'â,* in Gnat XOTKEVIČ, *Izbrannoe,* Xudož. Lit, M, 1969. Voir son portrait en annexe.

Cependant il faut veiller à ne pas confondre les mouvements au sommet et ceux à la base. Rappelons que Petlioura s'appuyait sur la même insurrection paysanne anti-allemande que les Rouges[1]. Les transfuges du camp nationaliste au camp communiste étaient fréquents selon toute probabilité. Ainsi, Khvylovy décrit dans la nouvelle déjà citée un instituteur de village qui

> *« était auparavant du côté de Petlioura, voyant en lui, en Petlioura, un révolutionnaire, et ensuite (...) il se mit à croire sincèrement à la propagande bolchevique et fut plus tard président du Comité Révolutionnaire »*[2].

Dans ces petits compromis idéologiques locaux, voire personnels, la figure de Chevtchenko pouvait être particulièrement pratique. D'origine serve, élevé par l'étude, créateur proche des racines populaires, combattant contre l'autocratie, victime de la répression : rien chez Chevtchenko qui ne cadre avec les schémas bolcheviques. Bien que la « récupération » soviétique du poète n'ait commencé que sous la NEP, avec l'ukrainisation du régime, la sémiologue Anna Malkolin a eu beau jeu de démontrer que les thèmes « soviétiques » du mythe de Chevtchenko étaient déjà présents dans des biographies du poète écrites en 1876 ou 1914[3].

Est-ce suffisant pour conclure à l'existence d'un sentiment national chez les communards eux-mêmes ou du moins chez certains militants ? Ici je souscrirai mot pour mot au jugement d'Andrea Graziosi :

> *« Dans toute l'Europe orientale, la campagne est apparue comme le facteur essentiel du développement du nationalisme. Pourtant les paysans eux-mêmes entretenaient un rapport profondément ambivalent*

---

[2] Bibliographie de Skrypnyk in V.F. SOLDATENKO, *Nezlamnyj : žyttâ i smert' Mykoly Skrypnyka,* Knyha Pam'âti Ukraïny, K, 2002 ; p. 289-314. « Khotkevych » in I. KOSHELIVETS, V. KUBIJOVYC (ed.), *Encyclopedia of Ukraine,* Toronto UP, Toronto, 1988. Natalka PASKEVYČ, *Volodymyr Vynnyčenko,* Vseuvyto « Use dlâ školy », K, 2001 ; p. 8. À partir de 1920, Khotkevytch et d'autres se rallient au régime soviétique. Mais les circonstances sont alors bien différentes. Voir les portraits de Skrypnyk et Vynnytchenko en annexe.

[1] GRAZIOSI, ouvrage cité, p. 21.

[2] XVYL'OVYJ, ouvrage cité, p. 392.

[3] On trouve des textes de différentes époques (dont les premiers articles soviétiques en 1923-1924) dans George S.N. LUCKYJ (ed. by), *Shevchenko and the critics,* University of Toronto Press, Toronto, Buffalo, Ldn, 1980. Anna MALKOLIN, *Name, hero, icon : semiotics of nationalism through Heroic Biography,* Mouton de Gruyter, Berlin, NY, 1992 ; p. 158-160.

avec les nationalistes et ne représentaient pas pour eux un soutien solide et durable (...). En réalité, les paysans appartenaient à un culture « pré-nationale » pour ainsi dire. C'est pourquoi en un certain sens ils étaient les membres d'une Internationale quasi-» anthropologique » de la masse « obscure » (...). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, un des points spécifiques du programme de cette Internationale (...) était le localisme »[1].

Cette définition contradictoire est particulièrement pertinente pour les communes : structurées autour d'un sentiment d'infériorité sociale, elles touchent à l'universel tout en s'inscrivant dans un lieu précis. Elles sont en deçà, au-dessus ou à côté du nationalisme, mais elles ne relèvent pas de lui. Victor Chklovski avait vivement ressenti l'ambivalence populaire en discutant avec les soldats qu'il commandait, entre février et octobre 1917 :

« Je commençai à leur parler de l'Ukraine. Je croyais que c'était là un problème important, un grand problème. Du moins à Kiev s'en occupait-on beaucoup. Mais les soldats m'arrêtèrent :
- Ça ne nous intéresse pas.
Pour eux, la question d'une Ukraine indépendante ou soumise n'existait pas. Ils s'empressèrent de me déclarer que leurs préférences allaient à la commun[auté] »[2]...

1.3.1.4 Du coopérativisme au communalisme

Pour comprendre l'apparition de communautés autogérées, le rapprochement avec les coopératives vient facilement à l'esprit. L'enjeu politique et social représenté par le mouvement coopératif dans la révolution avait été saisi sur le moment par un socialiste étranger célèbre, John Reed.

« Avant la révolution, les coopératives de consommation ouvrières et paysannes comptaient en Russie plusieurs millions d'adhérents. Fondé par les libéraux et les socialistes « modérés », le mouvement coopératif n'était pas soutenu par les groupements socialistes de caractère

[1] GRAZIOSI, ouvrage cité, n. 23, p. 77.
[2] CHKLOVSKI, *déjà cité,* p. 60.

révolutionnaire parce qu'il constituait un succédané du transfert intégral aux ouvriers des moyens de production et de distribution. Après la révolution de Mars, les coopératives connurent un essor rapide ; dominées par les socialistes populistes, les mencheviks et les S-R, elles jouèrent un rôle politique conservateur jusqu'à la révolution bolchevique. Il n'en reste pas moins que ce sont les coopératives qui ont nourri la Russie lorsque l'ancien système du commerce et des transports se fut écroulé »[1].

La recherche contemporaine corrobore ce tableau. Au moment de la révolution de Février, le mouvement coopératif rassemblait entre le tiers et la moitié de toute la population de l'empire russe[2] ! Les efforts des « modérés » n'avaient donc pas été vains dans la structuration d'une « société civile » autonome par rapport à l'État tsariste. Et si les méthodes différaient, les objectifs rejoignaient largement ceux des révolutionnaires. *« Le mouvement de libération soulignait fortement la nécessité d'une union volontaire des gens sur la base de l'entraide, idée qui s'était imposée depuis longtemps »*[3]. Certes, les inclinations politiques poussèrent les dirigeants coopératifs à soutenir le Gouvernement provisoire contre l'Octobre bolchevique et les conflits d'appareils continuèrent à l'occasion de l'étatisation soviétique du mouvement. Il serait malgré tout tentant de voir dans l'idéal coopératif un trait d'union courant du paysan communard à l'intellectuel de la gauche libérale. Une aspiration commune les aurait réunis sous les auspices de l'atelier modèle imaginé par Tchernychevski dans *Que faire ?*.

Malheureusement, il n'y a guère de données locales et particulièrement fort peu d'archives pour corroborer cette hypothèse. Un ouvrage soviétique de 1925, *La coopération agricole en Ukraine* de I. Batiouk donne tout de même quelques éléments d'information. La forme principale de coopération s'occupait de crédit. Au début de la

[1] John REED, *10 jours*... ouvrage cité, p. 38.

[2] Le tiers d'après KIM CHANG JING (KIM ČAN ČŽIN), *Gosudarstvennaâ vlast' i kooperativnoe dviženie v Rossii-SSSR (1905-1930),* Institut Rossijskoj Istorii RAN, M, 1996 ; p. 155. On parle de 84 millions de coopérateurs chez Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936),* L'Harmattan « Pays de l'Est », Paris, 2001 ; p. 181.

[3] KIM CHANG JING, ouvrage cité, p. 96.

première guerre mondiale, 13015 sociétés rassemblaient 12 millions d'exploitations dans l'empire. Sur ce total, l'Ukraine représentait 20 % des institutions (2661) et 16 % des coopérateurs (1 954 481). La province de Kharkiv compte 287 coopératives de crédit pour 281 002 membres. Rapportées au poids démographique des différents ensembles, les proportions sont globalement respectées, même si le nombre de coopérateurs est sensiblement au-dessus de la moyenne autour de Kharkiv. Leur activité a eu tendance à déborder le cadre premier du crédit. Elles ont d'abord effectué des achats centralisés de machines agricoles, avant de passer à la commercialisation des produits agricoles pendant la guerre[1].

L'autre forme d'association dans les campagnes est le fait des *« sociétés agricoles sans parts »* (<*bezpajovi sil's'ko-hospodars'ki hromady*>). Batiouk en fait la description suivante : au début, elles

> *« réunissaient les grands propriétaires libéraux.* [Mais après les réformes de Stolypine,] *elles rassemblaient la fraction progressiste du village, « l'aristocratie villageoise cultivée » à travers laquelle l'agronome arrivait à diffuser le savoir agricole aux masses paysannes. (...) L'essentiel de leur travail consistait en la diffusion du savoir agricole avec les moyens suivants : des champs et parcelles modèles, des centres de sélection des semences, des points de vente où l'on faisait la démonstration des machines et appareils les plus récents. »*[2]

L'organisation de ces sociétés suit la structure administrative, par province et district. Au niveau provincial, les matériaux de la *Société kharkovienne d'Agriculture et d'Industrie agricole* (<*Xar'kovskoe Obŝestvo Sel'skogo Xozâjstva i Sel'skoxozâjstvennoj Promyšlennosti*>) ont été conservés. Les quelques liasses consultées confirment pleinement le jugement de Batiouk. Importations de machines américaines, participation à des salons agricoles internationaux et organisations de cours trahissent une approche techniciste. Surtout, les milieux concernés sont très loin des classes

[1] I. BATÛK, *Sil's'ko-hospodars'ka kooperaciâ na Ukraïni,* Knyhospilka, X, 1925 ; p. 6-8.
[2] *Ibidem*, p. 8-9.

pauvres et même de la paysannerie : n'interviennent que des spécialistes techniques et des propriétaires de domaines[1].

Le mouvement coopératif semble circonscrit à des couches supérieures ou intermédiaires, tant au vu des documents d'archive, que selon l'avis d'observateurs contemporains. En 1919, S.N. Prokopovitch, traitant des sociétés de consommation, affirme qu'au village, *« les personnes influentes et les plus riches forment l'élément principal de la coopération et en sont les initiateurs »*. Inversement, *« les couches les plus pauvres de la paysannerie et des ouvriers ne sont pas capables de mettre en place une organisation coopérative saine (…) En un mot, la coopération n'est accessible qu'aux éléments économiquement solides* <xozâjstvenno-krepkie elementy> *»*. Dans un ouvrage publié en 1922 dans l'émigration, V.F. Totomiants confirme que le mouvement coopératif était dirigé par *« les classes supérieures économiquement et intellectuellement »*. Ces jugements semblent crédibles[2] car ils émanent de partisans d'un système coopératif « inter-classes » et non de pro-bolcheviks. Malgré un idéal d'égalité, les coopératives ne semblent donc pas mettre en cause les hiérarchies sociales, contrairement aux communes.

On remarque également un faible niveau de participation des coopérateurs les plus modestes à la vie de l'institution. Cette exclusion assez générale des plus pauvres n'est pas le résultat d'une volonté affirmée. Comme le note un historien, *« il fallait faire une plus grande part à la population illettrée susceptible d'adhérer (…) comme des membres conscients. C'est pourquoi une des principales sphères d'activité fut l'éducation populaire »*. Cela n'était sûrement pas pour déplaire aux héritiers d'une

[1] DAXO, F237/1/46, *Xar'kovskoe Obŝestvo Sel'skogo Xozâjstva i Sel'skoxozâjstvennoj promyšlennosti : Uvedomleniâ otdelov XOSX o ix zasedaniâx, ob »âvleniâ, informacii, proekty raznyx obŝestvennyx organizacij* du 19/4/11 au 9/2/12 et F237/1/20, *XOSX : Izveŝeniâ Sel'skoxozâjstvennogo obŝestva ob obŝix sobraniâx i ix povestki* du 20/1/14 au 29/12/14, portant sur des questions techniques. F237/1/9, *XOSX : Protokoly i postanovleniâ obŝix sobranij členov XOSX…* du 16/12/11 au 17/3/14. Ces comptes-rendus d'assemblées générales montrent clairement la composition sociale de la société.

[2] Extraits S.N. PROKOPOVIČ, *Kooperativnye tovariŝestva i ix klassifikaciâ,* M, 1919 ; et de V.F. TOTOMÂNC, *Kooperaciâ v Rossii,* Praga, 1922 ; cités par KIM CHANG JING, ouvrage cité p. 21 et 25. À l'inverse, se basant sur des statistiques du Ministère de l'Intérieur, Alessandro STANZIANI affirme que « *les coopératives ne sont pas des organisations propres à une couche particulière de la paysannerie »* (*L'économie en révolution,* déjà cité ; p. 142). Peut-être ce jugement s'applique-t-il à la masse des coopérateurs, sans déterminer qui dirige les organismes.

tradition populiste, inaugurée par la *« marche au peuple »* des années 1870. En effet, après avoir été promue par des libéraux, la coopération devient après 1905 le terrain d'action d'une mouvance populiste qui sans être soumise aux S-R, a des visées de transformation sociale. C'est peu ou prou le courant de l' *« Agronomie sociale »* défendue par Tchaïanov, principal représentant de la gauche non-marxiste[1].

Or, qui dit éducation introduit une relation pédagogique entre l'enseignant et l'apprenant et rend improbable une expression populaire. Cette domination didactique est plus qu'assumée, mais revendiquée par Tchelintsev, un compagnon d'idées de Tchaïanov installé à Kharkov peu avant la guerre. D'après Alessandro Stanziani, Tchelintsev trouve qu'

> *« on affirme souvent (…) que l'agronome ne peut pas avoir les mêmes connaissances que le producteur local, et que l'évolution de l'exploitation doit être laissée à la spontanéité du [propriétaire]. « Il faut protester catégoriquement contre ces deux thèses » (…) Le paysan ne saurait gérer son exploitation de manière rationnelle sans l'aide de l'agronome ».*

La guerre, en accroissant le rôle institutionnel des coopératives, accentue *« cette identification du spécialiste comme véritable pont entre les paysans et les élites politiques »* en y ajoutant *« une connotation militante et fortement étatique »*[2]. Formellement, les bolcheviks semblent partager une grande part de cette appréhension du social : valorisation de la rationalité technique et de son représentant le spécialiste ; refus de la spontanéité ; conscience apportée au peuple de l'extérieur ; dirigisme.

Cette convergence explique bien des choses quant à la construction d'ensemble de l'économie soviétique et à la collaboration des néo-populistes au nouveau régime[3]. Par contre elle semble inopérante concernant les communes. Malgré l'importance des discours de rationalisation et d'éducation, la mise en place concrète des collectifs relève

[1] KIM CHANG JING, p. 129. Sur la « *marche au peuple* », voir VENTURI, ouvrage cité, p. 787-841. Sur l'investissement coopératif des « *agronomes sociaux* », voir STANZIANI, ouvrage cité, p. 138.

[2] STANZIANI, ouvrage cité, p. 137 et 157.

[3] Voir SAPIR, « La guerre civile et l'économie de guerre », article cité. STANZIANI, p. 256-257.

d'une logique de mobilisation sociale et non d'un rapport pédagogique. Les communards se sentent peut-être redevables au pouvoir soviétique, mais ils ne se considèrent pas comme ses élèves. Inversement, dans une lutte commune contre l'ennemi, le pouvoir attend d'eux plus un engagement qu'une obéissance. Dans le cours de la guerre civile, le discours de la raison passe après celui de la volonté.

Cette approche foncièrement guerrière était étrangère à la vie des économistes. Ces derniers vivaient dans un autre temps et dans un autre monde que les militants et les plébéiens radicalisés. Prenons l'exemple de Tchelintsev, qui vit et travaille à Kharkov précisément à ce moment-là (voir son portrait en annexe). Il participe aux travaux de la *Société kharkovienne d'Agriculture et d'Industrie agricole <Xarkovskoe obŝetvo sel'skogo xozâjstva i sel'skoj promyšlennosti>* qui s'étalent de décembre 1918 à octobre 1919, c'est-à-dire de l'Hetmanat à Denikine en passant par Petlioura et les bolcheviks. Sous Denikine, il publie à l'automne, un ouvrage préparé en Ukraine soviétique. Une seule de ses interventions est en rapport avec l'actualité : il prend publiquement position contre le projet de législation agraire du général blanc, trop réactionnaire à son goût[1]. Dans certaines limites, l'idéal social et coopératif de Tchelintsev peut visiblement s'accommoder de tous les régimes. De fait, il n'en était pas de même pour l'idéal des communards. Ils ont obtenu leur petit coin d'utopie grâce aux Rouges, à la faveur de la guerre civile. Ils savent qu'ils le garderont ou le perdront par les armes, au risque de leur vie[2].

La divergence est aussi idéologique. Avant même la généralisation des communes, les « agronomes sociaux » s'expriment contre toute collectivisation au Congrès Pan-russe des Coopératives en février 1918. Tchaïanov va dans le même sens en opposant à l'étatisation bolchevique du mouvement coopératif l'impossibilité de

[1] Voir M. MAL'T, « Denikinŝina i krest'ânstvo », Proletarskaâ revolûciâ, n°4 (27) 1924 ; p. 157.

[2] DAXO, F237/1/27, *XOSX Otčety o sobraniâx i s"ezdax kooperativnyx organizacij v dekabre 1918 g.* (20/2-5/10/19). Sur l'activité éditoriale de Čelincev pendant cette période, voir STANZIANI, p. 270. Au même moment, en 1918-1919, la presse communiste diffuse régulièrement les règles de clandestinité que doivent suivre « les camarades restés derrière les lignes ennemies » (Kommunist - n°7-8/1918 - et Ûnyj Kommunist, n°1 et 2 - 15/04, 6/05/1919).

« créer des types universels idéaux d'organisations coopératives ». Jamais Tchaïanov ne promouvra les communes, même quand il sera devenu un économiste officiel. Dans *L'organisation de l'économie paysanne,* en 1924, il voit dans les entreprises agricoles collectives (*« communes agricoles, artels, associations pour le travail en commun de la terre »*) une forme de *« concentration horizontale »* qui *« n'a pas — et ne peut avoir — le caractère de masse nécessaire, pour que toute la politique de concentration de la production agricole puisse reposer sur lui »*[1].

Cela amène à poser la question du contenu du socialisme tchaïanovien et plus généralement coopératif. La description polémique que Katchinski — bolchevik ukrainien et futur commissaire du peuple à l'agriculture — en donne en 1921 semble à première vue assez judicieuse :

> *« Souvenons-nous que beaucoup de théoriciens de la coopération affirment (…) de façon tout à fait déterminée que la coopération est une porte ouverte sur le socialisme, la première étape sur la route qui y mène, une forme de rapports socialistes non encore développés etc.. On comprendra pourquoi ils s'arrêtent justement sur deux moments : d'un côté, ils consacrent d'énormes recherches aux formes actuelles de coopération ; de l'autre, ils décrivent de façon détaillée et tout à fait « inspirée » (comme par exemple A.V. Tchaïanov dans « Le voyage au pays de l'utopie paysanne ») le « nouvel ordre social » créé par le développement de la coopération. Deux pôles extrêmes : le présent et le lointain avenir. Le présent bourgeois et capitaliste dans la forme et le fond, et « l'idéal » qui résoudra tous les problèmes sociaux de l'humanité dans le futur — voilà comment parlent les idéologues de la coopération. Pour ce qui est de la façon de passer de la coopération d'aujourd'hui à celle de demain, il est d'usage de garder le silence »*[2].

Le *Voyage au pays de l'utopie paysanne* dont il est question est un ouvrage de fiction qui permet d'accéder à la pensée sociale et morale de Tchaïanov débarrassée des voiles

[1] STANZIANI, p. 214. Alexandre TCHAYANOV [A.V. ČAÂNOV], *L'organisation de l'économie paysanne,* [1924] Librairie du Regard, Paris, 1990 ; p. 289.

[2] V.M. KAČINSKIJ, *Krest'ânskaâ kooperaciâ i socializm,* VseUkrGiz, X, 1921 ; p. 40.

de l'économie et de la science. Publié en 1920 sous le pseudonyme de Kremniov, ce récit présente le voyage d'un haut fonctionnaire soviétique de 1921 dans une Russie socialiste et paysanne de 1984. Les aspects saillants de ce régime sont le refus de l'esthétique moderniste, la désurbanisation du pays et sa « désétatisation » économique et politique au profit d'un coopérativisme généralisé. Ces innovations ont pour condition un conservatisme social affirmé. Le travail de la terre est le moins mécanisé possible pour préserver la suprématie démographique des campagnes. Surtout, la famille paysanne reste inchangée.

La question familiale est le nœud qui relie l'économiste Tchaïanov et Kremniov le moraliste. L'économiste a fondé son idée d'une agriculture ni capitaliste ni communiste sur un foyer paysan conçu comme la cellule de base de l'économie agraire. À ce titre, il ne se prononce pas sur les rapports de pouvoir internes au ménage. Le moraliste, quant à lui, commence par évoquer les slogans communistes qui *« revenaient douloureusement dans sa tête en feu : "Par la destruction de la cellule familiale, nous porterons le coup final à l'ordre bourgeois !" »*. Face à cette aberration bolchevique, un chapitre entier est là *« pour convaincre ceux qui le veulent bien que la famille est la famille et le restera toujours »* sous l'égide du socialisme paysan[1]. En plus de la démarche, l'objectif même du coopérativisme est l'exacte antithèse du rêve communard.

1.3.2 DE L'*OBCHTCHINA* À LA *KOMMOUNA*...

1.3.2.1 Un héritage contestable

Il s'agit de poser la question du rapport entre la communauté traditionnelle et la communauté nouvelle, entre le cadre de vie auquel on est assujetti et celui que les sujets émancipés prétendent construire à partir du premier, voire contre lui. L'exemple

[1] Ivan KREMNIOV (A.V. ČAÂNOV), *Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne,* [1920] L'Age d'Homme « Slavica-Utopies », Paris, 1976 ; p. 9, 23, 26, 41, 55-61, 73, 95. Sur le concept de « *famille exploitante » (xozâjstvuûŝaâ sem'â)* voir le premier chapitre de *L'organisation de l'économie paysanne : « La famille paysanne et l'influence de son développement sur l'activité économique »* (ouvrage cité, p. 55-73). Voir également MOON, p. 118, 177-178.

russe n'est pas le seul, ni même le plus saillant. Dans le cours des mobilisations populaires, la Bohême-Moravie du XVe siècle (*Pikarti* et Taborites) et l'Espagne de 1936 (*Collectividades*) ont également connu de tels phénomènes, et sur une grande échelle. L'aspect idéologique et politique de ces utopies en marche a plus retenu l'attention que la question de la communauté en construction.

La réflexion sur *Le sens de la communauté* connaît certes un regain d'intérêt motivé par le refus de *« la misère individualiste »*. En même temps, elle est bloquée par l'image des communautés oppressives, fondées hier sur *« "la belle totalité" à laquelle il fut trop sacrifié »* et aujourd'hui sur la *« fureur particulariste »* du *« sang, [de l']ethnie, [de la] terre, [de la] religion, [ou de la] culture »* (Tania Rizk[1]). Il serait vain d'invoquer les expériences concrètes des communes ou des collectivités comme des *communautés ayant déjà eu lieu*. La peur du triple danger totalitaire, individualiste et particulariste existe précisément grâce à la double défaite des expériences « utopiques ». Comme le dit Michèle Riot-Sarcey,

> *« au cœur du mouvement de l'histoire, les utopies ont cependant été mises à l'écart de son écriture. Inscrites dans le temps, sans disposer de place au présent des sociétés contestées, elles n'ont pu accéder au statut de faits historiques (…), comme si, après chaque échec des possibles espérés, l'ordre rétabli ne pouvait intégrer, même par incise, ces espoirs dits utopiques »*[2].

Le piège est efficace. Ce qui n'est pas advenu a été disqualifié comme impossible utopie. Pour critiquer ce point de vue et réintégrer les expériences dans leur lieu et dans leur

[1] France Culture, *Les Chemins de la Connaissance*, semaine du 4/12/2000 : *Le sens de la communauté* par Tania Rizk sur une réalisation de Malika Mezghach. Présentation et bibliographie disponibles sur http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/chemins/fiche.php?diffusion_id=512. Ce triple encerclement entre totalitarisme, communautarisme et individualisme sert également d'introduction à la réflexion chez Roberto ESPOSITO dans *Communitas : origine et destin de la communauté,* PUF « Essais du collège international de philosophie », Paris, 2000.

[2] Michèle RIOT-SARCEY, *Introduction* in Michèle RIOT-SARCEY, Thomas BOUCHET et Antoine PICON (sous la direction de), *Dictionnaire des Utopies,* Larousse « Les Référents », Paris, 2002 ; p. VI.

temps, des outils intellectuels sont nécessaires, mais ils ne peuvent avoir été formés puisque leur objet a été préalablement déclaré comme inexistant.

En conséquence, la réflexion historique a peu abordé les communautés qui se voulaient en construction pour s'intéresser aux sociabilités qui ont l'apparence de l'intangibilité. Dans cet esprit, beaucoup d'études insistent sur l'unité et la stabilité du groupe paysan. Pour Henri Mendras, même en période d'agitation révolutionnaire, de « *contestation de la légitimité* », le « *village libre débarrassé des seigneurs et des exploiteurs* » apparaît comme un tout homogène. De même, le passage des campagnes « *d'un monde à l'autre* », de la tradition à la modernité, s'opère d'un bloc, par « *innovation* »[1]. La fin des sociétés rurales provoque un regain éditorial mais guère un renouvellement de ces problématiques. L'historiographie de l'ex-URSS accumule les *Histoires paysannes,* fait entendre les *Voix des paysans* et présente ainsi le monde rural comme un acteur global à part entière. La nostalgie post-soviétique de la paysannerie en rejoint une autre, idéologiquement opposée, en Occident. Dans le sillage de l'alter-mondialisme, des auteurs radicaux veulent « *faire entendre la voix des derniers paysans d'Europe avant qu'elle ne périsse sous les coups de la bourgeoisie triomphante* »[2].

Face au pouvoir politique ou économique, la paysannerie est souvent présentée comme une classe au sens le plus étroit du terme, sans doute la dernière classe reconnue en ces temps de déconstruction. Contre une image aussi unanimiste de la

[1] Henri MENDRAS, *Les sociétés paysannes : Éléments pour une théorie de la paysannerie,* [1976 – nouvelle édition refondue :] Gallimard « Folio Histoire », Paris, 1995 ; p. 176-177, 270.

[2] Parmi d'autres : E.M. KOVALEV (sostavitel'), T. SHANIN (rukovoditel' proekta), *Golosa Krest'ân : sel'skaâ Rossiâ XX veka v krest'ânskix memuarax,* Moskovskaâ Vysšaâ Škola Social'nyx i Ekonomičeskix Nauk / Aspekt Press, M, 1996. S.S. KRÛKOVA (sostavitel'), *Krest'ânskie istorii : rossijskaâ derevnâ 1920-x godov v pis'max i dokumentax,* Rosspen, M, 2001. Sur le « paysannisme » de gauche, citation de la présentation de *Paysans, dernier siècle ?* (Marginales, Revue de littérature, n°1, avril 2002) ; voir également l'aura de la Confédération Paysanne et de son Internationale, *Via Campesina*.

communauté villageoise, il faudra garder à l'esprit la démarche micro-historique pour faire réapparaître les dissensions. Avec Giovanni Levi, il faut chercher *« dans les interstices des systèmes normatifs établis ou en formation,* [les] *groupes et personnes* [qui] *développent leur propre stratégie significative »* pour réussir à comprendre *Le pouvoir au village*[1].

Après ces remarques méthodologiques, il reste à se confronter à l'évidence des points communs entre l'*obchtchina* et la *kommouna.* Parmi les *« cinq traits »* du *« type idéal de la société paysanne »* défini par Henri Mendras, trois s'appliquent sans discussion aux communautés révolutionnaires :

> *« 1. L'autonomie relative des collectivités paysannes à l'égard d'une société englobante, qui les domine mais tolère leurs originalités. (…)*
> *3. Un système économique d'autarcie relative, qui ne distingue pas consommation et production, et qui entretient des relations avec l'économie englobante.*
> *4. Une collectivité locale caractérisée par des rapports internes d'interconnaissance et de faibles rapports avec les collectivités environnantes »*[2].

Des points de vue du régime *d'interconnaissance* interne et de l'*autonomie* et *de l'autarcie relatives* vis-à-vis de l'extérieur, il y a bien identité entre *obchtchina* et *kommouna*. La similitude structurelle dissimule pourtant une différence généalogique. Les membres de l'*obchtchina* se connaissent tous mais ils ne se sont pas choisis. Mettant en garde contre un enthousiasme socialiste mal placé, Anatole Leroy-Beaulieu le précisait bien : *« La commun[auté rurale] russe (…) n'est pas une libre association »*[3]. De même, si État et *obchtchina* s'accommodent seulement du fait de leur existence réciproque, les communards adultes s'étaient par contre choisis les uns les autres.

---

[1] Giovanni LEVI, *Le pouvoir au village : Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII*e *siècle,* [1985] Gallimard « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1989 ; p. 12, 14. La situation historique à laquelle il s'attache est cependant bien distincte de celle de l'Ukraine en révolution. Dans le Piémont du XVIIe siècle, il ne s'agit *« ni [d']une révolte ouverte, ni [d']une crise définitive, ni [d']une hérésie profonde, ni [d']une innovation bouleversante »* La démarche de G. Levi est proche de celle d'Alain Corbin dans *Les cloches de la terre : paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIXe siècle,* Albin Michel « Évolution de l'Humanité », Paris, 2000.

[2] MENDRAS, ouvrage cité, p. 14.

[3] LEROY-BEAULIEU, ouvrage cité, p. 486.

Pareillement, l'État soviétique et la commune s'étaient liés l'un à l'autre par décision réciproque.

Cette différence rend banale la constatation des similarités existant par ailleurs. Pour autant, en passant des structures aux pratiques, la comparaison entre assemblée communautaire et assemblée communarde est nécessaire afin de voir comment autonomie et interconnaissance y jouent. Suivons Haxthausen dont le premier contact avec l'*obchtchina* se produit quand il *« assiste à une assemblée communale de paysans réunis à l'improviste »*.

> *« Tout le monde une fois placé, il s'engagea une délibération assez animée que mon ignorance de la langue russe ne me permit pas de comprendre, mais qu'on eut la bonté de me traduire. Il s'agissait d'affaires particulières à la commun[auté] et de quelques légers différends soulevés par les paysans entr'eux (...). Pendant tout le temps de la discussion l'ordre le plus parfait et la plus complète tranquillité avaient régné parmi les paysans. Le débat avait été animé ; précis et clair ; chacun avait émis son opinion avec convenance, sans embarras et avec la plus grande politesse, attendant pour commencer que celui qui parlait eut fini d'expliquer son idée »*[1].

Ici, le regard des autres — l'interconnaissance — ne ressemble pas à une inquisition mais suggère plutôt une école de la responsabilité.

De telles habitudes, séculaires, de respect mutuel et de décision collective ont évidemment aidé au fonctionnement des communes[2]. Notons qu'Haxthausen ne détaille pas les procédures de vote. Sans doute n'existent-elles pas formellement : Leroy-Beaulieu explique que les décisions sont prises par consensus[3]. Cet unanimisme pose un problème intéressant si on le transpose aux communes. Les votes et élections y sont la règle. Pourtant, bien que plusieurs procès-verbaux indiquent des désaccords et discussions, jamais la prise de décision ne semble opposer de factions, même

[1] HAXTHAUSEN, vol. 1, p. 83.
[2] Oskar ANWEILER évoque dubitativement cette influence possible dans la formation des soviets (ouvrage cité, p. 63).
[3] LEROY-BEAULIEU, ouvrage cité, p. 481.

temporaires. De même, les élections ne mettent pas aux prises plusieurs candidats. La rotation des tâches permet à tous ceux qui le souhaitent d'assumer une responsabilité, chacun à son tour, sans créer de concurrence. En première approximation, on peut attribuer cette passion de l'unanimité au legs communautaire.

Les autres caractères du *« type idéal de la société paysanne »* creusent plutôt les différences avec les communes. D'après Henri Mendras, *« la fonction décisive des rôles de médiation entre collectivités paysannes et société englobante »* est assumée par les notables (point 5). La description d'Haxthausen les montre en action. Avant le début des débats,

> *« les anciens de la commun[auté] avec le Golowa et les Starosta formèrent au milieu de la rue un petit cercle autour duquel toute la commun[auté] vint se ranger.* [Après la discussion,] *la décision des anciens fut approuvée par le Golowa et obtint la sanction du président. »*[1]

L'*obchtchina* offre l'image d'une « démocratie » à multiples degrés : habitants, *« anciens »*, *« starosta »*, *« golowa »*, pour finir avec le représentant du pouvoir seigneurial, le *« président »*. Le régime de légitimité est entièrement traditionnel comme le prouvent les dénominations. *Starosta* signifie aîné, quant à la *golova,* c'est la tête. Il est donc « naturel » de couronner cette pyramide par le seigneur, tant la communauté elle-même apparaît comme l'empilement de multiple dominations[2]. Les communes s'organisent selon d'autres logiques : de consentement idéologique (avec les militants) ; de mandatement (des élus) ; de contrat (avec l'État).

Reste, dans l'organisation de l'assemblée, la séparation entre la masse des habitants et ceux qu'Haxthausen appelle les *« anciens »,* c'est-à-dire les chefs de famille, seuls membres actifs. Cela souligne *« l'importance structurelle du groupe domestique dans l'organisation de la vie économique et de la vie sociale de la*

[1] HAXTHAUSEN, vol. 1, p. 83.

[2] Cette remarque vaut également pour les équivalents ukrainiens, les *« hromady »* (voir O.P. REÊNT, « Social'ne žyttâ... », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva,* déjà cité ; t. 1, p. 374-376).

collectivité » qui constitue pour Henri Mendras un des aspects fondamentaux de la société paysanne (point 2). La plupart des communes en subissaient le poids, avec comme conséquence l'infériorisation des femmes et des jeunes que nous avons relevée. Il serait pourtant abusif d'y voir un trait essentiel du mouvement communard. Ces usages patriarcaux étaient formellement contraires aux statuts des communes. De plus, l'égalité pratiquée dans les deux communes de mineurs montre que certains milieux avaient déjà brisé ce carcan. La soumission des femmes dans les autres collectifs en dit moins sur les communes que sur la société paysanne de l'époque. La nette tendance à la contestation de la famille dans tout le mouvement communard n'avait pas encore abouti à une remise en cause effective, mais elle ouvrait une voie vraiment nouvelle.

En plus des points de comparaison puisés chez Henri Mendras, il faut revenir sur la question de la propriété, sans doute la plus embrouillée par un siècle et demi de débats. On continue d'affirmer couramment que, l'*obchtchina* étant collectivement gestionnaire des terres, une prédisposition au communisme existait dans la paysannerie russe. L'ambiguïté apparaît chez Haxthausen. En bon observateur, il notait que *« le principe du partage égal et par tête* [découlait] *du plus ancien principe de droit des Slaves, savoir <u>l'indivisibilité du bien de la famille</u> et la <u>division de l'usufruit</u> »* [je souligne]. Ayant clairement établi le caractère individuel de la mise en valeur de la terre, Haxthausen cherche tout de même *« comparaison, ressemblance et contraste de l'état social en Russie avec les théories modernes des St. Simoniens, des Socialistes etc. »*[1].

Les socialistes russes sont eux aussi partagés dans leurs analyses. Herzen avait bien remarqué que *« la propriété et la gestion communautaires »* allaient de pair avec *« la re-répartition*[2] *des champs* <peredel polej> *et le lot paysan* <nadel> *tels qu'ils existent »* ; mais il semble avoir une définition très lâche du communisme, ce qui

[1] HAXTHAUSEN, ouvrage cité, citation du vol. 1, p. 114 ; la *« comparaison »* avec les idéologies socialistes est promise au sommaire du chapitre IV du premier volume (p. 76), mais elle n'apparaît pas dans le corps du texte, pas plus que dans le chapitre sur l'*Organisation communale de la Russie* (chapitre IV du vol. 3, p. 124).

[2] Voir note 2 p. 73 et p. 127.

l'amène parfois à le confondre avec l'*obchtchina* de son temps, comme dans sa polémique avec Michelet. Après la répression en Pologne, l'historien français avait mis en accusation l'ensemble du peuple russe au motif que *« la base de l'existence du peuple russe c'est le communisme, (…) sa force lui [étant] donnée par une sorte de loi agraire, par le partage continuel des terres »* d'où sortait qu'aux Russes *« manque l'attribut essentiel de l'homme, la faculté morale, le sens du bien et du mal »*. Dans sa réponse sur *Le peuple russe et le socialisme*, Herzen ne relève pas la contradiction entre partage des terres et communisme, ni l'anticommunisme du propos de Michelet. Il reprend au contraire le terme à son compte et affirme que *« l'émancipation de la terre, à son tour, inaugu[re]rait une révolution sociale et consac[re]rait ainsi le communisme rural »*[1].

Dans le brouillon des réponses à Vera Zassoulitch sur l'*obchtchina*, Marx paraît tout aussi peu précis. Il parle de *« propriété commune »* voire de *« propriété communiste »* dans la communauté rurale. En reconstituant l'histoire de celle-ci, il nuance ce propos. Il décrit d'abord un stade où *« la maison commune et l'habitation collective étaient [la] base économique des communautés primitives »* et où *« le travail se fai[sai]t en commun et le produit commun (…) se réparti[ssait]t au fur et à mesure des besoins de la consommation »*. *« L'usufruit individuel (…) combiné à la propriété commune »* représente d'après lui une situation plus récente. Cette confusion est d'autant plus étrange que Vera Zassoulitch partait quant à elle du caractère non communiste de l'*obchtchina*. Pour *« se développer dans la voie socialiste »*, la communauté devra *« organiser peu à peu sa production et sa distribution des produits sur les bases collectivistes »*[2].

Il faut croire que la plupart des hommes du XIXe siècle étaient si obnubilés par le caractère explosif de la question sociale en Occident qu'ils accordaient plus de foi au

[1] ISCANDER (HERZEN), *Le peuple russe et le socialisme,* Franck, Paris, 1852 ; cite Michelet p. 21 ; communisme p. 30, 35.

[2] In MARX, *Œuvres, économie,* T. 2, Gallimard « La Pléiade », Paris, 1968 ; p. 1556, 1560, 1563. Plus évolutionniste que son ami et surtout déjà décidé sur l'avenir de l'*obchtchina,* Engels concède qu'elle « *contenait les embryons qui auraient pu se développer sous certaines conditions et sauver la Russie des affres du régime capitaliste* » (lettre à Danielson, 24/02/1893). Mais il ne traite pas de son organisation interne.

spectre qui hantait l'Europe qu'à leurs propres constatations et analyses. Seul Anatole Leroy-Beaulieu nie clairement la convergence entre les utopies de l'Ouest et les réalités de l'Est. En Russie,

> *« Les champs sont (…) partagés à intervalles plus ou moins réguliers, entre les membres de la commune pour être cultivés par chacun séparément à ses risques et périls. La jouissance individuelle est ainsi universellement associée à la propriété collective. Dans ce mir en apparence tout communiste, le premier ressort de l'activité reste l'intérêt personnel. Contrairement à un préjugé fort répandu à l'étranger, le paysan répugne à tout travail en commun ».*

Ceci même chez les cosaques de l'Oural, où sévit un des régimes les plus collectifs :

> *« la terre comme l'eau, les champs ou les prairies comme les pêcheries de la mer ou des fleuves, étaient la propriété de tous et étaient exploités de la même manière, tous se mettant à l'ouvrage au même moment, sur un ordre et sous la surveillance des chefs, mais chacun travaillant pour soi, car cette commune propriété et cette commune jouissance restaient étrangères au système d'égale rémunération, prêché par certains socialistes »*[1].

1.3.2.3 Un héritage contesté

1.3.2.3.1 La communauté divisée ?

Même si le mythe du collectivisme de *l'obchtchina* survit jusqu'à nos jours[2], il faut remarquer qu'il est né et s'est développé chez les intellectuels. Les paysans, premiers concernés par l'*obchtchina* et la *kommouna*, y voyaient plus clair. En créant une commune, les communards se séparaient du village, c'est-à-dire de l'*obchtchina*. La population environnante qui tentait de leur reprendre les terres et multipliait les entraves, c'était encore l'*obchtchina*. Paradoxalement, la révolution l'avait considérablement renforcée. Suite aux réformes de Stolypine (1907-1911), on comptait

[1] Première citation reprise de MENDRAS, p. 53 ; LEROY-BEAULIEU, ouvrage cité, p. 375 (j'ai souligné).

[2] L'historien russe contemporain V.V. Kabanov qualifie de *collectiviste* l'organisation de l'*obchtchina*, mais il précise : *« pour le paysan, le travail individuel et la gestion de sa propre exploitation restaient les bases inébranlables de tout ce qui existe »* (KABANOV, *Krest'ânskaâ obšina…*, déjà cité ; p. 30).

en 1916 entre un quart et un tiers des foyers paysans qui s'étaient constitués en entreprises indépendantes de la communauté. Or le partage des terres « par en bas », tel qu'encouragé par les bolcheviks, revivifie la vieille institution. Les malheurs des temps de guerre civile poussent encore plus les villageois à serrer les rangs dans l'*obchtchina*. Les changements de pouvoir politique en font LE pouvoir continûment reconnu localement. En 1922, il ne reste plus globalement que 2 % d'indépendants[1]…

Les chiffres sont plus élevés en Ukraine car l'*obchtchina* y était moins développée et la politique stolypinienne y fut donc plus efficace. Dans le district d'Izioum 19 % des terres sont cultivées par des indépendants en 1923. Il n'empêche que l'*obchtchina* avait occupé l'espace laissé libre par la déréliction de l'État central. Le professeur Kalinitchenko de l'Université de Kharkiv montre que lorsque les limites cadastrales et administratives correspondent, le soviet de village n'est rien d'autre que la direction de l'*obchtchina*. Il affirme que désormais tous les adultes travailleurs ont le droit d'y voter[2]. Orlando Figes constate également la confusion entre l'assemblée villageoise et le soviet. Il diverge néanmoins sur l'exercice du vote. D'après une étude sur les élections soviétiques de 1919 dans 6 provinces du sud-ouest de la Russie, zone contiguë à la région de Kharkov, seuls 26,1 % des adultes ont participé aux scrutins. Cela correspond au nombre des seuls chefs de famille. La tradition est sauve : femmes et jeunes sont « restés à leur place » en s'abstenant[3].

On ne peut en dire autant des communards qui ont enfreint systématiquement les obligations communautaires. Faut-il y voir l'expression d'une lutte de classes au village ? Rappelons les positions sur cette question. En 1972, Teodor Shanin publiait *La classe impossible (The Awkward class)* qui remettait en cause les canons de l'historiographie soviétique sur la paysannerie. L'étude couvre les années 1910-1925 en

[1] O.FIGES, « Peasant farmers… », in *Peasant economy…,* p. 383.

[2] De V.V. KALINIČENKO : « Zemel'na hromada », in *Istoriâ ukrahins'koho selânstva,* déjà cité ; t. 2, p. 45, 57 ; « Krest'ânskaâ podzemel'naâ obŝina… », déjà cité, p. 3-11 ; *Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny* (ouvrage cité*),* p. 51.

[3] Orlando FIGES, « The Russian Peasant community in the Agrarian Revolution », in R. BARTLETT (red.), *Land commune and peasant community in Russia : communal forms in Imperial and early Soviet society,* Macmillan, London, 1990 ; p. 241, 244.

tirant le meilleur des sources disponibles à l'époque. L'argument est simple. Le partage des terres entre 1917 et 1920

> *« devrait être compris (...) comme l'expression de la force conservatrice (réactionnaire, pourrait-on dire) des liens communautaires traditionnels et non comme une guerre de classes au sens où l'expression s'emploie dans une société urbaine, centrée sur le marché ».*

Les soulèvements paysans pendant la guerre civile, qu'ils soient dirigés contre les Blancs ou contre les Rouges, se font toujours dans l'unité du village. L'idée d'une lutte de classes interne à la communauté rurale est donc fausse[1].

Aujourd'hui, ce point de vue est partagé par une majorité des historiens. Jean-Louis Van Regemorter parlait, à la suite de V.P. Danilov, d'une *« révolution paysanne unique de 1902 à 1922 »*, mettant en scène, *« les communautés redevenues libres »* (comme chez Henri Mendras)[2]. Dans ce schéma, les bolcheviks et leurs séides sont une force totalement extérieure, l'incarnation d'un pouvoir central cherchant de toute éternité à dominer le village. Andrea Graziosi décrit les rapports entre les deux instances comme une *« grande guerre paysanne », « un conflit entre le jeune État soviétique et la majorité réprimée de sa propre population »*. La période de la guerre civile n'est que le *« premier acte »* d'une pièce dont le dénouement logique est la collectivisation stalinienne[3].

Moins d'un pour cent de communards ne sauraient remettre en cause ni l'unanimité du village à l'époque, ni celle des historiens aujourd'hui. Par contre, ils peuvent à bon droit questionner le fondement de l'unité des ruraux : en effet, pauvres parmi les pauvres, ils brisent l'union. Pourquoi sont-ils si peu nombreux à aller contre le village ? Comment le village s'est-il si efficacement prémuni contre un tel danger de

---

[1] Teodor SHANIN, *The Awkward class, political sociology of peasantry in a developing society, Russia 1910-1925,* Oxford: Clarendon Press, 1972 ; p. 161, 147.

[2] Jean-Louis Van REGEMORTER, « Le concept d'une révolution paysanne unique de 1902 à 1922 », (1998) in *L'insurrection paysanne de la région de Tambov : luttes agraires et ordre bolchevik 1919-1921,* Ressouvenances, Paris, 2000 ; p. 7-19.

[3] Andrea GRACIOZI (GRAZIOSI), *Velikaâ krest'ânskaâ vojna v SSSR : bol'ševiki i krest'âne 1917-1933,* [1996] ROSSPEN « Sovetskaâ istoriâ v zarubežnoj istoriografii », M, 2001 ; p. 5.

scission ? Le problème ne semble pas avoir été posé dans l'historiographie de l'URSS. L'unité de la communauté semble un de ses attributs « naturels », si naturel qu'il n'est pas interrogé. Le débat étant peut-être plus ouvert concernant la France révolutionnaire et post-révolutionnaire, il faut revenir aux analyses de Christine Guionnet sur *L'apprentissage de la politique moderne* dans les communautés rurales de la France de 1830-1848. Le pluralisme politique qui apparaît à l'occasion des élections municipales est vécu comme une *« division »*, une *« désunion »* est une *« atteinte portée à l'ordre communautaire »*. Rejoignant Louis Dumont, elle pense que *« la communauté (…) correspond à un principe abstrait à partir duquel le lien social est pensé selon une logique holiste, l'individu s'effaçant derrière la communauté première, entité sociale de base »*[1].

Reste à voir comment cette idée résiste à l'épreuve des inégalités régnant au sein de la communauté. Or, entre 1831 et 1848, L'historienne constate que les *« notables* [sont] *plébiscités »*. Pour l'expliquer, elle évacue toute lutte de classes sous-jacente en refusant la notion marxisante d'un *« vote de soumission »* des dominés-exploités en faveur des dominants-exploiteurs. En effet, elle trouve que *« la dépendance économique* [est] *un facteur* [d'explication] *insuffisant »* et que *« les pressions électorales »,* d'ailleurs marginales, témoignent *« de la liberté structurelle de l'électeur »*. Les quelques cas de votes contestataires renforcent paradoxalement l'idée d'unité du village : *« le rejet des "Messieurs" et "chapeaux noirs"' »* est en fait le refus *« des bourgeois et propriétaires roturiers »* dont le principal handicap est d'être extérieurs à la communauté[2].

Pour Christine Guionnet, la problématique de l'inégalité n'existerait que dans l'esprit des historiens car *« la conception égalitaire propre à l'idéologie démocratique (…) n'imagine pas la possibilité d'un vote en faveur des notables* [qui soit] *un choix*

[1] Christine GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne : les élections municipales sous la monarchie de Juillet,* L'Harmattan « Logiques politiques », Paris, 1997 ; p. 126, 132, 134.

[2] GUIONNET, ouvrage cité, p. 80-94. Nous avons surtout utilisé les intertitres de l'auteur pour résumer son propos. Les impressions tocquevilliennes auxquelles nous faisons allusion sont le fameux récit du vote de son village en 1848.

libre, rationnel et réfléchi ». S'agissant des grands propriétaires nobles devenus représentants du peuple,

> *« cet ordonnancement subsiste précisément parce qu'il n'est pas pensé comme un rapport de domination-soumission, mais comme étant inscrit dans un ordre naturel où chacun trouve satisfaction, n'ayant pas même l'imagination d'un ordre différent »*.

Cette remarque concerne peu le village russo-ukrainien qui s'est débarrassé sans regret de ses hobereaux. On retiendra néanmoins l'idée qu'un rapport de soumission engendre aussi sa part de satisfaction. Passons au plébiscite des plus grosses fortunes.

> *« Il s'agit de la consécration des plus riches personnalités d'un groupe caractérisé par un même style de vie, par une homogénéité culturelle. La hiérarchie (…) est acceptée et consacrée lorsqu'elle ne correspond pas à une différence de milieu social.* [Il n'y a pas d']*opposition radicale à toute hiérarchie sociale,* [ni d']*égalitarisme foncier, mais plutôt (…) la volonté de réappropriation de la municipalité par des identiques. (…) L'importance de cette dimension identitaire* [repose] *sur le souci d'être représentés par des individus parlant le même langage* [suivant] *l'idée selon laquelle les plus riches sont les plus légitimes pour diriger les affaires communes »*[1].

Elle conclut logiquement qu'il n'y a pas de *« communautés de soumission »*, mais *« un ordre social dont l'entité élémentaire serait la communauté (…) et non l'individu lui-même »* (p. 305). L'analyse, fondée anthropologiquement, serait parfaitement applicable au fonctionnement de l'*obchtchina*, au-delà des différences de contexte. D'où vient alors le sentiment de malaise ? D'abord de la confusion qui est faite entre l'exercice de la contrainte sur des personnes et leur soumission. Le Larousse voit dans la soumission tant *« le fait de se soumettre »* que *« la disposition à obéir »*. Or, qu'est-ce que la conception holiste du social si ce n'est la disposition à obéir, intériorisée au point de n'avoir *« pas même l'imagination d'un ordre différent »* ? Le refus du déterminisme économique et social va jusqu'à ne reconnaître de contrainte

[1] *Ibidem*, p. 95, 98, 107, 105, 108, 305.

que dans l'usage de la force, il est vrai fort rare au sein d'une communauté. Appliqué à d'autres groupes sociaux que le prolétariat rural, le discours ferait bondir : qui oserait affirmer que la domination des femmes se réduit aux seuls cas de violence, ou que le citoyen soviétique était libre après la fin des répressions de masse ?

Le secret de l'unité de la communauté ne réside pas dans l'égalité de ses membres ni dans la liberté qu'elle leur donne. Il provient d'un équilibre dont le centre de gravité dépend de la pratique de valeurs communes — d'une *identité*, dirait-on aujourd'hui —, favorables aux dominants et intériorisées par les dominés. Ces derniers ne sont pas muets et paralysés, ni bâillonnés et menottés. Au contraire, ils agissent car ils sont puissamment déterminés à le faire. Leur (sur)vie matérielle et morale en dépend. Ils doivent donc — et plus que les dominants ! — travailler à l'entretien du système qui, leur donnant en échange nourriture et reconnaissance, les assujettit. Le circuit est si parfait qu'on peut se demander comment les communautés rurales ont laissé s'ouvrir la brèche des libertés individuelles. Là encore l'exemple français apportera quelques enseignements.

En deux mots, le changement s'est opéré de l'extérieur. Christine Guionnet montre l'effet mécanique de la loi municipale de 1831 *« qui tend à institutionnaliser la division communautaire »* (p. 291). Cette division apparaît *« vivante et durable (...) à travers la rivalité des conseillers »* municipaux (p. 290). Même si mentalités et pratiques résistent encore, le bastion stratégique a été emporté. Alain Corbin reprend la même idée en affirmant que *« cette ascension du municipal facilite la pratique de la dispute locale, mode privilégié de l'apprentissage du politique au village »*. La structuration fréquente des clans autour de l'instituteur ou du curé confirme que la controverse entre deux partis au sein de la communauté n'est possible que grâce à l'intervention d'un tiers extérieur, imposant la division partisane. L'intrusion d'une force externe divisant la communauté n'affaiblit d'ailleurs pas forcément celle-ci. Le

conseil municipal désormais élu réalise souvent l'unité des villageois quand il les représente face au pouvoir du préfet ou de l'évêque. La nouvelle loi a favorisé finalement l'autonomie villageoise[1].

En revenant à l'Ukraine, on peut conclure que l'immixtion de la Section foncière dans les affaires villageoises n'avait rien d'inouï ou d'essentiellement liberticide. Le conflit qu'elle faisait naître au sein de la communauté n'avait rien de moins naturel que, précédemment, la calme domination des chefs de famille. Pour reprendre les formules de Pierre Rosanvallon sur l'œuvre de la révolution française, il s'agit d'un *« artificialisme (...) fondé sur une perspective constructiviste du politique »*. Cette perspective n'accepte pas que *« le système politique ne [soit] que (...) l'émanation, la manifestation formelle, des relations sociales existantes »*[2]. En termes simples, mener une politique c'est tenter de modifier le réel, la légitimité de l'opération ne se jugeant pas toujours sur place et sur le moment.

Pour pratiquer une intervention sur le corps social du village, il y avait le choix entre plusieurs instruments. Le Comité de la pauvreté rurale <*kombed*> agissait à la manière du Comité révolutionnaire dans le tissu politique : il s'érigeait en pouvoir absolu et soumettait le village à sa volonté. La commune, privilégiée par les militants du district d'Izioum[3], avait[4] d'autres atouts. En tant que mythe révolutionnaire, elle faisait appel à la soif d'autonomie, d'unité et d'égalité, mais à un niveau différent et supérieur du sens communautaire habituel. L'autonomie dans la commune représentait la liberté, une liberté directement praticable par les plus dominés. Cette liberté à portée de la main est garantie par un lieu propre, d'où l'attachement non aux

[1] CORBIN, *Les cloches de la terre...*, ouvrage cité, p. 204 (j'ai souligné).

[2] Pierre ROSANVALLON, *Le moment Guizot,* Gallimard, Paris, 1985 ; p. 44-45 (cité par GUIONNET, p. 166-167).

[3] Sur la comparaison entre *Kombedy* et *Revkomy,* voir « Komitety bidnoty » dans Instytut istoriï Partiï, *Velykyj žovten'...*, déjà cité (*« Les Comités de la pauvreté rurale représentaient un dixième des organes de pouvoir local de la république (pour neuf dixièmes de Comité révolutionnaires) »*).

[4] L'idée d'un choix spécifique des militants d'Izioum en faveur de la commune (alors que la plupart des communistes auraient préféré organiser des Comités de la pauvreté rurale) est rendu plausible par deux faits : les communes d'Izioum représentent 15 % du total ukrainien alors que le district abrite seulement 1,4 % de la population ; *a contrario*, les archives de ce district ne gardent aucune trace de l'activité de Comités de la pauvreté rurale au début de 1919, alors que ceux-ci semblent fonctionner dans d'autres régions (voir V.F. VERSTÛK, « Selânstvo v teoriï i polityci bil'šovyzmu », in *Istoriâ ukraïns'koho selânstva ;* t. 1, p. 569).

biens mobiliers et immobiliers mais à la commune pour elle-même. La possibilité concrète de vivre chez soi mais hors du village et selon d'autres règles, fait de la commune une « *plèsiotopie* » (lieu proche) et une « *eutopie* » (bon lieu).

La passion de l'unité, la volonté communarde de *s'unir au Parti communiste*, de s'identifier à lui sont un refus profond de la diversité partisane : impossible d'imaginer un militant autre que communiste dans une commune[1]. Pourtant, communards et communistes ne relèvent pas uniquement d'une métapolitique ou d'un protototalitarisme. L'unitéisme est bel et bien leur idéal. Dans *L'État et la révolution,* Lénine fixait comme objectif ultime la fin du *« principe de la soumission de la minorité à la majorité »*, c'est-à-dire le *« dépassement de la démocratie »*. Sous le communisme disparaîtrait *« toute nécessité de la soumission d'un homme à un autre, d'une partie de la population à une autre »*[2]. Quel que soit son origine sociologique ou son expression politique, le rêve d'une société réconciliée avec elle-même et débarrassée des conflits et des rapports de force existe et cet espoir anime effectivement l'action révolutionnaire.

La division existe, mais elle se manifeste à un autre niveau, dans la séparation des communards par rapport aux villageois. Cela correspond au génie particulier de la révolution russe : toutes les institutions issues de 1917 se sont formées comme une série de sécessions plébéiennes sur autant d'Aventins : les soviets réservés aux seuls ouvriers (ou aux seuls paysans, ou soldats) ; le *proletkult* organisant la culture spécifiquement prolétarienne ; les communes, royaume terrestre des ruraux les plus pauvres… L'apprentissage du politique ne se fait donc pas par le pluralisme mais par la scission. L'habitude est prise de se séparer violemment de la faction sociale adverse, tout en cultivant toujours l'unité entre soi. C'est le paradoxe d'une révolution où *« le discours*

[1] Cet unanimisme devait être plus efficace pour écarter les S-R de gauche que les pressions dont ceux-ci se plaignent (voir Pluh i Molot (8/02/1919) : comptes-rendus des congrès des soviets de district à Oxtyrka et Poltava, p. 7-8).

[2] LÉNINE, *OC,* vol. 2, p. 350-351. Cette question est toujours posée aujourd'hui. Un instituteur pratiquant la pédagogie Freinet déclarait récemment : « *Le refus du recours systématique au vote majoritaire est un autre exemple* [de mes conceptions autogestionnaires]. *Je pousse à développer de plus en plus la recherche d'un consensus certes plus long mais beaucoup plus profitable en terme de solidité de la décision et de sérénité de l'ambiance de la classe* » (« Itinéraire de classe », N'autre école - FTE-CNT -, n°1, 09/2002, p. 19).

de classe était devenu prédominant » par rapport au discours de citoyenneté, dès 1917. Ce discours de classe était *« assez flexible pour contenir (…) un large spectre d'identités différentes »* et *« assez significatif pour unir les différents groupes qui s'y identifiaient »*[1]. Il pouvait ainsi rattacher les communards à la grande famille ouvrière tout en les séparant du reste des villageois.

1.3.2.3.2 Le « prolétariat rural »

Pour que ce dispositif de lutte sociale au village fonctionne, encore faut-il définir les deux classes en conflit, une « bourgeoisie » et un « prolétariat ». Longtemps identifié à ce dernier, le sujet « paysan pauvre » a subi une évolution historiographique profonde en quelques décennies. À la suite des réflexions de Lénine sur le prolétariat rural (cf. p. 9), la *doxa* soviétique devait y voir une avant-garde révolutionnaire dont les membres, cependant, *« n'étaient pas suffisamment organisés pour pouvoir (…) venir à bout* [… de la] *lutte acharnée* [pour] *consolider le pouvoir des soviets »*[2]. Le son de cloche est bien différent aujourd'hui. Khartchenko explique que les confiscations de propriété

> *« ont trouvé un soutien dans le milieu des lumpen »*. En effet, *« les couches marginales de la population s'étaient vite appropriées le bolchevisme comme macro-idée destructrice »* et *« la conscience [de ces] éléments déclassés* [… leur] *permett[ait] de retourner à des comportements caractéristiques de l'état sauvage ou barbare »* [3].

Des jugements aussi tranchés sur les classes pauvres ne sont pas l'apanage d'intellectuels soviétiques retrouvant la liberté après 70 ans d'apologie obligée du prolétariat. Dans une conférence prononcée à Harvard en 1995, Andrea Graziosi reprend l'idée que la politique bolchevique *« joua[it] sur les différends internes existant évidemment [au village], mais n'ayant pas de caractère de classe »*. Il détaille ensuite les « qualités » des ruraux pro-bolcheviks promus par le régime :

[1] FIGES & KOLONITSKII, *Interpreting the Russian Revolution…*, p. 126.
[2] Académie des Sciences de l'URSS, *Histoire de l'URSS,* déjà citée ; p. 332-333.
[3] XARČENKO, ouvrage cité, p. 8, 43, 27 (j'ai souligné).

> *« dévouement à la cause (ou plutôt au nouvel État) et indiscutable efficacité (…,) faible conscience politique et culturelle, carriérisme, (…) grossièreté avec les subordonnés, alcoolisme, favoritisme (…). On remarque avec une constance étonnante la présence d'un élément criminel clairement exprimé. »* Tout cela traduit *« l'intrusion de la révolution plébéienne et de son « esprit » dans les nouvelles structures du pouvoir »*[1].

Au-delà de l'inflexion des débats académiques et des conditions de recherche, le *paysan pauvre* a suivi la chute de la figure du *prolétaire* telle qu'on l'observe dans tout l'Occident. Celui qui était l' « Homme de marbre » de la gauche jusque dans les années 1960-1970, s'est retrouvé chômeur et « exclu » et prend aujourd'hui le visage menaçant des nouvelles « classes dangereuses »[2].

Au milieu de cet abaissement généralisé, un travail sur la *derevenskaïa bednota (pauvreté rurale)* se singularise. Robert Edelman a confronté les visions marxiste (occidentale critique et orthodoxe soviétique) et culturaliste (Shanin) aux faits du mouvement paysan ouest-ukrainien en 1905. Il accorde aux culturalistes l'inexistence d'une lutte de classes en tant que telle au village et ne constate pas que les paysans les plus pauvres soient les plus militants. Au contraire, les ouvriers agricoles travaillant loin de chez eux font souvent les « jaunes » et s'opposent même physiquement aux villageois en révolte contre le grand propriétaire.

Edelman confirme par contre les schémas marxistes en observant les paysans qui louent leurs bras dans un domaine près de leur village. Ils agissent de façon rationnelle et non millénariste, avancent des revendications concrètes et les défendent par la grève, comme n'importe quel ouvrier. Il propose donc de décaler le schéma de Lénine : le sans-terre migrant n'est pas un prolétaire mais un sous-prolétaire ; le

---

[1] GRAZIOSI, *Velikaâ krest'ânskaâ vojna…*, p. 19-20. L'auteur renvoie – n. 31, p. 78 - : 1) aux documents sur l'insurrection de Tambov, dont un rapport du *parti S-R* ; 2) à ses propres travaux sur l'activité de la *Tcheka* dans les *villes* ukrainiennes… Il ne s'agit pas de nier les faits — nous reviendrons sur les exactions —, mais remarquons qu'en plus il s'agit souvent de l'année 1920. Or, nous verrons que la chronologie a son importance.

[2] Voir par exemple Laurent BONELLI (Paris-X), « Des quartiers en danger aux "quartiers dangereux" », Le Monde Diplomatique, février 2001.

pauvre « établi » correspond à l'ouvrier d'industrie ; le koulak est un petit bourgeois ; le grand propriétaire tient le rôle du capitaliste[1]. Orlando Figes actualise l'essentiel de ces constatations pour la période de la guerre civile. Les organisations de pauvres provoquent l'hostilité quand elles sont composées de gens extérieurs socialement et géographiquement à l'*obchtchina : « manœuvres, artisans et chômeurs ayant quitté les villes »*. L'arbitraire s'institue alors dans la mesure où le PC les soutient systématiquement. Près des lignes de front, ces « migrants » sont armés et la violence règne[2].

On a vu qu'à l'inverse, les communards n'étaient presque jamais des *outsiders,* des étrangers. Ils s'opposent précisément à l'*obchtchina* dont ils sont originaires. Les conflits qui s'expriment sont bien des clivages dans la communauté. Enfin, les remarques d'Edelman sur les grèves paysannes et la « conscience de classe » qu'elles traduisent et renforcent sont importantes. D'abord parce qu'elles rendent compte de la situation, assez fréquente, des ouvriers agricoles vis-à-vis des propriétaires du domaine qu'ils récupéreront comme commune. Ensuite, elles montrent bien que la « conscience de classe » est déterminée par la position relative et changeante qu'occupe l'individu. Prolétaire en lutte dans une plantation, il peut aussi bien être un petit propriétaire soucieux de ses intérêts dans le village voisin.

L'expression de l'antagonisme n'est donc pas naturelle, elle deviendra possible grâce à l'intervention d'une tierce instance la légitimant. Pendant la guerre civile, ce rôle a été joué par l'État soviétique et le Parti communiste. En effet, si *« le petit peuple des campagnes investit plus, socialement et politiquement, dans les changements en cours »,* il n'accède à de vraies responsabilités que *« par le biais d'une intervention des autorités gouvernementales, (...) par les retombées de la "Terreur" »*. Les plébéiens en profitent pour régler certains comptes personnels. Ils entretiennent *« une suspicion*

[1] Robert EDELMAN, *Proletarian peasants : the Revolution of 1905 in Russia's Southwest,* Cornell university press, Ithaca, N. Y., 1987 ; p. 133-135, 170-171, 175-177.

[2] FIGES : « *The Russian Peasant community...* », article cité, p. 250 ; « Peasant farmers and the minority groups... », article cité, p. 392.

quasi automatique » à l'endroit du groupe villageois dominant, même s'ils s'attaquent aussi parfois à d'autres membres des basses classes. Mais, au fond, les humbles *« restent marginaux par rapport à la collectivité locale et sont rapidement éliminés dès qu'ils ne sont plus soutenus par les autorités supérieures »*. Finalement, c'est *« la campagne qui s'éloigne de la révolution »* essentiellement à cause de la politique de réquisition du blé.

Cette synthèse souligne bien les différents aspects du rôle joué par les paysans pauvres dans la révolution. La mobilisation est profonde, mais dépend du soutien politique et logistique donné par le pouvoir révolutionnaire. La violence existe et répond à une logique de revanche sociale, ce qui prouve l'existence de conflits internes au village. Les pauvres disparaissent de la scène quand la politique de l'État change pour calmer une paysannerie propriétaire qui se retourne en partie contre la révolution car elle ne supporte plus les réquisitions. Ces quelques lignes décrivaient en fait la situation sociale dans les villages de l'Artois, entre 1792 et 1794[1]. La comparaison des révolutions française et russe peut encore être féconde, on le voit. Elle éclaire aussi la partialité des bilans historiques. Les « crimes » de la plèbe rurale française sont depuis longtemps oubliés car ils se sont fondus dans la geste qui légitime la République française et l'égalité qu'elle inscrit à son fronton. L'effondrement du système soviétique a par contre transformé rétrospectivement le prolétaire rural russe ou ukrainien en exemple de pathologie sociale.

* * *

Bien que n'étant pas hors des champs sociaux et des courants d'idées de leur temps, les communes ne semblent réductibles à aucune des influences qu'elles subissent. Elles ont représenté l'extrême pointe de l'invention et du radicalisme dans les classes inférieures sur le territoire soviétique, au-delà de ce qui paraissait pensable

[1] Jean-Pierre JESSENNE, *Pouvoir au village et Révolution : Artois, 1760-1848,* Presses Universitaires de Lille, Lille, 1987 ; p. 76, 95, 104, 106, 108.

ou faisable quelques mois plus tôt. Pour y arriver, il avait fallu une riche tradition révolutionnaire, dont les débats offraient aux pauvres moins des solutions que des possibilités d'expression. Le choix bolchevique d'encourager les communes était peut-être circonstanciel, mais il avait permis une éventualité inédite. Cela ne prit toutefois la forme d'un tel jaillissement que grâce à l'engagement personnel de certains militants.

Le plus grand nombre relatif de communes à Izioum qu'ailleurs est le résultat direct de l'action des Doudka, Iourevitch et Pogorely. L'implication personnelle de ces militants dans la collectivisation est en effet le seul facteur pouvant différencier ce district du reste de l'Ukraine soviétique du printemps 1919. Ces activistes incarnaient localement un lien ténu mais réel, humain, organisationnel, idéologique entre les élites révolutionnaires, souvent intellectuelles, et le *« prolétariat sans phrase ni poésie »* des *ouvriers noirs*. Grâce à cette main tendue, certains ont pris la parole, révélant des dizaines de micro-situations de rupture alimentées d'années d'humiliation, d'exploitation, mais aussi de petites subversions individuelles ou collectives. Ces micro-situations révolutionnaires seraient passées inaperçues dans la simple revendication démocratique des droits, lesquels droits ne pouvaient profiter qu'aux plus forts dans les systèmes communautaire, familial et de propriété privée.

Cet élan communard de la première moitié de 1919 a quelque chose de vertigineux quand on pense qu'il est exactement contemporain de la République des conseils de Bavière (novembre 1918 – avril 1919), de la Commune de Hongrie (mars-août 1919) et de l'éphémère République soviétique de Slovaquie (juin 1919) dont on entend les canons depuis les villages ukrainiens des Carpates. Toutes ces révolutions portaient la marque de ce qu'on appellerait bientôt le gauchisme (*levizna*), qu'il soit culturel[1] ou social. Peu après, le général Hoffmann et l'amiral Horthy mettaient fin aux utopies bavaroises et hongroises, tandis que Denikine s'occupait des communes ukrainiennes.

[1] Le musicien Bela Bartok et le poète Ernst Toller s'étaient alors illustrés comme révolutionnaires.

1.4 1920 : Révolution politique contre révolution sociale

Moins de six mois après leur retraite, les troupes rouges reprennent Kharkov et la région devient définitivement soviétique aux dernières semaines de 1919. L'administration reprend son travail là où elle l'avait laissé. Ainsi, les nouvelles archives produites par la Section foncière d'Izioum sont classées dans le même fonds qu'en 1919. Le contenu de ce fonds R1631 pour l'année 1920 semble d'autant plus prometteur qu'il recèle un dossier spécifique *« Sur les collectifs agricoles »,* tenu d'avril à août 1920. Or, page après page, le mouvement collectiviste apparaît en recul. Un état non daté n'indique que deux communes, la *Rosa Luxemburg* dans le canton de Tchepel et la *Donetsko-Leninskaïa* près de Kounié. Elle mentionne également *Travail de la mine* mais comme un simple *« collectif de travail »*. En cherchant bien, on trouve la trace de l'*Association des Horticulteurs, maraîchers et grainetiers* qui n'est plus une commune et a repris son statut coopératif d'origine[1].

Les informations de ce dossier d'une soixantaine de pages sont fragmentaires mais permettent tout de même de préciser le tableau de la déroute communarde. Seule la commune *Rosa Luxemburg* a encore un effectif conséquent avec 68 participants (on ne sait pas combien ils étaient un an plus tôt). Par contre, les sources indiquent que le collectif *Travail de la mine* est passé de 44 à 17 adhérents. *L'Association des Horticulteurs* est réduite à 6 personnes sur 24. Sur un maximum de 118 membres en 1919, la commune *Donetsko-Leninskaïa* n'en compte plus que 29 en avril 1920 : 18 sur place et 11 encore réfugiés en Russie. À la fin mai, elle connaît une nouvelle régression : les listes n'indiquent plus que 17 noms. La concernant, on note un seul élément de stabilité par rapport à l'an passé. Les litiges sur les pâturages ont repris avec le soviet local. Si la commune bénéficie toujours du soutien de la Section foncière, on a tout de

[1] DAXO, R1631/1/30, *O s.-x. kollektivax* (26/04-13/08/1920) : *Spravka* (p. 42) ; *Svedeniâ zemlepolzovanij xozâjstva 1ogo Izûmskogo Tovarišestva Sadovodov, ogorodnikov i semenavodov* (p. 12, s.d.).

même le sentiment que les possédants ont retrouvé du pouvoir. L'*Association des Horticulteurs* doit louer 20 déciatines au propriétaire Jadjopoulo à 35 roubles la déciatine. Or, en 1919, la commune *Évangélique* s'installait sur le domaine dont le même Jadjopoulo avait été exproprié[1]…

Inspectant le travail de l'Association, un aide agronome remarque qu' « *elle n'a aucun matériel et ne possède pas de bâtiment de stockage ni de travail* ». Pessimiste, il conclut qu'elle *« ne [peut] pleinement déployer son activité »*. Son verdict vaudrait sûrement pour les trois autres survivantes et se vérifie dès 1921. Les 4 communes ont définitivement disparu des sources. En fait, après plusieurs recoupements, il semble que la révolution communarde de 1919 n'a gardé que deux de ses enfants en vie. La commune *Rosa Luxembourg* de Tchepel a vraisemblablement pris le nom de *Charrue et Marteau* et aurait ainsi poursuivi son existence au-delà du Grand tournant de 1929-1930. Dans le canton de Voltchansk, — là-même où la Cellule de Bienfaisance des Communistes-Bolcheviks parlait d'instituer la *« Commune unique du travail »* (voir p. 154) — la commune *Aube rouge*, créée en avril 1919, fonctionne sans interruption jusqu'en 1934 au moins[2]. Deux collectifs subsistant sur 79 créés dans la province : la proportion est extrêmement faible. Pour l'expliquer, la première hypothèse qui vient à l'esprit est l'effet des six mois de pouvoir contre-révolutionnaire dans la région.

1.4.1 CONTRE-RÉVOLUTIONS LOCALES ET COMPROMIS POLITIQUE

1.4.1.1 La Terreur sous Denikine

De façon surprenante, la lecture des études disponibles en Occident sur le régime dénikinien donne une image presque idyllique des pratiques de l'*Armée volontaire*. Aucune terreur de masse n'est signalée. Certes, un article de la *Russian*

[1] *Ibidem*, p. 5, 8, 12, 21-24, 27-29, 39. DAXO, R1631/2/313, p. 2.

[2] *Xar'kovšina v period graždanskoj voiny…*, p. 123 (*Korrespondenciâ iz gazety Izvestiâ Volčanskix Uezdnyx Sovetov R., K i K.S.* 15/04/1919). DAXO, P4/1/14 *Protokoly bûro izûmskogo OkrKoma KP(b)U ;* p. 22 : *Protokol n°5 (2/02/1925) §3 doklad komuny « Serp i Molot »*. R4672/7/1, NKZS-USRR *Spravočnik osnovnyx pokazatelej xozâjničaniâ kolxozov Xar'kovskoj oblasti po dannym godovyx otčëtov kolxozov za 1933 g*. Oblzemupravlinnâ, X, 12/1934 (classement alphabétique par arrondissement). Il s'agit de la commune de Čajkovka déjà évoquée (P93/1/12, p. 23-24 (lettre du 16/04/1919).

Review publié après la fin de l'URSS manifeste clairement la volonté de « réévaluer » les responsabilités des horreurs de la guerre civile. Il présente la *Terreur blanche* comme une simple réponse, plus épisodique que planifiée, à la *Terreur Rouge* systématisée par les bolcheviks[1]. *La guerre civile dans le sud de la Russie* de Peter Kenez (1971-1977) n'est guère soupçonnable d'un tel parti pris[2], et pourtant il peint un tableau similaire.

D'après les services secrets britanniques, les communistes auraient laissé près de Kharkov 500 cadavres mutilés comme trace de leur retraite. Les Blancs apparaîtraient donc comme des libérateurs. L'enthousiasme populaire pour Denikine se traduit en effet immédiatement par une baisse de 90 % du prix du pain et une vague de 5 000 engagements dans l'Armée Volontaire. Certes cet élan retombe vite à cause d'une situation économique toujours catastrophique et la population devient indifférente dès l'été. L'agitation paysanne reprend à l'automne, sous l'égide d'anarchistes. Au même moment, en ville, les syndicats — qui n'avaient pas été interdits ! — déclenchent des grèves[3]. Si les Blancs perdent la région conquise, on serait tenté de dire que c'est moins à cause de la férocité de leurs méthodes de domination qu'en raison de leur coupable complaisance…

Le son de cloche est partiellement concordant chez un témoin des événements, Ekaterina Olitskaïa. Anticommuniste (ce qui lui vaudra un total de 21 ans d'enfermement entre 1924 et 1947), elle fut sympathisante puis militante S-R et n'a jamais eu aucune sympathie pour les gardes blancs. Elle a vécu Octobre 1917 et la guerre civile dans le Sud-Ouest de la Russie, habitant alternativement les cités de Kharkov et Koursk, distantes de 200 km. L'offensive de Denikine la trouve dans la

[1] Viktor G. BORTNEVSKI, « White administration and white terror (the Denikin period) », Russian Review (vol. 52, n°3, july 1993, p. 354-366).

[2] En préface de *The birth of the propaganda-state* (Cambridge UP, Cambridge, 1985), Peter KENEZ dit : « Je ne croyais pas alors, ni ne crois aujourd'hui que les Bolcheviks étaient cyniques au moment de leur révolution ou dans les années vingt. Ils avaient le brûlant désir de convaincre leurs concitoyens que le nouvel ordre apporterait un monde meilleur de justice sociale » (p. ix).

[3] Peter KENEZ, *Civil war in south Russia…,* déjà cité, vol. 2, p. 157-158.

seconde ville. Elle décrit la sympathie d'une bonne partie de la population pour les vainqueurs et les distributions de vivres qu'ils organisent tout de suite. Malgré le mandat d'arrêt contre sa sœur, bolchevique, elle dit que

> *« dans Koursk même, il n'y eut, en fait ni véritables excès, ni horreurs. On arrêta les communistes, ma mère fut convoquée, on l'interrogea puis on la relâcha. (...) Les blancs ne restèrent à Koursk que peu de temps. Débâcle, ivrognerie, manque d'idéal, rupture avec la population — tout cela les menait à leur perte. (...) Pendant tout le séjour des blancs à Koursk, il ne semble pas qu'il y ait eu de violences particulières. Par contre, leur retraite fut marquée d'une effroyable tragédie (...) un dernier détachement cosaque s'engouffra dans la prison et tailla les détenus en pièces »*[1].

Le témoignage d'Olitskaïa a ceci d'intéressant qu'il s'attache à *« Koursk même »*, sous-entendant une possible différence de traitement avec la région environnante et qu'il montre une brusque irruption de barbarie sur fond d'une répression ciblée et « modérée » contre les seuls communistes.

Cela rend alors éminemment plausible quelques faits rapportés par des sources soviétiques et qui contredisent l'idée de la magnanimité des Blancs. La grande *Histoire des villes et villages* de la région de Kharkov raconte qu'après la victoire de Denikine *« les prisons de Kharkov, Zmiev, Voltchansk, Izioum et d'autres villes étaient bondées. Beaucoup de détenus furent fusillés par les dénikiniens »*. Quelques pages plus loin, elle rapporte en effet l'exécution de détenus communistes au bois Grigoriev, un peu au Nord de la ville. La légende d'une photo de l'endroit, conservée aux Archives, indique *« 105 communards »* (il faut entendre ici membres de la Jeunesse communiste) fusillés en 1919. Cette éradication des réseaux communistes s'exerce même au niveau de petits villages. À Keguitchevka (120 km à l'Ouest d'Izioum), le chef de l'ex-Section foncière du Canton est exécuté avec plusieurs paysans. À Tchervony Oskol,

> *« on poursuivit particulièrement les familles des partisans et des*

[1] Ekaterina OLITSKAÏA, *Le Sablier,* [1971] Deuxtemps Tierce, Paris, 1991 ; p. 111, 113-114.

volontaires de l'Armée rouge. Les familles des communistes D.I. Logvinenko et M.F. Chkapoura furent enfermées dans leur maison et brûlées vives ».

D'autres sympathisants communistes du village sont envoyés en prison à Izioum et seront parmi les 94 détenus politiques exécutés par l'Armée Volontaire au moment de sa retraite[1].

Les exemples qui viennent d'être donnés montrent que, selon toute vraisemblance, les communards sont des pièces de choix dans cette chasse aux Rouges. D'ailleurs, Tchervonyj Oskol est le village des communes *Drapeau Rouge* et *Nijnié-Oskolskaïa* (cette dernière ayant pour membres des Logvinenko, peut-être parents de la famille immolée). Comme le dit Katchinski trois ans plus tard,

> *« Pour la plupart des communards, il n'était plus temps de penser au développement économique et au renforcement de l'exploitation collective, il fallait simplement sauver sa peau des poursuites systématiques de l'administration et de l'armée de Denikine. (...) En conséquence, l'occupation de Denikine a liquidé la majeure partie des exploitations collectives, forçant les autres à l'inactivité (...) [et] dispers[ant] au loin beaucoup de collectivistes »*[2].

La description globale des effets de la répression semble juste mais il reste à en saisir le mécanisme précis. Elle a pour base légale un décret du Conseil spécial dénikinien du 22 juillet 1919. Il condamne à mort les personnes *« coupables d'avoir aidé le Conseil des commissaires du peuple à prendre le pouvoir, [d'avoir] aidé les soviets locaux »*. Les collaborateurs de moindre niveau risquent la déportation et les travaux forcés. L'application en est assez énergique pour vider les administrations à Kiev[3] !

Pourtant, il semble que l'essentiel des exactions a lieu hors des cadres légaux prescrit par le général blanc. Sans doute pour se dédouaner, Denikine l'affirme dans ses

---

[1] *Istoriâ gorodov i sel...*, déjà cité, p. 36, 100, 397, 408, 420. P11589/1/123 : 5 photographies sous le titre « *Mesto gde byli rasstrelâny Denikincami v 1919g. 105 kommunarov (Grigor'evskij bor, Korotyč, Dergačevskij r-n) »*.

[2] V.M. KAČINSKIJ, *Očerki agrarnoj revolûcii na Ukraine, T. 2 : Obobšestvlenie sel'skogo-xozâjstva,* DVU, X, 1922 ; p. 61-62.

[3] BORTNEVSKI, article cité, p. 362. KENEZ, p. 160 (certains fonctionnaires sont condamnés, les autres se cachent).

mémoires. Il dresse en même temps un tableau souvent plus cru que les historiens contemporains. Pour la fin 1918 et les premiers mois de 1919, il consacre un chapitre au *« profil moral de l'armée »* sous le titre de *« Pages noires »*. Il évoque pêle-mêle la baisse de la discipline, les exécutions de prisonniers et les pillages, les mettant au compte d'un recrutement de moins en moins volontaire et de l'influence des mœurs de l'Armée rouge, à cause des transfuges passés chez lui. Parlant des campagnes de la deuxième moitié de 1919, il reconnaît que

> *« parfois, au milieu du chatoiement des réjouissances* [après la libération du joug bolchevique]*, sonnaient les notes angoissantes du tocsin… Ainsi à Ekaterinoslav, Voronej, Krementchoug, Konotop, Fastov et d'autres endroits où la vague déferlante des cosaques et soldats volontaires laissa derrière elle la vase nauséabonde de la violence, des pillages et des pogromes juifs ».* [1]

Dans le secret des villages, tout est donc possible sous couvert de l'Armée blanche. De plus, les atrocités antisémites sont significatives même si elles se développent à l'ouest de l'Ukraine et ne touchent guère la province de Kharkov. Elles sont riches d'enseignement en tant que paroxysme de la violence en Ukraine après la retraite des Rouges. Culminant à l'été 1919, on les attribue aujourd'hui moins à la volonté d'un Petlioura ou d'un Denikine, qu'à l'instigation de commandants militaires s'appuyant sur les « Gentils » de la population locale. Dans ce sens, Denikine avance deux explications. Il cite Melgounov qui explique que la *« "Terreur blanche" (…) c'est avant tout des excès sur fond de déchaînement du pouvoir et de la vengeance »* . Puis, il reprend l'analyse d'un menchevik, Koutchine-Oranski :

> *« De profonds glissements se produisaient dans le pays…De larges couches de la population furent prises d'humeurs nationales-réactionnaires. En ces jours de psychose nationale,* [on vit] *l'explosion d'une haine viscérale envers la révolution, des exécutions sauvages de*

[1] BORTNEVSKI, article cité, p. 363. A.I. DENIKIN, *Očerki russkoj smutty, T. 4,* Mednyj Vsadnik, Berlin, 1925 ; p. 206-246. *T. 5,* Mednyj Vsadnik, Berlin, 1926 ; ch. 5. L'exemplaire du tome 5 de la BNF n'étant pas consultable, je me suis reporté à une version électronique, non paginée, disponible sur http://www.voin.orthodoxy.ru/mysl.htm .

communistes dans les rues — et était communiste quiconque était contre l'Armée Volontaire — » [1].

« Vengeance, haine viscérale » : les exactions contre-révolutionnaires se nourrissent donc des mêmes pulsions que les pogromes juifs. Y a t-il seulement une frontière autre que géographique entre les unes et les autres ? En effet, dans les pogromes, on parle de guerre *« contre la Commune et les Juifs »*, contre la *« commune juive <židovskaâ kommuna> »*. D'après les meurtriers, *« si nous massacrons tous les Youpins <Židy> aujourd'hui, on en finira avec les communes »*. Tous les auteurs confirment que la haine paysanne contre le *« commissaire-communiste-juif »* associe ce dernier à la *« Kommouniïa »,* déformation péjorative de la *kommouna*[2]. Dans la province de Kharkov, on note certes moins d'antisémitisme. Étant hors de la zone d'établissement autorisée *<čert osedlosti>*, la population juive y est moins nombreuse. De plus, assez industrialisée, la région est plus à gauche que le reste de l'Ukraine.

Cependant, il est fort probable qu'en présence des réelles *kommounii,* autour d'Izioum et ailleurs, certains villageois se sont lancés à la chasse aux *kommouniaki* (« communeux » c'est-à-dire communards), avec une rage comparable à celle des pogromistes. En tuant les uns et en livrant les autres, ils auront fait bénévolement un « travail » que la soldatesque de Denikine ne pouvait réussir autant dans le détail. Il n'y a donc peut-être pas eu de Terreur blanche, systématique et policière. La vengeance contre les voisins communards était pourtant une véritable terreur, générale et littéralement contre-révolutionnaire. Certains communards ont fui et sont ainsi devenus des réfugiés obligés de reconstruire leur vie, loin du phalanstère ukrainien. D'autres se sont battus dans l'Armée rouge ou parmi les partisans, passant à leur tour à l'exercice autorisé de la violence. Ceux qui n'ont pu s'éloigner l'ont payé de leur vie ou

[1] Sur le mécanisme et la répartition des progromes, voir ABRAMSON, ouvrage cité, p. 100-115. Citations in DENIKIN, *T. 5, ch. 5.*

[2] Elias TCHERIKOWER, *Di ukrainer pogromen in yor 1919,* YIVO Institute for Jewish Research, New York, 1965 ; ch. XI (*The Pogroms in the Ukraine in 1919,* traduction par Gary NACHSHEN – 03/2002 -, consultable sur http://nachshen.com/zeleny.PDF, p. 8 et 13). Vladimir Petrovič ZATONSKIJ, *Vodovorot (Iz prošlogo),* dans *Etapy bol'šogo puti (Vospominaniâ o graždanskoj vojne),* Voenizdat, M, 1963 ; p. 164. PAVLIUCHENKOV, article cité, p. 27. Andrea GRACIOZI (GRAZIOSI), *Bol'ševiki i kret'âne na Ukraine, 1918-1919 gody,* AIRO-XX « Pervaâ Publikaciâ v Rossii », M, 1997 ; p. 159.

ont vécu ces six mois dans la peur[1]. En tout cas, aucune de ces variantes ne permettait de reprendre simplement la vie communarde au début 1920.

1.4.1.3 L'opinion publique en 1920

De surcroît, les règlements de compte autour des communes ont laissé des traces dans les mentalités. Ainsi, prenons pour preuve une grande feuille soigneusement pliée dans le dossier de la Section féminine du PC du district de Voltchansk pour l'année 1920. C'est un journal, la *Page de la Femme-ouvrière* du 10 juin 1920, dont l'unique article s'intitule *« Ils ont peur de la kommouniïa »*. Laissons la parole à l'auteur, Tatiana Mouratova.

> *« La section d'aide sociale a ouvert une Maison de la Mère et de l'Enfant dans la rue Sobornaïa.*
> *Toute femme pauvre enceinte peut y trouver accueil avec son enfant pendant les derniers jours de la grossesse et les premiers après l'accouchement. Il y a du personnel de service.*
> *La maisonnette est entourée d'un jardin, il y a une véranda. C'est propret et accueillant. Mais les femmes de Voltchansk la fuient comme le diable fuit l'encens.*
> *Pourquoi ?*
> *Ecoutez plutôt.*
> *J'ai eu l'occasion d'entendre la conversation suivante.*
> *- Tu sais, Mitrievna, c'est dur pour moi. Je dois travailler, m'activer jusqu'au dernier moment. Mon appartement est petit, sale, je n'aurai même pas d'argent pour appeler un médecin quand il le faudra. Et ensuite, avec quoi est-ce que je vais nourrir le gosse ? Ah, la, la, mon Dieu, que faire ?*
> *- J'ai entendu dire qu'il existait quelque chose, comme une Maison de la Mère et de l'Enfant. Vas-y !*
> *- Tu perds la tête ou quoi ? — cria l'amie de Mitrievna, effrayée — Pour qu'ils inscrivent mon enfant dans une «* Kommouniïa *» ?*

[1] Les phénomènes décrits ici ne sont pas sans ressemblance avec certains aspects de la Révolution française étudiés par Richard COBB dans son livre sur *La protestation populaire en France (1789-1820)* (1970 – Calmann-Levy « Archives des sciences sociales », Paris, 1975) : la Terreur blanche dans le Sud-est s'exerce dans les villages contre *« de pauvres gens qui ne peuvent s'offrir le luxe de s'exiler »* (p. 141) ; et *« certains* [plébéiens radicalisés] *s'abritèrent derrière l'anonymat rassurant de la bureaucratie militaire »* en partant guerroyer pour la République (p. 152).

- Il paraît qu'on n'y inscrit pas les petits [à la kommouniïa*]. On dit que ce n'est qu'à partir de 10 ans…*
- Moi, on m'a dit qu'en Russie, on avait inscrit tous les enfants dans la kommouniïa *et qu'on avait donné une carte en reçu… Et alors, si Dieu fait que les Polonais arrivent, on me fusillera avec [mon enfant].*
Je n'en ai pas écouté plus.
La peur de la kommouniïa *pousse les gens jusqu'à l'absurde (…) »*[1].

D'autres rapports sur l'état d'esprit de la population prouvent que cette psychose était généralisée. Ainsi les militantes de la Section féminine d'Akhtyr (Okhtyrka), au nord-ouest de Kharkov racontent leur tentative d'organiser une conférence des ouvrières sans-parti[2].

« Dans un premier temps (…) les ouvrières observaient une attitude très hostile et elles demandaient même qu'il n'y ait pas de communiste qui vienne [;] et quand il fallut élire les déléguées à la conférence, elles avaient peur qu'on les inscrivent dans une commune "quand elles iraient à la conférence"' »[3].

La peur des femmes reflète celle des hommes. À Kazatchïa Lopan', l'agitateur du PC lisant la brochure *Qu'est-ce que le communisme ?* est interrompu par un homme de 50 ans qui dit en *sourjik : « Je pensais que ça allait être sur quelque chose qui vaut la peine, et voilà que c'est encore sur la commune »*. Les paysans veulent être bien sûrs que la commune n'est plus à l'ordre du jour. À Merefa, un militant tentait d'expliquer que le *« travail social »* de la terre est nécessaire, pour convaincre *« les paysans* [qui] *n'ont pas confiance dans la commune »*. Un auditeur lui demande carrément : *« Pourquoi avez-vous renoncé à la* "kommouniïa" *? »,* laissant entendre qu'il ne croit guère à ce retournement[4]. La commune n'est cependant que la partie émergée d'un iceberg d'hostilité paysanne. Le mécontentement rural a des bases plus objectives. À Merefa

[1] DAXO, P1/1/326, *Otčety, doklady, protokoly i plany raboty Ženskogo Otdela Volčanskogo Otdela (30/03-15/12/1920),* p. 13 : Stranička Ženŝiny-Rabotnicy (10/06/1920), « Boâtsâ kommunii ».

[2] Voir photographie d'un groupe de déléguées féminine, i12, en annexe.

[3] DAXO, P1/1/307, *Otčety i svodki o rabote GubŽenOtdela, doklady instruktorov-organizatorov o rabote sredi ženŝin po uezdam (04-12/1920),* p. 47 (rapport de Mel'nikova, le 16/04/1920).

[4] DAXO, P1/1/56, *GubKom KP(b)U : Doklady po mestam (1/01/-26/11/1920),* p. 11-12 (Margunov, 02/20) ; p. 49-50 (10/03/20) ; p. 57 (Kozlov, 25/03/1920).

toujours, les paysans avaient demandé :

> *« 1) Les Blancs nous ont pris des chevaux etc., les Rouges nous ont aussi beaucoup pris. Qui va nous rendre tout ça ou payer pour ?*
> *2) On a donné du blé à Moscou. Pourquoi Moscou ne nous a-t-elle rien donné ?*
> *3) Pourquoi réclamez-vous de nous du blé pour les soldats rouges et les ouvriers, alors que ce sont des spéculateurs ? »*

À Rousskaïa Lozovaïa, après la dispersion de la réunion communiste, les paysans *« réclamèrent la liberté de commerce »* car ils sont *« en désaccord avec la politique de monopole des produits alimentaires »*. La situation est extraordinairement tendue. Lors de réunions publiques, mais également au sein-même d'un Comité révolutionnaire, le militant communiste est hué, menacé. Les paysans sont clairs : si les réquisitions continuent, ils iront chez les Verts, c'est-à-dire dans les groupes armés combattant contre les Rouges et les Blancs[1].

D'ailleurs, toute la région s'embrase au printemps et à l'été 1920. L'épisode était camouflé dans l'historiographie soviétique sous le nom de « banditisme », mais une recherche récente en détaille le déroulement. Sur fond d'exaspération quant aux réquisitions, c'est le remplacement autoritaire d'un *borotbiste* par un bolchevik à la tête d'un comité exécutif local qui aurait mis le feu aux poudres dès février. Des rumeurs d'invasion de *« communistes-russkofs »* <*komunisty-kacapy*> courent. De nouvelles conscriptions pour l'Armée rouge provoquent des désertions. Les déserteurs forment des détachements armés. Dans toute la région, le soulèvement est général sinon simultané jusqu'en juin. Il culmine dans une véritable guerre dans le district de Valky (sud-ouest de Kharkiv) en avril-mai. Les rapports des bolcheviks dénoncent l'influence de leurs différents ennemis : makhnovistes près d'Izioum, pétliouristes à Koupiansk, S-R ukrainiens à Valky… Dans des combats opposants plusieurs centaines d'hommes de

[1] DAXO, P1/1/56, p. 11 et 49.

chaque côté, l'Armée rouge reprend par la force village après village[1].

Au-delà des revendications économiques et politiques, les paysans expriment la peur d'être *« forcés à la "commune" »* et les soldats désertent car *« ils ne veulent pas aller se battre pour la "commune" »*. C'est le retournement de la situation de 1919. Alors, les communards se voulaient communistes. Aujourd'hui, chaque communiste est accusé d'être un communard. En fait, l'opposition à la *Commune* devient le programme commun de toutes les oppositions au pouvoir bolchevik, au point de brouiller les repères idéologiques. Denikine cite dans ses mémoires une étonnante lettre du baron Wrangel adressée à Makhno en juin 1920 :

> *« L'Armée Russe marche exclusivement contre les communistes dans le but d'aider le peuple à se débarrasser de la commune et des commissaires et d'assurer à la paysannerie laborieuse les terres de l'État, des grands propriétaires et autres terres privatisées »*.

Makhno n'a pas donné suite à cette ouverture. Qu'en est-il néanmoins de l'engouement makhnoviste relevé autour de Kharkov contre Denikine à l'été 1919 et contre les bolcheviks un an plus tard ? De l'idéal anarchiste, il retenait peut-être l'opposition à un État central, mais sans doute pas l'organisation de communes collectivistes comme le *batko* les rêvait… Même opposition aux communes dans la grande révolte paysanne de Tambov. On la retrouve, identique, le 7 mars 1921 à Kronstadt, chez les marins révoltés qui appellent à lutter contre les *« épouvantails communeux »* pour mettre *« à bas la commune pourrie »*[2]. Le *« banditisme »* de 1920 poursuit les même cibles que la Terreur blanche sous Denikine : les responsables du radicalisme révolutionnaire de 1919 et singulièrement de sa politique agraire. Au centre d'Izioum, un monument érigé en 1922 et encore fraîchement peint en rouge vif (voir illustration i11, en annexe) rappelle qu'

[1] Evhen SIVAČENKO, « Spalaxy hnivu narodnoho : z istoriï sel'âns'koho povstans'koho ruxu na Xarkivŝyni (1920 r.) », Zbirnyk Xarkivs'koho istoriko-filolohičnoho tovarystva ; nouvelle série, tome 5 ; OKO, X, 1995 ; p. 17-28.

[2] SIVAČENKO, article cité, p. 17 et 19. DENIKIN, T.5, ch. 5. VAN REGEMORTER, ouvrage cité, p. 39, 94, 157. Izvestiâ Konštatskogo VRK, 8/03/1921.

> *« Ici sont enterrés : A.D. Kravtsov, président du Comité exécutif d'Izioum en 1919 ; I.V. Maïboroda, chef de la Section foncière ; I. Dankov, Petroukha et 17 soldats rouges du Comité du Parti d'Izioum, torturés sauvagement par les bandits »*[1].

Comment le rêve d'une minorité en 1919 est-il devenu le cauchemar d'une majorité en 1920 ? L'usage de la force par les communards contre le reste de la population n'a guère été constaté. Il est donc difficile de croire que le rejet de la dictature bolchevique se focalise contre « la Commune » simplement sur la base de l'assimilation langagière « commune = communisme » et « communard = communiste ». Après une tournée autour de Soumy, l'agitateur Kozlov propose ses conclusions :

> *« Les exploitations soviétiques [sovkhozes] sont reconnues comme des modèles, mais on doute des capacités du pouvoir soviétique à les bien gérer. [Les paysans] craignent les communes pour de nombreuses raisons : 1) on donne aux communes les meilleures terres et le meilleur matériel alors qu'y adhèrent de mauvaises gens qui abîmeront ou voleront tout ; 2) la commune est mauvaise parce que [«]si on sème la terre, ce sera pour Denikine et juste après on en payera cruellement le prix parce qu'on a été en commune[»] »*[2].

On voit ici le résultat mécanique de la contre-révolution qui a proprement terrorisé les velléités communardes. L'argument des *« meilleures terres »* se réduit au simple fait d'exclure les domaines du partage communautaire. Restent les *« mauvaises gens »* qui vivent en commune. Derrière l'idée de leur incompétence ou de leur malhonnêteté, se profile le mépris des plus pauvres et des plus faibles. Maintenant que les communes ont presque disparu, que les communards en *« ont cruellement payé le prix »*, pourquoi encore agiter l'épouvantail d'une dictature des gueux ?

Pour répondre, les archives des Sections féminines du PC apportent un éclairage des plus intéressants. Ces sections sont de création récente et les militantes ont pour

[1] BORISOVA et alii, *Istoriko-revolûcionnye pamâtniki Xar'kovŝiny* (déjà cité), p. 177.
[2] DAXO, P1/1/56, p. 57 (Kozlov, 25/03/1920).

l'activité nouvelle un enthousiasme juvénile et une fraîcheur intacte. Leurs rapports sont donc moins imprégnés de clichés idéologiques que ceux de leurs homologues masculins. Arpentant le district de Voltchansk, la camarade Sokoleva est allée à la commune *Aube rouge* de Volokhovka. Quant aux relations de celle-ci avec la population environnante, elle écrit :

> *« [Les communardes] racontent que souvent des paysannes du coin passent rendre visite [à la commune], elles demandent comment on y travaille, comment on y vit[;] et, [une fois rentrées] à la maison, elles se disputent avec leurs maris et leur font peur en leur disant qu'elle vont partir à la commune »*[1].

Il serait tentant de faire une interprétation vaudevillesque de l'anecdote ! Il s'agit pourtant, me semble-t-il, du cœur du problème politique de l'époque. Une autre agitatrice, Melnikova, raconte la réunion de femmes qu'elle avait organisée cinq semaines plus tôt à Zmiev, au sud de Kharkov. En fait, ce ne sont pas les paysannes qui sont venues, mais leurs maris. Melnikova transcrit leurs propos en sourjik.

> *« A-t-on jamais vu que des disputes de bonnes femmes fassent le Grand Soir <Ŝo ce take-čeho zrodu ne bulo ŝob bab zvady v raspravu>, et v'là-t-y pas qu'on les convoque ici. Et quand j'ai expliqué pourquoi on réunit les femmes, ils se sont mis à hurler d'une seule voix : A-t-on jamais vu ça, que les bonnes femmes viennent à la réunion <xodyly na sxodku>, laissent tomber les porcelets, les canetons etc.[;] mais si elles y passent leur temps, si elles arrêtent de faire le borchtch et de laver les chemises, et qu'elles vont chaque jour courir pour écouter les orateurs, alors adieu à l'exploitation. Demain, on enverra toutes les bonnes femmes aux patates, pour qu'elles ne perdent pas une heure de plus le nez en l'air, mais que, comme des paysannes, elles n'aient pas peur de travailler »*[2].

Il n'est pas exagéré de traduire *rasprava* par *grand soir*, donnant ainsi une tonalité politique au propos. La *rasprava* est la justice sommaire, le règlement de compte. C'est

[1] DAXO, P1/1/307 ; p. 66 (Sokoleva, 13/07/1920).
[2] *Ibidem*, p. 53 (Mel'nikova, 23/05/1920).

un terme typique de guerre civile, celui qui désignait les exécutions de lendemain de victoire. L'assemblée des femmes vue par ces hommes, c'est donc comme la *Tcheka* aux yeux d'un Blanc ou la *Straja* de Denikine pour un communiste : une défaite irrémédiable, comme la mort. Selon le témoignage précédent, la simple existence d'une commune menaçait le patriarcat et frappait d'inanité tout ordre social autour d'elle. La commune était le mauvais exemple des *« mauvaises gens »,* le mauvais exemple des femmes trop libres, des pauvres trop fiers, des jeunes trop indépendants.

De ce point de vue, l'écrasement des communes me semble ressortir de la même logique que les pogromes antisémites[1]. Le Juif est sans terre, il lui est interdit d'exercer de multiples activités, il est réduit à un certain espace et à certains métiers, les plus humiliants : c'est un *luftmensh* en yiddish, un être obligé de vivre de l'air du temps, à peine un homme. Le Pauvre non plus n'a pas de terre. Souvent il doit vivre loin de chez lui — mais a-t-il un chez-lui ? —. Il travaille pour les autres, sans en tirer profit. Est-il seulement un homme ? En tout cas, il n'a pas sa place à l'assemblée des chefs de famille. Non plus que les cadets ou que les femmes. La Femme a eu le droit de pleurer avant d'être unie à son maître[2]. Après, elle est assignée à un espace et à des activités qu'elle n'a pas choisis.

À l'arrivée de l'Armée rouge en 1919, certains de ces parias n'étaient plus décidés à obéir à leurs oppresseurs, ni à s'identifier à leur oppression. Des Pauvres s'installaient chez autrui et devenaient *« communards »*. Des Femmes *votaient* qu'elles ne garderaient les enfants que parce qu'elles *« étaient pratiquement plus expérimentées »*. De jeunes Juifs coupaient leurs papillotes pour devenir *« commissaires »*[3]. Avec ce

[1] L'hypothèse soutenue dans les paragraphes suivants a été présentée sous le titre « Troubles de guerre civile et mise en ordre révolutionnaire en Ukraine (1917-1921) » aux Journées d'études *L'Ukraine et la Biélorussie – quels voisins pour l'Union Européenne ?* (École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, 24 mars 2006).

[2] WOROBEC, « Victims or Actors ?... », article cité, p. 177.

[3] PAVLIUCHENKOV insiste sur l'engagement des jeunes Juifs pour les soviets (article cité, p. 27-28). La similitude entre la libération des femmes et l'émancipation des Juifs était ressentie avant Octobre 1917. Un soldat avait déclaré à Sofia Fedortchenko : « *Maintenant, non seulement on ne peut plus frapper [une femme], mais il ne faut pas non plus la blesser en parole. Maintenant, c'est la liberté pour toutes sortes d'engeances : pour le youpin comme pour le crapaud, pour le paysan comme pour sa femme* » (L'association *youpin-crapaud*, clairement péjorative, s'explique aussi par les nécessités de la rime : *A teper'-to eë ne to čto udarit', a i slovom zašibit' nel'zâ. Teper' svoboda dlâ vsâkogo naroda — i žid, i žaba, i mužik, i baba*. FEDORČENKO, ouvrage cité, p. 142).

« communisme » et ces *« communes »,* le monde devenait une vaste *« kommouniïa »* de gens égaux : impossible de reconnaître un Juif d'un chrétien orthodoxe, un Pauvre d'un maître de maison, un Cadet d'un aîné, une Femme d'un être humain[1]. Contre la *kommouniïa* égalitaire, la communauté hiérarchique s'est défendue par tous les moyens possibles : dénoncés ou carrément brûlés vifs, les *Communeux* et les *Youpins*[2] !

La sauvegarde de l'ordre ancien était d'abord une affaire de village entre gens se connaissant trop bien. Il s'agit moins de La Contre-Révolution que d'une multitude de micro contre-révolutions locales. Elles pouvaient déployer indifféremment plusieurs drapeaux. Celui des Blancs était le plus efficace, mais il avait l'inconvénient de ramener dans ses plis les grands propriétaires. Alors pourquoi pas l'étendard rouge des S-R, le bleu-jaune des nationalistes, voire le noir des anarchistes ? D'ailleurs, le petit propriétaire pouvait même s'accommoder des bolcheviks pourvu qu'ils ne soient plus trop « communistes ».

1.4.1.4 L'attitude du pouvoir bolchevique

Tout en réprimant les émeutes paysannes, le pouvoir soviétique rétabli tâche d'être prudent, de davantage tenir compte de l'avis de la population. Cela explique la tenue des *« conférences sans-parti »*, parmi les femmes, les paysans ou les ouvriers. Ces réunions tentent de ramener les classes pauvres vers la politique, alors que les soviets ont été désertés. Pour les militants communistes, s'adonner à cette tâche est un retour au travail politique parmi la masse des travailleurs, après deux ans d'activité conspirative et/ou guerrière. À la lecture des rapports du début de l'année 1920, on voit des militants réagir de façon opposée à la méfiance des populations urbaines et rurales. Devant l'échec de la propagande, certains prônent le recours systématique à la force[3]. À

[1] Aujourd'hui encore on entend dire : *« Une poule n'est pas un oiseau, une femme n'est pas un être humain »* (*Kurica ne ptica, ženŝina ne čelovek*).

[2] Les sources ne parlent pas de viols, mais on ne peut s'empêcher de penser à cette éventualité tant la question de la haine sexiste apparaît liée à celle de la haine sociale et ethnique en 1919-1920. L'historiographie commence d'ailleurs à reconsidérer les violences faites aux femmes pendant la Première guerre mondiale à la lumière des exactions commises dans les années 1990 en ex-Yougoslavie et veut prolonger ce questionnement à l'est de l'Europe (voir Françoise THEBAUD, « Penser la guerre à partir des femmes et du genre : l'exemple de la Grande guerre », Astérion, n°2 – juillet 2004 –, p. 185-186, 194).

[3] DAXO, P1/1/56, p. 49 (10/03/1920).

l'inverse, d'autres attribuent l'hostilité populaire aux manières mêmes des militants:

> *« Il m'est vraiment pénible de voir (...) tous ces différents instructeurs militaires qui arrivent ; il y en a des dizaines qui passent et c'est toujours pareil : ils arrivent, ils réclament des chevaux[;] s'il n'y en a pas ils se fâchent, se taisent ou marmonnent des jurons des heures durant. Il ne vient à l'idée de personne de garder avec soi ne serait-ce que de vieux journaux pour discuter avec les paysans. Ils voyagent comme des fonctionnaires tsaristes* <činovniki> *qui se rendent de district en district ; et le [reste] ce n'est qu'une route où des salauds de moujiks* <xamy-mužiki> *ne veulent pas leur donner de chevaux[;] mais le moujik, lui, il sait où est le salaud vu qu'aucun passager n'a l'idée de lui payer au moins 6 roubles la verste pour le parcours »*[1].

Le tableau est bien plus compliqué qu'une image simple de contre-révolutions populaires anti-communardes. Encore une fois, les positions sociales sont relatives. Le paysan défendant l'inégalité dans son village devient égalitariste devant le bureaucrate qui lui impose une corvée de charroi. Ce bureaucrate peut retrouver sa fibre de militant révolutionnaire quand il tente d'organiser le mouvement des femmes. En même temps, il peut ainsi devenir l'éducateur d'un peuple ignorant, à moins que, comme en 1919, ce petit peuple ne s'exprime de nouveau depuis ses tréfonds. L'an 1920 pour l'Ukraine est celui d'un équilibre extrêmement précaire entre pauvres et gens établis, entre villes et campagne, entre État et société. Dans cette situation, la formation d'une idéologie et de représentations utilisables par toutes les forces en présence a une importance cruciale. La seule instance ayant la capacité légale et sociale d'articuler un discours cohérent est le Parti communiste. Il faut donc remonter vers la parole des élites bolcheviques pour voir comment le nœud des contradictions a été tranché.

En lisant le *Compte-rendu du gouvernement ouvrier-paysan d'Ukraine au IV*e *congrès des soviets d'Ukraine,* on voit que Christian Rakovski a entendu les rapports de la base. Commentant les nouvelles lois sur la terre, il revient sur l'expérience de 1919.

[1] *Ibidem*, p. 57 (25/03/1920, Kozlov).

> *« (…) l'an dernier l'organisation d'exploitations soviétiques correspondait aux vues et à l'intérêt de toute la classe ouvrière et paysanne et elle a partiellement répondu à la question de l'approvisionnement[. Mais nous] pren[ons] en considération que, dans beaucoup d'endroits, les paysans se sont retrouvés avec de petits lots à cause de l'augmentation de la population et que les sovkhozes se développaient au détriment des exploitations paysannes[; donc] dans la nouvelle loi foncière, nous avons décidé de supprimer le plus grand nombre possible d'exploitations soviétiques, ne gardant que celles qui peuvent servir de stations-modèles, d'exploitations exemplaires pour l'amélioration de l'agriculture des paysans eux-mêmes. Ainsi, près d'un million de déciatines de terres nouvelles sont passées aux paysans. »*

L'affaire concerne surtout l'ouest de l'Ukraine où existait une agriculture latifundiaire, surtout dans la production de betterave sucrière. Que faire dans l'est ?

> *« De plus, on peut considérer que l'an dernier la contre-révolution a utilisé le sujet des communes comme slogan pour, si l'on peut dire, contourner le pouvoir soviétique et a monté les paysans contre nous en présentant les communes comme des institutions contraires aux intérêts de la paysannerie, et en leur attribuant tout à fait un autre rôle que ce que souhaitait le pouvoir soviétique — je le répète,* ***au vu de cette expérience de l'an dernier, il a été strictement interdit aux organes soviétiques de faire de l'agitation en faveur de l'organisation de communes****. Bien que l'an dernier les communes aient dû être le résultat de l'initiative des paysans eux-mêmes* <Xotâ i v prošlom godu kommuny dolžny byli âvit'sâ rezul'tatom počina samix krest'ân>*, et il n'y en avait guère plus de 300 dans toute l'Ukraine, mais, pour arracher à la contre-révolution et aux koulaks un de leurs moyens d'agitation contre nous, nous avons donné des ordres stricts aux organes soviétiques de laisser les paysans chercher eux-mêmes les moyens d'organiser leurs exploitations en artels ou en collectifs. Sous ce rapport, l'État ne doit que leur apporter une aide »*[1].

Difficile d'être plus clair. Le nœud du problème n'est pas quantitatif et purement

[1] Xristian RAKOVSKIJ, *Otčët raboče-krest'ânskogo pravitel'stva Ukrainy na IV^om^ s"ezde sovetov Ukrainy (16-20/05/1920 g.),* Vseukrainskoe Izd., X, 1920 ; p. 9. J'ai mis en gras.

économique. Dans une autre brochure, Rakovski montre que la question des exploitations soviétiques (*sovkhozes*) ne se réduit pas à la surface qu'elles occupent. Elles représentent un million de déciatines, alors que les surfaces distribuées en 1919 avaient été dix ou douze fois supérieures. Quant aux communes, il répète à cette occasion qu'elles n'étaient pas nombreuses, qu' *« elles n'avaient pas de caractère obligatoire »,* mais que les ennemis du pouvoir soviétique *« avaient pu en faire un moyen de lutte contre l'émancipation des paysans »*[1]. Il s'agit donc de désamorcer l'opposition à une transformation sociale au sein du village… en lui donnant satisfaction !

C'est la victoire de *« l'exploitation laborieuse »,* c'est-à-dire du ménage paysan au sens de Tchaïanov. Il est désormais protégé de toute ingérence, même de la part de l'État. La nouvelle loi foncière reprend l'idée d'un partage *« selon la norme d'usage de travail au prorata du nombre de bouches à nourrir » <po potrebitel'noj trudovoj norme na edoka>* c'est-à-dire au profit des plus grandes familles. Certes, le travail salarié est interdit, mais faute d'égalité au sein du foyer, le parent travaillant sous l'autorité du chef de famille est sans doute encore moins coûteux qu'un valet de ferme. Les exploitations collectives ne sont plus envisageables que dans les anciens domaines capitalistes modernes et si leur surface correspond exactement aux besoins en terres d'un nombre équivalent de pauvres et mal lotis[2].

Juste après avoir justifié la loi foncière liquidant le mouvement communard, Rakovski commente la loi sur les Comités de paysans pauvres. Elle est le complément nécessaire de la précédente car *« il faut constituer à la campagne un soutien révolutionnaire au pouvoir soviétique ».* En effet, les soviets ruraux ont un contenu de

[1] Xristian RAKOVSKIJ, *Bor'ba za osvobožděnie derevni,* Izd. Politotdela Ukrsovtrudarma, X, 1920 ; p. 51-52. La question des terres effectivement distribuées au début 1919 reste assez obscure. Si la recherche contemporaine s'accorde à peu près avec Rakovski sur la surface contrôlée par l'Etat (de 12 à 15 millions de déciatines), il est plus difficile de savoir ce qui en a été fait : si 1 million est allé aux sovkhozes et 5 à 6 millions à des exploitants individuels, que sont devenus les 5 à 9 millions de déciatines restantes ? Le Monopole d'État du sucre (*UkrHolovCukr*) superviserait en tout 1,5 millions de déciatines dans tout le pays d'après certains ; d'autres prétendent que dans la seule région de Kyïv 1,9 millions de déciatines dépendaient du trust étatique (« Ahrarna polityka » in Instytut Istoriï Partiï, *Velykyj Žovten',* déjà cité ; V.F. VERSTÛK, « Selânstvo v teoriï i polityci bil'šovyzmu », *Istoriâ ukraïns'koho selânstva,* déjà cité ; t. 1, p. 574).

[2] RAKOVSKIJ, *Otčët raboče-krest'ânskogo…,* p. 9 et 32 (*Rezolûciâ po zemel'nomu voprosu*).

classe mélangé. Il faut donc organiser séparément les pauvres en comités. Quand les soviets sont politiquement bien orientés, ces comités les seconderont. Dans le cas contraire, les Comités de paysans pauvres devront *« de fait assumer le pouvoir au village »*[1]. Pour comprendre la complémentarité des deux lois, il faut écouter comment Rakovski répond à ceux qui accusent la nouvelle orientation de favoriser les plus riches :

> *« S'il existe un coupable pour ça, c'est le mouvement qui l'an dernier a monté la masse paysanne contre les communistes-bolcheviks, qui a levé contre nous les slogans disant que nous voulons voler les terres paysannes pour les communes, que nous sommes les initiateurs d'un nouveau système de corvée* <novaâ panŝina>*, d'une dictature bureaucratique* <kazenŝina>*, que nos commissaires ne sont jamais que de nouveaux intendants de domaine. Quelqu'un peut-il honnêtement nous faire le reproche que, pour faire comprendre aux paysans où sont leurs vrais amis, nous allions leur dire : il est interdit au pouvoir soviétique de promouvoir par sa propagande l'organisation de communes agricoles, même si elles sont considérées comme utiles. Que les paysans viennent à la commune par leur propre expérience ! (...) Enfin, peut-on nous accuser d'avoir fait le deuxième point de la loi [spécialement] pour le paysan moyen (...) ? Par-là, nous prouvons qu'à côté de la politique de liquidation totale des grands propriétaires que nous menons strictement, celle que nous observons vis-à-vis du paysan moyen recherche l'accommodement* <primirenie> *»*[2].

Le début du paragraphe reconnaît l'impossibilité de dompter le mécontentement paysan. Et si Rakovski évoque 1919, rappelons qu'il prend la parole à Kharkov en mai 1920, alors que l'insurrection fait rage à 45 km de là, à Valki. Quant à l'amitié entre bolcheviks et paysans, elle semble se réduire à un *accommodement*, à un échange de bons procédés : « si vous, paysans influents, nous laissez le pouvoir politique dans le pays, nous vous laisserons le pouvoir de gérer le village selon vos normes ». En somme, la révolution sociale est sacrifiée sur l'autel de la révolution politique. Lénine, qui a

[1] Voir aussi KUL'ČYC'KYJ, *Komunizm v Ukraïni,* déjà cité, p. 268-269.
[2] RAKOVSKIJ, *Otčët*..., p. 10-11, 19.

longuement discuté avec Rakovski de la politique agraire à suivre en Ukraine, le dit a demi-mot. *« Il nous faut constituer un bloc avec la paysannerie ukrainienne, (...) il nous faut [mener] la même politique qu'à la fin 1917 et au début 1918 »*[1]. Il déplace le curseur de la politique bolchevique en arrière, le fixe avant le communisme de guerre, avant les décrets de juin-juillet sur les communes. Il incite à revenir au simple partage des terres, à la politique *« démocratique bourgeoise »* dans la terminologie bolchevique.

Cela n'est socialement pas neutre. Les petits propriétaires sont favorisés au détriment des pauvres. C'est d'autant plus évident quand on envisage la nature sociale des Comités de paysans pauvres. D'après un article de Manouilski, le *« prolétariat agricole »* se compose

> *« d'abord [du] prolétariat de l'industrie sucrière concentré essentiellement sur la rive droite. (...) La deuxième catégorie ce sont les ouvriers agricoles au sens propre du terme [qui,] au lieu de chercher fortune au sud [comme avant 1917] préfère[ent] être employés sur place par un voisin riche. (...) La troisième couche du prolétariat lié à l'agriculture est le type de l'artisan* <majster>*, très répandu, surtout sur la rive gauche »*[2].

Il s'agit là du portrait exact des communards, mais leur rôle change du tout au tout. Les bolcheviks ukrainiens parlent pour la première fois de *« division sociale » [rassloenie],* de *« lutte de classes »* et de *« guerre civile »* au village, termes inconnus en 1919[3]. Les Comités de paysans pauvres qui doivent mener cette guerre n'ont aucune autonomie :

> *« La direction administrative, la responsabilité et le financement des Comités de paysans pauvres reposent sur les sections de gestion [*<otdely upravleniâ>*,* c'est-à-dire le service chargé de la structuration de l'appareil d'État*]. Les comités locaux du Parti doivent assurer le pilotage et permettre une organisation rapide et satisfaisante des Comités de*

[1] LENIN, *PSS,* T. 39, p. 316 ; cité par KUL'ČYC'KYJ, *Komunizm v Ukraïni...,* déjà cité, p. 133.

[2] D. MANUIL'SKIJ, « Zadača dnâ (K voprosu ob organizacii sel.-xoz. proletariata) », Kommunist, n°4 (07/1920), p. 30, 31. Manuil'skij est alors un des secrétaires du CC du PC(b)U. Voir son portrait en annexe.

[3] L'expression de *guerre civile* est employée par SAPRONOV, « Sodoklad », à la Conférence Pan-ukrainienne du Parti, Kommunist, n°2 (10/06/1920), p. 35. Le mot *rassloenie* se trouve en titre de la résolution adoptée, à la même page.

paysans pauvres »[1].

Comme si besoin était, Kosior, l'auteur de cette note, rajoute qu'il faut *choisir* les membres des comités. Les tendances dictatoriales proviennent de la volonté de contrôler la stabilisation du front social au village, de passer de la guerre sociale de mouvement avec les communes à celle, politique, de position avec les Comités de paysans pauvres[2]. La défaite de la première stratégie avait été déjà objectivement montrée par le démantèlement des communes sous Denikine.

Il est difficile de savoir si cette seconde option demandait moins d'efforts que la première et si elle présentait moins de risques. Surtout, les moyens déterminent la fin. Les communes de 1919 n'étaient pas fondées spontanément, mais, une fois créées, elles produisaient de l'autonomie. Les communards mettaient en place une vie nouvelle et remettaient ainsi en cause, *depuis leur commune,* l'ordre villageois. Cet objectif n'est plus poursuivi en 1920. De ce point de vue, les membres de l'appareil du Parti et de l'État qui s'étaient engagés physiquement pour le collectivisme devenaient un problème. Pour éviter le retour des chimères de 1919, il fallait changer de personnel. L'historien Pavliuchenkov rapporte que depuis décembre 1919 une circulaire du Comité central du Parti communiste russe — qui chapeautait le Parti ukrainien — interdisait à quiconque de se rendre en Ukraine sans mandat exprès, afin d'empêcher le retour des mêmes responsables que six mois plus tôt. L'historien y voit la volonté de remplacer des communistes juifs par des communistes russes, afin d'éviter de nouveaux pogromes[3]. Pourtant, la mesure avait de fait une portée plus générale. Notons par exemple que, si Pogorely apparaît sur la liste de mai 1920 du collectif *Travail de la mine*, on ne trouve plus sa signature comme instructeur collectiviste auprès de la Section foncière du district. Une page est tournée.

---

[1] KOSIOR, « Cirkulârnoe pis'mo o rabote v derevne », Kommunist, n°1 (20/05/1920), p. 24. Voir son portrait en annexe.
[2] KUL'ČYC'KYJ, *Komunizm v Ukraïni…*, déjà cité, p. 269-270.
[3] PAVLIUCHENKOV, article cité, p. 30-33.

1.4.2 DES RÔLES REDISTRIBUÉS

1.4.2.1 Reclassements idéologiques

L'abandon de la rhétorique communarde présentait quelques risques pour les bolcheviks. Après tout, ces prolétaires ruraux, si enthousiastes pour les communes l'an passé, ne risquaient-ils pas de faire grise mine devant leur ersatz, les Comités de paysans pauvres ? Rakovski reconnaissait implicitement l'ampleur du mécontentement en répondant aux critiques de complaisance envers les riches et une opposition politique aux bolcheviks pouvait capitaliser l'insatisfaction des classes pauvres de la campagne. L'OuKaPé[1] a tenté de le faire. Ce « Parti Communiste Ukrainien » (<*UKP*> - *Oukraïinska Komounistytchna Partiïa*) ne doit pas être confondu avec le Parti Communiste d'Ukraine, (<*KP(b)U*>, *Kommounistitcheskaïa Partiïa (bolchevikov) Oukraïny*), parti bolchevique au pouvoir. L'OuKaPé est une petite organisation issue de la Social-Démocratie marxiste nationaliste ukrainienne dont certains futurs dirigeants avaient en leur temps participé à la Rada centrale ou au Directoire de Petlioura. Cela rend leurs prises de position en 1920 assez étonnantes.

Ainsi, le programme de l'OuKaPé, adopté au congrès constitutif de janvier 1920, affirme que :

> *« Le droit, comme la morale, dans toutes leurs manifestations sont le résultat d'une société non-laborieuse, la conséquence de la lutte des classes ; dans la société bourgeoise ils sont une arme de la domination bourgeoise.*
> *Avec la restructuration communiste de la société, dans la mesure du perfectionnement de sa communisation et en conséquence de la fin de la division de la société en classes, le droit disparaîtra, se changeant d'organisation marchande en mutualité communiste. (...)*
> *3) <u>Le droit de la famille</u> subira de profonds changements. Le mariage cessera d'être une vente régulée pour devenir l'union libre d'un homme*

[1] La transcription « OuKaPé » a été choisie car les membres de ce partis sont couramment désignés commes « oukapistes » (*ukapisty*).

et d'une femme[;] le centre de gravité sera transféré du mariage vers la maternité, les enfants ; toute l'attention sociale sera accordée aux enfants, valeur particulière dans la société communiste »[1]

Si l'on compare avec le programme bolchevique de mars 1919, l'inspiration est évidemment la même. Le programme du PC insistait plus sur la réalisation de l'égalité des sexes promise par la démocratie bourgeoise et sur les conditions matérielles de libération des femmes, mais il ne mentionnait ni l'union libre ni la fin du mariage[2]. Disons en tout cas que l'anti-familialisme de l'OuKaPé n'est pas de saison en 1920 justement quand les Éditions d'État font un tirage exceptionnellement important de l'utopie conservatrice de Tchaïanov[3].

Continuons la lecture du programme de l'OuKaPé par sa partie économique. Quant à l'organisation de la production, il est dit qu'

> *« avec le passage du pouvoir entre les mains des ouvriers, les syndicats approfondissent leur caractère de classe, (...) en participant à tous les organismes locaux et centraux de gestion de l'industrie, ils doivent finalement concentrer entre leurs mains la direction entière de l'économie prise comme un tout »* (p. 25).

À Moscou, la querelle sur les syndicats vient de commencer : un article de Trotski proposant la militarisation des syndicats a provoqué l'opposition unanime des syndicalistes bolcheviques à la mi-janvier[4]. La position de l'OuKaPé est donc pleinement d'actualité et anticipe les thèmes que l'Opposition ouvrière ne développera qu'à la fin 1920. Après ces assauts de radicalisme, on ne s'étonnera pas de voir les « oukapistes » défendre *« l'organisation de la grande exploitation socialiste »* dans l'agriculture, par l'organisation de sovkhozes, d'associations paysannes, de coopératives, ainsi que par *« l'organisation et le soutien des communes agricoles en*

---

[1] UKP, *Prohrama Ukraïns'koj Komunystchnoj Partii (uxvalena peršym ustanovčym z'ïzdom UKP 22-25/01/1920),* Vyd. « Červonyj Prapor » - CK UKP, K, 1920 ; p. 20-21.

[2] Il faut reconnaître que ces principes avaient déjà été affirmés dans le code soviétique du mariage du 15 septembre 1918 (Voir Léon PROUVOST, *Le code bolchevik du mariage,* L'Idée Libre, Conflans-Honorine, 1921 ; p. 3).

[3] Michel NIQUEUX, « Postface » à KREMNIOV, *Voyage de mon frère...,* déjà cité ; p. 97.

[4] Pierre BROUÉ, *Le Parti Bolchevique — Histoire du PC de l'URSS,* Minuit, Paris, 1971 ; p. 140.

tant qu'unions totalement volontaires d'agriculteurs pour mener un travail uni à grande échelle » (p. 27). On trouve même la mention *« communes de consommation »* (p. 28-29).

Les idées exprimées dans ce texte sont difficiles à rattacher au courant politique dont elles émanent. L'ancêtre de l'OuKaPé, le Parti Ouvrier Social-Démocrate Ukrainien (POSDU<*USDRP*>), appelait au lotissement des sans-terre, *« la priorité [devant être] donnée aux paysans organisés en associations collectives »* (résolutions du IVe congrès, septembre 1917)[1]. On peut néanmoins douter que ces paroles fussent suivies d'actes quand on sait que Vynnytchenko et Petlioura furent membres réguliers du Parti jusqu'en 1919. Il n'y a en effet aucune trace de collectivisme dans la politique du Directoire. En déplaçant le regard vers les militants de l'aile gauche du POSDU, directement à l'origine de l'OuKaPé, ce n'est pas plus clair. Au début de 1919, ils acceptent la « plate-forme soviétique », c'est-à-dire la collaboration avec les bolcheviks. On ne sait rien en revanche de leur politique sociale car elle a moins retenu l'attention que le « national-communisme » qu'ils représentent. S'ils disposaient de leurs propres Comités révolutionnaires et de leur propre Armée rouge, rien n'indique qu'ils avaient constitué des communes[2].

On ne sait pas non plus quel espace politique existait pour leurs idées en 1920. A priori, il n'y avait pas de base sociale commune entre ceux qui revendiquaient leur ukrainité et ceux qui voulaient édifier des communes. L'écart semble d'autant plus grand quand les insurrections anti-bolcheviques prennent un tour à la fois anti-russe et anti-communard. L'OuKaPé se voulait de surcroît un parti soviétique loyal et n'a pas cherché appui dans le mouvement insurrectionnel. Il reste que du point de vue bolchevique, les deux revendications nationale[3] et sociale sont également regardées

[1] *Programnye dokumenty nacional'nyx političeskix partij…,* déjà cité ; p. 32.

[2] Voir articles « USDRP (Nezaležnnyx) » et « Mazurenko » dans *Malyj Slovnyk,* ouvrage cité. RAKOVSKIJ, *Bor'ba za osvoboždenie,* ouvrage cité, p. 4 et 7. « National Communism », in *Encyclopedia of Ukraine* (ouvrage cité).

[3] Le danger nationaliste est incarné surtout par le parti des borotbistes qui vient de s'auto-dissoudre en mars 1920, mais dont l'influence continue à se faire sentir. Comme que le dit un paysan : *« Et comment ! Si le type parle ukrainien, alors c'est un borotbiste » (*DAXO, P1/1/56, p. 57, Kozlov déjà cité).

avec méfiance à ce moment-là. Rakovski fait le compte de toutes les oppositions potentielles : *« L'Ukraine se trouve* [sous l'influence] *du petliourisme, du mouvement makhnoviste, du menchevisme et de ce qu'on appelle l'utopisme, qui est une forme de petliourisme »*[1]. D'après le président du Conseil des commissaires du peuple, le risque d'une union des mécontentements sous la bannière de l'Utopie était réel.

Le Parti bolchevique réagit contre l'éventuelle opposition par des mesures d'appareil d'abord. Au nom du Comité central du PC, Kosior demande par exemple de surveiller si d'ex-*borotbistes* passent au nouvel OuKaPé. Bien qu'il reconnaisse la loyauté des *oukapistes,* il conclut durement : *« Résumé du CC : saboter l'OuKaPé par tous les moyens possibles, sans le laisser gonfler »*[2]. La situation nouvelle oblige aussi les bolcheviks à réorganiser leur corpus idéologique. Jusque là, leur propagande légitimait la *Commune* et faisait peu de place au discours de classe : la simple revendication d'égalité suffisait par elle-même à attirer les plus pauvres. Les premières mentions de catégories sociales à l'intérieur de la paysannerie sont apparues dans les sources locales en réponse à l'agitation anti-communarde (les *« paysans pauvres »* devaient regagner la confiance des *« paysans moyens »,* cf. 198). La volonté de classification s'accentue en 1920, fixant les catégories canoniques de paysan pauvre (<*bednâk – bidnâk*>), moyen (<*serednâk*>) et riche (<*kulak – kurkul'*>). Dès juin, la revue du Comité Central du PC(b)U publiait une tentative d'expliquer la structure sociale du village. Elle est signée « Ia.Ia. », c'est-à-dire Iakov Iakovlev selon toute vraisemblance, spécialiste des questions agraires, militant alors en Ukraine. Le titre est sans équivoque : *« Contre le koulak ! »*.

Plus de la moitié de l'article s'attache cependant à prouver au contraire l'existence de la paysannerie… pauvre ! En effet *« à chaque fois que l'ouvrier pose la question d'un « Octobre » au village, nous entendons la voix inchangée des idéologues*

[1] Discours de Rakovski à la 5e Conférence du PC(b)U (17-22/07/1920) in L. TROCKIJ, X. RAKOVSKIJ, *Meždunarodnoe položenije sovetskix respublik i zadači Kommunističeskoj Partii Ukrainy,* Izd. PoÛgZapa i PoUkrSovTrudArma, X, 1920 ; p. 30.

[2] DAXO, P1/1/56, p. 156 (Kosior, 29/05/1920).

mencheviques de la bourgeoisie : "Vous, bolcheviks, vous maniez une grandeur imaginaire : en Ukraine, il n'y a pas de paysans pauvres" »[1]. Iakovlev exhume donc des statistiques de 1910 afin de démontrer ce que n'importe quel communiste engagé dans les communes de 1919 savait d'expérience : il y a des pauvres au village. Le régime de vérité a changé : la justesse de l'action militante se mesurait à ses réalisations sociales ; en 1920, la statistique prime, domaine où les mencheviks sont en effet incontournables. Et le pauvre devient abstrait, d'autant plus que le terme choisi pour désigner les Comités de paysans pauvres (<*Komitet Nezamožnyx Selân*>) n'est volontairement pas clair.

> *« L'expression ukrainienne « niézamojnyï » ne veut pas dire pauvre. Une traduction littérale en russe caractériserait un paysan non aisé. En conséquence, l'expression unit les pauvres* <bednâki> *ainsi que la paysannerie moyenne* <srednee krest'ânstvo> *qui atteint à peine le minimum vital et a besoin du soutien du pouvoir soviétique »*[2].

Il s'agit de bien différencier les nouveaux Comités de paysans pauvres des Comités de la pauvreté rurale. Ces derniers avaient existé officiellement en Russie du 11 juin au 2 décembre 1918. En Ukraine, ils avaient été institués dès l'arrivée du Gouvernement provisoire ouvrier-paysan en 1919. Ils sont liés chronologiquement sinon intrinsèquement à l'apogée communarde, comme en Russie[3]. En affirmant à plusieurs reprises que les Comités de paysans pauvres ne sont pas des Comités de la pauvreté rurale, Rakovski prend donc ses distances avec le radicalisme égalitaire de 1919. Paradoxalement, c'est le recul politique et social des pauvres qui se traduit par la construction des catégories « paysan pauvre » et « paysan non-aisé »[4].

Le riche, ce fameux *koulak,* est lui aussi une entité sociologique bien singulière. Écoutons Iakovlev :

---

[1] Â. Â., « Protiv kulaka ! », Kommunist, n°2 (10/06/1920), p. 4.

[2] KOSIOR, « Cirkulârnoe pis'mo… », déjà cité.

[3] Quelle que soit la réalité de leur action (voir note 3 p. 239).

[4] Création et dissolution des *Kombedy* d'après OSIPOVA, p. 105, 283-285. Définition de RAKOVSKIJ dans *Otčet…,* p. 10 ; et dans « Rabota v derevne » (Conférence Pan-ukrainienne du Parti), Kommunist, n°2 (10/06/1920), p. 35.

> *« [La réquisition de blé à la soviétique] oppose le paysan pauvre au koulak dénikinien et au grand propriétaire. En quatre ans de révolution, le koulak s'est transformé en bourgeois de la campagne* <derevenskij buržua>*, — il a secrété ses idéologues en la personne des Makhno, Strouk, Tioutiounnik*[1] *et autres. Le koulak a créé son organisation économique sous la forme de dizaines et de centaines de coopératives, animées par les idéologues koulaks et servant les intérêts du koulak contre le paysan pauvre.*
> *Il a tellement pris conscience de lui-même comme élément contre-révolutionnaire, que, par l'intermédiaire de ses meilleurs représentants dans le genre de Strouk, il a conclu une union formelle avec Denikine et la noblesse polonaise »*[2].

Suit l'affirmation qu'il y a des « preuves » de la collusion entre Strouk et Denikine et de Makhno avec Wrangel (sans doute la lettre de ce dernier). Reprenons l'argumentation. Une fois posée la transformation du *koulak* en véritable bourgeois, tout se tient. Si le *koulak* forme une classe, il doit donc avoir ses organisations économique, politique et militaire et être nécessairement l'allié de Denikine, de la noblesse polonaise etc....

Or le caractère « bourgeois » du *koulak* est plus que discutable, surtout si on emploie le terme non comme simple synonyme de « riche » mais dans l'acception marxiste. Edelman y voit plus sûrement un petit-bourgeois : dans la tradition marxiste cela renvoie alors à un comportement politique ambivalent qui décrirait déjà mieux l'action de ces bandes agissant alternativement contre les Rouges et les Blancs. Cela permettrait également de rendre compte de leur capacité à entraîner tout le village derrière eux, pauvres compris, comme le reconnaît Rakovski. Dans ce sens, Teodor Shanin a prouvé qu'il n'y avait pas d'insurrections spécifiquement *koulak,* mais plutôt des soulèvements de la communauté entière. Si le *koulak* avait été un exploiteur capitaliste « moderne », ne connaissant qu'un rapport salarial avec ses employés, on

[1] Strouk, Tioutiounnik : chefs de guerre nationalistes de gauche.

[2] Â.Â., « Protiv Kulaka », déjà cité. Dans *Bor'ba za osvobožděnie derevni* (déjà cité), RAKOVSKIJ reprend les mêmes arguments, de manière moins mécanique et aboutit donc à une classification plus souple.

voit mal comment une « Vendée » aurait pu se développer sous sa direction[1].

La révolte villageoise est au contraire le signe de l'existence de liens « archaïques », non capitalistes. Les années de révolution, loin de faire du *koulak* un bourgeois, ont renforcé au contraire la communauté. Pourquoi le PC affirme-t-il quand même contre toute vérité qu'en Ukraine *« le régime foncier des entrepreneurs individuels* <xutornoe zemlevladenie> *domine »* ? Lisons Rakovski : *« Pendant la révolution, le koulak ukrainien a crû. Avec le changement continuel de pouvoir et l'absence factuelle d'un pouvoir fort, il n'est resté en Ukraine qu'un seul pouvoir, celui des chefs de guerre et des koulaks »*[2]. Le *koulak* est en fait l'euphémisme qui désigne la communauté villageoise devenue autonome. Est-il envisageable d'attaquer la communauté en tant que telle, surtout en ayant renoncé à la miner grâce à la contestation communarde ? Non. Le *koulak* est un épouvantail commode pour tout le monde. Il assure aux bolcheviks un ennemi de classe et il innocente la communauté villageoise des exactions qu'elle a pu commettre contre les communistes, les communards ou les Juifs à l'été 1919.

1.4.2.2 La place minorée des communes

À ce repoussoir de droite, répondent les communes comme repoussoir de gauche. Un compromis au centre est donc possible entre un village qui acceptera le pouvoir central et des bolcheviks qui renonceront aux communes. À cause de la parenté évidente entre *commune* et *communisme*, le reniement ne peut être total mais il faut réordonner le discours. Manouilski s'y emploie dans deux articles de fond. Dès juillet 1920, il aborde la question de l'organisation du prolétariat agricole.

> *« Au fondement de l'union du prolétariat agricole on doit poser l'intérêt économique réel et non les raisonnements abstraits avec lesquels nos*

[1] *Bor'ba za osvobožděnie derevni* (déjà cité), p. 50. SHANIN, *The Awkward class* (déjà cité), p. 147. Le terme de *Vendée* apparaît par exemple dans D. MANUIL'SKIJ, « Krizis sel'skogo xozâjstva i kollektivizaciâ », Kommunist, n°6 (01-02/1921), p. 9.

[2] « Rabota po rassloeniû derevni », Kommunist, n°2 (10/06/1920), p. 35. *Bor'ba za osvobožděnie…* (déjà cité), p. 40.

militants abordent la campagne »[1]

Dans ces *« raisonnements abstraits »* on doit reconnaître la chaude propagande égalitariste de l'an dix-neuf. Si l'on y substitue *« l'intérêt économique »* préconisé par l'auteur, il faudra infléchir les objectifs.

> *« Le nouveau collectivisme ne se décrète pas ; il croît d'en bas sous la forme d'un phénomène de masse spontané ; c'est un collectivisme dicté par la nécessité économique ; le collectivisme est le seul moyen pour les ouvriers agricoles de se maintenir en tant que classe au milieu des transformations et d'améliorer sa situation ».*

Le *« phénomène de masse spontané »* paraît improbable en 1920 alors que, même en 1919, l'intervention de l'État était nécessaire pour briser la force cohésive de la communauté. Et comment ce phénomène spontané se marierait-il à la *« nécessité économique »* ? Le « maintien en tant que classe » des ouvriers agricoles est plutôt l'idée clé du raisonnement.

> *« Nous devons commencer la reconstitution du prolétariat agricole qui s'éparpille en l'intégrant à des exploitations soviétiques, et faire des exploitations soviétiques les foyers de l'édification communiste dans l'agriculture ».*

En effet, en devenant salariés de l'État dans un sovkhoze les ouvriers agricoles gardent leur statut de classe dominée plus sûrement qu'en devenant co-dirigeants d'une commune… Le choix du sovkhoze contre la commune est emblématique. À la place d'une structure sociale autonome, on valorise une unité économique dépendante de l'État. Le communisme est réduit à une rationalisation de la production, comme chez Jigour, deux ans plus tôt.

Manouilski revient sur ce sujet en janvier 1921 dans un article pour la revue du Comité central, sous le titre *La crise de l'agriculture et la collectivisation*. Il dresse ainsi le bilan de la révolution :

[1] D. MANUIL'SKIJ, « Zadača dnâ… », déjà cité.

> *« Avec [la fin des grandes propriétés] et la défaite* politique *du koulak, la révolution égalisatrice [*c'est-à-dire partageant les terres*] a vidé de son sang l'agriculture la plus forte d'un point de vue productif. Et si,* politiquement, *l'élimination de la domination foncière du koulak a liquidé un groupe social opposé à la dictature du prolétariat à la campagne, et a suscité l'apparition d'une nouvelle couche de partisans actifs du pouvoir soviétique (les Comités de paysans pauvres), par contre* économiquement *elle a cassé le type le plus solide d'exploitation paysanne et le meilleur groupe des agriculteurs « zélés ». En pleine révolution sociale nous devions casser la base économique d'un capitalisme agraire embryonnaire en la personne des nouveaux grands propriétaires issus de la roture* <iz « čumaznogo » sosloviâ>. *Les opposants à notre politique des Comités de paysans pauvres s'appuient principalement sur la contradiction apparente entre politique et économie. Ils n'ont pu comprendre cette vérité simple à savoir que la destruction des grands domaines et des grandes exploitations est comme un inévitable prix à payer pour la révolution ; qu'on ne peut créer de nouvelles conditions sans avoir détruit les anciennes. Évidemment, si l'histoire nous avait donné la possibilité de faire la révolution en gants blancs, nous aurions préféré sauvegarder les grands domaines, comme foyers d'une agriculture productiviste pratiquant le travail collectif ; et sauvegarder la grande exploitation paysanne non sous direction koulak, mais comme une unité économique mise en valeur par un artel de travail ou une commune de quelques familles pauvres »*[1] [je souligne].

Dans cette classification des phénomènes, le social n'apparaît plus, écrasé entre le politique et l'économique. C'est le prix le plus lourd à payer, non pour la révolution, mais plutôt pour son inachèvement, pour son recul. Cela, Manouilski ne le dit pas. Par contre, il pousse cette nouvelle configuration du discours à son terme logique. Dans le passé,

> *« une sorte de communisme de serre a été cultivé, on a créé une série de centres agricoles « aristocratiques » qui n'étaient pas liés avec toute la masse démocratique des exploitations paysannes.* [Maintenant] *la*

[1] D. MANUIL'SKIJ, « Krizis sel'skogo xozâjstva i kollektivizaciâ », Kommunist, n°6 (01-02/1921), p. 9.

> *régulation de l'exploitation paysanne par l'État doit devenir le procédé systématique et planifié de mise en œuvre de la collectivisation de l'agriculture »*[1] [souligné par l'auteur].

L'utilisation des mots est frappante. Les minorités agissantes seraient *aristocratiques* alors que la masse anticommuniste des paysans propriétaires est *démocratique*. Devant l'échec des premières et l'inertie hostile de la seconde, on peut conclure par la nécessité d'une intervention de l'État sans doute *antidémocratique*. Une collectivisation imposée ne devient donc pensable qu'à partir de la renonciation aux communes.

Dans cette nouvelle façon d'envisager les choses, les communes disparaissent sans avoir besoin d'être interdites. Le lecteur aura déjà remarqué le recul du terme de *commune* au profit de ceux de *collectif* et de *collectivisation*. Un ancien S-R ukrainien devenu communiste explique d'ailleurs qu'

> *« il n'y a aucune différence entre les « sovkhozes » et les collectifs et dans des conditions favorables, nous sommes obligés de faire les mêmes efforts pour organiser soit des « sovkhozes », soit des collectifs »*[2].

La minoration des communes doit également s'opérer rétrospectivement dans l'analyse historique afin d'expliquer pourquoi *« l'impulsion collectiviste de la politique agraire en 1919 n'avait pas produit d'effet significatif aux plans économique et organisationnel et ne pouvait pas en produire »*. Dans ses *Aperçus de la révolution agraire en Ukraine* (1922), le chapitre que Katchinski consacre à la question vise à rendre compte de *« l'idéologie »* des communes. Dans un *« résumé historique »* [<*istoričeskaâ spravka*>, entre guillemets, dans le texte], il part du *« socialisme utopique »* occidental et russe et passe par le mouvement coopératif ukrainien désigné bien hâtivement comme une *« collectivisation »* rassemblant des *« artels »* et des *« kolkhozes »*. Concernant 1919, il reprend la vulgate de 1920 (terres communardes guignées par les paysans moyens, communes inefficaces économiquement…) mais il ajoute que *« souvent les communes*

[1] *Ibidem*, p. 11.

[2] H. KLUNNYJ, « Do zemel'noï politiky », Kommunist, n°6 (01-02/1921), p. 14. L'auteur utilise le mot russe *sovxoz* dans son article en ukrainien.

apparaissaient à l'instigation de nouveaux arrivants, d'ouvriers ». C'est justifier la réaction paysanne anti-communarde au mépris de la vérité : rappelons que, contrairement à la situation en Russie, 79 % des communards étaient des locaux (cf. p. 148). Cette révision de l'histoire offre un scénario si vraisemblable qu'il est tenu pour véridique jusqu'à aujourd'hui par la plupart des historiens. Ainsi, Andrea Graziosi définit les communes comme des *« organisations collectives volontaires, instituées principalement (comme en Ukraine en 1919) par des non-paysans ».* Elles seront donc honnies par les villageois à cause de leur *« nature "étrangère"' »*[1]. Ce rejet des communes hors du cours et même hors du lieu de l'histoire vérifie jusqu'à la caricature les thèses de Michèle Riot-Sarcey sur l'effacement de l'Utopie.

Le changement de situation et de mots modifie également le regard porté dès 1920 sur les communes réellement existantes. Reprenons le rapport de Sokoleva, militante de la Section féminine du PC, en visite à la commune *Aube rouge,* en juillet :

> *« J'ai été à la commune agricole de Tchaïkovka. La commune se compose de quatre familles. L'an dernier, 17 familles avaient été évacuées en Russie, seulement quatre sont rentrées. Elles occupent une grande maison seigneuriale* <barskij dom>*, un verger, des terres allouées, un potager. Elles n'ont pas eu le temps de mettre en valeur quoi que ce soit. La maison n'est pas propre ; des enfants sales courent. Je parle [*aux femmes*] du PC(b), de la vie communale et sociale, de la discipline du travail. Elles écoutent et ensuite se mettent à parler. Elles disent qu'elles comprennent parfaitement qu'on travaille mieux en groupe* <hurtom>*, seulement, elles ont peu de force, une famille a le typhus, elles ne s'en sortent pas avec l'exploitation. Elles demandent qu'on leur donne des commutateurs [*sic : <kommutatory>*] pour renforcer la commune. (...) Je leur ai laissé une petite bibliothèque, le journal La Page de l'Ouvrière. Les communardes sont alphabétisées, elles ne comprennent les avantages de la commune qu'au niveau de leur petite vie* <po-žitejski> *« travailler en groupe et aussi manger en groupe ».*

[1] GRACOZI, *Bol'ševiki i krest'âne...* déjà cité, p. 130-131. Sont cités en référence un article de 1919 du Kommunist, le manuel officiel d'histoire du PC(b)U, ainsi que deux historiens ukrainiens soviétiques des années 1960 (Suprunenko) et 1980 (Tereŝenko).

Toutes les communardes sont membres de la cellule communiste »[1].

La scène, décrite en toute bonne foi, est pourtant caricaturale. Une intellectuelle — elle s'exprime en russe — forte de son rôle d'instructrice, explique à de simples paysannes ce qu'est la vie communale. Ces dernières la pratiquent au milieu des vicissitudes depuis plus d'un an. Qu'importe : ce n'est que de la « *petite vie* ». *Elles ne peuvent pas comprendre*, car elles sont du côté du faire, alors que l'instructrice est du côté du savoir d'État. Cause et conséquence : le sens des mots a changé. *Communard* n'est plus synonyme de *communiste* puisqu'il faut préciser qu'elles sont organisées en cellule du PC. De plus, le terme de *communard* est suffisamment sorti de l'actualité pour que la militante, pourtant bardée de son savoir, le confonde avec *commutateur* (autre mot étranger récemment entré dans la langue russe[2]). Une militante du PC de 1920 a sous les yeux le communisme de 1919, la vie en commun, l'émancipation de la femme mais elle ne voit qu'une maison mal entretenue et des enfants sales…

1.4.2.3 De nouveaux équilibres sociaux

En fait, à travers cette rencontre singulière entre une militante et quelques communardes, c'est un nouveau rapport entre les classes pauvres et le pouvoir qui se dessine. En 1919, il existait bien un appareil de Parti et d'État dirigé par les bolcheviks, distinct de la « société civile » et agissant sur elle, mais cet appareil se prolongeait indéfiniment vers le bas de la société par contact, sympathie et mimétisme. Au sein de l'appareil, l'initiative ne pouvait être le monopole de l'élite dans la mesure où Parti et État croissaient grâce à l'action de plébéiens radicaux. Dès lors, les critères de l'appartenance n'avaient rien de normatifs. Doudka et Pogorely ne pouvaient être pleinement communistes qu'en étant communards. En devenant communards, « ceux

[1] DAXO, P1/1/307 ; p. 66 (Sokoleva, 13/07/1920), déjà cité.

[2] Dans *L'année nue,* Pilniak intitule un chapitre « *Commutateur, accumulateur* » et montre un homme du commun fort méfiant devant un magasin d'électricité : « *Commutateurs, accumulateurs, (…) vise un peu, ici aussi on pigeonne le petit peuple !* » [*Komu tatory, a komu lâtory (…), mol pri sovetskoj vlasti ravenstva net !*] (voir édition Autrement « Littérature », Paris, 1998 ; p. 130). Dans le *Petit dictionnaire de mots politiques courants et de mots étrangers, kommutator* vient après *kommuna, kommunary, kommunizm, kommunist* (« Kratkij slovar' obŝe-upotrebitel'nyx političeskix i inostrannyx slov » in *Sputnik rabočego* [Almanach] Priboj, Leningrad, 1925 ; p. 309-310). Par voisinage alphabétique et assonance, *kommutator* acquiert une connotation politique !

de Kronstadt » s'estimaient naturellement communistes. S'ils y mettaient quelque naïveté juridique, ils ne faisaient que reprendre la synonymie, l'interchangeabilité existant de fait entre les deux mots.

Dans cette situation de confusion institutionnelle, les buts et le fonctionnement assignés aux communes n'épuisent pas leur signification. Il reste de la place pour une expression totalement originale, émanant d'individus normalement inaudibles parce que muets ou porteurs du discours des autres. Fait inouï, cette expression remonte dans l'appareil et acquiert un statut de parole-pouvoir, c'est-à-dire de verbe créateur. L'immanence et l'immédiateté ne sont certes pas totales : l'aire d'exercice de cette parole est le village, au maximum le canton ou le district ; elle n'est pas encore la voix de chacun, mais encore celle d'une élite relative. Malgré tout, la perspective d'un pouvoir immanent et immédiat avait rarement été aussi proche. Qualifier cette parole de *messianique*, d'*utopique* ou même de *bolchevique* manquerait l'essentiel. Dans ce moment unique, cette parole a été ce qu'elle se disait être : communarde et communiste.

En 1920, le tableau est fort différent. La séparation entre le pouvoir et les couches sociales sur lesquelles il s'appuie grandit et tend à devenir hermétique. L'État a été purgé des anciens acteurs de l'années précédente. De plus, en mai 1920, la *« militarisation des institutions soviétiques »* est pratiquée au motif des derniers soubresauts de la guerre contre les Blancs et de la campagne contre la Pologne. Tout abandon de poste est assimilé à une désertion. La mesure s'étend également aux *« partis soviétiques »* avec *« obligation d'adapter tout l'appareil du Parti à la satisfaction des besoins de la guerre »*[1]. En novembre, Rakovski compare l'activité du Parti à un an d'intervalle :

> *« Ce qui nous effrayait le plus* [en 1919]*, c'était la désorganisation de notre parti, la désorganisation de la classe ouvrière d'Ukraine. Je peux*

[1] RAKOVSKIJ, *Otčet…*, p. 33-35.

dire maintenant que, pendant cette année (...) la classe ouvrière ukrainienne et le Parti communiste des bolcheviks ont fait un énorme travail. Et nous avons maintenant une force combative trempée, prête à obéir, — je parle un langage militaire car nous luttons maintenant pour la cause révolutionnaire —, prête à partir au combat, prête à donner ses meilleurs membres, à les envoyer au front »[1].

Ce parti *« trempé »* et *« prêt à obéir »* est forcément plus imperméable aux aspirations des classes pauvres. Non qu'il les exclut : au contraire, il doit intégrer des ouvriers affirme Rakovski, mais le rapport qu'il entretiendra avec eux est inversé. L'activité de propagande correspond désormais moins à l'exigence du moment qu'à la constitution d'une masse de manœuvre. Les classes pauvres sont découpées en sous-catégories : ouvriers, paysans, femmes, jeunes. Une propagande catégorielle s'organise et s'incarne dans l'organisation des *« conférences sans-parti »* (<*bezpartijnye konferencii*>). Les bolcheviks, raidis et justifiés par la guerre civile, se sentent investis d'un magistère et du droit de l'imposer. L'orientation du travail du PC en ville et à la campagne vers les *« travailleurs les plus arriérés »* les confirme dans leur sentiment de supériorité morale. L'éducation aux droits personnels, sociaux et syndicaux qui se développe place les pauvres en situation d'élèves voire d'obligés. Les petits patrons et les *koulaks* servent d'ersatz de bourgeoisie. Les militants retrouvent ainsi les sensations de l'action révolutionnaire, sans risquer de contestation. Ils recueilleront au mieux l'admiration plutôt passive de leur base, au pire une indifférence conformiste. Inconnue à l'époque des communes, une relation pédagogique s'établit entre le Parti et les classes pauvres[2]. Cette relation est grosse de dangers.

Il ne s'agit pas pour autant de présenter 1919 comme un paradis de la liberté révolutionnaire face à une année 1920 pré-totalitaire. La périodisation employée ici est d'abord spécifique à l'Ukraine. En Russie, la critique de la communisation forcée et des Comités de la pauvreté rurale, la dévalorisation des communes et l'apologie des

[1] RAKOVSKIJ in L. TROCKIJ, X. RAKOVSKIJ, *Meždunarodnoe položenije...*, p. 27.
[2] Voir également KENEZ, *The birth of the propaganda state...*, déjà cité ; p. 257.

sovkhozes apparaît en décembre 1918 et atteint son apogée au VIIIe congrès du PC en mars 1919[1]. La répétition du même scénario un an plus tard en Ukraine malgré l'expérience russe est-elle le résultat d'un cynisme politique visant à diviser le village pour mieux le dominer ultérieurement ? Je ne le pense pas. C'est plutôt la répétition des mêmes rapports de forces sociaux qui produit des rapports de pouvoir similaires.

Une séquence a été isolée autour des communes : adhésion-participation créative des pauvres / réactions locales d'Ordre / autonomisation du pouvoir comme arbitre. Or cette même séquence a dû être jouée dans une multitude de lieux et de moments entre 1917 et 1921, concernant le fonctionnement et la nature des soviets, des comités d'usines, de l'Armée rouge, de la Culture prolétarienne etc.[2]. La révolution avait emballé le mouvement des classes pauvres, même si de multiples freins tentaient de le ramener à une vitesse *normale*. Définir et imposer une vitesse moyenne du changement, valable pour toute la société, nourrissait la nécessité d'un État. Cet État devait être *fort,* c'est à dire omnipotent et omniscient — d'où la manie du classement et des statistiques —. Il avait pour base les classes pauvres, mais il s'éloignait d'elles.

Cet éloignement a des conséquences sur les deux instances en présence. Les pauvres qui s'associent au PC n'auront plus l'espoir de maîtriser leur vie. Il ne leur restera que l'ambition d'acquérir du pouvoir. Le sténogramme du 4e Congrès des Comités de paysans pauvres du district de Zmiev rapporte des réactions violentes face à la proclamation de la Nouvelle politique économique (NEP). Persuadés qu'après la réhabilitation d'un *« capitalisme limité pour un temps limité »* les *koulaks* vont se moquer d'eux, les militants se raccrochent à leurs prérogatives : *« le Comité de paysans pauvres est avant tout une organisation étatique, et non une association occasionnelle*

[1] Voir WESSON, p. 94-96. Résolution déjà citée dans LÉNINE, *OC,* vol. 3, p. 203.

[2] Voir Marc FERRO, *Des soviets au communisme bureaucratique* ; D.O. ČURAKOV, *Russkaâ revolûciâ i rabočee samoupravlenie,* AIRO-XX « Pervaâ monografiâ », M, 1998 ; Sheila FITZPATRICK, « The civil war as a formative experience », David JORAVSKI « Cultural revolution and the fortress mentality » in Abbott GLEASON, Peter KENEZ, Richard STITES (eds.), *Bolshevik culture : Experiment and order in the Russian revolution,* Indiana UP, Bloomington, 1985 ; Lynn MALLY, *Culture of the Future…,* déjà cité.

ou privée ». Ils réclament des fusils et le droit de perquisition[1]. Si élément criminel il y a, son origine est à chercher dans la tension qui s'instaure entre les sphères sociale et politique, l'arbitraire dans la seconde servant d'exutoire aux frustrations persistantes dans la première.

Du côté des militants, des dirigeants, la tension n'est pas moins importante. C'est la rançon d'une révolution devenue *nationale*[2] *:* les bolcheviks incarnent les poussées contradictoires d'un corps social déchiré. Qu'on imagine par exemple la place de Rakovski. Intellectuel cosmopolite ayant vécu en Bulgarie, Suisse, France, Roumanie et Russie, il se trouvait à présider une Ukraine socialiste où des illuminés mal alphabétisés pensaient brûler leurs ennemis au *« clair rayon de lumière de l'idée bolchevique »*. Dans le même temps, il recevait régulièrement des lettres de Korolenko dénonçant l'arbitraire bolchevique selon les conceptions d'un écrivain de gauche d'avant 1917[3]. Par engagement Rakovski se voulait proche des pauvres, mais culturellement il était plutôt du monde que Korolenko.

De plus, la victoire du discours de classe et de la rhétorique marxiste dans la société était largement trompeuse. En renfoçant l'esprit de faction, la guerre civile avait figé les discours et empêché le débat. L'opposition entre les Rouges d'un côté et de l'autre une masse contre-révolutionnaire n'est pourtant pas totalement pertinente. L'éventail des opinions étaient plus large qu'on ne voulait le dire dans chaque bord et la sociologie des camps ennemis était étonnement proche. L'analyse bolchevique opposant une minorité de koulaks réactionnaires à la masse des paysans moyens marchant au socialisme formait un voile commode devant cette réalité.

---

[1] DAXO, R203/1/208, *Xar'kovskij Gubispolkom — Informacionnye svodki o deâtelnosti KNS 28/07-27/12/1920 ;* p. 74 : *4yj Zmievskij Uezdnyj S"ezd KNS* s.d.. Dans certaines régions on voit apparaître un *« banditisme rouge »* organisé par des paysans communistes déçus par la NEP (O.I. HANŽA, « Selâns'kyj povstans'kyj rux », *Istoriâ ukr. sel.,* t. 2, p, 18-19).

[2] Selon le mot de Trotski dans *Bilan et perspectives,* [1906] Seuil « Points », Paris, 1974 ; p. 36-37.

[3] La correspondance de Rakovskij se trouve dans M.G. STANČEV, G.I. ČERNÂVSKIJ, *Fars na krovi,* OKO, X, 1997 ; p. 18-67.

1.4.2.4 Faire le deuil de la commune

Un texte archivé par hasard dans la liasse des *Documents d'orientation* du début 1919 permet d'imaginer comment les militants adaptaient leurs représentations à cette situation aussi inattendue que traumatisante. L'article *Les communes et les « bourgs »* <*Kommuny i « posëlki »*>, publié à Moscou en février 1919, a un caractère prémonitoire si on le rapporte à l'Ukraine. Lepechinski, vieux révolutionnaire engagé depuis 1887, y raconte son *« expérience de construction socialiste au village »*[1]. Le but de ce voyage dans *« un coin de campagne perdu »* <*gluxoj sel'skij ugolok*> était de *« se familiariser avec ce « différentiel » que nos élites devront placer sous le signe de l'intégrale »*. À force de conférences éducatives, les pauvres commencent à se regrouper autour des militants, du moins *« tant que nous n'avions pas dévoilé notre véritable nature communiste »*.

> *« Il a suffi de parler avec nos paysans pauvres du socialisme et des communes agricoles pour que nous nous sentions seuls et isolés. Les pauvres étaient nourris du même crétinisme rural et du même rejet du socialisme que les paysans riches ayant de nombreux chevaux (...). Rien que « l'expulsion de dieu » de l'école avait facilement disposé à l'opposition les aborigènes de notre village (...).*
>
> *Ils avaient parfaitement compris que l'expérience d'organisation de communes agricoles à proximité, même sans leur participation directe, provoquerait immanquablement le début de la dissolution et de la perdition des formes traditionnelles de leur mode de vie. C'est pourquoi les discours apaisants, affirmant qu'on ne traînerait personne de force dans ces communes, ne les calmaient pas du tout. Contre cela, tous les arguments, toute la finesse dont était capable l'esprit paysan furent utilisés pour conjurer le terrible spectre des communes ».*

Dans un village, les riches auraient proposé aux pauvres de s'approprier les sous-bois <*lâd*>. Ailleurs, on propose la mise en place d'*exploitations de bourgs* <*poselkovye xozâjstva*> où les terres sont partagées au prorata du nombre de

[1] P. LEPEŠINSKIJ, Autobiographie in *Deâteli SSSR i revolûcionnogo dviženiâ...*, p. 509.

personnes et où le matériel est à la disposition de tous même s'il reste propriété des riches. Tout, sauf des communes !

> *« Quoi qu'il en soit, mon expérience personnelle m'amène à penser que les calculs sur les changements de la psychologie paysanne dans l'actuelle conjoncture historique, sur l'aspiration des pauvres à poser la première pierre de l'édifice futur à la campagne, eh ! bien, tous ces calculs sont parfaitement problématiques. (...) Ayant capitulé sur l'idéologie et constatant avec regret la fin de ses espoirs, la foule se dépêche en même temps de répandre des illusions sur son côté pionnier dans la création de nouvelles formes d'être. « Seulement, ce n'est pas pour nous, évitez juste de vous occuper de nous... Faites ce que vous avez à faire, installez vos communes et on regardera... Quand on aura vu, on apprendra bien quelque chose de vous ».*
>
> *Ainsi commença un moment crucial de notre expérience : soit nous mettions un point final à notre travail de laboratoire faute de l'élément essentiel pour la construction de nouvelles formes de vie dans les limites du petit monde en notre pouvoir — cet élément est le constructeur lui-même, l'homme — ; soit nous commencions à chercher ailleurs le sujet de la construction qui nous manquait pour l'importer dans notre laboratoire (...). Nous prîmes cette dernière décision et tournâmes nos regards vers une ressource riche en forces communistes : le prolétariat socialiste de Moscou.*
>
> *Après cette décision, l'espoir s'est ravivé en nous quant aux possibilités grandioses de notre expérience ; au sein de la commune agricole, imaginez un peu : une usine de brique surgit, et la quantité de matériaux de construction nous donnera la possibilité de construire au bord de la rivière un magnifique bâtiment pour l'école générale, et les membres de notre commune résoudront peu à peu au mieux pour eux la question du logement, etc., etc. »*[1].

Le texte exprime d'abord crûment le fossé culturel entre les militants et les pauvres, que leur statut social ne sauve pas du *« crétinisme rural »*. Certes, l'expression est de Marx, mais elle ne visait pas des personnes mais un mode de vie. La suite est de

[1] P. LEPEŠINSKIJ, « Kommuny i "posëlki" », Eženedel'nik Pravdy, n°3 (9/02/1919).

la même eau. *« Foule »* d' *» aborigènes »* à l'esprit limité, mais rusé : la description des paysans retrouve tous les clichés péjoratifs concernant les classes dominées, clichés sous-jacents auparavant (p. 43), mais ici assumés. Si Lepechinski a visiblement mal vécu son séjour à la campagne, il se rend pourtant compte de ce que ses termes ont de choquant. Il tente de gommer ces aspérités par une tournure humoristique articulée sur la métaphore de l'expérience scientifique. Le résultat est désastreux pour un lecteur d'aujourd'hui qui voit se superposer à ces mots ceux du totalitarisme achevé. Le plus frappant est encore de trouver la population décrite comme *« ce "différentiel" que nos élites devront placer sous le signe de l'intégrale »* un an avant que Zamiatine écrive *Nous autres*. Cette contre-utopie use largement des métaphores mathématiques : chaque personnage est une équation et la principale réalisation du régime totalitaire est un vaisseau nommé *Intégrale* à la construction duquel tous sont sacrifiés... Cette coïncidence dans l'emploi des mots donne le frisson. Sur-interprétation ? Peut-être. Il reste qu'à travers de tels épisodes, les hommes de l'appareil se distancient de plus en plus du peuple et se cherchent une légitimité scientifique en compensation du déficit démocratique.

Lepechinski est pourtant lucide. Il comprend bien que l'opposition aux communes tient à la peur *« de la dissolution et de la perdition des formes traditionnelles de mode de vie »,* mais il ne saisit pas que, arrivé de l'extérieur, il ne peut pas bouleverser l'ordre intime du village — tâche que seuls des gens du cru peuvent mener radicalement à bien —. Il doute alors des bases du matérialisme (*« la conjoncture historique »* ne peut modifier *« la psychologie »*) et remet en cause le postulat de toute politique révolutionnaire (*« l'aspiration des pauvres »* à un nouvel ordre social). Il passe donc d'une situation impossible à vivre au village à une position impossible à tenir pour un militant. Il ne lui reste que la fuite. Comme aiment à dire les Russes : « c'est toujours mieux là où l'on n'est pas » (<*tam xorošo gde nas net*>). Le prolétariat de Moscou a l'avantage d'être loin du village honni. C'est pourquoi il a des

« ressources » suffisantes pour *« raviver l'espoir »*. Peut-être le prolétariat moscovite viendra-t-il même y implanter le communisme de l'extérieur : ce serait une belle revanche[1]. Comme le doute ronge encore Lepechinski, il finit par se réfugier dans le rêve pur : *« imaginez un peu, (...) etc. etc. »*. Dans le divorce amer d'avec le réel on assiste à la formation de l'Idéologie, comme fausse conscience, ou plutôt mauvaise conscience du militant bolchevique.

Il faut encore déterminer l'ampleur et les limites du retournement politique et idéologique dans le mouvement communiste sur un sujet touchant à son essence. La prise de distance vis-à-vis des communes en Russie en 1919, puis en Ukraine un an plus tard, restait une question interne à l'État soviétique, relevant de la seule responsabilité des bolcheviks. Le caractère exemplaire de leur action est néanmoins décisif pour les communistes des autres pays alors que l'Europe entière est secouée par des troubles sociaux et des insurrections. Or Lénine ou Trotski n'hésitent pas à exciper de l'échec des communes quand ils tentent de convaincre de la justesse de leur politique dans l'arène internationale.

Répondant à Kautsky en mai 1920, Trotski évoque des *« fautes isolées »* et la délicate appréciation des *« étapes différentes de la révolution » « dans la question des communes agricoles »*. Il pose une série de questions : *« Combien de terres l'État soviétique gardera-t-il en Ukraine et combien en remettra-il aux paysans ? Quelle orientation donner aux communes agricoles ? Sous quelle forme les soutenir afin de ne pas en faire des pépinières de parasitisme ? Comment en assurer le contrôle ? »*. Ces interrogations rhétoriques traduisent des doutes à peine sous-entendus. Lénine est beaucoup moins allusif dans son *Ébauche des thèses sur la question agraire* rédigée en juin 1920 pour le IIe congrès de l'Internationale communiste. Pendant *« la période de transition du capitalisme au communisme »*, la petite paysannerie se manifestera *« en faveur d'une liberté sans la moindre restriction du commerce et du libre exercice des*

[1] Cette hypothèse peut préfigurer l'envoi de brigades d'ouvriers pour forcer la collectivisation en 1930.

droits de la petite propriété privée ».[1]

En conséquence, *« l'expropriation même des gros paysans ne peut en aucune manière constituer la tâche immédiate (...) car les conditions sociales de la collectivisation de ces exploitations ne sont pas réunies ». Seules les terres « confisquées (...) aux gros propriétaires fonciers » sont à « conserver de préférence »* et à *« gérer à l'instar des sovkhozes en Russie », mais seulement avec « la plus grande prudence et une préparation des plus sérieuses »*, faute d'un prolétariat rural et urbain suffisamment *« instruit et révolutionnairement conscient »* pour en assurer la direction[2]. La mise en place de sovkhozes paraît déjà tellement hasardeuse qu'il n'est pas la peine de chercher la moindre allusion aux communes dans ce texte.

L'ardeur anti-collectiviste des communistes russes ne rencontre pas forcément l'assentiment de leurs homologues étrangers, même quand ces derniers sont confrontés en pratique à la question paysanne. À cet égard, la révolution des conseils en Hongrie (mars-août 1919) et les interprétations qu'elle suscite montre que la perspective d'une agriculture socialiste garde des partisans malgré l'adversité. La position des communistes hongrois était claire dès la fondation de leur parti à la fin 1918 : le partage des terres est une *« filouterie politique de la bourgeoisie (...) afin de renforcer la propriété privée dans l'opinion publique »* ; les communistes veulent *« l'expropriation par [les] conseils [de paysans pauvres] des grands et moyens domaines au profit de la "collectivité des travailleurs" »*[3].

Cette politique est immédiatement appliquée après la formation du gouvernement socialo-communiste en mars 1919. Dans la revue *L'Internationale communiste*, on annonce fièrement qu'*» en beaucoup d'endroits [les journaliers agricoles et les paysans les plus pauvres] s'emparèrent en commun des grandes*

[1] Léon TROTSKY, *Terrorisme et communisme,* [1920] Prométhée, Paris, 1980 ; p. 124. V. LÉNINE, *Première ébauche des thèses sur la question agraire (pour le IIème congrès de l'Internationale communiste), OC,* t. 3 ; p. 435.

[2] LÉNINE, *OC,* t. 3 ; p. 438-440.

[3] Dominique GROS, « La Révolution Prolétarienne en Hongrie (mars-août 1919) ; extraits de la thèse [soutenue en 1973] à l'université de Bourgogne », in Les Cahiers du CERMTRI, n°97 (juin 2000) ; p. 48-49.

propriétés et y continuèrent le travail en camaraderie ». L'économiste Enö Varga affirme qu'en Hongrie, *« économiquement tout va beaucoup mieux et beaucoup plus vite qu'en Russie. (...) Les ouvriers formés en association sont employés par l'État [pour] l'exploitation des grandes propriétés »*. En juillet, un autre communiste hongrois y voit la preuve *« que le passage à la production communiste n'est pas un problème technique mais uniquement une question politique et de force »*[1].

Quand ces lignes étaient publiées, il ne restait que quelques semaines à la république des conseils : le premier août 1919, le dirigeant communiste Bela Kun quittait Budapest devant l'avancée des armées blanches de l'amiral Horthy. Parmi les causes de cette débandade, l'hostilité paysanne provoquée par le politique de collectivisation est souvent mise en avant. Dans une situation comparable et à un mois d'écart, les communistes ukrainiens avaient vite remis en cause leur politique agraire : on a vu comment les communes étaient devenues les victimes expiatoires de la défaite face à Denikine. Rien de tel au Parti communiste hongrois. Plusieurs mois plus tard, il persiste à considérer que *« la débâcle du 1er août [est] uniquement due à la pression militaire de l'Entente »*. Il ne nie certes pas s'être aliéné l'opinion populaire, mais il en attribue la culpabilité au peuple lui-même :

> *« La socialisation des terres, des fabriques et des usines rencontra de sérieuses difficultés. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les paysans hongrois, dont 1,3 million au moins appartenait à la classe des petits propriétaires agraires, aient été incapables de comprendre la socialisation et n'aient pas voulu entendre parler de communes ou de grande culture collective. (...) Il refusèrent de donner du pain aux ouvriers des villes. (...) Les paysans sans terre soutenaient bien le pouvoir soviétiste, mais étaient bien souvent incapables de surmonter leur convoitise, leur esprit de propriété ; ils obligèrent le gouvernement qui désirait organiser des exploitations collectives à remettre aux communes ouvrières la terre confisquée aux propriétaires. La*

[1] L'Internationale communiste [Petrograd] : J. ALPARI, « La marche de la révolution en Hongrie » (n°2 – 06/1919 –, p. 205) ; E. VARGA, « La Hongrie communiste » (*ibidem*, p. 207, 210) ; J. HEVECI, « La révolution économique en Hongrie » (n°3 – 07/1919 –, p. 331).

socialisation rencontra la même incompréhension chez la plus grande partie des ouvriers »[1].

Ces analyses (qui sont dans la lignée des dernières déclarations de Bela Kun avant son exil) ont été publiées dans l'organe central de la nouvelle Internationale et mises à la disposition des militants en quatre langues. De même, en avril 1920, la revue publiait le *« Programme agraire du Parti communiste allemand »* qui stipulait que *« le conseil [des ouvriers et employés d'un latifundium devait] prend[re] l'exploitation en charge sur des bases communales »*[2]. Le courant collectiviste informel du Komintern avait largement droit de cité. Un article de fond d'un homme de confiance des bolcheviks, Karsky, publié pour l'ouverture du deuxième congrès de l'IC en juillet 1920, laisse d'ailleurs deviner les réticences des congressistes à la *Première ébauche des thèses sur la question agraire* de Lénine.

Dans *« La question agraire et la Révolution mondiale »,* le communiste polonais commence par concéder que le partage des terres n'est pas souhaitable de l'Ukraine et des pays baltes jusqu'à l'Autriche et à l'Allemagne. Un tel partage serait inutile car *« il n'y [a] pas assez de terres à partager »* ; il serait également nuisible en encourageant *« l'effort tenace des travailleurs ruraux pour devenir quand même propriétaires »*. Néanmoins, Karsky veut surtout convaincre le lecteur *« que ce n'est pas l'adhésion des paysans au communisme qu'il faut chercher ; il suffit de les neutraliser pour toute la durée du combat décisif que le prolétariat livre au capitalisme »*. Il reprend ensuite les propositions de Lénine de former des fermes d'État salariant les ouvriers agricoles, alors que par ailleurs *« les droits de propriété et d'usufruit agricoles des paysans travailleurs restent inviolables »*[3].

Lors du deuxième congrès de l'IC (juillet-août 1920), la question agraire est

[1] L'Internationale communiste : Comité central du Parti communiste hongrois, « Les assassins de Hongrie » (n°9 - 04/1920 -, p. 1410) ; M. GABOR, « Comment tomba le gouvernement des soviets en Hongrie » (n°7-8 - 11-12/1919 -, p. 1198).

[2] « Programme agraire du Parti communiste allemand (union Spartacus) », L'Internationale communiste, n°9 - 04/1920 -, p. 1418.

[3] J. MARKHLEVSKI [KARSKY], « La question agraire et la Révolution mondiale », L'Internationale communiste, n°12 - 07/1920 -, p. 2054-2055.

reléguée au second plan derrière les « vingt et une conditions » ou les problèmes nationaux et coloniaux. Néanmoins, concernant l'agriculture, la comparaison entre l'*Ebauche* écrite par Lénine et les thèses définitivement adoptées laisse deviner un débat riche suivi d'un sérieux réajustement. Les expressions les plus abruptes du leader bolchevique sont adoucies. Quand il écrit que « *l'expropriation même des gros paysans ne peut en aucune manière constituer la tâche immédiate du prolétariat »,* le congrès statue que *« même dans [le] cas [de sabotage contre-révolutionnaire à la campagne] la tâche immédiate du prolétariat ne devra pas comporter l'expropriation des grandes propriétés paysannes ».* Surtout, le passage sur la formation de *sovkhozes* est accompagné d'une note infrapaginale : *« Il sera bon de favoriser la création de domaines administrés par des collectivités (communes) »*[1].

Ce changement de ton reflétait peut-être l'affrontement autour de la notion de *gauchisme* qui opposait les bolcheviks russes aux communistes de gauche, allemands entre autres. La tactique vis-à-vis des paysans que Lénine défend de façon générale dans *La maladie infantile du communisme* (mai 1920), est le décalque de celle du parti russe depuis 1919-1920 : *« on ne peut pas (...) chasser [les petits producteurs], on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux ».* Au nom des « gauchistes », Gorter a répondu que les idées de Lénine ne valent que pour la Russie, où existe une paysannerie nombreuse, avec une large fraction paupérisée. De plus, en Europe de l'ouest, il n'y aurait pas assez de terres latifundiaires à partager pour satisfaire l'appétit de propriété des paysans pauvres. En conséquence, faute de *« les partager toutes, (...) ils les garderont eux-mêmes comme exploitation en grand »..* Pour Gorter, cette orientation l'a déjà emporté, « *les thèses agraires de Moscou le confirment »*[2]. Il analyse donc le texte adopté au congrès de l'Internationale comme un pas dans le bon sens,

[1] Deuxième congrès, « Thèse sur la question agraire » in *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe et IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923),* Librairie du Travail « Bibliothèque communiste », Paris, 1934 ; p. 63.

[2] V. LÉNINE, *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »), OC,* t. 3 ; p. 362. Herman GORTER, *Réponse à Lénine sur la maladie infantile du communisme (1920),* Librairie ouvrière, Paris, 1930 ; p. 13-14.

c'est-à-dire vers la gauche. La similitude d'argumentation entre Karsky et lui-même confirme le glissement qui s'est opéré du centre bolchevique vers la gauche entre mai et juillet 1920.

L'élément de collectivisme agraire dans le communisme est ainsi sauvé, fut-ce de l'extérieur de l'URSS. Les communes gardent une place dans les textes canoniques du *« Parti mondial de la révolution »,* même si la référence est réduite à une note de bas de page.

2 1921-1929 : LES COMMUNARDS, DES CITOYENS SOVIÉTIQUES PAS COMME LES AUTRES

La proclamation de la NEP en mars 1921, avec le retour de l'entreprise et du commerce privés, est l'aboutissement et la somme de la multitude des reculs enregistrés par les classes pauvres après leur assaut. Les tentatives les plus radicales sont apparues *impossibles* à cause des rapports de force sociaux et politiques, *impossibilité* qui s'exprime par des raisons d'efficacité administrative ou économique. Les relations marchandes sont rétablies et signent la fin des privilèges et places dont bénéficient les plébéiens qui soutiennent le régime sans avoir intégré des positions supérieures dans le Parti. Ce dernier conserve et renforce son rôle dirigeant dans la mesure même des inégalités sociales à nouveau croissantes.

Malgré une évolution qui va clairement à son encontre, le concept de *commune* survit et garde une place de choix. En travaillant sur la presse ukrainienne des années 1921-1929, j'ai recensé 303 articles y touchant de près ou de loin. Ils émanent de 41 publications, essentiellement des revues. Le mot *commune* apparaît 41 fois dans le titre d'un article, à égalité avec le thème du *nouveau mode de vie* (ou *mode de vie communiste*). Par contre, les mots *collectif* ou *collectivisation* n'ont que 19 occurrences. On note un accroissement de l'usage du terme de *commune* à partir de 1927, avec 21 emplois en 3 ans. Cela correspond au tournant vers la collectivisation. Cependant les années les plus libérales de la NEP n'ignorent pas le mot. Pour 1923-1925, on arrive tout de même à 17 occurrences.

Un autre signe tangible de l'enracinement de la thématique communarde est le choix de mots qui l'évoquent pour les titres de cinq revues. Une revue littéraire est publiée à Kiev sous le titre *Kommouna* (*La Commune*) de 1924 à 1927. Dans la même ville, le Comité provincial du PC édite *Kommounistitcheskaïa mysl'* (*L'Idée Communiste*) qui devient en 1924 *Komounar* (*Le Communard,* Kyïv, 1922-1927). C'est encore le Parti qui est à l'origine du *Iouny kommounar* (*Jeune Communard*), *organe du CC de l'Union de la Jeunesse Communiste d'Ukraine* (Kharkov, 1920-1922) et de

Kommounarka Oukraïny (*La Communarde d'Ukraine*), organe central de la Section féminine (Kharkiv, 1920-1934). Enfin, à Tchyhyryn (près de Tcherkassy) la Colonie Enfantine de Travail a pour expression *Moloda komouna* (*La Jeune Commune*)[1]. On remarque une persistance de la synonymie entre *communard* et *communiste*, mais cette fois dans l'autre sens. Le communard tend à devenir un *« combattant pour le communisme »* plus qu'un expérimentateur social. Cependant, ces titres délimitent bien la nouvelle aire d'influence de l'idéal communard, hors des campagnes. Parmi les artistes, les pédagogues, les jeunes et les femmes se poursuivent des expériences collectivistes.

Cette résistance de la *Commune* a certes des causes objectives. La mise au pot commun du logement et des biens est une mesure d'économie pour ceux que la NEP trouve dans la gêne. C'est également le signe d'une permanence généalogique. La nouvelle société compte aussi peu de communards en 1925 qu'en 1919, peut-être même moins. Les communards sont pourtant un élément indispensable du paysage social, le souvenir vivant des ambitions originelles de la Révolution. L'évolution des formes de vie communarde et des discours les concernant accompagne et concentre les transformations sociales et politiques des années vingt par une confrontation permanente à l'obligation morale de changer la vie. Avec l'apparition de communes urbaines ce face-à-face de l'idéal et de la réalité s'installe au centre, là où s'élaborent modes et modèles sociaux.

[1] *Periodyčni vydannâ URSR 1918-1950 (žurnaly) : bibliohrafičnyj dovidnyk,* Vyd. Knižkovoï Palaty URSR, X, 1956 : Kommuna, Komunar, Ûnyj Kommunar, Komunarka Ukraïny, Moloda Komuna.

У нас нет коммунистов. У нас есть плохие и хорошие борцы за коммунизм, но у нас нет коммунистов.
В. Стрельникова
« Второй Дом Советов »

Nous n'avons pas de communistes. Nous avons de bons ou mauvais combattants pour le communisme, mais nous n'avons pas de communistes.
V. Strelnikova
« La Deuxième maison des soviets »

2.1 Idéal et autorité en question dans quelques communes urbaines

Il est difficile de trouver la trace des communes urbaines. Une commune agricole est une entreprise et à ce titre elle entretient des rapports avec l'État. Par contre si quelques particuliers décident de vivre ensemble dans une maison ou un appartement, l'affaire reste étroitement privée et ne donne lieu à aucune production d'archives. De ce point de vue la consultation des matériaux des services communaux et des coopératives de logement a été invariablement décevante. En l'absence de projets lourds visant à créer des logements collectivistes, ces institutions gèrent le parc locatif comme n'importe quelle municipalité ou bailleur. Certes, régime soviétique oblige, les responsables parlent dans les réunions de

> *« l'action sociale autonome mobilisée (...) sous la forme du mouvement coopératif* <mobilizovannaâ obŝestvennaâ samodeâtelnost' (...) v forme žiliŝnoj kooperacii> *»,* et de *« la lutte de la classe ouvrière pour son logement [*comme étant*] la base du nouveau mode de vie »*[1].

Le quotidien est beaucoup plus prosaïque. Il faut déjà mettre fin aux chamailleries (skloki) et réduire au silence ceux dont elles sont le violon d'Ingres <skločniki-lûbiteli>. Ostap Vychnia, l'humoriste vedette de l'époque, n'avait-il pas

[1] DAXO, R1401/1/4, *Xar'kovskij gorodskoj soûz ŽilKooperativov : Protokol Obŝegorodskogo sobraniâ upolnomočenyx ŽK i DK 13-14/4/1925*, exposé de GULYJ (au nom du comité de province du PC) ; p. 1, 3.

donné le sous-titre de Tragédie à une saynète décrivant la mésentente au sein d'une coopérative de logement[1] ? La crise du logement structurelle depuis les guerres explique largement la difficulté à vivre ensemble. Au milieu des années vingt en Ukraine, il manque officiellement des habitations pour un million de personnes. À Kharkov, la capitale, la population a augmenté de 30 % entre 1914 et 1923 alors que la surface habitable a diminué de 30 % : le ratio par personne a été divisé par deux. Dans ces conditions, un responsable municipal pense qu'il ne faut pas gaspiller de la surface pour créer dans les immeubles un coin rouge destiné aux expositions d'instruction politique. Louable intention, même si quelqu'un remarque que cela revient à priver les femmes au foyer de leur seule ouverture sur la vie sociale… L'activité culturelle se réduit alors à l'incantation, rituelle, sur « la collectivisation du mode de vie des travailleurs de la coopérative »[2].

Ces lourdes contraintes matérielles expliquent sans doute la totale absence d'indices concernant des communes spécifiquement ouvrières. Étudiant les *« changements du mode de vie des ouvriers sibériens au moment de l'industrialisation »,* un historien demande en titre : *« Commune ou appartement communautaire ? »* (*Kommouna ili kommounalka ?*)[3]. La question vaut en Ukraine, dès les années vingt. Les foyers de travailleurs migrants, appelés sans honte *casernes* [*kazarmy*] en russe, connaissent un collectivisme de fait. Sans parler des problèmes de promiscuité et d'hygiène, il semble que les regroupements s'y fassent entre « pays », de façon archaïque et rurale. Appeler cela *commune,* comme le fait un agitateur de la JC à Lougansk (Donbass) en 1927, relève du glissement de sens[4].

---

[1] Ostap VYŠNÂ, *Žylkop – Trahediâ,* Rabocij Klub (X), n°10 (1926), p. 54-55.

[2] Question des chamailleries et des coins rouges (*krasnye ugolki*), ibidem p. 4, 10, 14. Statistiques dans Komunarka Ukraïny : n° 2-3 (1923), p. 24 - S. KUZNECOV, « Žilišnyj vopros i vnimanie k nemu rabotnic » - ; n°9 (1925), p. 19 – G.M. ŠEJKMAN, « Rabočee žilišnoe stroitel'stvo ». La collectivisation du mode de vie est évoquée par Âk. KEREKEZ, « Kul'trabota v žilkooperativax », Rabočij Klub (X), n°2 (02/1926), p. 43.

[3] V.I. ISAEV, *Kommuna ili kommunalka ? Izmenie byta sibirskix rabočix v gody industrializacii,* Nauka, Novosibirsk, 1996.

[4] Deux articles sur les casernes ouvrières à Lugansk dans Komsomolec Agitator : n°3 (1927), A. FROLIN, « Komsomol i kazarmy rabočej molodëži », p. 27-29 ; n°13 (1927), A. ČERNIKOV, « Rabota v kazarme-kommune molodëži (opyt raboty Luganskogo OK LKSMU) », p. 56-57.

À côté des taudis il existe également des cités ouvrières inspirées des modèles hygiénistes et/ou socialistes occidentaux de cités-jardins. Or, qu'elles datent d'avant la révolution ou qu'elles soient de construction soviétique, ces cités ouvrières semblent plus être le royaume de la discorde que la république de l'utopie. Interviewé en 1926 dans *Kommounarka Oukraïny*, le responsable d'un lotissement d'immeubles récents près de l'usine VEK[1] de Kharkov est assez pessimiste. Il montre l'entassement persistant (jusqu'à trois familles par appartement), les brouilles à cause de la cuisine, des arbres fruitiers et du bétail domestique. Il pointe l'alcoolisme et la violence conjugale de certains maris, alors qu'un autre résidant accuse au contraire les femmes d'être à l'origine des zizanies. En tout cas, la conclusion est claire : *« les lois sont nouvelles mais le sang est resté mauvais »*... Les documents internes de la *Colonie de l'Usine de locomotives* (KhPZ ; voir sur les plans c6 et c7, en annexe) confirment l'article de presse. Par manque de moyen, aucun entretien n'a été effectué entre 1910 et 1925. L'usine chipote sur la fourniture en eau et électricité ainsi que sur les réparations de la voirie. Les relations entre résidants s'enveniment à cause des cochons apportés par les uns ou des pigeons et chèvres des autres. Des chiens errants complètent le zoo[2].

D'après ces sources, les ouvriers en tant que groupe social semblent subir la transition entre deux modes de vie. Marqués par des attaches rurales que la guerre civile et la gêne ont réactivées, ils sont physiquement à l'étroit en ville, toujours entassés, en foyers-casernes, en taudis ou en cités. Cette insatisfaction avait nourri la contestation révolutionnaire. Il n'est par contre pas sûr qu'elle a favorisé ultérieurement l'expérimentation collectiviste. En effet, le partage de l'espace n'est pas

[1] L'usine VEK devient l'Usine d'Etat d'électricité dans les années 1930 (voir sur le plan c7 en annexe).

[2] Al. PEROVSKIJ, « Na posëlke u VEKa », Komunarka Ukraïny, n°12 (22/06/1926), p. 12-13. DAXO, R1354/3/221, *Protokoly sobranij žil'cov kolonii XPZ, spisok žil'cov, (...) o razdelenii kvartir v žildomax (20/03-19/11/1925)*, p. 1 (Akt Gorsanvrača 20/03/25), 4 (P.V. d'A.G., 2/06/25). R1354/3/588, *Protokoly sobranij žil'cov kolonii XPZ, spisok žil'cov, (...) o razdelenii kvartir v žildomax ; o kul'trabote i bytovyx usloviâx (19/08/27-3/10/28),* p. 7 (P.V. d'A.G. du 29/08/27). Il existe évidemment des présentations plus positives et lénifiantes du mode de vie ouvrier : « *Nous entrons et pénétrons dans un bâtiment clair et bon : les pièces ont été nettoyées ; le sol est visiblement lavé chaque jour ; on y voit jouer des taches du soleil qui luit à travers des fenêtres propres."* (...) [discussion avec l'hôtesse] « *Et quoi, — soupire-t-elle pour une raison quelconque —, la vie nous ne l'avons vraiment connue qu'avec l'arrivée dans cette cité... Je veux dire une vie humaine, — et éclatant de rire, elle ajoute : une vie sur un grand pied je veux dire... À dire vrai, je ne l'espérais même pas...".* Ân LARRI, « Rabočie posëlki — stroimsâ ! », Kommunar'ka Ukrainy, n°9 (1925), p. 18.

choisi et il cumule les pires inconvénients. L'ouvrier vit sous le regard des autres comme au village mais il n'a plus de liens familiaux larges et protecteurs. Il évolue dans un environnement mobilier et immobilier modelé pour la famille « bourgeoise » nucléaire[1] alors qu'il n'a pas les moyens de s'y retrancher. Pas de lieu collectif non plus : le club ouvrier peut être à l'origine d'une *« sociabilité prolétarienne »,* mais il est séparé de l'atelier comme du foyer. Il attire surtout les jeunes et guère les familles ; il est peu accessible aux épouses qui ne travaillent pas[2]. Les ouvrier(e)s n'ont pas l'équivalent du domaine confisqué, pas de lieu unique de vie, de travail et de loisir où faire sécession. En résumé, la *kommounalka* empêche la *kommouna*[3].

Parmi les quatre types de communes urbaines, pas de phalanstère uniquement prolétarien donc. L'absence des ouvriers paraît évidente dans les communes d'artistes. Par contre, les classes pauvres réapparaissent dans les autres types de collectifs. Nous verrons une commune pédagogique qui vise un public défavorisé. Et, en passant en revue les collectifs de jeunes militants et d'étudiants, n'oublions pas qu'il s'agit souvent de travailleurs s'étant mis à la distance nécessaire de leur milieu d'origine grâce à une nouvelle raison sociale : activiste de la JC, auditeur inscrit en faculté.

Les indices de l'existence de ces quelques communes ont été le plus souvent trouvés dans la presse[4] ou grâce à un témoignage. Des tentatives de recoupement dans des sources administratives ont parfois été couronnées de succès. Les informations sont malgré tout peu nombreuses : le phénomène n'est lui-même pas massif. Cependant, conformément à la méthode choisie, il me semble que ces micro-expériences porteront

---

[1] La presse présente toujours un salon d'appartement avec table, chaises, journaux et tableau au mur, comme dans l'article précédemment cité montrant en parallèle la même pièce stratégique chez l'ivrogne et chez l'ouvrier sobre. Voir les illustrations de l'article déjà cité de PEROVSKIJ, « Na posëlke u VEKa » (voir i15 en annexe).

[2] Dans Rabočij Klub (X) : l'expression *proletarskaâ obŝestvennost'* se trouve chez B. L-N, « Klub i zlobodnevnye temy », n°3 (avril 1925), p. 46 ; la fréquentation des jeunes est attestée par F.S., « O xuliganstve v klubax », n°3 (04/1925), p. 45 ; et V. ANDRUŜENKO, « Večer samodeâtel'nosti », n°2 (03/1925), p. 75.

[3] Certains souvenirs sur les années vingt nimbent tout de même l'appartement communautaire d'une aura d'idéal : « *Vivre dans un appartement individuel n'était pas à la mode* » (souligné par nous). Témoignage recueilli (sans précision sur son auteur) par Paola MESSANA, *Kommunalka : Une histoire de l'Union soviétique à travers les appartements communautaires,* JCLattès, Paris, 1995 ; p. 21.

[4] Cela explique partiellement pourquoi toutes les expériences connues sont situées à Kharkov : la vie de la capitale fait l'objet de plus d'attention de la part des journalistes. De plus, les autres agglomérations de la région de Kharkov sont des bourgs dont le caractère citadin n'est pas très affirmé.

un éclairage singulier sur la société soviétique en construction.

2.1.1 DES COMMUNES DE MILITANTS : UNE JEUNE ARISTOCRATIE, DÉMORALISÉE

En mai 1922, Zori griadouchtchego (*L'Aurore de l'avenir*), la revue de la Culture prolétarienne (*ProletKul't*) Ukrainienne, consacre ses 30 premières pages à une nouvelle. Sous la signature de V. Strelnikova, elle s'intitule *La deuxième maison des soviets*.

« Je dédie ceci – mi-rêve, mi-réalité –
à l'organisation des Jeunes communistes de Kharkov.

1.

« Evidemment… cela viendra… Viendra le temps du front de la culture quand s'éloigneront les jours d'efforts pour édifier notre économie ; ainsi se sont déjà éloignés les temps de guerre civile. Nous avons langui dans l'attente d'un mode de vie communiste, de relations de camaraderie, de sentiments collectifs… Mais viendront un nouvel art, une nouvelle littérature — les nôtres ; et nous construirons une sensation communiste du monde <kommunističeskoe miroosûsûenie>. *Cela n'existe chez personne ; ce qui existe c'est la lutte pour renforcer le pouvoir prolétarien ; ce qui existe c'est ce pouvoir lui-même, avec ses qualités comme n'importe quel autre pouvoir ».*

C'est une jeune fille [qui parle,] près de la fenêtre, au deuxième étage, dans la chambre numéro 5, et sa voix est discrète et mesurée.

- Nous n'avons pas de communistes, dit d'un air sombre un jeune communiste, maigre et nerveux, assis sur un tabouret. Nous avons de bons ou mauvais combattants pour le communisme, mais nous n'avons pas de communistes.

- Tu es encore un petit garçon, Oska, — dit la jeune fille. Et elle pense à ce petit garçon nu-pieds et bronzé qui traînait sur le port d'Odessa, où la mer est verte et où les ponts des navires sentent le goudron.

- J'ai 19 ans, je ne suis pas un petit garçon. Et quand bien même je serais un petit garçon, ce serait tant mieux. Tu crois que les vieux membres du Parti ont quelque chose de plus communiste que nous ? Je t'assure : c'est seulement parmi nous, à la Jeunesse Communiste, que pousse le vrai germe du communisme, dans chaque sentiment, dans chaque désir…

Par contre, les vieux membres du Parti sont des petits-bourgeois <meŝane> *qui ont leurs racines et leur âme dans le passé. Tu crois que je ne sais pas que notre maison des Soviets est une des rares, peut-être l'unique ? Et comment les communistes vivent-ils dans les autres maisons des soviets ? Tu crois que si une maison est bondée de communistes il y règne un mode de vie communiste ? Pas de danger !.. Chaque communiste est avec sa femme et son enfant, dans son appartement, comme un escargot. Avec des samovars, des cuisines, des nurses. Il rentre du travail pour se plonger dans les plaisirs familiaux. Et chacune des épouses est une Dame, archi-bourgeoise, bête comme une oie, qui occupe ses journées à cancaner. Et quand elles se brouillent entre elles, on voit leurs maris-communistes marcher dans le couloir pour aller se crier à travers les portes : Pour qui tu te prends ? Et ça fait combien de temps que tu y es, toi, au Parti ? D'où tu sors ? Fils de koulak ou fils d'intello* <iz kulakov, ili iz intelâgušek ?> *? Ensuite ils brandissent des mandats et font convoquer leur ennemi à la commission de contrôle du Comité de province. La voilà, la vie !..*

La jeune fille a ri très longtemps et très fort. Elle sait que le mode de vie se crée par suite de centaines de tâtonnements, car l'âme est vieille, l'âme a toutes ses racines dans le passé.

- Et chez vous, comment vivent-ils, les jeunes communistes ?

- Les jeunes communistes sont toujours en commune, à cinq, à six par chambre. Tout est commun : les vêtements, l'argent, la nourriture, les livres, les idées. Tu sais, si tu as faim, si tu n'as nulle part où dormir, tu rentres dans n'importe quel appartement : on te recevra, on te nourrira. Mais essaye seulement, toi, communiste anonyme, de débarquer dans l'appartement [privé] d'un communiste : comme on te regarde de travers !.. »[1]

2.1.1.1 Entre privilèges et égalitarisme

Pour mieux suivre la vie de ces quelques jeunes communistes de Kharkov au tournant de la NEP, il faut d'abord tenter de faire la part du *rêve* et de la *réalité* dans la prose de Strelnikova. L'existence de *maisons des Soviets* est largement attestée dans la Russie révolutionnaire. L'étude de Natalia Lebina sur *La vie quotidienne de la ville*

[1] V. STREL'NIKOVA, « Vtoroj dom sovetov », Zori Grâduŝego, n°5 (1922), p. 1-2.

soviétique (années vingt-trente), explique que

> *« l'élite bolchevique créa le "socialisme dans un seul immeuble" selon l'expression judicieuse de l'historien américain R. Stites (...). Des maisons des Soviets fonctionnaient à Petrograd dans les plus grands et les meilleurs hôtels ».*

Elle cite une lettre de l'organisme qui les gère :

> *« Les maisons des soviets ont la structure d'un foyer* <obŝežitie> *avec des chambres séparées, un réfectoire commun et des cuisines communes ; elles sont destinées exclusivement à l'hébergement permanent des employés soviétiques selon les décisions de la Section de gestion des Maisons et Hôtels* <Otdel Upravleniâ Domami i Otelâmi>. *»*[1]

Ces décisions dépendent du rang de la personne dans l'appareil soviéto-communiste. Ainsi, Natalia Lebina a retrouvé la liste des ayants droit de la 2e maison des Soviets, à l'hôtel Europe de Petrograd. Partant des membres du Comité exécutif central pan-russe et du CC du PC, elle « descend » jusqu'aux participants des collèges de direction des sections des Comités exécutifs provinciaux. S'il reste encore des chambres libres, elles seront pour des *« militants responsables dont l'adhésion date au plus tard de 1918 ».*

Les archives du Comité de Province du PC mentionnent au moins trois immeubles de ce type à Kharkov. Il existe une *maison du Comité exécutif de Province* et des *maisons soviétiques*. La *Maison des soviets n°2* est clairement avérée en avril 1921 sur la rue Soumskaïa, l'artère centrale de la ville. Il doit s'agir de l'immeuble situé au n°68, cité ailleurs sans plus de précision[2]. C'est une maison de quatre étages[3] —dans la nouvelle on en compte cinq —, avec dix-sept fenêtres par niveaux (voir plan c6 et photographie i16, en annexe). Le bâtiment a deux ailes assez petites qui délimitent

[1] N.B. LEBINA, *Povsednevnaâ žizn' sovetskogo goroda 1920-1930 gody : normy i anomalii,* Žurnal « Neva » / ITD « Letnij Sad », SPb, 1999 ; p. 161.

[2] DAXO, P1/1/404, *Perepiska Xar'kovskogo Gubparkoma s Central'nymi i rajonnymi žilotdelami o predostavlenii pomešenij dlâ služebnogo pol'zovaniâ i žil'â dlâ kommunistov i ix semej* (3/01-29/12/1921) ; p. 72 (*V centr. žilotdel,* 21/04), 127 et suivantes.

[3] Les étages sont comptés à la russe, c'est-à-dire dès le rez-de-chaussée, considéré comme un premier étage.

partiellement une cour invisible de la rue. On peut évaluer, par-delà les détails, la population maximum d'un tel immeuble à deux cents personnes. Les différentes maisons soviétiques ne doivent donc pas compter plus de 500 ou 1000 résidants pour une capitale de 230 000 habitants[1].

Ce faible nombre est inversement proportionnel au niveau de responsabilité des occupants. Les principaux dirigeants de la RSS d'Ukraine devaient se retrouver à la *première* Maison des soviets. Dans la *deuxième* Maison, les personnages de Strelnikova ont des fonctions moindres, mais ils exercent pour la plupart un commandement. On voit apparaître le président du Comité exécutif de Province (Pronski, p. 26), un commandant rouge en exercice (Minski, p. 22), un ancien chef de division (Iouz, devenu « commandant » de la Maison ; p. 11), un instructeur de comité de district (Lenka, p. 16), une tchékiste (Elsa, p. 19), plusieurs responsables de cellules d'usine (Guenka, Ivanitski, p. 3). Même pour les civils (dont un écrivain de la Culture prolétarienne), *« l'instruction militaire régulière »* (p. 9) et la prise d'armes en cas d'alerte (p. 28-29) rappellent que le pouvoir ne tient qu'à l'exercice de la force.

Le train de vie des résidants est simple. On boit du thé. Le chou est assez exceptionnel pour être une fête (p. 24). Quand personne ne peut verser de quoi l'améliorer, l'ordinaire est fait de bouillie de blé (p. 9). Comme le remarquait Pierre Pascal au sujet de la Première maison des soviets à Petrograd, le *« confort n['y] avait rien de sardanapalesque, mais (...) c'était pour ceux qui en profitèrent une béatitude et pour toute la ville qui en était privée un scandale »*[2]. Or l'Ukraine connaît justement une famine au sortir de la guerre civile. La nouvelle, qui s'inscrit entre avril et novembre 1921, l'évoque presque sans détour :

> *« En général c'était la misère dans les villages, il n'avait pas plu, on sentait la mauvaise récolte. Les prés étaient secs et poussaient ras, le bétail dépérissait, on abattait des vaches faute de pouvoir les nourrir ;*

[1] À l'été 1921, les institutions équivalentes de Petrograd hébergent 800 responsables (LEBINA, ouv. cité, p. 163).
[2] PASCAL, ouv. cité, T. 2, p. 93.

> *les paysans erraient dans les champs nus, ils désespéraient : ils accusaient les communistes de tous leurs maux.*
> *Lenka marchait en sifflant et pensait qu'il fallait changer de politique, sinon les gens mourraient par centaines et l'économie s'effondrerait »* (p. 16).

Dans l'attente des effets de la NEP, la haine contre les communistes s'explique par la concentration dans les mêmes mains de quelques privilèges et de beaucoup de pouvoir. Leur vie entre eux, à part de la population, finit d'en faire une *aristocratie*.

Sur le fond d'une couche dirigeante en formation, la question de la nature de ces Maisons des soviets se pose. Sont-elles de simples hôtels ou peuvent-elles être assimilées à des communes par une ambition de réforme du mode de vie ? On peut remarquer que bien des traits des mœurs anciennes subsistent dans la nouvelle élite. Au deuxième étage, il y a les « appartements familiaux » où « les femmes de communistes (…) se préparent à manger sur des réchauds, élèvent leurs propres enfants, s'habillent avec élégance, et, dit-on, étudient la science d'aimer très tendrement leurs maris » (p. 10). Ce mode de vie est clairement critiqué dès la première page de la nouvelle, au nom de l'idéal de commune (voir plus haut la fin de la citation p.). Par contre la répartition des fonctions selon le genre est décrite sans réserves. « En bas, dans la cuisine du sous-sol, les deux cuisinières font claquer les couteaux ; elles sont grosses et gentilles comme des mamans ». À la nursery « travaillent trois femmes gentilles et tendres (…) si bien que les mères au travail ne craignent rien pour leurs enfants » (p. 10).

Malgré tout, la Deuxième maison des soviets se singularise. Selon Oska, elle est *« une des rares, peut-être l'unique »* en son genre. L'éducation est en voie de socialisation grâce à l'existence, au deuxième étage, d'une nursery pour trente-cinq des *« enfants de la commune »* (p. 10). Pour l'essentiel, *« la Deuxième maison des soviets vit en commune. Personne ne tient son ménage à soi* <Nikto ne vedet svoego xozâjstva>

et chacun verse tout son revenu au pot commun » (p. 9). De plus, *« les communistes nettoient eux-mêmes [l'escalier] chaque semaine »* (p. 8) et doivent *« faire une permanence à tour de rôle au réfectoire et éplucher les pommes de terre avec les cuisinières grosses et gentilles »* (p. 19). C'est d'autant plus remarquable que les Maisons des soviets avaient été officiellement conçues pour *« préserv[er] le travail* [des militants responsables] *des petites affaires ménagères »*[1]. Pronski, le président du Comité exécutif de Province, résume les bienfaits de cette maison à Kharkov :

> *« Je suis chez vous depuis un an. Mais ça m'a reposé l'âme. C'est une bonne chose, la Deuxième maison des soviets. [*Dans une autre ville,*] je travaillais au Comité exécutif également jusqu'à la nuit, ensuite je rentrais dans mon appartement, l'appartement d'un quelconque comte bourgeois (…). Je vivais de façon dégoûtante. Je vivais comme un barine, bien que je sois un ouvrier et que j'aime le travail » (p. 27).*

2.1.1.2 La solitude du militant communiste

En comparant la vie en appartement et celle en Maison des soviets, le propos s'est déplacé des conditions de vie objectives (distribution des lieux et répartition des tâches) vers une appréciation subjective (*repos de l'âme* contre *vie dégoûtante*). Il faut donc maintenant pénétrer la matière littéraire et présenter les personnages de la nouvelle d'autant qu'ils constituent la structure-même du récit. Chacun des neuf premiers chapitres est en effet l'occasion d'une entrée en scène plus ou moins développée en portrait.

Le chapitre un introduit Guenka Freï, une intellectuelle. Elle travaille à l'usine et elle y milite au bureau de la cellule du PC (p. 3, ch. II). Le troisième chapitre raconte les 19 ans de sa jeune vie. Elle n'a pas eu vraiment d'enfance, et *« bien sûr, il n'y avait ni père ni mère mais par contre un regard froid à travers la vitre, une chevelure grise parfumée et un bougonnement »* (p. 7). Le vide de cette enfance bourgeoise a été comblé *« d'abord [par] le piano. Seulement le piano. Le piano toute la journée et la*

[1] LEBINA, ouv. cité, p. 161.

moitié de la nuit » (p. 7). Puis vinrent les livres, avec *« dès l'âge de 12 ans, l'amour pour Ivan Karamazov »,* suivi de celui pour Renan et Darwin. Après, ce sont les brochures illégales et *« les pleurs près du clavier du piano quand les utopies étaient sous clé dans le tiroir du bureau et que le cœur se déchirait du désir de mourir pour le bonheur du monde »* (p. 8). Elle a 15 ans en 1917, et s'engage totalement. *« C'était Guenka, une fille de la bourgeoisie, qui s'attacha à l'armée rouge et fut infirmière, soldat, espion, mitrailleur, cantinière »,* puis maintenant ouvrière, toujours *« pour racheter la faute de ses ancêtres »* (p. 8).

Les deux autres figures d'intellectuels ont aussi leur part de tourments.

> *« "Pavel" ou "Pavka" ou "camarade Minski" est un fils de prêtre. On se comportait prudemment avec lui. N'empêche qu'il était arrivé [*au Parti*] en dix-sept et qu'il s'était battu toutes ces années comme un loup enragé. Il avait été blessé à Perekop ; parfois, se sentant perdre connaissance, il s'effondrait, puis il se frappait, se donnait des ordres, jurait. Après, il se relevait, pâle, sans forces et souriait amèrement. (…) Il était grand, très sec, avec des yeux très bleus et très clairs et une petite barbe rousse, comme chez le Christ » (p. 22).*

Enfin, il y a un écrivain, *« un petit écrivain communiste, bossu ». « Le bossu était toujours pâle, pensif, avec des yeux tranquilles ; il était arrivé au Parti en seize ; depuis, il travaillait dans les associations de la Culture prolétarienne ; avant il était instituteur de village »* (p. 25).

L'ouvrier Ivanitski apparaît au deuxième chapitre. C'est le collègue de travail de Guenka, son camarade au bureau de cellule, son voisin et bientôt son compagnon. Dans la conversation avec elle, il raconte son enfance.

> *« Je ne connais pas du tout la nature* [—dit-il]. *Depuis l'enfance, je n'ai eu qu'un cube de pierre avec une fosse à ordures à côté ; depuis l'enfance, je n'ai eu que le mouvement des roues des machines à l'atelier, des millions de mouvements implacables et précis (…). J'ai quand même eu un jardin dans mon enfance. Un géranium sur le rebord de la fenêtre de ma mère. Quand il fleurissait, j'imaginais les jardins des riches et je*

pleurais de rage » (p. 5).

Lenka Bobrov a connu une enfance similaire. Il *« travaillait dans une usine d'allumettes (…) et l'usine c'était quelques réduits humides qui sentaient toujours mauvais, qui étaient toujours sales, avec de la paille boueuse et piquante »* (p. 18). Parmi les prolétaires, il y a également Oska, qui dit sa haine des vieux communistes embourgeoisés, (p. 1, ch. I). C'est un jeune juif maigre et nerveux, un « va-nu-pieds d'Odessa, fils d'un cordonnier, mais qui jouait si bien [du violon] qu'on avait envie de s'asseoir (…) pour l'écouter » (p. 14, ch. V). On sait peu de chose de la vie de Pronski avant la révolution. « C'était un ouvrier américain —il était grand, sec, direct —il était arrivé en Russie en dix-sept, avec des anarchistes » (p. 26).

Trois personnages ne sont pas définis par leurs origines sociales. Elsa, la tchékiste, est pourtant le sujet du chapitre VII. On saura qu'elle écrit un livre sur la Tcheka. On verra naître sa relation avec Lenka Bobrov. Elle lui avouera : *« Tu sais, Lenka… Elsa c'est un pseudonyme du Parti. Je m'appelle Vera »* (p. 20). Elle a déjà été mariée. Elle a un petit garçon qui vit dans la commune des enfants. Celui-ci rêve de devenir tchékiste, mais sa mère lui explique qu'il ne sera *« peut-être pas obligé de se charger de ce travail sale et ennuyeux »* (p. 22). Les traits de Stassia sont à peine esquissés. Elle est la compagne de Senka, assassiné lors d'une mission à la campagne (p. 13-14) et donne naissance à un orphelin (p. 25). De Iouz, l'auteur dit juste :

> *« C'est l'ex-mari de Guenka Freï qui a été élu commandant de la Maison et qui aime toujours Guenka bien qu'ils soient séparés depuis longtemps ; chaque matin il lui demande —"Bien dormi, Guenka ?". Guenka lève ses yeux calmes vers lui et répond sérieusement : "—Très bien, merci, Iouzik". » (p. 9).*

Cette série de portraits est suffisante pour comparer les communards de 1921 à ceux de 1919. La position institutionnelle des habitants de la Deuxième maison des soviets n'a évidemment rien à voir avec celle des phalanstériens d'Izioum. Les milieux

sociaux sont également assez différents, ruraux en dix-neuf, urbains à la Maison des soviets. Pour autant, ils ne s'opposent pas vraiment. Le parcours de Guenka Freï peut être proche de celui du professeur de musique de la *Commune des Horticulteurs*. Oska, le juif d'Odessa fait partie du monde des métiers comme nombre d'artisans-communards. Cependant, les profils privés tranchent totalement. Les communards d'Izioum, des trentenaires établis, formaient des familles. Même le responsable bolchevique Doudka avaient deux enfants et nous savons qu'il vivait déjà à Savintsy en 1917. Par contre, les personnages de la nouvelle sont tous des déracinés. Ils ont rompu avec leur lieu et leur milieu d'origine (Pronski, Oska), avec leur famille (Guenka). Trop jeunes ou trop peu enclins à la vie en ménage, ils apparaissent très seuls[1].

Fort logiquement, la vie en commun doit combler ce manque. Pronski l'exprime sans détour. *« C'est une bonne chose, la Deuxième maison des soviets. Ici, il n'y a pas de solitude. Dans les autres villes il a beaucoup de communistes, mais ils sont tous solitaires »* (p. 27). Le même désir de proximité nourrit tant les relations amicales que les relations amoureuses. Stassia demande *« d'une voix tremblante »* à Guenka qui lui rend visite après l'accouchement : *« "Éteins la lumière, Guenka, et assieds-toi près de moi sur le lit". Guenka (…) s'assit en face d'elle et se colla contre son épaule maigre et chaude »* (p. 25). Cette même Guenka déclare ainsi ses sentiments à Ivanitski : *« J'ai envie maintenant de m'asseoir par terre, contre tes jambes. Je ne sais pas pourquoi. Mais c'est toujours comme ça, quand j'aime beaucoup les gens, quand <u>je ne sens pas de limite entre eux et moi</u> »* (p. 5, souligné par nous). D'où une conception très physique de l'amour entre Lenka et Elsa :

> *« Bouche contre bouche, poitrine contre poitrine, une lutte silencieuse !*
>
> *—C'est la passion de laquelle procède l'effort de chaque veine, de chaque muscle, de chaque nerf. C'est la passion qui fait naître l'électricité et qui doit, dans la forêt, (…) faire mugir tendrement la biche (…). C'est la*

[1] Seul Pogorely, le militant-fonctionnaire sans famille inscrit à la commune *Travail de la mine,* présenterait des similitude avec les habitants de la Deuxième maison des soviets.

passion qui ne connaît pas les subtilités de l'esprit, les nuances de couleur de cheveux ; la passion qui ne connaît pas de limites. Elle ne connaît que la rencontre des signes <kasanie znakov>*, le contact d'une peau contre l'autre, créant une mystérieuse harmonie. »*

Malgré tout, pas d'espoir d'un salut définitif de ce côté-là.

> *« C'est une passion qu'on ne peut pas vivre longtemps, contrairement à ce que pensaient les gens des temps anciens, rêvant de dormir toute leur vie dans un même lit : on en mourrait d'épuisement »* (p. 20).

2.1.1.3 Avenir radieux contre Présent décevant

Paradoxalement, dans cette lutte désespérée tant contre la sociabilité aliénante de la famille que contre la solitude radicale de l'individu, les enfants apparaissent comme la seule issue. Lenka rentre d'une mission au village en compagnie d'un *« gosse »* <malec>.

> *« Il se souvint d'un mot d'auteur. « Les enfants sont les fleurs de la terre ». Et il pensa que ce gosse était comme cette fleur jaunâtre qui pousse sur les collines arides (...) Ensuite, Lenka comprit soudain pourquoi il aimait tant les enfants »* (p. 18),

et il se remémore sa propre enfance. De façon comparable, un soir de doutes, Pavel, le fils de prêtre,

> *« descendit à la commune des enfants [...Il s'y] était allongé par terre comme un gros chat noir fatigué. (...) La marmaille rampa vers le tammouniste*[1]*, s'accrochant au nez, aux oreilles, à la petite barbe rousse »* (p. 23).

Stassia regarde son nouveau-né : *« C'était le rêve [de Senka]. Voir son enfant, par lequel sa vie se prolongerait... Et voilà, il repose sous son drapeau rouge et il ne sait pas qu'un petit garçon est venu au monde en ces jours d'octobre ; que ce petit garçon recèle sa foi, son amour, sa passion »* (p. 25).

La foi dont les enfants sont porteurs a une portée générale. Guenka l'explique ainsi : *« Voilà la deuxième maison des Soviets, voilà la commune des enfants, où les*

[1] Déformation enfantine de « communiste ».

enfants sont les enfants de tous, et non le tien ou le mien, donc… donc on a déjà renoncé à ce petit sentiment de propriété individuelle » (p. 15). Les enfants sont par eux-mêmes une rupture avec le passé. Quand Ivanitski et Guenka pensent au fruit de leur amour à naître en avril 1922, *« ils ne pensaient pas à leurs propres pères, dont l'un était un maître et l'autre un esclave ; leurs visages étaient tournés vers l'avenir, réchauffés par une même foi, une même lutte, un même amour »* (p. 25). Dès lors, les enfants détiennent le secret de la vie future. Voici le dialogue entre Pavel Minski, et le petit Mitioulka (surnommé *sovnarkom* — conseil des commissaires du peuple — à cause de sa grande connaissance des chants révolutionnaires) :

> *« — Mitioulka, toi qui es quand même le sovnarkom, dis-moi donc ce qu'est la commune ! (…)*
>
> *— La tommune* [sic] *? Ce sont des maisons blanches, des maisons immenses… Et en bas, tu comprends, il y a des locomotives, des bateaux ; et en haut, des avions, énormes. Et au milieu ? Au milieu, tout le monde est assis autours de grandes tables et boit du thé sucré avec du lait !*
>
> *Pavel n'y croyait pas et demanda :*
>
> *— Et dieu ?*
>
> *— Il n'y a pas de dieu — dit Mitioulka d'un ton décidé, . À la place de dieu, il y a un énorme avion. Il y a assez de place dedans pour que tout le monde puisse y monter. Et c'est très bien.*
>
> *— Viens que je t'embrasse, — dit Pavel, prenant sa petite main chaude et la portant à ses lèvres.*
>
> *— Tu me prends pour le Pape ? — dit Mitioulka. Moi, on m'embrasse sur le front »* (p. 23-24).

Les enfants voient l'avenir car ils ne connaissent pas les peines qui ont mutilé moralement les adultes. Ces derniers doivent se venger de leurs frustrations, rattraper l'enfance qu'ils n'ont pas eue. C'est pourquoi leurs utopies ressemblent beaucoup à celle du petit Mitioulka. Dans son enfance, Lenka *« rêvait qu'un magicien transformait*

l'usine en une série de longues salles blanches où il déposait des machines bleues ». Lenka continuait à y travailler, mais *« autour c'était tout blanc avec seulement le chant des machines bleues »* (p. 19). S'il aime la Deuxième maison des soviets, c'est pour sa *« vie amicale, simple et sage comme un conte populaire ».* De ces contes qu'on relate aux enfants justement.

> Pavel, qui est également peintre, a un imaginaire fort proche. *« Il voulait représenter la révolution et la dessinait toujours bleue »* (p. 22).

De même chez le petit écrivain bossu : *« Il écrivait des poèmes, des récits sur la révolution. (...) Mais son âme souffrait. Il n'aimait pas la lutte, le sang et les flammes ; il ne comprenait pas les poèmes sur la lutte ; il écrivait sur la cité-commune* <gorod-kommuna>*, qui était blanche comme neige et où l'esclavage était inconnu »* (p. 26).

Ces représentations sont celles de l'auteur elle-même. Elle conclut le chapitre IV :

> *« La révolution avance, au-dessus du monde, ou peut-être seulement dans le cœur ; mais la révolution avance, le grondement tranquille et merveilleux de la révolution avance, comme une rivière bleue »* (p. 12).

Les sources religieuses de ces images sont évidentes. Le blanc est la couleur de Dieu, comme dans l'expression russe désignant l'Univers, la Création comme le *monde blanc* —<belyj svet> —(synonyme de *monde de Dieu* —<božij svet>)[1]. Associé au bleu, le blanc évoque aussi les plus anciennes églises orthodoxes, aux murs chaulés et aux coupoles d'azur semées d'étoiles. On retrouve d'ailleurs les étoiles, taillées dans la peau de Senka, martyrisé par ses assassins (p. 13). La dimension sacrificielle est omniprésente dans la nouvelle. On doit la mettre en relation avec l'absence presque totale de la couleur rouge. En effet, dans la tradition orthodoxe, le rouge représente le pouvoir, la majesté. Or, les personnages de la Deuxième maison des soviets sont des souffrants qui vivent pour expier. Ivanitski, Lenka et Guenka veulent tous racheter leur enfance, bien que pour des raisons opposées (par haine de la pauvreté ou au contraire de la richesse). Pronski cherche le *« repos de l'âme »* après sa *« vie dégoûtante »* de

[1] E.A. BYSTROVA, A.P. OKUNEVA, N.M. ŠANSKIJ, *Učebnyj frazeologičeskij slovar' russkogo âzyka,* Prosveŝenie, L., 1984 ; p. 15.

« communiste solitaire » : « dans mes appartements, je buvais à cause de ma peine, de mon tourment pour le communisme » <v toske, v boli o kommunizme —pil> (p. 27).

Selon le narrateur, pas de communisme sans sacrifice car *« sans le communisme ce n'est pas la peine de vivre et on ne peut dépenser jusqu'à la dernière pensée, jusqu'aux dernières forces d'une vie inestimable et unique que pour le communisme »* (p. 11). La vie de Lenka est une une *« lutte irrémédiable »*. Il pense qu' *« il mourra à la porte de cette commune blanche où peut-être entreront les enfants »* (p. 18). La quête spirituelle de Pavel Minski peut donc être prise sans prudence, au pied de la lettre :

> *« Il comprit par son sang, par ses veines, que, pour lui, le communisme c'était Dieu, l'Amour ; et que, chaque jour depuis 1917, il était un sacrifié ardent, chrétien ; non pas sacrifié dans le feu, mais sacrifié dans le sang et la lutte (...). Il se souvenait de son enfance qui sentait l'encens et des nuits passées sur l'Évangile, avec des larmes au double goût de sel et au double goût d'amertume. Il comprit qu'il avait accepté le front, la Tcheka, la terreur et les exécutions seulement comme autant de tourments rédempteurs (...). Sans eux, on ne peut atteindre Dieu, l'Amour couleur d'azur* <golubaâ lûbov'> *; sans eux on ne peut arriver à la Commune, grande, libre, universelle qui est un rêve de paradis »* (p. 22-23).

En Grèce antique, il aurait été un Socrate ; en Palestine, un Christ. Sous l'Inquisition, on l'aurait brûlé.

> *« Mais il avait vu le jour au vingtième siècle et avait incarné le paradis dans le Communisme ; il était parti mourir pour lui, comme étaient morts les autres martyrs avant lui »* (p. 23).

On trouve même comme une référence à la Cène dans cette étrange eucharistie qui suit l'annonce du « mariage » de Lenka et Elsa. Quand on leur demande ce qu'ils feront comme repas de noce, elle répond :

> *« —Pour l'instant, nous n'avons pas un sou. Mais dans un mois j'aurai*

terminé le livre sur la Tcheka, et avec l'argent du sang des victimes[*] je ferai des petits pâtés. En l'honneur de la terreur rouge et des tchékistes qui se marient. Vous connaissez notre bonté… » (p. 21, je souligne).

Ce monde mental est fort éloigné de celui des communards de 1919. Ils étaient dans l'immédiateté alors que Strelnikova prône l'attente d'un avenir rédempteur. Guenka aimait Ivanitski *« d'un amour pour les gens de l'avenir, pour son homme futur »,* c'est-à-dire pour son enfant à naître (p. 25). En 1919, Les communards prenaient possession de tout ce qui leur semblait nécessaire, sans passion mais sans scrupules. En 1921, les signes extérieurs de pauvreté sont au contraire recherchés, comme un rappel d'Idéal, un antidote à l'excès de pouvoir. Les références religieuses des communards portaient sur des pratiques. À la Maison des soviets elles trahissent un vide spirituel, un besoin de croire. La relation au langage s'est d'ailleurs inversée. Quand Guenka entre chez Ivanitski, elle lui propose de discuter du communisme en disant : *« Allez, nous ferions mieux de donner dans l'abstraction »* (p. 3). Plus loin, Ivanitski précise le rapport entre les mots et les choses :

> *« Parmi nous, il y en a énormément qui sont comme ça : chez un poète, ils lisent l'expression "aubes rouges". Et ils réfléchissent : "vraiment, est-ce qu'elles sont rouges ?" Ensuite ça leur vient d'un seul coup : "oui, en fait, rougeâtres". »*

Consciente ou non, il y a ici une critique de l'usage de la langue en 1919, quand la *« lumière du bolchevisme »* devait brûler ses adversaires. Ivanitski refuse l'identité entre le mot et la chose :

> *« Mais pour moi, ce n'est pas comme ça. Après l'usine, après une réunion, tu rentres à la nuit tombée. Et soudain, sur la neige, une ombre, une ombre bleu foncé, au pied de la silhouette précise d'un arbre ; et, bien au-dessus, une étoile bleue. Et, à ce moment, dieu sait ce qui se passe dans l'esprit. Du chagrin et une sorte de tendresse… Et tu penses que ta vie est sous le signe de la lutte pour le communisme ; mais*

[*] Pour le lecteur de 1922, le terme de *victime* fait évidemment référence aux tchékistes tombés au combat, comme Senka dans la présente nouvelle.

> *tu as oublié ce que c'est que le communisme (…) Et soudain tu comprends que [le communisme] n'est pas la journée de six heures, mais une révélation, une façon de ressentir le monde, quand ton cœur est relié par des fils solides aux gens, aux arbres, à l'ombre sur la neige ; et toi-même tu n'existes pas, tu te dissous parmi les gens, le ciel et l'ombre sur la neige* » (p. 5, souligné par nous).

Dans une logique de sacrifice, le collectif signifie donc la *dissolution* de la personne, son *inexistence* au contraire des communes de 1919 où la communauté garantissait l'existence et l'expression de la personne.

2.1.1.4 « L'ennemi est partout »

Volonté de dissolution de l'individu, recherche du sacrifice, rejet du passé et du présent au profit d'un avenir abstrait : tout cela traduit une crise de la conscience des jeunes militants. Strelnikova donne certains indices quant aux causes de ce mal-être. Notons d'abord la totale absence de personnages extérieurs aux institutions dirigeantes. Un seul chapitre, le sixième, se déroule hors de la Deuxième maison des soviets. Lenka Bobrov est sur le chemin du retour après une mission à la campagne. Il croise seulement un groupe de soldats de l'armée Rouge et le gardien d'un Comité exécutif de village. Certes, un « gamin » l'accompagne, mais le rôle particulier des enfants a déjà été remarqué. La vie en commun des militants est donc une vie en dehors de la population.

Quand Strelnikova décrit la masse du peuple, on comprend pourquoi les militants préfèrent vivre à l'écart. Après la discussion passionnée de Guenka et d'Oska, les cloches se mettent à sonner, *« comme il y a 300 ans (…) parce que c'était samedi et que les petites vieilles des quartiers commerçants et des quartiers ouvriers allaient respirer l'encens »* (p. 3). C'est la seule mention —indirecte —de la masse ouvrière alors que Guenka et Ivanitski militent à l'usine. Les ruraux ne valent pas mieux. Parmi eux se recrutent les *« bandits »* qui ont assassiné Senka (p. 15). Aux yeux de Lenka, chaque

paysan est *« comme une taupe qui se terre dans sa galerie »* (p. 16). Leur vie *« est insupportable d'ennui : les gens naissent, boivent, mangent, se multiplient. Ils perdent leur vie dans la négligence, la saleté et les querelles »* (p. 18). Le développement de la NEP aggrave ces sentiments :

> *« Bien qu'ils en ressentissent l'impérieuse nécessité,* [les résidants de la Deuxième maison des soviets] *acceptaient difficilement le nouveau cours de la politique économique. Ils en concevaient du chagrin.*
> *Ils marchaient dans les rues et regardaient comme on rouvrait des boutiques et des magasins fermés depuis longtemps*[1]*. Ils ressentaient un dégoût physique à la vue des commerçants, chauves, gros, avec des petits yeux comme des petites graines huileuses. (...) À la Deuxième maison des soviets régnaient largement l'abattement et l'incompréhension »* (p. 28).

Pour les militants, former une commune entre soi, c'est refuser un monde dont l'évolution leur échappe. Lepechinski voulait revenir à la classe ouvrière par déception vis-à-vis des paysans. Trois ans plus tard, les personnages de Strelnikova se confinent aux cercles du Parti par amertume envers le peuple tout entier. Pourtant, le cénacle communiste semble lui-même gangrené. Dès la première page, Oska s'emportait devant Guenka contre ces communistes *« petits-bourgeois »* plongés dans les *« plaisirs familiaux »* qui utilisent leur pouvoir pour régler des comptes personnels. La dernière scène reprend les mêmes personnages en accentuant le trait.

Une nuit de novembre 1921. L'alarme sonne. Les communistes se rassemblent dans la cour de la Deuxième maison des soviets.

> *« —Camarades, en route, en route !*
> *—Communiste, sois vigilant, l'ennemi universel ne dort pas !*
> *On répondait :*
> *—Nous mourrons pour la cause ouvrière.*
> *Quelqu'un dit :*

[1] Voir les nombreux commerces sur une photographie de la place Rosa Luxemburg pendant la NEP (i17 en annexe).

—Tout le monde n'est pas au rassemblement.

Oska, jeune communiste armé de la tête aux pieds, sortit du rang.

—Je vais passer dans les chambres.

Guenka, en bottes et en jupe courte, lui dit :

—Ce sont ceux qui vivent en famille <semejniki>. *Va directement au deuxième étage.*

Oska partit en courant. Sitôt arrivé, il commença à frapper à une porte du bout du fusil. Une voix de femme se fit entendre de l'intérieur.

—Quoi ? Qu'est-ce qui se passe ?

—C'est l'alerte. Les communistes aux armes !

—Je ne suis pas une communiste, dit la femme. Et mon mari n'est pas là.

Oska devint enragé. Toute la haine qu'il avait au fond du cœur —cette haine d'un va-nu-pieds d'Odessa envers les nantis, les paresseux, les élégants, les messieurs —lui ressortit par les yeux et les narines pour éclater contre cette « comtesse » qui s'était fait un nid douillet grâce à son mari.

—Ouvre la porte ! —cria-t-il, en commençant à l'enfoncer à coups de crosse, —l'ennemi est partout, j'ai ordre de perquisitionner.

—Mon mari n'est pas là ! —cria la femme.

—Ca va, ça va —dit une voix d'homme,—elle s'est trompée, elle ne savait pas, j'étais dans une autre pièce. J'arrive…

La femme glapit. Quand la porte s'ouvrit, la femme s'accrochait au cou de son mari.

—Qu'est-ce qui se passe ? —risqua quelqu'un d'à moitié habillé, depuis une porte voisine.

—L'alerte. Dans la cour. Aux armes, —jeta Oska. Il se dirigeait déjà vers la porte suivante qu'il ébranlait du fusil.

—Au feu ! —cria-t-il —On brûle !!!

Ceux qui vivaient en famille bondirent dans le couloir en sous-vêtements. Ils embrassaient leurs femmes éperdues et décoiffées.

—Communistes, aux armes ! C'est l'alerte !!! —eriait Oska. Il était furieux et cassait les carreaux des œils-de-bœuf au-dessus des portes. Ensuite, il descendit quatre à quatre en ravalant ses larmes.

—Eux aussi… Des communistes… » (p. 28-29).

« L'ennemi est partout », même dans la Deuxième maison des soviets, même au Parti. Séparés de la population, atteints eux-mêmes par la corruption et le doute, les communistes se réfugient dans une commune largement imaginaire, à la fonction consolatrice. La *« commune blanche »* est comme la *« rivière bleue »* de la révolution sur laquelle se clôt la nouvelle. Elle est *« au-dessus du monde, ou peut-être seulement dans le cœur »,* mais pas au sein d'une société ou d'un parti dans lesquels ils n'ont eux-même plus confiance. Les communistes prennent bien conscience de l'écart grandissant entre l'idéal et la réalité. Mais leur défiance envers la population croît au même rythme. Le mal-être qu'exprime la nouvelle est typique des débuts de la NEP. Entre rejet « gauchiste » du nouveau cours et envie de goûter les nouveaux plaisirs de la vie, l'élite bolchevique est déchirée.

La nouvelle de Strelnikova suscite une critique acerbe dans *Iouny kommounar*, la revue du comité central de la JC d'Ukraine. Un certain Choubine tente d'analyser l'impact sur les jeunes militants du passage de la guerre civile à la NEP.

> *« Entre autres, la situation de notre lutte a complètement changé. De l'attaque qui demande une grande tension des forces et promet un succès rapide, nous passons au siège méthodique qui demande une endurance prolongée, une accumulation de forces qui seront dépensée de façon planifiée, économe et avare »*[1].

Pour résoudre la crise, dans une optique hygiéniste, Choubine conseille simplement au jeune communiste de prendre soin de sa santé, *« de sa[voir] se reposer »*. Logiquement, la nouvelle de Strelnikova ne lui plaît guère. Il commence par reprocher à l'auteur de *« ne pas décrire (…) le type majoritaire, mais une catégorie déterminée »* de jeunes communistes. Une analyse stylistique, notant les inversions de l'adjectif et du nom,

[1] P. ŠUBIN, « Molodëž' gorit », Ûnyj Kommunar, n°5-6 (10/1922), p. 7-10.

« prouve » que Strelnikova s'apparente à Blok et Sologoub, les *« décadents à la veille de la révolution »*. Pour Choubine, *« la dualité de la vie est le leitmotiv [du] récit »*. On la ressent chez Guenka dans la coupure entre le jour dédié au travail et la nuit peuplée de rêveries.

L'attaque se concentre sur ce personnage, *« très proche de l'auteur »*. Guenka veut se *« laisser tomber »* pour se mettre à genou devant Ivanitski. C'est donc qu'elle se considère au-dessus de la classe ouvrière !.. Evidemment, *« cet état d'esprit absolument étranger à la classe ouvrière, (...) mais indiscutablement très dangereux »* provient de l'intelligentsia. Il compose cette *« catégorie déterminée »* évoquée plus haut.

> *« Il y a beaucoup d'éléments à la direction [de la JC], qui donne le ton de ces errances vagues dans le genre de (...) « La deuxième Maison des soviets ». [... Ce sont] des gens originaires d'autres classes sociales, arrivant à la JC ».*

L'allusion aux éléments *« socialement étrangers »* est une pirouette rhétorique facile. En les invoquant, Choubine reconnaît en même temps ainsi la validité du récit pour toute une fraction des jeunes communistes. Par ailleurs, il reste muet sur les personnages d'ouvriers, pourtant tout aussi tourmentés, mystiques et rêveurs que Guenka. Strelnikova n'a donc pas dû tomber loin de la vérité.

Les appels répétés en faveur de la vie en commune des jeunes communistes ne peuvent se comprendre que dans ce contexte de démoralisation. Les troisième et quatrième congrès de la JC, en octobre 1920 et septembre 1921, prennent position pour la construction de maisons-communes (*doma-kommouny*). En 1920, *« le but [est] d'améliorer rationnellement la situation des jeunes célibataires et de la jeunesse ouvrière en général en ce qui concerne le logement »*. Un an plus tard, au moment où est située l'action de la Deuxième maison des soviets, le ton du congrès de la Jeunesse Communiste a changé. Les maisons-communes doivent maintenant préserver la jeunesse *« de l'influence délétère de la rue, de la mentalité petite-bourgeoise de la*

famille et des conditions matérielles pénibles »[1]. L'ordre des priorités signifie la méfiance grandissante envers le mode de vie populaire tel qu'il est, entre rue et cercle familial. Se protéger de la population elle-même devient un des objectifs de la politique *« d'éducation socialiste »*.

Sans attendre de sauver toute la jeunesse, les jeunes dirigeants communistes peuvent déjà se constituer en communes. En mai 1923, le bureau du comité provincial de Kharkov de la JC prend une résolution *« sur la commune »*. Il faut

> *« créer une commission de trois membres choisis et respectés* <sozdat' avtoritenuû (sic) vybornuû trojku>. *Il est indispensable de constituer une commune composée des responsables de province et d'arrondissement, des dirigeants de cellules »*[2].

Il s'agit clairement de séparer l'élite dirigeante de la masse des jeunes communistes, et à plus forte raison de la population. Un mois plus tard, les responsables de la JC statuent en secrétariat *« sur la réorganisation de la commune »*. L'affaire semble avoir peu progressé. Une nouvelle commission est nommée, qui devra, entre autres, rédiger un règlement intérieur. Quelques principes sont précisés :

> *« 2) La commune sera composée de membres du comité provincial et de secrétaires des cellules les plus importantes, sur recommandation des [organisations d']arrondissements.*
> *3) [*Il faut*] demander au comité provincial du PC(b)U de mettre à disposition un communiste qui sera chargé de l'administration de la commune »*[3].

Dans une logique aristocratique de séparation entre base et sommet, le caractère de la commune change totalement. Les personnages de Strelnikova pouvaient encore s'affirmer *communards* en opposition aux *communistes-petits-bourgeois*. En 1923, les communards ne se choisissent plus les uns les autres. La qualité de communard

[1] Les résolutions sont citées par LEBINA, ouv. cité, p. 164.

[2] DAXO, P10943/1/10, *Protokoly xar'kovskogo obŝegorodskogo sobraniâ komosomolskogo aktiva, plenumov, zasedanij bûro gubkoma KSMU – 4/05-19/12/1923 - :* procès-verbal de la session du bureau du 4/05/1923, § 3 (p. 7).

[3] DAXO, P10943/1/10, p. 12 (P.V. de la session du secrétariat du 1/06/1923, § 6).

s'obtient *« sur recommandation des organisations d'arrondissement »*. Or, sans engagement libre, aucune démocratie interne n'est possible. Un communiste nommé par le comité provincial du Parti administrera la commune. Le projet se solde malgré tout par un échec. Le 20 juin, le bureau décide de *« transformer la commune en foyer »* <obŝežitie>[1]. C'est mettre l'appellation en conformité avec les faits.

Au même mois de juin 1923, une telle contradiction ne gêne pas la revue du Comité Central de la JC. Elle publie un bref article défendant *« Les communes d'activistes »* à partir de l'expérience menée dans la province de Poltava.

> *« Il faut absolument définir le terme de « foyer-commune »* <obŝežitie-kommuna>*, car, dès qu'on l'emploie, on retourne en pensée aux années dix-neuf - vingt ; malgré soi, on revoit une grande maison, avec des volets qui claquent, ou parfois sans volets du tout, avec des portes dégondées, de la saleté, des chambres encombrées de lits défaits où dorment quelques individus en capotes et bottes, serrant fortement lele principeurs fusils après la garde. Les murs et le plafond « étoilés » de projectiles de divers calibres ; des meubles cassés, de la peluche moutonneuse, en un mot : une commune »*[2].

Après cette description, l'auteur explique que *« les foyers créés maintenant »* n'ont qu' *« une ressemblance lointaine, voire rien en commun »* avec ceux de *« la période de ruine »*. Les conditions matérielles sont meilleures, mais le fonctionnement interne tel qu'il est décrit n'a rien de semblable avec celui d'une commune. À Romny, la mère d'un jeune communiste s'occupe de la cuisine tandis qu'un comptable du Parti calcule le budget. Malgré *« le principe d'autogestion* <samoobsluživanie> *et de partage du travail »,* les filles ne font pas de service de semaine, mais du ménage. À Poltava, la gestion est désastreuse. Les jours précédant le versement des traitements, les communards doivent sauter des repas et se querellent.

Après de tels exemples, on peut se demander si, dans ses conclusions, le

[1] DAXO, P10943/1/10, p. 18-25 (P.V. de la session du bureau du 20/06/1923, § 18).
[2] BR-CEV, « Kommuny aktiva », Rabota, n°6 (fin 1923), p. 310.

journaliste est sérieux ou pratique l'ironie dissimulée. L'utilité de la vie en foyer serait de faire *« connaître les militants dans leur vie privée, [d']étudier les particularités de chacun, [de] lier des relations de camaraderie »* ! Il termine par un *« Espérons que notre exemple fera des émules »* qui ressemble à un vœu pieu[1]. Dans les cercles du Parti, la vie en collectivité n'est plus à la mode. La NEP fait sentir son influence et Maisons des soviets et Maisons-communes se vident. Pour Natalia Lebina, précisément à la *« fin 1922 et au début 1923 (,..) la vie en appartement individuel devint un signe d'appartenance à l'élite soviéto-communiste ou à la nouvelle bourgeoisie de la NEP »*[2].

[1] *Ibidem*, p. 311.
[2] LEBINA, ouv. cité, p. 164.

2.1.2 LES COMMUNES ÉTUDIANTES ET LA LUTTE DES PLACES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

En analysant la nouvelle de Strelnikova, l'accent a été mis sur l'opposition des discours de 1919 et de 1922. Cela n'épuise pas un texte qui est travaillé par d'autres tensions. Il faut en particulier faire la part des idées de la Culture prolétarienne, mouvement qui publie le texte de Strelnikova et inspire toute la nouvelle. Ainsi, les personnages sont hantés par un panthéisme humaniste et collectiviste dont les références religieuses renvoient à *« la construction de dieu »* défendue avant 1914 par certains précurseurs de la culture prolétarienne, tel Lounatcharski. De même, l'influence de Bogdanov, le fondateur de ce courant de pensée, est sensible. Dès 1904, il posait que l'être « complet » —expression que l'on retrouve dans la nouvelle de Strelnikova (page 25) —ne peut être que l'humanité entière, réunifiée, réconciliée avec elle-même. C'est pourquoi il propose une société fondée sur *« des relations de camaraderie »,* avec *« une égalité complète »* permettant *« compréhension réciproque des personnes »*. En conséquence, sa critique de l'individualisme prend la forme d'une négation de l'individu nettement exprimée dans le roman utopique *L'Étoile rouge*, publié en 1908[1].

2.1.2.1 De la culture prolétarienne à un nouveau mode de vie

Ce collectivisme de principe, affirmé avant la révolution, aurait dû trouver un prolongement pratique sous le pouvoir des soviets. Or, d'après l'étude la plus complète sur le *Proletkult,*

[1] Jutta SCHERRER, « Culture prolétarienne et religion socialiste entre deux révolutions: Les "Bolcheviks de gauche" », Europa, n°2, 2 (1979), p. 67–90. Jutta SCHERRER, « Pour l'hégémonie culturelle du prolétariat : aux origines du concept et de la vision de la "culture prolétarienne" », dans Marc FERRO et Sheila FITZPATRICK, dir., *Culture et Révolution*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1989 ; p. 16-17. Lynn MALLY, ouvrage cité, p. 5. BOGDANOV, *Voprosy socializma…*, ouvrage cité, p. 43. BOGDANOV, *L'Étoile Rouge – L'Ingénieur Menni,* L'Âge d'Homme, Lausanne, 1985.

Pourtant, notons que la prose de Strelnikova n'est pas une simple mise en scène de la théorie de la Culture prolétarienne. Elle s'en détache et s'y oppose même par un aspect fondamental. Le machinisme et l'industrialisme sont critiqués, d'abord dans les récits d'enfance d'Ivanitski et de Lenka. Le personnage de Guenka Freï affirme également nettement : *« En forgeant notre sensation communiste du monde, nous l'avons trop mécanisé. (…) Je n'aime pas les efforts de nos littérateurs pour représenter le monde comme une machine. Je n'y vois que la deuxième phase de la triade hégélienne, l'antithèse. Il y a eu la thèse aristocratique (…) ; l'antithèse ouvrière a commencé (…). La synthèse doit innover d'une façon ou d'une autre » (p. 4).*

> *« bien que [ce mouvement] ait présenté une critique convaincante du pouvoir débilitant de la famille, il n'expliquait pas comment passer de la tyrannie individualiste du vieux système à la société communaliste décrite dans [les] romans [utopiques] »*[1].

Lynn Mally n'a rencontré aucun exemple de vie collective menée par des militants de la Culture prolétarienne. Il semble pourtant qu'à Kharkov la volonté existe. La sensibilité communarde de la prose de Strelnikova en est un premier indice. Dans le numéro de Zori griadouchtchego qui publie la nouvelle, le Bureau pan-ukrainien de la Culture prolétarienne insiste pour sa part sur la *« façon de travailler collectivement en camaraderie » <v tovariŝesko-kollektivnoj forme raboty>* qui doit *» ouvrir les voies de l'art prolétarien à venir »*. Dans cet esprit,

> *« pour révéler un contenu communiste, il est nécessaire que des éléments en aient leur part dans le travail ; c'est pourquoi la création d'un mode de vie communiste au sein même des ateliers artistiques* <studii> *est la condition fondamentale qui permet d'élaborer des relations de véritable camaraderie entre les participants »*[2].

Il est impossible de savoir si ces conseils furent suivis d'effet car la revue kharkovienne cesse de paraître après ce cinquième numéro et toute l'organisation de la Culture prolétarienne est mise en sommeil au niveau pan-soviétique, fin 1922[3].

Après la disparition de la Culture prolétarienne en tant qu'organisation autonome, beaucoup de ses anciens militants, souvent déjà fonctionnaires du Commissariat du peuple à l'Éducation, y ont réinvesti tout leur savoir-faire. La proximité de l'association et du ministère est patente à Kharkov. Les premiers numéros de Zori griadouchtchego émanent directement du *« comité littéraire de la Direction de l'Instruction politique » <GlavPolitProsvet>*. Plus tard, on peut suivre l'activité

[1] MALLY, p. 175.

[2] Vseukrainskoe Orgbûro Proletkul'ta, *Instrukciâ po rabote xudožestvennyx studij proletkul'ta,* Zori Grâduŝego, n°5 (1922), p. 185-186. Sur le concept bogdanovien de camaraderie, voir SCHERRER, « Pour l'hégémonie… », p. 13.

[3] MALLY, p. 226. La direction du Parti bolchevique a tout fait pour diriger le *ProletKul't* vers cette mort douce. Cependant, dans ce domaine les processus en Russie et en Ukraine s'opposent : le *ProletKul't* ukrainien a été formellement créé en novembre 1922 seulement et *« avec la participation pressante du Comité Central du PC(b)U »* (voir R. PEL'ŠE, « ProletKul't », Šlâx do Komunizmu, n°4 - avril 1924 -, p. 73).

d'anciens proletkultistes dans la principale revue de *« la Direction de l'Instruction Politique de la RSSU et du Commissariat du Peuple à l'Éducation »*, *Chliakh do komounizmou* (*Le Chemin du communisme*)[1].

En juin 1924, la revue publie l'annonce suivante, rédigée en ukrainien :

« Association « Nouveau mode de vie »

« Dans le processus d'édification révolutionnaire, le mode de vie penche progressivement du côté du communisme.
Pour favoriser le développement des germes d'un mode de vie communiste, l'association « Nouveau mode de vie » s'organise à Kharkiv.
L'association se donne pour objectif :
a) la lutte contre la psychologie individualiste et autoritaire dans ses différentes manifestations.
b) l'élaboration d'une éthique communiste particulière (baisse de la grossièreté dans les habitudes, les jurons, la corruption, l'alcoolisme etc.),
c) le remplacement des vieux rites qui accompagnent la naissance le mariage et la mort par de nouvelles formes;
d) l'introduction d'éléments d'esthétique dans la vie quotidienne (logement, ameublement, vêtements etc.) ; de formes collectives de vie culturelle dans chaque immeuble, rue, quartier ; de fêtes collectives dans les immeubles et dans la rue, de carnavals socialistes, du romantisme révolutionnaire;
e) l'évolution des formes de l'amour, du mariage, de la famille (concourir à la libération de la femme de la cuisine et de la chambre d'enfant, question sexuelle, problème de la prostitution).
Pour atteindre ces buts, l'association indique les voies suivantes :
1) un travail théorique sur tous les matériaux que donne la pensée socialiste sur la question du nouveau mode de vie.
2) l'inventaire et l'étude des éléments particuliers du nouveau mode de vie dans les différentes sphères de la société contemporaine.
3) la publication des conclusions de ce travail dans la presse de grande

[1] Elle paraît jusqu'en 1924 à Kharkiv. Elle offre à ses lecteurs des méthodes pour le travail culturel : conseils pour l'organisation des clubs ouvriers et des différentes activités en leur sein ; plans pour la formation de masse pour adultes, comme pour celle des cadres (écoles du Parti...).

diffusion ou spécialisée dans l'agitation.

4) l'implantation d'éléments du nouveau mode de vie dans la vie sociale et privée, ainsi que l'aide aux différentes mesures prises par l'État, les syndicats, et la coopération dans le domaine de la construction socialiste (maisons d'enfants, ateliers, réfectoires collectifs etc.).

5) l'aide à l'organisation de collectifs économico-familiaux, de communes urbaines et rurales, et à terme l'organisation de tels collectifs et communes.

Nous demandons à toutes les cellules existantes de « Nouveau mode de vie », aux comités syndicaux d'usine <fabzavkomy>*, aux communes agricoles, et en général aux organisations et aux particuliers qui s'intéressent aux buts de l'association d'envoyer des informations sur leur activité et des matériaux sur la question du nouveau mode de vie.*

On peut recevoir des informations sur l'association auprès des personnes suivantes :

1) Pelché R.A. ; 29, rue Artem, Commissariat du peuple à l'Éducation, service des arts.

2) Portnov T.S. ; 4, place Tevelev, Éditions d'État d'Ukraine ; service rédaction-édition.

3) Skvirska E.A. ; 6/11, passage Lopanski ; de 5 h à 6h du soir.

4) Iakovlev V.I. ; 14, rue Ioumovska ; de 7 h à 8 h du soir.

Groupe d'initiative de l'organisation
de l'association "Nouveau mode de vie" »[1].

Parmi les quatre initiateurs, seul Robert Andreïevitch Pelché n'est pas un anonyme. Né en 1880 en Lettonie, il s'était engagé dans la social-démocratie à 18 ans. Membre de la direction des marxistes lettons, il participa au congrès de Londres du POSDR (1902). De 1911 à 1915, il a vécu en exil à Paris. En 1917, il militait au comité moscovite des bolcheviks. Il est délégué aux congrès du PC(b)R en 1918 et 1920[2]. S'en tenant au *curriculum vitæ* classique d'un révolutionnaire professionnel, la biographie cite brièvement sa première publication sur *Les mœurs et l'art de la révolution française* en 1919. Elle omet de préciser que la brochure est à l'enseigne du Conseil pan-

[1] « Hromada 'Novyj pobut' », Šlâx do Komunizmu, n°6-7 (juin-juillet 1924), p. 124.

[2] « Pel'she Robert Andreevich » in *The modern encyclopedia of Russian and soviet History* (Ed. by Joseph L. WIECZYNSKI), Academic International Press, s.l., 1982 ; vol. 27.

russe de la Culture prolétarienne. La préface indique que l'exposé, écrit en 1913, vise à prouver que

> *« le peuple révolutionnaire, tout en menant une lutte à mort, créait en même temps son propre art, sa propre beauté, ses propres fêtes de la beauté et de la liberté, de l'enthousiasme et du repos ; il créait ses propres mœurs et traditions, il dressait ses propres autels du Beau et de l'Elevé »*[1].

Les idées qui fondent l'action de l'association *Nouveau mode de vie* à Kharkiv en 1924 portent sans conteste la marque du travail entamé par Pelché à Paris en 1913. Au sein du Commissariat à l'éducation ukrainien, il a continué assez longtemps à défendre les idées de la Culture prolétarienne en poursuivant parallèlement un travail de propagande envers un large public. En 1923 par exemple, il présente un exposé sur *« la société communiste »* aux réunions de femmes déléguées sans-parti. Il se range très à gauche dans le débat public en critiquant les effets de la NEP dès 1922. Elle *« ralentit encore le processus »* de refonte du mode de vie *« et le rend plus complexe »*[2].

Le programme de l'Association « Nouveau mode de vie » est lui-même clairement situé idéologiquement. Le premier point des objectifs, *« la lutte contre la psychologie individualiste et autoritaire »,* reprend les concepts associés par Bogdanov[3]. L'esthétisation de la vie quotidienne (point *d*) est l'élargissement de la pratique artistique des ateliers de la Culture prolétarienne. L'organisation de *« formes collectives de vie culturelle »* valorisant le *« romantisme révolutionnaire »* rappelle la volonté de recréer une transcendance par la fusion dans le collectif. Dans la nécrologie d'une jeune communiste de 22 ans[4], le même Pelché écrit en guise d'éloge funèbre :

---

[1] R. PEL'ŠE, *Nravy i iskusstvo francuzskoj revolûcii,* Vserossijskij Sovet Proletkul'ta / GIZ, Pb, 1919 ; p. 5.

[2] R. PEL'ŠE, « ProletKul't », Šlâx do Komunizmu, n°4 (1924). DAXO, P1/1/1085, *Ženotdel petinskogo rajona (1923 g.)* ; p. 46 : *Protokol n°17 delegatskogo sobraniâ* (5/06/1923), § 1 (*Kommunističeskoe obšestvo — tov. Pel'še*). R. PEL'ŠE, « Raspad buržuaznoj ideologii i kul'turnye zadači rabočego klassa », Put' k kommunizmu, n°1-2 (01/1922), p. 183 et suivantes.

[3] BOGDANOV, *Voprosy socializma…*, ouvrage cité, p. 36-37. SCHERRER, « Pour l'hégémonie… », déjà cité, p. 12-13.

[4] R. PEL'ŠE, « Nina Redkina », Šlâx do Komunizmu, n°8-9 (août-septembre 1924), p. XX. Cela rappelle l'épitaphe de Marr, autre théoricien de la fusion des individus dans la collectivité. Sur sa tombe, au cimetière Alexandre Nevski à Leningrad-St Petersbourg, on peut lire : *« En se répandant dans l'environnement vivant, dans la société, la personne qui meurt individuellement, de la mort du corps, ne meurt pas socialement de par son comportement et sa créativité. Elle continue à vivre dans ceux qui vivent (…). Et le collectif vivant ressuscite les morts ».*

« Elle ne cherchait pas de consolation dans une vie privée qu'elle ne connaissait pas ; elle ne se s'exaltait et ne vivait que par le travail social, par la vie du collectif ». L'invention de nouveaux rites (point *c*) a toujours distingué ce courant des partisans d'une société rationnelle, transparente et déritualisée[1].

L'appel du groupe « Nouveau mode de vie » représente une tentative unique de synthétiser toutes les idées et pratiques existant à l'époque afin de transformer consciemment les rapports sociaux au quotidien. Les communes y trouvent doublement leur place. Elles sont naturellement le lieu d'application des théories anti-individualistes et anti-autoritaires, de la nouvelle éthique, des nouvelles mœurs. Après le recul continu de l'idéal communard depuis 1920, il fallait de la persévérance pour le rappeler. Plus courageux encore, le groupe d'initiative s'adresse aux communes rurales déjà existantes. Il leur propose de participer, à égalité avec les syndicats et les militants de « Nouveau mode de vie », à un mouvement de réforme des mœurs. En 1924, les communes agricoles ne sont guère encouragées comme le lecteur le verra plus tard. Pelché et ses associés vont donc à contre-courant. Surtout, ils proposent aux communards de prendre parti sur la scène sociale en tant que radicaux. À l'encontre des Lepechinski ou Strelnikova, ces intellectuels-militants affichent leur confiance envers les petites gens pour changer la vie.

Après ce manifeste, l'association « Nouveau mode de vie » ne donne plus signe de vie. Pelché, qui était vraisemblablement l'âme et la cheville ouvrière du projet, quitte la capitale ukrainienne vers 1925 pour s'installer définitivement à Moscou[2]. L'initiative avait néanmoins tenté d'essaimer dans le milieu étudiant. Au printemps 1924, un nommé Mark Poliak avait publié un article sur l'association dans *Stoudent revolioutsii*

[1] Bien qu'originale, cette approche répond aussi aux préoccupations du moment. Entre 1923 et 1926, plusieurs grands noms publient sur le *Nouveau mode de vie* qui devient même une rubrique récurrente dans la presse. La *Question du mode de vie* en tant que telle sera abordé ultérieurement (cf. p. 503 et suiv.). Sur les rites voir MALLY, p. 236.

[2] Il a été nommé au poste prestigieux de directeur de la Section des arts auprès de la Direction de l'Instruction politique de la RSFSR (voir ses publications ultérieures sur le théâtre. Par exemple : R.A. PEL'ŠE & S.I. KOREV - pod red. -, *K perepodgotovke rukovoditelej xudožestvennyx kružkov,* GlavPolitProsvet – Xudož. sekciâ – « Doloj negramotnost' », M, 1925 ; R.A. PEL'ŠE, *Naša teatral'naâ politika,* GIZ, M-L, 1929).

(*L'Etudiant de la révolution*), l'*Organe du Bureau Central des Etudiants-Prolétaires*. Il y résumait les principaux points de la plate-forme et proposait l'organisation d'un groupe *Nouveau mode de vie* dans chaque établissement d'enseignement supérieur[1]. En regard de cet appel, les expériences de communes étudiantes sont néanmoins peu nombreuses sous la NEP. En octobre 1924, on envisage l'organisation de *« collectifs de chambre »* dans une cité universitaire (la première *Maison de l'Etudiant-prolétaire <Dom ProletStuda>*) avec des objectifs fort modestes.

> *« Comme la situation matérielle est la même pour tous [les résidants], il est envisageable actuellement d'organiser la vie collective au plein sens du mot, grâce à la transformation des chambres en communes. L'égalisation des bourses est un sérieux préalable à la réussite de cet objectif »*[2].

L'expérience menée au Zoo-technicum de Kharkov[3] semble plus concluante à la lecture de *Stoudent revolioutsii*. Un des participants explique que dans *« Notre commune »*, 90 % des étudiants ne bénéficient d'aucune aide.

> *« Cette situation (...) a obligé à créer en 1922 un collectif étudiant sur le domaine du Zoo-technicum, alors à moitié en ruine. Grâce au travail collectif des étudiants l'exploitation fut remise en état en même temps que l'école (...).*
> *Deux ans de vie collective ont eu une grande influence sur l'existence des étudiants.*
> *La pratique passée a donné la possibilité d'arriver, au printemps 1924, à une organisation supérieure du travail agricole — la commune, laquelle a pour objet de donner les moyens de manger aux étudiants pendant l'hiver ainsi que de lier les aspects académique, culturel et pratique du travail »*[4].

L'expérience collectiviste du Zoo-technicum, longue et aboutie, pourra être

[1] Mark POLÂK, « Novyj pobut ta studenstvo », Student Revolûcii, n°3-5 (1924), p.51-52. La plate-forme de l'association était donc déjà rédigée plusieurs mois avant sa publication dans *Šlâx do komunizmu*.

[2] « Dvuxletie DPS imeni Oktâbr'skoj Revolûcii », Student Revolûcii, n°7 (1924), p. 38-39.

[3] Zoo-tchnicum de Kharkov = *Xar'kovskij Zootexnikum* ; avant 1921 : Ecole Moyenne d'Apprentissage Agricole de Kharkov — *Xar'kovskoe Srednee Zemledel'českoe Učiliŝe*.

[4] P. PŠENYŠNYJ, « Z našoho žyttâ (Xarkivs'kyj zootexnikum) », Student Revolûcii, n°7 (1924), p. 48-49.

détaillée car les *Plans d'enseignement, programmes, états financiers, listes des professeurs et autres documents du Zoo-technicum de Kharkov,* transmis au Commissariat du peuple à l'Éducation, ont été conservés pour la période de mars à décembre 1924[1]. Cette expérience singulière doit non seulement être confrontée aux idéaux collectivistes de la Culture prolétarienne, mais aussi être replacée dans le cadre plus général du monde estudiantin, de sa sociologie et de son attitude sur la question des mœurs.

2.1.2.2 Un monde estudiantin renouvelé, mais toujours enclin aux expériences radicales

Le ***nouveau*** *mode de vie* pratiqué par certains étudiants est peut-être moins en rupture avec le passé qu'ils ne le prétendent. Certes, leur vie en commune s'oppose aux conventions traditionnelles sur l'amour, l'amitié et la famille. Leur critique du conformisme de la vie privée trouve pourtant sa source en deçà du bolchevisme et du marxisme, chez les radicaux de la deuxième moitié du XIXe siècle (cf. p. 86 et suiv.). En 1924, le passé communard de grands noms comme Trotski et Gorki (voir plus haut p. 208) pouvait inspirer la jeunesse et explique partiellement la volonté communarde inscrite dans le régime soviétique[2]. Un pont relie ainsi l'intelligentsia populiste de 1860-1880 aux « étudiants de la révolution » des années 1920.

Le profil du monde estudiantin a cependant beaucoup changé d'une période à l'autre. Les étudiants *« raznotchintsy »* apparaissaient comme des gens de peu dans la Russie impériale, mais on restait loin d'un enseignement supérieur ouvert à la masse du peuple. L'école moyenne d'apprentissage qui servit de base au Zoo-technicum, *« existait depuis 65 ans »*. Avant 1917, y *« étudiait en majorité une jeunesse des classes aisées avec une faible minorité d'origine ouvrière et paysanne »*. La révolution change

[1] CDAVOVU, 166/4/519, *NarKomOsvity / UkrHolovProfOs / Viddil s-h. osvity / Navčal'ni plani, prohramy, zvity koštorysy, spysky vykladačiv ta inši materialy Xarkivs'koho ZooTexnikumu* (8/03-29/12/1924).

[2] L'intérêt du public pour la biographie des dirigeants était grand dans les années vingt. Le lecteur y trouvait des *exempla* moraux plus que la matière à un culte des chefs (voir Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, « Stalinisme, culte ouvrier et culte des dirigeants », dans *Le siècle des communismes,* déjà cité, p. 557-558).

la donne. *« Aujourd'hui nous avons au Zoo-technicum : 23 ouvriers, 90 paysans et 34 employés »*[1]. D'après les chiffres donnés par l'administration du Zoo-technicum pour 1923-24 les proportions sont presque identiques et témoignent d'une massification poussée :

8) Origine sociale des étudiants du Zoo-technicum de Kharkov[2]

	Ouvrier	*Paysan*	*Autres*
Zoo-technicum de	15 %	60 %	25 %
Moyenne **RSSU** (1925)	45 %		55 %
Moyenne **RSFSR** (1924-25)	21,8 %	25,8 %	52,6 %

Les écarts par rapport à la moyenne viennent pour partie des spécificités du Zoo-technicum. École agricole, elle recrute peu d'ouvriers et beaucoup de paysans. Ecole technique d'apprentissage, elle s'apparente aux nouvelles Facultés Ouvrières (*Rabfaki*) par la courte durée du cycle d'études (3 ans). Ce n'est pas une institution prestigieuse au sens ancien du terme. Elle semble peu susceptible d'attirer encore *« la jeunesse des classes aisées »*. La faible part des « autres » a pourtant d'autres causes.

9) Structure sociale par niveau des étudiants du Zoo-technicum (1923-1924)

	Ouvriers	*Paysans*	*Autres*	*Total*
1re année	18 %	59 %	23 %	91
2e année	13 %	67 %	20 %	45
3e année	6 %	44 %	50 %	16

En trois ans, depuis la réorganisation, un effort important de démocratisation a été fourni. Les effectifs ont doublé ou triplé d'une année sur l'autre. La proportion des ouvriers a été multipliée par trois, celle des « autres » divisée par deux. Le pourcentage des paysans, déjà important, augmente de plus d'un tiers. La tendance à la promotion des classes populaires est indéniable[3]. Il faut dire que ces formations courtes et

[1] P. PŠENYŠNYJ, « Z našoho žyttâ... » déjà cité, p. 48.

[2] Pourcentages du Zootexnikum (intègrant deux enfants de prêtre cachés dans la presse !) calculés à partir de CDAVOVU, F166/4/519, p. 157-161 (*Otčet Učebnoj časti Xar'kovskogo Zootexnikuma s 1921 g. po maj 1924 g.*). Statistiques de la RSFSR pour 1924-25 dans : Peter KONECNY, *Builders and deserters : students, State and community in Leningrad, 1917-1941,* McGill-Queen's University Press, Montreal & Kingston, London, Ithaca, 1999 ; p. 68. Statistiques pour l'Ukraine dans : Ivan ORDYNEC', « Pobut ta zdorov'â studentstva na Vkraïni », Student Revolûcii, n°2 (1926), p. 128-135.

[3] Même si la « fabrication » de fausses origines ouvrières-paysannes, présentables, est la grande occupation des candidats à l'enseignement supérieur dans les années vingt (voir le témoignage de Varlam CHALAMOV, *Les années 20,* Verdier « Slovo », Lagrasse, 1997 ; p. 29.).

professionnalisantes avaient été privilégiées en Ukraine afin d'affirmer le caractère de classe de l'enseignement. D'après Riappo, le numéro 2 du Commissariat du peuple à l'Éducation, *« les technicums d'Ukraine sont des conquêtes de la révolution d'Octobre »*[1] .

Il est difficile et illusoire de reconstituer les goûts et les opinions de la masse des 50 000 étudiants ukrainiens. Pour la Russie, les témoignages (même de futurs opposants) concordent malgré tout à donner une impression d'enthousiasme.

> *« C'était dans les VOUZ*[2] *précisément qu'on se préparait à l'assaut, là qu'était concentré le meilleur de la société, l'élite des paysans et des ouvriers mais aussi des nobles et des bourgeois qui s'étaient emparés de l'étendard d'une autre classe, pour se lancer sous son signe à l'assaut du ciel »,* rappelle Varlam Chalamov.

D'après un autre contemporain, *« la jeunesse travailleuse qui remplissait les amphithéâtres des facultés ouvrières étudiait avec envie et réussissait bien, persuadée qu'enfin les portes de l'enseignement supérieur étaient ouvertes »*[3].

Cependant, de l'exaltation propre à la jeunesse et à la révolution, on peut vite passer aux *« excès d'enthousiasme »,* selon l'expression d'Anne Gorsuch. Dans son étude sur *La jeunesse en Russie révolutionnaire,* elle relève parmi les étudiants une opposition assez large à la NEP, une critique de l'embourgeoisement du PC, la popularité des thèses trotskistes en 1923-24 et le refus des « conventions bourgeoises ». La critique de l'enseignement et des enseignants complète le tableau d'un gauchisme estudiantin renouvelé[4].

Il n'est pas difficile d'en trouver la trace dans la propagande communarde

---

[1] Sur la professionnalisation de l'enseignement supérieur en Ukraine soviétique : Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation de l'école russe, 1917-1931,* L'âge d'homme « Slavica », Lausanne, 1990 ; p. 66. Luigi VOLPICELLI, *L'évolution de la pédagogie soviétique,* Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1954 (ouvrage ancien mais très complet et synthétique) ; p. 88-89. Â. RÂPPO, « Texnikumy Ukraïny - zdobuttâ Žovtenovoï revolûciï', Šlâx Osvity [Put' Prosveŝeniâ], n°11 (1926), p. 1.

[2] « VOuZ », *Vysšee učebnoe zavedenie* = établissement d'enseignement supérieur.

[3] Nombre d'étudiants dans ORDYNEC', article cité. Citations respectivement de CHALAMOV (p. 43-44) et de I. PAVLOV, *Revolûciâ i bûrokratiâ : zapiski oppozicionnera,* Iskra Research / XXI vek, SPb, 2001 ; p. 30.

[4] Anne E. GORSUCH, *Youth in Revolutionary Russia : Enthusiasts, Bohemians, Delinquents,* Indiana UP, Bloomington, 2000 ; p. 80, 82-83, 85, 88-89. La contestation pédagogique est décrite par KONECNY, ouvrage cité, p. 153.

destinée aux étudiants de Kharkiv. En promouvant l'association « Nouveau mode de vie », l'article déjà cité de Mark Poliak se rend d'abord coupable d'un bogdanovisme fort mal vu à l'époque. La bibliographie de 10 titres qu'il propose en référence aggrave encore son cas. Il y a deux ouvrages d'Alexandra Kollontaï (*La nouvelle morale et la classe ouvrière, L'amour des abeilles laborieuses*) dont les thèses sur l'amour et la famille sont loin de faire l'unanimité. Pire, Trotski apparaît aux deux premières places, avec *Les questions du mode de vie* et *La génération d'Octobre*. Une expression du dirigeant de l'Opposition apparaît même en exergue de l'article[1]. Ces proximités idéologiques ne sont pas très étonnantes car créer une commune au plus fort de la NEP c'est s'inscrire globalement à contre-courant.

2.1.2.3 Commune et enjeux de pouvoir

Présenté dans la même revue quelques mois plus tard, le collectif du Zoo-technicum semblerait *a priori* marqué au poinçon du « gauchisme ». Néanmoins pour déterminer le sens réel de l'initiative, il faut connaître les rapports de pouvoir qui l'ont vu naître au sein même du Zoo-technicum. L'article de *Stoudent revolioutsii* décrit précisément les différentes instances en présence et leurs aires d'intervention :

> *« À la tête de la commune, se trouve le conseil de la commune étudiante qui dirige le travail dans les domaines matériel, économique, académique et éducatif de la vie des étudiants-communards.*
> *Dans la mesure où tous les étudiants appartiennent au Syndicat des travailleurs de la terre et des forêts* <VseRobitZemLis>*, sa section locale s'occupe du travail syndical ; pour éviter les malentendus entre la section syndicale et le Conseil de la commune, les mêmes personnes sont élues dans les deux organismes. (…)*
> *En 1923 et surtout au début 1924, on pouvait voir que le système d'étude et de cours magistraux se dégradait, ce qui mécontentait les auditeurs.*
> *En 1923, le système des cours magistraux fut à moitié remplacé par des séminaires et des discussions ; [fin 1924], après toute une série de débats, on a commencé à appliquer le plan Dalton (…) bien qu'une*

[1] Mark POLÂK, « Novyj pobut ta studenstvo », déjà cité, p. 51-52.

partie des professeurs le regarde toujours avec scepticisme (...)
Tout le travail d'instruction culturelle est organisé en cercles : de propagande agricole, d'histoire naturelle, de léninisme, de littérature, de théâtre et de musique (...). Le conseil du club, composé de représentants des étudiants et des travailleurs, dirige les cercles. (...)
La cellule de la JC dirige le travail à la campagne, organisant différentes actions de propagande »[1].

L'auteur de l'article, Pchenychny, présente donc une commune dont le conseil tend à l'hégémonie sur toute l'institution. Il phagocyte même le comité syndical et empiète sur les prérogatives du corps enseignant. À côté, le conseil du club et la cellule de la JC développent des activités spécifiques. L'administration du technicum n'est pas mentionnée.

Les documents internes montrent un échiquier disposé assez différemment. Le technicum est administré par un *directeur,* V.A. Petrov, en poste depuis 1922. Il est également *« commissaire politique »* de l'école. Enseignant lui-même l' *» instruction politique de base »* <*politminimun*>, c'est un *« vieux militant du parti »* <*staryj partrabotnik*>. La JC n'est pas cantonnée à la propagande rurale. Elle forme une cellule unique avec le PC (*« la cellule de l'UJCLU et du PC(b)U »*). Les résolutions de cette cellule sont soumises à l'assemblée générale des étudiants. La prééminence de l'organisation partisane sur toutes les autres instances est nette et reconnue administrativement car des responsabilités sont attribuées par l'État à des membres du Parti quel que soit leur statut dans l'école. Ainsi, l'Inspection générale de l'Enseignement agricole <*HolovInspekSHOsvity*> écrit qu'en l'absence de Petrov, le *commissariat politique* est assuré par un *étudiant* de la *JC*, Klioutchnikov[2].

La confusion des institutions est assez inextricable. Ce Klioutchnikov siège à la direction du Technicum en tant que représentant du conseil de la commune, alors que

[1] P. PŠENYŠNYJ, « Z našoho žyttâ... », déjà cité, p. 48-49.

[2] CDAVOVU, 166/4/519, p. 157-161 (*Otčet Učebnoj časti X.. Zootexnikuma s 1921 g. po maj 1924 g.* ; signé PETROV - uprav, PolitKom - et MIXAJLOVSKIJ - ZavUč - s.d.), p. 13 (P.V. de l'A.G. des étudiants du 8/04/24), p. 14 (*Položenie ob organizacii kommuny v Xar'kovkom ZT-e - vyrabotan. predva. komissiej ot âčejki KP(b)U i KSMU*, s.d.) p. 24 (lettre du HolovInspekSHOsvity, 23/06/24).

Petrov assiste aux sessions du conseil de la commune en tant que directeur de l'école. À l'assemblée générale étudiante, ils sont respectivement rapporteur et co-rapporteur d'un seul exposé. Un même étudiant, Troïanski, appartient à la cellule de la JC, au conseil du club et au conseil de la commune. La section syndicale et la commune sont également amalgamées, le dirigeant syndical, Jinkine, étant suppléant au conseil de la commune[1]. En conséquence, le cercle du pouvoir est resserré. En tout, douze étudiants sur 152 (8 %) exercent une responsabilité, mais les quatre membres du conseil de la commune (2,5 % des étudiants) cumulent chacun deux ou trois postes. Avec Petrov, ils forment la direction réelle du technicum. La circulation du pouvoir est donc beaucoup plus restreinte que dans les communes d'Izioum où 11 % des adultes avaient assumé des fonctions.

Dans cette distribution des rôles, deux catégories sont réduites à l'état de spectatrices : la masse des étudiants et le corps enseignant.

Le scepticisme des professeurs, mentionné concernant le plan Dalton, se comprend. Avec cette innovation pédagogique, très populaire dans les années vingt,

> *« il s'agissait de faire travailler les élèves individuellement sur des thèmes et des plans de travail établis par les enseignants ou en commun avec eux. (...) Un élève prenait [un] thème (...) avec une bibliographie, et disposait d'un mois pour préparer un exposé (...). Le cours traditionnel disparaissait, ainsi que la classe d'ailleurs, les salles de classe étant appelées à présent « laboratoire » d'histoire, de physique etc.(...). Le rôle du maître devenait celui d'un consultant, d'un moniteur »*[2].

Le prestige de la fonction professorale est rogné par la remise en cause des cours magistraux. Les enseignants semblent également perdre l'initiative pédagogique au sein du technicum. Selon les statuts de la commune, *« le conseil, grâce à ses représentants [à la direction de l'école], mène le travail d'organisation des cours et des*

[1] CDAVOVU, 166/4/519, p. 13, p. 18 (P.V. n°1 de l'A.G. des communards), p. 19 (P.V. n°1 du conseil de la commune, 9/04/24), p. 22 (P.V. n°4 du 17/04), p. 177 (*otčet klubnogo soveta za ân.-mart 1924*) p. 231 (courrier *Studkomuna i profsekciâ* du 12/08/24).

[2] BERELOWITCH, *La soviétisation de l'école russe,* déjà cité ; p. 29.

travaux pédagogiques ». En effet, les délibérations du conseil affectent des étudiants à tel travail pratique ou à tel « laboratoire ». Par contre, à l'exception de trois représentants au conseil du club, les professeurs sont notoirement absents des réunions et des assemblées générales. Ces éléments confirment le tableau souvent brossé d'un corps enseignant hostile au nouveau régime, chahuté par les élèves et mis au pas par l'État[1].

Le sentiment des maîtres transparaît dans un *Compte-rendu sur l'enseignement de l'ukrainien*. Il pointe pêle-mêle le manque d'assiduité et de travail des étudiants et la mauvaise volonté de l'administration à donner les moyens d'enseigner et même à appliquer l'ukrainisation officielle. Ce texte est d'autant plus significatif qu'il n'émane pas d'un fieffé réactionnaire. Le professeur d'ukrainien n'est autre que Khotkevytch[2]. Très marqué à gauche, écrivain, organisateur de troupes théâtrales et de cours de bandoura : difficile d'imaginer meilleur pédagogue à l'époque. Son insatisfaction laisse imaginer le laisser-aller qui règne. Si désagréable qu'elle soit, cette situation a des causes objectives. Petrov note que les étudiants ont fait une bonne partie de leurs études secondaires pendant la guerre civile et leur niveau est très faible. Celui de la masse des enseignants n'est pas très élevé non plus, sauf exception ; leur autorité n'est plus reconnue. Petrov tente donc de redresser la barre, mais avec des méthodes de commandement. Devenu directeur en novembre 1922, il avait réorganisé les classes et mis fin au passage automatique d'un niveau à l'autre[3]. Le pouvoir administratif supplée l'impuissance des pédagogues.

Si les étudiants semblent avoir les coudées franches avec leurs professeurs, ils en mènent moins large avec les militants. Le procès-verbal de la première assemblée générale des communards est éclairant sur le rapport entre les communistes et leur

[1] CDAVOVU, 166/4/519, p. 233 (*Položenie ob organizacii kommuny (...)* s.d., § 36), p. 21 (P.V. de la 3e session du conseil de la commune du 17/04/24), p. 177. Sur la contestation (spontanée ou instrumentalisée) des enseignants : BERELOWITCH, p. 105, 156-157… PAVLOV, ouvrage cité, p. 30.

[2] CDAVOVU, 166/4/519, p. 159, p. 173 (*Otčet ukrainovedeniâ,* s.d.).

[3] CDAVOVU, 166/4/519, p. 157-161 (*Otčet učebnoj časti…*).

base :

« § 1 Elections de la direction de la commune (...).
Considérant la commune organisée, on peut procéder à l'élection de sa direction (...)
a/ Proposition d'élire une direction de trois membres.
Adoptée à l'unanimité
b/ Deux propositions quant à la durée du mandat :
I/ Un an, avec droit de révocation au cas où la direction s'avérerait incompétente.
II/ Sans définition préalable de la durée du mandat.
Première proposition adoptée à la majorité.
c/Liste ouverte des candidats : proposition de la cellule de la JC.
1/ KRASNIKOV 2/ KLIOUTCHNIKOV 3/ TROÏANSKI et suppléants JINKINE V. et ARTEMOV
Ont été proposés par l'assemblée générale :
MACHKINE Vsev., CHERMAN M., KOLESNIK N., ZAKORKO, ILINSKI, SIRTCHENKO et JABOTINSKI.
Par 6 voix contre et 48 pour, la liste suivante a été adoptée en entier. 1/ KRASNIKOV 2/ KLIOUTCHNIKOV 3/ TROÏANSKI et suppléants JINKINE V. et ARTEMOV
Suivant le souhait de la majorité, il a été décidé de voter pour la liste entière telle que présentée par l'UJCLU et, après, de proposer le remplacement de tel ou tel.
Proposition de remplacer ARTEMOV.
À la majorité des voix les motifs de remplacement sont considérés non fondés »[1].

D'après le document, les décisions prises correspondent en tout point aux résolutions préalables de la JC. Par contre, aucune proposition émanant des sans-parti n'a été adoptée. Le souci d'une large représentativité est absent chez les communistes car ils ne ménagent aucune place pour les sans-parti (à part dans une vague commission chargée de préparer une fête). Ce monopole communiste sur la représentation est-il bien accepté ? On le penserait en constatant que seules 6 voix

[1] CDAVOVU, 166/4/519, p. 18.

s'expriment contre les candidatures communistes. Ce sont sans doute celles des 6 candidats alternatifs qui n'auraient donc reçu aucun soutien des étudiants. L'écrasante majorité pour la liste de la JC est pourtant trompeuse. Il y a 87 communards recensés. Les 54 votants représentent 62 % des inscrits seulement. Les communistes n'ont donc recueilli que 55 % des voix des communards. Finalement, rien ne suggère ni l'enthousiasme ni le démocratisme des réunions de paysans-communards en 1919. Au Zoo-technicum, il n'y a d'ailleurs aucune trace d'une nouvelle assemblée générale d'étudiants après la fondation de la commune… Seul le conseil de la commune se réunit six fois en un mois et demi. On voit clairement où est le pouvoir.

2.1.2.4 La commune comme forme d'oppression ?

Quatre responsables du Parti dirigent une « commune » de 87 membres et, par cet intermédiaire, ils contrôlent totalement un établissement d'enseignement supérieur de 152 étudiants. La simple description d'une oligarchie s'appuyant tant sur l'appareil administratif que sur celui du Parti ne semble pourtant pas suffisante. Il y a également un jeu de balancier plus subtil qui s'exerce entre les différentes forces en présence dans le monde universitaire. La mobilisation instrumentalisée des étudiants contre les professeurs renforce le directeur et assure la position des JC. Cette méthode de direction est ouvertement encouragée lors d'une conférence des cellules communistes de l'enseignement supérieur en 1926. On y préconise *« le refus (…) de l'administration (…) directe du supérieur »* par les communistes. En même temps, les militants tendent à exercer un monopole de la représentativité en exprimant des

> *« prises de position sur différentes questions, [*visant ainsi*] la conscientisation des étudiants et l'expression juste [*de leur avis*] à travers les représentants à (…) la direction de l'établissement supérieur »*[1].

Tout cela est si loin des rêves des étudiants nihilistes ou du *Nouveau mode de vie* de la

[1] DAXO, P5/1/11, *Protokoly zasedanij bûro Xar'kovskogo OPK* (4/01-1/07/1926) : *Predloženiâ o partrabote v VUZax / k rezul'tatam obsledovaniâ Vuzovskix partâčeek / Prinâtye na Vuzovskom sovešanii pri OPK* (19/03/1926), p.86 (§ 2).

Culture prolétarienne qu'il faut expliquer pourquoi la forme « commune » a été utilisée dans cette opération.

Le récit de Petrov sur l'histoire du technicum pose d'abord les lourdes contraintes matérielles du temps. En 1921, le problème principal est la famine. Si le technicum nouvellement formé a l'avantage de disposer de terres dans le canton de Dergatchi, la mauvaise récolte a raison des espoirs de la quarantaine de professeurs et d'étudiants. Ils souffrent de la faim et n'ont pas de quoi se chauffer. La remise en cause des autorités traditionnelles se nourrit d'abord du chaos régnant dans la vie quotidienne : le directeur, malade, est remplacé en novembre 1921 par quelqu'un qui n'arrive pas à s'imposer face à la section syndicale.

À son arrivée au printemps 1922, Petrov impose d'abord son autorité en résolvant la crise alimentaire. Il semble à l'origine de l'organisation des étudiants en *« collectif de travail » <trudovoj kollektiv>*.

> *« Ce dernier se fixa pour tâche d'accomplir le travail productif en même temps que les cours d'été. Il est vrai qu'il faut reconnaître que les tâches productives ont fortement détourné* [tout le monde] *des études.* [Au moins, à l'automne 1922]*, tous les membres du collectif de travail avaient suffisamment de ravitaillement pour toute l'année scolaire.* [Depuis lors,] *la création d'un artel-commune étudiante (...) a augmenté la productivité du travail [et] libéré une quantité de temps significative utilisable pour les cours d'été »*[1].

La proposition du PC et de la JC d'instaurer une commune exprime les mêmes préoccupations. Il faut améliorer

> *« l'organisation du travail pour que l'étudiant puisse pendant l'été s'acquitter du travail d'étude pratique et en même temps se ravitailler en prévision des trimestres d'hiver et en outre (...) recevoir (...) une expérience dans la construction soviétique »*[2].

[1] CDAVOVU, 166/4/519, p. 157-161 (*Otčet učebnoj časti...*).
[2] CDAVOVU, 166/4/519, p. 13.

Le travail collectif est une réponse pragmatique au problème de subsistance. Un succès dans ce domaine est d'ailleurs une véritable victoire : à la même époque, un rapport officiel constate que 50 % des étudiants de Kharkiv sont *« à moitié affamés »*[1]. La redécouverte de l'efficacité du labeur commun semble en conséquence éloignée de toute théorie.

L'influence de l'idéologie est peut-être plus indirecte, comme un retour de *« l'expérience [des étudiants] en matière de construction soviétique »*. Les étudiants donnent dans ce cadre des conférences aux paysans dans les villages. Ainsi, le communiste-communard Klioutchnikov intervient deux fois à Dergatchi sur *« la collectivisation de l'agriculture »*. Le premier exposé traite des objectifs et des moyens, le second de *« l'organisation et de la mise en place des communes et artels agricoles »*[2]. Propagandistes des communes par profession, les étudiants devaient baigner dans une rhétorique collectiviste.

Un tel activisme auprès de la population est en contradiction avec l'impression de passivité donnée par l'assemblée générale des communards. Petrov confirme pourtant que les étudiants du technicum sont des jeunes gens actifs, engagés.

> *« Le compte-rendu d'activité du cercle de diffusion des connaissances agricoles distingue le travail véritablement héroïque des étudiants de 3e année, qui assurent le service agronomique dans un rayon de 25 verstes. En même temps, sous la direction de la JC, le travail politique à la campagne avance grâce à des camarades du Parti ou sans-parti qui s'occupent de l'activité socio-politique sur le même territoire »*[3].

De nombreux étudiants sont membres de soviets de village ou de coopératives, là où ils font leurs stages pratiques. Il faut donc nuancer l'idée d'une totale inactivité des étudiants. Quand il s'agit de politique à l'intérieur de leur école, ils délèguent volontiers le pouvoir aux dirigeants communistes. Par contre, à l'extérieur, ils assument des

[1] Bilan alimentaire des étudiants de Kharkiv en 1923 d'après une enquête du KUBUČ (*Komitet Ulučšeniâ Byta Učašixsâ* – Comité pour l'amélioration de la vie étudiante) en 1923, reprise dans ORDYNEC', article cité.

[2] Citations extraites de CDAVOVU, 166/4/519, p. 202 (*Programma lekcij dlâ krest'ân v Dergačax*).

[3] CDAVOVU, 166/4/519, p. 157-161 (*Otčet učebnoj časti…*).

responsabilités publiques dans les villages. Plusieurs hypothèses permettent de résoudre cet apparent paradoxe. D'abord, s'exprimer à l'assemblée générale de la commune veut forcément dire s'exprimer *contre* les communistes. À l'inverse, s'investir dans le soviet ou la coopérative du village c'est agir *pour* le pouvoir soviétique, pour l'orientation du PC. L'activité au village ressemble plus à de l'animation sociale qu'à de la politique.

De plus, les étudiants se préparent au travail de conseiller en agriculture. L'intervention dans les affaires du village fait donc partie du profil de leur métier. Reconnaissant sans le contester le rôle dirigeant du PC, sans doute attendent-ils à leur tour d'exercer un magistère sur les paysans. Chacun est à sa place dans un schéma qui anticipe pour une bonne part le régime soviétique achevé. Le Parti, largement confondu avec l'État, dirige l'institution en profitant de l'engagement de gens hiérarchiquement subalternes. Les (futurs) spécialistes n'ont pas une action étroitement partisane, mais, socialement, ils participent néanmoins à l'encadrement et au contrôle de la population.

Ils font eux-mêmes l'objet d'un contrôle exercé par l'appareil du Parti. La sélection des membres de la commune est un premier moyen de distinguer les futurs cadres de confiance des éléments douteux. La moitié des étudiants seulement participeront au collectif. S'il faut accueillir en priorité ceux dont *« la situation matérielle »* n'assure qu'un *« ravitaillement relatif »,* le conseil de la commune peut aussi refuser l'intégration d'un étudiant : en raison de l'origine sociale, de l' *« l'attitude envers le travail »,* du caractère *« indiscipliné, politiquement peu développé, disposé à l'opposition envers les organes soviétiques »*[1]. Conditionnée à *« l'extirpation des défauts susnommés »,* l'admission devient un moyen de pression, de chantage[2]. La commune permet de conformer le comportement des individus aux souhaits du Parti.

La conscience de l'écart entre le rêve communard et l'utilisation qui en est faite

[1] CDAVOVU, 166/4/519, p. 13 (A.G. des communards § 2) ; Sessions du conseil de la commune des 12/04 et 18/05/1924, p. 20 (§ 1,2), 11 (§ 3).

[2] La taille du collectif est aussi limitée par les capacités de logement du technicum.

au Zoo-technicum transparaît dans les projets de statuts. Les auteurs écrivent

> *« que, avec l'actuelle structure économique de l'État, l'expérience de la commune sous sa forme idéale est impossible. (...) Elle prend une forme transitoire, qui s'exprime concrètement dans les propositions suivantes :*
> *a/ l'appareil administratif reste à sa place.*
> *b/ pour la réalisation de l'idée du communisme une direction de la commune s'organisera et sera membre de droit du comité du Zoo-technicum »*[1].

La persistance d'un *« appareil administratif »* est contradictoire avec une organisation autogérée en commune. Elle pose également un problème idéologique. *« Vieux militant du parti »,* Petrov ne peut ignorer que ce texte fait immanquablement penser à certain passage de *l'État et la révolution* de Lénine. D'après le dirigeant bolchevique, l'appareil d'État est incompatible avec la liberté. *« Seul le communisme rend l'État absolument superflu [. Mais] dans la période de* <u>*transition*</u> *du capitalisme au communisme, la répression est* <u>*encore*</u> *nécessaire (...). L'appareil spécial, (...), « l'État », est encore nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire »*[2]. Pour les instigateurs de la commune, les tâches « encore nécessaires » de l'appareil administratif du technicum étaient sans doute le contrôle académique et la répartition du ravitaillement. Intégré à l'administration, le conseil de la commune s'acquitte quant à lui des tâches de « répression » envisagées par Lénine : il contrôle les origines et agissements des uns et des autres. Or la justification de l'existence du conseil de la commune est des plus étranges. Il doit *« réaliser l'idée du communisme »,* idée dont le texte a dit l'impossibilité économique deux lignes plus haut... C'est pourtant *« la réalisation de l'idée communiste »* qui donne le droit au conseil de siéger es-qualité au comité de direction de l'école. Le « communisme » semble donc être devenu un privilège, voir un attribut, inhérent aux tâches de direction et non plus une pratique sociale.

D'après les statuts, la commune cherche à préparer

[1] CDAVOVU, 166/4/519, p. 14 (*Položenie ob organizacii kommuny...,* s.d.), 233 (idem).
[2] LÉNINE, *OC, T. 2,* p. 357.

> *« les communards au travail social qui les attend dans l'État socialiste, travail dans lequel ils doivent être des guides des idées du communisme. Pour y arriver, la commune doit prendre pour principe de révéler en chacun de ses membres un vrai collectiviste, créateur de nouvelles formes, socialistes, de vie sociale. Ce principe implique de lutter contre les instincts de propriété et permet la formation d'un homme nouveau qui mérite la reconnaissance du prolétariat et de la paysannerie laborieuse en accomplissant sa fonction de spécialiste (...) ».*

L'apparition de l'expression *« homme nouveau »* n'est pas fortuite. Elle décrit celui qui, formé par l'État comme *spécialiste*, travaille également pour lui et gagne par ses directives la *reconnaissance* de classes pauvres soumises et spectatrices tant dans le domaine politique que technique. Un nouveau pas a été franchi avec la synonymie entre *« idée du communisme »* et travail d'État. Là encore, la situation de la commune offre un bon marqueur des relations de pouvoir et est un vrai raccourci de l'évolution des rapports sociaux en URSS.

Vue de près, la commune du Zoo-technicum n'a rien de très attirant. Sans prendre conscience de la logique des rapports de pouvoir à l'œuvre, les propagandistes de l'idéal communard se rendent toutefois compte que la refonte du mode de vie est mal engagée. En 1925, la revue *Stoudent revolioutsii* revient sur le sujet, sous la signature de Savtchenko :

> *« Pour le moment présent, alors que les établissements d'enseignement supérieur sont prolétarisés à 100 % et que la fièvre d'organisation s'est calmée, il faut réfléchir à la formation du nouveau mode de vie. Quelques-uns de nos correspondants ont essayé de s'exprimer à ce sujet, mais cela n'a rien donné de concret : ils regardaient « dans une boule de cristal » et leur « voix se perdait dans le désert ». La question du mode de vie est la question du jour et les étudiants doivent la résoudre par eux-mêmes. À mon avis, elle doit être traitée ainsi : 1) Au Bureau des Etudiants prolétaires il faut créer des chambrées et des ailes [de bâtiment] fonctionnant sur des bases communistes ; dans ces espaces vivraient les pionniers du nouveau mode de vie. 2) Il faut organiser des*

cercles d'étude du nouveau mode de vie auprès de clubs étudiants. 3) Il faut organiser des soirées sur ce thème ainsi que des jurys littéraires sur les ouvrages traitant du sujet. 4) Il faut largement faire connaître dans la presse le travail et la vie des cellules fonctionnant selon le nouveau mode de vie. La création du nouveau mode de vie est la réalisation d'un des derniers vœux de Lénine, et les étudiants prolétaires révolutionnaires doivent l'accomplir.

(Publié pour être discuté — La Rédaction) »[1]

Quelles que soient les raisons pour lesquelles l'article ignore l'expérience du Zoo-technicum (relatée deux mois plus tôt dans la même revue), il est clair que la pensée n'a pas progressé depuis les propositions de Mark Poliak sur le nouveau mode de vie et les étudiants. Surtout, en alignant des *« il faut »* l'auteur semble réduit à l'incantation, comme s'il haussait le ton pour cacher l'écart grandissant entre l'idéal et la réalité. Preuve de l'épuisement de la thématique : malgré le souhait de la rédaction, aucune discussion ne s'engage[2].

La greffe communarde n'a pas pris dans le milieu étudiant et le thème reste l'objet exclusif des responsables de l'appareil. Bien que la commune du Zoo-technicum soit un cas isolé, il est tentant de généraliser sa signification. Le milieu étudiant était potentiellement dangereux pour le pouvoir. Ses tendances indisciplinées s'exprimaient tant par une idéologie volontiers gauchiste que par l'irrespect des autorités. Le Zoo-technicum offrait ainsi l'image d'étudiants ne reconnaissant plus l'autorité des professeurs. La prise en main de l'établissement par les communistes est une réponse à ce problème. Ils ne restaurent pas le pouvoir des enseignants, mais instrumentalisent la remise en cause de la hiérarchie académique. Vis-à-vis des étudiants, ils associent un discours communard aux résonances proletkultistes sinon libertaires, et une pratique visant à leur imposer des normes de comportement. Ils réussissent à discipliner un groupe social rebelle au nom d'un discours généralement attaché à la rébellion. Un pas

[1] SAVČENKO, « Tvorytyemo novyj pobut », Student Revolûcii, n°7 (10/1925), p. 45.

[2] Un mois après l'article de Savtchenko, paraît un récit assez inconsistant sur une commune agricole fondée par des étudiants. Voir : A. NIŽNIK, « V našij komuni », Student Revolûcii, n°8 (11/1925), p. 38.

supplémentaire a été franchi par rapport à la commune de jeunes militants où il ne s'agissait d'inventer un ordre qu'au sein de l'élite dirigeante. Ici, le champ de la commune était plus large, touchant aux rapports entre les communistes, les vieilles élites professorales et la masse des étudiants. La commune du Zoo-technicum, si unique et limitée fût-elle, présentait une expérience de contrôle social réutilisable quand le besoin s'en ferait sentir. Le silence qui entoure les communes étudiantes dans la presse ukrainienne jusqu'au *Grand tournant* stalinien en 1929, ne signifie pas que ces leçons furent oubliées.

2.1.3 UN THÉÂTRE-COMMUNE : *L'AVENIR* STALINIEN *EN RÉPÉTITION* ?

Lors de l'évocation des communes de jeunes militants et d'étudiants, le lecteur a vu apparaître plusieurs figures du monde des lettres et des arts. Les écrivains Korolenko et Gorki avaient été communards, le mouvement de la Culture prolétarienne porte un intérêt particulier aux expériences collectivistes. Le nouveau régime soviétique avait modifié la place des artistes. Considérée comme une activité sociale à part entière, la création entre dans l'aire d'intervention de l'État. L'édition de revues, l'édification de monuments et l'organisation de fêtes révolutionnaires donnent du travail aux artistes et changent leur statut.

L'ébauche d'une organisation corporative, calquée sur le modèle ouvrier, fait naître des institutions où logement et travail se mêlent. Ainsi, le DIsk (*Dom ISKousstva*) — *Maison de l'Art* de Petrograd —, créé fin 1919 à l'instigation de Gorki, fait cohabiter dans une pauvreté partagée des écrivains, des peintres, des musiciens, et même quelques fonctionnaires et ouvriers. Le mélange des préoccupations élevées et des soucis quotidiens, tel que le rapporte l'écrivain Olga Forch dans son *Bateau ivre*, rappelle l'atmosphère des communes. Deux traits distinguent pourtant le DIsk d'une véritable commune. Le collectif n'est pas le fruit d'une initiative autonome de ses participants, mais au contraire une institution d'État, s'apparentant aux *Maisons soviétiques* déjà évoquées. De plus, comme beaucoup d'expériences de la guerre civile, elle ne survit pas longtemps à la NEP et ferme ses portes en 1923[1].

L'existence de communes d'artistes en Ukraine au milieu des années vingt n'a donc rien d'évident, sans parler du problème lancinant des sources qui pourraient les évoquer. Par chance, deux amis journalistes m'ont fait rencontrer en 1996 une figure de la vie culturelle de la NEP. L'actrice Ioulia Fomina, alors âgée de 91 ans, avait participé à la troupe d'avant-garde *Berezil,* sous la direction de Les Kourbas. L'entretien eut lieu

[1] Ol'ga FORŠ, *Sumašedšij korabl',* [1931] Xudožestvennaâ Literatura – Leningradskoe otelenie, L, 1988. LEBINA, ouv. cité, p. 163.

dans une pièce aux rideaux toujours tirés, dans un grand appartement d'un immeuble ancien au centre de Kharkov.

Ioulia Fomina était arrivée à l'extrême de la vieillesse. Blême et décharnée dans la lumière crue d'une lampe, elle semblait répondre aux questions à travers les 70 ans qui nous séparaient de la période évoquée. Elle s'anima au fur et à mesure qu'elle revivait sa jeunesse, puis retomba dans une somnolence sénile après quelques dizaines de minutes. Après avoir raconté comment elle avait intégré la troupe à l'âge de 20 ans, elle déclara que *« le rêve de Kourbas c'était le théâtre-commune »* et elle détailla certains aspects de la vie en collectivité de la compagnie à Kharkov vers 1926. Nous reviendrons sur le quotidien de la troupe après avoir replacé l'activité de Kourbas dans son contexte[1].

2.1.3.1 Une commune méconnue dans un théâtre renommé

Si l'expérience ne concerne qu'une cinquantaine de personnes, elle est néanmoins significative quand on connaît la place de *Berezil* sur la scène culturelle ukrainienne de l'époque. Lancée en 1922 sous le patronage <*šefstvo*> de la 45e division de l'Armée rouge, elle incarne la renaissance ukrainienne dans le domaine théâtral. D'après Ivan Dziouba, critique littéraire et ancien dissident devenu académicien,

> *« l'activité réformatrice de Les Kourbas (d'abord à Kyïv, puis à Kharkiv où « Berezil » a déménagé en 1926) ; son orientation vers « l'esthétique mondiale » ; sa théorie de la transformation artistique de la vie ; la fusion qu'il opère du baroque ukrainien et de l'expressionnisme européen nouveau ; et principalement, son expérimentation et sa recherche permanentes : tout cela a exercé une grande influence non seulement sur la dramaturgie, mais aussi sur toute la vie artistique et littéraire ».*

Les contemporains de Kourbas voyaient en lui un *« Meyerhold ukrainien »,* donnant ainsi une idée de la stature du créateur ukrainien (voir son portrait en annexe).

[1] Entretien du 7/03/1996, voir prises de notes en annexe. Comme le montre l'entretien, la commune théâtrale a moins fonctionné à Kharkov qu'à Kiev (à temps plein), et à Odessa (pendant l'été). Cependant, l'intérêt de l'expérience me semble justifier son annexion au champ de cette recherche.

L'aventure s'arrête tragiquement en 1933. Kourbas est arrêté pour « nationalisme ». Il meurt aux îles Solovki en 1942, après avoir marqué son rejet des idées socialistes[1].

C'est une des raisons pour lesquelles la recherche contemporaine ne s'attarde pas sur l'expérience communarde de la troupe : elle renvoie trop à un idéal collectiviste aujourd'hui déprécié. Dans la somme qu'elle a consacrée à Kourbas (sous le titre *L'avenir en répétition*) Nelly Korniïenko résume l'affaire en vingt lignes, citant et commentant juste les mémoires d'un apprenti comédien de l'époque. Cela reflète un choix d'écriture[*], mais aussi un parti pris idéologique dont je reparlerai. Il faut également reconnaître que les sources sont remarquablement discrètes sur la pratique collectiviste de la troupe. Les quelques numéros de la revue *Barykady Teatru (Les Barricades du Théâtre),* éditée en 1923-24 par *Berezil,* n'abordent pas son fonctionnement interne. Les archives de la compagnie ont été publiées récemment. Sur presque 1000 pages, les 270 consacrées aux *Procès-verbaux des sessions de l'état-major de mise en scène de « Berezil »* n'apportent guère plus de précisions sur l'organisation de la vie quotidienne des participants[2]. Il faut donc collationner des éléments lacunaires : le témoignage oral de Ioulia Fomina ; celui, écrit, d'Alexandre Zaporojets (cité par Korniïenko) ; quelques pages éparses des procès-verbaux évoquant la vie de la troupe, mais moins comme commune qu'en tant que *« club théâtral »*. Le peu de sources garantit le caractère autonome du collectif : une opération étatique d'encadrement social aurait bénéficié à coup sûr d'une puissante propagande.

Alors que la quantité fait défaut, les quelques indices glanés convergent de façon

[1] I. DZÛBA, « Literaturno-mystec'ke žyttâ », in V.H. DONČYK (za red.), *Istoriâ ukraïns'koï literatury XX stolittâ u dvox knyhax,* Lybid', K, 1998 ; T. 1, p. 31. La comparaison avec Meyerhold est citée et critiquée par Nelli KORNIENKO, *Les' Kurbas : repetyciâ majbutn'oho,* Fakt, K, 1998 ; n. 184, p. 196. Dernières paroles de Kourbas reprises dans L. KURBAS [M. LABINS'KYJ uporâdnyk, M. MOSKALENKO red.], *Filosofiâ teatru* [zbyrnik], Vyd. Solomiji Pavlyčko « OSNOVY », K, 2001 ; p. 902.

[*] Nelly Korniïenko explique en introduction : « *Vous ne trouverez en aucun cas dans ce livre de chronique de la vie et de l'œuvre de Kourbas. Je ne me suis pas assignée une telle tâche. Mon monologue est un des témoignages de l'enthousiasme né du don rare d'un homme et metteur en scène par la grâce de Dieu* » (ouvrage cité, p. 12). La perspective est ouvertement idéaliste. Le théâtre est conçu comme une textualisation des hommes plus que comme une incarnation des textes. Le quotidien de Kourbas et de Berezil disparaît au profit de jeux de signes et de mots. L'histoire de la troupe se réduit à la chronologie de ses mises en scènes, présentée comme une série de « *moments heuristiques* » (p. 167).

[2] Barykady Teatru (Kyïv, quatre numéros de novembre 1923 à janvier 1924). *Filosofiâ teatru,* déjà cité, p. 289-558 : *Protokoly zasidan' režysers'koho štabu « Berezolâ »* [4/03/1924 - 21/01/26].

remarquable. Alexandre Zaporojets, pédopsychologue soviétique de renom, raconte son expérience de jeunesse de la vie d'acteur et de communard. Il a alors à peine 20 ans alors que la compagnie est établie à Kiev (1922-1925) :

> *« Nous nous occupions nous-mêmes de notre petit ménage, nous réparions le foyer de la rue Levachovskaïa, nous faisions des semailles dans un grand potager à côté de la forêt Goloseev près de Kiev et nous y montions la garde à tour de rôle. (...) Nos soirées et nos fêtes, nos rites de passage du statut d'apprenti à celui d'aspirant puis de maître* <učenik, podmaster, master> *: tout cela était amusant et plein d'esprit et portait en même temps (...) la marque d'une intégration profonde à la famille (...). Kourbas (...) nous faisait des conférences sur la « République » de Platon, « L'Utopie » de More, « La cité du soleil » de Campanella, le « Testament » de Meslier, sur Fourier et Saint-Simon »*[1].

Pour Ioulia Fomina qui rejoint la troupe à Kharkov,

> *« Le rêve de Kourbas c'était le théâtre-commune (...). En 1922, Berezil s'est formé à partir d'un atelier de théâtre* <studiâ>. *L'été, on se reposait ensemble à (...) Odessa, nous louions une école ; il n'y avait pas de scène, on travaillait dehors, on dormait sur des matelas de paille. Il y avait une marmite commune, on cuisinait [...] chacun son tour. Grâce à la commune, Kourbas avait formé un collectif de gens partageant la même idée. (...) Tout était fait selon l'idéal de construction de la nouvelle société.*
>
> *À Kharkov, Berezil vivait dans des foyers ; il y avait deux maisons où ne vivaient que des béréziliens. Un foyer dans la ruelle Zatkinski - un couloir et des petites chambres où vivaient de 1 à 3 personnes. (...) Le deuxième foyer était situé place Rosa Luxemburg*[2] *; avant il y avait là une « lanterne rouge » [maison de tolérance] ; c'était un bâtiment à deux étages. (...)*
>
> *Quand nous sommes arrivés [à Berezil] en vingt-six, la commune existait encore l'été. Ensuite, le studio a été étatisé, le contrôle du Parti est apparu. (...)*

[1] A.V. ZAPOROŽEC [1905-1981], *Izbrannye psixologičeskie trudy,* Pedagogika, M, 1986 ; t. 1, p. 28 ; cité par KORNIENKO, p. 174.

[2] Voir plan c6, en annexe.

Dans la commune, il y avait des gens de service, pour la cuisine, le ménage etc.. Les nouveaux membres entraient organiquement dans la commune. (...)
Tout l'argent allait au pot commun. Chez les béréziliens, les femmes n'utilisaient pas de cosmétique (pas de rouge à lèvre), elles portaient des combinaisons de travail <roby>. *(...)*
Dans la commune, on jouait au volley-ball, au football, on faisait de la danse de ballet, de la gymnastique etc. « .

On retrouve les principales caractéristiques des collectifs du temps. L'argent est mis en commun. Même s'il semble exister un personnel de service, les tâches de ménage (entretien, cuisine, approvisionnement) sont pour l'essentiel partagées. L'effort d'émancipation des femmes se traduit par le refus du maquillage et de la mode. La volonté d'être ensemble est marquée par la pratique collective des activités tant de travail que de loisir. En plus du ciment idéologique (lectures utopiques, *« partage[de] la même idée (,..) idéal de construction de la nouvelle société »*), la mise en place de *« rituels »* achève de faire ressembler la commune à une *« famille »* qui permet d'assimiler *« organiquement »* les nouveaux membres. L'autonomie du collectif s'impose au souvenir par contraste avec *« l'étatisation »* et le *« contrôle du Parti »* qui lui ont succédé.

Le seul document normatif émanant de la compagnie qui laisse entendre l'existence de la commune est un *« Plan et méthode du travail culturel-théâtral au club »* de janvier 1925. Il insiste sur le *« travail collectif »* et *« autonome »* ainsi que sur *« les relations égales de camaraderie (...) entre tous les membres du cercle dramaturgique »*[1]. On retrouve ainsi l'influence de la Culture prolétarienne, qui entendait promouvoir *« la création d'un mode de vie communiste au sein même des ateliers de théâtre »* et une *« forme de travail collective et fraternelle »*[2].

[1] *Plan i metod teatral'no-kul'turnoï roboty u klubi* [01/1925] in *Filosofiâ teatru,* p. 330-331. Les réferences ultérieures à ce document se rapportent aux mêmes pages.
[2] *Instrukciâ po rabote xudožestvennyx studij proletkul'ta,* Zori Grâdušego, n°5 (1922), p. 185-186 (déjà cité).

2.1.3.2 Une merveilleuse discipline de fer

Pourtant, dans les paroles de Ioulia Fomina ce n'était pas la rhétorique égalitaire — banale pour l'époque — qui m'avait frappé, mais une expression récurrente : *« zolotaïa distsiplina »*. Littéralement, il s'agit d'une *« discipline en or »,* c'est-à-dire une *« merveilleuse discipline »*. L'expression étonne pour décrire une expérience d'émancipation sociale. Elle est d'autant plus frappante quand elle émane du milieu théâtral qu'on associerait plus volontiers à la bohême artistique. Certes en ex-URSS, beaucoup de personnes âgées sont nostalgiques des aspects les plus autoritaires du régime soviétique. Cela ne vaut pas pour Ioulia Fomina. Elle voit dans l'étatisation de la troupe et le contrôle du Parti une régression. Elle évoque sans crainte l'arrestation de Kourbas. Enfin, elle semble très attachée au libéralisme de la NEP[1].

Cette *« discipline en or »* était restée gravée dans la mémoire de la comédienne, non par un conformisme idéologique postérieur mais comme un vestige authentique du théâtre-commune. La notion de *discipline* est bien présente à l'époque. On le voit dans le *Plan de travail* déjà cité. Dans sa partie organisationnelle, il commence par l'article suivant : *« 1. Respecter une* <u>*discipline de fer*</u> <zavesty zaliznu dyscyplinu> *; les règles s'élaborent dans une commission composée des membres les plus actifs du cercle »* (j'ai souligné). D'or ou de fer, la discipline s'impose, et ce en dehors de toute démocratie interne. Les règles doivent être définies par les *« membres les plus actifs »*. Les autres documents de la troupe le confirment sans équivoque. On ne trouve aucun procès verbal d'assemblée générale. Alors que la compagnie est forte de 50 à 60 membres, les réunions décisionnelles rassemblent au maximum une dizaine de personnes. Il faut rappeler que cet organisme exécutif s'appelle *« l'*<u>*état-major*</u> *de mise en scène » <režysers'kyj štab>*[2]. Difficile d'être plus clair !

[1] D'après elle, « *La NEP, c'était un miracle. Comme dans un conte, les vitrines brillaient aux rez-de-chaussée et aux sous-sols, les artisans travaillaient, les restaurants aussi ; les autos sont apparues. (...) Après, on a mis fin à la NEP, les confiscations ont commencé ; mais les restaurants, les bistrots et les endroits où se réunissaient les gens d'art existaient toujours. Mais on les a [fermés] peu à peu* ». (Voir la photographie des commerces, i12 en annexe).

[2] Effectif de la troupe dans *Filosofiâ teatru* : p. 263 (*Orhanizacijni zbory režysers'koï laboratoriji « Berezolâ »* du 4/03/23, §3 : 51 membres) ; p. 377 (*Protokol n°16* du 25/03/1925 : 49 acteurs sur 60 membres du « *personnel artistique* »).

La hiérarchisation de la troupe semble pleinement assumée. Dans ses souvenirs, Alexandre Zaporojets met en relief les rites de passage permettant à « l'apprenti » <*učenik*> de devenir « aspirant » <*podmaster*> puis « maître » <*master*>. Il y voit *« la marque de l'élévation solennelle au rang de membre du "premier cercle" »* <*pervogo « obŝestva »*>, de l'intégration *« à la compagnie artistique aux lois de laquelle il fallait maintenant se soumettre »*[1]. L'acceptation de l'obéissance et de la discipline sont le prix de la reconnaissance professionnelle. On ne sait pas dans le détail comment s'effectue la sélection des impétrants et leur promotion.

Par contre, le *Plan* permet de comprendre pourquoi valeur artistique et discipline ont partie liée. Il faut échapper aux chicanes de la vie d'artiste en favorisant un formalisme professionnel emprunté à d'autres métiers. Le chapitre « éthique » stipule qu'il faut *« faire attention à ce qu'il n'y ait pas de querelles dans le cercle pour les premiers rôles lors des premières »* (II, § 6). En effet, il faut *« donner la possibilité à tous les camarades de s'essayer dans tous les travaux et de jouer tous les rôles »* (§ 7). La hiérarchie au sein de la troupe n'est donc pas celle subordonnant les utilités et les petits rôles aux vedettes, idoles du public. Pour gommer les inégalités de popularité, elle se fonde sur des degrés de qualification, comme dans l'industrie. En plus des « grades » d'apprenti à maître, il y a la référence à l'Organisation scientifique du travail (OST) dont il faut *« apporter au moins les prémisses dans le travail »* (III, § 2). Le taylorisme est un thème rebattu alors en URSS[2]. Dans ce cas précis, de pair avec l'usage de la terminologie compagnonnique, il permet de sortir les acteurs de la représentation traditionnelle de leur activité, de la désacraliser.

Lors de la discussion de « l'état-major » sur le *Plan*, Kourbas insiste beaucoup sur l'Organisation scientifique du travail. Ce faisant, il introduit une idée nouvelle :

> *« Les prémisses de l'OST, ça veut dire l'OST jusqu'au bout. L'OST*

[1] KORNIENKO, ouvrage cité, p. 196.
[2] Voir STITES, *Revolutionary dreams,* ouvrage cité, p. 146-147.

> *s'installe au club, tout le travail du club doit être une impulsion vers l'OST, car l'OST, mis en pratique dans notre vie, est le moyen éducatif le plus puissant (...). C'est là-dessus qu'il faut attaquer, là-dessus qu'il ne faut en aucun cas se rendre (...). Des instructions sur le mode de vie artistique local et pas seulement sur des thèmes socio-politiques. Ce qui est nécessaire ? (...) un club à la fois pour la masse et pour l'individu »*[1].

Grâce à sa technicisation, l'activité théâtrale n'est plus à part des autres. Au contraire, elle devient un point de rencontre entre la société et le collectif d'artistes, entre l'individu et le groupe, entre l'art et la vie. L'organisation du mode de vie est donc indissociable de l'organisation du travail.

En se modelant sur les méthodes industrielles, la réglementation de la vie quotidienne rejette tout ce qui excède la combinaison utilitaire des moyens en vue d'une fin productive. Sentiment, émotion et passion n'ont pas leur place. Un responsable *« ne [doit] s'autoris[er] en aucune façon une attitude passionnée* <prystrasne stavlenne> *envers tel ou tel camarade »* (II, § 3), sans doute pour éviter le favoritisme. Surtout,

> *« le club-théâtre ne [doit pas être] une maison de rendez-vous ou un endroit où se retrouvent des petits couples d'amoureux* <zakoxanni paročky>*, mais un lieu où s'effectue un travail social sérieux, où chacun se conduit comme un travailleur conscient de la culture prolétarienne sur le front de l'art »* (Partie éthique, § 8).

On imagine mal comment il est possible de tirer totalement un trait sur les relations entre les sexes, alors qu'hommes et femmes travaillent et vivent ensemble. Néanmoins, ce point n'a fait l'objet d'aucune discussion lors de la réunion de l'*état-major*.

Un consensus devait exister sur la chasteté souhaitable au sein de la troupe, aussi étrange que cela puisse paraître aujourd'hui. Le témoignage de Ioulia Fomina le confirme. Elle affirme d'abord qu'à *Berezil « l'amour était normal, sans la moindre idéologie »*. Mais elle poursuit immédiatement ainsi :

[1] *Filosofiâ teatru,* p. 329 (*Protokol n°5* du 18/01/1925).

> *« La commune était la forme de vie optimale. L'art prenait toute la journée, il n'y avait pas le temps de s'occuper des petites choses de la vie quotidienne* <zanimat'sâ bytom> ».

L'activité sociale « productive » éclipse toutes les autres préoccupations qui sont ravalées au rang de « petites choses ». Encore plus clairement, Ioulia Fomina finit par dire : *« On considérait que les enfants gênaient le travail, la majorité n'avait pas d'enfants »*. La fusion du travail et de la vie se fait au détriment de cette dernière. La sphère privée n'est pas éliminée, mais au moins confinée. Ioulia partageait tout de même la chambre du foyer de Kharkov avec son compagnon, Roman Alexeïevitch. Le couple existe, mais il est passé sous silence, considéré comme une des *petites choses de la vie quotidienne*.

2.1.3.3 Un leader et précepteur spirituel

En définitive, ce que nous savons des comédiens de *Berezil* les rapproche des résidants de la Deuxième Maison des soviets : jeunes, assez repliés sur eux-mêmes, ne fondant pas de famille car entièrement voués à un idéal qui est leur vie et leur activité. Reste à déterminer de quel idéal il s'agit. À lire la *Partie idéologique* du *Plan* de travail, il n' y a pas d'ambiguïté :

> *« 1. L'idéologie qui se diffuse par tout le travail est celle promue par le PC et le pouvoir soviétique. (...)*
> *3. Le spectacle organise la masse et la pousse, par l'agitprop, à la construction de nouvelles formes du nouveau mode de vie. (...)*
> *5. [Il faut] S'efforcer que tous les membres du cercle dramatique soient des membres du cercle politique du club ».*

Le souci de conformité politique est poussé jusqu'à la critique des autres courants artistiques, à savoir *« l'académisme, (...) l'absence de contenu, (...) le formalisme, (...) l'esthétisme »,* considérés comme participant d'une *« contre-révolution objective »*[1].

Les déclarations de ce genre, qu'on retrouve chez l'écrasante majorité des créateurs de l'époque, posent un problème aux critiques contemporains en quête

[1] *Filosofiâ teatru,* p. 326 (Plate-forme discutée le 9/01/1925, *Protokol n°4*).

d'artistes si possible *nationaux* et *résistants* au totalitarisme. Nelly Korniïenko tente de dédouaner l'animateur de *Berezil* en écrivant :

> *« Kourbas est un véritable leader. Et, pour lui, le théâtre est seulement le modèle original d'une vie grandiose. Il n'est pas mu par un idéalisme propre ; il assigne à la politique le rôle d'un* ***instrument*** *de reconstruction de la société, de recréation de la vie et de l'État selon les lois de l'art. Ce n'est même pas de l'idéalisme. C'est autre chose : la sensation heureuse d'une loi profondément cachée qui établit que le théâtre et la vie s'arrangent selon une logique autorégulée et que le dialogue de la vie et du théâtre puis de la vie et de l'art créent à chaque fois dans l'histoire une mélodie propre, une atmosphère propre, des règles propres »*[1].

On remarque l'omniprésence des notions marquant la norme et l'autorité : leader, loi, règles. Elles émanent organiquement de la personne (<istynnyj lider> = dirigeant authentique, naturel) et du processus historique. Dans le contexte intellectuel ukrainien actuel, de tels concepts visent surtout à éviter le recours aux schémas matérialistes — et donc marxisants — de la sociologie, quitte à rappeler un organicisme qui n'est pas de meilleur aloi. À l'insu de l'auteure, cet organicisme renvoie cependant aux représentations de l'époque.

À écouter Ioulia Fomina, on s'aperçoit que le discours matérialiste soviétique n'avait pas été totalement intériorisé. La vieille dame insiste en effet sur une *« discipline spirituelle très stricte »* (je souligne) dont la clé de voûte est Kourbas. D'après elle, il *« était le leader et le précepteur spirituel »*. En substance, elle explique que la bonne entente du groupe était fondée sur sa personnalité. Il savait parler à chacun son langage, jusqu'à passer une heure et demie pour expliquer son rôle à un acteur qui avait une seule réplique dans la pièce. Conformément à l'idéal communard, il vivait au milieu de la troupe. Il occupait deux pièces dans le foyer de la ruelle Zatkinski. Une était réservée à sa mère, l'autre lui servait de bureau. Il est certes mieux loti que la

[1] KORNIENKO, ouvrage cité, p. 167 (mis en gras par Kornienko).

moyenne des acteurs (vivant à 2 ou 3 par chambre), mais son train de vie reste sobre.

Leader, à la fois artiste visionnaire et organisateur au quotidien, vivant modestement malgré sa prééminence, proche des humbles dont il dénoue les problèmes : on croirait qu'il s'agit du Lénine de l'hagiographie, *« maître, père et camarade »* du peuple[1]. Comme l'apogée de la commune *Berezil* s'étend sur les années 1923-1925, la coïncidence est d'autant plus remarquable que le « culte » de Kourbas est contemporain de la construction de celui de Lénine. Là encore, le témoignage de Ioulia Fomina a toutes les chances d'être crédible. En exprimant son admiration pour un Kourbas longtemps stigmatisé comme *ennemi du peuple*, elle montre son indifférence à la propagande stalinienne. Déjà bien vieille et vivant en recluse, elle n'a pas non plus dû subir l'influence de la canonisation du dramaturge après 1991, sur fond de renouveau national ukrainien.

2.1.3.4 Le travail collectif est possible… si un chef l'organise

Pour expliquer l'origine de ce culte du chef, on peut émettre plusieurs hypothèses. La première qui vient à l'esprit tablerait sur les qualités personnelles de Kourbas. Dans un métier où l'on doit diriger des comédiens pour captiver le public, il est probable que Kourbas jouissait d'un certain charisme. Malgré la modestie dont elle le pare, Ioulia voit en lui un être d'exception : *« La première rencontre (…) a eu lieu dans un café. Kourbas rentrait juste de Berlin, il ressemblait à <u>quelqu'un d'une autre planète</u> [culottes de golf, chapeau large…] »* (je souligne). Cette mise rappelle les excentricités vestimentaires de Maïakovski et participe à la construction d'un « personnage ». Cependant, par caractère, Kourbas ne semble pas avoir été un fanatique ou un extrémiste. D'après Zaporojets,

> *« Nos impératifs moraux de ce temps-là semblaient comiques. Kourbas réfrénait nos excès d'enthousiasme quant à la réglementation du mode*

[1] L'expression « *maître, père et camarade* », devenue rapidement un cliché, est tirée d'une lettre de 1925, citée par Nina TUMARKIN, *Lenin lives ! : the Lenin Cult in Soviet Russia,* Harvard university press, Cambridge Mass. & London, 1983 ; p. 218.

de vie, il ironisait sur nos affirmations catégoriques et sur l'utopisme de nos plans. Il était plus vieux et comprenait merveilleusement le prix de tout ça (par exemple, nos promesses de ne pas tomber amoureux et de ne pas lier amitié, car cela prend du temps sur l'art) ».

Nelly Korniïenko y voit un argument pour sa thèse de l'artiste en opposition essentielle avec le régime. Il faut s'arrêter sur la question dans la mesure où elle pose le problème de l'autonomie de la commune théâtrale : n'existerait-elle que par conformisme et soumission idéologiques ? D'après la critique ukrainienne,

> *« Ici, on peut faire remarquer que Kourbas connaissait merveilleusement le prix des utopistes également ; d'après les nombreux témoignages de ses élèves, il est clair qu'il mettait en garde les jeunes contre la foi aveugle envers la « vie en commune », qu'il défendait leur conscience contre le « communisme de caserne », contre la réduction de leurs particularités créatrices aux rôles de simple fonction sociale. Kourbas faisait passer les jeunes béréziliens par son « école de la vie », précisément entre deux pôles : d'une part l' « atelier comme famille, comme unité spirituelle » (petite forme du groupe social) et de l'autre l'étatisation officielle de la vie privée (le groupe comme classe, le peuple comme parti uni). (...) Sur le terrain des grandes utopies, Kourbas démontrait la supériorité inconditionnelle de la pratique, dont le contenu et la réalité étaient la création et la recréation de la vie, de la singularité, de l'art »*[1].

La volonté d'installer Kourbas au panthéon de l'Ukraine indépendante oblige à quelques accommodements avec la vraisemblance historique.

D'abord, présenter les conférences du maître sur les utopistes comme autant de mises en garde ne convaincra que celui qui ne connaît rien ou ne veut rien connaître aux années vingt. L'opposition entre la *« petite forme du groupe social »* et *« l'étatisation officielle de la vie privée »* n'est guère plus convaincante. Elle pourrait se défendre avant ou après la NEP. Par contre, à une époque où même les communistes préféraient la vie en appartement, la formation d'une commune relevait bien d'un

[1] KORNIENKO, ouvrage cité, p. 174 (note n°168).

choix. Les communards se plaçaient sans équivoque à la gauche du régime, même si leurs préoccupations étaient peut-être d'un autre ordre. De plus, si on peut partager les craintes de Korniïenko sur l'étatisation de la vie privée, il est difficile de présenter la famille — particulièrement conçue comme une douteuse *« unité spirituelle »* — en garantie de la singularité personnelle. Surtout, Korniïenko passe sous silence la seule question concernant les communes et qui reste toujours actuelle au-delà des modes idéologiques : la question du pouvoir.

Ainsi, elle ignore un élément fondamental du témoignage de Zaporojets. Sa description de Kourbas colle parfaitement à l'archétype léninien, y compris en ce qui concerne le modérantisme (Vladimir Ilitch était, rappelons-le, peu enclin à l'extrémisme dans la vie quotidienne ou dans l'art). Zaporojets renforce ainsi la stature hégémonique du metteur en scène. Indépendamment de l'aura personnelle de Kourbas, cette hégémonie se nourrit dans la troupe de l'envie, du besoin impérieux d'un chef. Le *Plan de travail, « obligatoire pour le chef du cercle dramaturgique du club »,* s'en ressent :

> *« II. Partie éthique*
>
> *1. Le chef* <kerivnyk> *est un camarade plus âgé.*
> *2. Pour tous les membres du cercle dramaturgique les relations internes respectent l'égalité et la camaraderie. (...)*
> *5. Le ton et la pose du cheffaillon* <načal'nyc'kyj ton i poza> *ne sont pas admis*
>
> *III. Partie organisationnelle (...)*
>
> *4. Il faut fixer précisément la composition du cercle pour savoir sur quel matériel et sur combien de membres actifs le chef peut compter. (...)*
>
> *IV. Partie pédagogique*
>
> *1. Pousser tous les membres du cercle dramaturgique au travail autonome. Eveiller en eux le plus d'initiative possible pour le travail. (...)*

2. Les fonctions du travail organisationnel doivent être partagées entre les membres du cercle, de façon à ce que la majorité se sente au plus vite responsable dans le travail qu'elle mène.
3. Distribuer aux camarades des tâches artistiques qu'ils puissent accomplir grâce aux instructions du chef du cercle dramaturgique (...).
4. Le travail collectif est possible dans la mesure où il y a un chef qui l'organise, lui donne son orientation et sait comment s'y prendre avec le collectif pour qu'il lui fasse confiance et ait envie de l'aider dans le travail commun ».

On voit deux tendances à l'œuvre dans le texte. D'une part, il défend l'égalitarisme (II.2, 5), la rotation des tâches et la polyvalence (IV.1, 2). D'autre part, il valorise le chef comme technicien qui gère le matériel et la main d'œuvre (III.4), comme pédagogue qui guide le travail individuel (IV.3) et comme animateur qui coordonne le travail collectif (IV.4). La définition du *« chef »* comme *« camarade plus âgé »* illustre les contradictions plus qu'elle ne les résout. Elles sont apparues lors de la réunion de l'*état-major*. Concernant l'ambivalence entre le rôle de technicien et celui d'animateur, Pihoulovytch, auteure de l'ébauche du plan, s'en est pris à ceux qui affirment

> *« que le chef du cercle dramaturgique doit être un camarade plus âgé et ne doit pas suggérer de mise en scène, mais, autant que possible arranger la pièce et la mise en scène collectivement. Erreur absolue ».*

Elle explique sa conception :

> *« Ma tâche était d'élaborer un manuel de conseils pour les chefs (...). Après la requalification des travailleurs des clubs, les chefs étaient désormais de vieux acteurs-spécialistes* <stari specy-aktory>*; des jeunes, il n'y en avait que cinq. (...) L'activité autonome est une méthode de travail extraordinairement fatigante, autant que l'usine* <podibnyj do praci bilâ verstata>*. Ce qui est important c'est comment révéler la forme de souplesse qui permette d'amener les masses à l'activité (...). En ce qui concerne le chef, son rôle n'est pas de faire de l'instruction politique, mais il doit faire de l'agitation pour ça : il doit être un ingénieur,*

l'organisateur de tout ce qui se fait sur scène pour le public »[1].

La hiérarchisation est défendue par pragmatisme. Le travail collectif en autonomie est trop complexe à mettre en place. Pour produire un spectacle efficacement, mieux vaut une direction unique et étroitement spécialisée. La politique est donc remise à sa place, en coulisse et non sur scène. Dans une démarche qui rejoint l'Organisation scientifique du travail, le metteur en scène-chef est assimilé à l'ingénieur. L'autre enjeu de l'intervention de Pihoulovytch est la formation d'une nouvelle génération de cadres choisis parmi les *« jeunes »*. Les anciens avec leur expérience sont assimilés aux *spetsy,* les « spécialistes bourgeois » que le régime soviétique utilise mais qu'il voudrait remplacer. Pour les dénoncer, le discours anti-autoritaire est licite. Pihoulovytch critique ainsi un dénommé Siabro, *« le plus grand spécialiste du travail de club à Kyïv »*. Or *« là où il est, c'est la dictature »*.

Concernant les jeunes cadres à former, la méthode d'éducation a son importance. Evoquant d'une part un apprentissage fondé sur l'expérience de diverses tâches en autonomie et de l'autre une transmission du savoir par le *« camarade plus âgé »,* le *Plan* de travail ne tranche pas. Kourbas pointe ce problème dans la discussion.

> *« Je ne m'étais jamais intéressé à ces questions (...). Aujourd'hui il faut tirer cela au clair : sur quel principe fonder [le programme] ? Une chose me fait peur dans ce que j'ai entendu. Cela souffre d'une lacune : il y a une tendance à traiter le club comme si c'était une école ; une école qui doit être relativement autonome pour l'aide qu'elle reçoit d'en bas (et non d'en haut) ; il peut y avoir une initiative qui incite à l'organisation, à l'activité autonome, pour qu'il ne soit pas nécessaire de traîner le public au club (c'est ce à quoi tient ce professionnalisme qui gâche tout* <na čomu trymaet'sâ xaltura profesionalizmu>*) (...). L'éducation de l'acteur est importante : à partir de là on peut trouver le bon chemin de développement pour le cercle dramaturgique (...). Le théâtre aura sa place dans le club d'autant plus qu'on comprendra que le club n'est absolument pas fondé sur l'art [mais sur le repos] ».*

[1] *Filosofiâ teatru,* p. 328.

Le propos n'est pas très clair (ce qui garantit peut-être l'authenticité du sténogramme). Plusieurs questions émergent malgré tout. Le club est une école, tant pour ses acteurs que pour son public. Dès lors, il n'est plus question d'autonomie véritable, mais d'*aide par en bas*, c'est-à-dire de participation des « élèves » à un processus d'éducation qu'ils ne maîtrisent pas. Les fins éducatives déterminent alors les moyens, *« le bon chemin de développement »*. Les apprentis comédiens doivent garder à l'esprit que le public du club ne cherche pas l'Art, mais une forme de repos, de loisir. Le professionnalisme que critique Kourbas est celui du spectacle à l'ancienne, qui *« traîne le public au club »* en se contentant de lui plaire sans l'éduquer. Avec *Berezil,* il vise au contraire *« une certaine catégorie de spectateurs qui va peu au théâtre et pour laquelle le spectacle est un élément de distraction »*. L'enjeu n'étant pas d'abord artistique mais éducatif, Kourbas s'autorise une approche utilitaire. La professionnalisation, la hiérarchisation et l'application de l'Organisation scientifique du travail sont ainsi légitimés aux yeux du metteur en scène comme méthodes éducatives.

Toute cette discussion n'a abouti qu'à la nomination d'une commission spécifique pour *« l'élaboration du programme de travail du club »,* et, par la suite, l'*état-major* n'est pas revenu sur la question. La seule autre mention du *« collectif théâtral »,* en mars 1925, n'aborde que la gestion du personnel d'un point de vue budgétaire. Au même moment, la *Plate-forme de l'association artistique « Berezil »* maintient néanmoins les prétentions de la troupe :

> *« 1) correspondance de la forme et du contenu ; 2) rupture avec la tradition du théâtre bourgeois ; 3) suivi planifié du processus de destruction-analyse dans le théâtre ; 4) projet d'établissement des formes de vie futures »*[1].

Rien ne transparaît pourtant au-delà de ce genre de déclarations de principe. Bien que la commune poursuive sa vie concrète encore plusieurs années, son fonctionnement

[1] *Filosofiâ teatru,* p. 376-377 (*Protokol n°16, § II,* du 25/03/1925) ; p. 617 (*Platforma mystec'koho ob'ednannâ « Berezil' »* 03/1925, IV.5)

n'est jamais abordé en réunion.

* * *

L'exemple de cette commune d'artistes permet de se faire une idée des processus sociaux à l'œuvre pendant la NEP. *Berezil* est tout à fait intégré dans le système soviétique par son partenariat avec la 45e Division. Mais contrairement aux collectifs de jeunes militants et d'étudiants, il n'y a aucune intervention directe du Parti communiste. Les tendances communes aux trois types de communes sont d'autant plus visibles : la vie des communards urbains est entièrement vouée à leur activité principale, que ce soit le militantisme, l'étude ou la pratique artistique. Le modèle taylorien d'efficacité s'impose et la convivialité, l'amitié et l'amour apparaissent secondaires, au mieux comme des retombées du travail, au pire comme une gêne. Le jeune âge des participants et leur vie de citadins expliquent cette abnégation : contrairement à leurs homologues de la campagne, ils n'ont pas charge de famille. Dans le tourbillon intellectuel et social de la NEP, il y a bien trop à faire pour penser à fonder un foyer. Les comédiens ressemblent de ce point de vue aux militants et aux étudiants.

Ils étonnent cependant par certains caractères. Chez les jeunes communistes régnait un égalitarisme jaloux. Les béréziliens n'en conservent que l'apparence vestimentaire, pour bâtir une communauté très hiérarchisée. Dans ce sens, ils vont beaucoup plus loin que les potentats du Parti au Zoo-technicum. Le Parti assumait une direction politique dans un but économique alors qu'à *Berezil* le leadership est spirituel. C'est sans doute pourquoi il se passe des apparences de démocratie qu'on trouvait encore dans la commune étudiante (assemblée générale, élections). Enfin, la hiérarchie du théâtre-commune est couronnée par un chef suprême, parfait jusque dans sa bienveillance et sa modestie. Cet élément était absent tant de la Deuxième Maison des soviets que de la commune du Zoo-technicum. Comme on ne peut taxer Kourbas d'autoritarisme, il faut conclure que la troupe en tant que groupe social secrétait le

besoin de soumission et suscitait la toute-puissance du dirigeant. Il faut souligner encore une fois que le phénomène se développe de façon autonome, en dehors des lieux de pouvoir du Parti et de l'État.

Sans prétendre y voir une matrice, disons que Berezil montre une des potentialités de la période. D'autres voies de développement, y compris artistiques, existaient. À la même époque, le mouvement des orchestres sans chef (simfansy) connaissait son apogée en URSS. Sans reculer devant la lenteur des répétitions, il visait une appropriation collective de la musique, comptant sur l'échange fécond entre des musiciens absolument égaux. En 1928, l'Ukraine comptait deux des onze ensembles soviétiques, à Kyïv et Kharkiv[1]. Le contre-exemple de Berezil fait penser que, dans un milieu artistique[2] traditionnellement associé aux idées de liberté et de démocratisme, l'élan de la jeunesse pouvait se doubler d'un besoin d'ordre ou plutôt de retour à l'ordre dans le cadre de la NEP. Cette micro-situation, d'ailleurs fort bien vécue par ses acteurs, prend un relief sinistre dans la perspective soviétique. Ce culte du chef, assez anodin dans une compagnie théâtrale, en précédait un autre, beaucoup plus terrible.

[1] STITES, *Revolutionary dreams,* ouvrage cité, p. 135-140.

[2] La définition du milieu social dont font partie les acteurs n'est pas évidente. De par leur fonction, je les associe à l'intelligentsia, mais Ioulia Fomina précise que *« dans la troupe, beaucoup de gens venaient de la campagne »*.

2.1.4 COMMUNES PÉDAGOGIQUES : ÉDUQUER AU COMMUNISME[1]

Au début de cette recherche, les expériences éducatives avaient volontairement été exclues du champ d'investigation pour deux raisons, l'une de principe, l'autre tenant à l'historiographie. La définition de la commune que j'ai arrêtée pose que la communauté se forme et s'administre elle-même. Ses membres doivent être volontaires et égaux. Quelque progressiste que puisse être l'approche, la relation pédagogique ne connaît quant à elle ni le volontariat des enfants, ni leur égalité avec les éducateurs. Le terme de *communauté éducative* — aujourd'hui officiel en France — est assez fallacieux pour ne pas devoir être transposé rétrospectivement en URSS.

De plus, on ne peut évoquer Kharkov dans les années vingt sans penser à Makarenko qui s'y installa en 1927 (voir son portrait en annexe). Instituteur issu d'une famille ouvrière, il rassembla en 1920 des enfants des rues près de Poltava et fonda la colonie *Gorki*, centrée sur le travail agricole. En 1927, il prit la tête de la *commune Dzerjinski*, collectif plus urbain et industriel, installé dans la capitale de l'Ukraine soviétique. Il a retracé son expérience dans deux récits, le *Poème pédagogique* et *Les drapeaux sur les tours*, publiés dans les années trente. Son œuvre a eu un tel retentissement qu'elle constituerait un objet de recherche en soi.

À mesure qu'avançait le dépouillement de la principale revue pédagogique ukrainienne, *Pout prosvechtchenïïa* (*Le Chemin de l'éducation*), le rôle de Makarenko s'est pourtant trouvé radicalement remis en perspective : jusqu'en 1931-1932, c'est un parfait inconnu. Pour l'étudier dans son temps, il faut donc le rattacher au *Grand tournant*, quand il devient célèbre. Dans les années vingt, alors que les débats sont variés et vivants, sa signature n'apparaît au bas d'aucun article. Bien que Makarenko ait souvent argué de l'inimitié que lui vouaient les pédagogues officiels sous la NEP, il est plus probable que le silence médiatique fût alors surtout dû à la relative banalité de

[1] Ce chapitre est une version modifiée de l'article « S'éduquer à part pour mieux s'intégrer ? Les communes pédagogiques en Ukraine soviétique (1920-24) », Revue d'Histoire de l'enfance "irrégulière" – Le Temps de l'histoire, n°7 (décembre 2005), dossier « Enfermements et éducations ».

son action. La commune d'enfants est en effet un slogan récurrent, et les colonies sont nombreuses et diverses.

Les pédagogues des années vingt étaient les héritiers d'une riche tradition. Dans l'empire tsariste déjà, les questions d'éducation servaient souvent d'exutoire aux velléités d'opposition des intellectuels. Elles étaient discutées dans les mêmes milieux qui firent l'essai de la vie en commune autour de 1860-1870[1]. De nombreuses expériences furent ainsi tentées, mais la plus emblématique reste l'école de Iasnaïa Poliana, ouverte par Tolstoï pour les jeunes paysans de son domaine en 1859. Si celle-ci ne se releva pas d'une intervention policière en 1862, l'expérience pédagogique de l'écrivain féconda ses conceptions sociales, libertaires et spiritualistes[2]. Au début du XXe siècle, l'exigence d'une égalité à construire ici et maintenant continuait à se développer, comme on l'a vu, parallèlement au mouvement révolutionnaire mais sans se confondre avec lui. La révolution de 1917-1921 élargit brusquement le champ des possibles aux confins du socialisme utopique et de la pédagogie progressiste. C'est pourquoi il est nécessaire de s'y arrêter.

Les questions relatives à la pédagogie et à l'aide sociale touchent de près les communes d'enfants. Dans la mesure cependant où elles ont fait l'objet de travaux spécifiques[3], elles seront laissées de côté. Par contre, les principes et le fonctionnement de ces collectifs pédagogiques feront l'objet d'un développement dans la mesure où ils concernent les notions d'égalité et de démocratie interne et participent à la redéfinition de la commune dans les années vingt.

2.1.4.1 Élaborer un communisme pédagogique.

La génération qui prend le pouvoir après 1917 liait transformation sociale et exigence éducative, comme le prouve le parcours des nouveaux responsables de

[1] Voir BROWER, *Training the nihilists*, déjà cité.

[2] Jean-Claude FILLOUX, *Tolstoï pédagogue*, Paris, PUF « Pédagogues et pédagogies », 1996.

[3] BERELOWITCH, *La soviétisation de l'école russe,* déjà cité. Dorena CAROLI, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937*, Paris, L'Harmattan, 2004.

l'éducation d'Ukraine soviétique. Le commissaire du peuple à l'Éducation en 1920, Grigori Grinko (1890-1938), était révolutionnaire depuis l'âge de 16 ans, il enseignait en lycée en 1917 et s'intéressait à la pédagogie d'Herbert Spencer. Son adjoint, Ian Riappo (1880-1958), venait d'une famille de serfs. *« Par manque de moyens de subsistance, [il] interrompit ses études et fut embauché à l'usine Westinghouse (...). En même temps [il] poursuivait un parcours d'autodidacte et passa le baccalauréat en candidat libre en 1904 »*. Ni les contraintes professionnelles, ni l'activité révolutionnaire après 1905, ne l'empêchent de décrocher un diplôme universitaire de langues en 1909[1].

2.1.4.1.1 Pour la commune des enfants

En 1920, alors que le pouvoir soviétique est à peine consolidé en Ukraine, le premier numéro du bulletin officiel du Commissariat du peuple à l'Éducation publie une Déclaration sur l'éducation sociale rédigée par Grinko[2]. Il y définit le but ultime de son action :

> *« Notre tâche est de couvrir toute la terre conquise au prix du sang ouvrier et paysan de Maisons d'enfants. [... Ces maisons] où l'enfant vit avec ses cadets et ses aînés, avec ses éducateurs, où il grandit et se développe dans l'union amicale avec ses semblables, où il apprend à vivre humainement dans une société humaine : voilà ce qu'est la commune des enfants, tel un phare qui brille, une étoile guidant tout le système prolétarien ».*

Pour le lecteur de l'époque, le terme de *commune des enfants* renvoie au vocabulaire des années 1917-1919, au plus fort du bouleversement révolutionnaire, et semble la marque d'un radicalisme presque provocateur en 1920.

Transférée dans le domaine pédagogique, la *commune* symbolise l'espoir d'une

[1] Biographie de Grinko dans *BSE-3* ; sur son intérêt pour Spencer : V.V. LYPYNS'KYJ, « Vplyv svitovyx procesiv rozvytku osvity na koncepciû ta model' osvity v USRR u 20-i roky [L'influence des processus mondiaux de développement de l'éducation sur la conception et le modèle éducatif en RSS d'Ukraine dans les années vingt] », Nauka. Religiâ. Obŝestvo. [GII, Doneck], n°3 (2002). Extrait de l'autobiographie de Ian Riappo dans *Deâteli SSSR i revolûcionnogo dviženiâ Rossii,* Moskva, Granat, 1927 (reprint M, Sovetskaâ Enciklopediâ, 1989). Il est à noter que les deux hommes commencèrent leur carrière révolutionnaire chez les populistes (*narodniki*) avant de devenir marxistes puis bolcheviks.

[2] « Deklaraciâ Narkomprosa USRR o social'nom vospitanii », Visnyk Narodnoho Komisariatu Osvity USRR, n°1 (1920), reproduit dans *Antologiâ pedagogičeskoj mysli Ukrainskoj SSR,* Moskva, Pedagogika, 1988 ; p. 306-310.

société sans domination, où les distinctions sociales entre adultes et jeunes, parents et enfants, éducateurs et éduqués perdraient leur caractère structurant. La notion s'incarne également dans des initiatives concrètes — ici les *Maisons d'enfants* — à réaliser ici et maintenant. Le lyrisme du commissaire du peuple Grinko se nourrit d'une analyse sociale qui fera comprendre les attentes auxquelles le projet entend répondre.

> *« Les rigueurs du capitalisme ne sont plus, et avec elles s'est effondré le vieux système éducatif maudit. [Cependant, dès avant la révolution] la pédologie[1] avait avancé le mot d'ordre d'unité du travail éducatif. (...) La science pédagogique, s'appuyant sur la constatation de la désagrégation de la famille à l'époque du capitalisme, (...) a posé un nouveau problème d'éducation : pas l'éducation « dans la famille et à l'école », mais l'éducation sociale ».*

Le diagnostic de l'échec du capitalisme et de la dissolution de la famille se place dans la lignée idéologique de Marx. Pour les remèdes à apporter, le Commissariat du peuple adhère à la pédagogie progressiste occidentale, de Montessori à Dewey, et avec d'autant plus d'enthousiasme que celle-ci rejoint les recommandations du *Manifeste du parti communiste* quant à la nécessité d'une *« éducation sociale »*[2].

Concrètement, il faut s'occuper des

> *« centaines de milliers d'enfants du prolétariat [qui] n'ont aucun moyen d'accès à la vie et à l'éducation, dans la mesure où leurs parents n'ont pas la possibilité de leur donner le nécessaire. Comme des oisillons sur une route défoncée, ils restent à la merci du hasard, et seule la main puissante du nouvel « organisme social » a la force d'amener à l'épanouissement ces jeunes rangs de combattants pour l'avenir radieux du communisme. [De ce point de vue,] la « déclaration sur l'éducation sociale » est une déclaration des droits de l'enfant. »*

Dans l'esprit de Grinko, il s'agit d'une crise de la famille prolétarienne réelle plus que d'une faillite des principes de l'organisation familiale. La société devient donc une

[1] En URSS dans les années vingt, on parle plus volontiers de *pédologie* — science de l'enfant — que de *pédagogie* — discipline limitée à son éducation —.

[2] Karl MARX, *Manifeste du parti communiste* in *Œuvres, économie,* tome 1, Paris, Gallimard « La Pléiade », 1965, p. 178-179, 182. Wladimir BERELOWITCH, ouv. cité, p. 29.

famille universelle de substitution. La métaphore le montre avec un pathos qui rappelle encore les débuts de la révolution.

Cette dernière a déjà touché l'institution scolaire :

> *« Les vieux murs de l'école sont ébranlés, et, qu'on le veuille ou non, il a fallu laisser entrer un peu de l'atmosphère libre du club d'enfants, lequel prend une place prédominante sur les ruines de la vieille "école". »*

Jusqu'où faudra-t-il aller dans cette voie ?

> *« Cela ne veut pas dire que nous proposons de fermer toutes les écoles demain. Non ! Malheureusement, nous n'en avons pas encore la possibilité aujourd'hui ».*

Avant de se consacrer entièrement à l'innovation, la tâche de l'heure est en effet la simple *« sauvegarde de l'enfance »*.

> *« Et dans quel cadre la sauvegarderons-nous ? Pour l'instant, partout où c'est possible : et au jardin d'enfant, et à l'école, et au club d'enfants, et au foyer d'accueil, et sur l'aire de jeu, et à la colonie, et, enfin, dans la nouvelle Maison d'enfants ».*

Que reste-t-il des rêves d'une commune d'enfants quand le réalisme pousse à *« utiliser les vieilles formes »* et à faire feu de tout bois ?

> *« Tant que l'école subsiste, nous lui ajouterons un club, un atelier, une bibliothèque, un studio, un réfectoire. Nous prendrons l'élève la journée entière, du matin au soir. Nous le prendrons sous notre « garde », et le dimanche, et pour les fêtes, et à Noël, et à Pâques et l'été. L'été nous l'emmènerons à l'aire de jeu, à la colonie ».*

Pour simplifié qu'il soit, ce programme reste difficile à mettre en œuvre. Comme le fait savoir la Section locale d'Éducation populaire[1] d'un quartier de Kharkov, *« les différentes institutions de l'éducation sociale travaillent jusqu'à présent de façon dépareillée »*. Les jardins d'enfants, les écoles et les orphelinats ont chacun leur

[1] La Section locale d'Éducation populaire est le plus bas échelon administratif du Commissariat à l'éducation.

« physionomie » et il leur est difficile d'envisager une *« fusion organique »*[1]. L'énorme majorité de ces institutions ont, de plus, été créées avant la révolution. Sur quatre foyers contrôlés dans le district rural autour de Kharkov en 1920, un inspecteur de l'Éducation populaire relève que deux étaient des orphelinats *diocésains* et le troisième une ancienne maison de correction. Seul le quatrième innove. Il a été *« organisé par un groupe de communistes locaux »* et *« on y observe une certaine organisation, et même des réunions d'enfants indépendantes »*. Un autre inspecteur notera néanmoins que *« les aspects éducatif et pédagogique »* n'y sont pas exemplaires[2]…

Quelques mesures administratives marquent toutefois un pas vers la constitution de communautés autonomes. À l'occasion du transfert définitif des orphelinats de la tutelle administrative des Affaires sociales à celle de l'Éducation, on rappelle que *« toute la vie [de l'orphelinat] est dirigée par un collectif dont tous les membres sont égaux. (…) Des représentants des enfants sont élus par les enfants eux-mêmes (…) et participent aux réunions du collectif »*[3]. Au-delà des principes, de rares documents d'archives sur la vie des orphelinats en 1921 donnent une idée plus précise de la répartition des rôles entre enfants et adultes. Pour obtenir l'ouverture d'un atelier de menuiserie, le directeur de la Maison d'enfants[4] n°13 adresse à l'administration *« la copie du procès-verbal de la réunion du collectif des enfants »* appuyant cette demande.

Les formes de la démocratie sont parfaitement respectées : une petite fille, *« La camarade Sidorenko a été élue président de séance à l'unanimité »* et chaque proposition a été dûment votée par les enfants. Cette assemblée générale est pourtant la première dans l'orphelinat et la seule dont les archives gardent la trace. Par contre, le pouvoir du « collectif » des adultes est indéniable. Quelques mois plus tard, l'assemblée

[1] *DAXO,* R918/1/11, *Ivano-Lysogorskij raj-Otdel Narodnogo Obrazovaniâ (ONO), podotdel social'nogo vospitaniâ : « Plan raboty (…) na 1921 g. »*, p. 22.

[2] *DAXO,* R103/1/150, *ONO Xar'koskogo Uezdnogo Ispolkoma : « Otčet o rabote p/otdela doškol'nogo vospitaniâ s 24/01 po 20/04/1920*, p. 7-8 ; *ibidem*, Danilevskij : *« Obsledovanie detskogo doma v poselke Ûžnom ot 3/08/1921 g. »*, p. 129.

[3] *DAXO,* R103/1/195, *ONO Xar'koskogo Uezdnogo Ispolkoma, 1921 : « Instrukciâ po peredače detskix domov Gubotsobeza Gubotnarobrazu (…) ; instrukciâ detskomu domu II-aâ »*, p. 5 (§12) ; et *« instrukciâ (…) III-aâ »*, p. 10 (§1, *primečanie*).

[4] Dans la correspondance, quand il s'agit d'une institution précise, le terme de « Maison d'enfants » désigne un orphelinat.

générale des éducateurs du même orphelinat refusent d'intégrer une enseignante nommée par l'administration. Ils obtiennent gain de cause[1]. Dans le *« nous »* qui, selon le vœu de Grinko, commence à totalement prendre l'enfant *« sous sa garde »,* on voit moins une communauté éducative autogérée que les pédagogues devenus seuls maîtres de leurs institutions.

2.1.4.1.2 Des obstacles devant le collectivisme éducatif

Les historiens, qui retiennent surtout la professionnalisation de l'enseignement, s'accordent sur le radicalisme du projet ukrainien d' *« éducation sociale »*, en y voyant *« la théorie de la mort de l'école dans sa réalisation la plus raisonnable »*. C'était, pour parler dans la langue de l'époque, l'œuvre de *« "gauchistes" de la pédagogie »*[2]. En 1927 , sans doute soucieux d'éviter ce type de critiques, dangereuses quand l'opposition de gauche (trotskiste) est écartée du pouvoir, Ian Riappo, ramène la Déclaration à des motivations objectives.

> *« La première préoccupation du Commissariat du peuple à l'Éducation d'Ukraine n'était pas l'école (on n'en était pas là, et de loin !), mais le sauvetage de la population enfantine. (...) La* Déclaration de l'éducation sociale des enfants *avait pu voir le jour dans la situation de l'Ukraine où 7,5 millions d'enfants — un huitième [de la population] —, désespérés, regardaient vers le pouvoir soviétique. (...) Devant le Commissariat du peuple à l'Éducation d'Ukraine se dressait une armée d'un million de bambins sans travail, éclopés de la guerre civile »*[3].

Sans parti pris idéologique, l'orientation privilégiant l'enseignement professionnel s'expliquerait par le besoin d'aider les enfants affamés à travailler pour gagner leur vie. Quant à la volonté d'éduquer hors de la famille, elle répondrait à la situation des

[1] *DAXO, Petino-Žuravlevskij raj-ONO, podotdel socvosa* : R920/1/12, p. 8-9 (lettre du 24/01/1921 et procès-verbal du 22/01/1921) ; R920/1/21, p. 361 (lettre du 13/07/1921).

[2] Respectivement : Luigi VOLPICELLI, *L'évolution de la pédagogie soviétique,* Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1954, p. 89 ; Wladimir BERELOWITCH, ouvrage cité, p. 67. Un exemple du ton des débats à l'époque stalinienne : « Vykryvšy antylenins'ki nastanovlennâ v « Komunistyčnoï osviti » – zrobymo iï bojovym orhanom komunistyčnoho vyxovannâ, Komunistyčna osvita [suite de Put' Prosveŝeniâ], n°1-2 (1932), p. 16. L'article vise tant les « gauchistes » défendant encore les méthodes pédagogiques anti-autoritaires, que les « droitiers » voulant copier la pédagogie des pays capitalistes.

[3] Ân RÂPPO, *Narodnâ osvita na Ukraïni za 10 rokiv revolûciï,* Xarkiv, DVU, 1927 ; p. 9, 11-12.

enfants abandonnés[1]. En révisant l'histoire, Riappo aboutit tout de même à une vérité : en Ukraine, la désagrégation de la famille était le produit de la guerre civile et non d'un lent déclin du capitalisme. Avec le relatif retour à la normale sous la NEP, la famille sort des années terribles transformée mais non détruite. D'après Barbara Evans Clements, *« sur le long terme, la guerre civile semble avoir accéléré l'évolution vers la forme nucléaire de famille »*[2]. L'aire dévolue à l'éducation sociale se réduit en conséquence. Les rares apparitions de la thématique collectiviste dans la presse éducative le confirment.

Les périodiques spécialisés dans tel ou tel segment de l'éducation ignorent une problématique aussi transversale. *Narodnyï outchitel* (*L'Instituteur du peuple*) se concentre sur les problèmes scolaires ; *Rabotchïï kloub* (*Le Club ouvrier*) s'intéresse à la diffusion culturelle dans le monde du travail ; *Pout k kommounizmou* (*Le Chemin vers le communisme*) s'occupe de *« l'éducation politique »* du peuple. Seule la revue *Pout prosvechtcheniïa*, lancée en 1922 par Ian Riappo sous l'égide du Commissariat du peuple à l'Éducation, tente de traiter les problèmes d'éducation dans leur globalité. Elle discute toutes les théories en vogue à l'époque : *« méthode des complexes », « méthodes des projets », « méthode des brigades de laboratoire », « plan Dalton »*[3]... Grâce aux contributions de pédagogues de terrain, mais aussi de sociologues ou de philosophes, elle embrasse tant les problèmes scolaires qu'éducatifs, aborde la psychologie comme la didactique et traite aussi bien de la formation continue que de l'initiale. De plus, le périodique s'intéresse indifféremment à l'enfant « normal » et au jeune déviant. Bien qu'il soit édité par le « ministère » et soit lu essentiellement dans les institutions qui y

[1] Enfants abandonnés : *bezprytul'ni* en ukrainien / *besprizornye* en russe. Suivant le contexte, je traduirai *bezprytul'nyj / besprizornyj* par *enfant des rues, enfant abandonné* ou par *enfant vagabond* et *bezprytul'nist' / besprizornost'* par *enfance abandonnée, enfance des rues* ou *vagabondage d'enfants*.

[2] Barbara EVANS CLEMENTS « The effects of civil war on women and family relations » in *Party, State and Society in the Russian Civil War: Explorations in Social History,* Bloomington, Indiana UP, 1989, p. 113.

[3] Narodnij učitel', « organe du syndicat des travailleurs de l'éducation » (1925-1935) ; Rabočij klub, « organe de la direction de l'éducation politique » (1925-1935) ; Put' k kommunizmu, « organe de la direction de l'éducation politique et du commissariat du peuple à l'éducation » (1921-1924). Sur le rôle de Ian Riappo dans la fondation de Put' prosveŝeniâ [« journal pédagogique » - 1922-1933 -], voir sa biographie dans *Enciklopediâ ukraïnoznavstva*, L'viv, IUAANU, 1994. Sur les courants pédagogiques, on peut consulter : Wladimir Berelowitch, *La soviétisation...,* p. 29 et suiv. ; V.V. LYPYNS'KYJ, « Novi metody navčaniâ v systemi osvity URSR u 20-i rr. », Nauka. Religiâ. Obŝestvo. [GII, Doneck], n°2 (2002).

sont abonnées (écoles, instituts pédagogiques...), le mensuel n'a rien d'un « journal officiel » : jusqu'à la fin des années vingt, il ouvre ses colonnes à des opinions divergentes et ne craint pas les polémiques.

Pout prosvechtcheniïa évoque les collectifs d'enfants en 1925, mais il faut comprendre n'importe quelle forme de groupe. L'article étudie les formes de socialisation dans les collectifs suivant qu'ils sont *« spontanés »* ou *« organisés », « éphémères »* ou *« de longue durée »*[1]. La même année, Rabotchiï kloub présente le camp de pionniers (les scouts soviétiques) comme *« le creuset de la commune »*. L'évocation de la commune est sommaire : *« Le camp est l'objet des rêves de chaque pionnier pendant toute l'année. En effet, il suffit d'y réfléchir : vivre un mois entier en forêt, au bon air ; avec les copains, vivre en commune. »* Le seul point de l'article qui rappelle certaines autres communes est un emploi du temps journalier, très directif, bien dans l'esprit tayloriste déjà remarqué chez les bérériliens[2].

Un certain idéal communard survit quand même, en marge des courants idéologiques du temps. En 1928, Pout prosvechtcheniïa fait le compte-rendu critique d'un livre paru à Moscou l'année précédente sous le titre *Histoire d'une communauté scolaire*[3]. Il raconte une expérience très éloignée du marxisme. *« Des éducateurs idéalistes (tolstoïens ?) »* [sic] ont créé en 1920 une commune à 40 km de la capitale soviétique pour enseigner *« l'amour du travail, la patience, la bonne volonté, l'amour et "l'inestimable capacité de voir les gens bons" »*. Le critique pointe un certain nombre de problèmes concernant potentiellement n'importe quelle commune pédagogique : comme les « tolstoïens » ont recruté les enfants sur la base de leurs qualités morales, la question de la nécessité d'une sélection et de ses critères se pose. L'encadrement est

[1] A. ZALUŽNYJ, « Metody izučeniâ detskogo kollektiva », Put' Prosveŝeniâ, n°4 (1925), p. 120-126.

[2] G. PORTNOV, « Kuznica pionerskoj kommuny — Lager' [Le camp, creuset de la commune des pionniers] », Rabočij Klub, n°8 (09/1925), rubrique *Na mestax*. Voici l'emploi du temps : 7h-8h : sport / 8h-9h : petit déjeuner / 9h-12h : travail social (nettoyage du camp etc. ...) / 12h-13h30 : déjeuner / 13h30-14h30 : sieste / 14h30-15h : bain / 15h-16h : temps libre / 16h-17h : repas / 17h-20h : travail de club (intellectuel ou sportif) / 20h-21h : repas / 21h-22h : discussions au coin du feu.

[3] Û. FIHURIN, « L. Sosina : *Istoriâ odnoj škol'noj obŝiny,* Izd. Posrednik, M, 1927 - 86 s. – predislovie S.T. Ŝac'kogo », Ŝlâx Osvity [titre ukrainien de Put' Prosveŝeniâ], n°5-6 (1928), p. 249.

décrit comme trop présent, *« couvant »* des jeunes qui préfèrent donc *« rester dans leur cercle »* et ont peur, en quittant le nid, de fréquenter des gens méchants.

Ces reproches s'articulent évidemment sur des griefs politiques. Bien que sincère, il s'agirait d'une tentative de *« puritanisation des conditions de vie »* qui rappelle la vie dans un monastère. Le retrait hors du monde, la recherche du seul *« bonheur intérieur »* sont analysés comme un refus des devoirs de l'individu envers la société, un rejet de la politique. Pourtant, la critique reste remarquablement équilibrée sur le fond et respectueuse sur la forme. Les références culturelles de la communauté (Scriabine et Maeterlinck, bien loin des canons prolétariens !) sont citées sans commentaires négatifs. En conclusion, le critique loue la valeur littéraire et morale de l'ouvrage, voyant jusque dans son sentimentalisme une filiation avec le XVIIIe siècle de l'*Emile*. En 1928, alors que les oppositions sont bâillonnées, la dictature stalinienne s'annonce dans la presse par une rhétorique martiale et intolérante. Cette recension y échappe étonnement. La publication d'un tel article témoigne de l'envie persistante chez certains pédagogues de fonder sur des exigences morales une communauté véritable.

2.1.4.1.3 Une enfance abandonnée… par l'État

Les évolutions sociales ne laissent qu'un seul terrain vraiment propice à l'enthousiasme collectiviste de certains pédagogues : l'enfance abandonnée. Elle a été « nationalisée » certes, mais comme Riappo l'a fait remarquer, moins par choix que par nécessité. Il existe donc une tension permanente entre la demande sociale et le souci éducatif. Un article de *Pout prosvechtcheniïa* en donne l'exemple parlant en 1925. Sous le titre *« Du vagabondage à la commune de travail »*[1], les trois co-auteurs introduisent leur propos par un rappel de l'ampleur du phénomène, replaçant ainsi une action menée à Kharkiv dans un contexte plus général.

[1] H. HOL'DINA, O. IVANENKO, M. ČUDINS'KYJ, « Vid bezprytul'nosty do trudovoï komuny [Du vagabondage d'enfant à la commune de travail] », Put' Prosveŝeniâ, n°3 (1925), p. 113-124.

> *« Les enfants abandonnés. Partout, sur les marchés, dans les rues, sous les fenêtres des cafés, aux portes de ces cinémas si attirants, près des chaudières à goudron, des enfants abandonnés loqueteux, sales (…). Ce fait terrible s'impose à l'État, on le combat de différentes façons dans tous les coins de l'Union [soviétique]. » (p. 113).*

Suit le récit de l'opération menée dans la capitale de l'Ukraine soviétique, opération dont le déroulement montre le mécanisme institutionnel enclenché autour des enfants des rues.

> *« Voici une des tentatives de liquidation du vagabondage des enfants, telle qu'elle s'est déroulée à Kharkiv.*
>
> *Le dimanche 26 octobre 1924 le présidium du Comité exécutif de la province de Kharkiv a pris la résolution de « ramasser sous 48 heures tous les enfants errants de Kharkiv ». Le soir-même, la milice commençait son travail, la « rafle » était organisée. La milice a emmené les enfants au club « Jeune Bolchevik » à Zaïkovka, lequel avait été libéré par la Jeunesse communiste et entièrement vidé, même des meubles (…).*
>
> *Le chef et les assistants de la Commission aux affaires de la jeunesse, mobilisés exprès, attendaient les enfants là-bas. (…)*
>
> *Des étudiants de l'Institut d'éducation populaire, membres de l'association « Les amis des enfants » sont venus dès la première nuit et tout le mois suivant. Ils n'avaient pas de but conscient, précis (…). Ils venaient juste faire du « travail socioculturel », avec quelques livres, quelques histoires et un brin de dialogue pour extraire un peu les enfants de la 'zone' qui est leur monde » (p. 113).*

L'initiative appartient aux autorités locales : elles ont décidé de lancer une vaste opération de police ; de même, elles convoquent ensuite la Commission aux affaires de la jeunesse afin de « traiter » la masse de jeunes. Cette commission, composée de personnels de la Justice, de l'Éducation et du secteur médico-social, dépend de la Section locale d'Éducation populaire.

Elle a théoriquement le pouvoir de statuer, en lieu et place des tribunaux, sur

l'orientation des jeunes à problèmes. En fait, sans tenir compte d'une classification administrative assez imprécise, les possibilités d'accueil sont de deux ordres : à la campagne, les *colonies*, souvent perçues comme le moyen d'éloigner les plus turbulents ; en ville, les *Maisons d'enfants* ne sont plus les structures éducatives totales rêvées par Grinko en 1920, mais de simples orphelinats[1].

Le Commissariat est encore mis à contribution en la personne des étudiants de l'Institut d'éducation populaire. L'Institut n'est autre que l'université de Kharkiv, ainsi renommée pour marquer le caractère professionnalisant des formations qu'elle dispense. Divisée en deux facultés (instruction sociale et éducation professionnelle), elle doit satisfaire les besoins pressants du Commissariat en praticiens, tant en instituteurs et professeurs qu'en éducateurs et travailleurs sociaux[2]. Il faut néanmoins noter que la mobilisation des étudiants ne s'effectue pas à l'instigation de l'Institut, mais dans le cadre d'une « organisation de masse » bénévole, *Les amis des enfants*. Mobilisant la société civile, elle suppléait aux carences de l'État[3]. La même remarque vaut pour la Jeunesse communiste qui met à disposition un des clubs qu'elle possède.

Impliquant donc l'exécutif local et les forces de l'ordre, l'action s'apparente au début plus à une démonstration de force sécuritaire qu'à de la sauvegarde éducative. Pas étonnant que les enfants considèrent tout cela, selon leur propre terme, comme une *« arrestation »* ! De plus, le rôle de la Commission aux affaires de la jeunesse se limite à séparer le bon grain des simples petits vagabonds de l'ivraie des délinquants récidivistes, ces derniers étant isolés. Le volet pédagogique de l'opération semble pour le moins bâclé. Ainsi, les plus endurcis dans le crime, ceux qui *« pouvaient nuire aux autres par leur influence, furent renvoyés faute d'un reformatorium »* (foyer spécifique) pouvant les accueillir (p. 114)…

---

[1] Sur le rôle et l'organisation des commissions, voir Dorena CAROLI, ouv. cité, p. 91-95, 112-113, 116-121. Sur les types d'institutions d'accueil : A. KARUN, « "Besprizornye" podrostki i sovremennost' », *Put' Prosveŝeniâ,* n°5-6 (1925), p. 111.

[2] Ân RÂPPO, « Cilevi ustanovki navčal'nyx zakladiv Ukraïny », Šlâx Osvity, n°2-3 (1927), p. XXVII.

[3] Dorena CAROLI, ouv. cité, p. 65-68.

Concernant les 207 enfants restant, les moyens mis en œuvre sont-ils suffisants ? La méthode est-elle bonne ? Les auteurs poursuivent, sous forme de description :

> *« Un sombre soir d'automne. Il y a près de cent enfants dans le dortoir. La majorité d'entre eux est pieds-nus, à peine vêtue (...). Avec eux, trois étudiants de la faculté ouvrière. On n'a rien dit à ces derniers de la résolution du Comité exécutif et ils sont aussi étonnés que les enfants de la présence de la milice » (p. 114).*

Comme l'article est signé de trois noms, on devine aisément qui sont les *« trois étudiants de la faculté ouvrière »*. La critique de l'action engagée est transparente : les pédagogues goûtent peu la précipitation et l'impéritie dont font preuve les autorités. Ce mécontentement n'est pas vain. Ils finissent par obtenir le remplacement des *« miltons »* (les éducateurs reprennent le sobriquet des enfants pour désigner les miliciens !) par des pédagogues.

Pour ce faire, il a fallu faire appel au ban et à l'arrière ban des éducateurs de la ville : étudiants et enseignants au chômage se relaient pour assurer une présence 24 heures sur 24.

> *« Dès le début on voyait comme les étudiants étaient impréparés au travail pratique avec des enfants des rues. On n'avait pas affaire à une école, ni à une Maisons d'enfants ; des désaccords surgissaient entre les pédagogues eux-mêmes, de vives discussions éclataient » (p. 115).*

Comme dans les premiers chapitres du *Poème pédagogique*, les auteurs racontent ensuite quelques-uns des tours pendables joués par les enfants et le désarroi des éducateurs, certains confondant bonté et laxisme. Peu à peu, une attitude ferme et humaine des adultes finit par forcer le respect des petits vagabonds.

Enfin, un premier contingent est envoyé dans une *« colonie de travail »,* une institution où l'activité productive des enfants est la base de leur propre entretien[1]. Cela

[1] Dorena CAROLI, ouv. cité, p. 194, 203.

signifie surtout un départ à la campagne et la nouvelle est accueillie avec joie, après plusieurs semaines de semi-réclusion au club.

> *« "Nous aussi, on est des êtres humains. On va y aller avec des fleurs. (...)" Ce fait a donné beaucoup d'espoir au reste des enfants, ils voyaient qu'on s'occupait d'eux, que l'on allait faire quelque chose d'eux. L'agressivité diminua d'autant » (p. 123).*

Cependant, les procédures d'orientation sont lentes.

> *« Il était évident que les enfants étaient là pour longtemps. Il était donc nécessaire d'organiser la vie, de mettre sur pied au plus vite une organisation des enfants — mais sans l'aide consciente des enfants il était impossible de faire quoi que ce soit. Des assemblées générales des enfants constituaient un premier pas dans cette direction. L'initiative et la direction appartenaient exclusivement aux éducateurs. (...)*
>
> *Les enfants écoutaient avec attention mais se comportaient passivement. Ils ne posaient aucune question (...). Dans un coin, un groupe d'enfants continuait à jouer aux cartes. Après le point « informations », le président de séance demanda :*
>
> *« - Que voudraient les enfants ? »*
>
> *Quelqu'un hurla :*
>
> *« - De quoi fumer. Des cigarettes. »*
>
> *Concernant la propreté, les enfants reconnurent qu'il fallait aider les femmes de ménage. Ils décidèrent également de faire plus attention à la vaisselle. Après la réunion, ils voulurent chanter (l'Internationale), mais ça n'aboutit à rien.*
>
> *La deuxième assemblée fut beaucoup plus vivante car elle apportait une bonne nouvelle (...). Le Service d'aide aux enfants a décidé de fonder une colonie de travail dans l'ancien monastère de Kouriaje » (p. 124).*

Cette perspective donne du grain à moudre à l'assemblée générale.

> *« Bien que les enfants se soient peu exprimés à la réunion, l'assemblée générale avait une grande signification. Après, les enfants se sentaient faire partie d'un collectif, ils se sentaient organisés ».*

L'ambiance s'en trouve améliorée. Cependant, ce collectif n'a pas encore une notion très claire des devoirs de la solidarité. En assemblée générale, les enfants avaient voulu exclure du futur paradis de Kouriaje[1] tous les malades, particulièrement les syphilitiques.

Comme le groupe déménage pour libérer le club pour les fêtes de la révolution (le 7 novembre), les auteurs veulent conclure sur une note optimiste. Ils voient là *« une deuxième et belle étape sur le chemin de la Commune du Travail »*. L'invocation de la Commune sert à relativiser les embarras du présent en focalisant le regard sur un avenir forcément radieux, comme une compensation psychologique pour les éducateurs. Elle peut être nécessaire tant leur tâche ressemble à celle de Sisyphe. Anton Makarenko visite Kouriaje un an après l'installation de la colonie. Il y flotte une *« odeur complexe de latrines, de soupe aux choux, de fumier »*. Dans le dortoir,

> *« sur des lits crasseux et démantibulés et des tas de haillons à jeter à la poubelle, étaient assis des enfants abandonnés, d'authentiques enfants abandonnés (...) qui essayaient de se réchauffer en s'entortillant dans ces chiffes »*.

De plus, les petits sont battus par les grands. En somme, *« les quatre cents pensionnaires étaient tombés dans un état de démoralisation complète »*, et la *« colonie enfantine [était] en pleine dissolution »*[2].

À défaut de transformer la réalité, L'État change le vocabulaire et instrumentalise rapidement la force évocatrice de la commune : à la fin de 1925, toutes les colonies agricoles deviennent officiellement des *« communes de travail »*[3]. Or, on a vu qu'une partie des difficultés décrites vient de l'État soviétique lui-même, plus soucieux de se débarrasser d'une nuisance que d'éduquer de futurs citoyens. Cela nuit à l'effort pédagogique qui se conforme pourtant aux buts moraux du régime : le

[1] Voir la localisation sur le plan c7 en annexe.

[2] Anton MAKARENKO, *Poème pédagogique* [1935], in *Œuvres en trois volumes*, T. 1, Moscou, Éditions du Progrès, 1967, p. 430, 433, 434. Makarenko se targue d'avoir redressé la colonie de Kouriaje grâce à l'action du noyau de jeunes qu'il avait formé à Poltava (*ibidem*, p. 451-689).

[3] Dorena CAROLI, ouv. cité, p. 206.

collectivisme devrait être le cadre de l'action éducative ; il en serait en même temps le moyen privilégié par l'organisation des enfants eux-mêmes. Sept ans après la révolution, la perspective d'une commune autonome d'enfants semble plus éloignée que jamais.

2.1.4.2 Une Maison d'enfants transformée en commune

Le refus de réduire la commune à un vœu pieux et la critique des inconséquences de l'État semblent animer au moins l'activité d'un éducateur en Ukraine. En 1925, deux articles de *Pout prosvechtchenïïa* signés A.N. Karoun laissent entrevoir un projet cohérent de pédagogie communiste. L'expérience est d'autant plus intéressante qu'elle est centrée sur les Maisons d'enfants, ces orphelinats urbains, *a priori* peu susceptibles de susciter l'utopisme. Or ces foyers sont nombreux (1 056 en Ukraine soviétique) et accueillent en tout 82 000 jeunes. L'auteur connaît son sujet. L'article *« Les adolescents « abandonnés » et notre époque »*, publié en mai 1925, s'appuie sur les visites de Karoun dans plusieurs institutions et tente de synthétiser le but et le fonctionnement des Maisons d'enfants. Le travail est sérieux : des statuts juridiques de Maisons d'enfants sont cités et certaines remarques sur la vie des instances représentatives supposent une présence prolongée parmi les jeunes. Quant à *« la matière première »* de l'article de janvier, *« c'est le travail sans répit de quatre ans (1920-1924) dans une des Maisons d'enfants de Kharkov »*[1]. On n'en saura pas plus car l'auteur ne décline pas ses titres et il n'a pas été possible de faire des recoupements dans les archives[2].

2.1.4.2.1 L'histoire d'une utopie réalisée

La première étude se donne un objectif unique :

« La Maison d'enfants considérée comme commune.

[1] A.N. KARUN : « Detskij dom kak kommuna », *Put' Prosveŝeniâ* n°1-2 (1925), p. 87-118 ; « "Besprizornye" podrostki i sovremennost' », Put' Prosveŝeniâ, n°5-6 (1925), p. 110-132 (les indications chiffrées sur les Maisons d'enfants sont données p. 110). Dans la suite, les paginations seront indiquées directement dans le texte, avec la mention *DD* pour le premier article et *BP* pour le second.

[2] Sans doute détruite pendant la guerre, la documentation manque sur les Maisons d'enfants après 1921 à Kharkov.

> *Dans le présent article nous considérons la Maison d'enfants exclusivement du point de vue indiqué, ne touchant aux autres aspects que dans la mesure où ils sont nécessaires pour éclairer le thème principal : ainsi les questions du travail, de l'organisation des enfants, les côtés agricoles et productifs, l'éducation etc.. » (DD, p. 87)*

Le texte respecte ses intentions liminaires par un développement très rigoureux. Bien que l'expérience, *« en illustration de cet article »*, soit *« présentée selon un ordre chronologique »*, elle est pensée de façon problématique.

La création du collectif permet de poser les questions de principe : Quel type social et psychologique représentent les enfants abandonnés ? (DD, p. 87) ; Quelle doit être la nature des relations entre les pédagogues et les enfants ? (p. 88) ; Comment préserver la liberté de choix des jeunes et susciter leur initiative ? (p. 89). Ainsi fondée, la commune doit apprendre à s'administrer elle-même, c'est-à-dire à tenir compte de la diversité des individus pour former un destin commun. L'organisation autonome des enfants en assemblées générales souveraines (p. 92-93) est un aboutissement : l'installation et l'aménagement de la maison, qui fut un moment *« épique-héroïque »,* a *« tremp[é] les caractères »* (p. 89) et avait déjà soudé *« la cellule première, l'avant-garde consciente »* de la commune enfantine (p. 90), malgré les inégalités entre dix-huit enfants des deux sexes, âgés de 5 à 15 ans, et ressortissants de six nationalités (russe, ukrainienne, polonaise, juive, lettonne et lituanienne) (p. 91).

D'ailleurs, la différence des goûts et des dispositions est reconnue et ouvre des droits à l'enfant (DD, p. 101-103). Dès lors, il devient possible de lutter contre la négligence de certains, tant par l'écoute de l'individu que par la pression du groupe sur lui (p. 107). L'organisme ainsi créé est vivant. Il n'a donc pas la régularité d'une mécanique mais connaît une succession de crises qui, tels des symptômes, permettent de mesurer sa croissance et d'orienter son développement. La commune passe d'abord de 18 à 40 enfants et finit par compter 72 membres. Or, après deux ans d'existence, le

laisser-aller devient général. Il est la marque d'une perte de sens de l'*être-ensemble* (p. 94-95).

Le travail productif est donc nécessaire et motive la mise en place d'une colonie agricole conçue comme une extension de la Maisons d'enfants (DD, p. 97-98). Un an plus tard, la paresse devient pourtant à nouveau contagieuse. Elle ne touche que les plus âgés, qui, à 16 ans révolus, savent qu'ils vont devoir quitter la Maison. D'où leur désintérêt croissant pour la vie collective (p. 108-109). Revenant aux sources de leur exigence communiste, les pédagogues voient là l'occasion de proposer la fondation d'une commune de jeunes adultes. Ces derniers travaillent désormais à l'extérieur, ne vivent plus avec les petits, mais ils restent attachés à la Maison d'enfants comme de grands enfants à leurs parents. Ils mettent en commun leurs revenus, pourtant inégaux[1] (p. 110-116). Leur vie nouvelle prouve que le collectivisme n'est pas seulement un « truc » de pédagogue pour transformer des petits vagabonds en honnêtes citoyens, mais que la commune est bien l'embryon de la société de l'avenir (p. 118).

L'absence de sources complémentaires ne permet pas d'évaluer la vie interne de la commune. L'assemblée générale et ses commissions particulières (chargées de tel ou tel secteur productif, potager, écurie…) sont présentées comme parfaitement démocratiques. *« Le collectif pédagogique (…) particip[ait] seulement aux assemblées générales à égalité de droit avec les enfants »* (DD, p. 93). Un lecteur critique aimerait savoir quelle était l'exacte aire des compétences de l'assemblée générale. En d'autres termes, les décisions des enfants s'imposaient-elles uniquement pour l'ordre intérieur de la commune ou pouvaient-elles engager l'institution vis-à-vis de l'extérieur, par exemple dans ses rapports avec les autorités ? Impossible de le savoir. De même, le respect du choix individuel est présenté comme un absolu. Parmi les *« droits de chaque*

[1] Bien que la redistribution fût sous le contrôle de l'assemblée générale, les premiers mois, seuls certains — des garçons, et parmi les plus mal payés — en profitaient. *« Les filles, qui trouvaient cela parfaitement naturel, versaient tout leur salaire et pendant au moins trois mois, elles n'ont pas profité personnellement des 'bienfaits' de cette caisse »* (p. 115). Il fallait donc normaliser le versement d'un argent de poche, sans raisonner en pourcentage, ce qui aurait maintenu une inégalité et introduit une *« disharmonie patente dans le mode de vie communiste »* (p. 116). Les communards décident donc d'un pécule uniforme d'un rouble par personne.

organisme à satisfaire ses besoins », il y a *« le droit de choisir sa chambre »,* mais aussi la *« libre disposition du temps hors travail et hors étude »*. On apprend ainsi que *« les enfants pouvaient sortir de la maison »* et qu' *« il n'y eut pas d'excès »* (p. 102). Or, il est difficile de croire qu'en quatre ans de cohabitation, aucun des 72 enfants n'aura tenté de fuguer…

La prudence impose de considérer beaucoup d'assertions de l'article comme des déclarations d'intention, à leur donner un caractère plus programmatique qu'informatif. Par contre, il est possible de confronter les conceptions et partiellement les pratiques de l'auteur à celles des autorités. D'une part Karoun compare « sa » Maison d'enfants avec d'autres. D'autre part, il évoque ses rapports avec sa tutelle administrative et son récit peut être vérifié par la connaissance qu'on a des mécanismes institutionnels de l'époque. Enfin, les publications elles-mêmes et leur réception par la rédaction de *Pout prosvechtcheniïa* donnent également un point de référence. Cela suppose de partir de ce que le pédagogue partageait avec le pouvoir, l'affirmation d'un idéal communiste et les représentations doctrinales qui s'y rattachent.

2.1.4.2.2 La révolution pédagogique a trouvé son prolétariat

L'idéologie est en effet au cœur de la démarche de Karoun en lui fournissant une grille d'analyse et des catégories déjà construites, prêtes à l'emploi.

> *« La situation actuelle donne une possibilité suffisante de réaliser les principes communistes dans le milieu des enfants, et on ne trouvera pas de matériau plus adéquat pour cela que les enfants abandonnés. Là, parmi les familles désagrégées du bas de la société, en l'absence totale du « bonheur du foyer », il y a justement l'élément qui satisfait l'exigence d'une édification communiste qui touche vraiment à la vie. Ces enfants justement n'ont pas de milieu familial et ne gravitent pas dans l'orbite de l'instinct de propriété familial. Ces enfants doivent leur sagesse au processus de la vie qui leur a montré l'instabilité du bonheur petit-bourgeois et qui leur a donné une grande expérience de la vie. Cela leur a façonné un scepticisme fondamental envers les principes habituels. Ils*

apparaissent pour ainsi dire comme les porteurs potentiels du communisme » (DD, p. 87).

On retrouve ici le thème de la crise de la famille et de sa décomposition dans les classes pauvres déjà avancé dans la Déclaration de 1920. Grinko achevait son analyse sur la nécessité sociale de porter secours aux *« oisillons »* tombés du nid. Chez Karoun, la perspective est différente. Il ne relève pas les signes de détresse en tant que tels, mais y voit le signe d'une dépossession générale. Or, n'ayant rien, ils n'auront pas non plus de préjugés sociaux, ils seront totalement lucides et par là-même capables d'entreprendre la reconstruction sociale radicalement.

Le schéma est exactement celui que Marx appliquait au prolétariat en 1844 dans La sainte famille :

> *« Dans le prolétariat, l'homme s'est en effet perdu lui-même, mais a acquis en même temps la conscience théorique de cette perte (;...) c'est pour ces raisons que le prolétariat peut et doit se libérer lui-même. Toutefois, il ne peut se libérer lui-même sans abolir ses propres conditions d'existence. Il ne peut abolir ses propres conditions d'existence sans abolir <u>toutes les conditions d'existence</u> inhumaines de la société actuelle que sa propre situation résume. Ce n'est pas en vain qu'il passe par la rude, mais fortifiante école <u>du travail</u> »*[1].

La *« rude mais fortifiante école du travail »* devient, concernant les enfants, la *« grande expérience de la vie »*. C'est peut-être la seule différence, minime. Perte, conscience, perspective d'une libération totale : tout y est. L'enfance abandonnée est à l'éducation nouvelle ce que le prolétariat est au socialisme, moins une matière première qu'une force motrice et inspiratrice dont les potentialités ne demandent qu'à être révélées[2].

Même si l'analogie n'est pas développée, et bien que la référence marxiste ne soit pas explicite, cette transposition entre ouvriers révolutionnaires et enfants des rues

[1] Karl MARX, Friedrich ENGELS, *La sainte famille* (1844) in MARX, *Œuvres,* Gallimard « La Pléiade », T. 3, p. 460.

[2] Pour une analyse foucaldienne de ce marxisme soviétique, voir Igal HALFIN, *From Darkness to Light; Class, Consciousness, and Salvation in Revolutionary Russia,* Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.

légitime profondément l'action de Karoun. Il s'est bâti une représentation où son action vis-à-vis des enfants abandonnés s'apparente à celle d'un militant bolchevique à l'égard des prolétaires. Or le motif de l'activisme révolutionnaire imprègne toute la culture de l'URSS des années vingt. Sur le mode mémoriel, les souvenirs de la lutte clandestine contre le tsarisme font l'objet d'un important travail éditorial. L'actualité mondiale réactualise sans cesse ce thème : partout les membres de l'Internationale communiste soufflent sur les braises d'une révolution universelle à venir. D'ailleurs, les actions insurrectionnelles isolées sont couramment appelées des *communes*[1]. Karoun s'inscrit pleinement dans la geste de l'époque.

Cette inscription sublimée lui évite paradoxalement de tomber dans le conformisme idéologique. Après la guerre civile, le rapprochement entre enfants abandonnés et prolétaires devient un lieu commun dont Dorena Caroli a décrit la formation. Contre l'idée d'une *« déficience morale »,* plusieurs spécialistes de l'enfance, dont la femme de Lénine, mettent l'accent sur le déterminisme social dans le comportement des petits vagabonds. Par là-même, ils les exonèrent du poids de la faute et commencent un processus d'assimilation sociologique d'une catégorie à l'autre. Elena Livchtchits pose la question en 1923 : faut-il parler d' *« Enfants abandonnés, déficients ou simplement prolétaires »*[2] ? Ces conceptions marquent le recul des approches les plus répressives, ce dont se félicite Karoun. *« La « déficience », c'est, pour partie, le refus de s'occuper des enfants difficiles. (...) En tant qu'organisation, nous devons les rééduquer et (...) si nous ne l'avions pas fait, (...) alors on serait arrivé à un cercle vicieux composé de « déficients ». »* (DD, p. 101). Tout en partageant certaines de ses conclusions, Karoun ne souscrit pas totalement à la théorie de l' « enfant prolétaire ».

---

[1] Parmi les nombreuses revues d'histoire révolutionnaire, citons : Katorga i ssylka *[Bagne et exil],* Moscou, 1921-1935 *;* Krasnaâ Letopis' *[Les Annales rouges],* Leningrad, 1922-1934 ; Letopis' revolûcii *[Les Annales de la révolution],* Kharkov, 1922-1933. Sur l'*Histoire de l'Internationale communiste*, voir le livre éponyme de Pierre BROUÉ (Paris, Fayard, 1997).

[2] Dorena CAROLI, ouv. cité, p. 186-187. Elle s'appuie, entre autres, sur E.V. LIVŠIC, « Besprizornye, defektivnye ili prosto proletarskie deti », Na putâx k novoj škole, n°6 (1923), p. 59-67.

Et pour cause : il constate rapidement que le « prolétariat » enfantin n'est pas vraiment d'origine prolétarienne. Les enfants des rues sont des orphelins, issus de tous les milieux dont la petite bourgeoisie et l'intelligentsia. Leur pauvreté est souvent accidentelle (liée à la perte des parents) et non héréditaire socialement (DD, p. 113). De plus Karoun ne perd pas tout jugement et le pédagogue voit bien les stigmates portés par ses protégés. Il sait que la *« vie conjointe, commune » des petits vagabonds « n'est pas libre, [mais] carrément obligatoire »* (p. 86) et qu' *« il faut ajouter tous les traits nécessairement négatifs qui s'accumulent au gré de leur errance et de toutes leurs mésaventures »* (p. 87). Contrairement à ce qu'enseigne la doxa marxiste de l'époque, le déterminisme social apparaît comme une malédiction.

Il est difficile de savoir comment Karoun a pu former ses représentations. Dans le monde éducatif, on ne peut guère les rapprocher que des idées du psychiatre moscovite Zalkind. Proche des cercles dirigeants, il a élaboré un freudo-marxisme assez autoritaire mais original. Réfutant en 1924 le caractère pathologique des enfants abandonnés, il relève les traits moralement contradictoires de leur être, *« soumis à l'action associée des stimuli positifs et négatifs du milieu environnant »*. D'une part, il remarque leur *« audace »*, leur *« activisme »* et leur *« haine de classe envers la propriété »* mais reconnaîtra plus tard leur *« désorganisation psychique »* se traduisant par trop d' *« excitation sexuelle »* et d' *« agressivité »*[1]. Si un jugement équilibré rapproche donc le Kharkovien et le Moscovite, il n'y a pourtant pas identité de vues. Les questions sexuelles, par exemple, sont ignorées par l'éducateur ukrainien. En outre, si Zalkind privilégie l'emploi de concepts psychologiques et psychanalytiques, Karoun s'exprime en termes socio-politiques, comme la commune.

Il faut donc revenir aux similitudes entre Karoun et le Marx de *La sainte famille*. Une lecture directe est peu probable, bien qu'une édition ait paru en russe après 1905.

[1] A.B. ZALKIND, articles de 1924 et 1927, cités par Dorena CAROLI, ouv. cité, p. 193-195.

Le livre était connu de Plekhanov et de Lénine[1], mais ils n'en font guère usage, préférant le Marx plus tardif du Capital. Une théorie du prolétariat similaire à celle du jeune Marx avait par contre été construite et diffusée autour de Bogdanov. Pour S. Volski, *« le prolétariat a un caractère universel en raison de sa souffrance universelle »*. Sous le capitalisme, d'après Bogdanov, la *« vie [est] incomplète »,* il y a *« déchirure du monde »* et *« scission de l'expérience »* humaine. Un grandissant besoin de réunification se nourrit de ces frustrations. Or *« l'exemple le plus vivant, le plus typique et éclatant de réunification de l'homme, nous le trouverons là précisément où le morcellement a atteint sa dernière extrémité »*, dans l' *« ouvrier parcellaire de la manufacture »*[2].

L'influence du « bogdanovisme » sur Karoun est d'autant plus vraisemblable qu'on a déjà noté l'influence intellectuelle de la Culture prolétarienne au Commissariat du peuple à l'Éducation en la personne de Robert Pelché, par exemple. Sans préjuger de l'appartenance formelle de Karoun à la culture prolétarienne, on peut noter de profondes convergences d'idées. Là où Bogdanov critique la *« forme autoritaire de la vie »,* Karoun craint que *« le pédagogue pren[ne] sur lui toute l'organisation, introduisant une autorité étrangère et violemment imposée »* aux jeunes (DD, p. 91). Les maîtres-mots du mouvement culturel sont *« indépendance organisationnelle »* <*samostoâtel'nost'*> et *« activité créative autonome »* <*samodeâtel'nost'*> du prolétariat ; Karoun cherche de son côté « l'édification conjointe dès le début avec les enfants » et affirme qu' *« il se fondait vraiment sur l'initiative et l'action autonome* <samodeâtel'nost'> *des enfants »* (p. 88)[3]. Dans un contexte très idéologisé, le pédagogue ne pouvait ignorer la connotation de ces termes. Or les assumer revenait à

[1] Karl MARKS & Fridrix ENGEL'S, *Svâtoe semejstvo ili kritika kritičeskoj kritiki,* SPb, « Novyj Golos », 1906. Les références de Lénine à *La sainte famille* sont indiquées dans l'introduction du tome 2 des œuvres de Marx et Engels en russe (Moskva, Gospolitizdat, 1955 ; p. VI). Celles de Plekhanov se trouvent dans *Les questions fondamentales du marxisme* (Paris-Moscou, Éditions sociales – Éditions du Progrès, 1974 ; p. 11).

[2] S. VOL'SKIJ, *Filosofiâ bor'by : opyt postroeniâ etiki marksizma,* SPb, 1902 ; p. 271-273 ; cité par HALFIN, ouv. cité, p. 102. Sur la collaboration entre Vol'skij et Bogdanov, voir Jutta SCHERRER, « les écoles du Parti de Capri et de Bologne : la formation de l'intelligentsia du Parti », Cahiers du Monde russe et soviétique, XIX (3), juil.-sept. 1978, p. 260, 263... A.A. BOGDANOV, « Sobiranie čeloveka » (1904) in *Voprosy socializma : raboty raznyx let,* M, Izd. Političeskoj Literatury, 1990, p. 39-40.

[3] Sur l'autoritarisme, voir BOGDANOV, « sobiranie... », p. 33 ; concernant l'autonomie, voir MALLY, ouv. cité, p. xxv.

revendiquer une certaine marginalité dans la famille révolutionnaire : Bogdanov, bolchevik de la première heure s'était souvent opposé à Lénine avant 1917. Le rappel de ces polémiques au début des années vingt, avait légitimé la condamnation de la culture prolétarienne par tous les dirigeants communistes[1].

2.1.4.2.3 De la critique des relations pédagogiques à la critique des relations de pouvoir

Ainsi, la volonté communiste et l'approche marxiste de Karoun sont celles d'un « outsider » et non d'un orthodoxe. Malgré son jargon très politisé, il ne faut donc pas conclure trop vite à un « bolchevisme pédagogique » plaqué par mimétisme. La démarche organisationnelle, mûrement réfléchie, est originale.

> *« » Nous en arrivons directement à la question de savoir ce que doit être un foyer de jeunes : (...) un phénomène temporaire dû à l'incapacité des jeunes de vivre par eux-mêmes et à l'absence d'endroit où ils pourraient se réfugier, ou un système complet d'édification et d'éducation communistes parmi les enfants abandonnés » (BP, p. 128).*
>
> *« Au sein du collectif pédagogique une orientation était apparue naturellement : elle tendait à la création d'une organisation enfantine avec des relations communistes entre ses membres, enfants et pédagogues » (DD, p. 88)* (je souligne).

Le communisme est pour tout de suite, dans le processus d'organisation et d'éducation lui-même. Toutes proportions gardées, cette démarche rappelle les pratiques de 1919 quand être communiste évoquait une façon de vivre et non l'adhésion à un parti.

Cependant, le pédagogue ne s'en remet pas à la spontanéité.

> *« En commençant à résoudre pratiquement la question, il était nécessaire dans le processus même du développement de l'idée communiste de poser la question ainsi : comment organiser les enfants dès le début pour [partir] sur la voie requise » (DD, p. 88).*

Ici, la comparaison entre enfance vagabonde et prolétariat trouve ses limites. La

[1] MALLY, ouv. cité, p. 200-205.

composition d'une Maison d'enfants n'est ni le fruit du hasard ni de la volonté. Les pensionnaires ont été envoyés par l'administration après un passage en *isolateur*, c'est-à-dire au mieux un lieu de triage (comme dans l'expérience de la « rafle »), au pire une prison.

> *« Le début même, déjà anormal, marque d'une empreinte indélébile tout le travail à venir dans la Maisons d'enfants, en ce sens que les enfants, rassemblés chaotiquement à la sortie des isolateurs, ont l'aspect d'un conglomérat consommateur et destructeur ; l'esprit communautaire de la caserne leur restera, alors qu'il pourrait tout simplement ne pas exister. C'est l'anonyme Section de l'éducation populaire et ses pédagogues qui créent ce souci » (DD, p. 88).*

La critique de l'administration est directe. Même sans rafles, dans son fonctionnement bureaucratique, elle crée les comportements *« parasitaires »* qu'elle est censée combattre. L'opposition au pouvoir n'est pas circonstancielle. On ne lui reproche pas d'imposer de mauvaises décisions. Plus fondamentalement, l'autorité asservit moins qu'elle ne rend dépendant. Le pendant du bureaucrate est le parasite, l'assisté.

Il semble que les pédagogues aient réussi à imposer leur choix aux autorités de tutelle. Le recrutement des pensionnaires de la maison est maîtrisé selon les critères choisis par les éducateurs.

> *« Nous nous mîmes d'accord [avec la Section d'éducation populaire], qu'une fois le contingent fixé, nous conduirions les enfants jusqu'au bout, sans prendre le risque d'un chambardement (...), [si] un nouveau groupe d'enfants arrivait, il exigerait toutes nos forces pour l'assimiler » (DD, p. 107).*

Ils imposent même un changement dans la « gestion » administrative des enfants abandonnés quand celle-ci nuit à l'éducation.

> *« Quand, par exemple, un enfant tombe malade, on l'envoie dans un centre de soins et on en installe un autre à sa place ; le malade, quand il est guéri ne revient presque jamais dans la Maisons d'enfants d'où il est*

> *parti. (...) Nous avons catégoriquement refusé le « régime de maladie », si bien qu'après l'hospitalisation, l'enfant nous revenait, il rentrait dans un collectif familier » (DD, p. 101).*

Face au bureaucratisme soviétique régulièrement dénoncé à l'époque, les éducateurs ont remporté une véritable victoire.

Le second article entend marquer l'avantage. *« Une Maison d'enfants considérée comme commune »* diffusait l'image d'une expérience réussie. *« Les enfants « abandonnés » et notre époque »* critique l'organisation de la plupart des orphelinats, lesquels forment comme un négatif de la commune. Cela donne la clé de certains des choix défendus dans le premier article. Dans une institution de Kharkov où les enfants ont une activité productive,

> *« l'autogestion* <samoupravlenie> *de la Maison n'est pas encore assez développée : de façon caractéristique, alors que les jeunes s'occupent des questions de discipline, d'hygiène, de nourriture etc., on ne les consulte ni pour les aspects matériels et commerciaux de la vie de la Maison ; ni pour les questions de qualification, d'échelle et de décompte des rémunérations etc. dans les ateliers. » (BP, p. 114).*

Il ne devrait pas y avoir dans la vie du jeune de domaine qui échappe à sa participation consciente. C'est pourquoi le travail est un problème central dans l'éducation, moins d'ailleurs comme outil de rédemption qu'en tant que moyen de socialisation. En conséquence, Karoun critique les foyers qui font travailler les enfants sur place. Ce type d'organisation démotive les résidants qui se voient proposer de simples *« bons d'échange »* et non un salaire reconnaissant le travail fourni. De plus, cela ne correspond pas à la *« vraie vie »* où lieux d'habitation et de travail sont séparés (*BP*, p. 117).

On comprend alors mieux pourquoi la commune s'était adjoint une colonie agricole sans pour autant s'installer de façon permanente à la campagne. Les jeunes adultes issus de la Maison d'enfants-commune doivent peut-être leur bonne intégration

professionnelle à cette habitude des réalités de la vie. La colonie agricole est d'ailleurs l'occasion pour les petits citadins de se frotter à la société telle qu'elle est, en découvrant la paysannerie.

> *« Cette dernière (...) nous catalogua tout de suite et sans discussion comme une* kommouniïa, *et, comme on était en 1921, elle ne perdait pas une occasion de se moquer de nous [prétendant que] nous n'étions capables de rien (...). Et, en fait, l'honneur de nos communards se raidit, ils eurent de plus en plus envie de ne pas mordre la poussière, mais au contraire de soutenir la renommée de la commune » (DD, p. 100).*

Le pari de rendre le goût du travail au collectif a été gagné grâce à la *« pédagogie du moujik »* ! L'anticonformisme, un des ressorts du comportement adolescent, trouve ainsi à s'exprimer dans la commune : séparée du reste de la population, elle apparaît nettement subversive.

En abordant la question du travail sous l'angle de l' « autogestion », Karoun rappelait son attachement envers la démocratie interne dans la Maison d'enfants. Ce souci motive un autre type de critiques. Dans un foyer d'apprentis,

> *« l'autogestion de la Maison est organisée conformément aux statuts, mais en fait elle s'appuie presque exclusivement sur l'initiative et sur l'activité des seuls jeunes communistes. Toutes les commissions (...) sont également constituées à partir de la cellule de la JC. Actuellement, l'activité d'autogestion et [l'activité] des commissions [sont] si faible[s] que l'administration du foyer est entre les mains du seul directeur » (BP, p. 122).*

Faute de participation de tous aux décisions, l'initiative devient le monopole des militants et le pouvoir glisse peu à peu entre les mains de l'administration. En 1925, ce genre de constatation vaudrait bien au-delà des Maisons d'enfants et décrit fort bien le processus à l'œuvre dans un pays où les soviets (conseils d'ouvriers et de paysans) ne sont plus qu'une vitrine.

Cette vérité n'est pas bonne à dire un an après la mort de Lénine, alors que

Staline prend ses marques. Certes, Karoun est peu suspect d'opposition au Parti communiste. Parmi les neuf jeunes adultes qui sont sortis de « sa » Maison d'enfants pour former leur commune, sept sont actifs à la Jeunesse communiste (DD, p. 115). Cependant, l'expérience du pédagogue sent le souffre. *Commune, autogestion, autonomie* : tous ces termes renvoient aux débuts de la révolution, quand les plébéiens bousculaient l'autorité et la propriété de façon brutale et anarchique. Ils sont de fort mauvais ton en 1925. La NEP a réhabilité l'intérêt privé et le Parti se fige dans l'apologie de la discipline. La Culture prolétarienne s'éteint à son tour en Ukraine. On se souvient que son protecteur, Pelché, a quitté définitivement Kharkov. Karoun peut encore s'exprimer dans *Pout prosvechtcheniïa* , mais son exemple n'est pas encouragé. La rédaction précise que l'article sur la *« Maison d'enfants considérée comme commune »* est publié *« pour être discuté »* (DD, p. 87).

Karoun le concluait tout de même par l'espoir que, « éduqués de façon communiste, des adolescents organisés volontairement, par désir personnel, créeraient une force puissante en faveur de la réforme générale du mode de vie » (DD, p. 115). Le second article, quatre mois plus tard, laisse percer de l'impatience.

> *« Au moment où nous approchons des questions brûlantes du 'nouveau mode de vie', quand nous devons évaluer ce mode de vie à l'aune du communisme, alors que les questions de l'éthique nouvelle monopolisent de plus en plus notre attention, nous devons soutenir de toutes nos forces le vœu des jeunes qui souhaitent vivre en collectif » (BP, p. 128)*

Le pédagogue souhaite cette orientation plus qu'il n'y croit. Il sait, conclut-il, que ses idées seront qualifiées de

> *« chimères, [de] rêveries et [d']écrits utopiques (...). Nous répondrons à cela que les « réalistes », qui prennent tout en compte, doivent aussi prendre en compte la libre volonté organisée des travailleurs, libre volonté qui n'est pas non plus un mot creux » (BP, p. 129).*

Face à ce « gauchisme » caractérisé, la direction de la revue ferme le ban. *« La*

rédaction considère que les conclusions faites par l'auteur (...) sont discutables et les publie aux fins de débat » (BP, p. 110). On n'entendra plus parler de l'éducateur-communard. Il est néanmoins peu probable que le Commissariat du peuple à l'Éducation a mis fin autoritairement à l'expérience de « Maison d'enfants en commune » car, dans une période libérale comme la NEP, le tabou touchait plus la parole que la pratique. Les communards de la Maison d'enfants ont vraisemblablement continué pendant quelques années à *« cultive[r] (...) l'idée communiste de liberté et d'égalité »* (DD, p. 118), mais discrètement, dans leur coin.

Comment se fait-il qu'une telle expérience paraisse unique dans un État « communiste » ? L'administration apparaît comme un appareil sans âme, indifférent aux enfants dont il tranche le destin. En plus de l'inertie bureaucratique, on peut accuser l'État d'une certaine démagogie sur la question des enfants abandonnés. Il cède facilement aux discours catastrophistes qui ont cours sous la NEP. La fin de l'autorité traditionnelle aurait ouvert la porte à toutes les licences dans la jeunesse, depuis le chahut scolaire jusqu'à la débauche et au viol[1]. Les rafles policières sur les enfants abandonnés sont alors un gage d'intransigeance sécuritaire, une image de reprise en main paternelle.

Rien de nouveau sous le soleil : quand on ne sait plus quoi faire des jeunes gardés à vue, on finit par improviser un traitement pédagogique. Dans cette seconde phase, le jeune État soviétique apparaît plus à son avantage. S'il ne devance pas les souhaits des éducateurs, l'État n'interdit pas non plus leurs expériences. Au contraire, il leur laisse un espace pour exister ainsi qu'une tribune pour s'exprimer, tout en assurant leur formation, en garantissant leur statut professionnel et donc leur prestige institutionnel. Au-delà de la ténacité particulière de Karoun et de son équipe, il est clair que les promoteurs de la *commune des enfants* bénéficient de l'aura morale du régime.

[1] Sur les notions d'ordre et de désordre, on pourra consulter : Wladimir BERELOWITCH, ouv. cité, p. 105 (« Le chahut »), 109 (« Les décadents »), 113 (« Les opposants »); GORSUCH, ouvrage cité ; Eric NAIMAN, *Sex in Public: The Incarnation of Early Soviet Ideology,* Princeton, Princeton UP, 1997 (voir particulièrement p. 250-286, le chapitre sur « L'affaire Tchoubarov », un viol collectif commis par de jeunes ouvriers en 1926).

L'idéal qui les anime correspond aux principes inscrits au fronton de la République socialiste.

L'État comme machine répressive est appelé à disparaître, de même que le droit comme norme de la vie collective. Déjà, les notions de *culpabilité* et de *peine* ont été remises en cause dès 1919 dans le droit pénal soviétique. Le rôle de la jeunesse est valorisé, la majorité ayant été ramenée à 18 ans. Le caractère *prolétarien* affirmé par le régime oblige à se préoccuper des classes populaires. La critique de l'institution familiale impose une action politico-sociale résolue. Sous l'effet conjugué de ces discours, les jeunes marginaux ne sont pas stigmatisés comme des barbares ou des sauvages. Leur sort devient la responsabilité de tout le corps social, sans qu'on songe à incriminer la seule « démission » parentale. Surtout, ces *« oisillons »* seront nécessairement les acteurs de leur construction en tant que citoyens. Cela répond aux slogans des deux révolutions de 1917, de *« Tu obtiendras ton droit dans la lutte »* à *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*[1]. La commune, collectivité révolutionnaire, séparée et autonome, égalitaire et démocratique, cristallise toutes ces aspirations.

Ces espoirs ne se sont pas concrétisés. Avec la NEP, de plus en plus de Maisons d'enfants sont fermées par mesure d'économie budgétaire. Les enfants sont placés directement chez des paysans, pour y recevoir une éducation on ne peut moins compréhensive et communiste. En 1927, Riappo constate visiblement avec regret : « *Aujourd'hui, alors que le réseau des Maisons d'enfants se réduit et que l'école est bouleversée, le Commissariat du peuple à l'Éducation d'Ukraine reconsidère les vues exprimées en 1920 quant à la direction à prendre »*[2].

* * *

[1] Sur l'extinction de la culpabilité, de la peine et du droit, voir *La théorie générale du droit et le marxisme* (1924), Paris, EDI, 1970, du juriste soviétique E.B. PAŠUKANIS, (p. 170-173). Sur l'âge de la majorité, voir l'article 64 de la Constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie du 10/07/1918. Les slogans cités sont respectivement les devises du Parti socialiste-révolutionnaire (populiste) et des marxistes (mencheviks et bolcheviks) se revendiquant de la Ière Internationale.

[2] Respectivement : Luigi VOLPICELLI, ouv. cité, p. 64 ; Ân RÂPPO, ouv. cité, p. 25.

En définitive, les communes urbaines sont fort rares. L'idéal collectiviste n'a pas attiré massivement les citadins soviétiques. Même rapportée à un échantillon aussi restreint, la tentative de commune des enfants reste assez unique. Elle montre qu'il était possible de penser la liberté dans et par la collectivité, même dans une situation aussi foncièrement inégalitaire que la relation pédagogique. Cela jette un éclairage cru sur les autres communes urbaines. Coupés de la société, les jeunes communistes de la deuxième Maison des soviets voyaient leur communisme s'anémier dans un mal-être généralisé. Chez les étudiants, les aspirations à vivre en commune restaient vivaces, mais elles pouvaient faire l'objet d'une instrumentalisation. Là-encore, la séparation hiérarchique du Parti d'avec la population repoussait d'autant l'horizon d'une collectivité consciente. Cependant, l'autoritarisme n'était pas le monopole des bolcheviks. Le besoin d'ordre existait dans la société. Couplé à l'obsession d'efficacité, il pouvait s'exprimer sous la forme de la commune pour mettre la vie entièrement au service de la production, fût-elle artistique comme chez les comédiens de *Berezil*.

Гострий як бритва, голий
як бубон, — саме нам під стать

Микола Куліш
« Комуна в степах »

Tranchant comme un rasoir, nu comme une
peau de tambour : il vient à nous de lui-même

Mykola Koulich
« La commune dans les steppes »

2.2 Au milieu d'un océan de propriétés individuelles : Les communes rurales

Après le tableau assez peu réjouissant des collectifs urbains, les communes agricoles des années vingt offriront-elles le spectacle d'une idylle rustique ? Leur médiatisation assez importante, à l'usage notamment des citadins, et l'attrait qu'elles exercent hors de la paysannerie inclinent à le penser. De nombreux étrangers tenteront l'aventure du communisme agraire au pays des soviets. Des Américains prennent part à quelques grosses communes présentées en exemple par le régime. Les communistes français Victor Serge, Marcel Body et Pierre Pascal participent à des collectifs plus spontanés, qui après quelques mois ou quelques années, s'éteignent à cause du choc des ego ou de l'hostilité des paysans environnants, voire de l'intervention de la Tcheka[1].

Au-delà de cette inclination, la relative popularité des communes agricoles a aussi des raisons plus tangibles. Sur les quatre communes urbaines dont il a été question, trois se sont livrées à l'agriculture. C'est parfois la marque du besoin comme au Zoo-technicum, et peut-être à *Berezil*. Cependant, la vie collective doit avoir un centre de gravité « sérieux » pour ne pas étouffer dans les détails de la vie quotidienne : la raison donnée à la création d'une colonie agricole auprès de la commune d'enfants est importante. Le travail commun est un bon ciment, et ce, plus dans l'agriculture que dans l'industrie. Comme il avait été dit pour expliquer l'absence de communes

[1] STITES, ouvrage cité, p. 211. PASCAL, ouvrage cité, T. 3, p. 117-121. Victor SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire (et autres écrits politiques 1908-1947),* Robert Laffont « Bouquins », Paris, 2001 ; p. 621-623. Marcel BODY, *Un piano en bois de Carélie – Mes années de Russie 1917-1927,* Hachette, Paris, 1981 ; p. 207-212. Victor Serge et Marcel Body donnent des versions fort différentes de l'histoire de la même *Commune française de Novaïa Ladoga*.

ouvrières, l'unité de lieu est nécessaire. Seule la ferme garantit de travailler et de vivre dans le même espace. La commune agricole reste donc un modèle, estampillé depuis 1918-1919.

2.2.1 UNE SITUATION NOUVELLE

Par rapport à cette période, on ne constate guère de progrès du secteur socialiste dans l'agriculture. Les effets de la Nouvelle politique économique se font sentir. La libéralisation du commerce intérieur a essentiellement bénéficié au paysan propriétaire. De 1923 à 1927, la part des exploitations collectives (*kolhosp* en ukrainien, *kolkhoze* en russe) et de la coopération oscille de 5,1 à 6,5 % de la production agricole ukrainienne en valeur. Si on ne considère que les kolkhozes, les chiffres tombent encore. Au premier octobre 1927, après un début de croissance du mouvement collectiviste, ils n'occupent que 1,45 % des terres arables avec 1,35 % de la population agricole[1]. Parmi cette minorité, les communes ne constituent à leur tour qu'une fraction. Il existe en effet trois statuts juridiques donnant droit à l'appellation de kolkhoze : l'Association d'exploitation commune de la terre <*Tovaryvstvo Spil'noho Oborobitku Zemli – Tovariŝestvo po Obŝestvennoj Obrobotke Zemli*>, l'*artel* et la *commune*.

2.2.1.1 Les singularités des communes agricoles dans le mouvement collectiviste.

Pour les différencier, le Code foncier, refondu en 1922, précise à l'article 106 :

> *« Au sein d'une société foncière d'exploitation commune du sol, les parcelles afférentes à chaque membre de la société peuvent être ou établies (artels ou Associations d'exploitation commune de la terre) ou laissées sans détermination (communes agricoles) ».*

La trace juridique de la propriété de la terre disparaît donc dans les communes, même si la propriété existe encore comme principe (la parcelle est *afférente* à une personne).

[1] A.G. ŠLIXTER, *Klassovaâ bor'ba na sele i partiâ : k X vseukrainskomu i XV vsesoûznomu s"ezdam partii,* Proletarij, X, 1927 ; p. 28-29. *Socialistyčne budivnyctvo v sil's'komu hospodarstvi : cyfrovi materialy do dopovidi V.Â. Čubarâ ta A.H. Šlixtera na IV sesïï VUCVK X sklyvannâ,* Vyd. upr. sprav. RNK USRR, X, 1928 ; p. 49. Il n'y a pas de statistiques complètes avant 1923 (voir KAČINSKIJ, *Očerki…,* déjà cité, T. 2, p. 71).

Dans un langage plus simple, un juriste explique de plus que

> *« ce qui différencie essentiellement les communes agricoles des artels et collectifs c'est que, dans les communes, la production et la consommation sont socialisées, alors que dans les artels et collectifs, il ne s'agit que de la production »*[1].

La différence n'est alors plus économique et commence à toucher à la vie privée. La consommation de la personne (nourriture, vêtements) s'effectue traditionnellement dans le cadre du foyer, de la famille. Sa socialisation sous-entend un changement dans le mode de vie et pas seulement dans l'organisation du travail.

Aucune de ces deux définitions n'épuise pourtant la question. Les textes réglementaires les plus riches sur les différentes formes de collectif sont leurs statuts légaux respectifs. Ils présentent des différences de deux ordres, les unes de principe, les autres pratiques. La commune affiche son but de *« men[er] l'exploitation agricole selon des principes socialistes »* pour *« augment[er] la richesse spirituelle et matérielle de ses membres »* (§ 2 des statuts). L'artel est plus modeste. Il veut juste *« remplacer la forme individuelle d'exploitation par la production commune »* afin *« d'atteindre une meilleure productivité »,* ceci permettant *« d'améliorer la vie pauvre du paysan, de lui assurer une existence matérielle et un développement intellectuel dignes d'un être humain »* (§ 1). L'Association d'exploitation commune de la terre ne s'assigne aucune fin élevée. Elle n'est pas régie par un statut (*ustav*) mais par un simple contrat (*prigovor*) selon lequel les membres *« s'engagent à accomplir le travail commun de la terre »* (§ 1)[2].

Les préceptes généraux se déclinent en obligations précises quant à l'exploitation et à la vie des participants. L'Association d'exploitation commune de la terre n'englobe pas forcément toutes les possessions de ses membres. En conséquence,

[1] Respectivement : *Zemel'nyj kodeks USSR (prinât 3-j sessiej VUCIK VI sozyva 16 oktâbrâ 1922 g. i utveržden v okončatel'noj redakcii Prezidiumom VUCIK 29 noâbrâ 1922 g.),* izdanie Narodnogo Komissariata Ûsticii, X, 1923 ; p. 15. B.M. AMENICKIJ, *Zemel'nyj kodeks USSR v voprosax i otvetax,* Ûridičeskoe Izdatel'stvo NKÛ USSR, X, 1925 ; p. 200.

[2] M.L. POLÂNSKIJ (sostavitel'), *Teoriâ i praktika kollektivizacii sel'sko-xozâjstva v marksistskom osveŝenii : sbornik stat'ej, dokladov. i materialov,* Knyhospilka, X, 1926 ; « Obrazcovye ustavy kollektivov » (p. 390-427) ; Association d'exploitation commune de la terre : p. 391-397 ; artel : p. 399-411 ; commune : p. 413-427.

« la répartition de la récolte (…) s'exécute selon un ordre découlant de la quantité de terre, de bétail, de matériel et de travail apporté par chaque membre à l'association » (§ 11).

À l'artel, on *« réuni[t] la force de travail, le matériel, le bétail, la terre et les autres moyens matériels de ses membres, on organise une seule exploitation laborieuse commune »* (§ 2). Cependant, *« on peut autoriser une exploitation individuelle en propre par certains membres (maison et dépendances [ousadba], bétail productif, potager) »* (§ 37) sur le temps libre[1]. Les produits de l'artel, après déduction des frais, *« se répartissent entre les membres (…) proportionnellement à la participation de chacun en travail »* (§ 46). L'artel élimine les inégalités de capital qui existent dans l'Association d'exploitation commune de la terre. Par contre, la rétribution selon le travail maintient l'inégalité entre les foyers. Le revenu dépend du ratio entre travailleurs et non-travailleurs dans chaque famille, favorisant les foyers aux bras les plus nombreux.

La commune *« organise une exploitation commune réunissant pour cela le travail et tous les moyens de ses membres »* (§ 3). Chaque membre doit *« apporter (…) tout son avoir utilisable dans l'agriculture (…) et les objets domestiques dont la commune peut avoir l'usage »* (§ 10). *« Les produits alimentaires et tous les objets de première nécessité sont répartis également entre les membres »* (§ 32). Ce qui concerne les besoins plus élaborés (*« amélioration du mode de vie des membres de la commune, culture, éducation »*) fait l'objet d'une décision collective quant à l'emploi du revenu net de l'exploitation. La vie quotidienne est ainsi collectivisée, ce que confirment plusieurs articles. *« Selon les possibilités, l'alimentation sociale s'organise dans la commune dans un réfectoire commun »* (§ 32). La commune *« organise pour ses membres une maison pour la vie commune, des réfectoires, laveries, jardins d'enfants etc. »* (§ 3.z). Bien que régissant la sphère matérielle, ces instructions la dépassent. Elles ne peuvent être

[1] Un auteur y voit le trait différenciant « *l'artel coopératif* », acceptant l'activité privée, de « *l'artel socialiste* ». Cette distinction n'est pourtant pas attestée juridiquement. I. OMEL'ČENKO, « Kolektyvizaciâ v sil's'komu hospodarstvi na Vkraïni », Červonyj šlâx, n°4-5 (1924), p. 197-198.

appliquées que grâce à une exigence morale, collective et individuelle. En tant qu'institution, la commune *« s'interdit l'exploitation du travail salarié dans le but de retirer du profit »* (§ 29) sauf en cas de travaux d'urgence ou trop spécialisés. Chaque communard doit quant à lui liquider ses dettes avant d'adhérer (§ 10) et il *« s'engage à ne prendre part dans aucune entreprise privée industrielle et commerciale »* (§ 11).

La définition juridique du communard intègre partiellement cet horizon éthique. Les catégories exclues des droits électoraux par la constitution soviétique (bourgeois, religieux, policiers tsaristes et leurs familles) n'ont pas le droit de devenir communards : on leur reproche de porter les valeurs de l'ancien régime. Par contre, *« peuvent être membres de la commune des personnes de 18 ans ou plus, sans distinction de sexe, religion ou nationalité (...) »*. Comme le travail est la base de l'édifice, *« les membres plus jeunes des familles ainsi que ceux qui ne sont pas capables de travailler* [ne] *sont inscrits au registre de la commune* [que] *comme rationnaires <edoki> »* (§ 8). L'égalité des femmes est légalement garantie. Seuls les mineurs capables de travailler restent dans une zone grise : sont-ils membres ou non ? L'article 37 qui indique qui peut participer à l'assemblée générale répond incidemment : *« Ont le droit de prendre part (...) tous les membres de la commune, mais seuls ceux qui ont 18 ans accomplis bénéficient d'une voix délibérative »*. On peut donc supposer que les autres ont une voix consultative et que les anciens sont admis de plein droit malgré tout. L'égalitarisme dans la reconnaissance des différences s'exprime aussi par les règles de répartition du travail *« si possible selon les forces, la santé, les habitudes et les capacités de chacun »* (§ 30).

L'artel se présente comme une forme de collectivisme *a minima*. Il tente de respecter aussi les forces, la santé et les capacités de chacun, mais il n'évoque pas les habitudes (§ 31). Ses membres, de 18 ans ou plus, également *« sans distinction de sexe, religion ou nationalité ou profession »* sont ceux *« qui ont signé les statuts »* (§ 7).

L'artel est donc ouvert à des non-paysans, mais la hiérarchie entre membres actifs et passifs est laissée à l'appréciation des constituants : ils décideront entre eux qui signe ou non. Après, l'égalité existe quel que soit l'apport de chacun. *« Chaque membre de l'artel porte une responsabilité égale à celle de tous les camarades concernant toutes les obligations de l'artel »* (§ 10). Ces obligations s'arrêtent aux portes de l'*ousadba. « Dans sa vie familiale, chaque membre de l'artel jouit d'une liberté totale, tant que ses actions n'attentent pas à la liberté des autres membres et aux intérêts généraux de l'artel »* (§ 20). L'évolution vers des formes de vie plus collectives reste possible car *« La réglementation de la vie au sein de l'artel [se décide] en assemblée générale »* (§ 21). On peut donc au choix *« organiser une maisonnée [*ousadba*] commune ou des maisonnées pour les différents membres sur les terres communes »* (§ 2.b). L'Association d'exploitation commune de la terre est encore plus restrictive. Ne sont membres que *« les représentants légaux des exploitations (foyers) signataires de ces statuts »* (§ 7). Inutile de préciser qu'il s'agit des *paterfamilias*.

La commune se distingue donc des autres formes de kolkhozes par une mise en pratique rigoureuse de l'idéal bien au-delà des nécessités d'une exploitation rationnelle des ressources. Elle a donc un rôle politique de vitrine du socialisme à jouer. Économiquement, elle tentera de dépasser la seule agriculture en *« construis[ant] des usines, moulins et autres entreprises pour la transformation indépendante des produits agricoles, attirant ainsi la population locale organisée en associations laborieuses »* (§ 3.g). Le contact entre les paysans individualistes et les communards collectivistes est nécessaire pour les premiers et obligatoire pour les seconds. Il doit *« encourage[r] les masses à travailler la terre en commun »* (§ 2.g). Cette propagande par le fait se double d'une action idéologique. La commune doit s'occuper de *« répan[dre] les connaissances politiques, agricoles et autres »* (§ 2.d).

Si elle reste comme un drapeau rouge planté au milieu des campagnes, la

commune en a tout de même rabattu sur ses prétentions depuis la guerre civile. Le décret de février 1919 sur les communes indiquait qu'elles se fondaient sur les *« principes communistes »*. Dans le statut applicable sous la NEP, il s'agit de *« principes socialistes »* (§ 2.a). Dans un pays dirigé par le Parti bolchevique, ce changement de terme a un sens. Pour Lénine, le communisme a pour devise *« de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins »* alors que sous le socialisme *« les produits sont répartis "selon le travail" »*[1]. La différence se retrouve entre les statuts « communistes » de 1919 et ceux, « socialistes », de 1924. En 1919, on *« travaille selon ses forces et reçoit selon ses besoins »* (§ 3.b), alors qu'en 1924, on se contente d'une *« répartition juste »* (§ 2.v), et il n'est plus question de dire que *« tout appartient à tous »*. Le réalisme de la NEP est passé par-là, condamnant un certain radicalisme communard même si la commune reste officiellement un noble dessein.

10) Le développement de la collectivisation en Ukraine (1923-1928)[2]

Année	**Communes**		**Artels**		**Association d'exploitation commune de la terre**		**Total**	
	Quantité	**%**	Quantité	**%**	Quantité	**%**	Quantité	%
1923	239	**7,12**	3007	**89,6**	110	**3,28**	3356	100
1924	303	**6,9**	3788	**86,27**	300	**6,83**	4391	100
1925	351	**6,39**	4355	**79,34**	783	**14,26**	5489	100
1926	289	**5,71**	2586	**51,07**	2189	**43,23**	5064	100
1927	242	**3,83**	2180	**34,52**	3894	**61,65**	6316	100

Malgré cette adaptation aux contraintes de la NEP, les communes ne rencontrent guère le succès. D'après les données officielles publiées sur le *« développement de la collectivisation »* en 1928, les communes ont représenté au maximum 7 % des kolkhozes en Ukraine. La situation est totalement renversée par rapport à 1919 quand on comptait deux communes pour un artel. Encore ce taux est-il

[1] V.M. KAČYNS'KIJ (za red.), M. LEVENŠTAM & HRUŠEVS'KYJ, *Ahrarne pytannâ…* déjà cité ; p. 381, article 60. LÉNINE, *L'État et la révolution,* in *OC,* T. 2, p. 360.

[2] D'après *Socialistyčne budivnyctvo…,* déjà cité, p. 48.

en diminution constante de 1923 à 1927 : il tombe de 7 à moins de 4 %. Cette baisse relative est avant tout la conséquence de l'augmentation des autres formes d'exploitations collectives, artels d'abord, puis Associations d'exploitation commune de la terre.

Ce phénomène, qui n'a rien de spontané, sera étudié quand j'aborderai la politique de l'État soviétique. En attendant, il faut considérer le nombre de communes. Sur cinq ans, la courbe forme une cloche presque parfaitement symétrique. Deux cent trente neuf communes au début, trois de plus en 1927. De ce point de vue on peut conclure à une stabilité globale, et ce pour une période où le régime ne brille pas par son zèle collectiviste. La « pointe » à 351 communes en 1925 est intéressante à ce titre parce qu'elle est contemporaine du slogan *« enrichissez-vous ! »* lancé par Boukharine à la paysannerie[1]. Les communes sont les plus nombreuses précisément quand le pouvoir leur affiche son mépris. Voilà qui dit bien leur indépendance.

Les communes sont marginales sous la NEP, et particulièrement autour de Kharkiv. La région capitale ne se classe en effet qu'à la quatrième ou cinquième place pour le nombre de collectifs en Ukraine. Elle est surclassée par les régions méridionales (les steppes - près d'Odessa et Mykolaïv -, le Donbass, autour d'Ekaterinoslav), et même parfois par la région de Kyïv. En avril 1923, la région de Kharkiv compte 6 % des kolkhozes ukrainiens (319 sur 4818) et 5 % des communes (9 sur 178). Concernant les années suivantes, il n'y a pas d'état global et exhaustif. En recoupant la presse et les archives de l'État, on dénombre 22 communes créées entre 1920 et 1927[2] autour de la capitale. C'est sûrement incomplet. En s'appuyant sur un recensement des kolkhozes en 1934 qui indique leur forme juridique et leur date de création, on compte alors 42

[1] Discours du 17 avril 1925. Condamnées, ces paroles marquent l'apogée du cours « pro-koulak » cependant confirmé à la XIVe conférence du PC(b)R. (BROUÉ, *Le parti bolchevique,* déjà cité, p. 216).

[2] Les années 1928-1929 marque le « retour aux formes administratives 'communistes de guerre' de gestion de l'agriculture », il faut donc les exclure du comptage des communes de la NEP (A. KAPUSTÂN, « Obŝestvenno-političeskie nastroeniâ krest'ânstva Ukrainy v 1920 gody », Meždunarodnyj istoričeskij žurnal, n°12 (2000) ; document électronique).

communes fondées en pleine NEP et subsistant au début du 2e Plan quinquennal[1].

Très approximativement, il ne s'agit donc que de 2000 personnes, enfants compris. C'est autant pour toute la province en 8 ans que dans le seul district d'Izioum en quelques mois de 1919. Cependant, les communes font partie du paysage. Les témoignages de vieux / vieilles paysan(ne)s recueillis dans toute la Russie depuis 1991 font fréquemment mention de communes à proximité[2]. De plus, les données de 1934 pour Kharkiv donnent l'idée d'une certaine ténacité des communards. À cette époque, après un énième découpage, la région administrative couvre un septième de l'Ukraine (elle déborde vers Poltava, Soumy et Tchernyhiv ; voir carte c3 en annexe). Pour 206 exploitations collectives créées sur ce territoire au plus fort de la NEP, il y a 69 communes, un tiers du total. Sur le long terme, le ratio entre communes et artels s'infléchit donc beaucoup. Les premières jouissent de plus de longévité que les seconds. La perspective pourrait être faussée par des changements de statut en cours de route. Les communes de 1934 pouvaient avoir été à l'origine des artels[3]. On peut néanmoins vérifier l'hypothèse pour la circonscription[4] d'Izioum. La Section foncière a comptabilisé tant les créations de collectifs que les liquidations depuis 1920 (voir tableau page suivante)[5].

En laissant à part les Associations d'exploitation commune de la terre, de création tardive, on remarque que le taux d'échec des artels est deux fois plus élevé que celui des communes. Certes les liquidations d'artels sont concentrées sur deux ans (1926-1927) et semblent juste revenir sur les créations de l'année 1925. Il reste que,

[1] Respectivement : OMEL'ČENKO, article cité, p. 189, 200. NKZS-USRR, *Spravočnik osnovnyx pokazatelej xozâjničaniâ kolxozov…*, déjà cité. Seules ont été comptabilisées les communes situées dans les limites administratives de la province de Kharkiv telles qu'elles étaient dans les années vingt.

[2] E.M. KOVALEV (sostavitel') T. SHANIN [ŠANIN] (rukovoditel' proekta), *Golosa Krest'ân…*, déjà cité. Sur huit témoignages retranscrits, quatre parlent de communes (p. 20, 49, 208, 331).

[3] Ce n'est pas indiqué sur ce document. Par contre, en consultant l'énorme annuaire des kolkhozes pour 1930 (O.H. ŠLIXTER, I.M. BONDAR, A.M. SLIPANS'KYJ, *Social'nyj sklad, orhanizaciâ praci i naslidky hospodarûvannâ kolhospiv 1930 r. — Materialy vyborkovoho doslidžennâ kolhospiv i členiv kolhospiv voseni 1930 r. —*, X, K, s.e., 1932), on constate pour un arrondissement : 5 communes sur 11 qui étaient à l'origine des artels ou des Associations d'exploitation commune de la terre ; 1 artel sur 41 qui était à l'origine une commune (p. 2-3).

[4] Pour les limites des circonscriptions (*okruhy*) entre 1925 et 1930, voir carte c2 en annexe.

[5] DAXO, R847/1/280, *Izûmskoe OkrZemUpravlenie : Protokoly zasedanij komissii o plane, kollektivizacii…* (1928) ; p. 143-151 : *Tezy dopovidi Izûms'koï OkrKolHosSekciï na okruhlivomu z »ïzdu KNS Izûmšiny* (20/10/1928).

dans un paysage agité à partir de 1925 (avec les créations d'Associations d'exploitation commune de la terre et d'artels), les communes tiennent bon. Créées souvent à contre-courant, elles se maintiennent. Le ciment de leur cohésion semble bien être le volontariat des participants.

11) Créations et liquidation de collectifs dans la circonscription d'Izioum (1920-1927)

Années	**Communes**			**Artels**			**Associations d'exploitation commune de la terre**		
	créées	liquidées	restant en fin d'année	créés	liquidés	restant en fin d'année	créées	liquidées	restant en fin d'année
1920	(2)		2	(9)		9			
1921			2	2		11			
1922		1	1	3		14			
1923	1		2	4		21			
1924		1	1	6		27	1		1
1925	3		4	30		57			1
1926	2		6		14	43	12		13
1927			6		16	27	4		17
total	8	2		54	30		17	0	
taux d'échec		25 %			55,5 %			0 %	

Deux communes méritent une mention particulière dans ce domaine, l'*Aube rouge* de Volokhovka (arrondissement de Voltchansk) et l'*Étoile rouge* de Sosonka (arrondissement d'Akhtyr). La première a été créée en 1919, la seconde mise en place en 1920 et elles ne deviennent des kolkhozes classiques au statut d'artel qu'après 1934. Elles sont ainsi les premières dispensatrices de sources à travers leurs relations avec l'État et le Parti : correspondance, prises de décision les concernant, procédures de contrôle. Néanmoins tout cela ne forme pas une documentation continue et exhaustive. Ainsi, les liasses traitant spécifiquement de la commune *Aube rouge* ne couvrent qu'une période de deux ans. En effet, les archives des collectifs n'étaient intégralement versées

aux organismes d'État qu'en cas de liquidation (§ 80 des statuts). Par contre, en allant dans les villages de Volokhovka et Sosonka, j'ai eu la chance de rencontrer des anciens se souvenant des *Étoile* et *Aube rouges*, dont trois anciennes communardes. Elles n'ont intégré les collectifs que vers 1931-1932, au moment du premier plan quinquennal. Cependant leurs souvenirs de la vie quotidienne me semblent pouvoir nous renseigner sur la période précédente. En assemblant tous ces fragments, il est possible de former l'image des communes pendant la NEP sous plusieurs rapports : la composition sociale, le mode de vie des membres, les relations de pouvoir internes et externes.

2.2.1.2 Permanences et évolutions de la pauvreté rurale

Les quelques statistiques qui peuvent être établies à partir des six registres disponibles permettent de comparer les communards de la NEP à leurs devanciers de 1919. À la commune Aube rouge, d'après quatre listes de 1920 à 1922, les foyers ont 4 , 32 membres, alors qu'autour de Kharkov la moyenne est de 5,23. Ces foyers communards sont même moins fournis qu'en 1919 à Izioum (4,59 personnes), mais cela correspond à une tendance générale à la réduction de la taille du foyer paysan ukrainien. Entre 1917 et 1923, il est passé en moyenne de 5,74 à 5,04 membres. Par contre l'écart entre la taille des foyers les plus pauvres (moins d'une déciatine de terre) et des familles aisées (de 6 à 9 déciatines) s'est accru. Il passe de 2,47 en 1917 (4,56 membres dans un foyer pauvre contre 7,03 dans un foyer riche) à 2,82 en 1923 (3,53 contre 6,35)[1].

La taille du foyer pauvre a tellement diminué en moyenne qu'avec 4,32 membres, les familles d'*Aube rouge* s'apparenteraient moins au prolétariat rural qu'aux petits propriétaires (entre 4,06 et 4,58 personnes par foyer pour de 1 à 3 déciatines de terre). Pour mieux appréhender le visage de la pauvreté sous la NEP, la comparaison à

[1] *Krest'ânskoe xozâjstvo Xar'kovšiny v 1923-24 godu,* déjà cité, p. 18 (taille des foyers dans la circonscription de Kharkov). KALINIČENKO, *Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny v dokolhospnyj period,* déjà cité, p. 25 : taille des foyers en Ukraine. Listes des communards d'*Aube rouge* dans DAXO, R96/1/246z, *Volčanskij UZemOtdel : perepiska s kommunoj « Krasnaâ Zariâ » Voloxovka s., Volčanskij Uezd,* du 17/05/20 au 31/12/20, p. 4-7 ; R96/1/392, *idem*, du 01/01/20 au 30/04/22, p. 33.

l'échelle d'un village est plus instructive que le rapprochement avec des moyennes nationales ou régionales. La liste des électeurs du village de Sosonka pour le scrutin de 1925 indique l'âge et la profession de 192 citoyens. Elle mentionne aussi l'appartenance ou non à la commune *Étoile rouge*. Les inscriptions ne suivent pas l'ordre alphabétique, mais tous les membres d'un même foyer sont inscrits ensemble. Soixante-six communards de plus de 18 ans se répartissent en 44 foyers, alors que 37 familles regroupent les 126 villageois. Dans un foyer « individuel », on compte 3,41 adultes en moyenne contre 1,5 chez les communards. Il faut aller au-delà de ce premier indice de pauvreté pour en saisir les causes. La commune compte 24 individus sans famille. Vingt d'entre eux ont moins de 25 ans. Le poids des jeunes isolés se retrouve dans les moyennes d'âge. Elle est de 38 ans parmi les électeurs du village contre 29 parmi les citoyens-communards[1].

Molodyï Bilchovyk (*Le Jeune Bolchevik*), la revue du Parti en direction des jeunes ruraux, note, toujours en 1925 l'attrait des jeunes pour l'*Étoile rouge*. Ces jeunes sans foyer, très fortement représentés à la commune, sont pourtant aux limites de la marginalité dans la société paysanne. Ils sont essentiellement pauvres[2], non seulement en argent et en biens mais surtout en liens sociaux. Certains de ces jeunes ont dû être chassés de chez eux. La presse fait état d'une forte opposition des parents à l'engagement politique ou social de leurs enfants. *« Tu vas à la JC, elle n'a qu'à te nourrir alors. Je n'ai pas besoin d'entretenir un parasite »*[3]. Il peut aussi s'agir d'une volonté délibérée de la commune de se tourner vers les plus démunis. En 1926, 7 des 53 nouveaux adhérents de l'*Étoile rouge* sont des enfants abandonnés[4]. Dans une démarche d'intégration à la nouvelle société et de promotion par le communisme, la

[1] DASO, R2310/1/165a, *Axtyrskij RajIspolKom : Spiski izbiratelej po položanskomu, staro-ivanovskomu, xuxrânskomu, černeŝanskomu, âsnovskomu s/s,* 1925-1926 ; *Spysok vyrobciv s.Sosonka 1925 r.* (p. 14-16).

[2] Cf. p. 138et suiv..

[3] Iv. ŠEVČENKO, « Ûnac'ki artili ta komuny », Molodyj Bil'šovyk, n°1 (1925), p. 82. Voir également V. KASIMENKO, « Za kraŝej dolej — siluety », Ûnyj Kommunar, n°5-6 (11/1921), p. 30.

[4] DAXO, R845/3/833, *Xar'kovskij RajIspolKom : o s/x kommunax (kollektivizaciâ komun),* du 1/01/26 au 1/06/1927 ; p. 41-42 : *Doklad o deâtel'nosti kommuny « Krasnaâ Zvezda » za period 1/01-1/10/1926*. R845/3/3396, p. 16-17.

démarche est louable et se rapproche de l'expérience exclusivement pédagogique de Karoun (II.1.4.4). En recrutant des prolétaires ruraux fragilisés ou des jeunes sans famille, le collectif se complique assurément la tâche. Avec *« les jeunes et les journaliers (...) il est difficile de mener un travail agricole en les éduquant dans un esprit communal conscient »,* constate le président en 1926.

Une telle démarche avait de quoi choquer le voisinage, réanimant les préjugés contre les pauvres et les communeux alors même que la situation sociale était moins tendue qu'en 1919. Les lettres de paysans adressées aux journaux associent toujours pauvreté, paresse, parasitisme, alcoolisme et vandalisme. Des personnes, pour certaines sans feu ni lieu, extrêmement pauvres et, qui plus est, exhibées en vitrine du socialisme ont vite fait d'attirer le dégoût, et pas seulement de la part d'un agriculteur individualiste. Rappelons-nous la description de la commune *Aube rouge* par la militante de la Section féminine du PC en 1920 évoquant des enfants sales et une maison qu'on ne nettoie pas (I.2.2.2, p. 204). En mars 1921, le responsable des kolkhozes du district de Voltchansk fait à son tour une inspection : *« aucune alimentation normale (...) les enfants ne ressemblent en aucune façon à des enfants, mais à de petites choses abandonnées à leur sort »*. Quelles qu'en soient les causes objectives ou l'alibi idéologique, la pauvreté des communes est repoussante. Elle fait dire alentour *« qu'à la commune et à l'artel [on vit] comme du bétail »*[1].

Malgré tout, les déclarations officielles de l'époque définissent ainsi « la composition sociale des collectifs : paysans pauvres, journaliers et paysans moyens ». L'affirmation de paysans moyens au sein des communes marquerait alors une nouveauté par rapport à 1919. Quelques données semblent aller dans ce sens. À la création de la commune Rayon de Lumière en 1924, il y a quatre chevaux pour 26 rationnaires, soit 15,4 pour 100 personnes alors que la moyenne de la province est de

[1] Lettres de paysans dans A.K. SOKOLOV (pod red.), *Golos naroda : pis'ma i otkliki râdovyx sovetskix graždan o sobytiâx 1918-1932 gg.,* M : Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », 1998 ; p. 241 (*« en commune et en artel (...) on vivra comme du bétail »*), 243-44, 246. R96/1/392, p. 46. S.S. KRÛKOV (sostavitel'), *Krest'ânskie istorii : rossijskaâ derevnâ 1920-x godov v pis'max i dokumentax,* Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », M, 2001 ; p. 84, 225.

13,5. De même, on pourrait être tenté de voir dans la possession de plusieurs maisons par deux foyers d'Aube rouge (sur onze) un signe d'aisance. Cependant, l'étoile rouge est présentée comme un « collectif réunissant des propriétaires pauvres », « souvent sans la moindre possession mobilière ou immobilière »[1]. Dès qu'on aborde le chapitre du matériel agricole, le doute n'est plus permis. À la commune Rayon de Lumière, il y a une charrue pour sept foyers contre une pour deux exploitations en général dans la province. Le nombre de vaches est également inférieur à la moyenne régionale.

En dehors de ces données fragmentaires, les seules statistiques disponibles datent de 1928. Elles donnent la composition sociale des différents types de kolkhozes dans la circonscription de Kharkiv.

12) Composition sociale des kolkhozes de la circonscription de Kharkiv (avril 1928)

Type de kolkhoze➔ Catégorie sociale🡻	**Communes**	**Artels**	**Associations d'exploitation commune de la terre**	**Moyenne globale**
Journaliers	23,8 %	7,5 %	2 %	5,7 %
Paysans pauvres	47,4 %	52,9 %	44,5 %	48,6 %
Paysans moyens	17,4 %	34,1 %	50,2 %	40,9 %
Paysans riches	0 %	1,3 %	2,6 %	1,9 %
Ouvriers	4,9 %	2,3 %	0,2 %	1,4 %
Employés	1,8 %	1,8 %	0,5 %	1,1 %
Autres	4,5 %	0,.3 %	0 %	0,4 %

La part des propriétaires pauvres est en général de près de 50 % dans toutes les exploitations collectives. Alors qu'elle est contrebalancée par un tiers ou une moitié de paysans moyens dans les artels et Associations d'exploitation commune de la terre, la

[1] KALINIČENKO, ouv. cité, p. 25. DAXO, R1639/1/308, *Akty obsledovanniâ raboty Savinskogo RajIspolKoma i Selsovetov rajona (30/05/1925) ; Po kollektivizacii* (p. 15'). DASO S-R4244/2/21 *Axtyrskij OkrZemOtdel : Protokly obŝix sobranij kommuny Luč, spisok semejstv vstupivšix v kommunu i podpiska ix o prinâtii ustava ; Grun' s.*, 10/04/1924 - 30/01/1925 ; p. 2. R96/1/246z, p. 4-7. R203/1/882, p. 320, lettre du Comité de Paysans Pauvres provincial du 18/09/22. R845/2/161 : p. 70, *Zaklûčenie specialista po kollektivizacii Xar'kovskogo GubZemUpravleniâ o sostoânii i perspektivax kommuny « Krasnaâ Zvezda »* (s.d., vers août 1925), § 5.

part des pauvres est au contraire renforcée par presque un quart de journaliers dans les communes. La part des ouvriers est faible, mais plus importante qu'ailleurs. D'après un rapport sur la circonscription d'Izioum fin 1926, la proportion d'ouvriers et d'employés aurait atteint 20 %, mais *« ils ont quitté les kolkhozes pour travailler dans leur spécialité »*[1].

La correspondance de la commune *Aube rouge* avec l'administration pour les années 1920-1922 atteste même d'une indigence semblable à celle de 1919. Les communards réclament chaussures, vêtements, couverts, outils et nourriture. Leur situation est particulière au sein de la paysannerie. En avril 1921, ils rappellent qu'après l'évacuation de 1919

> *« ils ont occupé des murs nus, ont organisé la commune « Aube rouge » et ont un besoin aigu de meubles, de vaisselle [...] En particulier, les enfants sont nus et sans aucun habit »*[2].

Comme ils ont d'abord quitté leur foyer individuel, puis ont été obligés de fuir devant Denikine ensuite, ils ont tout perdu. Même en oubliant la péripétie de l'évacuation, l'emménagement dans un lieu nouveau implique d'abandonner beaucoup des petits conforts de son ancien « chez-soi ». De plus, en vivant dans une structure novatrice et exemplaire, les communards s'exhibent dans leur misère. Dans une société rurale structurée en foyers fermés, la pauvreté communarde est plus visible et donc scandaleuse.

De plus, Aube rouge s'est réorganisée en 1920-21, c'est-à-dire pendant une disette tournant à la famine dans toute l'Ukraine. Même après, la faim et le dénuement restent l'expérience cardinale du communard. À l'Étoile rouge de Sosonka, le président synthétise en 1926 l'histoire de sa commune :

> *« Il faut dire que pendant cette période, pendant ces six années*

[1] Tableau statistique extrait de DAXO, R845/3/1563, p. 29-38, *Stan ta dinamyka kolektyvizacïï s.-h. vyrobnyctva na Xarkivŝyni z 1/10/1927 po 1/04/1928* ; p. 31, *Social'nyj stan kolhospiv*. R847/1/267, *Izûms'kyj OkrZemViddil, pidviddil kolektyvizacïï,* 1/01/1927 *;* p. 27, *Donesennâ po kolektyvizacïï* du 1/10/1926, signé Byrk.

[2] DAXO, R96/1/246z, p. 29, 31-32, 34, 37, 39-41 ; R96/1/392, p. 15-17, 24-25, 33, 36-39, 78-79, 113...

d'existence, la commune a survécu à la famine, au froid et aux privations ; il a même fallu marcher en lapti »[1].

On peut se faire communard dans le seul espoir de manger à sa faim. À Tchepil (circonscription d'Izioum), la commune Charrue et marteau s'est reconstituée en 1920 après l'évacuation de l'été 1919. *« Quelques familles vinrent à la commune non par conviction, mais sous la pression de la faim en 1921, mais elles la quittèrent après la famine »*. Les paysans pauvres savent donc qu'ils peuvent bénéficier des dotations de l'État, qui, si minimes soient-elles, assurent leur survie.

Les gens motivés par l'intérêt plus que par l'idéal ne resteraient pas en commune d'après le témoignage cité. Malgré cette dénégation du caractère alimentaire de l'engagement, il ne faut pas négliger l'attrait profond que pouvait exercer la relative profusion de la table communarde. Les sociétés paysannes rêvent d'abondance alors qu'elles souffrent de disette. La culture populaire russo-ukrainienne abonde en pays de cocagne et identifie le pain au bien[2]. Si la commune peut faire du conte une réalité, elle aura amplement mérité la reconnaissance des pauvres. Sur trois témoignages de femmes ayant participé à l'*Aube rouge* et à *l'Étoile rouge* en 1931-32, deux évoquent avec gourmandise la commune du point de vue culinaire.

Parmi les arguments en faveur de l'adhésion, elles retiennent ceux qui vantent la *« bonne vie »* et la nourriture à la commune. Anastassia Liachenko de Volokhovka se souvient que,

> *« Dans la commune, on préparait à chacun le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner ; le pain était distribué par portion de 100 g ».*

Vira Kravets énumère les plats :

---

[1] DASO, R4244/2/21, p. 2. *Krest'ânskoe xozâjstvo Xar'kovŝiny,* déjà cité, p. 86. DAXO, R845/3/3396, *Protokoly zasedaniâ prezidiuma OkrIspolKoma nn°47-57 (10/12/26-17/01/27) ;* p. 16-17 : *Doklad Pankrat'eva ob axtyr'skoj kommune « Červona Zirka »* (11/12/1926). Les *lapti* sont des sandales de tille.

[2] HELLER, NIQUEUX, ouvrage cité, p. 33. KONDRATIEVA, *Gouverner et nourrir,* déjà cité, p. 46-47. Quelques contes sur ce thème : dans Valentina CHALY, *Contes ukrainiens*, éditions Bellenand, Paris [1965] : p. 38-41 *Le petit pain ;* p. 57-66 *La table merveilleuse ;* dans *Contes russes et ukrainiens* (traduits du russe par Michel Cadot), Hachette » Littératures », Paris, 1999 : p. 43-48, *La bière et le blé* ; dans AFANASIEV, *Contes russes,* Maisonneuve et Larose « Littératures populaires de toutes les nations », Paris, 1978 : p. 185-188, *Par l'ordre du brochet.*

> *« Dans la commune, on cuisinait des pois et des lentilles dans des marmites, des galouchki* [boulettes de pâte cuites à l'eau] *; (…) les galouchki étaient faits avec de la farine de sarrasin ; ils étaient excellents. (…) On mangeait au réfectoire. Tu vas au guichet et on te donne ; le pain est déjà coupé, tu en prends autant que tu veux »*[1].

Ces témoignages se rapportent à la période qui a immédiatement suivi la NEP mais il est peu probable qu'ils aient été contaminés par les images, postérieures, de la famine de 1933. Comme Anastassia et Vira avaient 21 et 18 ans en 1931, leurs souvenirs et leurs repères chronologiques sont ceux d'adultes et non d'enfants. L'émerveillement des deux jeunes femmes devant le réfectoire de la commune traduit donc plus sûrement les angoisses de pénurie dans lesquelles elles avaient grandi pendant la guerre civile et la NEP.

Malgré des indices convergents d'indigence, il ne faut pas exagérer la marginalité des communards. Pour se faire une idée de leur enracinement, le lieu d'origine est connu pour 92 membres d'*Aube rouge*.

13) Origine géographique de 92 communards d'Aube rouge (canton de Volokhovka, district de Voltchansk) [NB : la taille des cases n'est pas exactement proportionnelle aux pourcentages].

<table>
<tr><td colspan="3">Province de Kharkov
96,75 %</td><td>Autres provinces
3,25 %</td></tr>
<tr><td colspan="2">District de Voltchansk
84,79 %</td><td>Autres districts
11,96 %</td><td></td></tr>
<tr><td>Canton de Volokhovka
22,83 %</td><td>Autres cantons
61,96 %</td><td></td><td></td></tr>
</table>

Seul un cinquième des communards provient du canton de Volokhovka lui-même. Cela peut paraître modeste, mais il faut comprendre comment le collectif a élu

[1] Voir témoignages reproduits en annexe.

domicile. En 1919, la commune était installée à 4,5 km du petit centre administratif, au hameau de Tchaïkovka. Le retour dans le même canton après l'évacuation n'avait pas été possible car la propriété de Tchaïkovka était devenue une école. Le nouvel emménagement a été guidé par la disponibilité d'un domaine, quand bien même il n'offrait que des *« murs nus »*. Les premiers communards originaires de Tchaïkovka se retrouvent à Volokhovka, donc hors de leur canton « natal », et ce hameau centralise désormais les volontés communardes existant alentour. Les postulants convergent de 40 kilomètres à la ronde (depuis Roublenoïe) pour soumettre leur candidature à l'assemblée générale[1]. Cela paraît loin mais les liens de connaissance doivent garder leur importance. On vient à la commune parce qu'elle fait partie de l'horizon humain et géographique ; on y est accepté parce qu'on n'est pas tout à fait inconnu, pas tout à fait étranger. La commune n'est donc pas une collection de déracinés.

À part l'enracinement local, il existe d'autres points communs entre les communards de la NEP et ceux de 1919. Le niveau culturel est faible. Sur 23 communards d'*Aube rouge* qui avaient à signer des documents, 10 (dont 7 femmes) en sont incapables (niveau 0 ; cf. p. 143), 7 (dont deux femmes) peuvent juste griffonner leur nom (niveau 2). Seuls 6 communards (dont une femme) maîtrisent bien l'écrit. Les taux d'alphabétisation sont donc localement plus bas qu'à Izioum en 1919. Les signatures au bas des statuts, dans leur maladresse, expriment mieux que tout les lacunes dans l'instruction des communards[2].

Les dossiers établis lors de la purge du Parti en 1929 donnent aussi quelques informations quantifiables, dont le niveau d'études, systématiquement précisé lors de la vérification des militants. On connaît ainsi l'instruction de 28 militants des communes *Étincelle, Agriculteur rouge* et *Dixième anniversaire de la JC* dans l'arrondissement d'Izioum. Un quart d'entre eux n'a eu aucune véritable scolarisation.

[1] DAXO, R96/1/392, p. 3 (*Akt* du 15/11/1920) ; R96/1/246z, p. 11 (procès-verbal d'assemblée générale du 31/08/1920).
[2] Voir illustration i18 (signatures au bas des statuts) et i19 (tampon de la commune).

Ils sont marqués *« autodidacte »* ou *« mal lisant »* <*malogramotnyj*>, ou n'ont suivi qu'un an d'école rurale voire les seuls cours d'alphabétisation (*likbez*). Les trois quarts restant ont passé deux ou trois ans dans une école rurale ou professionnelle. Un seul cumule cinq ans d'études dont trois à l'École de la Jeunesse paysanne <*Škola Krest'ânskoj Molodëži*>. Or il s'agit d'adhérents du PC, logiquement un peu plus instruits que la moyenne. Les présidents de communes et secrétaires de cellule n'ont eux-même pas dépassé l'école rurale[1].

Le tableau des activités des communards est également familier. Voici la répartition par activités dans les deux communes vedettes, suivie, à titre de comparaison, du rappel des mêmes données pour le district d'Izioum en 1919. Les points communs sont légion : prépondérance de l'agriculture, forte minorité d'artisans[2], inégalité hommes / femmes se traduisant par la sous-représentation de celles-ci dans l'artisanat et les professions intellectuelles[3].

14) Activités des communards d'Aube rouge (1920-1922) en %

Activité	*Total (47 pers.)*	*Hommes (24)*	*Femmes (23)*
agricole	76,60 %	62,50 %	91,30 %
artisanale	17,02 %	29,17 %	4,35 %
industrielle	0,00 %	0,00 %	0,00 %
intellectuelle	6,38 %	8,33 %	4,35 %

15) Activités des communards d'Étoile rouge (1925) en %

Activité	*Total (66 pers.)*	*Hommes (39)*	*Femmes (27)*
agricole	69,70 %	64,10 %	77,78 %
artisanale	19,70 %	23,09 %	14,82 %
industrielle	1,52 %	2,56 %	0,00 %
intellectuelle	3,03 %	2,56 %	3,70 %
non-indiquée	6,05 %	7,69 %	3,70 %

[1] DAXO, P4/1/103 et P17/1/47, *Protokoly komissii po čistke organizacii kommuny « 10 letiâ KSM »,* 1929 ; P4/1/104 et P17/1/42, *Protokoly komissii po čistke organizacii kommuny « Iskra »,* 1929 ; P4/1/105 et P17/1/39, *Protokoly komissii po čistke organizacii kommuny « Červonyj Xliborob »,* 1929.

[2] Proportionnellement, les artisans restent beaucoup plus importants dans les communes que dans le reste des campagnes. Voir V.P. DANILOV, *Rural Russia under the new regime,* Indiana UP, Bloomington, 1988 ; p. 55.

[3] La définition des types d'activités est la même que plus haut, concernant les communes d'Izioum en 1919 (voir p. 145)

16) Activités des communards d'Izioum en 1919 (Rappel)

Activité	*Total (445 pers.)*	*Hommes (316)*	*Femmes (129)*
agricole	74,26 %	69,28 %	87,59 %
artisanale	13,92 %	15,94 %	8,53 %
industrielle	9,92 %	12,46 %	3,10 %
intellectuelle	1,90 %	2,32 %	0,78 %

On note deux différences toutefois. D'une part le contingent prolétarien. En 1919, il y avait les mineurs évacués. Pendant la NEP, des ouvriers quittent l'usine pour réaliser l'idéal communiste à la campagne[1]. On en voit peu de trace ici. D'autre part l'élément intellectuel s'affirme plus statistiquement. Les pourcentages sont néanmoins trompeurs. À l'Aube rouge, les 6,38 % « d'intellectuels » représentent trois personnes ! Il s'agit d'un secrétaire, du président enregistré comme chauffeur et d'une « organisatrice du Parti »... À la commune Étoile rouge, on compte également un secrétaire et une jeune institutrice. Elle a 20 ans et elle est célibataire. Vraisemblablement elle a été nommée à la commune plus qu'elle n'a décidé d'en faire partie[2]. Les communes restent donc socialement à l'image des couches rurales pauvres dont elles n'ont pas pu ou pas su sortir pour se développer dans d'autres milieux.

2.2.2 VIVRE ENSEMBLE

S'il fallait résumer les difficultés de la vie en commune, il suffirait de dire qu'elles tiennent à la couche sociale où elles recrutent. Les prolétaires ou semi-prolétaires ruraux sont, nous l'avons dit, fragiles socialement. Leur regroupement ne crée pas forcément une dynamique positive, surtout dans une période où la pauvreté est de nouveau stigmatisée. Néanmoins, comme le rassemblement des déshérités est la vocation des communes, il faut dépasser ce premier jugement. De plus, l'origine sociale des communards est une raison trop générale pour rendre compte des histoires singulières des individus et des collectifs.

[1] Voir *Golos naroda,* déjà cité, p. 140.

[2] D'après le témoignage de Fédor Gladkov sur une commune ukrainienne, « *les instituteurs ne sont pas comptés dans l'effectif de la commune car ils travaillent pour la Section de l'éducation populaire* » (Fedor GLADKOV, *Kommuna Avangard,* GIZ, M-L, 1928 ; p. 16).

2.2.2.1 L'indispensable cohésion

À y regarder de plus près, à la source des problèmes de cohabitation on trouve le plus souvent l'absence de cohésion au sein de la commune. Les chamailleries, les dissensions voire le blocage et la faillite du collectif, ressentis par les acteurs comme autant d'échecs individuels et politiques, se réduisent souvent à des cas d'école de gestion de groupe. Ainsi la commune *Vorovski,* dans l'arrondissement de Kolomak est promise à la liquidation en novembre 1927 à cause de ses 12000 roubles de dettes[1]. Or l'enquête diligentée par le Comité exécutif de la circonscription de Kharkov explique facilement cette déroute financière.

> *« Depuis le début de l'organisation, l'effectif est instable [. Il est composé de gens] venant de partout. [Et surtout] il manque une population paysanne d'origine, familière de l'agriculture, habituée aux conditions du travail agricole »*[2].

Le rapport détaille l'origine sociale des membres. Sur 32 travailleurs, les paysans ne sont que 9, dont quatre qualifiés seulement (les cinq autres sont des journaliers). À part ça, il y a cinq ouvriers, six employés et surtout 12 jeunes sortis des maisons d'enfants ! Non seulement ils ne connaissent pas le métier, mais en plus ces derniers doivent faire l'objet d'une attention éducative. Et il faut encore rajouter les plus petits… Au total, sur 48 résidants, 22 seulement sont majeurs. La souscription d'emprunts trop importants n'a fait que révéler une faiblesse structurelle. Un tel collectif qui pourrait se justifier en tant qu'institution pédagogique vivant de subventions (comme la maison d'enfant de Karoun) n'est absolument pas viable comme entreprise et donc comme commune agricole. D'après l'expert, le redressement nécessite d'abord « une entière réorganisation de l'effectif (…) en vue de son adaptation à l'activité économique de la commune », en n'hésitant pas à « exclure de façon décidée l'élément inadéquat ».

---

[1] À titre de comparaison, c'est plus que la valeur du bétail de la commune *Étoile rouge*, qui comprend 25 chevaux, une cinquantaine de bovins, autant de moutons et une centaine de cochons… Voir DAXO, R845/3/833, p. 41-42, et R845/3/3396, pp 15-18 ; rapports déjà cités.

[2] DAXO, R845/3/2450, *Xar'kovskij OkrIspolKom : o s/x kommunax,* du 11/24/1928 au 09/01/1929 ; p. 3-5 : *Zaklûčenie o xozâjstvennom položenii i o merax ozdorovlenniâ kommuny im. Vorovskogo Kolomackogo rajona,* signé Kokonin, 15/11/1927.

La disparité et l'incompétence professionnelles forment un frein économique évident. De façon plus étonnante, la diversité sociale au sein d'un collectif est également un germe de discorde entre communards. À la commune Matin d'Octobre de Tchernetchino (arrondissement d'Akhtyr), « il y a tout le temps des différends entre les membres à cause de l'inégalité des cotisations d'adhésion [c'est-à-dire des apports personnels] et de l'inégalité dans la répartition du travail »[1]. La commune Charrue et marteau de Tchepil avait survécu à la réaction dénikinienne en 1919. Or, dix ans plus tard, elle est fort mal en point, après l'intégration en mai 1928 de 32 familles. Les nouveaux venus sont une fois et demie plus nombreux que les fondateurs ce qui déplace le centre de gravité du collectif et anéantit des années d'efforts et d'habitudes communs. Surtout, on n'y compte qu'un quart de pauvres, assez marginaux qui plus est (jeunes, veuves, isolés). La majorité est composée de foyers assez aisés dont sept familles vraiment riches. Leur capital va chercher dans les 1000 à 2500 karbovanets. Les paysans moyens (500 à 1000 krb de capital) représentent désormais 62,5 % de l'ensemble des communards. Ce bloc central devient le pivot des rapports de force mettant au prise pauvres et riches[2].

Le responsable communiste qui inspecte *Charrue et marteau* impute les problèmes aux *« éléments douteux »* qui se seraient infiltrés, à savoir trois ex-gendarmes, un ancien officier, un S-R et un père incestueux. En analysant leur action dissolvante, il revient cependant à des critères plus marxistes.

> *« Il est caractéristique que le groupe riche fasse bloc avec la fraction moyenne des vieux communards indépendamment de l'appartenance partisane. (...) Les pauvres s'effacent, ne s'éduquent pas et se font critiquer ironiquement pour leurs observations et propositions ».*

Cela est renforcé par la pression extérieure, aussi hostile aux pauvres en général qu'à la

[1] DASO, R2310/1/199, *Axtyrskij RajIspolkom : Protokoly obŝix sobranij s/x artelej i kommun,* du 09/03/1925 au 22/11/1926 ; p. 12 *Protokol komissi registracii,* 22/11/1925.

[2] DAXO, P4/1/70, *Izûmskij OkrKom KP(b)U : Protokoly NN°4-12 zasedanij bûro i materialy,* du 01/02/29 au 26/02/1929 ; p. 108-115 : *Materialy po obslidovannû komuny « Pluh i Molot » ta čepil's'koho oseredku KP/b/U Savins'koho rajonu*, s.d., signé Saltovskij O.R.. Les sources ne précisent pas la raison qui fit adhérer un nombre aussi important de personnes d'un seul coup. On ne sait pas non plus ce qui avait pu attirer des paysans riches à la commune.

commune en particulier. Dans le voisinage, on dit que *« si tu vas en direction de la commune, ne t'approche pas à moins d'une verste, sinon tu te retrouveras sans pantalon »*[1]...

En butte aux préjugés, les pauvres les reproduisent eux-mêmes, entravant individuellement les efforts d'émancipation collective. À la commune Étoile rouge de Sosonka, le président relatait les difficultés à éduquer des jeunes et des journaliers. Pratiquement, cela signifie qu'il y a des démissions « sur la base de tendances à la propriété individualiste. Ils disent : "On va vivre et ne rien posséder" ». À l'artel Volodarski (district de Valki), quelques paysans démissionnent au motif que dans le collectif « on travaillera et ça ne servira à rien ». L'assemblée générale qui devrait les raisonner conclut qu'il faut

> *« prendre l[eur]s justifications en considération. Parce que l'artel n'a pas encore de revenus et que nos gens ne savent pas construire une telle organisation sur de nouveaux principes. Il peut y avoir beaucoup de raisons, mais tout ça c'est de la science ».*

La cupidité est en raison directe de la pauvreté et de l'inculture. Les démissions intéressées ont été précédées d'adhésions qui l'étaient également. *« Il y en a (...) qui viennent chez nous parce qu'on y vit mieux qu'ils ne vivaient par eux-mêmes ».* Ils arrivent sans habits <*razdety*>, se font équiper par la commune et démissionnent trois ou quatre mois plus tard, en possession d'un trousseau complet. Essayant de comprendre pourquoi les paysans communistes rechignent à intégrer des collectifs, même quand ils ne possèdent rien, les responsables du Parti à Voltchansk incriminent *« l'idéologie de la petite propriété » <ideologiâ sobstvenničestva>* [2]. C'est un raccourci peut-être commode, mais surtout trompeur pour désigner la somme des peurs, des envies frustrées et du sentiment d'infériorité dont souffrent les pauvres.

---

[1] *Ibidem.*

[2] DAXO, R95/1/542, *Valkovskij UZemOtdel / Podotdel SovXozov : Perepiska s trudovymi s/x artel'âmi im. Volodarskogo i « Novaâ Žizn' »,* du 01/01/1922 au 25/02/1923 ; p. 6, *Protokol n°7 Obŝego sobraniâ 26/02/1922,* §3. P1/1/923a, *Xar'kovskij GubKom KP(b)U : Protokoly zasedanij Plenuma, Bûro (...) Volčanskogo UKoma,* du 26/01/1923 au 31/12/1923 ; p. 1, 3 : *Protokol plenuma n°7* du 5/02/1923.

Sans doute faut-il imputer à cela les difficultés dans l'organisation du travail qui à leur tour engendrent la désunion. On répète à l'envi qu'il est *« indispensable de travailler au plus vite collectivement afin d'économiser ainsi du travail, ce qui serait beaucoup plus difficile dans une exploitation individuelle »*. Dans des communes encore jeunes, le fréquent rappel des principes fait penser qu'ils ne sont guère appliqués. L'inspection de la commune *Aube rouge* en mars 1921 conclut à *« 1/ la totale absence d'interrelations entre les membres de la commune. 2/ la totale absence de plan dans la gestion de l'exploitation »*. La commune *Matin d'Octobre* consacre en 1924 de fréquents points d'ordre du jour à l'organisation du travail ; mais, *« comme jusqu'à présent il n'y a pas possibilité de tout faire chauffer à la marmite commune, [il faut] organiser le travail à l'ancienne, de façon dirigiste »* [littéralement : *à la gouvernementale. <nema možlyvosti paryty na zahal'nyj kotel, treba vesty pracû po staromu po urâdovi>*]. Le travail devra commencer à 7 heures du matin et le président de la commune s'occupera seul de la répartition des tâches. Cela ne suffit visiblement pas. Les questions de discipline du travail sont encore soulevées deux fois dans les mois suivants[1].

Une autre solution existe pour inciter les communards au travail. Un article de 1925 fait état d'une organisation originale à la commune *Paysan pauvre* à Iourkivka (circonscription de Zaporijjïa).

> *« Chaque matin une équipe s'attelle à un travail et le soir elle inscrit où elle en est. Un travailleur responsable est nommé pour chaque travail, comme membre permanent de l'effectif. Pour l'accomplissement des travaux de choc saisonniers, il y a un groupe de communards, appelé « émérite », qui accomplit les travaux de choc dans telle ou telle branche de l'exploitation »*[2].

Il s'agit de l'embryon des brigades de choc staliniennes, avec la hiérarchisation interne qui leur est propre. Cela ne semble pourtant jamais avoir été pratiqué dans la région de

[1] DAXO, R96/1/392, p 46, *Doklad ZavKolXoza,* vers mars 1921. DASO, R2310/1/123, *Axtyrskij rajonnyj ZemOtdel : Perepiska s artelâmi i kommunami,* du 4/11/1924 au 6/10/1925 ; p. 24, *Protokol n°4 obŝego sobraniâ kommuny 'Žovtnevyj ranok',* du 26/04/1925. R2310/1/199, *Idem,* du 3/09/1925 au 22/11/1926 ; p. 21, *Protokol n°6 soveta kommuny* du 11/12/1925, §3 ; p. 63, *Protokol n°12 obŝego sobraniâ* du 11/07/1926, §1.

[2] Kupriân SAMARS'KYJ, « Novi hospodari », Molodyj bil'šovyk, n°8-9 (1925), p. 46.

Kharkiv sous la NEP. Il n'y a même pas d'indice d'une simple organisation en équipes spécialisées au sein des communes. Les rapports les plus positifs parlent juste d'une *« comptabilité du travail »* comme à *Étoile rouge*. À *Charrue et marteau* en 1929 il est imposé de rester au moins six mois dans le même travail. On peut donc supposer que la règle précédente permettait de changer d'activité dès qu'on le pouvait. L'absence de réflexion sur la question de l'organisation du travail est patente. Elle ouvre donc la porte aux solutions les plus autoritaires. Anastassia Liachenko décrit la répartition du travail à *Aube rouge*, vers 1931: *« Le président de la commune, Roubtsov, suivait toutes les affaires, donnait des ordres au brigadier [*le chef d'équipe*], qui lui-même disait aux gens qui devait faire quoi ce jour-là »*[1]. L'efficacité n'est atteinte qu'au détriment de la démocratie.

La composition de l'effectif peut être une autre source de problèmes. On se souvient des difficultés de la commune *Charrue et marteau* face au clivage social divisant le collectif après une brusque augmentation du nombre de communards. L'arrivée d'un fort contingent de nouveaux pose de toute façon un problème par lui-même. Même s'ils sont socialement « conformes », les arrivants présentent un risque pour une collectivité dont ils n'ont pas partagé l'histoire. Depuis 1919 en effet, les jalons de l'existence d'une commune n'ont pas changé. L'acte fondateur reste la première assemblée générale qui se termine par la cérémonie de signature au bas d'une lettre affirmant le désir de vivre en commune[2]. Suivent les premiers efforts d'une organisation encore chaotique. Tout cela est non seulement un vécu intime pour les participants, mais aussi une épopée dont le souvenir commun les soude. Pour se singulariser du reste de la population, les communards édifient parfois un portail pour marquer symboliquement l'entrée dans l'Utopie[3]. Du point de vue des vétérans, les nouveaux venus feront un peu figure de communards de la vingt-cinquième heure,

[1] DAXO, P4/1/70, déjà cité, p. 108. Témoignage en annexe.

[2] Par exemple, voir l'acte de fondation d'une commune à Nadeždovka II, in DAXO, R1502/1/61, *Barvenkovskij RajIspolKom : RajZemOtdel,* du 13/3/26 au 3/1/28, p. 6 (8/03/1927).

[3] Voir illustration i20 en annexe.

n'ayant pas fait leurs preuves. De plus, comme ces derniers ne connaissent pas les petits arrangements informels qui ont été trouvés avant leur arrivée, ils peuvent refuser le *modus vivendi* préétabli et être eux-mêmes rejetés.

Les raisons de repousser l'Autre sont nombreuses. La purge de la cellule du Parti implantée à la commune *Étincelle* à l'été 1929 fait apparaître une opposition tranchée.

> *« Les membres du Parti dans la cellule sont divisés en clans : celui « d'extrême Orient », celui de « Levkovka » et celui des « anciens de l'Étincelle » ; en conséquence, il y a aussi des clans parmi les communards sans-parti, ce qui a créé en général une atmosphère malsaine dans la commune. (...) [Il faut] définitivement éliminer ces inclinations localistes* <mestničeskie nastroeniâ> *entre l'effectif ancien et le nouveau »*[1].

Il semble donc que deux groupes d'arrivants se soient superposés au noyau originel. Et les voisins du village de Levkovka ne sont guère plus assimilables que les rapatriés d'extrême Orient !

La déstabilisation n'est cependant possible que si les nouveaux admis formaient déjà un groupe soudé avant leur adhésion à la commune. A contrario, l'*Étoile rouge* de Sosonka a pu intégrer 53 personnes pendant les dix premiers mois de 1926 sans problèmes apparents. Ainsi, la plupart des communes ont dû parer le danger de déstabilisation en procédant à des admissions au cas par cas, sanctionnées par un vote de l'assemblée générale. Néanmoins, certaines communes cultivent la méfiance au point *« d'empêcher l'adhésion de nouveaux membres »*. En 1927, le bureau du Parti pour la circonscription de Koupiansk tire un bilan assez négatif de l'état de la commune *Petrovski* (arrondissement de Veliky Bourliouk).

> *« La situation organisationnelle [est] grave à cause de la présence de clans de nouveaux et de vieux communards (...). Pour ces raisons, la majorité des communards s'est engagée sur la voie de l'autarcie et de la*

[1] DAXO, P4/1/104, *Izûmskij Okružnyj Komitet KP(b)U : kommissiâ po čistke organizacii kommuny « Iskra »,* du 12/07 au 1/09/1929 ; p. 9 : *Vyvody po âčejke pri kommune Iskra*. La raison du rapatriement d'extrême Orient est inconnue.

restriction à l'admission de nouveaux membres ».

Parmi les motifs qui poussent une commune à se refermer sur elle-même, au-delà du souci pour sa cohésion humaine et sociale, il est des raisons assez inavouables. À la commune *Rayon de lumière* trois des sept familles fondatrices ont été exclues. Ces dernières affirment que *« le groupe qui reste se sert du statut de commune fictivement »*. Il monopoliserait les fruits du travail communal, se les partagerait. Une partie de la récolte serait même faite par des salariés. Comme ces quatre familles restantes sont apparentées, on a en fait affaire à une exploitation familiale masquée. D'après les plaignants, ce genre d'attitude *« mine la confiance du paysan pauvre envers la collectivisation (...) discrédite le grand nom de commune, mine l'autorité du pouvoir soviétique »*. Sans atteindre de telles extrémités, la tendance à la fermeture des communes est répandue. Bien que je n'en aie pas trouvé confirmation dans les textes de loi, il semble même qu'il existait deux formes juridiques, l'une fermée et l'autre ouverte pour les collectifs. Le problème était donc récurrent. Or une fois la commune refermée sur les élus, de nouveaux problèmes surgissent. Le collectif risque de manquer de dynamisme et de perdre de plus en plus de participants au point d'arriver à la paralysie économique. La commune *Aube du laboureur* (arrondissement de Lipestk) compte officiellement sept foyers sur 104 déciatines. La surface par famille (15 déciatines) est digne d'une exploitation riche, mais seules quatre familles sont vraiment engagées dans l'aventure et la commune n'est pas en état de cultiver sa terre. Comme elle *« n'est pas viable »,* elle est liquidée par la Section foncière de la circonscription de Kharkiv[1].

2.2.2.2 L'émancipation n'est pas acquise

Derrière les tentatives un peu dérisoires de ménager un petit paradis exclusif, la difficile gestion de la pénurie hante les communes. C'est pourquoi en dehors de la

[1] DAXO, R845/3/833, rapport déjà cité p. 36-39. P3/1/21, *Kupânskij OkrKom KP(b)U : Protokoly zasedanij OkrKollegii i sovešanij,* du 7/01 au 30/12/1925 *;* p. 33, *Sovešanie po rabote na sele,* 4/05/1925, § 2. P3/1/113, *Protokoly bûro* du 05/01/27 au 14/06/27 ; p. 58-59, *Rezolûciâ pro zdobutky reviziï komuny im. Petrovs'koho,* 18/02/1927, § 2-3. DASO, R4244/2/21 déjà cité, lettre du 6/10/1924, p. 8. DAXO, P4/1/70, déjà cité, p. 109. R845/3/833, p. 4 et 6 (*Protokol n°8 zasedaniâ OkrPlana, § 38,* du 29/10/1926 *; Doklad OkrZemUpralennâ* du 23/10/1926).

négligence dans le travail ou de l'alcoolisme, le vol est l'infraction la plus répandue. Il ne s'agit pas d'une délinquance débridée. En dix mois, l'*Étoile rouge* a procédé à neuf exclusions : deux pour vol, quatre pour ivresse répétée, trois pour paresse. On ne vole pas tellement son voisin, tout aussi pauvre que soi, mais plutôt la collectivité. À *Charrue et marteau, « Kovalenko s'est enfui en emportant toutes sortes de choses. Un autre incident a eu lieu avec le jeune communiste Tykhonovsky qui s'est arrangé pour échanger pour 2000 karbovanets [de marchandises] et a pris la fuite »*[1].

À *l'Aube rouge,* un communard de 52 ans a utilisé indûment un morceau de cuir. Il reçoit un blâme. Quand on se souvient du besoin criant en chaussures, on peut presque le comprendre… C'est beaucoup plus grave à la commune *Rakovski* (Peski, district d'Izioum), quand le voleur est *« Krylov, l'organisateur, le dirigeant, le plénipotentiaire du Commissariat du peuple à la terre »*. Il est recherché pour *« dilapidation de biens d'État attribués à l'exploitation communale »*. Ce Krylov n'est pourtant pas un bandit de grand chemin. En fait, *« il travaille quelque part pour son compte avec les bœufs de la commune »*. La délinquance communarde, loin de renvoyer à une incapacité psychologique à vivre collectivement, rappelle surtout combien le minimum pour vivre et travailler est rare et précieux dans le monde rural[2].

Parmi les causes de conflit interne, les femmes sont assez largement incriminées. D'après l'écrivain Fédor Gladkov, *« les bonnes femmes surtout ont rouspété »*[3] contre la commune. Et comment ne pas croire la revue de la Section féminine du PC ? Kommounarka Oukraïny évoque la commune *Premier Mai*. En 1922, les femmes *« priaient le seigneur-Dieu de ne pas aller à la commune »* et constituaient *« l'opposition conservatrice d'extrême droite »* au collectivisme. En décrivant l'agriculture en 1927, la revue montre

[1] DAXO, P4/1/14, p 22 *Protokol n°5 zasedaniâ izûmskogo okrkoma KP(b)U* du 2/02/1925, §3, *Doklad holovy komuny*.

[2] DAXO, R96/1/392, p. 143, *Protokol obŝego sobraniâ kommunarov* du 12/02/1922, § 3.b. *Idem*, p. 24-25 (5-17/02/1921), 82-83 (16-17/05/1921), 87-88 (s.d.). R185/1/659, *Perepiska s s.-x. kommunoj im. Rakovskogo ;* p. 12 : *Pis'mennyj doklad* du 30/03/1923 ; p. 13 : *Akt komissi revizii* du 1/08/1922.

[3] GLADKOV, déjà cité, p. 10.

> *« un océan d'exploitations individuelles. (....) Quelquefois, parmi elles on voit une exploitation collective, mais si on regarde mieux, l'exploitation est comme collective mais [les paysans] vivent chacun dans leur coin ; la majorité des femmes veulent cuire le borchtch familial dans leur propre marmite, sur le feu individuel ».*

La suite de l'article décrit la commune ukraino-russo-américaine *Komintern*, dans la région de Kherson. C'est un modèle d'efficacité, un excellent outil de propagande. Or la communisation est freinée par les femmes !

> *« C'était dur (...) pour les femmes des Russes et des Ukrainiens. (...) Comment faire ? Jamais avec le mari ni avec les enfants ; jamais à sa table, chez soi ».*

Les Américaines ne sont pas plus évoluées :

> *« Les filles rêvent de se marier, comme chez nous. Elles rêvent de leur propre foyer, elles rêvent de repriser les chaussettes de leur propre mari, d'avoir des meubles en chênes et une voiture au bout de 10 ans. Et là, qu'est-ce qu'elles trouvent ? Des galettes de seigle et de la soupe d'orge à heure fixe. (...)*
> *- Où m'as-tu emmenée ? Et pourquoi tu m'as amenée là ? Comme si je n'étais pas une maîtresse de maison ! - disaient en deux langues, américaine et russo-ukrainienne, une partie des femmes, rétives et maussades ».*

Si dans la commune-modèle les femmes finissent par s'habituer, ailleurs leur ressentiment provoque des ruptures. *« Il y avait des disputes entre les filles. Il y en avait qui quittaient la commune, et, à cause des « obligations familiales », le nombre de communards diminuait »*[1] dit un autre article.

Alors que la presse est assez unanime à critiquer l'attitude rétrograde des femmes, les confirmations sont rares dans les archives. Il n'y a guère qu'un exposé sur la commune *Étoile rouge* présenté au Comité exécutif de la province en décembre 1926. Il explique que

[1] Semen SUMNYJ, « U komuni », Komunarka Ukraïny, n°10 (22/05/1928), p. 10. Semen SUMNYJ, « Komuna im. Komiternu : sered okeanu indyvidual'nyx hospodarstv », Komunarka Ukraïny, n°23-24 (8/12/1927), p. 26. OVZER, « Komuna "Červonyj Ûnak" », Molodyj Bil'šovyk, n°11-12 (25/06/1926), p. 21.

> *« les démissions sont juste par choix personnel, autonome, très souvent sous l'influence de la femme, c'est-à-dire [que] si l'épouse s'est fâchée avec une voisine alors elle commence à convaincre [son mari], et à la fin, il[s] sort[ent] de la commune »*[1].

Certes les comptes-rendus d'assemblées générales sont peu nombreux pour la période et les cas de démission recensés assez rares. Néanmoins, jamais le « problème » des femmes n'apparaît. Alors que la correspondance raconte beaucoup de dysfonctionnements, jamais on ne rapporte d'exemple précis de l'action dissolvante des femmes. Sans nier totalement qu'il y ait eu une opposition spécifiquement féminine à la vie en commune, on peut raisonnablement supposer que celle-ci est fortement exagérée. Cette mise en accusation des femmes, reprise parfois sans discussion par la recherche contemporaine[2], reflète peut-être moins les représentations sociales des femmes que celles de la société sur elles.

En effet, depuis 1919, rien n'a changé, sinon en pire. Lors de la purge du Parti en 1929, on note plusieurs cas de femmes battues ou humiliées dans les communes. Bien que tous les adultes de 18 ans ou plus soient membres décisionnaires de la commune, les adhésions et les inscriptions se font toujours par foyer, mari en tête. N'y échappent que des jeunes femmes seules, sans doute des orphelines ou des enfants abandonnées (qui se passeraient bien d'une telle « liberté » !). Dans les comptes-rendus d'assemblées générales la parole féminine est presque inexistante. Il y a des exceptions, mais elles mettent à jour d'autres hiérarchies. Entre 1920 et 1922 à *Aube rouge*, une seule fois une femme présente un point d'ordre du jour. Selon toute vraisemblance, il s'agit de la responsable locale de la Section féminine, c'est-à-dire sans doute une intellectuelle. De même, on voit fort peu de femmes exercer des responsabilités. En plus des institutrices,

[1] DAXO, R845/3/3396, p. 15 verso, signé Pankrat'ev, le 10/12/1926.

[2] Voir Basile KERBLAY, « Les utopies communautaires… » déjà cité, p. 171 : « *Les femmes en particulier doivent accepter une division du travail qui rejette sur elles les tâches les plus ingrates : blanchir le linge de sa famille est une chose, avoir à blanchir le linge de toute la communauté en est une autre. Ce sont généralement les femmes qui entraînent la famille à quitter la commune* ». Voir également Beatrice FARNSWORTH, « Village Women Experience the Revolution ». L'auteure soutient l'anticommunalisme féminin par un argument sociologique : dans le ménage paysan, le produit du travail féminin (vente de volailles etc.) appartient exclusivement à l'épouse. D'où un sens de la propriété plus développé chez les femmes que chez les hommes. Les femmes pauvres et / ou isolées auraient par contre été plus ouvertes aux initiatives communistes (in FARNSWORTH - ed. -, *Russian peasant women,* déjà cité, p. 149, 150, 154).

on recense dans les listes une *« organisatrice du Parti »* (sûrement encore une jeune intellectuelle). En 1922, des femmes sont effectivement élues et siègent régulièrement au conseil de la commune. Il s'agit de Roubtsova et Botchkova, c'est-à-dire les épouses de deux présidents : leurs maris font partie du noyau dur des dirigeants. De plus, les procès-verbaux des séances du conseil indiquent toujours ces femmes en dernier. Difficile d'y voir un signe de l'affirmation des femmes, même si c'est le seul document où elles ne sont pas inscrites, avec leurs maris, par foyer[1] ! Reste un cas unique : le 10 février 1921, Fekla Semionovna Kotenko signe un courrier comme *« présidente de la commune »*. Comme c'est le seul acte auquel elle participe, il faut en déduire qu'elle ne signe qu'à titre de remplaçante, en l'absence de tout homme sur place…

Quant à la critique de la division sexuelle du travail, à peine ébauchée en 1919, elle n'a pas vraiment survécu à Denikine et à la NEP. À la commune *Matin d'Octobre*, l'assemblée générale décide que le remplacement des travailleurs malades se fera *« par spécialité ; les travaux féminins [seront répartis] entre les femmes et les travaux masculins entre les hommes »*. Seuls les hommes célibataires devront peut-être tout de même faire la lessive à tour de rôle en l'absence d'une laverie collective… Au vu de tels exemples, on pourra facilement accuser les paysans de sexisme, mais il reste qu'aucune institution ne tente de montrer un autre exemple. Non seulement l'organe de la Section féminine du Parti entérine l'idée de femmes opposées au progrès, mais elle les cantonne dans les rôles les plus traditionnels. Dans la présentation de la commune *Faubourg rouge* (district de Tcherkassy, province de Kiev), la lessive et le rangement du linge sont l'apanage des femmes. L'organisateur du canton qui a mis sur pied le collectif donne même des cours de couture et de tricot aux fillettes. Les photos de communardes dans la presse les montrent avec les enfants, devant le four ou tirant l'eau du puits. Par

[1] DAXO, P17/1/39, *Čistka organizacii kommuny « Červonyj Xliborob »* (1929) : Praskov'â Tanič démissionne de son poste à la coopérative sous la pression de son mari ; Evgraf Tkačenko bat sa femme ; Fedosij Zabašta *« mine l'autorité d'une femme promue »*. P17/1/42, *Čistka organizacii kommuny « Iskra »* (1929) : Petr Onišenko dispute sa femme. R96/1/392, p. 17 lettre à l'Union coopérative d'arrondissement ; p. 142, P.V. d'A.G. du 5/02/1922, § 2 ; p. 140, P.V. de la réunion du conseil du 13/02/1922 ; p. 143, P.V. d'A.G. du 12/02/1922, § 1 ; p. 152, P.V. de la réunion du conseil du 28/02/1922. P1/1/923a, p. 1, *Protokol n°7 plenuma Volčanskogo UKoma* du 5/02/1923.

contre les hommes sont avec les tracteurs et les attelages, au semoir ou à la charrue (voir les illustrations i21 à i28 en annexe)… Les journaux sont même plus rétrogrades que les communes car Vira Kravets se souvient quant à elle d'avoir *« cour[u] derrière le semoir »*[1] !

Les médias ne sont pas seuls responsables. À consulter les documents des Sections féminines du PC à différents niveaux, le souci d'amener les paysannes à l'égalité ne semble guère présent. La *Commission pour la collectivisation du mode de vie des ouvrières et paysannes* auprès de la Section féminine centrale d'Ukraine se penche sur les collectifs. Elle reconnaît que dans les artels les femmes ne sont pas membres à part entière, mais *« seulement une force de travail »*. Par contre, *« dans les communes se produi[rai]t une rupture radicale dans le mode de vie ; des laveries et réfectoires sociaux, des maisons de l'enfant s'organisent »*. Une telle déclaration signifie aux mieux que les militantes responsables prennent leurs désirs pour des réalités. Au pire, on peut se demander si elles ne ferment pas les yeux devant la vie concrète des communardes[2].

Un projet de résolution sur *« le travail de l'organisatrice féminine du Parti dans le collectif »* se veut plus concret. L'organisatrice doit s'assurer *« que toutes les femmes adultes sont membres avec des droits égaux »*. Elle doit amener les femmes à participer aux assemblées générales, aux élections et au travail de direction. Elle doit même faire le nécessaire *« pour que, dans la répartition des travaux, les femmes accomplissent des tâches économiques fondamentales dans le collectif, et ne se limitent pas aux travaux domestiques (auxiliaires) »*. Il est même demandé d'inscrire cette disposition dans les statuts. La réalisation de ce programme serait une révolution même dans les

[1] DASO, R2310/1/199, p. 22, P.V. d'A.G. n°7 du 16/12/1925, § 3.a ; p. 63, P.V. d'A.G. n°7 du 11/06/1926, § 4. « V kommune « Krasnaâ Sloboda » Čerkasskogo uezda », Kommunar'ka Ukrainy, n°5-6 (1923), p. 32 ; n°10 (1928), déjà cité. Molodyj Bil'šovyk, n°11-12 (1926), déjà cité. Témoignage déjà cité. Fédor Gladkov confirme la répartition des tâches par genre : « *la nourriture des vaches est à la charge des femmes* » (GLADKOV, déjà cité, p. 20).

[2] DAXO, P1/1/1258, *Xar'kovskij GubKom KP(b)U : Protokoly zasedanij kollegii Central'nogo Otdela rabotnic i selânok ; Zasedaniâ komissi po kollektivizacii byta,* du 13/1/25 au 4/9/25 ; p. 49 *Protokol n°4* du 21/03/1925, § 3 (*Doklad o kollektivax i kommunax* — t. Zit).

communes, mais il est resté lettre morte. D'après les rapports, les inspections de collectifs organisées centralement se cantonnent à des critères quantitatifs qui ne permettent pas de mesurer la liberté réelle des femmes. Surtout les archives des Sections féminines de Voltchansk et Akhtyr (les seules archives locales disponibles), témoignent d'un désintérêt total pour les communes. Après 1922, les militantes ne se sont plus jamais venues à Volokhovka[1].

Le pouvoir n'a en fait pas vraiment combattu les préjugés ambiants et on peut même mettre en question l'attitude de ses représentants locaux, et de certains dirigeants de communes en particulier. Ouliana Chemiakova se souvient fort bien du président de la commune *Aube rouge. « Ivan Alexeïevitch Roubets [Roubtsov] était l'homme le plus important, il aimait beaucoup les femmes (vieilles ou jeunes, ça lui était égal). Moi, ça ne me plaisait pas et on m'a renvoyée »*. On parlerait aujourd'hui de harcèlement sexuel. Peut-être un tel comportement était-il aussi la rançon d'une certaine liberté de mœurs dont il sera question plus loin et dont les femmes jouissaient également comme nous le verrons… Le sexisme était fort probablement présent dans les communes comme dans toute la société villageoise qui méprisait profondément les femmes. J'en veux pour preuve le témoignage de Grigori Zadorojny. Né en 1918, habitant près de Sosonka, il a vu la commune pendant son enfance. Devenu héros de l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale, il fut nommé président du kolkhoze après 1945. Quand on lui demande comment trouver la plus vieille habitante du village afin de recueillir son témoignage, il répond : *« Bien sûr, elle est plus vieille que moi. Mais c'est une femme, elle n'a pas vraiment participé ; elle ne vous dira rien, mais peut-être qu'elle en sait plus »*. Le même homme, charmant vieillard au

[1] *Ibidem*, p. 87, */Proekt/ Položenie o rabote partorganizatora ženŝin v kollektive,* s.d.. P1/1/267, *Xar'kovskij GubKom KP(b)U : Protokoly Ženskix obŝegorodskix soveŝanij ženorgov ; zasedaniâ kollegii, delegatskix sobranij v Xar'kove* ; p. 4, § 1, *Pro obcliduvannâ komun ta artiliv* (t. Ihnatûk). P1/1/1088, *GubKom KP(b)U : Protokoly ženskix sobranij Axtyrskogo Uezda,* du 9/1/23 au 17/2/23. P1/1/1270, *GubKom KP(b)U : Otčëty o rabote Axtyr'skogo OkrŽenOtdela, protokoly soveshchaniâ,* du 1/1/25 au 31/3/25. P1/1/326, *GubKom KP(b)U : Protokoly, doklady i otčëty i plany o rabote Volčanskogo UŽenOtdela,* du 30/3/20 au 15/12/20. P1/1/675, *GubKom KP(b)U : Protokoly IIIej i IVoj ženskix konferencij Axtyrskogo uezda ; o rabote UŽenOtdela,* du 2/2/21 au 28/11/21. P1/1/678, *GubKom KP(b)U : Volčanskij ŽenOtdel,* du 26/1/21 au 25/12/21. P1/1/823, *GubKom KP(b)U : Protokoly (…) Volčanskogo ŽenOtdela,* du 18/6/22 au 2/12/22.

demeurant, décrit la commune de façon particulièrement négative en concluant que *« toutes sortes de gens y venaient »*[1]. Il veut dire des gens peu respectables, des propres à rien, des pauvres. Les préjugés sociaux contre les pauvres et le collectivisme ne sont jamais loin des considérations sexistes. Cela ne suffit pas pour assurer que les communes, souffrant des premiers, étaient exemptes des secondes…

2.2.2.3 Une critique concrète des traditions

Les communes portent largement les tares de la société qui les a vues naître : manque d'éducation et incapacité à s'organiser, manque de solidarité et défiance entre les personnes, sexisme. Tout cela tend à s'exacerber dans les classes pauvres par l'intériorisation des attitudes provoquées par l'indigence et la soumission. Bien que les communards y succombent et que les militants du Parti ne semblent pas très offensifs en la matière, le mode de vie en commune se distingue quand même beaucoup du modèle villageois traditionnel. Peut-être l'opposition des deux façons de vivre n'est-elle plus violemment révolutionnaire comme en 1919, mais la réforme des mœurs reste à l'ordre du jour, suivant un programme inchangé. D'après la presse, voici le modèle à suivre :

> *« La commune possède dix logements en bon état qui abritent 150 personnes ; des bâtiments séparés sont destinés aux jeunes hommes et aux jeunes filles ; les membres de la commune qui sont mariés ont chacun leur chambre. Les enfants de plus de 4 ans ne vivent pas chez leurs parents mais à la Maison d'enfants de la commune. Le réfectoire général occupe un bâtiment séparé et chaque communard y a son couvert. Il y a une laverie commune. Il existe une bibliothèque et un club dans un autre bâtiment. Une école de la jeunesse et un cercle musical et choral fonctionnent. Les vêtements des communards et des enfants sont achetés sur l'argent commun. Les communards qui font des travaux pénibles ainsi que les personnes faibles ou malades reçoivent de la nourriture supplémentaire pour améliorer leur santé. L'exploitation est dirigée par le Conseil de la commune qui est élu par les assemblées*

[1] Voir témoignages en annexe.

générales de la commune. L'assemblée générale est mensuelle pendant l'hiver ; l'été, c'est en fonction des possibilités. Les sessions du Conseil se tiennent une fois par semaine »[1].

L'article décrit une commune près de Zaporijjïa, mais les rapports les plus complets sur l'*Étoile rouge* de Sosonka présentent un tableau extrêmement semblable. En substance, on y apprend que les familles vivent dans des appartements [chambres] séparés, alors que les jeunes sont tous ensemble dans un foyer <*obŝežitie*>. Il y a un foyer pour filles et un pour garçons. Il y a un réfectoire commun. Suivant les conseils de la *« cellule de santé »* <*Zdravâčejka*>, une alimentation spéciale est distribuée aux enfants (avec du lait, des œufs etc.). Pour son équipement, selon la résolution de l'assemblée générale, chacun reçoit une somme tirée de la caisse commune : au plus 60 roubles par adulte, 45 roubles par adolescent, 30 pour les scolaires et 15 pour les petits. Il y a une école, une cellule du *Secours rouge* (*MOPR*) et des pionniers, un club de théâtre, la cellule de santé (voir illustration i29 en annexe), un club, une bibliothèque (abonnements souscrits à sept revues et journaux) ; un cinéma fonctionne chaque vendredi. En dix mois, il y a eu 12 numéros du journal mural, 8 spectacles, 3 tableaux vivants. Les assemblées générales ont lieu en moyenne tous les mois et demi. Les sessions du conseil sont bimensuelles[2]. Ces rapports datent de 1926 et semblent marquer l'apogée en même temps que l'âge classique de l'*Étoile rouge* de Sosonka. Il a fallu du temps et des efforts pour en arriver là.

Cependant, dès les premiers pas les communes tendent vers ce but. En pleine disette en 1921, la Section foncière du district de Voltchansk appuie une demande d'approvisionnement pour la commune *Aube rouge* au motif que *« tous les membres (...) s'attablent autour de la marmite commune »* <*stoluûtsâ iz obŝago kotla*> (voir i30 à i32 en annexe), même si cette marmite était vide. À peine constituée, la commune *Rayon de lumière* décide pour le printemps de *« la construction d'une maison*

[1] Kupriân SAMARS'KYJ, article déjà cité.
[2] Rapports déjà cité (DAXO, R845/3/833, p. 36-39 et R845/3/3396, p. 15-18).

commune <obŝij dom> *pour la famille de la commune ».* Même chose à *Matin d'Octobre* où l'on organise *« une collecte pour construire un maison sociale »* <obŝestvennyj dom> (voir i33 en annexe).

Comptant à ce moment-là six foyers, la commune prévoit un bâtiment de 20 pièces : neuf chambres plus quatre de réserve ; deux pour les adolescents ; une pièce pour le club, une pour le jardin d'enfants ; une salle de bain, une salle d'eau, des cabinets. On remarquera que la cuisine n'est pas prévue dans la maison. Le lieu de la vie personnelle est ainsi séparé du lieu de la production de la nourriture. La volonté de ne pas mêler la préparation des repas avec le logement peut avoir une autre explication. À Sosonka, la maison commune est l'ancien entrepôt de la brasserie qui faisait la richesse du propriétaire local. Des pièces indépendantes y ont été aménagées sur deux étages. Aujourd'hui la maison est délabrée, mais un des appartements est encore occupé. La vieille dame impotente qui parle du haut de son escalier branlant[1] n'est arrivée qu'après 1945. Cependant son témoignage est instructif : *« Dans les appartements, il y avait des petits poêles* <grubki> *pour le chauffage, mais pas de plaque pour cuisiner. Tu veux manger ? Alors, commence par aller au travail ! ».*

Obligée à cohabiter, la famille traditionnelle a perdu un de ses principaux points d'appui. L'éducation tend aussi à lui échapper. D'après un bilan sur la circonscription d'Izioum en octobre 1926, dans chacune des huit communes *« les enfants sont à la charge de tous ».* À l'*Étoile rouge,* ils n'ont pas de quoi se construire de Maison d'enfants. L'hiver, les enfants vivent dans leur famille. Par contre, l'été il est possible de faire comme à la commune Lénine en 1932 : un wagon suffit à faire une crèche qu'on amène au champ (voir i36 en annexe). D'après une photographie d'Evguéni Khaldeï (i37 en annexe), il semble que la tradition de la garderie en plein air se soit d'ailleurs perpétuée dans les kolkhozes ukrainiens des années cinquante. Il est difficile d'évaluer l'impact de ces mesures. Même si les femmes sont toujours de service à la crèche ou à la

[1] Voir photographies i34 eti35 en annexe.

Maison d'enfants, la remise en cause de la main-mise familiale sur l'enfant est réelle. L'éducation est bel et bien socialisée. Elle tente, de plus, de réaliser la synthèse entre enseignement et production par la constitution d'équipes spéciales pour les 11-16 ans. Le niveau de scolarisation des enfants qui existait dans les communes ne sera plus jamais atteint dans les campagnes soviétiques. Dans les années 1970, 15 % des ruraux seulement passaient par le jardin d'enfants[1].

L'expérience novatrice n'est pas forcément vécue comme une rupture et le souvenir n'est pas traumatique. En 1921, la commune *Aube rouge* se préoccupe des petits tout à fait classiquement… en préparant les fêtes de *Noël* ! La vague antireligieuse n'est pas encore passée par-là. L'assemblée générale décide de fabriquer des cadeaux, de confectionner un repas de fête et d'organiser un spectacle pour enfant avec déclamation pour que tous bénéficient d'un *« divertissement intelligent »*. À Volokhovka toujours, j'ai rencontré Nioura Bondarenko. Née en 1925 dans une famille de communards, elle a passé toute sa prime enfance au jardin d'enfants collectiviste. Elle n'avait rien de spécial à en dire tant la chose lui paraissait naturelle et sa personnalité semblait tout à fait équilibrée. Dans son souvenir, l'essentiel était de libérer les mères pour qu'elles puissent travailler plus aux champs. C'est d'ailleurs le but principal. Les articles et les documents d'archives ne parlent guère de remettre en cause la famille. Par contre, le président d'*Étoile rouge* se plaint que, faute de crèche, la productivité de la mère baisse[2]…

L'effort éducatif n'est pas limité aux enfants. Les communards comme beaucoup de soviétiques des classes pauvres ont une conscience aiguë des lacunes culturelles qu'ils doivent combler. Une bonne partie des premières assemblées générales d'*Aube*

---

[1] DAXO, R847/1/267, p. 27 *Donesennâ* déjà cité. Kul'tfront, n°24 (08/1932), p. 18. R96/1/392, p. 152 *Protokol n°6 zasedaniâ soveta kommuny « Krasnaâ Zarâ »,* du 29/03/1922, § 1. Marie-Claude MAUREL, *La campagne collectivisée : société et espace rural en Russie,* Éditions Anthropos, Paris, 1980 ; p. 70.

[2] DAXO, R96/1/392, p. 141. Rapport déjà cité, R845/3/833, p. 36-39. Témoignage en annexe. Seul Fédor Gladkov dans son reportage assez tardif (1928) cite une opinion anti-familiale : « *Chez nous (…) la famille n'est pas comme d'habitude. Même les enfants n'appartiennent plus aux familles ; ils sont la propriété de la commune : il vivent en dehors de la famille* » (GLADKOV, déjà cité, p. 12).

rouge est consacrée à ces questions. Le 1er janvier 1922, la réunion s'ouvre sur le problème de l'école des adultes. Le rapporteur critique *« l'attitude négligente envers le savoir »*. Il annonce un recensement des illettrés. Dès le 2 janvier, il faut *« entraîner tout le monde à fréquenter régulièrement l'école trois fois par semaine »*. Un planning de cours du soir est organisé tant pour les illettrés que pour les mal-lettrés (voir i38 en annexe). Cette organisation rigoureuse laisse penser que les communards manquaient un peu d'ardeur à l'étude. Un mois plus tard, le même rapporteur constate que le retard pris n'est pas du fait de la paresse des élèves, mais de la mauvaise volonté de l'institutrice qui souhaite d'ailleurs quitter la commune.

En plus de l'école des adultes, la commune organise des cycles de conférences. La représentante de la Section féminine du PC annonce la tenue d'une école agricole et culinaire (sous réserve que le Conseil de la commune trouve des ustensiles de cuisine !). L'A.G. du 1er janvier devait même se terminer par une conférence sur l'apparition de l'homme sur Terre, mais, *« en raison de l'heure tardive, il faut la reporter [à] une soirée libre »*... En plus des écoles, la commune s'enorgueillit également d'une bibliothèque (voir i39 en annexe) et d'un cercle théâtral qui divertit grands et petits. Chaque samedi soir, quand il n'y a pas de conférence, un débat politique est organisé. Les souvenirs s'accordent à décrire ce *« travail culturel »* non comme un pensum mais comme un vrai plaisir. D'après Vira Kravets, *« quand le temps était beau, on courait à Okhtyrka pour aller au club. Quand il pleuvait, il y avait un piano, une domra, une balalaïka et une guitare dans le hangar ; les garçons savaient en jouer ; on dansait »*. Même chose à Volokhovka. Anastassia Liachenko se souvient que, *« à la saison chaude, on jouait de la musique dans le jardin à côté du foyer ; la plupart du temps quelqu'un jouait de la guitare »*[1].

La bonne ambiance dont se souviennent les anciennes communardes n'est pas le

[1] DAXO, R96/1/392, p. 141 et 142, Copie des P.V. des A.G. des 1/01/1922 et 5/02/1922 ; p. 137, *Otčët kommuny 'Krasnâ Zorâ' s momenta eë organizacii po 1/01/1922*. Voir témoignages en annexe.

fruit du hasard. Un certain nombre de mesures participent à rendre la vie des communards considérablement plus agréable que celle des autres villageois. Les cadences ne semblent pas infernales. À la commune *Charrue et marteau* en 1929 le temps de travail dans l'année varie de 105 à 303 jours suivant les personnes[1]. D'après les sources, il est impossible de savoir si on a affaire à une remarquable prise en compte des singularités de chacun ou à un manque d'enthousiasme pour le travail… À l'*Étoile rouge,* on travaille dix heures chaque jour sauf le dimanche. En été, il faut faire plus : c'est douze heures le maximum. À Izioum, deux communes ont réussi à instituer la journée de huit heures en 1926. À Sosonka, au bout d'un an de participation, on a droit à deux semaines de vacances, à prendre entre le 1er octobre et le 1er avril. Dans le monde de 1926, où des paysans pouvaient-ils prendre des congés payés ? De plus, le code du travail doit être respecté. Son observance est surveillée de près par le Syndicat des travailleurs de la terre et de la forêt (*VseRobotZemLis*) auquel les communards adhèrent, et qui surveille tout particulièrement les conditions d'emploi des salariés extérieurs[2].

Un tel fonctionnement doit avoir des contreparties en engagement personnel. Sinon les communes verraient affluer ceux qui recherchent non seulement de quoi s'habiller, mais plus généralement la vie facile. vis-à-vis de ceux « *qui viennent chez nous parce qu'on y vit mieux qu'ils ne vivaient par eux-mêmes »,* la commune *Étoile rouge* a élaboré une méthode.

> *« Quand un paysan veut adhérer à la commune, nous lui disons : « D'abord tu regardes à quoi ça ressemble et, si ça te plaît, tu fais une demande officielle ; si ça ne te plaît pas, tu reçois de l'argent pour le temps que tu as travaillé et tu t'en vas ». D'un côté il fait connaissance avec nous et de l'autre, la commune le surveille ».*

[1] À comparer avec une fourchette de 163 à 237 jours en moyenne (suivant les activités) dans les kolkhozes des années 1970 (MAUREL, ouvrage cité, p. 62).

[2] DAXO, P4/1/70, p. 108-114. Rapports de 1926 sur l'*Étoile rouge.* R847/1/267, *Donesennâ,* déjà cité, p. 27. DASO, R4244/2/6, *Axtyr'skoe OkrZemUpravlenie : Položeniâ, cirkulâry i perepiski (…) v dele primirovaniâ s.-x. kollektivov,* du 27/03/1923 au 10/09/1924 ; p. 258, *Anketa obsliduvannâ kolhospiv, ŝo vystupaût' u konkursi v 1924 r. : komuna Červona Zirka.*

Le même dosage d'interventionnisme et de tolérance se retrouve quand il faut remédier aux comportements déviants. En cas de paresse manifeste, le conseil de la commune commence par un entretien individuel avec le fainéant. Si cela ne suffit pas, la pression du groupe est utilisée : le problème est présenté à l'assemblée générale.

Ces méthodes ne sont efficaces que dans la mesure où les communes savent compter sur la responsabilité de leurs membres. La vie relativement meilleure est à ce prix. En même temps, les communards gagnent un espace de liberté inconnu de la masse des paysans. Les souvenirs des vétérans sont unanimes à ce sujet. Ouliana Chemiakova (pourtant exclue par Roubtsov-le-coureur-de-jupons) l'affirme sans ambages : *« Moi, la commune me plaisait, il y avait la jeunesse, on jouait de la musique, c'était gai »*. Anastassia Liachenko le confirme : « *C'était plus la jeunesse qui allait à la commune. Il y avait un foyer pour hommes et un foyer pour femmes, Les uns et les autres emménageaient ensemble dans la maison et l'écurie du propriétaire »*. En vivant entre jeunes, les communards échappent à la censure des anciens. Vira Kravets riait encore soixante-dix ans après d'une blague très bête, mais typique de gamins laissés sans surveillance. À la cantine, *« les gars se bourraient de pois ; ensuite ils pétaient et rigolaient »*.

Un des piliers du monde traditionnel avait donc été abattu dans les communes : les jeunes prenaient le dessus. L'activisme antireligieux est symbolique à cet égard. Il y a une organisation de propagande athée à la commune *Charrue et marteau*. À l'*Étoile rouge*, *« chaque soir, dans les rues du village de Sosonka, nos petits gars, les Ivan et les Klement, font résonner nos chansons anti-religieuses »* dit Molodyï Bilchovyk. En ne fêtant pas, en plus, les fêtes orthodoxes mais seulement les soviétiques, les communards méritent le qualificatif de *« sans-Dieu »* que leur donnaient *« les vieilles personnes »*[1]. Bien qu'ils ne fussent pas forcément incroyants[2], les communards

[1] DAXO, P4/1/8, p. 80 *Protokol n°7* du 2/06/1924, § 2, *Doklad Čepel'skoj âčejki*. Iv. ŠEVČENKO, « Ûnac'ki artili ta komuny », article déjà cité, p. 83. Témoignages en annexe.

[2] Vira Kravets ne marquait pas le calendrier religieux dans les années trente seulement à cause du « *travail qui attendait* ». À l'issue de l'entretien elle nous a d'ailleurs copieusement bénis !

réussissent au moins à choquer la génération précédente, c'est-à-dire à remettre en cause son pouvoir de régler la vie au village. De ce point de vue, on peut reconsidérer la condition féminine. Dans les communes, les femmes ne sont peut-être pas libérées de la tutelle masculine s'il s'agit du mari. En tant que jeunes, par contre, elles sont débarrassées sans regret du pouvoir du père. C'était déjà beaucoup pour les personnes qui vivaient cette émancipation.

2.2.2.4 Des limites objectives

Les limites de ces changements individuels et collectifs ont déjà été indiquées. Voie d'émancipation et de promotion pour quelques milliers de personnes, les communes pouvaient irriter le conservatisme rural mais elles ne pesaient que marginalement sur l'évolution sociale des campagnes. Le processus de libération de l'individu, et singulièrement du jeune, était déjà à l'œuvre depuis la fin du siècle précédent (cf. p. 119). L'adhésion à la commune n'était un choix indiscutablement avantageux que pour les plus pauvres, pour ceux qui ne pouvaient prétendre monter une exploitation individuelle en morcelant celle du *paterfamilias*. Quant aux rebelles dans l'âme, ceux qui ne supportaient pas l'atmosphère villageoise, le chemin de la ville leur semblait sûrement plus prometteur que celui de la commune. D'ailleurs, le faible recrutement citadin le confirme : la commune agricole soviétique attire les étrangers plus que les ouvriers du cru (voir plus haut p. 393). Pour les premiers elle jouit d'une aura d'exotisme indissolublement social (communiste) et culturel (slave). Pour un Soviétique par contre, le rôle social de communard n'est pas si valorisant, soit qu'il rappelle trop la glèbe, soit qu'il évoque trop la misère.

D'autre part, le développement des communes et les efforts déployés pour y changer la vie sont étouffés par le carcan de la pauvreté. En 1922, alors que des paysans postulent, le conseil de la commune *Aube rouge* doit les refuser. *« En ce qui concerne la possibilité d'accueil de nouveaux membres, il est ressorti des discussions qu'aucune*

admission ultérieure n'est possible en raison de la pénurie de produits alimentaires ». Ils devront attendre qu'on y voit plus clair, après réception du grain à semer. Quand le spectre de la faim s'est éloigné, la crise du logement devient un obstacle. À l'*Étoile rouge* en 1926, quarante intégrations sont bloquées faute d'hébergement adéquat. Cette pénurie oblige à négliger les principes. La commune *Matin d'Octobre* n'a en définitive pas les moyens de construire sa maison de 20 pièces. Elle doit donc autoriser D. Chevtchenko à *« partir dans un appartement privé pour se marier car, du point de vue du logement, la commune est surpeuplée pour l'hiver jusqu'au premier mars »*. On peut supposer qu'au printemps il devient possible de loger des gens dans des structures provisoires légères : cabanes, hangars, tentes… La vie à moitié hors de la commune imposée à ce D. Chevtchenko peut toutefois en satisfaire certains. Ouliana Chemiakova, qui aime la commune mais aussi son quant-à-soi (loin de Roubtsov !), *« vivai[t] dans [s]a maison, mais travaillai[t] à la commune »*[1].

Il y a également une forme de pauvreté économiquement plus structurelle. Même si les communes sont relativement bien équipées techniquement (j'y reviendrai), l'agriculture y reste, comme partout ailleurs, fort peu mécanisée. L'équilibre entre la force de travail et la surface cultivable est donc très fragile. L'effectif d'*Étoile rouge* a tellement crû qu'elle s'est vite trouvée à l'étroit dans son premier domaine de Jigaevka. Elle a donc reçu les terres de Sosonka (180 déciatines) en 1922, en raison de *« son importance culturelle et organisationnelle »*. La situation reste tendue, si bien qu'en 1925 elle obtient de louer autant de terres à 20 verstes de là, à Vysokoïe. Inversement, comme on l'a vu, des collectifs trop petits n'arrivent pas à bout de leur travail agricole. La situation est assez fréquente car dans de nombreux kolkhozes on remarque *« l'envie d'améliorer exclusivement (…) sa dotation en terre, de l'augmenter »*. En conséquence, on constate

[1] DAXO, R96/1/392, p. 139, Délibération du conseil du 29/01/1922. R845/3/833, p. 39. DASO, R2310/1/199, p. 20, P.V. de l'AG du 7/12/1925, § 2.b. Témoignage déjà cité.

« une dotation en terre par tête particulièrement généreuse dans les communes et artels [; cela vient de*] ce que les kolkhozes sont créés sur de grandes parcelles du fonds d'État avec trop peu de participants, n'ayant en vue que la perspective d'un développement ultérieur ».*

Certaines communes doivent donner leurs terres en location pour ne pas les laisser en friche… Trop de bras ou trop de terres, même l'abondance de facteurs naturels se retourne contre les communes ! Encore une fois, c'est le signe d'un sous-développement technologique, *« le résultat d'une mise en valeur de la terre qui reste malgré tout extensive »*. Le gaspillage surgit paradoxalement au milieu de la misère : *« à cause de ça, une grande quantité de temps reste inutilisée particulièrement en hiver, dans les kolkhozes comme dans les exploitations paysannes »*[1].

2.2.3 À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

Après avoir vu la tentation autoritaire à l'œuvre dans quelques communes urbaines, il faut renouveler l'étude des rapports de pouvoir qui traversent et que traversent les collectifs ruraux, de leur organisation interne à leurs relations avec l'État, en passant par leurs rapports avec le Parti et avec la population. À considérer une période de huit ans, la perspective change quelque peu par rapport aux quatre mois d'expérience en 1919. De plus, il faudra tenir compte de la NEP et des grandes évolutions de la société soviétique qui marquent les communes de leur influence.

2.2.3.1 Les dirigeants communards

Ainsi la bureaucratisation ronge-t-elle aussi les communes. La circulation du pouvoir a certes quelque peu augmenté grâce à la stabilisation de la situation du pays. L'abondante documentation concernant la commune *Aube rouge* permet de détailler la distribution des postes. Vingt personnes sur quatre-vingts adultes y ont exercé des

[1] DAXO, R845/3/3396, p. 15, 16. R203/1/882, *Xar'kovsij GubIspolKom ; PodOtdel po rabote sredi Komitetov Nezamožnyx selân : Rukovodâŝie materialy i perepiska o deâtel'nosti KNS,* du 1/1/22 au 31/12/22 ; p. 320 et 327 (correspondance entre *GubKNS* et *VseUkrkommissiâ po nacionalizacii zemli* des 18 et 22/09/1922). R845/2/161, p. 70, *Zaklûčenie specialista po kollektivizacii Xar'kovskogo GubZemUpravleniâ o sostoânii i perspektive kommuny « Krasnaâ Zvezda »,* s.d., vers 08/1925. R845/3/2450, p. 12-13, *Materiâl obsludivannâ komuny « Červona Zirka »,* 30/12/1928. P3/1/21, p. 33, *Protokol n°7 sovešaniâ po rabote na sele pri kupânskom OPK,* du 4/05/1925, § 2. P3/1/113 ; p. 22-29, *Proekt postanovy bûra OPK po dopovidi pro stan kolektyviv,* du 21/01/1927, § 5.b ; p. 58-59, *Rezolûciâ pro zdobutky reviziï komuny im. Petrovs'koho,* 18/02/1927, § 3.

responsabilités. En 1919, la proportion était deux fois moindre (un sur neuf). Néanmoins, les dirigeants semblent assez inamovibles. Roubtsov, Botchkov et Zaroudny, animateurs dès 1920, sont toujours les gens les plus marquants en 1932 d'après le témoignage d'Ouliana Chemiakova. Surtout, le cumul des fonctions est la règle. Une dizaine de communards exerce l'essentiel des activités de direction (présidence, secrétariat), en plus de tâches techniques (responsable du matériel, des champs, de l'élevage...).

Outre les responsabilités au sein de la commune, il faut encore participer à la *« construction soviétique »,* c'est-à-dire au renforcement de l'appareil étatique. La bureaucratisation qui apparaît comme une tragédie sur la scène grandiose de l'URSS prend toutefois une tournure plus comique à l'échelle d'un petit groupe humain. Le 27 juin 1921, Efim Zoubachtchenko, membre de la commune *Aube rouge* et *« instructeur en collectivisation agricole »* adresse une lettre à la Section foncière du district. Le mélange inextricable de russe fautif et de *sourjik* dans lequel le texte est écrit sera rendu tant bien que mal.

> *« Je demande à la Section foncière du district de me libéré de la fonction d'instructeur en collectivisation agricole parce que je ne sais pas mener une telle affaire il faut en effet beaucoup causer et écrirre et se cassé la tête, alors que ma nature n'est pas de faire un tel travail que je n'ai jamais hésité à travailler de mes mains, d'autant plus que je suit horticulteur et maraîcher à la commune Aube rouge et il y a là-bas du travail par-dessus la tête, mes mains y sont utiles pour un tel travail. en foi de quoi je signe »*[1].

La mésaventure de Zoubachtchenko est symbolique. Cet homme est un menuisier de 35 ans. Il a adhéré à la commune entre septembre 1920 et avril 1921 avec sa femme, couturière, et leur fils de 10 ans. Il n'est pas totalement inculte, mais pour le moins ignorant des règles de l'écrit. Si les quelques mois d'expérience dans la commune

[1] DAXO, R96/1/392, p. 108.

lui valent d'être nommé expert ès-collectivisation, c'est sûrement plus en vertu d'un engagement enthousiaste que grâce à des compétences socio-économiques solides. Néanmoins, vu la variété et l'étendue des tâches à accomplir pour transformer la société, le personnel manque. Dans la mesure où une masse suffisante d'expérimentateurs n'est pas disponible dans chaque village, il faut centraliser l'initiative en créant un appareil séparé d'encouragement à la collectivisation. Or, en recrutant les éléments les plus actifs, cet appareil se développe aux dépens de ce qu'il est censé promouvoir. De plus, il donne du pouvoir à des gens qui n'ont guère été formés pour, quitte à les gangrener.

En définitive, la Section foncière n'accepte de détacher l'expert-collectivisateur à la commune que pour l'été, mais elle refuse de lui retirer son poste. La demande de Zoubachtchenko avait pourtant été appuyée par toute la commune. Celle-ci faisait valoir qu'à l'approche des travaux d'été *huit de ses membres* étaient absents car ils étaient occupés à *« diverses fonctions soviétiques »*. En croisant cette information avec d'autres rapports, on constate qu'un communard exerce la fonction de secrétaire de la cellule communiste et que deux autres sont occupés au Comité exécutif du canton. Ces derniers sont Ivan Pospelov, président dudit Comité exécutif, et Vassili Kotenko, dirigeant l'administration cantonale d'Éducation populaire. De plus, Nikita Boulakh doit travailler à la Section foncière puisqu'il lui demande un congé. L'ensemble des communards détachés représente un cinquième de la force de travail du collectif[1].

Du côté du Parti et de la JC, sur neuf militants de la commune, quatre communards ont des responsabilités politiques au niveau du canton ou du district. Il y a trois secrétaires de cellules : Boulakh s'occupe de celle du collectif ; Pospelov dirige celle des fonctionnaires du soviet local ; Chevtchenko aussi dirige une cellule (à moins qu'il ne s'agisse d'un homonyme). À l'échelon supérieur, parmi les membres du Comité de district, un certain Zaroudniak pourrait bien être le communard Zaroudny. Ces

[1] *Ibidem*, p. 46, 51, 52, 100, 107 et 103.

postes représentent un lourd travail administratif et Boulakh par exemple s'occupe *« seulement du travail du Parti »*. Cela signifie qu'il est permanent, tout comme Zaroudny qui administre la JC. Une étude de Kalinine dans la revue Bednota indique d'ailleurs qu'un secrétariat de cellule occupe 72 jours de travail à temps plein. Ce surmenage mine les militants. *« Boulakh a pointé la faiblesse physique de nos communistes et leur épuisement à cause de ces difficiles dernières années. Vivant actuellement dans des conditions matérielles particulièrement chiches, ne recevant aucune aide, on remarque des démissions »*. La cellule demande donc une place dans un centre de soins pour que Botchkov guérisse ses rhumatismes[1].

Cette situation nuit également à la commune dans son ensemble. *« Tous les conflits s'expliquent par le manque de bras capables de travailler à la commune »*. Kotenko, par exemple, est ajusteur et assume la réparation du matériel agricole. Comment se passer de lui ? En dehors des tâches techniques, l'absence des militants *« pèse fortement sur la productivité agricole de la commune »,* elle *« se reflète sur la bonne marche et le développement organisationnel de la seule commune du district, laquelle peut se désagréger faute de dirigeants conscients »*. De mars à juin 1921, on compte sept requêtes de la commune afin de récupérer ses responsables à temps plein. À chaque fois, les instances supérieures refusent. La motivation est parfois hypocrite : même absents *« ils peuvent exercer une influence sur la commune »*. Cependant, la raison principale est bien *« le manque de militants »* <*rabotniki*>. Sans un Pospelov, un Kotenko ou un Boulakh l'administration soviétique *« ne peut pas travailler normalement »* non plus[2]…

La pénurie de cadres va de pair avec leur promotion intensive, le tout aboutissant au cumul de nombreuses fonctions. La concentration du pouvoir qui en

[1] DAXO, P10943/1/7, p. 19, *Protokol n°6 ob »edennogo sobraniâ Voloxovskoj selkomâčejki, LKSMU, selpredispolkoma,* 20/04/1923. P1/1/923a, p. 1, *Protokol n°7 plenuma,* 5/02/1923 ; p. 18-20, *Politdoklad sekretarâ Volčanskogo UPK,* 3/02/1923. P93/1/28, p. 20, *Protokol n°7 očerednogo sobraniâ Voloxovskoj sel'âcejki,* 26/04/1923. M. KALININ, *O značenii sel'.-xoz. kommun v sovetskom stroitel'stve,* Bednota, 13 et 14/11/1925 ; reproduit dans POLÂNSKIJ, ouvrage cité, p. 220.

[2] DAXO, R96/1/392, p. 50-53, 100.

résulte a des conséquences sur le comportement des responsables. D'une part, il y a la tentation immédiate d'en profiter à des fins personnelles. D'autre part, plus subtilement, le responsable qui passe son temps à l'extérieur de la commune et fait de fréquents déplacements dans les centres de décision change de mode de vie. Déjà, il participe moins au labeur commun qui est pourtant à la base du contrat communard.

Cette question du travail quotidien à la commune révèle certaines situations protégées. À la commune *Charrue et marteau*, un certain Kovalenko, membre du PC, travaillait au soviet local. Or, il est licencié en 1925 dans le cadre de la réduction du nombre des fonctionnaires. La commune lui propose de reprendre sa place de menuisier au sein du collectif. Il refuse et préfère encore quitter la commune que de redevenir travailleur manuel. De même, les spécialistes nommés dans les communes semblent rechigner à retrousser leurs manches. Le cas de l'institutrice d'*Aube rouge* a été évoqué. La presse rapporte qu'à la commune *Adolescent rouge, « des gens dépêchés « en mission » par le comité d'arrondissement repartaient rapidement après s'être nourris pendant les années de famine »*. La tentation de commander les autres sans travailler soi-même existe. Dès 1924, les questionnaires aux collectifs demandent *« dans quelle mesure les camarades qui dirigent la commune prennent part au travail commun »*[1].

Lors de la purge du Parti en 1929, des pratiques plus graves sont dénoncées. Dans deux communes sur trois on relève *« la grossièreté et les injures »* de responsables envers les communards et les paysans en général. Le président d'*Étincelle* menace d'exclusion quiconque le critique. *« Il a tapé un paysan sur les doigts à coups de tuyau, (...) il en a frappé un autre le 1er Mai »*. Cependant, ces cas ne sont pas représentatifs. Les communes ainsi « purgées » connaissent de graves dysfonctionnements. Les clivages entre clans adverses tournent à la lutte ouverte. La

[1] DAXO, R1639/1/308, p. 54 : in *Akt revizionnogo obsledovaniâ Čepel'skogo selsoveta* (p. 50-54). DASO, R4244/2/7, p. 256, in *Anketa obsludivannâ kolhospiv, ŝo vystupaût' u konkursi v 1924 r. : komuna « Červona Zirka »*. DAXO, R847/1/267, p. 26-28, déjà cité. OVZER « Komuna "Červonyj Ûnak" », déjà cité.

violence qu'y déploient certains dirigeants est emblématique de problèmes alors rares et tout à fait nouveaux dans les collectifs. D'ailleurs, avant 1929, au cours des inspections régulières, aucun reproche grave n'est adressé aux chefs des communes. Il ne faut donc pas former l'image de dirigeants autocrates, conduisant le travail des autres tout en vivant au milieu des privilèges. En 1927, l'inspecteur qui visite la commune *Sorgho* (arrondissement de Lozovaïa) lui reproche au contraire son démocratisme, son manque de dirigisme, assimilés à de la désorganisation. On doit

> *« obligatoirement expliquer d'abord aux sessions du conseil de la commune toutes les questions qui sont soumises à l'examen de l'assemblée générale de la commune et ainsi éviter le phénomène négatif de révocation-réélection du conseil par l'assemblée générale »*[1].

Malgré le cumul des postes à responsabilité par quelques « chefs », une égalité et une démocratie relatives persistent au sein des communes. Par contre les responsabilités occupées par les dirigeants en dehors de leur collectif leur donnent un pouvoir indéniable sur le tout venant des villageois « individualistes ». Pospelov dirige le soviet du canton de Volokhovka vers 1922-23. Au même moment, Khmarski, le président de la commune *Labeur* (circonscription d'Akhtyr) est suppléant au Comité exécutif cantonal. À Sosonka, en 1926-1927, on trouve quatre communards parmi les sept dirigeants du Comité de paysans pauvres, structure para-étatique qui double l'administration villageoise. Les procès-verbaux du Comité précisent que celui-ci se réunit régulièrement *« auprès de la commune Étoile rouge »*. Il semble en outre que cette commune a un représentant de droit au soviet du village, lequel est élu, en collège séparé, par les seuls communards. Évidemment, presque tous ces petits dignitaires sont membres du PC[2]. Il apparaît que, comme en 1919, les communards, se trouvant au

[1] P17/1/39, dossiers d'Evgraf Tkačenko et de Fedosij Zabašta. P17/1/42, p. 1, dossier personnel d'Ivan Kalugin. DAXO, R1639/1/416, *Protokoly zasedanij (...) plenumov i prezidiumov Lozovenkovskogo RajIspolKoma* (3/10/1926 – 4/01/1928) : p. 79, *Protokol prezidiuma,* 29/06/1927.

[2] P1/1/912, *Axtyrskij OkrKom KP(b)U*, p. 1 : *Protokol n°22 zasedaniâ bûro axtyrskogo OkrKoma,* 27/01/23, § 2.a. DASO, R6739/1/91, *Axtyrskij OkrKNS : Protokoly obŝix sobranij i otčety KNS s. Sosonki* (17/11/1926 – 31/08/1927) : p. 4, *Protokol obŝego sobraniâ KNS x. Sosonki pri kommune « Červona Zirka »*. DASO, R6739/1/119, *idem* (31/10/1927 – 10/08/1928) : p. 11-12, *Vidomisti pro personal'nyj oklad pryzidiï KNS ta revkomissiï* (18/12/1927). DASO, R2310/1/165a, p. 45 : *Protokol obŝego vybornogo sobraniâ kommuny « Červona Zirka »,* 6/03/1926.

confluent du Parti et de la direction des communes, concentreraient un énorme pouvoir. Pour s'en assurer, il faut rouvrir le dossier des rapports entre les communes et le Parti.

2.2.3.2 Les communes et les communistes

L'influence du PC sur les communes est indéniable. Une étude du Comité central sur les cellules rurales du PC(b)U en 1923 en distingue cinq types : organisations de canton, de village, de commune, de sovkhoze et d'usine sucrière. Certes, on ne compte alors que deux cellules de communes sur 142 organisations recensées dans l'article. Néanmoins, les communes sont ainsi mises au même rang que les sovkhozes et les usines sucrières respectivement représentants de l'État et îlots prolétariens à la campagne. Le fait même que les cellules des communes aient le droit de cité en tant que telles indique leur importance stratégique[1]. Plus généralement, bien que les sources ne soient pas complètes, on peut supposer qu'il y a une organisation communiste dans chaque commune. Des statistiques pour les circonscriptions de Kharkiv et d'Izioum pour 1928-29 donnent une idée de l'implantation bolchevique.

17) Appartenances des membres des exploitations collectives (kolkhozes) de différents types (1928-1929)[2]

(en % des membres actifs)	**Comité de paysans pauvres**		**Parti Communiste**		**Jeunesse Communiste**	
	Kharkiv	Izioum	Kharkiv	Izioum	Kharkiv	Izioum
Communes	30,6	61	9,6	14	18,9*	24
Artels	50,6	37	3,6	4	28,8	3,9
Associations d'exploitation commune de la terre	32	54	1,5	8,5	8,3	5,7

[1] « Itogi obsledovaniâ sel'âčeek Ukrainy », Izvestiâ CK KP(b)U, n°1/2 (05-06/1923), p. 35-43.

[2] Pour la circonscription d'Izioum, les chiffres sont calculés sur 51 kolkhozes (8 communes, 17 artels et 26 Associations d'exploitation commune de la terre) regroupant 1316 membres actifs (P4/1/70, p. 140-152, *Tezy OkrKolHospSekciï po dopovidi na bûro OPK pro stan ta perspektyvy rozvytku kolhospiv v okruzi za IV kvartal 1928 r. ta peršyj 1929,* signé SALTOVS'KYJ, présenté le 12/02/1929 ; tableau p. 146). Dans la circonscription de Kharkiv, il y a 257 kolkhozes (8 communes, 116 artels, 133 Associations d'exploitation commune de la terre) regroupant 8152 foyers (DAXO, R845/3/1563, p. 29-38, *Stan ta dinamyka kolektyvizaciï s.-h. vyrobnyctva na Xarkivŝyni 1/10/1927 – 1/04/1928* ; tableau p. 31).

* On lit *189,7* dans l'original, mais il s'agit évidemment d'une faute de frappe.

Les chiffres sont un peu contradictoires. Cela peut se comprendre concernant les communes à partir desquelles il est difficile de faire des moyennes représentatives vu leur petit nombre. Plus généralement on peut l'expliquer par la période qui voit s'épanouir le volontarisme : l'action de tel ou tel responsable local peut gonfler rapidement les effectifs des organisations. Néanmoins, les communes apparaissent clairement comme des foyers communistes. Trente à quarante pour cent des communards adhèrent au Parti ou à la Jeunesse.

Pour déterminer la part d'engagement volontaire et de soumission au pouvoir dans l'adhésion communiste il faut connaître l'activité des cellules. Dans les documents d'avant 1927, le bilan des militants apparaît surtout sous la rubrique culturelle. Les rapports présentant l'*Étoile rouge* au Comité exécutif de circonscription évoquent les cellules du PC et de la JC de pair avec celles du Secours rouge et de la protection de l'hygiène, au même rang que le club et la bibliothèque. De même, quand Boulakh présente l'action de la cellule d'*Aube rouge* aux instances supérieures au début 1923, il met en avant : trois réunions, dix cours de philosophie, une conférence de femmes, une campagne d'information sur l'impôt. Un article de la revue *Kommounistitcheskaïa mysl* (*L'Idée Communiste*) en 1924 sur une cellule de commune montre en outre que les limites entre communistes et sans-parti sont poreuses.

> *« Le travail d'éducation des membres de la cellule n'est pas mené séparément. [Ils] travaillent au cercle d'étude politique de la Maison des paysans* <sel'budynok> *auquel participe aussi la jeunesse paysanne sans-parti ».*

L'engagement est réel, mais moins politique que socioculturel. Il est somme toute assez comparable à d'autres efforts d'éducation populaire en milieu rural (tels qu'en France trente ans plus tard)[1].

Certes, les communistes défendent la politique de l'État. Ils sont la masse de

[1] DAXO, R845/3/833, p. 42 (déjà cité). P1/1/923a, p. 1, *Protokol n°7 plenuma* 5/02/1923 : § 1.d. BARAN, « Âčejka Krasno-Slobodskoj kommuny », Kommunističeskaâ Mysl', n°5-6 (1924), p. 48. Jean-Pierre RIOUX, *La France de la Quatrième République, T. 2, 1952-1958,* Seuil « Nouvelle histoire de la France Contemporaine », Paris, 1983 ; p. 265.

manœuvre de l'appareil. Ils sont cependant trop peu politisés pour être vraiment conformistes. Le comité de la circonscription d'Akhtyr fait le bilan du débat autour de la première Opposition de gauche en 1924 :

> *« Dans le cours de la discussion est apparue la méconnaissance de la majorité des membres de notre organisation quant aux problèmes de principe et de conjoncture (...). C'est pourquoi le débat n'a révélé ni désaccords de fond ni passion comme dans les centres industriels ».*

Vu leur faible niveau d'éducation et, peut-être, les traditions d'unanimisme rural, les communistes-communards sont bien loin des controverses qui interrogent l'avenir de l'URSS[1].

L'appareil du Parti tente tout de même d'imposer ses exigences aux cellules des communes. La cellule unifiée de Volokhovka rappelle à Zaroudny qu' *« aucune question ne doit être soumise à la moindre réunion sans l'avis de la cellule communiste »*. On demande en 1925 *« une participation des membres à la direction des kolkhozes »*. De plus, en 1927, on indique que *« tant du côté du Comité d'arrondissement du Parti que de la cellule communiste locale [il faut prêter] attention à la conduite de la vie intérieure de la commune »*. Alors que l'intérêt pour l'agriculture croît dans les cercles du pouvoir, ces directives sont comprises comme des injonctions à s'occuper au mieux de l'exploitation agricole. À la commune *Charrue et marteau* en 1928, il en résulte l'excès inverse. La cellule y

> *« a assumé des fonctions d'ordre organisationnel et économique pour le travail de la commune, elle a peu à peu perdu le reste de la ligne politique de classe (...), la cellule a cessé de remplir le rôle de direction politique du Parti ».*

Certains auraient même affirmé

> *« que l'édification collective est assez difficile dans les conditions actuelles, et c'est pourquoi nous, communards membres du Parti, nous avons comme qui dirait moins travaillé à la réalisation des directives du*

[1] P1/1/1110, p. 48, *Partijnaâ žizn' po Axtyr'skomu okrugu,* 5/02/1924.

Parti ».

Une synthèse sur les kolkhozes de la circonscription d'Izioum en 1929 décèle même *« chez certains communards l'idée que la commune en tant que société socialiste peut exister sans membres du Parti ni cellule »*... Un tel penchant, préférant s'occuper plutôt des mœurs que du pouvoir, est déjà sensible à l'*Étoile rouge* en 1925. À l'époque, l'expert de l'administration provinciale le présentait positivement. *« La solide cellule communiste [est surtout] l'inspiratrice et l'organisatrice de la vie nouvelle sur des bases collectives »*. Les communistes dans les communes ne font pas d'opposition. Ils ne sont pas tout à fait dans la ligne non plus car ils restent attachés à l'autonomie et à l'engagement moral qui fondent leur projet[1].

Bien qu'à part, les communards restent des communistes convaincus. Par contre, l'attachement de la masse des communistes à l'idéal de la commune est beaucoup plus sujet à caution. Officiellement, il n'y a pourtant pas d'ambiguïté. Le IXe congrès du PC(b)R a statué : *« la participation des communistes aux coopératives et collectifs agricoles de leur arrondissement (...) est indiscutablement obligatoire »*. Pourtant, dans les directives qui agrémentent cette décision, une restriction est aussitôt apportée :

> *« Il faut reconnaître qu'il n'est pas rationnel de faire adhérer aux collectifs agricoles ces communistes ruraux qui, exerçant une fonction pour le Parti ou les soviets, ne peuvent participer au collectif par leur propre travail »*[2].

Nous sommes ici à la racine intime du phénomène bureaucratique déjà abordé.

Cependant, le simple paysan communiste n'est guère plus enthousiaste. Le comité du Parti du district de Voltchansk remarque que même *« les communistes qui [pourtant] ne possèdent pas d'exploitation et qui ne participent pas à celle de leur famille ne rentrent pas dans les collectifs »*. Or, continue le comité, la collectivisation est

[1] P10943/1/7, p. 19 (§ 2.b). P3/1/21, *Kupânskij Okružnyj Komitet KP(b)U : Protokoly zasedanij okrkollegij i sovšenanij* (7/01-30/12/1925) ; p. 33, *Protokol n°7 sovešaniâ po rabote na sele pri Kupânskom OPK* du 4/05/1925. P3/1/113, p. 58-59 déjà cité, § 4. P4/1/70, p. 112-148. DAXO, R845/2/161, p. 70, § 1.

[2] « Kollektivizaciâ sel'skogo xozâjstva », Izvestiâ CK KP(b)U, n°1-2 (1923), p. 21 (§ 4 et 5).

nécessaire économiquement. Elle vaccinerait de plus les paysans communistes contre *« l'idéologie de la propriété »*. Un communiste devrait donc au moins former une association avec sa parentèle. Pour forcer la main aux adhérents, le comité entreprend le recensement des terres et du matériel de ses membres. Sans grand succès sans doute : sur une trentaine de liasses d'archives du PC sur le *« travail à la campagne »* de 1921 à 1929, il ne s'est trouvé qu'une seule demande de communistes voulant former une commune ! En 1929, alors que la pression des sommets du Parti en faveur de la collectivisation est déjà forte, une enquête est réalisée sur *« les communistes faisant de l'agriculture dans 10 arrondissements de la circonscription de Koupiansk »*. Sur 166 exploitations, 53 % (88) ne participent à aucune forme d'association collective. Les 47 % d'associés ont prioritairement choisi les structures les plus simples (Associations d'exploitation commune de la terre…). Il n'y a que 16 exploitations en artels (9 % du total) et… deux (1,20 %) en communes. Lors de la purge de la cellule de la commune *Dixième anniversaire de la JC,* on note qu' *« il y a des membres du Parti qui sont entrés à la commune et qui veulent aujourd'hui la quitter par faiblesse d'âme »*. À cette *faiblesse d'âme* répond la *force du pouvoir*. Le rapport sur les communistes-paysans de Koupiansk note *« que la majorité des communistes participent à l'organisation des collectifs, mais n'y adhèrent pas eux-mêmes »*[1].

Comme le remarquait le neveu de Rameau : *« On loue la vertu ; mais on la hait ; mais on la fuit ; mais elle gèle de froid, et dans ce monde, il faut avoir les pieds chauds »*[2]. Bien que la commune reste officiellement souhaitable, elle n'est plus souhaitée vraiment. Pire, un communiste pourra, sur directive, la rendre obligatoire… pour les autres seulement. De 1919 à 1929, la situation s'est renversée. Une distance s'est instaurée entre le communard et le communiste.

[1] P1/1/923a, p. 1, 3. P4/1/14, p. 74 verso, *Tekuči spravy,* § 13 (13/04/1925). P3/1/270, *Materialy obsledovaniâ sostoâniâ kommunistov zanimaûšixsâ sel'skim xozâjstvom po 10 rajonnam Kupânskogo okruga,* p. 6-7. P17/1/47, p. 1, *Doklad o rabote âčejki tov. Parxomenko.*

[2] Denis DIDEROT, *Le neveu de Rameau (et autres textes),* Le Livre de Poche, Paris, 1982 ; p. 55.

2.2.3.3 Les communards et les villageois

Il n'y a rien là qui ait dû augmenter l'estime de la masse des paysans individuels envers les communes. Dans les sources ayant trait à la NEP, néanmoins, rien ne rappelle l'atmosphère de haine qui entourait les communes en 1919. Pourtant la question est l'objet de toutes les attentions et les questionnaires administratifs ont systématiquement une rubrique *« Relations avec la population environnante »*. Le cahier des charges des communes tient désormais compte de cette variable afin d'asseoir la concorde entre communards et villageois. Les statuts précisent à l'article 3 :

> *« j) dans la mesure du possible, [la commune] apporte un soutien matériel et moral à la population environnante dans ses efforts pour la socialisation de l'économie, au moyen du prêt de machines et matériel, de l'organisation d'excursion à la commune (...).*
> *k) [elle] diffuse le savoir agricole par tous les moyens possibles parmi la population environnante ».*

Les rapports confirment l'existence de ces pratiques tout en en atténuant le prosélytisme agressif.

Les documents de la commune *Étoile rouge,* par exemple, présentent surtout le collectif comme un véritable centre de services agricoles. Son atelier de conditionnement alimentaire est utilisé par 90 % du voisinage. Elle a loué du matériel à 32 propriétaires et en prête gratuitement aux membres du Comité de paysans pauvres. Elle fournit le voisinage en semences sélectionnées. Pour les dix premiers mois de 1926, plus de 1000 pouds en ont été vendus. Elle joue le même rôle dans le domaine de l'élevage. On vient y faire pratiquer des saillies (125 en dix mois), y acheter un poulain ou un taureau de race.

Le *« travail culturel »* établit d'autres points de contacts entre collectivistes et individualistes. Les cours de *« propagande agricole »,* organisés dans chaque arrondissement, sont donnés dans les communes quand il y en a. À la commune *Oulianov,*

> *« ce sont principalement des jeunes [qui] passent chaque jour au club ; le nombre de citoyens qui viennent pour les fêtes soviétiques et les représentations de spectacles va de 50-60 à 300 personnes ».*

Seul centre de loisirs « modernes » au village avec son théâtre et parfois son cinéma (voir plus haut p. 427), la commune est, de plus, cet îlot de liberté pour la jeunesse dont les anciennes communardes se souvenaient encore 70 ans après. Enfin, l'école du village est parfois située dans la commune. Celle de l'*Étoile rouge* reçoit 22 petits communards et 70 enfants du village[1]. Tout cela doit participer à une certaine reconnaissance des communards par les villageois. Peut-être vivent-ils de façon étrange, mais ils ont leur utilité, leur place dans la vie rurale. L'attrait exercé sur les jeunes et le brassage des enfants au sein de l'école de la commune sont prometteurs pour l'avenir des communes.

Pourtant, un fond de méfiance persiste. Vira Kravets raconte que six ans avant son adhésion, *« en vingt-quatre ou vingt-cinq, des gens avaient attaqué les communards avec des épieux et des bâtons »*. Aucun document n'atteste un tel événement. Il s'agit sûrement d'une reconstruction du passé, et, à ce titre, c'est significatif d'une animosité latente ressentie dans les communes. Elle s'exprime par d'autres petits faits. Un communard exclu de l'*Étoile rouge* se venge en faisant courir le bruit au village que la commune ne paie pas les salaires des travailleurs extérieurs. Le village croit à cette calomnie au point que le Comité exécutif doit intervenir pour rétablir la vérité. Même dans les rapports qui font état de bonnes relations avec la population, il y a toujours *« quelques éléments hostiles »*. À Tchepel, la commune *Charrue et marteau* subit les manœuvres de quelques *« propriétaires aisés »,* dont un certain Markovtchenko, pourtant sympathisant du PC.

Faute de détails, on doit pour une part reconstituer les enjeux de cette sourde opposition. Pour paraphraser le titre d'un film stalinien, l'année 1919 était *inoubliable,*

[1] DAXO, R845/3/833, p. 42 (10/1926). R845/3/3396, p. 18 (10/12/1926). P1/1/1110, p. 40 (03/1924). DASO, R4244/2/7, p. 258, 263 (1924).

avec les exactions des uns contre les propriétés, puis des autres contre les communes. L'insécurité s'était prolongée, après les émeutes paysannes de 1920, en une véritable guérilla. Désignés comme du *« banditisme »,* les assassinats de militants du PC et des Comités de paysans pauvres se poursuivent jusqu'en 1923. La nouvelle de Strelnikova l'évoquait. Les monuments aux morts, à Izioum et à Krasnyï Oskol par exemple[1], le rappellent encore aujourd'hui. Bon gré mal gré, les communes participent à la lutte contre ces exactions, c'est-à-dire à la répression. L'*Étoile rouge,* pendant ses deux premières années à Jigaevka, était plus occupée à se défendre contre les *« bandits »* qu'à cultiver. Au moment de déménager à Sosonka, elle perdit même un tiers de ses membres, terrorisés à l'idée des risques d'attaque pendant le déménagement[2].

Au même moment, nouveau motif de conflit, les débuts de la NEP exacerbent la lutte pour la terre entre pauvres et riches. Il en sera question dans les prochaines pages. Les communes sont aussi les abcès de fixation de tensions sociales déjà citées. Elles provoquent la société rurale sur le plan des croyances et des mœurs (cf. p. 433). Elles attirent l'opprobre qui est jeté de toute façon volontiers sur les pauvres (cf. p. 403 et suiv.). Enfin, elles ont toutes les raisons de payer pour la politique d'un État dont elles sont forcément solidaires. Or les causes de mécontentement sont nombreuses dans la paysannerie. Quelques *« rapports politiques »* du Comité du PC de la circonscription d'Akhtyr les énumèrent pour 1925. Économiquement, l'État aiderait trop les pauvres. Les paysans se plaignent que *« la terre ne leur appartient plus »* justement parce que *« le Pouvoir Soviétique a donné les meilleurs champs [aux] exploitations collectives ».* Dans un bel euphémisme, le responsable communiste précise que les villageois *« ne portent pas un regard totalement bienveillant »* sur les kolkhozes... La critique politique n'est jamais loin. Concernant la terre, les communistes *« ont pris la place du tsar ».* Les élections aux soviets sont, de l'avis même des délégués d'un village, *« une comédie pour marionnettes ».* Un sans-parti demande crûment à un conférencier communiste : *« la liberté peut-elle tenir sans baïonnettes ? »*[3]

[1]Voir photographiess i13 et i14, en annexe.

[2] DAXO, R203/1/882, p. 229-237. DAXO, R845/3/3396, p. 17.

[3] P1/1/1192, *Otčëty, doklady, politpis'ma (...) Axtyrskogo OkrKoma* (1925), p. 3, 27, 32, 43.

2.2.4 LES COMMUNES ET L'ÉTAT

À écouter les griefs des paysans, on croirait les communes favorisées par un État aux méthodes dictatoriales. Pourtant, la NEP apparaît comme une menace réelle pour les aspirants au communisme. Si le tournant de mars 1921 avait été critiqué par une frange gauchiste de la jeunesse urbaine essentiellement pour des raisons morales (pour Strelnikova, la résurgence du commerce heurtait l'éthique communiste), dans les campagnes, l'enjeu est l'existence même des collectifs. Or, de leur point de vue, l'ennemi n'est pas tant la cupidité du koulak que le zèle libéral de l'État, zèle qui s'exprime d'abord par des entraves à l'agriculture collective.

2.2.4.1 Victimes de la NEP

La correspondance entre la commission provinciale des Comités de paysans pauvres et le Comité exécutif de la Province pour 1922 regorge de récriminations des premiers contre l'action de l'État[*].

> *« Localement, l'engouement pour la NEP confine parfois à l'absurde, en particulier concernant les organes fonciers. Le calcul économique de ces derniers ne tient pas compte des Comités de paysans pauvres et viole grossièrement leurs intérêts.*
> *Le procès-verbal et la déclarations ci-joints d'un citoyen du hameau de Senovka (district de Koupiansk) confirment les constatations susdites.*
> *D'un côté, la Section foncière est intéressée par le loyer le plus élevé pour ce pré ; de l'autre, la frange la plus pauvre de la population de Senovka a plus de droit dessus que ses anciens propriétaires.*
> *En conséquence de quoi, la Commission des paysans pauvres de la province de Kharkov demande à la Section foncière du district de Koupiansk de procéder à la cession du pré non pas aux anciens propriétaires mais à toute la communauté, dans des conditions telles que les membres du Comité de paysans pauvres participent à la répartition du champ »* (p. 180).

Dans les pages suivantes, des affaires similaires sont relevées à Tcherkasskaïa Lozovaïa

[*] DAXO, R203/1/882. Pour ne pas accumuler les notes infrapaginales, les références des citations seront données dans le corps du texte, en indiquant entre parenthèses la pagination dans la liasse. Tous les courriers cités ont été échangés entre avril et juin 1922.

et Tchougouïev (district de Kharkov), à Volnoïe, Belokolodiaz et Volokhovka (district de Voltchansk), à Lioubotine et Alexeïevo (district de Valki), à Kalioujino (district de Lebedine). Le problème n'est pas local. Là

> *« où les Comités de paysans pauvres souhaitent recevoir en utilisation collective des terres d'oisifs (...) ou des terres nationalisées (...) la Section foncière du district refuse »* (p. 239).

Le problème vient de plus haut et provoque la démoralisation des collectivistes.

> *« Les tentatives de la paysannerie pauvre pour organiser toutes sortes de collectifs agricoles se heurtent à des obstacles provenant de la Section foncière provinciale. (...) Dans les Comités de paysans pauvres, la lenteur administrative ôte toute envie de passer de l'agriculture individuelle à l'agriculture collective »* (p. 235).

Du point de vue des militants des comités, l'action des fonctionnaires

> *« ne s'inspire d'aucune conscience socialiste, ni d'un point de vue étatique, ni d'un point de vue économique, et ne coïncide pas avec le souhait des citoyens »* (p. 254).

On peut leur accorder le premier point et partiellement le dernier. Par contre, c'est bien l'intérêt économique et celui de l'État qui commande l'hostilité qu'ils subissent.

Sentant peut-être la faiblesse de leurs arguments, les comités s'essaient à la menace.

> *« Sur cette base, on remarque dans les Comités de paysans pauvres du mécontentement et de la réprobation non seulement envers les Sections foncières de District mais aussi en général contre le pouvoir soviétique »* (p. 235)

Quelques lettres de la base, très critiques, tentent de donner du contenu à ce lobbying. Le responsable du Comité provincial des paysans pauvres s'adresse donc solennellement au chef de la Section foncière provinciale :

> *« Des exposés des membres de la commission provinciale des Comités de paysans pauvres travaillant dans les districts, il ressort que la*

> *paysannerie pauvre tend à l'organisation de collectifs et d'artels dans le but d'améliorer son exploitation[.] Cependant les organes fonciers locaux mettent des bâtons dans les roues malgré les résolutions du Collège du Commissariat du peuple à la terre garantissant une collaboration entière aux pauvres cherchant à s'unir. Considérant que, localement (à commencer par les organes fonciers de district), on ne comprend pas les tâches qui incombent à la paysannerie pauvre dans le domaine du lotissement en terre, et que par là-même on gêne le travail parmi la paysannerie pauvre, la Commission de la province de Kharkov demande de faire parvenir aux organes les explications nécessaires, tout en rendant compte des mesures prises à la Commission provinciale »* (p. 163).

On voit que la commission provinciale tente de jouer sur deux tableaux. En exprimant le mécontentement des paysans pauvres, elle agit comme une organisation sociale. En demandant des comptes à la Section foncière, elle use d'un pouvoir quasi-étatique.

Le premier procédé, celui de la pression militante de la base, fait long feu pour deux raisons. D'une part, nous avons vu que depuis 1920 les paysans pauvres ne constituent plus une force politique autonome. De plus, les dirigeants locaux des Comités de paysans pauvres sont étroitement dépendants de l'État qu'ils critiquent. Dans la correspondance entre l'État et les Comités de paysans pauvres, les demandes d'aides individuelles sont aussi nombreuses que les diatribes. La pression d'appareil semble un peu plus efficace. Le Comité exécutif de Province intervient auprès de sa Section foncière en rappelant que la mauvaise volonté de sa part *« appellera une attitude négative des Comités de paysans pauvres envers les organes fonciers en particulier et le Pouvoir Soviétique en général »* (p. 203). Enfin, une résolution du Comité exécutif central pan-ukrainien du 29 novembre 1922 semble indiquer un infléchissement vers la gauche. Il faut

> *« accorder aux exploitations collectives de paysans pauvres, membres d'unions coopératives agricoles, une priorité de droit concernant les crédits destinés aux kolkhozes par le Commissariat du peuple à la*

Terre » (p. 27).

Ce genre de prises de position n'a rien de révolutionnaire. Il ne s'agit que d'un rappel aux principes. Il a cependant une certaine efficacité. Plus jamais ne s'exprimeront des critiques aussi véhémentes contre l'action de l'État. En fait celui-ci définit son cap en fonction de la force respective de vents contraires. La pression anti-collectiviste est maintenue par la paysannerie propriétaire grâce au *« banditisme »,* une guerre civile qui ne dit pas son nom. Pas question donc d'agiter l'épouvantail de la commune. Cependant, si l'État se contente de quelques hommages publics et d'indemnités versées aux veuves des paysans rouges, il perdra un soutien indispensable à la campagne. Cesser de brimer les kolkhozes est un gage politique minimal donné à la paysannerie pauvre.

Le Commissariat du peuple à la Terre le reconnaît sans ambages dans une circulaire de mars 1922 adressée aux organes provinciaux du PC et de l'administration foncière.

> *« La NEP (...) menace le Parti d'un éloignement de la paysannerie pauvre vis-à-vis du Pouvoir soviétique, entraînant la perte d'un soutien politique qui avait joué un rôle énorme et qui comptera encore à l'avenir. Il est donc indispensable d'apporter (...) un soutien actif à la paysannerie pauvre grâce à l'union de ses éléments les plus capables d'initiative au sein d'exploitations collectives [. Ceci est possible] en leur offrant, grâce à tous les moyens à votre disposition, des prêts de semences à bon marché (...), de matériel agricole. (...) Observez attentivement le développement [des kolkhozes:*
> *a)] en les débarrassant des éléments douteux [qui] discréditer[aient] l'idée des kolkhozes (...)*
> *[b)] en les plaçant avec attention sur les rails de la bonne économie, rails sur lesquels ils seront toujours un soutien politique pour le Parti face à une paysannerie riche qui se développera nécessairement »*[1].

La ligne suivie jusqu'à la fin de la NEP est clairement définie. Les collectifs sont

[1] DAXO, R97/1/183, *Zmievskij UZemOtdel / Podotdel KolXozov : Perepiska s VolIspolKomami ob organizacii i rabote kolxozov (1922-1923) ;* p. 20 : *Cirkulârnoe pis'mo Narkomzema,* 2/03/1922.

cantonnés à l'activité économique. Ils ne feront l'objet d'une aide qu'à ce titre. D'autre part, ils seront contrôlés par l'État, perdant encore un peu plus leur autonomie. En 1920, les paysans pauvres radicaux avaient dû abandonner le champ de l'intervention sociale pour se restreindre à l'action étroitement politique. En 1922, elle leur est interdite à son tour. Puisque la réussite économique est privilégiée par la NEP, que les pauvres y montrent leur valeur mais de façon socialiste !

Il faut évidemment nuancer. Il s'agit moins d'une brusque rupture que d'un processus d'éloignement. Les liens humains existant dans un État à peine stabilisé et la persistance de motivations révolutionnaires chez beaucoup de responsables créent des contradictions particulièrement sensibles dans la *forme* des relations entre les communes et le pouvoir. En 1919, la correspondance entre communards et fonctionnaires s'écrivait dans la langue d'un commun espoir dans l'avènement du communisme. Avec la NEP, cette perspective n'est plus de mise. L'État adopte le langage de l'économie alors que les communes restent fondées *« sur des principes socialistes »*.

La communication est ainsi largement biaisée. D'une part, les communes sont obligées statutairement de respecter un certain nombre de préceptes moraux : égalité des membres, effort éducatif, refus de la propriété. Si elles ne le faisaient pas, elles trahiraient leur raison d'être. Du point de vue des autorités, elles tomberaient alors sous l'accusation de *« tendance koulak-propriétaire »* qui resurgit régulièrement contre les communes depuis que Jigour y dénonçait la défense d'un *« intérêt de groupe et d'individus »*. D'autre part, elles doivent avant tout rendre des comptes économiquement. Dans ce domaine, il ne leur est fait aucun cadeau. Une des meilleures communes, l'*Étoile rouge*, a fait deux fois appel à l'aide de l'État : en 1925 pour obtenir des terres ; en 1926 pour la construction d'un atelier. Les deux fois l'État avait refusé son aide au nom de la rationalité économique. En 1925, grâce à une bonne récolte, elle

était censée être assez riche pour s'autofinancer. En 1926, endettée, elle devait songer à rembourser avant d'engager de nouvelles dépenses[1].

Face à ces exigences contradictoires, communards et experts accommodent leurs représentations des communes comme ils peuvent. Les rapports, un peu fourre-tout, sont calqués sur le plan des premiers questionnaires soviétiques adressés aux Comités de paysans pauvres et collectifs agricoles dès 1919-1920[2]. Les renseignements portent invariablement sur : la localisation et l'histoire de la commune ; le nombre de membres ; la dotation en terres, bétail, matériel et locaux ; les productions ; l'organisation du travail ; la composition sociale, et l'évolution de l'effectif ; l'activité politique et culturelle ; les relations avec la population, les entreprises et les administrations du voisinage.

Chaque rédacteur adapte ce cadre à sa guise. La différence la plus frappante entre les comptes-rendus des fonctionnaires et les rapports des communes réside dans l'importance respective donnée à deux des rubriques. Alors que les présidents des collectifs indiquent précisément l'emploi du temps et les occupations des communards, les employés des services agraires omettent souvent de parler des conditions de travail. De même, ils semblent peu portés sur l'idéologie et n'évoquent guère l'éducation politique et culturelle (*PolitProsvet*) dispensée dans les collectifs. Un des spécialistes préfère commenter l'assolement pratiqué car il attache beaucoup d'importance à l'agronomie qui *« donne l'orientation des travaux et élabore les plans d'organisation »*[3]. Un tel souci ne semble pas préoccuper les communes qui se contentent de décrire leurs différentes cultures sans qu'on sente la trace d'un plan quelconque. Un premier malentendu est donc visible. La commune n'est pour l'État qu'une entreprise agricole.

[1] PAVLO, « Klassovyj podxod k kollektivam », Kommunističeskaâ Mysl', n°3-4 (1924), p. 24. DAXO, R845/2/161, p. 60. R845/3/3396, p. 1, § 18.

[2] Exemples dans DAXO, R 99/1/825, p. 13-15 ; R 203/1/208, p. 15-128 ; R 203/1/882, p. 530-532.

[3] DAXO, R 1639/1/308, p. 14 (rapport sur la commune *Charrue et marteau* dans le cadre de l'inspection du Comité exécutif de l'arrondissement de Savinkovo ; 30/05/1925) ; p. 54 (*« La commune « Charrue et marteau » à Tchepel »*, sans date, sur papier à en-tête de la commune). R 845/2/161, p. 70-72 (*« Conclusions du spécialiste de la collectivisation de la direction foncière de Kharkov sur la situation et les perspectives de la commune « Étoile rouge »(...)"* ; 08/1925). R 1639/1/308, R 845/3/833, p. 41-42 (*« Exposé sur l'activité de la commune « Étoile rouge » pour la période du 1-I au 1-X-1926 [par] POPOV, président »*).

Quant à elle, elle se voit moins comme une unité de production que comme un regroupement de travailleurs. Concernant la commune *Étoile rouge*, l'organisation de la vie des membres semble d'ailleurs être le principal centre d'intérêt tant du président que du premier agronome dépêché sur place. Ce dernier en oublierait même son point de vue de spécialiste. Il appuie la demande de terres *« en ayant à l'esprit que la commune a montré depuis des années sa valeur dans l'esquisse de meilleures formes de vie »*[1]. Ce jugement est bien plus moral qu'agronomique. Et tout le rapport est dans le même esprit. Quand il décrit les succès économiques de la commune, c'est avant tout pour expliquer son rayonnement qui attire de nombreux postulants. Les réalisations d'*Étoile rouge* semblent d'autant plus admirables que ses membres sont des pauvres *« souvent sans le moindre bien meuble ou immeuble »*. La problématique est la même chez le président de la commune : il consacre près de la moitié de son exposé au mode de vie de la collectivité.

Bien que dans ces rapports, tout soit comptabilisé, expliqué et argumenté, de la culture à l'agriculture, on conçoit qu'ils aient laissé de marbre les fonctionnaires rigoureux de la NEP, peu soucieux de « faire du social ». Quelques initiatives montrent néanmoins que l'opposition entre les raisons sociale et économique n'était pas irréversible et que le dialogue entre l'État et les communes était possible. Vers 1924, un agronome nommé Kouznetsov qui présente un exposé à une conférence provinciale sur la collectivisation élabore une analyse très fine du phénomène. Dans un premier temps,

> *« il faut distinguer deux aspects dans chaque collectif :*
> *a) le collectif comme forme de vie la plus parfaite : c'est l'aspect purement politique.*
> *b) l'exploitation collective comme forme économique la plus avantageuse : c'est l'aspect purement économique ».*

L'aspect économique peut attirer le paysan propriétaire.

> *« C'est seulement en prenant conscience de cet avantage [de*

[1] DAXO, R 845/2/161, p. 70-72.

l'exploitation collective] que le membre d'un collectif et le paysan pourront tuer en eux-mêmes l'instinct de propriété et s'accoutumer aux idées d'organisation de forme de vie sociale sur de nouvelles bases »[1].

La dernière idée n'est pas originale. Mais en désignant comme *politique* l'organisation de la *forme de vie*, il revient aux sources de la révolution, quand *communiste* et *communard* étaient synonymes.

De plus, en distinguant l'avantage économique de la forme de vie sociale, Kouznetsov renouvelle l'approche du collectivisme.

> *« L'édification collective actuelle doit être comprise comme une énorme expérience de nouvelles formes de vie sociale à la campagne et de nouvelles formes d'agriculture. Le bilan de cette expérience a une signification politique colossale ; et son importance n'est pas moindre pour le développement de l'agriculture ».*

Il conclut en affirmant que l'agronome est autant *« un travailleur social »* qu'un *« spécialiste »*. Le même esprit, articulant économique et social, anime le *« concours des kolkhozes »* organisé de juin 1924 à janvier 1925. Il offre trois prix. Le troisième, de 500 roubles, et le second de 1000, sont destinés à des collectifs ponctuels et à des Associations d'exploitation commune de la terre. Le premier, de 2000[*] roubles est destiné à des exploitations ayant socialisé le travail, les moyens de production et la consommation. Cette dernière doit être répartie selon le travail ou les besoins. Enfin, il faut avoir un plan économique établi en collaboration avec un agronome. Communes et artels peuvent donc prétendre aux 2000 roubles[2].

Le règlement stipule qu'il est nécessaire

> *« d'établir dans le domaine du mode de vie des rapports internes démocratiques, c'est-à-dire que les questions essentielles de l'activité sont décidées en assemblée générale des membres, qu'il y a des maisons*

[1] DASO, R4244/2/20, *Protokoly i vypiski zasedanij Gub. IK, Axtyrskogo OZO,* du 3/1 au 6/10/1924 ; p. 16, *Tezisy doklada agronoma I.V. Kuznecova Xar'kovskomu Gubernskomu sovešaniû* [s.d.], § 8 et 10.

[*] 2000 roubles représentent le prix de l'installation du téléphone (500 rb) et de la mise en place d'un atelier de travail du cuir (1500 rb) à la commune *Étoile rouge* en 1926.

[2] DASO, R4244/2/6, *Položenija, cirkuljary i perepiski OZO i NarKomZema USSR,* du 27/12/1923 au 10/09/1924 ; p. 94, *Usloviâ vypolnenie kotoryx kollektivam daët im pravo na učastii v konkurse kolxozov,* [29/06/]1924.

et réfectoires communs, des maisons pour enfants etc. (ou qu'à tout le moins ils se préparent à les équiper), en particulier on doit tenir compte du succès du travail éducatif et culturel (école, club etc.) ».

D'après le règlement, cette refonte du mode de vie assurera une productivité supérieure à celle des exploitations individuelles. Comme chez Kouznetsov, l'approche est globale. Tout se tient de la démocratie à la production, en passant par la vie quotidienne. Sur cette base, des commissions sélectionnent et évaluent les candidats au niveau des circonscriptions puis de la province. Elles sont composées de représentants du Comité exécutif, du Comité de paysans pauvres, du Comité du Parti, des coopératives agricoles, de la Banque Rurale, de la Section des Finances, de la Section foncière et d'un spécialiste de la collectivisation[1].

En septembre 1924, après des inspections des collectifs, la commission de la circonscription d'Akhtyr propose deux communes au premier prix : la commune *Oulianov* à Simereïka (arrondissement de Trostianets) et l'*Étoile rouge* de Sosonka. La commission provinciale tranche le 7 janvier 1925. Trois artels et cinq communes touchent les 2000 roubles. Les communes lauréates sont la *Lénine* de Riasnoïe (circonscription de Soumy), l'*Étoile rouge* de Sosonka (circ. d'Akhtyr), la *Petrovski* de Veliky Bourliouk (circ. de Koupiansk), *Charrue et marteau* de Tchepel (circ. d'Izioum) et *Nouveau monde* (circ. de Soumy). Elles ont été primées pour leurs qualités agricoles (*« bon assolement », « amélioration de l'élevage », « augmentation du rendement »*), économiques (*« bonne organisation de l'exploitation », « organisation de différents ateliers », « électrification partielle », « bonne comptabilité »*), culturelles et politiques (*« relations démocratiques », « grand travail d'éducation culturelle »*)[2].

Visiblement, des contre-inspections avaient eu lieu. La commune *Oulianov* proposée par les autorités locales n'a en effet pas eu de prix. Elle est trop endettée et pas assez dynamique. Les autres refus sont motivés par les faibles résultats

[1] *Ibidem*. P1/1/208, *Otčëty GubZemOtdela o sostoânii i razvitii sel'skogo xozâjstva,* 7/01-15/03/1925 ; p. 160-161, *Protokol zasidannâ Huberniâl'noï konkursnoï komissiï po perevedennû konkursu s.-h. kolektyviv,* 7/01/1925.

[2] P1/1/208, p. 160-161 § 2.

économiques, l'absence de liens avec la population environnante ou la persistance de penchants individualistes et mercantiles[1]. Autour du concours on remarque une certaine médiatisation. Un relevé des articles sur les communes et artels de la région dans la presse populaire pendant la NEP le confirme. Trois articles en parlent en 1922 et aucun en 1923. Dix articles paraissent en 1924-25, dont un sur la commune *Charrue et marteau*[2]. En 1926, c'est à nouveau le silence. Le concours a été sans lendemain.

Les articles reprennent en 1927 (sept d'octobre à décembre), mais il s'agit déjà d'autre chose. L'Opposition unifiée a été défaite et son programme, favorable à la collectivisation, est plagié par l'équipe au pouvoir. La promotion des communes change de sens. La présentation et la valorisation d'expériences novatrices socialement et économiquement est peu à peu saturée de ritualisme. Déjà, en 1924, le troisième anniversaire de la commune *Charrue et marteau* avait donné l'occasion au Comité de circonscription du Parti de célébrer lourdement

> *« les pionniers de l'agriculture communiste. (...) [Le comité] exprime l'assurance que la commune n'oubliera pas le travail politique auprès des masses, se faisant ainsi la propagatrice des tâches du communisme à la campagne »...*

Ce n'est rien par rapport aux célébrations qui marquent en 1929 les 10 ans d'*Aube rouge,* la commune de Volokhovka. Elle est déjà mise sur le devant de la scène par quatre articles de presse en 1927 et 1928. L'anniversaire, est raconté par les *Visti* (*Nouvelles*), le quotidien des soviets. Une commission avait organisé les festivités. Le présidium du Comité exécutif de circonscription a adressé *« son salut prolétarien »* aux communards en espérant *« que la fête d'aujourd'hui stimule les masses paysannes (...) pour leur socialisation »*. Les communards ont envoyé des invitations, indiquant qu'ils

[1] Il semble que la commune *Aube rouge* de Volokhovka n'a pas concouru. Assez bizarrement, elle disparaît totalement des sources entre 1922 et 1927.

[2] S. VIL'NYJ, dans la Selânskaâ Pravda du 5/08/1925. Le relevé a été effectué par le service d'études ukrainiennes (*Zal Ukrainiki*) de la Bibliothèque Scientifique d'État Korolenko de Kharkov, sur la base de leurs collections du Komsomolec' Ukraïny, du Komunist, du Proletarij de Xar'kov, du Selânin (supplément du précédent), de la Selânskaâ Pravda, du Selânin Xarkivŝiny, des Visti VUCVK, de Vsesvit et du Xar'kovskij Proletarij. Excepté Vsesvit, il s'agit non de revues mais de journaux dont l'état de conservation restreint beaucoup la communication.

attendent avec une *« sincère considération »* la présence des représentants du pouvoir et de quelques usines de Kharkiv. Plus rien ne semble spontané alors que la NEP vient de se terminer[1]…

2.2.4.2 Sous le contrôle de l'État : le cas des communes religieuses.

Le contrôle de l'État sur les communes est beaucoup moins pesant avant 1928 et garde le même caractère que dans la période précédente. Comme en 1919, l'enregistrement des collectifs et associations par l'administration est obligatoire. Les candidats au collectivisme doivent présenter à la Section foncière de Province une *« déclaration d'intention »* <*zaâvlenie želaniâ*>, les statuts en trois exemplaires contresignés ainsi qu'une liste des familles et de leurs possessions. Un instructeur local fera une inspection sur laquelle se fondera un collège *ad hoc* auprès de la Section de province pour rendre sa décision dans un délai d'un mois. L'attribution de terres sera alors possible. Dans la documentation existante, le pouvoir de refuser l'enregistrement d'une commune n'est utilisé qu'une seule fois, refus d'autant plus surprenant qu'il touche la commune *Aube rouge*. Ses statuts sont refusés une première fois en octobre 1920 *« à cause de la non-observance d'une série d'exigences formelles et de leur non-conformité à la loi »*. Il est difficile de savoir ce qui faisait problème : les statuts conservés ont l'air en tout point conformes au modèle fourni par l'administration ; et la Section foncière provinciale ne fournit d'explications que sur rendez-vous (*« au 47, rue Liebknecht à Kharkov »*).

La procédure ne semble en définitive pas très tatillonne. Le problème est vite réglé pour *Aube rouge*. Dès le 4 décembre elle reçoit le numéro 791/2504/1674. D'autres communes font d'ailleurs avaliser par les instances supérieures des modifications mineures qu'elles ont apportées aux statuts-modèle. À l'occasion de

[1] P4/1/8, p. 6 (*protokol n°22* du 2/02/1924, § 8.b). Komsomolec' du 9/10/1927. Visti du 23/11/1927. Xar'kovskij Proletarij du 11/04/1928 « Primer Leninskogo razrešeniâ kollektivizacii ». Visti du 14/061928 : V. MAXNYÂ, « Providna zirka dlâ selânstva ». Visti du 25/05/1929 : « Svâto peremohy : 10 riččâ Voloxivs'koj komuny ». R845/3/2450, p. 9 (*Do pravlinnâ komuny « Červona Zorâ »* 18/05/1929), 17-18 (invitations).

l'attribution de crédits et de terres ou lors des ré-enregistrements de 1924-1925[*], l'arsenal juridique existant permettait de soumettre, voire de fermer n'importe quelle commune. Le Parti peut également agir, en donnant des ordres à ses membres dans les communes. Kalinine cite un exemple dans la région de Koursk.

> *« Des responsables du Comité de district [du PC] et de la Section foncière arrivent [à la commune] ; ce sont des gens qui ne connaissent rien à la production agricole. Ils donnent des ordres, et personne n'ose s'opposer. (...) Certaines fois, l'été dernier, ils ont exclu les fondateurs d'une commune, de bons exploitants ; et ils n'ont laissé que des militants incapables. (...) La majorité des communards sans-parti et une minorité des adhérents pensent : (...) que les responsables du Comité de district donnent des conseils, d'accord ; mais pas des ordres ».*

Ce genre d' *« ingérence néfaste du parti et d'incurie administrative des organes soviétiques »* doit ressortir d'enjeux de pouvoir strictement locaux car, avant 1929, on ne remarque pas de telles pratiques autour de Kharkiv. Plus généralement, aucune mesure n'est prise contre les communes car il n'y aucune mesure à prendre. Le contrôle administratif existe, mais il n'a le plus souvent pas d'objet. Les communards sont *à côté* mais pas *contre*. Du point de vue du pouvoir, ce sont des marginaux et pas des opposants[1].

À ce compte-là, la pratique sociale n'a pas grande importance pour l'État. La presse rapporte complaisamment à propos de la commune composée d'étrangers dans la région de Kherson que *« les communards définissait leur ordre intérieur jusqu'en 1927 comme de "l'anarcho-communisme" »*. Ce n'est pas subversif grâce à une triple mise à distance. D'abord, il s'agit d'étrangers. De plus, à l'heure où le journaliste écrit, ils ont déjà mis fin à ce laxisme. Surtout, il ne s'agit que de *« l'ordre intérieur »* et non de l'ordre social. Le pouvoir peut laisser les choses se faire ou plutôt se défaire.

[*] La nouvelle rédaction du statut des communes en juin 1924, puis de ceux des artels et Associations d'exploitation commune de la terre en octobre 1925 oblige tous les collectifs à s'y conformer en se faisant enregistrer à nouveau.

[1] DAXO, R97/1/183, p. 16 verso, *Položenie o registracii s.-x. proizvoditel'nyx kollektivov, s.-x. kooperativov, kommun, artelej i tovariŝestv po obŝestvennoj obrobotke zemli,* 28/08/1921. R96/1/246z, p. 1, 17. R96/1/392, p. 18. R185/1/659, p. 9. KALININ, *O značenii sel'.-xoz. kommun...,* déjà cité, p. 222 (l'auteur s'appuie sur l'article de S.P. MITROFANOV, « Kommuna i bednota », Pravda 14/11/1925).

« Chacun donnait « selon ses possibilités » et exigeait « selon ses besoins ». Il y avait peu de « possibilités » et beaucoup de « besoins » ! ». La pauvreté rappelle les communards à l'Ordre sans qu'il soit besoin d'intervention bureaucratique : *« il a fallu changer cette façon de faire pour une autre : « à travail garanti — salaire garanti ». En fait, ils en arrivèrent au stimulant qui incite le plus les communards au travail »*[1].

Une affirmation proprement *politique* paraîtrait plus dangereuse que ces rêveries à caractère social. Or, depuis le passage de Makhno, on n'entend plus parler d'anarchistes ; les « communistes nationaux » (*oukapistes* etc.) se sont intégrés au PC et le bilan de la discussion de 1924 montre que le trotskisme n'a pas mordu en milieu rural. La seule dissidence encore envisageable est religieuse. Certaines expériences, assez cocasses, de communisme monastique avaient d'ailleurs rencontré l'assentiment des autorités. En juillet 1921, *Kommounarka Oukraïny* raconte les bouleversements en cours au couvent de Khorochevo, à quelques kilomètres de Kharkov.

> *« Un élément révolutionnaire est apparu dans le couvent. Bien qu'il soit encore peu conscient et qu'il nous soit étranger, il est proche, par son origine et son instinct de classe, du prolétariat dans lequel la Section féminine doit mener son travail »*

Un soviet de déléguées des nonnes a arraché le pouvoir aux supérieures ! Un collectif de travail doit être créé. Le pouvoir soviétique entend le transformer à terme en *« colonie de travail »* destinée à rééduquer *« des femmes sans ressources, tombées, par nécessité, dans la prostitution »*. C'est là que le bât blesse. En octobre, 112 nonnes adressent une pétition au Comité exécutif de la province.

> *« D'abord, en quoi avons-nous mérité l'emménagement de ce qu'on appelle des filles perdues ? De plus, nous sommes toutes des paysannes. L'État répartit maintenant les terres entre les paysans, en donnant le droit de travailler à condition de payer l'impôt en nature. (...) Nous demandons (...)*

[1] SUMNYJ, « Sered okeanu... », article déjà cité (12/1927). Gladkov raconte une histoire semblable à propos de la commune *Avant-garde* près de Zaporojie. Il s'agit ainsi de réécrire la réforme rapportée par Trotski (voir chapitre suivant et GLADKOV, déjà cité, p. 28).

1) de ne pas organiser de colonie pour filles perdues dans notre ancien couvent.
2) de garder le droit de vivre dans nos maisonnettes et cellules que nous avons aménagées avec l'argent de notre travail. (...)
3) de nous donner le droit de créer un artel de travail (...), de nous donner le droit et la possibilité d'un travail libre comme à tous les paysans »[1].

L'affaire est étouffée. Le public n'entendra plus parler ensuite de monastère, d'artel ou de colonie !

Après de tels malentendus et surtout pour éviter la réapparition des communautés religieuses sous le masque d'exploitations agricoles, le Commissariat du peuple à la justice prend des dispositions fin avril 1922. Il décide que

« Tous les statuts des artels de travail devront être vérifiés pour couper les liens entre les organisations économiques et l'Église. (...)
Des artels monastiques, composés essentiellement de membres d'anciens monastères, ne peuvent être acceptées à l'enregistrement.
L'organisation économique, même si elle est composée majoritairement de croyants, n'a pas le droit d'avoir sous sa gestion des églises, des maisons de prières etc.. L'activité économique et la croyance religieuse ne doivent pas être confondues ».

L'Église orthodoxe en tant qu'ancienne Église officielle est plus visée par ces mesures que la religion elle-même. Quand l'*Église vivante*[2] dispute ses ouailles au Patriarcat de Moscou, les communistes regardent le phénomène avec bienveillance[3]. De même, il semble que les groupes religieux marginaux jouissent d'une assez large tolérance, particulièrement dans leurs entreprises agricoles.

En 1922, par exemple, la Section foncière du district de Valki soutient la demande de terres de l'artel *Récolte de Dieu*. Il y a plus concluant. Une liasse de

[1] M., « Trudovaâ koloniâ v Xorošove », Kommunar'ka Ukrainy, n°7-8 (1921). DAXO, R 92/1/338, p. 53-55 ; 30/10/1921.

[2] Mouvement prônant à partir de 1922 une démocratisation ecclésiale et une collaboration avec le régime communiste (voir SMOLIJ, *Malyj slovnyk*... et WERTH, *Histoire de l'Union soviétique,* déjà cité, p. 185).

[3] DAXO, R97/1/183, p. 60, *Cirkulârnoe pis'mo NarKoma Ûsticii vsem GubÛstam, GubZemOtdelam, GubKoopam,* 30/04/1922 (§ 1, 3, 8). P1/1/923a, *Politdoklad sekretariata Volčanskogo UPartkoma,* p. 18-20 (*za ânvar' 1923 g.*), 21-23 (*za dekabr' 1922 g.).*

Comptes-rendus de l'activité des Comités exécutifs de circonscription et d'arrondissement de juin à octobre 1924 est particulièrement consacrée à l'agriculture collective autour de Kharkov. Or, page après page, le recensement par arrondissement des *« artels, collectifs et communes »* voisine avec celui des communautés religieuses. Il n'est pas expressément précisé qu'elles cultivent la terre en tant que telles. Mais que feraient des renseignements uniquement confessionnels dans un dossier administratif consacré à l'agriculture ? Autour de Valki, 274 *« évangélistes chrétiens-baptistes »* vivent dans quatre villages. On trouve encore 764 baptistes dans l'arrondissement de Kolomak et 48 évangélistes à Kazatchia Lopan (arrondissement de Zolotchev). Mais, dans ce dernier arrondissement, les *« Sans-prêtres »* <*Bezpopovcy*> sont beaucoup plus nombreux : 735 dans deux villages. Les sources consultées ne disent malheureusement rien de leur façon de vivre et de travailler[1].

Par contre, un des recensements de collectifs de cette liasse mentionne l'artel *La Paix soit avec tous* <*Mir so vsemi*> au village de Staryï-Mertchansk (district de Valki). On est mieux renseigné sur lui : il s'agit d'un collectif baptiste. Ses statuts ont été confirmés en juin 1922, mais il aurait eu des difficultés à se doter en terres[2]. Pavlo Houbsky, un érudit local qui a consacré une somme de 300 pages à l'histoire de son village, en donne la description suivante :

> *« La communauté baptiste fut une des premières à créer un artel agricole, « Le Monde avec tous », et elle demanda 30 déciatines de terres pour s'installer. La liste des candidats s'allongeait. Ils réclamèrent d'agrandir le lotissement à concurrence de 100 déciatines. (...) La théorie de l'asservissement communiste trouvait du soutien chez les chefs baptistes. (...) Certes, les pasteurs de Mertchansk abordèrent la question avec plus d'attention et n'emmenèrent pas leurs frères et sœurs jusqu'à la commune. Ils voulaient seulement les rassembler dans une communauté unie, d'un seul tenant. Et pour ceux qui aspiraient*

[1] DAXO, R95/1/1691, *Valkovskij UZemOtdel, podotdel kolxozov ;* p. 8, *V GubZemOtdel,* 16/05/1922. R845/2/229, *Otčëty o deâtel'nosti Xar'kovskogo OkrIspolKoma i RajIspolKomov za period 06-10/1924 ;* p. 90 verso, 108, 111.

[2] DAXO, R95/1/691, p. 19 *V GubZemOtdel,* 26/06/1922. R95/1/542, *Perepiska s trudovymi s.-x. artelâmi* (1922) ; p. 28 *Staro-Merčanskomu VolZemOtdel* [22/08/1922].

ardemment à la commune, ils écrivirent des « lettres de mission » pour le village de Biloukhivka (arrondissement de Kariv). Après avoir vendu leurs solides exploitations, moulins, terres, bœufs, chevaux et matériel, les gens qui partageaient cette même idée, ce rêve fumeux, partirent en masse, comme on va au cimetière le jour des morts. (...) Un triste sort attendait les communards de Biloukhivka. Les baptistes s'arrachaient les cheveux de désespoir et regardaient partir leurs parents et amis loin du lieu maudit. Mais l'artel de Mertchansk « Le Monde avec tous » ne donna pas non plus les résultats espérés quant à la productivité du travail (...) et de l'exploitation ; et pourtant, il disposait de la fraction de la société la plus préparée et la plus capable en vue d'une telle communauté »[1].

Tout en laissant à l'auteur la responsabilité de ses opinions, remarquons qu'il attribue l'échec des deux tentatives non à la répression anti-religieuse, mais à l'inefficacité économique intrinsèque du projet collectiviste. Si les outils de contrôle administratif des communes existaient, il semble qu'ils aient peu servi sous la NEP, même contre les expériences les moins conformes idéologiquement. En 1929 encore, un article sur le développement de la collectivisation cite une commune baptiste dans l'arrondissement de Kolomak. Les membres du *Labeur nouveau* se retranchent derrière *« les hauts murs de leurs superstitions religieuses et de leurs dures lois sectaires »*[2]. On admettra que la critique reste mesurée.

2.2.4.3 Au ban d'essai économique

Sur le plan économique, la tolérance est peut-être moins grande pour les communes. Dans un but de rentabilité, les services de l'État doivent surtout *« apporter des services aux coopératives et kolkhozes existants pour qu'ils intensifient la production agricole »*. Le critère de rentabilité s'applique aussi à l'État lui-même. Les Sections foncières pratiquent des *« compressions de personnel »* <*sokraŝenie štatov*>. À Zmiev, au printemps 1922, *« après avoir fait un secrétariat unique,* [il faudra] *fondre la*

[1] P.V. HUBS'KYJ, *Storinky istorii – Staryj Merčyk,* Klio, X, 1995 ; p. 451-452.
[2] A. PATÂK, « Za socijalistyčnu perebudovu sela », Komunarka Ukraïny, n°41 (11/1929), p. 18-19.

sous-section des kolkhozes dans la sous-section des exploitations agricoles ». Après cette cure d'amaigrissement, il ne reste que trois fonctionnaires chargés de toutes les exploitations agricoles du district ! La rigueur qu'ils subissent les rend peut-être encore plus exigeants vis-à-vis des collectifs. On doit

> *« envisager chaque travail en artel d'un point de vue économique, comprendre les moyens de son existence, et atteindre l'autofinancement de toute une série de travaux ».*

Ailleurs qu'en URSS on aurait dit : *« Aide-toi et le ciel t'aidera ».* Un rapport officiel conclut en 1924 qu'en définitive *« le principal obstacle à la collectivisation est l'impossibilité d'améliorer la base matérielle de l'exploitation car l'aide de l'État, sous forme de crédit, est insignifiante »*[1].

Évaluer précisément cette aide est pourtant difficile. Quelques dossiers de demande de crédits ou de terre sont conservés, avec les réponses qu'y apportèrent les autorités. Elles sont majoritairement négatives. Comme le remarque le communiste Pavlo dans la presse du Parti en 1924 :

> *« Si on demande (...) au président de n'importe quel collectif ce qui lui manque, il commencera à énumérer (la différence ne se verra qu'aux quantités respectives d'articles) : de la terre, une charrue, une moissonneuse, un semoir, un cultivateur*[2]*, une faux, une herse en fer, une trieuse, du bétail laitier, des chevaux, un moteur à essence, un générateur, etc., etc.. Et il y a encore le rêve d'un moulin à vapeur et de l'électrification du village ».*

Il faut pourtant remarquer que depuis 1920-1922, les exigences des collectifs sont plus mesurées. Il n'y a plus de commandes d'allumettes, de vêtements et de nourriture comme aux époques de disette. Les communes sont donc devenues relativement autosuffisantes ; peut-être aussi savent-elles également limiter leurs demandes sachant qu'aucune oreille bienveillante ne les écoutera. De plus, s'agissant de matériel agricole,

[1] DAXO, R845/2/229, p. 311, *Plan rabot Xar'kovskogo OkrZemUpravleniâ za 3yj kvartal 1923-24.* R95/1/691, p. 25 (*Prikaz n°33 po Zmievskomu UZemOtdelu,* 4/04/1922), 38 (*Vsem podotdelam,* 25/04/1922), 39 (*Štat UZemOtdela,* s.d.). « Vyvody iz dokladov Komissii po obsledovaniû 6-ti rajonov Ukrainy », Znamâ Kommunizma, n°6 (1924), p. 123.

[2] *Kul'tivator : cultivateur*, *cultivateur canadien*, ou *canadien ;* outil servant à travailler la couche superficielle du sol.

de terres et de projets industriels[1], elles expriment leurs besoins dans des formes rationnelles, même si l'argument social prime sur l'économique[2]. Mais, dans ces histoires de location de moulin ou de construction d'un atelier de mélasse, il est difficile de faire la part du simple calcul de rentabilité et de la prise de position socio-politique dans la décision finale prise par l'État.

Pour évaluer l'efficacité économique des communes, quelques cas ne suffisent pas pour se faire une idée complète. Au plus fort de la NEP aucune statistique comparative n'existe sur l'agriculture collectiviste. Par exemple, dans l'étude de la Direction centrale de la statistique sur *L'exploitation paysanne dans la région de Kharkov en 1923-24,* en cent pages de chiffres et de tableaux, pas un mot sur les kolkhozes ! Les seules synthèses administratives disponibles sont tardives. Elles traitent des circonscriptions de Kharkiv et d'Izioum entre avril 1928 et février 1929. Il faut donc les envisager avec précaution. À cette époque-là, la collectivisation à rythme soutenu est déjà politique officielle. La NEP est en sursis. Les aides à la collectivisation ont déjà dû considérablement augmenter et les collectifs recensés ne sont pas forcément spontanés[3]. Néanmoins, le secteur socialiste reste marginal. En octobre 1928, le taux de collectivisation varie de 0,7 % à 10,4 % d'un arrondissement de la circonscription d'Izioum à l'autre. De plus, la frénésie collectiviste touche moins les artels et les communes que les Associations d'exploitation commune de la terre (cf. p. 394 et suiv.). Le pouvoir préfère les formes les plus simples de kolkhozes. Peu de chance donc que les communes aient soudain monopolisé les crédits et l'attention.

On pourra donc comparer exploitations individuelles, kolkhozes simples et communes sur le plan de leur dotation 1) en terres et 2) en matériel et bétail, 3) leur

[1] Ces projets sont imposés par les statuts : la commune « *organise toutes sortes d'ateliers et se préoccupe du développement de la production artisanale pour occuper le temps laissé libre par l'agriculture* » (§ 3.ž ; POLÂNSKIJ, ouvrage cité, p. 415).

[2] PAVLO, article cité, Kommunističeskaâ Mysl', n°3-4 (1924), p. 24. Sur la commune *Étoile rouge,* voir R845/2/161, p. 70 (03/1925), R845/3/833, p. 36-39 (11/1926) et R845/3/3396, p. 15-18 (12/1926).

[3] *Krest'ânskoe xozâjstvo Xar'kovŝiny,* déjà cité. La hausse des crédits entre 1926 et 1928 est attesté dans *Dopovid' pro stan kolektyvizacii na Xarkivŝyni* (11/06/1928), § 17, in DAXO, R845/3/1563, p. 17-20.

accès respectif aux services, afin d'estimer finalement 4) leur efficacité économique[1].

18) Dotation en terre (circonscription d'Izioum, octobre 1928)

	Moyenne par exploitation	**Moyenne par rationnaire**
Communes	240 déciatines	2,5 d.
Artels	130 d.	2,5 d.
AECT	85 d.	2 d.
Moyenne de la circonscription		1,4 d.

Les exploitations collectives sont sensiblement mieux dotées que les individuelles. Le ratio dans les communes et artels dépasse de 78 % la moyenne locale. Ce n'est pas une surprise : alors que le lot paysan se morcelle sans cesse depuis 1917 sur fond de pression démographique, l'État distribue ses terres prioritairement aux kolkhozes. La manne foncière de l'État n'est cependant pas si grande. La surface par rationnaire dans les communes et artels est supérieure à celle des Associations d'exploitation commune de la terre, mais de 25 % seulement. Les communes et artels sont relativement moins favorisés que ne le laissaient entendre certaines analyses (cf. p. 449 et suiv.). Les différences s'accusent par contre quand on regarde la moyenne par exploitation. La grande taille des communes les apparenterait plus aux projets d'une grande agriculture socialiste que les Associations d'exploitation commune de la terre et artels. L'effectif moyen des communes reste malgré tout à échelle humaine (95 personnes, enfants compris). Mais il est deux fois supérieur à celui des autres types de collectifs (46 pers.) qui ressemblent plus à des associations de voisins.

La dotation en outillage renverse totalement la perspective. Riches en terres, les kolkhozes sont pauvres en matériel (voir tableau suivant).

[1] DAXO, R845/3/1563, p. 29-38, *Stan ta dinamyka kolektyvizacïï s.-h. vyrobnyctva na Xarkivŝyni 1/10/1927 – 1/04/1928.* P4/1/70, p. 140-152, *Tezy OkrKolHospSekcïï po dopovidi na bûro OPK pro stan ta perspektyvy rozvytku kolhospiv v okruzi za IV kvartal 1928 r. ta peršyj 1929,* signé SALTOVS'KYJ, présenté le 12/02/1929. R847/1/280, p. 143-151 : *Tezy dopovidi Izûms'koï OkrKolHosSekcïï na okruhlivomu z"izdu KNS Izûmŝiny* (20/10/1928).

19) Dotation moyenne en outillage agricole pour 100 déciatines (circonscription d'Izioum, octobre 1928)

	Charrues	**Charrues**[1] à plusieurs socs	Semoirs	Moissonneuses	Batteuses	Tarares
Communes	1,3	0,8	1	1,6	0,5	0,9
Artels	2,7	1,7	2	2,2	1	1,5
Exploitations individuelles (moyenne de la circonscription)	12,8	2,2	3,5	2,8	0,5	3,2

Certes, il faut tenir compte du morcellement des exploitations individuelles. Chacune doit posséder autant que possible *son* matériel. Par contre, dans des exploitations collectives, des économies d'échelles sont possibles : moins de matériel permet de cultiver plus de surface. Ce raisonnement a pourtant sa limite. Il ne rend pas compte des différences d'équipement entre communes et artels. La seule explication possible est la pauvreté. Les communes sont deux fois plus pauvres que les artels (parce que les paysans moyens y sont deux fois moins nombreux ; cf. tableau, p. 406). Et l'ensemble des kolkhozes est beaucoup moins riche que la moyenne des paysans. L'État est responsable dans la mesure où il n'a pas pourvu les pauvres en capital. Il n'a pas fourni l'argent permettant d'acheter l'araire à un artisan local, ou le fer pour le fabriquer à la commune. Et l'industrie nationalisée est trop faible pour offrir des charrues, moissonneuses, etc. en quantité suffisante. De plus, la « crise des ciseaux » voit le prix des produits manufacturés augmenter alors que celui des produits agricoles baisse…

La supériorité en bétail des artels par rapport aux communes en 1928 s'expliquerait facilement par la plus grande aisance des premiers. Il faut pourtant rester prudent car les chiffres du début 1929 indiquent le contraire. Plus généralement, on constate surtout le peu de bétail à corne dans les exploitations collectives (voir tableau suivant).

[1] *Bukar' :* en russe dialectal, le terme désigne différents modèles de charrue, variant d'une région à l'autre, munis de deux à quatre socs. Il semble qu'il s'agisse d'une déformation de *bukker,* de l'anglais *bucker* désignant un instrument à ameublir la terre (sources : Institut d'Agronomie de Kharkiv et dictionnaire Ušakov).

20) Cheptel moyen pour 100 déciatines ensemencées
(circonscription d'Izioum, octobre 1928 / début 1929)

	Vaches		**Jeunes bêtes à cornes**		**Cochons**	
	10/1928	*02/1929*	*10/1928*	*02/1929*	*10/1928*	*02/1929*
Communes	6	8	6,3	14	56,7	104
Artels	10	6	9,1	7,3	34,6	30
Exploitations individuelles	18,3	18,3	5,6	18,4	19,8	19,8

Si on ne peut ici incriminer l'industrie d'État, la pauvreté des membres des communes et des artels n'explique pourtant pas tout. Là encore, les crédits octroyés n'ont pas été à la mesure des besoins. Dans un rapport légèrement postérieur, la Section des kolkhozes de la circonscription <*OkrKolHospSekciâ*> tente de trouver d'autres justifications. D'abord, si le bétail des exploitations collectives est moins nombreux, il serait de meilleure race (sous-entendu grâce aux dotations d'État). De plus, les artels auraient surtout acquis des bêtes de trait au détriment du bétail à viande et à lait. Cela ne semble guère convaincant… Il est également difficile de comprendre la prédominance des kolkhozes dans le secteur porcin. Il semble que le nombre de cochons soit inversement proportionnel à la richesse de l'exploitation. C'est particulièrement étonnant en Ukraine où le porc (et le lard) est valorisé dans la vie et la culture rurales. Aujourd'hui encore, la viande de porc est plus prisée et coûte plus cher que celle de bœuf.

Concernant la force de traction (tableau suivant), les fluctuations enregistrées en quatre mois sont à nouveau suffisamment importantes pour être suspectes. On peut imaginer des livraisons massives de tracteurs aux communes, bien que cela ne soit guère vraisemblable. Le doublement du bétail de trait peut difficilement s'expliquer par la simple inclusion de deux nouvelles communes dans les statistiques.

21) Force de traction pour 100 hectares, en équivalent-cheval (un tracteur = 10 chevaux ; circonscription d'Izioum, début 1929)[1]

	Bétail de trait (chevaux et bœufs)		**Tracteurs**		**Total**	
	10/1928	*02/1929*	*10/1928*	*02/1929*	*10/1928*	*02/1929*
Communes	5,3	10,3	7	13,3	12,3	23,6
Artels	7,6	7,2	10	11,8	17,6	19
Exploitations individuelles	31	26,1	0	0	31	26,1

Des confiscations pourraient expliquer la diminution du bétail de trait individuel au profit du collectif. Cependant il n'en existe aucun indice dans la documentation existante. Après ces mises en garde, venons-en au fond. Les kolkhozes manquent également de force de trait. L'expert de la Section des kolkhozes rappelle que le morcellement qui explique le grand nombre de chevaux, ne concerne pas les collectifs. Même s'ils font des économies d'échelle, on peut quand même douter qu'ils comblent ainsi l'écart. L'État est clairement intervenu dans ce domaine. Il fournit les tracteurs qui se substituent à une partie du bétail de trait manquant. L'équipement des communes est précoce. Dès 1922, *Aube rouge* songe à louer un tracteur pour 150 roubles par mois. En 1925, *Charrue et marteau* et *Étoile rouge* possèdent leur *« Fordzon »*[2].

Ce Fordzon est presque plus un mythe qu'une machine ! La brochure de vulgarisation traduite du russe en 1925 explique *« ce qu'est un tracteur », « comment il est conçu et comment il fonctionne », « pourquoi il est avantageux de travailler avec un tracteur »* et enfin *« pourquoi ça vaut le coup d'acheter un tracteur »*. Un chapitre spécial traite de *« l'exploitation collective et [du] tracteur »*.

> *« Travailler au tracteur sur de petits lopins n'est pas avantageux ; pour que le travail revienne moins cher, il faut les réunir en de grandes parcelles. (...) Dans la mesure où on ne peut vraiment tirer profit d'un tracteur que dans une grande exploitation, pour un paysan pauvre il y*

[1] DAXO, P4/1/70, p. 141.
[2] DAXO, R96/1/392, p. 152 (§ 2.a). R1639/1/308, p. 54. R845/2/161, p. 70 § 3.

aura les communes et collectifs [, et pour] le paysan moyen (...) les Associations agricoles de machines <sil's'ko-hospodars'ki mašinovi tovaryvstva> *»*[1].

Trois ans plus tard, Katchynsky, grand spécialiste agraire, le répète. Il justifie la dotation des kolkhozes tout en espérant une diffusion encore plus grande de cet outil.

> *« Le travail au tracteur réorganisera réellement toute l'agriculture. (...) Le tracteur, comme machine qui reflète l'énergie mécanique, est le meilleur moyen pour la collectivisation de la production agricole (...). C'est pourquoi il faut s'orienter de façon décidée vers l'utilisation exclusive du tracteur dans les kolkhozes. (...) Pour satisfaire toute la demande en tracteurs, il faudrait en vendre en Ukraine cinq ou sept fois plus qu'aujourd'hui »*[2]

On peut quand même douter que cet optimisme technologique corresponde exactement aux besoins sinon objectifs, du moins subjectifs de la paysannerie. Fin 1925, un responsable communiste note qu'

> *« en ce qui concerne la mécanisation de l'agriculture, [les paysans] disent « Ah, ça ! Vos tracteurs, ils ramonent et ils ramonent*[3]*, l'usine n'a qu'à en sortir plus : ça fera du travail pour nos bœufs à les tracter ; et nous, on y gagnera un petit rouble ». La chose était arrivée au tracteur de la commune Étoile rouge qui s'était embourbé »*[4].

Malgré ces avanies, le tracteur semble porter en lui le socialisme, tout comme l'électrification était une condition du communisme pour Lénine. Il faut remarquer à ce sujet que l'électricité est aussi un point fort des communes. L'*Étoile rouge* s'est endettée dès 1924 pour se doter d'une centrale électrique. Racontant son arrivée dans une commune, Fédor Gladkov dit avoir été ébloui par *« la constellation aveuglante des feux électriques [au milieu de] ce désert triste et sauvage »*. La comparaison entre les

[1] S. POŽYDAJEV, *Traktor « Fordzon » (per. z ros. mov. L.M Komarovoï),* DVU, Odesa, 1925 ; p. 21. La couverture montre curieusement une charrue tirée par un cheval ! Voir illustration i40, en annexe.

[2] V. KAČYNS'KYJ, « Sučasne kolektyvistyčne budivnyctvo », Bil'šovyk Ukraïny, n°9-10 (30/05/1928), p. 54-55.

[3] *Traxkaût* de *traxnut',* littéralement « donner un coup » ; au figuré, désigne grossièrement l'acte sexuel. En plus du sous-entendu scabreux, on peut noter l'allitération : « *Vachi traktory trakhkaiout, trakhkaiout* ».

[4] DAXO, P1/1/1192, p. 52, *Politdoklad za dek. 1925.*

ampoules et des étoiles anticipe sur le soleil artificiel imaginé par Platonov en 1931[1].

22) Assistance agronomique : % de kolkhozes en ayant bénéficié (circonscription de Kharkiv, 1928)[2]

	au 1/10/1927	**au 1/04/1928**
Communes	40	70
Artels	13,3	51
Associations d'exploitation commune de la terre	1,1	26,2
Associations pour tracteurs et machines	0	2
Total	5,7	25,7

Pour hâter la modernisation si ardemment souhaitée, il faut remédier à l'ignorance des uns et aux préjugés des autres en développant la formation agricole. Elle est organisée par les Sections foncières dont les moyens sont réduits. De plus, avec l'exemple de Zoubachtchenko, le communard-instructeur de Volokhovka, nous avons vu que les formateurs n'ont pas un niveau académique élevé. Néanmoins, tout un réseau d'agronomes existe, qui inspecte les collectifs et leur dispense des conseils[3]. Certains, on l'a vu, tombent sous le charme de la vie en commune. Avec d'autres, l'entente est plus difficile. En 1926, l'*Étoile rouge* a vu arriver un agronome stagiaire. Il ne semble pas briller par son efficacité car un représentant de la commune dit de son salaire : *« Peut-être n'a t-il rien gagné, mais pour la commune c'est une grosse dépense imprévue »*. Néanmoins, l'effort quantitatif de l'État est indéniable dans ce domaine, surtout envers les communes.

Dans les sources, ce sont les seuls dons que l'État fait aux collectifs. Même les terres sont données en location. Pour faire face aux dépenses, les collectifs doivent vivre de leur activité. Ils vendent leur production brute ou transformée, par l'intermédiaire

[1] GLADKOV, déjà cité, p. 5 & 24. Andréi PLATONOV, *À l'avance,* [1931] L'Age d'homme, Lausanne, 1980 ; p. 32.
[2] DAXO, R845/3/1563, p. 32'.
[3] Voir illustration i41 en annexe.

des coopératives principalement[*]. Dans ce cadre, la commune *Charrue et marteau* a conclu des *« contrats de plantation »* avec l'Union coopérative rurale <*SelKoopSoûz*> pour la production de tournesol et de betteraves. De même, l'*Étoile rouge* est un *« point de vente et d'approvisionnement »* <*opornyj i prokatnyj punkt*> pour les paysans alentour où ils peuvent acheter du grain et conditionner leurs produits.

Cela dit, au-delà de la subsistance, les investissements nécessitent des crédits[1]. À suivre la démarche d'*Étoile rouge* en vue d'édifier une usine d'amidon et de mélasse <*kraxmal'no-patočnyj zavod*>, on saisit la procédure en vigueur en 1926. L'affaire est tranchée par le Comité exécutif de la Circonscription de Kharkov. La Commission du Plan <*OkrPlan*> a entendu un exposé du président de la commune. Un autre représentant du collectif présente un rapport similaire devant le présidium du Comité exécutif un mois plus tard. Les institutions concernées et un expert du Plan s'expriment. Le Comité exécutif décide enfin, en donnant des consignes aux soviets et Sections foncières locaux, aux unions coopératives et à la Banque rurale <*Sel'Bank*>. Dans le cas de la commune de Sosonka, c'est un demi-échec. Les autorités lui déconseillent de se disperser alors qu'elle n'a pas de fonds propres. Elles lui reprochent également de préférer vendre des produits transformés que des matières premières. Cela justifie qu'elles ne donnent aucune aide directe. Par contre, elles demandent aux coopératives de fournir du matériel et à la Banque Rurale d'ouvrir un nouveau crédit[2] !

La capacité d'autofinancement des différents types de kolkhozes (voir tableau suivant) permet de se faire une première idée de leurs performances économiques. Il n'est pas utile de s'attarder sur la dégradation de la situation financière de tous les kolkhozes entre 1927 et 1928. Elle sera évoquée avec la politique de *« collectivisation complète »*

[*] Le droit de vendre sur le marché privé leur est restreint ou interdit (statuts, § 33. P4/1/70, p. 115).

[1] DAXO, R1639/1/308, p. 54. R845/3/833, p. 39.

[2] DAXO, R845/3/3396, Session du présidium du 10/12/1926 : p. 1 (Résolution du Comité exécutif) ; p. 8 (Avis de Makagon, de l'*OkrPlan*) ; p. 15-18, Rapport de la commune. R845/3/833, Session de la section agricole du Plan : p. 25 (Lettre de la Banque Rurale) ; p. 36-39 et 41-42 (Rapport de la commune, version manuscrite et dactylographiée) ; p. 77 (Décision : extrait du procès-verbal du 2/12/1926).

23) La nature des ressources financières des kolkhozes (Izioum, début 1929)[1]
(en pourcentage du total des fonds utilisés).

	Communes		**Artels**		**Associations d'exploitation commune de la terre**		***Moyenne des kolkhozes***	
	1927	**1928**	**1927**	**1928**	**1927**	**1928**	**1927**	**1928**
Fonds propres	81,4	65,8	65,6	61,5	66	42,69	73	59
Fonds empruntés	18,6	34,2	34,4	48,5	44	57,31	27	41

Remarquons pour l'instant que les communes se placent en tête des toutes les exploitations collectives. Ce sont les mieux autofinancées alors qu'elles sont les plus pauvres en capital. Plusieurs explications sont possibles. Les statistiques en pourcentage ne donnent aucune idée des volumes de capitaux concernés. Les communes pourraient avoir un budget global moindre, et comme une tendance à l'autarcie leur est parfois reprochée[2], l'autofinancement ne serait que l'autre nom de la pauvreté et du repli sur soi. Il faut aussi faire l'hypothèse d'une réussite réellement meilleure dans les communes. Leur plus grande taille les rendrait plus rationnelles. De même leur volonté affirmée de pratiquer le socialisme peut être un avantage sur les autres kolkhozes qui se veulent de simples associations pour l'intérêt réciproque de leurs membres. Les communes peuvent mieux organiser leur force de travail, compter sur la conscience des travailleurs. Autre facteur possible : l'ancienneté relative des communes. Les nouveaux collectifs ont besoin de fonds importants pour démarrer l'activité et s'endettent donc plus.

Le vrai critère de rentabilité pour une exploitation agricole est son rendement. On sait qu'il est généralement bas en Russie et en Ukraine[3]. Voici les résultats comparés tels qu'ils sont présentés dans un rapport sur Izioum et ses alentours en 1929 :

[1] DAXO, P4/1/70, p. 144.
[2] Voir l'avis de Trotski au chapitre suivant.
[3] MOON, ouvrage cité, p. 137-138.

24) Rendement des cultures (circonscription d'Izioum, début 1929)[1]

NB : L'unité utilisée n'est pas indiquée dans l'original. Sans doute en pouds / déciatine

	Seigle		Tournesol		Blé d'hiver		Blé de printemps		Orge		Maïs	
	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928
Kolkhozes	73,6	70	62	72	93,6	45,1	49,2	57,5	86,1	74,6	137	130
exploitations individuelles	69	47	60	68	71,5	42	25,5	54	62,5	55	113	95

Bien que les collectifs fassent un peu mieux que les exploitations individuelles, doit-on crier victoire ? L'auteur du rapport s'en garde bien. Au contraire, il justifie ces résultats fort moyens en mettant en avant les problèmes de lotissement en terre des nouveaux kolkhozes. Cependant, en ayant à l'esprit les immenses gaspillages qui allaient suivre et l'image durable d'inefficacité des kolkhozes, ces résultats sont peut-être honorables. Il est fort dommage que les différents types de collectifs ne soient pas spécifiés.

Cette statistique existe, calculée d'après les données de 1927 pour toute l'Ukraine (voir tableau suivant). De plus, on peut reconstituer localement un indice pour 1928-1929 (voir page suivante). Dans la circonscription d'Izioum, on dispose pour chaque type de collectif du nombre d'exploitations, du nombre de foyers et des récoltes brutes de fourrage et de tournesol. La productivité par foyer (récolte / nombre de foyers) donnera une idée des performances relatives des collectifs. Ce mode de calcul n'est pas le plus avantageux pour les communes car les foyers y sont plus petits (4,57 pers.) que dans les artels (5 pers.) et les Associations d'exploitation commune de la terre (5,1 pers.).

[1] DAXO, P4/1/70, p. 142.

25) Rendement agricole dans les différents types d'exploitation (en pouds par déciatine ; Ukraine, 1927[2])

	Blé d'hiver	**Seigle d'hiver**	**Avoine**	**Orge**	**Maïs**	**Tournesol**
Communes	105,5	91,2	73,3	65	115,2	77
Artels	91,8	80,3	73,6	56,6	113,8	73,7
Associations d'exploitation commune de la terre	75,4	67,6	64,3	58,4	105,2	65,2
Moyenne des kolkhozes	96,7	78,4	66	58,3	106,7	66
Exploitations individuelles	68,9	62,6	59,3	42,4	67,2	52,2
Sur-rendement des kolkhozes	40,3 %	25,3 %	11,3 %	37,5 %	58,8 %	26,5 %

Les communes gagnent la compétition haut la main[2]. Elles creusent l'écart au point qu'on doute que les artels et Associations d'exploitation commune de la terre méritent vraiment une place sur le podium. Que pourrait-on objecter à cette supériorité économique ? La superficie moyenne des communes est certes beaucoup plus grande, mais rappelons que la surface par personne est égale dans les communes et les artels et seulement de 25 % inférieure dans les Associations d'exploitation commune de la terre (voir p. 467). Il est possible d'excuser partiellement les Associations d'exploitation commune de la terre au motif de leur jeunesse. Manque d'habitude et problème de lotissement en terre peuvent influer sur la production (bien qu'à ce point-là…). Par contre, l'argument ne vaut pas pour les artels, en moyenne aussi anciens que les communes (voir tableaux p. 399 et 402). De plus, il faut rappeler que les communes sont les plus pauvres des kolkhozes, par leur composition sociale comme par leur capital. Il ne reste qu'à lire le tableau : la productivité est directement fonction

[2] *Socialistyčne budivnyctvo v sil's'komu hospodarstvi : cyfrovi materially,* déjà cité, p. 51.

[2] La meilleure productivité des communards est confirmée par V. KAČYNS'KYJ, « Sučasne kolektyvistyčne budivnyctvo », Bil'šovyk Ukraïny, n°9-10 du 30/05/1928, p. 49. En 1925-26, dans les communes, un travailleur rapporte 329,8 krb contre 202,2 dans les associations. Une déciatine de terre communarde rapporte 101,1 krb contre 94,4 krb dans les autres kolkhozes.

de l'application des principes collectivistes.

26) Productivité des différents types de collectifs en pouds par foyer (circonscription d'Izioum, début 1929)[1]

Type de collectifs	**Nombre de collectifs**	**Fourrage**	**Tournesol**
Communes	8	233,54	23,13
Artels	11	116,58	19,19
Associations d'exploitation commune de la terre	13	35,81	2,19
Moyenne globale par foyer	32	93,01	10,31

Ce calcul n'avait pas été systématiquement fait à l'époque. Alors qu'ils possédaient toutes les données brutes, les services de l'État n'ont pas jugé utile de comparer la productivité et la rentabilité des différentes formes de kolkhozes à Izioum. Difficile d'y voir un oubli. D'autant plus que d'autres indicateurs sont parfaitement individualisés s'agissant de l'input (terres, matériel, cheptel, ressources financières). Par contre l'output relatif (rendement) reste indéterminé ou n'est pas calculé (productivité). Une exception toutefois trahit les vraies préoccupations de l'État. La *tovarovist'* (c'est dire le pourcentage de récolte brute qui est commercialisé) est chiffrée précisément pour chaque type de collectif (voir tableau suivant). Là encore les communes font figure de meilleures élèves. En livrant une part importante de la récolte, elles restent fidèles aux premiers principes, édictés dès 1918. Elles ont toujours visé l'intégration à l'économie globale. Pour des foyers pauvres, c'est un bel exploit car, en menant une exploitation individuelle, ils auraient été réduits à une agriculture de subsistance. La performance des communes est certes moindre concernant le tournesol.

[1] Calculé d'après DAXO, P4/1/70, p. 140 et 142.

27) Part des récoltes mise sur le marché[1]

NB : Dans les exploitations individuelles, 22 à 23 % de la récolte sont commercialisés.

Type de collectifs	**Nombre de collectifs**	**Fourrage**	**Tournesol**
Communes	8	50 %	35,6 %
Artels	11	36 %	59,5 %
Associations d'exploitation commune de la terre	13	24,7 %	6,5 %
Moyenne	32	39,8 %	43,1 %

Il est étonnant que ces grosses productrices puissent en être également de si grandes consommatrices. Il est probable qu'elles en transforment une partie sur place. Comme la commune *Étoile rouge,* elles commercialiseraient un produit fini (huile, tourteaux…). L'État n'appréciait guère cet effort d'auto-industrialisation, peut-être parce qu'il faisait diminuer statistiquement la *tovarovist*[*]. Cela ne saurait toutefois occulter leur plus grande intégration aux échanges économiques, leur refus de l'autarcie. Là encore, la réussite est au prorata du collectivisme. À l'opposé des communes, les Associations d'exploitation commune de la terre, kolkhozes *a minima*, commercialisent à peine plus que les exploitations individuelles. Tout cela a une grande signification en 1928-1929. *« Crise du stockage »* ou *« grève des koulaks »,* la quantité de grain en circulation a diminué au point de menacer l'approvisionnement des villes[2].

L'État aurait toutes les raisons d'être satisfait des communes. Elles produisent plus et mieux, livrent beaucoup d'excédents et se conforment, qui plus est, aux principes communistes officiels. Pourtant, au-delà de la propagande dans la presse populaire, on ne sent guère d'enthousiasme pour les communes dans les milieux

[1] DAXO, P4/1/70, p. 143.

[*] Rappelons cependant que leurs statuts font obligation aux communes de développer leurs capacités industrielles.

[2] SOKOLOFF, ouvrage cité, p. 358-359.

dirigeants. Ils veulent la collectivisation mais se soucient peu de ses formes, ou plutôt : ils ne croient guère aux chances de la forme *commune*.

> *« D'après les résolutions du XVe congrès du Parti* [en décembre 1927], *les formes les plus simples de collectifs (Associations d'exploitation commune de la terre et Association pour les machines et tracteurs) sont reconnues comme les formes dans lesquelles la collectivisation de l'agriculture se passera dans l'immédiat, en (...) raison [de] leur grande accessibilité à la compréhension de larges masses de la paysannerie et de leur correspondance aux conditions de la NEP ».*

Les communes et artels sont en outre accusés, malgré leurs succès, d'être mal organisés et d'être le lieu de *« fréquentes disputes »* contrairement aux Associations d'exploitation commune de la terre[1]...

Du côté des communes, l'humeur est également maussade vis-à-vis de l'État. Lors de la purge du PC à la commune *Charrue et marteau,*

> *« le cam. Bouhar, un vieux communard devenu récemment sympathisant du Parti déclare que <<l'exploitation collective sous forme de commune n'est pas avantageuse au moment présent ; le prix du blé est bas et nous ne pouvons pas vendre sur le marché libre ; des gens qui ne travaillent pas, il y en a beaucoup à la commune : des enfants et des vieux ; il y a peu de terre ; l'État aussi n'aide pas suffisamment ; et en fait pour un an de labeur, il ne reste rien à ceux qui travaillent>> »*[2].

Le désamour et les désillusions réciproques ne s'expliquent pas uniquement ni principalement par des raisons objectives. Elles reflètent plutôt l'évolution de la représentation des communes dans les grands débats d'idées des années vingt.

[1] M. LEVENŠTAM, « Kollektivizaciâ kresťânskogo xozâjstva i puti eë razvitiâ na Ukraine », Komsomolec Agitator, n°7 (04/1928) p. 28-30.

[2] P4/1/70, p. 115, *Politycnyj nastrij v komuni.*

Я закоханий у комуну. Про це не можна казати нікому, як про перше кохання.

Микола Хвильовий
« Синій листопад »

Je suis amoureux de la commune. C'est comme un premier amour, on ne peut en parler à personne.

Mykola Khvylovy
« Novembre Indigo »

2.3 La bataille perdue des mots

Ce travail a suivi, dans les communes urbaines et rurales, beaucoup d'anonymes et de rares personnalités. Ces différents types de communards tranchaient plus dans leurs milieux respectifs qu'ils ne différaient fondamentalement entre eux. Indigence matérielle et/ou spirituelle, émergence d'un ordre à partir des accords et désaccords entre les personnes, mise en question ou reconstruction de l'autorité : jeunes communistes, étudiants, acteurs, enfants abandonnés et paysans traversent les mêmes épreuves. Pourtant, il n'y a pas vraiment de confrontations entre ces diverses expériences. Elles restent isolées les unes des autres. Il ne semble même pas qu'il y ait de contacts d'une commune paysanne à l'autre, excepté lors d'occasionnels congrès des kolkhozes. De plus, ces communes sont marginales dans leurs milieux sociaux respectifs.

Les communards n'étaient certes guère plus nombreux proportionnellement en 1919, mais ils monopolisaient l'attention. Sur le fond d'un paroxysme des tensions sociales, c'était le résultat d'une brusque concentration en une forme unique des différentes représentations de la *commune* élaborées par les révolutionnaires avant 1917. Avec la NEP, le processus reprend, mais à l'envers. Le terme de *commune* couvre maintenant des expériences diverses socialement et éparpillées géographiquement. Son sens est moins évident. Il n'est plus imposé par les événements, par l'acte

révolutionnaire de quelques dizaines de gueux prenant un domaine. La signification devient plus floue et fluctuante, afin de rendre compte aussi bien de communautés de jeunes qu'on éduque, que d'artistes engagés dans une création collective.

Le travail sur le sens de la *commune* échappe alors à ses participants pour devenir l'apanage des producteurs patentés de représentations. La société soviétique n'en est plus aux restructurations violentes de 1917-1921 et le niveau d'activité sociale et politique de la population est retombé. S'il s'agit d'une stabilisation, elle nécessite des repères. Les grands débats de la NEP, même s'ils sont encadrés, témoignent du besoin de définir de nouvelles normes sociales. Les communes sont un des lieux communs de ces discussions et la façon de les évoquer trahit certains enjeux de pouvoir et conditionne le développement futur des collectifs.

Ces débats sont largement médiatisés par la presse de l'époque. Théoriciens, essayistes et littérateurs jouissent ainsi d'une grande audience par leur capacité à exprimer les faits sociaux, sans parler de leur influence supposée sur les évolutions ultérieures. Le registre des sources change ici complètement. Loin des laborieux et précis comptes-rendus, il faudra s'intéresser à des documents moins informatifs qu'idéologiques : articles de presse participant à l'élaboration et à la diffusion de la « ligne » officielle sur les questions de l'agriculture et du mode de vie ; nouvelles, romans et pièces de théâtre mettant en scène la jeune Ukraine soviétique. Le statut de ceux qui écrivent ces textes a son importance. Il ne s'agit plus de responsables subalternes, mais d'*auteurs,* intellectuels et/ou dirigeants. Certains sont des plus renommés, tel Léon Trotski.

2.3.1 LA QUESTION AGRAIRE EN 1925 ET 1927[1]

Le 5 décembre 1925, ce dernier publie dans la <u>*Pravda*</u> un article *« Sur la question des communes agricoles »*. Le fait n'a rien d'anodin. Après les discours de

[1] Ce chapitre s'appuie sur une communication faite le 11 mai 2001 au séminaire de l'Arsenal *Utopies au XIX*e *siècle*, co-animé par Michèle RIOT-SARCEY (Paris VIII), Philippe REGNIER (Lyon II) et Isabelle TOURNIER.

Lénine en 1919-1920 et avant les prises de position de Staline lors de la collectivisation, les communes ne sont presque jamais analysées par des dirigeants de premier plan pendant la NEP. À part Trotski, seul Kalinine a écrit quelques études sur le sujet à la même époque ; mais les textes de l'un et de l'autre ne sont pas du même ordre. Bien que certaines observations se recoupent d'un auteur à l'autre, les articles de Kalinine sont des présentations synthétiques des communes alors que Trotski en développe la critique[1]. De plus, Kalinine, – surtout connu comme faire-valoir paysan parmi les dirigeants bolcheviques –, n'a pas l'aura de Léon Trotski.

L'influence de Trotski est cependant problématique en 1925. Il publie certes dans la *Pravda* qui est le quotidien du Comité Central du Parti Communiste pour toute l'URSS. Dans le jargon de l'*agitprop*, le journal est qualifié d'organe *« dirigeant »,* c'est-à-dire indiquant l'orientation à suivre. De fait, il sert de modèle pour la presse de chaque république soviétique, circonscription, arrondissement. Directement ou indirectement, la prose de la *Pravda* atteint même les villages les plus reculés. Y signer un article est une marque de pouvoir tant directement politique qu'idéologique. Trotski est cependant déjà en disgrâce. En janvier, il a perdu une première manche de la lutte qui l'oppose au clan stalinien. Il a dû démissionner du poste de Commissaire du peuple à la Guerre. Sa nomination à la tête de la Commission des concessions, en mai, est symboliquement la confirmation de cette relégation. Une petite vingtaine de ses articles paraît tout de même cette année-là dans la *Pravda*. Mais excepté quelques discours et hommages funéraires, il traite essentiellement de questions économiques sous l'angle le plus technique : électrification, production ou agriculture comme dans cet article[2].

Même si le sujet de ces articles semble secondaire dans la lutte politique en cours, il ne faut pas minimiser l'importance que Trotski doit accorder à ces tribunes.

[1] L. TROCKIJ, « K voprosu o sel'sko-xozâjstvennyx kommunax », Pravda, n°278 (5/12/1925). KALININ, *O značenii sel'.-xoz. kommun…* (13 & 14/11/1925), déjà cité. Voir également deux autres articles de Kalinine dans la Pravda du 4/03/1925 et les Izvestiâ du 13/11/1925 (cités par WESSON, ouv. cit., p. 135-136, 143).

[2] Peter KENEZ, *The birth of the propaganda state : soviet methods of mass mobilization 1917-1929,* Cambridge University Press, Cambridge, 1985 ; p. 226. Pierre BROUÉ, *Trotsky,* Fayard, Paris, 1988 ; p. 957. Louis SINCLAIR, *Trotsky : a bibliography,* Scholar press, [Berkeley, Calif.], 1989 ; p. 375-382.

Depuis son entrée en politique, l'écriture a joué pour lui un rôle central comme le rappelle son premier pseudonyme : *La Plume* (*Pero*). Plus tard, à l'époque où il se tient à l'écart des fractions social-démocrates et ne s'investit pas dans les tâches organisationnelles, il crée un journal, la première *Pravda,* éditée à Vienne. Enfin, dans les années vingt, il ne renie pas certaines des conceptions qui l'avaient opposé à Lénine avant 1917, – telle la fameuse révolution permanente –, quitte à affaiblir sa position dans le Parti communiste (il permet en effet à ses adversaires de construire un *trotskisme,* épouvantail facilement opposable au *léninisme* de rigueur). L'activité littéraire et la lutte politique entretiennent donc chez Trotski des rapports complexes : écrire semble tellement indispensable pour agir que les nécessités de l'écriture semblent parfois prendre le pas sur celles de l'action[1].

L'article sur les communes agricoles ne peut donc être un exercice purement formel et doit avoir une signification politique quand bien même son auteur se serait cantonné à des problèmes d'apparence technique. Faisant suite à une publication de septembre, déjà dans la *Pravda* (*« Les machines et le matériel agricoles au centre de l'attention »* [2]), l'article de décembre témoigne d'une attention particulière accordée à l'agriculture. La question est d'actualité depuis avril 1925, l'appel de Boukharine en faveur de l'enrichissement des paysans ayant alors fait polémique. Les problèmes agraires deviennent un des terrains d'affrontement privilégiés entre les factions du PC dans la mesure où la politique agricole met en cause l'essence même de la NEP. Mil-neuf-cent-vingt-cinq est une année pivot, à mi chemin entre le début de la NEP (1921) et sa fin (1929). La Nouvelle politique économique avait signifié la fin des prélèvements de grain par l'État et la reconnaissance de l'initiative agricole privée. Le retour de l'interventionnisme étatique et la *« restructuration socialiste »* de l'agriculture marquerait le début du Grand tournant stalinien. L'an 1925 paraît être à la croisée des

[1] BROUÉ, *ibidem*, p. 135, 425, 441-458. *Bilan et perspectives,* manifeste des conceptions de Trotski en 1906 sur la révolution permanente, a été réédité dès 1919 (Léon TROTSKY, *Bilan et perspectives,* Seuil « Points », Paris, 1974).

[2] L. TROCKIJ ; « Sel'skoxozâjstvennye mašiny i orudiâ v centre vnimaniâ ! », Pravda du 30/09/1925.

chemins non seulement dans le regard rétrospectif de l'historien, mais aussi dans celui des contemporains. Trotski a publié une étude économique intitulée symptomatiquement *Vers le capitalisme ou vers le socialisme*[1] *?*

L'article qu'il présente au lecteur de la *Pravda*[2] n'est pas aussi abouti et ressemble plus à un document de travail dont l'objet est énoncé dès les deux premiers paragraphes : *« faute d'un stimulant interne pour intensifier le travail, les communes végètent »*. Dans le corps de l'article, quatre types de discours sont ensuite mis bout à bout. Du quatrième au neuvième paragraphe, Trotski reprend textuellement une lettre que des membres de la commune *Avant-garde* (région de Zaporojie) lui avait adressée. Les quatre paragraphes suivants (§ 10-14) sont à nouveau une citation : il s'agit d'une lettre de Trotski à la Commission centrale de contrôle du Parti communiste. Ensuite, Trotski rapporte en six paragraphes (§ 15-20) les enseignements de sa visite dans une deuxième commune, le *Phare communiste* (district de Tver). Enfin, en conclusion, l'auteur généralise son propos dans une analyse socio-économique (§ 21 à 26).

Comme dans la technique du collage pratiquée par les avant-gardes artistiques de l'époque, l'article juxtapose des éléments fort disparates. Chacun renvoie à une posture particulière, à un des statuts de l'auteur. Les analyses socio-économiques renvoient au rôle d'expert que Trotski peut jouer, fort de sa position à la Commission des concessions. De façon connexe, le bilan de la visite d'une commune dans le district de Tver, écrit d'après ses constatations *de visu*, se rapproche d'un exercice journalistique traditionnel. Il donne en même temps à sentir la popularité de Trotski, sollicité comme « grand homme » pour rencontrer les « petites gens » et analyser les « petites choses » (et ce malgré la réserve formelle de l'auteur à tirer trop de conclusions d'un séjour de *« quatorze heures, nuit comprise »*). Les communards de Zaporojie, qui avaient eux-mêmes été visités par Trotski à l'occasion d'un déplacement

[1] L. TROTSKY, *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?,* dans *La question paysanne en URSS de 1924 à 1929 (recueil de textes présentés par M. FICHELSON et A. DERISCHEBOURG),* Maspero, Paris, 1973 ; p. 87-138.

[2] Voir la traduction intégrale en annexe. J'indique en référence des citations le numéro des paragraphes de la traduction.

en Ukraine au début de septembre 1925[1], s'en remettent tout autant à son jugement pour sortir leur collectif de l'impasse.

Cette lettre des communards ukrainiens fait d'ailleurs partie d'un genre en pleine expansion à l'époque, la correspondance des simples citoyens avec les institutions soviétiques, correspondance qui trahit les attentes et l'impuissance du peuple envers le pouvoir et ses représentants. De façon encore plus nette, le courrier de Trotski à la Commission centrale de contrôle du PC rappelle la position de son auteur, au sommet du Parti. Au delà de la situation institutionnelle, l'influence intellectuelle de Trotski est indéniable. Le contenu de sa lettre est discuté par exemple par Kalinine dans un de ses articles sur les communes, avec sérieux et sans esprit de polémique[2]. Néanmoins, l'accumulation des signes de puissance dans l'article de la *Pravda* semble aussi être une façon de conjurer vis-à-vis du public la situation d'opposant minoritaire.

L'article fait ainsi entendre de multiples voix, dont chacune renvoie à des intentions et à des enjeux de pouvoir particuliers. Derrière l'apparente simplicité du propos sur la productivité du travail dans les collectifs, s'ouvre un second plan jouant des représentations des communes tant dans la société soviétique que chez Trotski lui-même. La complexité du texte oblige à une double approche, séparant l'explicite et l'implicite.

2.3.1.1 Critiquer les communes…

Les extraits du courrier des membres d'*Avant-garde* au début de l'article entendent attirer l'attention du lecteur sur l'acuité et la réalité des problèmes auxquels les communes sont confrontées. La longue citation rappelle bien des rapports conservés dans les archives de l'administration foncière et sur lesquels s'appuie le présent travail. L'histoire du collectif de Zaporojie est parfaitement représentative des tentatives qui, commencées dans le dénuement et l'enthousiasme à la fin de la guerre civile, s'enlisent

[1] SINCLAIR, ouvrage cité, p. 379.
[2] KALININ, *O značenii sel'.-xoz. kommun…,* in POLÂNSKIJ, ouv. cit., p. 227.

avec l'affirmation de la NEP. *« L'incompétence à diriger une grande exploitation combinée »* met fin à l'illusion de maîtrise des techniques agricoles et économiques. La *« routine [qui] avait commencé »* douche *« l'engouement aveugle »* des débuts et nuit à l'organisation du travail. L'inflation des *« demandes individuelles »* nuit à l'entente collective. Enfin, le *« retard culturel »* borne les ambitions. Le problème de *« l'absence d'intérêt personnel immédiat pour le travail »* est pointé (§ 5). De ce point de vue, Trotski n'a pas tort de montrer le *« caractère général »* des problèmes posés par les communards ukrainiens (§ 10).

Le cœur de son argumentation est développé après, dans une lettre *« écrit[e] le 21 septembre de cette année à la Commission Centrale de Contrôle »* (§11-14). Trotski brosse un grand tableau des problèmes économiques posés, dans l'agriculture, par le passage du Communisme de guerre à la NEP (§ 11). Il conclut que le *« moral »* des communes *« baisse alors que tout autour l'agriculture se développe dans les fermes privées »*. Ensuite (§ 12), il insiste sur le manque d'intéressement personnel dans les communes, quitte à reprendre des clichés de l'anticommunisme :

> *« Celui qui travaille avec application n'est aucunement récompensé. Celui qui travaille peu ou mal n'y perd rien. Les communards les plus ardents tiédissent et se mettent à travailler « comme les autres », c'est-à-dire sans passion ».*

Au paragraphe suivant (§ 13), il durcit encore le ton en opposant l'idéal du *« communisme intégral »* (§ 12) et la réalité :

> *« Quoique les principes sur lesquels reposent les communes de ce type soient sublimes d'un point de vue abstrait, il est évident qu'elles sont vouées à la mort économique tant qu'elles n'élèvent pas la productivité du travail ».*

Leur sincérité ne vaut aux collectivistes aucune clémence de la part de Trotski. Il légitime au contraire la méfiance de l'État et du Parti qu'avaient ressentie les membres d'*Avant-garde* (§ 6) : *« Ce ne sont pas des dotations, des subventions ou des crédits qui*

pourront (...) sauver » les communes. Surtout, il fait l'apologie de l'individualisme : *« Il faut faire dépendre la rétribution de la quantité et de la qualité du travail »* de chacun et *« introduire un salaire en argent, en le fixant par rapport à la participation individuelle au travail »* (§ 13).

La charge contre les principes communards paraît déjà rude, mais le propos est encore durci ensuite, dans la description de la commune *Phare communiste* (§15-20). Là encore, il s'agit d'un collectif typique des années de la NEP. Composée d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres, tous jeunes, souvent démobilisés de l'armée Rouge, adhérents de la JC, la commune apparaît comme le refuge des pauvres. Pour cette raison-même son effectif est instable. Pour montrer les problèmes inhérents à ce type de recrutement, Trotski présente des arguments pratiques contre le collectivisme égalitaire :

> *« Un forgeron de village expérimenté (un cosaque, d'ailleurs) recevait pour l'année les mêmes 240 roubles qu'un jeune de dix-huit ans sans qualification qui apprend l'agriculture dans la commune. Comment cette égalité complète se reflétait-elle sur la productivité du travail ? De façon négative. La répartition des communards pour les travaux courants prenait beaucoup de temps et revêtait un caractère quasiment bureaucratique. Selon la règle générale, on travaillait sans ardeur. On traitait le matériel sans égards. On avait tendance à se cacher derrière les autres. Personne ne répondait jamais directement et il était rare que quelqu'un s'efforce de faire un travail mieux que les autres »* (§17).

Outre qu'il reprend et aggrave l'accusation de déresponsabilisation contre le collectivisme, Trotski dépasse ici la simple défense de la productivité par l'encouragement de l'intérêt personnel. En opposant *« un jeune de dix-huit ans sans qualification »* à *« un forgeron de village expérimenté (un cosaque, d'ailleurs) »*, il ne s'arrête pas aux compétences professionnelles mais renvoie à une inégalité qui serait *naturelle*, car fondée sur l'âge et sur l'origine. Un ancien ne pourrait supporter de gagner comme un jeune, *a fortiori* si cet ancien est un cosaque, c'est-à-dire s'il est issu

d'un groupe socio-ethnique connu pour sa fierté et sa cohésion. Il s'agit sans doute dans l'esprit de Trotski de faire preuve de réalisme, de pragmatisme, en s'adaptant à ce qu'il pense être les préjugés régnant à la campagne. Il se retrouve ainsi dans les mêmes contradictions que le discours bolchevique de 1919-1920 : en ménageant un conservatisme paysan pré-construit, il devient impossible de penser la transformation sociale.

Après être allé si loin contre l'égalitarisme, Trotski doit revenir quelque peu en arrière et tenter de ménager la chèvre individualiste et le chou collectiviste. C'est pourquoi, à l'exemple du *Phare communiste,* Trotski propose d' *« introduire le ressort de l'intéressement personnel, mais en faisant en sorte de ne pas détruire les cadres de l'entraide et de la camaraderie »* (§ 19). Le nouveau système semble pourtant assez strict :

> *« Si, sous la direction du chef, les travailleurs de tel ou tel secteur remplissent leur plan prévisionnel, c'est-à-dire qu'ils rapportent à la commune le revenu indiqué ou même le dépassent, ils reçoivent un pourcentage pour leurs besoins personnels. Cette somme est en sus de la gratification que tout le monde reçoit à l'identique, c'est-à-dire en plus des 240 roubles par an. En cas d'incurie ou de mauvaise volonté flagrantes au travail, on autorise des retenues sur l'allocation principale de 240 roubles »* (§ 19).

Amendes et primes : voilà qui est calqué sur le système industriel dont Trotski incite à s'inspirer (§ 18) ; mais il s'agit de la variante la plus capitaliste et autoritaire de l'organisation du travail. Il ne reste qu'une concession à l'égalitarisme. *« Ces [...] sommes sont réparties de façon égale entre le chef et les travailleurs au sein de chaque département »*.

L'expérience est encore trop récente pour avoir donné des résultats probants, mais au moins,

> *« le matin, il n'est pas nécessaire de secouer les gens pour les sortir du lit*

> *et les mettre au travail. Ce qu'il faut d'intéressement et d'émulation les met sur pied quand il faut. Beaucoup de différends personnels, extrêmement fâcheux et porteurs de discordes (« Pourquoi moi et pas Pierre ? », « Pourquoi Ivan n'a-t-il rien à faire ? » etc.) disparaissent maintenant »* (§ 20).

Si pour Trotski, la leçon est d'abord économique (*« la productivité du travail et le soin envers le matériel augmentent indiscutablement »*, § 20), les nouvelles mesures auront surtout eu un effet sur la vie quotidienne, maintenant pacifiée des frictions interpersonnelles. La morale qu'on peut tirer de l'article est une maxime du juste milieu : il faut croire qu'un peu d'individualisme sauverait les collectifs.

2.3.1.2 … Pour mieux les défendre

Au détriment de la cohérence stylistique ou argumentative et outre le collage de différents types de discours, Trotski fait de fréquents allers-retours entre trois instances d'analyse : l'économique, le politique et le quotidien (mode de vie). En les reprenant une par une, se découvriront d'autres logiques à l'œuvre dans le texte.

L'argumentation économique domine tout le texte, donnant aux affirmations de Trotski l'apparence de l'objectivité. À y regarder de plus près, cette logique n'est pourtant pas sans faille. Ainsi les causes économiques de l'échec de la commune *Avant-garde* (§ 6-7) apparaissent surtout liées à des phénomènes extérieurs : aléa climatique, général en 1924 et particulier en 1925 ; endettement dû au recours à des emprunts à court terme, à taux élevé. La lettre ne présente qu'une seule évaluation de la validité économique intrinsèque des principes communistes.

> *« Les avantages du travail collectif sont modestes. Par exemple, les sept personnes qui s'occupent des semailles font le travail de 20 personnes dans une exploitation individuelle ; pour la récolte du blé, il faut 25 personnes au lieu de 50 ; il y a une réelle économie de moyens dans l'approvisionnement de l'exploitation et de ses membres ; les produits alimentaires s'écoulent mieux etc.. Mais tous ces avantages recouvrent à peine les pertes dues au relâchement et à la mauvaise volonté dans le*

travail » (§5).

Malgré le *« relâchement et la mauvaise volonté dans le travail »,* la productivité de la commune est donc au moins le double de celle des exploitations privées. À rebours des postulats de Trotski et des impressions des communards eux-mêmes, l'efficacité économique des communes est réelle et ce d'après un document censé prouver le contraire.

On peut alors remettre en cause la stratégie argumentative de l'article. La lettre des communards et les observations de l'auteur étaient présentées comme des sources brutes dont Trotski déduisait naturellement l'inefficacité productive du collectivisme. En fait, le texte fonctionne à l'inverse. Trotski est mu par une exigence d'efficacité économique globale et les communes ne sont qu'une occasion, sinon un prétexte, pour revenir sur ces questions. La question de la productivité du travail s'identifie largement au *« retard culturel général »* dont parlent les communards (§ 5). Ce *« retard russe »* et son nécessaire *« rattrapage »* obsédait d'ailleurs l'intelligentsia depuis le siècle précédent.

De telles préoccupations, très présentes chez Lénine ou Trotski, nourrissent leurs projets d'action[1], car, avec la révolution, le retard économique russe est devenu un retard *soviétique* mettant en jeu les capacités productives du nouveau régime. De ce point de vue, la commune devient une métaphore de l'URSS et de son idéologie : quoi de plus *communiste* qu'une *commune* ? La comparaison économique entre le collectif et l'exploitation individuelle voisine rejoue la compétition entre le pays des soviets et le monde capitaliste et pose la question de l'avenir du collectivisme. Après réduction d'échelle, on constate que l'article sur les communes reprend exactement la problématique de *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* : *« Nous et le monde capitaliste »,* c'est-à-dire *« Le développement socialiste et la puissance du marché*

[1] Voir INGERFLOM, ouvrage cité, p. 174 et suivantes. Joseph BOUMENDIL, « Projet léniniste et héritage russe », Revue d'études comparatives Est / Ouest, Volume 27- Mars 1996 - n° 1 ; p. 167. Les mêmes idées se retrouvent chez TROTSKY, *Bilan et perspectives*.

mondial »[1].

Au-delà des jeux de discours, la pauvreté, réelle, est le signe tangible du sous-développement économique de l'URSS. Rappelons qu'une communarde voyait le communisme réalisé par la possibilité de prendre trois repas par jour. Le risque de disette et de famine est présent dans tous les esprits, des milieux populaires jusqu'aux élites dirigeantes. La résurgence de la question agraire dans les débats en 1925 naît d'une mauvaise récolte en 1924[2], faisant craindre une nouvelle pénurie agricole. Le spectre de 1920-1921 hante les bolcheviks. Le manque de grain avait alors résulté autant de l'hostilité paysanne au pouvoir communiste, que de la ruine matérielle générale du pays. Marqués par ces expériences et ces représentations, les différents clans dans le Parti essaient donc de proposer une politique envers la paysannerie en même temps qu'un schéma général de développement économique.

À la fin de 1924, le concept de *« socialisme dans un seul pays »* apparu sous la plume de Staline répond à la nécessité d'un plan global. Différents dirigeants du PC en dessinent les détails en tentant d'intégrer les intérêts de la paysannerie propriétaire au développement général de l'économie soviétique. Kamenev propose une baisse des tarifs industriels doublée par contre d'un prix minimum garanti pour la vente des produits agricoles. En avril 1925, Boukharine dit les choses beaucoup plus clairement. D'après lui, la situation actuelle mécontente tout le monde.

> *« Nous sommes trop draconiens avec les paysans riches, ce qui fait craindre aux paysans moyens d'être soumis à une autorité administrative rigide s'ils améliorent leur propre exploitation ; et le paysan pauvre murmure, parce que nous l'empêchons d'employer sa force de travail chez le paysan riche (...). Il nous faut développer également les exploitations riches afin de porter secours aux paysans pauvres et de la classe moyenne ».*

Défendant que l'enrichissement des plus aisés fera le bonheur des pauvres, Boukharine

[1] TROTSKY, *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?,* dans *La question paysanne en URSS...,* déjà cité, p. 90, 122.
[2] *La question paysanne en URSS...,* déjà cité ; présentation p. 34.

lance un cri, déjà célèbre :

> *« Nous devons dire ceci à tous les paysans, à toutes les classes paysannes :* ***enrichissez-vous****, accumulez, développez vos exploitations. (...) À présent nous devons mener une politique qui fasse disparaître la pauvreté »*[1].

Certes, Boukharine a dû adoucir ses propos avant leur publication tellement ils avaient fait scandale. Néanmoins, la XIVe conférence du PC, qui se tient dans la foulée, traduit cette conception en mesures pratiques. *« Le droit illimité à l'achat de la force de travail, à la location des terres et de toute autre forme de tenure (...) est officiellement reconnu »*. Dans un tel contexte, les communes sont largement ignorées vu que les ruraux pauvres ne sont sollicités qu'en tant que main d'œuvre potentielle des koulaks. Elles sont même méprisées. Comme le dit Rykov *« l'organisation collective de quelques paysans travaillant la terre avec une charrue de bois, ce n'est pas la construction du socialisme »*[2]. Cela explique *« le regard négatif de la part des organes supérieurs de la coopération et de l'économie »* sur les communes dont se plaignent les membres d'*Avant-garde*, quand ils rappellent que *« de tous côtés, on sentait de la méfiance envers les communes. Beaucoup les regardaient et les regardent encore comme un phénomène fâcheux et inactuel »* (§ 6). La constatation de ce fait social sonne aussi comme une critique politique à laquelle Trotski s'associe pleinement.

Dans le contexte, consacrer un article aux communes c'est réagir publiquement contre la méfiance anti-collectiviste, c'est attaquer la politique de la faction Staline-Boukharine à la tête de l'État Soviétique. Trotski continue de défendre la perspective de la collectivisation et de l'industrialisation.

> *« Les éléments du socialisme agraire vont croître lentement, progressivement, et de façon assez disparate. Mais ce processus*

[1] J. V. STALIN, *The October revolution and the tactics of the Russian communists* (dec. 1924 ; preface to the Book *On the Road to October*), in *Problems of Leninism* Foreign Languages Press, Peking, 1976 ; p. 129. I. KAMENEV, *Les questions économiques à l'ordre du jour* (25/10/1924) et N. BOUKHARINE, *La nouvelle politique économique et nos tâches* (17/04/1925), dans *La question paysanne...*, déjà cité ; p. 64, 151-152.

[2] *La question paysanne,* déjà cité ; introduction, p. 37-38.

connaîtra une période critique après laquelle la collectivisation de l'agriculture avancera beaucoup plus vite grâce à la puissance de l'industrie » (§ 26).

Comment atteindre cet objectif ? Pour Trotski, il s'agit avant tout d'une lutte politique, dont la clé et le modèle sont à chercher dans le Parti communiste.

> *« Une cellule révolutionnaire peut jouer un rôle décisif au bon moment dans une usine ou un régiment. De même, quand les conditions seront mûres pour le passage à un type d'exploitation supérieur techniquement et socialement, les communes les plus efficaces pourront jouer un grand rôle dans les campagnes »* (§ 26).

Après avoir été une métaphore de l'URSS, la commune devient une image du Parti qui permet aussi une critique indirecte de la tyrannie de l'appareil et de la bureaucratisation. Les remarques de Trotski quant au fonctionnement interne des communes sont en effet transposées de celles qu'il formule à propos du Parti. Les allusions sont transparentes quand il vise la perte d'autonomie et les cadres trop vite promus.

> *« Dans la vie des communes, le commandement extérieur ne peut justement avoir aucune place. Il ne faut pas destituer des militants responsables de la commune et en nommer d'autres. Il ne faut pas ordonner à la commune d'élire tel ou tel président ».*

Le dirigeant de l'Opposition de gauche s'élève également contre l'utilisation des meilleurs communards comme fonctionnaires soviétiques : *« On ne doit pas abaisser le niveau en retirant à la commune ses militants les plus actifs et les plus précieux pour les muter à un autre travail »*. À travers les exemples pris dans la région de Kharkov, nous avons vu à quel point ce problème handicapait les collectifs.

Trotski aura été un des rares, voire le seul, à le percevoir. L'acuité de son analyse vient de l'ambition d'engager une lutte politique pour contrer les évolutions sociales en cours. Cette démarche est-elle de nature à répondre aux attentes de communards ? Rien n'est moins sûr. Les membres d'*Avant-garde,* constatant que *« sans capital et*

sans bâtiments, il est trop difficile d'organiser les gens » (§ 6), réclamaient *« de nouvelles formes de lutte contre les koulaks »* (§ 9). Trotski ne propose que de *« lutter contre l'indifférence et le manque d'attention envers les communes »* en encourageant, *« dans la presse, la médiatisation de leurs difficultés, de leurs recherches, de leur expérience »* (§ 26). Malgré tout, il partage profondément et propage le pessimisme qui entoure le collectivisme. Quand bien même les communes surpassent largement les exploitations individuelles, il reprend l'affirmation selon laquelle *« les avantages du travail collectif sont modestes »* et impute cette carence au *« principe du communisme intégral »*.

De plus, en mettant les communes en garde contre *« l'autarcie »*, contre *« l'envie de tout produire chez soi, même n'importe comment »* (§ 22) – grief courant[1], mais qui ne semble pas correspondre à la réalité (cf. p. 478) – Trotski va quelque peu à l'encontre de l'autonomie défendue plus haut. Enfin, dans ses prescriptions, le médecin envisage froidement de tuer le malade. Après l'application des mesures d'assainissement économique,

> *« il n'est pas exclu que la commune finisse par ressembler à un kolkhoze, c'est-à-dire à un type d'exploitation moins parfait du point de vue de l'avenir communiste. Enfin, il n'est pas exclu non plus que la commune s'effondre totalement. Mais si on a peur des loups, il ne faut pas aller dans la forêt ! »*.

Le sens de l'article n'a donc rien d'évident d'emblée, la profession de foi collectiviste étant masquée par réalisme économique et prudence politique.

On mesure ainsi à quel point la fin de la guerre civile et le développement de la NEP avaient signifié un violent coup de barre à droite, encore plus socialement que politiquement. Avec le retour en grâce du *khoziaïstvennyï moujik* (le paysan âpre au gain), les communes traînent une réputation d'inefficacité économique empêchant de reconnaître leurs performances réelles. Politiquement, elles sont devenues des

[1] Voir KALININ, ouv. cit., p. 226-228.

épouvantails depuis 1920 au point que leur rôle réel au plus fort de la révolution a été occulté. Il est frappant de constater que Trotski imagine la collectivisation à venir sur le modèle de la subversion d'une *« usine »* ou d'un *« régiment »* par une *« cellule révolutionnaire »*, sans faire la moindre référence à l'action des communards dans ce sens en 1918-1919.

La rencontre entre Trotski et les communes fut sans lendemain. Le discours de Trotski pouvait critiquer la politique suivie par le Parti, mais il ne sortait pas du langage dominant à l'époque. La comparaison avec Kalinine, qu'on ne peut soupçonner d'intentions oppositionnelles, est éclairante à ce titre. Comme Trotski, Kalinine défend l'autonomie des communes et critique la tentation autarcique ; il se méfie de leur excès d'enthousiasme et leur reproche d'accorder plus d'attention aux conditions de vie qu'à l'organisation du travail. Il critique l'anti-égalitarisme de Trotski, mais, pour élever la productivité, il propose de façon comparable de mieux *« mettre au point l'appareil productif »* en le séparant de *« l'appareil de consommation »*[1]. Le discours de l'Opposition de gauche ne tranchait pas assez avec l'opinion générale du Parti pour pouvoir exprimer l'amertume des plébéiens des campagnes pendant la NEP. On se rappelle d'ailleurs que les cellules rurales du PC n'avait pas manifesté d'intérêt pour les thèses de Trotski en 1924 (cf. p. 443).

La coupure entre l'Opposition et « les masses » pèsent toujours un an plus tard et éclaire peut-être l'attitude de Trotski en cette fin 1925. Il semble en effet non seulement battu, mais comme paralysé. Après avoir perdu le Commissariat à la guerre, et particulièrement à la fin 1925, il ne s'exprime plus, on l'a dit, que sur des questions techniques. Cet article, paru le 5 décembre 1925, est le seul à avoir des résonances politiques. Or le XIVe congrès du Parti Communiste s'ouvre le 18… Zinoviev, à la tête de l'organisation du PC de Leningrad, y déclenche la lutte contre Staline au nom du risque de dégénérescence bourgeoise de l'État soviétique sous l'influence de la NEP. N'ayant

[1] KALININ, ouv. cit., p. 219, 222, 226, 227-228.

aucune confiance dans une opposition qu'il juge de circonstance, Trotski observe la bataille mais n'intervient pas[1].

2.3.1.3 Le mode de vie communard en résistance

Dans les défaites, distinctes mais conjointes, de Trotski et des communes, tout l'acquis collectiviste disparaît-il ? À en juger par l'article de la *Pravda*, le mode de vie résiste quand même aux exigences économiques et politiques. Le quotidien est la sphère sur laquelle les communards gardent un pouvoir, le domaine qui reste le leur… Tout le texte peut se relire dans cette perspective, à la lumière des désirs des communards. Le récit des débuts de la commune *Avant-garde* rend compte d'une réalité mais rejoint en même temps l'archétype de la fondation d'une cité dans un mythe, un conte ou une utopie. Malgré la famine,

> *« la cellule communiste (…) brûlait d'envie de créer une société sur des bases pleinement communales. (…) On craignait que personne n'entre dans la commune. Mais cela ne s'est pas vérifié. Après l'annonce de la fondation, il n'y eut pas de répit : on accueillait tous ceux qui voulaient devenir membres ; il en a résulté une totale variété de caractères, d'habitudes, de tendances et de souhaits »* (§ 4).

La concorde miraculeuse entre les participants est à l'image de celle qui règne alors entre les pauvres et leurs divinités tutélaires, *« les organes des soviets et du Parti »* qui apportent *« le soutien moral et matériel »*. Par la suite, les difficultés économiques n'entament pas la réussite humaine du collectif. Dans la commune, *« les conditions de travail sont bien meilleures que chez les paysans ; la femme s'est intégralement libérée sous tous les rapports ; les enfants sont éduqués dans un esprit communiste etc. »*. On retrouve l'apologie du « bien vivre » relevée dans les rapports et la correspondance de communes. Trotski lui-même cède à ce penchant. Au paragraphe 14, il place les principes de la commune sur le plan exclusif du quotidien : *« La commune ne peut être fondée que sur la base du choix personnel, de l'habitude*

[1] TROCKIJ, *Moâ žizn'*, déjà cité, t. 2, chap. XLII. BROUÉ, *Trotsky,* p. 466-473.

personnelle de l'un envers l'autre, sur la base de la confiance mutuelle ». Au paragraphe 25, il reprend la même idée de façon encore plus nette.

> *« La commune ne peut vivre et se développer que si l'effectif s'agrège dans un mouvement de solidarité, si les gens s'entendent bien et cherchent la compagnie les uns des autres »*.

En fait, cette traduction gomme, lisse une partie du sens. Ce qui a été traduit par *« chercher la compagnie de »* est en fait le verbe <*pritirat'sâ*>, c'est-à-dire littéralement *se frotter*. On touche là, à mon sens, au noyau du phénomène communard : la volonté, l'envie d'un rapprochement, l'inclination pour la proximité des personnes. Des retrouvailles humaines, au sens moral et physique, loin des catégories du politique ou de l'économique telles qu'elles sont définies à l'époque. Faut-il voir dans cette sensibilité de Trotski le souvenir de son expérience communarde, quand il avait 17 ans et qu'avec ses amis, ils se reconnaissaient à leurs *« blouses bleues, [à leurs] chapeaux de paille, [et à leurs] cannes de bois noir »* ?

Dans son autobiographie, la conclusion du témoignage sur cette vie en commune est intéressante : *« En somme, nous étions heureux à notre manière »*. Malgré deux formules restrictives *« en somme »* et *« à notre manière »,* il y a l'affirmation claire que *« nous étions heureux »*. C'est sans doute une des rares allusions de Trotski dans toute son œuvre à un état de bonheur personnel. Ce bonheur est assez étrange pour le personnage. Il est hors du temps de la lutte politique. Il n'a rien de prolétarien, de marxiste, il est au contraire plutôt estudiantin, vaguement populiste et assez libertaire. Au moins, il renvoie aux motivations morales de l'engagement révolutionnaire : liberté individuelle, entraide et égalitarisme. En 1925, les communes s'accrochent toujours à cet idéal et sont forcément *« inactuelles »* pour reprendre l'expression des communards. Elles restent par contre un archétype de l'origine et une image de l'avenir. Elles renvoient à un *avant* absolu (la communauté primitive, la commune étudiante du jeune Lev Bronstein) ou à un *après* idéal (la collectivisation, le

communisme réalisé). Pour des partisans du communisme en position défensive, les communes apparaissent comme l'aube du monde et comme la promesse d'une nouvelle aube. Mais elles disparaissent d'une actualité marquée par la lutte pour la richesse ou le pouvoir.

2.3.1.4 Le collectivisme agraire pris dans les luttes de clan

Le débat sur la question agraire continue après 1925 même si les communes, moralement défaites, n'y sont pas évoquées. On retrouve ainsi les mêmes protagonistes s'affrontant à la même tribune sur les perspectives de développement économique de l'URSS, deux ans plus tard. Dans le cadre de la *Feuille de discussion pour le XVe congrès du PC(b)*, la *Pravda* publie le 5 novembre 1927 les *Contre-thèses de l'opposition trotskiste sur le travail à la campagne*[1]. Le moment est crucial. Trotski, Zinoviev et Kamenev sont désormais unis contre Staline. Ils mènent ouvertement campagne dans le Parti, multipliant les réunions semi-clandestines face aux pressions physiques et morales de la direction. Ils projettent de manifester sous leurs slogans le 7 novembre, pour le dixième anniversaire de la Révolution, préparant ainsi l'affrontement au congrès, en décembre[2].

Ces thèses, écrites par Trotski mais non signées, commencent par le rappel de l'approche de Lénine vis-à-vis de la paysannerie. Sur cette base, elles analysent la politique actuelle du Parti. À aucun moment elles n'en appellent à la collectivisation comme programme positif. Par contre, avec force citations des dirigeants du moment, elles critiquent les discours du pouvoir et leurs implications. Elles dénoncent les koulaks comme une force tendant à la restauration du capitalisme. La direction du Parti, en les soutenant, trahit l'engagement social des communistes.

« La révérence pour le koulak a entraîné avec elle, comme une

[1] « Diskussionnyj listok N°3 k XV s"ezdu VKP(b) : Kontre-tezisy trockistskoj oppozicii o rabote v derevne », Pravda, n°254 (05/11/1927).

[2] Voir Victor SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire,* déjà cité, p. 676-687.

conséquence nécessaire, l'éloignement par rapport aux journaliers et aux paysans pauvres, base sociale de la dictature du prolétariat à la campagne ».

Le propos semble abstrait, péremptoire et caricatural ? Trotski donne alors la parole à ses adversaires.

Kossior, communiste ukrainien, secrétaire du Comité Central s'exprimait en 1925 au XIVe congrès (*« P.V. sténo. p. 313 »* précise Trotski).

> *« Vraiment, vous ne savez pas que parmi la paysannerie pauvre il y a un pourcentage déterminé de gens qui ne font absolument rien et qu'on peut tout simplement appeler des paresseux ? Ces paresseux crient avant tout que nous menons une politique pro-koulak ».*

Suivent une citation d'Oustrialov appuyant Kossior, puis une de Kalinine en 1925. La même année, *« le commissaire du peuple à la Terre, le cam. A.P. Smirnov (« La politique du pouvoir soviétique à la campagne », GIZ, 1925, p. 42) »* déclare :

> *« Le village actuel hait autant le koulak qu'il méprise le paresseux. L'exploitation laborieuse qui fait des efforts ne peut se comporter autrement envers un « maître » qui, alors que les travaux des champs battent leur plein, part, comme on dit, « à la pêche » ou « aux champignons », au lieu de travailler à égalité avec les autres. Le pouvoir soviétique et une telle « paysannerie pauvre » ne vont pas dans la même direction ».*

Une autre longue citation de Kalinine (discours à la conférence du Parti de Tver, printemps 1927) explique que le pouvoir soviétique n'a pas besoin de la seule paysannerie pauvre comme appui. Il ajoute que parmi ces pauvres on trouve d'ailleurs beaucoup d'analphabètes et d'incapables. À tout seigneur tout honneur, Trotski cite finalement un discours de Staline au XIVe congrès.

> *« La paysannerie pauvre est toujours pénétrée d'une psychologie d'assistée. Elle place ses espérances dans le Guépéou[1], dans les chefs, dans tout ce qu'elle peut, mais pas en elle-même, pas dans ses propres*

[1] Guépéou : *Glavnoe Političeskoe Upravlenie,* police politique ayant remplacé la Tcheka en 1922.

forces. Il faut extirper cette passivité et cette mentalité d'assisté de la conscience de la paysannerie pauvre ».

La morgue des « chefs » pour les paysans pauvres concourt à ce que ces derniers aient quelque difficulté à former une image positive d'eux-mêmes, à se fier à leurs propres forces… L'expression publique du mépris social qui avait cours dans les milieux dirigeants de l'URSS ne devait pas paraître extrêmement choquante si l'on en juge par la réponse de Trotski, très pédagogique. Il écrit :

> *« Ces déclarations (…) de dirigeants du CC sont éloignées de ce que Lénine disait de la paysannerie pauvre, comme le marxisme est éloigné de l'idéologie S-R. Ce n'est pas une appréciation prolétarienne de la paysannerie pauvre, c'est une appréciation de koulak, une appréciation du point de vue du petit propriétaire. Quand ils observent le processus de prolétarisation du paysan pauvre (processus accompagné d'un affaiblissement croissant de leur propriété), il n'y a que le petit koulak, le petit propriétaire, le petit bourgeois qui peut qualifier ce paysan pauvre de « paresseux », « d'assisté » etc.. ».*

L'assimilation entre la politique stalinienne et celle des S-R se fonde sur certains éléments : le choix de défendre le paysan propriétaire et l'affirmation du caractère non-capitaliste de son enrichissement. Cette argumentation défend l'honneur des plus pauvres, mais elle s'adresse seulement au milieu militant, comme si Trotski ne croyait pas non plus aux capacités de la plèbe rurale. Il n'est pas question ici de *« cellules révolutionnaires »* capables de retourner les campagnes.

Avant tout, il regrette leur dégradation sociale car elle lui semble être le signe d'une différenciation sociale croissante au sein de la paysannerie. Le CC prétend qu'il y a un processus unilatéral d'élévation sociale : pour quelques pauvres se prolétarisant, la plupart deviendraient des paysans moyens ; les paysans moyens deviendraient aisés, etc.. Pour l'Opposition de gauche, au contraire, la richesse s'accumule à un pôle, la misère à l'autre. L'article cite de nombreuses statistiques, dont certaines sur l'Ukraine (voir tableau page suivante). Il en ressort que, pour toutes les catégories de paysans,

l'Ukraine est une des régions où les exploitations sont les plus grandes, devant le Caucase du Nord et l'Oural, juste après la région de Novossibirsk. La situation y est donc un peu moins tendue qu'ailleurs. Et pourtant, l'inégalité y est criante et elle s'accroît… Entre 1921 et 1924, la proportion de paysans ukrainiens sans bétail de trait passe de 19 à 46 % (ce qui n'étonnera guère le lecteur du présent travail).

28) La différenciation sociale de la paysannerie en Ukraine 1927-1928[1]

	% des exploitations		% de la valeur des machines		% des chevaux		% des batteuses		surface moyenne (en déciatines)	% des ensemencements	
prolétaires	16,5	38,2	5,3	12,2	4,3	14,5	8,7	20,5	4,1	8,3	25,2
semi-prolétaires	21,7		6,9		10,2		11,8		5,5	16,9	
moyens	45,8		47		57,1		51,4		8,3	49,2	
entrepreneurs	10,3	16	22,1	40,8	19,7	28,4	17,4	28,1	10,7	17,2	25,6
petits capitalistes	5,7		18,7		8,7		10,7		13,5	8,4	

Ces arguments polémiques et économiques pèsent peu en faveur de l'Opposition quand les nervis en civil et en uniforme dispersent violemment les protestataires le 7 novembre à Moscou. Une semaine plus tard, Trotski et Zinoviev sont exclus du Parti. Le congrès n'offre aux opposants que de capituler complètement. Zinoviev et Kamenev acceptent et votent, avec la majorité, la poursuite de la NEP, sans restriction pour les paysans riches. Trotski refuse de se soumettre[2]. Ironie du sort : le Comité central doit, au début janvier 1928, prendre des mesures coercitives pour collecter le blé avant même d'avoir eu le temps d'exiler Trotski à Alma Ata. Les appels à faire pression sur les koulaks se multiplient alors. Fin mai 1928, Staline explique publiquement que *« la solution réside dans la transition des fermes paysannes individuelles aux fermes*

[1] Cité dans la Pravda, d'après les *Chiffres de contrôle de l'économie nationale pour 1927-28*, p. 353 [extrait pour l'Ukraine].

[2] BROUÉ, *Trotsky,* p. 528-535, 554.

collectives »[1], ce qu'aucun opposant de gauche n'eût osé dire si crûment six mois plus tôt… La contradiction idéologique est alors à son comble car les analyses du XVe congrès sont toujours officiellement en vigueur. *« Durant ce congrès, le thème de la collectivisation s'est fait quelque peu plus tonitruant qu'auparavant mais pas dans une mesure vraiment importante »* affirme Moshe Lewin. Le PC ne considère pas le paysan pauvre comme un appui fiable et les communes lui semblent infiniment moins préférables que les Associations d'exploitation commune de la terre[2].

[1] BROUÉ, *Le Parti Bolchevique,* p. 277.

[2] Moshe LEWIN, *The making of the soviet system : essays in the social history of interwar Russia,* Methuen, London, 1985 ; p. 96. Cf. le présent travail, p. 479.

2.3.2 LA QUESTION DU MODE DE VIE

Un autre thème récurrent de la période concerne directement les communes. La *« question du mode de vie »* prend une grande place dans la presse et l'édition. Des intellectuels bolcheviques de premier plan (Trotski, Lounatcharski, Zalkind, Liadov...) s'expriment à ce sujet par des livres ou des articles[1]. La première édition de la *Grande encyclopédie soviétique* en 1927 consacre l'équivalent de 10 pages dactylographiées à l'entrée *mode de vie*[2]. L'*ancien mode de vie* <staryj byt> est toujours opposé au *nouveau mode de vie* communiste <novyj byt>, au point que ces deux expressions sont devenues usuelles, passe-partout. Avant d'aborder ce qui se dit des communes, il faut s'arrêter sur le discours concernant le mode de vie en lui-même. Ses origines, les propositions qu'il contient et les divergences qui s'y expriment seront abordées en restreignant les sources pour des raisons de commodité. Je m'appuierai essentiellement sur trois textes : *Les questions du mode de vie* de Trotski (1923) ; sous le même titre, celui de Liadov (1925) ; l'article *Mode de vie* de l'Encyclopédie sous la signature de Skvortsov-Stepanov en 1927. Après avoir vu comment ces auteurs s'intéressent aux communes, on pourra étudier l'action propagandiste de masse. L'usage des discours sur le mode de vie et la déformation du concept de commune seront particulièrement envisagés sous l'angle de la libération des femmes.

2.3.2.1 « Pour reconstruire le mode de vie, il faut le connaître »[3]

Cette formule de Trotski résume bien l'ambition des dirigeants soviétiques dans

[1] Dans la bibliographie proposée par Richard STITES (*Revolutionary Dreams*) et Stefan PLAGGENBORG (*Kul'tura i revolûciâ* Neva, SPb, 2000) : A. LUNAČARSKIJ, *O byte,* GIZ, M, 1927. M.KALININ, « Moral' i svoboda », Krasnaâ Nov' n°7 (12/1923). G. GRIGOROV & S. SXOTOV, *Staryj i novyj byt,* M, 1927. M.N. LÂDOV, *Voprosy byta,* Izd. Kommunističeskogo Universiteta, M, 1925. A.B. ZALKIND, *Revolûciâ i molodëž',* Izd. Kommunističeskogo Universiteta, 1925. V. DMITR'EV & B. GALIN, *Na putkâx k novomu bytu,* Novaâ Moskva, M, 1927. V. SLEPKOV, *Na bytovye temy,* Krasnaâ Gazeta, L, 1927. E. ÂROSLAVSKIJ, *Moral' i byt proletariata v perexodnyj period,* L, 1926. V. PLETNEV, « Proletarskij byt. Staryj i novyj », Gorn, n°9 (1923). N.A. SEMAŠKO, *O svetlom i tëmnom v rabočem bytu,* M-L, 1928. TROCKIJ, *Voprosy byta*, Krasnaâ Nov', M, 1923. Dans la presse ukrainienne : G. ZINOV'EV, « zadači rabotnic i kret'ânok v nynešnij period revoljucii » et N. KRUPSKAÂ, « Rabotnica i delo obŝestvennogo pitaniâ » dans Kommunar'ka Ukrainy, n°2, (02/1925). On remarquera l'absence d'Alexandra Kollontaï dans cette bibliographie. Alors qu'elle avait été l'un des premières à évoquer *La nouvelle morale et la classe ouvrière* (1919), elle publie peu entre 1921 et 1926, au plus fort de la discussion sur le mode de vie. Son œuvre de fiction, *L'amour des abeilles travailleuses* (1924) était difficilement utilisable pour cette étude.

[2] I. SKVORCOV-STEPANOV, « Byt » in *Bol'šaâ Sovetskaâ Enciklopediâ (1oe izdanie),* T. 8 (pod red. O.Û. ŠMIDTA), A.O. « Sovetskaâ Enciklopediâ », M, 1927.

[3] L. TROTSKY, *Les questions du mode de vie...,* p 57.

les années vingt. En ce qui concerne la connaissance du mode de vie, les bolcheviks ne sont pourtant pas tout à fait des précurseurs. En Russie, comme dans les autres pays occidentaux, la sociologie se développe depuis le dernier quart du siècle précédent.

La première définition encyclopédique du mode de vie en Russie est donnée par un vétéran du comtisme en 1901[1]. Évidemment, on est loin d'une sociologie de terrain ou même d'une description du détail de tel ou tel mode de vie réel. L'auteur disserte plutôt sur les *« signes constitutifs d'un ordre social donné »,* d'une civilisation. Il est toutefois intéressant de constater qu'il reprend à son compte la périodisation de l'histoire des sociétés de Fourier. Il en exclut seulement l'*édénisme* (premier stade) et l'*harmonisme* (stade ultime) comme n'appartenant pas *« aux limites de la réalité historique »*. L'évolution de l'humanité s'observe donc chronologiquement et géographiquement et le progrès réside dans l'influence décroissante des facteurs physiques et croissante de la culture. Sans entrer dans les détails, qu'on retienne la triple influence du fouriérisme, du positivisme et de l'évolutionnisme qui prévalent sur la question au début du siècle.

À première vue, la période soviétique marque une rupture. Avec le recensement de 1926, la Russie entre dans l'âge statistique. Ce recensement donne un tableau quantitatif des différentes classes de la société selon des catégories marxistes. Ses résultats sont largement publiés. En fait, cet effort prolongeait et élargissait les études commencées sous le tsarisme. D'après Alain Blum et Martine Mespoulet, les schémas d'analyse et même le personnel des instituts de statistique sont largement les mêmes que sous l'ancien régime. Ils appartiennent à une génération qui s'était formée sous l'influence de la sociologie occidentale et de la *« statistique morale et sociale »* européenne. Au sein des *zemstvos,* ils se sentaient majoritairement dans l'opposition au tsarisme. Dans ce cadre, l'emploi qu'ils font d'une terminologie marxisante est trompeur. Ce n'est sans doute pas une convention idéologique comme plus tard, mais

[1] S.N. ÛŽAKOV, « byt » in *Bol'šaâ Enciklopediâ* (sous la direction du même S.N. ÛŽAKOV), Prosveŝenie, SPb, 1901.

plutôt le reflet du scientisme et de l'orientation réformiste qui régnaient parmi les sociologues, dès avant 1914[1].

À côté de la statistique, les études de terrain se développent. Le principe de l'époque semble être une totale liberté de recherche encouragée par le pouvoir. L'utopie léniniste d'un État réduit aux fonctions d'enregistrement et de contrôle trouve ici un début de réalisation, grâce à des sociologues revendiquant souvent par contre leur apolitisme. De la périphérie vers le centre du système, voici les grands thèmes d'étude : ethnologie des peuples allogènes (qui intervient dans la solution des problèmes politiques et culturels), ethnologie et sociologie des campagnes, sociologie de la jeunesse, de la culture, de la classe ouvrière... L'étude quantitative est majoritaire avec des budgets de consommation et de temps. Il y a aussi des approches plus descriptives et qualitatives[2].

Ces études sont guidées par un réel souci d'appréhender la réalité qui résulte du sérieux professionnel et / ou de l'engagement militant, mais ne va pas sans un regard biaisé sur l'objet d'étude. Ainsi, les communistes qui étudient la classe ouvrière gardent un regard marqué par le militantisme : au-delà de la minutie de l'analyse on sent que l'appartenance au prolétariat est considérée comme une dignité. Il n'y a pas de thème tabou pour autant. En 1927, par exemple, la revue ukrainienne *Stoudent revolioutsii* aborde la vie sexuelle et conjugale des étudiants ainsi que la masturbation. Il n'y a là aucune apologie de l'hédonisme. La démarche relève de l'hygiénisme, alors prépondérant[3]. En somme, dans les années vingt, la connaissance du mode de vie fait

[1] BLUM et MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique,* déjà cité, p. 33-39. Alain BLUM, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991,* Plon, Paris, 1994 ; p. 37, 55-63. Nicolas WERTH, « Des hommes, des chiffres, des classes », dans *Moscou 1918-1941, de « l'homme nouveau » au bonheur totalitaire*, Autrement « Mémoires », Paris, 1993 ; p. 47. Martine MESPOULET, « Une lutte pour l'autonomie professionnelle : être statisticien dans une région au début des années 1920 » dans *Pouvoirs et société en Union Soviétique* (sous la direction de Jean-Paul DEPRETTO), l'Atelier « Mouvement Social », Paris, 2002 ; p. 63-64.

[2] MESPOULET, article cité. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, *Bolcheviks et nations, le grand défi,* Flammarion « Bibliothèque scientifique », Paris, 1987 ; p. 220-240. Voir une liste de travaux dans B.A. ČAGIN et V.I. KLUŠIN, *Bor'ba za istoričeskij materializm v SSSR v 20e gody,* Nauka, L, 1975 ; notes des pages 237-238.

[3] Dans la presse ukrainienne : dans Rabočij Klub, « Svobodnyj trud i dosugi v rabočej sem'e » (n°5/1926, p. 5) ; SPIRIDOVIČ, « Kul'turnyj uroven' proletariata po domaŝnim inventarâm » (n°6/1926, p. 3). Ces deux articles s'appuient sur S.G. STRUMILINA, *Rabočij byt v ciffrax,* Planovoe Xozâjstvo, M-L, 1926. Student Revolûcii : n°1 (02/1927), Z.A. GUREVIČ, « Polove žyttâ studentstva », p. 38-46 ; n°2-3 (02-03/1927), Z.A. GUREVIČ, « Šlûbne žyttja studentstva », p. 53-58 ; n°4 (05/1927), F. GROSSER, « Onanizm », p. 35-42. Sur l'hygiénisme, PLAGGENBORG, ouvrage cité, p. 75-124.

d'énormes progrès quantitatifs dans les cadres théoriques dominant dans tout l'Occident à la même époque.

Cette volonté d'étude scientifique selon une optique déterministe s'intègre facilement dans le projet bolchevik. Pour Trotski,

> *« C'est le problème du mode de vie qui nous montre, plus clairement que tout autre chose, dans quelle mesure un individu isolé se trouve être l'objet des événements, et non pas leur sujet. Le mode de vie (...) s'élabore plus encore que l'économie, « dans le dos des gens » (l'expression est de Marx) »* (p. 57[1]).

L'inconscience pourra être balayée par la connaissance, laquelle ouvre la voie aux transformations.

> *« Le mode de vie est la somme des expériences inorganisées des individus ; il se transforme de façon tout à fait spontanée sous l'influence de la technique ou des luttes révolutionnaires, et au total, il reflète beaucoup plus le passé de la société que son présent »* (p. 57).

Pour sortir de la spontanéité, les bolcheviks ont un programme de transformation du mode de vie. Il est antérieur à la révolution. Il puise à la culture marxiste internationale du début du siècle. *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État* d'Engels est disponible à Saint-Pétersbourg dès 1894. En 1899, le livre est publié par un éditeur installé à Kiev et Kharkov. Lénine le cite abondamment dans son *État et révolution. La femme et le socialisme* du social-démocrate allemand Auguste Bebel est réédité régulièrement en russe depuis 1900. Il est indiqué comme conseil de lecture sur le mode de vie dans *Stoudent revolioutsii*[2].

Le projet des communistes n'est donc pas neuf. Il garde pourtant un caractère novateur dans la société soviétique. Trotski le fait comprendre à ses lecteurs en prenant l'exemple de la condition féminine.

---

[1] La pagination est donnée dans l'édition française des *Questions du mode de vie.*

[2] *L'origine de la famille* d'ENGELS paraît chez V.I. Tixanov, SPb, 1894 ; puis chez F.A. Ioganson, K-X, 1899. L'ouvrage de BEBEL (en français sous le titre *La femme dans le passé, le présent et l'avenir,* Georges carré, Paris, 1891 ; Reprint : Slatkine « Ressources », Genève, 1979) paraît en russe, chez M.D. Orexov, SPb, 1900. Voir la bibliographie sur le mode de vie à la fin de l'article de KORÂK déjà cité : « Novyj pobut ta studenstvo ».

> *« Établir l'égalité politique de la femme et de l'homme dans l'État soviétique - c'est un des problèmes les plus simples. Etablir l'égalité économique du travailleur et de la travailleuse dans la fabrique, à l'usine, au syndicat - c'est déjà beaucoup plus compliqué. Mais établir l'égalité effective de l'homme et de la femme dans la famille - voilà qui est incomparablement plus compliqué et qui exige des efforts immenses pour révolutionner tout notre mode de vie »* (p. 76).

En 1925, dans son exposé sur le mode de vie à l'Université communiste Sverdlov M.N. Liadov est aussi peu optimiste. Comme Skvortsov-Stepanov, c'est un ancien compagnon de Bogdanov, d'où, sans doute, leur intérêt commun pour ces questions. En introduction, Liadov remarque que l'expression *« nouveau mode de vie »* est souvent utilisée de façon impropre. En Russie soviétique, on l'applique à des phénomènes qui, en Europe occidentale, sont déjà entrés dans les mœurs de la petite bourgeoisie (avant tout l'abandon des rites). C'est que l'Europe de l'Ouest a connu des *« révolutions bourgeoises »* et pas la Russie[1]. Cela voudrait dire que trois modèles du mode de vie coexistent, chacun attaché à un stade de l'évolution sociale : le vieux mode de vie russe, le mode de vie européen bourgeois et moderne et le nouveau mode de vie communiste.

La sensation déjà évoquée de l'arriération russe, de son ancrage asiatique et non européen explique l'analyse par stade d'évolution. Un communiste ukrainien présente ainsi le *vieux mode de vie* dont l'Union soviétique a hérité :

> *« Ses formes monstrueuses, son organisation familiale provenant du domostroï[2] décrépit, la sauvagerie de l'attitude envers la femme et l'enfant, les aspects de la vie sexuelle, y compris les maladies vénériennes, l'alcoolisme, etc., etc., tout cela règne sur l'essence du mode de vie, même dans la « cohorte de fer », même parmi les membres du Parti, sans parler des larges masses ouvrières qui n'ont pas atteint dans leur développement la maîtrise des nouvelles formes de vie sociale et économique ».*

[1] Biographies de Lâdov et Skvorcov-Stepanov in *Deâteli SSSR i revolûcionnogo dviženiâ Rossii,* déjà cité. LÂDOV, ouvrage cité, p. 3-4.
[2] « *Domostroj : recueil écrit au XVIe siècle, où sont rassemblées les règles fondamentales de la vie quotidienne, fondée principalement sur une soumission totale au chef de famille »* (note de Joëlle AUBERT-YONG dans TROTSKY, *Les questions du mode de vie,* déjà cité, p. 103).

Sauvagerie, monstruosité, décrépitude : le vocabulaire montre l'effroi des gens cultivés pour la vie quotidienne du peuple. La méfiance envers la masse est assez forte pour dévaloriser des pans entiers de la culture populaire. Trotski relaie la ferme condamnation de l'accordéon, associé aux beuveries et chahuts des bandes de jeunes (p. 151, 156). Cette méfiance a même tendance à progresser dans la nouvelle élite. Un viol collectif dans la rue Tchoubarov à Leningrad en 1927 trouble particulièrement les sphères dirigeantes : il est le fait de jeunes ouvriers. La même année, *Kommounarka Oukraïny* rapporte un autre fait divers sanglant. La femme d'un ouvrier typographe a assassiné le médecin de son enfant qui était mort malgré les soins. Elle est lourdement condamnée à 5 ans de prison. L'article s'intitule *« Elle se fait sauvagement justice elle-même »*[1].

Le paradoxe de l'État prolétarien est que, plaçant les classes pauvres au centre de l'attention, il met en lumière leurs turpitudes. La littérature de l'époque donne une image généralement affligeante des mœurs populaires. *Cœur de chien* de Boulgakov évoque le problème de façon légère et métaphorique, en présentant un chien à forme humaine comme le prototype de la nouvelle personnalité sociale : il est uniquement préoccupé de manger. En 1929, Eugène Zamiatine publie *L'inondation*. Un couple d'ouvriers petersbourgeois dont la femme se croit stérile recueille une jeune fille abandonnée. Rapidement, le mari couche avec la jeune fille. La femme tue cette dernière à coup de hache. Puis elle tombe enceinte et avoue son crime pendant l'accouchement[2].

Nouvelliste prolixe, Panteleïmon Romanov est le chroniqueur d'une société où l'illettrisme, encore majoritaire à l'époque, s'ajoute aux traditions pour empêcher les relations sociales d'être claires et où l'histoire récente n'a rien fait pour adoucir la

[1] V. ÂROCKIJ, « Problema kommunizacii byta », Kommunističeskaâ Mysl', n°8 (1923), p. 51. NAIMAN, *Sex in Public,* déjà cité (« The Case of Chubarov Alley: Collective Rape and Utopian Desire », p. 250 et suiv.). S-l, « Dikij samosud », Komunarka Ukraïny n°22 (22/11/1927), p. 25.
[2] M. BOULGAKOV, *Coeur de chien* [1925 ; 1re publication 1968], Gallimard « Folio » n° 309, Paris, 1973. E. ZAMÂTIN, *Navodnenie* in *Povesti i rasskazy,* Izd. COPE, Mûnxen, 1963 ; p. 215-241.

dureté des mœurs. À la fin de la guerre civile, un sac de farine et une place sur les tampons d'un train peuvent presque provoquer un meurtre. Plus tard, on sera prêt à toutes les bassesses pour obtenir un appartement. La rhétorique du nouveau mode de vie, greffée sur les anciennes habitudes, crée un mélange détonnant. Il le relève dans deux nouvelles. Dans l'une, *La robe bleue,* un paysan est choqué par le mariage de sa fille, jeune communiste refusant les rites traditionnels. À la fin de la soirée de noces, il tue sa femme en tentant d'assassiner son gendre. Les intellectuels ne valent guère mieux que les pauvres. Dans *La confusion,* le banal triangle mari-femme-amant s'agite dans l'hypocrisie la plus nauséabonde. En effet, tous les personnages s'expriment dans le langage du *« nouveau mode de vie »*. Leur jalousie maladive s'exprime dans des termes *« progressistes »* et *« matérialistes »*[1].

La Russie paraît donc *en retard* sur l'Occident dans ce domaine aussi, encore que l'expression soit peut-être trop plate pour décrire la réalité de l'époque. Pour Skvortsov-Stepanov,

> *« la nécessité d'une socialisation des fonctions économiques de consommation (...) et le besoin déjà mûr d'une collectivisation décisive s'opposent à la faiblesse et même à la totale absence des prémices matérielles de cette collectivisation »* (§ 15[2] ; je souligne).

Trotski constate pour sa part que

> *« notre vie est totalement contradictoire, tant au plan économique que culturel. Au centre du pays, non loin de Moscou, s'étendent d'immenses espaces marécageux, aux chemins impraticables, et tout à côté, des usines s'élèvent, qui frappent par leur niveau de technicité européenne ou américaine »* (p. 100 ; je souligne).

D'après l'Encyclopédie, *« les aspects repoussants », « les altérations et les cas d'ajustement malheureux dans le nouveau mode de vie sont l'expression [de cette]*

[1] Panteleïmon ROMANOV, *Le don de Dieu (les années 1920)* et *La confusion* dans *Des gens désenchantés, nouvelles,* éditions du Griot, Boulogne, 1995, p. 7-12, 73-111. *Le camarade Kisliakov*, éditions Babu, Paris, 1933. *La robe bleue* dans *Des gens sans importance, nouvelles,* éditions du Griot, Boulogne, 1993.
[2] Dans ma traduction, voir en annexe.

contradiction fondamentale » (§ 15). En effet, dans le domaine familial par exemple, la situation contraint à un *« compromis pénible entre la reconnaissance d'un droit à des relations conjugales fondamentalement nouvelles et la sauvegarde des obligations issues de la forme traditionnelle de famille »*[1] (§ 15). L'État, créateur du droit et régulateur social, se retrouve au centre de la contradiction. Cependant, dans un système socialiste, il dirige l'économie. Or, *« la solution de ces questions tient à la croissance des forces productives et au développement des ressources nécessaires à l'alimentation et à l'éducation sociales ainsi qu'à l'amélioration radicale des conditions de logement »* (§ 15). Il faudrait donc que l'État pèse de tout son poids pour permettre une mise à niveau économique, elle-même condition d'une modernisation du mode de vie. Suivant le déterminisme économique, le problème social du mode de vie se résoudra de l'extérieur, mécaniquement.

Trotski et Liadov ne partagent pas cette opinion. Pour Liadov, attendre le développement économique pour s'attaquer au vieux mode de vie apparaît comme du menchevisme, crime inexpiable[2]. Trotski concède que le rattrapage économique est nécessaire mais il précise que *« le processus économique [n'est somme toute] composé [que] de morceaux et d'éléments divers, de détails, de petits riens »* (p. 51) qui reposent sur l'individu. Ces détails ne sont ni politiques ni technologiques. Il s'agit de cirer les bottes (p. 52), de ne pas salir par terre (p. 53) et de parler un langage châtié et respectueux des autres (p. 91-102). Pour un marxiste, la supériorité économique de l'Occident provient, entre autres, de cette éducation prodiguée bon gré mal gré aux classes populaires à l'aube du capitalisme.

L'*accumulation primitive* (Marx), le *grand enfermement* (Foucault) comme

[1] On peut penser à une allusion à la limitation des divorces en vue d'endiguer le flot des enfants abandonnés. Voir aussi BLUM, *Naître…*, ouv. cit., p. 162.

[2] LÂDOV, ouv. cit. p 23. Rappelons schématiquement que les mencheviks, l'autre fraction du POSDR, expliquaient que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme, et qu'elle devait connaître préalablement une révolution bourgeoise. D'assez longue durée, cette phase capitaliste permettrait un développement économique (enrichissement du pays), social (élévation du niveau culturel et civique) et politique (développement de la lutte des classes bourgeoise et ouvrière). Les bolcheviks répondaient que la bourgeoisie étant incapable de prendre le pouvoir, il fallait *d'abord* faire la révolution. Le développement économique en serait la conséquence indirecte grâce à l'aide de pays développés eux-mêmes entrés en révolution.

l'instruction obligatoire ont discipliné et préparé les populations à travailler avec des techniques de plus en plus sophistiquées. Les mœurs et l'éducation, intimement liées, sont en somme la condition de tout développement économique. On peut donc commencer *aussi* par-là. Pour cette raison, Trotski est partisan d'une certaine autonomie du social et voit la lutte pour réformer le mode de vie comme un *« militantisme culturel »* (sous-titre de son livre). La culture est le point de rencontre entre la société et l'individu, le nœud des contradictions objectives et subjectives. Par conséquent, *« il faut développer la culture du travail, la culture de la vie, la culture du mode de vie »* (p. 24).

À cette fin, Trotski se fait pédagogue, et même instituteur tatillon. *« Il nous faut apprendre à bien travailler, avec précision, avec propreté, avec économie »* (p. 24) et avec ponctualité (p. 55). Dans tout le chapitre consacré à ce thème (*l'attention doit porter sur les détails*, p. 51 et suivantes), il répète sans cesse ces conseils. Un des outils pédagogiques envisagé par l'auteur est la presse. Il faut qu'elle soit imprimée plus soigneusement, qu'elle explique les événements au lieu de les décrire (p. 37-45). Elle doit surtout braquer ses projecteurs sur le *« byt » :* profiter des épidémies pour inculquer des rudiments de science et d'hygiène (p. 46), commenter les faits divers qui *« sont des exemples marquants de la vie qu'on mène »* (p. 47). Ces articles, véritables études sociologiques, devraient être scrupuleux sans *« [répéter] des lieux communs sur l'embourgeoisement de la bourgeoisie et sur la stupidité des petits-bourgeois »* (p. 47).

2.3.2.2 Moderniser ou communiser ?

Au-delà des méthodes de réforme, il faut revenir sur le fond du projet bolchevik, sur son utopie propre. Une nouvelle convivialité doit s'édifier. Ce *vivre ensemble* doit se reconnaître tel qu'il est réellement, <u>collectif</u>. Pour Trotski, il s'agit de s'attaquer au *« mode de vie individuel et familial (...) pour [le] remodeler totalement dans un esprit collectiviste »* (p. 58). Quatre ans plus tard, Skvortsov-Stepanov entrevoit la réalisation

de cet idéal. *« Les nouveaux rapports quotidiens, tels qu'ils se forment dans l'État soviétique, se caractérisent avant tout par la prééminence (...) toujours croissante du mode de vie social sur le mode de vie privé »* (§ 13). Sport de masse, excursions de groupe, maisons de repos et stations balnéaires, cinéma, théâtre, fêtes populaires et cortèges politiques (Skvortsov-Stepanov § 11, 18 ; Trotski p. 72...) sont déjà les manifestations culturelles du nouveau mode de vie. Toujours collective, l'organisation revient aux organisations de masse : Jeunesse communiste, syndicats, clubs ouvriers etc..

La collectivisation répond également à une nécessité économique. Elle est un *« passage à la grande production »*. Elle ressort d'une *« approche industrielle »,* d'une volonté de *« rationalisation »* (§ 17). L'essentiel de l'argumentaire de l'époque tourne autour de cela. Un faisceau de raisons explique cet industrialisme. La Russie « asiatique », avec son culte de Ford et Taylor, se rêve volontiers nouvelle Amérique du vieux continent. Cette obsession se traduit par l'initiative de deux bolcheviks, Kerjentsev et Gastev, qui créent la *Ligue du temps* (1923) laquelle deviendra l'*Organisation scientifique du travail (NOT)*[1]. On se souvient que l'association influence jusqu'à l'activité théâtrale (cf. p. 349 et suiv.).

Les artistes participent en effet souvent des mêmes représentations. En 1924, les futuristes ukrainiens rassemblés par Mykhaïlo Semenko (voir son portrait en annexe) dans la revue *Honh komounkoulta* (*Gong de la culture communiste*), se proclament pour :

> *« l'Organisation Planifiée de la Production,*
> *l'Organisation Planifiée du Travail,*
> *l'Organisation Planifiée du Mode de vie,*
> *l'Organisation Planifiée de la Culture ».*

Quelques pages plus loin, un article en appelle à *« L'électrification des têtes »*. Face à l'idéologie de la NEP, les révolutionnaires de la culture doivent s'attacher à

[1] Voir STITES, ouv. cit. p. 146 et suiv. : chap. 7, « *Man the machine* ».

> *« l'édification qualitative des forces convergeant en un point (le mode de vie). (...) Un appareil souple d'action : voilà la technique de construction du mode de vie. Pour nous, cet appareil (...) d'organisation du mode de vie (...) c'est le réseau (...) des ateliers d'agitation de la culture communiste ».*

Cet organisme artistico-social est resté tout aussi imaginaire que l'électrification des têtes. Il n'empêche que les thèmes technicistes subsistent. En 1927, *Nova heneratsïa* (*Nouvelle génération*), nouvelle revue futuriste, offre en page de garde une déclaration d'intention dans le style hyperbolique caractéristique du mouvement. À droite du titre, une colonne intitulée *« My za »* (nous sommes pour), et à gauche *« My proty »* (nous sommes contre). La rédaction prend position pour

> *« le communisme, l'internationalisme, l'industrialisme, la rationalisation, la recherche, la qualité, l'économie, le self-control social, la reconstruction communiste universelle du mode de vie, de la culture, des sciences et des techniques »*[1].

Rationalisation, économie et *self-control social* renvoient à l'utilitarisme, très prégnant à l'époque. C'est particulièrement visible quand on aborde la question des rites dans la société socialiste. D'après le rédacteur de l'Encyclopédie soviétique, les rites religieux ont déjà commencé à disparaître sous l'influence de la bourgeoisie car *« le degré de maîtrise de l'individu sur les forces et les processus du travail déjà atteint dans la production capitaliste développée ne permet pas la fétichisation des relations de l'homme avec la nature »* (§ 9). Les quelques rites liés au mouvement ouvrier (1er Mai etc.) disparaîtront à leur tour avec la réalisation du socialisme.

Il est vrai que, pendant la guerre civile et le début des années vingt, des rites révolutionnaires de substitution s'étaient développés : *octobration* (<*oktâbrina*>, ou parfois <*zvezdina*>) contre baptême, noces rouges contre mariage, voire Pâques de la Jeunesse communiste <*Komsomolskaâ Pasxa*>. Mais ces pratiques sont quasi

[1] STITES, *ibidem*. Honh Komunkul'ta, n°1 (05/1924) : « Naši ustanovki », p. 1 ; Gleb ZATVORNICKIJ, « Elektrifikaciâ golov », p. 8-9. Nova Heneraciâ, n°1 (1927).

unanimement critiquées par les leaders. Zinoviev s'exprime sur le sujet dans Kommounarka Oukraïny.

> *« Je pense que, quelquefois, les « Octobrations » sont largement caricaturales et comiques. Le mode de vie commence avant tout avec les réfectoires d'alimentation populaire. Quand j'apprends qu'une Section féminine pose quelque part la question des blanchisseries sociales, ce n'est peut-être pas aussi efficace que les « Octobrations », mais il y a pourtant déjà là un petit morceau de l'appel d'Ilitch »*[1].

L'Encyclopédie refuse de voir dans ces baptêmes rouges un substitut du religieux ; ce serait de simples réunions politiques. En tant que tels, ce sont des greffes artificielles vouées à la disparition.

> *« Elles ont [juste] une valeur d'auxiliaire dans l'agitation et de la propagande dirigées vers les couches relativement arriérées (...) qui ont de la peine à se débarrasser des préjugés religieux » (§ 11).*

Les rites « socialistes » seraient une simple astuce pédagogique. La lecture des récits d'Octobrations dans Kommounarka Oukraïny confirme que les cérémonies sont surtout l'occasion de rabâcher les idées-forces de l'égalité des sexes et de la critique anti-religieuse[2].

Sans religion, sans manifestations et sans octobrations, le communisme apparaît comme une société sans rites. Dans l'idéal utilitaire, toute pratique qui n'exprime pas uniquement et directement sa fonction ressort de la *fétichisation* (terme employé par Skvortsov-Stepanov au § 10). La *standardisation* (§ 11) des mœurs est donc positive. Le même raisonnement s'applique aux autres aspects de la vie sociale. Si les ouvriers soviétiques ont troqué le costume bourgeois du dimanche pour le short et les sandales c'est que *« les conventions (...) ont cédé la place au rationnel »* (§ 20). L'affectif doit suivre la même évolution. Le *« sentiment »* doit certes remplacer la *« nécessité économique »* dans le couple (§ 14), mais la nature de ce *« sentiment »* est

[1] G. ZINOV'EV, « zadači rabotnic i kreťânok v nynešnij period revoljucii », déjà cité.
[2] F.N., « Novyj byt vnedraetsja », Komunarka Ukraïny, n°2 (fév. 1925), p 11.

essentiellement la camaraderie (§ 14 et Liadov p. 34). L'union d'un homme et d'une femme doit être avant tout une *« union laborieuse »* (§ 13).

On ne garde donc du lien affectif que ce qui est socialement utile. Le plus radical sur le sujet est Liadov. En bon rationaliste, il critique les passions (p. 36). S'attachant à la sexualité, il essaie de lui trouver une fonction. Faute de base économique, il revient à la nature et à la nécessité de reproduction de l'espèce. La sexualité animale est naturellement régulée et ne se manifeste que périodiquement (p. 29-30). La société de classe a dénaturé l'humanité en transformant le sexe en activité autonome[1]. Il faut donc revenir à la nature en remettant le sexe dans un temps défini et à une place secondaire (p. 31). Et Liadov d'asséner l'argument massue en expliquant que le vagabondage sexuel, une vraie pathologie, était particulièrement développé chez les mouchards de la police tsariste (p. 33)...

L'humanité socialiste devrait donc abandonner l'anarchie des passions pour vivre selon la raison utilitaire exactement comme l'économie doit se libérer des aléas du marché pour suivre la logique interne du développement technique. Les contraintes sociales ne seraient plus imposées de l'extérieur mais intériorisées par la raison. D'où tout un vocabulaire de la révélation, de la lucidité et de la transparence :

> *« Ce n'est pas l'époque révolutionnaire qui a créé ces aspirations : elle les <u>révèle</u> seulement avec une particulière netteté* [§ 14]. *Seulement, avant la révolution, on cachait* [les problèmes] *et on les taisait hypocritement. Seule la classe ouvrière les aborde <u>ouvertement</u>, <u>lucidement</u>. L'établissement des prémices matérielles indispensables au développement normal des comportements est le gage de sa capacité à les <u>orienter</u> et les <u>réguler</u>, de son aptitude à combattre les errements passagers »* [§ 17, je souligne].

Le marxisme de cette époque a abondamment développé une mystique de la

[1] Il s'attire la réaction irritée de Semachko qui lui reproche de méconnaître la nature, l'histoire et le marxisme (<u>Izvestiâ</u> du 1/01/1925, cité par NAIMAN, *Sex in Public,* p. 3).

conscience, aboutissant à l'idéal d'une société de contrôle[1]. L'utopie d'une fin des temps où il n'y aurait plus rien à cacher s'accorde avec la logique des sciences sociales du début du XXe siècle, logique toute quantitative, mécaniste, évolutionniste et utilitaire. Au confluent de ces deux matrices intellectuelles, les bolcheviks pensaient le déchiffrement et la réforme de la société d'un seul mouvement. Le nouveau mode de vie se voulait donc moins une rupture avec les tendances profondes de l'époque (rationalisation, technicisation) que leur libération et leur réalisation. Dans l'absolu, il s'agissait moins de changer la société que de la laisser se moderniser indéfiniment.

Dans la sphère dirigeante, le discours de Trotski est un peu plus nuancé. Pour Skvortsov-Stepanov, la solution au problème du mode de vie tient à l'édification de *« réfectoires collectifs modernes, [de] buanderies collectives »,* à la mise en place d'une *« éducation collective des enfants [, et à une] révolution des conditions de logement »* (§ 15). Trotski est à la fois très proche et très éloigné de ce point de vue. Il écrit :

> *« La lessive doit être faite dans une bonne laverie collective. Les repas doivent être pris dans un bon restaurant collectif. Les vêtements doivent être taillés dans un atelier de couture. Les enfants doivent être éduqués par de bons pédagogues qui trouveront leur véritable emploi »* (p. 82 ; je souligne).

Ce regard qualitatif se retrouve dans des appels à l'imagination, à la fantaisie et au jeu (p. 89). Il critique nommément l'utilitarisme et la rationalisation telles qu'elles sont énoncées par la pensée utilitariste *« bourgeoise »* (p. 61-63), dans la mesure où elle contredit l'irrationalité aveugle du marché. De ce fait, il refuse de se lamenter sur le caractère *« asiatique »* de la Russie (p. 63). Sans se placer totalement hors du cadre de pensée dominant, Trotski essaie d'occuper une position légèrement décalée. Ce passage résume sa philosophie :

> *« Le désir de se distraire, de se divertir, de s'amuser et de rire est un*

[1] Igal HALFIN, *From Darkness to Light. Class, Consciousness and Salvation in Revolutionary Russia*, Pittsburgh University Press, Pittsburgh, 2000 ; p. 77, sur la conscience. Gilles DELEUZE, « Les sociétés de contrôle », L'Autre journal, n°1 (mai 1990), p. 111-114.

> *désir légitime de la nature humaine.(...) Le grand utopiste français Fourier, s'élevant contre l'ascétisme chrétien, et contre la répression de la nature humaine, construisait ses phalanstères (les communes du futur) sur une utilisation et une combinaison juste et rationnelle des instincts et des passions. C'est là une pensée profonde. » (p. 67-68).*

Les différences entre Trotski et Skvortsov-Stepanov se traduisent par une divergence d'appréciation des premières tentatives concrètes de transformation du mode de vie. Skvortsov-Stepanov les ignore car la *« régénération [des mœurs] comme l'histoire n'en a jamais vu »* est pour plus tard ; *« seule la prochaine génération en profitera »* (§ 18). Qui peut alors influer sur le mode de vie ?

Pour le comprendre, il faut revenir sur la justification de la collectivisation du mode de vie. Elle est fondée sur le caractère social de l'homme, mais surtout sur les formes d'action révolutionnaire propres à la classe ouvrière. Pas de contradiction entre individu et groupe car, pour Skvortsov-Stepanov,

> *« l'apparition et le développement de sa lutte de classe marquent le début de sa lutte pour conquérir un espace d'existence tel que l'ouvrier puisse créer librement son mode de vie, c'est-à-dire vivre pour lui-même et non pour le capital »* (§ 8).

La question du mode de vie est très politisée[1] et le nouveau mode de vie commence à apparaître dans le sillage de l'essor du Parti et des organisations satellites. De même, les premiers signes de l'émancipation des femmes d'Asie Centrale (§ 18) ont eu lieu, comme le remarque l'auteur, *« sous la conduite du Parti »*. Le PC apparaît comme la seule institution capable d'intervenir sur le corps social.

C'est pourquoi le regard de Skvortsov-Stepanov sur la période post-révolutionnaire est étroitement partisan et étouffe la perspective de dépassement de la politique, pourtant présente jusque là dans le marxisme russe[2]. Dans ce domaine,

[1] Trotski défend la même idée en écrivant que *« la révolution, c'est avant tout l'éveil de la personnalité humaine dans les couches qui autrefois n'en avaient aucune »* (p 99).

[2] Sur les femmes d'Asie centrale, voir CARRERE D'ENCAUSSE, ouvrage cité, p. 214-217. Sur le dépassement de la politique, voir HALFIN, ouv. cit., p. 104.

Trotski est moins catégorique. Il distingue la politique comme *« ensemble (...) des systèmes (...) de l'activité de la collectivité »* du *« sens étroit »* lié *« à la lutte pour le pouvoir »* (p. 26-27) et rappelle qu'à terme *« le Parti pourra (...) se libérer de sa coquille partisane pour se mêler à la communauté socialiste »* (p. 27).

Prêt à sortir du cadre traditionnel de l'action politique, Trotski peut prêter attention à des phénomènes plus neutres et plus anodins. C'est aussi une façon de ne pas s'en remettre totalement aux progrès de l'économie ou à l'énième résolution du Parti.

> *« Il est vrai que l'État ne peut pas encore se charger de l'éducation collective des enfants, de la création de cuisines collectives meilleures que les cuisines familiales, de la création de laveries collectives où le linge ne serait ni déchiré ni volé. Mais cela n'empêche pas du tout les familles les plus progressistes de se regrouper dès maintenant sur une base collectiviste » (p. 82).*

Le mouvement des communes est justifié ici dans son principe. Bien qu'il n'y consacre pas de chapitre spécifique, l'auteur de *Questions du mode de vie* revient régulièrement sur ce sujet au gré des thèmes qu'il aborde. De plus, un article de Sedykh placé par Trotski en annexe (*Où est l'issue ?* - p. 173-179) est particulièrement disert sur la question des communes.

Sedykh avance quelques raisons de préférer la vie collective. Il reprend l'argumentaire de la direction de la JC en faveur de la vie en commune (cf. le présent travail, p. 318). Il faut apaiser les tourments moraux et matériels des jeunes militants vétérans de la guerre civile (épuisement, démoralisation politique face à la NEP, manque de perspectives sociales, pénurie de logement, problèmes sexuels - p. 173-176). Une seule solution :

> *« la réorganisation radicale de la vie du communiste sur des bases collectivistes. (...) Les communistes pourraient mieux mettre leur salaire à profit, en tirer de plus grands avantages s'ils l'utilisaient*

> *collectivement. En mettant leur salaire dans une caisse commune, les communistes des différents arrondissements et des différents quartiers pourront enfin réaliser le slogan oublié :* ***Au diable la soupière et les langes!*** *» (p. 177).*

Parmi les autres avantages qu'il recense, nous trouvons la réduction des inégalités de richesse ou de statut au sein du Parti et de la société, l'allègement des tâches quotidiennes, la résolution du problème sexuel (p. 178). Plus circonspect, Trotski espère des *« avantages évidents, même si ceux-ci sont encore minimes au début »* (p. 83). Les deux auteurs s'accordent ainsi sur l'avantage pratique de la vie en commune et réduisent l'aspect moral à un traitement contre les déviances. Le hiatus remarqué à propos du collectivisme agraire vaut également ici : les discours les plus favorables aux communes se fondent sur l'utilitarisme. Les communards eux-mêmes mettent en avant moins un bénéfice matériel que moral. De plus, ils n'envisagent pas ce dernier sous l'angle de la mauvaise vie à éviter ; ils sont au contraire attirés par un modèle de bonne vie.

La raison utilitaire se justifie car, pour Trotski, l'État socialiste profiterait des initiatives de vie collective. Comme *« l'expérience de ces collectivités familiales (...) constitue (...) une première approche, très imparfaite, du mode de vie communiste »* (p. 83), dès que le développement économique le permettra, *« l'État (...) généralisera le travail déjà fait, (...) le développera et l'approfondira »* (p. 84). Disposant d'un faisceau d'expériences, la création consciente dans le domaine du mode de vie pourrait alors devenir quasi scientifique. D'autre part, Trotski mise sur l'exemplarité de tels groupes. *« Les premiers succès (...) inciteront inévitablement des couches plus larges à s'organiser de la même manière »* (p. 84).

Fût-ce pour des raisons étrangères aux communards, l'attention de Trotski pour les laboratoires de la vie nouvelle est solidement fondée. Elle s'assortit de quelques revendications. Le pouvoir, et particulièrement ses organes locaux, doit soutenir ces

initiatives (p. 84). Il doit donc les aider *« selon les exigences du groupe lui-même »* (p. 83), *« sans tomber dans le fantastique bureaucratique »* (p. 84). Le peu de publications à cette époque sur le sujet spécifique des communes urbaines[1] laisse penser que les conseils de Trotski n'ont pas eu beaucoup d'écho. L'association *« Nouveau mode de vie »* à Kharkov en est sans doute un des rares. On a vu sa faible influence et la possible instrumentalisation de son discours. Finalement, Skvortsov-Stepanov aura eu raison : l'économie et la politique l'ont emporté sur la volonté de réforme du mode de vie.

2.3.2.3 Collectivisation du mode de vie et maisons-communes

Pour comprendre le rapport entre les paroles et les actes, il faut se pencher sur la la question de l'égalité des femmes dans la famille, *« incomparablement plus compliquée »* disait Trotski, mais riche d'enseignement. En consultant la presse et les archives des Sections féminines du PC, on remarque l'absence des communes urbaines. Ce type de collectif n'est encouragé que deux fois en presque 10 ans. Lors d'une assemblée générale de travailleuses de la couture en janvier 1920, c'est une représentante de l'OuKaPé qui constate qu' *« alors que frères, pères et maris versent leur sang, les femmes restent de côté »*. Le compte-rendu continue : « *Elle appelle les ouvrières à créer des crèches, des communes »*[2]. Du côté bolchevique, on ne relève qu'une seule mention dans la presse, en 1926. Dans la revue <u>*Novyï pobut*</u> (<u>*Nouveau mode de vie*</u>), éditée à Kyïv spécialement pour la journée des femmes, le 8 mars, on explique que « *les crèches, les maisons de l'enfant, les laveries, les communes, les collectifs, les réfectoires sociaux, les clubs »* sont une transition effective vers le nouveau mode de vie. La revue était publiée par la *« commission de collectivisation du mode de vie »* auprès du Parti, institution créée en 1925, afin de mettre en oeuvre la résolution du XIIIe congrès du PC(b)R sur *« l'affranchissement du mode de vie des ouvrières et des*

[1] Richard STITES ne cite en bibliographie aucun titre sur les communes urbaines publié sous la NEP.
[2] Cela confirme le cours « gauchiste » de cette organisation à la fin de la guerre civile (cf. p. 267).

paysannes » en *« allég[eant] la condition de la femme au foyer »*[1].

Il faut préciser ce que les communistes entendent par *collectivisation du mode de vie.* L'expression apparaît dans un *Plan de travail* de la Section féminine du quartier de Petinski à Kharkov en 1923. On décide d'organiser parmi les femmes d'ouvriers

> *« une série de conférences sur le thème : hygiène et propreté sociale, collectivisation du mode de vie (crèches, jardins d'enfants et aires de jeux, écoles de tricot et de couture, réfectoires et laveries) ».*

La parenthèse, ouverte puis fermée, délimite strictement l'aire de la *collectivisation du mode de vie.* Ce sont les activités « féminines » : soin des enfants, entretien des vêtements, préparation des repas. On voit que, d'emblée, le mode de vie n'inclut pas les domaines social, politique et culturel. La femme est assignée à ce que Christine Delphy appelle la *production ménagère,* le travail non payé des femmes. Ce détour par le « féminisme matérialiste » d'une auteure marxisante n'est pas inutile. Pour les marxistes, la collectivisation des moyens de production doit permettre de rendre au prolétariat le fruit de son travail aliéné. Le concept de *collectivisation du mode de vie* a dû naître par analogie, afin de désaliéner les femmes[2].

Il y a pourtant une différence de taille. La collectivisation économique passe par l'expropriation des capitalistes et la destruction de leur pouvoir. Or, s'agissant des femmes, la révolution contre le patriarcat et l'expropriation des maris ne sont pas à l'ordre du jour en URSS. Skvortsov-Stepanov précise que

> *« la prémice nécessaire du dépassement de la famille petite-bourgeoise et de ses relations de dépendance (dépendance de la femme avant tout, mais aussi dans une mesure certaine du mari), c'est la « résorption » de l'économie individuelle de consommation. Pour ce faire, il faut aller vers la collectivisation des fonctions que remplit cette économie : réfectoires*

[1] Tetâna IVANOVA, « Na borot'bu z pošexonnâm », Novyj Pobut, n°1 (8/03/1926), p. 3. P1/1/1258, p. 83, *Cirkulâr n°127 Vsem GubKomam, OkružKomam i GorRajKomam KP(b)U : O komissiax po kollektivizacii byta rabotnic i selânok* [s.d., 1925].

[2] DAXO, P1/1/1086, *Otčëty o rabote Petinskogo RajŽenOtdela (01-10/1923) : Plan raboty ženotdela sredi žen rabočix v rabočix domax i obšežitiâx* [s.d.] (p. 33, § 5). Christine DELPHY, « L'ennemi principal » dans *L'Ennemi principal*, I, *Economie politique du patriarcat,* Syllepse, Paris, 1998, p. 31-56.

> *collectifs modernes, buanderies collectives, éducation collective des enfants »* (§ 15).

Dans le domaine des rapports sociaux de genre, Skvortsov tient un raisonnement qu'il qualifierait à peine de « réformiste » s'il s'agissait des rapports de classes. L'évolution technique *résorbera* l'ancienne forme sociale dépassée, sans qu'il y ait de conflit de pouvoir. Un dirigeant bolchevique ukrainien, Postychev, le dit sans ambages en 1926.

> *« La puissance de notre économie socialiste est le seul moyen de lutte contre le vieux mode de vie bourgeois et ses traditions. Notre économie fondera et développera le nouveau mode de vie, les nouvelles traditions socialistes ».*

De ce fait, le couple et la famille nucléaire changeront peut-être de forme *par la force des choses,* voire disparaîtront. Mais ils n'y a pas à les soumettre à une critique *pratique.* Les *« familles les plus progressistes »* qui doivent, selon Trotski, *« se regrouper dès maintenant sur une base collectiviste »* feraient une démarche sans objet, car désynchronisée du rythme du progrès matériel. Cette appréciation économiste, fataliste, et somme toute assez conciliatrice (bien dans l'esprit de la NEP) est un élément souvent minoré, mais fondamental, séparant à ce moment le féminisme et le bolchevisme et expliquant le peu d'ardeur en faveur des communes urbaines[1].

La propagande soviétique n'ayant aucune raison d'encourager le volontarisme communard, il lui reste à louer la technique, même si elle balbutie encore. On le constate dans le cas des laveries collectives. Kommounarka Oukraïny introduit le thème en 1925, en prétendant, par la voix d'une lectrice, que l'édification d'un réseau de laveries collectives dépend de l'initiative des femmes déléguées. Évidemment le problème est surtout matériel et les dirigeantes des Sections féminines le reconnaissent entre elles en affirmant que les laveries seront créées *« sur le principe de l'autofinancement, en faisant participer les fonds des coopératives ».* Autant dire qu'elles sont repoussées à un avenir lointain ! En 1926, Kommounarka Oukraïny ne

[1] POSTYŠEV, « Čerez sociâlistyčne hospodarstvo do novoho pobutu », Novyj Pobut, n°1 (8/03/1926), p. 2. Marina MALYSHEVA, « Feminism and Bolshevism. Two Worlds, Two Ideologies » in *Women in the Face of Change,* ed. by S. RAI, H. PILKINGTON & A. PHIZACKLEA, Routledge, London, 1992; p. 186-199.

recense qu'une seule laverie automatique dans le pays. La machine à laver dont s'enorgueillit l'Ukraine socialiste fonctionne à l'hôtel Spartak de Kharkov et nettoie 1200 pièces de linge en huit heures, soit trois fois plus qu'un atelier manuel. Elle n'allège guère le fardeau des femmes travailleuses car elle dessert d'abord l'hôtel et seulement pour un tiers les particuliers. De plus, le prix de 5 à 15 kopecks, égal à celui d'un lavage manuel, excède largement les possibilités d'une famille ouvrière. Pour le reste, dans le meilleur des cas, certains immeubles allouent une pièce spécifique pour la lessive, mais pour y laver le linge à la main[1].

La restauration collective semble plus facile à mettre en place. La revue de la Section féminine rapporte en 1924 l'expérience menée à la coopérative de logement du 37 de la rue Tchitcherine à Odessa. *« Une cuisine collective (communale) a été organisée par un groupe d'initiative de femmes prolétaires »*. Elles en attendent une économie de moyens, une amélioration de la qualité des repas et leur affranchissement en tant que femmes. L'ensemble des résidantes de l'immeuble, réunies pour l'occasion, a accepté le principe. La nouvelle cuisine dessert 96 % des résidants en échange d'une petite participation financière. La revue conclut avec satisfaction que désormais *toutes les femmes* font la cuisine à tour de rôle ! Les rôles sociaux ne sont pas remis en cause. Ce type d'expérience « d'en bas » est de toute façon trop limité pour réformer le système d'alimentation. Loin de toute initiative populaire, l'État met sur pied un réseau de réfectoires appelé *NarPit* (acronyme d'*Alimentation populaire*) pour satisfaire les *consommateurs*. L'effort étatique en ce sens est réel. Le Comité Central du PC(b)U l'encourage par une résolution spéciale le 4 avril 1925. Le *NarPit* monte en puissance : de 42 réfectoires organisés fin 1924 à 128 en août 1925 (Voir photographie i42, en annexe). Là encore, l'expérience reste malgré tout limitée. Même en admettant que chaque réfectoire serve, comme on le dit, de 500 à 800 repas par jour, cela représente

[1] Fanâ GURFINKEL', « Vopros ob obŝestvennyx pračešnyx nado podnât' », Kommunar'ka Ukrainy, n°7 (1/07/1925), p. 7. DAXO, P1/1/1258, p. 70 : *Rezolûciâ vseukrainskogo sovešaniâ zaveduûŝix ženotdelami…* [s.d., 1925], § 34. Ar. O., « mašina-pračka », Kommunar'ka Ukrainy, n°19 (15/10/1926), p. 16.

au maximum quelque 100 000 personnes (travailleurs en entreprise pour la plupart) dans un pays de plus de 20 millions d'habitants[1]...

L'écart entre projet et réalité ne laisse pas les gens dupes. En avril 1927, Kommounarka Oukraïny publie la lettre d'une femme d'employé, sous le titre *« Rêves irréalisables »*. Elle critique le dernier projet du *NarPit* de créer des cuisines centrales d'*arrondissement* en faisant remarquer qu'il est tout bonnement impossible de nourrir quelque 20 000 habitants en un seul lieu. Elle pointe ensuite la prétendue économie d'énergie : comme il faudra bien continuer de chauffer son foyer, le poêle familial brûlera quand même, qu'on y cuisine ou pas. Et comment les familles de 9 ou 10 personnes iront-elles se nourrir au réfectoire ? Enfin, elle demande ce que la femme serait censée faire du temps libéré. Étant donné le niveau du chômage, on ne l'embauchera pas si son mari travaille déjà[2]. Elle ne va quand même pas passer son temps en réunions ?! Evidemment, la publication d'une telle prise de position est surtout l'occasion de répéter la vérité officielle, sous forme d'avis de la rédaction ou de lettres de lectrices indignées[3]. La vivacité des réactions montre que la critique avait touché des points sensibles.

Les réalisations concernant l'éducation des enfants sont modestes elles aussi, alors que des structures de garde seraient absolument nécessaires. Dans Kommounarka Oukraïny, Iaroslavski reconnaît que la simplification du mariage et la libéralisation du divorce ont laissé beaucoup d'épouses abandonnées avec leurs enfants. Il veut voir dans les crèches, jardins d'enfants et Maisons d'enfants une réponse aux

[1] Kommunar'ka Ukrainy : I. KOGAN, « Žiliŝnaâ kooperaciâ i novyj byt », n°9 (1924), p. 22. SURINA, « Rabotnica i obŝestvennaâ stolovaâ (reč' na 2om vseukrainskom s"ezde rabotnic i slânok) », n°12 (1924), p. 10. V. SURINA (rabotnica), « Čerez obŝestvennuû stolovuû rabotnica raskrepostit sebâ », n°2 (1925), p. 8. V. SURINA (rabotnica), « Kak rabotnicy organizovali stolovuû » ; Rabkorka VORTMAN (g. Romny), « NarPit tvorit čudesa », n°8 (1925), p. 10. P1/1/1258 ; p. 38, § 1 (*Doklad UkrNarXarča*, 30/06/1925) ; p. 70, § 33 (*Rezolûciâ* déjà cité).

[2] Au 1er janvier 1925, le taux de chômage des femmes oscille de 25 à 67 % selon les secteurs d'activité. Elles représentent 13,3 % de la main d'œuvre industrielle et 38,2 % des chômeurs de ce secteur... Leur salaire est en moyenne 45 % inférieur à celui des hommes. Voir DAXO, P1/1/1258, *Otčët deâtelnosti central'nogo otdela rabotnic i selânok CKKP(b)U za period (...), 05/1924-04/1925,* p. 58-61.

[3] Kommunar'ka Ukrainy : Û.P., « Nesbytočnye mečty », n°6 (1/04/1924), p. 14. Réponses : ARKO, « Tov Û.P. protiv raskrepoŝeniâ ženŝiny » ibidem. LOZOVSKAÂ, « Û.P. ne prava » & S. VITKUL', « Opasnyj vzglâd », n°8 (30/04/1927), p. 8. Voici quelques arguments des détractrices de Û.P. : La femme ne trouvera peut-être pas de travail, mais elle peut s'instruire, lutter contre la bureaucratie, militer dans les associations d'aide aux orphelins... Peut-on encore en être là, à critiquer la restauration collective, dix ans après la révolution ?

craintes des femmes pour leur avenir. Cependant, l'argent manque comme toujours. Pour créer une crèche, les Sections féminines incitent à *« solliciter les moyens que possèdent les parents »*. De plus ces structures ne seront jamais de vraies *communes des enfants*. La séparation des lieux d'habitation et de travail fait de la crèche une simple garderie et non un lieu de vie sociale à part entière[1]. On reste loin en deçà des réalisations des communes rurales.

On aura de plus remarqué que l'éventuelle garde des enfants par les hommes n'est même pas envisagée : la répartition des tâches par genre n'est jamais remise en cause. Une autre « spécificité » féminine est d'ailleurs défendue au nom du nouveau mode de vie : dans les clubs, le tricot et la couture sont promus au rang de matières d'enseignement pour les femmes[2]. Sans doute faut-il voir là le souci de rendre le travail des femmes plus productif, c'est-à-dire de l'économiser. Il y a tout de même quelque chose d'un peu humiliant à cantonner les femmes dans certaines activités alors qu'on les soupçonne en plus de ne même pas les maîtriser…

Le « nouveau » mode de vie proposé aux femmes n'a rien de très enthousiasmant tant pour les militantes que pour la masse des travailleuses. Du côté du pouvoir, on sait bien que la technique ne suit pas et que le mode de vie réel ne s'améliore pas. L'activité des Sections féminines est donc en cause. On le sent à la répétition inlassable des mêmes discours dans les organisations féminines. Les militantes passent leur temps à se réunir à différents niveaux pour réaffirmer entre elles la nécessité des crèches, réfectoires et laveries qu'elles n'ont pas les moyens de mettre en place[3]. Elles ressassent ensuite les mêmes slogans dans la presse à l'attention

---

[1] ÂROSLAVSKIJ, « O polovyx vzaimootnošeniâx », Kommunar'ka Ukrainy, n°2 (22/01/1926), p. 23. DAXO, P1/1/1258, p. 70, § 32 (*Rezolûciâ* déjà cité). Voir les photographies légendées des crèches tirées de Novyj Pobut, n°1 (8/03/1926), reproduites en annexe (i43).

[2] P1/1/1086, p. 33.

[3] La *Circulaire n°127 sur les commissions de collectivisation du mode de vie des ouvrières et paysannes* est exemplaire tant elle dévoile le bureaucratisme de l'entreprise. Les commissions doivent être composées des dirigeant(e)s de la Section féminine, de l'Association de protection de la mère et de l'enfant, de l'Assistance sociale, de représentants de la JC, des syndicats, de la coopération, de la Section foncière, de l'Alimentation populaire, du Comité d'entraide… DAXO, P1/1/1258, p. 83, *Cirkulâr n°127 Vsem GubKomama, OkružKomam i GorRajKomam KP(b)U : O komissiax po kollektivizacii byta rabotnic i selânok* [s.d., 1925]

des ouvrières et critiquent les femmes du peuple qui osent exprimer leur incrédulité. À défaut de désamorcer les critiques, ces rappels à l'ordre empêchent pour le moins leur libre expression.

Trotski voulait *apprendre*, *inculquer*, *expliquer* le nouveau mode de vie. En l'absence des moyens matériels pour le mettre en œuvre, la pédagogie en faveur du nouveau mode de vie est inefficace et elle contribue surtout à modifier le rôle du Parti. Organisation d'avant-garde, il voulait soulever les masses. Moins de dix ans après la révolution, il les encadre, voire les materne en leur inculquant les règles élémentaires de l'hygiène. L'appareil de propagande passe lentement de l'action politique à l'abêtissement totalitaire[1].

Cette pédagogie du pouvoir envers le peuple avait sa propre utopie : le peuple devait être parfaitement rationnel et l'élite parfaitement désintéressée et dévouée. La relation pédagogique n'est pourtant pas neutre. Elle définit un pouvoir d'autant plus indiscutable qu'il est vertueux et bienfaisant. C'est une double aliénation. À vouloir éduquer le peuple, l'élite communiste a été amenée à affadir son corpus idéologique pour l'adapter à l'idée qu'elle se fait du peuple. Le problème était déjà sensible dans les premières brochures de propagande pour les communes, s'adressant à un paysan largement imaginaire (cf. p. 119 et suiv.). D'autre part, l'homme du peuple sait ce qu'il doit au pouvoir et il en paye le prix en soumission politique silencieuse. Les apparences sont sauves, jusqu'au fait divers, modeste élément du mode de vie, qui parfois fait craquer le vernis de l'idéologie, comme dans la rue Tchoubarov.

En dehors des situations de crise, le jeu qui se met en place entre les dirigeantes des Sections féminines et la masse des femmes est fondé sur le conformisme. Les lectrices de *Kommounarka Oukraïny* apprennent ce qu'on attend d'elles. À la dernière page de la revue, la rubrique *Boîte aux lettres* critique la forme et le fond du courrier reçu, tendant à le normaliser. Les contributions les plus *remarquables* sont publiées.

[1] KENEZ, *The propaganda state* déjà cité, p. 256.

De ce point de vue, les poèmes sont particulièrement appréciés dans la mesure où ils reprennent les thèmes de propagande. Voici un extrait des vers adressés par Vorontsova. Elle décrit la réaction des enfants qui mangent au *« réfectoire de l'Alimentation populaire »*.

« Ils s'habituent à la commune.
Ils ne veulent plus de la cuisine de la maison
Salut à toi, NarPit nouveau et joyeux, avec tes borchtchs !
Ici, dans le réfectoire bondé, le nouveau mode de vie
se prépare en force »[1].

Plus ambitieux, le poème de l'ouvrière Nesterovka d'Odessa recycle tous les thèmes de l'idéologie officielle.

« LE COMMUNISME, TOUT DE SUITE !

Laver le linge, préparer à manger
Et mille autres tâches :
Toutes les femmes au foyer connaissent cela.
Elles pensent à juste raison
Que tout ce temps est perdu, gaspillé.
Afin de gagner du temps,
Il faut tout laisser tomber et
Ne plus cuisiner,
Il faut oublier les fourneaux,
Il faut vivre en commune.
Le pouvoir soviétique nous vient en aide,
Il invite les femmes dans les clubs
Pour leur émancipation
Et leur éducation.
Dans les clubs,
Pour être une citoyenne,
Et vivre le communisme,
On lit et
On apprend la couture.

[1] Ek. VORONCOVA, « Stolovaâ NarPita », Kommunar'ka Ukrainy, n° 8 (1925), p. 10. Rubrique *Počtovyj âŝik* voir par exemple n°11 (1922), p. 51. Peter KENEZ a également noté la tendance de la presse soviétique à chapitrer ses lecteurs (*Propaganda state,* p. 6).

Toutes nous abandonnerons l'ordre ancien
Et nous mettrons tout sur une nouvelle base.
À bas le vieux mode de vie,
Place au nouveau !
Le guide nous montre la voie,
Suivons la !
Grâce au léninisme,
Allons directement au communisme ! »[1]

La naïveté de l'écriture produit des raccourcis saisissants : *« Pour être une citoyenne, / Et vivre le communisme, / On lit et / On apprend la couture »*. Le retard culturel, sensible dans l'appel à l'instruction et le contenu assigné à celle-ci, rend, pour les femmes, les notions de citoyenneté et de communisme tout à fait caricaturales. L'offre politique et culturelle étant inexistante, la citoyenneté se réduira à l'adhésion conformiste au *« léninisme »* et à la soumission au *« pouvoir soviétique »* bienfaisant. Le *« nouveau mode de vie »* serait une véritable rupture si les femmes pouvaient effectivement *« oublier les fourneaux »*. Or on a vu que c'était encore loin d'être possible. Le triste présent est donc vengé par un avenir aussi prometteur que vague. Tel est le rôle de la *« commune »* dans laquelle *« il faut vivre »*. Le concept est vidé de son contenu, réduit à une image chromo du paradis. Les thèmes du nouveau mode de vie à usage des femmes sont ainsi fixés. Une affiche de 1930 présente une bonne synthèse. Au premier plan, dans un intérieur sombre, une femme fait la lessive, à côté d'un réchaud sur lequel réchauffe une casserole. Une autre femme, vêtue de rouge, lui sourit en ouvrant grand une porte vers l'extérieur. Dans un paysage aéré et ensoleillé, on lit au fronton de bâtiments ultramodernes « crèche », « réfectoire », « cuisine centrale » <*fabrika-kuxnâ*>. Le texte proclame *« À bas l'esclavage de la cuisine, vive le nouveau mode de vie ! »* (Voir reproduction i44, en annexe).

Il est difficile de développer inlassablement une telle propagande quand rien de concret ne vient jamais l'étayer. La force de la notion de commune venait en 1919 de

[1] M. NESTEROVKA, « Prâmo k kommunizmu », Kommunar'ka Ukrainy, n°5 (1924), p. 9.

son identification à un lieu et à une pratique, ce qui la rendait immédiatement concrète. Pour les raisons exposées plus haut, des communes urbaines comparables sont inenvisageables sous la NEP. À défaut de conformer la réalité à leurs désirs, les militantes sont tentées de prendre leurs désirs pour des réalités. Dans le cadre de leur activité, elles font la tournée des *« maisons ouvrières et des foyers »* où vivent les prolétaires et leurs femmes. Et si le communisme y germait par lui-même ? En 1925, une résolution de la Section féminine centrale *« sur la question du travail parmi les ouvrières de l'industrie minière »* le suggère.

> *« § 3. (...) Il est indispensable de renforcer le travail de collectivisation du mode de vie des ouvrières, d'une façon ou d'une autre : extension du réseau des crèches (...), augmentation du nombre de casernes et foyers pour ouvrières et création en leur sein de /communes/ exemplaires. Organisation de l'alimentation collective, création dans les clubs de chambres pour les enfants en âge d'être pionniers »* (dans la présentation de l'original)[1].

En somme, la vie en dortoir favoriserait l'apparition de communes... Ce raisonnement est fallacieux, mais il fera son chemin. On a vu qu'à la fin des années vingt la presse le reprenait, confondant *caserne* et *commune* (cf. p. 296).

Cela ouvre la voie à un autre amalgame, tout aussi exagéré. L'habitat collectif pourrait être par lui-même une commune. En 1925, on voit soudain apparaître des *maisons-communes* <*doma-kommuny*>, nombreuses comme les champignons après la pluie. À Kharkov, on en compterait 25 dans l'arrondissement Octobre et 304 dans celui de l'Usine Rouge. Les sources sont assez imprécises sur la nature juridique de ces institutions. L'exposé d'un militant communiste parle de *« maisons-communes syndicales »* <*profsoûznye doma-kommuny*> et il semble en effet que ces immeubles appartiennent à différents types d'organisations professionnelles comme le confirme la *Grande encyclopédie soviétique* :

[1] DAXO, P1/1/1086, *Plan raboty (1923),* déjà cité. P1/1/1258, p. 41 : *Rezolûciâ po voprosu o rabote sredi rabotnic v gornoj promyšlennosti* [09/1925].

> *« on appelait [maisons-communes] certaines maisons municipalisées qui avaient été transférées aux directions d'usines (...) pour l'amélioration du logement des ouvriers (...). Il fut décidé et recommandé d'y organiser toutes sortes d'institutions à usage social (crèches et aires de jeu pour enfants, cuisines collectives etc.) »*[1].

Pour comprendre la nature de ces *maisons-communes*, on peut s'intéresser à l' *« Une des meilleures : la maison-commune "8 mars" »,* présentée aux lecteurs de Kommounarka Oukraïny en janvier 1926[2]. Elle est située dans le centre de Kharkov, à l'angle de la rue Coopérative et du passage de la Trinité. Elle appartient au Syndicat des travailleurs de l'alimentation populaire qui a rénové un ancien hôtel pour 28 000 roubles. Dès l'ouverture, qui a lieu symboliquement le *8 mars* 1925, 250 personnes s'y installent, dont 60 % de membres du syndicat. Socialement, on recense 75 % d'ouvriers et 20 % d'employés. Plusieurs espaces sont communs. Au réfectoire on trouve une longue table recouverte d'une nappe blanche, *« un mobilier confortable* <mâgkij> *et un miroir »,* et l'inévitable « coin rouge ». Dans le prolongement, la salle de réunion comprend une estrade et un piano. Les murs sont décorés d'affiches et de slogans. Dans la pièce suivante encore un *« coin léninien » :* une maquette du mausolée, un buste. *« Le regard du dirigeant* <vožd'> *suit les discussions et les lectures des résidants »*[3].

La cuisine est bien équipée, avec la plonge dans une pièce distincte. La laverie est au sous-sol. Elle est manuelle et il est d'ailleurs interdit de faire la lessive ailleurs. On trouve encore une salle de bain et des toilettes. Un salon de coiffure est prévu. Les chambres ont entre deux et quatre occupants. Le loyer (charges comprises) est de 2 roubles par mois. Tout le travail d'organisation est confié à une *« direction »* <*pravlenie*>, secondée par des commissions sanitaire et culturelle. Cette dernière organise des conférences. Il existe également un cercle politique et une chorale. La

[1] DAXO, P1/1/1269, p. 5, *(Cifrovaâ svodka ŽenOtdela Oktâbr'skogo rajona, 05-10/1925).* P45/1/22, p. 2 (*Protokol n°2 zasedaniâ komissii Krasnozavodskogo RajParKoma po rukovodstvu rabotoj ŽilFrakcii,* 24/01/1925). « Dom kommuny » in *BSE-1,* T. 23 (1931) ; l'article est signé MEŜERÂKOV, celui-là même qui est par ailleurs spécialiste de l'agriculture (cf. p. 105).

[2] ŠTRAFINSKAÂ, « Odin iz lučšix : dom kommuna im. 8oe Marta », Kommunar'ka Ukrainy, n°1 (01/1926), p. 10.

[3] Voir en annexe la reproduction de la double page, ainsi que la photo d'un autre coin rouge (i45 et i46).

correspondante ouvrière <*rabkorka*> Chtrafinskaïa conclut : *« Dans cette maison-commune qui apparaît comme la meilleure d'Ukraine se forge* <kuetsâ> *le nouveau mode de vie. Il nous faut plus d'endroits comme celui-là ! »*.

Ce genre de *maisons-communes* rappelle les *maisons des soviets*, à la différence qu'elles ne sont pas réservées aux responsables communistes mais théoriquement ouvertes à tous les syndiqués. Leur parenté avec le *nouveau mode de vie collectivisé* de la propagande des Sections féminines est incontestable. Réfectoire, laverie, crèche, éducation politique : tout y est. Par contre, le rapport avec les *communes* n'a rien d'évident. Les résidants sont des *locataires*, la maison est administrée par une *direction*. L'*Encyclopédie* le confirme : *« des employés spéciaux, les commandants, dirigeaient ces maisons »*. Ils ne sont pas responsables devant les résidants mais devant le propriétaire, c'est-à-dire le syndicat. Les communistes mènent un *« travail de fraction »* au sein des organismes de direction, c'est-à-dire qu'ils les contrôlent. Rien n'indique qu'il y ait des élections et que le fonctionnement soit tant soit peu démocratique[1]. Du point de vue qui nous intéresse, la discussion sur le mode de vie, malgré ses ambitions, n'a abouti qu'à des abus de langage. La *libération des femmes* est réduite à un problème de technique. Le mot *commune* subit un assaut destructeur[2]. Il désignait un collectif de vie et de travail autonome, se dirigeant lui-même. La presse l'assimile peu à peu à un ensemble de meublés pourvu de « coins rouges », à des pensions de famille syndicales, voire à des dortoirs insalubres.

[1] DAXO, P45/1/22, p. 3, (*Protokol n°4 (...)* 25/03/1925 : § 1 *Doklad frakcii Doma-Kommuny n°12*).

[2] Notons qu'Alexandra Kollontaï semble avoir anticipé ce mouvement. Dans une conférence prononcée à l'Université Sverdlov de Moscou en 1921 sur la *« Révolution dans la vie quotidienne »*, elle détaille les progrès de *« l'alimentation collective »* depuis 1918. Elle défend ensuite les avantages du *« logement communautaire »,* c'est-à-dire de *« la maison commune »*. *« Chacun aspire à s'[y] installer (...) non par conviction, comme (...) les utopistes, mais simplement parce qu'il est beaucoup (...) plus commode [d'y] vivre »*. En effet, on y trouve chauffage, cuisine centrale et parfois blanchisserie et crèche. *« Le nettoyage y est fait par des professionnelles »* (reproduit et traduit par Judith STORA-SANDOR, *Alexandra Kollontaï : marxisme et révolution sexuelle,* Maspero, « Bibliothèque socialiste » n°25, Paris, 1973).

2.3.3 LES ÉCRIVAINS CONTRE LA COMMUNE ?

Parmi les productions idéologiques, les œuvres littéraires posent des problèmes d'interprétation spécifiques. Ce ne sont ni de simples témoignages historiques, ni uniquement des jeux de mots. Néanmoins, les textes quels qu'ils soient restent indissociablement l'acte d'un individu, l'expression d'une situation et une part infime du processus historique global en cours. De ce point de vue, la distance n'est peut-être pas si grande entre la lettre d'un Zoubachtchenko, maraîcher-communard et instructeur en collectivisme à demi illettré, et une nouvelle de Khvylovy, l'écrivain ukrainien soviétique le plus en vue de la période. Tous deux agissent dans une situation singulière, dans un processus tout à fait complexe : la révolution et ses suites. À ce titre, la façon dont on décrit la révolution, dont on l'écrit, doit être analysée. C'est d'autant plus vrai pour l'œuvre littéraire : elle s'impose par une reconnaissance sociale qui dit son historicité. En Ukraine, comme la révolution se double d'une *Renaissance* culturelle qui sert encore de référence nationale aujourd'hui, les enjeux de sens sont plus complexes. Dans ce bouillonnement, la vision des artistes est cependant aveuglée par de larges angles morts, touchant aux représentations des classes pauvres et singulièrement des communes. La mise au pas des créateurs, sensible dès la fin de la NEP, en sera d'ailleurs facilitée.

2.3.3.1 La révolution indicible

Il faut revenir aux années du paroxysme de la guerre civile, autour de 1919, pour voir se dégager une représentation littéraire paradoxale du fait révolutionnaire. Dans des œuvres marquantes comme *L'année nue* de Pilniak ou *Tchevengour* de Platonov, il y a comme une fascination de la chute, un attrait esthétique de la ruine. Les descriptions sont sans concessions sur les horreurs du temps mais elles ne sonnent pas comme une condamnation de *« l'Expérience »* communiste. Même dans le tragique récit *La caverne* de Zamiatine, décrivant l'agonie physique et morale d'un couple

d'intellectuels pendant la famine, on ne trouve pas la condamnation omniprésente dans des textes au sujet comparable de Chméliov ou Rémizov. Comme le remarque Georges Annenkov à propos des habitants de Petrograd :

> *« Un jour, incontestablement, les historiens de la révolution russe observeront, effarés, que les gens qui supportaient sans chauffage les terribles hivers du Nord n'en survivaient pas moins, continuaient d'exister, de s'aimer, d'écrire des vers, de discuter de choses élevées. (…) Ils acceptèrent la glace et le givre comme une chose (…) aussi naturelle et nécessaire que le lever et le coucher du soleil »*[1].

Si la plupart des auteurs sont dans l'acceptation de la misère des temps, André Platonov franchit un pas supplémentaire dans *Tchevengour,* épais roman qui décrit quelques pauvres hères en quête de *« la génération spontanée du socialisme »*. Il y fait du dénuement un idéal. À ce titre, le public cultivé post-soviétique en a fait le porte-drapeau de l'ironie anti-utopique. Les critiques ont été mieux avisés en évitant des formulations trop définitives. Tout en parlant d' « *échec de l'utopie »,* Léonid Heller et Michel Niqueux disent que, *« plus qu'une simple anti-utopie, l'œuvre de Platonov est une grande méta-utopie »,* pleine de *« compassion pour tous les paumés de l'utopie »*[2]. Pour sa part, Georges Nivat parle de *« géniale prémonition du soviétisme »,* mais avec réserve, et ne précise pas si Platonov est promoteur ou critique de l'Utopie.

Par contre, il s'attarde sur

> *« la langue mythologisante de Platonov [qui] provoque une sorte d'immédiateté des sensations. Elle opacifie tout le psychologique, tout le figuré, tout l'abstrait ; elle les matérialise, les chosifie. (…) « D'où viens-tu ? demande un personnage. — Du communisme. Tu as entendu parler*

[1] Georges ANNENKOV, *La révolution derrière la porte [Povest' o pustâkax,* 1934*],* Quai Voltaire, Paris, 1994 ; p. 157. Deux nouvelles d'Alexeï REMIZOV, *Étoiles* et *Chanson de la faim* dans *Scènes de la Révolution russe* (rassemblées par Serge LIESKOV), Renaissance du Livre, Paris, 1923 ; p. 173-183. Ivan CHMÉLIOV, *Le soleil de morts,* Éditions des Syrtes, Paris, 2001 ; il évoque « *l'Expérience »* p. 109. André PLATONOV, *Tchevengour,* Robert Laffont, Pavillons « domaine de l'Est », Paris, 1996. Boris PILNIAK, *L'année nue* [1920], Autrement « Littérature », Paris, 1998. Evguéni ZAMIATINE, *La caverne et autres nouvelles,* Éd. du Seuil « Points », Paris, 1991.

[2] HELLER et NIQUEUX, ouvrage cité ; p. 225. Une vision moins équilibrée de l'Utopie chez Platonov est livrée par Jacques CATTEAU « De la métaphorique des utopies dans la littérature russe et de son traitement chez Andrej Platonov », Revue des Etudes Slaves, T. 56, fasc. 1 (1984) ; p. 39-50.

de ce point », répond l'interlocuteur, comme si les notions abstraites s'étaient condensées en des points concrets de la topographie. »[1]

Les ponts sont nombreux entre l'écriture dans Tchevengour et la prose communarde. Bien que le récit de Platonov semble se passer après la guerre civile (p. 164), la figure tutélaire de Rosa Luxemburg (p. 118) ramène clairement aux années 1918-1919. De nombreux éléments de discours concordent. À l'assemblée générale d'une commune *« on proposa même de ne pas limiter le temps de l'orateur. "Parle sans limites, il reste du temps jusqu'à ce soir, dit le président" »* (p. 152). La fréquence des réunions doit être augmentée *« pour que les événements du jour ne puissent s'en aller on ne sait où, pour rien, sans retenir l'attention »* (p. 153). Parmi les militants de Tchevengour,

> *« les mots que l'on prononçait n'étaient pas adressés aux gens, comme s'ils répondaient seulement à un besoin naturel de l'orateur, et les discours, souvent, ne contenaient ni questions ni propositions, mais exclusivement un doute émerveillé qui nourrissait (…) les émotions des participants » (p. 317).*

Ces remarques sur la similitude de langage entre les communards et Platonov sont d'autant plus importantes que l'écrivain s'est intéressé plus que tout autre au rapport des classes pauvres à la parole. Il me semble avoir clairement indiqué dans *Au plus précieux de l'homme* que l'incapacité de s'exprimer est un stigmate de la condition prolétaire. Ce texte, plus réaliste que beaucoup d'autres nouvelles de Platonov, met en scène un ouvrier du chemin de fer qui vient de perdre sa femme.

> *« Pas très doué côté sensibilité, Foma Poukhov était en train de couper du saucisson cuit sur le cercueil de sa femme, affamé qu'il était faute de ménagère.*
> *— La nature reprend le dessus ! conclut-il.*

[1] Georges NIVAT, *« Une fable russe, un rêve universel : Tchevengour »,* préface de l'édition citée (Laffont, 1996), p. 15-16. Toutes les paginations de *Tchevengour* sont données dans cette édition.

> *Sa femme une fois mise en terre, il alla se coucher car il s'était crevé en tintouin et chagrin. Quand il se réveilla, il eut envie de kvass (...) »*[2].

Il ne faut pas croire que Poukhov soit une brute. Simplement *« à présent, point de réponse [de sa femme], point de compassion : les voilà, les lois de la nature ! »* (p. 104). Il est emmuré dans son incommunicabilité. *« Il grognait avec une irritation qui n'était pas de rage, mais de tristesse et d'autre chose encore — mais il n'en exprima rien à voix haute »*. Il échappe à ses angoisses par l'action. Il défend d'abord sa voie ferrée contre la tempête et les Blancs. Ensuite il s'engage comme mécanicien sur un bateau de la Flotte rouge de la mer Noire, en lutte contre Wrangel en Crimée. *« Moi, quand on a besoin de moi, je ne me débine jamais »* (p. 124).

Quand son unité est volontaire pour une mission particulièrement dangereuse, lui, le taciturne sans famille, écrit des lettres d'adieu pour ses camarades illettrés (p. 129). C'est que, plus vieux que les autres, il est profondément semblable à ses camarades tout en ayant l'atout d'une plus grande profondeur de vue. Eux,

> *« jeunes, ils se construisaient un pays nouveau en vue d'une longue vie future, détruisaient avec furie tout ce qui ne s'accordait pas avec le rêve de bonheur des pauvres que leur avait enseigné le commissaire politique. Ils ne connaissaient pas encore le prix de la vie, c'est pourquoi ils ignoraient la lâcheté, le regret de perdre son corps. (...) Ils étaient pour eux-mêmes des inconnus. C'est pourquoi leur âme était libre des chaînes qui auraient rivé leur attention à leur personne. C'est pourquoi ils vivaient d'une vie pleine, totalement partagée avec la Nature et avec l'Histoire. Et dans ce temps-là, l'Histoire fonçait comme une locomotive, remontant une rampe sur laquelle elle tirait le fardeau universel de la misère, du désespoir et d'une routinière résignation »* (p. 131 ; je souligne).

Ce rapport au monde a des conséquences politiques. Ne se connaissant pas eux-mêmes, les prolétaires n'ont pas accès à l'Idéologie. *« Poukhov se rappela[it] vaguement des*

[2] *Au plus précieux de l'homme [Sokrovennyj čelovek,* 1928*],* traduit dans le recueil : Andréi PLATONOV, *La ville de Villegrad (nouvelles),* Gallimard, NRF « Littératures soviétiques », Paris, 1971 ; p. 103-186.

panneaux où l'on affirmait que le capital n'est pas un objet, mais un rapport ; et pour Poukhov "rapport" équivalait à "rien" » (p. 146). Or, après la guerre civile, il redevient impossible de vivre *« d'une vie pleine, totalement partagée avec la Nature et avec l'Histoire »*. Dans les brèches qui s'ouvrent entre les hommes, leur activité et le monde, les grands discours et leurs mots abstraits reprennent leur place. Poukhov, avec son exigence d'immédiateté, se retrouve à part. *« Il était un personnage douteux. Pas un ennemi, non, mais un vent bizarre qui soufflait à côté de la voile révolutionnaire »* (p. 182). Quand *communiste* se met à signifier exclusivement membre du Parti, il refuse donc d'adhérer. Au militant, son ami, qui lui demande pourquoi : *« Parce que je suis con de nature, déclara Poukhov [qui] connaissait des moyens particuliers, des moyens de mégarde, pour charmer et séduire les gens, et produisait toujours ses réponses sans y penser du tout »* (p. 185). Cette dérobade exprime aussi bien le retour des pauvres à la situation de dominés. En effet, après cette réponse, le militant *« alla <u>faire le chef</u> ailleurs »* (je souligne). De nouveau, les pauvres sont des *cons* dans un monde dirigé par des *chefs*.

Les représentations littéraires du communisme et des pauvres posent la question du langage. Les prolétaires n'ont pas les mots pour s'exprimer. Dans le moment révolutionnaire, l'action a largement suppléé aux mots qui ont manqué et la parole qui se fait entendre dans cet instant refuse toute représentation. Elle récuse toute image, toute métaphore, elle se veut indissolublement expression et action, comme dans la Genèse où le *« Verbe* est *Dieu »*. La langue des communards s'oppose ainsi à celle des artistes. Ces derniers cherchent une expression qui reste lisible après l'événement. S'ils ne le faisaient pas, ils subiraient le même sort que les communards : ils s'exposeraient à l'incompréhension. L'ambivalence de Platonov est là. En rendant scrupuleusement la langue des plébéiens révoltés, en restituant exactement la parole d'une époque révolue, il passe pour le contempteur ironique de l'Utopie. À ne pas choisir entre révolution présente et révolution représentée, le créateur risque aussi le

déchirement de son être. Le double littéraire de Georges Annenkov, Kolenka Khokhlov, en fait l'amère expérience. Pour le 1er mai 1920, il doit reconstituer les journées d'Octobre à Petrograd dans un spectacle grandeur nature, avec des milliers de figurants, eux-mêmes anciens acteurs de l'événement.

> *« La révolution aux pieds nus, affamée, ajoute un nouveau maillon à la grande chaîne de l'art des places publiques où la quantité devient qualité [*depuis les mystères du moyen-âge jusqu'à la fête de l'Être Suprême...*]. Cette soirée de 1er Mai venteux, près de la bourse, est unique pour Kolenka Khokhlov, comme l'est tout point culminant. À l'instant où, des bastions de la forteresse Pierre-et-Paul, les canons annoncent la fin du spectacle, il le sent, la Révolution est morte pour lui... De retour chez lui, Kolenka se mit à pleurer »*[1].

L'interdit de la *représentation* anciennement appliqué au Créateur, vaut en URSS pour l'événement d'où tout procéda. Point aveugle, la Révolution occupe les esprits mais bloque l'imagination. Eric Naiman remarque cette contradiction, tout en déplaçant l'accent de la Révolution vers l'Utopie.

> *« Un "discours sûr", cela n'existe pas. L'entreprise utopique est ruinée par la nécessité d'être exprimée et limitée par un instrument communicatif de langage historiquement déterminé et non-utopique. L'utopie parfaite, immunisée contre les maladies linguistiquement transmissibles, serait un crime parfait : nous ignorerions son existence »*[2].

Source de toute légitimité et imprégnant tous les discours dans l'après coup, la révolution devient ce « crime parfait ». Elle est omniprésente mais on ignore son existence.

2.3.3.2 Le pessimisme tendre des « amoureux de la commune »

Quatre écrivains me semblent avoir affronté cette difficulté en accordant une place significative aux communes : Boris Pilniak, Mykola Khvylovy, Mykola Koulich et

[1] ANNENKOV, ouv. cité, p. 206. Annenkov organisa effectivement les cérémonies du 1er Mai 1920.
[2] Eric NAIMAN, *Sex in public*, p. 13.

Mike Iohansen. Le premier est russe, les autres sont ukrainiens (voir les portraits de ces derniers en annexe). Ils ont cependant beaucoup en commun, à commencer par le « provincialisme » d'auteurs pour lesquels Moscou et Petrograd ne sont pas le centre du monde. Trotski dit de Pilniak : *« Il saisit la Révolution à sa périphérie, dans ses arrière-cours, au village et surtout dans les villes de province. Sa Révolution est celle d'une bourgade »*. Ces mots vaudraient tout autant pour le trio d'auteurs ukrainiens, seule la localisation de la bourgade différenciant les uns et les autres. Pilniak décrit le nord de la Russie centrale, située grossièrement entre Kolomna et Ouglitch. Khvylovy et Iohansen sont natifs de « l'Ukraine périphérique », la région de Kharkiv. Koulich vient de l'Ukraine des steppes, autour de Kherson. Les quatre auteurs appartiennent aussi à la même frange du spectre politico-littéraire de l'époque. Toujours selon l'expression de Trotsky, ce sont des *« compagnons de route »* engagés dans la révolution, partageant ses objectifs, mais ayant une conception du monde et une formation intellectuelle différentes de celles des bolcheviks[1].

Situé à la marge, Pilniak se voit reconnaître par la critique *« un talent véritable »* dès la parution de *L'année nue* en 1922 ; mais on lui reproche de ne pas être *« un artiste-prophète, un artiste qui montre le chemin, un artiste-tribun »*. Plus tard, malgré ce succès précoce, il se met délibérément en marge par deux fois : d'abord en publiant en 1926 *Le conte de la lune non-éteinte,* allusion transparente aux soupçons de meurtre entourant la mort de Frounze sur la table d'opération ; en 1929, il publie à Berlin le récit *L'acajou* que la censure soviétique avait refusé. Au début des années trente, sa soumission apparente aux canons du réalisme socialiste ne le sauve que temporairement. Il est arrêté puis liquidé en 1937 pour espionnage au profit du Japon[2].

Malgré la similitude de leur destin et leur indéniable qualité artistique, les trois écrivains ukrainiens sont beaucoup moins connus que Pilniak, d'où la nécessité de

[1] Léon TROTSKY, *Littérature et révolution* [1924], UGE « 10/18 », 1974, Paris ; p. 98, 71-73.

[2] A. VORONSKIJ, « Boris Pil'nâk », Krasanâ Nov', n°4 (1922) ; p. 269. Georges NIVAT, « Boris Pilniak », *Encyclopaedia Universalis*.

s'étendre un peu plus sur leur parcours. Mykola Khvylovy est un prosateur, Mykola Koulich un dramaturge et Mike Iohansen un poète. Ils représentent chacun un art différent et le portent au plus haut dans l'*Académie libre de littérature prolétarienne* <Vil'na Akademiâ Proletars'koï Literatury — VAPLITE>, groupement artistique qui, selon Ivan Dziouba, *« réunissait beaucoup des meilleurs littérateurs ukrainiens »* de l'époque[1]. Ils avaient achevé leur formation artistique et politique pendant la guerre civile alors qu'ils avaient entre 21 et 26 ans. Le Communisme de guerre est pour eux un moment de rupture, de choix définitif de leur voie. Dans son autobiographie, Iohansen (fils d'un professeur balte installé à Kharkiv) affirme que, après des études de philosophie, en

> *« l'an 1919 — sous l'impression des méfaits de Denikine — j'ai tiré un trait net concernant ma vision du monde ; j'ai adhéré au marxisme. Au même moment, j'ai commencé à écrire des vers en ukrainien ; avant, j'écrivais en russe »*[2].

Les consciences nationale et sociale apparaissent donc indissociables pour cette génération qui attend de la révolution qu'elle bouleverse la culture ET la vie. Koulich, originaire d'une famille de paysans pauvres, a connu l'humiliation du salariat agricole. Parvenu à étudier au lycée, il en est exclu en 1908 pour son esprit révolté. Officier pendant la première guerre mondiale, il est élu délégué de son régiment en 1917. Il adhère au Parti communiste en 1918 ou 1919 et fait de l'agitation souvent clandestine dans sa région natale. Khvylovy (voir son portrait en annexe), issu d'une famille intellectuelle de Trostianets (à 100 km au nord-ouest de Kharkiv), est également un ancien des tranchées. Contre l'Hetmanat de Skoropadski, il participe à l'insurrection les armes à la main. Il devient communiste en avril 1919[3].

---

[1] DONČYK V.H. (za red.), *Istoriâ ukraïns'koï literatury,* déjà cité, T. 1, p. 28.

[2] Autobiographie de Iohansen citée par : Stepan KRYŽANIVS'KYJ, « Majk Johansen » in *Pys'mennyky radâns'koï Ukraïny 20-30 roki : Narysy tvorčosti* (uporâdnyk KRYŽANIVS'KYJ), Radâns'kyj Pys'mennyk, K, 1989 ; p. 119. Voir également Rostyslav MEL'NYKIV, « Ûvilejnyj obrazok lûdyny z xymernym imenem : na 105 ryčnicû vid dnâ narodžennâ Majka Johasena », Kal'miûs, n°1-2 (13-14), 2001.

[3] George S.N. LUCKYJ, *Literary politics in the soviet Ukraine 1917-1934,* Columbia UP, NY, 1956 ; p. 129. V.P. AHEEVA, « Mykola Xvyl'ovyj » in Mykola XVYL'OVYJ, *Novely, opovidannâ* (déjà cité), p. 6.

La vie intellectuelle dans laquelle ils s'engagent sous la NEP est particulièrement riche et pluraliste en Ukraine. Le PC a intégré plusieurs figures de l'extrême gauche ukrainienne qui cautionnent le nouveau régime tout en apportant une autre sensibilité. Deux anciens *borotbistes* dirigent des organes de presse influents. Le journal gouvernemental *Visti VOuTsVK* (*Les Nouvelles du Comité exécutif central d'Ukraine*) a été confié à l'un d'entre eux, le poète Vasyl Ellan-Blakytny. Choumski, ex-dirigeant de l'UPS-R, promu au Comité Central du PC(b)U lors de la fusion de 1920, a pris la tête de *Tchervonyï chliakh* (*Chemin rouge*), revue littéraire et intellectuelle de grande tenue, ouverte à toutes les tendances. Parmi les ralliés, on peut compter aussi le poète Volodymyr Sosioura, qui avait combattu l'Hetmanat sous les couleurs de Petlioura. Cette phalange a un soutien parmi les vieux bolcheviks, en la personne de Mykola Skrypnyk, compagnon de Lénine très porté sur la question ukrainienne.

Tout le milieu politico-littéraire auxquel appartiennent Khvylovy, Koulich et Iohansen applaudit le lancement d'une politique volontariste d'ukrainisation de l'État et du Parti en mai 1925. Le trio garde néanmoins une certaine distance critique en participant à la création de l'*Académie Libre* (projetée dès 1924 par le *borotbiste* Ellan-Blakytny et le *proletkultiste* Pelché). Les écrivains se lancent dans la bataille d'idées. Koulich, qui préside la structure, tire un bilan sans concession des conformismes linguistiques dans la comédie *Myna Mazaïlo*[1] en 1928. Khvylovy, théoricien du groupe, publie des pamphlets qui provoquent scandale sur scandale[2].

Quo vadis et *Pensées à contre courant* (1925), *Les apologistes du scribouillage* (1926) et enfin *Ukraine ou Petite-Russie ?* (1927) alimentent la *« discussion littéraire »*

[1] Un petit bureaucrate peureux est le rôle-titre. Habitant le quartier de Xolodna Hora à Xarkiv (excentré à l'ouest de la gare, voir sur les plans c6 et c7, en annexe), il décide à toutes fins utiles de russifier son nom (qui deviendrait Mazaïlov ou Mazanine). Un grand débat familial à ce sujet met aux prises l'oncle Tarass, cul-terreux nationaliste, et la tante Motia, petite-bourgeoise russe pédante. Seule la jeune génération offre un espoir. Mokiï, le fils de Mazaïlo, jeune militant communiste très actif, apprend l'ukrainien à sa bien aimée, Ryna.

[2] George S.N. LUCKYJ, *Literary politics* déjà cité, p. 43. George S.N. LUCKYJ, *Ukrainian litterature in the twentieth century : a reader's guide,* University of Toronto Press, Toronto, 1992 ; p. 38. Myroslav SHKANDRIJ, « Mykola Khvylovy and the Literary Discussion » in Mykola KHVYLOVY, *The Cultural Renaissance in Ukraine : Polemical Pamphlets, 1925-1926* Canadian Institute of Ukrainian Studies – University of Alberta, Edmonton, 1986 ; p. 2-4. *Myna Mazajlo* in Mykola KULIŠ, *P"êsy,* Naukova Dumka « Biblioteka školâra », K, 1998 ; p. 7-98.

en fâchant les « académiciens » avec tout le monde. Suspect d'élitisme en créant cette institution, Khvylovy croise le fer avec l'intelligentsia ukrainienne traditionnelle, qui se croit nationaliste alors qu'elle n'est que provinciale. De l'autre côté, il passe pour un anti-russe avec ses appels à ancrer la culture ukrainienne en Europe. Enfin, quand il critique nommément Staline et évoque le Thermidor qui menace, on le taxe de trotskisme[1]…

Dès 1927, le rapport de force se renverse. Le PC condamne le « choumskisme » comme une déviation nationaliste. Sous la pression du Parti, Koulich est obligé d'exclure Khvylovy de l'*Académie*. Celle-ci doit ensuite s'auto-dissoudre en janvier 1928. Khvylovy résiste pied à pied dans les nouvelles revues qu'il crée (*Literaturnyï iarmarok* — *La Foire Littéraire*, 1928-1930 ; *Prolitfront* — *Front Littéraire Prolétarien*, 1930). En janvier 1933, Staline envoie Postychev mettre de l'ordre dans le PC(b)U. Les *« erreurs »* (défense de l'identité nationale, critique de la collectivisation ou de Staline lui-même) sont définitivement condamnées. Comprenant que tout espoir est perdu, Khvylovy se suicide le 13 mai. Son enterrement permet, à l'instar de celui de Ioffé à Moscou en 1927, une dernière manifestation oppositionnelle. Le 7 juillet, Skrypnyk se suicide à son tour. Koulich et Iohansen, parmi tant d'autres, sont en sursis jusqu'aux grandes purges. Ils seront fusillés en 1937[2].

La postérité de ces écrivains est paradoxale. En URSS, leurs noms disparaissent des librairies et bibliothèques jusqu'à Khrouchtchev. Après 1956 et jusqu'à la perestroïka, certaines œuvres sont rééditées, mais elles ont été soigneusement sélectionnées pour leur innocuité. Dans l'émigration, la diaspora ukrainienne s'approprie par contre les auteurs des années vingt en les réunissant sous le nom de *Renaissance fusillée*. Ils sont enrôlés à titre posthume pour défendre la conscience nationale ukrainienne. En conséquence, leur engagement dans la révolution est minoré,

[1] LUCKYJ, *Litterary politics,* p. 66. SHKANDRIJ, article cité. MEL'NYKIV, article cité. Mykola XVYL'OVYJ, *Tvory v p"âtox tomax, T. IV (Panflety),* Smoloskyp – Slovo, NY, 1983.

[2] LUCKYJ, *Litterary politics,* p. 71-82. DONČYK, *Istoriâ,* T. 1, p. 44-45, 403. SHKANDRIJ, article cité, p. 25. MEL'NYKIV, article cité.

sinon nié. Dans les recueils et anthologies, le choix des textes permet par exemple de présenter l'image commode *« de l'artiste Khvylovy (...) plus clairvoyant que le Khvylovy politique »,* le premier étant devenu aussi anti-soviétique que le second était un communiste fervent. Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, cette approche est devenue la vulgate officielle, dans les programmes scolaires particulièrement. Seules des critiques inspirées par le post-modernisme contestent ce consensus ; mais, en réduisant la question à des conflits esthétiques de « discours », elles relativisent radicalement les enjeux de l'histoire littéraire[1].

Pour retrouver le motif communard des années vingt, il faudra passer outre le sourire moqueur des déconstructionnistes, aller contre les certitudes des nationalistes et casser les clichés soviétiques. Ardue si l'on part des critiques littéraires, la tâche paraît pourtant évidente en lisant les œuvres elles-mêmes. Des textes évoquant le communisme de guerre à ceux concernant la NEP, les communes apparaissent sous la plume des écrivains comme un moyen d'analyser, voire de juger la société soviétique.

2.3.3.2.1 Les communes de la guerre civile : rêve ou cauchemar ?

Les conceptions politiques et littéraires du trio ukrainien ont largement été forgées dans le feu de la guerre civile, mais on ne trouve pas chez eux de description des communes de la période[2]. Sans doute les expériences du printemps 1919 ont-elles été trop brèves pour retenir leur attention dans des temps aussi troublés. Seul Mike Iohansen évoque les communes dès 1921, alors que la fin de la guerre civile coïncide

[1] *La renaissance fusillée* est le titre de l'anthologie dirigée par Ûrij LAVRINENKO : *Rozstrilâne vidroždennâ : antolohiâ 1917-1933* [1959], Prosvita, K, 2001. Leonid PLIOUCHTCH présente son analyse de Mykola KHVYLOVY dans le recueil *La route et l'hirondelle,* éditions du Rocher « Maison Nikolskaïa », Monaco, 1993 ; p. 25. Pour une présentation pédagogique de Khvylovy : DONČYK, déjà cité, T. 1, p. 237 ; Mariâ KRYVENKO, *Mykola Xvyl'ovyj,* Vseuvyto « Use dlâ školy », K, 2001 ; p. 4. Sur le post-modernisme, voir : Konstântyn MOSKALEC', « Roman z dyskursom », Krytyka, n°3 (03/1998) qui rend compte du livre de Solomiâ PAVLYČKO, *Dyskurs modernizmu v ukraïns'kij literaturi* [1997], Lybid', K, 1999. L'auteure conclut que le *« discours du modernisme »* dans la littérature ukrainienne du XXe siècle a été victime *« de répressions variées de la part du paradigme populiste dominant et de ses incarnations littéraires »*. Parallèlement à la vulgarisation des thèmes nationalistes, certains travaux permettent une approche moins partiale. Ainsi, l'ouvrage pionnier de George S.N. LUCKYJ sur *La politique littéraire en Ukraine soviétique 1917-1934* (déjà cité) a ouvert la voie aux études ukrainiennes développées en Amérique du nord. Une édition scientifique des *Œuvres* de Khvylovy a été réalisée à New York par Smoloskyp au début des années 1980.

[2] Excepté chez Khvylovy le récit grotesque de l'évacuation de juin 1919 (déjà cité : cf. p. 201 ; XVYL'OVYJ, *Iz Varynoï biohrafiï* in *Novely, opovidannâ* ; p. 398.).

avec le début d'une famine particulièrement cruelle en Ukraine. Il écrit une ébauche sans la publier. C'est une véritable idylle sous le titre *La commune*.

> *« Tu penses : qu'est-ce que la commune :*
> *Il y avait le marché, il y aura la caserne ?*
> *Non l'ami :*
> *La commune c'est une ville comme la mer ou les montagnes*
> *Aussi blanche, aussi étendue.*
> *Tu as peur que ce soit triste à la commune,*
> *Que le samedi il n'y ait point les cloches de l'église ?*
> *Non, frère ! Au son de la cloche, pivoines écarlates vers la maison,*
> *Les communards rentrent du travail.*
> *Les jeunes filles grignotent des graines de tournesol sur les bancs,*
> *Et les gens sont comme un champ de blé et de chansons,*
> *Au-dessus d'eux, les ailes blanches des édifices célestes,*
> *Une vision semblable à un songe… ou à des secondes… à des oiseaux »*[1].

L'originalité de Iohansen n'est pas dans l'identification de la Commune à l'Avenir, formule qui devient vite un lieu commun[2]. Iohansen se singularise plutôt par les images qu'il emploie. Un critique en vue de l'époque, Leïtes, compare cette vision à celle de Gastev, poète prolétarien russe.

> *« Comme c'est caractéristique ! Gastev se serait obligatoirement représenté la commune du futur sous l'apparence d'une ville* élevée *avec de volumineux, de pesants gratte-ciel de mille étages. Pour le poète ukrainien, elle est avant tout* étendue *comme la mer.*
> *Et cette aspiration à une grandeur blanche, cette inclination à l'idylle sentimentale est typique de la poésie ukrainienne contemporaine, quand bien même elle porte son regard sur l'avenir industriel »*[3].

Blancheur, étendue liquide : très éloignée de la mode futuriste, cette commune poétique semble se rapprocher de celle de Strelnikova. Elle est pourtant très différente.

---

[1] Je n'ai pu trouver le texte original malgré beaucoup de recherches, mais j'ai pu le reconstituer grâce aux citations qui en sont faites dans A. LEJTES, « Panlirizm v ukrainskoj proletarskoj poezii », Zori grâduŝego, n°5 (05/1922), p. 118 ; et par KRYŽANIVS'KYJ, « Majk Johansen » in *Pys'mennyky radâns'koï Ukraïny* (déjà cité), p. 128.

[2] Un autre poète ukrainien, Voldymyr Sosioura, écrira trois ans plus tard : *« La commune se rapproche. (…) Nous marchons vers la lumière / Fermement, toujours plus loin, / Entourés d'espoir et d'envie… »*. V. SOSÛRA, « Traurnyj marš » in *Stixi i poemy (perevod s ukrainskogo),* GIz. Xud. Lit., M, 1958 ; p. 35.

[3] A. LEJTES, article cité.

La référence religieuse, ici assumée (les cloches de l'église), est extérieure. Elle porte sur les rites qui rythment la vie et non sur la recherche d'un salut par la transcendance.

La blancheur, rêve inaccessible pour les jeunes communistes de la *Deuxième maison des soviets,* est la couleur de la commune-même et a la forme d'ailes *protectrices* pour le poète ukrainien. La *« rivière bleue de la révolution »,* chez Strelnikova, était *« au-dessus du monde, ou peut-être seulement dans le cœur »*. Chez Iohansen, mer, montagne et champs *sont* la commune, *sont* les gens, *sont* le monde. Le lecteur a l'impression que l'immédiateté du ressenti n'a pas encore été étouffée par les représentations. Le refus du gigantisme et de l'emphase vont de pair avec des éléments du quotidien rural. Les graines de tournesol qu'on mâchonne et les chansons qu'on entonne le soir renvoient au village tel qu'il est et qui pourra devenir une commune.

Les conflits sont déplacés vers une autre voix, celle de l'*ami,* du *frère* qui craint que la commune ne soit *triste* comme une *caserne*, sans *cloches* ni *église* pour donner du sens à la communauté. Le dialogue de l'ami sceptique et du poète voyant reprend une bonne partie des fantasmes et psychoses formés contre les communes pendant le communisme de guerre (asservissement, uniformisation, déchristianisation) pour mieux leur opposer la douceur de la vie collective. Or, écrivant après la condamnation tacite des communes en 1920 et la réhabilitation de la petite propriété en 1921, Iohansen préserve l'image d'une utopie positive et concrète, très proche de celle des communards de 1919.

Loin de cette idylle bucolique, les collectifs décrits par Boris Pilniak émergent de la guerre civile qui constitue un des principaux matériaux du travail de l'écrivain. Comme il publie *L'année nue* en 1922 et *Des machines et des loups* deux ans plus tard, son regard est rétrospectif, comme un bilan du communisme de guerre présenté au lecteur de la NEP. Dans le roman *L'année nue,* regard halluciné sur 1919, la commune surgit de nulle part.

> *« [D]ans la propriété des princes Ordynine, dès le printemps, des anarchistes s'installèrent. (...) Ils prirent possession des lieux la nuit (...). Le lendemain matin déjà, au fronton de la porte, ils avaient hissé leur drapeau (...) [Ils] labouraient les champs dès le surlendemain, en blouse et képi »* (p. 95-96).

Le collectif est totalement extérieur, sociologiquement et idéologiquement, au village. Il n'attire qu'un personnage lui-même marginal, Andréï Volkovitch, un *« officier-étudiant-noble »*. C'est néanmoins autour de lui que s'ordonnent les thématiques du livre. Après avoir échappé à une rafle de la Tcheka, on le voit discuter avec un vieux sorcier qui affirme :

> *« Il n'y a aucune internationale, il n'y a que la révolution populaire russe, la révolte et c'est tout ! à la manière de Razine !... (...) Un soviet pour toute notre terre et que tout le monde y vienne, tous ceux qui veulent, et qu'on y délibère à ciel ouvert ! (...) Quant aux* commounistes [sic dans la traduction]*, ouste ! Les bolcheviks s'arrangeront bien tout seuls !... »* (p. 93).

On comprend ce qu'Andréï cherche à la commune : la révolte brute. Il s'agit moins de partager les richesses *« que d'être libre, ne rien avoir, renoncer à tout, ne pas même posséder de linge »* (p. 97). En se dépossédant, on retourne à un certain passé. *« La semaine des Roussalkas, les femmes de la commune allèrent sur le talus de Saint-Nicolas chanter et danser »* (p. 96). L'innocente sauvagerie païenne règne à nouveau, bien accordée à l'idée d'un soulèvement *russe*. Le retour aux racines a ceci de paradoxal qu'il n'est pas le fait des paysans, du peuple lui-même, mais d'intellectuels. Cela explique aussi le radicalisme des communards dans le domaine moral. Ainsi un mariage, annoncé en fin d'assemblée générale :

> *« Je dois vous faire part d'un autre fait : le camarade Andréï se marie avec la camarade Irina. Je considère la chose comme rationnelle. (...) Personne ne souleva d'objections »* (p. 115).

La commune n'arrive malgré tout pas à la hauteur des rêves d'Andréï. L'assemblée se

brouille pour une sordide histoire de bandes molletières « empruntées ». Et, à l'arrivée d'un deuxième groupe de libertaires, ressemblant fort à des bandits, la commune *« s'effondra subitement, en quelques jours, au mois d'août »* (p. 152).

La commune *Le Paysan* décrite dans un autre roman de Pilniak, *Les machines et les loups,* paraît d'abord plus proche des réalités du temps. Elle apparaît dans une note de bas de page, censée reproduire un extrait des archives du personnage principal, un statisticien. Il s'agit d'une déclaration à l'en-tête de la cellule communiste et de la commune. Deux frères, secrétaire et président du collectif, demandent *« à annuler [leurs] femmes (...) et enfants. Comme nés dans la période d'avant la révolution »*. La volonté de faire table rase du passé ainsi que la croyance dans le pouvoir magique de l'écrit sont clairement figurées ; elles se retrouvent également dans la description de l'installation de la commune.

> *« La commune* Le Paysan *reçut son matériel selon un inventaire ; et, en mouillant son crayon à encre, Sidor Mérinov, le gestionnaire, écrivait* chaise *sur chaque chaise, et sur chaque table —* table*, pour que ce soit précis ; ce n'est qu'après qu'il signa l'inventaire en signe de reconnaissance de la prise en compte des tables et chaises »*[1].

Le refus de séparer les mots et les choses a rarement été exprimé aussi clairement.

Néanmoins, un certain nombre d'éléments éloignent cette commune de celles des sources. On apprendra que la commune n'est constituée que de trois frères qui ont répudié leurs femmes pour en prendre de nouvelles. *« Des bonnes femmes sont arrivées à la commune sans être passées devant l'autel »*. La mère de l'une d'elles s'installe à son tour et crée une secte. Elle trouve un prophète qui organise le mariage collectif des femmes avec lui et avec tous les membres de la commune. Face à de tels dérèglements, une commission d'inspection est diligentée. Les paysans du voisinage essaient d'en profiter pour critiquer la commune. Une bagarre éclate finalement entre communards et inspecteurs. L'un de ces derniers est tué et un incendie ravage les

[1] Boris PIL'NÂK, *Mašiny i volki* [1924] in *Sočineniâ v trex tomax, T. 1,* Izdatel'skij Dom « Lada M », M, 1994 ; p. 179, 222.

bâtiments[1].

Dans les deux cas, la représentation générale de la commune est clairement négative, mais elle reste ambiguë. Elle mêle des éléments vraisemblables (situations, langue) à une fantaisie exacerbée (roussalkas, secte, communisme sexuel). L'idéalisme des communards (ne rien posséder, rompre avec le passé) paraît souillé par l'intrusion de détails triviaux (bandes molletières, bonnes femmes). Certains traits assurément dépréciatifs du point de vue de la rationalité politique et sociale, sont au contraire revendiqués par Pilniak comme autant d'indices de la vitalité du processus révolutionnaire. Dans l'échange entre auteur et lecteur, on ne sait plus en définitive si le tableau discrédite plus les idéaux primitivistes des personnages, les principes et la pratique des communards ou le caractère anarchiste (et anarchique) des initiatives.

La popularité de Pilniak au début de la NEP, *« plus grande alors que celle de Babel »*, se nourrissait de cette ambivalence. Accusé à bon droit de slavophilie et d'eurasisme, il s'est à un moment dit proche du groupe *Changement de jalons*, qui voyait dans le nouveau régime la poursuite de la volonté de puissance *russe*. Tout cela le classerait *« à l'extrême droite des compagnons de route, hésitant aux marges de la contre-révolution »* selon Robert Maguire. En même temps, son apologie de la révolte brute le rapproche des anarchistes. De ce point de vue, les bolcheviks sont présentés comme des contre-révolutionnaires, cherchant à canaliser et à dompter le flux populaire[2].

Décrits comme des *« gens en veste de cuir »* qui *« fouctionnent énergiquement »* (p. 190 ; sic dans la traduction), les communistes peuvent pourtant se reconnaître positivement dans la prose de *L'année nue*. Trotsky définit d'ailleurs Pilniak comme *« un réaliste et un remarquable observateur »,* quelles que soient les critiques

[1] Ibidem, p. 321-327.

[2] Georges NIVAT, « Boris Pilniak », art. cité. VORONSKIJ, art. cité, p. 257, 262, 266. Robert A. MAGUIRE [Robert A. MAGUAJR], *Krasnaâ nov', sovetskaâ literatura v 1920-x gg*. [1968], Akademičeskij Proekt, SPb, 2004 ; p. 80, 79.

idéologiques qu'il ait à lui faire[1]. Le consensus de publics aussi opposés, de l'extrême gauche à l'extrême droite, suppose un terrain d'accord où se retrouvent tous les lecteurs. N'est-il pas dans la peur rétrospective devant les « excès » – communards entre autres – de 1919 ? En intégrant les communes dans ses propres obsessions d'un monde chaotique mené par les instincts animaux, Pilniak a rendu la vérité de l'année terrible d'autant plus sensible qu'il s'appuie sur les stéréotypes en cours dans les années vingt. Il renvoie la société soviétique à sa « scène primitive » et aux frayeurs indicibles qu'elle provoque.

2.3.3.2.2 Les communes de la NEP : enlisement et amertume

Comme leurs homologues réelles, les communes littéraires situées sous la NEP sont tenues de faire oublier leurs origines supposées sulfureuses et doivent se faire discrètes. Interdites de pulsions dionysiaques, elles paraissent plus réalistes, mais d'un réalisme aux couleurs grises du quotidien.

Les communes agricoles, assez nombreuses, n'ont inspiré qu'une seule œuvre d'envergure pendant la NEP, la pièce *La commune dans les steppes* de Mykola Koulich. Des trois auteurs de la Renaissance fusillée ayant abordé les communes, Koulich a l'avantage d'être issu lui-même de la paysannerie pauvre qui est d'ailleurs le personnage central de sa première pièce, *97*. Celle-ci retrace la lutte d'un Comité de paysans pauvres contre les koulaks autour des biens de l'Église en 1921, en pleine famine. Malgré un sujet se prêtant à la propagande, Koulich voulait éviter les propos simplistes. Ses paysans pauvres devaient succomber à la fin de la pièce, avant que l'auteur ne cède aux pressions et réécrive une fin heureuse. Apologie des Comités de paysans pauvres ou lamentation sur la famine ? L'ambiguïté de *97* explique peut-être son grand succès en 1924. En tout cas, cela pose Koulich en *« fondateur du drame ukrainien soviétique »*[2].

[1] TROTSKY, *Littérature et révolution,* déjà cité, p. 93.
[2] DONČYK, déjà cité, p. 404. LAVRINENKO, *Rozstrilâne vidroždennâ* déjà cité, p. 543.

Il a déjà une deuxième pièce en chantier, sa *Commune dans les steppes*. Après l'écriture de *97*,

> *« il est apparu que de beaux morceaux étaient restés ; ils forment maintenant un tas à côté de la porte et se couvrent de moisissure. Or, je ne suis pas si riche maintenant que je puisse faire le difficile avec ce capital que j'ai accumulé en six ans de révolution ».*

En effet, après avoir dirigé un régiment de paysans rouges pendant la guerre civile, il a travaillé à partir de 1921 dans l'éducation, *« voyageant par les hameaux, villages et bourgs de la région de Kherson »*. À ce titre, de l'avis de l'auteur lui-même, les deux premières pièces sont *« les produits de la création des années 1920-1922 »*. Son style étant considéré comme *« naturaliste, porté sur le quotidien »* <naturalistyčno-pobutovyj> on attendrait une *Commune dans les steppes* proche des collectifs de paysans rencontrés dans les sources[1].

Ce n'est pas le cas. Pendant l'écriture, Koulich voulait

> *« s'arracher à Odessa* [où il vivait]*, rencontrer quelque part dans la steppe une ou deux communes et les regarder dans les yeux. Saisir deux ou trois croquis sur le vif et les ramener.* [Mais, en attendant,] *je n'en ai pas vu une seule de mes propres yeux. Or il faut regarder car je suis déjà sur la nouvelle pièce ».*

Le dramaturge a choisi un sujet et il dispose de matériaux, mais les seconds ne correspondent pas au premier. Il en découle un problème de structure, évident dans le résumé de la pièce écrit par un critique de l'époque :

> *« Dans les steppes, s'est créée une petite commune de paysans pauvres qui reçoit de la terre et un moulin confisqués aux koulaks. Malgré des difficultés incroyables et au prix d'énormes efforts, en répondant aux pénuries par le travail, la commune met son exploitation au point et se renforce un peu. La croissance de la commune ne laisse pas de repos aux marchands, koulaks et entrepreneurs individuels, anciens propriétaires*

[1] Lettre de Kuliš à Dniprovs'kyj, sans date, citée par Natalâ KUZÂKINA, *P"êsy Mykoly Kuliša : literaturna i scenična istoriâ,* Radâns'kyj Pys'mennyk, K,1970 ; p. 83. Âroslav HOLOBOROD'KO, *Mykola Kuliš,* Vseuvyto « Use dlâ školy », K, 2001 ; p. 7. LAVRINENKO, opus cité, p. 543.

de la terre et du moulin. Ils envoient un délégué à la ville demander qu'on leur rende leurs biens. Le délégué, réussissant à se présenter comme un « koulak rouge », obtient un papier ordonnant de rendre le moulin. Le fils d'un des koulaks, aspirant de toute son âme à devenir bolchevik, informe la commune de tout. La commune, comprenant que les koulaks ont trompé le pouvoir local, envoie son propre délégué à la ville. Pendant que le délégué est en ville, la commune monte une garde sévère autour de son moulin... Les koulaks ne dorment pas. Ils mobilisent leurs forces pour attaquer la commune. N'étant pas au courant de la victoire du délégué de la commune en ville, ils vont en procession, pope en tête, récupérer le moulin. Mais ils tombent sur la résistance déterminée des membres de la commune qui tiennent jusqu'à avoir obtenu le papier leur donnant le moulin en location. Les koulaks, voyant que l'affaire est perdue, organisent une attaque contre la commune. Ayant formé une bande, ils attaquent le moulin et le bâtiment de la commune et y mettent le feu. Le chef de la commune a compris que la situation est désespérée, il ordonne d'évacuer une partie des gens dans la steppe ; quant à lui, il reste car il a décidé de tirer ses deux dernières cartouches sur les bandits. Cependant, la vieille Loukïïa est restée avec lui, car elle ne veut pas laisser aux ennemis la cuisine communautaire ; et il y a aussi le tsigane Abram qui aide la commune car elle lui a donné asile... À la dernière minute, alors que le bâtiment de la commune, encerclé par les bandits, est en feu, plusieurs communards arrivent tout de même à s'arracher aux flammes »[1].

À l'origine, la pièce portait en sous-titre *« L'an 1923 »*[2], ce qui laisse transparaître l'ambition d'un tableau d'ensemble de la campagne au début de la NEP. Le drame s'inspire des problèmes d'attribution de terres apparus avec la NEP et montre de façon crue comment l'État louvoie entre des forces sociales contradictoires. Le ressort de l'intrigue semble néanmoins se trouver moins dans ce message que dans de multiples rebondissements et même des combats qui ne dépareraient pas dans un film muet de l'époque. La commune proprement dite ne semble pas faire l'objet de grands développements. Il faut juste noter la défense de la cuisine communautaire par la vieille

[1] I. TURKEL'TAUB, « Komuna v stepax », Visti, n°230 (8/10/1925) cité par KUZÂKINA, ouv. cité, p. 85-86.
[2] Lettres des 10 et 24/12/1924 de Kuliš à Dniprovs'kyj, citées par KUZÂKINA, ouv. cité, p. 84-85.

qui s'en occupe. Kourbas indique aux acteurs qu'elle est *« caquetante mais pas vulgaire »*[1]. Koulich s'oppose ainsi au cliché de femmes particulièrement anti-collectivistes.

L'apparition d'un personnage tsigane est encore plus courageuse, tant cette communauté était généralement exécrée. La chercheuse soviétique qui fit la première étude sérieuse sur Koulich produit à ce sujet un document intéressant : un rapport du chef de la Milice du village natal du dramaturge qui raconte vers 1921 l'arrestation d'un groupe de Tsiganes, *« parce qu'il faut les forcer à travailler »*... Dans la pièce, par contre, le Tsigane est accepté sur ces mots : *« Tranchant comme un rasoir, nu comme une peau de tambour : il vient à nous de lui-même »*. L'appartenance de classe passe avant l'identité nationale[2].

On n'en saura guère plus. Koulich n'était pas content de ce qu'il avait écrit. La pièce le *« tourmente »*. *« Ce n'est pas ce que je veux, ce n'est pas comme je le veux »*. La pièce doit se ressentir de l'absence d'unité des *« morceaux »* de bric et de broc dont elle est constituée. Les versions présentées au public sont modifiées à la demande des metteurs en scène. Malgré tout, la pièce *« ne rend pas bien sur scène »* d'après l'auteur et Kourbas met en cause la *« pauvreté de la forme »*. En 1926, Koulich demande à tous les théâtres de retirer la pièce de leur répertoire. Elle continue tout de même à être jouée particulièrement pour l'agitation politique. Néanmoins, le texte original n'est jamais publié et il n'en subsiste que le manuscrit conservé à l'Institut de littérature de l'Académie des sciences d'Ukraine[3]. Le public n'a accès qu'à une deuxième version, écrite en 1932. Elle est profondément différente : personnages et intrigue ont changé. D'ailleurs, entre collectivisation forcée et famine, la situation de 1932 n'a pas grand chose à voir non plus avec la NEP.

---

[1] KURBAS, *Filosofiâ teatru* déjà cité, p. 618.

[2] KUZÂKINA, opus cité, p. 87. La phrase accueillant le Tsigane est tirée de la deuxième version de la pièce, datant de 1932 : *Komuna v stepax* in Mykola KULIŠ, *Tvory v dvox tomax, T. 1, P"êsy* Dnipro, K, 1990 ; p. 106.

[3] KUZÂKINA, opus cité, p. 85, 90, 92, 104, 106, 109. Voir notice sur la pièce dans l'édition de la deuxième version in KULIŠ, *Tvory, T. 1,* déjà cité, p. 432.

D'après ce qu'on sait de la première mouture et des années vingt, il reste à conclure qu'une *Commune dans les steppes* était chose bien difficile à mettre en scène sous la NEP. Les modèles réels ne manquaient pas, mais, malgré des années passées à arpenter les steppes du Sud, Koulich n'avait vu aucune commune de près. Les collectifs étaient sûrement repliés sur eux-mêmes, à cause de l'hostilité du village et de la méfiance des autorités. Si Koulich avait voulu s'informer dans la presse, il n'aurait trouvé que des apologies assez niaises, pleines de stéréotypes et sous-entendant que le modèle communard n'est pas tout à fait viable. Officiellement souhaitable, mais pas réellement souhaitée, la commune rurale a une image trop contradictoire. Elle n'est guère représentable.

Khvylovy (dont le pseudonyme signifie *inquiet, agité*) est moins préoccupé par la commune comme réalité sociologique que par sa symbolique. Dans la figure de la commune, il tente de concilier ses engagements, communiste et ukrainien, et son pessimisme foncier. Il étale ses contradictions dans la *Nouvelle introductive* qui ouvre le premier recueil qu'il publie en 1923.

> *« Je suis, le voltairianisme m'excusera, je suis… un romantique. De là le laisser-aller et la recherche attendrissante de soi jusqu'à l'âge de 120 ans (je pense atteindre les 150 ans). (…) J'aime à la folie les femmes tendres aux yeux bons et intelligents (…). J'aime aussi à la folie nos steppes ukrainiennes qui furent balayées par la tempête de la guerre civile (…). Je crois à la « commune au-delà des montagnes », et j'y crois avec un enthousiasme dont on peut mourir. Je suis un rêveur, et, du haut de mon incomparable insolence, je crache sur le « scepticisme » baveux de notre époque sceptique »*[1].

Le thème de la commune apparaît au centre des préoccupations de l'écrivain, mais elle est lointaine et — qui plus est — liée à l'idée de mort et de sacrifice. Dans le même volume, la nouvelle *Novembre indigo* reprend des motifs identiques. Après la guerre civile, un jeune communiste, agonisant d'une tuberculose, déclare à sa bien-aimée :

[1] *Vstupna Novela* in *Novely, opovidannâ* (déjà cité), p. 34-35.

« Je suis aussi un romantique. Mais ce romantisme est comme ça : je suis amoureux de la commune. C'est comme un premier amour, on ne peut en parler à personne. Seulement à toi. Ce sont des années, des millions d'années ! C'est une éternité inoubliable. Ainsi, Marie, tout doit être comme c'est. Et la petite-bourgeoisie de toute la Fédération, et les tragédies dans les âmes de certains, et le bureaucratisme. Enfin il faut s'arrêter… Voilà. Mais réfléchis : le prolétariat est debout, un prolétariat sans phrases ni poésie, qui a fait avancer l'histoire à grands coups de fouet, et nous, nous sommes là, avec notre ennui et notre insatisfaction. C'est normal, vraiment ? (…) Toi, tu ne le sens pas, mais moi je sens comme la commune est en marche à travers notre république. Solennellement, elle va de village en village, et seuls les aveugles ne la voient pas. Mais nos descendants le noteront, je le crois. Et que sont nos tragédies dans cette symphonie grandiose de l'avenir ? »[1].

Les craintes liées à la fin du processus révolutionnaire, à l'avènement de la NEP s'expriment avec des images très proches de celles de Strelnikova dans *La deuxième maison des soviets*. Le présent est tout de mesquinerie sociale et de tragédie personnelle. L'avenir vengera ces humiliations en effaçant jusqu'à leur souvenir. En attendant, la commune est là, mais visible seulement — quoi qu'on en dise — des initiés qui en sont amoureux. Contrairement à Strelnikova, Khvylovy rappelle quand même l'origine de tous ces espoirs et de tout ce chaos : *« un prolétariat sans phrases ni poésie, qui a fait avancer l'histoire à grands coups de fouet »*.

L'écrivain aborde la question sous l'angle beaucoup plus concret de la vie en commun dans une autre nouvelle. Elle décrit la cohabitation d'un groupe de militants dans un chef-lieu de district. Dès son titre (*La commune Tchoumak*), le récit est faussement simple. Comme indiqué à la deuxième page, il est question de la *« commune du nom de Vasyl Tchoumak »* (p. 122). Né avec le siècle, Vasyl Tchoumak est un poète, un militant borotbiste et l'animateur de la revue Mystetstvo (*Art*). Il est assassiné en 1919 par les troupes de Denikine à cause de son activité révolutionnaire

[1] *Synij lystopad* (*ibidem*), p. 111.

clandestine. Une de ses dernières œuvres, *Invocation,* est citée par un des personnages de la nouvelle, André, lui aussi poète :

> *« Sans espoir. L'espoir existe : là-bas sur ce pavé.*
> *Les vainqueurs. Les pionniers. Je serre votre main ».*

Ce subtil équilibre de paradoxes est proche des tourments de Khvylovy lui-même. La référence à Tchoumak est aussi un rappel de la révolution encore héroïque, pure, avec ses rêves grandioses chantés par le poète défunt :

> *« Révolution. Socialiste. Crise des concepts et des normes. Crise de la religion. Détruisons les vieilles tables de la loi. Nous portons les écritures du Premier à l'exécution. Nous devons créer de nouveaux concepts et normes immédiatement. Une nouvelle religion. Les écritures sont une formule pour [décrire] l'apparence du prolétariat en lutte pour le socialisme »*[1].

En même temps, *tchoumak* n'est pas le vrai nom du poète mais un pseudonyme qui évoque une particularité de l'histoire ukrainienne. Du XVIe au XIXe siècles, les *tchoumaki* formaient une corporation de paysans-charroyeurs qui vendaient du blé sur les bords de la mer Noire et rapportaient chez eux du poisson et du sel[2]. Dans l'imaginaire national, leur figure s'associe à celle des cosaques pour démontrer l'esprit de liberté des Ukrainiens. Les communards décrits par Khvylovy ont quelque chose de ce nomadisme. Leur chef, Ivan Ivanov *« est un ajusteur petersbourgeois, mais il connaît l'ukrainien mieux que les Ukrainiens. (Ca arrive) »*. La camarade Jé *« est par trop inquiète. Jé est une petite tsigane »* (p. 123). André est un tourmenté, un poète sans-parti. Valentina, chef de la Section féminine du district, *« est rarement à la maison : dans les trous galeux, à travers les forêts pleines de bandits, elle traîne à la périphérie du district, à agiter, organiser, inspecter, éduquer et tous les autres verbes en ER »* (p. 126).

---

[1] *Čumakivs'ka komuna* (*ibidem*), p. 121-132. La pagination est indiquée dans cette édition. Vasyl Čumak est cité par LUCKYJ, *Ukrainian litterature...*, p. 35.

[2] Voir « Čumactvo » in *Malyj slovnyk istoriï Ukraïny ;* et, dans les *Contes russes et ukrainiens* déjà cités, la note de Michel Cadot, p. 198.

Les autres communards (un intellectuel qui connaît Marx et Lénine par cœur ; une autre femme) paraissent un peu plus stables, mais bien solitaires. L'isolement des militants après la guerre civile forme la trame du récit, comme dans *La deuxième maison des soviets*. Contrairement à Strelnikova qui adoptait en bloc le point de vue des communistes par rapport à la population, Khvylovy préfère jouer des contrastes entre les deux. Les premiers mots de la nouvelle décrivent *« un chef-lieu de district où ça sent Gogol »* (p. 121). *« La révolution [y] a soufflé. Elle a cassé quelques vitres, ruiné pas mal de maisons et brisé une foule de cœurs ; ensuite elle a soufflé ailleurs »* (p. 122). La commune est installée un peu à l'écart du bourg, dans une maison noble, sur le chemin d'un monastère transformé en Maison d'enfants. Ironie du sort, il y avait *« non loin une fosse où les nonnes se débarrassaient jadis des enfants "illégitimes" »* (p. 122). Le poids du vieux mode de vie continue à peser, malgré la fermeture du monastère. *« Le chef-lieu de district croupissait dans son marais et regardait la commune avec méchanceté »* (p. 129). Dans ce concentré de philistinisme, la commune tranche en effet par la liberté de ses mœurs. *« Barbara* [la femme de ménage] *n'arrivait pas à comprendre avec qui vivait André : ou bien avec Jé, ou bien avec Moura. — Leur mère s'y retrouvera »* (p. 129).

Les communards ont conscience de leur isolement. Khvylovy le rend par l'image forte d'un téléphone qui n'est pas branché et d'un discours proféré dans le vide.

> *« Mais j'ai oublié de parler du téléphone : à la commune, il y a un appareil téléphonique qui n'est pas raccordé. André s'approche du téléphone, prend le combiné et — (...)*
> *— Chut. La communication s'établit à travers la république fédérative socialiste soviétique... D'où ? Ah, ah, j'entends. Transmettez plus loin sur la ligne. La commune Tchoumak se sent solide et inébranlable au milieu de la tempête et des pénibles temps de la NEP. La commune est sûre d'être un morceau du cœur sage de la république. Le capitaine de la commune, Ivanov, salue les communes sœurs de la fédération dans tous les confins et recoins. Nous tenons ferme le gouvernail. Honte à ceux qui*

s'ennuient. Mort à la neurasthénie. La commune vous salue encore une fois avec son assurance enthousiaste : le chemin est dur, mais il mène au communisme. Le temps de la révolution mondiale approche. Gloire aux communes de la fédération ! Gloire à la commune Tchoumak ! » (p. 127).

La commune est malgré tout rattrapée par les maux du monde extérieur. Valentina tombe enceinte. On lui demande : *« — De qui est-il, mon ange ? D'Ivan, vraiment ? Ou peut-être d'André ? »*. Elle répond *« — Ah, vous n'avez pas honte ? »*. Elle décide d'avorter. *« Mais c'est si repoussant. Valentina se souvenait de la fosse, à côté de la commune, et des nonnes. C'était toujours aussi dégoûtant »* (p. 131). Jé tente de la consoler en s'appuyant sur la nouvelle morale. *« — Ce n'est rien, ma petite Valentina, ce n'est pas un meurtre dans la mesure où les intérêts de la société l'exigent »*. Mais Valentina reste murée dans son malheur. *« Ce n'est pas ça, Jé, ce n'est pas ça. Pour moi, ce n'est pas ça »* (p. 132). Il est des sentiments qu'on ne peut partager, même en commune.

L'autre limite de la commune est incarnée par le personnage de Barbara.

« Barbara fait cuire le borchtch sur le réchaud, et André épluche les pommes de terre. Les trompettes roses du matin blanchissent. Le jour avance et, avec lui, la blanche musique du jour. Le rossignol traditionnel s'est tu. Au-dessus du monastère, le soleil brille.
Soudain, Barbara grommela :
— Et voilà : j'étais chez les maîtres, je travaillais. Maintenant, à la commune, à nouveau, c'est « travaille ! ».
André dit :
— Alors il ne faut pas travailler, ma petite Barbara. Nous nous débrouillerons tous seuls.
— Ne pas travailler ! Et qui va préparer le déjeuner ?! Hein ?!
— Bon, alors il faut travailler, ma petite Barbara » (p. 124).

André l'oubliera bien vite quand une idée poétique lui vient à l'esprit. Il abandonne sa tâche pour écrire quelques vers.

> *« Et Barbara ? Oh ! Barbara est tranquille, comme une poule sur son perchoir. Il a abandonné les pommes de terre ? Au diable les patates. Ca lui a pris comme ça, alors ça rapportera des sous. Oh ! Barbara le sait bien »* (p. 124).

Barbara défend même André contre les médisances du voisinage. Elle le compare au *kobzar* (chantre) de Chevtchenko. C'est elle qui veut mettre au clair les amours d'André et cherche à savoir de qui Valentina est enceinte. Elle est l'exemple vivant de l'arriération du peuple, la preuve que les différences de classe et les habitudes de soumission et de révérence n'ont pas disparu et ne sont pas contestées.

Malgré tout, Khvylovy rythme son récit de notes optimistes un peu forcées. *« Eh ! Bien. Elle vit donc, la commune près du monastère »* (p. 130). *« La commune a survécu à l'automne »* (p. 131). Il conclut la nouvelle : *« Et cette commune existe encore maintenant ; elle est en Ukraine périphérique [*Slobožanŝina*] »* (p. 132). La survie de cette commune d'intellectuels militants est sa seule victoire.

Pendant la NEP, Mike Iohansen publie des poèmes à la tonalité plus positive, où le motif de la commune paraît encore associé à l'image idyllique d'un avenir radieux : *« Quand la Commune [sera] sur la terre / – [Ce sera] un grandiose pays chaud – / et seule la mort, / Comme une blessure (...) / [Sera] le dernier tyran dans l'océan de la Commune »*[1]. Il reste cependant à imaginer le chemin qui conduirait à la cité idéale. La première condition est d'effacer le souvenir traumatisant de la guerre civile. Comme il l'affirme dans un nouveau poème intitulé *La commune, « On oubliera et la saleté, et la sueur, et le sang, et le mal / Que nos mains viriles ont pétri, / [On oubliera] le poids que nos épaules vigoureuses ont porté »*. Or, ce *« on »* ne désigne pas les Soviétiques de la NEP, mais leurs lointains descendants, des *« enfants utopiens [qui] se souviendront de quelque chose / Au printemps humide qui refleurira »*. Le présent reste marqué par la sueur et le sang et seul le poète peut gagner les terres de l'avenir, fort de l'idéal qu'il garde au fond du cœur :

[1] Majk JOHANSEN, « Revolûciâ - IV » (1923-1925) in *Poeziï,* Radâns'kyj Pys'mennyk, K, 1989 ; p. 79.

« Et moi, je le sais : avec la chanson de la Commune,
Je traverserai les prés et les millénaires,
Les accordéons entonneront des champs de mélodies
Et, au soir, les enfants y croiront. »[1]

Le ton est encore bucolique et Iohansen joue, comme à son habitude, avec la fusion des notions de temps, d'espace et de son. Le poème laisse cependant percer le pessimisme. Le présent de la NEP est occulté entre l'irréalisable oubli du mal et l'impossible réalisation de l'idéal.

En 1924, dans le recueil *L'œuvre* (*Dorobok*), Iohansen publie une nouvelle version de sa première *Commune,* écrite en 1921. La transformation est fondamentale. Sous-titré *« poème utopique »,* le court poème est devenu un ensemble de 171 vers divisés en 15 poèmes se répondant et se complétant, mais ayant chacun leur titre[2]. Le ton n'a plus rien d'intime car il s'agit d'une *« pièce d'agitation »*[3]. Au lieu de converser avec *« l'ami »* sceptique, le poète prend lourdement à témoin ses adversaires supposés.

« Aux muses

Ô ! Muses du vingtième siècle,
Professeurs, critiques et académiciens !
Réjouissez-vous de la forme que j'ai choisie
Pour mon thème plein de grandeur
Il y en aura assez pour nourrir
Votre cri critique plein d'autorité.
Approchez, respectables conflits littéraires,
Et commencez la polémique érudite ».

La provocation semble d'autant plus gratuite que la chronique littéraire n'a pas retenu de scandale autour de Iohansen. Il semble viser les tenants de *« l'art pour l'art »* ainsi qu'il l'affirme dans une troisième partie intitulée justement *« Agitation »*. Pourtant, en Union soviétique, on voit mal qui aurait reproché à un poète de préférer l'art engagé à la simple recherche esthétique…

Autre changement notable, on remarque l'intrusion d'éléments futuristes « à la Gastev » : aéroplanes et machines dans la quatrième partie ; automobiles, vapeurs et

[1] Majk JOHANSEN, « Komuna » (1923-1925) in *Poeziï ;* p. 71-73.
[2] Majk JOHANSEN, « Komuna (utopična poema) » in *Poeziï* ; p. 80-86.
[3] KRYŽANIVS'KYJ, « Majk Johansen » in *Pys'mennyky radâns'koï Ukraïny 20-30 roki* (déjà cité), p. 129.

bateaux dans la cinquième. Dans la sixième, Iohansen ordonne : *« Lisez Marx et la chimie »* ! Le dernier vers du poème tente une conciliation des deux imaginaires (*« La machine rêve. L'aimant s'incline »*) mais ne résout pas la contradiction. L'accumulation de slogans politiques alourdit le poème au point de le rendre vulgaire. Ainsi un amalgame fort douteux : *« capitalistes (...), généraux (...), impérialistes et autres syphilitiques »,* (partie XII).

Derrière l'aspect grossier de la propagande, pointent des ambiguïtés. Le poète joue sur les mots. *« L'octobre rouge » [tchervonnyï jovten]* deviendrait un *« juin jaune » [jovtyï tcherven] « si le temps revenait en arrière »*. S'il s'agit d'une allusion à juin 1919 (quand Denikine reprenait Kharkov), les termes, si proches phonétiquement, deviennent comme interchangeables, rapprochant la révolution et son contraire. Il propose également qu' *« à la mort [des capitalistes], [on] dépose leurs momies au musée »* (partie XII). Comment comprendre cela alors que Lénine vient de mourir et que sa dépouille, embaumée, est présentée dans un mausolée ? Après des sous-entendus plus littéraires[1], l'un des derniers passages, évoquant les poètes, commence ainsi : *« Mais, nous, ceux qui connaissaient déjà la chanson, / On nous chantera dans l'herbe, parmi les fleurs et les souches »* (partie XIII). Abondamment reprise par la critique contemporaine, l'expression *« connaître la chanson »* est entendue aujourd'hui comme l'aveu d'une désillusion politique[2].

Le changement d'état d'esprit de Iohansen est particulièrement sensible dans les dix-huit vers sous le numéro XI, qui présentent une variante sensiblement modifiée du poème de 1921.

« La Commune

Quand la commune sera,
Alors ce sera une ville, comme la mer, comme les montagnes,

[1] Iohansen reprend les noms de ses compagnons comme des noms communs : Tytchyna, la perche ; Blakytnyï, bleu d'azur ; Khvylovyï, agité...

[2] Voir MEL'NYKIV, « Ûvilejnyj obrazok lûdyny... », Kal'miûs, n°1-2 (13-14), 2001 ; déjà cité.

Aussi blanche et aussi étendue,
Et dans la journée à midi
Les cloches sonnent
Et les gens vont du travail à la mer.

Et les gens, comme un pré de chansons et de blé,
Et les ailes blanches des édifices célestes.
Une vision semblable à un songe… ou à des secondes… à des oiseaux
Les mineurs sont des poètes, les marins – les chantres de la mer.

Et toi tu cherches la commune du regard,
Et ton cœur, d'une langue d'aurore, lèche un oiseau tombé
Parmi des centaines et des milliers d'aveugles, pour toi.
Les yeux dans les yeux — douce terreur.

Et sous le majestueux ciel du soir
Chacun saura qui il désire si ardemment,
Et, quelque part sous un toit solitaire
Quelqu'un lira mon antique alexandrin ».

Malgré la réutilisation de nombreux éléments antérieurs, les modifications sont sensibles de 1921 à 1924. Rien ne rappelle plus le concret de la vie. On ne *mâchonne* plus de *graines de tournesols*. Les cloches ne sont plus celles d'une église ; elles rythment le travail plutôt comme des sirènes d'usine. Les *pivoines écarlates* et les *jeunes filles* sont remplacées par des *mineurs,* des *marins* et des *poètes,* archétypes abstraits défigurant le caractère bucolique et rural du poème. Vidée de sa chair, la commune ressemble à un spectre. Elle provoque d'ailleurs une *« douce terreur »* et *« L'oiseau tombé au milieu de centaines et de milliers d'aveugles »* accentue l'impression d'échec. Le poète se retrouve seul à voir encore et à pouvoir évoquer la commune de l'avenir. C'est pourquoi il sera encore lu demain. Or les lecteurs du futur n'auront pas vu leur désir assouvi (*« Chacun saura qui il désire si ardemment »*) et vivront toujours sous des *toits solitaires*.

Finalement, trois ans après une ébauche d'une fraîcheur enthousiaste, la version définitive du poème est ambiguë. La *Commune* évoque pour le moins la déception. On

se demande même si l'utopie ne dissimule pas une anti-utopie. Une lecture « à l'envers » de *La commune* de Iohansen est possible. Révolution et contre-révolution finissent par se ressembler. L'oiseau est tombé. La commune est un monde d'aveugles, de terreur.

Deux lectures de la vie collective sont également possibles dans le *Tchevengour* de Platonov, l'une ouvrant vers l'espoir, l'autre vers la désillusion. Quand les héros s'installent à Tchevengour, il savent que c'est le royaume des pauvres car *« le communisme,* [apparaît comme] *le sentiment mutuel des masses (....) Quand le prolétariat vit par lui-même, tout seul, le communisme apparaît de lui-même »* (p. 296). La vie n'a plus d'autre objet qu'elle-même, et il ne reste qu'à remplacer le mouvement des hommes, devenu sans objet, par celui des choses. D'où la décision prise de se livrer à un *« labeur sabbatique »* en déplaçant les maisons et les jardins (p. 320). Comment ne pas rapprocher cette frénésie de l'inutile des courriers des communards de 1919 harcelant l'administration de demandes *d'objets* ? Il y a pourtant une différence de taille entre l'utopie en acte du communisme de guerre et celle, littéraire, de Platonov. Tchevengour, écrit à la fin des années vingt, est marqué du sceau de l'échec. D'un côté le travail *« non pour le profit mais les uns pour les autres »* est *« inutile »* (p. 400-401) et son abolition prend un tour suicidaire : *« Cette année nous n'avons pas labouré (...) Il restait du blé dans le domaine »* (p. 151). L'exaltation de la dépense, marquant en 1919 une rupture avec des craintes séculaires de famine, sonne quelques années plus tard comme une fascination pour la ruine.

Une telle déception, née du décalage entre les deux périodes, est à rapprocher de celle qui s'exprime chez Pilniak après 1921. Dans une nouvelle située en 1922 et où réapparaissent des personnages de *L'année nue,* il y a comme une conclusion tirée sur les communes. L'anarchiste Anna déclare :

> *« L'an 18 ne reviendra pas, il est parti pour toujours. Nos communes sont mortes, nous avons décontenancé tout le monde <my vsex rasterâli>, nous vivons dans le cimetière d'un monastère, et nous, les anarchistes, nous sommes comme des loups dans une ménagerie »*[1].

Le propos marque clairement un regret chez l'auteur. Un tel avis, émis pendant la NEP, peut au contraire susciter chez le lecteur un soupir de soulagement, faisant écho au sentiment d'une bonne partie de la société. La période des troubles est bel et bien finie, et tant mieux ! L'amalgame entre révolte sauvage, menées anarchistes et communes est de fait le meilleur moyen de disqualifier l'idéal collectiviste et révolutionnaire à l'époque.

L'acajou, récit dont la publication à l'étranger en 1929 précipite la disgrâce de Pilniak, est construit autour de cette problématique. Dans une ville de province où les petits trafics prospèrent, quelques révolutionnaires résistent. *« Ils avaient déniché ce souterrain et vivaient un communisme authentique, la fraternité, l'égalité et l'amitié. Et chacun d'eux avait sa folie »*. Ces *nigauds,* ces *bons à rien,* ces *« emburelucoqués »* <oxlamony> rassemblés

> *« auprès du four dans leur souterrain, par leurs voix et leurs yeux de déments, réaffirmaient l'année 1919 lorsque tout était commun et le pain et le travail, lorsque derrière soi il n'y avait rien et que devant il y avait les idées, et qu'il n'y avait pas d'argent parce qu'il était inutile »*.

Autour d'eux, la contre-révolution a gagné car elle est *« inscrite dans les mœurs »*[2].

2.3.3.3 La fabrique des clichés

Iohansen rêvait d'une commune humaine mais avait vite déchanté. Koulich échouait à représenter un collectif concret « dans les steppes ». Khvylovy et Pilniak maintenaient la tension entre idéal et réalité mais au prix d'une prose trop complexe et pessimiste pour servir de modèle littéraire ou social. Pourtant, le mot *commune* continue de circuler, d'être utilisé, y compris en littérature. Il n'apparaît pas seulement

[1] Boris PIL'NÂK, *Volki,* Krasnaâ Nov' n°3 (1923), p. 125-142, disponible sur www.lib.ru.
[2] Boris PILNIAK, *L'acajou* [1929], L'Âge d'Homme « Classiques slaves », Lausanne, 1980 ; p. 85, 73, 51.

dans les œuvres d'auteurs de premier plan, comme Pilniak, Platonov ou le trio de la Renaissance ukrainienne. Les revues, littéraires ou plus « grand public », publient poèmes, nouvelles et reportages qui ne sont pas passés à la postérité mais forment le bruit de fond esthético-idéologique de l'époque. De 1921 à 1928, une dizaine d'*opus* emploient des motifs communards et/ou collectivistes dans la presse ukrainienne. On peut les classer grossièrement en trois catégories : la poésie d'inspiration futuriste ; celle qui se revendique de la ruralité ; la prose documentaire.

2.3.3.3.1 L'ornementation futuriste

L'écrasante figure de Maïakovski a longtemps fait penser que le mouvement futuriste se confondait en URSS avec l'aspiration communiste. Pourtant, à feuilleter les collections de périodiques de cette mouvance, rien n'indique qu'il a porté un intérêt quelconque aux communes. Les prises de position des futuristes sur le mode de vie dans *Honh komounkoulta* (cf. p. 512) ont toujours un caractère général, plus déclamatoire que pratique. Ils restent enfermés dans la sphère artistique, quelles que soient leurs affirmations en sens contraire. Dès 1922, Mykhaïlo Semenko annonçait que *« l'art, comme la religion, a perdu sa signification organisationnelle »* dans une revue symboliquement intitulée *Katafalk iskousstva* (*Le Catafalque de l'art*). Un des ses compagnons y critiquait la Culture Prolétarienne : elle était à l'art ce que l'auto-céphalisme[1] était à l'orthodoxie, une scission particulariste et non une négation. Un autre article concluait que *« l'avenir des panfuturistes »* était l'auto-dissolution, seul moyen d'être *« contemporain »* c'est-à-dire d'être *« dépassé »*[2].

Le dépassement attendu de l'art par la vie ne semble pas se produire car on retrouve Semenko dans les années suivantes à la tête de nouvelles revues, toujours aussi étroitement artistiques. Le futurisme se survit en proclamant régulièrement sa

[1] L'auto-céphalisme est le refus d'une partie de l'Église orthodoxe ukrainienne de rester sous l'autorité du patriarcat de Moscou. Au milieu des péripéties de la guerre civile, l'Église ukrainienne orthodoxe autocéphale (Ukraïns'ka Avtokefal'na Pravoslavna Cerkva) s'organise entre 1919 et 1921. Voir « UAPC » in *Malyj slovnyk istoriï Ukraïny*.

[2] Katafalk Iskusstva, n°1 (13/12/1922) : slogans de couverture ; Iosif STREL'ČUK, « Avtokefalizm i iskusstvo » ; sans nom d'auteur, « Budušee panfuturistov ».

propre vanité. Ainsi, la revue Nova heneratsiïa, qui se considère comme un *« prolongement »* du Katafalk, publie l'annonce suivante en 1928 :

> *« Les futuristes destructeurs (méta-artistes) : À Kharkiv, s'organise sous ce nom un nouveau groupe de critiques d'art de gauche. Le groupe réunit des littérateurs et des journalistes de gauche, des poètes-destructeurs (méta-artistes). Le mot d'ordre fondamental de ce groupe est : lutte contre l'art et contre la catégorie séparée de culture. Par conséquent, le groupe occupe l'aile gauche la plus extrême »*[1].

De 1922 à 1928, la critique se répète, y compris dans son ultra-radicalisme, mais elle n'a pas trouvé le début d'une réalisation. D'ailleurs, le mépris du réalisme qui s'exprimait à longueur de colonne dans Honh komounkoulta, Katafalk iskousstva et Nova heneratsiïa interdisait toute référence à des expériences concrètes, de communes entre autres. L'échec de l'avant-garde est patent dans l'incapacité des artistes à sortir de leur milieu. La circulation des motifs modernistes sur le mode de vie et les communes se limite alors à une rhétorique vide qui n'est pas l'apanage des futuristes patentés. On s'en apercevra en relevant dans les revues quelques perles relevant souvent plus du kitsch que de la littérature.

Ainsi, la revue de la Jeunesse communiste d'Ukraine publie en 1922 un poème intitulé *La ville de la commune* sous la rubrique *« Le jeune creuset »*. L'auteur, Mikhaïl Golodny, fait ses débuts. Ce russophone, originaire de Bakhmout dans le Donbass, a placé ses premiers vers deux ans plus tôt dans la revue de la Jeunesse communiste de sa province (Ekaterinoslav). Le Komsomol est son chemin vers la réussite : après les publications dans une revue régionale puis nationale, le Comité Central de la JC ukrainienne édite son premier recueil *Pilotis* (*Svai*), toujours en 1922. En 1923, il est l'un des fondateurs du groupe *Pereval* (*Passage*), abrité par la prestigieuse revue moscovite Krasnaïa Nov (Friche rouge). C'est un tournant dans sa carrière. En 1924, deux livres paraissent sous son nom, l'un à Kharkov, l'autre à Moscou. Il opte vite pour

[1] Nova Heneraciâ : n°1 (10/1927) « Platforma j otočennâ livyx », p. 39 ; n°10 (10/1928) « Bûleten' novoho mystectva : Futurysty-destruktory (metamystci) », p. 276.

Moscou, au centre du système. Jusqu'à sa mort en 1949, c'est un écrivain *russe* soviétique constamment édité, qui ne se souvient de l'Ukraine que pour des poèmes patriotiques, pendant la guerre[1].

Une carrière aussi réussie suppose un certain opportunisme, la capacité de « sentir » les thèmes porteurs. La comparaison entre la *Ville de la commune* de Golodny et la première version de la *Commune* de Iohansen, œuvres contemporaines, est d'autant plus intéressante.

« La ville de la commune (poème)[2]

I.

Le vent… Le vent…
Formez les rangs.
Nous disperserons le brouillard,
Frappez l'angoisse
À coups de tambour…
Aujourd'hui
Ce n'est pas par mètres,
Pas par mètres,
Qu'il faut mesurer les routes,
Mais par milles.
Le vent… Le vent…
Nous araserons la dernière dune,
La dernière montagne,
Pour que nous puissions
Partir au-delà de l'horizon bleuté,
Après avoir crié la parole brûlante :
Camarades,
C'est prêt,
Entrez, s'il vous plaît,
Dans la ville de la commune.

II.

Les vents sont plus forts
Dans le ressac, le ressac…
La ville de la commune
En sera hâtée.
Je construis, je construis,
De plus en plus haut
Bientôt je ceindrai
Le toit avec les étoiles…
Le soleil ! Sur des pilotis ! (…)

VI.

Au fur et à mesure que je monte,
Les brouillards sont plus rares.
Plaie écarlate
Dans le ventre des cieux…
Les dunes et les montagnes
Se sont cachées dans l'obscurité…
La ville de la commune
Et moi sommes sur la terre.
Fier et solide,
J'étais dans la lutte
La construction, fanion

[1] Voir *BSE-3*, T. 7, M, 1972. Mixail GOLODNYJ, *Svai,* Izd. CKKSMU, X, 1922 ; *Pereval : sbornik* (pod red. A. VORONSKOGO, M. GOLODNOGO, V. KAZINA), GIZ, M, 1923 ; Mixail GOLODNYJ, *Zemnoe,* Proletarij, X, 1924 ; Mixail GOLODNYJ, *Stixi,* Molodaâ Gvardiâ, M, 1924 ; Mixail GOLODNYJ, *Stixi ob Ukraine,* Sovetskij Pisatel', Taškent, 1942.

[2] M. GOLODNYJ, « *Gorod kommuny (poema)* », Ûnyj kommunar, n°3-4 (1/08/1922), p. 28.

Dans la plaie des cieux…
Si quelqu'un demande :
De qui cela vient-il ?
C'est le vent qui a construit
Le vent et moi.

VII.

La cloche déchire
Sourdement le son.
L'Internationale
Résonne au-dessus de l'oreille.

VIII.

(…)
Nous avons arasé la dernière dune,
La dernière montagne…
Nous pouvons partir au-delà de l'horizon bleuté…
Nous crierons donc,
Nous crierons
Notre parole brûlante :
Camarades !
C'est prêt.
Entrez, s'il vous plaît,
Dans la ville de la commune ».

On a ici l'antithèse de la vision de Iohansen : « *la commune du futur [est présentée] sous l'apparence d'une ville élevée avec de volumineux, de pesants gratte-ciel de mille étages* », comme disait Leïtes. Loin des cieux protecteurs de Iohansen, il faut chez Golodny blesser le ciel dans un combat prométhéen. De même, le relief est arasé, les brumes dispersées et le vent défait. La nature est un ennemi dans toutes ses dimensions. Or elle n'est pas vaincue collectivement. L'usage du je est récurrent : *« je construis », « Le vent et moi »*. Après l'épopée de la construction, le narrateur s'adresse à la masse pour l'inviter à occuper une ville qu'elle n'a pas édifiée.

Le dessin qui accompagne le poème[1], confirme l'opposition entre masse et individu créateur. On voit un échafaudage dont les escaliers sont des portées musicales. Le gravissent des hommes et des femmes, aux têtes couvertes de casquettes, fichus ou casques ; visiblement, ils travaillent. Au sommet une silhouette noire, la tête découverte, fait seul face au vent les bras en croix, le soleil le ceignant d'une auréole. Le culte du surhomme n'est pas exceptionnel à l'époque. Le poème de Golodny est par exemple très proche des vers de Gastev : *« Les pieds encore sur terre / Mais la tête plus haut que les édifices / J'étouffe encore / À cause d'un effort surhumain / Mais je crie*

[1] Voir i47 en annexe. Tolkatchev, illustrateur attitré des débuts de Golodny, a également dessiné pour le recueil *Zemnoe*.

déjà / "Je demande la parole, camarades, la parole !" »[1].

Rien ne semble rattacher le poème de Golodny au communisme. Les quelques notes de l'Internationale et le mot *commune* en titre sont utilisés comme des lieux communs, de simples signes d'appartenance à la culture soviétique officielle. À l'autre bout du spectre idéologique, le dessein du poème est d'exalter un surhomme techno-nietzschéen grâce à des moyens puisés dans la boîte à outils stylistique du futurisme : hyperboles et opposition prométhéenne à la nature.

La même influence futuriste se retrouve dans le poème de Marko Kojouchny *Les communards ruraux*. C'est un poème à succès puisque, publié d'abord dans la revue *Tchervonyï chliakh* en 1923, il est repris dans l'almanach *Plouh* (*La Charrue*) en 1924[2].

« Les communards ruraux

Nous sommes des machines,
Nous sommes de l'électricité,
Eclairant un décor rouge.

Fils de glorieux paysans pauvres,
Valets de ferme humiliés,
Nous soumettrons tout à notre volonté,
Avec nos yeux d'aurores,
Par les chemins d'épines.

Les moteurs de l'histoire,
Chez nous, les aurores
De l'édifice de l'avenir
Avec des murs de béton.
Nous sommes des machines,
Nous sommes de l'électricité,
Les moteurs de l'histoire,
Chez nous, le décor rouge
Est semé d'aubes ».

La question sociale, indissociable du phénomène communard, paraît bien artificielle dans l'évocation des *« glorieux paysans pauvres »* et des *« valets de ferme humiliés »*. Du collectivisme, il ne reste que l'utilisation récurrente du *nous*. Kojouchny serait ainsi moins individualiste que Golodny, mais les travailleurs qu'il présente sont totalement abstraits. On cherche vainement les éléments d'une vie *rurale* entre machines, électricité, moteurs et murs de bétons. Par contre, le désir de soumettre la

[1] A. GASTEV, « My rastem iz železa », Proletarskaâ kul'tura, n°3 (1918) ; cité par Igal HALFIN, ouv. cit., p. 138.
[2] Marko KOŽUŠNYJ, « Sil's'ki komunary », Červonyj Šlâx, n°3 (1923), p. 74 ; Pluh (1924), p. 89.

nature réunit *La ville de la commune* et *Les communards ruraux*. Dans les deux cas, le *décor* moderniste prime sur l'intention propagandiste que le poème affiche. Chez Kojouchny, les motifs futuristes ne sont concurrencés que par des motifs christiques (*humiliation, chemins d'épines*). Difficile de croire que des communards ruraux, de Sosonka ou de Volokhovka, puissent se reconnaître dans ces vers, même si la revue Plouh qui les publie est censée être l'expression d'une littérature paysanne. Ce type de publication, qui ne porte pas la parole des campagnes, participe dans l'autre sens à diffuser le modernisme des centres urbains vers les périphéries rurales[1].

2.3.3.3.2 La littérature paysanne

Au-delà de la prégnance du modèle futuriste, la même remarque vaut pour les pièces d'une inspiration rustique, évidemment présente dans l'évocation des communes rurales. À côté des *Communards ruraux* de Kojouchny, les lecteurs de l'almanach La Charrue en 1924 peuvent découvrir les vers collectivistes de Hrytsko Plyskounivsky :

« Les collectifs[2]

Là où se lamentaient les fifres, et où, comme des hérissons,
Dans les champs, les tombes épouvantaient les pâtres,
Là-bas, les collectifs se sont mis aux mancherons
Et, dans les champs, les herses impriment des caractères.
Nous allons ensemble en avant, les montagnes se dressent derrière nous.
On rêve partout de seigle dans les champs labourés.
Où que l'on regarde, l'espace est ensemencé.
Le collectif travaille, c'est un vif Comité de paysans pauvres.
Aux coupoles, la fonte cesse de sonner
Et les dieux ruinés tombent par terre.
Il faut aller hardiment de l'avant !.. Le Komintern rouge

[1] Dans la même veine, on peut relever le poème *Le croiseur « La Commune »* publié en en 1928 par V. Rounine. *La Commune* n'est que le nom d'un bateau, et celui-ci est la métaphore de l'Ukraine soviétique. Le bateau de guerre, depuis les actions d'éclat du *Potemkine* et de l'*Aurore*, est un des points de rencontre de la mythologie révolutionnaire et de la fascination futuriste pour les machines. À défaut de remplir les promesses de son titre, ce *croiseur « La Commune »* répond surtout aux exigences politiques du moment. La nécessaire lutte contre la bureaucratie et l'agression impérialiste qui menace le pays des soviets sont les vrais sujets du poème. V. RUNIN, « Krejser Komuna », Červonyj Šlâx n°3 (1928), p. 25-28. Sur l'antibureaucratisme voir par exemple Lewis H. SIEGELBAUM, *Soviet state and society between revolutions 1918-1929,* Cambridge University Press, Cambridge, 1992 ; p. 208-211. Sur la menace de guerre, voir Pierre BROUÉ, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943,* Fayard, Paris, 1997 ; p. 493 et suiv..

[2] Hryc'ko PLYSKUNIVS'KYJ, « Kolektyvy », Pluh (1924), p. 29.

Appelle les esclaves opprimés de l'Ouest.
Les collectifs travaillent infatigablement dans les champs,
Et chantent, par les chemins, par-delà les clôtures,
Et la locomotive vole sur ses ailes frisées, —
Allez, partons tous, plus vite et plus loin !
Là où se lamentaient les fifres, et où, comme des hérissons,
Dans les champs, les tombes épouvantaient les pâtres,
Là-bas, les collectifs se sont mis aux mancherons
Et, dans les champs, les herses impriment des caractères ».

L'imagerie est assez traditionnelle, intégrant *bergers, fifres, attelages, champs* et *seigle*. Les collectifs qui *« se sont mis aux mancherons »* sont bien désincarnés. En fait, au-delà de l'apologie abstraite de la croissance agricole, la véritable intention du poème semble l'attaque de la religion. On croit comprendre que les collectifs défrichent un cimetière, et, qu'alors que le travail commence, l'église est retirée au culte, ses cloches mises à bas. Leur tintement, assimilé à un bruit métallique <*brâzkit*> est remplacé par le chant des communards. Les collectifs servent donc de prétexte pour vanter deux aspects du fonds idéologique du régime, la lutte antireligieuse et le productivisme. Les communes sont assimilées à d'autres institutions du nouveau régime, comme le Comité de paysans pauvres ou l'Internationale communiste, sans autre spécificité que leur nouveauté subversive.

L'almanach Hart (*La Trempe*), dédié à la littérature ouvrière, cède à son tour en 1925 à la mode du poème rural collectiviste, par la plume de Hrytsko Kossiatchenko.

« La commune[1]

Je sais. Le temps passera,
Nos forces s'affermissent,
Les semailles se hâtent encore,
Et les champs se parent de jaune.
On se demande de village en village :
- Mais qui sera le maître ?
Il est bien temps de moissonner,
Vous ne croyez pas, les gars ?
Et les champs disent au monde entier
- Nous voulons une vie nouvelle.
Nous n'avons qu'une seule mère,
Et cette mère c'est la commune.

[1] Hryc'ko KOSÂČENKO, « Komuna », Hart n°1 (02-03/1925), p. 83.

Et le mot court par les steppes,
Brisant les forces hostiles.
La commune regarde la steppe jaune,
Et sort faire la moisson ».

Le sujet du poème est ici la lutte pour la terre entre la commune et le village. Or, les communards sont une fois de plus invisibles. Le dialogue oppose les villageois à la terre elle-même. La commune, identifiée comme la mère de la terre, est une entité globale abstraite et non l'association d'hommes et de femmes.

Dernier exemple des malheurs des communes en poésie, les *« vers publicitaires »* d'Ivan Sentchenko (voir son portrait en annexe), publiés en 1927 dans un *« recueil pour les maisons du paysan et les khata-bibliothèques »,* intitulé *« Le dixième Octobre ».*

« Le Fordzon (vers publicitaires)[1]

Artels, collectifs, communes,
Collectez de l'argent pour un tracteur Fordzon.
Ce n'est pas une paire d'ânes avec une charrue,
C'est un général d'armée sur le front économique.
Tout ce qu'il faut faire dans une exploitation,
Le Fordzon le fait avec flamme :
Il laboure et moissonne, il actionne la batteuse,
Il peut le faire sans fatigue et sans fin !
Il sème, transporte, scie et coupe,
C'est son travail quotidien.
Ou alors tu veux envoyer une marchandise à la ville,
Pourvu que tu aies le temps et l'envie.
Le Fordzon n'est pas une jument :
Une charrue ou une voiture,
Il vole légèrement et confortablement —
Seulement, il fume dans une odeur de pétrole.
Vingt verstes en une heure.
Quarante en deux heures
En cinq heures, cent verstes,
Le tracteur volera comme une auto.

[1] I. SENČENKO, « Fordzon (reklamo-virš) » in Ûrko PYLYPENKO, *Desâtyj žovten' : zbirnyk dlâ sel'budiv i xat-čytalen'*, DVU, X, 1927 ; p. 198-199.

Et comment laboure-t-il ? Là, on ne peut
Le comparer aux bœufs ou aux chevaux !
Il creuse un sillon d'une archine,
Et il abat douze déciatines jusqu'au soir !
Lentement, la petite fumée monte, légère,
Le petit cheval de fer galope dans la steppe,
Il galope loin, avec la sirène qui appelle :
Vous entendez ? - On entend !! - Qui est le premier, toi ? - Moi !
Et, comme le tonnerre, l'écho répond — les communes ! »

Ce poème est suffisamment affligeant pour que le poète dégage en partie sa responsabilité en affichant clairement le caractère *« publicitaire »* de ses vers. Un historien de la littérature affirme d'ailleurs que *« l'agitation »* était *« le genre principal »* de Sentchenko dans les années vingt. En 1927, avec la réaffirmation officielle du thème de la collectivisation, il y avait une commande d'État pour ce genre d'œuvres et la question de la représentation littéraire des communes apparaît soudain comme un problème politique. La critique en devient plus exigeante, sans doute de peur que des vers de mirliton puissent dévaluer la Cause. Un article de la revue *Jyttia i revolioutsia* (*Vie et Révolution*) dénonce le « *Chemin vers une gloire facile* » qu'empruntent beaucoup de jeunes auteurs. Et de citer le poème suivant, intitulé *Le collectif : « L'un fauche / Le deuxième porte / Le troisième est sur le tracteur / En groupe, tout le monde court / L'eau mugit dans la turbine / Les gars vivent en / Commune »*[1]…

2.3.3.3.3 La prose documentaire

Entre la prose politiquement incorrecte des Pilniak et Khvylovy et l'apologie mièvre de la ligne du Parti, il restait à trouver la forme, peut-être moins ambitieuse que le poème ou la nouvelle, qui servirait la propagande non seulement avec efficacité, mais aussi avec ce qu'il faut d'élégance, de souci esthétique. Ce genre est le *narys* (en ukrainien ; en russe : *otcherk*). Pour traduire en français, les dictionnaires proposent :

[1] Borys ANTONENKO-DAVYDOVIČ, « Na šlâxu do lehkoï slavy », Žyttâ i Revolûciâ n°2 (1928), p. 65.

essai, étude, reportage, croquis, choses vues. La souplesse de la forme est ainsi suffisamment soulignée. Elle devait beaucoup à la *« tradition populiste de la scène de genre <pobutovizm> et de la description <opysovist'> »,* née dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Avec l'affirmation d'un courant littéraire moderniste se confrontant au populisme au début du siècle suivant, *« de nouvelles variétés formelles apparaissent : (...) études, aquarelles, esquisses »*. La première guerre mondiale instrumentalise rapidement ce genre littéraire à des fins de « bourrage de crâne ». D'après Boris Pasternak,

> *« Le front [était] inondé de correspondants et de journalistes. On rédige[ait] des « observations » <nablûdeniâ>, on recueill[ait] des sentences de la sagesse populaire, on visit[ait] les hôpitaux, on bâti[ssait] une nouvelle théorie de l'âme populaire. (...) C'est de la graphomanie linguistique, de l'incontinence verbale. Voici pour le premier genre. Mais il y en a[vait] un second. Des phrases hâchées, le style « petit croquis sur le vif » <štrixi i scenki> »*[1].

Sous le régime soviétique, ce style de reportage finit de s'imposer pendant la NEP dans la presse-magazine populaire, puis dans les revues. Le journaliste, qui se présente souvent comme un écrivain, se met en avant personnellement. Plutôt que de rassembler des faits et de les analyser, il choisit la narration. Il présente le récit de son enquête, à la façon d'une relation de voyage. Les premières esquisses de ce style apparaissent dans *Kommounarka Oukraïny* en 1923, dans la description de deux kolkhozes. La visite au collectif *Partisans rouges* dans la région de Tchernigov est effectuée par deux ouvrières d'une usine de tabac. Une complicité est ainsi créée avec les lectrices, censément ouvrières également. Il y a aussi une proximité entre les collectivistes et les « enquêtrices », soucieuses de détails qui les concernent : type de logement, rapport avec les enfants, égalité des salaires entre hommes et femmes[2].

---

[1] N. ŠUMYLO, « Proza » in DONČYK, *Istoriâ ukraïns'koï literatury XX stolittâ,* déjà cité, p. 223. PASTERNAK, *Docteur Jivago,* déjà cité, p. 152.

[2] Kommunar'ka Ukrainy : n°5-6 (1923) : Rabotnicy maxorfabriki S. PALIOTI i POLETA, « O sel'xoz. kollektive "Krasnye Partizany" v Nežinŝine », p. 39 ; « V kommune "Krasnaâ Sloboda" Čerkasskogo uezda », p. 32.

Le code se fixe en 1925 avec un article sur les cités ouvrières. Le journaliste est abordé par un gamin au moment où il prend une photo des bâtiments. Ils discutent. L'enfant est évidemment un pionnier ; il devient le guide de l'adulte. La même structure est reprise un an plus tard pour décrire la cité de l'usine VEK. L'auteur s'invite chez les gens, parce qu'il est reçu, non comme un journaliste, mais comme un membre de la famille dans la grande fraternité soviétique. L'effet de propagande est double. D'une part le contenu de l'article vante les réalisations du régime. De l'autre, la forme montre une société plurielle mais réconciliée, qui ne connaît pas de clivages socioculturels[1].

Une fois codifié, ce nouveau genre traite des communes dès que la nécessité politique s'en fait sentir. Les premiers récits communards sont publiés en décembre 1927, juste après le XVe congrès du PC(b)R qui avait réaffirmé la nécessité du collectivisme. L'*Aube rouge* de Volokhovka est particulièrement l'objet des attentions journalistiques à l'occasion de son anniversaire (cf. p. 458). L'*Avant-garde* près de Zaporojie reçoit en 1928 la visite de l'écrivain Fédor Gladkov après avoir été déjà présentée au public par Trotski trois ans plus tôt (cf. p. 481 et suiv.)[2]. Surmédiatisés sans doute grâce à la position institutionnelle de leurs dirigeants, quelques collectifs occupent ainsi toute la scène au détriment des autres.

Fin 1927, Ivan Paliïivets est un des premiers qui livre aux lecteurs du *Molodyï bilchovyk* un *« croquis de voyage dans les kolkhozes de la région de Kremintchouk »*. Le jeune paysan communiste qui accueille le journaliste ne songe qu'à partir vivre en ville. Paliïivets lui demande : *« - Et pourquoi tu n'adhères pas à un collectif ? (...) – À un collectif ? me répondit Petro d'une voix un peu étonnée et ironique »*... La visite commence par un artel et se poursuit dans une commune. À l'arrivée à la commune, il y a un nouveau signe de la défiance populaire. Le cocher répète le jeu de mots des gros

[1] Kommunar'ka Ukrainy : n°9 (1925) : Ân LARRI, « Rabočie posëlki — stroimsâ », p. 18 ; n°4 (22/02/1926) S. LÛBITOV, « Na putâx k novomu (očerk) », p. 19 ; n°12 (22/06/1926) : Al. PEROVSKIJ, « Na posëlke u VEKa (očerk) », p. 12-13.

[2] Voir GLADKOV, déjà cité. Ce type de reportage traite également des autres formes de collectifs, présentés quelquefois avant décembre 1927 (ainsi Myx. SVYNAR, « V hostâx u kolektyva Červona Zorâ », Molodyj Bil'šovyk n°11-12 (06/1927), p. 19). Le cas des communes est néanmoins plus exemplaire par ses enjeux.

exploitants <xazâjnuvati dâd'ky> : *« La commune c'est tout ainsi, que les uns ont ça et les autres rien »* (*« Komouna — tse vse odno, chtcho komou na, komou ni »*). Mais il reconnaît vite *« qu'ils ont tous les avantages, la terre et tout »*. Après description et interview, l'auteur conclut :

> *« J'ai vécu quelques jours à la commune et j'ai vu de mes propres yeux que chaque communard travaille avec conscience pour le bien de la famille communarde car il sait qu'il en est un membre égal en droits »*[1].

D'ailleurs, une phrase mise en exergue et reprise en intertitre exprime les intentions de l'auteur : *« Le collectif engendre la commune »*.

À quelques jours d'intervalle, Semen Soumny décrit aux lectrices de Kommounarka Oukraïny la commune *Komintern,* comme *« un îlot de collectivisme dans un océan de propriétés individuelles »*. Ce dernier article a déjà été commenté (cf. p. 421 et 460). Il présente complaisamment les réticences des femmes au mode de vie collectif et fait état de l'abandon des principes *« anarcho-communistes »* par les communards. En octobre 1928, un nouveau *« croquis »* paraît avec la signature de Soumny. Evoquant la commune *Premier Mai,* il expose à nouveau l'attitude réactionnaire des femmes, avant de montrer leur changement grâce à la vie en commune.

> *« Ce qui est nouveau : les femmes ne vont pas à l'église. Les enfants nés ces dernières années n'ont pas été baptisés par leurs mères. (...) La communarde rit souvent de l'ancienne bigoterie. Le pire est passé ! Le meilleur est pour l'avenir ! »*

Ces écrits sont plus complexes qu'il n'y paraît, autorisant des analyses à plusieurs niveaux. À lire les conclusions des articles, l'objectif de propagande est évident : il faut convaincre le lecteur que la commune est meilleure que tout autre forme d'exploitation, de vie. Néanmoins, la vraisemblance et la dialectique obligent à exposer des critiques de la vie communarde, afin de pouvoir ensuite les surmonter. Ces critiques sont de

[1] Iv. PALIÏVEC', « Vid artili do komuny », Molodyj Bil'šovyk n°23-24 (12/1927), p. 30-31.

deux ordres. Les unes émaneraient du peuple et exprimeraient ses tendances réactionnaires latentes (doutes du jeune communiste, du cocher ; résistance des femmes). Les autres émanent d'un pouvoir sage jugeant les communes naïves et inefficaces, c'est-à-dire anarchiques, et donc anarchisantes.

Une apparence de débat est ainsi créée. Dans ce dialogue, l'interlocuteur populaire virtuel est toujours infériorisé, soit qu'il est trop chaud partisan de la commune ou au contraire individualiste patenté. Le rôle du journaliste en sort grandi. Entre les opinions divergentes, il est l'arbitre dont l'expertise est garantie par le savoir et la position institutionnelle. En même temps, la représentation des communes véhiculée par la presse inclut, *comprend,* tous les préjugés anti-collectivistes. Comme en 1920, le pouvoir joue des sentiments antagoniques pour légitimer une opinion moyenne, acceptant une collectivisation *a minima*, mais récusant les excès de liberté par rapport aux cadres familiaux, sociaux ou politiques. À ce titre, l'apport de ce type de journalisme dans l'élaboration des canons du réalisme socialiste me semble important[1].

Les *croquis* collectivistes deviennent rapidement un genre à part entière. Paliyivets le reconnaît sans fausse pudeur en octobre 1928 dans l'introduction d'une nouvelle description de kolkhoze :

> « *Les fils de la terre collective*
>
> *(croquis)*
>
> *— Un écrivain débutant, c'est une planète ; et une planète c'est un corps qui se meut. Et toi, tu restes assis, calé sur ta chaise comme une poule qui couve. Reprends tes esprits !*
> *— Je ne bougerai pas de ma place. Tu as peut-être raison, mais ce n'est qu'un demi-mal. Il y a bien un scientifique qui a découvert la planète Neptune depuis sa table de travail…*

[1] Cette question n'est évoquée ni par Régine ROBIN (*Le réalisme socialiste : une esthétique impossible,* Payot, Paris, 1986) ni par Michel AUCOUTURIER (*Le réalisme socialiste,* PUF « QSJ », Paris, 1998).

— Toutefois, ne crois pas que je sois, moi, devenu une vraie bûche. Aux prochaines vacances, j'irai à coup sûr dans un 'village' dans le genre de Moscou ou Kharkiv.

— Mais tu avais promis l'an dernier d'aller cet été avec moi dans un kolkhoze quelconque, regarder les fils de terre renouvelée…

— Vas-y toi-même, journaliste romantique, amoureux de la collectivisation ! Et moi, je regarderai…

Avec une telle réponse, il m'était encore plus pénible de quitter mon camarade. Cette peine a grandi encore quand, de passage à la libraire des Éditions d'État d'Ukraine, j'ai découvert deux livres de la série « Romantisme Kolkhozien »' : « La commune Avant-Garde » de Fédor Gladkov et « Sur un chemin neuf » de Semen Soumny.

— Il est étriqué, le romantisme kolkhozien, — pensai-je dans le train qui m'emmenait de Kremintchouk vers une commune agricole »[1].

Le plan de carrière d'un *« écrivain débutant »* nécessite d'aller sur le terrain, et le kolkhoze fait de plus une bonne destination de vacances. Néanmoins, la concurrence est rude sur ce thème. Sur le marché local, Semen Soumny a déjà conquis des positions et l'écrivain russe Fédor Gladkov vient prospecter l'Ukraine en faisant le *croquis* de la commune avec laquelle Trotski avait correspondu[2]… En somme, loin des pauvres communes réelles et de leur incapacité à s'exprimer, la représentation des collectifs est devenue une *affaire* autonome, servant des intérêts extérieurs puissants.

[1] Iv. PALIÏVEC', « Syny zemli kolektyvnoï (narys) », Molodnâk, n°10 (1928), p. 71.

[2] Le livre de Gladkov est d'ailleurs vivement critiqué dans *Pluh* pour sa méconnaissance de l'Ukraine et de sa culture. Pavlo SKUBLO, « Knyžka pro komunu Avanhard », Pluh n°12 (1928), p. 65.

3. 1929-1935 : LE POUVOIR SUBVERTIT L'UTOPIE

Арешт Ялового - це розстріл цілої генерації... За що? За те, що ми були найщирішими комуністами?
Нічого не розумію. За генерацію Ялового відповідаю перш за все я, Микола Хвильовий.
« Отже », як говорить Семенко... ясно.
Сьогодні прекрасний сонячний день.
Як я люблю життя - ви й не уявляєте. Сьогодні 13. Пам'ятає, як я був закоханий у це число?
Страшенно боляче.
Хай живе комунізм.
Хай живе соціалістичне будівництво.
Хай живе комуністична партія.

Микола Хвильовий
перед самогубством (13 травня 1933 року)

L'arrestation de Ialovy, c'est l'exécution de toute une génération... Pourquoi ? Parce que nous étions les communistes les plus sincères ?
Je n'y comprends rien. C'est moi, Mykola Khvylovy, le premier responsable pour la génération de Ialovy. « Par conséquent », comme dit Semenko... tout est clair.
Aujourd'hui, c'est un merveilleux jour ensoleillé. Comme j'aime la vie, vous n'imaginez même pas. Aujourd'hui c'est le 13. Vous vous souvenez comme j'aimais ce nombre ?
C'est terriblement douloureux.
Vive le communisme.
Vive l'édification socialiste.
Vive le Parti communiste.

Mykola Khvylovy

avant son suicide (le 13 mai 1933)

Le 7 novembre 1929, en publiant *« L'année du grand tournant »* dans la Pravda, Staline marque le début d'une période historique. *« Marche accélérée vers le développement de notre industrie lourde, (...) changement radical dans le développement de notre agriculture, de la petite exploitation individuelle arriérée vers une agriculture collective d'avant-garde à grande échelle »* : moins de 10 ans après la fin de la guerre civile, les jalons d'une nouvelle transformation de la société soviétique sont posés. Le pays en sortira en 1934 profondément changé, mais aussi traumatisé. Le renforcement du pouvoir stalinien aura bouleversé bien des destins et coûté des millions de vies humaines. L'Ukraine paie un tribut particulièrement lourd avec quatre des sept millions de morts de la famine de 1933[1].

Dans cette gigantesque catastrophe, la place des communes est fort modeste. Que peuvent peser dans un sens ou dans un autre, quelques milliers de communards ? Nous avons vu qu'ils sont assez éloignés des centres de pouvoir tout en n'étant guère intégrés aux réseaux familiaux ou économiques de la masse de la population. Secondaire, la question de la place des communes dans le Grand tournant, paraît même incongrue. En privilégiant le destin de quelques-uns, on risque de relativiser la tragédie du plus grand nombre. Pire, leur promotion historiographique peut paraître indécente. Idéologiquement les communes ont perdu leur autonomie et ne peuvent représenter un pôle de résistance. Au contraire : ne réhabilite-t-on pas une collectivisation meurtrière en s'attachant aux plus ardents et persévérants militants du collectivisme ?

En réponse, il sera loisible de montrer que la collectivisation s'est faite au détriment des pratiques communistes, tant en ville qu'à la campagne. C'est pourtant insuffisant. On sait depuis longtemps que le régime stalinien a pris le contre-pied de nombre de principes et traditions révolutionnaires. On peut même ajouter qu'il a éliminé physiquement des dizaines de milliers de communistes. On reste néanmoins

[1] J.V. STALIN, « A year of great change » in *Problems of Leninism,* déjà cité, p. 434, 436. La traduction anglaise a été comparée à la française et à l'original en russe. Georges SOKOLOFF, « La guerre paysanne de Joseph Staline » dans *1933, l'année noire : Témoignages sur la famine en Ukraine,* Albin Michel « Histoire à deux voix », Paris, 2000 : p. 11.

devant l'énigme de son impunité idéologique. Le mot *communisme* est resté accolé à la dictature soviétique non seulement parce que cette dernière avaient les moyens policiers et militaires d'imposer *son* sens aux mots, mais également parce qu'elle n'a pas choisi de le renier.

La fin des communes dans la tourmente du premier plan quinquennal sera l'occasion de voir, au niveau quotidien, comment une forme spécifique de la mémoire révolutionnaire a été vidée de son contenu, retournée puis abandonnée sans pour autant être formellement rejetée. Cela vaut d'abord pour le destin des communes agricoles, matrices de tout le mouvement communard, enfantées de la révolution de 1917-1919 et mortes vers 1933-1935 pour être enterrées sous une fausse sépulture.

3.1 Dans les campagnes, la collectivisation contre les communes

L'ordre dans lequel seront présentés les facteurs ayant provoqué la perte des communes lors de la collectivisation n'est pas neutre. En commençant par l'action de l'État, on présente d'emblée la collectivisation comme une manipulation. Néanmoins, je suis d'autant plus fondé à le faire que j'ai déjà suivi cette procédure pour l'étude des révolutions communardes de 1919.

3.1.1 L'ACTION DE L'ÉTAT SOVIÉTIQUE

La comparaison des deux périodes vient tout de suite à l'esprit. Elle est d'autant plus légitime que la collectivisation se déroule dans un rapport constant au moment révolutionnaire fondateur de 1917-1920. Cette période fournit des mots et des attitudes, aux différents sujets, qu'ils agissent ou qu'ils subissent les événements ; elle offre un cadre de référence et des justifications. L'impression de rejouer la pièce écrite et montée une quinzaine d'années plus tôt était d'ailleurs présente chez les contemporains. En 1932 par exemple, à l'aube d'une famine provoquée par des prélèvements étatiques démesurés sur les récoltes, les éditions du Parti ukrainien publient *L'approvisionnement pendant la guerre civile.* Il s'agit d'un recueil d'articles d'Oleksandr Chlikhter traitant de son activité de Commissaire du peuple à l'Approvisionnement lors de la première République Soviétique d'Ukraine, au début 1919 (voir son portrait en annexe)[1]. Les méthodes du communisme de guerre sont clairement présentées comme le modèle de la politique du Parti à la campagne.

Devant l'évidence des analogies, l'historien doit rester vigilant. Il doit voir ce qui sépare les deux périodes historiques, faire la différence entre des improvisations et une mise en scène rigoureuse. À l'été 1918, le consensus des dirigeants bolcheviques en faveur des communes devait beaucoup aux circonstances. La guerre civile poussait à un

[1] Oleksandr ŠLIXTER, *Prodovol'ča sprava za rokiv hromadâns'koï vijny,* Partvydav « Proletar », X, 1932.

communisme de guerre d'abord conçu comme une planification de l'économie. Ensuite, ces mesures dirigistes apparurent comme un pas décidé vers l'Idéal. Le concept de *kommouna*, formé hors du cénacle marxiste, n'y fut alors intégré qu'au prix d'un bricolage idéologique. Les divergences entre l'économisme rationnel de Jigour et l'élan millénariste de Gourov, relevés au début de ce travail, incitent à le croire (cf. p. 120). La diversité des discours se retrouvait dans la mise en œuvre des communes telle que s'y adonnent des petites gens, militants aguerris ou plébéiens révélés pas la révolution. Une certaine unité de discours, au détriment des communes d'ailleurs, n'est rétablie qu'ultérieurement : à la fin 1918 en Russie et au début 1920 en Ukraine. Le décalage des temporalités entre les deux républiques soviétiques laisse penser qu'il s'agissait d'une adaptation instinctive des slogans bolcheviques à la réalité du rejet paysan.

Le paysage qu'offre la propagande en 1929-1933 est fort différent. D'abord, on n'observe pas à un moment précis la coexistence de discours différents. De plus, les thèmes apparaissent et disparaissent de façon trop synchronisée pour que ce soit le fait du hasard. Le plénum de novembre du Comité central et la parution de *« L'année du grand tournant »* provoquent immédiatement une inflation de la thématique des communes rurales dans la presse ukrainienne lors des sept dernières semaines de 1929 : on relève six des onze occurrences de l'année pendant cette brève période[1]. Le fait est favorisé par le lancement d'un nouveau bimensuel, *Kolektyvist Oukraïny* (*Le Collectiviste d'Ukraine*), *Organe de l'Union Pan-ukrainienne des Kolkhozes,* dont le premier numéro est justement daté du… 7 novembre 1929 !

En 1930, les communes rurales fournissent la matière de 28 articles. Ce point culminant marque aussi le début de la décrue : de janvier à juin il y a eu 21 publications pour seulement sept de juillet à décembre. On ne recense plus que 11 publications en

[1] Kolektyvist Ukraïny n°1 (07/11/29) : V. BOROZNA, « Škidlyve mudruvannâ », p. 26 ; A. TEMENKO, « Ubil'šuemo komunu (Komuna « Červonyj sivač » na Ševčenkivŝyni, Kam »âns'koho r-nu) », p. 28 ; Kolektyvist, « Zmahannja dopomohlo (Komuna « XI-ty riččâ » na Dnipropetrovŝyni), p. 36. F. VODOVOZENKO, « Orhanizaciâ i oblik praci v komunax (Z dosvid Basarabs'koï komuny imeny Kotovs'koho) », Kolektyvist Ukraïny, n°2 (25/11/29), p. 16-17. Ol. VEDMIC'KYJ, « Červonyj maâk » - Bilousivs'kij komuni [poème], Pluh, n°11-12 (01/12/29), p. 51-52. Kolektyvist Ukraïny, n°4 (30/12/29), p. 25 : photographie sous le titre : « Cerkvu pid klûb : komunary z komuny « Nadiâ » na Xarkivŝini zakryly cerkvu y orhanizuvaly klûb ».

1931, quatre en 1932 et trois en 1933. Mises sous le boisseau, les communes agricoles encore existantes poursuivent une vie discrète jusqu'au 17 février 1935. À cette date, avec l'assentiment de l'État et du Parti communiste, le congrès pan-soviétique des kolkhoziens-travailleurs de choc adopte le *Statut modèle de l'artel agricole*[1] qui s'impose comme norme unique à tous les collectifs. De la promotion médiatique des communes en 1930 à leur exécution juridique en 1935, les autorités ont orienté le cours des événements. La cinquantaine de textes glanés dans la presse ukrainienne de la fin 1929 à 1933 permettront de comprendre les implications de la politique suivie vis-à-vis des communes, mais ils ne reflètent pas vraiment le processus de décision.

3.1.1.1 Les principes vus par Staline

En effet, la même séquence de l'engouement à l'abandon se retrouve dans un groupe de textes spécifiques, mais selon une chronologie différente, beaucoup plus resserrée. Les cinq interventions de Staline sur la collectivisation de l'agriculture de la fin 1929 au printemps 1930, ainsi que le XVIe congrès du Parti en juin-juillet, convoquent presque à chaque fois la commune, comme modèle ou comme repoussoir. Ces articles ou discours, publiés dans la *Pravda* ou dans *Krasnaïa zvezda*, servent couramment aujourd'hui de jalons pour l'histoire de la paysannerie soviétique[2]. On voit ainsi que si les communes sont marginales quantitativement, leur figure reste un enjeu central dans le discours du pouvoir sur le monde rural.

« L'année du grand tournant » (7 novembre 1929) définit les buts à atteindre au village et les moyens d'y parvenir. Pour *« une agriculture collective d'avant-garde à grande échelle »* il faut *« une exploitation commune de la terre, des stations de machines et de tracteurs, des artels, des kolkhozes s'appuyant sur la technique moderne, et, en définitive, des sovkhozes géants équipés de centaines de tracteurs et de*

[1] *Primernyj ustav sel'skoxozâjstvennoj arteli (Prinât 2ym Vsesoûznym s"ezdom kolxoznikov-udarnikov i utveržden Sovetom Narodnyx Komissarov SSSR i Central'nym Komitetom VKP(b) 17 fevralâ 1935 goda),* GIZ Tadžikskoj SSR, Stalinabad, 1946

[2] SOKOLOFF, « La guerre paysanne… » déjà cité, p. 25-31 : MARIE, *La Russie 1856-1956,* déjà cité, p. 96-101 : TURČENKO, *Novejšaâ istoriâ Ukrainy,* déjà cité, p. 212, 223.

moissonneuses ». Obnubilé par le modèle de développement industriel, Staline parle d'édifier *« des usines à blé de 40 000 à 50 000 hectares chacune »*. Il s'agit ainsi de marquer la défaite des *« brouille-tout de droite »* <*pravye golovotâpy*> en affirmant que la collectivisation est déjà en marche. D'après Staline « *les paysans adhèrent aux kolkhozes : ils y adhèrent par villages, cantons et arrondissements entiers »*. Il semble se persuader lui-même au fur et à mesure qu'il écrit, car trois pages plus loin il rajoute *« et même par circonscriptions entières »*... Néanmoins, pour ne pas passer pour un *« phraseur de gauche »*, il modère son propos en indiquant que la tâche du Parti est *« l'éducation des masses »* grâce à *« l'implantation de la sociabilité coopérative »* <*nasaždenie kooperativnoj obŝestvennosti*>[1].

L'écart entre le discours et la réalité et la distance à tenir entre les déviations de gauche et de droite creusent un abîme que Staline s'emploie à combler en conclusion de son article. Il appelle Lénine à son secours. Il cite d'abord le *« Discours au premier congrès des communes agraires et des artels agricoles »,* du 4 décembre 1919, non pour évoquer les communes mais seulement la nécessité de *« montrer dans la pratique aux paysans les avantages de la culture en commun »*. La commune apparaît dans une deuxième citation, tirée du *Rapport sur le travail à la campagne* lors du VIIIe congrès du PC en mars 1919. *« Si demain nous pouvions fournir 100 000 tracteurs de première qualité, avec essence et mécaniciens (vous savez fort bien que pour l'instant, c'est une chimère), le paysan moyen dirait : « Je suis pour la kommouniïa » (c'est-à-dire pour le communisme) »*. Grâce à l'industrialisation, la « chimère » de Lénine devient réalité. Staline prévoit que le cap des 100 000 machines sera passé pour le printemps 1931. *« Telle est la raison pour laquelle le paysan moyen s'est tourné vers la kommouniïa »*[2] affirme-t-il.

L'optimisme que Staline affiche peine à cacher la réalité. D'après le secrétaire

[1] J.V. STALIN, « A year of great change » in *Problems of Leninism,* déjà cité, p. 436, 438, 440, 441, 443.

[2] *Ibidem*, p. 444-445. Les textes originaux de Lénine sont dans *O.C.,* T. 3, p. 303 (*Discours au premier congrès des communes agraires et des artels agricoles*) et p. 200 (*Rapport sur le travail à la campagne, le 23 mars 1919*).

général, le paysan moyen s'est déjà tourné vers la commune alors que les tracteurs ne seront fournis que d'ici dix-huit mois… Le jeu des citations est beaucoup plus cruellement suggestif. Il renvoie le lecteur à l'an dix-neuf, c'est-à-dire au pire de la guerre civile, et il remet au goût du jour le terme de *kommouniïa*. Le paroxysme de l'affrontement entre bolcheviks et paysans est volontairement rappelé. Dans quel but ? Ce peut être pour encourager les militants à recourir aux méthodes les plus expéditives. De façon similaire, le président du Centre kolkhozien de l'URSS déclare à des responsables locaux en janvier 1930 : *« Si (…) vous exagérez et qu'on vous arrête, dites-vous bien qu'on vous aura arrêtés pour dévouement à la révolution »*[1]. L'article de Staline est en même temps adressé à l'ensemble des paysans propriétaires moins pour les inciter à tenter l'utopie de la *kommouna* que pour les menacer presque ouvertement du retour des horreurs liées dans leur esprit à la *kommouniïa*.

La commune n'est pas encouragée comme forme de vie sociale ou mode d'organisation économique mais comme épouvantail et outil politique du pouvoir. Un troisième niveau de lecture possible le confirme. Les citations de Lénine datent de mars et décembre 1919. À cette époque, en Russie, les dirigeants bolcheviks sont déjà revenus de l'engouement communard. Lénine intervient justement pour limiter l'influence de communes qui servent de prétexte aux soulèvements paysans contre les communistes. Suivant la rhétorique qui sera utilisée en Ukraine en 1920, il met en cause des enrôlements de force dans les communes. Cet argument qu'aucun fait ne confirme sert, on l'a vu, à sceller un pacte entre le village et le pouvoir : au premier la haute main sur le mode de vie, au second la direction politique (cf. p. 264). Staline qui lance l'assaut contre la paysannerie dispose ainsi déjà d'une position de repli. En cas d'opposition, il pourra abandonner les communes pour sauvegarder la dictature.

Le 27 décembre, Staline intervient *« Sur les questions de politique agraire en URSS »* devant un public de spécialistes de l'agriculture. Il radicalise le cours de la

[1] G. Kamenskij cité par TURČENKO, ouvrage cité, p. 223.

collectivisation en affirmant que les idées contenues dans *« L'année du grand tournant »* s'appliquent *« non seulement aux kolkhozes développés qui ont machines et tracteurs à leur disposition, mais également aux kolkhozes primaires qui (...) s'appuient sur le matériel des seuls paysans »*. De même, l'affirmation selon laquelle les paysans venant aux kolkhozes par *« arrondissements entiers »* commence à se transformer en zonage administratif. Le secrétaire général parle désormais *« d'arrondissements de collectivisation complète »*. La formule devient un ordre le 5 janvier 1930, quand le Comité central décrète le rythme obligatoire de la collectivisation région par région. Dernier élément agressif du discours, l'expression de *« liquidation des koulaks en tant que classe »* y apparaît pour la première fois[1]. Comme nous avons vu que, depuis 1920, « koulak » désigne plus le paysan propriétaire insoumis que le petit capitaliste rural, la menace est sans équivoque.

Obnubilé par cette bataille pour le pouvoir à la campagne, Staline ne précise guère le contenu social de la collectivisation et la forme juridique qu'elle doit prendre. Il critique *« certains camarades [qui tentent] de discréditer les kolkhozes en les présentant comme une forme bourgeoise d'exploitation »*. Il fait sans doute allusion à des *« phraseurs de gauche »* qui préféreraient de vraies communes aux Associations d'exploitation commune de la terre et aux artels. Pour affaiblir leur position, il cite de nouveau Lénine *Sur la coopération* et il conclut : *« Lénine affirme que les entreprises coopératives ne se différencient pas des entreprises socialistes. (...) N'est-il pas clair qu'on a encore plus de raisons de dire la même chose au sujet des kolkhozes d'aujourd'hui ? »*. En affirmant cela, il réduit au minimum l'ambition sociale de la collectivisation. D'ailleurs, le discours ne cite aucune des formes spécifiques de collectivisation, et ne prescrit pas une voie de développement souhaitable, d'un certain statut de collectif vers un autre. Les seules *« phases »* reconnues du *« mouvement*

[1] J.V. STALIN, « Concerning questions of agrarian policy in the USSR » (Pravda, n°309, dec. 29, 1929) in *Problems of Leninism,* déjà cité, p. 459, 474. Décret du 6/01/30 cité par : SOKOLOFF « La guerre paysanne... », p. 28-29 et TURČENKO, ouvrage cité, p. 222.

kolkhozien » sont la phase *« primaire »* et la *« la phase plus développée, quand il est équipé de tracteurs »*. La résolution du 5 janvier est plus claire en privilégiant l'artel comme *« forme principale »* de collectif[1].

Trois semaines plus tard, le 21 janvier, l'article de Staline *« Sur la liquidation des koulaks en tant que classe »* n'apporte rien de neuf excepté la violence croissante du vocabulaire : la politique suivie est présentée comme une *« rupture »*[2] <*povorot*> par laquelle il s'agit *« d'écraser »* les koulaks *« dans une bataille ouverte »*. Au-delà des excès de langage, le pays plonge vraiment dans une *« nouvelle guerre civile »,* selon l'expression de Jean-Jacques Marie. L'arbitraire des responsables locaux, encouragé par les propos de Staline, a aggravé la crise du blé qui avait provoqué le changement de politique trois mois plus tôt. Le Guépéou voit avec inquiétude la courbe des émeutes paysannes atteindre des sommets en mars. Rien qu'en Ukraine, la police politique recense 2900 cas de résistance collective en un mois. Le 2 mars, la *Pravda* se fait l'écho du recul de Staline. Il autorise les paysans à démissionner des kolkhozes. L'enrôlement forcé aurait été un excès provoqué par le *« Vertige du succès »* chez les militants. Et Staline de rappeler que le mouvement kolkhozien repose sur son *« caractère volontaire »* <*dobrovol'nost'*>. Il faut tenir

> *« compte de la diversité des conditions existantes dans les différents arrondissements de l'URSS. On ne doit pas répandre les kolkhozes par la force. Ce serait stupide et réactionnaire. (...) Il ne faut pas transférer mécaniquement les exemples d'édification de kolkhozes des arrondissements développés vers les moins développés. Ce serait stupide et réactionnaire »*[3].

Ce rappel au respect du volontariat est directement inspiré des textes de Lénine

[1] J.V. STALIN, « Concerning questions of agrarian policy in the USSR », *Problems of Leninism*, p. 467-468, 470, 460. Sur le contenu de la résolution du 5 janvier voir *Histoire du Parti communiste /bolchevik/ de l'URSS (Précis rédigé par une commission du CC du PC(b) de l'URSS)* [1938], Éditions en Langues Etrangères, M, 1947 : p. 363-364.

[2] L'habitude de traduire *perelom* par *tournant* oblige à rendre *povorot* par *rupture,* alors que le dictionnaire indique l'inverse.

[3] J.V. STALIN, « Concerning the policy of eliminating the kulaks as a class » (Krasnaya Zvezda, n°18, jan. 21, 1930) in *Problems of Leninism*, p. 482. « Dizzy with success » (Pravda n°60, march 2, 1930), *Ibidem*, p. 485. J.J. MARIE, ouvrage cité, p. 100-101. Lynne VIOLA, *Peasant Rebels under Stalin: Collectivization and the Culture of Peasant Resistance,* Oxford UP, Oxford, 1996 : p. 134, 138.

que Staline avait su utiliser dans *« L'année du grand tournant »*. L'hypothèse d'une reprise du dispositif de 1920 se confirme. Comme ceux de Lénine, les appels de Staline sont dénués de fondement, bien que pour une raison inverse. La coercition que Lénine disait combattre dans la formation des communes ne semble pas avoir existé. Celle qui présidait à la formation des kolkhozes fut au contraire la règle alors que Staline la décrit comme une simple *« distorsion »* <*iskrivlenie*> de la ligne. Outre qu'il absout ainsi la direction du Parti, Staline peut proposer à la vindicte populaire des boucs émissaires coupables de tout. Il s'agira des « gauchistes » : les mêmes qui avaient été dénoncés le 7 novembre pour leur manie de « décréter » la collectivisation ; les mêmes qu'il critiquait fin décembre pour avoir nié le caractère socialiste des kolkhozes. Or, *« N'est-il pas clair que les auteurs de ces distorsions, qui s'imaginent « de gauche », apportent de l'eau au moulin de l'opportunisme de droite ? »*[1]. Le problème semble envisagé d'un point de vue étroitement politique.

Délaissant apparemment la lutte contre la gauche et la droite, Staline continue son raisonnement :

> *« Un des grands mérites de la stratégie politique de notre parti tient à ce qu'il sait déterminer à chaque moment <u>le maillon fondamental</u> du mouvement, et s'en saisir pour tirer ensuite toute la chaîne vers un seul but commun, afin de résoudre le problème. Peut-on dire que le Parti a déjà choisi quel serait le maillon fondamental du mouvement kolkhozien dans le système d'édification kolkhozien ? Oui, on peut et on doit le dire.*
> *En quoi consiste ce maillon fondamental ? Peut-être est-ce l'<u>Association d'exploitation commune de la terre</u> ? Non, ce n'est pas cela. Les Associations d'exploitation commune de la terre dans lesquelles les moyens de production ne sont pas encore mis en commun représentent une étape déjà dépassée du mouvement kolkhozien.*
> *Peut-être est-ce <u>la commune agricole</u> ? Non, ce n'est pas la commune. Les communes ne représentent encore qu'un phénomène rare dans le mouvement kolkhozien. Les conditions ne sont pas encore mûres pour*

[1] « Dizzy with success », *Ibidem*, p. 487.

les communes comme forme prédominante (...).
Le maillon fondamental du mouvement kolkhozien, sa forme prédominante au moment présent, et dont il faut se saisir maintenant, c'est l'artel agricole »[1] (souligné dans l'original).

Les formes concrètes de la collectivisation, jusqu'ici totalement absentes des interventions du Chef, sont brusquement mises en avant. La proposition principale, qui privilégie l'artel, n'est pas tout à fait nouvelle. La résolution du Comité central du 5 janvier insistait déjà sur ce point. L'argumentation ternaire est plus inédite. L'Association d'exploitation commune de la terre est déjà dépassée, la commune est un objectif lointain : la seule forme souhaitable est l'artel. Il diffère autant des deux autres formes que la ligne juste diffère des distorsions de droite et de gauche. Influencé par sa critique de ces dernières, Staline a transposé le schéma thèse / antithèse / synthèse de la sphère politique aux domaines juridique et économique. L'artel a l'avantage d'être, selon l'expression de Stanislav Koultchytsky, un *« Janus au deux visages »* : l'un est tourné vers le Plan, l'autre vers le marché[2]. Au contraire, tacitement identifiées au danger gauchiste, les communes vont être condamnées sans avoir été citées à comparaître.

Quelques pages plus loin, Staline évoque

« les tentatives faites pour sauter hors du cadre des artels et s'élancer d'emblée vers la commune agricole. L'artel n'est pas encore consolidé, mais on socialise déjà les maisons, le petit bétail et la volaille, [quitte à] irriter le paysan kolkhozien ».

Les *« socialisateurs empressés »* sont assimilés à ceux qui font décrocher les cloches des églises[3]. Le dernier mouvement du texte permet un amalgame final entre communes et collectivisation forcée ! Dans la rhétorique du dictateur, les communes sont l'arbre gauchiste qui permet de cacher la forêt stalinienne. La manœuvre a de lourdes implications idéologiques. L'exercice de la violence n'est pas imputé aux autorités, mais

[1] *Ibidem*, p. 487-488.
[2] KUL'ČYC'KYJ, « Opir selânstva sucil'nij kolektyvizaciï », in *Istoriä ukrahins'koho selânstva,* t. 2, p. 146.
[3] *Ibidem*, p. 489-490.

à la tentative de changer les façons de vivre. Socialiser les habitations et les foyers est condamnable, de même que s'attaquer aux églises. Par contre, le pouvoir est innocent. Mieux, Staline peut conclure que *« l'art de diriger est une chose sérieuse »* et que le *« Parti est fort et invincible »*.

Bien que condamnées, les communes ne disparaissent pas du discours. Le 3 avril, dans une *« Réponse aux camarades kolkhoziens »,* Staline reprend pour l'essentiel les idées du *Vertige du succès* : volontariat dans la collectivisation, adaptation aux conditions locales, centralité de la forme de l'*artel*[1]. L'avant-dernière question à laquelle il répond (avant celle sur le traitement des koulaks) concerne les communes.

> *« Huitième question. Que faire des communes ? Faut-il les dissoudre ?*
>
> *Réponse. Non, il ne faut pas les dissoudre, il n'y a aucune raison. Je parle des vraies communes, pas de celles qui n'existent que sur le papier. Dans les régions à blé de l'URSS, il existe une série d'excellentes communes qui méritent d'être encouragées et soutenues. Je pense aux vieilles communes qui ont subi des années d'épreuve et se sont trempées dans la lutte et ont pleinement justifié leur existence. Il ne faut pas les dissoudre, mais il faut les transformer en artel.*
> *La formation et l'administration des communes est quelque chose de complexe et de difficile. Les grandes communes stables ne peuvent exister et se développer que grâce à la présence de cadres expérimentés et de dirigeants éprouvés. (...) L'artel est une affaire plus facile et plus accessible aux larges masses paysannes. C'est pourquoi l'artel est la forme la plus répandue du mouvement kolkhozien actuellement. (...) C'est pourquoi la commune, représentant une forme supérieure, ne peut devenir le maillon principal du mouvement kolkhozien que dans l'avenir »*[2].

La prose du Chef, habituellement lourde, devient assez obscure de surcroît. La forme *commune* doit-elle être abandonnée ou constitue-t-elle au contraire l'avenir tangible du mouvement kolkhozien ? Les communes existantes doivent-elles être conservées ou

[1] « Dizzy... », ouvrage cité, p. 491. « Reply to collective-farm comrades » (Pravda, n°92, april 3, 1930), p. 493-497, 500.
[2] *Ibidem*, p. 513-514.

transformées en artels ? La transformation en artel n'est-elle pas, par elle-même, une dissolution ? Ces ambiguïtés montrent que la maladresse de l'écrivain est aussi bien l'habileté du politique. Sacrifiée dans la réalité au profit de l'artel, la commune reste brandie comme menace, renvoyée à un avenir indéterminé : que la paysannerie accepte l'artel car elle aurait pu subir la *kommouniïa* !

Quant aux communes, elles peuvent continuer leur activité. Mais, se sachant condamnées, elles doivent éviter les excès, se faire discrètes et modérées. Le XVIe congrès du Parti communiste pan-russe, réuni du 26 juin au 13 juillet, est particulièrement explicite dans ce domaine. Le rapport sur le *« Mouvement kolkhozien et le développement de l'agriculture »* est lu par Iakov Iakovlev, le Commissaire du peuple à l'Agriculture. Un point spécial est consacré aux différentes formes de collectifs, dont les communes :

> *« Que doit représenter la commune ? Avant le mouvement kolkhozien, la commune se caractérisait par une maison commune et une égalisation complète. Aujourd'hui, le problème n'est pas le logement commun et la répartition égalitaire, car même à la première étape de la société communiste, la répartition des produits (...) selon la qualité et la quantité du travail est inévitable (autrement, celui qui vient de la vieille société ne travaillera pas).*
> *Toute l'affaire — et là est la principale différence entre commune et artel — tient à la socialisation complète des moyens de production.*
> *On peut prendre l'exemple de dizaines de communes : elles ont augmenté plusieurs fois leur revenu et ont brillamment relevé leur exploitation, grâce au fait qu'elles n'ont pas porté l'effort sur la construction d'un logement commun, sur l'égalisation de tous les membres de la commune ou sur la séparation des enfants et des parents, alors que par contre elles ont insisté sur le développement de la production laitière, de l'élevage porcin, des cultures potagères : et ce, non seulement pour la satisfaction de leurs besoins, mais aussi pour l'approvisionnement de la ville : tout cela en gardant le principe de répartition des revenus selon la quantité et la qualité du travail.*

Il faut sincèrement reconnaître que, quand des communards nous demandent conseil sur la façon de dépenser l'argent — pour la construction d'un logement commun ou d'une porcherie socialisée, nous répondons : en premier lieu l'élevage socialisé, le bétail socialisé : sur cette base vos ressources commenceront à augmenter littéralement de mois en mois et au bout de deux ou trois ans, vous pourrez vous construire n'importe quelle maison. Si vous commencez par la maison-commune et la répartition égalitaire — il est possible que rien n'en sorte. Sur cette base, il est évident, comme il est montré dans les thèses, qu'il faudra éditer bientôt un statut-modèle de l'artel, de l'Association d'exploitation commune de la terre et de la commune »[1].

L'abandon des objectifs sociaux est entériné avec une pointe d'ironie : on privilégiera la porcherie par rapport au logement. On peut également noter le coup de pied de l'âne donné au communisme. Pour un hiérarque stalinien, l'égalité des revenus est impossible à cause de *« celui qui vient de l'ancienne société »,* incapable de travailler sans stimulation salariale inégalitaire... Le plus important est ailleurs. L'argumentation n'est plus fondée sur les rapports de force sociaux comme chez Staline (la commune n'est pas accessible à la masse paysanne). Iakovlev retrouve plutôt les accents de Trotski en 1925 : l'organisation communarde ne serait pas rationnelle économiquement, il faudrait la sacrifier à la rentabilité nécessaire. C'était le dernier point de l'acte d'accusation.

Il manquait encore le moyen d'exécuter la sentence, c'est-à-dire d'éliminer les communes sans ouvertement les dissoudre. Staline en avait eu l'intuition dans sa *« Réponse aux kolkhoziens »* : les communes *« ne peuvent exister et se développer que grâce à la présence de cadres expérimentés et de dirigeants éprouvés »*. Le principe du chef est clairement proposé en modèle à des collectifs qui se distinguaient jusqu'alors par leur démocratisme. L'attitude des autorités, telle qu'elle apparaît dans la presse et les documents administratifs, est tout entière exprimée dans le rapport de Iakovlev et

[1] Â. ÂKOVLEV, « Kolxoznoe dviženie — doklad » in *XVIyj s"ezd VKP(b) (stenografičeskij otčet),* GIZ, M-L, 1930 : p. 595. Ce rapport est repris en abrégé dans Kolektyvist Ukraïny, n°14 (1930), p. 1-14 (sur les communes, p. 13-14).

dans les quelques lignes de « réponse » de Staline. Cela ne tient pas à l'omnipotence d'un dictateur totalitaire et de ses séides, mais plutôt à l'extrême pragmatisme qui guide leur démarche. Du 7 novembre à la mi-juillet, la pensée de Staline, uniquement guidée par le souci de garder le pouvoir, évolue par à-coup. Il oblique tantôt vers la gauche, tantôt vers la droite, en fonction des résistances qu'il découvre au fur et à mesure de la mise en œuvre de la collectivisation. Le slogan stalinien par excellence de *« la lutte sur deux fronts — contre les retardataires et contre ceux qui vont trop de l'avant »*[1] ne dit pas autre chose.

À leur niveau, les responsables locaux suivent la même démarche, mais selon une temporalité différente, dictée par *« la diversité des conditions existantes »*. Le schéma général dessiné par Staline en sept mois s'intègre bien dans une histoire concrète de la fin des communes qui s'étire sur sept ans.

3.1.1.2 Le laboratoire des manœuvres bureaucratiques

En reprenant les publications de la direction ukrainienne concernant la politique agraire, on s'aperçoit que le ralliement de l'élite à l'idée de collectivisation a été très progressif. Nouvellement nommé Commissaire du peuple à l'agriculture d'Ukraine, Alexandre Chlikhter publiait en 1927 une brochure sur *La lutte de classes à la campagne et le Parti*. Comme il s'agissait de contrer les thèses de l'Opposition de gauche proposées au XVe congrès du PC, le ton est très « droitier ». Les citations de Staline voisinent avec celles de Boukharine. Pour répondre à l'accusation *« d'accommodement »* avec le koulak, Chlikhter entend au contraire démontrer que le pouvoir soutient la paysannerie pauvre et les collectifs.

La sollicitude envers le paysan pauvre est surtout une attention envers le propriétaire. *« Dans un pays de « petite et très petite » propriété paysanne (...) nous devons construire le socialisme pour que chaque petit paysan prenne part à cette*

[1] « Dizzy with success », *Ibidem*, p. 491. J'ai souligné. Il faut noter que « *la lutte sur deux fronts* » obéit à la même logique que le reportage littéraire (*narys / otcherk*, cf. p. 571) qui trace une voie moyenne du convenable entre le *trop* et le *pas assez*.

édification ». C'est pourquoi il ne consacre à la collectivisation que cinq pages sur quarante. Elle n'est considérée que comme *« tâche finale »*, même si elle est réduite à sa plus simple expression. Le Commissaire du peuple inclut la coopération dans un mouvement collectiviste dont il n'imagine le développement que *« sur la base des formes les plus simples d'entraide »*[1].

La fréquence croissante des écrits sur le *« socialisme à la campagne »* traduit la montée de la tension autour du problème de l'approvisionnement, mais ne change rien au contenu de la politique suivie. Lors de la 6e session de l'exécutif ukrainien, fin 1928, l'exposé sur *« L'édification socialiste dans l'agriculture »,* présenté par Chlikhter et Tchoubar (président du conseil des Commissaires du peuple d'Ukraine) constate rituellement *« la croissance significative des différentes formes d'associations agricoles »*. Le nombre de collectifs a certes presque doublé d'octobre 1927 à octobre 1928, mais *« principalement par la création de nouvelles associations sous la forme la plus simple, les Associations d'exploitation commune de la terre »*[2].

Quelques mois plus tôt, la revue théorique du PC ukrainien reconnaissait que ce phénomène

> *« pose une question sérieuse. Cette croissance impétueuse des kolkhozes signifie-t-elle une croissance des germes du socialisme ? (...) La commune est plus proche du socialisme que l'artel, et l'artel plus que l'Association d'exploitation commune de la terre (...). Il semblerait que la croissance du socialisme à la campagne dût signifier l'augmentation relative des formes supérieures de collectivisation (...). Pour l'instant, le tableau ne ressemble pas à ça. (...) Comment expliquer la diminution de la part des communes et des artels (...) ? Ce phénomène est entièrement sain et positif. Nous avons trouvé des formes de collectivisation qui sont compréhensibles et accessibles pour chaque petit paysan. « En mettant l'accent » sur les communes et les artels, aurait-on pu atteindre presque*

[1] A.G. ŠLIXTER, *Klassovaâ bor'ba na sele i partiâ...,* déjà cité, p. 28, 39-40, 41. Biographie de ŠLIXTER dans *Bol'šaâ Soveckaâ Enciklopedia.*

[2] *Socialistyčne budivnyctvo v sil's'komu hospodarstvi...,* déjà cité, p. 48-49.

> *136 000 exploitations dans le mouvement collectif (...) ? Cet « abaissement » [des formes de collectivisation] n'est pas notre défaite, mais notre grande victoire. En ce qui concerne la reconstruction de l'agriculture, notre tâche est de mettre en branle toute la paysannerie. Grâce à un tel « abaissement », nous avons pu embrasser le plus largement la masse des exploitations paysannes »*[1].

Il serait possible de résumer la pensée de l'auteur en retournant la formule de Lénine : mieux vaut moins bien, mais plus... Pour éviter qu'on ne tire cette conclusion, l'auteur de l'article définit ainsi *« les tâches de régulation de la croissance des différentes formes de kolkhoze :*

> *d'un côté, concourir à la création la plus large des formes de kolkhoze les plus simples : de l'autre, concourir à leur passage le plus rapide à des formes plus complexes »*[2].

Cet objectif est repris par un spécialiste agraire, Katchynsky, qui avait constaté la meilleure productivité des collectifs les plus aboutis (communes et artels). Mais, sans aucune mesure concrète pour la promouvoir, la transformation des Associations d'exploitation commune de la terre en artels, et de ces derniers en communes reste un vœu pieux. Et l'appareil l'oublie même parfois dans sa propagande. En avril, un autre spécialiste réduit encore les prétentions du pouvoir. *« Dans le domaine de la collectivisation de la propriété paysanne, la tâche principale est le renforcement des collectifs existants dans leurs différentes formes, supérieures ou inférieures »*[3].

Le ton change en 1929, mais d'abord sur le terrain idéologique. En mars, l'organe de l'Institut ukrainien du Marxisme-Léninisme publie une attaque contre Tchaïanov sous le titre *« Les courants petits-bourgeois actuels dans la coopération »*. L'économiste subit alors le feu d'une critique qui l'obligera à se renier. Sa défense d'une économie rurale centrée sur le foyer paysan gêne au moment où le pouvoir promeut la

---

[1] M. REDIN, « Parostky sociâlizmu na seli », Bil'šovyk Ukraïny, n°2 (30/01/1928), p. 22-23.

[2] *Ibidem*.

[3] V. KAČYNS'KYJ, « Sučasne kolektyvistyčne budivnyctvo », Bil'šovyk Ukraïny, n°9-10 du 30/05/1928, p. 49, 60. M. LEVENŠTAM, « Kollektivizaciâ kresť janskogo xozâjstva i puti eë razvitiâ na Ukraine », Komsomolec Agitator, n°7 (1/04/1928), p. 32.

collectivisation. Caricaturant les idées de Tchaïanov, le critique ukrainien écrit :

> *« À ce moment, le professeur Tchaïanov intervient comme idéologue des koulaks, il se moque de la kommouniïa, il proclame que « ce qui est en commun, ça appartient au diable » selon le proverbe des koulaks ukrainiens : autant dire que « la collectivisation est diabolique »… »*[1].

L'amalgame est tout à fait malhonnête et reflète moins la pensée de Tchaïanov que l'impensé des bureaucrates au pouvoir. Ils utilisent plus facilement la commune comme symbole fantasmé, comme négatif de la révolution, que comme forme d'organisation économique et sociale novatrice. Les images de *kommouniïa* dans *« L'année du grand tournant »* avaient poussé sur un terrain fertile.

Les peurs paysannes sur lesquelles joue le pouvoir ne sont pas totalement imaginaires. Une étude publiée en décembre 1929 par un certain Barabach sur *« Les cellules rurales du Parti dans la collectivisation de la campagne »* livre incidemment des informations intéressantes sur les communes.

> *« Il y a quelques villages où les cellules de la JC sont les initiatrices de kolkhozes de forme supérieure et non primaire : par exemple, à Nahartav (arrondissement de Bereznehouvate), les jeunes communistes ont organisé la commune « KIM ». La cellule de la JC du village de K[rasny] Laheri (arrondissement de Tsourioupinsk) fut à l'origine d'un kolkhoze de viticulture, composé des douze meilleurs jeunes communistes. La cellule de la JC a protégé pour l'hiver les vignes confisquées aux koulaks (…) »*[2].

D'un même mouvement, certains groupes de jeunes communistes procéderaient à la répression économique des koulaks (par la confiscation des terres) et à l'édification d'une vie collective. On imagine que leur attachement au principe communard est proportionnel à l'avantage qu'ils en tirent. Ainsi, la *commune* et la *kommouniïa* commencent à se superposer dans les faits et pas seulement dans le discours du Chef et

[1] STANZIANI, ouvrage cité, p. 411. O. LOZOVYJ, « Sučasni dribnoburžuazni tečiï v kooperaciï », Prapor Marksyzmu, n°2 (03-04/1929), p. 138.

[2] BARABAŠ, « Partijne žyttâ na miscâx : sil'partoseredky v kolektyvizaciï sela (dosvid Xersons'koï okruhy) », Visti CK KP(b)U, n°23-24 (15/12/29), p. 22. L'étude est réalisée à partir des données de la circonscription de Kherson

elles peuvent jouir de soutien en bas de l'appareil, chez les militants qui en bénéficient.

Ce type de pression brutale en faveur du collectivisme peut se conjuguer avec de l'idéalisme. Le même Barabach avait étudié en octobre 1929 *« Le travail des cellules du Parti dans les communes »*. L'article s'appuie sûrement sur les données glanées lors de la purge générale des cellules du PC effectuée dans l'année. Dès les premières lignes, la définition des caractères d'une commune rappelle de vieux discours :

> *« La vie de la commune dépend entièrement du déploiement du travail productif, de l'affermissement de l'unité idéologique, et aussi, dans une certaine mesure (sinon principalement) de la refonte du mode de vie »*.

L'ordre des termes place les nécessités de l'économie et du contrôle politique avant celles de la *« refonte du mode de vie »*. La vision du phénomène communard est néanmoins équilibrée et ne sacrifie pas les enjeux sociaux.

La mise en valeur des collectifs les plus radicaux répond, chez l'auteur, à une autre préoccupation. Il s'agit d'influencer

> *« la population voisine qui voit de ses propres yeux l'exemple vivant d'une nouvelle et meilleure organisation du mode de vie et de l'exploitation. (...) Les communes deviendront le centre non seulement de la transformation des processus de production et de travail, mais aussi l'exemple de nouvelles formes de mode de vie pour la paysannerie voisine, attirant ainsi la sympathie croissante des masses de paysans moyens et pauvres »*[1].

Il pourrait s'agir d'une propagande assez vide, dissimulant la nécessité de subordonner l'agriculture à l'État sous les dehors *« d'une nouvelle et meilleure organisation du mode de vie et de l'exploitation »*. Or, en passant en revue les difficultés rencontrées par les communes, juste après le manque de planification du travail, il est dit :

> *« La situation financière difficile, résultat de deux ans de mauvaise*

[1] BARABAŠ, « Robota partoseredkiv v komunax », Visti CK KP(b)U, n°18 (15/10/29), p. 14-15.

récolte, n'a pas donné aux communes la possibilité de déployer toute leur activité pour l'amélioration des conditions de vie, à cause de quoi toutes les communes n'ont pas socialisé même l'alimentation, [n'ont pas créé] de laveries collectives (commune Tsourioupa), ni n'ont organisé l'éducation sociale des enfants grâce à des crèches ».

Il apparaît donc que Barabach reste fidèle à l'intégralité du programme communard, dont la réforme de la famille. Qui plus est, il entend attirer sur cette base la *« sympathie croissante des masses de paysans »*. Chez certains, un idéalisme préservé va de pair avec l'audace bureaucratique.

Une source confirme l'inflexion volontariste tant des discours que des pratiques. Il s'agit du premier numéro de la revue *Kolektyvist Oukraïny,* paru, rappelons-le, le même jour que *« L'année du grand tournant »*. Les trois articles racontant l'expérience de communes vont dans le même sens. À la commune *La Mouette* (à Sokiltche, arrondissement de Velyko-Polovets, région de Bila-Tserkva),

« Dans la mesure où les discussions au village en arrivèrent cette année à l'idée de collectivisation totale, la commune (...) a déclaré : ou tous adhèrent à la commune, ou on n'accepte personne ».

Même problématique dans la région de Chevtchenkive :

« Aujourd'hui, le village de Revivka est collectivisé à 50 % et la commune [Semeur rouge] s'assigne pour tâche d'entraîner tout le village (390 foyers) ».

La passion d'attirer de nouveaux membres n'a rien de spontané. Cela fait l'objet d'une procédure, décrite ci-après pour la commune *XIe anniversaire* près de Dnipropetrovsk.

« [La commune] a signé le 29 avril un contrat d'émulation socialiste avec la commune la plus viable économiquement dans l'arrondissement, la commune Lénine. La commune s'engage donc à accroître sa surface cultivable, à attirer de nouveaux membres, à augmenter la productivité du travail, à étendre l'élevage, à mettre en ordre l'activité du conseil de

production »[1].

On imagine aisément les pressions et la coercition qui se cachent derrière ces lignes. Mais savoir si ces pressions sont imputables au fait communard est une autre question, qui sera abordée plus tard.

Sur les trois communes décrites, on connaît les conditions de vie dans deux collectifs. Au *Semeur rouge*, *« les communards vivent dans leurs khatas au village, mais, pour le printemps 1930, nous pensons réparer le bâtiment d'habitation en utilisant au mieux les matériaux de construction et outils de nos membres »*. La vie nouvelle, qui devait attirer la paysannerie reste, au mieux, à l'état de projet. Quant aux nouveaux membres de *La Mouette*, doit-on encore les appeler des *« communards »* ? D'après le règlement,

> *« Les nouveaux membres apportent seulement leur lot de terre à la commune, ils restent vivre dans leur maison à Sokiltche (...). Les exploitations moyennes ou celles possédant des chevaux, des vaches et du matériel agricole ne sont pas soumises à la socialisation [de leurs biens productifs]. Les exploitations qui ont adhéré à la commune sans rien posséder, sauf de la terre et du bâti, socialisent leur terre »*[2].

On voit mal ce qui reste de collectiviste à *La Mouette,* d'autant que les rétributions y sont inégales entre communards. Le pouvoir ne s'embarrasse pas du respect des formes, le seul enjeu étant l'augmentation du nombre de paysans directement soumis à l'État. La période n'est pas au juridisme mais à l'offensive. La croissance numérique des kolkhozes est une nécessité pour édifier les *« usines à blé »* dont parle Staline.

Cette préoccupation affleure dans la presse. Le *« contrat d'émulation socialiste »* signé par la commune *XIe Anniversaire* stipulait l'obligation *« [d']accroître sa surface cultivable, [d']attirer de nouveaux membres »*. L'article sur *Le Semeur rouge* annonce fièrement *« Nous agrandirons la commune »*. Plus clairement encore, à propos de *La*

[1] Kolektyvist Ukraïny n°1 (07/11/29) : V. BOROZNA, « Škidlyve mudruvannâ », p. 26; A. TEMENKO, « Ubil'šuemo komunu (Komuna « Červonyj sivač » na Ševčenkivŝyni, Kam''âns'koho r-nu) », p. 28; Kolektyvist, « Zmahannja dopomohlo (Komuna « XI-ty riččâ na Dnipropetrovŝyni), p. 36.

[2] A. TEMNENKO, article cité, p. 28 : V. BOROZNA, article cité, p.26.

Mouette, on affirme qu' *« habituellement, la seule voie juste de développement pour chaque kolkhoze est d'intégrer de nouveaux membres, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres et moyens »*. Pour satisfaire à cette injonction, certains militants locaux semblent vouloir gonfler les communes déjà existantes. En janvier 1930, *Kolektyvist Oukraïny* rapporte l'adhésion d'une Association d'exploitation commune entière dans une commune[1] ! On verra que les sources administratives confirment ce type de faits et surtout montrent les conséquences du *« mélange des genres »* sur les collectifs eux-mêmes.

Ce type de démarche est d'abord critiqué en haut lieu, dans le premier numéro du *Kolektyvist Oukraïny*. L'article qui évoque *La Mouette* a pour titre *« De nuisibles finasseries »* <*škidlyve mudruvannâ*> et l'auteur constate que les nouveaux adhérents *« n'ont pas été reçus selon le statut de la commune, mais suivant un contrat d'affermage de la terre »* <*na umovax orendy zemli*>[2]. D'ailleurs, *« ils n'apportent rien à la commune, si ce n'est de la terre. Or, comme on le sait, la terre appartient à l'État : donc, ils n'apportent rien qui leur appartienne »*. De plus, l'ultimatum « la commune ou rien » qui devait s'imposer au village a échoué. *« Les paysans pauvres et moyens ont commencé à organiser par eux-mêmes une Association d'exploitation commune de la terre, sans l'aide de la commune »*. L'article conclut que cette commune *« a pris une mauvaise voie de développement, loin du socialisme »*, et rappelle que *« l'intégration de nouveaux membres nécessite avant tout la collecte de l'argent des nouveaux, la socialisation de leurs moyens de production et de leurs richesses »* [3]. Un bandeau au-dessus de l'article proclame en majuscules : *« Ne divaguez pas comme La Mouette de Sokiltche »* ! L'Union des kolkhozes semble donc défendre l'orthodoxie communarde face à des militants locaux peu regardants sur les principes. Les autorités supérieures ne privilégient néanmoins aucune forme de collectivisation. Communes, artels et

[1] U. KUŠTYM, « Orhanizaciâ praci v komuni "Červona Agronomiâ" », Kolektyvist Ukraïny n°1 (15/01/30), p. 21.

[2] Il faut comprendre que les parcelles de terres *« afférentes à chaque membre »* restent *« établies »* comme dans un artel, au lieu d'avoir été vraiment remises à la communauté en indivision (voir le Code foncier, cité p. 394).

[3] V. BOROZNA, article cité, Kolektyvist Ukraïny n°1 (07/11/29), p. 27-28.

Associations d'exploitation commune de la terre bénéficient également d'une large publicité dans la revue. *Kolektyvist Oukraïny* entend seulement que chaque forme juridique soit scrupuleusement respectée.

Or le ton change sensiblement dès le deuxième numéro du *Kolektyvist Oukraïny*, sorti le 25 novembre. Sous la reproduction d'un extrait de la résolution du plénum de novembre du CC du PC(b)R, un article essaie de définir *« Ce que les kolkhozes doivent socialiser sous les nouveaux statuts »*. De façon radicale, il commande de *« renforcer la socialisation des moyens de production et [de] renforcer la collecte de l'argent des collectivistes pour [les verser] aux capitaux socialisés des kolkhozes »*. Les différentes formes de collectifs sont jugées à cette aune. De ce point de vue, en comparaison des Associations d'exploitation commune de la terre, *« il n'y a presque aucune différence entre l'artel et la commune. Dans les deux [types d']association, il n'y qu'une grande exploitation où tous les processus et moyens de production sont complètement socialisés »* (souligné par moi). En effet, la singularité de la commune est qu'on y a *« collectivisé le logement et l'alimentation »,* c'est-à-dire des fonctions de consommation et non de production. *« La principale différence entre ces deux formes d'associations collectives n'est pas dans les aspects économiques extérieurs, mais dans l'ordre intérieur de chacune d'entre elles »*[1]. Or le volet extérieur, économique, productif est privilégié par l'État. C'est pourquoi, en janvier 1930, *Bilchovyk Oukraïny* enregistre avec satisfaction le déclin relatif des Associations d'exploitation commune de la terre au profit des artels et des communes[2]. Ainsi, on espère améliorer l'approvisionnement en produits agricoles.

Ce dernier souci, majeur, pousse à d'autres révisions. Fondé sur l'étude de la commune *Kotovsky* en Bessarabie, un article s'attache à *« L'organisation et la gestion du travail dans les communes »*. L'auteur constate qu'elles *« ne sont pas encore bien*

[1] D. SLYVENKO, « Ŝo povynni ususpil'njuvaty kolhospy za novymy statutamy », Kolektyvist Ukraïny n°2 (25/11/29), p. 14-15.

[2] D. SLYVENKO, « Ŝo povynni ususpil'njuvaty kolhospy za novymy statutamy », Kolektyvist Ukraïny n°2 (25/11/29), p. 14-15. A. PLATONENKO, « Kolhosbudivnyctvo v 1929-30 roci na Ukraïni », Bil'šovyk Ukraïny, n°1 (15/01/30), p. 66.

établies ». Il propose une série de mesures concrètes, d'abord au niveau économique. Dans le cadre du *« plan de production »,* la mise en place d'un *« bureau des normes et tarifs »* permettrait de fixer *« la valeur de chaque travail »*. Sur cette base, les instances détermineraient son *« tarif »*.

> Et, *« pour élever la productivité du travail, la rétribution du travail des communards doit être faite à la tâche <vidrâdna>. (...) En dehors du tarif, [les instances] peuvent élaborer un système d'attribution de primes aux communards pour l'accomplissement de leur tâche avant le terme fixé »*[1].

Ces mesures, très inégalitaires, remettent passablement en cause les fondements de l'éthique communarde. Elles n'excèdent néanmoins guère les recommandations de Trotski en 1925.

D'autres mesures, organisationnelles, sont peut-être encore plus lourdes de conséquences. Les instances citées dans l'article sont *« les conférences de production »* dont les propositions doivent être entérinées par *« le conseil et l'assemblée générale des communards de chaque atelier »*. La formulation, bien qu'imprécise, laisse entendre que les communards ne sont plus réunis que par *« atelier »,* c'est-à-dire par équipe de travail. Cette structure semble devenir l'unité de base de la commune : *« l'atelier »* a un *« chef »* <*kerivnyk*> et est doté de son propre *« règlement intérieur »*. Certes, il ne serait pas bon d' *« élabore[r] le règlement intérieur sans la participation des membres »*[2]. Néanmoins, on assiste à un changement fondamental des modes de décisions. La démocratie directe est abandonnée pour un système de décision à degrés.

Le statut personnel du communard est également modifié. On évoque l'établissement d'un *« livret de travail »* indiquant *« la présence ou l'absence au travail »* et d'autres *« informations semblables »*. Ce document concerne tant les *« travailleurs permanents »* que *« les saisonniers »*. Le recours à ces derniers est donc

[1] F. VODOVOZENKO, « Orhanizacija i oblik praci v komunax (Z dosvid Basarabs'koï komuny imeny Kotovs'koho) », Kolektyvist Ukraïny n°2 (25/11/29), p. 16-17.
[2] *Ibidem*.

avalisé comme une pratique habituelle, bien que ces travailleurs n'aient aucun droit dans le collectif. Enfin, concernant les membres, on pointe les nuisances engendrées par *« les changements de travail des communards »*. *« La spécialisation du travail et sa pérennisation »* sont nécessaires. Un communard doit rester à la même tâche *« pas moins d'un ou deux ans »*[1]. Division de la collectivité en équipes de travail, spécialisation professionnelle des personnes et coexistence de simples travailleurs à côté des communards de plein droit : ces mesures assez pragmatiques économiquement remettent profondément en cause des communautés qui se voulaient à l'origine organiques et composées d'individus libérés de l'assignation par le travail.

Pour destructrices qu'elles soient des expériences les plus radicales, ces mesures ne semblent pas spécifiquement dirigées contre les communes. Dans l'esprit de leurs promoteurs, elles répondent surtout aux contraintes de gestion des *« usines à blé »*[2] voulues par Staline. En janvier 1930, un article détaillé explique les conditions d' *« Édification d'une direction organisationnelle dans les grands kolkhozes »*. Il évoque surtout des Associations d'exploitation commune de la terre de la région de Mykolaïv. Mais la forme juridique a ici beaucoup moins d'importance que la formation de kolkhozes de 500 à 800 foyers. Le problème de fond est posé sans ambages :

> *« Il faut ici combiner deux principes fondamentaux mais contradictoires : 1) le principe du démocratisme le plus large dans la gestion et la direction du collectif et de son exploitation : 2) le principe de la direction administrative stricte de l'exploitation du collectif »*[3].

L'équilibre entre les deux contraintes est assuré d'une manière fort discutable. Pour garantir le démocratisme, *« il faut attirer toute la population collectivisée adulte au travail économique ainsi que culturel-quotidien, afin qu'il n'y ait pas un seul membre passif »*. L'expression de *« travail culturel-quotidien »* *<kul'turno-pobutova robota>*

[1] *Ibidem*.

[2] On retrouvera d'ailleurs des problèmes similaires dans l'organisation du travail industriel, concernant les communes de production (voir p. 693 et suivantes).

[3] M. HORDIÊNKO, « Pobudova orhanizacijnoho kerivnyctva y velykyx kolhospax », Kolektyvist Ukraïny n°1 (15/01/30), p. 10.

n'évoque pas la participation aux décisions en réunion, mais bien plutôt l'activité éducative menée par les institutions. Très directive avec son catéchisme de questions-réponses obligatoires, elle vise essentiellement la conformation à certains comportements prescrits[1]. Dans ce cadre, la passivité signifie seulement l'absence ou le mutisme, alors que l'obéissance est assimilée à de l'activité. Le principe de *« direction administrative et économique unique »* doit par contre être pris au pied de la lettre car il répond aux exigences d' *« une technologie mécanique compliquée mise au service de la science agronomique »*...

À partir de là, les conséquences organisationnelles se déclinent ainsi :

> *« a) Les assemblées générales sont l'organe suprême du collectif (...) Mais dans la mesure où il peut arriver que le collectif se compose de centaines ou de milliers de membres, il est alors techniquement impossible de convoquer des assemblées générales. Dans de tels collectifs, on peut et on doit remplacer l'assemblée générale par une réunion des délégués mandatés <upovnovaženyx> [qui devient] l'organe économique suprême du collectif. [Pour sauvegarder le démocratisme,] il doit également y avoir une assemblée générale de secteur.*
>
> *b) Le collectif est divisé territorialement en secteurs. (...) Ces assemblées [de secteur] ont un droit seulement consultatif. Grâce à ces assemblées, la direction du kolkhoze mobilise l'esprit <dumka> de toute la masse des membres dans toutes les questions économiques et culturelles-quotidiennes. Néanmoins, seule l'assemblée des délégués mandatés peut régler les questions de principe.*
>
> *c) Le conseil du collectif (la direction) est l'organe dirigeant direct de la gestion quotidienne de l'exploitation. (...) Pour diriger l'exploitation, [il] possède son appareil technique : directeurs de branches de l'exploitation, contremaîtres de chantiers, service comptabilité. (...)*
>
> *Il est important que chaque membre du collectif reçoive à temps un ordre écrit où soient clairement et rigoureusement indiqués : 1) le nom et le prénom du membre qui l'affecte à ce travail : 2) l'heure de début et*

[1] Ce que Peter KENEZ appelle « *les méthodes soviétiques de mobilisation* » (voir *The Birth of the Propaganda State,* p. 251).

la durée du travail : 3) le lieu du travail : 4) le type de travail : 5) la valeur du travail : 6) le nom du directeur ou contremaître qui prend en charge le membre.

Chaque membre du collectif doit avoir un livret de travail où le comptable inscrit tout son travail »[1].

Si chaque disposition prise séparément peut se justifier techniquement pour améliorer l'efficacité du travail de chacun et de tous, l'ensemble du système est fondamentalement antidémocratique. Les instances supérieures contrôlent les échelons inférieurs alors que la réciproque n'est pas vraie. Explicitement, les assemblées générales n'ont pour rôle que de *« mobiliser »* la masse. La séparation rigoureuse entre les instances de commandement « politique » et « économique » (très visible sur l'organigramme, voir reproduction i48, en annexe) fait que le travailleur a affaire à un contremaître ou chef de secteur sur lequel il n'a aucun contrôle, alors que ces derniers sont étroitement soumis aux organes dirigeants (assemblée des délégués, conseil du collectif). La seule instance où se rencontrent dirigeants et dirigés, la conférence de production, a des attributions trop techniques pour être un lieu de pouvoir. Enfin, le travailleur est individuellement sous la surveillance d'un appareil administratif séparé et doté d'outils spécifiques (livret de travail, ordres…). Les collectifs apparaissent à nouveau comme une société soviétique en modèle réduit. Le système proposé par la revue aurait fait une constitution beaucoup plus honnête que celle qui était officiellement en vigueur dans le pays…

À la mi-janvier 1930, alors que les communes ne sont pas encore condamnées et que la première offensive collectivisatrice de l'appareil bat son plein, on voit donc que tout un arsenal de mesures permet de vider de leur contenu potentiel tout collectif tant soit peu démocratique et égalitaire. Intégration forcée de paysans rétifs et fusions avec des collectifs moins aboutis déséquilibreront des communautés fondées sur un lien humain volontaire. La rétribution à la tâche et au mérite ainsi que l'assignation et le

[1] M. HORDIÊNKO, article cité, p. 11, 13. Sur la comptabilité du travail, voir l'illustration i49 en annexe.

contrôle administratifs du travailleur sont incompatibles avec l'éthique de responsabilité collective et globale des communards. Enfin, le remodelage des instances sépare la base du sommet et interdit une participation consciente des membres aux décisions du collectif. À l'inverse, l'État y gagne la haute main sur les entreprises agricoles. Politiquement, il brise les solidarités rurales traditionnelles ou révolutionnaires. Pour obtenir une productivité plus grande, il tente paradoxalement d'user de l'aiguillon de l'intérêt individuel au sein des collectifs.

Un dispositif aussi achevé fournissait tous les moyens d'action envisageables. C'est pourquoi la presse ukrainienne apporte peu d'idées neuves après janvier 1930 et semble, de plus, suivre une ligne fort changeante. En février, en plein *« vertige du succès »,* un nouvel article sur la commune *Kotovsky* paraît assez « droitier ». Il fait certes état de la collectivisation du mode de vie (*« le logement avec la lumière et le chauffage, l'alimentation, la crèche, le club, la laverie, les bains et le dispensaire, tout cela est commun »*), mais ne s'y arrête pas. Il insiste surtout sur le travail à la tâche, l'autonomie comptable de chaque *« atelier »* et la spécialisation professionnelle. À l'échelle du collectif, en moyenne, *« le travail est payé au prix qui se pratique sur le marché privé, et pas au-dessus »*[1].

Confirmant la retraite de mars (*« Le vertige du succès »*), un long article du Bilchovyk Oukraïny *« Sur la reconstruction socialiste de l'agriculture »* réaffirme en septembre la valeur du volontariat, prône l'adaptation aux conditions locales et condamne le gigantisme et le volontarisme de l'hiver 1930. À l'inverse, en décembre, l'autre revue du CC du PC ukrainien vante la commune *L'Étincelle, « un petit kolkhoze qui s'est transformé en un an en une exploitation riche et socialisée de 1200 personnes »*. Les erreurs de gestion qu'elle a subies sont attribuées *« à l'opportunisme de droite pratiqué par les principaux chefs »*. Il faut dire que la deuxième vague de

[1] ŠAL', « Orhaniaciâ ta oplata praci v komuni im. Kotovs'koho », Kolektyvist Ukraïny n°3-4 (15/02/30), p. 27-30.

collectivisation est déjà lancée, légitimant à nouveau une rhétorique « gauchiste »[1].

C'est peut-être pourquoi la promotion de l'artel comme *« maillon principal du mouvement kolkhozien »* semble être faite plus au détriment de l'Association d'exploitation commune de la terre que de la commune. Une brochure de février 1931, intitulée *« Votons pour l'artel »* affirme que

> *« le paysan travailleur a le droit d'adhérer à une Association d'exploitation commune de la terre comme à une commune : un groupe de paysans pauvres et moyens peut tout à fait organiser de nouvelles communes et de nouvelles Associations d'exploitation commune de la terre. (...) Mais nous disons que le plus rationnel et le mieux tant pour le paysan travailleur que pour le développement de l'agriculture est d'élargir l'artel ».*

Or l'argumentation qui suit cette déclaration de principe est tout entière dirigée contre l'Association d'exploitation commune de la terre[2]. La presse ukrainienne ne condamne pas formellement la commune, mais elle la laisse peu à peu tomber dans l'oubli. On a vu que la « couverture médiatique » diminuait d'année en année après 1930.

De plus, le grignotage juridique continue, particulièrement contre l'égalitarisme. Un article de fond du *Bilchovyk Oukraïny* s'attarde sur ce point en janvier 1931. Il met en cause la *« norme par rationnaire »* <*ïdac'ka norma*> de partage des récoltes, système défendu par *« l'ancienne direction de l'Union ukrainienne des kolkhozes (...) à l'été 1930 [et qui] a sapé la discipline au travail »*. C'est pourquoi il faut imposer *« la forme de travail en brigade [qui] est le meilleur moyen pour augmenter la productivité [et de favoriser] le passage au travail à la tâche »*. De même, le partage des tâches ne doit plus chercher à établir *« une charge égale pour tous les membres du kolkhoze capables de travailler »*. Une telle méthode *« empêche l'usage rationnel de la force de travail »* et ne permet pas de *« fourni[r] à notre industrie la force de travail*

[1] Â. PEKKER, « Pro socialistyčnu rekonstrukciju sil's'koho hospodarstva », Bil'šovyk Ukraïny, nn°17 (15/09/30), p. 30-46 : et 18 (31/09/30), p. 55-73. Â. BRAVIN, « Zvažyty dosvid komuny "Yskra" », Partaktyvist, n°17-18 (1/12/30). Sur la « *deuxième vague* », voir SOKOLOFF, « La guerre paysanne..." déjà cité, p. 33 et suiv..

[2] V. VOL'XOVS'KYJ, *Holosujmo za artil',* Deržsil'hosvydav, X, (5/02)1931, p. 9-10.

excédentaire qui existe dans les kolkhozes ». La norme alimentaire ne dépendant plus des besoins physiologiques, mais de la production, il devient possible d'affamer le paysan. De plus, il s'agit ouvertement de le prolétariser de force, en provoquant l'exode rural. Ces mesures s'accompagnent du renforcement de la hiérarchie, chaque brigade étant sous *« le commandement qualifié »* d'un *« brigadier »*[1].

L'article conclut :

> *« la pire manifestation de l'opportunisme de droite a été de ne pas voir ni comprendre que le koulak (...) chercherait surtout à nuire à l'organisation du travail dans les kolkhozes. Son slogan est actuellement « travailler comme on veut et tout partager par rationnaire ». Il faut mener une lutte décidée contre ces slogans de koulaks ».*

L'égalitarisme est donc présenté comme une revendication des riches, soutenue en sous-main par les éléments droitiers... Le sens des mots est perverti, le renversement des valeurs est parachevé, empêchant toute défense claire et compréhensible d'un principe quelconque. À côté des questions d'éthique sciemment embrouillées parce que secondaires pour le régime, le problème de l'organisation du travail est traité plus sérieusement. Un article de janvier 1933 sur *« La question de l'organisation du travail dans les kolkhozes »* fait état de procédés inchangés : les *« brigades permanentes de production »* sont contrôlées par *« un appareil administratif de direction »* ; le salaire aux pièces est privilégié, avec même des amendes pour ceux dont la production est insuffisante. Ce système individualise chaque producteur en faisant dépendre la rétribution du résultat obtenu. En même temps, il soumet collectivement les travailleurs à leurs supérieurs hiérarchiques.

À vrai dire, concernant les communes, le rappel des méthodes inégalitaires et autoritaires n'était peut-être plus utile tant un coup de grâce autrement sérieux avait été donné au début 1932. Une résolution du CC pan-soviétique du 4 février freine

[1] I. CENIKOVS'KYJ, « Orhanizaciû praci v kolhospax – na vysŝyj ŝabel' », Bil'šovyk Ukraïny, n°3-4 (31/01/1931), p. 44, 47, 48.

d'abord les éventuelles velléités de passage de la forme *artel* à celle de *commune*. Surtout, plusieurs décisions affirment, en mars et mai, le droit absolu de tout kolkhozien à posséder quelques volailles et une vache. Ce droit est confirmé en pleine famine en juin 1933. Politiquement, la manœuvre est grossière : le pouvoir relâche un peu la pression pour éviter des révoltes comme en mars 1930[1]. Mais, s'appliquant à toutes les formes d'exploitations collectives, ces décrets sapent le dernier pilier de l'édifice communard. En pleine phase finale de la collectivisation, la propriété privée est paradoxalement imposée dans le seul type de kolkhoze qui ne l'avait jamais connue[2]...

Parmi les 160 communes recensées dans la région de Kharkiv au 1er janvier 1934, 70 % ont des propriétaires parmi leurs membres. Il ne s'agit certes que de vaches, de veaux ou de cochons et le nombre de propriétaires dépasse rarement la moitié des foyers. Néanmoins, il est symbolique que l'*Aube rouge* de Voltchansk déclare 15 propriétaires (5 % des foyers)[3], alors qu'elle avait été formée en 1919 au cri de *« Tout appartient à tous et personne ne peut désigner une chose comme la sienne »*. La législation stalinienne a organisé scrupuleusement le reniement du mouvement communard. Les derniers collectifs obligés de prendre le statut d'artel en février 1935 n'avaient plus de communes que le nom.

Les idées et mesures du pouvoir pendant la collectivisation ont miné et détruit ce qui restait de communisme volontaire dans les campagnes. Dans le dossier des communes sous Staline, une question connexe mais distincte se pose encore. Innocentes par elles-mêmes, les communes ont-elles néanmoins servi d'arme contre la paysannerie ? Selon certains ouvrages, cela ne fait pas de doute. Un manuel soviétique de 1967 regrette qu' *« au lieu de fonder des artels, on se soit mis à créer en maints*

[1] La dissolution des Comités de paysans pauvres, le 16 février 1933 (confirmée par le Comité exécutif central pan-ukrainien le 8 mars), ressort sûrement de la même logique « d'apaisement » (voir « Čomu likiduvaty KNS », Kolektyvist Ukraïny n°2/6/ - 1/03/33 – p. 20-22. Voire également les articles « Komitety nezamožnyx selân » dans *BSE-3* et dans SMOLYJ et alii, *Malyj slovnyk,* déjà cité).

[2] SOKOLOFF, « La guerre paysanne... », p. 37. WESSON, *Soviet communes,* déjà cité, p. 222.

[3] Données établies à partir de NKZS-USRR, *Spravočnik osnovnyx pokazatelej*, déjà cité.

endroits des communes ». « Cette collectivisation prit souvent la forme la plus absolue, celle de la kommuna », lisait-on chez des historiens occidentaux, alors qu'en Russie ou en Ukraine on affirme aujourd'hui que la commune devint la *« forme principale d'exploitation collective »*[1]. Ces raccourcis s'expliquent : la volonté pédagogique de résumer un processus complexe et les ambiguïtés du discours stalinien ont tôt fait d'assimiler collectivisation et communes. On peut néanmoins infirmer sans hésitation ces assertions dans la mesure où elles sous-entendent que la forme *commune* aurait été choisie centralement comme navire-amiral de la politique de collectivisation.

Alessandro Stanziani, en concluant son livre sur le destin des économistes sociaux, nuance ce propos. Selon lui, avant mars 1933 *« les cadres du Parti accordent la priorité, parmi les formes d'exploitations, aux kommuny »*[2] (je souligne). On aurait donc moins affaire au choix politique de la *kommouna* qu'à l'improvisation généralisée de responsables locaux selon les schémas qu'ils maîtrisent depuis la guerre civile. Quelques statistiques permettraient d'y voir plus clair, mais, à l'image d'une politique pleine de non-dits, les données ne sont pas disponibles de façon continue tout au long du premier Plan. Les différentes formes d'exploitation collective sont publiquement recensées au début de 1930, puis ce type d'information disparaît jusqu'en 1934.

Le *Guide des principaux indicateurs économiques des kolkhozes de la région de Kharkov,* publié en décembre 1934 à l'usage des dirigeants locaux, confirme ces tendances. Quatre-vingt-neuf communes sur 160 (55,6 %) ont été créées à partir de 1928. Pour les années 1929-1930 uniquement, on compte 60 communes fondées (37,5 % du total). La moitié des communes sont donc filles de la politique stalinienne, et plus d'un tiers ont été engendrées dans la violence. Les taux de croissance confirment

[1] Voir respectivement 1) *Histoire de l'URSS, des origines à nos jours,* déjà cité, p. 438. 2) René GIRAULT et Marc FERRO, *De la Russie à l'URSS (L'histoire de la Russie de 1850 à nos jours),* Nathan « Université », Paris, 1989 : p. 159-160. 3) le cours n°56 au sujet de *La collectivisation de l'agriculture de l'URSS,* sur le site d'enseignement à distance pour les candidats à l'enseignement supérieur (*Distancionnyj kurs istorii Otečestva dlâ abiturientov*), disponible sur : http://subscribe.ru/archive/job.education.histdistcourse/200304/_14090512.html. Stanislav KUL'ČYC'KYJ défend la même idée dans « Opir selânstva sucil'nij kolektyvizacii », in *Istoriä ukrahins'koho selânstva,* t. 2, p. 139, 141.

[2] STANZIANI, ouvrage cité, p. 412.

ce volontarisme : il est deux fois plus élevé pour les communes que les artels, et quatre fois plus pour les artels que pour les Associations d'exploitation commune de la terre. Les cadres ont su utiliser la *kommouniïa* comme épouvantail afin de terroriser la paysannerie. Sans directives explicites, ils suivaient l'intuition de Staline, quitte à être accusés de zèle dès mars 1930[1].

29) Les différents types de kolkhozes en Ukraine (1928-1930)[2]

	1928		**1929**		**Janvier 1930**		**Taux de croissance 1928-1930**
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Communes	287	2,4	633 *613*	3,7 *3,6*	1434	6,2	+400 %
Artels	2473	20,5	3663 *4144*	21,9 *24,6*	7534	31,8	+204 %
Associations d'Exploitation Commune de la Terre	9282	77,1	12363 *12106*	74,4 *71,8*	14333	62,8	+54 %
Total	12042	100	16559 *16863*	100 *100*	23121	100	+92 %

Cependant, les communes sont restées marginales pendant toute la collectivisation. Après un pic de moins de 7 % en Ukraine pour 1930, elles ne représentent en 1933 que 3,6 % des kolkhozes de la région de Kharkiv (160 sur 4337). C'est aussi peu ou même moins qu'en 1929[3]. La retraite de mars 1930 a donc été particulièrement marquée dans le domaine des communes, alors que l'offensive collectivisatrice continuait sur les fronts des Associations d'exploitation commune de la terre et des artels. L'essentiel de la coercition n'a pas porté sur les communes mais bien

[1] Données établies à partir de NKZS-USRR, *Spravočnik osnovnyx pokazatelej xozâjničaniâ kolxozov,* déjà cité. Ce recensement a été imprimé à 250 exemplaires.

[2] D'après le tableau établi par A. PLATONENKO, « Kolhosbudivnyctvo… », déjà cité, Bil'šovyk Ukraïny, n°1 (15/01/30), p. 66. Les chiffres légèrement différents pour 1929 indiqués en italiques sur une deuxième ligne proviennent de « Kolektyvizaciâ v perspektyvi tret'oho roku p''âtyričky Ukraïny », Bil'šovyk Ukraïny, n°3-4 (31/01/31), p. 15.

[3] La proportion de communes était traditionnellement plus élevée à l'est, sur la Rive Gauche du Dniepr (Livoberejjia). En 1929, pour une moyenne nationale de 3,6 % de communes, on en comptait 5,9 % sur la Rive Gauche et 7,9 % dans le Polissia, au sud-ouest du pays (voir « Kolektyvizaciâ v perspektyvi tret'oho roku… », déjà cité).

sur les « formes inférieures de collectivisation ». Pour 44,4 % des communes créées sans obligation avant 1928, on ne trouve que 3,31 % d'Associations d'exploitation commune de la terre et d'artels volontaires (137 sur 4139) ! Le choix communard des responsables locaux est peut-être réel, mais il est bref et circonstanciel et ne constitue pas le cœur de la politique de collectivisation.

3.1.1.3 Les pressions de l'administration et du parti

Au moment d'aborder la pratique de la collectivisation, il aurait été loisible d'arguer du faible engagement personnel des gens de pouvoir en faveur des communes. En effet, les sources primaires, émanant des collectifs, de l'État ou du Parti ne trahissent pas la présence de militants communards comparables à Doudka et Pogorely, les animateurs de la Section foncière d'Izioum, 10 ans plus tôt. Personne ne semble exercer des responsabilités dans la collectivisation tout en vivant de façon collectiviste. Cela s'explique aisément par la différence de nature des phénomènes, différence entre une action révolutionnaire et une action bureaucratique.

De façon plus étonnante, la pression bureaucratique directe relevée dans la presse (voir les articles de Barabach cités plus haut) n'apparaît pas dans les documents administratifs. Lors de la fondation d'une commune ou d'un autre type kolkhoze, lors de leur lotissement en terres ou de tout autre moment important, les actes sont rédigés selon les formes inventées pendant la guerre civile. Déclarations d'intention et délégués mandatés tirent toujours leur légitimité d'assemblées générales de collectifs ou de village, tenues régulièrement et démocratiquement en apparence[1]. Les militants du PC apparaissent comme les animateurs de conférences de propagande, donnant ainsi l'impression d'agir avant tout sur le terrain des idées. Les archives mentent lourdement, par omission.

Si elles dissimulent de plus en plus les réalités du temps à l'historien, c'est que

[1] Sheila FITZPATRICK, *Stalin's Peasants: Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization,* Oxford UP, Oxford, 1994 : p. 51.

leurs auteurs devaient eux-mêmes respecter l'*omerta* : écrire un rapport négatif exposait au soupçon de défaitisme, voire d'esprit oppositionnel. Les documents d'archives deviennent donc de plus en plus stéréotypés, répétant mécaniquement la parole venue d'en haut, sans lien avec la situation vécue. En lisant la dizaine de liasses traitant des collectifs autour de Kharkiv en 1933, il est ainsi impossible de deviner la famine. On saura tout juste qu'une surmortalité touche… les chevaux ! Pour ce qui est des grands cataclysmes, les sources policières et les documents conservés au plus haut niveau du pouvoir sont irremplaçables[1]. L'étude des processus sociaux reste cependant possible à travers les dossiers des administrations de base mais il faut alors travailler sur les décalages et contradictions — même infimes — d'un discours à l'autre afin de *trahir* les situations dissimulées.

À cet égard, la lenteur et les hésitations de l'appareil sont sensibles dans sa mise en ordre de bataille au service de la collectivisation. Au début 1927, la Section foncière de l'arrondissement d'Izioum crée un *« conseil des kolkhozes »*. Une fois doté en matériel de bureau, le nouvel organisme centralise les statistiques sur les collectifs, organise des cours pour leurs cadres et fait des inspections. C'est simplement revenir à la situation des débuts de la NEP (cf. p.). L'activité du conseil culmine en octobre 1927 avec *Le premier congrès fondateur des kolkhozes et Stations de machines et tracteurs de la région d'Izioum*. Il réunit 75 délégués de collectifs (essentiellement de communes et d'artels) et cinq responsables de l'État et du PC. Ils fondent une *Section d'arrondissement des kolkhozes* <*okrkolhossekciâ*> et élisent ses membres. La moitié d'entre eux sont choisis parmi les représentants d'institutions qui pèsent ainsi autant que les collectifs eux-mêmes. Cette Section commence son activité en éditant des séries de formulaires tout prêts pour les nouveaux kolkhozes : déclaration d'intention, statuts,

[1] Sur les chevaux, voir DASO, R2488/1/12, p. 2 : courrier *De la Section foncière de l'arrondissement de Lebedyn à tous les soviets de village, kolkhozes et bureaux vétérinaires* (26/01/33). Concernant la collectivisation, on peut se reporter aux recueils d'archives suivants : V.P. DANILOV & N.A. IVNICKIJ (pod red.), *Dokumenty svidetel'stvuût (Iz istorii derevni nakanune i v xode kollektivizacii 1927-1932 gg.),* IPL, M, 1989 ; *Tragediâ sovetskoj derevni : kollektivizaciâ i raskulačivanie 1927-1939 (Dokumenty i materialy v 5-ti tomax),* Rosspen, M, 1999 ; *Sovetskaâ derevnâ glazami VČK-OGPU-NKVD 1918-1939 (Materialy i dokumenty v 4-x tomax),* Rosspen, M, 2000.

mandats, procès-verbaux pour assemblée générale. Tout indique l'opération menée d'en haut[1].

Les objectifs restent en même temps fort modestes. Statuant sur le lotissement des kolkhozes, un membre de la Direction foncière de la circonscription de Kharkiv explique en décembre 1927 que

> *« le but principal [est] la réorganisation massive de l'agriculture qui doit concourir à la collectivisation du travail agricole, en particulier par la création et le lotissement de nouveaux collectifs, notamment des formes les plus simples ».*

Le lotissement n'est pas une opération neutre. Il s'agit d'un véritable remembrement du village afin d'offrir aux kolkhozes des domaines cultivables d'un seul tenant. La communauté paysanne, juridiquement reconnue comme *« société foncière » <zemel'ne tovaryvstvo / zemel'noe obŝestvo>*, doit collaborer à ce processus de pair avec les organisateurs du kolkhoze et les représentants de l'État. Mais, *« dans certains cas, d'importance politique ou économique particulière, on peut accepter le lotissement des kolkhozes par le remembrement obligatoire de toute la société »* (je souligne). La coercition est envisagée dès 1927, mais bien au profit des *« formes les plus simples »* de collectif[2].

D'après un bilan sur *Les perspectives de la collectivisation de l'agriculture dans la circonscription de Kharkiv* en juin 1928, les résultats sont loin des espérances du pouvoir. La superficie collectivisée est certes passée en six mois de 2,8 à 4 %, mais *« jusqu'à présent, on observe un phénomène d'effondrement des kolkhozes [... et] la diminution du nombre des petits kolkhozes »*. Il s'agit précisément des collectifs les plus simples et les plus récents : les Associations d'exploitation commune de la terre et les

[1] DAXO, R847/1/267, *Izûms'kyj Okrzemviddil / Pidviddil kolektyvizacïï (1/01-31/12/1927),* p. 2 (13/01), 17 (1/03), 23-26 (18/02), 75-78 (s.d.), 100-103 (16-18/10).

[2] DAXO, R845/3/1563, p. 4-5 : *Xarkivs'ke Okrzemupravlinnâ : special'ne zasidannâ (7-10/12/27)*. Ces procédures sont évidemment utilisées plus tard pour doter des communes en terres. Sur le lotissement de la commune *Douze ans de Pouvoir soviétique* (arrondissement de Barvenkovo) en août 1929 voir la correspondance et les actes dans R1502/1/255, p. 86-101. Concernant le lotissement de la commune *Pionnier* (arrondissement de Balakleïa) en 1929-1930, voir R2762/2/66, *Material ob otvode zemli kommune « Pioner »*. Ce type de sources ne laisse transparaître aucune opposition au remembrement sans que cela prouve que de telles oppositions n'ont pas existé.

Associations pour les machines et les tracteurs. On y constate la mauvaise organisation du travail,

> *« une mauvaise coordination entre les secteurs, (...) une socialisation insuffisante (...) des terres et moyens de production et surtout une socialisation insignifiante du bétail de trait et du petit matériel, (...) la mauvaise organisation du mode de vie, et, en conséquence, la présence de différends entre les membres ».*

Le Comité exécutif de la circonscription décide, au vu de cette situation, de *« renforcer les petits kolkhozes avec de nouveaux membres ou en unifiant des kolkhozes voisins ».* Une des raisons du volontarisme, du gigantisme et du gauchisme du pouvoir un an plus tard est peut-être ici en germe, en réaction à une paysannerie incapable de faire vivre de simples petits kolkhozes de proximité[1].

Une circulaire de la Section des kolkhozes de la circonscription d'Izioum, adressée le 11 août 1928 aux Sections foncières et Comités de paysans pauvres d'arrondissement confirme cette hypothèse. Il y est question du *« Passage des formes inférieures aux formes supérieures d'associations collectives »* qui *« peut se produire grâce à une socialisation plus poussée dans les [kolkhozes de] formes inférieures : bâtiments, bétail productif, cultures spéciales, machines etc. ».* Si de telles transformations ne sont à envisager *« que sur la base de l'activité volontaire de la population kolkhozienne »,* les responsables destinataires *« doivent obtenir un renforcement significatif du passage aux formes supérieures grâce aux moyens de commandement agro-organisationnel ».* Le pouvoir encourage clairement le recours à la pression administrative. Or, les *« formes supérieures »* de collectifs évoquées ici sont uniquement les artels par opposition aux Associations d'exploitation commune de la terre. Les communes ne sont même pas mentionnées car elles ne sont pas à l'ordre du jour. Une liasse d'archives encore plus tardive, pourtant intitulée « *Sur les communes agricoles »*, mentionne d'ailleurs indifféremment des communes, des artels et même

[1] DAXO, R845/3/1563, p. 14-15, *Proekt rezolûciï* (6/06/28), § 2.b, v, h, d, 3.a..

des sovkhozes de la circonscription de Kharkiv en 1928. On peut en conclure qu'aux yeux des bureaucrates, seule compte la socialisation complète du capital et non la forme sociale dans laquelle elle s'opère[1].

À partir de 1929, au plus fort de la collectivisation forcée, les sources traitant la politique agraire ne proviennent plus de l'État mais du Parti communiste. On ne sait s'il faut y voir un effacement de l'action de l'administration ou des simples hasards d'archivage et de conservation des documents. En tout cas, le rôle croissant du Parti apparaît sous une lumière crue. Il dispose de trois modes d'influence, qu'il contrôle ses membres, fasse de l'agitation dans la population ou agisse comme une administration envoyant ordres et directives aux organisations de base. La campagne de nettoyage, de purge <*čistka*>, décidée à la XVIe conférence du Parti en avril 1929, obéit à la première logique. Il s'agit de

> *« rendre le Parti plus homogène, exclure impitoyablement du Parti les éléments qui lui sont étrangers, qui sont nuisibles à son succès, indifférents à sa lutte, (...) en démasquant les trotskistes cachés (...) et les partisans des autres groupes anti-parti »*[2].

Au-delà de la lutte politique, la chasse aux *« éléments étrangers », « nuisibles »* ou simplement *« indifférents »* a un caractère moral. La procédure suivie par les *« commissions de purge »* tient de la manipulation psychologique. Une commission de trois membres (*« troïka »*) auditionne chacun des adhérents de la cellule inspectée lors d'une séance le plus souvent ouverte à tous. Ainsi, le *curriculum vitæ* de chacun est étalé et discuté publiquement, devant parfois 300 personnes. La foule impressionne l'individu déjà intimidé par l'autorité de la *troïka*. De plus, l'effet de groupe autorise les pires dénigrements en provenance de la salle. Ainsi les règlements de compte personnels sont instrumentalisés politiquement. Le dispositif est efficace. Dans les 17 dossiers consultés, l'impudeur de la méthode n'est mise en cause qu'une fois. La révolte

[1] DAXO, R847/1/304, p. 63, *Do vsix OZV ta RKNS* (11/08/28). R845/3/2450, *Xarkivs'kyj OVK : O s.-x. komunax* [11/28-11/29].

[2] Vadim ROGOVIN, *Vlast' i oppoziciâ,* Teatr, M, 1993 : ch. XLV « Čistka partii ».

est rarissime : seul un ouvrier, taxé d'alcoolisme, finit par crier *« Ta gueule ! »* à ses accusateurs[1].

Parmi les 34 organisations alors vérifiées par la Commission de contrôle de la circonscription d'Izioum, il y a les cellules de trois communes, de neuf villages, de huit entreprises industrielles, et de quatorze administrations. Etant les seuls collectifs dotés ès-qualité de cellules du PC, les communes subissent donc une pression relativement plus importante. Or que peut justifier un communard au niveau scolaire extrêmement bas face à la *troïka* ? Pourquoi est-il passé par la *« bande de Makhno »* pendant la guerre civile ? N'est-il pas fils de gendarme ? N'a-t-il pas déserté un poste dans l'administration soviétique pour vivre en commune ? Si ces critères politiques et sociaux ne suffisent pas, il est encore possible de critiquer sa grossièreté en société, sa violence dans le couple… Inutile d'espérer une position ferme de la part de militants qui ne songent qu'à se défendre. Tout le monde se soumet, mais personne n'est dupe. À la commune *Dix ans de la JC,* un paysan a appris sa leçon. Il affirme que *« la paysannerie pauvre ne va pas dans les collectifs car elle est influencée par le koulak et n'a pas encore compris quels avantages lui offre le pouvoir soviétique, surtout dans les collectifs »*. Un autre paysan, sans-parti, intervient pour dire qu'il ne rejoindra pas la commune car elle est trop pauvre. Puis, ayant pris de l'assurance, il ajoute : *« Le pouvoir me surveille, attendant juste le moment [où je serai] « pour le koulak » [;] nous avons peur de parler parce que nous recevons [il prononce des jurons] »*… Sur 34 communistes-communards vérifiés, sept reçoivent un avertissement, trois se voient infliger un blâme et deux sont exclus. On peut surtout supposer que tous s'en tiendront scrupuleusement à la « ligne » , sans égard pour l'autonomie de la commune[2].

[1] Les liasses consultées pour la région de Kharkiv concernent trois cellules de communes agricoles, onze des organisations d'usines. Les trois autres traitent de cellules d'universités. Pour la critique des procédures voir DAXO, P15/2/72, *Komissiâ po čistke partii : Velozavod* : p. 31 ; P15/2/48, *Aviazavod* : p. 21' (*« Zakroj xlebalo !"*).

[2] Voir DAXO, P17, *Izûmskaâ Okružnaâ Kontrol'naâ Komissiâ pri KP(b)U : opis'.* P17/1/42, *Kommuna Iskra,* p. 12-13 (Rapport de ŠERBAK), biographie de V.I. KALUGIN. P17/1/47, *Kommuna im. 10-ti letiâ Komsomola,* p. 1-2. P17/1/39, *Kommuna "Červonyj Xliborob".* Le nombre d'exclusions est à comparer au taux général de 10,2 % de militants renvoyés, auxquels il faut ajouter 1,3 % de départs volontaires (Voir ROGOVIN, ouv. cité).

Les méthodes employées pour influencer la masse des paysans sont assez semblables. Un Rapport politique sur le travail préparatoire à la conférence des paysans pauvres et moyens de l'arrondissement d'Alexeïevka en 1930 rapporte la réaction de deux *« paysans individuels »* aux arguments en faveur du collectivisme. Ils déclarent que *« le kolkhoze n'est pas un moyen d'augmenter les récoltes »*. L'un ajoute que *« le plan quinquennal est l'ennemi du paysan »* alors que l'autre affirme qu' *« il ne faut pas éliminer les koulaks »*. Le responsable de la réunion leur répond puis fait voter une résolution par l'assistance. Sentant le danger, les deux « opposants » font amende honorable. Le premier reconnaît que *« le plan quinquennal est bien orienté selon les intérêts des travailleurs, même s'il rencontre des difficultés dans son exécution »*. Le second admet qu'il est « *nécessaire de liquider le koulak sans permettre de spoliation du paysan moyen »*[1].

Le Parti peut enfin intervenir directement dans la direction des affaires. En mars 1930, il répercute la nouvelle orientation mettant en garde contre le *« Vertige du succès »*. Le secrétariat du Comité du PC de la circonscription de Kharkov reconnaît que dans l'arrondissement de Kirilovka,

> *« l'adhésion massive de la paysannerie pauvre et moyenne dans les kolkhozes a été obtenue par des méthodes purement administratives : il est arrivé que des paysans pauvres et moyens qui étaient intervenus en réunion contre la collectivisation aient fait l'objet de poursuites judiciaires : dans les listes de ceux encourant la dékoulakisation, on a trouvé des paysans moyens : (...) il y a eu des perquisitions et des amendes à l'encontre de paysans pauvres et moyens »* etc. ...

Payant pour tous les autres, les responsables de ce seul arrondissement sont sanctionnés. Le président du Comité exécutif est renvoyé, le secrétaire du Comité d'arrondissement donne sa démission et le responsable de cet arrondissement auprès du Comité de circonscription est remplacé. Après avoir persécuté les paysans rétifs, la justice se retourne même contre les socialisateurs trop zélés : ils font l'objet de

[1] P28/1/22, *Alekseevskij RPK : Politotčët* (s.d., entre mars et octobre 1930), p. 18'.

poursuites[1].

Cette magnanimité apparente envers les villageois est de courte durée. Les directives du Comité du PC de l'arrondissement d'Alexeïevka pour 1931 sont extrêmement dures. Il adresse fin janvier 1931, à tous les présidents de soviets de villages une circulaire *« extrêmement urgente [et] secrète sur les besoins en viande »*. Les prélèvements sont établis selon le type social des exploitations : collectif, individuel, koulak. Ces dernières paient le plus lourd tribut, aggravé d'une importante amende en cas de retard. Les responsables locaux sont prévenus : il n'est pas question d'étaler les livraisons jusqu'au trimestre suivant pour rendre ces mesures plus indolores. Notons aussi que le Parti, s'adressant directement aux soviets, semble s'être substitué à l'administration pour accomplir la transformation des campagnes[2].

Un peu plus tard, le même Comité d'arrondissement rédige un *Questionnaire d'orientation pour l'inspection des kolkhozes* qui montre les priorités de l'année 1931. Il faut dresser le bilan de l'

> *« 1) État organisationnel des kolkhozes. Par exemple, comment les tâches sont-elles réparties entre les membres de la direction, [quelle est sa] capacité de travail, d'initiative, sa rigueur, (...) les résolutions de la direction, leur application (...), la sélection des brigadiers etc. (...).*
> *2) Organisation du travail. Répartition de la force de travail en brigades, brigades spécialisées, brigades féminines, travail des femmes, force de travail disponible dans le kolkhoze et son taux d'utilisation journalier moyen, causes de gaspillage, nombre de bras. Utilisation de forces motrices. Normes de paye etc..*
> *3) Le travail à la tâche. (...) Le compte des jours de travail <trudodni> dans le livret de travail.*
> *4) Situation économique et accomplissement des campagnes économico-politiques (...).*
> *5) Travail de masse : élaboration des normes de paye, conférences de*

[1] DAXO, P5/1/75, *Postanovlenie sekretariata Xar'kovskogo OPK (...) ob izvraŝeniâx partijnoj linii v rabote kirilovskoj rajonnoj partijnoj organiozacii* (3/03/30), p. 95.
[2] DAXO, P28/1/28, *Alekseevskij RPK, perepiska (24/01-26/12/31) :* p.1 (*O mâsozagotovke* – 24/01/31).

kolkhoze, de brigade et de branche, réunions de déléguées féminines et organisation d'un noyau féminin activiste, lutte contre l'absentéisme et la simulation, comment se sont reflétés les meilleurs indicateurs (tableau d'honneur et de honte, journal de brigade et de kolkhoze, résolutions), primes. Emulation socialiste et travail de choc <udarničestvo> entre kolkhoziens, entre brigades et entre kolkhozes, mis en forme par contrat. Rappels à l'ordre, [...], accomplissement, mobilisation des masses autour de ces objectifs. Travail de choc et participation des communistes, participation des membres du syndicat au travail.

6) Tâches de direction de la part du parti, des organisations soviétiques et de la Section des Kolkhozes de l'arrondissement (...), la direction tripartite <trexugol'nik – triangle> *et leur travail. (...) Groupes de députés, groupes de paysans pauvres et leur travail. Section foncière d'arrondissement »*[1].

Hiérarchisation interne stricte, inégalité des revenus, productivité avant tout, soumission aux autorités extérieures : le plan de mise en coupe réglée des kolkhozes pensé en haut lieu est appliqué sur le terrain. Pour qui douterait des moyens d'action des Comités du parti, il n'est que de lire les rapports d'inspection des collectifs. À Sorokivka, l'audit de trois communes en 1932 provoque le limogeage du président d'un des collectifs, du secrétaire de cellule et du président du soviet de village. La même année, il est décidé de *« remplacer la direction et la commission de révision »* d'une commune. Les anciens dirigeants seront poursuivis et la fraction communiste de l'Union des kolkhozes aura cinq jours pour préparer une nouvelle élection. En 1933, on note encore, concernant des artels et communes, plusieurs arrestations et mises en examen de dirigeants, des exclusions du Parti et même la liquidation d'un collectif comme mesure disciplinaire[2]. Les moyens de contrôle de l'appareil sont devenus

[1] *Ibidem*, p. 23 (*Orientirovočnye voprosy dlâ obsledovanniâ kolxozov,* s.d.).

[2] *Xar'kovskij GorKom KP(b)U* : DAXO, P69/1/70, p. 56 (*Pro stan komun « im. Lenina », « TSO », « Mys'krady » Sorokivs'koï sil'rady* - 14/05/32) ; P69/1/66, p. 84-89 (*Postanova o komune « Červona Nyva »* – 23/01/32) ; P69/1/105, p. 14 (*O sostoânii sela Solonicevki* – 27/01/33), p. 61 (*Protokol n°20, §57 Postanova prezydiï XPMK vid 7/03/33 pro komunu « Červona Nyva »*), p. 65 (*O sostoânii arteli « Červonyj Maâk »* – 22/02/33), p. 91 (*O sostoânii arteli im. Il'iča* – 9/03/33), p. 112 (*Dotatok k protokolu n°20, §. 76 : Postanova vid 19/03/33 pro zlovmyvannâ v kolhospax « Červona Zorâ » ta « Červonyj Zaporožec »*).

beaucoup plus puissants que sous la NEP (cf. p. 459 et suiv.). L'autonomie des collectifs est réduite à néant.

Il faut ajouter une dernière touche au tableau de la toute puissance bureaucratique dans les collectifs. Certains kolkhozes sont d'autant plus inféodés qu'ils sont, dès l'origine, des branches de l'appareil du Parti ou de l'État. À quelques kilomètres de Kharkiv, à Nemychlia, se trouve une « *komsomols'ka komouna* » [*commune jeune-communiste*] dont l'appellation, avec un adjectif et sans majuscule indiquerait qu'elle est composée de membres de la JC[1]. D'ailleurs, elle est appelée par la suite *commune des jeunes communistes « Staline »*. En fait, sur 179 personnes qui y vivent, il y a 9 membres du PC, 11 sympathisants et 28 militants de la JC. Avec un quart de l'effectif adhérent au parti au pouvoir, la commune ne risque pas d'être un foyer d'opposition. Toujours dans l'arrondissement de la capitale, il y a une *commune de l'Armée rouge* <*Červonoarmijs'ka komuna*> et, près de Lozovaïa, une *Commune de la 23e Division*. Concernant cette dernière, une photo de presse confirme qu'il s'agit d'un collectif de militaires. On y voit le portrait d'un homme en uniforme légendée *« Un communard-soldat de l'Armée rouge »* <*Komunar-krasnoarmeêc'*> (voir i50 en annexe). Le fonctionnement de telles communes ne peut être démocratique par définition et leur usage politique par le pouvoir tombe sous le sens[2].

3.1.2 LA FAMILLE COMMUNARDE BOULEVERSÉE

De toutes les menées autour des communes, la plus simple — le gonflement artificiel de l'effectif — était la plus destructrice, en dissolvant le contrat de départ d'un groupe de volontaires dans un ensemble plus vaste de paysans collectivisés de force. On ne dispose de relevés continus des membres que dans le cas d'une commune, le

[1] À la différence d'appellations voisines (*commune « Union de la jeunesse communiste léniniste d'Ukraine »* ou *commune « Jeune communiste »*) qui usent de guillemets, de majuscules et de groupes nominaux, suggérant ainsi plus l'hommage à une institution que l'appartenance.

[2] DAXO, R845/3/2187, p. 158 et 162 (12 & 22/04/29). DAXO, P5/1/58, p. 1 & 3 (*Pro červonoarmijs'ku komunu* – 30/07/30), p. 41 (*Pro stan ta robotu komsomols'koï komuny* – 6/08/29). Komunar'ka Ukraïny, n°7 (02/30), p. 14. D. BYK-HORLENKO, « Pracâ komsomol's'koï komuny im. t. Stalina », Kolektyvist Ukraïny n°4 (15/02/31), p. 45. Voir également *Spravočnik osnovnyx pokazatelej…*, déjà cité.

Drapeau rouge au village de Koulitchka, dans l'arrondissement de Lebedyn. Elle a été créée en 1922, mais n'a adopté le statut de *commune* qu'en 1925. Comme elle a laissé des archives assez complètes pour toute la durée du premier plan quinquennal, elle servira d'ailleurs couramment d'exemple dans ce chapitre.

3.1.2.1 La crue des effectifs

30) Effectif de la commune Drapeau rouge (Koulitchka) d'octobre 1926 à décembre 1933[1]

	10/1926	**10/1927**	**10/1928**	**12/1929**	**01/1931**	**12/1931**	**12/1932**	**12/1933**
Rationnaires	71	80	94	141	411	317	260	285
Foyers	10	11	18	-	147	117	105	115
Membres actifs	35	30	48	69	231	-	-	-

À la fin de la NEP, le *Drapeau rouge* est une commune d'assez petite taille, deux fois plus petite que l'*Étoile rouge* de Sosonka par exemple. De 1926 à 1928, sa croissance est lente et régulière. Elle n'est sans doute pas totalement « naturelle » dans la mesure où le nombre moyen de personnes par foyer chute de 7,1 à 5,2 : la commune a dû intégrer des adultes isolés, sans doute des jeunes, peut-être des enfants abandonnés. De plus on remarque beaucoup de démissions et exclusions en 1927-28, jusqu'à 29,16 % des membres actifs. En 1928-1929, l'effectif augmente brusquement de 50 %, mais le collectif semble rester homogène car on ne compte que 4 % de départs.

De la fin 1929 au début 1931, l'effectif triple presque (+191 %). Pour un communard vétéran de la NEP, il y a désormais de 5 à 7 nouveaux intégrés. Et encore ce calcul ne retient pas les démissionnaires de l'année : 23 % des membres actifs et 29 % de l'effectif ! Ce bouleversement de la composition du collectif a dû, qui plus est, être concentré sur un temps plus court, vraisemblablement entre *« L'année du grand tournant »* et *« Le vertige du succès »,* c'est-à-dire en quatre ou cinq mois. Une

[1] Données élaborées à partir de DASO, R2488/1/1, *Komuna Červonyj Stâh : Godovye otčëty za 1927-1933 gg.*.

croissance aussi rapide n'est pas le résultat d'adhésions individuelles, même forcées. Il semble que la commune a surtout grossi par absorption d'autres collectifs. Parmi les documents des délibérations du conseil de la commune en décembre 1929, on trouve les extraits de décisions de deux autres kolkhozes. Le 23, la commune *Jeune communiste d'Ukraine* motive sa fusion avec le *Drapeau rouge « en se fondant sur la localisation des communes et leur accord concernant les terres »*. Le 29, l'Association d'exploitation commune de la terre *Petrovsky* du village de Tymofiïovka vote à son tour l'intégration de l'Association dans la commune. L'adhésion collective de toute une communauté villageoise se pratique également. Deux *Associations foncières* <*zemhromady*> entières s'intègrent ainsi à la commune en février 1930.

La décrue de 18 % des rationnaires en 1932 marque bien la retraite du pouvoir sur le front de la collectivisation. Il reste que la commune est deux et demi à trois fois plus grosse en 1932-1933 qu'en 1928. La continuité humaine du collectif avait bel et bien été sinon rompue, du moins noyée. Ce n'est pas un cas particulier. D'après le recensement de 1934, les communes autour de Kharkiv ont en moyenne 301 rationnaires. C'est deux fois plus que ne comptait la commune *Étoile rouge* en 1926[1]. Si la croissance est énorme, il faut néanmoins reconnaître que les communes sont restées relativement petites comparées aux autres kolkhozes, dont la taille moyenne était de 513 rationnaires[2].

À la commune *Drapeau rouge,* après le gonflement artificiel du début 1930, les vagues de démissions représentaient par elles-mêmes une critique du fonctionnement de la commune. Mieux cerner ces départs permet donc de comprendre plus intimement la commune. Entre le début 1931 et la fin 1932, les 18 % de résidants en moins correspondent à une diminution de 10 % du nombre de foyers communards. On peut

[1] Or cette dernière entretient elle-même 580 personnes (presque quatre fois plus !) en 1934.

[2] DASO, R2488/1/4, p. 1 : *Protokol zahal'nyx zbor komuny 'Komsomlêc' Ukraïny' z 23/12/29*. DASO, R2488/1/2 : p. 66', *Protokol SOZu im. Petrovs'koho vid 29/12/929 r. :* p. 80, *Protokol zasedaniâ soveta kommuny* (19/02/30), § 1-2 : p. 81'-83, *Protokol zasedaniâ soveta kommuny* (20/02/30), § 1. La taille des kolkhozes en 1934 est calculée à partir de NKZS USSR, *Spravočnik,* déjà cité. Pour l'*Étoile rouge* en 1926, voir DAXO, R845/3/833.

en déduire qu'il s'agissait de familles plus nombreuses (4,54 personnes par foyer) que la moyenne (2,47). Dans la société rurale, il s'agit donc de familles plus aisées et plus intégrées que la tourbe des prolétaires isolés. On ne peut pour autant faire des démissionnaires des koulaks, mais on peut remarquer que le cœur de la commune reste dans les couches les plus pauvres. En 1934, la taille du foyer communard (3,4 personnes) reste inférieure à la moyenne des kolkhozes (3,9 personnes).

3.1.2.2 La fin du volontariat

Les lettres sollicitant l'adhésion ou au contraire la démission du collectif éclaire indirectement les motivations des paysans. En janvier 1929, Iakov Demydvitch (sic) Volochenko écrit à la commune :

> *« En lien avec le mot d'ordre du Parti et du Pouvoir soviétique sur la collectivisation, et, m'appuyant sur le fait que notre exploitation de paysan pauvre n'a pas de sens <bezmysleno> et aussi sur le fait que le chemin de la vie est seulement le chemin de Lénine, le chemin du socialisme, pour ces raisons je demande à être reçu dans votre artel »*[1].

En passant sur l'indifférenciation entre artel et commune, on est frappé par le caractère rigoureusement officiel de la demande. L'autorité du Parti, du Pouvoir et celle de Lénine sont invoquées pour justifier la demande. La référence à *« l'exploitation de paysan pauvre »,* si elle évoque la ferme de Volochenko, n'a rien de bien concret. De plus, le *« notre »* ne doit même pas désigner Volochenko et sa famille puisqu'il s'exprime au singulier (*« je demande »*), mais plus sûrement l'ensemble de la paysannerie pauvre. On est somme toute plus proche du *« nous autres »* de paysans s'adressant au seigneur sans oser s'affirmer individuellement.

Les lettres de démissions, écrites après *« Le vertige du succès »,* sont également fort instructives. Leur nombre est un premier renseignement. Pour la période allant de la fin mars à la mi-mai, il en reste une soixantaine. Dans le même temps, quelques ménages d'ouvriers agricoles demandent tout de même leur intégration. Mais lors de

[1] DASO, R2488/1/4, p. 194 (lettre du 4/01/29).

deux sessions du conseil de la commune, pour 6 demandes d'adhésion on compte 37 démissions ! La plupart ne sont pas motivées, réclamant seulement à la commune d' *« exclure »* le demandeur. D'autres développent des arguments. Nykyta Pylyppovytch Mordovets écrit le 24 mars :

> *« Je demande au conseil de la commune de ne plus me compter comme membre de la commune, de me rendre en conséquence mon petit cheval <konâk> ainsi que le grain que j'avais acheté et le matériel, dans la mesure où je ne souhaite pas être membre de la coummoune [sic] conformément à la résolution du comité central du Parti du 23 mars 1930 »*[1].

Comme c'est une des premières lettres de démission, on peut voir que la politique stalinienne d'assouplissement avait mis près de trois semaines à être appliquée sur le terrain. Par contre, dès que le paysan pense disposer d'une base juridique fiable, il écrit sa déclaration sur-le-champ.

De façon assez semblable, Maria Bojkova écrit à la commune le 1er mai.

> *« Mon adhésion à la commune Drapeau rouge était liée à une méconnaissance des décrets du parti, craignant le plus souvent cette participation pour ce qui est des koulaks, on n'avait pas insisté sur le fait que je suis un paysan moyen, ma famille avait peur aussi et nous avons adhéré à la commune »*[2].

Le sens n'est pas très clair. On peut supposer que ceux qui n'avaient pas *insisté* sont les mêmes qui avaient *méconnu* les décrets, c'est-à-dire les pouvoirs locaux. On voit néanmoins que la peur est directement évoquée comme cause d'adhésion à la commune. Seule l'autorité supérieure des *« décrets du parti »* peut délivrer la famille. De ce point de vue, ces démissions obéissent aux mêmes raisons que l'adhésion de Volochenko un an plus tôt : la soumission au pouvoir. Qu'il collectivise ou qu'il fasse le contraire, les paysans savent qu'il faut de toute façon s'abriter derrière ses directives.

---

[1] DASO, R2488/1/2, *Protokol zasedaniâ soveta kommuny,* p. 94 (6/05/30, § 2-3) et 100 (5/06/30, § 1-2). DASO, R2488/1/4, p. 24-98 : p. 27, *Zaâva Mordovca Nykyty Pylyppovyča do kumuny Červonyj Stâh* (reçue le 24/03/30).

[2] *Ibidem*, p. 46.

D'autres motifs de départ, d'ordre personnel, sont également invoqués. Même s'il s'agit peut-être de « dépolitiser » la volonté de quitter le kolkhoze, ils méritent qu'on s'y arrête. Andry Mordovets, le frère de Nykyta, explique que *« [sa] famille ne souhaite pas être membre de la commune et qu['il] n'ira pas sans eux »*. Un autre met en avant *« le trouble [rasstrojstvo] de la vie familiale »*. Halka Trokhymovna Serhienko allègue qu'elle *« a quatre enfants [qu'elle prendra] avec [elle], mais [son] mari restera travailler dans votre commune, car il ne souhaite pas vivre à la maison »*. De même, une autre femme déclare qu'elle démissionnera bien que son mari adhère. Véridiques ou mensongères, ces raisons paraissent un lointain écho de la phobie des communes[1]. Ces considérations correspondent moins à la peur originelle de la *kommouniïa* en 1919, qu'à la réécriture de cette peur dans les années vingt. Les hommes ne craignent pas l'émancipation des femmes. Au contraire, ce sont les femmes qui ont peur de la commune et provoquent les départs. Le cliché d'épouses anti-communardes a pu enfin devenir réalité car, à l'inverse de 1919, le temps n'est plus à la quête de liberté. Les femmes se conforment désormais au stéréotype de suppôt de la réaction dans la mesure où cela les préserve de l'État.

Le même souci de se protéger oblige les paysans à adopter des stratégies complexes vis-à-vis de la collectivisation. Parmi les démissions du printemps 1930, il y en a huit qui sont accompagnées de déclarations d'adhésion à une Association d'exploitation commune de la terre datées de la fin février. C'est sans doute une façon d'afficher de la bonne volonté collectiviste tout en rejetant la forme trop radicale de commune. Certaines adhésions aux communes pouvaient même être « sincères », motivées par les quelques vestiges d'autonomie communarde. D'après le témoignage d'Ouliana Chemiakova sur Volokhovka, *« les gens venaient plus à la commune, ils ne voulaient pas aller au kolkhoze »*. Certains regretteront d'ailleurs, au vu des

[1] *Ibidem*, p. 25 (lettre du 24/03/1930), p. 77, p. 37 (lettre au soviet du village de Hudymivka, le 22/03/30), p. 80. Un autre signe de la persistance des représentations hostiles aux communes apparaissait lors de la purge de la commune *10 ans de la JC*. Deux paysans avaient expliqué que la commune était mal vue car « *tout le monde y mange pareil* ». La cuisine du ménage n'était sûrement pas plus gastronomique, mais elle devait avoir l'avantage d'être *familiale* (P17/1/47, p. 2).

événements ultérieurs, d'avoir quitté la commune et solliciteront leur réadmission. Ainsi Ilka Akhvanassievytch Dyatenko écrit au *Drapeau rouge* en avril 1933 :

> *« Je demande aux membres de la direction Et aux membres de la commune de me Recevoir comme membre de la commune car je m'engage à accomplir tous les travaux Qui Me seront donnés je ne refuserai pas ostensiblement de travaux Maisje travaillerai honnêtement Etbien je n'abandonnerai plus la Commune Maisje travaillerai danslacommune comme j'ai travaillé 3 ans sans refus de travail je travaillerai honnêtement Etsans absentéisme sans refus au brégadier c'est pourquoi je demande qu'on admette à la commune Dyatenko Ilka Akhvanassievytch »* (sic)[1].

Correspondant au point culminant de la famine, de telles requêtes sont nombreuses au premier semestre de 1933. La vie en commune n'était peut-être pas l'assurance de manger à satiété, mais la situation de paysan individuel apparaissait par contre comme la certitude de mourir de faim.

3.1.2.3 La dictature interne

Alors que les paysans tentent de fuir la collectivisation, l'exclusion ou le refus d'intégration dans le kolkhoze sont tout de même des mesures de rétorsion grave, équivalant en 1930 à une privation de droits civiques. Le ciblage est social et politique. Les paysans catalogués comme « koulaks » sont refusés par principe. La mesure s'applique également à un ancien *« entrepreneur »*. Politiquement, on écarte ceux qui *« sapent la cause de la collectivisation »* ou mènent *« une propagande koulak contre la collectivisation »*. De même, un ancien S-R qui avait refusé de mettre son matériel en commun est exclu avec interdiction de ré-adhérer. En 1933, l'affaire est encore plus grave car on condamne l'exclu à mourir de faim. À cette époque, les proscriptions veulent répondre à des faits graves. Le 10 janvier, *« le koulak Zahokhoulo »* est exclu pour avoir volé du blé *« bien que ce koulak ait fait cela de façon si rusée qu'il a trompé tous les communards ainsi que le pouvoir d'État »*. Un des responsables de la commune

[1] DASO, R2488/1/17, *Lystuvannâ rozhmnutnyx papir na zasedani Rady (8/0/-15/12/33),* p. 8.

exige *« qu'on chasse ce koulak de la commune et qu'on transmette l'affaire au tribunal pour vol de la propriété du kolkhoze »*. Or, depuis le 7 août 1932 les atteintes à la *« propriété socialiste »* sont punissables de 10 ans d'enfermement, voire de la peine de mort[1]...

Moins dramatiques, d'autres mesures participent tout de même à la dénaturation des rapports humains dans la commune. Dès octobre 1929, un système de rétribution complexe est mis en œuvre à la commune *Drapeau rouge* :

> *« Etablir l'unité de travail journalière (homme) à 1 krb, femme 80 k, demi-homme 80 k, demie-femme 65 k, travail d'enfant 50 k, chef 2,4 mensuellement, intendant 1,6 mensuellement, intendant en agronomie 3 (ou 90 krb par mois), chef de branche 1,2 à la journée, (...) tractoriste praticien 1,2 à la journée, chef tractoriste 1,4 à la journée, tractoriste débutant 1,3 à la journée, (...) comptable 1,6, (...) magasinier 1,4 à la journée, charpentier 1,4 à la journée, (...) chef lavandière 1 à la journée, cuisinière 0,9 à la journée, (...) chef de la maison d'enfants 1,2 à la journée, nounou 0,8 à la journée, (...) horticulteur 1,5 à la journée, (...) travailleuse du potager 0,9, cordonnier 1,2 à la journée »*[2].

Une triple inégalité est sanctionnée. Les responsabilités organisationnelles sont beaucoup mieux rétribuées que les compétences techniques. De plus, étant mensualisés, ces kolkhoziens ne craignent pas la retenue de 20 % applicable si la tâche n'est pas accomplie. Parmi les compétences techniques, les métiers intellectuels valent plus que les manuels. Enfin les femmes sont systématiquement sous-payées, y compris pour les tâches « naturellement » attachées à leur sexe, comme la garde des enfants. Un article sur l'*Étoile rouge* de Sosonka, précise même que *« comme d'habitude, les femmes sont affectées aux travaux légers comme la cuisine, les soins aux vaches et aux porcs, la crèche »*[3]. « Légères » ou pas, il s'agit des tâches traditionnellement « féminines » dans les campagnes.

[1] DASO, R2488/1/2, p. 80 § 2 (19/02/30), p. 81'-83, § 1 (20/02/30), p. 85 (§ 3, 11/03/30), p. 90' (§ 6, 26/03/30). DASO, R2488/1/18, *Protokoly zasedanij soveta kommuny :* p. 1 (§ 3, 10/01/33). Sur le décret du 7/08/32, voir SOKOLOFF « La guerre... », déjà cité, p. 38.

[2] DASO, R2488/1/2, p. 62, § 1 : *Vyrabko zarplatni z 1/10/1929 r.*.

[3] Komunar LEVKO, « Âk pracûût' komunary 'Červonoï zirky' », Kolektyvist Ukraïny, n°1 (15/01/30), p. 22.

Formellement, les règles démocratiques sont malgré tout respectées, au moins jusqu'en 1930 : le nombre d'assemblées générales et de sessions du conseil sont rigoureusement comptabilisées. De 1926 à 1930, les communards sont réunis selon un rythme mensuel ou bimensuel. Le conseil se réunit deux ou trois fois par mois. Certaines sessions du conseil sont ouvertes à tous, mais il s'agit des mises en accusation, comme lors de l'exclusion du koulak Zahokhoulo. La *vox populi* n'est convoquée que pour appuyer la répression. De plus, le conseil semble avoir le monopole de l'initiative décisionnelle : tout changement à la tête du collectif est décidé dans cette instance, l'assemblée générale n'ayant le pouvoir que de ratifier contrairement à ce qui se pratiquait avant 1929 (cf. p. 440). Ainsi, le départ du président Masko pour la ville provoque la nomination de Kononov *« en accord avec le bureau de la cellule du parti »*. Le procès-verbal conclut : *« Et aussi demander à l'assemblée générale d'élire Kononov et Kholod comme membres du conseil »*[1]. Pour le coup, on s'éloigne beaucoup de la démocratie même formelle…

L'appareil dirigeant de la commune est devenu une bureaucratie clairement séparée de la masse des communards. Dès 1931, le président du moment à la commune *Drapeau rouge « est appelé à une autre commune »,* la commune *Progrès*. Il faut donc *« envoyer à sa place dans notre commune le cam. Bida »*. Les hauts responsables sont interchangeables d'un collectif à l'autre et sont soumis au système de nomination qui régente toute l'administration soviétique. Pour 1933, on dispose de deux recensements des cadres de la commune *Drapeau rouge*, dont l'un les désigne du terme sans équivoque de *« permanents »* <*postijny robitnyky*>. Ils sont 37 à bénéficier de ce statut, dont six militants (un du PC, trois sympathisants, deux de la JC). Cela représente 24 % des adultes travailleurs. Apparemment, la circulation du pouvoir est plus large qu'en 1919 (11 % des communards assumait alors des responsabilités) et comparable à celle

[1] Sur la fréquence des réunions, voir DASO, R2488/1/1, *Godovye otčëty*. La réunion du conseil « *en présence de 75 personnes* » pour exclure le koulak est rapporté dans R2488/1/18, p. 1 (§ 3, 10/01/33). Pour le fonctionnement du conseil, voir DASO, R2488/1/2, p. 32 (§ 3, décision du 27/01/29), 41 (§ 1, 5/04/29), 117 (§ 2, 3/10/30), 135 (22/12/30).

de la NEP (25 %, cf. p. 435). Le vrai pouvoir, celui de contrôle politique, est infiniment plus concentré entre les mains de six personnes au maximum (7,5 % de l'effectif) car ceux qui sont inscrits comme *« permanents »* ne sont que des responsables techniques : chefs de branche, brigadiers, responsable du réfectoire, comptable[1]...

Ces tâches administratives peuvent néanmoins être également source de pouvoir. Avec la famine, la fonction de chef du réfectoire acquiert une importance vitale et la montée des tensions oblige sûrement à resserrer le carcan hiérarchique, en contrôlant tant la consommation des communards que leur production. Si un quart des communards exerce une responsabilité, cela signifie moins le partage du pouvoir au sein de la communauté que l'alourdissement de l'emprise bureaucratique sur elle. Comme on l'a vu, les décisions sont prises par le conseil. Il compte toujours de six à huit membres, soit 17 % des adultes en 1926. La proportion diminue rapidement au fur et à mesure que la commune gonfle : 13 % des adultes sont au conseil en 1928, 3,7 % en 1930. Elle remonte un peu, atteignant 5,2 % fin 1932. Pendant le premier plan, le cercle dirigeant est donc plus fermé que jamais.

La composition précise du conseil au 15 février 1933 apporte d'autres renseignements (voir tableau suivant). La prédominance des couches les plus pauvres est toujours aussi affirmée. Mais comme les militants organisés représentent plus du tiers du conseil, on peut supposer que désormais le contrôle s'exerce du haut vers le bas, depuis les comités locaux du PC jusqu'aux communards, le conseil ne servant que d'intermédiaire. Surtout, on est frappé par *« l'expérience communale »* : un seul dirigeant est à la commune presque depuis son origine, dès 1926. Il n'est pas affilié au PC et sa responsabilité est essentiellement économique. Par contre tous les autres responsables ont intégré le collectif en 1930.

[1] DASO, R2488/1/2, p. 142, *Protokol vid* 5/02/31, § 1. DASO, R2488/1/12, *Vedomosti o rukovodâŝix i učëtnyx kadrax...*, p. 3, 4 et 16 (15 et 16/02/33).

31) « ÉTAT DES CADRES DIRIGEANTS ET SUBALTERNES DE LA COMMUNE 'DRAPEAU ROUGE' (...) AU 15 FÉVRIER 1933 »[2]

Nom	Fonction	État social	Apparte-nance	Expérience communale	Alpha-bétisé	Age
SVITLOV Mikhaïlo Anton.	Chef du conseil	Pauvre	Symp. PCU	3 ans	oui	31 ans
PRYKHODKO Hnat Makar.	Intendant	Journalier	Sans-parti	8 ans	oui	32 ans
RADTCHENKO Fedir Mikhaïl.	[*zav st f. ?*]	Pauvre	Sans-parti	3 ans	oui	18 ans
KASYPANIÏETS Havrylo Savyl.	Chef de la brigade d'élevage	Pauvre	Membre PCU	3 ans	oui	35 ans
NOVAK Harasym Ivan	Chef de la brigade du potager	Moyen	Sans-parti	3 ans	oui	36 ans
CHOULHA Andriï [...]	Comptable	Moyen	Sans-parti	3 ans	oui	42 ans
LUKACH Havrylo Ivan.	[*oblypx'sâ* ?]	Pauvre	Sans-parti	≙ 3 ans	oui	26 ans
PANTCHENKO Oulya Iv.	Chef des puéricultrices	Pauvre	Symp. PC(b)U	3 ans	mal	35 ans

De la commune, ils ne connaissent que les intégrations massives et forcées précédant *« Le vertige du succès »*. La continuité communarde est brisée autant au sommet qu'à la base, et la nouvelle direction est un groupe de plébéiens élevés dans et par la violence stalinienne.

3.1.2.4 La fin de l'harmonie

Dans de telles conditions, on voit mal quels liens de confiance pouvaient encore exister au sein de la commune. Les rapports convergent à évoquer l'indiscipline et la désorganisation dès l'amorce du Grand tournant. Dans la circonscription d'Izioum au début 1929,

« on constate dans les kolkhozes des cas d'ivrognerie, de débauche

[2] DASO, R2488/1/12, p. 4 et 16 (deux parties du même document).

> *sexuelle ([communes] l'Étincelle, Aube rouge, Charrue et marteau, artels Staline, Labeur et vérité etc.), ainsi que du gaspillage d'argent sans documents justificatifs, (...) l'absence de discipline au travail, l'absence de sérieux dans les rapports de travail entre kolkhoziens : le travail du conseil est coupé de la masse des collectivistes, les chefs pratiquent l'arbitraire. (...) Dans les vieux kolkhozes il y a des regroupements sociaux divisant l'effectif entre pauvres et riches, des regroupements de parents, ainsi que l'usage de privilèges (allègement de la charge de travail) chez certains communards, particulièrement des membres du parti »*[1].

Concernant les tensions entre clans, elles transparaissaient déjà dans les communes en 1929 lors de la purge du Parti (cf. p. 418) et n'ont pu que s'exacerber par la suite. À l'époque, on évoquait parfois déjà de *« la haine entre le vieil effectif et les nouveaux arrivants »* (je souligne)[2]... Les autres aspects de ce rapport (*« gaspillage d'argent, (...) absence de discipline, absence de sérieux »*) sont confirmés par les sources jusqu'en 1933. La notion de *« débauche sexuelle »* doit cependant être discutée si l'on en juge par un cas examiné par le conseil de la commune *Drapeau rouge*, le 28 avril 1929 :

> *« § 5 : Au sujet du cam. Vachtchinko dont le procès-verbal [de réunion] de la JC explique qu'il se conduit sans éthique au niveau sexuel, selon les dires de la cam. Iouchtchnykova il l'aurait convaincue d'avoir une aventure avec elle, alors qu'elle aurait déjà pu se fiancer.*
> *[*Décision :*] Comme la cam. Iouchtchnykova* n'a pas refusé *<ne dispitinirula – sic> et [qu'elle] ne se conduit pas comme il faut, [et qu'elle]* corrompt *<rozlaha> toute la jeunesse, [qu'elle] a déjà reçu un avertissement du conseil, il ne faut pas lui faire confiance et, pour cette raison, il faut que l'assemblée générale la [illisible] comme phénomène et élément* pas farouche *<ne spuhavšeho> »*[3].

L'affaire ne semble pas bien grave. Au pire, elle rejoint l'archétype de la jeune femme séduite par un garçon usant de l'argument de la liberté sexuelle conquise, archétype

[1] DAXO, P4/1/70, p. 148, *Polityčnyj stan* in *Tezy Okrkolhospsekcii*... déjà cité (12/02/29).
[2] Voir le dossier personnel de V.I. Kalugin in DAXO, P17/1/42.
[3] DASO, R2488/1/2, p. 44' (procès-verbal du 28/04/29).

fort répandu dans les années vingt[1]. Il faut cependant remarquer qu'ici la jeune fille fait figure d'accusée, et, qu'en lui reprochant de n'être *« pas farouche »* et de *« corrompre »* la jeunesse le conseil s'apparente plus à l'autorité patriarcale pré-révolutionnaire qu'au guide de la morale nouvelle. Voilà un indice supplémentaire de l'aggravation de la situation des femmes dans les collectifs.

Ceux qui jugent si durement la jeune femme ne sont pas exempts de critiques. Trois mois plus tôt, Prykhodko, le vieux communard qui, à l'époque, était président de la commune, avait provoqué un scandale. Revenu saoul d'une mission en ville, il semble qu'il ait mal raccroché le collier d'attelage, lequel serait tombé sur le trésorier de la commune qui passait par-là. Dans ce cas, il est menacé de destitution. Or, deux mois plus tard, il est encore en poste… Des faits autrement plus graves sont relevés en 1932 dans les communes autour de Kharkiv. *« Absence de toute discipline, le vol, l'ivrognerie, le hooliganisme règnent »*. Le pire est à la direction de la commune *Champ rouge*. On y boit sec. De plus, rançon de l'inégalitarisme, on y rétribue les communards en dépit du bon sens. Pour une valeur moyenne du jour de travail de 1,1 karbovanets, un communard reçoit 42 krb pour 308 jours alors qu'un autre qui n'a travaillé que 147 jours obtient 142 krb pour chaque membre de sa famille ! Le népotisme est évident, provoquant le mécontentement des communards. Le comité du PC relève aussi la corruption directe de dirigeants coopératifs : en échange de produits agricoles, ils fournissent illégalement des objets manufacturés à la commune. De l'inégalité sociale à l'impéritie de la distribution, toutes les tares du système stalinien apparaissent en filigrane[2].

La désorganisation du travail découle de la corruption de la direction. Toujours à la commune *Champ rouge,* les prévisions ne sont pas atteintes. Le plan n'est rempli qu'à 75 % concernant le nombre de vaches, à 25 % pour l'ensilage. Ne sont réalisés que

[1] Voir par exemple la rubrique *Bol'nye voprosy* (*Questions douloureuses*), Kommunar'ka Ukrainy, n°16 (22/08/26), p. 22.

[2] DASO, R2488/1/2, p. 32 (procès-verbal du 27/01/29), 39 (30/03/29). DAXO, P69/1/70, p. 56 : *Pro stan komun im. Lenina, TSO, Mis'krady* (14/05/32). P69/1/66, p. 98 : *Dopovidna zapyska pro stan komuny « Červona Nyva » (…) vid 15/01/32 », § V.* Sur la préparation des semailles, voir illustrations i51 et i52 en annexe.

82 % des semailles de printemps et 77 % des labours d'automne. En termes de production, 51 % du blé, 58,8 % du volume de légumes, 43 % de la production porcine et 22 % du lait sont livrés. On ne sait si les exigences du plan étaient réalistes. Par contre, il est inquiétant de constater que le rendement laitier a baissé de 4,6 litres par jour et par vache en 1931 à 2,3 litres quand le rapport est écrit. De plus, le gaspillage est patent : 20 % du blé est perdu lors du battage. L'auteur accuse le *Bureau du travail* qui aurait calculé toutes les normes *a minima*. Il pointe aussi la carence des brigadiers qui, ne remplissant pas les livrets de travail, empêchent les communards d'obtenir des marchandises. La conférence de production est incapable de planifier la réparation des tracteurs[1].

Dès 1929, la commune *Drapeau rouge* connaissait des maux semblables. Lors d'un conseil, une polémique éclate au sujet des tracteurs. Le président, Masko déclare

> *« que nos tractoristes ne répondent pas sérieusement de leur travail, on voit bien qu'ils s'en vont, parfois en laissant le tracteur dans les champs.*
> *Le cam. Donets Ivan [rajoute] que les tractoristes sont coupables de nonchalance, quand ils graissent le moteur, ils versent plus d'huile sur le tracteur [que dans le carter].*
> *Le cam. Sitch a dit que Frolov And.[rïi] avait dit que Bilsky allait voir ce qu'il allait voir, vu que son tracteur est toujours en panne* <â ustroû Bil'ske šo eho mašina bil'šy stoâtysâ>.
> *En réponse à Donets Ivan, Bilsky a dit qu'on gueulerait tant qu'on nous paierait à ce prix* <koly platytut' taku cenu to tak budym i orat' – *sic*>.
> *On a dit à Bilsky que jamais il ne passe la troisième, qu'entre Bilsky et Frolov il y a toujours des querelles, comme deux étalons qui se cherchent »*[2].

La querelle a sûrement des aspects personnels, mais ses enjeux touchent à l'organisation du travail, à l'implication des travailleurs dans le processus de décision et à leur rémunération. Les communes de « l'époque classique » ne rationalisaient peut-être pas l'usage de la force de travail, mais au moins elles respectaient l'égalité de tous

[1] *Ibidem*, p. 98 § II, IV, VII : p. 84, *Postanova pro komunu « Červona Nyva »* (23/01/32).
[2] DASO, R2488/1/2, p. 64 (procès-verbal du 23/10/29, § 1).

dans les choix et les rétributions. La discorde régnant entre les communards est à nouveau relevée en mars 1932. Le chef du collectif constate que

> *« Les communards se conduisent très mal, on voit bien, en toute honnêteté, que dans chaque secteur de travail il y a des disputes, chaque jour on affecte de nouveaux travailleurs à telle ou telle tâche. Au réfectoire, on entend toujours des grossièretés, on ne peut s'en débarrasser. Aujourd'hui, 27 mars, à la visite médicale, le cam. Mordovets Anton s'est comporté tout à fait comme un voyou »*[1].

Les moyens d'action contre de tels agissements paraissent limités. Dans l'affaire des tractoristes, le conseil de *Drapeau rouge* avait infligé un blâme à tous, espérant sans doute que les tracteurs en fonctionneraient mieux… De même, en juillet 1930 lorsqu'une dizaine de femmes ne vont pas travailler en alléguant que leurs enfants sont malades, il est décidé de *« réunir les mamans et comprendre les raisons »*. En attendant, le conseil prononce tout de même quatre blâmes et une exclusion. Un an plus tard, plusieurs problèmes de *« discipline du travail »,* de *« vols et [de] hooliganisme »* motivent une *« campagne d'explication »* et surtout une volée d'avertissements et de blâmes. La menace d'une action en justice est parfois agitée. Une puéricultrice est renvoyée de la Maison d'enfants. À l'inverse, des *« primes »* sont distribuées dès 1930 en récompense des *« semailles de printemps »*. Elles s'échelonnent d'un ensemble chemise-pantalon à 5,61 krb jusqu'au costume à 39,99 krb (ce qui donne une idée de la pauvreté matérielle des communards). Fin 1931, la liste des *« meilleurs travailleurs »* dressée par le conseil doit *« être confirmée par l'assemblée générale pour délivrance de primes récompensant le meilleur travail »*[2].

Une autre innovation organisationnelle parachève « l'économie morale » qui s'impose dans les communes pendant le premier Plan. Une commission spéciale est créée en 1930 pour préparer les fêtes de la Révolution d'Octobre[3]. Inégalités relatives au

[1] DASO, R2488/1/9, p. 47 (procès-verbal du 27/03/32, § 1).

[2] DASO, R2488/1/2, p. 112 § 5, 115 § 2 (procès-verbaux des 28/07 et 4/09/30). DASO, R2488/1/9, p. 4 (§ 2), 11'-12 (§ 4), 32 (§ 1), 47 (§ 1, procès-verbaux des 25/05, 20/07 et 29/11/31, ainsi que du 27/03/32).

[3] DASO, R2488/1/2, p. 123 (procès-verbal du 22/10/30, § 1).

statut, monopole du processus décisionnel, discordes entre les personnes, absence d'intérêt pour le travail mal combattue par un système de récompenses et de punitions, ritualisation du passé révolutionnaire : les communes résument, concentrent et anticipent le modèle social soviétique achevé. L'entrelacement des évolutions sociales et des mesures administratives qui conduisent à l'affermissement de la dictature y est visible. D'une part le faible niveau culturel et social des communards produit une séparation entre base et sommet au sein du collectif, même si une morale commune cimente encore l'édifice jusqu'au Grand tournant. D'autre part, l'intégration massive et forcée de paysans individuels noie le groupe originel et ses valeurs, au point que les manœuvres bureaucratiques renforçant le pouvoir sans contrôle de la direction paraissent des défauts bien secondaires. L'équilibre qui se forme de lui-même postule la division de la communauté entre « eux » et « nous », chacune des deux factions, dirigeante comme dirigée, tolérant les tares de l'autre tout en tentant d'influer dessus pas des moyens indirects.

3.1.2.5 De rares oppositions

L'opposition à ce tour des choses paraît extrêmement rare et surtout peu claire. Dans la documentation du Parti et de l'État, la forme même des pièces administratives se prête mal à l'expression d'une opinion dissidente. Les rapports et comptes-rendus de réunions sont rédigés par les autorités. Quant aux *« requêtes »* [*zaâvy / zaâvleniâ*] émanant d'individus, elles visent surtout à défendre les intérêts de leurs auteurs : personne ne prendrait le risque de dénoncer un défaut systémique. Seules les archives de la purge du PC en 1929 recèlent les opinions générales exprimées ou plus souvent prêtées à certains acteurs. Dans les rapports d'inspection de trois communes, je n'ai trouvé qu'une fois la défense de principes tant soit peu communards. Ivan Kalouguine, président de la commune *Étincelle,* est accusé de *« mene[r] une ligne démoralisatrice parmi les membres de la commune : il dit que pauvre, moyen ou koulak, il s'agit de*

membres de la commune, et à la commune, il n'y a pas de koulaks ». Il est possible de voir ici la volonté de préserver l'autonomie et l'unité de la commune face aux pressions extérieures, celles du pouvoir d'abord. Comme Kalouguine est également accusé de *« seme[r] la haine entre le vieil effectif et les nouveaux arrivants »,* peut-être résiste-t-il également aux intégrations forcées. Mais il ne s'agit que d'une hypothèse, tant « l'affaire Kalouguine » paraît embrouillée[1].

Etonnamment, la presse est plus riche d'enseignements. Deux articles sur l'organisation du travail dans les communes plaident en janvier 1930 pour la mise en place de la rétribution inégale du travail, en fonction de l'accomplissement de la *« norme »*. Le premier décrit la commune *Agronomie rouge* où *« tous travaillent en tas. C'est pourquoi la rentabilité est ridicule »*. Il faudrait instaurer des normes et la rétribution aux pièces. Or beaucoup craignent *« l'inégalité matérielle des communards, sans penser du tout à l'amélioration du travail et de l'exploitation à la commune »*[2]. Le deuxième article qui concerne la commune *Étoile rouge* de Sosonka date du 15 janvier 1930. Cela confirme que l'offensive anti-égalitaire aux niveaux pratique et médiatique est extrêmement précoce et se situe en plein Grand tournant gauchiste.

Cet article conclut :

> *« Actuellement, certains des communards disent que la paye mensuelle telle qu'elle se pratique n'est pas nécessaire, qu'il vaudrait mieux revenir comme c'était avant. (...) Au contraire, la majorité n'est pas d'accord avec eux et dit que la productivité du travail déclinera tant qu'il n'y aura pas d'intéressement au travail »*[3].

Rappelons que cette offensive contre l'égalitarisme allait de pair avec l'infériorisation légitimée des femmes (cantonnées aux *« travaux légers »*). L'inégalité des revenus refléterait donc les inégalités naturelle (hommes / femmes) ou morale (travailleur /

[1] Selon certains documents, il ne travaillerait plus effectivement à la commune à cause de fonctions administratives soviétiques. Selon d'autres, au contraire, il aurait abandonné le Comité de paysans pauvres de l'arrondissement de Petrovka pour « *parti[r] sans autorisation à la commune* ». Certains militants du Parti le défendent, alors que d'autres l'accusent de frapper les communards... Il reçoit un blâme sévère de la « troïka ». Voir P17/1/42 et P4/1/104 en entier.

[2] U. KUŠTYM, « Orhanizaciâ praci v komuni "Cervona Agronomiâ" », Kolektyvist Ukraïny, n°1 (15/01/30), p. 21-22.

[3] Komunar LEVKO, « Âk pracûût' komunary "Červonoï zirky" », Kolektyvist Ukraïny, n°1 (15/01/30), p. 23.

paresseux). Dans cette présentation, l'enjeu fondamental est laissé de côté. À Sosonka comme ailleurs, l'effectif a dû gonfler à la fin de 1929. La baisse de la productivité du travail reflète essentiellement le passage du volontariat à la contrainte. Dans ce nouveau cadre, l'inégalitarisme de la rétribution devient nécessaire. Gageons justement que les nouveaux « communards » contre leur gré, qui forment désormais la *« majorité »,* veulent au moins préserver un semblant de pré carré individuel sous la forme de l'intéressement. Ils se heurtent alors aux vieux collectivistes, unis par l'idéal.

En février 1931, un reportage louangeur sur la commune *Staline*, organisée par des jeunes communistes, regrette tout de même qu'elle en soit restée *« aux vieilles formes de rétribution du travail, [... à] la paye égale (..) pour chaque communard (...) sans égard pour le type de travail, sans norme tarifaire, sans travail à la pièce »*. En avril, *Partaktyvist* (*L'Activiste du Parti*) se penche sur les communes *Staline* et *Espérance,* toujours dans l'arrondissement de Kharkiv. Sous le titre *« La commune peut servir de forme supérieure d'exploitation collective »,* on apprend entre autres que *« l'organisation du travail dans les communes n'a pas encore atteint sa forme optimale. Il n'y a pas de comptabilité solide (...) et le système de rétribution du travail conserve encore le principe égalitariste pour chaque rationnaire »*[1]. Les deux collectifs résument bien les deux formes de résistance de l'égalitarisme : indifférence aux qualifications techniques ; défense du *« à chacun selon ses besoins »*.

La défense concommitante de l'égalité par les communes *Espérance* et *Étoile rouge* n'est peut-être pas fortuite. Comme l'*Étoile rouge,* l'*Espérance* est très ancienne : elle a été fondée en 1921-1922[2]. Les traditions révolutionnaires qui avaient résisté à la NEP, voire s'étaient affirmées en réaction contre elle, ne voulaient toujours pas baisser la garde au début des années trente. Comme on l'a vu cependant, la bataille des mots

[1] D. BYK-HORLENKO, « Pracâ komsomol's'koï komuny im. t. Stalina », Kolektyvist Ukraïny n°4 (15/02/31), p. 47. N. DOLINS'KYJ, « Komuna na dili maê pravyty za najvyŝy formu kolektyvnoho hospodarûvnnâ (Z dosvidu diâl'nosty komun « Nadiâ » ta im. Stalina Xarkis'koï prymis'koï smuhy) », Partaktyvist, n°9 (30/04/31), p. 47.

[2] Voir « 10 riččâ komuny 'Nadiâ' i arteli 'Nove Žyttâ' », Xarkivs'kyj Proletar du 25/10/1931, et NKZS-USRR, *Spravočnik osnovnyx pokazatelej*, déjà cité.

avait déjà été perdue. Les communards pouvaient s'accrocher à des façons de faire, mais ils n'avaient aucun discours construit à opposer à celui du pouvoir. La situation de la commune *Staline* est d'ailleurs symptomatique de l'absence d'une idéologie proprement communarde. Les jeunes communistes qui la composent n'ont pas connu les luttes de la guerre civile et de la NEP. Leur égalitarisme provient de la propagande du pouvoir, qu'ils ont ingurgitée sans en comprendre la dialectique. Ils ont déformé et gauchi le discours officiel dans leur enthousiasme juvénile. Leur égalitarisme, réel, n'est en même temps qu'une imitation de celui de leurs aînés : ils rejouent la pièce plus qu'il ne l'écrivent. Fondamentalement, leur rôle satisfait les exigences du metteur en scène stalinien : ils tiennent lieu d'épouvantail communeux propre à rabattre les paysans vers l'Association d'exploitation commune de la terre ou l'artel.

3.1.2.6 La famine

Avant la dissolution par changement de statut, la famine est la dernière épreuve infligée aux communes moribondes. Certaines données laissent penser que les communes pouvaient éviter le pire. D'abord, elles semblent avoir été plus productives que la moyenne. Le PC établit une comparaison entre les différentes formes de kolkhozes, en 1931, sur les 49 collectifs desservis par la Station de machines et de tracteurs de Derhatchi. La temps de travail nécessaire par hectare est inférieur de 30 à 50 % dans les communes par rapport aux artels. Les auteurs du rapport y voient la vertu d'un travail plus intensif, mais cela peut aussi venir d'un outillage plus moderne. En tout cas, la valeur du jour du travail <*trudoden'*> est finalement beaucoup plus élevée dans les quatre communes. Elle atteint 1,44 krb contre 0,81 krb en moyenne dans les 24 artels et 0,89 krb dans les Associations d'exploitation commune de la terre. L'écart est encore plus creusé si l'on considère le revenu annuel moyen d'un travailleur (sans doute en raison du nombre de jours effectivement travaillés) : 378 krb dans les communes, 112 dans les artels et 61 seulement dans les Associations d'exploitation

commune de la terre[1].

Cependant, une meilleure productivité n'est cause de bien-être que si l'État ne ruine pas le kolkhoze par ses exigences. Un document cité plus haut sur les livraisons de viande en 1931 laisse penser que les prélèvements étatiques étaient proportionnels au type de propriété et auraient donc relativement épargné les exploitations collectives. Faute de sources locales sur les échanges économiques entre les communes et l'administration, il est difficile d'en avoir tout à fait la certitude. Je m'appuierai donc sur un document russe, une lettre de mars 1931 de la commune *Oural rouge,* publiée en 1989 dans le premier ouvrage soviétique reconnaissant le désastre de la collectivisation. La direction de la commune détaille ses récoltes comparées aux exigences de l'État, à ses besoins en nourriture, fourrage et grain à semer.

> *« Il ressort de cela que nous n'avons pas assez : d'une part pour l'ensemencement de la surface donnée ; d'autre part pour la constitution d'une réserve de fourrage destiné à nourrir les bêtes de trait ; et enfin d'une réserve affectée aux nouveaux adhérents issus de la paysannerie pauvre.*
> *Mais, à ce sujet, au moment où se déroulait la collecte, on a assigné au kolkhoze la tâche suivante. « Remplissez le plan de collecte, sans arguties au sujet d'un déficit en nourriture et en grain à semer. On statuera sur la nourriture et le grain à semer après la réalisation de la collecte ». Ces dispositions sont-elles justes ? (...)*
> *Craignant des malentendus absurdes sur ces questions, le conseil de la commune et la cellule du Parti vous demandent de répondre à nos interrogations »*[2].

A défaut de savoir si les communes étaient le plus souvent bien ou mal traitées par l'État, on peut conclure que rien n'empêchait en principe de lourdes ponctions.

Les prélèvements de l'État atteignent, dès 1931, un niveau critique pour la vie de

[1] P69/1/66, p. 102, *Materiâl pro stan pidhotovky do vesnânoï zasiv kampaniï Derhačivs'koï MTS* (versé le 23/01/32).

[2] « Zapros soveta kommuny 'Krasnyj Ural' Teplovskogo rajona Ural'skogo Okruga predsedatelû Kolxozcentra SSSR t. Ûrkinu o porâdke provedeniâ xlebozagotovitel'noj kampanii » (22/03/31) in V.P. DANILOV & N.A. IVANICKIJ (pod red.), *Dokumenty svidetel'stvuût,* déjà cité, p. 442, 444.

tous les paysans, dont les communards. Il n'est pourtant pas question de le reconnaître officiellement. Les sources n'évoquent qu'une seule disette, à la commune *Champ rouge.* Elle est imputée à l'incurie de la direction et à l'origine sociale douteuse d'un tiers des membres. Il reste que les autorités admettent que *« depuis novembre 1932 la commune n'a presque plus de réserves alimentaires, ce qui a provoqué des réactions de panique dans la commune (des membres de la commune arrêtent le travail et quittent la commune) »*[1]. Même dans ce cas, on ne parle pas de décès, et les seuls cas de surmortalité reconnus concernent en général le bétail. À la commune *Drapeau rouge,* on note une hécatombe de volailles en 1930 et de porcs en 1932. Pour l'année 1933, les pouvoirs locaux se préoccupent des chevaux. Dans l'arrondissement de Lebedyn,

> *« Les décès de chevaux ont augmenté de façon significative en ce moment. Le nombre de chevaux morts s'élève à 125 pour les deux décades de janvier dans les kolkhozes de l'arrondissement. Ce chiffre honteux signifie que jusqu'à présent on n'a pas prêté attention à une série de résolutions du gouvernement et du parti, ni non plus à des résolutions des organisations d'arrondissement »*[2].

Si aucune amélioration n'est constatée dans les quinze jours, *« alors l'affaire (...) sera transmise aux organes d'enquêtes »*. La Section foncière dégage sa responsabilité en la reportant sur l'échelon inférieur, menaces à l'appui. La direction de la commune agit de même à son niveau. Elle impute le problème à *« la résistance de l'ennemi de classe (les koulaks) qui s'efforce de diminuer l'écurie kolkhozienne afin de nuire à la puissance des kolkhozes »* et propose d'encourager les palefreniers par des primes[3].

La question alimentaire donne lieu à une répression impitoyable contre « l'ennemi de classe ». On se souvient de la façon dont le *« koulak Zahokhoulo »,* accusé de vol de blé, est exclu en pleine famine et menacé de procès. Dans ces conditions, on

[1] P69/1/105, p. 105, *Dotatok do protokolu prezidiumu XMMK (....) n°30 § 2 vid 7/03/33 (...) pro perspektyvy rozvytku ta stan pidhotovky do vesnânoï zasivkampanii komuny « Červona Nyva » (Merefa),* (signé TOMŠUN, holova XMMK RSI).

[2] Pour 1930 et 1932, voir les bilans annuels dans DASO, R2488/1/1. Citation d'une circulaire de la Section foncière d'arrondissement du 26/01/33, dans DASO, R2488/1/12, p. 2.

[3] DASO, R2488/1/16, p. 9 (procès-verbal de l'assemblée générale du 6/01/33, § 1 et 2).

comprend que les accusés d'un quelconque forfait cherchent à tout prix à se disculper. En mai, Ivan Evdokimovitch Barkoun écrit *« à la direction de la commune » :*

> *« Le 3 mai la question des pommes de terres (80 pièces) a été réglée en mon absence[. Elles ont été] trouvées dans une remise dont la clé est commune pour trois résidants* <kvartirantov>. *La khata, la remise et le débarras (…) se ferment avec cette clé qui est déposée à un endroit connu des résidants, lors de la fouille de cette remise un sac de pommes de terre reconnu comme appartenant à la commune* <korzinka kartofeli opoznana komunarskoj> *a été trouvé dans un trou et la moitié m'a été portée à charge, à moi seul. Le cam. Iourko est rentré dans mon appartement et a trouvé sept pommes de terre et dans un autre appartement où vivent Kravtchenko et Galina, il en a trouvé 25 : il a tout emporté et a déclaré que tout avait été trouvé chez moi, — ce n'est pas à moi qu'appartiennent les pommes de terres trouvées dans la remise, il faudra faire une meilleure enquête pour savoir à qui c'est, — Camarades de la direction je vous demande sincèrement de vérifier mon expérience soviétique, travaillant depuis 1919 dans diverses institutions soviétiques, n'ayant jamais été accusé de rien : et, ayant adhéré à la commune, j'essaie de travailler, de m'habituer à toutes les branches de travail, et de vivre honnêtement et avec ordre, — j'ai des attestations de service et de travail sans interruption depuis l'an dix-neuf — mon dernier mot sur les pommes de terre trouvées dans la remise c'est qu'il faut faire une enquête et ne pas faire honte aux gens, je souhaite vivre à la commune comme un travailleur ordonné et honnête »*[1].

La direction d'un collectif avait désormais un pouvoir de vie et de mort sur les communards et plus généralement sur les paysans, soit qu'elle les fît condamner, soit qu'elle les exclût. L'une des anciennes communardes, Ouliana Chemiakova se souvenait d'un affamé venu mendier du travail auprès du président de la commune *Aube rouge,* en échange d'un peu de nourriture. Le président avait refusé malgré les supplications et les pleurs.

Refusant de l'aide aux paysans qui ne sont pas adhérents, instituant en leur sein

[1] DASO, R2488/1/17, p. 47 (4/05/33).

la chasse aux « voleurs » qui sert de système de gouvernement dans tout le pays, comment les communes ont-elles traversé la famine en tant que collectifs ? Comme les sources gardent obstinément le silence, il faut procéder de manière indirecte. Les souvenirs des communardes n'ont pas effacé l'an 33. Vira Kravets se souvient que *« le long de la route d'Okhtyrka, il y avait des cadavres »*. Plusieurs anciens s'accordent justement pour accuser la famine d'avoir détruit le collectif. À Volokhovka, selon Ouliana Chemiakova, la commune s'est désintégrée *« après la famine de 1933. Il y avait une machine à la commune, elle a grillé : le grain a grillé aussi et tout s'est défait »*. De même, d'après Anastassia Liachenko,

> *« Quand les riches ont été déportés dans la taïga (ils y vivent encore : j'y ai des parents), leurs maisons sont restées vides. Les communards les ont démolies pour avoir du bois de chauffage, ils cuisinaient et vivaient bien, mais quand le combustible s'est terminé, ils n'avaient pas de forêt*[1]*, et en 1934, la commune s'est défaite ».*

Pour l'*Étoile rouge* de Sosonka, Grigori Zadorojny, qui n'était pas lui-même communard, reprend la même explication :

> *« Dans la commune, on mangeait ce qu'on avait cuit le jour même et ce qu'on avait rapporté de la maison on le [mangeait] aussi. Quand il n'y eut plus de nourriture ni de vêtements à la maison, [quand] tous les pantalons et toutes les chemises ont été usées [la commune est morte] ».*

Tous les témoignages rassemblés sur la famine attestent que la population rurale avait été amenée aux limites de l'animalité. Terrorisée par le pouvoir, torturée par la faim, elle mâchait de l'herbe, rongeait de l'écorce ou du cuir[2]. Le pillage décrit pour les communes n'a rien de spécifique. Il sonne cependant comme une accusation dans la mesure où les communards étaient installés dans les maisons des familles dékoulakisés ou mortes (*« En trente-trois, on relogeait les communards dans les maisons où des gens étaient morts »* dit Vira Kravets). De plus, on y retrouve le motif platonovien d'une

[1] La forêt du village appartenait à un kolkhoze voisin, composé de paysans moyens.
[2] Voir *1933, l'année noire : Témoignages sur la famine en Ukraine,* déjà cité.

dilapidation infinie des biens. On se rapproche trop d'un stéréotype anti-communard pour y adhérer sans discussion. D'autant qu'un des témoignages détone sur ce fond. Pour Vira Kravets, alors même que *« le long de la route d'Okhtyrka, il y avait des cadavres », « en 33, à la commune, personne n'est mort. On cuisait des galettes de son »*. L'annuaire des kolkhozes de la région de Kharkiv publié en décembre 1934 ne donnant qu'un seul chiffre de population, on ne peut pas connaître la mortalité humaine par type de collectif et ainsi confirmer ou infirmer l'avis de Vira Kravets.

Par contre, l'annuaire fournit les quantités de bétail pour 1933 et 1934. Comme les sources mentionnaient l'hécatombe des chevaux, je prendrai cet indicateur comme indice des effets de la famine sur les différentes sortes de kolkhozes. Il s'agit d'une donnée bien imprécise. On ne sait pas à quel moment des années 33 et 34 les bilans ont été établis. De plus, dans l'éventualité de confiscations d'exploitations ou de fusions de plusieurs collectifs, on peut imaginer que la mortalité des chevaux n'apparaît pas numériquement. Néanmoins, l'ordre de grandeur me paraît instructif. Entre 1933 et 1934, le nombre de chevaux dans les kolkhozes de la région de Kharkiv est passé de 359 528 à 292 820, soit une baisse de 18,55 %. Dans les communes, la diminution, de 14,53 % (de 9478 à 8100 chevaux) est moins marquée. Plusieurs hypothèses, largement invérifiables, peuvent expliquer ce fait. Cela pourrait être le reflet de la relative clémence de l'État, car si rien n'empêche de lourds prélèvements sur les communes, on a vu que les revenus y étaient supérieurs (voir p. 639). On peut aussi supposer que les communards, tant soit peu volontaires, étaient plus solidaires que les kolkhoziens face à l'adversité. Cette seconde hypothèse est renforcée par les différences qu'on peut constater entre les communes selon leur ancienneté. Dans les communes postérieures à 1928, 15,27 % des chevaux meurent pour seulement 13,8 % dans les communes les plus anciennes. Une certaine corrélation entre le caractère volontaire du collectif à l'origine et sa capacité à affronter la famine pourrait donc être supposée, mais avec beaucoup de prudence puisque les écarts statistiques sont faibles.

Скажи, что в колхозе теперь мой дом,
Цветущее дерево стоит под окном.
Теперь для меня поля расцветают,
Меня молоком и медом питают.

« Хорошая жизнь »
Из еврейской народной поэзии,
цикл Д. Шостаковича

Tu diras que j'habite maintenant au kolkhoze,
Un arbre fleurit sous ma fenêtre.
Maintenant, les champs s'épanouissent pour moi,
On me nourrit de lait et de miel.

« La bonne vie »
Du cycle ***Poésie populaire juive,***
mis en musique par D.Chostakovitch

3.1.3 ÉPITAPHE ET ÉPILOGUE DU COMMUNISME RURAL

Les quatre années qui vont de la *« collectivisation complète »* à la famine voient les communes s'effacer des discours avant de disparaître effectivement. Elles quittent peu à peu l'actualité, se rangent dans le passé et deviennent ainsi un objet historique. Cette mutation a deux aspects. Au plan général, elle fait l'objet d'une mise en scène littéraire et artistique qui accompagne la politique du pouvoir en la rendant plus assimilable, moins lourdement idéologique. Cette « novélisation » des communes est également déterminante pour le souvenir historique qu'elles laisseront. Au plan le plus concret, les quelques milliers d'anciens communards vivent un processus symétrique. Leur expérience spécifique doit désormais se fondre dans le destin commun ; ils deviendront de simples *« kolkhoziens »,* parmi des millions d'autres citoyens soviétiques.

3.1.3.1 L'adieu au village des artistes

Le passage de la politique de compromis à la campagne à celle de collectivisation systématique avait résulté d'une série de réactions largement improvisées. Incapables de prévoir le cours du développement social de leur pays et d'en déterminer la *fin*, les dirigeants soviétiques avaient par contre une science consommée des *moyens* à employer pour obliger leurs concitoyens à obéir. Les pressions directes de

l'administration et du Parti à la campagne ont déjà été évoquées. L'enrôlement de milliers de citadins a été également déterminant. Sur le modèle des mobilisations de 1917-1920, des ouvriers ont été envoyés dans les villages afin de mettre en œuvre les directives du PC, présentées comme autant de nouvelles mesures révolutionnaires[1].

3.1.3.1.1 1930 : La révolution comme fiction

Les mêmes méthodes d'embrigadement ont été appliquées aux artistes. En 1928, le *« romantisme kolkhozien »* et les opportunités de carrière qu'il offrait suffisaient à faire éclore une littérature collectiviste (cf. p. 576). Mais le *Grand tournant* nécessite de passer à une production à plus grande échelle. Je ne ferai pas le compte de toute la littérature louant la collectivisation, la tâche serait trop lourde. En se limitant aux œuvres de prose ou de poésie consacrées aux communes de la fin 1929 à la fin 1930, le bilan est déjà impressionnant avec treize références dans les sept revues littéraires les plus prestigieuses d'Ukraine à l'époque : *Jyttia i revolioutsia*, *Tchervonyï chliakh*, *Prolitfront*, *Krasnoe slovo* (*Le Mot rouge*), *Plouh*, *Molodniak* (*Le Jeune*), *Hart*.

3.1.3.1.1.1 Les écrivains embrigadés

Les écrivains ne font pas mystère du caractère de commande de leurs écrits. D'après un critique, cette *« nombreuse série de récits, de croquis et de nouvelles »* doit être considérée *« comme la conséquence de[s] excursion[s] organisée[s] »* pour les auteurs. Ceux-ci détaillent même l'organisation administrative de leurs périples. D'après l'écrivain Kisseliov, le journal

> *« Selianyn Kharkivchtchiny [Le Paysan de la Région de Kharkiv] qui a envoyé des brigades d'écrivains dans les villages pour participer aux fêtes d'Octobre [1929] s'est tellement hâté qu'il a oublié de prévenir par téléphone le Comité exécutif d'arrondissement de notre arrivée ».*

On voit la précipitation qui avait prévalu dans la mise en œuvre du Grand tournant !

[1] Lynne VIOLA présente ces prolétaires comme « *les derniers révolutionnaires, l'avant-garde ouvrière finale* » (voir *The Best Sons of the Fatherland: Workers in the Vanguard of Soviet Collectivization,* Oxford university press, New York, 1987 : p. 217). Le phénomène n'apparaît guère dans les sources rurales consultées, peut-être parce que les communes déjà constituées n'étaient pas un objectif prioritaire. La presse, par contre, met en relief ce mouvement (voir illustration i53 en annexe). L'écho de ces brigades d'ouvriers se retrouve également dans les archives concernant le monde ouvrier (voir AUNOBLE, « Les ouvriers et le pouvoir… », article cité et plus loin p. 694).

Rapidement, l'organisation s'améliore. En février 1930, Masenko (voir son portrait en annexe) se présente au lecteur

> *« comme une des modestes victimes de l'expédition culturelle dans la région de Barvinkive. Tytchnya est parti à Housarivka (...) : Khvylovy à Stara-Hryhorivka : Pantch à Percha-Kouroulka : Myssyk à Drouha-Kouroulka. Moi, j'ai dû faire quatre verstes jusqu'à Pachkove (...) ».*

La tension régnant dans les campagnes, bien que jamais évoquée, se ressent dans le formalisme presque policier de l'accueil fait à l'écrivain. À son arrivée à la commune *Géant rouge,* on demande à Petro Radtchenko :

> *« — Et qui êtes-vous ? (...)*
> *— Je viens de la ville... De Kyïv, exactement. J'ai des papiers. Voilà, regardez.*
> *L'homme prend le grand mandat du Commissariat aux Affaires foncières d'un air satisfait et le lit avec encore plus de satisfaction »*[1].

Sur place, les écrivains font parfois des conférences littéraires <*literaturnyj vystup*>. S'ils sont assez nombreux, ils fonctionnent en véritable brigade, avec une conférence de production le soir pour analyser la journée passée et préparer la suivante. Pour l'essentiel, guidés par les responsables, ils visitent les exploitations et rencontrent les travailleurs. Ils ne sont pas seuls. En ce début 1930, *« des excursionnistes viennent chaque jour »* dans les communes, *« des médecins, des juristes, des agitateurs, (...) et ainsi de suite »,* et également des ouvriers ou des soldats faisant du patronage <*šefstvo*> (voir illustration i54 en annexe). La formation du lieu commun littéraire de *commune* passe ainsi par le lieu commun concret d'excursion pour les citadins. Une série d'interactions entre la réalité et l'écriture s'instaurent. Certaines sont avant tout langagières.

> *« — Montrez-nous donc le mode de vie, dit un soldat de l'armée rouge au*

[1] Respectivement H.P., « [Bibliohrafiâ] K. Hordiênko : *Povist' pro komunu* », Červonyj šlâx, n°5 (1931), p. 128. I. KISEL'OV, « U rus'komu seli (Z bl'ok-notu pys'mennyka) », Molodnâk, n°12 (1929), p. 66. Teren' MASENKO, « Komsomol zavojovuê step », Prolitfront, n°1 (04/1930), p. 184, 193. Petro RADČENKO, « Komuna », Žyttâ y revolûciâ, n°10 (1930), p. 55.

chef de l'excursion, un vieux communard.
— C'est que… Je ne comprends pas… — le petit vieux perdait totalement contenance. — Nous n'avons pas encore ouvert de musée[*] de ce genre, peut-être le ferons-nous bientôt, quand nous aurons collecté ce qu'il faut. Mais par contre, je peux vous emmener voir comment vivent les communards »[1].

Plus fondamentalement, les écrivains savent ce qu'on attend d'eux : « l'étude de nos exploits sur le front de l'édification socialiste, (…) la participation directe à la tâche héroïque du prolétariat pour accomplir le plan quinquennal ». De façon plus subjective, Kisseliov tire le bilan de son excursion :

> *« Nous avons fait le plein d'impressions nouvelles, nous avons rencontré des militants de base audacieux, nous avons accompli notre modeste tâche d'écrivains à la rencontre directe des lecteurs : ainsi, rassérénés, nous sommes rentrés à la maison ».*

Vu l'ampleur de l'opposition à la collectivisation, il n'est pas possible que les écrivains n'aient pas assisté à des émeutes et à leur répression, il n'est pas possible qu'ils n'aient pas senti l'amertume paysanne. Dès lors, on imagine l'atmosphère des *« rencontres directes »* avec les lecteurs, les preuves d' *« audace »* des militants et le genre d' *« impressions nouvelles »* glanées par les différents auteurs…

La plupart des œuvres issues de cette marche (forcée) au peuple sont présentées comme autant d' *« extraits » « du bloc-note d'un écrivain »* ou *« d'un correspondant »*, comme des *« lettres [écrites] depuis l'Ukraine des steppes »*[2], c'est-à-dire que ces textes doivent toujours répondre aux canons du croquis, des choses vues déjà évoqués (cf. p. 571). Écartelé entre ce qu'il a vu et ce qu'il doit montrer, l'écrivain est donc en outre sommé d'écrire sous une forme à la fois réaliste et légère. Sous peine de passer pour un

[*] Le mot *byt* désignant la vie quotidienne, il renvoyait à la notion de folklore telle qu'elle s'était formée au XIXe siècle, avec la collecte et la conservation d'éléments de la *« vie populaire » [narodnyj byt]*. Le « petit vieux » méconnaît donc la nouvelle acception, révolutionnaire, de *byt* (cf. p. 503 et suiv.)..

[1] KISEL'OV, p. 67. Mykola ŠEREMET, « Na lanax kolektyvnyx. (Najkraŝa v okruzi) », Žyttâ y revolûciâ, n°5 (1930), p. 109. M. XVYL'OVYJ, *Po Barvinkivs'komu rajonu (Z bl'oknotu korespondenta),* DVU, X, 1930 (reproduit dans *Tvory,* T. 3, 1982, p. 464). RADČENKO, p. 63.

[2] KISEL'OV, ouvrage cité, p. 64. M. XVYL'OVYJ, ouvrage cité, p. 463. Les chapitres de sa brochure sont intitulés « *Uryvok peršyj (,…) druhyj* » etc.. D. HUMENNA, « Lysty iz stepovoï Ukrainy » (En-tête : « *Komuna « Nezamožnyk » na Zaporiž yni 14/III-28 r.)*, Pluh, n°3 (1929), p. 55.

ennemi de classe, il doit créer une fiction totale, mais sous les dehors du journalisme le plus objectif. Sans ambitionner de faire une analyse proprement littéraire, je tenterai de démonter le mécanisme de ces textes en rangeant leurs éléments constitutifs en quelques catégories. Certains aspects de la nouvelle guerre civile transparaissent dans ces textes, mais ils sont parfois déformés jusqu'à devenir méconnaissables. D'autre part, pour écrire la collectivisation alors qu'il est interdit de la décrire, il faut puiser dans différents stocks de clichés.

3.1.3.1.1.2 De la lutte de classes à la théorie du complot

Quelles que soient les réserves de principe qu'on puisse avoir sur cette littérature aux ordres, il faut admettre qu'elle évite certains pièges attendus. Les thématiques du gigantisme et du modernisme sont presque absentes. Un auteur s'en moque même ouvertement en décrivant son arrivée à la commune *Géant rouge* :

> *« La meilleure commune. Mais où sont donc les bâtiments, les écuries en dur, le palais de la culture, le club : je ne vois personne, je ne remarque aucun mouvement : mais enfin, où sont donc les tracteurs, les pépinières ? Et rien qui ressemble à des silos »…*

Loin des *« pensées naïves »* sur une collectivisation idyllique, ces textes rendent les tensions de la révolution en cours et de leur rapport aux communes. On retrouve certains stéréotypes, tel *« les femmes [qui], à la maison, convainquaient pères et maris de quitter cet enfer »*. Mais ils sont développés d'une plume vivante. *« — Nous ne voulons pas vivre ensemble ! — criaient les femmes, ignorantes et mal informées. — Je ne veux avoir que mon mari et seulement mes enfants »*. Dans un autre texte, une militante répond : *« — Elle est bête, cette Prisca. Elle pense que je vais lui enlever son mari. Et il se donnerait à moi comme ça ?* <Na čorta vin meni zdavsâ ?> *Comme si je n'avais pas assez du mien ! »*. Mais plus les préjugés sont fantasmatiques, plus ils sont difficiles à combattre.

> *« Une paysanne n'en croyait pas ses yeux en s'apercevant que tout était potins de commères : la « socialisation » des femmes dans la commune,*

la « couverture pour 70 personnes », le « marquage » des enfants — rien de tout cela ne se vérifiait »[1].

Un autre nœud symbolique est le lotissement de la commune. Rappelons que les archives ne trahissaient aucun affrontement alors qu'il s'agit bien de remembrer les terres du village en spoliant au passage les koulaks. La fiction est ici moins lisse que l'archive, particulièrement sous la plume d'une des vedettes de la littérature kolkhozienne, Hordiïenko. Il est l'auteur d'une *Nouvelle sur la commune* qui jouit d'une large publicité. Des bonnes feuilles (dont une traduction en russe) sont publiées à quatre reprises dans des revues en 1930 avant l'édition en livre. Présentée comme une fiction, sous la forme de onze portraits de membres de la commune *Octobre* en Volhynie, la nouvelle est en même temps la suite des *« excursions culturelles »* de l'auteur[2]. Dans chaque récit, le narrateur s'exprime à la première personne. Ce choix d'une écriture subjective brouille les repères factuels. Dans la nouvelle *L'inquisiteur,* on sait que le héros avait 9 ans quand *« on a commencé à chasser les grands propriétaires »*. Quand il participe à la fondation de la commune, il en a à peine 18. L'action se déroule donc au plus tard en 1927.

> *« On commença l'attribution des terres à la commune. On retrouva de vieux plans : nous vîmes que la communauté possédait telle surface de terre alors qu'à consulter la liste des foyers, nous nous aperçûmes que 100 déciatines avaient disparu, comme broutées par une vache. Ca ne collait pas. Il fallait retrouver cette terre disparue, mesurer les champs. Un géomètre et un agronome sont venus.*
> *Nous sommes partis dans les champs. La journée était belle et claire : dès que le temps serait sec, on irait labourer et semer. Devant nous s'étendait [la région], parsemée de petits bois de hauts peupliers noirs et de frênes. Les tuiles et le zinc des toitures brillaient au soleil, les grandes khatas blanches s'alignaient comme les perles d'un collier. Là-bas, dans*

[1] RADČENKO, p. 55, 57. KISEL'OV, p. 65. XVYL'OVYJ, p. 469. ŠEREMET, p. 109.

[2] K. HORDIÊNKO : « Komunary povidaût' », Červonyj šlâx, n°2 (1930), p. 96-105 ; « Povist' pro komunu : Inkvizytor » *ibidem*, n°4 (1930), p.22-38 ; « Povest' o kommune : Inkvizitor », Krasnoe slovo, n°5 (1930), p. 3-29 ; « Komunary », Hart, n°10-11 (1930), p. 86-101 ; *Povist' pro komunu,* K : Lim, 1931. H.P., « [Bibliohrafiâ] K. Hordiênko : Povist' pro komunu », Červonyj šlâx, n°5 (1931), p. 128.

le coin, on voyait la maisonnée de Serviouk [le koulak du village], un véritable « domaine ». À l'horizon, on devine les forêts du hameau... Des femmes courent à notre rencontre, des pots et des pilons dans les mains, elles crient, hurlent des jurons.

— Vous êtes venus chez nous mesurer la terre !.. Allez-vous en avec votre bornage.

On voit les bonnets des hommes qui surveillent depuis la grange. Au premier rang des femmes, il y a Marfa, qui est enceinte, et juste derrière, Kozlykha, également enceinte. Je m'en rends compte : ça ne rigole pas... Marfa m'a à peine vu qu'elle se met à hurler :

— C'est toi qui les as amenés : y'a que toi pour avoir organisé ce bordel !

Elle me donne un coup de bâton sur l'épaule... Et Kozlykha frappe le géomètre qui fait un bond de côté.

— Allons, ce n'est rien, la mère, ne vous tournez pas les sangs, on arrivera bien à s'arranger.

Le vacarme s'amplifie encore, ça crie.

— Au secours, - crient-elles, - chassez-les, faites quelque chose pour qu'ils ne mesurent pas nos terres, pour qu'on ne nous spolie pas !

Je vois que mon agronome a blêmi. Kozlykha lui a cassé ses lunettes. Après avoir reçu le coup de poing, il renroule vite son mètre. Les bonnes femmes ne le laissent pas faire, elles tirent l'autre bout.

— Ne cassez pas mon mètre, implore-t-il.

— Il faudra que ton bornage passe sur ma poitrine, - crie Marfa.

Je vois qu'une bande de propriétaires <hurt xazâïv> *accourt, conduite par Serviouk. Ils sont échevelés, ils ont des fourches à la main.*

— Pourquoi vous êtes venus sur notre terre ? Nous, on travaille ici, c'est notre peine et notre sueur ! Vous frappez nos femmes ! Foutez le camp de nos terres, ou on vous enfourche, on vous égorge, on vous coupe en morceaux ! C'est pas à vous de faire la loi ici ! < Ne vam xazâjnuvaty tut ! > *– crie Serviouk. (...)*

— Ces chiens ne boiront pas votre sang! – crie Kozlykha.

Je regarde Serviouk : ce n'est pas un visage, mais un morceau de viande saignante. Furibond, il écume, les dents serrées. Il crie :

— Ou vous m'égorgez dans mon champ, ou c'est moi qui vous égorge. On pourra bien me mettre en prison, mais y'en aura un des vôtres qui ne se relèvera pas.

Notre commission tourna les talons et rentra par les terres communales, sous les lazzi, les sifflets et les rires des habitants du hameau »[1].

Le réalisme de la scène est attesté par les recherches les plus récentes : Lynne Viola a mis l'accent sur le rôle des femmes dans les émeutes contre la collectivisation. Hordiïenko est sans doute le premier écrivain à les évoquer publiquement, avant Cholokhov dans *Les terres défrichées*[2]. Les libertés que l'auteur ukrainien prend avec la vérité sont d'un autre ordre. D'abord, il opère une transposition chronologique en plaçant en 1926-1927 une scène dont il a probablement été témoin fin 1929 – début 1930. Même s'il montre complaisamment le rôle du PC dans la fondation de la commune, une fondation du collectif avant le Grand tournant lui donne un caractère bénévole et fait disparaître la coercition étatique. Surtout, il présente l'affrontement selon le schéma binaire de la lutte des classes. *L'inquisiteur* met aux prises le narrateur, un ouvrier agricole, et Serviouk, le koulak.

Celui-ci est dur avec ses employés. Le narrateur a été exploité par lui dès l'âge de 9 ans, il a été battu, mal ou pas payé. Mais, avide de dignité, il s'adresse à la Jeunesse communiste. Il est bientôt licencié et fonde un commune avec d'autres journaliers en rupture de ban. Face à la rectitude du narrateur, Serviouk apparaît comme un fourbe. Dès qu'il sent que la commune se renforce, louvoie. Avant la « guerre » du bornage, il était venu offrir des matériaux de construction le jour de l'inauguration du collectif. Plus tard, il tentait de proposer sa fille en mariage au narrateur. À la fin, il veut carrément adhérer au collectif car *« Nous le voyons bien, il n'y a pas de vie possible sans la collectivisation… De toute façon, nous n'échapperons pas au socialisme, la fin est venue pour l'exploitation individuelle »*. Au-delà du personnage — largement vraisemblable — de l'exploiteur rural, on voit se profiler l'idée d'une profonde duplicité chez l'ennemi de classe. Le critique Ivan Dziouba le note : *« Le premier [des]*

[1] Červonyj šlâx, n°4 (1930), p. 32.

[2] VIOLA, *Peasant Rebels,* déjà cité, p. 189-204 sur les *bab'ï bunty*. À la page 192, Lynne Viola cite un passage du roman de Šoloxov, *Na celinu,* dont le premier volume fut édité en 1932. C'est la seule source, publiée et publique, citée dans son chapitre sur les « révoltes de bonnes femmes ».

stéréotypes [du début des années trente] peut être défini par cette formule populaire à l'époque : « Il faut dévoiler le koulak ». Exactement dévoiler [révéler, découvrir]... » La construction du stéréotype est parfaitement consciente. Dans la première version de *L'Inquisiteur* publiée en ukrainien en avril 1930, l'épisode de la tentative d'adhésion au kolkhoze est absent. Il est ajouté dans la traduction russe un mois plus tard[1].

On s'éloigne ainsi de la lutte de classes conçue comme un conflit d'intérêts entre deux groupes sociaux pour arriver à un combat entre les forces du Bien et celles du Mal, ces dernières prouvant leur noirceur par leurs méthodes-mêmes. Un écrivain raconte que, dans l'arrondissement de Stara-Virivka, plusieurs koulaks s'en sont pris à un jeune communiste qui organisait les prélèvements de blé. *« Ils l'ont attaqué le soir, on peut dire aux yeux de tous, un jour de foire. Rien qu'à la tête, il avait reçu neuf coups de couteau »*[2]. Mais la plupart du temps, les koulaks cherchent à se dissimuler, comme Khvylovy le constate. Lors d'une réunion,

> *« un petit vieux replet (...) commence à m'expliquer d'une voix insinuante que c'est « par erreur » qu'on l'a comptabilisé dans cette catégorie [de koulak] (...).*
> *— Je vous en prie, ne le croyez pas, camarade, - crie (...) un petit homme (...) avec désespoir -, il ment, Dieu m'en est témoin, il ment ! (...) Où est ton honnêteté, Matviï ? Comment peux-tu prétendre être un paysan moyen alors que tu avais 50 déciatines, trois paires de bœufs, quatre chevaux et...*
> — *Pourquoi tu coupes la parole ? (...) « J'avais », « j'avais », mais maintenant...*
> — *Maintenant ? – le petit homme a du mal à achever. – Dieu m'est témoin, camarade.*
> — *Tu nous casses les oreilles avec ton Dieu ! – cria le petit vieux et il cracha par terre. – Et toi, tu as décroché tes icônes ?*
> — *Je les ai décrochées !*
> — *Tu as voté la fermeture de l'église ?*

[1] *Ibidem*, p. 30, 36. Krasnoe slovo, n°5 (1930), p. 27. *Istoriâ Ukraïns'koï literatury XX stolittâ,* déjà cité, T. 1, p. 245.
[2] KISEL'OV, p. 65

— *Je l'ai votée.*

— *Mais, tu vois, la religion, tu ne l'as pas oubliée : toujours à parler de Dieu ! Eh, toi, l'agitateur, - [il] me regarde et soupire. – L'obscurantisme, camarade, un obscurantisme terrible.*

Le petit homme (...) dit d'un air coupable :

— C'est vrai. C'est vrai, je me suis trompé. C'est toi qui as raison, Matviï ».

Non contents de dissimuler leurs origines, les koulaks arrivent à embrouiller le pauvre monde, à se faire passer pour de bons athées et les meilleurs partisans du régime. D'ailleurs, même les fonctionnaires peuvent être du côté des koulaks. Dans un autre village, l'écrivain constate que l'institutrice profite de sa fonction pour faire de l'agitation contre la collectivisation, en plein accord avec le responsable de la coopérative du blé qui tente de nuire à la commune locale[1].

Ces théories du complot et de l'ennemi caché offrent du point de vue de l'écriture une trame narrative autrement attrayante que le marxisme primaire qui justifie la collectivisation. Des artistes le comprennent. Ainsi, Ivan Sentchenko publie une *« nouvelle cinématographique » [kino-povist']* sous le titre *« La commune »* dans le *Front littéraire prolétarien* de Khvylovy en juin 1930. Son propos est clair dès les premières lignes :

> *« Ainsi vivaient nos grands-parents et arrière-grands-parents, mais pouvons-nous vivre aussi comme ça ?*
> *Dans différentes contrées de l'Union soviétique des paysans pauvres se heurtent à cette question : Mouhmed Mouhmedov, Ivan Ivanov, Tarass Loussistina, Leïba Kvitka. Tarass Loussistina est dans la région de Kherson, Mouhmedov en Crimée, Ivanov près de Saratov, Leïba dans une cour, dans la banlieue de Krivy Rih [Krivoï-Rog] : ce sont les mêmes paysans, les mêmes habits, la même expression du visage, la même terre pour la culture de laquelle les forces manquent »*[2].

Il n'y a ici aucun souci de vraisemblance. Le point de départ de l'intrigue est posé de

[1] XVYL'OVYJ, ouvrage cité p. 464, 478-480.

[2] Ivan SENČENKO, « Komuna (Kino-povist') », Prolitfront, n°3 (15/06/30), p. 28.

façon abstraite, avec des personnages réduits à l'état d'archétypes. *« Le vieil ouvrier bolchevik Andyber, chef d'une grande institution d'État »* apparaît ensuite, suivi d'un agronome, puis du *« professeur Williams »* inventeur d'un nouveau procédé de chaulage. Pour continuer dans l'allégorie, les jeunes communistes se nomment Gentillesse, Héroïsme, Efficacité et Fécondité… Tous participent à leur façon à la fondation d'une commune. Dans cette galerie de pantins dignes d'un théâtre de guignol, il manque encore les méchants.

« Troisième tableau.

> *Nous avons devant nous un type « humain » : le koulak, mais il n'est pas comme sur les affiches. Il se révèle çà et là comme un quelconque Katcheï*[*]*, avec un regard démoniaque. Haut de taille, noir et sec comme une momie de pharaon. Des yeux caractéristiques, qui ne regardent jamais en face, mais de travers (…). Voir aussi les mains, les doigts principalement : ils sont aussi secs, longs et noirs, mais parfois recroquevillés sur la prise, comme les serres d'un milan. Son nom est Meurtier Zinoviï »*[1].

Ce triste personnage se lie facilement avec les membres d'un *« trust illégal »,* bande de voleurs et de spéculateurs (dont une dénommée Inconditionnelle Ordure <*Bezumovna Navoloč*>…). D'après les indications de l'auteur, leurs réunions rappellent celles des dirigeants nationalistes de la République Populaire d'Ukraine. Ces malfaiteurs, formés en faux artel, volent une pièce indispensable du tracteur de la commune pour la plus grande satisfaction du koulak Meurtier.

Ce mauvais coup est aggravé par l'inconstance de certains communards. Le faible Khikhikhi[2] Stetsko qui ne croyait guère à l'utilité du tracteur propose de le revendre maintenant qu'il est en panne. Le koulak le rachète et son exploitation s'améliore alors que la commune est en crise sous la direction de Khikhikhi. Plus personne ne se lève pour travailler tôt le matin. Vers 7-8 h, le nouveau président et

[*] Démon des contes populaires.

[1] *Ibidem*, p. 40. *Ubyjsto Zinovij* – on entend presque « meurtrier ».

[2] Le prénom du personnage, *Khikhikhi*, est l'onomatopée qui rend le ricanement.

quelques autres communards se retrouvent au réfectoire. Mais, malheur !, il n'y a rien pour le petit déjeuner car les cuisiniers sont toujours au lit…

> *« Final [du tableau] : Un caléidoscope des derniers événements : à l'artel de Zinoviï et à la commune présidée par Stetsko. Ici, les vaches tirent la langue, et les chevaux sont sur une colline de fumier. Là-bas, il y a un moulin et un tracteur : à côté du tracteur, Zinoviï : et Stetsko, l'air abattu qui crie par la fenêtre : "Au secours !" »*[1].

Tarass, le communard honnête, constate *« la compromission d'une grande idée »*. Un autre déclare : *« Nous devons mourir ou nous battre jusqu'au bout et gagner »*. *Mais, « comme nous ne pourrons en venir à bout tout seuls, il faut chercher de l'aide… »*. Ils décident donc *« d'écrire une lettre au centre »* et de s'adresser aux pouvoirs locaux (Comité de paysans pauvres, Comité exécutif et Comité du Parti et de la JC de l'arrondissement, Direction foncière…).

Avec l'aide de plusieurs jeunes communistes et du vieux bolchevik Andyber, les communards récupèrent leur tracteur et créent un atelier de forge pour pouvoir le réparer. Zinoviï Meurtier sentant le danger *« fait de l'agitation contre la commune auprès des paysans »*. À un *« petit paysan moyen »* <*serednâčok*> il explique que c'est la famine à la commune. Mais là n'est pas le pire :

> *« Ah ! Mon dieu, ces bolcheviks ont vraiment inventé une chose merveilleuse. Imagine : je vis avec la même bonne femme depuis trente ans. Je ne peux plus la supporter. Tu regardes de temps en temps la jeunette de quelqu'un — histoire de te réveiller un peu l'âme. Donc, ça commence par le regard, et ensuite comme ça… Oui. La commune est une grande chose »*.

Ces paroles font de l'effet sur la masse des petits propriétaires. *« Ils sont peut-être passifs, mais ce sont quand même des alliés de Zinoviï »*.

La propagande de ce dernier s'étend tous azimuts.

[1] *Ibidem*, p. 55.

> *« Voilà qu'arrivent sur des chevaux de l'État quelques personnes de la ville. Un agronome, un médecin, et peut-être un journaliste. Ils viennent voir, et Zinoviï et son camarade s'avancent à leur rencontre. L'un des deux est un vrai loqueteux et l'autre défie toute description : vêtements rapiécés de partout, mais pleins de trous quand même, de la paille dans la barbe et dans les cheveux. Ils se valent bien : Zinoviï porte un bonnet et il baisse la tête si bas qu'elle toucherait terre : son camarade est pareil. Un citadin touche le bonnet de la main.*
> *— Bonjour ! Bonjour ! Comment qu'c'est que vous allez ?* <Âk živemo-možemo ?>
> *— Oh ! Comme ci comme ça,- répond Zinoviï -, on construit doucement le socialisme, - et il se retourne vers l'homme de la ville, laissant voir la partie de son vêtement qui a le plus subi les outrages du temps.*
> *L'homme de la ville éclate d'un rire amer, (...), mais pense dans son for intérieur :*
> *— Mais à quoi pensent-ils (c'est-à-dire les bolcheviks) ? »*

Zinoviï convainc ensuite ses voisins de tuer ou de vendre leurs chevaux vu que le pouvoir fournira des tracteurs, des *« chevaux de fer »*[1].

> *« Et dès le soir, la femme pleure, les enfants pleurent, et le maître de maison se mord les lèvres : il regrette son unique cheval. Zinoviï regarde tout ça et son cœur est joyeux. Une dizaine de chevaux tués, et quarante de vendus dans la semaine. »*

Lors d'une assemblée de village mouvementée, *« les communards et les prolétaires ruraux »* finissent par se convaincre que machines et tracteurs, *« tout ne tombera pas du ciel »*. Il faudra que tout le village se mette ensemble pour faire l'acquisition du tracteur. *« Et Tarass voit, et Zinoviï remarque comme le peuple s'éloigne des koulaks et se rapproche des communistes »*. En plus de la commune, une Association d'exploitation commune de la terre s'organise.

Pour continuer son œuvre maléfique, Zinoviï y adhère. Alors que les machines sont arrivées grâce à l'aide du bolchevik Andyber, Zinoviï assassine un vieux membre

[1] On trouve la même péripétie dans *À l'avance,* le récit d'Andréi PLATONOV (déjà cité, p. 38).

du collectif. Mais

> *« les communards sont déjà là avec leurs faux. Ils sont nombreux, forts. Ils forment un mur infranchissable autour de l'ennemi. Tous leurs regards sont tournés vers lui. Zinoviï ne résiste pas. Il tremble comme une feuille. Juste après, il est mort. Sur place, à l'endroit qu'il s'était choisi pour tombe (...) poussent des chardons, de l'arroche et de la jusquiame.*
> *Et la commune ? Elle est debout, toujours plus forte, unissant autour d'elle les gens, les machines et d'immenses étendues de terre ».*

On peut espérer qu'au moins Sentchenko s'était bien amusé à écrire cette pochade ! Il l'avait proposée aux Studios d'État de Kyïv, lesquels ne semblent pas avoir donné suite au projet. Cela n'aurait en effet rien ajouté à la gloire du septième art en URSS... D'un point de vue historique, l'œuvre, écrite entre décembre 1928 et février 1930, est par contre saisissante par ses résonances avec une actualité qu'elle semble anticiper. Le vol de la propriété socialiste, véritable sabotage, est « inventé » deux ans avant la loi de 1932. De même, on est prévenu bien avant 1933 : si l'on voit des miséreux qui crient famine, ce sont des koulaks déguisés ; les mêmes qui sont à l'origine de la mort des chevaux. Ces koulaks, prêts à toutes les bassesses, profitent de la complicité passive des paysans moyens et même de certains communards. Dans ces conditions, la seule issue est de faire appel au pouvoir, au *« centre »,* et d'éliminer physiquement les koulaks.

L'aspect répressif apparaît en général peu dans la littérature de propagande qui préfère évidemment parler du sacrifice des militants communistes assassinés que de l'holocauste des koulaks « en tant que classe ». Mykola Khvylovy échappe pourtant à cette règle. Dans ces notes d'excursion *« Dans l'arrondissement de Barvenkive »,* il cite le médecin et juriste qui le guide :

> *« À votre avis, où sont passés les exploiteurs dékoulakisés de notre arrondissement et des arrondissements voisins ? Aux Solovki ou dans la*

taïga, à retourner le fumier dans une exploitation de pauvres ? Détrompez-vous ! La majorité sinon la totalité d'entre eux travaille maintenant à Kramatorsk ou à Kostiantynivka, dans les usines. Enfin, qu'ils travaillent, ce n'est pas mal : mais que ce soit dans les usines, et jouissent des droits de l'ouvrier d'industrie, voilà qui est mauvais. C'est un grand danger pour la classe ouvrière ».

Difficile de savoir si Khvylovy assume cette répression alors qu'il doutait des excès de la Tcheka dix ans plus tôt ou si au contraire il la dénonce discrètement. En tout cas, la « koulakisation » du prolétariat industriel a été en effet relevée par les historiens[1]. Sous l'euphémisme, la vérité perce : ceux que l'exode rural n'a pas poussés vers l'industrie urbaine, sont aux Solovki ou dans la Taïga.

3.1.3.1.1.3 Le retour à 1919

En face de cet ennemi de classe si terrible qu'on doit l'éliminer par tous les moyens, qui sont les héros du collectivisme ? D'après Sentchenko, il s'agit des *« communards et prolétaires ruraux »*. D'ailleurs, les catégories se confondent. Dans *L'Inquisiteur* de Hordiïenko, le narrateur est un orphelin obligé de se vendre comme journalier avant ses 10 ans. Parmi les personnages de sa *Nouvelle,* trois autres communards sont d'anciens prolétaires agricoles (seulement une héroïne est issue de la paysannerie propriétaire pauvre). Un responsable du Parti affirme d'ailleurs que *« le Parti invite les journaliers et paysans pauvres à organiser une commune »*. Certes, la Volhynie où se déroule l'action était un bastion des latifundistes avant 1917. Mais on retrouve le type du journalier communard près de Barvenkive, à quelques dizaines de kilomètres de Kharkiv sous la plume de Masenko. *« Nous intégrons dans la commune avant tout et presque exclusivement des ouvriers agricoles »* déclare le président de la commune à l'écrivain[2].

L'émergence de la figure de l'ouvrier agricole est assez étonnante. Acteur réel

[1] XVYL'OVYJ, ouvrage cité p. 486. Hiroaki KUROMIYA, *Stalin's industrial revolution : politics and workers (1928-1932)* , Cambridge UP, Cambridge, 1988 : p. 236, 302.

[2] Červonyj šlâx, n°4 (1930), p. 30 ; n°2 (1930) : Antonina Bornejko (p.96), Andrijko (p. 100), Kateryna (p. 102), Fanâ Kravcova (p. 103). MASENKO, article cité, p. 186.

des révolutions communardes de 1919, il n'avait jusque là pas connu les honneurs d'une représentation littéraire (cf. p. 542 et suiv.) et ne semble pas si massivement présent d'après les sources directes. Il est d'autres types humains promus par les belles lettres en ce début des années trente. À la commune *Géant rouge,* l'homme qui accueille l'écrivain se présente :

> *« Roudzyk… De Dnipropetrovsk. Avant j'étais ouvrier, et me voilà paysan maintenant, — je surveille la volaille communarde : bientôt j'apprendrai à nourrir les vaches. En même temps, je remplis les fonctions de vice-président de la commune ».* Plus loin, on rencontre un *« deuxième ouvrier, Novikov, secrétaire de la cellule du Parti des communes réunies, également de Dnipropetrovsk, [et qui] travaillait dans la même usine que Roudzyk »*

À la commune de Ksaverika, le mécanicien qui s'occupe du tracteur est un *« ouvrier hautement qualifié, [qui] travaillait encore il y peu bien loin d'ici, à Groznyï, dans l'industrie pétrolière »*[1].

Les écrivains notent également le fort engagement des femmes. Tant Masenko que Khvylovy rencontrent d'abord des femmes dans les communes de l'arrondissement de Barvenkive. Ce sont elles qui assument les responsabilités dans les saynètes où elles apparaissent.

> *« —Vous êtes ici depuis longtemps ? — demanda Skliarov à la maîtresse de maison. — À la commune, je veux dire ?*
> *— Hé ! Depuis la fondation du collectif, — répondit-elle en riant doucement.*
> *— Et quel est votre nom ?*
> *Elle le dit. Nous apprîmes qu'elle était la femme du chef de la commune locale, (…) un militant de premier plan dans l'arrondissement.*
> *— Et peut-être qu'on vous a envoyé ici mettre de l'ordre (…) ? [les étables de ce hameau paraissaient à l'abandon]*
> *La femme rit de nouveau doucement :*
> *— Oui ».*

[1] RADČENKO, article cité, p. 55, 61. CYMBAL, article cité, p. 111.

D'ailleurs, quand Khvylovy demande à son cocher si les communardes, comme on le raconte, sèment la zizanie, il lui est répondu que c'est un *« mensonge »* : *« D'abord, c'est vrai, ça allait mal avec elles, mais après elles se sont calmées »*. Les délégations de femmes qui visitent les communes se rendent compte du bien-être de leurs consœurs. Quant aux paysannes voisines de la commune de Kvaserivka, ce

> *« n'est pas seulement la « petite vie » des communards qui les intéresse, pas seulement les centaines de détails du mode de vie qui, à la maison volent leurs loisirs et diminuent leur repos. Elles apprécient non seulement les services socialisés (cuisine, laverie, bains, maison d'enfant) — tout ce qui leur donne la possibilité de relever la tête, de se reposer. L'exploitation les intéresse aussi, des étables aux ateliers : et leur étalon de mesure est simple : "à la commune, tout doit être mieux qu'au village" ».*

À ce titre, les écrivains s'attardent sur la description des réfectoires où *« déjeune la famille amicale »* des communards, sur l'éducation des enfants à part, dans des *« colonies »,* des *« communes »* que les petits préfèrent au foyer parental[1].

Parmi les catégories jouissant des bienfaits des communes, il faut rajouter les Juifs. D'après Hordiïenko, Fania Kravtsova se souvient :

> *« La bande de Petlioura a égorgé toute la famille pendant un pogrome à Jytomyr. Le père était forgeron. Il y avait du sang partout dans la maison. J'étais petite. Aujourd'hui, ça fait six ans que je suis à la commune ».*

Mykola Cheremet décrit quant à lui la création d'un kolkhoze juif à Smila, dans la région de Chevtchenko. Tout n'est certes pas irénique. Plus à l'ouest, à Kvaserivka,

> *« les années avaient aiguisé des siècles de méfiance malveillante. Quarante familles de Juifs pauvres du village de Tcherniakhova — des couturiers, des tailleurs, des cochers, ont créé une commune cet hiver sous la direction de militants du Parti et de la Jeunesse communiste.*

[1] MASENKO, p. 185. XVYL'OVYJ, p. 472, 464. ŠEREMET, p. 109. CYMBAL, p. 114-115. Vitalyj SNIŽNYJ, « V obodivs'kij komuni », Pluh n°11-12 (1930), p.39-40, 46-47. Dans le même numéro de Pluh, il y a une autre ode à l'éducation socialisée : Mykola DUKIN, « Bez protoptanyx stežok (Dity v komuni) : Notatky kul'tarmijcâ », p. 51-87. Sur l'éducation des enfants hors du foyer parental et le rôle des femmes, voir les illustrations i551 et i56 en annexe

> *Avec l'ukrainienne, c'est la deuxième commune du village. [Les deux communes finissent par fusionner.] Il y a onze nationalités à la commune, mais sans qu'aucun conflit ne naisse sur ce terrain : on travaille et on vit en amitié. Les plus nombreux sont ukrainiens, mais il y a même un Tcherkesse, ce qui est rare ici ».*

Un des militants les plus actifs de cette commune est *« le camarade Tchernis, un jeune poète juif »*[1].

Faut-il encore un détail ? Qui a aidé la commune de Kouroulkivka (arrondissement de Barvenkive) à ses débuts ?

> *« Le secrétaire de la cellule du Parti de Kouroulkivka, qui est aussi le chef de la Maison rurale <sel'bud> (...) fut le principal organisateur de la commune des jeunes. En fait, le camarade Podolsky a une grande expérience de ces affaires car c'est un vieux communard. Il était un des fondateurs de la commune « Octobre rouge » près de Kharkiv, dès 1926 ».*

Journaliers devenus maîtres d'exploitations, ouvriers d'industrie venus vivre le communisme à la campagne, femmes et Juifs libérés, communistes-communards... Le lecteur aura compris que toutes les représentations — exactes comme exagérées — des communes de 1919 sont de retour.

On peut encore ajouter quelques faits troublants. À la commune *Étincelle*, l'écrivain rencontre *« le chevalier La Brioche » <bahatyr Bublyk>*, un vieil original qui avait publiquement moqué un prêtre en 1905. Il est membre du collectif *« parce que le Christ a été le premier communard. Le premier, il s'est opposé à la propriété et il vivait en commune avec ses disciples »*. Un bien vieux mythe révolutionnaire (cf. p. 121) refait surface en pleine déchristianisation étatique. Une autre référence au tout début de la révolution se trouve dans les motifs de démission invoqués à la commune de Kvaserivka : *« Je demande à être exclu à cause de mon caractère »* ou *« car je n'arrive*

[1] Červonyj šlâx, n°2 (1930), p. 103. ŠEREMET, p. 124. CYMBAL, p. 109, 112, 111.

pas à me faire à la vie collective et que je me sens attiré par l'individualisme »[1]. La parenté avec les documents des communes d'Izioum est frappante (cf. p. 170 et suiv.). Seul parmi les écrivains Khvylovy revendique la comparaison entre les deux périodes.

> *« Cette pièce [la salle de rédaction d'un journal communiste de village] me rappelait tout à fait l'an dix-neuf - vingt, mon cher ami. Elle me rappelait au moins le front de Wrangel. « L'Américaine » [la presse], les caractères usés sur une table bancale qu'on avait trouvée, « le bordel poétique » <poetičnyj rozhardiâš> du bureau du rédacteur, bureau qui est en fait une table aussi bancale que la précédente : [les disputes entre l'imprimeur, les typographes et le rédacteur]. J'avais vu tout ça dans un wagon Pullman, et je le revoyais aujourd'hui. Il ne manquait que les avions ennemis et le bruit des armes »*[2].

Les causes de ce retour à 1919 sont complexes. À travers les documents d'archives, l'époque du *Gouvernement provisoire ouvrier-paysan* et celle du premier plan quinquennal n'ont pas grand chose en commun, et la plupart des éléments mis en valeur par les écrivains en 1930 ne se retrouvent pas dans les sources directes. Restent deux hypothèses. La première, politique, attribuerait cette résurgence à la capacité de la direction stalinienne à faire passer son Grand tournant comme une nouvelle révolution. On sait que le pouvoir a su s'attirer la sympathie de jeunes dans la classe ouvrière, capables de s'opposer aux anciens à l'atelier et même d'aller prêcher la collectivisation dans les campagnes. Peut-être plus proches socialement des écrivains, de nombreux militants de l'Opposition de gauche ont également rallié Staline. En octobre 1929, Karl Radek écrit que l'analyse de l'Opposition *« est devenue la plate-forme du parti »,* d'où sa demande de réadmission au PC[3].

Les anciens trotskistes approuvent particulièrement Staline de mettre fin à la NEP. Ils sont rejoints par les jeunes et les étudiants dont on avait vu le dégoût pour

---

[1] MASENKO, p. 187. ŠEREMET, p. 121. CYMBAL, p. 112-113.

[2] XVYL'OVYJ, p. 486-487.

[3] La moitié des ouvriers envoyés à la campagne avaient moins de 30 ans (VIOLA, *The Best Sons…*, déjà cité, p. 45). KUROMIYA *Stalin's Industrial Revolution…* déjà cité, p. 128-135. RADEK est cité par Pierre BROUÉ in *Trotsky*, p. 631.

l'inégalitarisme, la tiédeur et l'individualisme régnant sous la NEP (cf. p. 314 et 330). Un ressentiment existait, enfin exprimé par les écrivains. Tout ce qui ne pouvait être dit précédemment remonte violemment à la surface. Les créateurs de collectifs s'entendaient dire des Sections foncières :

> *« On vous donne cette terre parce qu'elle n'appartient à personne et parce que vous êtes pauvres. C'est comme-ci on jetait de l'argent par les fenêtres : ce n'est pas à mains nues que vous arriverez à mettre quelque chose sur pied ».*

La réhabilitation des prolétaires ruraux s'inscrit dans cette veine de réaction aux humiliations endurées. Ils avaient subi de plein fouet l'anti-collectivisme du pouvoir.

> *« Les années 1923-1924 furent les plus dures pour la commune. (...) Il fallait même que les organisateurs de la commune subissent l'indifférence voire l'hostilité de certains fonctionnaires et d'institutions. Par exemple, on a essayé d'exclure du parti »* les dirigeants de l'*Étincelle*.

Podolski, le communiste-communard, se souvient de 1926 :

> *« Quelle époque c'était pour l'organisation d'une commune ! Il fallait tout commencer par soi-même (...). Organiser une commune maintenant, ce n'est plus du tout pareil. Nous avons toutes les facilités ».*

La volonté de revanche — voire de vengeance — est patente. Mais elle s'exerce moins contre les fonctionnaires et militants responsables sous la NEP que contre le reste de la population[1].

Pour comprendre ce détournement des responsabilités, on peut rappeler l'analyse de Radek. D'après lui, *« le pays traverse un nouveau 1917 »,* mais qui *« peut dégénérer en soulèvement contre le pouvoir soviétique »*[2]. La peur du chaos, le sentiment de bouleversement et de violence, exprimé également par Khvylovy dans sa référence à la guerre civile, met sur la piste d'une deuxième explication du retour à 1919 , explication discursive celle-là. Si les écrivains avaient souvent participé à la guerre

[1] RADČENKO, p. 56. ŠEREMET, p. 111. MASENKO, p. 187.
[2] BROUÉ, ouv. cité., p. 628.

civile les armes à la main, la NEP les avait vus constituer un milieu littéraire entre soi, sous la protection morale et matérielle du régime. Envoyés en brigades dans les campagnes au début 1930, ils étaient soudain plongés dans une réalité conflictuelle oubliée depuis longtemps. Aux yeux des paysans en révolte, ces intellectuels de la ville accompagnés par les militants locaux ne devaient guère se distinguer des autres potentats bolcheviques. Ils étaient donc sûrement l'objet de la même haine. A contrario, l'écrivain confronté à l'hostilité paysanne devait reconstruire sa solidarité avec le Parti et l'État, légitimer psychologiquement l'usage de la violence contre la population. Les souvenirs de la guerre civile offraient une matrice satisfaisante, donnant la certitude de mener le bon combat, même en étant minoritaire. Et quel meilleur exemple de minorité moralement révolutionnaire que la commune ?

Cette disposition d'esprit donne libre cours à un « gauchisme littéraire » certain. En braquant les projecteurs sur l'activisme des femmes ou des Juifs, en mettant en valeur l'éducation sociale des enfants, les écrivains ne peuvent ignorer qu'ils jouent avec les peurs profondes de l'homme moyen. Ils font sciemment le choix de la provocation quitte à dépasser les limites posées par le pouvoir. Dédaignant le *« maillon fondamental »* privilégié par Staline, Khvylovy préfère décrire les communes de l'arrondissement de Barvenkive plutôt que les artels. Dans un village où les deux formes coexistent, il constate *« qu'il y a un antagonisme entre la commune et l'artel »*. À l'assemblée générale commune des deux collectifs, celui qui défend l'artel contre la commune critique en même temps la lutte anti-religieuse et déclare : *« Pourquoi je ne vais pas à la commune ? Peut-être que ma situation familiale ne me le permet pas, et peut-être aussi que sa gueule ne me revient pas »*[1]. Les éléments arriérés préfèrent l'artel.

L'inégalitarisme a également mauvaise presse dans la littérature communarde. On remarque que

[1] XVYL'OVYJ, p. 488, 490.

> *« dans chaque commune s'est créée une « classe » d'employés. Ce ne sont pas des employés d'origine par leur statut social mais des communards ordinaires, journaliers ou paysans moyens par le passé, quelquefois des soldats rouges : grâce à leur maîtrise de l'écriture, à leurs connaissances, ils font du travail de bureau et parfois sont mobilisés par les institutions d'arrondissement ou de circonscription ».*

Un seul texte défend le travail à la tâche en expliquant que l'application du principe *« De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins »* avait ruiné la productivité du travail. Mais les modalités d'application de la rétribution au résultat ont des accents quasi-libertaires.

> *« Chacun choisit le travail qui lui plaît le plus. Habituellement, c'est à ce poste qu'il travaillera le plus pour satisfaire ses besoins et sera lui-même content. C'est ainsi que l'orientation, la spécialisation et le travail à la tâche sont apparus chez nous. (...) Ici, personne n'est exploité. Ici, il n'y a pas non plus de hiérarchie* <*T*ut i načal'stva nemaê>. *Un travailleur ordinaire touche 50 à 60 krb par mois, et le chef de la commune ainsi que les membres du conseil et les employés de bureau, 43 krb en tout. Quelle hiérarchie ça peut faire ? ».*

Certes, les chefs, les organisateurs sont très présents dans les textes. *« Il n'est pas un endroit dans l'exploitation où Roudzyk [le président de la commune] n'a pas mis les mains »*. Néanmoins, on ne lit pas d'apologie du pouvoir pur ou du Chef tout puissant. Ce Roudzyk qui se déplace tout le temps refuse de prendre un cheval : *« les chevaux sont pour l'exploitation, pas pour mon cul »*[1].

L'exigence morale de cohérence avec les principes peut amener à dire des vérités gênantes. Khvylovy rencontre un paysan âgé qui n'est guère satisfait de la vie en commune.

> *« En un mot, en la personne de ce vieux, nous avons discuté avec le type même du paysan pauvre qui a rêvé toute sa vie de se transformer en propriétaire et que seule la faiblesse sénile a arrêté dans son aspiration à devenir un suppôt de koulak <pidkurkul'nyk> ».*

[1] ŠEREMET, p. 114. SNIŽNYJ, p. 44. RADČENKO, p. 61.

La même idée est exprimée dans un poème de juillet 1931 sur la commune *Étoile rouge*. *« Les foyers pauvres de Sosonka semblaient hostiles et maussades »* vis-à-vis de cette commune, avant de comprendre finalement *« qui est [leur] ennemi et qui est [leur] ami »*[1]. Politiquement assez incorrectes, ce type de remarques a néanmoins l'avantage de légitimer une répression également tournée contre les paysans pauvres.

Après avoir laissé la bride sur le cou au radicalisme facile des écrivains, le pouvoir reprend vite la littérature en main. Après 1930, le cours change et je n'ai relevé que trois références à des communes. Il s'agit de trois poèmes. Deux font référence à des communes concrètes. L'un retrace l'histoire de l'*Étoile rouge* de Sosonka. Le deuxième n'est qu'un reportage versifié, tout à fait dans la lignée des articles de 1930. Dans le dernier, Teren Masenko brosse malhabilement le tableau de la steppe, ravagée successivement par les Tatars, les Polonais, Makhno et Wrangel, avant de s'épanouir sous les communes[2]. Tous sont publiés entre mars et août 1931. Après, le thème de la commune est définitivement mis sous le boisseau. Le genre communard est mort, mais il aura somme toute bien rendu service au régime. En débordant la rhétorique politique officielle sur la gauche, les écrivains agitaient efficacement l'épouvantail de la *kommouniïa* et entretenaient, sans doute malgré eux, l'idée de l'artel comme moindre mal. À plus long terme, ils avaient surtout attaché l'image de la commune au processus de collectivisation, construisant un mythe qu'on retrouve jusque chez les historiens (cf. p. 610) et ruinant l'idée communarde pour de bon.

3.1.3.1.2 1932-1933 : Témoigner du désastre ?

Assassinat et usurpation d'identité : le forfait du régime à l'encontre des communes reste d'autant plus impuni que les écrivains y ont participé, ne laissant rien en mémoire pour l'avenir. Seul Mykola Koulich fait exception avec la réécriture de *La commune dans les steppes* en 1930-1932. L'argument de la nouvelle version est

[1] XVYL'OVYJ, p. 473. St. KRYŽANIVS'KYJ, « Xutir Sosonka », Molodnâk, n°6-7 (1931), p. 3.

[2] KRYŽANIVS'KYJ, déjà cité. Â. HRYMAJLO, *Komuna* (des extraits sont publiés dans Červonyj šlâx, n°3 -1931-, p. 80-81 : et dans Hart, n°7-8 -1931-, p. 5-9). Teren' MASENKO, « Stepovij komuni », Červonyj šlâx, n°4 (1931), p. 44-45.

particulièrement embrouillé et les visées de l'auteur sont assez obscures. Néanmoins la pièce sonne comme un indéniable constat d'échec, même s'il est difficile de savoir de quel échec il s'agit précisément.

L'action se déroule à une époque non précisée, mais sans doute au début de la NEP. Après cinq ans d'absence, Vychnevy, un ancien koulak, revient une nuit à ce qui était son hameau <*xutir*>. Il ne reconnaît rien : *« le moulin ne marche plus, les khatas sont décrépies, il y a des mauvaises herbes partout »*... Il doute, et demande au vieux veilleur de nuit :

> *« — C'est bien mon hameau, père Kassian, hein ?*
> *— Ben, non, ce n'est plus le vôtre.*
> *— Ah ! ce n'est pas ce que je voulais dire. Je demande : qu'est-ce que vous en avez fait ?*
> *— On a fait une commune et nous y vivons par nous-mêmes. Nous vivons en commune ».*

En plus de l'état lamentable du domaine, le ci-devant propriétaire pointe les rapports sociaux qui n'ont pas tant changé que ça.

> *« V. — (...) Vous étiez employé chez moi.*
> *K. — Ça, je le sais bien.*
> *V. — Vous étiez à mon service. Vous étiez déjà gardien, vous vous souvenez ?*
> *K. — Et comment. (...)*
> *V. — Vous n'avez pas retiré grand chose de la révolution !*
> *K. — Comment ça ?*
> *V. — Vous étiez gardien et vous êtes encore gardien. Ce n'est pas la même chose ?*
> *K. — Ah ! Non, ce n'est pas la même chose.*
> *V. — Vraiment, grand-père ?*
> *K. — Tout dépend de ce qu'on doit garder. À l'époque, c'est vous que je gardais.*
> *V. — Et maintenant ?*
> *K. — Maintenant, c'est nous. [il se met à rire (...)] ».*

Pour le vieux, l'important n'est pas d'exercer un meilleur métier, mais de devenir son propre maître[1]. Le principe communard d'autonomie vaudrait par lui-même, indépendamment de ses modalités pratiques.

L'incapacité d'agir sur le réel se confirme au fur et à mesure qu'on découvre les personnages les plus importants de la commune. La jeune Khima, pleine d'idéalisme, rêve de pluie et d'arcs-en-ciel alors que la sécheresse sévit. Son amoureux, Iakiv, imagine un avenir radieux dès que la commune aura des machines. En attendant, il boit de la gnôle pour oublier les soucis du présent. Le président se veut le chantre de l'efficacité.

> *« Mykytko (qui bondit) — Il est six heures !*
> *Lavro [le président] (a regardé l'horloge) — Moins trois minutes. N'oubliez pas : horloge, discipline, sens de l'organisation ! »*

Mais il faut préciser qu'il est unijambiste. Ses incitations au travail productif en paraissent moins convaincantes… Enfin, la commune intègre un Tsigane. Malgré les réticences, tout le monde finit par l'adopter car c'est un pauvre, *« tranchant comme le rasoir et nu comme une peau de tambour »*. De plus, il faut la participation de la *« nation tsigane pour aller vers l'internationale »* [2]… Globalement, la commune est composée de

> *« gens solitaires, mutilés physiquement ou moralement, des orphelins, des gens sans famille, sans racine (…), frappés par le destin, malheureux, incapables de se dresser avec force sur la terre et de la travailler »*.

Si nous savons que l'observation du dramaturge est sociologiquement juste, la condamnation morale de la commune que la critique contemporaine Sverbylova veut en conclure est plus discutable. En s'accordant avec elle sur l'importance des *« réminiscences évangéliques »* dans ce tableau, on peut y voir au contraire une

[1] KULIŠ, *Tvory v dvox tomax T. 1, P"êsy,* déjà cité, p. 97-98.
[2] *Ibidem*, p. 102-103, 108

apologie de la pauvreté[1].

Or, tous ces bons sentiments ne suffisent pas à développer l'exploitation et à assurer une meilleure vie aux communards. Un paysan le ressent vivement. *« Je pense tout le temps à la commune. Il y en a un qui dirige, un qui écrit, un qui fait de l'agitation, et moi, Makar, je travaille pour tous »*. Vychnevy comprend bien la situation. Il propose de créer un *« collectif »* à côté de la commune, lequel collectif pourrait se faire attribuer des terres et le moulin. Évidemment, l'affaire ne se ferait pas en son nom — on refuserait l'autorisation à un ancien koulak —, mais au nom des paysans. Vychnevy calme les méfiances en affirmant qu'il est prêt à n'être que le veilleur de nuit de ce nouveau collectif. Quant à ceux qui demandent *« Et la commune ? »,* il leur répond *« Toi, à ce que je vois, tu te préoccupes plus de la commune qu'elle ne se préoccupe de toi »*[2].

Excepté Khima et Lavro, bien des communards sont sensibles à ces arguments à un titre ou à un autre. Motronka, par exemple, est amoureuse d'un fils de paysan individuel, qui tente de l'attirer hors de la commune... Le désarroi des communards à l'apparition du « collectif » est d'autant plus grand qu'ils étaient eux-mêmes sur le point de détruire un des piliers de la vie communarde, la cuisine collective. D'après Makar, *« il serait mieux que chacun se nourrisse à part [car] quand je me louais autrefois, je mangeais mieux »*. Et, sur le fond, il veut que *« chacun mange ce qu'il a envie »,* ce qui n'est guère possible dans un système collectif. Face à ces attaques, les communards ne se défendent pas de façon convaincante. D'après Lavro, *« qui en arrive à la cuisine communale ira jusqu'au socialisme »*. Khima affirme qu'il faut une restauration collective *« non seulement chez nous mais dans le monde entier »*[3].

Entre la commune et le collectif, la décision est entre les mains de la Section foncière, à la ville. Le jeune Mykytko crie dans un téléphone (qui n'est pas branché,

[1] T. SVERBYLOVA, « Mykola Kuliš » in *Istoriâ Ukraïns'koï literatury XX stolittâ,* déjà cité, T. 1, p. 405.
[2] *Ibidem*, p. 99-101, 110.
[3] *Ibidem*, p. 103-104, 113-114.

comme chez Khvylovy) *« que notre commune autorise [le collectif] à prendre des terres taillées dans le cul de Lloyd George »*. Mais, en attendant, plusieurs communards démissionnent pour aller s'installer en ville : même Iakiv y voit l'opportunité d'une vie moderne, meilleure. Pendant ce temps, toujours plus actifs, les gens du collectif s'apprêtent à poser leurs clôtures[1]. Dans l'attente de la décision du pouvoir, Vychnevy et Lavro se rencontrent et échangent leurs arguments dans de longues tirades.

> *« Vychnevy (pensif) — Ca fait cinq ans, cinq que je vagabonde, j'ai arpenté toutes nos steppes, toute l'Ukraine. Je me suis arrêté à chaque commune et j'ai regardé. (...) Quelle terre ! Que de beautés à cet endroit ! Un moulin ! Des khatas ! On a donné une exploitation entière et des droits complets, à une seule condition : vivre en commune. Et je reviens trois ans plus tard : tout le monde s'enfuit. C'est une caserne, un camp, mais pas une commune : c'est une compagnie disciplinaire [trynadcâta rota], pas une vie ! Le moulin ne tourne pas. Tout est sec. Et, à ce que je vois, le pire c'est que l'esprit des gens se dessèche aussi et s'embourbe. Et tout le monde part ! (...) Je sais bien que [la terre] ne me reviendra pas, pas plus que mes rêves (...). Quelle est donc cette force qui vous pousse et qui m'appelle ? Comment cette force nous jugera-t-elle, et sur qui s'arrêtera-t-elle ?*
>
> *Lavro — Moi, j'ai vagabondé pendant vingt ans, j'ai aussi traversé l'Ukraine, je me suis arrêté à chaque hameau de koulak et j'ai regardé.(...) Je regarde, et je vois qu'on ne peut pas partir sans un tampon du maître dans le passeport, tu te souviens ? Quelle terre, quel vaste monde, mais, au bout du compte, on ne peut pas se déplacer. C'est un bagne et pas une vie. Alors ça se dessèche : je ne parle pas de quelque esprit, mais du corps de l'homme qui se dessèche et s'embourbe, alors que le maître arrose ses fleurs avec les larmes des autres. (...) C'est moi qui suis parti. Et maintenant ? Peut-être que vont encore s'en aller un ou deux communards, des faibles. Tu pourras toujours ensuite en soudoyer un troisième. Et s'il ne pleut pas encore pendant un, deux ou trois ans, tu arriveras à ruiner le moulin et la machine. Mais, la commune, nous la bâtirons ! Notre temps, notre vie et notre cause commencent à peine. Tu*

[1] *Ibidem*, p. 121-126, 134-135.

dois songer à te cacher : l'aurore pointe »[1].

Koulich élève la lutte de classes au niveau de la tragédie. L'ancien koulak est aussi attachant que le président de la commune. L'ex-ouvrier agricole est aussi complexe que l'exploiteur déchu. Le monde ancien ne peut revenir et, de toute façon, il devait être condamné. Mais le monde nouveau ne se présente pas à son avantage au moment présent. Il ne vit qu'entre une révolte passée et une promesse d'avenir. S'il ne vengeait pas les humiliations passées, il aurait tôt fait de s'effondrer sous le poids de sa propre incurie, voire de devenir une dictature, laide comme une caserne. Contrairement à la critique contemporaine qui ne retient que le discours de Vychnevy et passe sous silence celui de Lavro[2], Koulich ne tranche pas entre l'individualisme et le collectivisme. Il met l'être humain devant l'impossibilité de concilier ses aspirations et sa liberté. Peut-être défend-il aussi le point de vue du petit paysan, devenu propriétaire grâce à la révolution et redoutant tant le monopoleur foncier que le kolkhoze. En présentant l'opposition entre le collectif choyé par le pouvoir et la commune méprisée, Koulich rappelle peut-être aussi l'hostilité officielle envers les communes pendant la NEP. On pourrait même entendre ici une critique de la politique stalinienne usant de l'artel comme *« maillon fondamental »* de la collectivisation…

Ces hypothèses sont invérifiables car le dramaturge était contraint à l'autocensure. La distance ironique de Koulich est néanmoins perceptible. Alors que les alliés de Vychnevy plantent déjà des poteaux autour de leur terre, Louka, un communard, revient de la ville avec l'ordre qui sauve la commune :

> *« Louka — Attends un peu, ne creuse pas !*
> *Akhytelny — Pardon ! Qui donc s'exprime en un tel moment ! Il n'y a que dans les théâtres qu'on fait comme ça. Or, ici, c'est un moulin ! »*

Koulich ne prend pas la peine de camoufler le caractère artificiel, *théâtral*, de son dénouement. Au contraire, il le revendique. La commune peut donc conserver terres et

[1] *Ibidem*, p. 131.
[2] Voir T. SVERBYLOVA, déjà citée, p. 405.

moulin. Dans la foulée, elle reçoit l'électricité et la machine tant attendue. Vychnevy est frappé de folie suite à ce retournement de situation. Les communards organisent un « coin rouge » avec une radio. Tous sont réunis. Khima raconte qu'elle a rêvé de Lénine traversant la steppe enneigée en traîneau et souriant à la commune. Elle veut écrire au grand défunt :

> *« Au camarade Lénine : Cher Ilitch. Nous vivons en commune, et nous avons un Tsigane. Notre commune dans les steppes…*
>
> *Un coup de feu retentit depuis la fenêtre. Khima chancèle et tombe ».*

Vychnevy a assassiné Khima car il avait senti que « celle-là est le cœur de la commune ». Près du cadavre, Lavro déclare « C'est nous les coupables, petite Khima : nous n'avions pas achevé l'ennemi ». Rideau[1].

Comme le reste de la pièce, le dénouement peut être lu à plusieurs niveaux. Les derniers mots de Lavro résonnent sinistrement dans le contexte de *« liquidation des koulaks en tant que classe »*. La mort de Khima s'apparente à un sacrifice et lui confère une stature christique. Si l'échec de la commune est patent, elle garde dans la mort la pureté de l'Idée. Les causes profondes de l'insuccès restent à l'appréciation du spectateur : faillite de l'idéal collectiviste, difficulté des pauvres à dépasser leur condition d'origine, opposition des « koulaks », voire concurrence d'un pseudo-collectivisme… En tout cas, même s'il reprend certains des clichés anti-communards, Koulich ne présente pas une *kommouniïa* menaçante contrairement à la plupart des écrivains.

Une commune croque-mitaine apparaît dans la pièce suivante, publiée en 1933 et qui referme la trilogie paysanne commencée avec *97*. Koulich décrit une famille déchirée par la collectivisation. Autour du père, paysan moyen qui ne sait de quel côté pencher, s'agitent d'une part un de ses fils, responsable communiste citadin, en mission pour la collectivisation ; de l'autre la famille de sa femme, d'origine koulak. La

[1] *Komuna v stepax,* p. 127, 138-140.

commune est présentée à plusieurs reprises comme le symbole de la collectivisation, bien qu'aucune commune concrète ne soit montrée dans la pièce. *« Nous avons commencé par une Association d'exploitation commune de la terre, mais maintenant nous sommes passés au kolkhoze (...) et peut-être deviendrons-nous une commune »*. Ecrite dans l'esprit du *« Vertige du succès »,* la pièce dénonce d'abord la lutte antireligieuse qui choque inutilement la population, de même que les inscriptions au kolkhoze sous la contrainte. D'où ce dialogue saisissant entre un groupe de collectivisateurs et une paysanne rétive :

> *« — On promet le paradis — inscrivez-vous !*
> *— On vous promet le paradis, mais on vous conduit en enfer »*[1].

Comme dans *La commune dans les steppes,* Koulich revient à une position plus orthodoxe dans la suite de la pièce. La famille koulak et le fol-en-dieu du village, jusque là présentés assez humainement, finissent pas tenter d'assassiner le responsable communiste. L'assemblée du village décide de *« les chasser à jamais comme ennemis de classe et demande au gouvernement de les exiler hors des frontières de la RSSU »*. Le koulak quitte la scène avec la réplique qui donne le titre de la pièce : *« Adieu, village ! »*[2]

.

« Adieu, village ! » : ces mots sont significatifs en 1933. Le village est un passage obligé, un *lieu commun* pour les écrivains, en même temps qu'un lieu de mort qu'il faut quitter. C'est presque littéralement vrai pour Mykola Khvylovy. Le dernier ouvrage de sa plume, consacré aux campagnes collectivisées, paraît trois semaines avant son suicide. Co-écrit avec Hryhorij Epik (voir son portrait en annexe), il s'agit d'un reportage littéraire réalisé au kolkhoze *Travail collectif* en décembre 1932, alors que la famine hante déjà les campagnes. Vidant la coupe jusqu'à la lie, les auteurs accommodent complaisamment les motifs staliniens. Khvylovy demande à un chef de

[1] Le même motif se retrouve chez Platonov (*À l'avance,* déjà cité, p. 60, 63, 70).

[2] La pièce fut publiée dans Radâns'ka literatura, n°4 (1933). Je m'appuie sur l'édition suivante : Mykola KULIŠ, *P"êsy,* Dnipro, K, 1983 : p. 218, 226, 240, 269.

brigade le secret de son succès :

> *« L'expérience est simple ! D'abord, nous accomplissons au mieux les résolutions du Parti. Deuxièmement : nous avons chassé de la brigade tous les koulaks et suppôts de koulaks <pidkurkul'nyki>. Troisièmement, nous faisons tout dans les temps. Quatrièmement : nous inculquons à chacun l'idée que, tant que nous n'aurons pas travaillé, nous ne mangerons pas de pain. Voilà toute notre expérience »*[1].

Deux artistes majeurs seulement ont évoqué la mort du village ukrainien sans faire mine de s'en réjouir, mais de façon suffisamment détournée et abstraite. Dans son film de 1930, *La terre,* Dovjenko présentait une vague intrigue de complot koulak sur fond d'ode à la nature, célébrant le cycle indissociable de la vie et de la mort. Les tracteurs remplacent les chevaux. Se dirigeant vers le kolkhoze, le personnage principal déclare *« lentement, pensivement, en pesant chacun de ses mots »* : *« Un événement (...) de grande importance a commencé. Notre vieux monde agricole se disloque »*. De son côté, entre 1928 à 1934, Kazimir Malevitch peint des paysans sans visages, comme des jeux de construction faits de volumes colorés. Parfois, ils sont représentés avec un cheval ou courant (fuyant ?) entre un glaive et une croix. Connaissant ses origines ukrainiennes et les pressions du régime contre le peintre abstrait, il est difficile de nier le symbolisme de cette série de toiles[2]...

* * *

Dans le domaine de la représentation des communes, Staline vole pourtant aux artistes le droit de conclure. Après trois ans de silence sur la question, il y revient en janvier 1934, dans son rapport fleuve devant le XVIIe congrès du PC soviétique, ce *« congrès des vainqueurs »* qui assied définitivement son pouvoir. Après la collectivisation, la famine, l'écrasement des oppositions — de gauche, de droite, « de

[1] Hryhorij EPIK & Mykola XVYL'OVYJ, « *Spil'na pracâ » (Iz žyttâ kolhospu « Spil'na Pracâ » Hryšyns'koho rajonu),* Ukraïns'kyj Robitnyk, X, 1933 [mis sous presse le 23 avril] : p. 16-17.

[2] Oleksandr DOVŽENKO, *Zemlâ* in *Kinopovisti, opovidannâ,* Naukova Dumka « Radâns'ka Ukraïns'ka Literatura », K, 1986 : p. 79. Serge FAUCHEREAU, *Malevitch,* Cercle d'Art « Grands peintres et sculpteurs », Paris, 1991 : reproductions p. 168-199.

Leningrad », et « nationaliste » en Ukraine —, la victoire stalinienne permet une certaine détente, presque une *« néo-NEP »* selon l'expression de Vadim Rogovine. Pour bâtir une rhétorique de l'apaisement, Staline fait appel une fois de plus aux communes. Dans les *« Questions d'orientation politico-idéologique »,* il dresse la liste des *« restes de l'idéologie »* des ennemis du Parti : croyance béate en un armistice dans la lutte de classes au fur et à mesure que la *« société socialiste sans classe »* se construit ; confusion entre aisance des kolkhoziens et enrichissement d'une nouvelle classe paysanne ; persistance d'une mentalité capitaliste *« qui se cache sous un costume national »*[1].

Ces différentes erreurs ressortant d'une orientation droitière, la *« question des artels agricoles et des communes agricoles »* permet de réintroduire le danger de gauche. Certes, avec l'autorisation d'une petite propriété pour les communards, *« les communes sont passées de fait à la situation d'artel. Et il n'y a là rien de mal car les intérêts d'un développement sain du mouvement kolkhozien de masse l'exigent »*. Mais, évoquer les communes est surtout l'occasion de revenir sur le passé en critiquant *« l'égalitarisme petit-bourgeois »,* qui va de pair avec la socialisation du *« mode de vie de chaque membre de la commune »*. Ceux qui défendent ces *« absurdités »* veulent

> *« l'égalitarisme, l'égalisation, le nivellement <uravniloka, uravnenie, nivelirovka> des besoins des membres de la société, de leurs goûts et de leur mode de vie personnel, (...) que tous aient le même costume, mangent les mêmes plats et en même quantité »*.

Staline sait qu'il reprend ici les clichés du *« socialisme marxiste décri[t par] les écrivains bourgeois »*. Il en accuse justement les *« brouille-tout de gauche »*. Dans une dernière pirouette, il cite les critiques trotskistes de la collectivisation. Leurs revendications (*« dissolution de la majeure partie des kolkhozes qui seraient en trompe-l'œil, fin de la politique de liquidation des koulaks »*) démontrent *« que les*

[1] Vadim ROGOVIN, *Stalinskij neo-NEP (1934-1936),* Moskovskaâ tipografiâ N°4, M, 1994 : p. 39-51. J.V. STALIN, « Report to the 17th Party Congress on the Work of the Central Comitee of the CPSU(b) (Jan. the 29th 1934 : Pravda n°27 – 28/01/34 –), in *Questions of Leninism,* déjà cité, p. 735-748.

« gauchistes » se sont ouvertement joints au programme contre-révolutionnaire des droitiers »[1].

La critique de l'égalitarisme légitime les inégalités au milieu de la pénurie et assoit les privilèges de la bureaucratie. Mais elle risque de porter atteinte à un des fondements idéologiques du système. Staline sauve alors les communes qu'il vient d'attaquer.

> *« Évidement, cela ne veut pas dire que la commune n'est pas nécessaire en général, qu'elle ne serait plus la forme suprême du mouvement kolkhozien. Non, la commune est nécessaire et elle est bien la forme suprême du mouvement kolkhozien : mais il ne s'agit pas de la commune d'aujourd'hui, qui était apparue dans des conditions de sous-développement technique et de pénurie et qui passe d'elle-même à la situation d'artel : il s'agit de la commune à venir qui apparaîtra sur la base d'une technique plus développée et de l'abondance ».*

Comme s'en remettre à l'évolution économique et technique n'est guère enthousiasmant, Staline se fait le peintre d'un nouvel âge d'or.

> *« La commune à venir apparaîtra quand il y aura abondance de céréales, de bétail et de volaille, de légumes et de toutes sortes d'autres produits par les champs et les fermes de l'artel : quand des laveries mécanisées, des cuisines réfectoires modernes, des boulangeries industrielles etc. fonctionneront dans les artels (...). La commune à venir qui apparaîtra sur la base d'une technique plus développée, sur la base d'un artel plus développé, sur la base de l'abondance des produits agricoles. Quand cela deviendra-t-il réalité ? Pas dans un avenir proche. Mais cela arrivera »*[2].

La *« commune à venir »* s'oppose autant à la commune *« gauchiste »* et *« égalitaire »* présentée comme épouvantail, qu'à l'artel misérable imposé au paysan. L'utopisme stalinien croît comme image inversée de la réalité – abondance future contre misère présente –, mais aussi comme image inversée de sa propre propagande – promesse

[1] *Ibidem*, p. 738-739, 742, 749.
[2] *Ibidem*, p. 739-740.

d'égalité contenue dans l'idée de *commune* contre inégalité légitimée dans la réalité –.

Le sens que Staline donne à l'histoire est définitif et irréversible. L'article *« Commune agricole »* dans l'édition de 1938 du tome 33 de la *Grande encyclopédie soviétique* reprend le raisonnement en de longues citations du rapport de janvier 1934. Jusqu'à la mort du dictateur au moins, les communes restent une *« forme suprême »* d'exploitation agricole irréalisable techniquement pour le moment[1]. Dans le naufrage du monde créé par la révolution, dans la transition vers le totalitarisme, les communes deviennent un des sédiments constituant le socle idéologique du système soviétique et à ce titre, elles participent à la formation du paysage des représentations du « socialisme réel ».

3.1.3.2 Les communes, et après ?

Une fois le sens de l'histoire clairement indiqué, la réforme juridique devenait « naturelle ». Quand le nouveau *Statut modèle de l'artel agricole* s'impose en février 1935, la fièvre du Grand tournant est bien retombée. Par exemple, la revue *Kolektyvist Oukraïny* a cessé de paraître l'année précédente, de même que *Molodyï bilchovyk*, l'organe de la JC ukrainienne destiné aux campagnes. Le pouvoir cherche désormais un compromis avec une paysannerie peut-être exsangue, mais toujours capable de soi-même de mettre en péril l'approvisionnement du pays. Les articles 2 et 5 des statuts du nouvel artel universel autorisent la petite propriété paysanne en détaillant, par type de terroir (de culture, d'élevage sédentaire, d'élevage nomade) la surface (de 0,25 à 1 ha) et le nombre de têtes de bétail qui peuvent être possédées par les paysans. Pour l'Ukraine, il s'agit d'une à trois vaches et truies, et de dix à vingt-cinq ovins. Par contre, le titre VII, sur *« L'organisation, la rétribution et la discipline du travail »* imposent que *« les travaux agricoles dans l'artel s'effectuent à la tâche »*[2].

[1] « Kommuna sel'sko-xozâjstvennaâ » in *BSE-1*, T. 33, OGIZ, M, 1938. L'édition suivante de la *Grande encyclopédie soviétique* ne définit à nouveau les communes agricoles qu'en 1954 (voir conclusion).

[2] *Primernyj ustav sel'skoxozâjstvennoj arteli,* déjà cité, p. 26, 28, 36, 38.

De ce marchandage entre des intérêts opposés, résulte un exposé des motifs particulièrement indigeste.

> *« 1. Les paysans travailleurs (...) s'unissent volontairement en un artel agricole pour édifier une exploitation collective, c'est-à-dire commune, grâce aux moyens de production communs et au travail commun organisé : pour assurer la victoire totale sur le koulak et sur tous les exploiteurs et ennemis des travailleurs, assurer une victoire totale sur le besoin et l'ignorance, sur le caractère arriéré de la petite exploitation individuelle : pour permettre une productivité du travail élevée : et assurer ainsi une vie meilleure aux kolkhoziens.*
> *La voie du kolkhoze, voie du socialisme, est la seule voie juste pour les paysans travailleurs. Les membres de l'artel s'engagent à travailler honnêtement (...), à remplir les objectifs fixés par leur État ouvrier et paysan, et ainsi à faire de leur kolkhoze un kolkhoze bolchevique, et de tous les kolkhoziens des gens à leur aise* <zažitočnye> *»*[1].

Le plus clair dans tout ça est que le kolkhoze-artel devient la *« voie unique »,* c'est-à-dire que les autres formes de collectifs, communes et Associations d'exploitation commune de la terre, sont désormais interdites.

Avec une prime pour les brigades qui dépassent la norme et une amende pour celles qui ne l'atteignent pas (art. 15), la disparité des rétributions est posée. Encore plus cruel pour les anciennes communes, ce système n'est même pas appliqué égalitairement. Les sanctions sont bien une diminution uniforme de 10 % de la paye. Par contre, les récompenses sont hiérarchisées : de 10 % pour les simples membres de la brigade, elles montent à 15 % pour les travailleurs de choc et à 20 % pour les chefs... À la tête de brigades formées également par la direction (art. 14), *« le[s] brigadier[s] réparti[ssen]t directement le travail entre les membres de l'artel »*. Leur pouvoir est d'autant plus important qu'il doivent évaluer *« la qualification professionnelle, l'expérience et la force physique de chacun »* (art. 14). Or ils ne sont pas élus mais

[1] *Ibidem*, p. 25.

nommés par la direction du kolkhoze pour un minimum de deux ans (art. 23)[1].

Pour le reste, la démocratie est formellement respectée. Il n'y a plus qu'une assemblée générale (art. 20), et non plus un système à degré comme cela avait été envisagé. Il faut dire que, loin des rêves staliniens d' *« usines à blé de 40 000 à 50 000 hectares chacune »,* les kolkhozes sont en définitive assez petits : 400 à 800 ha en moyenne en 1934. L'assemblée générale est souveraine pour toutes les décisions importantes (intégrations, exclusions, adoption du plan, des contrats...). La direction de 5 à 9 membres (art. 21) et son président élus ne sont normalement qu'un exécutif (art. 22)[2]. Néanmoins, tous les auteurs s'accordent sur le caractère illusoire de la démocratie kolkhozienne. Pour Moshe Lewin,

> *« le kolkhoze, étant en théorie une coopérative, était censé être dirigé par des organes élus librement et supervisé par l'assemblée générale de ses membres. En fait, les dirigeants de kolkhozes subissaient la tutelle des pouvoirs locaux et de la police et étaient nommés ou limogés à volonté ».*

Un travail récent confirme que « les kolkhoziens acceptaient en majorité avec résignation la candidature présentée d'en haut » et ajoute qu' « il était assez difficile de réunir les gens »[3].

Ces manipulations n'ont rien de bien nouveau pour les communes dont les pratiques démocratiques étaient mortes depuis longtemps. Par contre, un élément du statut de 1935, crucial économiquement pour l'État, détruit le dernier vestige du projet communard. Les articles 11 et 12 posent que le partage des récoltes et du revenu entre membres de l'artel s'effectue sur *« la masse de la récolte [et] la somme qui reste »*

---

[1] *Ibidem*, p. 36, 42.

[2] *Ibidem*, p. 40-41. La moyenne de 400 ha pour toute l'URSS est donnée par Basile KERBLAY « Le nouveau statut des kolkhoz de 1969 » dans *Du mir aux agrovilles,* déjà cité, p. 223. D'après l'annuaire des kolkhozes de la région de Kharkiv, on trouve 808 ha par collectif (*Spravočnyk osnovnyx pokazatelej...).* Le « *système de représentation à plusieurs degrés »* est repris à partir de 1956 et institutionnalisé par le statut de 1969 pour répondre à la taille croissante des kolkhozes (G.G. XARATIŠVILI, « Nekotorye ustavnye prava i obâzannosti členov kolxozov », Pravovedenie, n°4 (1968), p. 97 ; KERBLAY, ouvrage cité, p. 223).

[3] LEWIN, *The making of the soviet system,* déjà cité, p. 181. A.K. SOKOLOV (pod red.), *Obšestvo i vlast', 1930-e gody : Povestvovanie v dokumentax,* Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », M, 1998 : chapitre V, p. 21 (disponible sur http:// www.auditorium.ru/books/780/).

après le versement des tributs aux Stations de machines et de tracteurs et à l'État, et après la constitution des fonds de réserve. La procédure qui avait abouti à la famine de 1932-1933 est ainsi légalisée et officialisée. Pour la masse des paysans cela équivaut de fait à un nouveau servage, parfois plus pénible que l'ancien en raison de la modicité de la rétribution en *« jours de travail »*. Pour les anciennes communes, c'est la fin de toute autonomie, même purement économique et technique. D'ailleurs, l'article 6 précise que

> *« l'artel s'engage à conduire son exploitation collective selon un plan, en respectant précisément les plans agricoles décidés par les organes du gouvernement ouvrier et paysan, ainsi que les obligations de l'artel vis-à-vis de l'État »*[1].

D'après le peu de source dont je dispose sur le passage du statut de commune à celui d'artel, il semble que la perte d'autonomie a été le changement le plus vivement ressenti. Vira Kravets déclare :

> *« Jusqu'en trente-six il y a eu la commune, après c'est devenu un kolkhoze parce que la commune avait des dettes vis-à-vis de l'État. Avant, l'État avait donné des nippes* <trâpky>*, et maintenant nib de nib* <bul'ka>*. Et notre président a filé [?] à Okhtyrka après s'être acheté une bicoque* <xalupa> *»*[2].

L'événement a été transformé par le souvenir, et surtout réinterprété. Moins qu'un changement juridique de statut, il s'agit pour l'ancienne communarde d'une véritable expropriation de la commune par l'État, s'appropriant le collectif comme un usurier pratique une saisie sur son débiteur. Le président de la commune ne défend pas ses administrés : il échappe au nouveau servage en fuyant en ville. L'achat d'une maison suggère qu'il est riche, ce qui donne essentiellement à voir son pouvoir.

Par la suite, Vira Kravets témoigne des conséquences de ces changements. Sous la commune,

[1] *Primernyj ustav…* déjà cité, p. 29, 33-35. Sur le « *nouveau servage »,* voir : LEWIN, ouv. cité, p. 183 ; V.I. MAROČKO, « Social'no-pravovyj status kolhospnoho selânstva », *Istoriâ ukrains'koho selânstva,* déjà cité, t. 2, p. 205-206.

[2] Voir témoignage en annexe.

> *« il y avait un intendant, un brigadier (des gens efficaces, ordonnés, raisonnables). [ils décidaient] où seraient les carottes, où seraient les betteraves rouges, les pastèques. (...) Il y avait de l'ordre, un bon verger, des allées, des fleurs, une fontaine, des poissons qui nagent, les enfants qui regardent. Mais, ce qui avait été gardé sous la commune a décliné avec le kolkhoze [tout ce qui restait de l'ancien propriétaire]. Sous le kolkhoze, on a commencé à semer de la betterave à sucre alors que sous la commune [on cultivait de la betterave] fourragère pour le bétail ».*

On assiste à un double abandon. D'une part, les cultures fourragères et vivrières (destinées à nourrir les communards et la population), laissent la place à une culture commerciale, la betterave à sucre. Toujours dans la grille du nouveau servage, c'est le retour et l'extension du système latifundiaire qui prévalait avant 1917 seulement sur la rive droite de l'Ukraine. Parallèlement, l'ordre et la beauté disparaissent, reflétant la baisse de l'investissement personnel des kolkhoziens dans ce collectif qui n'est plus le leur. Vira Kravets dément l'argument de *La commune dans les steppes*. L'aménagement paysager créé sous le propriétaire aurait été soigneusement conservé sous la commune et ne se serait dégradé qu'avec le kolkhoze. Son témoignage paraît d'autant plus crédible sur ce point, que née en 1913 et adhérant à la commune en 1931, elle n'avait pu voir *« allées, fleurs, et fontaine »* que dans la commune et non dans la propriété privée du ci-devant.

Le recul est aussi significatif dans d'autres domaines. Chaque kolkhozien de plus de 16 ans étant membre du collectif et électeur à l'assemblée générale, l'égalité formelle n'est pas remise en cause (art. 3). Par contre, la petite propriété autorisée est comptabilisée par *« foyer kolkhozien »* (art. 5). la faiblesse des rétributions en *jours de travail* rend la culture du lopin indispensable pour survivre. Or petit bétail et potager et l'éventuelle commercialisation de leurs produits ont toujours été des tâches « féminines ». Le foyer est encore renforcé par la reconnaissance de la propriété du logement. La courée protégée d'une palissade se referme sur l'épouse. Moshe Lewin

dresse un constat sans appel.

> *« La position et le rôle des femmes et des enfants, ainsi que ceux des anciens, restaient [dans les kolkhozes] ce qu'ils avaient toujours été, augmentant peut-être même le fardeau des femmes, qui devenaient le principal facteur dans la culture du lopin tout en travaillant au kolkhoze »*[1].

Certes, l'article 6 réaffirme l'égalité de la femme dans le travail et insiste sur la nécessité de lui confier des postes de responsabilité. Mais lorsqu'il s'agit des moyens concrets d'y parvenir, on parle de *« libér[er les femmes] des travaux ménagers dans la mesure du possible par la création de crèches, aires pour enfants etc. »* (je souligne). La consigne, imprécise et conditionnelle, n'était pas une priorité. Le peu de jardins d'enfants à la campagne sous Brejnev (cf. p. 429) est la conséquence de cette orientation qui remettait en cause les pratiques des communes (cf. p.). Les autres services sociaux (réfectoires, cuisines, laveries) ne sont même pas mentionnés. On ne lit rien non plus sur le travail culturel. Le désintérêt de l'État pour l'épanouissement des kolkhoziens est patent. Leur encadrement politique est par contre prévu. Les cellules communistes au sein des collectifs sont délaissées car elles risquaient tout de même de subir l'influence de l'opinion d'en bas. Désormais, l'appareil du Parti à la campagne est concentré dans les Stations de machines et de tracteurs, sous forme de *« Sections politiques »*. Robert Wesson y voit même la raison pour le pouvoir d'abandonner des communes qui n'étaient plus nécessaires comme représentantes du pouvoir assurant le contrôle de la population[2].

Après toutes ces régressions, est-il possible d'imaginer la vie des anciens communards dans les kolkhozes ? Deux sources me semblent indiquer quelques pistes et fournir des informations. Comme elles concernent la guerre et l'immédiat après-guerre, il faut mentalement ajouter au traumatisme de la collectivisation et du

[1] LEWIN, ouv. cité, p. 186.
[2] WESSON, ouv. cité, p. 222.

stalinisme, les commotions de l'agression et de l'occupation nazies. On sait qu'elles ont en quelques sorte régénéré le régime stalinien en lui donnant une légitimité nationale, quitte à l'éloigner encore plus de ses origines révolutionnaires[*]. À ce titre, le témoignage que Moshe Lewin présenta à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) en novembre 2002 est particulièrement instructif.

Militant avant guerre à l'Hashomer Hatsair en Pologne, il y avait reçu une formation marxiste au plus près des idéaux révolutionnaires de la première moitié du siècle. Réfugié en URSS après 1941, il vit *« la vie soviétique d'en bas »* et travaille finalement dans une usine après avoir été dans un kolkhoze de la région de Tambov. De cette première expérience, il retient que les kolkhozes étaient très différents les uns des autres. Le pouvoir préférait les grandes unités. Les petits, comme le sien — le kolkhoze *Vorochilov* —, étaient mal équipés. Pourtant ils fonctionnaient généralement mieux[1]. C'est la confirmation de l'importance du volontariat ou du moins du démocratisme que permet la proximité dans un petit collectif. Ces pratiques non-autoritaires semblent donc subsister sous la chape stalinienne.

L'uniformité idéologique n'était d'ailleurs pas de mise, les chansons officielles étant constamment parodiées dans le style des brigands <*blatnye*>. Moshe Lewin se souvient également du grand rôle de deux catégories de personnes dans la vie de la collectivité. Les femmes assuraient l'essentiel du travail alors que les hommes étaient au front. D'autre part, l'autorité morale était détenue par les anciens. Sans avoir aucun poste officiel, c'est le vieux Trofim, père de l'intendant, qui donnait le signal du début de la récolte. Ce respect des traditions était censé assurer une *« bonne vie »* <*žizn' sytaâ*>. Le tissu social n'était donc pas homogène et tenait du patchwork. À côté des

[*] Pour se faire une idée de la complexité des enjeux de représentation dans l'URSS d'après guerre, on peut méditer les quelques vers de la *Poésie populaire juive* placés en exergue un peu plus haut. Simple quatrain de propagande, il acquiert un caractère protestataire quand Chostakovitch le met en musique en 1948, en pleine campagne antisémite. De même, la « bonne vie » kolkhozienne évoquée par le quatrain pouvait finalement apparaître comme une réalité après toutes les horreurs subies les années précédentes.

[1] Notes personnelles prises le 18 novembre 2002, lors de la conférence de Moshe LEWIN donnée dans le cadre des « Lundis de l'histoire » de la BDIC. D'autres extraits de cette intervention sont publiés dans & - journal de la BDIC n°7 (04/2003), p. 6-7 : Moshe LEWIN, « L'apprentissage de l'histoire ».

valeurs et institutions du régime, les kolkhoziens disposaient au moins de deux échappées, vers la contestation anarchique des truands ou vers l'ordre patriarcal des anciens. Néanmoins, ces trois instances avaient pour point commun un culte de la force ou du moins de l'autorité, d'où une minoration des femmes malgré leur travail irremplaçable.

Pour les années 1945-1950, les archives du kolkhoze l'*Étoile rouge* de Sosonka (qui avait pris la place de la commune du même nom) donnent un éclairage différent dans la mesure où elles émanent des chefs du collectif. Les paroles déviantes sont donc absentes. Par contre, certains comportements sont rapportés pour être critiqués. En février 1945, un kolkhozien vole du chaume. Le 17 mars 1946, douze femmes de trois brigades (dont Vira Kravets) *« n'ont pas accompli la corvée <narâd> d'épandage du fumier »*. En juillet, quatre hommes n'ont pas été aux moissons. Fin août, le président du kolkhoze remarque que

> *« Ces derniers temps, la discipline du travail manque totalement tant parmi les kolkhoziens que les brigadiers et les membres de la direction : la batteuse est inutilisée des jours entiers, les kolkhoziens ne vont pas travailler, les brigadiers laissent le travail aller à vau l'eau — ainsi, toutes les activités sont désorganisées(...). On va travailler tard, les normes quotidiennes ne sont pas remplies »*

La direction réinvente toute une échelle de sanctions : la remontrance, l'amende, et même le *« réexamen de l'appartenance au kolkhoze »* ou le constat *« d'une démission de fait » <mexaničeski vybyvšij>* avec *« confiscation de la maisonnée » <otrezat' usad'bu>*[1].

Bien que cela ne soit jamais précisé dans l'exposé introductif de ces « affaires », la discussion fait apparaître souvent le vrai motif de la paresse des kolkhoziens. Quand ils désertent le travail collectif, ils vont s'occuper de leur lopin personnel. Faut-il y voir

[1] DASO, R4592/1/2, *Protokoly zasedaniâ pravleniâ kolxoza « Červona Zirka » (8/02-1/12/45),* p. 8' (procès-verbal du 10/02). DASO, R4592/1/4, *Idem (12/03-14/12/46),* p. 6 (P.V. du 17/03, § 2), 23' (P.V. du 8/07, § 1), 30' (P.V. du 23/08, § 2). DASO, R4592/1/5, *Protokoly obŝix sobranij (18/01-29/11/46),* p. 5 (P.V. du 24/03).

la manifestation d'un irrépressible individualisme paysan ? En fait, il s'agit surtout d'une réaction de survie. La région de Kharkiv est dévastée après avoir fait l'objet de violents combats lors de deux attaques allemandes (à la fin 1941 et au printemps 1943) et de deux libérations par l'armée soviétique (en février puis en août 1943). De plus, une sécheresse sévit en 1946, provoquant une *« récolte désastreuse »* suivie d'une nouvelle famine… On peut supposer que les kolkhoziens de l'*Étoile rouge* cherchent seulement à nourrir leur famille en privilégiant leur lopin. Le problème doit être général puisque le pouvoir répond par une restriction de ce droit à la terre, présenté par un décret du 19 septembre 1946 comme *« une violation du statut de l'artel agricole »*. En 1947, de nouvelles mesures réprimant les *« atteintes à la propriété kolkhozienne »* rappellent celles de 1932. Cela semble efficace puisque les documents du kolkhoze ne mentionnent plus de cas d'indiscipline[1].

Les paroles et les actes étant de plus en plus censurés, l'archive se fige dans la représentation d'un monde parfait. Le bilan du kolkhoze en 1944 fait ressortir ses efforts *« pour aider au mieux la patrie en ces jours de guerre patriotique »*. À deux mois de la Victoire, *« en réponse aux succès de l'Armée rouge, [il faut] bien se préparer aux semailles »*. En 1948, l'assemblée générale s'engage *« à travailler mieux encore pour panser au plus vite les plaies de la guerre de 1941-45 et activer les capacités de défense de notre pays »*. En 1949, elle *« mandate la direction nouvellement élue à travailler plus et à organiser les kolkhoziens (…) pour l'obtention de nouvelles récoltes, pour accomplir de hautes exigences »*. Les références communistes, vides de sens, servent surtout à rythmer l'existence. Les élections au soviet suprême sont l'occasion de réparer du matériel. Pour le 1er Mai 1946, on devra *« blanchir arbres et maisons, enlever les ordures des rues et de la cour du kolkhoze »*. Le 7 novembre suivant, il s'agira *« d'honorer les meilleures personnes du kolkhoze et de [les] proposer (…) à une*

[1] *Istoriâ gorodov i sël…*, déjà cité, p. 53-55. Nicolas WERTH, *Histoire de l'Union Soviétique,* PUF « Thémis Histoire », Paris, 1992, p. 346-347. BLUM, *Naître, vivre et mourir…*, déjà cité, p. 116-117. « *O merax po likvidacii narušeniâ ustava sel'sko-xozâjstvennoj arteli (postanovlenie soveta ministrov SSSR ot 19 sentâbrâ 1946 goda)"* in *Primernyj ustav*, déjà cité, p. 3-15.

décoration gouvernementale pour leur vaillant travail »[1].

Les affaires politiques sont suivies par conformisme. Quand Khrouchtchev, nouveau responsable aux affaires agricoles au début 1950, fait publier un article dans la *Pravda* sur l'organisation du travail dans les kolkhozes, celui-ci fait l'objet d'un *« travail »* de la direction d'*Étoile rouge,* qui promet évidemment de suivre le bon exemple. Un extrait de procès-verbal du 8 février 1950 est révélateur des méthodes de propagande envers la masse kolkhozienne :

> *« [Ordre du jour] § 1 : La constitution stalinienne, constitution la plus démocratique du monde (exposé du cam. Biler P.P.). (...)*
> *[Compte-rendu] § 1 : L'exposé du directeur de l'école, Biler P.P., » La constitution stalinienne, constitution la plus démocratique du monde » a expliqué que la constitution stalinienne est vraiment la constitution la plus démocratique du monde ».*

L'hypocrisie du système se trahit tout entière dans ces quelques lignes. Elle réclame seulement l'obéissance d'une assistance renvoyée à son statut de travailleurs soumis[2].

[1] DASO, R4592/1/10, p. 6 (P.V. d'A.G. du 6/11/48, § 1). DASO, R4592/1/12, *Protokol otčetno-vybornogo sobraniâ kolxoznikov 23/01/49,* p. 5. DASO, R4592/1/4, p. 12' (P.V. de la réunion de direction du 28/04/46, § 2). DASO, R4592/1/5, p. 1 (P.V. d'A.G. du 18/01/46, § 1, *Pidhotovka do vyboriv u verxnomu Radu SRSR*), 12 (P.V. d'A.G. du 7/11/46, § 1).

[2] DASO, R4592/1/15, p. 4 (P.V. de la réunion de direction du 27/02/50, § 2, *Prorobka statï hazety « Pravda » vid 19/02/50 pid zaholovkom « Proty perekručen » v orhanizacïï praci v kolhospax* (voir également WERTH, ouvrage cité, p. 347). DASO, R4592/1/17, p. 2 (P.V. d'A.G. du 8/02/50, § 1).

3.2 En ville, un collectivisme mimétique

Le premier plan quinquennal qui collectivise l'agriculture transforme aussi profondément les villes. Huit sites industriels nouveaux sont créés à Kharkov entre 1930 et 1935, dont deux usines géantes par la taille et l'importance économique : l'Usine de tracteurs de Kharkov <*XTZ*> et l'Usine de turbines[1]. Parallèlement à la croissance industrielle, la population augmente. De 398 700 en 1926, la ville passe à 654 300 habitants en 1933. En même temps, le pouvoir modifie les structures et comportements sociaux dans une *« révolution culturelle »* où *« la vieille intelligentsia [est] malmenée »* alors que *« les étudiants issus du Parti communiste et de la classe ouvrière intégr[ent] l'enseignement supérieur comme jamais »*[2]. Les communes urbaines sont légitimées par ce cours « gauchiste » et connaissent un essor sans précédent. En ajoutant les communes de production dans les usines aux communes étudiantes des cités universitaires, ainsi que le logement collectif en maisons-communes et les communes de jeunes sous la direction de Makarenko, pas moins d'une dizaine de milliers de Kharkoviens conjuguent l'utopie et le stalinisme.

Les sources directes sont parcimonieuses sur la question, ce qui fait douter du caractère spontané du renouveau communard. La presse ukrainienne est plus diserte en décrivant les formes de la vie collective, mais elle explique peu les raisons de la contamination des villes par le phénomène communard. À la fin des années vingt, le *« nouveau mode de vie »* n'implique plus la refonte des structures sociales. En 1929 par exemple, parmi les jeunes communistes, les *« Questions à un conférencier sur le nouveau mode de vie »* ne concernent que les règles d'un savoir-vivre minimum (attitude vis-à-vis de l'alcool, du ménage, du maquillage, respect de la camaraderie).

[1] Voir sur le plan c7, en annexe.

[2] GOLIKOV, *Xar'kov - kratkaâ spravočnaâ kniga,* déjà cité, p. 61-105 (sur l'histoire des usines). *Xar'kov : spravočnaâ kniga,* Xar'kovskoe Oblastnoe Izdatel'stvo, X, 1957 ; p. 10 (chiffres de la population). La citation sur la « *révolution culturelle* » est extraite de l'introduction de Sheila FITZPATRICK (edited by), *Cultural Revolution in Russia 1928-1931,* Indiana UP, Bloomington & London, 1978 ; p. 1.

Absente d'abord du discours politico-social, la révolution du quotidien réapparaît dans le champ artistique. Les futuristes ukrainiens saisissent les premiers les potentialités discursives du Grand tournant. Dès janvier 1930, ils posent la question de *« l'édification de la ville socialiste »* où *« changera la cellule de base (...) du mode de vie, [car] le mode de vie se collectivisera (...). En tant qu'unité économique, la famille perdra son indépendance »*. Néanmoins, comme sous la NEP (cf. p. 512), le côté social du problème les intéresse moins que les aspects technique et esthétique. Ils réfléchissent à la planification urbaine du Donbass et présentent les créations standardisées du styliste viennois Franz Schuster comme *« les meubles du nouveau mode de vie »*[1].

La seule tentative de présenter conjointement *« Nouveau mode de vie et homme nouveau »* paraît assez tardivement, en mai et juillet 1930, dans la revue de l'Union des écrivains. Elle synthétise la *doxa* de l'époque en rappelant que le mode de vie dépend de déterminations économico-sociales et en opposant l'individualisme bourgeois au collectivisme socialiste. À ce titre, l'article rappelle les objectifs du communisme : mettre fin à l'opposition ville / campagne et à l'étroite spécialisation des individus, libérer la femme, réformer l'éducation des enfants. Plus pratiquement, l'auteur se penche sur les projets urbanistiques et architecturaux en mettant en garde tant contre le gigantisme techniciste que contre le formalisme esthétique. Le même souci de réalisme l'amène à prôner le refus du laisser-aller et des excès sans pour autant vouloir *« que tous se transforment en de quelconques ascètes »*. De même, il raille ceux qui pensent *« habiller tout le monde de vêtements uniformes, tous de la même taille »*. Les communes apparaissent au confluent du réel et de l'idéal, comme un des moyens d'aller de l'avant.

> *« Mais, aujourd'hui déjà, tout en construisant de nouveaux immeubles et en rénovant les anciens, tout en organisant des artels et des communes, il faut lutter pour la socialisation de la restauration. (...) Le Comité*

[1] L. OSTRYJ, « Voprosy dokladčiku o novom byte », Komsomolec agitator, n°8 (15/05/29, p. 43-46) & n°9 (30/05, p. 43-45). Dans la revue futuriste Avanhard : M. XOLOSTENKO, « Do spravy buduvannâ sociâlistyčnoho mista » (n°a 01/30, p. 68-74) ; S. MYXAJLOVYČ, « Mebli novoho pobutu » (n°b 04/30, p. 87-90).

exécutif central pan-ukrainien a recommandé la création de collectifs de mode de vie, comme forme première et la plus simple [. Ils] pourront se créer sur des bases volontaires, non seulement dans les immeubles neufs (...), mais aussi dans les anciens [. De] tels collectifs de mode de vie peuvent commencer à travailler sans attendre des mesures d'échelle planétaire »[1].

Pour trouver une analyse plus large et complète de toutes les formes de collectivisme urbain, il faut remonter vers les sommets du pouvoir. Dans une brochure de 1930 intitulée *L'édification du socialisme et la collectivisation du mode de vie,* Iouri Larine, économiste bolchevique plusieurs fois membre du Comité exécutif central, traite ensemble des *« communes de production dans les entreprises, et des collectifs de mode de vie dans la vie personnelle »*. Comme ce dernier *« mouvement n'embrasse pour l'instant d'ailleurs que la seule jeunesse »,* il évoque particulièrement *« les communes dans les foyers d'étudiants »*. L'avenir de ces nouvelles formes de vie dépend d'une nouvelle architecture, de maisons-communes qu'on doit *« projeter dès le début avec des cuisines communes, des laveries, des crèches et des jardins d'enfants »* pour *« ceux qui sont d'accord pour la collectivisation de la nourriture, de la lessive et de l'éducation des petits enfants »*[2].

Pour Larine,

*« la collectivisation du mode de vie a toujours été le but de notre parti [*mais*] auparavant c'était abstrait : on faisait parfois un discours sur la collectivisation du mode de vie ; une fois l'an, le 8 mars [journée internationale de la femme travailleuse], on organisait un meeting, on ouvrait des crèches et c'était tout. (...) [Or,] quelques raisons ont mis cette question au premier plan justement aujourd'hui. (...) La première cause est la croissance de nos capacités, le passage général de la période du rétablissement [de l'économie] à celle de [sa] restructuration. Les succès de l'édification socialiste, la conscience croissante des travailleurs et l'accumulation des moyens matériels entre les mains de l'État*

[1] Ol. POLOC'KYJ, « Novyj pobut - nova lûdyna », Červonyj šlâx (1930) nn°5-6 (p. 195) & 7-8 (p. 184).
[2] Û. LARIN, *Stroitel'stvo socializma i kollektivzaciâ byta,* Priboj, L, 1930 : p. 13, 24, 35, 21.

permettent de passer à l'édification du socialisme également dans le domaine du mode de vie »[1].

Rappelons qu'en 1927, Skvortsov-Stepanov voyait dans *« la croissance des forces productives et [le] développement des ressources nécessaires »* le seul moyen d'éliminer à l'avenir *« les aspects repoussants »* des mœurs (cf. p. 509). Larine considère qu'avec le premier plan le moment est objectivement venu de résoudre les contradictions issues de la NEP. En somme, il partage le déterminisme économique de Skvortsov-Stepanov tout en l'actualisant. Dès lors, la création de communes n'est plus une aventure prématurée (cf. p. 522) et peut être ajoutée au programme concret de *« collectivisation du mode de vie »*.

En plus d'être possible, la montée en puissance des communes est souhaitable. « Nous sommes arrivés à une situation où la collectivisation du mode de vie devient la condition de notre développement économique ». Larine détaille ainsi les avantages attendus :

> *« L'objectif de collectivisation du mode de vie dans les villes et les bourgs [est] un moyen de libérer des millions de bras qui pourront être utilisés au travail productif et institutionnel (...) Le remplacement des cuisines individuelles par des collectives ne libère pas moins de 2 millions de travailleurs adultes. Si on réorganise la lessive sur des bases collectives, cela libérerait environ un demi-million de travailleurs »*[2].

Ce genre de *libération* des femmes n'est pas synonyme de leur *émancipation* et on peut accuser Larine d'instrumentaliser la cause des femmes. Il faut également remarquer qu'il a une conception extensive de la croissance économique. S'il faut plus de bras pour produire plus, c'est que l'État n'a que peu de capitaux à fournir. Cette idée se retrouve quand Larine parle d'urbanisme.

> *« Un collectif de mode de vie peut être créé par les habitants (...) d'une maison (...). Les cuisines individuelles des appartements occupés par les*

[1] *Ibidem*, p. 3, 9.
[2] *Ibidem*, p. 8.

membres du collectif de mode de vie doivent être transformées en locaux d'habitation, en chambres avec douches etc.. [De même, dans les constructions neuves] le remplacement des différents aspects des services individuels-familiaux par des services collectifs donnera des résultats plus importants pour une dépense inchangée »[1].

Cette croissance qui se veut économe doit pourtant bien trouver une source de valeur, un gisement de productivité. Il s'agit du travail qui doit être intensifié de toutes les façons.

« L'instigateur direct, la cause immédiate qui ont fait de la collectivisation du mode de vie une question pratique pour la masse ouvrière est l'introduction du travail en continu <nepreryvka> et l'élargissement du travail en équipes <mnogosmennost' rabot>. Le bouleversement du processus de production provoqué par le travail en continu et en équipes a détruit l'ordre ancien du travail, quand la majeure partie des ouvriers et des employés travaillaient au même horaire, et quand le même jour tous travaillaient ou au contraire tous se reposaient ».

Les 3x8 étant généralisés, les habitudes familiales sont désorganisées. La vie en commun est une adaptation aux nouveaux horaires. Dans les collectifs de mode de vie,

« on prépare le dîner tout de suite pour tous ; pour ce faire, on emploie une cuisinière ou on choisit une chômeuse du lieu, qui s'occupera de cela toute la journée moyennant salaire, et nourrira chacun au moment où il sera libre et où cela lui conviendra »[2].

Toute la société devra suivre le rythme du travail industriel. Larine propose donc que les écoles et les administrations fonctionnent en 2x8, avec une équipe du matin et une équipe du soir. Le taux d'utilisation des locaux serait doublé en plus de satisfaire des parents et des usagers vivant déjà en 3x8[3]. Ce projet de refonte totale du mode de vie donne une idée de l'atmosphère idéologique au début de 1930, même s'il était trop radical pour être mené à bien. Il n'empêche que la pensée de Larine trouve des débuts

[1] LARIN, brochure citée, p. 27, 46.
[2] *Ibidem*, p. 11, 16.
[3] *Ibidem*, p. 40,43.

de réalisation dans certains domaines.

3.2.1 LES COMMUNES DE PRODUCTION ET LE PARADOXE DE LA COERCITION[1]

La question des communes de production, par exemple, apparaît au croisement du souci de collectiviser le mode de vie et de l'exigence de croissance économique. Comme il s'agit de dégager des ressources à allouer à la création du capital industriel, Larine assume assez ouvertement la baisse du niveau de vie des travailleurs. Il y voit même un aiguillon pour les pousser vers le nouveau mode de vie.

> *« Évidemment, en conséquence de la collectivisation du mode de vie, le nombre des membres travaillant au sein des familles ouvrières augmentera, d'où procèdera une augmentation indiscutable du budget familial ».*

Les familles sont invitées à faire comme l'État : augmenter le nombre de travailleurs pour améliorer la situation. C'est reconnaître que le revenu moyen de chaque travailleur baisse. L'autre moyen d'endiguer la chute du niveau de vie est de produire individuellement plus. Larine justifie ainsi les communes de production :

> *« En cas d'union dans des communes de production, on ne constate pas de baisse significative du revenu des ouvriers. Au contraire, le revenu moyen de tous augmente jusqu'à atteindre le revenu maximum des meilleurs ouvriers de la qualification considérée ».*

Ce miracle du collectivisme s'explique par d'autres raisons que l'idéal partagé.

> *« En fait, la création de telles communes de production, — où le revenu de chaque ouvrier dépend du revenu de tous les autres, parce que tout est partagé à parts égales — crée un tel contrôle mutuel, un tel tour de vis* <podtâgivanie>*, que celui qui travaille de façon plus ou moins tiède, désinvolte, sera maintenant sous la surveillance de ses camarades (...) et changera totalement d'attitude »*[2].

Mobilisation quantitative et qualitative de la main d'œuvre et pression accrue

[1] J'ai déjà abordé ce sujet dans l'article « Les ouvriers et le pouvoir... ». On trouvera ici quelques éléments, profondément remaniés, de ce travail.

[2] LARIN, ouv. cité, p. 45, 15-16.

sur elle, économies d'échelles dans les dépenses sociales de l'État et la consommation des ménages, contrôle social généralisé : le programme stalinien des communes urbaines n'a rien d'enchanteur pour les premiers concernés. Pourtant, l'émergence d'une organisation du travail « communarde » sur le front de l'industrialisation a été présentée comme un indice de son caractère révolutionnaire, reflétant l'engagement conscient de milliers de prolétaires. Larine affirme lui-même que *« le mouvement vers la collectivisation du mode de vie a commencé d'en bas »*. Sa brochure est typique de la révolution d'en haut impulsé par le pouvoir depuis la parution de *« L'année du grand tournant »*[1]. L'essor du mouvement communard en ville, précisément daté, est le pendant de la première offensive collectivisatrice à la campagne.

3.2.1.1 La coercition et l'exploitation sous couvert de volontariat

La concomitance entre la promotion des communes de production et la collectivisation de l'agriculture pose cette dernière en matrice idéologique des collectifs urbains. Au-delà de la logique du discours, y-a-t-il eu un engouement collectivisateur dans les usines à la suite des succès de l'offensive socialiste à la campagne ? La constitution des brigades d'ouvriers allant collectiviser la campagne semblerait le prouver. Or, la lecture des dossiers des purges des cellules communistes de cinq usines de Kharkiv montre des ouvriers nettement moins fervents. À l'usine *Faucille et marteau* (voir sur les plans c6 et c7, en annexe), qui fabrique du matériel agricole et passe pour le berceau de la conscience ouvrière depuis son insurrection armée en 1905, deux ouvriers refusent de faire partie des équipes de propagande envoyées au village. L'un a tout simplement peur de se faire tuer. L'autre, d'origine rurale, *« dit que, si on apprend au village qu'il est membre du Parti, il se fera jeter à coups de bâton »*[2].

---

[1] Selon toute vraisemblance, la brochure de Larine a été publiée en mars ou avril 1930 : à la page 17, il cite une résolution du 20 février 1930 ; ses idées sont condamnées ultérieurement par une résolution du PC le 16 mai. Anatole KOPP indique dans sa bibliographie que la brochure de Larine serait de 1929 (voir *Changer la vie, changer la ville…,* p. 490. Peut-être Anatole Kopp a-t-il consulté une édition antérieure à celle dont j'ai disposé). Le mouvement « *d'en bas* » est évoqué par Larine, p. 13.

[2] Lynne Viola parle de « *l'énorme succès du recrutement* » des brigades d'ouvriers partant à la campagne (*The Best Sons,* déjà cité, p. 211). DAXO, P15/2/73 (*komissiâ po čistke partii : Petino-Žuravlevskij RajKom KP(b)U g. Xar'kova : zavod Serp i Molot, 12/12/29-27/06/30*), p. 17 et P15/2/74 (*idem*, 12/12/29-7/7/30), p. 40.

Des documents plus tardifs montrent même le souci des ouvriers pour le sort de la paysannerie. En 1932, une ouvrière de l'Usine de tracteurs, sympathisante du PC déclare qu' *« on a volé les paysans, on ne leur donne pas de pain ; pour les ouvriers ça va, c'est pourquoi vous ne voyez rien »*. La ville et la campagne ne sont pas des milieux imperméables l'un à l'autre et certains ouvriers, loin de se représenter sous les traits du prolétariat dominateur de la propagande, se voient au contraire comme les membres de la même masse exploitée et dominée que les paysans. En juin 1932, un ouvrier communiste *« est intervenu à l'école du Parti de façon opportuniste et anti-parti en déclarant que la classe ouvrière est affamée, que les kolkhoziens ruinés vont de maison en maison en mendiant du pain »*. D'autres militants, de retour de mission à la campagne en 1933, ont le courage de dénoncer ce qu'ils ont vu : *« la population ne suit pas le pouvoir soviétique par conscience, elle ne se soumet qu'à la force »*[1].

Alors que les ouvriers ne croyaient pas tous aux vertus des kolkhozes, le pouvoir importe tout de même ses concepts du village vers la ville. Concernant le *« volontariat »* dans la constitution des communes urbaines, Larine explique qu'il

> *« ne s'agit pas de la façon bourgeoise de poser la question selon laquelle chaque personne se croit au-dessus des intérêts de toute la société »*. [Il faut juste] *« recevoir l'assentiment conscient de la majorité de la population laborieuse. (...) Le meilleur exemple et la meilleure preuve, c'est la collectivisation agricole de masse qui se déroule actuellement »*[2].

En recoupant les sources disponibles, on constatera que la politique du pouvoir à la campagne sert surtout de *« meilleur exemple et meilleure preuve »* d'une coercition à utiliser également en ville.

Les communes d'usine apparaissent dans la presse au début janvier 1930 : le 8 dans la <u>*Komounarka Oukraïny*</u> et le 9 dans <u>*Kharkovski proletari*</u> (<u>*Le Prolétaire de*</u>

[1] DAXO, P87/1/7 (*XTZ PartKom*), p. 178 : extrait du procès-verbal n°30 du 11/12/1932. P87/1/5, p. 133-134 : §5 du procès-verbal de la réunion du bureau du *ZavPartKom* du 29/06/1932. Voir un autre cas P87/1/7, p. 47 : procès-verbal du 15/03/1933. P86/1/9, p. 238 : §17 du procès-verbal n°62 du 3/12/1933.

[2] LARIN, ouv. cité, p. 19.

Kharkov, le quotidien de la ville). Les deux publications valorisent les collectifs de l'Usine d'État d'électricité <*GEZ/DEZ*> dont le premier aurait été créé en novembre de l'année précédente. Dans la foulée, en janvier et février 1930, douze articles du quotidien sont consacrés au sujet et recensent 40 communes dans 11 usines de la ville[1]. Les périodiques illustrés participent à cette promotion en publiant de nombreuses photographies d'ouvriers communards (voir illustrations i57 à i63 en annexe). La presse présente ainsi un mouvement soudain et impétueux, quasi-révolutionnaire. L'histoire qui se dégage des documents d'archives du Parti et de l'administration est sensiblement différente. Les sources primaires ne mentionnent des communes qu'à partir de février 1930. Ce retard sur la presse ne tient pas à une mauvaise tenue des livres ou à un défaut de conservation. Par exemple, six liasses de *« rapports sur la marche de l'émulation socialiste »* couvrent intégralement les années 1929 et 1930 à l'Usine de locomotives de Kharkiv. La première commune, créée censément fin janvier, n'y est mentionnée que le 26 février 1930[2].

La campagne de presse en faveur des communes précède donc leur mise en place. La première synthèse sur le phénomène publiée dans la revue du Comité central du Parti ne le nie pas en rapportant que *« la majorité des communes créées sont de jeunes collectifs de production qui ont été organisés depuis le début janvier et au mois de février »* (je souligne). Cela laisse penser à une création « d'en haut », largement confirmée dans d'autres documents. D'après la presse, la première commune de production, *Ilitch,* à l'Usine d'État d'électricité a été formée en novembre 1929 de *« 15 tourneurs révolutionnaires »* dont un tiers de militants. Un dénommé Brover, le

[1] Komunarka Ukraïny, n°2 (8/01/30) : H. LÂXT, « Vyrobnyči komuny Xarkivs'koho Deržavnoho Elektryčnoho Zavodu », p. 5 : « Komuna "Červonyj Prapor" 4oho obmotkoho cexu na DEZ'i », photo, p. 3. Xar'kovskij Proletar' : ŠVARCER & DYŠEVSKIJ, « Pervaâ brigada-kommuna » (9/01/30) ; N. R-N, « Udarnaâ kommuna 'KIM' » (15/01) ; photo « Komsomolskaâ kommuna im. Lenina Lekal'no-instrumental'nogo zavoda » (18/01) ; « Udarnaâ kommuna » (19/01) ; « Tipografiâ im. Petrovskogo » (26/01) ; « Traktornyj cex XPZ » (4/02) ; RUŠTEJN, « Pervaâ kommuna inženerov i texnikov » (4/02) ; photo « Kommuna elektrosvaršikov glavnyx tramvajskix masterskix » (6/02) ; « Zavod Tinâkovka » (6/02) ; « Pâtaâ tabačnaâ fabrika » (6/02) ; « Zavod Serp i Molot » (6/02) ; « Zavod im. 5-letiâ Oktâbrâ » (15/02) ; « Kommuny rastut » (27/02). Sur l'origine des communes à l'Usine d'État d'électricité, voir NAUMOV, « Perša im. Il'iča », Xar'kovskij Proletar', 25/05/1930. Localisation de l'Usine d'État d'électricité sur le plan c7, en annexe.

[2] Xar'kovskij Proletarij : « Traktornyj cex XPZ » (4/02). DAXO, R1354/3/1226 (*XPZ — [Statistiki] o soc. sorevnovanii, doneseniâ cexov po forme N°1217* du 01/01/29 au 31/12/29), R1354/3/1070 (du 23/10/29 au 30/09/30), R1354/3/1225 (du 08/07/29 au 06/10/29), R1354/3/1227 (du 01/10/29 au 31/12/29), R1354/3/1456 (30/12/30), R1354/3/1465 (du 01/01/30 au 30/09/30).

communiste qui occupe *« la première place »* dans le collectif, n'est pas simple militant de base. Il est assez reconnu par l'appareil pour publier un article relatant son expérience dans la revue centrale de la JC[1]. Le témoignage de N.M. Antonov, contrôleur à l'Usine d'Aviation et militant au PC depuis 1918, est encore plus net. Il déclare devant la commission de purge :

> *« L'organisation du Parti n'a pas donné à ses membres les ordres attendus sur la manière de réaliser la directive (...) sur la liquidation du koulak en tant que classe, sur la collectivisation et sur l'organisation de communes de production. On aurait pu aplanir toutes sortes de déviations et d'antagonismes nationaux grâce à l'organisation de communes ; et ainsi, (...) on pourrait mener la nouvelle politique de collectivisation totale et d'organisation de communes. »* [je souligne][2]

Les communes de production sont citées clairement comme un des axes généraux de la politique du PC, au même titre que la collectivisation de l'agriculture. Elles ne relèvent aucunement de l'initiative ouvrière mais sont le fruit des *« directives »* du Parti.

Bien que le réaménagement des relations de travail soit téléguidé, le dispositif stalinien global d'organisation des producteurs est assez difficile à observer dans le détail pour deux raisons. D'une part, rançon de leur caractère bureaucratique, les communes comme les brigades n'existent souvent que *« sur le papier »* et *« ne mènent aucun travail »,* selon les mots d'un chef d'équipe de la typographie Frounze. D'autre part, l'implication des ouvriers dans *« l'émulation socialiste »* n'est pas aisément mesurable. Les comptes-rendus des chefs d'ateliers évoquent des réunions du personnel dont la teneur est technique : elles doivent prendre connaissance des différents plans de production et proposer *« des mesures de rationalisation »*. Elles peuvent servir de cadre à l'éducation technologique mais il ne semble même pas que les

[1] B. BUÂNOV, « Bil'še uvahy vyrobnyčym komunam », Partaktyvist n°2 (1/03/1930), p. 37. H. LÂXT, article cité. BROVER, « Komuna Il'ča », Komsomlec' Ahitator, n°5-6 (15/03/30), p. 57-58.

[2] DAXO, P15/2/48 (*Komissiâ po čistke partorganizacii Aviazavoda* 14/11/29-8/07/30), p. 13. Le président de la commission de purge parle « *d'erreurs dans les conceptions* » d'Antonov « *quant aux formes d'organisation des communes* » (p. 13), mais il ne précise pas en quoi elles consistent. Un autre intervenant semble lui reprocher son activisme, l'amenant à négliger les supérieurs hiérarchiques dans l'usine.

contrats d'émulation avec d'autres ateliers soient de leur ressort. Les assemblées générales de communes ou de brigades ne pouvaient a fortiori qu'entériner des décisions prises ailleurs[1].

De plus, peu de documents d'archives évoquent précisément les communes. Alors qu'aux usines *Fil Rouge, Faucille et marteau* ou *8 mars* la presse décrit des communes exemplaires, les comptes-rendus internes sur l'émulation socialiste écrits au même moment n'en évoquent qu'une, tout à fait incidemment… À l'Usine de locomotives, les statistiques mentionnent trois communes en février 1930, puis les oublient jusqu'en mai. De mai à août, elles recensent des brigades et des *« collectifs »*. Les communes ne refont leur apparition qu'en septembre[2]. Pour la direction des entreprises, l'essentiel était sûrement que la production soit faite et les différences de formes d'organisation des équipes de travail n'étaient pas assez marquées de ce point de vue pour être retenues.

C'est sans doute pourquoi les règlements intérieurs des communes de production n'ont pas été conservés. Parfois, d'ailleurs *« il n'y a pas de statuts écrits »*. Quelques fragments sont malgré tout connus grâce à la presse. À l'usine *Faucille et marteau,* dans l'atelier de montage et de peinture, la *« première commune de choc de la jeunesse »* s'assigne comme objectif de :

> *« a) Réaliser notre participation au plan industriel et financier de notre usine en ce qui concerne notre domaine d'activité. Dans le processus de son travail quotidien, la commune se donne comme objectif d'améliorer la qualité de la peinture des machines 'Fukhtel', d'augmenter la productivité du travail, et, proportionnellement à cette augmentation, d'améliorer la situation matérielle de chaque communard et d'abaisser au maximum le coût de revient des « machines Fukhtel ».*

[1] DAXO, P15/2/55 (*Protokoly komissii po čistke organizacii tipografii im. Frunze 26/01-17/09/30*), p. 54 (déclaration de PERŠTEJN, le 10/02/30). Rapports des chefs d'ateliers de l'Usine de locomotives pour 1929-1930 : R1354/3/1226, R1354/3/1227, R1354/3/1465.

[2] Commissions de purge des cellules d'usine : DAXO, P15/2/65 (Usine de carton « 8 Mars »), /68 (« Fil rouge »), /73-74 (« Faucille et marteau »). Pour l'Usine de locomotives, voir les liasses du fonds R1354/3/ déjà citées.

b) Elargir la qualification des communards, en les faisant changer périodiquement de poste, donnant ainsi à chaque communard la possibilité de maîtriser toutes les opérations de l'atelier de peinture ».

La suite des statuts est ainsi résumée :

> *« Dans le premier point du 3e paragraphe, il est indiqué que tout le processus de travail et tout le revenu sont partagés également entre les membres de la commune. En fait, le salaire dépend du temps travaillé. Ensuite, le point 2 précise que la responsabilité pour le bon accomplissement du programme et l'amélioration de la qualité de production repose sur toute la commune en général et, en même temps, sur chaque communard en particulier. En ce qui concerne le commandement et la direction du travail, le statut prévoit l'élection d'un conseil de commune de 5 personnes ; différentes fonctions sont réparties entre eux : chef, secrétaire, comptable, responsable du travail général, et un camarade qui suit directement la productivité du travail. En général, le conseil dirige le travail de la commune et doit mener l'activité d'éducation culturelle parmi les communards »*[1].

Quatre tendances assez contradictoires sous-tendent l'organisation des communes. D'une part, il s'agit de produire plus pour l'État et d'assurer en même temps un meilleur revenu à l'ouvrier. D'autre part l'égalitarisme strict des rétributions et des responsabilités se double de la création d'un nouvel échelon hiérarchique au-dessus de l'ouvrier. Le conseil de la commune s'ajoute en effet à l'appareil administratif de l'usine et à celui du Parti et des syndicats.

Le récit de Brover sur la première commune de production de Kharkiv, créée dès novembre 1929 à l'Usine d'État d'électricité, montre que l'exigence productiviste est fondamentale. Alors que l'objectif d'une baisse des coûts de 11 % est posé,

> *« la masse des ouvriers n'avait pas d'expérience de l'émulation socialiste. Ils ne savaient pas comment s'y prendre, par où commencer. L'usine avait signé un contrat d'émulation avec la Force électrique*

[1] M. CEJTLIN, « Vyrobnyči kolektyvy i komuny na šaxtax Rykivs'koho šaxtoupravlinnâ Stalinvuhillâ », Partaktvist, n°5-6 (1/05/1930), p. 52. BUÂNOV, article cité, p. 37-38.

(Leningrad) et l'Usine de locomotives de Kharkiv. Mais les brigades et les ateliers n'étaient pas au courant des obligations qui découlaient pour eux du contrat ».

La constitution d'une commune permet de faire intégrer aux ouvriers les objectifs de l'usine.

> *« Les communards ont promis d'être exemplaires, irréprochables. (...) Les ouvriers qualifiés se sont donnés pour tâche d'aider les moins qualifiés à accroître leurs compétences. La discipline est stricte dans la commune ; selon les statuts, on pratique le contrôle réciproque ; chaque cas d'infraction à la discipline (absences, retards, arrêts de la production (...), détérioration du matériel) fait l'objet de discussion en assemblée générale »*[1].

Dans l'esprit des dirigeants, la notion de *« contrôle réciproque »* est la clé de voûte de la commune de production et on la retrouve dans les reportages sur plusieurs entreprises[2]. Elle suppose en effet la cohésion et la discipline du groupe pour satisfaire l'objectif de production.

En évaluant les résultats, les responsables s'accordent à créditer les nouvelles formes d'organisation du travail d'une baisse de l'absentéisme et d'une amélioration de la qualité. Dans les dossiers *« Sur la marche de l'émulation socialiste »* rien ne semble cependant donner du sens aux distinctions entre communes, brigades et collectifs. Les *« formulaires » « n°1213 » et « n°1217 »,* que les chefs d'atelier de l'Usine de locomotives (voir sur les plans c6 et c7, en annexe) adressent à la direction, recensent la quantité et la qualité du travail effectué. En février 1930, à l'atelier *« Tracteurs »,* l'absentéisme varie de 4,1 à 8,2 % dans deux des trois communes, alors qu'il est en moyenne de 5,3 % dans les 60 brigades. Dans une des communes, 0,1 % de la production est défectueuse à cause des ouvriers pour 0,25 % dans les brigades. La valeur moyenne produite en une heure de travail est de 63 kopecks dans les communes

[1] BROVER, article cité, p. 57.

[2] Voir CEJTLIN, qui parle de « *l'influence des camarades* » dans les communes des mines, et LÂXT, article cité.

contre 60 kopecks dans les brigades[1].

La contrepartie d'une meilleure productivité attendue des communards est l'augmentation des salaires. Cette promesse a un caractère propagandiste, sinon démagogique.

> *« Il faut (...) montrer aux autres groupes d'ouvriers qui sont sceptiques quant au travail (...) de choc, que seule l'organisation de collectifs et de communes peut permettre d'atteindre de meilleurs indices de qualité de production et aussi d'améliorer le bien-être matériel des participants ».*

Aussi étonnant que cela puisse paraître, le fait se vérifie. Les articles sur les mines et l'Usine d'électricité parle d'augmentations dans les communes allant de 4 à 50 %. La presse peut exagérer, mais une étude non publiée va plus loin. D'après le Comité de ville du PC en 1931, le salaire horaire dans deux communes de l'Usine de vélos dépasse de 64 à 120 % celui des autres ouvriers effectuant les mêmes tâches[2] !

L'attrait d'une meilleure rétribution peut expliquer que les communes attirent toutes sortes d'ouvriers. À l'Usine d'État d'électricité,

> *« il n'y a pas de profil précis des participants aux communes selon leur compétence, que l'on considère le niveau de qualification ou l'expérience ; selon les données de certaines communes les niveaux de qualification 2, 3 et 4 sont prépondérants. L'expérience professionnelle des membres des communes est variée : ainsi, à l'atelier des pièces de renfort par exemple, le minimum est de 3 ans, le maximum de 30. À la commune des marbriers, leur expérience est d'au moins 18 ans. En général, la jeunesse est prépondérante dans les communes, la plupart des vieux ouvriers étant aux communes des ateliers des marbres et du modelage »*[3].

D'après la presse, la création des communes est due ici à *« l'initiative de vieux ouvriers*

[1] DAXO, P15/2/48, p. 68' (sur l'influence des brigades et communes sur l'absentéisme et la qualité de la production). R1354/3/1226 (*Forma N°1213* - 1929), R1354/3/1227 (*Forma N°1217* - 1929), R1354/3/1465 (*Forma N°1217* – 1930 : p. 40, pour la comparaison entre communes et brigades).

[2] CEJTLIN, article cité, p. 51. BUÂNOV, article cité, p. 37. P. HYL'BURG, « Vyrobnyči komuni na DEZ"i », Partaktvist, n°2 (1/03/1930), p. 39. DAXO, P69/1/44, (p. 33-43 : « *Xarakteristika kačestvennyx pokazatelej sorevnuûŝixsâ po otdel'nym predpriâtiâm* » 09/1931), p. 33. Il faut noter tout de même que l'introduction du rationnement des denrées limite les possibilités d'utilisation de l'argent et diminue donc l'attrait de meilleurs salaires (voir KUROMIYA, ouvrage cité, p. 248).

[3] HYL'BURG, article cité, p. 38.

responsables » ou au contraire là-bas à l'enthousiasme des jeunes. L'âge et la qualification ne semblant pas peser dans l'engagement, on ne peut donc guère situer les communes dans l'affrontement orchestré par le régime entre jeunes prolétaires non-qualifiés et vieux ouvriers expérimentés. Le critère de l'appartenance partisane semble beaucoup mieux singulariser les communes. À l'Usine de locomotives, les communistes représentaient moins de 20 % des membres des brigades. À l'Usine d'électricité, 40 % des communards adhèrent au Parti ou aux jeunesses. Des statistiques tardives (1931) concernant les dix-huit plus grosses entreprises de Kharkiv confirment le poids supérieur des militants : 39,8 % dans les communes contre 32,5 % dans les brigades. La même année, le journal de l'Usine de locomotives cite en exemple *« la commune [sous la direction] de Sadek »* dont 75 % des membres sont au parti[1].

3.2.1.2 L'égalité en résistance

L'hétérogénéité sociale des communes reflète les contradictions de leur fonctionnement. Les militants staliniens dévoués pouvaient apprécier le productivisme et la discipline et espérer devenir chef du groupe. Les vieux ouvriers, sur la défensive, préféraient sûrement la solidarité d'équipe. Les jeunes prolétaires sans tradition pouvaient privilégier le gain[2]. Quel principe du mouvement communard pouvait alors réunir ces types d'ouvriers antinomiques nés de l'industrialisation ? Leur seul point de rencontre était l'égalitarisme qui singularisait totalement les communes des autres formes d'émulation socialiste.

> *« La principale différence (…) d'organisation du travail quand on compare les collectifs et les communes aux brigades de choc consiste en ce que les communards de qualification différente (…) accomplissent le même travail. (…) La somme globale du salaire est partagée égalitairement dans la commune de production, en fonction du*

[1] CEJTLIN valorise l'action des vieux ouvriers. LÂXT met en scènes des jeunes. Sur les tensions entre jeunes et vieux, voir KUROMIYA, ouvrage cité, p. 87-92. DAXO, R1354/3/1070 *Otčët o xode socsorevnovaniâ na XPZ za 1928/29 gg.*, p. 2 (tableau sur la composition partisane des brigades en 1929 : le même tableau indique que 25 à 34 % des membres des brigades avaient moins de 23 ans). HYL'BURG, déjà cité. P69/1/44, tableau, p. 41. La coupure de presse sur « *la commune de Sadek »,* qui date de l'été 1931, est conservée dans P86/1/7, p. 7'.

[2] KUROMIYA, *ibidem*.

rendement quantitatif de chaque communard. Dans le collectif de production, chaque membre garde son indice salarial et seul l'excédent est partagé »[1].

La pratique des communes est assez exigeante pour dépasser la simple maxime « à travail égal, salaire égal ». Chez les modeleurs-communards de l'Usine d'électricité, le salaire était au début majoré de 12,5 % par personne inactive à la charge de l'ouvrier : enfant, étudiant ou personnes âgée.

« En conséquence, le célibataire avait un salaire de 69 krb, et le communard chef d'une famille de 4 enfants — 121,60 krb. Cela provoquait des dissensions et maintenant il y a eu une réforme de la partie variable du salaire pour les personnes à charge. Cette « réforme » a mis en place une échelle mobile proportionnelle au nombre de membres de la famille. Ainsi, la part du salaire dépendant de la famille s'établit à 13 % pour une personne, 25 % pour deux, 35 % pour trois, 42 % pour quatre et 45 % pour cinq et plus »[2].

Le souci d'assurer l'égalité eu égard à des situations familiales diverses se double de celui de préserver le sentiment d'égalité entre les communards, en limitant l'écart possible des salaires.

Un égalitarisme aussi sourcilleux profitait en partie des insuffisances du management soviétique à l'époque. La gestion de la main d'œuvre était trop imprécise alors pour individualiser les performances de chaque producteur. Le nivellement des revenus correspondait surtout au « code génétique » du régime et aux nécessités rhétoriques du Grand tournant. Selon les mots d'Hiroaki Kuromiya, *« l'égalitarisme salarial avait la tonalité héroïque d'un combat contre la spontanéité du marché »*. Les communistes de longue ou de fraîche date y trouvaient la justification de leurs engagements dans le Parti et la production. À l'opposé, l'égalitarisme peut être aussi une réaction de défense contre la politique du pouvoir. La pression productiviste menaçait le niveau de vie ouvrier et tendait à atomiser la classe ouvrière. Dès 1929, la

[1] CEJTLIN, article cité, p. 53.
[2] LÂXT, article cité. HYL'BURG, article cité, p. 39.

direction de l'Usine de locomotives remarquait qu'à côté des participants enthousiastes ou passifs à l'émulation socialiste, il existait une frange d'ouvriers rétifs à l'embrigadement *« expliquant leur refus par la baisse possible des indices salariaux »*. Devant les commissions de purge du parti, plusieurs ouvriers s'expriment pour défendre la rétribution individuelle selon la qualification ou le travail aux pièces qui leur paraissent augurer de meilleurs salaires. Dans une stratégie différente, la responsabilité collective de la commune et son mode de partage égalitaire pouvait aussi attirer des ouvriers insoumis au système[1].

Le pouvoir comprend vite qu'il est pris au piège de son propre discours. À peine deux mois après le lancement des communes d'usine, à partir de début mars, les mises en garde et mises au point se succèdent. Le premier article que la revue du Comité central du PC(b)U (*Partaktyvist*) consacre aux ouvriers-communards sonne comme un encouragement. Cependant, l'auteur relève deux défauts.

> *« Les communes souffrent d'une certain repli sur soi* <zamknenist'>. *Un autre vice est apparu récemment à l'usine [d'électricité] : on remarque dans les déclarations de certains communards des notes de suffisance* <samokoxannâ> *; ils disent « voyez comme nous sommes bons » ; les communes qui sont déjà formées font peu d'effort de conviction, peu de propagande (...). [La] croissance [du mouvement communard] se fait sur le compte des communes déjà existantes »*[2].

Ces remarques font voir les communes moins comme des détachements participant à l'offensive lancée par le pouvoir que comme des îlots de résistance au bouleversement de la vie ouvrière. Le danger d'une trop grande indépendance des ouvriers ainsi regroupés est également pointé. Cela pose le problème *« des relations entre l'administration et les communards »*. Or, comme selon les statuts, *« tous les communards obéissent aux ordres du chef et de son adjoint »* qui ont été élus par le

[1] KUROMIYA, ouvrage cité, p. 247. R1354/3/1070, déjà cité, p. 10. P15/2/55, p. 33-34 (*« je n'étais pas d'accord avec la hausse du salaire nominal qui ne suivait pas l'échelle des qualifications »* – 01/30). P15/2/73, p. 40 (*« Quand on travaille à la journée, on n'est pas intéressé. Au travail aux pièces, on en met un coup, alors qu'à la journée on travaille dans la moyenne »* – 16/12/29).

[2] HYL'BURG, article cité, p. 40.

collectif, on en arrive au *« principe d'autogestion* <samovrâduvannâ> *des communes »*. Cela dévolue au chef de la commune *« une partie des droits de l'administration »,* cela en fait *« sinon un brigadier, du moins un contremaître-adjoint »*. Par là-même, *« cela donne à la commune le caractère d'un artel »*. Pour éviter une *« dualité dans le commandement »,* il est nécessaire de procéder à *« une correction immédiate »*. Il y a un danger politique que la créature échappe à son concepteur en remettant en cause l'ordre intérieur des entreprises au-delà de la mise au pas des spécialistes voulue par le régime[1].

Le rappel à l'ordre le plus retentissant paraît le 16 mars 1930 dans le quotidien de la capitale ukrainienne, *Kharkovski proletari*. Sous le titre *« Comment bien organiser les communes dans les entreprises »,* l'article vise le socle qui fonde la résistance ouvrière : la passion de l'égalité. Il rapporte une conférence des communes d'usine organisée par la Confédération des syndicats à Moscou, un mois plus tôt, le 12 février 1930. Le journal reprend complaisamment les propos de deux secrétaires de la Confédération, Chvernik et Veïnberg, qui dénoncent les communes où la paye est égalitaire. Les deux responsables estiment que ce système n'est valable que si tous les communards sont au même échelon indiciaire. D'après eux, l'égalité est impossible si les qualifications sont différentes : cela ôterait toute envie aux moins qualifiés de se former. Cette idée est reprise plusieurs fois par la suite quand la presse évoque les communes de production, et les seuls exemples donnés désormais sont des collectifs de travailleurs de même niveau. La stratification du monde du travail est valorisée par la présentation de *« La commune d'ingénieurs »* (je souligne) à l'usine KOFOK ou par la description d'une *« commune à deux étages »* à l'Usine d'électricité. Dans ce dernier cas, *« toute la commune se compose de 31 personnes et se divise en deux groupes »* selon

[1] HYL'BURG, *ibidem*. Deux mois plus tard, la revue insère un commentaire identique à la suite d'un article sur les mines : *« La rédaction estime devoir prendre une position critique sur certains aspects du travail des communes et collectifs de production (...), en particulier concernant le transfert de certains droits de l'administration aux brigades »* (« Vid redakciï », à la suite de l'article cité de CEJTLIN, p. 54).

la qualification. *« Le salaire de chaque groupe est réparti indépendamment »*[1].

Selon Hiroaki Kuromiya, le pouvoir atermoie jusqu'en 1931 entre égalitarisme et anti-égalitarisme en ce qui concerne la question ouvrière. D'après les sources locales, le printemps 1930 me semble pourtant marquer une rupture, au moins dans le discours. Dans les numéros du *Kharkovski proletari* d'avril et mai, les articles qui ne défendent pas l'homogénéité professionnelle des communes, insistent sur la discipline, la réduction de l'absentéisme et l'amélioration de la qualité de la production. Par contre, il n'est plus question d'augmentations de salaire, ni de répartition égale du revenu. Une certaine critique de l'impétuosité de la jeunesse s'exprime : *« Certaines têtes chaudes parmi les jeunes communistes et les jeunes ouvriers pensaient qu'ils sautaient directement au communisme en organisant des communes [de production] »*. Enfin, le nombre d'allusions aux communes diminue fortement. Après douze articles dans la presse populaire en janvier et février, on n'en compte plus que huit de mars à la fin juin. Dans les revues centrales du PC(b)U et de l'UJCLU, il y a quatre études sur la question du 1er mars au 1er mai 1930. Ensuite, le terme de *« commune de production »* disparaît presque jusqu'en mars 1931[2].

La manœuvre d'effacement est si grossière qu'un ouvrier communard dénonce dans le quotidien de Kharkov le fait que *« la plus haute forme de travail communiste* [soit] *menacée par l'indifférence »*. D'après lui, les communes sont malheureusement devenues des *« parias »*. Il sous-entend même qu'il s'agit d'un mouvement concerté pour freiner l'essor communard[3]. Stalinien zélé mais égaré, continuant à défendre une ligne déjà abandonnée en haut lieu, il ne peut évidemment dénoncer nommément le

[1] Xar'kovskij Proletarij, du 16/03/1930 : « Âk pravyl'no orhanizuvaty komuny na pidpryemstvax ». Le même argumentaire se retrouve chez BUÂNOV, article cité, p. 38. BEKSIN & KIJKO, « Perša komuna inženeriv », Xar'kovskij Proletarij, 16/04/1930. HYL'BURG, article cité, p. 39.

[2] Xar'kovskij Proletarij du 19/04/30 (A. MI-N, « Komuna motal'nyc' špahatovoho cexu ») et du 23/05/30 (« Traktornyj cex : krylo majstra t. Zinčenka »). D'autres mentions des communes dans les éditions des 25/05 (NAUMOV, « Perša im. Il'ïča »), 27/05 (« Z novymy sylamy ta enerhêû »), 29/05 (voir plus loin), 13/06 (« Evsypno borotymemos' za promfinplân »). Citation sur les jeunes tirée de V. ŠEVČENKO, « V borot'bi za novyj pobut », Komsomolec agitator, n°17-18 (15/09/30), p. 48. Les publications des revues centrales sont les articles déjà cités de BUÂNOV, HYL'BURG, BROVER et CEJTLIN.

[3] K.S., « Vyša forma komunistyčnoï praci - pid tâharem », Xar'kovskij Proletarij, 29/05/1930. Sur la condamnation de Larine voir Anatole KOPP, *Changer la ville..*, déjà cité, p. 242.

coupable. Il est même étonnant qu'un tel article ait pu être publié tant il va contre le courant dominant. Les premières critiques des communes de production étaient en effet exactement contemporaines du *« Vertige du succès »*. De même que la collectivisation agricole avait rendu nécessaires des communes dans les usines en janvier 1930, la retraite du mois de mars dans les campagnes est immédiatement transposée en ville par la critique de l'égalitarisme parmi les ouvriers. On verra que le tournant est assez général et puissant pour atteindre, dans une résolution du 16 mai, les promoteurs de toutes les formes de collectivisme urbain, Larine et Sabsovitch (cf. plus loin p. 748)[1].

Il n'empêche que les communes de production ont non seulement survécu à cette dénonciation, mais ont de surcroît conservé les tares qui les avaient fait condamner. En octobre 1930, le Comité du Parti de l'Usine de locomotives, combattant la *« déviation de la ligne salariale dans le travail de choc »*, décrit la situation à l'atelier « Traction » :

> *« En ce qui concerne les communes, la commission constate que les communes sous la direction du contremaître Protopov versent des salaires sur des bases égales selon le nombre d'heures travaillées, indépendamment des niveaux [de qualification], cette rétribution s'effectue sur la base des principes contractuels de la commune. (...) Il y a des communes dont le statut [garantit] une rétribution unique du travail en fonction des heures effectuées, sans tenir compte des catégories ou de la productivité. Une telle rétribution n'est pas autorisée par le service de l'économie du travail »*[2].

Bien qu'interdite, cette pratique égalitaire semble assez répandue et persistante. Sept mois plus tard, en mai 1931,

> *« le plénum [du comité du Parti de l'usine] remarque que, malgré la croissance numérique des communes de production, il y a des cas isolés*

[1] « O rabote po peresrojke byta (postanovlenie CK VKP(b) ot 16 maâ 1930 goda) », Pravda, 29/05/1930, p. 5.

[2] DAXO, P86/1/4 : *XPZ PartKom - Protokoly zasedaniâ sekretariata* du 22/05/30 au 23/12/30 : rapport du 24/10/1930 (p. 90, 93-94).

de dissolutions [. Cela est dû] principalement à l'égalitarisme dans la répartition de la masse salariale alors que les communes ne sont pas homogènes quant au niveau de qualification des ouvriers. Le plénum du Comité d'usine du Parti engage [toutes ses organisations] à mener un grand travail d'explication qui soutiendrait l'organisation de communes de production exclusivement à initiative de la base. Et, dans les clauses fondatrices [on stipulerait] que la répartition de la masse salariale est strictement en fonction des qualifications et des catégories des travailleurs [. Il faut expliquer que] la différence entre une commune de production et une bonne brigade de choc (...) se résume à ce que la commune (...) se double, au fur et à mesure de son développement, d'un collectif ouvrier de mode de vie »[1].

Aucun document ne permet de constater à cette époque l'existence de *« collectifs de mode de vie »*. Quant à *« l'initiative de la base »,* elle semble justement s'exprimer par l'adhésion à un égalitarisme combattu par les autorités. Ce dernier, loin de causer la *« dissolution »* de certaines communes est peut-être au contraire la cause de leur *« croissance numérique »*. D'après une enquête du Comité de ville du PC, les communes sont les formes de travail qui progressent le plus pendant la première moitié de l'année 1931.

32) « Formes collectives d'émulation socialiste et de travail de choc » (dans les 18 plus grosses entreprises de Kharkiv en 1931)[2]

	Communes de production		**Collectifs de production**		**Brigades de choc**	
	Nombre	Effectif total	Nombre	Effectif total	Nombre	Effectif total
		Soit % des ouvriers engagés dans des formes collectives de travail		Soit % des ouvriers engagés dans des formes collectives de travail		Soit % des ouvriers engagés dans des formes collectives de travail
1er janvier	200	1487	29	453	2672	23452
		5,9 %		1,8 %		92,3 %
1er juillet	277	1984	34	393	2818	23243
		7,7 %		1,5 %		90,7 %

[1] DAXO, P86/1/3 : *XPZ PartKom - Protokoly plenumov* du 07/05/30 au 23/06/31, p. 458, plénum du 13/05/1931.
[2] DAXO, P69/1/44, p. 40.

Un article qui commente les mêmes données ajoute quelques indices qualitatifs de la vivacité du mouvement communard.

> *« Toutefois, cette croissance du nombre de communes s'accompagne de la déliquescence des communes qui existaient auparavant. Presque toutes les communes existant au moment de l'enquête sont jeunes. Ainsi à l'Usine électromécanique[1] de Kharkiv <XEMZ>, leur durée de vie est de 1 à 6 mois ; à l'Usine de locomotives une seule fonctionne depuis 1930, les autres sont de 1931 (...). À l'Usine de Câbles <Kanatka>, la plus vieille commune, de 1930, est constituée de trois communes qui ont été épurées. Les raisons des dissolutions sont des départs en formation, des transferts dans d'autres ateliers, des promotions. En dehors de l'Usine de Câbles, (où, comme on l'a dit, a eu lieu une purge à cause d'un manque de discipline, d'un turn-over trop élevé et de la présence d'éléments désorganisateurs), on ne rapporte pas de dissolutions causées par des frictions internes ou par l'insuffisance de la production »[2].*

Malgré le bouleversement constant du personnel des usines, les communes se créent et se recréent relativement plus facilement que les autres formes de travail collectif, et elles fonctionnent bien. L'aveu officiel de leur cohésion humaine et de leurs qualités productives vaut d'être noté.

Elles subissent pourtant le feu continu de la critique. À l'opposé des « communes » inégalitaires encouragées en haut lieu, l'article rappelle que le mode de rétribution des communards ne respecte le plus souvent ni les différences de qualification ni de productivité, *« malgré les résolutions des organisations syndicales et du parti »*. La revue du Comité central insiste donc sur *« les aspects négatifs de l'égalitarisme »,* dont la *« diminution du salaire des communards les plus qualifiés »*.

[1] Voir sur le plan c7, en annexe.

[2] A. SEMENOVA, « Vyrobnyči komuny na pidpryêmstvax Xarkova (Za materiâlamy vybirkvoho obsliduvannâ v červni 1931 r.) », Partaktyvist, n°14-15 (30/06/1931), p. 45. Des communes de l'Usine de locomotives pratiquant l'inégalité salariale et l'exclusion des retardataires et absentéistes sont décrites par Â. LEVYC'KYJ, « Komsomol's'ki vyrobnyči komuni », Komsomlêc' Ahitator, n°9 (1/05/1931), p. 3.

Un *« tel système affaiblit l'aspiration individuelle à augmenter la productivité du travail »* et peut même conduire à la création de communes d'ouvriers qualifiés refusant l'adhésion de camarades moins formés. Dans cette dernière modalité, la commune s'apparente assez à l'artel d'avant la révolution, comme l'a remarqué Hiroaki Kuromiya. Se comportant comme des associations d'ouvriers embauchés collectivement, des travailleurs fortement liés entre eux, en petits groupes, tentent à la marge de défendre leur paye, en subvertissant une *« émulation socialiste »* forcée[1].

Cette résistance est peut-être archaïque et primaire, mais elle est grosse de danger pour les dirigeants. Les constatations désolées des responsables ne font que davantage ressortir la force d'un mouvement communard contre lequel ils semblent impuissants. Il faut dire que les données sociologiques fournies par l'enquête de 1931 montrent un « front égalitaire » particulièrement large. En plus de la forte proportion déjà relevée de militants communistes, l'étude compte 40,6 % de femmes dans les communes contre 13,8 % dans les brigades. S'il est difficile de connaître la cause de cette distorsion statistique, la féminisation des communes traduit sûrement une forte adhésion dans les larges couches les moins qualifiées du prolétariat. Or, en avril 1931, le Bureau du PC de l'Usine de locomotives évoque dans ce milieu *« l'état d'esprit malsain qui règne parmi certains groupes d'ouvriers récemment arrivés à l'usine »* et qui risque de nuire à la révision des normes salariales. La défense inconditionnelle de l'égalité dans un milieu à la fois engagé et peu qualifié pouvait former un mélange hautement explosif politiquement, en plus de gêner les plans économiques du pouvoir[2].

Le discours de Staline du 23 juin 1931 répond à ces inquiétudes. Sous le titre « *À nouvelle situation, nouvelles tâches »,* il indique les inflexions nécessaires après un an d'industrialisation forcenée. Il s'agit avant tout de mettre un terme aux instabilités

[1] SEMENOVA, déjà cité. Sur la comparaison artel / commune, voir KUROMIYA, ouvrage cité, p. 252. D'après le bilan déjà cité de juillet 1931, les communes avaient en moyenne 7 membres, les collectifs 11 et les brigades 8 (P69/1/44, p. 40).

[2] DAXO, P69/1/44, p. 41 (statistique sur l'appartenance partisane et la féminisation des communes dans cinq usines : de Locomotives, Electromécanique, de Vélos, Chevtchenko et la 2e Fabrique de Tabac). P86/1/6, p. 3 (*« Postanovlenie bûro ZPK XPZ 60go aprelâ 1931 g. po voprosu norm i rascenok »*).

sociales et économiques en prônant un retour à l'ordre. Il faut mieux canaliser les ressources en main d'œuvre, mettre fin à la volatilité du personnel ouvrier, stabiliser une couche de petits chefs d'origine ouvrière, se réconcilier avec les spécialistes *« de la vieille école »* et enfin améliorer la gestion des entreprises en y restaurant l'autorité. Dans ce cadre, l'égalitarisme est tout particulièrement dans le collimateur du Secrétaire général.

> *« Où est la cause de la volatilité de la force de travail ? Dans la mauvaise organisation des salaires, dans le mauvais système indiciaire, dans le nivellement « gauchiste » des salaires. Dans toute une série d'entreprises, les grilles salariales sont faites de telle façon que les différences entre travail qualifié et non-qualifié ou entre travail facile et travail pénible disparaissent presque »*[1].

Bien qu'il n'évoque pas directement les communes, Staline règle leur sort en affirmant qu'il faut *« supprimer le nivellement »*. S'il insiste en conséquence sur le nécessaire *« stimulant »* propre à rendre l'ouvrier *« intéressé »* à son travail, il souligne aussi les dangers de l'égalitarisme pour l'ordre industriel. L'ouvrier de l'époque a trop tendance à

> *« se sent[ir] comme un « estivant »* <dačnik> *de la production, travaillant seulement temporairement pour en « ramasser » un peu et ensuite s'en aller n'importe où ailleurs "chercher fortune" »* [p. 537].

Des ouvriers aussi indisciplinés doivent trouver leurs maîtres en la personne des chefs issus de la base ou de l'ancienne école. C'est aussi pourquoi il faut *« passe[r] de la direction collégiale à la direction personnelle »* dans les entreprises (p. 558). Ces différentes mesures hiérarchiques peuvent encore s'abriter derrière des contraintes techniques. Il est plus difficile de justifier l'inégalitarisme dans l'orthodoxie communiste. Staline s'y emploie, avec sa délicatesse habituelle.

> *« Marx et Lénine disent que la différence entre travail qualifié et non-*

[1] J.V. STALIN, « New conditions, new tasks in economic construction » (23/06/31, Pravda n°183, july 5, 1931) in *Problems of Leninism,* déjà cité, p. 537. La pagination est donnée par la suite dans cette édition.

qualifié existera encore sous le socialisme, même après l'anéantissement des classes et que cette différence ne doit disparaître que sous le communisme ; [ils disent que,] pour cette raison, même sous le socialisme, le « salaire » doit être distribué selon le travail, et non selon les besoins. Mais les niveleurs que nous avons parmi les économistes et les syndicalistes ne sont pas d'accord et affirment que cette différence a déjà disparu dans notre système soviétique. Qui a raison, Marx et Lénine ou les niveleurs ? Il faut affirmer que c'est Marx et Lénine qui ont raison sur ce point » [p. 538].

Remarquons que la référence aux syndicalistes-niveleurs peut aussi bien évoquer les communistes-communards jusqu'ici insoumis.

On ne sait quelles mesures spécifiques ont suivi ce discours qui, par lui-même, n'innovait guère par rapport aux mises en garde du printemps 1930. Toujours est-il qu'après septembre 1931, il n'est plus jamais question de *« communes de production »* ni dans la presse, ni dans la documentation des entreprises ou du Parti. En leur lieu et place, les autorités forcent la promotion des *« brigades économiquement responsables »* <*xozrasčëtnye brigady*> considérées désormais comme *« la forme suprême d'émulation socialiste »*. Des directives du Comité de ville imposent dans toutes les entreprises de son ressort *« le passage des brigades à la responsabilité économique »,* c'est-à-dire la fin de la garantie de salaire au profit de l'obligation de rendement. À l'Usine de locomotives, les responsables communistes parlent franchement de *« liquidation de l'égalitarisme »* au moyen de *« la spécialisation des brigades et des travailleurs grâce à une rétribution progressive du travail »*. Sur les décombres des formes collectives de travail, l'individualisation du producteur s'impose. Les plus performants recevront un meilleur salaire, des primes et des dons en nature. Le *« ravitaillement prioritaire des travailleurs de choc »* et le *« service différencié »* réservé aux cadres deviennent la règle[1].

[1] Voir la résolution du comité de ville du Parti du 25/09/1931 (DAXO, P69/1/39, p. 130-131) et les résolutions du Comité d'usine du Parti de l'Usine de locomotives de Kharkiv: §b du bureau, fin juillet 1931 (P86/1/7, p. 16), « *sur les conférences de production* » (novembre 1931, P86/1/7, p. 120), et §3 du plénum du 13/11/1931 (P86/1/5, p. 84).

La liquidation des communes d'usine n'est pas comparable à celle des communes agricoles. Autant ces dernières avaient représenté un authentique effort de vivre le communisme, autant les collectifs de production relevaient surtout de l'autodéfense économique des ouvriers. Les ouvriers communistes-communards les plus zélés n'avaient pas perpétué une tradition révolutionnaire mais pris au pied de la lettre une propagande faite cyniquement par le pouvoir. La disparition des communes de production, phénomène assez marginal, n'a peut-être pas bouleversé la vie des usines. Il reste que leur mise sous l'éteignoir ne rendait pas plus service à l'industrie, que la mort des communes rurales n'avait aidé l'agriculture.

Fin novembre 1931, le bilan que présente Vladimirov, le directeur de l'Usine de locomotives, est extrêmement modeste. Désormais seul maître à bord depuis le rétablissement de l'autorité unique dans l'entreprise, il doit reconnaître que le plan est à peine accompli en valeur. En volume, l'usine n'est qu'à 93,5 % de la norme alors que les deux tiers des ouvriers, travaillant aux pièces, devraient être « stimulés ». La qualité n'est toujours pas au rendez-vous avec 5 à 20 % de production défectueuse selon les ateliers.

Concernant les relations sociales, la disparition des communes a fermé une soupape de sécurité dont le besoin se fera sentir douloureusement. Au début de la famine, à l'automne 1932, *« des protestations de caractère assez marqué éclatent tantôt dans un établissement [industriel] tantôt dans un autre, suite à la mauvaise distribution des vivres »,* d'après le vice-consul d'Italie à Kharkov. Les deux *« débrayages »* <*volynki*> que j'ai pu étudier et qui ont eu lieu à la cantine de l'Usine de locomotives semblent absolument spontanés et inorganisés. Ils ont totalement pris au dépourvu les responsables communistes qui n'avaient plus aucun moyen de suivre

l'opinion ouvrière ni de l'encadrer dans des pratiques de proximité[1].

3.2.2 CONTRÔLE SOCIAL DANS LES COMMUNES ÉTUDIANTES

Dans le théâtre d'ombres des communes staliniennes, les collectifs de jeunes apparaissent sur une scène beaucoup mieux éclairée semble-t-il. Richard Stites a relevé deux études soviétiques exclusivement sur le sujet et même le lecteur occidental de l'époque pouvait se faire une idée de la question. Dans un livre publié en 1932, *La jeunesse en Russie soviétique,* le journaliste allemand Klaus Mehnert consacrait un chapitre entier à *« La commune des jeunes »,* s'appuyant entre autres sur le journal de bord d'une commune moscovite. N'ayant pas eu la chance de découvrir de telles archives, j'évoquerai seulement les communes étudiantes, abondamment décrites par la presse ukrainienne de leur résurgence en 1929 jusqu'à la dissolution du syndicat étudiant (le *Bureau central des étudiants prolétaires*) en avril 1933. Les raisons d'une telle médiatisation sont nombreuses, depuis les traditions de vie collective dans les universités (déjà évoquées, cf. p. 328 et suiv.), jusqu'au conformisme vis-à-vis de la thématique du Grand tournant[2].

3.2.2.1 La révolution culturelle dans les cités universitaires

L'existence des communes étudiantes dès 1929 reflète et relaie avant tout la promotion du collectivisme dans l'agriculture et l'industrie. On le comprendra à travers ce récit d'un étudiant de Kharkiv :

> *« C'était l'automne de l'an dernier [1929]. André arrivait du village et racontait les nouvelles.*
>
> *— Si vous aviez vu, les gars ce qui se fait là-bas !.. Tout le village s'est*

[1] DAXO, P86/1/7, p. 149-155 (*« Postanovlenie 23go noâbrâ po dokladu Vladimirova o rabote zavoda za oktâbr' »*). Lettre du vice-consul d'Italie du 11 novembre 1932, citée par Andrea GRAZIOSI dans « <<Lettres de Kharkov>>, La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord à travers les diplomates italiens, 1932-1934 », Cahiers du monde russe et soviétique, vol. XXX, n° 1-2, janvier-juin 1989, p. 29. AUNOBLE, « Les ouvriers et le pouvoir... » déjà cité, 2e partie – Cahiers du mouvement ouvrier n°14 (06/2001), p. 27-28.

[2] Richard Stites renvoie (p. 290-292 de *Revolutionnary Dreams,* déjà cité) à 1) M. ÂNKOVSKIJ, *Kommuna sta tridcati trëx,* Priboj, L, 1929 : 2) A. NAIŠTAT i dr., *Kommuny molodëži,* Molodaâ Gvardiâ, M, 1931 (je n'ai pas pu consulter ces deux ouvrages, introuvables dans les grandes bibliothèques de Kyïv, Kharkiv et Paris) : 3) Klaus MEHNERT, *Die Jugend in Sowjetrussland,* S. Fischer, Berlin, 1932 (traduction : *La jeunesse en Russie soviétique,* Grasset « les Ecrits », Paris, 1933 : p. 167-198). Sur la liquidation de l'organisation des *étudiants prolétaires*, voir dans le dernier numéro de Student revolûciï (n°7-8 - 04/1933 -), p. 19-22, « Ne vzahali, a konkretno » ; p. 38, « Zaâva ».

inscrit au collectif et dès le matin ils se sont attaqués à un champ en friche.

Volodka l'a interrompu :

— Tu crois que la ville va rester en retrait ? À mon usine, la moitié d'un atelier a aussi organisé une commune de mode de vie.

Moi, qui n'avais été nulle part cet été, j'ai aussi donné mon idée :

— On le sait, on lit les journaux. Mais j'ai vu que, dans les autres établissements d'enseignement supérieur, des étudiants organisent aussi des communes et des collectifs ; et un conseil travaille à leur mise en place dans notre résidence universitaire[1] aussi ».

Malgré le caractère fabriqué du mouvement, les principes de base de la vie en commune semblent respectés. *« Toutes les communes partagent au moins quelque chose, à savoir le but : mener en commun le travail d'éducation politique, le travail académique et la socialisation du mode de vie »*[2]. De façon plus détaillée, un des dirigeants de la commune étudiante de Kharkiv en 1930 explique :

« Les éléments qui distinguent les collectifs sont 1) l'existence d'un seul budget, dépensé à l'achat de nourriture et de différents produits, surtout de consommation commune : 2) les études collectives en vue d'une acquisition optimale des connaissances grâce au travail collectif sur les devoirs et à l'aide aux étudiants en retard ; 3) l'éducation des membres du collectif, la lutte contre les déviations du mode de vie et autres phénomènes [dommageables] ; 4) tous les services pour le collectif ont pour but de rationaliser le temps, c'est pourquoi un tour de rôle quotidien [a été établi pour] l'achat des fournitures, le ménage des chambres etc. ; 5) enfin, le repos et les distractions se passent également collectivement (...) (sorties au théâtre, au cinéma, excursions, culture physique, jeux etc.).

Tout cela est habituellement prévu dans un ordre du jour. L'Organisation scientifique du travail est aussi introduite dans le mode de vie. Quant à la commune, elle a tous les aspects cités plus haut ; mais,

[1] *Résidence universitaire* traduit *Budynok ProletStudu (BPS).*

[2] V.H., « Kuzni komunistyčnoho vyxovannâ », Student revolûcii, n°12 (25/04/31), p. 23.

de plus, elle procède à la socialisation de toutes les ressources (alors que les apports ne sont pas égaux) ; et absolument toutes les dépenses viennent du budget commun »[1].

Ce mélange des traditions communardes avec la rhétorique productiviste et autoritaire du premier plan n'aurait rien de bien original si ce n'était la situation du monde universitaire, qui connaît alors une deuxième révolution, aussi fondamentale que la première déjà décrite (cf. p. 328), mais quantitativement encore plus importante. Avec l'objectif de former de nouveaux cadres, la politique de sélection sociale est encore renforcée au profit des jeunes issus du prolétariat. Les facultés ouvrières <*robitfaky / rabfaki*>, font l'objet du plus gros effort. Il y en avait 31 en Ukraine en 1927. En 1932, elles sont 545. À ce moment, 69,6 % de leurs inscrits proviennent des usines. Dans les technicums, la proportion de prolétaires augmente de 32,1 à 40,2 % entre 1927 et 1932. Surtout, les instituts, héritiers des universités pré-révolutionnaires, sont à leur tour prolétarisés. Ils ne comptaient que 25,2 % d'ouvriers en 1927, alors qu'en 1932 ces derniers sont devenus majoritaires avec 57,4 % du total des étudiants. La prédominance de l'élément ouvrier s'affirme au détriment des classes traditionnellement éduquées. Cependant, l'ancienne bourgeoisie déjà marginalisée en 1927 (de 0,7 à 4,9 % des étudiants) y perd relativement moins que les « employés » : ces derniers étaient 51,7 % des étudiants d'instituts et 31,4 % des inscrits en technicums en 1927. En 1932, ils ne représentent respectivement plus que 19,7 et 14,8 % des étudiants de ces établissements[2].

Au-delà de la redistribution des cartes entre les catégories sociales, l'évolution la plus marquante est l'explosion du nombre d'établissements supérieurs et des effectifs étudiants (voir tableau suivant). Cette *« révolution culturelle »* a des conséquences matérielles. Avant même qu'elle ne soit lancée, les problèmes de logement étaient inextricables. Les étudiants d'origine populaire n'ayant pas les moyens de louer « une

[1] A. PYLYPENKO, « Žyvemo komunoû », Student revolûcii, n°5 (25/01/30), p. 11.

[2] Données tirées du graphique « Dynamika sociâl'noho skladu navčal'nyx zakladiv USRR za 7 rokiv » in « Istoryčni etapy » (Student revolûcii, n°29-30 -30/12/32-, p. 9).

chambre en ville », ils sollicitent un hébergement en *« internat »*. La proportion de ces internes augmente entre 1924 et 1926, passant de 26 à 39 % de l'ensemble des étudiants d'Ukraine. À Kharkiv, pour la rentrée universitaire de 1927, 3000 nouvelles inscriptions obligent à construire d'urgence des *« baraques en bois »* et à aménager en dortoirs des salles et des amphis. Les inspections officielles relèvent des conditions sanitaires déplorables. En novembre 1928, des étudiants de l'Institut d'éducation populaire de Kharkiv (voir photographie i64 en annexe) vivent dans l'église de l'ancienne université. Certains dorment à même le sol et 27 femmes se partagent une unique cuvette pour se laver. La commission du logement du Conseil municipal de Kharkov constatait déjà en 1927 que *80 % des étudiants étaient malades* à la fin de leurs études. Parmi les pathologies dues au dénuement et à la promiscuité, la tuberculose règne dans certaines cités universitaires[1]…

33) L'enseignement supérieur en Ukraine : établissements et étudiants (1927-1932)[2]

	1927	**1929**	**1930**	**1931**	**1932**	**Taux de croissance 1927-**
Etablissements d'Enseignement Supérieur <VUZ>	215	212	229	1276	1401	+551 %
Etudiants des ***Facultés ouvrières***	6635	9803	14553	55484	80927	+1120 %
Etudiants des ***Instituts***	28196	33406	40890	71074	92493	+228 %
Etudiants de ***Technicums***	26463	26896	26778	138706	152314	+476 %
Total des étudiants	61294	70105	82221	265264	325734	+431 %

Avec le Grand tournant, de nouvelles cités universitaires sont construites à proximité des anciennes, particulièrement dans le quartier de l'Institut polytechnique,

[1] CDAVOVU, 166/7/958 : p.9 (15/01/1927 lettre du *NarKomOsvity* au *Rady Narodnix Komisariv « Dopovidna zapiska pro zabezbepečennâ žytlovoû plošeû 26/27 učbovoho roku »*) ; p. 16 (*« Protokol n°1 zasedaniâ komissii po voprosu žil'â pri GorSovete »*) ; p. 22 (s.d. *« Proekt strojki studgorodkov v Xar'kove (…) za 27-28 učebnyj god »*). CDAVOVU, 166/9/738, *Akty obstežen' CBPS ta Hurtožytkiv VUZiv URSR 3/01-3/10/1929 rr.* : p. 14 (Universitetskaâ 35, XINO 19/11/28).

[2] Student revolûciï, n°29-30 (30/12/32), p. 6-8.

à l'extrémité de la rue Pouchkine, au nord-est de la ville. En 1929, neuf bâtiments sont édifiés rue Tolkatchevskaïa et quatre rue Artem, offrant 1700 places supplémentaires (voir plans c6 et c7 en annexe). L'année suivante, un foyer étudiant de 2500 places est ouvert au numéro 79 de la rue Pouchkine. Il est fort bien nommé *« le Géant »* <*Gigant*> (voir photographie i65, en annexe). De conception classique, avec de longs et larges couloirs desservant des chambres prévues pour quatre à cinq personnes, ces édifices du début des années trente sont reconnaissables à leurs cages d'escalier proéminentes, donnant sur l'extérieur par une tourelle vitrée (voir photographie i66, en annexe). Parallèlement, s'ouvre une gamme de services périphériques : cinq réfectoires dispensant près de 8000 repas, trois ateliers de coiffure, cinq de couture, un d'horlogerie, deux bibliothèques et un dispensaire. Il n'y a là rien de trop, au point qu'on envisage d'interdire l'accès du réfectoire à tous ceux qui auraient la possibilité matérielle ou financière de manger ailleurs[1]. La vie reste très difficile. Le poète Stepan Kryjanivsky évoque *« la Tolkatchivka »* (nom familier de la rue Tolkatchevskaïa) en 1930 :

> *« C'était l'hiver. Les frimas. L'issue fatale !*
> *On ne chauffait pas dans les foyers,*
> *Et Lina accouchait d'un fils.*
> *Nous maudissions le directeur. Nous gelions.*
> *Les frimas nous ôtaient tranquillité et chaleur,*
> *Et nous ne ressuscitions qu'en avril,*
> *Alertes et prêts au combat »*[2].

Les conditions favorables à l'organisation de communes convergent. Du point de vue des étudiants, les difficultés de la vie quotidienne rendent la mise en commun des moyens tout à fait rationnelle. De plus, la vie collective est forcément la règle vu le type d'habitat, ignorant les chambres individuelles. Par ailleurs, l'action de l'État se décline

[1] CDAVOVU, 166/9/740, *Materialy pro stan vuzivs'kix hurtožytkiv ta vrehulûvannâ korystuvannâ students'kymy ïdal'nâmy :* p. 13 (lettre du responsables des cités universitaires de Kharkiv du 1/11/29) ; p. 15-16 (*Protokol Plenuma XOBPS* du 31/10/29 et *Protokol narâdy pry finansovo-ekonomičnom Upravlinnâ NKO* du 11/11/29 « *Pro vrehulûvannâ korystuvannâ studïdal'nâmy* »). N.T. D'ÂČENKO, *Ulicy i ploŝadi Xar'kova* [1961], Prapor, X, 1966 ; p. 215.

[2] St. KRYŽANIVS'KYJ, « Tolkačivka », Červonyj šlâx, n°8-9 (08/1933) ; p. 4.

selon les schémas bolcheviques de rationalisation du quotidien. L'architecture privilégie de larges espaces communs, les couloirs, au détriment des espaces privés <*koridornaâ sistema*>[1]. Les tâches de l'économie domestique sont externalisées, sous forme de services collectifs offerts aux résidents. En définitive, tous les éléments d'une *« collectivisation du mode de vie »* sont rassemblés, que le désir en ait été conscient ou non.

C'est pourquoi l'extension du mouvement communard étudiant semble procéder de l'avancement de la construction de cités universitaires. Le premier article sur la question en mai 1929 évoque des communes de chambres dans plusieurs foyers étudiants de Kharkiv. Sept mois plus tard, les activistes étudiants parlent de communes à l'échelle de corps de bâtiment et veulent les unifier au niveau de toute une cité universitaire. Dès lors, une véritable course au gigantisme est lancée. À Dnipropetrovsk, la première commune organisait 186 étudiants en décembre 1929. Un an plus tard, les effectifs peuvent atteindre de 300 à 700 personnes. Kharkiv reprend tout de même la main en présentant deux communes de la Tolkatchivka en janvier 1931. L'une rassemble 279 chambres et la seconde 852. Au bas mot, ce sont des collectifs de 1000 à 3000 étudiants ! Par la suite, bien que la performance quantitative ne soit plus aussi valorisée par la presse, les prises de position officielles reprennent toujours le même schéma d'évolution. Les collectifs *« doivent aller vers [la constitution d'] une seule commune générale par établissement d'enseignement supérieur ou technicum. Les communes de chambre ont joué un rôle significatif mais sont aujourd'hui dépassées »*[2].

3.2.2.2 L'encadrement de la jeunesse

La constitution des communes suivant mécaniquement l'explosion du nombre

[1] CDAVOVU, 166/7/958, p. 22 (déjà cité).

[2] Dans Student revolûcii : Ol. NABOŽYJ, « Studentiv k komuny ! » (n°5-6 -05/29-, p. 15) ; A. PYLYPENKO, « Žyvemo komunoû » (n°5 -25/01/30-, p. 41) ; PIKMAN & BÊLÊN'KYJ, « Na Poltavs'kij 2 » (n°26-27 -12/30-, p. 47-48) ; A. LOR, « Na vseukraïns'ki narâdi stukomun : Za komunu vidpovidaê vyš », (n°7 -5/03/31- p. 27) ; V.H. & VELYKANOVA, « Ŝo komunistyčnoho u vašij komuni ? Slovo komunaram » (n°3 -21/01/31-, p. 22-23) ; citation de V.H., « Kuzni komunistyčnoho vyxovannâ » (n°12 -25/04/31-, p. 23).

d'étudiants et leur concentration dans d'énormes cités universitaires où la vie est précaire, leur rôle dans l'encadrement de la jeunesse n'est pas douteux. Le premier activiste communard à Kharkiv le dit assez clairement. Il explique que les foyers de la Tolkatchivka hébergent 2500 étudiants *« dont beaucoup d'éléments socialement étrangers »*. De plus l'activité du Parti et de la Jeunesse communistes est faible alors que des groupes religieux prospèrent. Après une telle entrée en matière, l'expérience des communes étudiantes à Leningrad et des premiers collectifs à Kharkiv se veut une méthode de reprise en main politique du milieu estudiantin. On le voit également lors de la préparation du renouvellement des soviets. Une photographie de février 1931 montre des communards se rendant à une réunion préélectorale en cortège, rangés derrière une banderole de leur collectif[1].

La notion de contrôle politique n'est toutefois pas à prendre au sens le plus étroit du terme. Les étudiants militants du début des années trente redéfinissent complètement les relations entre politique et mode de vie, comme l'exprime cette synthèse de débats entre responsables communards en avril 1931[2] :

> *« Les principales [erreurs] consistent en ce que les communes ne s'occupent bien souvent que des questions de nourriture et de ravitaillement alors que ces dernières devraient être entièrement du ressort de la coopération ; [autres erreurs :] la non-participation à la vie de la société, car les communes se sont refermées sur elles-mêmes, et l'absence des questions de production dans les communes. Tout cela a une signification politique aiguë dans la mesure où cela affaiblit la lutte pour la qualité des nouveaux spécialistes prolétariens ».*

Pour que le propos soit clair, les participants tracent une ligne de démarcation entre eux et leurs prédécesseurs dans le mouvement communard.

> *« Auparavant, les questions des relations sexuelles et de l'amour occupaient la première place parmi les étudiants, mais maintenant le*

[1] NABOŽYJ, article cité (05/1929). Voir en annexe la photographie i67, « Komunary jdut' na perevyborči zbory » en illustration de l'article de V.H., « Xarkivs'ki vyši v vyborax do rad », Student revolûcii, n°4 (5/02/31), p. 22.

[2] V.H., « Kuzni komunistyčnoho vyxvannâ », Student revolûcii, n°12 (25/04/31), p. 23.

centre de l'attention se déplace vers les tâches politiques, [c'est-à-dire] obtenir la qualité maximale des nouveaux spécialistes. En organisant le mode de vie étudiant, il faut d'autant plus l'adapter à cette tâche fondamentale ».

La différence de préoccupation, le changement d'époque sont affirmés. La question sexuelle transparaissait peut-être moins dans les communes de la NEP que ne le disaient les commentateurs[1], mais elle apparaît ici comme le point de rencontre subjectif entre la sphère sociale et le monde intime. Par contre, la formation de nouveaux spécialistes est une affaire d'État, un problème économique objectif qui s'impose à l'individu de l'extérieur. Les nouvelles communes visent uniquement la conformation des jeunes aux besoins du pouvoir, le collectivisme devenant avant tout un oubli de soi. La *« brigade »* des correspondants de presse de l'Institut minier de Dnipropetrovsk présente au lecteur de 1933 un bouquet d'expressions évocatrices :

> *« Toute la commune [est] comme une famille amicale unie [avec l'] esprit d'équipe, de larges relations de camaraderie, « un pour tous, tous pour un » (...). Le régime interne de la commune est militaire. Le communard ne gaspille pas la moindre minute et trouve donc du temps pour les activités culturelles »*[2] [je souligne].

Plusieurs principes communards sont ainsi réaffirmés pour être dévoyés, dont l'égalité entre hommes et femmes. Un étudiant s'exprimant dans *Kharkovski proletari* le 15 janvier 1930 défend l'édification de maisons-communes pour en finir avec *« le mode de vie [qui] n'a pas changé »,* restant centré sur la famille traditionnelle. Ces habitations collectives offriraient, dans le cadre de la collectivisation du mode de vie, des services de restauration, de nettoyage et de loisir. Pas question de ressusciter l'ordre ancien en y faisant travailler une femme exploitée, une *« bonne »* <*prisluga*>. Dans un souci de respect du personnel, l'auteur propose de la remplacer par... une femme de service

[1] Klaus MEHNERT par exemple s'y attarde, ouvrage cité, p. 183-189.

[2] SAPOŽNIKOV & TIMOŜENKO, brigada Studenta revolûcïï, « Vrâtuvaty KOMUNU », Student revolûcïï, n°4 (28/02/33), p. 30.

<služaŝaâ>[1].

Le peu de souci pour la condition féminine se retrouve dans une résolution du conseil d'une commune étudiante de Dnipropetrovsk : *« En liaison avec les nouvelles adhésions, particulièrement de gens [vivant] en famille, [il faut] poser la question d'un travail spécial à mener parmi les femmes de communards »*. Automatiquement, les femmes sont assimilées à une catégorie arriérée nécessitant un travail éducatif spécifique. Surtout, *« femmes de communards »*[2], elles ne sont considérées que comme des épouses et non comme des membres à part entière. Leur adhésion n'est envisagée que comme la conséquence de celle de leur mari. Depuis que *« la question des relations sexuelles et de l'amour »* n'est plus au centre de l'attention des communes, les femmes semblent avoir perdu beaucoup de considération.

L'instinct de propriété est régulièrement dénoncé dans des saynètes croquées sur le vif. Il s'exprime surtout par rapport à la collectivisation des livres. L'un est obsédé par la dépense. *« Qu'on veuille acheter des livres techniques ou pas, cela revient au même : on doit verser de l'argent »*. Un autre s'attache au contraire à l'objet : *« Personne n'a le droit de prendre ce livre. Je l'ai acheté en son temps et j'en ai besoin »*. Ces bibliothèques communardes collectivisées sont sans doute d'abord un palliatif à la pénurie de manuels[3] et on peut comprendre le peu d'enthousiasme que suscite la socialisation de la misère. Autre source de conflit, l'argent envoyé par les parents d'un communard : *« Comment ça ? Tous versent une cotisation de 38 karbovanets et je devrais payer en plus ? Pour quelle raison ? Est-ce que ça m'arrange que quelqu'un ait un costume payé avec mon argent ?.. Je quitte la commune »*[4]. C'est un témoignage *a contrario* de l'exigence égalitaire des communes en 1930, à une époque où tous les revenus étaient mis en commun. Après la condamnation de l'égalité salariale (1931), le

[1] A. LAROV, « Razrešite slovo », Xar'kovskij proletarij, 15/01/30.

[2] Article déjà cité de PIKMAN & BÊLÊN'KYJ, p. 48.

[3] La crise de l'édition est évidente au début des années trente : elle se manifeste par la baisse sensible de la qualité matérielle des livres.

[4] Student revolûciï : n°7 (5/03/31), A. LOR, article cité. Dans la même revue, n°26-27 (12/30), respectivement : O. KOČKIN, « Žyvemo komunoû », p. 50 ; PIKMAN & BÊLÊN'KYJ, déjà cités : « Âk uhrobleno komunu », p. 51.

comptable d'une commune de 1933 retourne la proposition en gardant la même apparence de respect des valeurs communistes :

> *« Vous comprenez, (...) maintenant les bourses sont différenciées. C'est pourquoi une idée nous est venue : comme la commune ne peut pratiquer le « nivellement »* <zrivnâlivka>, *nous avons pensé faire des « comptes particuliers » pour les communards. Cela donne la possibilité de calculer les dépenses et les revenus des communards et de donner ce qui est nécessaire en liquide »*[1].

Alors que l'État a accru les inégalités entre étudiants, la commune, tout en refusant le nivellement interne, en arrive paradoxalement à réaliser le communisme intégral : de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins !

Sur les décombres d'une véritable vie en commune, un nouvel ordre s'instaure. Il s'inspire moins du « succès » de la collectivisation agricole[2] que du modèle industriel, dans ce qu'il a de plus martial.

> *« Le soleil se lève.*
>
> *Le froid matinal s'insinue dans l'appartement. Les poitrines se gonflent d'air et on remonte un peu les couvertures.*
>
> *Les sirènes de l'Usine électromécanique, de l'Usine de locomotives et de l'Usine de vélos s'élèvent, de plus en plus haut, puis se cassent et redescendent.*
>
> *Les sirènes déchirent l'air. Elles réveillent, elles sonnent l'appel.*
>
> *- En a-v-a-nt !...*
>
> *Les communards se lèvent. Le chef de la commune vient d'ouvrir les yeux et il rappelle à Maximenkov qu'il est de permanence aujourd'hui. »*[3]

L'emploi du temps est fixé ainsi dans une commune de la Tolkatchivka : lever à 6h,

[1] M. HRUBER, « Povnyj xid ! », Student revolûcïï, n°4 (28/02/33), p. 29.

[2] On ne trouve dans la presse qu'un seul exemple de coopération entre des communes étudiante et agricole : MALYJ & KAŠEVIČ, « Uhroblûût' korysnu spravu », Student revolûcïï, n°4 (28/02/33), p. 31. Néanmoins, lors de la purge de la cellule de l'Institut géodésique de Kharkiv, sur 53 adhérents, deux militants de 25 et 27 ans ont une double expérience communarde : ils ont participé à une commune d'abord en pleine guerre civile, puis à nouveau durant la NEP, pendant deux ans. L'un des deux fut même président du collectif (voir DAXO, P15/2/40, *Protokol zasedanïj komissii po čistke i proverke kommunistov âčejki Xar'kovskogo Geodezičeskogo Instituta* – 18/11/29-10/08/30 -, p. 15 – Verbickij Semen Stepanovič -, 27 – Zabud'ko Ivan Âkovlevič -).

[3] Petro INHUL'S'KYJ, « Plexanivs'ka, 23 », Student revolûcïï, n°22 (10/08/32), p. 17.

cours de 8h à 14h, repas de 14h à 15h, repos de 15h à 18h, réunion ou conférence de 18h à 22h, ménage de 22h à 23h. Les communards prennent un bain tous les cinq jours. Les habitudes individuelles sont bouleversées par la nouvelle organisation du temps. Toujours dans la rue Tolkatchivska,

> *« Volodka le sceptique, qui vivait auparavant de façon désordonnée, gaspillant du temps pour des petites choses sans importance, toujours en retard aux cours, exprime sa méfiance :*
>
> *- Se lever à sept heures ? Et si j'ai envie de dormir plus ?*
>
> *- Soumets-toi au collectif. Et le collectif ne prend que des décisions rationnelles. C'est que nous devons tous aller en cours »*[1].

La militarisation de la vie quotidienne est patente. Les séances de sport se terminent par le slogan *« Prêt pour le travail et la défense »*. Le repas commun n'est pas valorisé comme un moment privilégié de la vie collective. Les descriptions accentuent plutôt le souci maniaque de l'organisation.

> *« C'est le matin. La commission économique a désigné trois responsables depuis la veille. L'un va dès l'aube chercher du pain pour tous à la boulangerie et les deux autres vont au restaurant universitaire pour ramener le petit déjeuner ».*

Tout cela finira par ressembler à la routine de la caserne, comme cette photo (voir i68 en annexe) représentant le battage et le pliage des couvertures dans la cour d'un foyer de Tolkatchivka. Cette volonté de tout régenter ne doit cependant pas tout aux penchants dictatoriaux du régime. Cherchant à civiliser un étudiant russo-ukrainien mal dégrossi, la police des mœurs se veut aussi éducative. Elle propose une nouvelle réponse, autoritaire, à la *« question du mode de vie »* et de sa modernisation (cf. p. 511 et suiv.). Les repas sont encadrés car *« une partie des nouveaux camarades voient [la commune] comme un réfectoire, un « snack » <obžorka> »*. Comme l'hygiène de base n'était pas chose évidente pour la masse des étudiants de l'époque, les slogans

[1] KOČKIN, article cité.

martèlent : *« une vie civilisée* <kul'turne žytlo> *aide au succès des études » ; « le « secret » de la victoire [est] une lutte décidée pour la propreté et le soin »*[1].

Le but de l'ensemble de ces mesures est d'arriver à une *« rationalisation des études »* tout à fait comparable à la rationalisation de la production. C'est pourquoi la composition des communes ne peut être laissée au hasard. *« Actuellement, le conseil mène un travail de re-répartition des chambres de sorte que dans chacune il y ait des étudiants de la même faculté, de la même année, de la même section »*. Cela suppose déjà qu'une commune rassemble des étudiants d'une même spécialité. Du point de vue des responsables communards de l'époque, c'est le problème le plus difficile à résoudre.

> *« Nous six étions étudiants dans le même institut, inscrits dans la même année, au même groupe. L'un d'entre nous vivait à la Tolkatchivka avec des étudiants de l'institut d'art dramatique, le deuxième avec des chimistes, le troisième avec des médecins ; il n'y en avait pas deux qui habitaient ensemble, alors qu'il y avait dans la résidence universitaire une trentaine de personnes de la même section »*.

Il faut obtenir des transferts de chambre à chambre, voire de foyer à foyer.

> *« Sur le chemin de la communisation et de la socialisation du mode de vie, nous rencontrons toute une série de difficultés. La première et la principale tient au fait que les étudiants ne sont pas logés selon leur discipline. Depuis cette année [1930] donc, un relogement général des étudiants a été entrepris à Kharkov »*.

Comme c'est tout de même difficile, beaucoup de communes s'organisent sur la base de la résidence en rassemblant des étudiants de différents instituts. Cette méthode est pourtant unanimement critiquée. Le collectif ainsi formé, n'est pas une vraie commune, mais *« une salade russe »* <*vinihretova komuna*> ! Une telle organisation n'est censément pas viable[2].

[1] D"ÂČENKO & KRYČEVSKYJ, « Zrazkova komuna », Student revolûcïï n°19-21 (1/07/32), p. 29. INHUL'S'KYJ, article cité. Citation de M. HRUBER, article cité. PIKMAN & BÊLÊNKYJ, déjà cité. Iv. BILOHUB « Sekret peremohy odniêï kimnaty », Student revolûcïï, n°28 (10/10/32), p. 25.

[2] V.H. & VELYKANOVA, « Ŝo komunistyčnoho u vašij komuni ? Slovo komunaram », déjà cité. PIKMAN & BÊLÊN'KYJ, article cité. Citations de KOČKIN et de PYLYPENKO, articles cités. P.Č., « Vinihretova komuna », Student revolûcïï, n°14 (1/06/30), p. 26. V.H., « Ohlâd students'kyx komun : 16yj korpus XZI », Student revolûcïï, n°3 (21/01/31), p. 23. « Âk uhrobleno komunu », déjà cité.

Une fois tous les obstacles matériels levés, une véritable collectivisation du processus d'étude est envisageable. De même que les communes d'usines, les communes étudiantes visent à augmenter la productivité et usent pour ce faire d'un vocabulaire industriel.

> *« La commission « production » s'occupe de l'assiduité des communards. Au trimestre dernier, sur 678 notes reçus par les étudiants de la commune, il y en avait 44 de mauvaises <xvosty>. La section « production » a agité la menace. Rapidement des groupes de soutien* <buksyrni hrupy[1]> *ont été mis en place. Ils ont aidé ceux qui étaient à la traîne et aussitôt « les mauvaises notes ont été éliminées ». La moitié des communards a la mention* Bien *».*

Toujours sur le modèle industriel, les groupes de soutien sont aussi appelés *« brigades »*.

> *« Le travail [de la commission académique] consiste à organiser des brigades selon la faculté ouvrière, dans lesquelles sont versés des étudiants de dernière année pour aider les autres ».*

La notion même de travail personnel disparaît.

> *« La période des oraux approchaient. [Les communards] se constituèrent en brigade de choc. Ils préparaient les oraux ensemble et c'est ensemble qu'ils se présentèrent au professeur pour les passer. En définitive, la brigade décrocha les meilleures notes d'oral du cours. Pourtant, deux de ses membres avaient toujours eu de mauvaises notes en deuxième année. Ainsi, le travail de préparation des oraux, un travail commun enthousiaste, nous avait particulièrement soudés ».*

La solidarité n'est pas le seul ressort psychologique utilisé pour améliorer les résultats.

> *« Le conseil de la commune a mis en œuvre de nouvelles méthodes de lutte contre les mauvaises notes sous la forme d'ordres de mission sociaux <socnarâdy> : ils sont donnés en main propre à chacun, mais sont affichés près de la chambre des « mauvais » <xvostovnyky>. Ces ordres précisent le délai d'ici lequel les mauvaises notes doivent être*

[1] littéralement : *groupes de remorquage.*

liquidées. Le cas des « mauvais » récalcitrants <zlisni "xvostivyky"> est transmis au conseil de commune »[1].

En calquant leur terminologie sur celle des autres « fronts » de « l'offensive socialiste », les étudiants-communards donnent à leurs problèmes des enjeux particulièrement graves. Dans une nouvelle inspirée du collectif du *« 23 de la rue Plekhanov »,* un étudiant parle de *« liquider les mauvaises notes en tant que classe »* (je souligne). Plus loin, le lecteur assiste à une assemblée générale.

> *« — Camarades ! (...) Notre commune a réalisé le plan d'emprunt (...) à 146 %.*
>
> *Applaudissements.*
>
> *— Mais... Mais il y a des membres de la commune qui ont refusé de donner leurs économies au Trésor socialiste de notre pays.*
>
> *— Des noms ! Donne les noms !*
>
> *Trois noms retentissent comme trois coups de feu.*
>
> [L'assemblée demande à l'un des accusés, Vassia Kovalenko, de se justifier]
>
> *Dans sa poitrine quelque chose éclata comme une bulle ; il commença à avoir mal. Une première larme se mit à couler sur sa joue.*
>
> *— Mes amis, je me suis trompé tout le temps. J'étais un homme à double face* <dvorušnyk>... *Maintenant je suis sûr que tout ce qui est vieux en moi s'en va avec ces larmes... Je serai entièrement avec vous dorénavant ».*

Le collectif reproduit à l'échelle d'une petite communauté les discours et les pratiques du stalinisme : stigmatisation sociale et idéologique, dénonciation et mise en accusation publiques, pression du groupe sur l'individu, aveux humiliants. De cette façon, la commune permet de vérifier la qualité et la résistance de l'étoffe individuelle. À l'Institut géodésique, la commission de purge du PC constate qu'Ilia Temnik est *« grossier et indiscipliné dans la vie de tous les jours, la commune de la résidence*

[1] HRUBER, puis PIKMAN & BÊLÊN'KYJ, KOČKIN et enfin D"ÂČENKO & KRYČEVSKYJ, articles cités.

universitaire s'est disloquée à cause de lui » (je souligne). L'objectif d'un contrôle total du pouvoir sur la personne semble prêt de se réaliser[1].

Par ces moyens, on pense obtenir une réforme des mœurs, une véritable conversion du mauvais élément. Ainsi *« Volodka le sceptique »,* qui rechignait à se lever tôt, devient-il un exemple.

> *« Ce même Volodka se réjouit maintenant [de l'organisation du petit déjeuner] :*
>
> *— Ce n'est pas la peine que chacun coure faire la queue pour le kéfir, il y en a un seul qui y va. Une fois par décade j'y vais pour tous, et c'est fait ! (...)*
>
> *[Les communards] ont pris l'habitude d'aller tous ensemble en cours. En s'entraînant les uns les autres, ils ont réussi à ce que tout le monde soit à l'heure. À la fac, on s'étonne :*
>
> *— Qu'est-ce qui est arrivé à Volodka ? On ne le voyait jamais en première heure !*
>
> *Nous racontons. Les étudiants [lui demandent] en riant :*
>
> *— Et alors, c'est dur ?*
>
> *Lui :*
>
> *— Pourquoi vous vous étonnez de ce qui est normal ? Je suis étudiant, donc je suis les cours assidûment »*[2].

Les illustrations de la revue *Stoudent revolioutsii* donnent une idée plus précise des comportements condamnés comme des conduites à tenir[3]. Sous le titre *« Ce qui ne doit pas exister dans une commune »,* on voit quatre étudiants. L'un joue de la guitare, le deuxième de l'accordéon et le troisième lève son verre : ils sont debout. Le dernier, assis, se tient la tête dans les mains, essayant de lire en se bouchant les oreilles. Trois ont la cigarette à la bouche. La photographie, fort bien composée avec les trois bons vivants penchés vers la droite, donne une impression de mouvement, de déséquilibre et

[1] Citation de INHUL'S'KYJ dans l'article cité. DAXO, P15/2/40, p. 40.
[2] KOČKIN, article cité.
[3] Student revolûcii, n°26-27 (12/1930) ; p. 50-51. Voir reproductions i69 à i72 en annexe.

pour tout dire de désordre[1]. Par contre, toutes les représentations des « bonnes » communes sont totalement statiques, qu'elles montrent le travail ou le loisir. Le travail c'est la lecture de livres, à plusieurs autour d'une même table dans une concentration totale. Le loisir, c'est encore la lecture, mais « seulement » du journal et allongé sur le lit. Un autre communard écoute la radio avec des écouteurs. La chambre est bien rangée et un cartouche appelle à une *« attaque contre la saleté »*.

Un deuxième moment de repos, beaucoup plus détendu, est présenté en février 1933. La chambre est décorée de plusieurs bouquets de fleurs. Une étudiante en arrange un sur le bureau, près de la fenêtre. La deuxième étudiante délaisse la brochure qu'elle lisait pour regarder, d'un air assez alangui, sa compagne faire. La scène rappelle un tableau peint la même année et qui était exposé à la galerie Trétiakov à l'époque soviétique (voir les reproductions i73 et i74 en annexe). Selon la critique officielle, on peut voir dans les *Etudiantes* de Constantin Istomine la description d'une *« intelligentsia soviétique qui vient de naître »,* le rappel de sa *« simplicité extrême »*[2]. Les mêmes remarques valent également pour la photographie de leurs homologues ukrainiennes. En cette année marquée par une réhabilitation des valeurs traditionnelles, c'est aussi le retour de la figure de la Jeune Fille. Toujours est-il que la vie en commune semble devoir être synonyme d'ordre et de calme. Les corps doivent être contrôlés, immobiles et concentrés dans l'étude. Leur repos se réalise dans l'inaction, voire la passivité.

Cela peut paraître en contradiction avec la rhétorique révolutionnaire du Grand tournant et son exaltation de l'enthousiasme et de l'activisme de la jeunesse. Rappelons toutefois que ces saynètes représentent l'intimité des jeunes, ce qu'on aurait appelé avant la collectivisation du mode de vie, leur vie *privée.* D'après nos sources, cet aspect de l'existence ne faisait pas l'objet d'un contrôle sourcilleux dans les communes de la

[1] Ce type de représentation était courant dès les dernières années de la NEP. Voir la caricature « *Buvons à la révolution culturelle* » publié dans la Komosomolskâa pravda du 4/05/28 et reproduite par KONECNY, ouvrage cité, p. 239.

[2] V.M. VOLODARSKIJ i dr., *Gosudarstvennaâ Tret'âkovskaâ galereâ,* Izobrazitel'noe Iskusstvo, M, 1974 ; t. 123.

NEP[1], dans la mesure où les principes de respect mutuel, d'égalité et de liberté de chacun étaient respectés. Par contre, l'obsession des mauvaises mœurs qui existaient déjà chez certains dirigeants pendant la NEP (cf. p. 508 et suiv.) percent dans les communes étudiantes à la faveur de l'interventionnisme étatique du début des années trente. Les *« questions des relations sexuelles et de l'amour »* n'étant plus à l'ordre du jour, les penchants à l'agitation sont canalisés, dérivés du domaine intime vers la sphère sociale. À l'été 1930, une double page de la revue étudiante ukrainienne proclame : *« Etudiant ! En utilisant ton congé d'été pour te reposer, n'oublie pas le travail social utile et l'élévation de ton niveau idéologique et politique »* (voir reproduction i75 en annexe). La lecture silencieuse est réduite à un médaillon en bas à gauche. Par contre, les compétitions sportives, l'entraînement militaire, l'aide aux travaux agricoles et les randonnées ethno-topographiques occupent les neuf dixièmes de l'affiche. Passif, soumis et contrôlé au sein de la commune, l'étudiant devient actif à l'extérieur, comme agent de contrôle et apôtre de la soumission.

3.2.2.3 L'autonomie communarde en question

Une même opposition entre l'attitude dans et hors le collectif avait déjà été notée concernant la commune du Zoo-technicum dans les années vingt (cf. p. 338). Rappelons que cette commune apparaissait comme le nœud de jeux d'appareils permettant aux responsables communistes, dont certains jeunes, de prendre le contrôle de toute l'institution en mettant en coupe réglée professeurs et étudiants. Faute de sources directes, il est impossible de détailler à ce point les mécanismes de pouvoir dans les communes des années trente. Néanmoins, d'un article à l'autre, certaines tensions récurrentes s'expriment qui font apparaître les communes étudiantes comme isolées au milieu d'institutions hostiles. Une page d'articles sur les communes étudiantes publiée dans le quotidien de Kharkov en janvier porte un titre fort long, mais explicite : *« Le mode de vie attend sa réforme ! Prenez soin de la nouveauté*

[1] À l'exception d'un collectif charismatique comme celui de la troupe *Berezil*.

impétueuse ! Ne laissez pas dépérir les jeunes pousses du mode de vie communiste ! »[1].

Les administrations d'État sont la première cible des activistes-communards qui s'accordent à constater la faiblesse de leur soutien aux communes. Le Commissariat du peuple à l'Éducation ne mettrait pas assez d'énergie à l'ouverture de nouveaux services (atelier de cordonnerie etc.) et créerait ainsi un *« obstacle bureaucratique »*. Comme les archives du Commissariat témoignent au contraire d'un souci certain pour la question, on peut imputer la critique à l'impatience des jeunes de voir leur rêve s'accomplir[2]. La réalité des conflits doit se jouer à un niveau plus modeste, comme les résistances au regroupement des collectivistes dans le même logement[3]. En 1933, des communards de Dnipropetrovsk racontent une expérience encore plus amère.

> *« Il existait un lien étroit entre la commune et la direction de l'institut. La direction aidait la commune et allait tout le temps au devant de ses désirs. (...) En un mot, la commune était devenue la fierté de tout l'institut.*
>
> *La situation a brusquement changé depuis l'automne 1932. Le nouveau sous-directeur responsable de l'économat, le cam. Poplavsky, non seulement a mis fin à l'aide, mais a de plus commencé à nuire au travail de la commune.*
>
> *Il a commencé par enlever à la commune son réfectoire, en en faisant [un restaurant] « ouvert à tous ». Ensuite, on lui a retiré son combustible. (...) Aujourd'hui, la commune est en déficit de 7027 krb »*[4].

Les organisations étudiantes font également figure d'accusées, y compris quand les procureurs en sont les dirigeants. Ainsi, le *« président du bureau central des étudiants prolétaires »,* un certain Blinov, blâme dans la presse le syndicat étudiant qu'il dirige ; celui-ci manque d'attention vis-à-vis des communes et devrait créer un

[1] « Byt ždët rekonstrukcii. Okružajte zabotoj bujnuû nov' ! Ne davajte začaxnut' molodoj porosli kommunističeskogo byta ! », Xar'kovskij proletarij, 15/01/30.

[2] *Ibidem*, articles de N. RUBAN (« Ot količestva k kačestvu ») et de DNEPROV (« My ždëm pomoŝi »). Dans les archives du Commissariat à l'Éducation, plusieurs liasses (CDAVOVU, 166/9/735 à 744) témoignent de l'activité de la *Division des services aux étudiants* auprès de la *Section du matériel.*

[3] À Poltava en 1931, l'administration impose trois non-communards dans une chambre prévue pour six personnes et où fonctionne déjà une commune de huit étudiants (voir Mykola LOVHYNENKO, « Dyrekciâ lycem... vid komuny », Student revolûcii, n°29-30 -25/10/31-, p. 27).

[4] SAPOŽNIKOV & TIMOŜENKO, article cité.

fonds spécial pour les aider. Une conférence de communards en 1931 le répète : il y a un *« manque de direction de la part des syndicats »*. De la critique des syndicats à celle du Parti communiste, il n'y a pas loin. Un communard de Kharkov raconte les succès de son collectif dans le domaine de *« la collectivisation du mode de vie [et de] la sélection et [de] la formation des militants »,* pour conclure avec amertume : *« Normalement, la réalisation de ces tâches repose sur les organisations du Parti, des syndicats »*. Le désintérêt du Parti pour les communes est confirmé par un article de la revue du Comité central sur *« Le travail des cellules de l'enseignement supérieur »,* en juin 1930. Quatre pages en petits caractères sur l'activité des communistes de Kharkiv dans les universités, et pas une ligne sur la collectivisation du mode de vie… En 1933, la situation ne s'est pas améliorée puisqu'une commune étudiante d'Odessa voit ses projets d'action conjointe avec une commune rurale entravés par *« les organisations régionales du Parti et du syndicat »*. Aux demandes de financement, elles répondent : *« On attend de voir ce qui va en sortir »*[1].

Les communistes semblent pourtant omniprésents dans le mouvement communard. À Dnipropetrovsk, une commune de 186 membres compte 112 militants et sympathisants du Parti et 40 adhérents de jeunesses. Seuls 34 communards (18 % de l'effectif) ne sont pas intégrés à une organisation satellite du pouvoir[2]. De plus, toutes les récriminations contre la passivité et la mauvaise volonté des organismes officiels, Parti et syndicats, s'expriment dans la presse… du Parti et des syndicats. Comme il n'est pas question d'imaginer un quelconque pluralisme en URSS à cette époque, il faut conclure qu'on a sciemment donné la parole aux représentants des communes et qu'ils représentaient donc un pouvoir par eux-mêmes.

L'ébauche de ce pouvoir autonome des communes est tracée dès le premier

[1] BLINOV, « Važen proizvodstvennyj princip », Xar'kovskij proletarij, 15/01/30. V.H., « Kuzni komunistyčnoho vyxovannâ », déjà cité. PYLYPENKO, article cité. R. DOLYNS'KYJ, « Robotu vyš »ivs'kyx oseredkiv na vyŝyj ŝabel' (Xarakterystyka stanu roboty oseredkiv za materiâlamy obstežennâ Xarkivs'koho OPK) », Partaktyvist, n°7-8 (06/30), p. 48-51. MALYJ & KAŠEVIČ, article cité.

[2] PIKMAN & BÊLÊN'KYJ, article cité.

article sur le collectivisme étudiant, en mai 1929. Après avoir comparé le mouvement communard de Kharkiv, limité à quelques chambres, à celui de Leningrad, beaucoup plus étendu, l'auteur indique une voie de développement. Il propose de réunir les communes existantes en un *« conseil central »* à l'échelle de la ville. En janvier 1930, cet organe dirigeant est devenu réalité. Il intervient ès-qualité dans la presse. La photographie de ses cinq membres s'affiche dans *Stoudent revolioutsii* : une femme et quatre hommes[1]. L'un d'entre eux, Pylypenko, signe l'article racontant leur expérience sous le titre *« Nous vivons en commune »*. Dans *Kharkovski proletari*, Dneprov s'exprime comme *« président du conseil de la commune étudiante »*. L'un comme l'autre se permettent d'égratigner le PC. Il faut dire qu'ils bénéficient d'un large soutien. Dans cinq résidences et instituts, *« en tout, les collectifs et les communes réunissent près de 300 personnes »*. Certes, aucun document, public ou interne, ne mentionne la moindre assemblée générale. Partant, le *« conseil central »* est moins un pouvoir étudiant qu'un pouvoir *sur* les étudiants. C'est précisément pourquoi les membres du conseil central peuvent s'affirmer eux-mêmes comme une puissance face aux appareils syndicaux et politiques qui exercent le même type de domination[2].

Le compte-rendu du *« Congrès pan-ukrainien des communes étudiantes »* tenu fin janvier 1931 semble confirmer cette hypothèse. Bien que l'initiative de cette réunion revienne au syndicat étudiant et à sa revue *Stoudent revolioutsii,* les débats tournent implicitement autour de la question de l'autonomie du mouvement. Tous s'accordent à regretter *« la spontanéité, l'absence de plan, de direction et d'orientation »* dans le développement des communes étudiantes et les imputent à la carence des organisations traditionnelles, syndicat et JC. Le point suivant questionne la structuration du mouvement communard. Ici n'existe aucun organe spécifique ; là a été créé un *« comité local des communes »* ; à Kharkiv règne le *« conseil central des*

[1] Portraits en annexe (i76), avec d'autres photographies de la commune étudiante (i77 et i78).

[2] NABOŽYJ, PYLYPENKO et DNEPROV, articles cités. La seule assemblée d'étudiants jamais citée est une réunion de propagande en faveur de la création d'une commune, à l'Institut des peausseries à Kyïv en 1932 (I. VYKUTAN, ŠÊJDER, DAJNKER, « Za isntytut-komunu », Student revolûcii, n°10 -12/04/32-, p. 30).

communes étudiantes ». Les Kharkoviens proposent de généraliser ce mode d'organisation et de pérenniser le congrès sous forme d'un centre pan-ukrainien des communes. Le compte-rendu, laconique, nous apprend juste que l'expérience de Kharkiv a été très critiquée par les autres représentants. Le congrès conclut qu'un conseil central est superflu par rapport au syndicat. Il affirme qu'un statut-modèle des communes étudiantes est nécessaire et décide d'en soumettre le projet au congrès… du syndicat étudiant[1].

Sans sur-interpréter beaucoup, le récit de ce premier congrès des communes étudiantes peut se lire comme l'histoire d'une tentative de prise de pouvoir qui a échoué. Les Kharkoviens avaient essayé de faire plébisciter leur initiative par l'assemblée. Ce faisant, ils essayaient d'en devenir les dirigeants pour former un appareil concurrent du syndicat. Leur échec serait la victoire du cercle dirigeant du syndicat étudiant. Une lecture tout à fait différente, purement discursive, est également possible. Le congrès départageant avec sagesse l'idée juste de la dangereuse déviation est un classique de la liturgie stalinienne, qui sera fixée dans *L'histoire du Parti communiste bolchevique de l'URSS* en 1938. Le développement du Parti est une suite de choix entre l'erreur, défendue par des petits groupes aux intentions troubles, et la vérité, présentée par le Chef et finalement approuvée par la base[2]. Les grands rassemblements staliniens ont rejoué ces cènes *ad nauseam*, quitte à inventer des Judas pour la circonstance.

Or la condamnation des communards autonomistes de Kharkiv rappelle trop cet archétype pour être totalement crédible. Par contre, elle prouve la double utilité propagandiste des communes. Ouvertement, elles aident à populariser les thèmes de la révolution culturelle. De façon plus cachée et machiavélique, elles permettent de fixer l'opposition commode entre la ligne juste et la déviation. Rappelons une pièce de

[1] LOR, article cité.

[2] Voir par exemple les récits des VIIIe, X^e^ et XVe congrès du PC(b)R dans *Histoire du Parti communiste /bolchevik/,* déjà cité, p. 274, 300, 336-337, 341.

l'époque, *L'impertinence* de Pogodine, où un responsable du Parti tance gentiment un étudiant-communard : *« Ta commune, c'est de l'impertinence. Est-ce une bonne chose ? Non, c'est mal »*[1]. Les communes étudiantes servent de repoussoir comme leurs homologues rurales, et permettent une fois de plus aux autorités de se prévaloir du bon sens contre l'extrémisme pour mieux imposer leur domination. Dans la *« guerre contre les rêveurs »* qui se prépare, l'instrumentalisation-condamnation des communes étudiantes ajoute une note originale. Elle s'en prend à la jeunesse et à ses outrances, revenant ainsi sur le discours « jeuniste » qui avait été de rigueur auparavant.

Les arguments échangés lors du congrès de 1931 ne valent donc pas par eux-mêmes. Cela devient évident par la suite. En 1933, après deux ans de silence, on trouve à nouveau *« la question des communes à l'ordre du jour des conférences d'étudiants »*. La rédaction de *Stoudent revolioutsii* constate la dissolution de beaucoup de collectifs en 1931, ce qui peut accréditer la thèse d'une reprise en main bureaucratique après le congrès pan-ukrainien des communes. On apprend qu'il n'y a toujours pas de statut-modèle. Le syndicat étudiant est de nouveau pressé d' *« élabor[er] un nouveau statut permanent des communes étudiantes de mode de vie »,* comme si la tâche n'avait pas déjà été des plus urgentes deux ans plus tôt. Enfin, l'article revient sur une question sensible.

> *« Nous attirons l'attention sur le fait que des communes existaient dans tous les instituts de Kharkiv lorsque fonctionnait un conseil local des communes, conseil qui les unissait, les dirigeait et les aidait »*[2].

La question de la centralisation des communes n'avait donc aucun caractère de principe. Condamnable en 1931, elle est louée en 1933. La querelle des communards Kharkoviens contre les syndicats n'était pas une lutte pour l'autonomie des communes, ni même celle d'un appareil communard contre d'autres organismes bureaucratiques. Il s'agissait au plus d'une lutte de clans entre dirigeants étudiants du syndicat et du Parti.

[1] STITES, ouvrage cité, p. 241.
[2] « Pytannâ pro komuny na porâdok dennyj studkonferencii », Student revolûcii, n°4 (28/02/33), p. 28.

3.2.2.4 L'intérêt du parti

L'enjeu réel de ce conflit semble au demeurant fort mince quand on l'envisage concrètement à l'échelle d'une cité universitaire. Lors du transfert des logements étudiants de la juridiction du Commissariat du peuple à l'Éducation à celle des conseils municipaux en juin 1930, le règlement intérieur a été rappelé. Le préambule est aussi pompeux que vide :

> *« La résidence universitaire est le logement commun* <spivmiŝennâ> *d'un collectif de membres de la société* <hromada> *prolétarienne étudiante et il doit être un exemple d'organisation et de culture de la part des habitants ».*

La suite est beaucoup plus prosaïque. La direction des résidences est *« entièrement »* du ressort de l'administration des établissements supérieurs ou des cités universitaires. Les résidants n'ont que deux prérogatives. D'une part, ils élisent une commission culturelle et une commission sanitaire qui *« coordonneront un plan de travail avec la direction de la résidence »*. D'autre part,

> *« il doit y avoir dans chaque chambre un chef <starost> de chambre élu par les habitants de la chambre. Le chef de chambre répond de l'état sanitaire de la chambre et de son ordre intérieur. Il informe la direction sur les mouvements des habitants dans la chambre et les cas de vol. Il organise également les tours de ménage ».*

Les délégués étudiants sont de simples auxiliaires de l'administration et il ne reste aucun espace pour une organisation étudiante autonome dans cette gestion dirigiste des résidences universitaires. En 1933, le Comité de ville du PC revient sur l'ordre intérieur des foyers et n'évoque plus que leurs directeurs et *« commandants »* (<*komendanty*>, sous-directeurs), tant les élus étudiants semblent accessoires[1].

L'existence des communes semble donc bien fantomatique institutionnellement

[1] CDAVOVU, 166/9/742, *Protokol Narâdy pry NKO v spravi peredačy students'kyx hurtožytok u vidannâ Mis'krad Xarkova, Kyeva, Odesy ta Dnipropetrovska, 1-2/06/1930* : *Roztašuvannâ pro BPS*, § 1, 2, 3, 17 (p. 37 et suiv.). DAXO, P69/1/94, p. 51 (in *K protokolu n°39 §1 … o xode nabora i kul'turno-bytovom obsluživanii studenčestva … v 1933-34 : Zametki Alekseeva, 15/08/33).*

dans la structure du pouvoir réel. Un document montre sous un jour cru qu'il ne faut tout de même pas réduire les collectifs étudiants à un simple produit de propagande. Frappé du sceau *« T[out à fait]. SECRET »* *<Z[averšeno]. TAÊMNO>,* c'est une résolution du secrétariat du Comité du PC de la circonscription de Kharkiv. Datée du 25 mars 1930, la décision est un *« Addendum au procès-verbal n°46, §14 des 3-5 février 1930, sur l'exposé de la fraction communiste du Bureau de circonscription des étudiants prolétaires »*. Dans le contexte de la réforme des établissements supérieurs et de la politique de promotion de nouveaux cadres, le Comité juge que le syndicat étudiant a fait *« un travail insatisfaisant »*. La faute en reviendrait à *« l'inactivité du présidium du Bureau central des étudiants prolétaires (dans son ancienne composition) »*[1].

L'acte d'accusation est singulièrement vague. Excepté la persistance *« de sentiments droitiers dans certaines couches du monde estudiantin »,* le Comité ne reproche à l'ancienne direction syndicale que de bien vagues *« manque[s] d'autocritique [et] d'orientation »*. Les décisions prises donnent par contre une idée de ce qui se joue en fait. Si

> *« la liquidation du Bureau de circonscription des étudiants prolétaires [est] une proposition prématurée [,...] il suffira de liquider l'administration de l'organisation syndicale étudiante, de transférer toute la responsabilité des établissements supérieurs aux directeurs et à l'ensemble des professeurs »*[2].

La direction régionale du PC a décidé de se débarrasser du syndicat étudiant ou, du moins, de le subordonner à l'administration des établissements. La coquille ainsi vidée de sa substance sera qui plus est placée sous la tutelle renforcée du parti, comme le précise ultérieurement la résolution. Sans attendre la dissolution définitive du Bureau des étudiants prolétaires en 1933, ces mesures rendaient les organisations étudiantes vaines et leurs querelles assez dérisoires. Elles n'étaient plus que la vitrine d'un

[1] DAXO, P5/1/75 (*Protokoly zasedanij sekretariata Xar'kovskogo OkružKoma KP(b)U,* 1/01-20/03/30), p. 48-49 (*« Dodatok do protokolu n°46 §14 vid 3-5 lût. 30 r. na dopovid' komfrakcïï Okružnoho Bûra Proletars'koho Studentstva – Rezolûciâ*).

[2] *Ibidem*, § 15 et 4.

pluralisme social inexistant mais dont l'image était nécessaire au régime.

Dans ce dispositif de réorganisation du pouvoir dans l'enseignement supérieur, le Comité

> *« considère qu'il est nécessaire (...) que les fractions [communistes] du Conseil municipal, du Comité exécutif de circonscription (...) et du Conseil syndical de circonscription aident autant que possible les communes de mode de vie, en concourant à leur logement et à la collectivisation plus poussée du monde étudiant. (...) Pour augmenter l'influence des communistes sur les étudiants sans-parti, [il est nécessaire] de re-répartir dès l'automne les étudiants dans les foyers, en respectant le principe des intérêts communs et de la mise en place de l'influence communiste »*[1].

Les communes apparaissent comme un des moyens secondaires de remplacer le syndicat étudiant. On s'aperçoit également que la réorganisation des foyers, destinée officiellement à aider la cause du collectivisme, aura essentiellement permis de placer les militants communistes comme autant de mouchards au sein de la communauté étudiante.

Le système de pouvoir dans le monde universitaire tel qu'il se dégage de l'étude des communes étudiantes, apparaît d'une extrême complexité. C'est une accumulation de faux-semblants intriqués les uns dans les autres en abyme. Au nom des idéaux collectivistes et égalitaires consubstantiels au régime, des communes étudiantes sont formées. Rejouant la scène primitive de l'assaut révolutionnaire de la jeunesse dans le nouveau contexte du Grand tournant, elles servent ouvertement à défendre une discipline des corps et des esprits calquée sur les modèles appliqués dans l'agriculture et l'industrie. Leurs organisateurs sont de jeunes militants aspirés dans le courant ascendant de la promotion des nouveaux cadres. Ils instrumentalisent avec naïveté mais sans scrupules une commune qui *« gagne de l'autorité dans la communauté*

[1] *Ibidem*, respectivement : § 12.v et 14.

étudiante »[1] (je souligne). Ils y voient en effet l'arme d'une guerre contre d'autres appareils, animés par d'autres jeunes militants tout aussi soucieux de valoriser leur propre autorité. Le débat met en scène la radicalité contre l'efficacité, jouant avec les représentations aussi complémentaires qu'opposées de la Jeunesse et de l'Ordre. Dans les coulisses, les dirigeants du Parti extérieurs au monde universitaire jouent les différentes instances les unes contre les autres. Virage après virage, ils visent un contrôle de la masse étudiante, contrôle efficace parce que systématique. Pour se rassurer sur l'état d'esprit des jeunes, ils multiplient les exigences idéologiques, approchant l'idéal d'un encadrement total.

Pour l'étudiant moyen, choisir son chemin dans l'université stalinienne devait tenir tant du parcours dans un labyrinthe bureaucratique que de l'expédition dans une jungle infestée de prédateurs. Un dossier conservé par la Commission des affaires étudiantes permet de s'en faire une idée. Maria Romanovna Guitchko était inscrite en deuxième année à l'école professionnelle de chimie alimentaire de Kharkiv. Elle en est exclue au début 1930 à cause de ses origines sociales : sa mère est propriétaire d'une maison et son père était commerçant. Dans une requête adressée le 21 février au conseil municipal, elle se justifie d'abord de ces accusations. Son père est mort, et il est d'autant plus difficile de rompre avec sa famille, c'est-à-dire d'abandonner sa mère. Cette dernière est bien propriétaire d'une maison, mais comme celle-ci est peuplée d'ouvriers, elle ne rapporte guère que la somme nécessaire aux travaux d'entretien[2].

En dehors de cette défense assez maladroite, Maria Guitchko développe un argumentaire plus politique.

> *« Mon exclusion de l'école a été le dernier d'une longue série de désagréments qui se sont exprimés : par le refus de m'admettre à*

[1] Expression d'un militant de l'Institut d'édification agricole de Poltava. STROÊVA, BLAŽ UK & HRYHORENKO, « Na peredovomu postu », Student revolûcii, n°10 (12/04/32), p. 29.

[2] CDAVOVU, 166/9/1417 (*NarKom Osvity / Upravlinnâ SocVyxu / Central'na Komisiâ po studspravax / Protokoly zasidan' Xarkovs'koï okružnoï komisiï v students'kyx spravax i materialy do nyx 4/01-20/05/1930*), p. 40 *« Zaâvlenie »* du 21/02/30.

participer au travail des brigades, des communes ; par ma destitution du poste de responsable du Secours rouge, alors que tout le groupe m'avait élu ».

Brigades et communes n'ont pas de contenu particulier. Ce sont juste des formes d'intégration sociale vis-à-vis desquelles l'étudiante veut manifester sa bonne volonté. La légitimité qu'elle affiche en vertu de son élection montre aussi les limites de sa compréhension du système. Elle croit qu'il suffit d'être volontaire et populaire. La Commission, qui rejette sa demande, lui montre son erreur. Guitchko est bien exclue *« comme fille de commerçant-propriétaire, mais également en conséquence de ce que l'ex-étudiante est orientée idéologiquement de façon anti-soviétique »*[1].

3.2.3 LA *MAISON-COMMUNE*, DE L'UTOPIE A L'ABSURDE

Parmi les legs les plus appréciables — sinon les plus appréciés — des années vingt-trente à la capitale de l'Ukraine soviétique se trouvent les monuments architecturaux du constructivisme. La place Dzerjinski (voir sur le plan c7 en annexe), la plus grande du monde avant la deuxième guerre, est un ensemble unique en son genre, entourée par une série de bâtiments avant-gardistes conçus entre 1926 et 1932 : le siège du Comité central du PC(b)U, l'hôtel « Internationale », la Maison de la coopération et deux réalisations qui frappent particulièrement l'œil. Elles sont nées du crayon de Serafimov, un architecte de Leningrad. La *Maison des projets*, en forme de livre ouvert, est surmontée d'un aileron futuriste. Le *GosProm,* Maison de l'industrie d'État, est une série de tours dont les hauteurs relatives représentent les premières notes de l'*Internationale*[2].

[1] *Ibidem*, et p. 42, extrait du §7 du procès-verbal n°5 de la Commission (20/04/30). Voir photographies de la Maison des projets, du Gosprom, du bâtiment du CC du PC(b)U et de l'hôtel *Internationale* (i79 à i82) en annexe.

[2] Presque entièrement détruits pendant la guerre, ces deux derniers bâtiments ont été reconstruits. La conception originale du *GosProm* aurait été à peu près respectée, n'était l'antenne de diffusion télévisuelle qui a été ajoutée. Prévue à l'origine comme siège du gouvernement soviétique d'Ukraine avant le changement de capitale et devenue après guerre le bâtiment de l'université d'État, la *Maison des projets* a été privée de son aileron et décorée de colonnades pour cacher son audace derrière un apparent classicisme. Il faut dire que, « *bien que les auteurs du projet de la Maison de l'industrie d'État eussent également payé leur tribut à l'engouement constructiviste, [ils] réussirent au cours du chantier [à] rapprocher le résultat de ce bâtiment monumental des sains principes du réalisme socialiste. (...) On ne peut en dire autant de la Maison des projets qui fut l'expression éclatante des aspects négatifs du constructivisme »*... (A.F. MIXAJLIK, « Arxitektura i planirovka » in *Xar'kov : spravočnaâ kniga,* déjà cité, p. 130 ; ce livre date de 1957). Sur le projet initial de la place Dzerjinski et sa réalisation partielle, voir A.Û. LEJBFREJD & Û.Û. POLÂKOVA, *Xar'kov, ot kreposti do stolicy (Zametki o starom gorode),* Folio, X, 1998 ; p. 117-118. Il faut noter que la *Deuxième maison des soviets* était située dans cette zone avant qu'on y aménage la place. Le bâtiment du CC du PC(b)U fut logiquement construit à côté d'elle.

Pour la suite de la promenade architecturale, je laisse la parole à un vieux Kharkovien, B. Krasovitski :

> *« On commença à édifier un nouveau quartier d'habitation derrière le GosProm, en même temps qu'avançait le chantier de la place. Des maisons de cinq-six étages se construisaient, bordant des rues naissantes. La Maison des spécialistes, [les grands ensembles] le « Syndicaliste », « l'Industriel rouge » et la « Maison des travailleurs du tabac » ont délimité les rues Romain Rolland et Henri Barbusse et la perspective de la Pravda. La maison « Le plan quinquennal en quatre ans » a poussé à l'angle de la rue Danilevski et de la future perspective Lénine. Ces maisons ont encore belle allure aujourd'hui, du moins de l'extérieur. De plus, à l'époque, elles aidaient (...) à calmer dans une certaine mesure la crise du logement dans une capitale industrielle au développement rapide. [En effet,] les gens vivaient dans des appartements communautaires, et beaucoup dans des sous-sols insalubres »*[1].

Dans la description de ce quartier de *« la ville de [son] enfance »,* le scientifique oublie le grand ensemble qui occupe la parcelle située après le *« Plan quinquennal en quatre ans »* quand on avance dans la perspective Lénine en quittant la place Dzerjinski. Achevé en 1932-1933, il se distingue moins par ses lignes banales (voir photographies i83 et i84 en annexe) que par son nom : *Novy pobout,* c'est-à-dire *Nouveau mode de vie* en ukrainien.

3.2.3.1 La maison-commune, fille du grand tournant

Si l'on excepte les résidences universitaires, *Nouveau mode de vie* est à ma connaissance la seule maison-commune construite à Kharkiv. Comme il s'agit des seules traces physiques du rêve communautaire de la jeune URSS, ces quelques barres au crépi gris-sale valent qu'on s'y arrête. Nous avions laissé les maisons-communes au milieu des années vingt, alors qu'elles apparaissaient à Kharkiv comme des pensions de famille gérées par les syndicats (cf. p. 530 et suiv.). Parallèlement à de telles tentatives

[1] B.M. KRASOVICKIJ, *Stoličnyj Xar'kov, gorod moej ûnosti,* Folio, X, 1994 ; p. 14.

pour résoudre pratiquement la crise du logement, un effort de définition théorique avait été entrepris dans un sens plus phalanstérien. En 1925-26, le conseil municipal de Moscou avait par exemple lancé un concours architectural pour l'édification d'une maison-commune sous la devise *« Une vie nouvelle exige des formes nouvelles »*. En plus de leur offrir des services collectifs (cuisine, laverie…), il s'agissait de loger 750 à 800 personnes en *chambres individuelles* de 9 m², sachant que les couples et les familles devaient pouvoir réunir leurs pièces en un espace commun[1].

Des membres de la *Société des architectes contemporains* <OSA> reprennent l'idée en 1927. Or, au fur et à mesure que le concept est travaillé, on constate que les projets sont de plus en plus ambitieux quantitativement et tendent à diminuer la cellule individuelle au profit des espaces collectifs. L'*Encyclopédie soviétique* synthétise cette évolution : *« seules les chambres restent d'usage individuel, tout le reste de l'immeuble (cuisines, réfectoire, chambres d'enfants, buanderie etc.) étant d'usage collectif »*. Cette logique culmine avec *« la super-collectivisation du mode de vie »* projetée par V. Kouzmine. Il édicte un emploi du temps précis jusqu'à comptabiliser les 2 minutes de déplacement d'une pièce à l'autre. Les chambres regrouperaient six personnes, les sanitaires et les vestiaires étant communs. Dans le cadre de l'abolition de la famille, les *« enfants viv[raie]nt indépendamment tout en ayant les relations nécessaires avec leurs parents (à travers des galeries chauffées) »* et les couples pourraient bénéficier *à la rigueur* d'une chambre pour deux. Ce cas extrême, jamais réalisé, est tout de même emblématique de l'orientation de l'époque. D'après Anatole Kopp,

> *« Cette tendance au gigantisme s'explique fort bien : par la prise de conscience de plus en plus aiguë des besoins en logements ; par la recherche d'une économie qui résulterait de la concentration de l'habitat ; par les perspectives ouvertes par l'industrialisation du pays (1er plan quinquennal) »*[2].

[1] Sur la genèse des maisons-communes, on consultera KOPP, *Ville et révolution,* p. 156. Du même auteur, *Changer la ville, changer la vie,* déjà cité, p. 200-201.

[2] « Dom kommuny », déjà cité, in *BSE-1,* T. 23 (1931). Plan de Kouzmine dans *Ville et révolution,* déjà cité, p. 161-162. Seconde citation tirée de *Changer la ville…,* déjà cité, p. 202-203.

Cette remarque nous renvoie, une fois de plus, au Grand tournant, et la chronologie locale correspond ici encore à celle du reste de l'URSS. La *Coopérative de Construction de Logement « Nouveau mode de vie »* <ŽilStrojKoop Novyj Pobut> s'est vu accorder des terrains le 28 décembre 1929. Elle signe un accord préalable avec le *Comptoir de construction de logement* <ŽilStrojKontora> le 10 janvier 1930. Début mars, la presse locale rendait public un projet assez semblable. Le *Kharkovski proletari* faisait connaître à ses lecteurs *« la coopérative de construction de logement "la Commune" »* lancée par un groupe d'écrivains. Le projet s'adresse aux membres des syndicats d'écrivains, de journalistes, d'imprimeurs, de typographes. Les adhésions sont possibles jusqu'au 15 mars au comité local de l'Union des écrivains, sis aux Éditions d'État <*DVU*> (au 31, rue Liebknecht). Les ouvriers du livre doivent quant à eux demander un formulaire à leur section syndicale <*zavkom*>. La cotisation s'élève en principe à 3 roubles par adulte. Mais *« le bureau d'organisation du nouvel effectif* <sostav> *a écouté les remarques des ouvriers et a établi des apports différenciés pour l'adhésion et des paiements différenciés des frais ultérieurs de vie dans "la Commune" »*. Il est donc possible à des ouvriers peu payés de devenir sociétaires de la coopérative[1].

Après l'égalitarisme en conformité avec les valeurs du Grand tournant, on retrouve ensuite le volontarisme quantitatif et qualitatif. Le *« bureau d'organisation de la coopérative de construction de logement "la Commune" »* dit se fixer comme objectif d'adhésion à la coopérative mille membres. Mais il vise un collectif encore plus grand à moyen terme car, dans une optique de rationalisation, *« il est plus facile d'offrir des services à tout le monde dans une grande commune »*. L'alimentation sera entièrement socialisée grâce à des réfectoires et donc toute préparation individuelle de repas sera interdite. L'éducation des enfants sera entièrement assurée par *« la Commune »* dès leur naissance. Le lien avec les parents et les adultes ne sera préservé que dans la

[1] DAXO, R1451/5/47, *Xar'kovskij Oblastnoj soûz ŽilArendnyx i ŽilStroitel'nyx Kooperativov Novyj Byt (Dokumenty o stroitel'stve ŽSK),* T.1, p. 2. « Stroitel'nyj sezon : Žilstrojkoop "Kommuna" », Xar'kovskij Proletarij, 9/03/1930.

mesure où tous les résidants, petits et grands, partagent la même vie dans le collectif. C'est-à-dire que les parents n'ayant plus les soucis du ménage pourront se concentrer sur le *« contenu matériel »* et le *« contrôle »* de l'éducation. Cette séparation entre enfants et adultes a pour corollaire la reconnaissance de l'indépendance des jeunes. Dès l'âge de 16 ans, chacun a droit à une chambre individuelle. Par conséquent, il n'y aura pas d'appartements familiaux. Une famille peut à la rigueur se regrouper dans des chambres mitoyennes. Mais elle n'a pas le droit de les transformer en appartement, c'est-à-dire de regrouper tous les lits dans une chambre et faire de l'autre chambre un salon. De tels appartements seraient *« contraires aux normes tant sanitaires que morales de la vie en collectivité »*. Par contre, une pièce individuelle supplémentaire est fournie sur demande en fonction des besoins professionnels de l'intéressé (s'il est professeur, écrivain...)[1].

Le cahier des charges de *Nouveau mode de vie*, élaboré fin février 1930 semble un peu moins draconien.

> *« Le principe général du projet [est fondé sur] le passage au nouveau mode de vie, [qui,] en liaison avec l'actuelle socialisation <socializaciâ> rapide du pays doit trouver une traduction nouvelle dans la structure du logement ouvrier [. Dans celle-ci,] l'attribution fonctionnelle tant de tout l'appartement que de chaque pièce doit radicalement se transformer dans le sens d'une mise en commun <obobŝestvlennie> des services économiques rendus à la famille ouvrière, de l'éducation et de la surveillance des enfants, (ce qui signifie l'affranchissement intégral de la femme vis-à-vis de la cuisine, de la lessive et des langes), ainsi que des besoins culturels et sportifs de ce collectif.*
>
> *C'est pourquoi il faut que tous les espaces qui desservaient (...) jusqu'à présent une seule famille deviennent un équipement tout à fait social au service de tous les résidants de la maison.*
>
> *Néanmoins, comme la socialisation <obobŝestvlennie> complète de l'alimentation rencontre encore actuellement une série d'obstacles, on*

[1] *Ibidem.*

devra prévoir dans les cellules d'habitation concernées la possibilité de préparations culinaires (...) d'appoint [. Ces] équipements de cuisine doivent être amovibles à l'avenir de façon définitive (...). En conséquence, la cuisine et le réfectoire du secteur socialisé (...) doivent être prévus (comme tous les autres institutions à usage collectif) pour satisfaire les besoins de l'effectif total des habitants.

La cellule d'habitation, prévue pour les célibataires ou les familles, doit entièrement répondre aux exigences sanitaires d'hygiène en ce qui concerne la norme de surface, l'aménagement en meubles et la planification rationnelle (...) des espaces ([avec] possibilité de les séparer, de les élargir ou de les réduire en cas de besoin). Le secteur socialisé et le secteur d'habitation doivent constituer une seule entité organique et être reliés par des passages chauffés pratiques, occupant le moins de place possible »[1].

Le projet se veut donc plutôt réaliste, ménageant les habitudes liées à l'ancien mode de vie pour mieux préparer le passage au nouveau. C'est peut-être pourquoi *Nouveau Mode de vie* a été réalisé alors que le destin de *« La Commune »* de l'Union des écrivains est inconnu[2]. La suite du projet est plus technique, mais, à ce titre, elle est intéressante dans ce qu'elle donne à imaginer d'un modèle de vie socialiste. Le grand ensemble occupera une parcelle d'un seul tenant, indépendante, délimitée par des rues. Les constructions n'occuperont pas plus de 25 à 30 % de la surface au sol, laissant beaucoup d'espace pour des cours[3]. Comme elles ont abondamment été plantées d'arbres, ce quartier ultramoderne donne aujourd'hui l'image vue d'avion d'une forêt parsemée d'immeubles (voir photographie i85 en annexe).

Les immeubles sont prévus pour une population de 3600 personnes occupant 900 appartements pour une surface totale habitable de 34 485 m². Les types de ménage les plus nombreux doivent être les familles de 3 à 5 personnes, représentant 76 % de l'effectif total. Seize pour-cent des résidants appartiendront à des familles de 6

[1] DAXO, R1451/5/47, *Zadanie na proektirovanie doma ŽSK « Novyj Byt »* (s.d., vers la fin février 1930, signé SARATIKOV, président de la coopérative de construction de logement), p. 29-30.

[2] voir plus loin.

[3] *Ibidem*, p. 29-30.

personnes, contre 8 % de célibataires et de couples sans enfants. La norme est de 9,58 m² par résidant, mais elle est pondérée en fonction de la taille du ménage. Le célibataire dispose d'une pièce de 12 m² alors qu'à partir de 4 membres, les familles n'ont plus que 9 m² pour chaque individu. Comme dans le projet de l'Union des écrivains, il est prévu qu'à certains appartements de trois pièces soit adjointe une chambre supplémentaire *« pour le repos ou le travail intellectuel »*[1].

Les appartements familiaux apparaissent comme des logements autonomes car ils *« doivent avoir en majorité une sortie directe sur un palier d'escalier »* et disposeront d'une pièce-cuisine de 7 m² (transformable en pièce de vie). Les cellules d'habitation <*žilâčejka*> pour célibataires sont les mieux intégrées au réseau de services collectifs. D'abord, elles seront meublées et ordonnées le long de larges couloirs <*po korridornoj sisteme*> (voir photographie i86 en annexe). Elles disposeront d'un WC pour 10 et d'une salle de bain pour 20. Pour 25 de ces cellules, on proposera une buanderie et une cuisine disposant d'un samovar et d'un réchaud. Tous les résidants auront le chauffage central et pourront utiliser des réfectoires dispensant 2 370 repas[2], une laverie d'une capacité de 1 200 kg de linge par jour, un salon de coiffure, un magasin de 200 m², un cabinet médical, un bureau de poste, un atelier de réparation, un garage pour les deux-roues et même un abri contre les gaz de combat. Pour les plus petits, il y aura 360 places en crèche et autant en jardin d'enfants, avec possibilité de les soigner, de les laver et de les restaurer sur place. Un club sera ouvert aux résidants de la maison ainsi qu'au voisinage. Il doit comporter huit salles de lecture (de 40 m²), une salle des périodiques, huit petites salles de musique (12 m²) et douze pour *« les activités calmes »*[3].

---

[1] *Ibidem*.

[2] D'après le cahier des charges, sur 3600 habitants, il faut retrancher 20 % d'enfants de moins de 7 ans (nourris dans les crèches et jardins d'enfants) et 10 % de gens momentanément absents. Il faut également penser que les familles les plus nombreuses mangeront en deux services. Il reste donc 2370 places de réfectoires à offrir en un service, en prévoyant une salle de vestiaire pour ceux qui viennent de l'extérieur (p. 30).

[3] *Ibidem*, p. 31 et suiv..

3.2.3.2 Un assaut néo-conservateur

Il y a quelques années, photographiant un des larges couloirs, encombré du bric-à-brac des locataires de chambres « individuelles », j'ai été abordé par un des résidants. Avec une méfiance toute soviétique, il voulait savoir ce que je faisais là, pourquoi je prenais des photos. Comme je répondais par mon intérêt pour l'histoire de l'architecture, l'usager du *Nouveau mode de vie* affirma qu'il aimerait justement bien connaître l'architecte car il aurait deux mots à lui dire… La réalité est bien éloignée d'un projet assez attrayant et équilibré. Il semble évident d'imputer ce décalage à la contradiction entre la vie que les gens voulaient vivre et celle qu'on voulait leur faire vivre. Je voudrais néanmoins attirer d'abord l'attention sur le traitement que le régime a infligé à son propre rêve.

Deux types de facteurs, idéologiques puis sociaux, participeront à défigurer profondément l'idée initiale du *Nouveau mode de vie*. Au niveau idéologique, le projet avait été lancé fin décembre 1929, c'est-à-dire au plus fort de l'offensive collectiviste tant en ville qu'à la campagne. Le 27 février 1930, on peut estimer que tout est prêt : un architecte a accepté le cahier des charges et entend mener à bien le projet en quatre mois. Il exige 6 000 roubles pour lui en plus des 20 000 roubles rétribuant son équipe de onze personnes. L'homme de l'art s'appelle Pokorny. Deux ans plus tôt, il avait réalisé un immeuble d'habitation pour le trust d'État *L'Acier du sud* <Ûgostal'> dans le style… néo-renaissance ! Se lançant désormais dans un projet d'avant-garde, il mérite bien son nom : *pokornyï* signifie *humble, soumis*[1].

La bonne composition vis-à-vis des vœux du pouvoir est vite mise à l'épreuve. *« Le vertige du succès »* est publié le 2 mars. Certes, ce signal d'arrêt de l'offensive socialiste ne concerne que la collectivisation agricole. Il faut pourtant se souvenir que

[1] DAXO, R1451/5/47, p. 22 (lettre de POKORNYJ à l'*UkrŽilStroj* datée du 27/02/30). La description de la précédente réalisation de Pokornyj est tirée de Tat'âna DAVIDIČ, « Xar'kov : istoriâ i arxitektura (2. Ulicy i ploŝadi goroda) » in http://www.kharkov.ua/culture/architec.htm, site à la fois érudit et abondamment illustré. Voir également *Xar'kov : spravočnaâ kniga* (1957), déjà cité, p. 129.

les effets de ce coup de barre à droite s'étaient également fait sentir pour les communes de production. Le logement et l'architecture semblent bénéficier d'un sursis puisque Larine édite en mars sa brochure sur *La collectivisation du mode de vie.* Le couperet ne tombe que plus tard, le 16 mai, dans une résolution du Comité central du PC soviétique *« Sur le travail de réforme du mode de vie »* <O rabote po perestrojke byta>. Le texte commence par se féliciter de la création *« de brigades de mode de vie dans une série d'entreprises »* pour déplorer ensuite :

> *« Le CC remarque qu'en même temps que se développe le mouvement pour un mode de vie socialiste, certains camarades (Iou. Larine, Sabsovitch et d'autres) font des tentatives tout à fait infondées, à demi-fantastiques et donc nuisibles, de sauter « d'un seul bond » les obstacles [qui existent] sur le chemin de la réforme socialiste du mode de vie [. Ces obstacles] ont leur source d'une part dans l'arriération économique et culturelle du pays et d'autre part dans la nécessité d'attribuer actuellement le maximum de ressources à l'industrialisation la plus rapide du pays, laquelle créera pour de bon les prémisses matérielles d'une refonte radicale du mode de vie ».*

La résolution accuse les théoriciens de la collectivisation du mode de vie de dissimuler leur *« nature opportuniste »* derrière *« une phraséologie gauchiste »* <levaâ fraza>. À l'opportunisme se rattache l'idée d'imputer au budget de l'État toutes les dépenses d'urbanisation et de planification du quotidien. Le gauchisme tient à

> *« la socialisation rapide de tous les aspects du mode de vie des travailleurs : nourriture, logement, éducation des enfants en séparation d'avec les parents, en rompant les liens quotidiens entre les membres de la famille et en interdisant administrativement la préparation individuelle des repas etc. ».*

En résumé et en conclusion, *« ces entreprises utopiques nuisibles »* provoquent *« un gaspillage de ressources et un discrédit cruel de l'idée même de réforme socialiste »*[1].

La condamnation de Larine est assez injuste car Anatole Kopp montre de façon

[1] Pravda, 29/05/30, p. 5 : « O rabote po perestrojke byta (postanovlenie CK VKP(b) ot 16 maâ 1930 goda) ».

convaincante qu'il cherchait une voie réaliste, praticable pour mettre en œuvre l'utopie collectiviste. Mais faut-il chercher des raisons intellectuellement sérieuses derrière tel ou tel virage idéologique ? L'argument principal de la résolution — l'industrialisation comme moyen de vaincre l'arriération — est précisément celui de Larine (cf. p. 691) comme celui de Skvortsov-Stepanov avant lui (cf. p. 509). Il peut donc servir une cause et son contraire. Les similitudes formelles de la résolution du 16 mais avec *« Le vertige du succès »* me semblent plus riches de sens. Quand l'article de Staline dénonce *« les décrets bureaucratiques »,* la résolution sur le mode de vie critique les *« interdictions administratives »*. De même, la défense relative des liens familiaux coïncide avec celle, tout aussi relative, de la propriété paysanne. La logique discursive soumettait les questions annexes (communes de production, maisons-communes) au problème central de la politique rurale[1].

Même si elles ne sont pas visées pour elles-mêmes, les maisons-communes paient néanmoins le tribut de cette condamnation. C'est particulièrement sensible dans l'article du kharkovien Polotsky, *« Nouveau mode de vie — homme nouveau »* déjà cité (cf. p. 690). Publié sans doute au début mai, la première partie du texte n'évoque pas le communalisme architectural mais critique d'une part le formalisme esthétique de certaines constructions tout en encourageant par ailleurs l'organisation d'artels et de communes. Deux mois plus tard, la seconde livraison s'ouvre sur une critique du

> *« célèbre cam.[arade] Sabsovitch [qui] projette de socialiser notre mode de vie à tel point que chaque personne n'aura à sa disposition pour sa vie privée qu'un compartiment pour dormir. (...) Dans son projet, il faut arracher l'enfant à la famille dès la naissance ».*

Polotsky découvre alors, comme par hasard, l'existence de la maison-commune des écrivains...

> *« Le groupe d'écrivains ukrainiens qui organise en ce moment à Kharkiv*

[1] KOPP, *Changer la vie...,* déjà cité, p. 252-253. STALIN, « Dizzy with success », *Problems of Leninism*, p. 487. Voir aussi la « *forte pression administrative* » mise en cause par Staline le 3 avril 1930 (« Reply... », *Ibidem*, p. 499).

> *une coopérative de logement-commune défendait également au début cette position [. La coopérative] inclua[it] dans son contrat de commune un point qui interdisait aux épouses d'organiser un appartement à partir des différentes chambres de la famille, (...) et c'est pourquoi on avait prévu expressément d'interdire de déplacer les meubles d'une pièce à l'autre. Une chose est sûre, il ne s'agit de rien d'autre que du « vertige du succès » sur le chemin de la réforme de notre mode de vie, du saut par-dessus les étapes de la révolution culturelle, d'absences « gauchistes »* <livi zaskoky> *qui peuvent seulement [servir de] repouss[oir pour] de larges masses ouvrières et paysannes (...), jouent le jeu de ceux qui défendent l'ancien mode de vie et craignent tout ce qui est nouveau. Ici comme en ce qui concerne la collectivisation, les absences « gauchistes » versent objectivement de l'eau au moulin des droitiers et sont, par là-même, opportunistes »*[1].

Aucune ambiguïté n'est possible dans la mesure où Polotsky se réfère ouvertement à la retraite tactique de mars 1930 (*« Le vertige du succès »*) et cite presque textuellement Staline. Le Chef écrivait que *« les auteurs de ces distorsions, qui s'imaginent « de gauche », apportent de l'eau au moulin de l'opportunisme de droite »*[2].

Selon un schéma éprouvé, la place des communes de logement dans les médias diminue brusquement à partir de ce moment. Il n'est plus jamais question dans la presse ukrainienne des *maisons-communes*. En 1932, on reparle à deux reprises des *communes de mode de vie*. Dans un reportage sur les constructeurs de l'Usine de turbines comme dans un *« roman de production »* sur l'entretien des locomotives, il s'agit d'équipes d'ouvriers vivant ensemble dans des conditions fort précaires. Dans le premier cas, les ouvriers sont logés dans des baraques <*baraky*> de chantier. Dans le second, il s'agit d'une *« grande pièce quadrangulaire [avec] six simples lits en fer, autant de chaises, une table et une petite armoire »*. Les ouvriers

> *« vivaient et travaillaient en bonne amitié : ils allaient ensemble aux réunions du parti, de l'équipe de production, au club et au travail. Ils*

[1] POLOC'KYJ, article cité, Červonyj šlâx n°7-8 (1930), p. 177-178.
[2] STALIN, « Dizzy... », p. 487.

travaillaient maintenant dans la deuxième équipe. Il n'y avait pas eu de réunions auparavant et les communards, assis autour de la table, lisaient »[1].

Pas plus que dans la description d'une *caserne* ouvrière à Lougansk en 1927 (cf. p. 296), il ne s'agit d'un collectif autonome. Malgré les embellissements de la propagande, il est clair que ces *communes* de logement permettent avant tout une grande disponibilité de la main d'œuvre. La photo d'un *collectif de mode de vie* à Leningrad à la même époque permet par ailleurs de se faire une idée des mauvaises conditions d'existence (voir photographie i87 en annexe).

Parallèlement à la minoration des communes, une certaine réhabilitation de la cellule familiale fait son chemin. Sur la page où l'on décrit les baraques-communes du chantier de l'Usine de turbines, un dessin représente *« L'appartement du cam.[arade] Troïtsky, tourneur à l'atelier d'outillage de l'Usine de tracteurs »*. Ce trio familial reproduit l'archétype « Papa lit, maman coud ». L'inflexion se confirme en 1933, avec les premières photos de la presse communiste représentant explicitement des familles : *« Famille du forgeron travailleur de choc Deterer (kolkhoze K.Liebknecht, arrondissement de Stalingrad) »* dans *Koultfront* (*Le Front culturel*) en janvier ; *« Famille de la kolkhozienne Motria Tymofeevna Kossova »* dans *Komounarka Oukraïny* en novembre (je souligne ; voir illustrations i88 à i90 en annexe). Néanmoins, l'évolution qui aboutira à la criminalisation de l'homosexualité en 1934 et à l'interdiction de l'avortement en 1936 n'en est encore qu'à ses débuts. La condamnation *politique* des déviations gauchistes dans le domaine du mode de vie en 1930 n'est pas encore l'interdiction *juridique* d'une organisation originale de la vie privée. L'anathème idéologique a surtout comme fonction d'assurer un contre-feu potentiel lors des zigzags du pouvoir, comme on l'a déjà vu concernant les collectifs ruraux, industriels ou

[1] KROTOV, BEREZA, ČAPLYHIN, MEC, SERHIÊNKO, ČUŠKIN, HOLUB, HERŠMAN, BESEDINA, « Zrobymo pobutovi komunky Peredovymy zahonamy Na fronti markso-lenins'koho vyxovannja robitnykiv », Kul'tfront n°16-17 (06/1932), p. 8. Ûxym ZORÂ, « Avangard. Roman », Žyttâ i revolûciâ, n°1 (1932), p. 32. La deuxième partie du roman qui devait être publiée ultérieurement n'a jamais paru.

étudiants[1].

Les *maisons-communes* subsistent donc, mais un peu dans l'ombre[2]. L'article qui leur est consacré dans la *Grande encyclopédie soviétique* en 1931 est court, très informatif et évite tout jugement de valeur. Assez complet sur le volet de la conception et la réalisation architecturale — à mettre au crédit d'une économie en plein essor —, il limite l'ambition sociale des maisons-communes : *« liquider l'analphabétisme, combattre la religion, l'alcoolisme, la grossièreté et l'inculture »*. Dans ces conditions, faut-il s'étonner qu'on n'entende plus parler de la maison-commune des écrivains à Kharkiv après l'assaut critique de Polotsky ? Il n'en restera qu'un simple immeuble de rapport si jamais elle a été réalisée[3]. Le cas de *Nouveau mode de vie* est plus délicat : en mars 1930, la société coopérative est constituée, elle a déjà signé des contrats tant avec les services municipaux qu'avec l'organisme technique supervisant les chantiers. Vu le besoin criant de logement, il est impossible d'annuler le projet. Sans doute est-il également trop tard pour le modifier de fond en comble car l'architecte s'est attelé à la tâche. Reste à construire jusqu'au bout la maison-commune, quand bien même plus personne ne croit à *« la forme nouvelle de vie nouvelle »*[4]...

3.2.3.3 La sape Bureaucratique

Le dessein premier de *Nouveau mode de vie* était déjà largement bureaucratique. On ne prévoit aucun espace démocratique dans le cahier des charges du grand ensemble de Kharkov, pas plus que dans les spécifications des autres maisons-communes d'URSS. Alors qu'il y aura des réfectoires ou un club, des endroits

---

[1] Kul'tfront, n°1-2 (15/01/33), p. 12 et Komunarka Ukraïny, n°24-25 (11/33), p.7 (voir en annexe). Sur l'avortement et la sexualité, voir BLUM, *Naître, vivre et mourir,* déjà cité, p. 164.

[2] L'historienne N. Lebina a relevé deux œuvres littéraires postérieures traitant plus ou moins des maisons-communes. Le roman de Ûrij GERMAN, *Naši znakomye* (Moladaâ Gvardiâ, L, 1936), évoque le chantier de construction d'un tel grand ensemble. Les souvenirs assez tardifs de la poétesse Olga Berggolts sur la *Maison-commune des ingénieurs et écrivains* s'apparentent plus au *Bateau ivre* d'Olga Forch (cf. p. 344) et semblent accumuler les remarques ironiques tant sur la naïveté des communards que sur la mauvaise qualité de la construction (O.F. BERGGOL'C, *Dnevnye zvezdy,* Sovetskij Pissatel', L, 1959). Voir LEBINA, *Povsednevnaâ žizn',* déjà cité, p. 168.

[3] Il existe, sous le nom de *Slovo* (*Le Mot*), un immeuble d'habitation dépendant de l'Union des écrivains dans le même quartier que *Novyj Pobut,* mais il aurait été édifié dès 1928. Peut-être le projet de la *Kommuna* est-il alors à l'origine d'un immeuble construit en 1932 et baptisé *Kommunar* (voir LEJBFREJD & POLÂKOVA, déjà cités, p. 296-298).

[4] « Dom kommuny », déjà cité, in *BSE-1,* T. 23 (1931). DAXO, R1451/5/47, p. 1-2.

pour les assemblées générales des résidants-communards ne sont jamais envisagés. Le programme ne comprend qu'un seul local administratif, une *Direction de la maison <Domoupravlenie>*[1] dont rien ne laisse à priori supposer qu'elle serait plus sous le contrôle des habitants que ne l'étaient les *directeurs* et *commandants* dans les cités universitaires (cf. p. 736).

Un fait est encore plus frappant. Alors que le statut de l'immeuble est *coopératif*, il ne reste pas le moindre procès-verbal d'assemblée générale des sociétaires. Par contre, la *« direction de la coopérative »* <Pravlenie ŽSK> assume son rôle. Le 9 août 1930 elle décide

> *« de poser à la prochaine assemblée générale des sociétaires la question de l'élection complémentaire de trois [nouveaux] membres à la direction. Dès maintenant, [il faut] associer au travail pratique les camarades Levtchenko, Chmatov, Baskovitch en leur donnant les mêmes droits qu'aux membres de la direction ».*

C'est la seule mention d'une réunion des coopérateurs. L'usage électif dissimule à peine le système de cooptation des chefs. Ces derniers sont plus soucieux de leur carrière qu'ils ne sont responsables devant leurs mandants. Ainsi, Saratikov, le président-fondateur de la coopérative, demande-t-il en avril 1931 à être libéré de ces fonctions *« à cause de son transfert à un autre travail »* (je souligne). Une place d'organisateur de maison-commune en vaut une autre dans l'appareil[2].

Ayant levé l'hypothèque d'une quelconque participation populaire au projet du *Nouveau mode de vie,* il reste à observer la bureaucratie aux prises… avec elle-même. Les trois ans de chantier sur lesquels nous avons des archives constituent un véritable catalogue de chicanes et d'impérities poussées jusqu'à l'absurde. Ainsi, dès avril 1930, les concepteurs s'aperçoivent qu'aucune étude du sol n'avait été faite. En définitive, *« le résultat négatif des sondages du terrain »* rendent nécessaires un certain nombre de

[1] DAXO, R1451/5/47, p. 32.

[2] *Ibidem*, p. 122 (*Protokol zasedaniâ pravleniâ ŽSK « Novyj Byt »* - 9/08/30 -, §12 : *« O neobxodimosti rasširenia sostava pravleniâ »*. DAXO, R1451/5/48, p. 34 (*Protokol zasedaniâ pravleniâ…* - 9/04/31 -, § IX).

modifications. Deux bâtiments seront réduits ou déplacés. De plus, il faudra *« augmenter le nombre d'appartements dans le bâtiment n°9 en réduisant la surface du réfectoire »* et *« exclure la section des crèches »* dans les bâtiments 10, 11 et 12. Le *« secteur socialisé »,* beaucoup moins à la mode au printemps 1930 qu'à l'hiver précédent, fait tout de suite les frais de l'imprévoyance des promoteurs. Le choix préalable d'un collectivisme de compromis présente aussi des inconvénients techniques. Il faut en effet *« prêter attention au perfectionnement de la cuisine centrale ainsi que des cuisines qui sont projetées dans tous les appartements en prévoyant obligatoirement pour ces dernières une ventilation renforcée »*. La polyvalence des pièces ne va pas de soi en terme de construction et de coût[1].

Autre contradiction entre l'Idéologie et la technique, la question du chauffage empoisonnera la construction du grand ensemble. Le modernisme bolchevique en avait autant contre les *bourjouïki* (poêles individuels rudimentaires) que contre les *primoussy* (réchauds originairement de marque *Primus*). Dans l'article sur le *« Mode de vie »* en 1927, Skvortsov-Stepanov militait pour la

> *« conception de maisons pourvues du chauffage central fournissant de l'eau chaude. Les chaudières pourraient être centrales, au niveau de l'arrondissement. La construction de petites maisons dotées d'un vieux système de chauffage est, comme la préservation de la propriété individuelle, en contradiction avec les tendances et les nécessités de notre époque »*.

En 1930, le rêve de Skvortsov-Stepanov semble prendre vie et la technologie soviétique a même trouvé mieux que le chauffage central : la *« thermification »* <teplofikaciâ>. Il s'agit de *« l'approvisionnement centralisé en chaleur sur la base d'une production combinée de chaleur et d'énergie électrique dans des centrales électro-thermiques »*. Lors d'une conférence technique en juin, un consultant,

[1] DAXO, R1451/5/47, p. 48 (*Protokol texnyčnoï narady … vid 16/04/30 r.,* § 1, 4), 51 (*Vysnovok inženera Unherna* – 21/04/30), 55 (*Vypiski iz protokola n°49 texničeskoj konferencii pri upravlenii okružnogo inženera* – 6/05/30).

> *« le cam. Denenburg informe [l'assemblée] que la question de la thermification de Kharkiv est à ce point éclaircie et près de se décider à Moscou qu'on attend dans les jours qui viennent l'ordre de commander les chaudières pour les grands chantiers. Il y a des raisons de penser que la centrale thermique sera organisée avant novembre ».*

Tout le monde ne partage pas cet optimisme car une autre conférence technique avait au contraire décidé de doter le grand ensemble d'une chaufferie autonome dans la mesure où l'on ne pouvait compter pour le moment sur la thermification de la ville[1].

Or, même ce simple chauffage central finira par poser problème. En mars 1931, la coopérative de construction de logement s'associe au Conseil local des syndicats et au Conseil municipal pour s'adresser à un organisme moscovite de coordination industrielle.

> *« À Kharkov, s'achève la construction de la première maison-géante de 1000 appartements, la Coopérative de construction de logement « Nouveau mode de vie », [prévue] pour les ouvriers de l'industrie locale [et réunissant] 50 entreprises de la ville (...). Cette maison est construite selon le dernier mot de la technique et prévoit une socialisation complète du mode de vie ».*

Passons sur l'exagération du rythme des travaux (dont je reparlerai) pour lire la conclusion du courrier. Les trois institutions de Kharkov demandent... 5000 radiateurs à leur correspondant. Elles précisent que ce genre d'article est introuvable sur place, alors même que 1500 convecteurs sont immédiatement nécessaires sur le chantier[2].

La pénurie de matériaux pour le chantier est lancinante et contraste avec l'obsession planificatrice (on avait calculé dès le début que le projet nécessiterait rien moins que trente millions de briques pour tout construire !). Le *Comptoir de la construction de logement* <žilstroj kontora> s'est engagé à fournir la matière première et à conduire les travaux. Dès l'été 1930, la direction de coopérative regrette cet accord,

[1] Respectivement SKVORCOV-STEPANOV, « Byt » in *BSE-1* et « Teplofikaciâ » in *BSE-3*. DAXO, R1451/5/47, p. 48 (*Protokol texnyčnoï narady...*, §3), 76 (*Protokol texnyčnoï narady pry UŽBK vid 12/06/30*).

[2] DAXO, R1451/5/48, p. 27 (*Ot Xar'kovskogo gorsoveta, ROMPu v Moskvu* – 13/03/31).

elle *« a pris la résolution de retirer la construction à [ce] comptoir »*. En effet, les relations avec l'organisme sont *« inadmissibles »,* aucun budget n'ayant été établi. La coopérative semble être dans son droit car elle reçoit dans ce différend le soutien de l'Inspection ouvrière et paysanne[1].

Dans un système désormais entièrement étatisé, on voit mal par quel partenaire la coopérative pourrait remplacer ce *Comptoir*. C'est pourquoi un an plus tard il est toujours en charge du chantier, et, partant, toujours responsable des retards et défauts. Pour se défendre, le *Comptoir* invoque le manque d'ouvriers et de techniciens. Le chantier n'est peut-être pas très attirant pour la main d'œuvre : on apprendra par le syndicat du chantier que la moitié des 400 ouvriers ne disposent même pas de matelas dans le foyer qui les héberge. Parallèlement, le *Comptoir* porte plainte contre la coopérative pour non-respect du contrat afin de dégager sa responsabilité. La coopérative reçoit alors un nouveau soutien extérieur, celui de l'administration municipale. Sur un ton comminatoire, elle ordonne au *Comptoir* de réorganiser les ouvriers en équipes et d'avancer les travaux coûte que coûte avec les moyens qu'on lui donne[2].

Ces aléas bouleversent le rythme de la construction. À l'origine, en janvier 1930, on entend édifier la moitié de l'ensemble dans l'année. En août, sans mentionner le retard déjà pris, la direction de la coopérative décide *« l'élargissement du programme de construction de 1930 »* car *« les trois bâtiments à construire en priorité ne pourront loger la quantité nécessaire d'ouvriers »*. En mars 1931, dans la logique stalinienne de l'accélération incessante des rythmes, la coopérative affirme que *« la construction s'achève »* (voir plus haut). Mais en juin, elle doit reconnaître ses difficultés.

« Dans le cadre de notre programme de construction on a creusé l'an

[1] DAXO, R1451/5/47, p. 1, 137 (lettre à l'*Ukržilstroj* de Xar'kov du 16/07/30), 146 (*Sovešanie Xar'kovskoj okružnoj RKI* – 25/08/30).

[2] DAXO, R1451/5/48, p. 69 (lettre de *Ukržilstroj* de Xar'kov à la Justice - *prokuratura* - du 24/09/31), 72 (lettre du *Mis'komhosp* à l'*Ukržilstroj* de Xar'kov du 3/10/31), p. 107 (lettre de *Ukržilstroj* de Xar'kov du 5/12/31). R1451/5/49, p. 17 (*Vypiska iz protokola zasedaniâ frakcii rabočkoma « Novogo Byta » ot 22/01/32*).

> *dernier [en 1930] des excavations pour pouvoir poser les fondations de cinq bâtiments au début de cette année. Par décision des organes responsables, on ne nous a autorisés à construire que les quatre premiers bâtiments, la laverie et la cuisine centrale, au lieu des douze bâtiments prévus au total »*

Les fosses se remplissent d'eau : l'argent et le temps fuient… En octobre 1931, on espère encore finir deux immeubles d'ici la fin de l'année. En définitive, il faudra attendre janvier 1932 pour la livraison du *premier* bâtiment. Le second est terminé en août, les troisième et quatrième en novembre. Et rien n'indique que la laverie et la cuisine ont effectivement vu le jour[1].

Et que dire de la qualité de l'ouvrage ! Dans des appartements soi-disant finis, il n'y a pas d'éclairage électrique, pas de robinet, ni de chauffe-eau, ni de réchaud. Les parties métalliques extérieures (balcons et escalier) ne sont pas peintes. Les toits fuient et les trottoirs n'ont pas été faits autour des immeubles. La tension est telle autour de ce *Nouveau mode de vie* invivable qu'on est prêt à recourir aux dernières extrémités. La direction de la coopérative s'en prend au chef des travaux <Proizvoditel' rabot ou Prorab> pour un problème de coupure d'eau. Il est décidé d'

> *« intimer catégoriquement l'ordre au cam. Chkliarevski de rouvrir l'eau rapidement pour le premier bâtiment : s'il ne le fait pas, on considérera ses agissements comme une tentative évidente de profiter des difficultés (…) de la coopérative (…) pour susciter le trouble et le mécontentement des résidants-coopérateurs : il s'agit d'un acte de nuisance dont il faut rapidement rendre compte au Guépéou ».*

L'accusé répond qu'il n'y est pour rien : l'eau a été coupée par l'installateur de radiateurs. Surtout, il précise qu'il était prêt à arranger le problème si on le lui avait demandé. Son appartement est d'ailleurs voisin du local de la Direction de la coopérative. Au lieu de quoi, on a préféré voter une résolution contre lui… La maison-

[1] DAXO, R1451/5/47, p. 122 (*Protokol zasedaniâ pravleniâ ŽSK* – 9/08/30, § 2, 9). R1451/5/48, p. 51 (lettre à la banque municipale du 19/06/31), 72. R1451/5/49, p. 7 (*Akt gotovnosti* – 12/01/32), p. 87 (lettre du *Kommenduûšij Vojskami Ukrainskogo voennogo okruga* au président du *Gorsovet* – 31/08/32), 90 (*Akt gotovnosti* – 6/11/32), 145 (*Texničeskie usloviâ na postrojku žilišnogo kollektiva « Novyj Byt »* – s.d.).

commune est déjà le royaume de la chicane avant même d'être habitée[1].

Il ne faut pourtant pas croire que la coopérative en reste à de petites manœuvres pour sortir de l'impasse. La documentation donne au contraire l'impression d'une véritable stratégie pour sauter les obstacles et contourner les organismes inefficaces ou rétifs. La coopérative essaie d'étendre son influence, d'accroître son poids en s'associant à diverses institutions et appareils. On a vu que le pouvoir municipal appuyait le projet tant vis-à-vis de Moscou que contre ses « ennemis » locaux. Les entreprises dont les ouvriers doivent êtres logés sont également parties prenantes et ont leurs représentants à la direction. Si les usines, comme le *Confiseur rouge,* participent car elles ont besoin de logements sociaux, d'autres organismes, nettement moins prolétariens, sont demandeurs. L'administration locale du *Plan d'État* <Deržplân> est d'abord refusée au sein de la coopérative. Comme elle apparaît peu après en fournisseur exclusif des matériaux de construction, on peut supposer qu'elle fut admise en définitive. L'impéritie du *Comptoir* aura été neutralisée par l'intervention d'un organisme plus puissant[2].

La coopérative accueille aussi l'Armée rouge : *« le second bâtiment de « Nouveau mode de vie » a été livré à la garnison de Kharkov »*. En fait, c'est du donnant-donnant : l'appui institutionnel se monnaye en attribution de logements. Sans qu'on sache ce que sont devenus les premiers coopérateurs, on voit les différents promoteurs du *Nouveau mode de vie* se livrer à une véritable curée dans les mois qui précèdent l'achèvement du premier immeuble. Le Conseil municipal s'octroie d'autorité 10 % des appartements à construire (45 logements) et en réserve d'emblée 4 pour le Comité central du Parti et 3 pour son propre présidium. De même, les responsables de la coopérative préparent leur avenir. Les membres de la fraction communiste se réunissent en septembre 1931. Ils décident de faire

[1] DAXO, R1451/5/48, p. 62 (*Akt gotovnosti* – 4/09/31), 97 (*Vypiska iz protokola* … – 15/11/31), 98 (lettre de Šklârevski du 15/11/31). R1451/5/49, p. 18 (*Vypiska … bûro partâčejki pri postrojke « Novyj Byt »* – 22/01/32), 87 (déjà cité).

[2] DAXO, R1451/5/48, p. 23 (*Protokol…* – 12/03/31, § 3-4), 34 (idem, 9/04/31), 72.

> *« emménager dès les jours prochains, dans le premier bâtiment, les membres de la direction (camarades et sans-parti) suivants : 1) Chmatov ; 2) Davydov ; 3) Lifchitz ; 4) Baskovitch ; 5) Gordon ; pour renforcer le contrôle du Parti et le contrôle social sur l'emménagement dans le premier bâtiment ».*

Le lendemain, la direction de la coopérative entérine la décision des communistes tout en modifiant légèrement l'argumentaire. Le but est désormais *« d'accélérer et de surveiller la marche des travaux ».* En invoquant indifféremment les nécessités d'un contrôle économique, social ou politique, les dirigeants de la coopérative suggèrent une main-mise totalitaire. Plus prosaïquement, ils visaient surtout à obtenir un « chez-soi » , quand bien même ce serait une cellule individuelle de 12 m² dans une maison-commune[1].

Qui en effet pouvait jouir de 12 m² de tranquillité intime en URSS à l'époque ? Une cellule au *Nouveau mode de vie* marquait un véritable privilège dans des villes où les entresols insalubres et les appartements communautaires étaient la règle. Sous des dehors d'innovation sociale, le grand ensemble restait dans la logique d'un quartier construit juste derrière les lieux du pouvoir (la place Dzerjinski). Comme la *Maison des spécialistes,* comme celle de l'Union des écrivains et celle des travailleurs du tabac, le *Nouveau mode de vie* était réservé à l'élite soviétique[2]. Il l'hébergeait juste plus hypocritement, sous couvert de *commune*. Le tropisme des classes supérieures ne s'est pas démenti depuis. À la faveur de « la fin du communisme », ce qui restait de la maison-commune de Kharkiv est actuellement de plus en plus privatisé. Les cloisons abattues réunissent plusieurs chambres en un seul appartement. Les couloirs sont « reconquis » par certains résidants et verrouillés sur l'escalier par de lourdes portes blindées. L'immeuble reste prestigieux, ne serait-ce que grâce au quartier, toujours

[1] DAXO, R1451/5/48, p. 59 (*Postanova prezydiï Xarkivs'koï mis'koï rady vid 2/09/31 pro rozpodil kvartir v ŽK « Novyj Pobut »*), 60 (*Vypiska iz protokola frakciï pravleniâ « Novogo Byta » ot 2/09/31*), 61 (*Vypiska iz protokola n°20 ot 3/09/31*). R1451/5/49, p. 87.

[2] La *Maison-commune des exilés et détenus politiques,* édifiée à Leningrad à partir de 1934, semble obéir à la même logique : « *Le volume de chaque appartement est établi selon le principe (...) d'une personne par pièce* » (voir LEBINA, ouvrage cité, p. 171).

apprécié. D'ailleurs, de nouveaux projets voient le jour autour de *Nouveau mode de vie.* La société Velton *« prévo[yait] de commencer la construction d'un lotissement d'élite gardé (consistant en 99 appartements dans sept immeubles) rue Danilevski, en mars 2004 »*. À l'autre extrémité du grand ensemble stalinien, la compagnie Proconsul a construit une tour d'habitation de 25 étages, initialement baptisée l'*Olympe*[1]...

3.2.4 LES COMMUNES DE MAKARENKO AU RISQUE DU STALINISME

Dans le processus qui voit monter la promotion des communes à la faveur de « l'offensive socialiste » du début 1930, les expériences pédagogiques sont étonnamment absentes. Il n'est jamais question de *communes d'enfants*, mais juste parfois d'*enfants en commune* à la campagne (cf. p. 622). La question des méthodes d'éducation n'est pas brûlante en comparaison des problèmes posés par la collectivisation et l'industrialisation du pays. De plus la thématique assez libertaire d'une collectivité enfantine autonome s'accorde mal avec le discours de force du pouvoir.

3.2.4.1 La reprise en main de la pédagogie et ses limites

Au contraire, la rhétorique agressive du Grand tournant tend à contaminer la pédagogie. Un instituteur de village, enseignant dans une commune rurale, décrit certains élèves.

> *« Kostia est le fils de Ioukhim Iossipovitch Ichtchenko, un koulak local, militant coopératif et organisateur d'Unions paysannes, un exploitant agricole rusé, un dégénéré typique* <*typovyj dehenerat*>. *(...) Kostia est l'avant-dernier rejeton de ce « héraut de la civilisation »* <kul'turtreger>. *Les péchés de ce genre de parents ne se manifestent pas totalement chez les enfants. En effet, la nature a modelé Kostia à partir d'un père alcoolique au dernier degré. Des dents mauvaises, rares,*

[1] Voir Mixail ARSEN'EV, « Domostroj : Xar'kovskij perelom », Bizness, n°47 (24/11/2003). Projet de l'*Olimp* sur www.proconsul.com.ua. Il a en définitive été réalisé sous le nom *d'Avantaž*. Sur les formes soviétiques et post-soviétiques de ségrégation sociale dans les villes, on peut consulter O.E. TRUŠENKO, *Prestiž centra : Gorodskaâ social'naâ segregaciâ v Moskve,* Socio-Logos, M, 1995.

inégales, derrière une lippe toujours pendante ; un regard bon, mais lourd et stupide ; une grosse tête avec des oreilles de chauve-souris ; le pauvret rappelle tout à fait l'illustration d'une affiche anti-alcoolique. C'était un cas désespéré pour les études »[1].

Passons sur l'incohérence qui fait d'un paysan riche, avisé et socialement actif un ivrogne perdu. Elle permet de rendre compte de l'essentialisation de l'ennemi de classe. Le père est alcoolique parce que dégénéré et l'enfant naturellement dégénéré parce que fils d'alcoolique. En conséquence, le jeune Kostia ne *peut* pas apprendre. La liquidation des koulaks en tant que classe est en même temps celle de l'éducabilité de l'enfant en tant que personne échappant au déterminisme social. Les années vingt avaient restreint l'accès des jeunes des classes aisées à l'enseignement, mais la rupture individuelle avec le milieu d'origine restait un gage recevable (cf. p. 329 et 739). Cette porte se ferme et oblige à revoir le discours pédagogique, non seulement sur la forme — libertaire / autoritaire — mais aussi sur le fond de ses objectifs.

La reprise en main peine cependant à trouver une ligne directrice. La question du *« collectif »* de fait (groupe-classe ou camp de pionniers) revient à l'ordre du jour en 1931 mais les pédagogues récusent officiellement sa *« biologisation »*. Au début 1932, *Komounistytcha osvita* (*L'Éducation communiste,* suite de *Pout prosvechtchenia*), publie une mise au point sur *« les positions anti-léninistes découvertes dans [la revue] »*. Trop à gauche, certains défendent encore la méthode des complexes[2], alors qu'il faut la *« jeter par-dessus bord »*. Trop à droite, d'autres négligent le caractère de classe des techniques pédagogiques et sont prêts à s'inspirer d'expériences bourgeoises. Le coup le plus fort est tout de même porté contre la gauche. Un vieux marxiste de Kharkiv en est la victime expiatoire en juillet 1932[3].

Valentin Rojitsyne est un historien et un pédagogue reconnu dès avant 1917.

[1] Mykola DUKIN, article déjà cité, Pluh n°11-12 (1930), p. 52.

[2] Méthode d'apprentissage actif, privilégiant la recherche puis la restitution sur des thèmes transversaux, indépendamment de la partition du savoir en disciplines scolaires distinctes. Cette approche, en vogue en URSS dans les années 1920 (voir BERELOWITCH, ouv. cité, p. 28), est tout à fait comparable aux Itinéraires de découverte (IDD au collège), Travaux personnels encadrés (TPE au lycée général) et Projets pluridisciplinaires à caractère professionnel (PPCP en lycée professionnel), encouragés depuis 2000 dans l'Éducation nationale en France.

Après la révolution, il se spécialise dans la lutte antireligieuse en faisant de la vulgarisation philosophique et scientifique, tout en restant proche des milieux de l'éducation. En 1931, il publie *Les questions fondamentales de l'organisation de la personnalité dans la société socialiste*. La recension de l'ouvrage par la revue pédagogique en 1932 est un véritable éreintage. On reproche à l'auteur de nier la lutte de classes, de sous-estimer le rôle du parti[1]. Sa pensée est *« idéaliste, métaphysique, objective, neutre »*. Ces épithètes n'ont rien de flatteur à l'époque en Union soviétique et les conclusions sont encore plus menaçantes. Le livre est *« idéologiquement nuisible »,* il exprime des *« positions contre-révolutionnaires bourgeoises », « il faut le soustraire à l'usage »*. Cet appel ouvert à la censure confirme la pression accrue sur la communication des livres et prélude le transfert massif des ouvrages critiques dans des *« réserves spéciales » (spetskhran)* interdites au tout-venant des lecteurs. Les motifs de ces accusations extrêmement graves tiennent en trois expressions. Rojitsyne concevrait le développement de la personnalité selon un principe de *« liberté »,* articulé sur deux préceptes : *« connais-toi toi-même »* et *« organise-toi toi-même »*[2]. On ne saurait mieux signifier la rupture que représente le stalinisme avec une tradition révolutionnaire émancipatrice fondée sur la continuité culturelle européenne.

Logiquement, en condamnant l'autonomie et la liberté tant au niveau individuel que collectif, les idéologues staliniens devraient interdire toute *commune* pédagogique. Or, trois mois après l'exécution de Rojitsyne, Komounistytcha osvita publie pour la première fois un article de Makarenko, intitulé *« La commune Dzerjinski »*. Avant

[3] Komunistyčna osvita : V. TARAN, « Pro pytannâ pro kolektyviv v marksysts'kij pedahohici », n°2-3 (1931), p. 101-108 ; R. BARUN, « Proty biolohizaciï kolektyvu », n°5-6 (1931), p. 60-68 ; [s.a.] « Vykryvšy antylenins'ki nastanovlennâ v « Komunistyčnoï Osviti » – Zrobymo iï bojovym orhanom komunistycnoho vyxovannâ », n°1-2 (1932), p. 16 ; P. KANCELÂRS'KYJ, « Kompleksovu systemu – za bort », n°1-2 (1932), p. 47 ; Hr. KOLOMIÊC', « V. Rožicyn *Osnovy pytannâ orhanizaciï osoby v socialistyčnomu suspil'stvu,* DVOU-Proletar, 1931 », p. 157-162.

[1] Pour se faire une idée du parcours de V. Rožicyn, on peut consulter sa bibliographie sur http://www.nlr.ru:8101. En 1915, il publie une brochure sur les « *cercles artistico-littéraires à l'école* ». L'Université de Kharkov publie ses études sur la pensée politique grecque (1914) et sur Michel de l'Hospital (1916). En 1917, il livre une histoire de l'Internationale ouvrière, puis une étude sur la « *Révolution russe à la lumière des révolutions ouest-européenne* ». L'imprimerie d'une école expérimentale et Put' prosveŝeniâ s'associent en 1922 pour éditer *La science nouvelle et le marxisme*. Parmi d'autres ouvrages sur l'athéisme, sa *Sainte Pâques* est l'objet de plusieurs tirages à la fin des années vingt. Il ne délaisse pas les questions d'éducation en écrivant un vademecum de l'organisateur de réunions en 1928.

[2] Sur les bibliothèques, voir : « V biblioteke im. Korolenko », Xar'kovskij proletarij, 25/01/30 ; DAXO, R238/1/26, *Krasnaâ Nit' (Sukonnaâ f-ka) : Raznaâ sekretnaâ perepiska o ličnom sostave f-ki, ob iz"âtii kontr-revoljucionnoj literatury* (1935).

d'étudier le contenu de la notion chez cet éducateur, il faut comprendre la résistance du terme de *commune* dans un environnement désormais totalement hostile. La propriété privée a été imposée dans des communes agricoles moribondes. Leurs homologues industrielles ne sont plus qu'un souvenir. L'inertie idéologique du passé révolutionnaire ne semble donc plus vraiment jouer en URSS. Elle peut par contre opérer de l'extérieur en exerçant une influence sur l'Union soviétique. Le mois précédant la condamnation de Rojitsyne (juin 1932), la revue pédagogique avait publié un vibrant hommage à *« l'auto-organisation des enfants »,* principe intimement lié au processus de *« révolution prolétarienne »* dont le pays des soviets serait la première incarnation. Cette profession de foi « gauchiste » est signée… Célestin Freinet, qui félicitait ainsi la revue ukrainienne pour ses dix ans d'existence[1].

L'autonomie et la démocratie dans les pratiques éducatives n'étaient pas de simples incantations pour les pédagogues de gauche en Occident, et ils en étaient venus à adopter eux aussi le terme de *commune* pour les désigner. Lors des *« journées pédagogiques de Leipzig »* en 1928, les militants de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement avaient consacré une table ronde à *« la commune scolaire »* à l'occasion d'un débat sur *« la discipline parmi les élèves »,* co-organisé par Célestin Freinet. Le rapporteur, le Berlinois Siegfried Bernfeld, pose les différentes acceptions du terme :

> *« Par le terme de « commune scolaire », la pédagogie bourgeoise entend des revendications très différentes : a) (…) internat à la campagne avec enseignement libre [pour] remplacer l'éducation autoritaire par une relation de camaraderie entre dirigeants et dirigés ; b) (…) dans les écoles secondaires du type usuel, [remplacement du] système autoritaire [par] l'administration en commun et le suffrage des élèves (…) ; ce système est aussi appelé self-government : c) (…) organisation des maîtres et des parents d'élèves d'une école, qui va régler certaines affaires (…). Ci-dessous on ne tiendra pas compte du sens exprimé au paragraphe -c- : pour mieux nous faire comprendre, nous appellerons*

[1] Komunistyčna osvita : MAKARENKO, « Komuna im. F.E. Dzeržyns'koho », n°10 (1932), p. 135-139 ; S. FRENE [C FREINET], « Lyst do redakciï Komunistyčnoï osvity », n°6 (1932), p. 33-35.

la commune scolaire au sens du paragraphe -a- foyer scolaire*, et nous réserverons le terme de commune scolaire pour le sens indique au pargraphe b :* self-government *»*[1].

La connotation démocratique et autonomiste de la *commune* est bien marqué par l'expression anglaise *self-government*. Bernfeld cite les premières expériences en Amérique, en Angleterre et en Allemagne. L'idée n'a rien de spécifiquement russe. D'ailleurs, les éducateurs soviétiques présents (Epstein, Pistrak, Choulguine, Pinkiévitch et Chatzky), ne participent pas à ce débat[2]. Chez le pédagogue allemand, la désignation d'une communauté scolaire autonome et égalitaire sous le nom de *commune* est venue par dérivation du français sans obligatoirement passer par le russe[3]. Il reste que le renforcement universel de la connotation de *commune,* toucherait l'URSS à son tour. Par ailleurs, au-delà de la terminologie, la prégnance des expériences soviétiques est indéniable parmi les pédagogues progressistes. Dans la campagne pour la fermeture des *« bagnes d'enfants »* en France et en Suisse vers 1930, les *« camps russes »* servent de modèle d'émancipation opposé aux horreurs des maisons de correction en régime capitaliste[4].

3.2.4.2 La police politique comme modèle éducatif

L'action envers la jeunesse marginalisée et délinquante est justement la scène où Anton Makarenko fait tardivement son apparition. En 1931, il participe avec sa femme au recueil *Le vagabondage d'enfants et la lutte contre ce phénomène*. Sa première œuvre littéraire, *La marche de l'an 30,* est publiée à Moscou l'année suivante. Le détour

---

[1] *Pédagogie prolétarienne : thèses, rapports et débats des journées pédagogiques de Leipzig organisées par l'Internationale des travailleurs de l'enseignement (pâques 1928),* Internationale des travailleurs de l'enseignement, Paris, 1928 ; p. 123.

[2] Concernant les précédents, Bernfeld aurait pu évoquer les expériences libertaires de l'*Ecole moderne* de Francisco Ferrer et de *La Ruche* de Sébastien Faure. Quant au débat, notons qu'il tourna à l'affrontement partisan. Bernfeld est socialiste et subit la critique des communistes, en pleine politique sectaire de la « *troisième période* ». Le fond du problème des communes n'est pas abordé.

[3] Traduit par *commune,* le mot que Bernfeld avait dû employer était l'allemand *Kommune*. D'après le dictionnaire, *Kommune* rend exactement les acceptions françaises (circonscription territoriale de côté-ci du Rhin, gouvernement insurrectionnel parisien de 1871 ; voir « Kommune » in F. BERTAUX & E. LAPOINTE, *Dictionnaire Allemand-Français,* Hachette, Paris, 1941).

[4] Martine RUCHAT, « L'institut agricole et professionnel de Serix-sur-Oron sous la plume du militant: de la colonie au bagne d'enfants. 1920-1932 », Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier (Lausanne), n°16 (Dossier : Éducation et instruction), 2000 ; p. 53.

par la capitale de l'URSS marque le début de la consécration du pédagogue qui devient peu à peu prophète en son pays. Komounarka Oukraïny publie en novembre 1932 une photo du *« défilé des enfants abandonnés de la colonie Gorki sur la place Dzerjinski »* lors des fêtes de la Révolution (voir i91 en annexe). C'est la reconnaissance de la première expérience menée par Makarenko de 1920 à 1927. À cette date, il avait ouvert à Kharkiv la *commune Dzerjinski*. Elle ne sera présentée au lecteur de Komounistytcha osvita qu'en octobre 1932, sous la forme d'un article de quatre pages signé simplement *Makarenko*[1].

> *« La commune Dzerjinski a été fondée à la fin 1927, un an après la mort de F.E. Dzerjinski. La commune s'est construite et organisée grâce aux soins et à l'argent de l'équipe du Guépéou d'Ukraine. Elle n'a jamais eu aucune subvention provenant du budget de l'État ou de la ville ».*

Dès les premières lignes, Makarenko s'affirme en rupture avec les milieux éducatifs en place. Ceux-là éditent leur revue aux frais de l'administration, lui n'a pas reçu un kopeck de l'État pour encadrer les jeunes. Et pour cause : l'inimitié pour les pédagogues du Commissariat à l'Éducation est un motif récurrent de son œuvre. Dès la deuxième page du *Poème pédagogique* (publié en 1935), on brocarde les *« intellectuels »* qui préfèrent *« un bon petit cabinet de travail, des bouquins »*. Plus loin, il est question des *« pisseurs d'encre de la pédagogie »*, des *« provinciaux légers à la cervelle éventée »* ou d'un *« professeur de pédagogie (...) homme fort posé, à lunettes, veston et pantalon, homoncule pensant et vertueux [qui] n'a jamais [rien] compris »*. Dans un chapitre éloquemment intitulé *« Des gens pénibles »*, Makarenko emploie un ton volontiers violent :

> *« Il me parut ensuite qu'il n'était pas nécessaire de tuer Tchaïkine [un pédagogue], mais qu'il convenait de le fouetter, non pas en prenant des verges ni quelque instrument d'ancien régime tel que la nagaïka, mais avec l'habituelle ceinture dont l'ouvrier ceint son pantalon. La chose se*

[1] *Bezprytul'nist' i borot'ba z nïï,* DVU, X, 1931 ; A. MAKARENKO, *Marš tridcatogo goda,* GIXL, M-L, 1932 ; Komunarka Ukraïny, n°42 (8/11/1932), p. 4 ; MAKARENKO, « Komuna im. F.E. Dzeržins'koho », Komunistyčna osvita, n°10-1932, p. 135-139.

soutenait idéologiquement »[1].

La dernière remarque s'inscrit clairement dans l'anti-intellectualisme stalinien favorisé par la *« révolution culturelle »*.

Le conflit tient à des divergences de méthode. Les pédagogues des années vingt reprochent à Makarenko la *« militarisation »* de la vie des enfants, ils *« condamnèrent [ses] détachements au même titre que [ses] exercices militaires »,* ainsi que son usage de l'émulation entre les enfants, une *« méthode foncièrement bourgeoise »*. Il se défend en invoquant un simple réalisme, fondé sur l'observation des comportements :

> *« - C'est vous qui avez inventé cette horrible loi [de répartition obligatoire du travail] ? ». « - Non, pourquoi moi ? Ce sont les gars ».*
>
> *« Dans leur passion pour les choses militaires, les colons introduisirent et imaginèrent eux-mêmes de nombreuses innovations, qu'inspiraient à leurs jeunes têtes leurs sympathies naturelles pour la vie du marin et du soldat »*

Sous ce couvert il fait passer toutes les valeurs staliniennes, jusqu'au culte du Chef. L'organisation en détachements s'inspire du modèle de Tchapaev, héros de la guerre civile, dont les soldats *« assume[nt] la gloire et l'honneur »*[2].

A contrario, son livre est une critique en règle des *« axiomes pédologiques »* en vogue après la révolution.

> *« Dans mon rapport sur la discipline, je m'étais permis de douter de ces thèses universellement admises à cette époque qui voulaient que le châtiment ne forme que des esclaves, soutenaient qu'il fallait laisser le champ libre à l'instinct créateur de l'enfant pour s'en remettre avant tout à l'organisation et à la discipline spontanées ».*

Dans le même esprit, Makarenko note certaines insuffisances de sa propre colonie. Ainsi, *« le cercle dramatique, étant une organisation volontaire, il en résult[ait] une certaine tendance à un <u>démocratisme exagéré</u> et un effectif flottant »* (je souligne). Il prend également le contre-pied des conceptions *« rousseauistes »* de l'enfant

[1] *Ibidem*, p. 135. MAKARENKO, *Poème pédagogique,* déjà cité, p. 16, 216, 415, 607.
[2] *Ibidem*, p. 200, 414-415, 606-607.

abandonné et il s'en prend nommément au principe de *« l'éducation sociale »*, assimilé au mieux à une *« bouffée d'émotion printanière »*.

> *« Dans notre littérature et chez nos intellectuels, le type de l'enfant abandonné s'est, on ne sait pourquoi, formé l'image d'une sorte de héros byronien. Il serait avant tout un philosophe, fort spirituel de surcroît, anarchiste et subversif, un affranchi (...). Les bonzes épouvantés et larmoyants de l'éducation sociale ont paré ce modèle de tout un assortiment de plumes (...) somptueuses. (...) On leur fit même l'honneur de les définir en termes hautement scientifiques : « une collectivité spontanée », etc. ».*

Comme autant de pierres dans les jardins de Grinko et Karoun (cf. p. 364, 380), les prises de position de Makarenko sont littéralement réactionnaires, ce qui explique leur médiatisation croissante tout au long des années trente, au fur et à mesure que la dictature stalinienne veut marquer la rupture avec les attitudes révolutionnaires et/ou libérales des années vingt. La pédologie sera officiellement condamnée par le Comité central du PC le 4 juillet 1936[1].

Associé au démocratisme et à l'auto-organisation décriés, le terme *commune* est connoté assez négativement dans le *Poème pédagogique*. Quand Makarenko cherche un nouvel endroit pour répondre à la croissance de sa colonie, il visite une commune agricole.

> *« Dans une cour noirâtre, la commune avait sa ferme, tenue d'une façon révoltante. L'écurie (...) n'était que fumier (...). Les courants d'air entraient de tous les côtés, par les trous de l'immense porcherie. Peu de cochons et de méchantes bêtes. (...) À la porcherie seulement, un petit vieux tordu tendit sa barbe vers nous et dit : (...)*
> *- Eh bien... ils les ont mangés, leurs cochons, ils les ont mangés, ces fripouilles.*
> *- Qui ça ?*
> *- Et qui donc alors ? C'étaient les nôtres, ils les ont mangés... La*

[1] *Ibidem*, p. 139-140, 239, 296. VOLPICELLI, ouvrage cité, p. 156. Des extraits de la résolution sont cités en note dans A. MAKARENKO, *Les drapeaux sur les tours,* Éditions en langues étrangères, M, [1956], p. 601.

commune, pardi…

- Et vous aussi, grand-père, vous faites partie de la commune ?

- Hé-hé, mon bon petit gars, je fais partie de la commune comme un veau d'un troupeau de moutons. À présent c'est celui qui a la plus grande gueule qui commande. Et au grand-père, ils ne lui ont pas fait goûter à la cochonnaille ».

À proximité de la colonie *Gorki,* aussi,

> *« la commune [agricole] de l'autre côté de la rivière marche mal : elle n'arrive pas à exploiter ses champs, ne sait pas peser et répartir charges et droits, ni venir à bout des commères aux absurdes caractères : elle n'a pas la force d'organiser la patience pour le jour présent ni la foi dans le lendemain ».*

Lors du déménagement de la colonie pour Kouriaje, cette commune justement

> *« reprenait de [l'exploitation montée par Makarenko et les enfants] le domaine, les champs ensemencés et le moulin. Les représentants de la commune pointaient déjà leur nez entre les pièces de la machine de la colonie ».*

Commentaire d'un colon : *« Satanée bande de feignants ! (…) Ca s'appelle des communards et ça ouvre la gueule toute grande sur le travail des enfants »*[1].

On peut alors s'étonner que le second collectif de Makarenko se nomme *commune*. Il ne faut pas oublier les sept ans d'écart entre la fondation de ladite commune (fin 1927) et la publication du *Poème pédagogique* (1935). En 1927, le terme de *commune* est courant pour désigner les communautés éducatives (cf. p. 376) et l'amorce du tournant vers la collectivisation rend le terme encore plus populaire. En 1935, les dernières communes agricoles ont été ravalées au rang de simples kolkhozes, d'où l'obstination de Makarenko à prouver rétrospectivement leur incurie. Néanmoins, la commune a un rôle fonctionnel dans la narration. Elle joue le rôle de stade supérieur de la colonie, garantissant aux pupilles *« le nom nouveau et d'une solennité inusitée de communards ».* De plus, dans un récit au caractère documentaire affirmé, il est difficile

[1] *Poème pédagogique*, p. 370, 424, 453-454.

d'appeler la *commune Dzerjinski* autrement que par son nom réel. Dans le livre suivant, *Les drapeaux sur les tours* (publié en 1938), Makarenko saute le pas. L'ouvrage se présente comme une fiction, un *« roman* <povest'> *en trois parties »*. Bien qu'il soit consacré spécifiquement à l'expérience de la commune *Dzerjinski,* celle-ci est appelée *« colonie du 1er Mai »* (je souligne) dans tout le texte[1]...

Cet artifice n'étant pas encore possible lors de l'écriture du *Poème,* Makarenko avait pris un certain nombre de précautions réelles ou discursives pour que sa commune ne soit pas assimilée aux utopies des pédologues. La principale est institutionnelle et tient au refus de la tutelle du Commissariat à l'Éducation. Il préfère le patronage du Guépéou, la police politique. En 1927, ce choix relevait d'une intuition anticipant les évolutions administratives. Les tchékistes s'immiscent de plus en plus dans les affaires de mineurs à partir de 1928, mais il faut attendre 1930 pour que *« l'OGPOU [prenne] en charge les maisons de correction* <ispravdoma> *»,* c'est-à-dire tous les lieux de détention définitifs qui allaient former le goulag. Le vocabulaire des deux domaines — éducatif et répressif — était fort proche. Il se concentrait sur la notion de *correction,* de *rééducation* <ispravlenie>, héritée de l'époque précédente où les idées de culpabilité et de peine étaient remises en cause[2].

Au-delà des liens institutionnels et de la contiguïté des préoccupations, Makarenko ne pouvait ignorer la forte charge symbolique de la référence au Guépéou. Mieux, il la revendique.

> *« Ce qu'il y avait de particulièrement nouveau et inattendu pour moi était la société des tchékistes. Les tchékistes, c'est avant tout une collectivité, ce qui ne saurait absolument pas se dire des gens de l'Instruction publique. Et plus j'observais cette collectivité, plus je pénétrais dans ses rapports de travail, plus vivement se révélait à mes*

[1] *Poème pédagogique,* p. 663. *Les drapeaux sur les tours,* p. 4-5, 39.

[2] CAROLI, ouv. cité, p. 140 et suivantes, sur la substitution de la police politique aux commissions chargées des mineurs. Varlam CHALAMOV, *Vichéra : antiroman,* Verdier « Slovo », Lagrasse, 2000 ; p. 48. Chalamov se réfère à la *« résolution sur les camps de rééducation par le travail [ITL] »* signée par Rykov, le 7 avril 1930. Sur l'extinction de la culpabilité, de la peine et du droit, voir *La théorie générale du droit et le marxisme* [1924], EDI, Paris, 1970, du juriste soviétique E.B. PAŠUKANIS, (p. 170-173).

yeux sa remarquable nouveauté. Comment cela se faisait, ma foi, je n'en sais rien, mais la collectivité des tchékistes possédait les qualités mêmes que pendant huit ans j'avais voulu inculquer à la collectivité des colons. Je découvris soudain devant moi le type que, jusqu'alors, ma seule imagination avait formé (...). Cette circonstance devint le point de départ de ma nouvelle pensée pédagogique. J'étais particulièrement heureux de constater que les qualités de collectivité des tchékistes éclaircissaient très facilement et simplement les obscurités et les imprécisions de ce modèle imaginaire qui avait jusque là guidé mon travail »[1].

Aucun lecteur ne pouvait rester indifférent à cette apologie. Tout le monde avait vu la puissance du Guépéou, de la répression des quelques opposants supposés ou déclarés, jusqu'aux déportations massives de koulaks en 1930.

En 1932, Makarenko présentait hypocritement le parrainage tchékiste comme *« une initiative exclusivement sociale »* (c'est-à-dire non-étatique). On peut déjà douter que des membres de la police politique puissent prendre une décision « librement », sans l'accord de leur hiérarchie. De plus, l'immixtion du Guépéou dans la sphère éducative sous la forme de communes de jeunes délinquants semble s'être généralisée depuis l'expérience pilote de la *« commune Iagoda à Bolchevo »* ouverte en 1924[2]. Un succès de la littérature ukrainienne des années trente l'atteste. *Le matin,* premier roman du dramaturge Mykytenko (voir son portrait en annexe), raconte l'histoire d'une campagne près de Poltava entre 1919 et 1928. Depuis la guerre civile, les partisans rouges s'opposent aux propriétaires, et particulièrement à la mère supérieure du couvent, véritable cerveau de la réaction locale. Elle est assez intelligente pour désamorcer la révolte de ses nonnes et bloquer l'activité du Comité de paysans pauvres en déclarant :

« Je ne suis pas la mère supérieure, (...) je suis juste une citoyenne de

[1] *Poème pédagogique*, p. 666.

[2] Sur la commune de Bolchevo (à 40 km de Moscou) et sa possible influence sur Makarenko, on pourra lire l'article d'un spécialiste de Makarenko, Götz HILLIG, professeur à l'université de Marburg (RFA). Gëtc XILLIG, « A.S. Makarenko i Bolševskaâ kommuna », Postmetodyka (Poltava), n°2 (2001), consultable sur http://www.ipe.poltava.ua/pm/34/hillig.htm. Voir également CAROLI, ouv. cité, p. 318-323.

l'Union soviétique. Nous sommes venues [au Comité de paysans pauvres] pour saluer la réunion des paysans travailleurs au nom des sept cents femmes travailleuses de notre artel ».

Une telle duplicité n'est déjouée que grâce au Guépéou. Il exproprie le couvent pour y installer une *« commune du Guépéou comme il en existe dans toute l'URSS »*. Les fidèles se récrient : *« Malheur ! On va amener des truands. Ils construiront une commune et vont danser dans l'église, danser sur l'autel. (...) On veut nous imposer des bandits, des va-nu-pieds et des voleurs ! On veut faire une commune de truands dans le saint couvent »*[1].

3.2.4.3 L'ecole du stalinisme

Cette rhétorique jouant de la radicalité des conflits rappelle la littérature « collectivisatrice » du Grand tournant. Chez Makarenko, la lutte entre la colonie *Gorki* et le monde paysan qui l'entoure est aussi un des fils rouges du récit. Cela débouche sur une justification de la politique stalinienne :

« - (...) Les paysans doivent travailler mieux encore, en commune.
- Comment ça, ils doivent ? (...)
- Il le faut ! Comprends-tu ce que ça veut dire « ils doivent » ? C'est comme deux et deux font quatre. (...)
- Olia a raison : « ils le doivent ». C'est-à-dire qu'il faut s'y mettre et les forcer...
- Et comment vas-tu les forcer ? (...)
- N'importe comment ! (...) Comment s'y prend-on pour forcer les gens ? par la force. Donne-moi maintenant tous ces pacans[2]*, et d'ici une semaine je te les fais travailler, comme des petits agneaux, et dans deux semaines, ils m'en remercieront. (...)*
- Qu'est-ce que tu entends par la force : à coup de poing sur la gueule ? (...)
- Les coups sur la gueule, c'est du flan ! Le revolver, voilà la vraie force.

[1] MAKARENKO, « Komuna im. F.E. Dzeržins'koho », déjà cité, p. 135. I.K. MIKITENKO, *Utro,* GosLitIzdat, M, 1935 ; p. 131, 152-153 (première édition en ukrainien : I.K. MYKYTENKO, *Ranok,* RadLit, K, 1933). Cette affaire rappelle celle du couvent de Xoroševo en 1921 (cf. p.).

[2] Le traducteur en français du *Poème,* Jean Champenois, emploie le terme provençal *pacan* pour rendre *grak, « personne arriérée, campagnarde, ne sachant ni parler, ni se retourner, grossière avec les camarades, primitive »* (note de l'édition russe, au chapitre 9). Un *plouc,* en un mot.

> *Olia tourne lentement vers lui son visage et lui fait la leçon patiemment :*
> *- Mais tu ne comprends donc pas : si les gens doivent faire quelque chose, ils le feront sans ton revolver. Ils le feront d'eux-mêmes. Il n'y a qu'à leur dire comme il faut, qu'à leur expliquer »*[1].

L'intervention finale d'Olia vaut comme une anticipation des risques liés au *« vertige du succès »,* mais l'apologie de la violence par les autres protagonistes légitime précisément les excès de l'hiver 1929-1930. L'usage du mot *commune* pour décrire l'agriculture collectivisée est une façon de brandir à nouveau l'épouvantail de la *kommouniïa*. Par extension, l'association *commune – Guépéou* posée par Makarenko et Mykytenko me semble avoir une fonction similaire : terroriser le lecteur, lui inspirer une sainte peur du pouvoir.

Ce renversement de sens subvertit les caractères de la *commune* mais obéit à une logique certaine. Ainsi la militarisation de la communauté d'enfants.

> *« Le mot « détachement » était un terme de l'époque révolutionnaire, de ces temps où les flots de la révolution ne s'étaient pas encore alignés en colonnes régulières de régiments et de divisions. La guerre des partisans qui dura si longtemps chez nous, en Ukraine, se faisait uniquement par détachements. (...) Les enfants de notre commune du travail goûtaient plus que quiconque le romantisme guerrier et partisan de la lutte révolutionnaire. Même ceux que les caprices du sort avaient jetés dans le camp des ennemis de classe, y avaient trouvé avant tout cet attrait romantique. (...) Je ne voulais pas m'opposer à ce jeu semi-conscient des instincts révolutionnaires chez nos colons ».*

La réactualisation du discours de guerre civile est une caractéristique du début des années trente que nous avons déjà observée. Dans *Les drapeaux sur les tours,* elle se sclérose en un caporalisme omniprésent. À l'entrée de la commune, il y a un *« gamin au fusil »,* le *« factionnaire ».* Après la *« sentinelle », « apparut sur la marche un adolescent de seize ans environ. Il portait la même tenue que l'homme de garde, avec en outre un brassard rouge à la manche gauche. Igor comprit que c'était le commandant*

[1] *Poème pédagogique*, p. 269-270.

de jour ». Non loin, un autre enfant muni d'une trompette *« a sonné le travail »*[1].

Cette tendance s'oppose à tout *« démocratisme »,* forcément *« exagéré »*.

> *« Au début, nous n'avions aucune constitution*[2]*. Les commandants de détachement étaient désignés par moi, mais je me mis de plus en plus fréquemment à les réunir en conférences [, le] « conseil des commandants » (...) ; graduellement, la nomination des commandants passa également au conseil qui se mit ainsi à se compléter par voie de cooptation. L'égibilité à proprement parler des commandants et leur responsabilité ne furent atteintes que bien plus tard, mais je n'ai jamais considéré cette éligibilité comme un progrès et reste de cet avis. (...) Grâce à la cooptation nous eûmes toujours des commandants véritablement excellents »*.

Le contrôle politique n'est pas oublié. *« En fait, un bien plus grand nombre de personnes s'assemblait au conseil : y entraient de plein droit et sans conteste les membres du Komsomol [Jeunesse communiste] »*. Une commentatrice crut utile de préciser qu'en outre *« les assemblées générales se trouv[ai]ent sous la tutelle du « conseil de la collectivité » (ou Soviet des commandants) (...). C'est le conseil qui prépare l'ordre du jour des assemblées générales »*[3].

L'assemblée générale n'est plus un espace démocratique de confrontation des opinions et des individualités.

> *« Nul doute que toute cette jeunesse, assemblée au réfectoire, ne formait qu'une seule famille, unie et serrée, fière de sa cohésion. (...) [N]i coup ni dispute, [pas] le moindre signe de mésentente, d'irritation ou d'aigreur.*

---

[1] *Ibidem*, p. 216. *Les drapeaux...*, p. 52-53.

[2] L'idée de *constitution* est très importante pour Makarenko. Celle qu'il finit par rédiger est régulièrement publiée en annexe de *Marš 30ogo goda* (dans l'édition Prosveŝenie, M, 1967 ; p. 163 et suiv.). D'après les inventaires, on devrait trouver l'original aux archives d'État de Kharkiv, dans le dossier de l'Inspection de l'éducation sociale consacré à la commune d'enfants Dzerjinski pour les années 1929-1930 (DAXO, R917/1/85). Or tous les documents de cette liasse (projet de *Constitution,* daté du 4/02/1929, p. 2 et suivantes ; projet de *Plan opérationnel pédagogique*, p. 6...) sont des copies dactylographiées récentes. Sur les milliers de pages consultées pour ce travail, de telles copies sont extrêmement rares et se rapportent essentiellement à des documents datant de la guerre civile, écrits sur des supports dégradés. L'argument du mauvais papier étant difficilement soutenable en 1928, plusieurs hypothèses peuvent expliquer ce fait troublant. La volonté de conserver des documents aussi précieux aurait dicté de les soustraire aux manipulations du public. On peut également imaginer que les archives d'État aient « importé » ou recopié ainsi des documents qui n'avaient pas été déposés chez elles à l'époque, vu que Makarenko opérait sous l'égide du Guépéou et non de l'Éducation sociale. On serait alors en présence d'une « fabrication » de la liasse.

[3] *Poème pédagogique*, p. 217-218, 358. Irène LEZINE, *A.S. Makarenko, pédagogue soviétique (1888-1939),* PUF « Bibliothèque de la revue Enfance », Paris, 1954 ; p. 52.

Tcherniavine se l'était d'abord expliqué par la crainte qu'inspiraient à tous Zakharov [le directeur] et les chefs d'équipe. Il y avait de cela peut-être, mais cette crainte ne se voyait pas. Commandants de jour et chefs d'équipe, à la vérité, donnaient leurs ordres dans les dortoirs, carrément et sans douter de leur exécution, sur un ton de chefs auquel on voyait qu'ils étaient habitués ».

L'assemblée a deux fonctions. D'abord, elle soude les enfants en un bloc bien plus puissant que les éléments qui la composent : *« Toi, tu es seul, et nous sommes la colonie »* — dit un enfant à un nouvel arrivant encore rétif. Le pouvoir est renforcé paradoxalement parce qu'il est dilué.

« À la colonie, le pouvoir soviétique se présentait sous la forme d'un complexe extrêmement dense : il était difficile de distinguer où il résidait. (...) [L]e pouvoir soviétique, ce n'était pas seulement Alexéi Stépanovitch [Zakharov] et les instituteurs, mais eux encore, tous les colons »[1].

Après les principes du totalitarisme, Makarenko en décrit la pratique. Le roman étant publié pendant les purges, juste après les grands procès de 1937, il lui faut mettre en scène un procès. Makarenko montre une condamnation par le conseil des commandants. Lévitine est accusé d'avoir étalé sur la place publique le passé de prostituée de Wanda.

« - (...) Wanda, c'est notre sœur, comprends-tu, vermine ? Et toi, nous allons te chasser. Sois tranquille, une demi-heure après que tu seras jeté dehors, nous aurons oublié ton nom.
Zyrianski le coupa :
- Tout de suite ! Après le conseil ! C'est moi qui vais te mettre sur la route. Tu auras encore à causer avec moi entre quatre z-yeux !
Lida Talikova, debout à côté de Zyrianski, dit d'un ton pensif, comme à part soi :
- Jamais je n'avais voté ainsi, mais à présent je vais voter contre toi, qu'on t'expulse ! Tu t'es glissé comme une chenille dans notre vie... Il faut t'écraser... Sous le talon ».

[1] *Les drapeaux...*, p. 150, 131, 106.

Par un tour narratif assez vertigineux quand on pense aux « vrais » procès, celui du livre est en fait une erreur judiciaire. Les jeunes Vychinski s'acharnent contre Lévitine alors que ce dernier n'est que la marionnette du véritable traître. Cet individu qui sait si bien dissimuler ses forfaits est Ryjikov. Son nom signifiant *Rouquin,* on est renvoyé aux clichés d'une démonologie moyenâgeuse. Le caractère presque surnaturel de sa méchanceté permet de montrer que la répression est nécessaire même au sein de la communauté parfaite. Comme des vols inexpliqués se poursuivent,

> *« vous comprenez, nous avons affaire à un véritable ennemi (...). C'est le travail de quelqu'un qui sait son métier, une vraie canaille ! Voilà celui qu'il faut trouver. (...) [T]rouver l'ennemi et l'anéantir. Chacun sentait que cet ennemi se trouvait probablement, à ce moment même, assis sur la banquette, en train d'écouter, et qu'il fallait décider en sa présence des mesures à prendre ».*

À la fin du livre, Ryjikov est enfin attrapé. Makarenko reprend la scène de l'assemblée générale-procès en la relevant de détails assez sinistres en cette année 38.

> *« Dans la salle du conseil on entendit subitement un fracas, un bruit de coup, un tumulte inattendu et ce cri de Zyrianski :*
> *- Non ! Je t'ai à l'œil !*
> *Projeté avec force du seuil jusqu'au milieu de la pièce, Ryjikov s'y abattit malencontreusement, la face contre le parquet, et lorsqu'il se releva, sa bouche était en sang. (...) Il était tout d'un coup devenu clair pour tous que Ryjikov était l'ennemi et Ryjikov lui-même ne le contestait pas. Il ne soufflait mot, ne protestait pas contre la violence, les yeux baissés vers le plancher avec lequel son nez mou venait d'entrer en contact brutal ».*

Après ce semblant de méthode n°3[1], l'accusé est prêt à avouer.

> *« À la stupéfaction générale, Ryjikov leva un de ces visages pitoyables qui demandent et implorent la compréhension, la sympathie. Les yeux clignotants, les traits contractés avec une mine de martyr, il... eh bien, raconta aux chefs d'équipe un tas de choses intéressantes. Peut-être*

[1] La *méthode n°3* est la torture dans le jargon du *NKVD* en 1937 (voir CHALAMOV, *Vichera,* déjà cité, p. 218). Le NKVD est le Commissariat du peuple aux Affaires intérieures qui avait repris les prérogatives du Guépéou en 1934.

comptait-il se gagner les colons par sa sincérité ou tout mettre sur le dos de Bankovski, toujours est-il qu'après sa confession, aucune obscurité ne subsistait plus. Les manteaux, le rideau de théâtre, la montre d'argent et l'innombrable outillage disparus avaient cessé de présenter autant de mystères. C'était lui qui avait glissé les clés anglaises dans les affaires de Lévitine et il avait par deux fois mis le feu au stade. Ryjikov débitait son récit d'une voix monotone et douloureuse, sans entrain et sans se perdre dans les détails, mais sans oublier ses battements de paupière et ses piteuses grimaces ».

Personne n'est dupe de ses aveux. Ryjikov est irrécupérable malgré sa contrition. Dans un débat avec des lecteurs en octobre 1938, Makarenko déclare : *« Qu'est-ce que Ryjikov ? Ryjikov n'est pas un saboteur conscient, mais une bête puante par nature »*. Dans le roman, la colonie s'en débarrasse et *« le NKVD démêlera l'écheveau »*[1] de ses turpitudes.

Le président du Comité exécutif régional, qui suit le destin de la colonie, tire la morale de l'histoire devant les enfants.

« - Chers amis, il ne faut cependant pas s'endormir dans une béate complaisance. Vous avez éprouvé à vos dépens comme il est difficile de lutter contre l'ennemi. Ryjikov n'était-il pas le chef de votre première équipe ? N'avez-vous pas joint les talons devant lui en lui disant : « Vu, camarade commandant de jour » ? Or il n'était nullement un camarade, et s'il assumait le service de jour, c'était un service d'ennemi. Vous savez à présent ce que c'est que l'ennemi et que de mal il peut faire. L'ennemi ne vient jamais à vous sous une livrée neutre et terne. Il cherche toujours à séduire vos yeux et à s'insinuer dans votre âme, il s'ingénie toujours à plaire, désireux de faire quelque chose pour vous afin que vous le considériez comme votre camarade. Mais profitez de la leçon et regardez attentivement. Il y a chez vous un certain Podvesko. J'ai entendu qu'il s'était rendu coupable envers vous, mais que vous ne l'avez même pas puni. Vous avez bien agi, car il avait failli par inexpérience et par erreur. Soyez attentifs et sachez également à l'avenir

[1] *Les drapeaux…*, p. 580, 583-584, 598 (*« Extraits d'un entretien de A. Makarenko avec ses lecteurs au palais de la culture Kirov à Léningrad »*, 18/10/1938).

voir clair en ces choses. C'est une nécessité pour vous comme pour le pays des Soviets.
Sous chaque mot de Kreutzer, les colons voyaient à présent le fond de la question. Ils voyaient combien dangereux et dissimulé pouvait être l'ennemi et se préparaient à marcher contre lui, dans la vie, avec une haine déclarée, une haine à mort, pour écraser dans l'œuf sa trahison.
Un mois ne s'était pas écoulé qu'avec toute l'Union, ils furent les témoins, pour s'en souvenir toute leur vie, du terrible coup porté par la main meurtrière de l'ennemi »[1].

Il s'agit de l'assassinat de Kirov, point de départ des purges…

En comparaison, les autres stigmates du stalinisme dans les écrits de Makarenko paraissent assez bénins. Sur le plan politique, notons le coin rouge de la commune. *« Un buste de Staline s'y dressait sur un piédestal de marbre, et tout le mur de ce côté était orné de portraits et de scènes de la vie de Staline. (…) Igor (…) eut plaisir à constater que tout en cette salle était beau et fait avec soin »*. Une discussion entre colons/communards sert de prétexte à présenter le XVIIe congrès du Parti communiste (le « Congrès des vainqueurs », 1934) : *« à présent le koulak est anéanti en tant que classe et nous avons créé la première agriculture socialiste au monde fondée sur le tracteur »*. Mais il faut toujours être vigilant quant au *« langage des trotskistes et des opportunistes »* et *« s'il faut serrer nos ceintures d'un cran, personne ne se plaindra, (…) parce que nous sommes citoyens du grand pays socialiste »*. Des « progrès » dans le domaine du serrage de ceinture avaient déjà été faits :

« Il est servi actuellement deux repas, le soir, à cinq heures et à huit heures. Tout le monde est depuis longtemps mécontent de cette pratique : pourquoi deux dîners et perdre tant de temps à manger ? (…) Il faut supprimer le premier repas [une sorte de thé servi avec du pain] et ne pas enlever leur temps aux colons. Ensuite la viande : il est depuis longtemps prouvé que la viande est mauvaise pour la santé, quand on en mange beaucoup : elle donne la goutte (…). J'estime que de la viande trois fois par semaine, c'est suffisant, les autres jours c'est nuisible ».

[1] *Ibidem*, p. 589.

Dans le même esprit, pour avancer la construction de l'usine de la commune[1], les enfants prennent de grands risques physiques, présentés comme autant d'actes d'héroïsme[2].

3.2.4.4 Des principes communards persistent

À l'image de ce qui s'est déjà produit dans les milieux paysan, ouvrier et étudiant, la commune dans son acception éducative est vidée de son contenu et transformée en son contraire : un collectif autoritaire, hiérarchique, niant l'individu. La réussite de Makarenko dans cette subversion est à la mesure de son indéniable talent de conteur. C'est une première raison pour poser la question-piège du rapport entre la cause que sert l'écrivain et ses qualités artistiques. Une autre raison est plus personnelle. L'auteur de ces lignes découvrit pêle-mêle l'URSS post-révolutionnaire et le mythe de la commune, incarnés dans quelques arpents d'Ukraine soviétique, à la lecture du *Poème pédagogique* à l'âge de treize ans. Ce fut à l'origine d'un intérêt qui trouve son aboutissement dans la présente recherche.

D'abord, sans nier l'évidence de l'engagement stalinien de Makarenko il faut le relativiser en constatant qu'il n'est pas figé dans un discours unique. Dans *Les drapeaux sur les tours,* les relations sentimentales sont suspectes. *« L'amour est, il va de soi, loin d'être une chose simple, et à la colonie, l'amour ainsi que les baisers de toute sorte sont strictement interdits »*. Les amoureux sont dangereux. *« Ils n'attendent que ça, qu'on les comprenne. Oui, les misérables ! Chez nous, on construit une usine, nous avons un plan si ardu (...), mais eux, ils s'en soucient ? Ils s'embrassent dans les petits coins ! (...) Le reste, ils s'en moquent »*. Un colon avait prévenu le joli cœur : *« Laisse-la, je te dis ! Tu n'as pas à lui bourrer la tête avec tes boniments ! La prochaine fois que je vous trouve ensemble, tous deux, je te traîne en réunion générale »*. Ces déclarations sont suivies d'effet : *« la marmaille eut beau les épier par la suite, ils ne virent plus*

[1] Il s'agit de l'usine *FED (Feliks Edmundovič Dzeržinskij*) produisant des appareils photographiques inspirés des Leica. Voir la localisation sur le plan c7 en annexe.

[2] *Ibidem*, p. 175, 87, 450, 400, 555.

Wanda en compagnie du chauffeur ». Néanmoins Makarenko introduit toujours une distance. *« Une chose (…) intriguait cependant : pourquoi Wanda était-elle si gaie (…) ? Piotr Vorobiov aussi s'était fait plus gai, (…) voire même plus rose »*. Un tiers point de vue carrément moqueur s'exprime même.

> *« - (…) Ils s'embrassent : le reste, ils s'en moquent. (…)*
> *Salomon Davidovitch éclata de rire :*
> *- Et ils ont raison, permettez-moi de vous l'apprendre. Aimer est déjà pour un homme un exploit assez difficile »*[1].

Ce relatif pluralisme est peut-être le résultat de la sédimentation de plusieurs discours idéologiques datés. Ainsi, le point de vue sur l'amour qui transparaissait auparavant dans le *Poème pédagogique* appartient plus à la veine réaliste et moqueuse qu'à la prohibition puritaine. La défiance envers le *« petit dieu ailé »* y est même représentée comme un des traits ridicules des *« gens de l'Instruction Publique »*. *« Dans tous les temps et chez tous les peuples, les pédagogues ont haï l'amour »*. Makarenko reconnaît qu'il

> *« éprouvai[t] une jalouse déconvenue à voir tel ou tel colon manquer une réunion (…), pour ne reconnaître que l'autorité d'une Maroussia ou d'une Natacha, créatures situées incommensurablement plus bas que moi sous les rapports pédagogique, politique et moral (…). [E]n définitive [,] il faut compter sur son propre bon sens et sur celui de la vie (…). Je m'abstins de persécuter les amoureux de mes interventions pédagogiques, d'autant qu'il ne sortaient pas des limites de la bienséance. (…) Et je rêvais : si nous étions riches, je marierais nos colons et peuplerais les environs de komsomols [jeunes communistes] mariés. [En attendant, l'amoureux] Oprichko me montra la photo de sa Maroussia, preuve manifeste que la vie continuait son œuvre tandis que nous méditions. (…) Sur sa chaise, Dmitri Oprichko laissait voir au monde entier qu'il était un homme fini. De ce hardi luron il ne restait plus que le fantôme pitoyable. (…) Ses yeux marron (…) n'exprimaient plus qu'avec une docile placidité les soucis domestiques et la soumission*

[1] *Ibidem*, p. 509, 521, 415.

à son aimable destin »[1].

La tolérance envers les élans amoureux va de pair avec la critique des conformismes sociaux, ici celui du couple. En 1938, le collectif qui interdit les baisers est étrangement silencieux sur la famille que le régime a réhabilitée (cf. p. 751).

L'évolution de Makarenko est encore plus sensible sur la question du fonctionnement interne de la commune. Dans l'article de 1932, les accents martiaux sont déjà nombreux. *« L'activité du jour est dirigée par des responsables de permanence, parmi lesquels : le commandant de jour, (...) le clairon de jour. (...) Les communards se lèvent au signal à six heures du matin »*. Cependant quelques principes communards fondamentaux sont appliqués.

> *« Le commandant de détachement a une grande importance dans la commune, particulièrement depuis que les éducateurs furent écartés de la fonction (en 1929). Le fait que le commandement de détachement soit élu non par le détachement mais en assemblée générale lui confère une autorité dans son détachement et dans les autres. (...) [U]n commandant ne peut être élu pour un deuxième mandat de six mois. Chaque communard a le droit et l'obligation d'être commandant pendant six mois. À la vérité, beaucoup de communards n'ont pas été élus commandants une seule fois en cinq ans, mais à l'inverse, jamais une seule et même personne n'a été élue deux fois »*.

On est loin de la démocratie dirigée présentée trois ans plus tard dans le *Poème pédagogique*[2].

À y regarder de plus près, le *Poème* lui-même persiste à illustrer l'autonomisme communard. Face aux premiers vols, le pupille Zadorov conseille à Makarenko :

> *« - (...) Il vaudrait mieux que vous preniez de bons gardiens et que vous leur donniez des fusils.*
> *- Non, je n'engagerai pas de gardiens, et je ne distribuerai pas de carabines.*
> *- Et pourquoi ? fit Zadorov, surpris.*

[1] *Poème pédagogique*, p. 319-320.

[2] MAKARENKO, « Komuna im. F.E. Dzeržins'koho », déjà cité, p. 137-138.

- Il faudrait payer ces gens-là, alors que nous sommes si pauvres, et le plus important : vous devez être les maîtres. (...)
- Anton Sémionovitch a raison. Pas de gardiens ici ! (...) Et bientôt nous monterons la garde nous-mêmes ».

Sous les sédiments idéologiques, un socle de valeurs égalitaires et démocratiques affleure et résiste à l'érosion. Après avoir condamné le messianisme de l'enfant abandonné, Makarenko rejette également les *« travaux des philistins (russes et étrangers) »* selon lesquels *« les enfants abandonnés étaient tous voleurs, ivrognes, débauchés, cocaïnomanes et syphilitiques »*[1].

Malgré le contre-exemple de Ryjikov, la colonie du 1er Mai (commune *Dzerjinski*) montre qu'il n'y a pas de « nature » ou de fatalité barrant le destin des enfants. Un inspecteur pédagogique demande :

« - Tenez... ce petit-là ! C'était un enfant abandonné ?
Volodia se lève et lançant à Zakharov un regard amical et complice :
- Je suis un colon de la quatrième équipe.
- Oui... mais avant. Avant tu étais un enfant abandonné ? (...)
- J'ai... j'ai oublié.
- Comment, tu as oublié ? Tu as oublié que tu étais un enfant abandonné ?
- Oui-oui...
- Ce n'est pas possible !
- Ma parole ! »

L'abolition du passé peut faire penser au projet concentrationnaire ou, de façon opposée mais tout aussi repoussante, à un *Lebensborn* communiste. Mais elle rappelle tout de même la notion d'éducabilité, issue des projets d'émancipation. De même, malgré le retour à l'ordre moral, il n'est pas question de remettre en cause l'égalité des femmes.

« [D]'où tirez-vous cette goujaterie ? De quelle supériorité pouvez-vous vous targuer sur les filles ? Parce que vous vous torchez le nez à vos manches ? Pour quelle raison encore ? Vous autres, les garçons, vous ne

[1] *Poème pédagogique*, p. 41-42, 504.

faites pas de ragots ni de commérages ? Vous vous assemblez comme des pies et vos langues de marcher : les filles ont de meilleures machines, des ciseaux meilleurs… »[1]

Constater qu'un certain nombre de valeurs pédagogiques et révolutionnaires persistent chez Makarenko ne signifie pas qu'on lui décerne un certificat de résistant au stalinisme. Sa plume a suivi l'évolution du régime, elle semble même l'avoir parfois anticipé comme sur le chauvinisme[2]. Si d'un côté elle absorbait les thèmes promus par le pouvoir, de l'autre elle restituait aussi des faits, des attitudes et des ambiances de la période précédente. La finesse du trait chez Makarenko tient aussi au refus de filtrer la réalité de façon trop univoque. Il garde des éléments indésirables, ne serait-ce que pour servir de fond aux actions exemplaires. C'est pourquoi, même à la lumière des sources des années vingt (cf. p. 374), le *Poème pédagogique* reste un témoignage vivant de la décennie post-révolutionnaire, quelles que soient les solutions staliniennes soutenues par l'auteur. De plus, les restes du projet émancipateur continuent à agir malgré tout dans l'œuvre, surtout auprès de lecteurs extérieurs à l'URSS. Un éducateur français pouvait méconnaître le cours de l'histoire soviétique dans les domaines pédagogique et idéologique. Par contre, il savait qu'avant l'Ordonnance du 2 février 1945, les mineurs accusés étaient déférés *« aux juridictions pénales de droit commun »,* sans que soient prévues des *« mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation »*. En préfaçant les éditions françaises de Makarenko, les promoteurs de la pédagogie nouvelle (Henri Wallon, Fernande Séclet-Riou) et de la rééducation des jeunes délinquants (docteur Louis Le Guillant)[3] estimaient à bon droit faire œuvre de progrès.

[1] *Les drapeaux…,* p. 181, 405. Il faut reconnaître que cette égalité des sexes s'accommode des clichés liés au genre. Travaillant à l'atelier sur une machine, « *Wanda s'est mise à pleurnicher à propos d'une clé faussée* » (p. 405, je souligne).

[2] Le directeur Zakharov, songeant au long chemin à parcourir pour « *éduquer l'homme nouveau », « possédait par bonheur (…) le don de l'optimisme (…). Ce n'est même d'ailleurs pas un don, mais une propriété particulière, inhérente à l'esprit du Russe, homme à la tête saine et à l'œil clairvoyant* » (*Les drapeaux…,* p. 175).

Зачем я не родился в семнадцатом году,
Меня бы приучили к полезному труду.
Мне путь бы указали в счастливый светлый рай,
А так я тунеядец, я просто тунеядец и лентяй.

Грустно мне ребята, грустно, грустно мне!

Ва-Банкъ, « Мальчишка »

Pourquoi ne suis-je pas né en l'an 17 ?
On m'aurait éduqué pour un travail utile.
On m'aurait montré la voie vers un paradis heureux et clair,
Alors que là, je ne suis qu'un parasite et un paresseux.

Comme je suis triste, les gars, comme je suis triste !

Va-Bank, « Le p'tit gars »

CONCLUSION : DE LA FIN DES COMMUNES À LA FIN DE L'URSS, RÉSURGENCES ET DISPARITIONS

Les communes pédagogiques racontées par Makarenko sont le dernier écho du mouvement communard dans l'URSS des années vingt. Les interprétations fort différentes, voire contradictoires, que l'on peut faire de ses livres suivant le moment et le lieu de la lecture illustrent la complexité des enjeux de mémoire en URSS : dans la production comme dans la réception du texte, il faudrait séparer l'explicite et l'implicite, tenir compte de la censure comme de l'autocensure, détailler ce qui est conscient et ce qui ne l'est pas. Encore l'exemple d'une œuvre publiée ne donne-t-il pas une image complète du problème. On peut tracer assez facilement l'itinéraire d'un livre en suivant ses éditions et sa diffusion et en exhumant les commentaires dont il fut l'objet. Mais que dire du parcours d'une ***idée***, comme celle de commune, dans l'esprit

[3] Citations des articles 1 & 2 de l' Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. (Journal Officiel du 4 février 1945, rectificatif JORF 6 et 21 mars 1945 : texte disponible sur http://www.huyette.com/ord1945-0802.htm). A. MAKARENKO, *Le Chemin de la vie, épopée pédagogique,* (Préface du Dr Henri WALLON, Introduction de Mme F. SECLET-RIOU), Éditions du Pavillon, Paris, 1950. A. S. MAKARENKO, *L'Éducation dans les collectivités d'enfants : Textes choisis, traduits et présentés par Irène Lézine*, (Préface de Louis LE GUILLANT), les Éditions du Scarabée, Paris, 1956. Une publication récente (Louise GOTOVITCH, *Makarenko, pédagogue praticien*, Presses universitaires de France « Pédagogies et pédagogues », Paris, 1996) montre l'intérêt persistant des éducateurs engagés pour Makarenko, tout en dénotant une absence de questionnement sur le contexte politique et social de son action. Louise Gotovitch, qui est proche du Parti communiste belge, est inspectrice honoraire de psychologie, pédagogie et méthodologie auprès du Ministère de l'éducation de la Communauté française de Belgique.

de 250 millions de Soviétiques soumis à la dictature, c'est-à-dire privés pendant des décennies du droit d'accéder à certaines sources et surtout d'exprimer leur opinion ?

Depuis 1991, la multiplication des enquêtes recueillant des récits de vie, de même que l'intérêt pour les écrits intimes et autobiographiques témoignent des tentatives de répondre à cette question. Certaines recherches abordent aussi le problème de la transmission en interrogeant plusieurs générations d'une même famille[1]. On peut néanmoins douter que ces travaux aboutissent à une connaissance globale des représentations dans l'espace soviétique. Les ruptures dans l'histoire du pays (1917, 1933, 1937, 1941, 1953, 1991) encouragent les acteurs à adopter une vision rétrospective des événements, reconstruite selon un moule idéologique estampillé lors de leur formation intellectuelle ou réadapté pour les nécessités du témoignage. Certains éléments « intempestifs » échappent alors à toute possibilité de transcription publique.

J'en veux pour exemple un fait anecdotique recueilli lors d'un séjour de recherche à Kharkov. Au début des années 2000, dans le quartier très populaire de l'Usine de tracteurs, les enfants avaient une expression à eux pour caractériser un camarade trop imbu de lui-même, trop sûr de ses affirmations : *« Il déconne comme Trotski » <on pizdit kak Trockij>*. L'apolitisme régnant dans la société post-soviétique, particulièrement parmi les représentants des classes populaires, interdit de penser que les adolescents ont un intérêt direct pour Trotski et les querelles idéologiques des années vingt. De même, il est douteux qu'ils tirent leurs représentations des manuels scolaires. Les programmes privilégiant l'aspect ukrainien de l'histoire, l'élimination de l'Opposition de gauche occupe deux paragraphes sur les 340 pages relatant la période 1917-1945[2].

[1] Outre les ouvrages déjà cités (E.M. KOVALEV & T. SHANIN, *Golosa Krest'ân … ;* P. MESSANA, *Kommunalka…*), il faut mentionner en France les travaux de Veronique Garros et Daniel Berteaux faits ensemble (BERTEAUX et GARROS,*Lioudmilla, une Russe dans le siècle,* La Dispute « Instants », Paris, 1998) ou séparément (par exemple : BERTEAUX et MALYSHEVA, « Le modèle culturel des classes populaires russes face au passage à l'économie de marché », Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, n°4 – 12/1994 – ; GARROS, « L'État en proie au singulier. Journaux personnels et discours autoritaire dans les années 1930 » dans DEPRETTO, *Pouvoirs et société en Union Soviétique,* déjà cité).

[2] TURČENKO, ouv. cité, p. 206.

Il reste à supposer que l'archétype d'un Trotski décrit comme un clerc méprisant et coupé des réalités s'est transmis depuis… 1924[1] ! Se superposant à un anti-intellectualisme grâce auquel les classes populaires se défendent souvent contre « ceux d'en haut », ce cliché du premier stalinisme aurait résisté tant à l'image du traître absolu formée dans les années trente qu'aux lieux communs antisémites qui refont régulièrement surface. Il faut donc accepter l'idée que l' *« épaisseur du social »* en Union soviétique reste largement immergée, peut-être hors d'atteinte du pouvoir, mais également hors du champ de vision du chercheur.

Quelle transmission des représentations communardes peut-on alors espérer retracer ? D'autant que le poids mémoriel du phénomène risque d'être faible : l'âge d'or des communes dure quelques mois pendant la guerre civile et ne concerne qu'une fraction quantitativement négligeable de la population ; elles sont condamnées dès 1920 et ont failli être rayées de la *doxa* communiste ; pendant la NEP, elles sont stigmatisées comme émanation des classes pauvres et comme expression d'un idéalisme révolutionnaire hors de saison ; elles commencent de plus à faire l'objet d'une instrumentalisation et peuvent devenir un moyen de contrôle social ; à ce titre, avant d'être irrémédiablement bannies en 1933-1935, elles connaissent une brève popularité qui les associe aux horreurs du *Grand tournant*. Les pages qui suivent n'ambitionnent en conséquence que de poser quelques jalons d'une traversée du siècle soviétique, en s'appuyant sur des sources secondaires souvent disparates.

Pour fixer l'imagination sur les poussières d'images de communes qui n'auraient pas été balayées par le stalinisme, le roman *Vie et destin* de Vassili Grossman ouvre quelques pistes. Présenté aux autorités en 1960, le livre avait été commencé avant la mort de Staline et devait constituer la deuxième partie de *Pour une juste cause*, publié en 1952[2]. C'est donc moins un produit du « dégel » khrouchtchévien, qu'une

[1] BROUÉ, *Trotsky,* déjà cité, p. 441 et suivantes.

[2] Voir « Avertissement de l'éditeur » et Efim ETKIND, « Introduction » dans Vassili GROSSMAN, *Vie et destin,* Pocket, Paris, 1984 ; p. 7, 9-11. Jean CATHALA, « Littérature soviétique de guerre » in *Encylopaedia Universalis.*

œuvre née du stalinisme qui est son sujet central. Les mentions de communes y sont rares – au nombre de trois –, mais très significatives. Deux fois, elles sont évoquées du fond d'un camp de concentration.

Dans un camp nazi, c'est la rencontre improbable d'un vieux bolchevik et d'un ancien tolstoïen, Ikonnikov.

> *« Après la révolution, [Ikonnikov] revint en Russie et entra dans une commune agricole. C'était un rêve très ancien : il croyait que le travail communiste de la terre instaurerait le règne de Dieu sur terre. Pendant la collectivisation générale, il vit [la famine, la mort et la désolation]. À cette époque, sans quitter la commune, il se mit à prêcher l'Evangile, à prier Dieu de prendre les victimes en pitié. Il finit par se faire arrêter (...).*
>
> *– (...) J'ai assisté aux grandes souffrances de la paysannerie et pourtant le but de la collectivisation était le bien. Je ne crois pas au bien, je crois à la bonté » (p. 34-35[1]).*

Ces arguments ne sont pas de nature à convaincre le communiste qui y voit *« une morale grotesque et ridicule, au-dessus de la lutte des classes »* (p. 35). Au-delà d'une opposition peut-être trop attendue entre morale religieuse et matérialisme dialectique, il faut noter les associations historiques faites dans ce passage. La *commune* est rattachée à la *révolution* mais pas à la *collectivisation générale*, à laquelle elle s'oppose éthiquement. L'entreprise stalinienne de subversion de l'utopie n'avait pas trompé tout le monde.

À des milliers de kilomètres de là, dans un camp de Sibérie, un vieux bolchevik devenu *zek* nommé Abartchouk compare son sort à celui d'un autre vétéran emprisonné, Néoumolimov. Ce dernier,

> *« héros de la guerre civile, (...) qui s'approchait en souriant de la table des voleurs, avait, il y a vingt ans de cela, mené les régiments de cavalerie au combat pour instaurer la Commune mondiale...*

[1] Les paginations sont données dans l'édition Pocket.

> *(…) Mais lui aussi [Abartchouk], après tout, avait combattu pour la Commune, il avait envoyé, de son cabinet du Kouzbass, des rapports à Staline sur l'avancement du grand chantier » (p. 170).*

La *Commune* dont il est question n'est pas un collectif à vivre, mais une utopie abstraite poursuivie par des moyens militaires ou bureaucratiques. L'idéal creux défendu dans une logique de domination s'abîme dans les camps : prêts à tout pour s'emparer du pouvoir et le garder avant leur arrestation, les bolcheviks réprimés recherchent encore et toujours la faveur des puissants, c'est-à-dire des droits communs au goulag.

La commune d'Ikonnikov et celle d'Abartchouk appartiennent à un passé révolu. Le présent où se jouent *Vie et destin* est la guerre et singulièrement la bataille de Stalingrad. Dans les décombres de la ville, presque encerclé par les troupes allemandes, *« l'immeuble "6 bis" »* abrite un poste d'observation pour l'artillerie et un détachement de génie. Après l'avoir inspecté, le commissaire politique de la division raconta que

> *« le chef du détachement avait refusé de rédiger un rapport, affirmant qu' « il n'avait pas de temps à perdre en paperasseries (…) ».*
>
> *– De façon générale, je ne comprends rien à ce qui se passe chez eux (…). Tout le monde a peur de ce Grekov, mais lui, il se comporte en égal* <na rovnâ>*, ils dorment tous en tas et lui avec tout le monde, ils se tutoient et l'appellent Vania. Excusez, mais on a l'impression d'avoir devant soi, non un détachement militaire, mais une sorte de commune de Paris.*
>
> *(…) Puis le commissaire (…) prononça un discours sur les militaires qui jouent aux francs-tireurs.*
>
> *Conciliant, Beriozkine dit :*
>
> *– Eh bien, quoi, les francs-tireurs* <partizanŝina>*… C'est l'esprit d'initiative, l'indépendance* <samostoâtel'nost'>*. (…)*
>
> *La division prit au sérieux le rapport [du commissaire. On] ordonna (…) de remettre à Grekov la cervelle à l'endroit » (p. 221-222).*

La problématique militaire opposant l'esprit de franc-tireur à la discipline de l'armée n'est pas le seul moyen de comprendre la vie au numéro 6 bis. Il y aussi l'indépendance

du lieu, matérialisée par le passage qui y mène sous le feu de l'ennemi. Elle n'est pas seulement subie mais choisie : Grékov coupe volontairement les communications avec l'état-major (p. 233) et l'immeuble devient *« un État dans l'État »* (p. 394). La liberté de ton y est réelle. On y critique la collectivisation forcée et les répressions de 1937 (p. 241, 401-402). De plus, un jeune soldat, *« Sérioja, qui toute sa vie, avait vécu dans un milieu d'intellectuels, se rendait compte maintenant que (...) les ouvriers étaient des gens bien »* (p. 241) : en plus des distinctions de grades, les différences sociales y disparaissent. Grekov, l'animateur de cette commune renaissante, sait ce qu'il fait en favorisant ces pratiques : *« On fait la révolution pour que personne ne dirige les hommes. Lénine, lui, disait : « avant on vous dirigeait bêtement, et moi je vais vous diriger intelligemment »* (p. 241).

Grossman n'a pas eu le cœur de laisser l'émissaire du pouvoir reprendre en main la commune du 6 bis. Le *« fringant Grekov a eu de la veine ; (...) il avait péri, avec tout son détachement, quand les Allemands ont donné l'assaut de l'usine de tracteurs »* (p. 484)**.** On enterre rapidement la proposition d'en faire un Héros de l'Union soviétique à cause de son profil politique. Justement, la déviation qui régnait au 6 bis est claire. La révolution conçue comme le moyen que plus personne ne dirige et la référence à la commune de Paris[1] pointent vers l'anarchisme.

La bienveillance de Grossman à l'égard de Grekov et de sa « commune » peut être assimilée à la sympathie qu'il exprime pour tous les idéalistes pour lesquels la fin ne justifie pas les moyens (comme Ikonnikov le tolstoïen également). L'expression de thèmes anarchistes ne me semble néanmoins pas seulement témoigner de l'inclination oppositionnelle de Grossman ; elle atteste également de la persistance de ce courant d'idée, malgré la chape stalinienne, ou plutôt *dans* la chape stalinienne. C'est en tout cas l'hypothèse convaincante de Leonid Heller sur la permanence de l'anarchisme

[1] Le lecteur soviétique de 1954 sait que les erreurs de la Commune de Paris sont *« le résultat de l'insuffisante maturité de la classe ouvrière française, de l'absence en son sein d'un véritable parti marxiste prolétarien, de l'absence d'union entre la classe ouvrière et la paysannerie »* (*Enciklopedičeskij slovar'*, BSE, M, 1954).

comme facteur culturel en URSS. S'appuyant sur la trajectoire de plusieurs intellectuels libertaires, il conclut qu'

> *« après la mort officielle de l'anarchisme en Russie, les anarchistes n'ont pas simplement participé à la culture soviétique ; ils ont pris part au travail de ses principaux secteurs, l'éducation, l'organisation des savoirs, l'élaboration de nouvelles représentations du monde »*[1].

Ainsi, même sous le règne de Staline, la commune de Paris était largement popularisée malgré ses « erreurs », de même que les figures bien peu bolcheviques de Razine ou Pougatchev. En 1937, l'édition à 100 000 exemplaires de *La grande révolution française* de Kropotkine avait même été projetée, nonobstant son orientation libertaire[2].

Il faut attendre la mort du dictateur pour que ce courant réapparaisse partiellement au moment même où l'histoire renaît en tant que discipline. Il est à nouveau possible de s'intéresser au passé et le quarantième anniversaire d'Octobre est l'occasion de publier les témoignages des acteurs de la révolution. Certains recueils publient des Mémoires inédits[3], d'autres puisent dans les nombreuses revues d'histoire révolutionnaire éditées dans les années vingt. Décors et personnages de 1917 resurgissent du néant ne serait-ce que pour fournir un cadre à l'action des bolcheviks. Ainsi, Flerovski fait le portrait des révolutionnaires agissant à *Cronstadt pendant la révolution d'Octobre*.

> *« Le 17 octobre, les délégués au IIe Congrès des Soviets (...) furent élus (...) : l'anarchiste Iartchouk, le maximaliste Rivkine et l'auteur de ces lignes. (...) L'anarcho-syndicaliste Iartchouk (...) bénéficia des voix du groupe bolchevik [, ce choix étant] dicté par la nécessité d'avoir au congrès un homme décidé, du point de vue politique, capable de*

[1] Leonid GELLER, « Anarxizm i ego metamorfozy v dvadcatye gody (zabytyj faktor v kul'ture XX veka) », Ms., sous presse, [2002] ; p. 14. Je remercie M. Heller d'avoir bien voulu me communiquer cet article.

[2] Vâčeslav ŠIŠKOV, *Emel'ân Pugačev*, 1938-1945 ; Stepan ZLOBIN, *Stepan Razin,* 1951. Sur le projet d'éditer Kropotkine : E.V. STAROSTIN, « K istorii izdaniâ knigi » in P.A. KROPOTKIN, *Velikaâ francuzskaâ revolûciâ,* Nauka, M, 1979 ; p. 502. De Kropotkine, *Les mémoires d'un révolutionnaire* ont paru a Moscou en 1966 (*Ibidem,* p. 467). La biographie d'Elysée Reclus par l'ancien libertaire N. Lebedev, mort en 1934, est publiée en 1956 (GELLER, p. 14).

[3] Par exemple : *Xar'kov v 1917 godu, vospominaniâ aktivnyx učastnikov velikoj oktâbr'skoj socialističeskoj revolûcii,* Xar'kovskoe oblastnoe izdatel'stvo, 1957.

> *marcher avec nous sans hésitation, jusqu'au bout. Iartchouk était un tel homme. (...) [E]nnemi juré de toute autorité, l'anarcho-syndicaliste Iartchouk, [fut] élu sous les mots d'ordre : « Le pouvoir aux Soviets » et « La dictature du prolétariat ». (...) Iartchouk considérait la prise du pouvoir par les Soviets comme un épisode transitoire, conduisant vers une nouvelle période d'anarchie, vers l'organisation, dans un avenir proche, d'une fédération des syndicats ouvriers et des communes paysannes. C'était, pour ainsi dire, un opportuniste anarchique ou, plutôt, un anarchiste opportuniste »*[1].

L'anarchiste est présenté comme un « idiot utile » dans le cadre d'une stratégie bolchevique machiavélienne (*« Les considérations théoriques de Iartchouk ne nous intéressaient nullement ; (...) ce qui nous importait était d'avoir (...) un homme qui n'hésiterait pas »*). En même temps, ce portrait n'est pas totalement négatif et s'il ne crédite pas Iartchouk de clairvoyance idéologique, il lui reconnaît des qualités humaines et une indéniable sincérité.

Les communes sont ainsi rattachées à un courant authentiquement révolutionnaire mais différent du bolchevisme. Les communes retrouvent en quelque sorte leur place d'avant Octobre, et même d'avant avril 1917, quand elles appartenaient au lexique des anarchistes mais pas encore à celui des marxistes. La réévaluation morale ainsi réalisée s'accompagne d'une dévaluation politique. L'interdiction des communes au milieu des années trente s'était certes appuyée sur la critique de l'égalitarisme nuisible qu'on y pratiquait. Néanmoins, malgré les errements supposés du présent, Staline avait pris soin de garder les communes comme *« forme suprême »* d'agriculture pour un avenir lointain. Assimilées à l'anarchisme, elles perdent cet atout et sont peu à peu rejetées hors de l'avenir après l'avoir été du présent et du passé : ***«*** *à mesure de la croissance du mouvement kolkhozien, elles apparurent comme une forme non viable de la coopération »,* tranche la dernière édition de l'Encyclopédie soviétique

[1] I. FLEROVSKI, « Cronstadt pendant la révolution d'Octobre », dans *L'insurrection armée d'Octobre à Petrograd ; souvenirs de révolutionnaires de 1917,* Éditions en langues étrangères, M, 1958 ; p. 125-126.

dans les années 1970[1].

V.V. Grichaev, auteur de la première monographie publiée au même moment sur les communes, sait que son sujet garde une charge polémique et il essaye de la désamorcer.

> *« À notre avis, le fait que quelques chercheurs ont considéré la commune comme une forme d'agriculture collective prétendant englober toute la paysannerie [les] a conduit à [adopter] un regard négatif sur [une] histoire [pourtant] on ne peut plus intéressante »*[2].

Parmi les historiens visés, Grichaev cite au premier chef A.F. Tchmyga et N.V. Saoutine, deux des refondateurs de l'histoire académique et singulièrement des études rurales après 1953[3]. La construction des kolkhozes comme objets historiques allait de pair avec la dévalorisation des communes, et toutes deux participaient du *dégel* khrouchtchévien. La question se pose alors d'un lien éventuel entre le nouveau recul de la conscience collectiviste et le contenu idéologique du khrouchtchévisme.

La critique de Staline qui s'affirme avec le XXe congrès du PCUS appelle à revenir au *« principes léninistes »*. Certains y entendent les accents d'une réactivation de l'esprit révolutionnaire[4]. Celui-ci est objectivement renforcé par la vague de sympathie promue ultérieurement en faveur de Cuba. L'île exotique s'impose comme *« métaphore de la révolution »*, selon l'expression de Petr Vaïl et Alexandre Genis, et permet la réimportation de la mythologie contestataire en URSS. En conséquence, la révolution de 1917 ne suscite plus seulement des travaux universitaires, mais également des œuvres littéraires. Le patrimoine des avant-gardes artistiques est même

[1] « Kommuna sel'sko-xozâjstvennaâ », *BSE-3*. Cette inflexion de la doxa, achevée sous Brejnev, est sensible dès la mort de Staline. En 1953, la deuxième édition de la Grande encyclopédie soviétique voyait dans *« La commune agricole une forme de coopération productive agricole. Elle se distingue de l'artel par la socialisation de tous les moyens de production sans exception. [Après] les premières années du pouvoir soviétique, (…) d'autres formes d'exploitations collectives ont commencé à occuper une position dominante »* (*BSE-2,* t. 22, 1953). Le dictionnaire encyclopédique, publié un an plus tard, est déjà plus catégorique. Il rajoute à la définition de la commune une incise sur l'artel, *« qui est la seule forme juste d'exploitation collective pour toute la période du socialisme »* (*Enciklopedičeskij slovar',* BSE, M, 1954).

[2] GRIŠAEV,, ouv. cité, p. 61.

[3] *Ibidem,* p. 59. Voir Nikolaj Vasil'evič SAUTIN, *Velikij Oktâbr' v derevne na severo-zapade Rossii (Oktâbr' 1917-1918 gg.),* Lenizdat, L, 1959. Avant de publier *Očerki po istorii kolxoznogo dviženiâ na Ukraine* en 1959, A.F. ČMYGA avait soutenu sa thèse sur le même thème (Anna Fedorovna ČMYGA, *Kolxoznoe stroitel'stvo na Ukraine v vostanovitel'nyj period - 1921-1925 gg. -,* Avtoreferat. kand. diss. M, 1954).

[4] *Rapport secret de Khrouchtchev sur Staline au XXe congrès du PC soviétique,* Champ Libre, Paris, 1970 ; p. 94.

partiellement rendu à l'appréciation du public[1].

L'esprit frondeur du temps qui s'accorde avec le lyrisme et le caractère entier du nouveau Secrétaire général ne dit rien de l'idéologie qui prévaut. Certes, la *Pravda* du 30 juillet 1961 avait annoncé que *« l'actuelle génération de Soviétiques vivra[it] sous le communisme »* et le nouveau programme du Parti communiste adopté en octobre précisait qu'il restait vingt ans à attendre l'avènement de la société sans classe. Dans les documents officiels, rien ne vient pourtant détailler les contours de l'ordre social à venir. Le manque d'imagination est particulièrement sensible dans le *Code moral du constructeur du communisme,* partie intégrante du programme publié au XXIIe congrès.

Il en appelle par exemple au « *collectivisme et [à] l'entraide entre camarades : un pour tous, tous pour un »* (§ 5). Le critère de *« relations véritablement humaines (…) entre les gens »* est ainsi défini : *« l'homme est un ami, un camarade et un frère pour l'homme »* (§ 6). L'utopie se réduit à la devise des trois mousquetaires ou à un vague sentimentalisme d'inspiration chrétienne. Elle ne vise plus la transformation de la vie quotidienne. Ainsi, *« le respect mutuel dans la famille, le souci quant à l'éducation des enfants »* (§ 8) signifient que la structure fondamentale de la société n'est plus contestée, même en parole.

Les slogans du Parti sur l'avenir communiste peuvent être comparées à un autre texte emblématique de la période, *La nébuleuse d'Andromède* d'Ivan Efremov (1959). En plus de marquer la renaissance de la science-fiction soviétique après trente ans de silence, l'œuvre s'inscrit dans le genre utopique. Elle ambitionne de décrire *« les gens d'un avenir lointain ; (…) des gens d'un développement supérieur dans une société communiste établies depuis des siècles »*. Le succès du livre auprès du public soviétique permet de supposer que le lecteur y trouvait de quoi satisfaire ses aspirations. Les libertés de voyager, de discuter et de choisir son travail vantées dans le roman sont

[1] Petr VAJL' & Aleksandr GENIS, *60-e, Mir sovetskogo čeloveka* [1988], NLO, M, 2001 ; p. 51-54.

l'envers de la réalité soviétique, comme l'ont remarqué Leonid Heller et Michel Niqueux. Ils ont aussi constaté que le communisme efrémovien devait beaucoup à l'utopisme non-marxiste, du cosmisme de Fiodorov à la théosophie de Rœrich[1].

Ceci dit, le livre se conforme à la doctrine soviétique en montrant une société future ne connaissant *« ni les conflits de classes ni ceux de race »,* où *« les oppositions sont abolies entre la ville et la campagne, entre le travail physique et intellectuel »,* où *« l'amour est libre [et] les enfants (…) éduqués dans des centres collectifs »*[2]. Il reste que ces *topoï* du communisme ne sont pas dénués d'ambiguïté. Le lecteur apprend la fin de la famille par le récit autobiographique d'Erg Noor. *« Je suis né [dans l'espace], de telle façon que j'ai contrevenu deux fois à la loi. Deux fois parce que j'ai grandi et été éduqué par mes parents sur un vaisseau spatial et pas à l'école »*[3]. L'exception d'une éducation familiale sert à affirmer la règle de l'éducation sociale. Ce procédé facilite peut-être l'identification du lecteur de 1959 à ses lointains descendants. Comme Erg Noor est un des personnages principaux, cette particularité est une restriction au dogme de fin de la famille.

On ne peut en dire autant de l'abolition des classes sociales, présentée comme totale et définitive. Il reste que les connotations attachées aux activités manuelles ou intellectuelles ne sont pas neutres. Darr Veter, directeur des stations spatiales souffre de dépression suite aux six ans d' *« efforts surhumains »* qu'il a fourni à ce poste. *« Il ne restait qu'à changer de type d 'activité et à se soigner par le travail physique, là où l'effort musculaire est nécessaire chaque jour et chaque heure »*. Le travail manuel a des vertus thérapeutiques mais n'a pas de valeur en lui-même. De plus, bien qu'il soit affirmé que le travail est nécessaire en tant que *« lutte sans fin contre la nature »* et doit être *« créatif »* et *« varié »,* Darr Veter se lance dans l'archéologie qui n'est pas l'activité

[1] Ivan YEFREMOV, *Andromeda, A Space-Age Tale* [1959], Progress Publishers, M, 1980 ; "From the Author" (1972), p. 12. HELLER & NIQUEUX, ouv. cité, p. 252. À la liste des allusions à la réalité soviétique, on peut ajouter l'éloge de la direction collégiale (p. 36 de l'édition en anglais).

[2] HELLER & NIQUEUX, ouv. cité, p. 251.

[3] YEFREMOV, p. 43-44.

physique la plus représentative. De même l'abolition de l'opposition ville / campagne est réalisée par la désertification de la majeure partie de la terre au profit d'une *« ceinture subtropicale »* concentrant toute la population[1].

L'utopie d'Efremov n'est pas l'héritière des projets des années vingt. Le Proletkult voulait que les classes laborieuses créent une nouvelle culture alors que *La nébuleuse d'Andromède* pose l'Intellectuel comme modèle de l'homme à venir. Aux désurbanistes qui imaginaient une population dispersée régulièrement sur le territoire et organisée en réseau[2], Efrémov oppose un œkoumène-riviera bardé de ponts de chemins de fer. En somme, c'est le portrait d'une humanité constituée d'ingénieurs qui vit au bord de mers chaudes, accumule professionnellement les prouesses technologiques et scientifiques mais aime se délasser sportivement dans une nature sauvage. Est-ce forcer le trait que d'affirmer que l'utopie-phare du *Dégel* promeut un idéal de classe moyenne ?

La redécouverte dans les années soixante des questions posées durant la décennie révolutionnaire peut ainsi s'accompagner d'une divergence totale dans les projets portés par les deux époques. Les problèmes d'architecture le confirment. Les plus hautes autorités critiquent ouvertement le style stalinien en novembre 1955. Si colonnades et tourelles sont qualifiées d' *« esbroufe »* *<pokazuxa>,* c'est qu'elles s'opposent à *« la satisfaction des besoins des larges masses travailleuses »*[3]. Il vaut mieux construire plus et à moindre coût. Motivée par des raisons essentiellement économiques, la nouvelle ligne permet le retour du fonctionnalisme et la réhabilitation du modernisme mis sous le boisseau dans les années trente. Dans un domaine où le souci artistique est inséparable de l'exigence sociale, la rencontre du communisme khrouchtchévien et de son ancêtre pré-stalinien devient possible.

---

[1] *Ibidem*, p. 56, 67, 69.

[2] Voir KOPP, *Changer la vie, changer la ville,* p. 301.

[3] Résolution du CC du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 4/11/1955, citée par N.B. LEBINA & A.N. ČISTIKOV, *Obyvatel' i reformy, Kartiny povsednevnoj žizni gorožan,* Dmitrij Bulanin, SPb, 2003 ; p. 170.

D'après Natalia Lébina, une nouvelle vague de *« lutte contre l'esprit petit bourgeois »* <*bor'ba s meŝanstvom*> est lancée pour sortir de la lourdeur, de la raideur et du kitsch staliniens. On n'hésite pas à puiser dans l'arsenal de la NEP. Des appartements de petite taille sont livrés meublés et décorés. Rappelant les hôtels syndicaux (maisons-communes) du milieu des années vingt, ils sont censés offrir plus de liberté à l'individu. De même, les laveries collectives reviennent à l'honneur dans l'espoir que les salles de bain des appartements communautaires cessent des servir de lavoir[1].

Au-delà de similitudes circonstancielles, la réflexion théorique sur la ville et l'habitat est reprise parmi les architectes. En témoigne un bel album publié en 1963 sous le titre *L'esthétique de la ville socialiste*. A.V. Ikonnikov et G.P. Stepanov établissent leur problématique en regard du nouveau programme du Parti communiste.

> *« Ce travail créateur [qui s'effectue dans les multiples chantiers de construction du pays] a une signification historique particulière, vu que ce qui se construit aujourd'hui servira aux citoyens de la société communiste ».*

Les auteurs reprennent à leur compte la critique de la ville capitaliste, *« ville-moloch, ville-monstre »*. Ils visent la *« liquidation des différences socio-économiques et culturelles entre ville et campagne »* et l' *« éducation d'une nouvelle conscience communiste »*. Signe de la fin du dogmatisme, *« ils ne prétendent pas résoudre totalement toutes les questions posées »*[2].

Ces promesses ne sont malheureusement pas tenues dans le corps de l'ouvrage. Le découpage s'ordonne selon des problèmes techniques : rapport de l'architecture et de l'urbanisme avec l'organisation de l'espace, avec les procédés de construction, avec la nature, avec les autres arts… Les préoccupations sociales se font jour de façon assez

[1] *Ibidem*, p. 180, 184, 189.

[2] A.V. IKONNIKOV & G.P. STEPANOV, *Estetika socialističeskogo goroda,* Izd. Akademii Xudožestv SSSR, M, 1963 ; p. 5-6.

fortuite dans un excursus acerbe contre les maisons-communes des années trente.

> *« On supposait que les maisons-communes proposant un large éventail de services deviendraient des îlots de mode de vie socialiste dans leur genre. [Mais] la volonté de développer la partie sociale (…) se faisait au détriment de la surface des espaces d'habitation. [Six mètres carré,] ce n'est pas une chambre, mais une cabine »*[1].

La critique, parfaitement justifiée, n'est pas nouvelle : les désurbanistes dénonçaient encore plus violemment la *« commune-mensonge » « qui prive l'ouvrier de la surface habitable à laquelle il a droit »*[2].

L'originalité des théoriciens khrouchtchéviens tient plus aux contre-exemples qu'ils proposent.

> *« En France, en Angleterre, en Allemagne et dans les pays scandinaves, on a obtenu un certain succès dans la création (…) de maisons d'habitation avec un système développé de services communaux ».*

Les auteurs rappellent que ce modèle de socialisation du logement avait été *« repris »* de l'URSS. Il reste que le courant des influences s'est inversé. La social-démocratie inspire désormais le communisme, l'Ouest s'impose à l'Est. Le livre fait d'ailleurs une large place à l'architecture occidentale et présente les courants artistiques les plus subversifs (abstraction, surréalisme…), fût-ce pour les critiquer[3].

Alors qu'une coexistence pacifique des styles architecturaux capitaliste et socialiste s'esquisse, l'ennemi principal des auteurs n'est désigné qu'en conclusion. C'est *« le "radicalisme" le plus extrême [des] partisans des courants bourgeois, camouflés sous une phraséologie d'ultra-gauche »,* tel qu'il s'exprimait à la fin des années vingt en URSS. Il est particulièrement accusé d'avoir brisé la continuité historique des villes russes. La dénonciation de ce *« nihilisme absurde »* est autrement plus violente que celle du néo-classicisme stalinien et reprend les procédés rhétoriques

[1] *Ibidem*, p. 185-186.
[2] Editorial de Sovremennaâ Arxitektura, n°1-2 (1930), cité par KOPP, *Changer la vie…*, p. 292.
[3] IKONNIKOV & STEPANOV, p. 186, 168-169.

des années trente à cinquante. Le secret de cette hargne est peut-être à chercher dans l'incompréhension totale des ambitions de réforme du mode de vie quarante ans plus tôt. La collectivisation est réduite à l'offre de quelques services culturels et sociaux à l'extérieur d'une famille encore pour longtemps enfermée dans les *« limites de sa "coquille" individuelle »* [1].

Comme le dit à la même époque un guide pratique sur *L'appartement et son aménagement,*

> *« la maison dans laquelle nous vivons doit être confortable, pratique et belle. C'est là que nous nous reposons, nous travaillons et nous nous adonnons à nos activités préférées. C'est là que nos enfants grandissent, s'éduquent et reçoivent leurs premiers acquis culturels ».*

Les auteurs proposent quatre *« exemples d'installation de familles »* :

> *« famille de deux personnes (mari et femme), (...) de trois personnes (père, mère et enfant [ou] mari, femme et un quelconque autre membre adulte de la famille), (...) de quatre personnes (père, mère et deux enfants d'âge scolaire) »*[2].

Le retour d'une certaine liberté de ton et la définition d'un espace individuel s'accommodent d'un grand conformisme social et politique.

Pour comprendre les raisons d'une alliance paradoxale entre libéralisation politique et conservatisme social, il faut reprendre la question de la vie quotidienne qui resurgit également à ce moment-là. En 1959, le *« guide populaire illustré » L'URSS telle qu'elle est* retrouve des formules oubliées depuis presque trois décennies : *« nouvelle morale », « mode de vie »*. À la même époque, les assemblées d'usines revendiquent à nouveau *« une attitude communiste envers le travail »*. Les ouvriers forment des

[1] *Ibidem*, p. 272-273, 279. La réappropriation des apports de l'avant-garde architecturale des années vingt (OSA, ASNOVA...) a attendu la fin des années soixante. Elle s'est effectuée sur le plan stylistique en mettant de côté les questions de société. La reconstitution d'une continuité historique et artistique est très sensible dans l'album *Sovetskaâ arxitektura : sbornik soûza arxitektorov SSSR* (Sbornik n°18, Izd. Literatury po Stroitel'stvu, M, 1969) : en marge d'articles réhabilitant les grandes figures de l'architecture avant Staline, un ruban déroule chronologiquement les réussites soviétiques en matière de construction, de 1917 à 1967.

[2] O.G. BAÂR, R.N. BLAŠKEVIČ, *Kvartira i ee ubranstvo,* Gos. Izd. Lit. po stroitel'stvu, arxitekture i stroitel'nym materialam, M, 1962 ; p. 3, 8-9.

« brigades de travail communiste ». Enfin, la revendication de *« relations communistes dans le mode de vie »* est réaffirmée au début des années soixante[1].

Comme les autres références khrouchtchéviennes au communisme, celles qui concernent le quotidien sont singulièrement courtes et décevantes.

La *« nouvelle morale »* est définie par le *« collectivisme »* (déjà évoqué dans la devise des trois mousquetaires) et un *« patriotisme soviétique »* plus inspiré par la deuxième guerre mondiale que par la révolution. L'amélioration du mode de vie doit essentiellement suivre *« la voie vers l'abondance »,* représentée par un chemin semé de produits ménagers sortis d'usine (voir illustration i92 en annexe)[2].

On comprend alors que le premier critère du *« travail communiste »* soit *« la haute productivité »*. La nouvelle *« émulation communiste »* ressemble à s'y méprendre à celle, *« socialiste »,* des années trente : dûment encadrée par le chef d'atelier et les responsables du Parti, du syndicat et de la Jeunesse communiste, la classe ouvrière doit secréter une nouvelle génération de travailleurs de choc. La fileuse Gaganova apparaît comme l'avatar moderne du mineur Stakhanov[3].

Dans les immeubles recevant une distinction pour les *« relations communistes »* instaurées *« dans la vie quotidienne »,* il ne s'agit même pas de copier l'habitus du *Grand tournant*. Beaucoup plus prosaïquement, on attend des locataires qu'ils paient leur loyer à temps, nettoient et entretiennent eux-mêmes les parties communes et évitent tout tapage[4]…

L'absence de débat d'idées explique pour beaucoup la pauvreté conceptuelle du communisme khrouchtchévien. La renaissance des sciences humaines en URSS après

[1] G.X ŠAXNAZAROV & M.A. LEBEDEVA (pod red.), *SSSR kak on est', populârnyj illûstrirovannyj spravočnik,* Gos. Izd. Političeskoj Literatury, M, 1959 ; p. 113, 260. « Iz protokola obšego sobrabiâ kollektiva rolikovogo cexa depo Moskva-Sortirovočnaâ Moskovsko-Râzanskoj ŽD… », 13/10/1958 in I.D. KOVALČENKO (pod red.), *Sbornik dokumentov dlâ praktičeskix zanâtij po istočnikovedeniû istorii SSSR (Vyp. 4 : epoxa socializma),* Vysšaâ Škola, M, 1987 ; p. 152-153. « Spravka o vospitanii kommunističeskix otnošenij v bytu… v 1963-64 gg. » cité par LEBINA & ČISTIKOV, ouv. cité, p. 193.

[2] ŠAXNAZAROV & LEBEDEVA, ouv. cité, p. 113-116, 260.

[3] KOVALČENKO, ouv. cité, p. 153-154 ; sur la geste de Gaganova : p. 159-167.

[4] LEBINA & ČISTIKOV, ouv. cité, p. 194.

Staline a été très lente et n'avait pu structurer les discussions du *Dégel*. La sociologie n'a été reconnue comme une discipline à part entière qu'en 1966 et elle n'a disposé d'une revue scientifique à parution régulière qu'en 1970. En somme, l'institutionnalisation de la discipline s'est déroulée sous les auspices du retour à l'ordre brejnévien et non du libéralisme khrouchtchévien[1].

De plus, la sociologie renaissante est étroitement contrôlée. Juste après 1956 les précurseurs provenaient pour la plupart des chaires de philosophie. Même si certains philosophes, assez libéraux, avaient de l'ouverture d'esprit, cet ancrage disciplinaire était aussi synonyme d'orthodoxie idéologique : le rôle de la sociologie devait se limiter à la vérification empirique des concepts du marxisme-léninisme. Sans doute pour éviter la constitution d'une vision trop globale de la société soviétique, les études sociologiques sont fragmentées en champs cloisonnés : budgets de temps ; travail ; stratification sociale ; famille ; ville et campagne… Bien que les études d'emplois du temps poursuivent celles initiées dans les années vingt par Stroumiline, la rupture méthodologique avec cette période fondatrice est consommée. Les années 1960-1970 ne connaissent ni la liberté de recherche, ni la volonté d'appréhender la société et les comportements humains comme un tout[2].

En même temps, la définition d'objets d'étude individualisés ainsi que la professionnalisation et la spécialisation des chercheurs qui en découlent faisait convergence avec la sociologie occidentale. Certaines méthodes d'enquête semblent renforcer cette tendance. Les sondages d'opinion initiés par la *Komsomolskaïa Pravda* en 1960-1961 laissent s'exprimer le *« citoyen soviétique ordinaire »* sur la paix et la guerre, l'avenir, les valeurs générationnelles, le niveau de vie, les nouveaux objets de consommation et surtout les vacances. À l'orée de la société de consommation de

[1] Elizabeth Ann WEINBERG, *The development of sociology in the Soviet Union,* Routledge & Kegan Paul, London and Boston, 1974 ; p. 32-33, 49, 109. Cet auteur a publié depuis une actualisation de sa recherche (*Sociology in the Soviet Union and Beyond: social enquiry and social change,* Ashgate, Aldershot, 2004) qui n'est pas encore disponible dans les bibliothèques française.

[2] WEINBERG, *The development of sociology…*, p. 54 et suivantes. Boris FIRSOV, « Regard rétrospectif sur la sociologie soviétique des années 1950 à 1980 », Transitions, n°2000-2 ; p. 34.

masse, la similitude avec les thèmes de prédilection des médias occidentaux est frappante[1].

Elle correspond bien à l'envie d'épanouissement individuel déjà relevé. De telles enquêtes et leurs résultats témoignent d'évolutions des comportements et des mentalités qui submergent les valeurs-bastions du régime. D'après Boris Firsov,

> *« Les données sociologiques démontraient que, malgré les exigences de la propagande, la jeunesse n'aspirait pas à faire partie de la classe ouvrière (...) et que les valeurs collectivistes étaient en grande partie écrasées par les valeurs individuelles, ainsi que les soucis d'ordre matériel ».*

Le retour de la notion de *mode de vie (byt)* s'effectue dans ce contexte. On avait vu que la première édition de la *Grande encyclopédie soviétique* consacrait un article fouillé au *byt* en 1927. L'entrée avait disparu de la seconde édition, parue en 1951, au pire du stalinisme. Elle réapparaît en 1971, dans la troisième édition, sous la plume d'A.G. Khartchev. Depuis les années cinquante, Khartchev travaillait sur la famille et le mariage, alternant une approche normative selon les canons du *« matérialisme dialectique et historique »* et une démarche empirique d' *» essai de recherche sociologique »*. À ce dernier titre, il est l'un des premiers à utiliser l'état civil comme source[2].

Comme Khartchev privilégie l'étude de la famille, sa définition du mode de vie *(byt)* est assez restrictive. Skvortsov-Stepanov affirmait en 1927 que *« le mot s'emploie souvent dans le sens restreint de mode de vie exclusivement domestique [alors qu'] il serait plus juste de parler du mode de vie domestique (privé) et du mode de vie social, d'autant que l'un et l'autre sont intimement liés »*. Au contraire, Khartchev pose d'emblée que *« le mode de vie [est la] sphère non productive de la vie sociale »*. Sans

[1] Les questionnaires sont reproduits en annexe de l'ouvrage d'Elizabeth Ann WEINBERG, p. 115-136.

[2] Quelques ouvrages peuvent servir de jalons du travail d'A.G. XARČEV : *Brak i sem'â v socialističeskom obšestve,* Avtoreferat. kand. diss., M, 1952 ; *Marksizm-leninizm o brake i sem'e (material k seminarnomu zanâtiû po kursu dialektičeskogo i istoričeskogo materializma),* Sovetskaâ Nauka, M, 1959 ; *Brak i sem'â v SSSR (opyt sociologičeskogo issledovaniâ),* Mysl', M, 1964. Sur la méthode de recherche utilisée dans cette dernière publication, voir WEINBERG, *ouv. cité*, p. 71.

exclure de son champ tout ce qui sort du cadre du foyer, et bien qu'il répète rituellement que la transformation du mode de vie procède *« en fin de compte »* de *« la transformation des modes de production »*[1], le sociologue désarticule un des pivots du premier marxisme soviétique. Le concept de classe se désagrège car le rapport de la personne au travail n'est plus l'étalon de son comportement.

N'étant plus considérée essentiellement comme *productrice*, la personne devient nécessairement d'autant plus *consommatrice*. L'article de l'encyclopédie met l'accent de façon répétée sur *« l'élargissement du réseau des services », « le rééquipement technique du mode de vie »*, l'élévation du *« niveau général de la consommation matérielle et spirituelle »*. Les succès du socialisme se mesurent à l'augmentation des *« sommes allouées par l'État à la construction de logements, à l'aménagement urbain et rural, à l'élargissement des réseaux d'hôpitaux, d'institutions pour l'enfance, de bibliothèques, de clubs, de maisons de repos et de sanatoriums »*[2]. Comme dans le domaine connexe de l'architecture, l'enjeu n'est plus de tracer les voies vers d'autres façons de vivre mais simplement de « rattraper et dépasser » l'Occident et son *Welfare state*.

À défaut de satisfaire les besoins réels de la population dans ce domaine, la pensée soviétique s'enferme dans la répétition d'une orthodoxie certes nouvelle mais fade. Le *mode de vie* se réduit de plus en plus, aux *« relations quotidiennes entre les gens (avant tout dans la famille) »* (*Dictionnaire de sociologie appliquée,* 1984), au *« domaine de la vie quotidienne [hors] de la sphère professionnelle, productive et officielle de l'activité des gens »* (*Petit dictionnaire de sociologie,* 1988). L'intérêt se concentre sur le *« temps libre »* conçu comme temps de la *« création sociale »,* c'est-à-dire de la formation ; temps des *« fonctions familiales (par exemple s'occuper des enfants) »* ; enfin le temps des *« loisirs »* qui, s'il est *« gaspillé »* en *« activités vaines et*

[1] SKVORCOV-STEPANOV, « byt » in *BSE-1*. A.G. XARČEV, « byt » in *BSE-3* (t. 4, 1971).
[2] XARČEV, « byt » in *BSE-3*.

superficielles », devient *« une entrave au progrès de la société »* (*Dictionnaire de sociologie appliquée,* 1984)[1].

Si le régime affirme ainsi ouvertement sa volonté de contrôler l'individu, on peut douter qu'il en ait encore les moyens. L'incapacité de la sociologie officielle à appréhender la société est patente. Alors que les tares du *« socialisme développé »* sont devenues évidentes en 1988, le *Petit dictionnaire de sociologie* continue à vouloir imaginer une société de consommation de type soviétique.

> *« Avec l'autonomisation du mode de vie comme aspect distinct de l'activité, les instituts sociaux spécialisés et les services professionnalisés dans ce secteur (services de proximité, santé publique, industrie des loisirs etc.) se développent. Actuellement, la sphère des services et celle du mode de vie domestique se complètent et tissent des liens réciproques. En 1985, le Programme complexe (visant au développement de la production de biens de consommation populaire et de la sphère des services) a été adopté. Parmi les décisions du XXVIIe congrès du PCUS, on note des décisions fortes visant le développement de la production de biens de consommation populaire et la création d'un secteur de services moderne, hautement développé qui permette de satisfaire plus pleinement les exigences des Soviétiques, en ce qui concerne le logement communal, les transports, la vie quotidienne, la culture sociale, l'allégement du travail ménager, la création de meilleures conditions de repos, l'utilisation féconde du temps libre ».*

Le quotidien des citoyens est décrit par antiphrase : décisions du Parti vides de sens, pénurie cruelle de logement et de biens de consommation, absence d'égalité hommes / femmes, ennui généralisé.

Le terme de *byt* qui avait cristallisé un des plus riches débats des années vingt est désormais épuisé. Il ne permet plus de penser l'intervention humaine dans la sphère du quotidien. En sociologie, sous l'influence occidentale le *mode de vie* [*byt*] s'efface

[1] I.P. TRUFANOV, « Byt », in G.P. DAVIDÛK (glav. red.), *Slovar' prikladnoï sociologii,* Izdatel'stvo "Universitetskoe", Minsk, 1984. « Byt », in D.M. GVIŠANI et N.I. LAPIN (pod. red.), *Kratkij Slovar' po Sociologii,* Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, M, 1988.

peu à peu devant le concept de *genre de vie [obraz žizni]*, traduction pure et simple de *way of life*[1]. Dans le langage officiel, le mot survit mais il désigne les aspects les plus bassement matériels de la vie. Ainsi, le pays s'est couvert d'un réseau de *Maisons du mode de vie* [*Dom byta*]. Celle de Kharkov, ouverte en 1972, offre *« trois-cents types de services »* aussi précieux que cordonnerie, couture, laverie, réparation d'appareils électroménagers[2]…

Les habits neufs de l'idéologie du *Dégel*, étaient faits d'un matériau de seconde main, d'une étoffe usée, retaillée et recousue. Ce bricolage d'idées disparates n'était pas de nature à susciter par lui-même l'enthousiasme dans la population. La fin du contrôle totalitaire ouvrait néanmoins une porte étroite à des initiatives venant de la société elle-même. Pour justifier leurs décisions, les nouveaux *acteurs sociaux* encore balbutiants devaient à leur tour amalgamer leurs propres aspirations et les discours du pouvoir, formant quelques objets originaux.

Il faut comprendre que, de l'héritage révolutionnaire, tout n'était pas mort, au moins sur les marges du système. Une sève nouvelle pouvait irriguer des canaux délaissés depuis quelques décennies, mais non détruits. Un peu à la manière du philosophe Evald Ilenkov qui exhumait le potentiel évolutif du marxisme en redécouvrant la dialectique hégélienne[3], les années soixante produisirent un étonnant

---

[1] L'expression *Obraz žizni* apparaît au milieu des années soixante-dix (voir par exemple, V.I. TOLSTYX, *Obraz žizni : Ponâtie, real'nost', problemy,* Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, M, 1975). Elle est définie dans la Grande encyclopédie (tome 18, 1974) par G.E. GLEZERMAN. Bien que ce dernier eût été un garant de l'orthodoxie idéologique (voir WEINBERG, p. 66, 155 ; FIRSOV, p. 42), il s'appuie sur la sociologie occidentale. Il évoque *Le choc du futur* d'Alvin Toffler pour le critiquer certes, mais il le cite plus longuement que Lénine. En définitive, la définition soviétique de *l'obraz žizni qu'il* propose ne se différencie de l'occidentale que par la réaffirmation des critères de classe valables pour l'ouest. Une série de travaux utilisent rapidement la notion d'*obraz žizni*, souvent pour creuser des thèmes de recherche qui sont antérieurs et ne doivent rien à cette innovation idéologique du brejnévisme tardif (par exemple : L.A. GORDON, E.V. KLOPOV et L.A. ONIKOV, *Čerty socialističeskogo obraza žizni : byt gorodskix rabočix, včera, segodnâ, zavtra,* Znanie, M, 1977 ; Û.V. ARUTÛNÂN, *Opyt etnosociologičeskogo issledovaniâ obraza žizni, po materialam Mol'davskoj SSR,* Nauka, M, 1980 ; A.G. ZDRAVOMYSLOV, *Aktual'nye problemy soveršenctvovaniâ socialističeskogo obraza žizni*, Znanie, M, 1981. GORDON est un spécialiste des *time budgets* et de la classe ouvrière, ARUTÛNÂN de l'ethnologie culturelle, ZDRAVOMYSLOV de la force de travail et des travailleurs). Le mot devient rapidement un cliché passablement connoté.

Sur les voies de pénétration de la sociologie occidentale chez les universitaires soviétiques, même orthodoxes, on peut lire : A. BIBKOV & S. GAVRILENKO, « Rossijskaâ sociologiâ : avtonomiâ pod voprosom », Logos, n°5-6/2002 et n°3/2003.

[2] *Xar'kov, arxitektura, pamâtniki, novostrojki (putevoditel'),* Prapor, X, 1987 ; p. 133. Voir illustration i93 en annexe

[3] « Osnovnye daty žizni i tvorčestva E.V. Il'enkova » in V.I. TOLSTYX (sost. i red.), *Drama sovetskoj filosofii : Eval'd Vasil'evič. Il'enkov,* IFRAN, M, 1997 ; p. 238. Les trois articles qu'il écrivit pour la Grande encyclopédie (*Hegel, Idéal, Universel*) témoignèrent publiquement de ses engagements, peu d'années avant son suicide en 1979 (voir E.V. IL'ENKOV, « Vseobŝee », « Gegel' » & « Ideal » in BSE-3).

réveil du *« mouvement communard »* <*kommunarskoe dviženie*> dans le domaine éducatif. Il était l'œuvre d'Igor Ivanov, un pédagogue de Leningrad qui se réclamait tant de Makarenko que de Chtchatski ou Kroupskaïa[1].

Les références d'Ivanov semblent conformistes, de même que le nom de la première association qu'il crée en 1956. Regroupant des enseignants et des animateurs des mouvements de jeunesse <*vožatye*>, elle s'appelle l'*Union des enthousiastes*[2]. Les connotations se précisent en 1959, lorsqu'il organise selon des principes spécifiques un regroupement de pionniers, la *Commune des jeunes de Frounze* <*Kommuna Ûnyx Frunzencev – KÛF*>, dans le cadre du Palais des pionniers du quartier Frounze de Leningrad. Devenu enseignant à l'Institut de pédagogie Herzen, il anime de 1963 à 1973 un collectif d'étudiants, de professeurs de l'institut et d'enseignants du secondaire sous le nom de *Commune Makarenko* <*Kommuna im. Makarenko – KIM*>[3].

Ces initiatives font tache d'huile. À Leningrad, un réseau de *« satellites »* <*sputniki*> de la Commune Frounze s'étend pour faire connaître les nouvelles méthodes éducatives, d'abord dans les écoles de la ville, puis dans tout le pays. Des *Clubs des jeunes communards* <*Klub Ûnyx Kommunarov – KÛK*> essaiment. En 1963, une nouvelle étape est franchie avec la prise en main du camp d'été *Orlionok* (*l'Aiglon*) dans la région de Krasnodar. De même que le camp *Artek* avait été la vitrine de l'esprit stalinien dans le mouvement de pionniers, *Orlionok* assurait la visibilité de la *« méthode communarde »*. En 1964, des *« rencontres communardes pan-soviétiques »* se tiennent à Bratsk, en Sibérie. Les communards conquièrent en 1963 des positions à la *Komsomolskaïa Pravda*, l'organe pan-soviétique de la JC : une *« brigade communarde »* y dispose d'une tribune, la rubrique *« La voile écarlate »*. En tout,

[1] O.S. GAZMAN, « Kommunarskaâ metodika », *Rossijskaâ pedagogičeskaâ enciklopedia,* t. 1 (glav. red. V.G. PANOV), Naučnoe Izd. « Bol'šaâ Rossijskaâ Enciklopediâ », M, 1993. Beaucoup de références et de matériaux sur le mouvement communard sont disponibles à partir du site http://www.altruism.ru/sengine.cgi/5/22 . Je remercie Carole Sigman de me l'avoir fait connaître.

[2] La chanson *La Marche des enthousiastes* date de 1940 mais la thématique de l'enthousiasme connaît un regain sous Khrouchtchev (voir VAJL' & GENIS, ouv. cité, p. 112 et suiv.).

[3] GAZMAN, article cité. « Pedagogika I. Ivanova », Pervoe Sentâbrâ, n°52 (2000).

250 000 jeunes et adultes participaient au mouvement communard à un titre ou un autre[1].

Dans les clubs et les camps, le mouvement proclame *« Notre but est le bonheur des gens »*. O.S. Gazman, qui fit ses premières expériences au camp *Orlionok,* résume les principes communards :

> *« fondation du collectif sur des idéaux attirants pour les enfants, idéaux qui ne sont pas proclamés comme des slogans, mais nés du processus quotidien d'éducation humaniste » ; toute activité doit être « significative socialement ("pour les gens, pour un ami proche ou lointain") », mais en même temps « intéressante et créative pour chaque personnalité ("[travailler] de façon créative, autrement ce n'est pas la peine) » ; l'entraide doit traduire le « souci pour l'autre » et « l'intérêt pour [son] destin et ses réussites » ; « mise en place de l'autogestion sur le principe de la rotation périodique des fonctions d'organisation dans le but d'intégrer tous les éduqués dans l'activité générale »*[2].

Hormis les principes généraux, d'autres traits rappellent les communes des années vingt. *« On n'acceptait pas dans les clubs communards « n'importe quel » jeune communiste »*. L'adhésion exigeait une volonté de réforme de soi-même, consommant une rupture entre *avant* et *après*. Richard Sokolov abandonna l'idée – courageuse à l'époque – de devenir prêtre pour se faire communard afin d' « *éliminer l'aliénation* » ici-bas plutôt qu'au royaume des cieux[3].

L'appellation de *commune* trouve sa justification théorique dans la volonté d'auto-organisation, mais elle s'explique aussi par le souci de *« mise en forme artistique »* des activités au moyen de *« rituels, traditions, formes ludiques »*. Les références révolutionnaires sont omniprésentes dans le lexique institutionnel du

---

[1] S. SOLOVEJČIK i dr. (sost.), *Frunzenskaâ kommuna : Kniga o neobyčnoj žizni obyknovennyx rebât, napisannaâ imi samimi,* Det. Lit., M, 1969 ; chap. VI. GAZMAN, art. cité. Ričard SOKOLOV, « Kommunarstvo i ego eretiki » et « Laboratoriâ optimizma : krug pervyj », Na Storone podrostka, n°4 (2001). Ol'ga MARINIČEVA, « Idealisty », Komsomolskaâ Pravda, 8/11/1990. Nikolaj KRYŜUK, « Frunzenskaâ kommuna : toržestvo i drama svobodnogo bratstva », Pervoe Sentâbrâ, n°76 (1999).

[2] GAZMAN, article cité.

[3] SOKOLOV, « Kommunarstvo i ego eretiki » déjà cité.

mouvement. Les organes dirigeants sont le *« conseil des affaires »* <*sovet dela*> et le *« comité révolutionnaire »* <*revkom*>. Les postes de responsabilités sont ceux de *« commissaire »* et de *« directeur politique »* <*politruk*>. Les activités proposées sont des *« commandos de travail »* <*trudovoj desant*>, des *« raids à la Gaïdar »*. Les inventions langagières sont dans le même registre. Les *« réunions-feu »* <*sbor ogonëk*> servent à vider les querelles. Le mouvement s'auto-désigne comme *kommounarstvo*[1].

Cette symbolique martiale est formellement dans la lignée de Makarenko, mais elle relève d'un autre esprit. Le démocratisme du mouvement est profond. Les *« conseil des affaires »* et *« comité révolutionnaire »* ne sont pas des structures permanentes et ils sont soumis à *« sa majesté, l'assemblée générale des communards »*, selon le mot d'un ancien, Valeri Khiltunen. Tous les témoins s'accordent de plus à reconnaître l'originalité de cette démarche par rapport au *« formalisme et [à] l'autoritarisme qui régnaient dans l'organisation soviétique des pionniers »* (Richard Sokolov)[2].

L'état d'esprit communard, né du *Dégel*, s'accordait mal avec la *Stagnation*. L'attitude du pouvoir est néanmoins mesurée et ne fait pas appel à la répression. La « rubrique communarde » de la *Komsomolskaïa Pravda* disparaît en 1966. La même année, le camp *Orlionok* change de direction. La nouvelle équipe dirigeante ne change rien aux méthodes en vigueur, mais elle est moins proche d'Ivanov. Celui-ci a lui-même pris ses distances avec la *Commune Frounze*, pour élargir le champ de ses recherches et de ses activités. De même, la première génération de pédagogues formés dans le mouvement communard quitte la matrice pour agir dans des directions nouvelles. Ainsi, Richard Sokolov s'occupe des jeunes en difficulté, retrouvant les traditions des années vingt[3].

L'ambiance générale pèse aussi. Le mouvement devient discret et informel entre

[1] Gaïdar est un auteur de littérature enfantine, vétéran de la guerre civile lors de laquelle se situe la plupart de ses récits. Voir GAZMAN et SOKOLOV, articles cités.

[2] SOKOLOV, « Laboratoriâ… ». Valerij XILTUNEN, « Ego veličestvo kommunarskij sbor », Pioner, n°4 (04/1989).

[3] SOKOLOV, articles cité.

les événements de Tchécoslovaquie et les débuts de la Perestroïka. Des personnalités influentes en perpétuent tout de même l'esprit autour d'elle. Dans les cercles officiels de la pédagogie, Simon Soloveïtchik et Olga Marinitcheva, anciens de la *« Voile écarlate »* sont des publicistes écoutés. Un peu plus à la marge, Vladimir Lantsberg, un *« barde »* (chanteur à textes) passé par le mouvement communard, lie pédagogie et chanson en lançant les *Clubs de création autonome de chanson <Klub Samodeâtelnoj Pesni – KSP>* qui prolongent les *« concerts-marguerite »* *<koncert-romaška>* d'*Orlionok*. Ces personnes issues du mouvement communard retrouvent une forte visibilité sous Gorbatchev, et pas seulement dans le domaine éducatif. Galina Starovoïtova, une des égéries des forces démocratiques de la perestroïka, avait participé à la *Commune Kirov* dans un camp d'été près de Leningrad en 1962-1964. Elle en avait même été *« commissaire »*[1].

Ce nouveau mouvement communard est au moins aussi complexe à analyser que son devancier des années 1917-1935, et comme la plupart de ses acteurs sont toujours vivants, les querelles d'interprétation se poursuivent. Trois plans, – pédagogique, politique et social –, me semblent devoir être privilégiés pour éclairer le rapport avec les communes révolutionnaires. Sur le plan pédagogique, Richard Sokolov a remarqué que le centre de gravité de la vie communarde avait été déplacé. Makarenko le plaçait dans le *« travail productif »,* Ivanov le situe dans *« l'activité socialement utile »*. Cela correspond à *« l'interdiction légale du travail des enfants »,* reflétant l'idée d'une priorité aux études pendant le plus jeune âge[2]. Au-delà des options personnelles d'Ivanov, on perçoit un glissement profond. Le Travail n'a plus en 1960 la valeur qu'il avait en 1920. La vision de la jeunesse s'est également modifiée. L' « enfant-roi » apparaît dans la société soviétique et il mérite d'être choyé non seulement par sa famille mais aussi par l'État. Le mouvement communard peut apparaître comme une offre de

[1] « Portret [V. Lancberga] : propoved' bez propovednikov », Učitel'skaâ Gazeta, n°37 (1999). KRYŜUK, article cité. Souvenirs d'Ol'ga STAROVOJTOVA sur sa sœur Galina, disponibles dans des versions légèrement différentes, sur http://www.starovoitova.ru/rus/main.php?i=2&s=6 et sur commune.narod.ru/dzko/kirovcommune.htm.

[2] Ričard SOKOLOV, « Istoriâ kommunarstva : retrospektiva i perspektiva », s.d., sur http://www.altruism.ru/ .

loisirs de haute qualité, mais plus comme une alternative de vie.

La nouvelle place de l'enfant dans la société et l'imaginaire relativise également le « révolutionnarisme » du mouvement. La militarisation chez Makarenko visait effectivement à préparer les jeunes à la lutte armée. Les pupilles avaient vécu la guerre civile quelques années auparavant ; ils connaîtraient la *Grande guerre patriotique* peu de temps plus tard. Rien de tel dans les années 1960-1980. La lutte révolutionnaire est devenue un thème de jeux d'enfants, un substitut local à l'univers des westerns américains. Or, cet enfant qui joue-à-la-révolution modifie l'image de cette dernière. À la place des images d'un enfant-bébé ou d'un enfant-héros apparaissent des images humoristiques d'enfants déguisés en figures symboliques du régime : révolutionnaire, ouvrier, cosmonaute (voir illustrations i94 à i96 en annexe)… Une distance ironique s'est instaurée sans qu'on y prenne garde.

La question du sens politique du mouvement communard est à replacer dans ce cadre. Un livre sur *La gauche en Russie* écrit par des *« alternatifs »* <*neformaly*> présentait la commune de 1963 à la *Komsomolskaïa Pravda* comme un *« centre communiste oppositionnel de gauche qui révolutionnait le milieu de la jeunesse »*. Une des principales intéressées, Olga Marinitcheva, répondait dans la presse sous le titre *« Comme toujours, l'histoire ment »*[1] *: « c'est une politisation exagérée et brutale des phénomènes décrits [qui sont] des phénomènes culturels, artistiques, avant d'être des phénomènes socio-politiques »*. Dans ce déni, il faut faire la part du discrédit des idées communistes en ex-URSS, discrédit qui rend difficile l'emploi de certains mots[2].

L'argumentation d'Olga Marinitcheva reste malgré tout pertinente. Le livre sur *La gauche en Russie* traite d'ailleurs indifféremment du mouvement communard, des groupes politiques dissidents, des chanteurs à textes, des rockers et des hippies ; les

[1] A. TARASOV, « Otkuda sut' pošli levye radikaly na zemli sovetskoj », Panorama (M), n°40 (12/1997). Il s'agit d'un chapitre du livre de A.N. TARASOV, G.Û. ČERKASOV & T.V. ŠAVŠUKOVA, *Levye v Rossii : ot umerennyx do extremistov,* Institut Eksperimental'noj Sociologii, M, 1997. Ol'ga MARINIČEVA, « Istoriâ, kak vsegda solžet », Učitel'skaâ Gazeta, n°32 (1999).

[2]

auteurs font une large place au concept de *« nouvelle gauche »*, à l'influence d'Herbert Marcuse et des idées soixante-huitardes françaises. En conséquence, le mouvement communard paraît ressortir surtout de la *contre-culture* de la jeunesse, ce que revendiquent et assument Richard Sokolov et Olga Starovoïtova. Par définition, la contre-culture « *ne possède pas de centre, naît de l'action et ne vit que dans le mouvement »*[1]. Elle est donc à la fois difficilement réprimable et pas vraiment révolutionnaire : sa coexistence avec le pouvoir est envisageable.

Une raison connexe explique la tolérance des milieux dirigeants : les communards en sont eux-mêmes largement issus. Olga Marinitcheva rapporte à cet égard une anecdote intéressante. *« La moscovite Léna Beliakova a été chassée de la maison par son père, membre du Comité central du PCUS, justement à cause du "bonheur des gens". "Je ne tolérerai pas d'humanisme abstrait dans ma maison !" »*[2]. Les conflits de générations, s'ils n'épargnaient pas plus les sommets de la bureaucratie soviétique que la bourgeoisie occidentale, ne remettaient pas fondamentalement en cause les hiérarchies sociales. Les *« animateurs »* formés dans les clubs et les camps assumaient ainsi leurs premières responsabilités dans l'appareil. À un échelon plus élevé, les *« communards »* qui rédigeaient la rubrique *« La voile écarlate »* dans la *Komsomolskaïa Pravda* agissait sous le regard et même à l'instigation du Comité central de la Jeunesse communiste. Après avoir encouragé la commune Frounze, c'est encore le Comité central qui « donne » le camp *Orlionok* comme laboratoire au mouvement communard. D'après Richard Sokolov, il faut y voir l'action de L.K. Baliasnaïa, secrétaire du Comité central et présidente du Conseil central de l'Organisation des pionniers[3].

Il ne faudrait pas en déduire que le mouvement communard n'était qu'un faux

[1] SOKOLOV, « Social'noe učastie I social'noe vospitanie v kontekste predstavlenij o graždanskom obŝestve », Na Storone podrostka, n°3 - 2001. Il emploie le terme de *« subkul'turnoe dviženie »,* qui perdrait son sens dans la traduction littérale de *« mouvement sous-culturel »*. STAROVOJTOVA (texte cité) parle de *« subkul'tura »* et de *« kontrkul'tura »*. Jean-Luc BAUDRAS, « Contre-culture » dans *Dictionnaire des utopies,* déjà cité.

[2] MARINIČEVA « Idealisty », déjà cité.

[3] SOKOLOV, « Istoriâ kommunarstva… » et « Laboratoriâ optimizma ».

nez du régime. Simplement, les valeurs communardes, à l'unisson du *Dégel*, exprimaient surtout un *ethos* de responsabilité individuelle porté par la jeunesse cultivée. Il puisait dans le lexique révolutionnaire car il se développait dans le milieu dirigeant où c'était le langage commun depuis l'enfance. De surcroît, il ne dépassait pas le cadre étroit des mouvements de jeunesse. Son influence sur la société restait nécessairement limitée, quel que fût son succès numérique : le jeune qui allait au club ou dans un camp d'été vivait dans un monde à part, assez loin des problèmes des adultes, d'autant plus s'il bénéficiait de quelques privilèges grâce à ces parents.

La constatation de l'isolement social des néo-communards peut être généralisée. Ils sont représentatifs des *chestidesiatniki*, les intellectuels qui s'affirment dans les années soixante. Ils n'imaginaient pas de peser sur le pouvoir autrement que par des idées. Leur vision du monde devait plus *« au dix-huitième siècle des Lumières, au dix-neuvième démocrate-révolutionnaire »*[1] qu'aux années de révolte populaire entre 1905 et 1921. Avant même son naufrage en 1968, le *« socialisme à visage humain »* [2] qui constituait le fond des espoirs nés avec le XXe congrès, ne laissait guère de place au peuple. Avec la fin du contrôle culturel totalitaire et le début d'une consommation de masse, les intellectuels découvraient la distance qui les séparait des petites gens[3]. Ces derniers n'avaient pas forcément nourri un grand enthousiasme pour le *Dégel*, et encore moins partagé ses valeurs.

L'activisme brouillon du nouveau secrétaire général n'avait pas amélioré la vie quotidienne. Dans les campagnes, l'action de Khrouchtchev s'était traduite par la formation de kolkhozes gigantesques où le dernier contact patriarcal entre dirigeants et dirigés s'était perdu. Ensuite, l'interdiction momentanée des lopins individuels et la menace de fonctionnariser toute la paysannerie dans des sovkhozes avaient achevé de

[1] VAJL' & GENIS, ouv. cit., p. 163.

[2] Ol'ga STAROVOJTOVA conclut ses souvenirs concernant la *Commune Kirov* sur l'idée de *« socializm s čelovečeskim licom »*. Pour une analyse plus globale, voir Igor VINOGRADOV, « Le "Dégel" et les *chestidesiatniki* au tribunal du temps présent », Transitions, n°2002-2, p. 192.

[3] VAJL' & GENIS, ouv. cit., p. 233.

ranimer la méfiance envers le communisme, ne fût-il réalisable que dans vingt ans[1]. En ville, la réforme monétaire et l'inflation signifiaient l'érosion d'un pouvoir d'achat pourtant modeste.

La recherche historique a pu compléter ce tableau en exhumant des archives les mouvements de protestation populaire. Force est de constater qu'on n'y décèle pas la trace des débats de l'époque. La haine contre ceux qui dirigent semble répandue, mais elle est rarement développée et argumentée ; d'où la ressemblance de beaucoup de manifestations avec des *émotions* d'Ancien régime, des *pogroms* au premier sens du terme en russe : le coup de colère est soudain, destructeur et sans lendemain. Les démonstrations idéologiques sont exceptionnelles. On exalte Staline dans les émeutes de Géorgie en 1956 et les ouvriers de Novotcherkassk brandissent un portrait de Lénine et des drapeaux rouges en 1962, mais l'*image* brandie de bons chefs ne dit pas grand chose d'une volonté positive des manifestants[2].

Alors que les couches populaires se retrouvaient souvent en opposition frontale mais inarticulée avec le régime, ce dernier bénéficiait encore du soutien critique de l'intelligentsia. Le divorce entre le peuple et les milieux cultivés s'amorçait. Dans la bohême artistique, le refus de travailler se développe car *« tous ceux qui travaillent ne sont pas subtils ; pour être subtil, il ne faut pas travailler »* [3]. Dans cet esprit, la création artistique se suffit à elle-même. En rupture avec la tradition inaugurée par Belinski, l'art n'est plus fait pour le peuple. En plus de signer la faillite de l'idéal communiste, les événements de 1968 donnent un sens politique au désamour qui grandissait au sein de la société soviétique. Les intellectuels voudraient protester mais le peuple se tait. Les milieux populaires paraissent complices du régime.

---

[1] Sur les fusions de kolkhozes et la promotion des sovkhozes voir MAUREL (ouv. cité, p. 124-126) et KERBLAY (*Du mir aux agrovilles,* déjà cité, p. 213, 215, 220, 247). L'interdiction des lopins individuels est mentionnée par VAJL' et GENIS, p. 234.

[2] V.A. KOZLOV, *Massovye besporâdki v SSSR pri Xruŝeve i Brežneve (1953 – načalo 1980-x gg.),* Sibirskij xronograf, Novosibirsk, 1999 ; p. 155 et suiv., 339 et suiv..

[3] VAJL' & GENIS, p. 194 et suiv. (citation du poète Vsevolod Nekrasov, reprise par Ûrij Mamleev dans *Šatuny*).

Le mépris grandissant des intellectuels pour les pauvres a été analysé par l'ex-dissident ukrainien Ivan Dziouba. Le régime bréjnévien avait acheté la paix sociale en fermant les yeux sur *« le vol et le travail bâclé »,* considérés comme des *« compensations »* au bas niveau des salaires.

> *« Et, bien que l'insignifiance politique, l'impuissance civique et la marginalité culturelle de la classe ouvrière fussent évidentes pour tous, le pouvoir et la propagande continuaient à agiter le mythe vieilli des vertus extraordinaires et du rôle dirigeant de la classe ouvrière. (...) À toutes les réunions de condamnation publique, on amenait à la tribune un innocent « 'travailleur de choc » qui s'en prenait à Pasternak ou à Soljenitsyne (...). Cela provoqua une réaction négative dans l'intelligentsia ; l'allergie au mythe de la classe « hégémonique » se reporta sur l'ouvrier réel, apparaissant à tous les coups, selon les représentations petites bourgeoises, dans le rôle d'un alcoolique et d'un bousilleur »*

L'ouvrier était tombé du statut de *« force dominante »* <*gegemon*> au rang de *« prolo »* <*rabotâga*>[1].

Dans la grisaille du brejnévisme, se jouait silencieusement une évolution idéologique capitale. C'était la rupture du pacte socio-politique qui avait uni depuis plus d'un siècle les intellectuels et le peuple pour la Révolution. On peut facilement minorer la réalité de cette convergence des masses et des élites en faveur du changement social. Les intellectuels qui « allaient au peuple » ou « au prolétariat » n'avaient jamais été la majorité de leur classe. Ils avaient parfois été en butte à la critique sévère de leurs pairs, comme à l'époque des *Jalons*. De l'autre côté, les couches populaires n'avaient pas toujours écouté, ni même bien accueilli ceux qui venaient leur apporter la Vérité. Du *Ouvrier noir et mains blanches* de Tourgueniev au *Danko* de Gorki, les témoignages sont nombreux de la déception des intellectuels vis-à-vis d'une populace au front bas. Dans l'autre sens, Makhaïski avait affirmé pour sa part que la méfiance populaire

[1] Ivan DZÛBA, « Zapadnâ : 30 let so Stalinym, 50 – bez stalina », Zerkalo Nedeli, n°8 (1/03/2003).

envers les intellectuels était parfaitement justifiée.

Les débuts du pouvoir soviétique n'avaient rien arrangé, comme les exemples de communes l'ont montré. À l'exception des communes pédagogiques, on ne constate pas de mixité sociale dans les collectifs de vie : paysans, étudiants, artistes cherchent à réaliser l'Utopie chacun de leur côté. La conscience de soi sourcilleuse des prolétaires ruraux laissait d'ailleurs peu de place à un dialogue avec des personnes issues de couches moins défavorisées. À l'autre bout du spectre social, les communes d'artistes ou d'étudiants sont apparues comme les moins démocratiques, les plus propres à asseoir les ambitions de domination de tel groupe ou de tel individu sur la communauté.

Rarement vérifié dans le détail des événements, l'union du peuple et des intellectuels pour la révolution est pourtant une des figures les plus puissantes de l'histoire russo-soviétique. Ce mythe avait légitimé l'action de millions de personnes, chacun adaptant le schéma général à sa cause. Les populistes attaquaient frontalement l'autocratie au nom de *« la paysannerie laborieuse, de la classe ouvrière et de l'intelligentsia socialiste-révolutionnaire »*. Les marxistes, eux-mêmes des intellectuels, avaient limité la circonférence des forces révolutionnaires à la seule classe ouvrière tout en augmentant la hauteur de l'édifice à construire, un communisme désormais scientifique.

Au-delà des divergences, la propagande des uns et des autres avait contribué à convaincre les couches populaires de leur droit à s'exprimer et à agir. De 1917 à 1921, chez les communistes, les anarchistes, les socialistes, les nationalistes ou les républicains blancs, pas un parti qui n'ait été *« populaire »* ou *« ouvrier »* ; parmi les plébéiens armés qui combattaient dans l'armée rouge ou les troupes de Makhno, d'Antonov ou de Kronstadt en 1921 etc., pas une action qui n'ait été le fait de *« travailleurs »* en défense des *« soviets »*.

Faire rentrer le torrent populaire dans le lit d'une rivière nonchalante avait été l'enjeu principal des quinze années suivantes. Politiquement, l'affaire n'avait pas été trop difficile. La pratique culturelle des classes inférieures ne leur permettait pas de s'exprimer par elles-mêmes, ni de se repérer dans les querelles byzantines de fraction et d'idéologie. La démagogie stalinienne n'hésitait d'ailleurs pas à puiser chez les proletkultistes, les trotskistes ou les anarchistes le pigment rouge vif qui lui manquait. Délégitimer le démocratisme et l'égalitarisme des ouvriers et des paysans était plus compliqué et plus long. Tout en les étouffant, le régime était obligé de les vanter bruyamment. Il produisait ainsi à chaque nouvelle génération des répliques affaiblies mais réelles des comportements qu'il voulait éradiquer. Les quatre vagues communardes (de la guerre civile, de la NEP, du Grand tournant et du Dégel) en témoignent.

Le meilleur moyen de tuer définitivement l'hydre populaire était de séparer régulièrement les têtes du corps. L'aspiration des militants plébéiens par l'appareil avait commencé naturellement, comme dans le cas du jardinier communard presque illettré promu *« instructeur en collectivisation agricole »*. Elle est complétée pendant la NEP par un début de sélection politique selon des critères d'obéissance hiérarchique. L'expérience des collectifs de jeunes (militants, étudiants, artistes) ouvrait une autre piste vers le retour à l'Ordre : la vie en commun d'un petit groupe pouvait fort bien apprendre aux uns à se soumettre et aux autres à diriger. Le Grand tournant avait fusionné ces diverses tendances en combinant promotion massive de cadres de basse extraction, contrôle politique et encasernement collectiviste.

Les plus vieilles communes agricoles et les communes ouvrières de production avaient plus qu'honorablement résisté au maelström stalinien, mais elles avaient résisté

pour elles-mêmes. Elles s'éteignaient car elles n'avaient ni visibilité sociale ni porte-parole. L'hydre avait perdu ses têtes avant les grandes vagues de répression de 1937. Il reste que le Goulag confirme que la plus grande crainte du pouvoir était la cristallisation d'une opposition autour de leaders d'opinion potentiels. La différence de traitement entre les condamnés pour simple *« activité contre-révolutionnaire »* et ceux qui étaient persécutés jusque dans les camps en raison de leur *« activité contre-révolutionnaire trotskiste »* ne dit rien de l'influence de la Quatrième internationale, mais indique qu'un engagement supposé au nom de la classe ouvrière était considéré comme le pire des crimes. Du côté des *zeks*, la résistance morale se justifiait dans le même cadre de référence : Varlam Chalamov insiste sur son attachement à l'éthique des révolutionnaires populistes[1].

Au début des années soixante, il restait encore quelques traces de cette histoire. Les portraits de Staline ou Lénine brandis dans les manifestations populaires peuvent être comparés à des icônes miraculeuses ou à l'image du bon tsar. Ils marquent aussi la place du dirigeant politique absent pour guider la révolte. On remarque la même présence-absence dans les milieux cultivés : les artistes et les poètes, premières figures intellectuelles du Dégel[2], jouent le rôle de porte-parole du peuple, mais sur un mode mineur. La parution de chaque nouveau recueil d'Evtouchenko était un événement politique et sur le premier enregistrement de la 13e symphonie de Chostakovitch (symphonie *Babiï Iar,* sur des poèmes du même Evtouchenko), réalisé en public quelques jours après sa création[3], on ressent la tension du public à l'évocation des horreurs du stalinisme. Les artistes prenant la place des politiques, la compassion remplaçait l'action.

Parallèlement à l'effacement du politique, la mémoire de la répression

[1] Voir par exemple « Le plus bel éloge » in Varlam CHALAMOV, *Récits de la Kolyma,* Verdier « Slovo », Lagrasse, 2003 ; p. 353-370.

[2] Voir « Soavtor epoxi. Poeziâ » in VAJL' et GENIS, ouv.cité, p. 30-36.

[3] Sous la direction de Kirill Kondrachine à Moscou, Grande Salle Conservatoire, le 20 décembre 1962 (CD : Venezia CDVE43218 / Russian Disc RDCD 11191).

stalinienne devenait plus obsédante mais s'émancipait peu à peu du triangle peuple-intellectuels-révolution. Dans les années 1970, la victoire auprès du public de la vision de Soljenitsyne sur celle de Chalamov est aussi la défaite de l'éthique du « démocrate révolutionnaire » face à celle du « chrétien slavophile ». Peu après ce retour en arrière idéologique, un pas de côté s'opère. Les camps sortent de la problématique révolution / contre-révolution. En 1982, dans *La zone, Souvenirs d'un gardien de camp,* Sergeï Dovlatov renvoie Chalamov et Soljenitsyne dos à dos, avec sa simplicité et son humour habituels. Il conclut : *« Et donc il n'y a pas de progrès. Mais un mouvement fondé sur l'instabilité »*[1]. Dans le même livre, les références à l'Histoire perdent leur sens. La Révolution apparaît dans un récit aussi poignant que désopilant, quand des droits communs jouent sur scène Lénine et Dzerjinski dans le cadre d'une animation culturelle. À la fin, détenus-acteurs, détenus-spectateurs et gardiens entonnent l'Internationale tous ensemble, mais de façon chaotique…

Ce tournant « post-moderne » est sensible dans la dissidence des années 1970-1980, phénomène très individuel et littéralement apolitique, qui ne prétend pas initier un mouvement social contre le pouvoir en place[2]. Les derniers surgeons du mouvement révolutionnaire s'adaptent comme ils peuvent à cette situation nouvelle. La disparition de la figure de l'intellectuel leur apparaît comme une désertion. Alekseï Razlatski, un marxiste dissident, rédige un pamphlet acide en 1980 sous le titre *« Ce que notre intelligentsia ne veut pas savoir »*. Face à ce qu'il sent venir comme la crise finale du régime, il n'attend plus rien de l'intelligentsia. Il tente de théoriser l'isolement politique et social des classes populaires dans un *« prolétarisme »* qui n'est pas sans rappeler les idées de Makhaïski[3].

Dans la période d'intense politisation à la fin de perestroïka, on a vu que les

[1] Sergeï DOVLATOV, *La zone, Souvenirs d'un gardien de camp* [1982], Éditions du Rocher « Anatolia », Monaco, 2003 ; p. 145-177, 49.

[2] VAJL' et GENIS, ouv.cité, p. 176 et suiv..

[3] Aleksej RAZLACKIJ, *Čego ne želaet znat' naša intelligenciâ* [1980]. Ce texte et beaucoup d'autres informations sur le *prolétarisme* sont disponibles sur le site http://proletarism.org/index.shtml .

auteurs interdits depuis plusieurs décennies (Boukharine, Tchaïanov, Bakounine, Bogdanov, Trotski, Kropotkine) étaient enfin réédités. Pourtant, le fil de la tradition révolutionnaire en Russie s'était rompu. La nébuleuse qui se coagula à l'extrême gauche, et prit le nom de *KAS* (*Confédération des Anarcho-Syndicalistes*) en 1989, connut certes un grand succès pendant la perestroïka. Le nom de la revue qu'elle édita sans autorisation à partir de 1987, *Obchtchina* (Communauté), marque néanmoins un retour au lexique des populistes du XIXe siècle. Le socialisme communautaire qu'elle promeut évoque *« le transfert des entreprises aux communautés (communes) et collectifs d'autogestion »* et *« la création de communautés territoriales (communes) souveraines »*. Privilégiant l'*Obchtchina* et réduisant le sens de la *Kommouna,* les auteurs méconnaissent les années 1905-1921, comme si la mémoire du moment d'insurrection populaire était perdue[1]...

Il y aurait beaucoup d'explications à ce déni. L'histoire révolutionnaire russe avait été contrôlée par le régime. Il en avait caché les aspects les plus radicaux sous des « taches blanches » et, hormis l'apologie rituelle du bolchevisme, il ne laissait passer qu'une vague inclination pour le premier populisme[2]. Par ailleurs, les groupes de gauche de la perestroïka ne se distinguaient pas par un positionnement très net. Bénéficiant de l'engouement général pour la contestation, ils étaient tout de même nés à proximité des cercles du pouvoir. Ainsi, la première conférence politique « indépendante » organisée par la *Fédération des clubs socialistes de société* en janvier 1988 fut convoquée *« après de longues négociations avec la Jeunesse communiste »*[3]. Idéologiquement, le slogan du *KAS « le pouvoir aux peuples pas aux partis »* (en 1989) ne traçait pas une ligne de démarcation franche avec les Fronts populaires. En fait, l'organisation *« rassemblait tous les anarchistes sous ses drapeaux, (...) depuis les*

[1] La filiation avec la tradition populiste plus qu'avec celle de l'anarchisme est clairement revendiquée par un des acteurs du mouvement. Voir Aleksandr ŠUBIN, « "Obŝina" v 1987-1988 gg. », Panorama, n°45 (12/2000).

[2] Voir par exemple cette publication du tout début de l'ère Gorbatchev : I.K. PANTIN, E.G. PLIMAK, V.G. XOROS, *Revolûcionnaâ tradiciâ v Rossii 1783-1883 gg.,* Mysl', M, 1986.

[3] ŠUBIN, « "Obŝina" v 1987-1988 gg. », déjà cité.

anarcho-communistes jusqu'aux anarcho-capitalistes »[1]. Comme me l'a confié un des fondateurs de l'organisation à Kharkov : *« Nous nous croyions libertaires, nous nous sommes découverts libéraux »*.

La disparition du thème communard pendant la perestroïka n'est certes pas totale. On peut noter la participation de pédagogues-communards au groupe *Obchtchina*, ou l'existence d'une « *Kommouna-1* » à Pskov, composée de rockers et de hippies[2]... On trouve même la trace à Kalouga en 1988 d'un *Mouvement pour les communes (DZK)*. Il n'a, de l'aveu même de ses initiateurs, jamais rassemblé plus de 80 personnes lors d'un congrès pan-soviétique et ces « communaristes » [*kommounaristy*] furent incapables de se mettre d'accord entre eux. *« La discordance fut affreuse. Il apparut que chacun avait son point de vue sur la commune, de la commune agricole ou de mode de vie réunissant dix à quinze personnes, jusqu'à l'énorme ville-commune de 250 000 habitants »*. De plus, sans doute pour s'accorder aux *a priori* idéologiques des uns et des autres, le mouvement s'était finalement renommé *DZK(O), Mouvement pour les Communes (et les Communautés)* (je souligne)[3]. Les quelques tentatives de redonner vie à l'utopie se sont soldées par des échecs.

L'après 1991 n'était pas de nature à ressusciter le concept de commune. Passées les premières années d'anticommunisme forcené, une certaine réévaluation du passé soviétique et des idéaux collectifs est certes observable. Mais elle s'opère dans des termes fort éloignés des utopies des années vingt.

Sur le registre de la nostalgie du grand empire égalitaire, Sergueï Kara-Mourza est un des auteurs les plus en vue. Scientifique de formation né en 1939, il est devenu un vulgarisateur prolifique, auteur d'une dizaine de livres tentant d'expliquer la

[1] Petr REBROV, « Konfederaciâ Anarxo-Sindikalistov : Iz istorii novejšego anarxistskogo dviženiâ v SSSR i Rossii », sur le site http://www.angelfire.com/ia/IOKAS/historykas.html . L'auteur a été membre du KAS de sa création jusqu'à décembre 1994.

[2] ŠUBIN, art. cité.

[3] Aleksandr Matveevič SUXIN (MILIN), « Žgučaâ potrebnost' v kommunax », disponible sur un site entièrement consacré au DZK(O) : http://commune.narod.ru/dzko/genezis.html .

disparition de l'URSS. Son point de vue est clair : il s'agit de parler *« du régime soviétique avec amour »* et de dénoncer *« la fraction antisoviétique radicale au sein de la nomenklatoura »* qui a précipité le démantèlement du pays. Dans un vaste essai sur *La civilisation soviétique des débuts à la Grande Victoire*[1], Kara-Mourza tente de dégager les traits originaux de la Russie, de la révolution de 1917 et du système soviétique.

Le tableau commence par la question du *« développement du capitalisme en Russie »* où l'auteur reprend le travail de Lénine pour le critiquer. Contrairement au social-démocrate de 1899, Kara-Mourza soutient que *« le destin de la communauté paysanne »* n'était pas de périr sous les coups du marché, mais au contraire de devenir la clé de voûte de la croissance du pays au moyen des coopératives agricoles. Il crédite Lénine d'avoir revu ses positions après 1905 en se rapprochant sans le dire des idées populistes. Au moins pouvait-il ainsi soutenir les paysans dans leur opposition aux réformes de Stolypine. La révolution ouvrit en conséquence une voie de développement originale, refusant l'orientation vers l'ouest proposée tant par la droite (KD) que par la gauche (mencheviks). Dans cette optique, la collectivisation stalinienne est un moyen barbare et inepte d'accomplir ce que la paysannerie construisait d'elle-même : une économie communautaire coopérative où kolkhoze et obchtchina se confondent. La viabilité du kolkhoze vient de son respect de la propriété familiale, ce qui explique les résistances actuelles à la privatisation capitaliste de la terre[2].

Dans cette apologie du système soviétique se dévoilent les ressorts de la nostalgie du « communisme » en ex-URSS. Un composé de slavophilie et de populisme rappelle les débats de la fin du XIXe siècle. Les formes sociales et économiques créées depuis 1917 tiennent dans l'imaginaire politique la même place que les structures traditionnelles qu'étaient l'obchtchina ou l'artel : à défaut d'efficacité, leur longévité

[1] Sergej KARA-MURZA, *Sovetskaâ civilizaciâ ; č. 1 : Ot načala do Velikoj Pobedy,* Eksmo-Press / Algoritm, M, 2002 ; p. 4-5.
[2] *Ibidem*, p. 16, 20-22, 59, 66, 448, 475-485.

prouve le caractère unique de la société russo-soviétique. Soucieux de préserver l'unité de tout le peuple contre les influences extérieures, le néo-soviétisme n'accorde pas de rôle spécifique aux classes pauvres. De plus, il réduit le collectivisme à un holisme s'exerçant dans des structures patriarcales. Il ne peut donc que méconnaître le mythe de la commune.

Dans une ascension du Golgotha commencée il y a 70 ans, la commune n'avait plus qu'un degré à gravir : la perte de son nom. On le constate dans une étude récente qui témoigne pourtant de l'intérêt persistant pour les tentatives de vie collective. La jeune historienne Irina Godeeva s'est penchée sur les collectifs de la fin du XIXe siècle. Elle désigne ce phénomène comme étant du *kommounitarizm* (communautarisme), un mouvement communautaire <*kommunitarnoe dviženie*> composé de *kommounitarii* (communautés). En ne parlant pas d'*obchtchina* ou de *kommouna,* elle évite les lieux communs de l'historiographie russo-soviétique. Elle cède aussi au goût toujours vivace des néologismes d'importation (à ce titre, elle qualifie le mouvement communautaire de *nonkonformizm*)[1].

Ses choix terminologiques ne se réduisent pourtant pas à une mode langagière. Sa réflexion méthodologique est largement fondée sur des études historiques et sociologiques concernant les États-Unis[2]. Si elle ne semble pas directement influencée par la philosophie communautariste d'outre-Atlantique, il reste qu'elle s'inspire de la pensée américaine. À un siècle de distance, on mesure le déplacement des courants idéologiques. En 1905, l'histoire des révolutions françaises offrait la *kommouna* aux aspirations égalitaires qui explosaient dans l'empire tsariste. Aujourd'hui, pour rendre compte du besoin de la personne à la fois de s'intégrer socialement et de se régénérer spirituellement, il faut s'intéresser au modèle américain de *communitarism.*

Le mot *kommouna* n'a néanmoins pas tout à fait disparu. Les occurrences que

[1] I.A. GORDEEVA, *« Zabytye lûdi », Istoriâ rossijskogo kommunitarnogo dviženiâ,* déjà cité.
[2] *Ibidem*, p. 16, n. 2.

j'ai pu relever ces dernières années sont rares mais très significatives. La féministe polonaise Agnieszka Graff l'emploie comme synonyme de « communisme ». Elle reprend de façon ironique la terminologie des réactionnaires et parodie leur pensée : *« Du côté de la Commune, il y avait les conductrices de tracteurs et l'interruption de grossesse »*. Dans l'esprit de ces conservateurs, la *Commune* est ainsi associée à la remise en cause des rôles sexués, elle est accusée d'avoir tenté de *« transform[er] l'homme polonais en "bonne femme" »,* elle est assimilée à une*» sorcière »* et à une *« putain »*. C'était une *« chose affreuse »*. Heureusement, depuis 1989-1991, *« tout est redevenu normal. La Pologne est la Pologne, un homme est un homme et une femme est une femme »*[1].

Même s'il faut faire la part de l'exagération polémique, Agnieszka Graff me semble avoir touché un point sensible de la conscience post-communiste en opposant *commune* et *normalité*, avec la définition du genre et de la nation comme enjeu. Ainsi, pouvait-on lire en 2002 un article sur la *« crise d'identité »* ukrainienne dans Den' *(Le Jour),* un quotidien de Kiev ambitionnant d'être le journal de référence.

> *« De par sa situation, il n'existe pas en Ukraine aujourd'hui de communauté nationale* <nacional'noe soobŝestvo> *mais une commune* <kommuna> *qui est le résultat de la coexistence mécanique de groupes orientés vers des centres d'influence non-ukrainiens »*[2].

Le transfert du neutre (communauté - <*soobŝestvo*>) au féminin (commune – <*kommuna*>) marque en même temps le passage d'un groupe humain authentique à une promiscuité contre-nature entre des éléments disparates. Les fantasmes que la révolution de 1919 avait violemment révélés sont toujours présents.

Des usages positifs de la *kommouna* existent tout de même, mais hors du registre « sérieux ». À un niveau méta-politique, l'écho des communes continue

[1] Agnieszka GRAFF, *Świat bez kobiet, płeć w polskim życiu publicznym,* Wydadavnictwo W.A.B. / Friedrich Ebert Stiffung, Warsawa, 2001 r. ; p. 22-24. Je remercie Monika Karbowska de m'avoir indiqué cette référence.

[2] Sergej GAPLÂK, « Put' k svobode, ili Kak preodolet' krizis identičnosti », Den', n°138 (2/08/2002).

d'entrer en résonance avec l'histoire du pays, comme dans la trilogie d'André Kourkov, *Géographie d'un coup de feu isolé* (2000). L'auteur, Ukrainien russophone, pratique un genre qui a ses lettres de noblesses dans l'espace russo-soviétique, le fantastique socio-politique[1]. Un entrelacs de contes se poursuivant sur trois volumes forment *« une sorte de manuel d'histoire soviétique, beaucoup plus intéressant que les ouvrages traditionnels, mais qui ne sera d'aucune utilité pour préparer un examen »* [2].

L'histoire n'est pas réelle mais rêvée. Elle est construite sur d'incessantes références aux clichés de la culture soviétique, clichés qui sont toujours reproduits en décalé. Le pays est dirigé par Kalinine (qui finit par adopter le nom de Tverine[3]) dont on révèle le tempérament dictatorial après sa mort. Cependant, comme dans le poème de Maïakovski (*« Lénine vivait, Lénine vit, Lénine vivra »*), Lénine est toujours vivant : il habite dans une prairie artificielle établie dans les sous-sols du Kremlin. Il répond au courrier qui est adressé de tout le pays *« Au rêveur du Kremlin »*[4]. Son rôle confinant à celui de divinité tutélaire, il s'identifie peu à peu une idole païenne vénérée par un peuple du grand Nord.

Un des fils conducteurs de la narration est le destin d'un ange, descendu sur Terre pour comprendre pourquoi aucun citoyen soviétique ne frappe jamais aux portes du Paradis. Sont-ils tous des pécheurs ou habitent-ils déjà au paradis de leur vivant ? Les premières personnes qu'il rencontre sont un déserteur de l'Armée rouge et un paysan fuyant le kolkhoze. Ce dernier propose à ses compagnons de voyager pendant sept nuits en suivant une étoile qui les guidera jusqu'aux *Nouvelles Palestines*, un endroit où *« tout est bien ; la terre y est noire et légère comme du duvet d'oie ; il y pousse tout ce qu'on peut semer »*. Sur le chemin, ils sont rejoints par tout un village de

[1] Je rattache à ce genre *Petersbourg* d'André Bely (1916-1922 ; L'Âge d'Homme, Lausanne, 1967), *Elga* de Mikhaïl Zenkevitch (1928 ; Le Griot, Boulogne, 1992), *Le maître et Marguerite* de Mikhaïl Boulgakov (1938 ; Gallimard « La Pléiade », Paris, 2004), *La mitrailleuse d'argile* de Viktor Pelevine (1996 ; Le Seuil, Paris, 1997).

[2] Andrej KURKOV, *Geografiâ odinočnogo vystrela,* Kn. 1-3, AST / Folio, M/X, 2000 ; texte de la quatrième de couverture.

[3] À l'inverse, en 1931, la ville de Tver avait été rebaptisée Kalinine en l'honneur de Mikhaïl Ivanovitch Kalinine (1875-1946), président-potiche de l'Exécutif des soviets de 1919 à sa mort.

[4] Nom donné à Lénine par H.G. Wells à la suite d'un voyage en Russie (" The Dreamer in the Kremlin ", titre du sixième et dernier chapitre du livre que Wells publia : *Russia in the Shadows,* Hodder and Stoughton, London, 1920).

paysans, par une équipe de construction constituée de stakahnovistes et par un détachement de soldats. À l'arrivée sur place, un comptable qui a pris de l'ascendant sur le groupe, décide que *« personne ne posséderait sa propre terre dans la mesure où tous vivraient en commune, comme une seule famille ; c'est-à-dire que tout se ferait non pour un seul mais pour chacun »*. Tout le monde vit ensemble dans des *« étables pour humains »,* édifiées par les stakhanovistes[1].

La vie nouvelle s'organise assez facilement car chacun reprend son activité traditionnelle : les hommes aux champs, les femmes aux fourneaux, l'institutrice devant les enfants et le comptable pour noter le travail de chacun. L'absence de problèmes fait que les assemblées générales ne traitent guère de questions concrètes. *« Des améliorations ? (...) Et pourquoi ? Il y a quelqu'un qui vit mal ? Quelqu'un s'est plaint ? »*. On débat plutôt de l'existence de l'âme... Les fondateurs ne trouvent pas leur place dans le paradis qu'ils ont créé. L'ange ne sait pas travailler et persiste à croire en Dieu et en l'âme. Le paysan qui avait montré le chemin à tout le monde se met en retrait et le déserteur de l'Armée rouge disparaît un beau matin sans explication. *« Ainsi se poursuivait la vie des Nouvelles Palestines, qui, si elle n'était pas toujours juste et joyeuse, était par contre comprise de chacun et simple comme bonjour »*[2].

L'absence de projet se ressent dans la lettre que les communards écrivent à leur tour au *« Rêveur du Kremlin »* (Lénine).

> *« Dans cette lettre, ils racontaient comment ils vivaient aux Nouvelles Palestines et ce qu'ils mangeaient. Ils écrivaient qu'ils étaient satisfaits de leur vie et demandaient conseil sur ce qu'ils pouvaient y améliorer. Ils ajoutaient à la fin que maintenant ils avaient de la culture aux Nouvelles Palestines et que le lendemain ils écouteraient un récital de chansons ».*

Le délitement est lent et presque insensible. Un premier vol est constaté et durement châtié. Puis les stakahnovistes quittent les *Nouvelles Palestines* en volant et en

[1] KURKOV, ouv. cité, kn. 1, *Skazanie ob istinno narodnom kontrolere,* p. 74-75, 138, 160-161, 230.
[2] *Ibidem*, p. 244-248, 278.

agressant des communards. Parallèlement, des contacts sont noués avec les villages voisins. La comparaison des modes de vie est faite. *« Eh ! Quoi ? La vie est meilleure (…) là-bas ? – Peut-être pas meilleure mais plus simple. (…) Là-bas, on leur a donné une maison par brigade et on leur a encore promis quelque chose »*. Cette attirance sourde vide bientôt la commune. Tous partent les uns après les autres, même l'ange. Il ne laisse derrière lui que le comptable et un infirme[1].

Ce résumé rend mal l'atmosphère de conte qui règne dans le livre mais il montre par là-même que le fait communard a été rendu dans sa vérité, même si l'auteur n'a aucun souci d'authenticité. Les communards apparaissent comme en sécession du régime soviétique, mais ces rebelles désirent en fait réaliser pour de bon ce qu'ils ont fui dans la vraie vie. L'image du paysan fuyant le kolkhoze pour fonder une commune est saisissante. De même, on sent le balancement entre utopie patriarcale et utopie communiste, autour des questions du partage des tâches, de la propriété des terres ou de la religion. Dans une mise en abyme de la géographie du roman, les *Nouvelles Palestines* sont aussi une métaphore de l'URSS, à l'intérieur de la métaphore générale. Retrait des fondateurs, rôle croissant du comptable, simplification à outrance de la vie, démotivation des participants, attirance pour un monde extérieur presque inconnu : quelques clés du siècle soviétique sont données. Le propos est en même temps trop décalé pour permettre d'assigner l'auteur dans une partie du spectre idéologique. Le succès d'André Kourkov tient beaucoup à sa situation d'entre-deux : russophone en Ukraine, se présentant fièrement comme le fils d'un militant de la collectivisation[2] mais partisan de la « révolution orange ».

La polysémie et l'ambiguïté de l'écriture romanesque ne sont donc pas mortes avec André Platonov, mais c'est peut-être tout ce qui subsiste de l'expérience des années vingt dans l'espace post-soviétique… Pour autant, on ne peut limiter l'impact de

[1] KURKOV, ouv. cité, kn. 2, *Sud'ba popugaâ,* p. 128, 186, 323, 325 ; kn. 3, *Pulâ našla geroâ,* p. 29, 100, 180.
[2] Lors de la présentation publique du livre *Zakon ulitki* à la Foire du livre de Kyïv, en septembre 2002.

la révolution russe aux limites de l'URSS. Octobre et ses nombreux motifs ont été déclinés dans le monde tout au long du XXe siècle. Il serait imprudent d'affirmer que les communes soviétiques ont eu une influence directe car on a vu que le PC(b) et l'Internationale les ont rapidement fait disparaître de l'agenda. Néanmoins, l'image de la commune créée et véhiculée lors de la collectivisation est entrée dans la représentation canonique d'une agriculture socialiste, voisinant avec les figures imposées du peuple en arme ou de l'ouvrier forgeant un monde nouveau.

Sur le plan formel, rien ne distingue les photographies prises dans les campagnes soviétiques entre 1917 et 1933 des prises de vue de Roman Karmen en Chine, au Vietnam et à Cuba ou des images de la Révolution culturelle au village capturées par Li Zhensheng[1]. Les Communes populaires maoïstes témoignent éloquemment du mimétisme régnant dans le mouvement communiste vis-à-vis du modèle stalinien, ce dernier ayant lui-même puisé dans l'imagerie d'Octobre. Le jeu de miroirs que l'on a suivi en URSS de 1917 à 1929, 1956 et 1987 s'est également joué sur la scène mondiale. Cette mise en reflet vertigineuse rend un peu vaine la recherche d'une authenticité sous l'image. Les critiques du stalinisme qui ont abondamment étudié les variations exotiques du communisme se sont d'ailleurs épuisés à arguer de la fidélité au scénario de l'Octobre russe pour prouver le caractère plus réellement révolutionnaire de tel ou tel régime[2].

L'incontestable prégnance du modèle soviétique de révolution et de communisme ne doit malgré tout pas occulter d'autres tentatives collectivisatrices au XXe siècle. La prise en main de la production agricole et industrielle par les travailleurs espagnols en réaction au coup d'État de Franco en 1936 est assurément le phénomène le plus important dans ce domaine. L'influence soviétique sur cette collectivisation spontanée est nulle car le PCE et l'Internationale communiste refusaient toute mise en

[1] Patrick BARBERIS et Dominique CHAPUIS, *Roman Karmen, une légende rouge,* Le Seuil, Paris, 2002 ; p. 85-91, 150-155, 161-163. Li ZHENSHENG, *Le petit livre rouge d'un photographe chinois,* Phaidon, Paris, 2003 ; p. 31-65.

[2] Parmi bien d'autres, on peut citer les textes introductifs dans l'anthologie constituée par Ernest MANDEL : *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion,* Maspero « Poche rouge », Paris, 1973.

cause de la propriété privée. En conséquence, le mouvement est rapidement qualifié d'anarchiste. Si l'implication des militants libertaires de la CNT ou de la FAI est indéniable, ils n'étaient pas les seuls acteurs des *« collectividades »* : simples militants socialistes, communistes, POUMistes et sans-parti y avaient aussi participé. De plus, les dirigeants de la CNT-FAI furent à l'origine du premier décret tentant dès octobre 1936 de limiter le mouvement autogestionnaire. La ligne de partage entre partisans et opposants de la collectivisation semble traverser toutes les sensibilités politiques et poser un clivage entre la base et les dirigeants[1].

En dehors d'un contexte idéologique et politique aussi compliqué que celui de la révolution russe, la révolution espagnole est mal connue parce qu'elle est encore peu étudiée dans l'université française[2]. La bibliographie disponible en français sur les *« collectividades »* est des plus réduites : moins d'une dizaine de livres de témoignage ou d'analyse, tous émanant de personnes engagées[3]. Par ailleurs, il n'est pas sûr que les entreprises collectivisées aient laissé beaucoup d'archives tant elles ont été victimes d'une double répression, républicaine puis franquiste.

Les sources étant lacunaires, la comparaison entre *kommouny* et *collectividades* se bornera à évoquer quelques pistes. Comme en Ukraine, le collectivisme agraire naît de la guerre civile et il progresse avec la fuite des gros propriétaires et l'avancée des troupes révolutionnaires (des milices ouvrières progressant vers le front dans le cas espagnol)[4]. Dans les deux cas, il est difficile de faire dans la création des collectifs la part de la spontanéité paysanne, de la propagande des soldats / miliciens et de l'intimidation inspirée par leurs armes.

---

[1] Carlos SEMPRUN MAURA, *Révolution et contre-révolution en Catalogne : Socialistes, communistes, anarchistes et syndicalistes contre les collectivisations* [1974,] Les Nuits rouges, Paris, 2002 ; p. 143.

[2] Une thèse récente s'est penchée sur le phénomène révolutionnaire espagnol : François GODICHEAU, *La guerre d'Espagne : République et révolution en Catalogne (1936-1939),* Odile Jacob, Paris, 2004.

[3] Franck MINTZ, *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire,* Bélibaste, Paris, 1970. Gaston LEVAL, *Espagne libertaire (1936-1939) : l'œuvre constructive de la Révolution espagnole,* Le Cercle, Paris, 1971. Carlos SEMPRUN MAURA, déjà cité. [Miguel CELMA,] *La collectivité de Calanda 1936-1938 : la révolution sociale dans un village aragonais,* CNT-RP, Paris, 1997. Felix CARRASQUER, *Les collectivités d'Aragon, Espagne 36-39,* CNT-RP, Paris, 2003.

[4] CARRASQUER, ouv. cité, p. 24-25. SEMPRUN MAURA, ouv. cité, p. 126.

Par contre, les *collectividades* se différencient des *kommouny* sur quelques points importants. Il semble que la collectivisation se soit effectuée par villages entiers, avec mise en commun des domaines confisqués et des tenures paysannes individuelles. Les paysans qui restaient attachés à la propriété et défendaient l'idée d'un partage formaient une minorité rejetée aux marges de la communauté villageoise[1]. Faut-il en conclure que les mentalités paysannes étaient plus radicales sur les bords de la Méditerranée que sur le rivage de la Mer Noire ?

Rien n'est moins sûr. Par exemple, la cellule familiale ne semble pas avoir été remise en cause, même en parole. La seule action des *collectividades* envers les enfants fut de mettre en place une éducation obligatoire. Carlos Semprun Maura affirme que *« le principe même de la famille en ce qu'elle a de plus conservateur et traditionnel (...) est paradoxalement affirmé comme valeur de progrès »*[2]. On peut alors se demander si ces villages collectivisés ne s'apparentaient pas d'avantage à l'*obchtchina* autogérée par les chefs de famille qu'à la *kommouna* des gueux. Faute de connaître la structure sociale du village espagnol et ses enjeux de pouvoir, il est difficile de répondre.

La radicalité de l'expérience espagnole est beaucoup moins discutable en ce qui concerne les villes. La collectivisation a largement touché l'industrie et les transports (voir l'affiche de la CNT-FAI en annexe, i98). Elle rappelle le contrôle ouvrier qui avait également existé en Russie, mais les syndicats ont joué un plus grand rôle en Espagne car leur implantation y était plus ancienne et plus profonde. Le choix du terme de *collectivisation* pour désigner l'expropriation des patrons dépasse en même temps la simple réalisation du slogan *« L'usine aux ouvriers »*. La sociabilité des ouvriers révolutionnaires espagnols au travail au restaurant et à la maison devrait être comparée à celle de leur homologues russes dans les brigades de production, les cantines du *NarPit* et les maisons-communes.

[1] CARRASQUER, ouv. cité, p. 36. SEMPRUN MAURA, ouv. cité, p. 126. Voir l'affiche de la CNT en annexe, i97.
[2] CARRASQUER, ouv. cité, p. 26, 146. SEMPRUN MAURA, ouv. cité, p. 140.

La fin du mouvement collectiviste dans les deux pays pourrait également être mise en regard, en gardant à l'esprit les différences contextuelles et chronologiques : dix-huit ans d'édification d'un nouveau régime d'un côté, deux ou trois ans d'expérimentation en pleine guerre civile de l'autre. Il reste à constater l'universelle réaction allergique que provoque la mise en cause de la propriété bien au-delà des seuls milieux nantis[1], ce qui soulève une question plus anthropologique qu'historique.

Par ailleurs, le modérantisme des organisations révolutionnaires (populistes, marxistes ou anarchistes) fait également question. Qu'est-ce qui arrêtait des militants aguerris justement au seuil de voir leur rêve se réaliser ? Comment le respect de la propriété a-t-il pu être érigé en dogme dans le *communisme* stalinien ? Sur le fond de l'histoire des révolutions contemporaines, la prise de position bolchevique en 1918-1919 en faveur de la mise en commun apparaît tout à fait unique. Leur relative fidélité aux pratiques collectivistes pendant une décennie paraît aussi étonnante quand on pense que, contestée comme jamais au XXe siècle, la propriété aura finalement résisté tant aux assauts populaires qu'aux interventions étatiques.

Dans une perspective inverse, l'approche comparatiste peut aussi interroger le caractère immanent du communisme mis en pratique par les pauvres. *Kommouny* et *collectividades* coïncident dans les principes moraux et organisationnels : le rôle des assemblées générales n'est pas seulement de discuter et de prendre des décisions, mais aussi – surtout ? – d'accomplir la communion des participants[2]. L'aspiration à vivre en commun, si forte en 1917 ou en 1936, ne peut d'ailleurs être circonscrite à la geste héroïque d'un lointain passé en noir et blanc.

Sur la pellicule d'un documentaire tourné il y a trente ans, en 1975-1976, elle éclate en couleurs. On suit l'occupation d'un grand domaine foncier par les paysans qui y travaillaient : la première réunion où, juché sur un muret, un leader improvisé

[1] Voir les affiches gouvernementales contre la collectivisation en annexe (i99 et i100).
[2] CARRASQUER, ouv. cité, p. 165-186.

dialogue avec les gens rassemblés, et note péniblement les noms des premiers délégués ; la lente mise en place d'une organisation malgré un effectif composé de gens si pauvres qu'ils sont marginaux parmi les paysans ; la vie collective entre travaux des champs, repas et discussions ; les pressions politiques puis policières contre le collectif… Ils ne parlent ni russe ni espagnol, mais portugais. Dans l'enthousiasme consécutif à la chute du salazarisme, ils occupent Torre Bela, une propriété du comte de Bragance, de 1975 à 1978. L'expérience se conclut tristement. *« La révolution éphémère des paysans sans terre se termine, loin des oeillets du mois d'avril 1975, dans les prisons de la nouvelle démocratie portugaise »*[1]. Le rétablissement de l' « Ordre » était sûrement à ce prix.

À défaut d'avoir vaincu, les communes et autres collectifs se distinguent par une volonté identique de l'Ukraine au Portugal : démocratie directe, égalité radicale et cohésion humaine forment un programme simple et invariant. Ces exemples incitent à penser qu'il n'est guère besoin d'innovations théoriques fracassantes pour *« rendre le sourire à la Joconde de l'utopie »*, selon la belle expression de Georges Heinen[2]. Ce sourire apparaît de lui-même dès que la classe la plus nombreuse et la plus pauvre s'affirme. Si elle le fait rarement, c'est qu'elle manque d'un capital pourtant précieux : la conscience de soi et la confiance dans ses propres forces. Comme l'exprime radicalement Varvalia Lodenko :

> *« Devant nous s'étend la terre des pauvres, dont les richesses appartiennent exclusivement aux riches, une planète de terre écorchée, de forêts saignées à cendre, une planète d'ordure, (…) nous sommes en face de cela qui devrait donner naissance à une tempête généralisée, à un mouvement jusqu'au-boutiste et impitoyable, dix décennies au moins de réorganisation impitoyable et de reconstruction selon nos règles, loin de toutes les logiques religieuses ou financières des riches et en dehors*

[1] Thomas HARLAN, *Torre Bela (Reportage de 84 minutes)*, 1976 (distribué par la société « 10 francs », Paris) ; la phrase citée est extraite de la présentation du film. Voir aussi : Francis PISANI, *Torre Bela, On a tous le droit d'avoir une vie,* Éditions Jean-Claude Simoën, Paris, 1977.

[2] Georges HEINEN, *Prestige de la Terreur* [1945], Les Frères de la Côte, Brest, 1992 ; p. 22.

de leurs philosophies politiques (…), nous sommes devant cela depuis des centaines d'années, et nous n'avons toujours pas compris comment faire pour que l'idée de l'insurrection égalitaire visite en même temps, à la même date, les milliards de pauvres qu'elle n'a pas visité encore, et pour qu'elle s'y enracine et pour qu'enfin elle y fleurisse. Trouvons donc comment faire, et faisons-le »[1].

[1] « Varvalia Lodenko » dans Antoine VOLODINE, *Des anges mineurs ; Narrats* [1999], Seuil « Points », Paris, 2001 ; p. 45-47.

SOURCES, BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Mode de présentation

Le classement des archives soviétiques est effectué par fonds <*fond*>, divisés en inventaires <*opis'*>, eux-mêmes subdivisés en dossiers <*delo*>. Plutôt que de reprendre ces termes ou leurs abréviations (F. xx, op. xx, d. xx), j'ai préféré une présentation en série de chiffres séparés par une barre oblique :

R1631/2/276 se lit Fonds R1631, 2e inventaire, dossier 276.

Comme seul le recto des feuilles est paginé dans les dossiers, le verso est indiqué comme suit : *p. 3'* se lit *verso de la page 3.*

Les dépôts d'archives sont indiqués par leurs initiales précédant le numéro du fonds : *CDAVOVU,* Archives Centrales d'État des Organes Supérieurs de Pouvoir et de Direction à Kyïv ; *DASO,* Archives d'État de la Région de Sumy ; *DAXO,* Archives d'État de la Région de Kharkiv.

Aux Archives d'État de la Région de Kharkiv, la lettre précédant le numéro du fonds indique la provenance et la nature de l'archive :

- Les fonds *F xxx* émanent des administrations non soviétiques, avant 1917-1919.

- Les fonds *R xxx* viennent de l'administration soviétique après 1917.

-Les fonds *P xxx* émanent du PC(b) d'Ukraine après 1917.

Archives d'État de la région de Xarkiv (DAXO)

F237, *Xar'kovskoe Obŝestvo Sel'skogo Xozâjstva i Sel'skoxozâjstvennoj promyšlennosti* [Société d'agriculture – coopérative -] (1880-1919) — 5 liasses consultées.

Administration foncière tsariste

F165, *Starobel'skaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1908) — inventaire.

F25/14, *Xar'kovskaâ Gubernskaâ Čertežnâ / ličnye dela zemlemerov* (1907-1920) — 3 liasses exploitées.

F57, *Xar'kovskaâ Gubernskaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1908-1916) — 7 liasses consultées.

F58, *Xar'kovskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1906-1915) — inventaire.

F60, *Bogoduxovskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1908-1916) — inventaire.

F61, *Valkovskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1907-1917) — 2 liasses consultées.

F62, *Volčanskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1907-1915) — 10 liasses consultées.

F63, *Zmievskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1908-1916) — inventaire.

F64, *Izûmskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1910-1912) — inventaire.

F65, *Kup'ânskaâ Uezdnaâ Zemleustroitel'naâ Komissiâ* (1908-1914) — inventaire.

Comités de province du PC et de la JC

P1, *Xar'kovskij GubKom KP(b)U* (1919-1925) — 59 liasses exploitées.

P10943, *Xar'kovskij GubKom LKSMU* (1919-1925) —10 liasses exploitées.

P11589, *Kollekciâ fotodokumentov partarxiva* — 1 liasse exploitée.

Comité de ville du PC

P69, *Xar'kovskij Gorodskoj Komitet KP(b)U* (1930-1933...) — 12 liasses exploitées.

Comités d'arrondissement du PC

P15/2, *Petino-Žuravlevskij RajKom KP(b)U g. Xar'kova* (1929-1930) — 14 liasses exploitées.

P28, *Alekseevskij (Pervomajskij) RajKom KP(b)U* (...1930-1931...) — 2 liasses exploitées.

Comités de district, de circonscription du PC

P93, *Volčanskij Uezdnyj Komitet KP(b)U* (1919-1925) — 3 liasses exploitées.

P3, *Kupânskij Okružnyj Komitet KP(b)U* (1923-1930) — 4 liasses exploitées.

P4, *Izûmskij Okružnyj Komitet KP(b)U* (1923-1930) — 10 liasses exploitées.

P5, *Xar'kovskij Okružnyj Komitet KP(b)U* (1924-1930) — 4 liasses exploitées.

P17/1, *Izûmskaâ Okružnaâ Kontrol'naâ Komissiâ pri KP(b)U* (1925-1930) — 3 liasses exploitées.

Comités d'usine du PC

P86, *Partijnyj Komitet zavoda XPZ* (1930-1933) — 8 liasses exploitées.

P87, *Partijnyj Komitet zavoda XTZ* (1930-1933) — 6 liasses exploitées.

Administration de l'Éducation

R103, *Otdel Narodnogo Obrazovaniâ Xar'kovskogo UIspolKoma* (1919-1923) — 2 liasses exploitées.

R917, *Xar'kovskij Gorodskoj Otdel Narodnogo Obrazovaniâ, Inspektura social'nogo vospitaniâ* (1927-1941) — 2 liasses exploitées.

R918, *Ivano-Lysogorskij Rajonnyj Otdel Narodnogo Obrazovaniâ g. Xar'kova* (1920-1921) — 1 liasse exploitée.

R920, *Petinsko-Žuravlevskij Rajonnyj Otdel Narodnogo Obrazovaniâ g. Xar'kov*a (1920-1921) — 3 liasses exploitées.

Administration des usines

R1354, *Xarkivs'kyj deržavnyj parovozobudivnyj zavod im. Kominternu (XPZ)* (1925-1932) — 22 liasses exploitées.

R238, *Xar'kovskaâ gosudarstvennaâ sukonnaâ fabrika Krasnaâ Nit'* (1925-1930, 1935(— 4 liasses consultées.

Union des coopératives de logement

R1451, *Xar'kovskij Oblastnoj Soûz ŽilArendnyx i ŽilStroitel'nyx Kooperativov* (1930-1936) — 3 liasses exploitées (Novyj Byt - Dokumenty o stroitel'stve ŽSK – T. 1 à 3 – 1930-1933).

Administration de la province, de la région

R185, *Xarkivs'kyj hubzemviddil* [Section foncière] (1922...) — 1 liasse exploitée.

R203, *Xarkivs'kyj huberns'kyj vykonavčyj komitet* — 2 liasses exploitées concernant les Comité de paysans pauvres (*PodOtdel po rabote sredi Komitetov Nezamoznyx selân,* 1920-1922).

R4672, *Upravlinnâ sil's'koho hospodarstva Xarkivskoï Oblasti* [Direction de l'agriculture] (1932-1952) — 1 liasse exploitée.

Administration de district, de circonscription

R1631, *Zemel'ne upravlinnâ Izûms'koho povitovoho vykonavčoho komiteta Rad R, S i Č dep. ; m. Izûm* (1919-1923) — 54 liasses exploitées.

R845, *Xarkivs'kyj okružnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep.* (1920-1930) — 10 liasses exploitées.

R847, *Izûms'ke okružne zemel'ne upravlinnâ* [Direction foncière] (1923-1930) — 6 liasses exploitées.

R92, *Xarkivs'kyj povitovyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep.* (1920-1923) — 1 liasse exploitée.

R95, *Valkyvs'ke povitove zemel'ne upravlinnâ* (1919-1923) — 4 liasses exploitées.

R96, *Vovčans'ke povitove zemel'ne upravlinnâ* (1919-1923) — 2 liasses exploitées.

R97, *Zmyïvs'ke povitove zemel'ne upravlinnâ* (1919-1923) — 2 liasses exploitées.

Administration de canton, d'arrondissement

R1502, *Barvinkivs'kyj rajonnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep.* (1923-1930) — 4 liasses exploitées.

R1639, *Izûms'kyj rajonnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep.* (1923-1930) — 2 liasses exploitées

R2762, *Balakijs'kyj rajonnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep.* (1923-1930) — 1 liasse exploitée.

R4752, *Husarivs'kyj volosnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep. ; s. Husarivka Izûms'koho povitu* (1919) — 1 liasse exploitée.

R4753, *Mixajlivs'kyj volosnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep. ; s. Mixajlivka Izûms'koho povitu* (1919) — 1 liasse exploitée.

R4804, *Serhiïvs'kyj volosnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep. ; s. Serhiïvka Izûms'koho povitu* (1917-1919) — 1 liasse exploitée.

R4806, *Oleksandrivs'kyj volosnyj vykonavčyj komitet Rad R, S i Č dep. ; s. Oleksandrivka Izûms'koho povitu* (1917-1919) — 1 liasse exploitée.

1.4.1.3 Archives d'État de la région de Sumy (DASO)

S-R2488, *S.-h. komuna « Červonyj Stâh », s. Kulička* [commune « Drapeau rouge », Koulitchka] (1927-1934) — 10 liasses exploitées.

S-R2310, *Axtyrskij RajIspolkom* [Exécutif de l'arrondissement d'Akhtyr] (1920-1935) — 4 liasses exploitées.

S-R4244, *Axtyrskij OkrZemOtdel* [Section foncière de la circonscription d'Akhtyr] (1923-1925) — 5 liasses exploitées.

S-R4592, *S.-x. artel' (kolxoz) Červona Zirka, s. Sosonka* [Artel « Étoile rouge », Sosonka] (1944-1950) — 9 liasses exploitées.

S-R6739, *Axtyrskij OkrKNS* [Comité de paysans pauvres de la circonscription d'Akhtyr] (1923-1933) — 3 liasses exploitées.

1.4.1.4 Archives centrales d'État des organes supérieurs de pouvoir et de direction – Kyïv – (CDAVOVU)

K-F166, *Narodnyj Komisariat Osvity* (1918-1941) (documents en provenance des Établissements d'Enseignement Supérieur – *VUZ* – de Xarkiv) — 18 liasses consultées.

SOURCES IMPRIMÉES

Périodiques

Avanhard (Al'manax proletars'kix mytciv novoï heneraciï), Kyïv : 1930 (2 numéros) [*L'Avant-Garde, almanach des artistes prolétariens de la nouvelle génération*].

Barykady teatru (Berezil'), Kyïv : 1923-1924 (4 numéros) [*Les Barricades du théâtre, revue de la troupe « Berezil »*].

Bil'šovyk Ukraïny (Polityčno-ekonomyčnyj žurnal CK KP(b)U), bimensuel, Xarkiv : 1926-1952 [*Le Bolchevik d'Ukraine, organe du CC du PC(b)U*].

Červonyj šlâx (polityčnyj, literaturnyj ta naukovyj žurnal ; *à partir de 1931 :* Orhan

federacii obŝestv radâns'kix pys'mennykiv Ukraïny), mensuel, Xarkiv : 1923-1936 [*Le Chemin rouge, revue littéraire*].

Hart / Literatura y mystectvo (1931), Xarkiv-Kyïv : 1924 (Al'manax spilky proletars'kyx pys'mennykiv) ; 1925 (Al'manax kyïvs'koï filiï spilky proletars'kyx pys'mennykiv) ; 1927-1932 (mensuel : Literaturno-xudožnyj ta krytyčnyj žurnal VUSSPP) [*La Trempe / Littérature et Art, almanach / revue des écrivains prolétariens*].

Honh komunkul'ta (Orhan asociacii komunkul'tovciv / Asociaciâ Panfuturistiv) un numéro, Kyïv : 1924 [*Le Gong de la culture communiste, organe de la Culture communiste et des Panfuturistes*].

L'Internationale communiste (Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste), Édition française ; Petrograd : 1919-1943.

Izvestiâ CK KP(b)U / Visti CK KP(b)U (1928-30) / Partaktyvist (1930-33), mensuel / bimensuel, Xarkiv : 1921-1923, 1927-1933 [*Les Nouvelles du CC du PC(b)U*].

Katafalk iskusstva (Ežednevnyj žurnal panfuturistov-destruktorov), Kiev - izd. Gol'fštrom : un numéro (13/12/1922) [*Le Catafalque de l'Art, revue des Panfuturistes-destructeurs*].

Kolektyvist Ukraïny (Orhan VseUkraïnskoho soûzu kolhospiv : komun, artilej, TSOZ, kuŝovyx ob »edan' kolhospiv ; *puis dès mars 1930 :* Orhan VseUkrSpilky spilok ta UkrKolHospu ; Masovyj dvoxtyžnevyj žurnal KolHospnoho budivnyctva ; *au numéro suivant :* Orhan VseUkrSpilky spilok KolHopiv, UkrKolHospu ta s.-h. kooperacii ; *à partire d'août 1930 :* Orhan VseUkrSpilky s.-h. kolektyviv-UkrKolHosp ; *à partir du n°13-1931 :* Orhan UkrKolHosp Centru ; *devient* Kolhospnyj Aktyvist *en mars 1933*), bimensuel, Xarkiv : 1929-1934 [*Le Collectiviste d'Ukraine, revue de l'Union pan-ukrainienne des kolkhozes*].

Kommunist (Organ CK KP(b)U), Xar'kov : 1918, 1920-1921 [*Le Communiste, organe du CC du PC(b)U*].

Kommunističeskaâ mysl' / Komunar (1924-27) (Ŝomisâčnyj [Dvuxtyžnevyj] žurnal Kyïvs'koho Hubkomu KP(b)U), mensuel / bimensuel, Kyïv : 1922-1927 [*L'Idée communiste, journal du Comité de Kyïv du PC(b)U*].

Komsomolec agitator (Organ CK i Xar'kovskogo OkružKoma LKSMU), Xar'kov : 1926-1941 [L'Agitateur de la Jeunesse communiste, organe du CC et du Comité de la circonscription de Kharkov de l'UJCLU].

Komunarka Ukraïny (Orhan central'noho viddilu robitnyc' ta selânok KP(b)U), Xarkiv : 1920-1934 ; mensuel (1920-1925), bimensuel (1926-1928, 1933), hebdomadaire (1929-1933) [*La Communarde d'Ukraine, organe de la Section féminine du PC(b)U*].

Krasnoe slovo (Literaturno-xudožestvennyj žurnal VUSPP) / Litstroj (1932-1934), mensuel, Xar'kov : 1927-1934 (en russe) [*Le Mot rouge / Le Chantier littéraire, revue russophone des écrivains prolétariens*].

Literaturnyj ârmarok (Al'manax misâčnyk), mensuel, Xarkiv : 1928-1930 [*La Foire Littéraire*].

Molodnâk (Literaturnyj žurnal CK LKSMU), mensuel, Xarkiv : 1927-1941 [*Jeune, revue littéraire du CC de l'UJCLU*].

Molodyj bil'šovyk (Orhan CK LKSMU [« illûstrovannyj žurnal selâns'koï molody » depuis n°6-7/1925]), bimensuel, Xarkiv : 1925-1934 [*Le Jeune bolchevik, organe du CC de l'UJCLU pour la jeunesse rurale*].

Nova heneraciâ (Žurnal livoj formacij mystectv), mensuel, Xarkiv : 1927-1930

[*Nouvelle Génération, revue de l'art de gauche*].

Novyj pobut (Vydannâ komisiï v spravi kolektyvizaciï pobutu), Kyïv : 2 numéros (8/03/1925, non conservé ; 8/03/1926) [*Nouveau Mode de vie*].

Pluh, Xarkiv : 1922 (Selâns'kyj dvoxtyžnevyk HolovPolytOsvity USRR) ; 1923-27 (Literaturnyj Al'manax) ; 1928-1931 (Selâns'kyj mysâčnyk...) ; 1932 (...dvoxmysâčnyk...) [*La Charrue*].

Pluh i molot (UPS-R), Xarkiv : 1919 [*La Charrue et le marteau,* Borot'bistes].

Prolitfront (Mysâčnyk ob"êdannâ studij proletars'koho literaturnoho frontu), Xarkiv : 1930 (6 numéros) [*Le Front littéraire prolétarien*].

Put' k kommunizmu / Šlâx do komunizmu (Organ GlavPolitProsveta USSR i NarKom Prosveŝeniâ), Xarkiv : 1921-1924 (24 numéros dont 19 pour 1923 et 1924) [*La Voie du communisme, organe de la Direction de l'instruction politique*].

Put' prosveŝeniâ (pedagogičeskij žurnal)/ Šlâx osvity (1926-1930) / Komunistyčna osvita (à partir de 1931), mensuel, Xar'kov : 1922-1933 [*Le Chemin de l'éducation, revue pédagogique*].

Rabočij klub / Kul'trabotnik / Kul'trobitnyk / Kul'tfront (Organ GlavPolitProsveta USSR I kul'totdela VUSPS), Xar'kov : 1925-1935 [*Le Club ouvrier*]

Rabota (Organ CK KSMU), Xar'kov : 1923-1924 (7 numéros) [*Le Travail, organe du CC de l'UJCU*]

Sobranie uzakonenij i rasporâženij raboče-krest'ânskogo pravitel'stva Ukrainy, Xar'kov – Kiev : 1919 [*Recueil des lois et dispositions du gouvernement ouvrier-paysan d'Ukraine*].

Student revolûciï (Orhan Centralnoho Bûro Proletars'koho Studenstva Ukraïny i Xarkivs'koho Hubbûro Proletstuda), mensuel, Xarkiv : 1922-1934 [*L'Etudiant de la révolution*].

Ûnyj kommunar (Organ CK KSMU [i Xar'kovskogo GubKoma KSMU]), Xar'kov : 1920-1922 (13 numéros) [*Le Jeune communard, organe du CC de l'UJCU*].

Ûnyj kommunist (Organ Xar'kovskogo Komiteta Kommunističeskogo Soûza Molodëži), Xar'kov : 1919 (2 numéros) [*Le Jeune communiste, organe du comité de Kharkov de l'UJCU*].

VAPLITE (Vil'na Akademiâ Proletars'koï LITEratury) Xarkiv : 1926-1927 (6 numéros)

Vestnik narodnogo komissariata vnutrennix del ukrainskoj socialističeskoj sovetskoj respubliki (VNKVDUSSR), Xar'kov – Kiev : 1919 [*Le Messager du Commissariat du peuple aux affaires intérieures de la RSS d'Ukraine*].

Xar'kovskij proletarij (Organ Gubkoma KP(b)U, Gubispolkoma, Gubsovprofa, Gorsoveta) / Xarkis'kyj proletar (en ukrainien à partir du 1er juin 1930), quotidien paraissant depuis août 1924 (dépouillé pour les six premiers mois de 1930) [*Le Prolétaire de Kharkov*].

Znamâ kommunizma (Ežemesâčnyj politiko-ekonomicheskij agitacionno-propagandistskij žurnal CK KP(b)U), mensuel, Xar'kov : 1922-1924 [*L'Etendard du communisme, mensuel du CC du PC(b)U*].

Zori grâduŝego (nn°1-4 : Žurnal sekcii proletarskix pisatelej pri literaturnom komitete glavpolitprosveta ; n°5 : Organ vseukrainskogo orgbûro Proletkul'ta), Xar'kov : 1922 (cinq numéros) [*Les Aurores de l'avenir, organe de la Culture prolétarienne*].

Žyttâ y revolûciâ (Ŝomisâčnyj žurnal hromads'koho žyttâ, literatury j nauky / Orhan

spilky pys'mennykiv), Xarkiv : 1925-1935 [*Vie et Révolution, organe de l'Union des écrivains*].

Livres, brochures

Comme c'est l'habitude dans les notices bibliographiques ukrainiennes, russes et soviétiques, les lieux d'édition sont indiqués par des abréviations : M pour Moskva (Moscou) ; SPb pour Saint Petersbourg ; L pour Leningrad ; X pour Xarkiv ou Xar'kov (Kharkiv, Kharkov) ; K pour Kyïv ou Kiev.

AVANT 1917

BOGDANOV A.A., *Voprosy socializma : raboty raznyx let,* M : Izd. Političeskoj Literatury, 1990.

HAXTHAUSEN A., *Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie* (3 volumes), Hanovre : Hahn, 1847, 1848, 1853, (consultable sur gallica.bnf.fr).

HERZEN (Iscander), *Le peuple russe et le socialisme,* Paris : Franck, 1852.

HERZEN Alexandre, *Passé et méditations, T. 1,* Lausanne : L'Âge d'Homme, 1974.

KAUTSKY Carl, *La Question agraire, étude sur les tendances de l'agriculture moderne* (Traduit de l'allemand par Edgard Milhaud et Camille Polack), Paris : V. Giard et E. Brière « Bibliothèque socialiste internationale », 1900.

KOROLENKO V.G., *Istoriâ moego sovremennika,* T. 1 (knigi pervaâ i vtoraâ), M : OGIZ, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Xudožestvennoj Literatury, 1948.

KROPOTKIN P., *Agrarnyj vopros (perevod i primečaniâ N. PAVLOVIČA),* s.l. : Izd. « Svobodnoe Soglašenie », s.d. [1914 ?].

KROPOTKIN P., *Etika : izbrannye trudy (obŝ. red., sost. i predisl. Û.V. GRIDČINA),* M : Politizdat, 1991.

KROPOTKIN P.A., *Reči buntovŝika (per. s francuzkogo N. i S. TAMAMŠEVYX),* SPb : Osvobožděnnaâ Mysl', 1906.

KROPOTKINE Pierre, *Autour d'une vie,* Paris : Stock, 1898 (fac simile 1971).

KROPOTKINE Pierre, *L'Entr'aide, un facteur de l'évolution,* [1897] Paris : Les éditions de L'Entr'aide, 1979.

KROPOTKINE Pierre, *Paroles d'un révolté,* [1re édition en recueil : 1885] Paris : Flammarion « Champs », 1978.

LEROY-BEAULIEU A., *L'empire des Tsars et les Russes,* [1898] Paris : Robert Laffont « Bouquins », 1990.

LESKOV N.S., *Sobranie sočinenij, T. 2 : Nekuda,* [1864] M : Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Xudožestvennoj Literatury, 1956.

MAKHAÏSKI Jan Waclav, *Le socialisme des intellectuels* [textes choisis, 1900-1918],

Seuil « Points », Paris, 1979.

McNEAL R.H. (General ed.), *Resolutions and Decisions of the Communist Party of the Soviet Union, vol. 1: The Russian Social Democratic Labour Party, 1898-October 1917,* Toronto : ed. R.C. Elwood, 1974.

Otdel tekuŝej statistiki, *Zemel'nye nadely krest'ân,* X : izd. Xar'kovskogo Gubernskogo Zemel'nogo Upravleniâ, 1907.

PLEXANOV G., *Izbrannye filosofskie proizvedeniâ v 5 tomax (T. 1),* M : Gosizd. Političeskoj Literatury, 1956.

PLEKHANOV G., *Les questions fondamentales du marxisme,* [1907] Paris – Moscou : Editions sociales – Editions du Progrès, 1974.

RAN (otd. ist. nauk), *Programnye dokumenty nacional'nyx političeskix partij i organizacij Rossii (konec XIX v. – 1917 g.) – Sbornik dokumentov, vypusk 1,* M: INION, 1996.

TCHERNYCHEVSKI Nicolaï, *Que faire ? — Les hommes nouveaux,* [1863] Paris : Editions des Syrtes, 2000.

TROTSKY Léon, *Nos tâches politiques,* [1904] Paris : Denoël-Gonthier « Médiations », 1970.

TROTSKY Léon, *Bilan et perspectives,* [1906] Paris : Seuil « Points », 1974.

TURGENEV I.S., *'Nakanune', 'Otcy i deti' : Romany,* [1858 et 1862] M : AST « Mirovaâ Klassika », 2001.

ÛŽAKOV S.N., « Byt », in *Bol'šaâ Enciklopediâ* (sous la direction du même S.N. ÛŽAKOV) ; SPb : Prosveŝenie, 1901.

Vexi (Sbornik statej o russkoj intelligencii), M : 1909 ; disponible sur http://www.magister.msk.ru/library/philos/vehi000.htm.

VODOVOZOV V.V., *Sbornik programm partij v Rossii – Vypusk 1,* SPb : Kn. Mag. « Našej žizni », 1905.

VOLODINA A.I. (obŝ. red.), *Utopičeskij socializm – Xrestomatiâ,* M : Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, 1982.

VOLODINA A.I. (obŝ. red.), *Utopičeskij socializm v Rossii – Xrestomatiâ,* M : Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, 1985.

1917-1935

Culture, éducation, droit

Antologiâ pedagogičeskoj mysli Ukrainskoj SSR, M : Pedagogika, 1988.

« Kratkij slovar' obŝe-upotrebitel'nyx političeskix i inostrannyx slov », in *Sputnik rabočego na 1925 god,* [Almanach] L : Priboj, 1925.

PAŠUKANIS E.B., *La théorie générale du droit et le marxisme* [1924], Paris : EDI, 1970.

Pédagogie prolétarienne : thèses, rapports et débats des journées pédagogiques de Leipzig organisées par l'Internationale des travailleurs de l'enseignement (pâques 1928), Paris : Internationale des travailleurs de l'enseignement, 1928.

PEL'ŠE R., *Nravy i iskusstvo francuzskoj revolûcii,* Peterburg : Vserossijskij Sovet Proletkul'ta - GIZ, 1919 (2e édition, « *complétée et illustrée » :* L : Academia, 1930).

PROUVOST Léon, *Le code bolchevik du mariage,* Conflans-Honorine : L'Idée Libre, 1921 (disponible sur gallica.bnf.fr).

RÂPPO Â., *Narodnâ osvita na Ukraïni za 10 rokiv revolûcïï,* X : DVU, 1927.

ŠMIDT O.Û. (glav. red.), *Bol'šaâ Sovetskaâ Enciklopediâ,* M : OGIZ, 1926-1939...

TROTSKY L., *Littérature et révolution,* [1924] Paris : UGE « 10/18 », 1974.

A. VORONSKIJ, « Boris Pil'nâk », Krasnaâ Nov', n°4 (1922), p. 252-269.

XVYL'OVYJ Mykola, *Tvory v p'âtox tomax, T. IV (Panflety 1925-1932),* Smoloskyp – Slovo, NY, 1983.

Questions agraires

ÂKIMENKO M.O., *Zemel'na sprava na Ukraïni,* SPb : Drukar', 1917.

AMENICKIJ B.M., *Zemel'nyj kodeks USSR v voprosax i otvetax,* X : Ûridičeskoe Izdatel'stvo NKÛ USSR, 1925.

BATÛK I., *Sil's'ko-hospodars'ka kooperaciâ na Ukraïni,* X : Knyhospilka, 1925.

DANILOV V.P. & IVNICKIJ N.A. (pod red.), *Dokumenty svidetel'stvuût (Iz istorii derevni nakanune i v xode kollektivizacii 1927-1932 gg.),* M : IPL, 1989.

GUREVIČ M.B., *Golod i sel'skoe xozâjstvo Ukrainy (Očerk),* X : Pervaâ Gos. Tipografiâ im. Petrovskogo, 1923.

GUROV P., *O sel'sko-xozâjstvennyx kommunax (reč', proiznesennaâ na kresťânskom mitinge 6-go noâbrâ v Tambovskoj gubernii),* X : Izd. Ukr. Centr. Agenstva po snabženiû i rasprostraneniû proizvedenij pečati, 1919.

KAČINSKIJ V.M., *Kresťânskaâ kooperaciâ i socialism,* X : VseUkrGiz, 1921

KAČINSKIJ V.M., *Očerki agrarnoj revolûcii na Ukraine, T. 2 : Obobŝestvlenie sel'skogo-xozâjstva,* X : DVU, 1922.

KAČYNS'KIJ V.M. (za red.), LEVENŠTAM M., HRUŠEVS'KYJ, *Ahrarne pytannâ : pidručnyk dlâ radpartškil, komvuziv ta samoosvity,* X : DVU, 1926.

KALININ M., *O značenii sel'.-xoz. kommun v sovetskom stroitel'stve,* Bednota, 13 et 14/11/1925 ; reproduit dans POLÂNSKIJ, opus cité plus bas, p. 207-231.

La question paysanne en URSS de 1924 à 1929 ([recueil de textes de Kamenev, Préobrajensky, Boukharine et Trotsky] Présentation par M. FICHELSON et A. DERISCHEBOURG), Paris : Maspero, 1973.

LITOŠENKO L.N., *Socializaciâ zemli v Rossii,* [1922] Novosibirsk : Sibirskij Xronograf, 2001.

MEŜERÂKOV Vl., *Agrarnaâ programma russkix social-demokratov (1883-1917),* Petrograd : Gos. Tip., 1918.

NKZS-USRR, *Spravočnik osnovnyx pokazatelej xozâjničaniâ kolxozov Xar'kovskoj oblasti po dannym godovyx otčëtov kolxozov za 1933 g.,* X : Oblzemupravlinnâ, 12/1934.

POLÂNSKIJ M.L. (sostavitel'), *Teoriâ i praktika kollektivizacii sel'sko-xozâjstva v marksistskom osveŝenii : sbornik stat'ej, dokladov. i materialov,* X : Knyhospilka, 1926.

POŽYDAJEV S., *Traktor « Fordzon » (per. z ros. mov. L.M Komarovoï),* Odesa : DVU, 1925.

PREOBRAŽENSKIJ E.A., *O kresťânskix kommunax — Razgovor kommunista bolʼševika s kresťâninom,* Pavlograd : Izd. Obl. K-ta Donec-Krivor. bassejna KPB Ukrainy, s.d. [1919].

Primernyj ustav selʼskoxozâjstvennoj arteli (Prinât 2ym Vsesoûznym sʼʼezdom kolxoznikov-udarnikov i utveržden Sovetom Narodnyx Komissarov SSSR i Centralʼnym Komitetom VKP(b) 17 fevralâ 1935 goda), Stalinabad : GIZ Tadžikskoj SSR, 1946.

RAKOVSKIJ Xristian, *Borʼba za osvobožđenie derevni,* X : Izd. Politotdela Ukrsovtrudarma, 1920.

RSFSR, *Položenie o socialističeskom zemleustrojstve i o merax perexoda k socialističeskomu zemledeliû / Dekret ob organizacii sovetskix xozâjstv učreždeniâmi i obʼʼedineniâmi promyšlennogo proletariata,* M : Izd. NarKoma Zemledeliâ, 1919.

ŠLIXTER A.G., *Klassovaâ borʼba na sele i partiâ : k X vseukrainskomu i XV vsesoûznomu sʼʼezdam partii,* X : Proletarij, 1927.

ŠLIXTER Oleksandr, *Prodovolʼča sprava za rokiv hromadânsʼkoï vijny,* X : Partvydav « Proletar », 1932.

ŠLIXTER O.H., BONDAR I.M., SLIPANSʼKYJ A.M., *Socialʼnyj sklad, orhanizaciâ praci i naslidky hospodarûvannâ kolhospiv 1930 r. (Materialy vyborkovoho doslidžennâ kolhospiv i členiv kolhospiv voseni 1930 r.),* X, K : s.e., 1932.

Socialistyčne budivnyctvo v silʼsʼkomu hospodarstvi : cyfrovi materialy do dopovidi V.Â. Čubarâ ta A.H. Šlixtera na IV sesiï VUCVK X sklyvannâ, X : Vyd. upr. sprav. RNK USRR, 1928.

ŜYRYCÂ Û., *Zemelʼne pytanne,* Vinnycâ : Tov. « Volâ », 1917.

TCHAYANOV Alexandre [ČAÂNOV A.V.], *Lʼorganisation de lʼéconomie paysanne,* (1924) Paris : Librairie du Regard, 1990.

TROCKIJ L. « K voprosu o selʼsko-xozâjstvennyx kommunax », Pravda, n°278 (5/12/1925)

UPSR, *Proletariat i socializaciâ zemli,* Kiev : Izd. Kooperativnogo T-va S.-R « Revolûcionnoe Znamâ », *"Biblioteka Socialistov-Revolûcionerov"* (Pod red. A. ZALUŽNOGO) N°14, 1917.

VOLʼXOVSʼKYJ V., *Holosujmo za artilʼ,* X : Deržsilʼhosvydav, (5/02)1931.

Xarʼkovskoe Gubernskoe StatBûro, Kresťânskoe xozâjstvo Xarʼkovŝiny v 1923-24 godu (po dannym vesenej 15%-oj vyborčnoj perepisi 1924 g.,) X : Centralʼnoe Statističeskoe Upravlenie, 1925.

Zemelʼnyj kodeks USSR (prinât 3-j sessiej VUCIK VI sozyva 16 oktâbrâ 1922 g. i utveržden v okončatelʼnoj redakcii Prezidiumom VUCIK 29 noâbrâ 1922 g.), X : izdanie Narodnogo Komissariata Ûsticii, 1923.

ŽIGUR Â., *Organizaciâ kommunističeskix xozâjstv v zemledelii,* M : Izd. Vserossijskago Centralʼnago Ispolnitelʼnago Komiteta Sovetov R.,S. i K. deputatov, 1918.

Question du mode de vie, utopies

KREMNIOV Ivan (ČAÂNOV A.V.), *Voyage de mon frère Alexis au pays de lʼutopie paysanne,* [1920] Paris : Lʼ Age dʼHomme « Slavica-Utopies », 1976.

LÂDOV M.N., *Voprosy byta,* M : Izd. Kommunističeskogo Universiteta, 1925.

LARIN Û., *Stroitel'stvo socializma i kollektivzaciâ byta,* L : Priboj, 1930.

SKVORCOV-STEPANOV I., « Byt », in *Bol'šaâ Sovetskaâ Enciklopediâ,* T. 8 (pod red. O.Û. ŠMIDTA) M : A.O. « Sovetskaâ Enciklopediâ », 1927.

TROTSKY L., *Les questions du mode de vie : l'époque du « militantisme culturel » et ses tâches,* [1923] Paris : UGE « 10/18 », 1976.

Questions politiques

[KAOU « Nabat »], *Rezolûcii pervogo s"ezda konfederacii anarxistskix organizacij Ukrainy « Nabat » (sostoâvšegosâ v g. Elisavetgrade 2-7 aprelâ 1919 g.),* [Elisavetgrad] : Izd. KAOU « Nabat », 1919.

BOUKHARINE N. et PREOBRAJENSKY E., *ABC du communisme* (2 tomes), [octobre 1919] Paris : Maspero « PCM », 1968.

GORTER Herman, *Réponse à Lénine sur la maladie infantile du communisme (1920),* Paris : Librairie ouvrière, 1930.

Internationale Communiste, *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe et IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923),* Paris : Librairie du Travail « Bibliothèque communiste », 1934.

IVANOV V., *Organizujte partiû,* X : Izd. Xar'kovskogo IspolKoma, 1919.

KP(b)U, *Vtoroj Vseukrainskij S"ezd Kommunističeskoj Partii (bol'ševikov) Ukrainy,* sl, se, sd [M : octobre 1918].

LENIN V.I., *Polnoe sobranie sočinenij (5-e izd.)* [*PSS*], M : Gosizd. Političeskoj Literatury, 1958-1970.

LENINE Vladimir, *Œuvres Choisies en 3 volumes* [*OC*], Moscou : Editions du Progrès, 1968, 1975, 1982.

LUXEMBURG Rosa, *La révolution russe,* [1918] Le Temps des Cerises, Pantin, 2000.

RAKOVSKIJ Xristian, *Otčët raboče-krest'ânskogo pravitel'stva Ukrainy na IV^om^ s"ezde sovetov Ukrainy (16-20/05/1920 g.),* X : Vseukrainskoe Izd., 1920.

STALIN J. V., *Problems of Leninism,* [1925-1939] Peking : Foreign Languages Press, 1976.

TROCKIJ L., RAKOVSKIJ X., *Meždunarodnoe položenije sovetskix respublik i zadači Kommunističeskoj Partii Ukrainy,* X: Izd. PoÛgZapa i PoUkrSovTrudArma, 1920.

TROTSKY Léon, *Terrorisme et communisme,* [1920] Paris : Prométhée, 1980.

UKP, *Prohrama Ukraïns'koj Komunystchnoj Partii (uxvalena peršym ustanovčym z'izdom UKP 22-25/01/1920),* K : Vyd. « Červonyj Prapor" - CK UKP, 1920.

UPLSR (Bor'bistov), *Za čto i kak boretsâ Ukrainskaâ Partiâ Levyx Socialistov-Revolûcionerov (Bor'bistov),* s.l.: Izd. « Bor'ba », 1919.

VKP(b), *XVI^ij^ s"ezd VKP(b) (stenografičeskij otčet),* M-L : GIZ, 1930.

Xrestomatiâ po istorii KPSS, M : Politizdat, 1989.

Société

MAKAROV E.I., POTOLOV S.I., ROSENBERG W.G., ČERNÂEV V.V., *Piterskie rabočie i « diktatura proletariata » (okt. 1917-1929) : ekonomičeskie konflikty i političeskij protest - sbornik dokumentov*, SPb : Russko-Baltijskij informacionnyj centr BLIC,

2000.

MINAEV S., *Naslidky vselûdnoho perepysu 1926 r. na Ukraini : naselennâ Ukraïny, mis'kyj žytlovyj fond*, X : Centr. Stat. Upr. USRR - Xarkiv-druk, 1928.

Xarkivs'kyj OkrVykonKom (OkrStatBûro), *Zalûdneni punkti xarkivs'koï okruhy,* X : DVU, 1930.

SOUVENIRS, MÉMOIRES ET ARCHIVES DE CONTEMPORAINS

1933, l'année noire : Témoignages sur la famine en Ukraine (présentés par Georges SOKOLOFF), Paris : Albin Michel « Histoire à deux voix », 2000,

ARŠINOV Petr, *Istoriâ Maxnovskogo dviženiâ,* [1923] Zaporož'e : Dikoe Pole, 1995.

BERKMAN Alexander, *Le mythe bolchevik — journal 1920-1922,* Quimperlé : La Digitale – Calligrammes, 1987.

BODY Marcel, *Un piano en bois de Carélie – Mes années de Russie 1917-1927,* Paris : Hachette, 1981.

A.I. DENIKIN, *Očerki russkoj smutty,* Berlin : Mednyj Vsadnik, 1924-1926.

FEDORČENKO Sof'â, *Narod na vojne,* M : Sovetskij Pissatel', 1990 [premières éditions : 1917 pour la 1re partie – 1914-1917 – ; 1925 pour la 2e – de février à octobre 1917 – ; 1927 et 1983 pour la 3e concernant la guerre civile].

FORŠ Ol'ga, *Sumasšedšij korabl,'* [1931] L : Xudožestvennaâ Literatura – Leningradskoe otelenie, 1988.

KOVALEV E.M. (sostavitel') SHANIN [ŠANIN] T. (rukovoditel' proekta), *Golosa kresťân : sel'skaâ Rossiâ XX veka v kresťânskix memuarax,* M : Moskovskaâ Vysšaâ Škola Social'nyx i Ekonomičeskix Nauk / Aspekt Press, 1996.

KRÛKOV S.S. (sostavitel'), *Kresťânskie istorii : rossijskaâ derevnâ 1920-x godov v pis'max i dokumentax,* M : Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », 2001.

KURBAS L. [LABINS'KYJ M. uporâdnyk, MOSKALENKO M. red.], *Filosofiâ teatru* [zbyrnik materialiv], K : Vyd. Solomiji Pavlyčko « OSNOVY », 2001.

L'insurrection armée d'Octobre à Petrograd ; souvenirs de révolutionnaires de 1917, M : Editions en langues étrangères, 1958.

MAXNO Nestor, *Pod udarami kontr-revolûcii (aprel'-iûn' 1918 g.) (pod red., s predis. i primeč. tov. VOLINA)* — T. 2, Paris : Izd. Komiteta N. MAXNO, 1936 [reprint : K : izd. Ukraïna, 1991].

MAXNO Nestor, *Russkaâ revolûciâ na Ukraine (ot marta 1917 g. po aprel' 1918 god), Kniga 1,* Paris : Biblioteka Maxnovcev / Federaciâ anarxo-kommunističeskix grupp Severnoj Ameriki i Kanady, 1929 [reprint : K : izd. Ukraïna, 1991].

MEHNERT Klaus, *La jeunesse en Russie soviétique,* Paris : Grasset « les Ecrits », 1933.

MESSANA Paola, *Kommunalka : Une histoire de l'Union soviétique à travers les appartements communautaires [recueil d'entretiens],* Paris : JCLattès, 1995.

OLITSKAÏA Ekaterina, *Le Sablier,* [1971] Paris : Deuxtemps Tierce, 1991.

PASCAL Pierre, *Mon journal de Russie — 4 Tomes (1916-1918 ; 1918-1921 ; 1921-1926 ; 1927),* Lausanne : L'Age d'Homme, 1975-1982.

PAVLOV I., *Revolûciâ i bûrokratiâ : zapiski oppozicionnera,* [1940 ?] SPb : Iskra Research / XXI vek, 2001.

RAKOVSKIJ X.G., [Correspondance de 1917-1921, 1928, 1937-1941] publiée par : STANČEV M.G., ČERNÂVSKIJ G.I., *Fars na krovi,* X : OKO, 1997.

REED John, *10 jours qui ébranlèrent le monde,* [1919] Paris : Éditions Sociales « Essentiel », 1982.

SERGE Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire (et autres écrits politiques 1908-1947),* Paris : Robert Laffont « Bouquins », 2001.

SOKOLOV A.K. (pod red.), *Golos naroda : pis'ma i otkliki râdovyx sovetskix graždan o sobytiâx 1918-1932 gg.,* M : Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », 1998.

SOKOLOV A.K. (pod red.), *Obŝestvo i vlast', 1930-e gody : Povestvovanie v dokumentax,* M : Rosspen « Social'naâ Istoriâ Rossii XX veka », 1998.

SOUKHANOV Nicolas N., *La Révolution russe — 1917,* [1922] Paris : Cercle du Nouveau Livre d'Histoire, 1966.

TROTSKY Léon, *Histoire de la révolution russe — 2 tomes : Février ; Octobre,* [1933] Paris : Le Seuil « Points Politique », 1967.

TROTSKY Léon, *Ma vie,* [1929] Paris : Gallimard « Folio », 1978.

VOLINE, *La révolution inconnue,* Paris : Les amis de Voline, 1947.

ŒUVRES LITTÉRAIRES

ANNENKOV Georges, *La révolution derrière la porte [Povest' o pustâkax],* Paris : Quai Voltaire, 1994.

BOULGAKOV M., *Cœur de chien,* Paris : Gallimard, « Folio » n° 309, 1973.

CHALAMOV Varlam, *Les années 20,* Lagrasse : Verdier « Slovo », 1997.

CHALAMOV Varlam, *Vichéra : antiroman,* Lagrasse : Verdier « Slovo », 2000.

CHALAMOV Varlam, *Récits de la Kolyma,* Lagrasse : Verdier « Slovo », 2003.

CHKLOVSKI Victor, *Voyage sentimental,* Paris : le Sagittaire, 1926.

CHMÉLIOV Ivan, *Le soleil de morts,* Paris : Éditions des Syrtes, 2001.

DOVŽENKO Oleksandr, *Kinopovisti, opovidannâ,* K : Naukova Dumka « Radâns'ka Ukraïns'ka Literatura », 1986.

GLADKOV Fedor, *Kommuna Avangard,* M-L : GIZ, 1928.

HORDIÊNKO K., *Povist' pro komunu,* K : Lim, 1931.

JOHANSEN Majk , *Poeziï,* K :Radâns'kyj Pys'mennyk, 1989.

KULIŠ Mykola, *Myna Mazajlo,* in *P"êsy,* K : Naukova Dumka « Biblioteka školâra », 1998 ; p. 5-98.

KULIŠ Mykola, *Komuna v stepax,* in *Tvory v dvox tomax,* T. 1, *P"êsy*, K : Dnipro, 1990 ; p. 96-140.

KULIŠ Mykola, *Proŝaj, selo,* in *P"êsy,* K : Dnipro, 1983 ; p. 215-270.

LAVRINENKO Ûrij, *Rozstrilâne vidroždennâ : antolohiâ 1917-1933,* [1959] K : Prosvita, 2001.

LIESKOV Serge (rassemblé par), *Scènes de la Révolution russe,* Paris : Renaissance du Livre, 1923.

MAKARENKO Anton, *Poème pédagogique,* [1935] in *Œuvres en trois volumes,* T. 1, M : Éditions du Progrès, 1967.

MAKARENKO A., *Les drapeaux sur les tours,* [1938] M : Éditions en langues étrangères, [1956].

MIKITENKO I.K., *Utro,* M : GosLitIzdat, 1935 [première édition en ukrainien : MYKYTENKO I.K., *Ranok,* K : RadLit, 1933].

PIL'NÂK Boris, *Mašiny i volki* [1924], in *Sočineniâ v trex tomax, T. 1,* M : Izdatel'skij Dom « Lada M », 1994.

PIL'NÂK Boris, *Volki,* Krasnaâ Nov' n°3 (1923), p. 125-142.

PILNIAK Boris, *L'année nue,* [1920] Paris : Autrement « Littérature », 1998.

PILNIAK Boris, *L'acajou,* [1929] Lausanne : L'Age d'Homme « Classiques slaves », 1980.

PLATONOV Andréi *La ville de Villegrad (nouvelles)* Paris : Gallimard, NRF « Littératures soviétiques », 1971

PLATONOV Andreï, *Tchevengour,* [1929] Paris : Robert Laffont, Pavillons « domaine de l'Est », 1996.

PLATONOV Andréi, *A l'avance,* [1931] Lausanne : L'Age d'Homme « Classiques slaves », 1980.

PYLYPENKO Ûrko, *Desâtyj žovten' : zbirnyk dlâ sel'budiv i xat-čytalen'*, X : DVU, 1927.

ROMANOV Panteleïmon, *Des gens désenchantés, nouvelles,* Boulogne : éditions du Griot, 1995.

ROMANOV Panteleïmon, *Des gens sans importance, nouvelles,* Boulogne : éditions du Griot, 1993.

ROMANOV Panteleïmon, *Le camarade Kisliakov,* Paris : éditions Babu, 1933.

SOSÛRA V., *Stixi i poemy (perevod s ukrainskogo),* M : Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Xudožestvennoj Literatury, 1958.

XOTKEVIČ Gnat, *Izbrannoe (s predisloviem V. Rossel'sa),* M : Xudožestvennaâ Literatura, 1969.

XVYL'OVYJ Mykola, *Novely, opovidannâ,* K : Naukova Dumka « Ukraïns'ka Novitnâ Literatura », 1995.

KHVYLOVY Mykola, *La route et l'hirondelle,* Monaco : éditions du Rocher « Maison Nikolskaïa », 1993.

XVYL'OVYJ M., *Po Barvinkivs'komu rajonu (Z bl'oknotu korespondenta),* X : DVU, 1930 (reproduit dans *Tvory v p"âtox tomax,* T. III, NY : Smoloskyp – Slovo, 1982, p. 464-493).

XVYL'OVYJ Mykola & EPIK Hryhorij, *« Spil'na pracâ » (Iz žyttâ kolhospu « Spil'na Pracâ » Hryšyns'koho rajonu),* X : Ukraïns'kyj Robitnyk, 1933.

ZAMÂTIN E., *Navodnenie,* in *Povesti i rasskazy,* Mûnxen : Izd. COPE, 1963.

ZAMIATINE Evguéni, *La caverne et autres nouvelles,* Paris : Éd. du Seuil « Points », 1991.

APRÈS 1945

GROSSMAN Vassili, *Vie et destin,* [1960, 1980] Paris : Pocket, 1984.

KURKOV Andrej, *Geografiâ odinočnogo vystrela (kn. 1 : Skazanie ob istinno narodnom kontrolere ; kn. 2 : Sud'ba popugaâ ; kn. 3 : Pulâ našla geroâ),* M/X : AST / Folio, 2000.

LEWIN Moshe, « L'apprentissage de l'histoire », & - journal de la BDIC n°7 (04/2003), p. 6-7.

PASTERNAK Boris, *Le docteur Jivago,* Paris : Gallimard « nrf », 1958.

BIBLIOGRAPHIE

« Pedagogika I. Ivanova », in Pervoe Sentâbrâ, (M) n°52 – 2000.

« Portret [V. Lancberga] : propoved' bez propovednikov », in Učitel'skaâ Gazeta, n°37 (1999).

ABRAMSON Henry, *A Prayer for the Government: Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920,* Cambridge (Mass.): Harvard University Press, cop. 1999.

Académie des Sciences de l'URSS, Institut d'Histoire, *Histoire de l'URSS, des origines à nos jours,* M : Éditions du Progrès, 1967.

AFANASIEV, *Contes russes,* Paris : Maisonneuve et Larose « Littératures populaires de toutes les nations », 1978.

ANDERSON Stanley & BAKER Gordon E., « In memoriam Robert G. Wesson (1920-1991) », University of California, 1993, consultable sur http://dynaweb.oac.cdlib.org:8088/dynaweb /uchist/public/inmemoriam/inmemoriam1993/@Generic__BookTextView/3968.

ANWEILER Oskar, *Les soviets en Russie, 1905-1921,* [1958] Paris : Gallimard « Bibliothèque des histoires », 1972.

ARENDT Hannah, *Condition de l'homme moderne,* [1958] Paris : Pocket « Agora », 1994.

ARENDT Hannah, *On Revolution,* [1963] London: Penguin Books, 1990.

ARSEN'EV Mixail, « Domostroj : Xar'kovskij perelom », Bizness, n°47 (24/11/2003).

ARVON Henri, *1921: La révolte de Kronstadt* Bruxelles : Éditions Complexe « La mémoire du siècle », 1980.

AUCOUTURIER Michel, *Le réalisme socialiste,* Paris : PUF « QSJ », 1998.

AUNOBLE Éric « Les ouvriers et le pouvoir à Kharkov de 1920 à 1933, à travers les archives régionales », Cahiers du Mouvement Ouvrier, n°13 & 14, avril et juin 2001.

AVRICH Paul, *Les anarchistes russes,* [1967] Paris : Maspéro, 1979.

BAÂR O.G., BLAŠKEVIČ R.N., *Kvartira i ee ubranstvo,* M : Gos. Izd. Lit. po stroitel'stvu, arxitekture i stroitel'nym materialam, 1962.

BAKOUNINE Michel, *Théorie générale de la Révolution (textes assemblés et annotés par Etienne Lesourd, d'après G.P. Maximov),* s.l. [Paris] : Les nuits rouges, 2001.

BARBERIS Patrick et CHAPUIS Dominique, *Roman Karmen, une légende rouge,* Paris : Le Seuil, 2002.

BEAUD Stéphane & PIALOUX Michel, *Violences urbaines, violences sociales – Genèse des nouvelles classes dangereuses,* Paris : Fayard, 2003.

BEAUD Stéphane, « Entretien », US Mag (SNES-FSU), n°570 (05/2002).

BENJAMIN Walter, *Sur le concept d'histoire,* [1940] in *Ecrits français,* Paris : Gallimard-NRF « Bibliothèque des Idées », 1991 ; p. 339-347.

BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe,* [1938] Paris : Gallimard « Idées », 1963.

BERELOWITCH Wladimir, *La soviétisation de l'école russe, 1917-1931,* Lausanne :

L'âge d'homme « Slavica », 1990.

BERGER Denis et MALER Henri, *Une certaine idée du communisme – Répliques à François Furet,* Paris : Éditions du Félin, 1996.

BETEKHTINA Ekaterina, « Afterword: Style in Lower-Class Writing in 1917 », in STEINBERG Mark D., *Voices of Revolution, 1917,* New Haven & London: Yale UP, 2001 ; p. 309-338.

BLANCHET Alain, GOTMAN Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien,* Paris : Nathan « Université », 1992.

BLUM Alain & MESPOULET Martine, *L'anarchie bureaucratique : Statistique et pouvoir sous Staline,* Paris : La Découverte « L'espace de l'histoire », 2003.

BLUM Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris : Plon, 1994.

BONČ-BROUÉVIČ V.D., *Izbrannye sočineniâ, t. 1 : O religii, religioznom sektantstve i cerkvi,* M : Izd. Akademii Nauk SSSR, 1959.

BORISOVA T.M., D"ÂČENKO N.T. & UMANSKIJ M.V., *Istoriko-revolûcionnye pamâtniki Xar'kovŝiny (Očerk),* X : Prapor, 1977.

BORTNEVSKI Viktor G., « White Administration and White Terror (the Denikin Period) », Russian Review, (vol. 52, n°3, july 1993, p. 354-366).

BOUMENDIL Joseph, « Projet léniniste et héritage russe », Revue d'études comparatives Est / Ouest, Volume 27- Mars 1996 - n° 1 ; p. 167-195.

BRAVO Gian Mario, *Les socialistes avant Marx, 3 tomes* [recueil de textes], Paris : Maspero « Petite Collection », 1970.

BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris : Fayard, 1997.

BROUÉ Pierre, *Le Parti Bolchevique — Histoire du PC de l'URSS*, Paris : Minuit, 1971.

BROUÉ Pierre, *Trotsky,* Paris : Fayard, 1988.

BROWER Daniel R., *Training the Nihilists: Éducation and Radicalism in Tsarist Russia*, Ithaca & London: Cornell university press, 1975,

BYSTROVA E.A., OKUNEVA A.P., ŠANSKIJ N.M., *Učebnyj frazeologičeskij slovar' russkogo âzyka,* L. : Prosveŝenie, 1984.

CADOT Michel (traducteur), *Contes russes et ukrainiens,* Paris : Hachette » Littératures », 1999.

ČAGIN B.A. & KLUŠIN V.I., *Bor'ba za istoričeskij materializm v SSSR v 20e gody,* L : Nauka, 1975.

CAMFIELD Graham P., « From Tolstoyan to Terrorist: the Revolutionary Career of Prince D.A. Khilkov, 1900-1905 », Revolutionary Russia, vol. 12, n°1, June 1999 ; p. 5-41.

CAMFIELD Graham P., « The Pavlovtsy of Khar'kov Province, 1886-1905: Harmless Sectarians or Dangerous Rebels? », Slavonic and East European Review, vol. 68, n°4, Oct. 1990 ; p. 692-717.

CAROLI Dorena, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937,* Paris : L'Harmattan, 2004,

CARRASQUER Felix, *Les collectivités d'Aragon, Espagne 36-39,* Paris : CNT-RP, 2003.

CARRERE d'ENCAUSSE Hélène, *Bolcheviks et nations, le grand défi,* Paris :

Flammarion « Bibliothèque scientifique », 1987.

Catalogue électronique de la Bibliothèque Nationale Russe de St Petersbourg (ouvrages russes 1725-1998) : http://www.nlr.ru:8101/e-case/search_extended.php.

CATTEAU Jacques, « De la métaphorique des utopies dans la littérature russe et de son traitement chez Andrej Platonov », Revue des Etudes Slaves, T. 56, fasc. 1 (1984) ; p. 39-50.

ČERNYX P.Â., *Istoriko-etimologičeskij slovar' sovremennogo russkogo âzyka*, M : Russkij âzyk, 1993.

CHALY Valentina, *Contes ukrainiens,* Paris : éditions Bellenand, [1965].

CHAZOFF J., *Le mensonge bolcheviste,* [1924] La Bussière : Acratie, 1998.

COBB Richard, *La protestation populaire en France (1789-1820),* [1ère édition : 1970] Calmann-Levy « Archives des sciences sociales », Paris, 1975.

CORBIN Alain, *Les cloches de la terre : paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIXe siècle*, Paris : Albin Michel « Évolution de l'Humanité », 2000

COURTOIS Stéphane, WERTH Nicolas, PANNE Jean-Louis et alii, *Le livre noir du communisme : Crimes, terreur, répression,* [1997] Paris : Robert Laffont « Bouquins », 1998.

ČUKOVSKIJ Kornej, « Istoriâ Slepcovskoj kommuny », [1931] in *Lûdi i knigi,* M : Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Xudožestvennoj Literatury, 1958 ; p. 272-305.

D.J., « Manière », dans *l'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences des arts et des métiers, T. 9*, Paris : 1765.

D"ÂČENKO N.T., *Ulicy i ploŝadi Xar'kova,* [1961] X : Prapor, 1966.

DANILOV V.P., *Rural Russia under the New Regime,* Bloomington : Indiana UP, 1988.

DAVIDIČ Tat'âna, « Xar'kov : istoriâ i arxitektura », sur http://www.kharkov.ua/culture/architec.htm.

DAVIDÛK G.P. (glav. red.), *Slovar' prikladnoï sociologii,* Minsk: Izdatel'stvo "Universitetskoe", 1984.

Deâteli SSSR i revolûcionnogo dviženiâ Rossii, M : Granat, 1927 (reprint M : Sovetskaâ Enciklopediâ, 1989).

DEBORD Guy, « Perspectives de modifications conscientes dans la vie quotidienne », Internationale situationniste, n°6 (08/1961), p. 21.

DEBORD Guy, KOTANYI Attila et VANEIGEM Raoul, « Sur la Commune » (18 mars 1962), reproduit dans Internationale situationniste, n°12 (09/1969), p. 109-111.

DEBORD Guy, *La société du spectacle,* [1967] Paris : Gallimard « Folio », 2001.

DÉJACQUE Joseph, *À bas les chefs !,* Paris : Champ Libre, 1971.

DELPHY Christine, « L'ennemi principal », in *L'Ennemi principal*, I, *Economie politique du patriarcat* (p. 31-56), Paris : Syllepse, 1998.

DEPRETTO Jean-Paul, « L'histoire dans la Russie d'aujourd'hui », janvier 2001, disponible sur le site de l'association Samovar, http://www.samovarnet.org/plan.php3.

DEPRETTO Jean-Paul, *Les ouvriers en URSS (1928-1941),* Paris : Publications de la Sorbonne / Institut d'Études Slaves, 1997.

DEPRETTO Jean-Paul, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936),* Paris : L'Harmattan « Pays de l'Est », 2001.

Deržavnyj Arxiv Xarkivs'koï Oblasti — putivnyk, X : Xarkivs'ke Knižkove Vydavnyctvo, 1959.

DONČYK V.H. (za red.), Istoriâ ukraïns'koï literatury XX stolittâ u dvox knyhax, K : Lybid', 1998.

DREYFUS Michel, GROPPO Bruno, INGERFLOM Claudio et alii, *Le siècle des communismes (*[2000;] *édition augmentée et mise à jour),* Paris : Seuil « Points », 2004.

DZÛBA Ivan, « Zapadnâ : 30 let so Stalinym, 50 – bez stalina », Zerkalo Nedeli n°8 & 9 (1 & 8/03/2003).

DZÛBA O.M., REPRYNCEV V.F.et VERSTÛK V.F., *Ukraïna vid naydavnišyx časiv do s'ohodennâ - Xronolohičnyj dovidnyk*, K : Naukova Dumka, 1995.

EDELMAN Robert, *Proletarian Peasants: the Revolution of 1905 in Russia's Southwest*, Ithaca, N. Y. : Cornell university press, 1987.

Enciklopediâ ukraïnoznavstva, L'viv : IUAANU, 1994.

Encyclopaedia Universalis, Paris : Encyclopaedia Universalis, 1999.

FARNSWORTH Beatrice & VIOLA Lynne (ed. by), *Russian Peasant Women,* Oxford: Oxford UP, 1992.

FAUCHEREAU Serge, *Malevitch,* Paris : Cercle d'Art « Grands peintres et sculpteurs », 1991.

FIGES O. & KOLONITSKII B., *Interpreting the Russian Revolution (The Language and Symbols of 1917),* New Haven and London: Yale University Press, 1999.

FIGES O., "Peasant Farmers and the Minority Groups of Rural Society: Peasant Egalitarianism and Village Social Relations during the Russian Revolution (1917-1921)", in KINGSTON-MANN Esther & MIXTER Timothy (ed. by), *Peasant Economy, Culture, and Politics of European Russia, 1800-1921,* Princeton (N.J.) : Princeton University Press, 1991.

FIGES O., « The Russian Peasant Community in the Agrarian Revolution », in BARTLETT R. (red.), *Land Commune and Peasant Community in Russia : Communal Forms in Imperial and Early Soviet Society,* London : Macmillan, 1990.

FIRSOV Boris, « Regard rétrospectif sur la sociologie soviétique des années 1950 à 1980 », Transitions (Bruxelles) n°2000-2, p. 33-50.

FITZPATRICK Sheila (Ed. by), *Cultural Revolution in Russia 1928-1931,* Bloomington & London : Indiana UP, 1978.

FITZPATRICK Sheila, *Stalin's Peasants: Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivisation*, Oxford : Oxford UP, 1994.

FORAN John (ed. by), *Theorizing Revolutions,* London & New York : Routledge, 1997.

FRIEDGUT Theodore H., *Iuzovka and Revolution* :

- Vol. 1 : *Life and Work in Russia's Donbass, 1869-1924*, Princeton : Princeton UP, 1989
- Vol. 2 : *Politics and Revolution in Russia's Donbass, 1869-1924*, Princeton : Princeton UP, 1994.

FURET François, *Le passé d'une illusion ; essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris : Robert Laffont / Calmann-Lévy, 1994.

GAPLÂK Sergej, « Put' k svobode, ili Kak preodolet' krizis identičnosti », Den', n°138 (2/08/2002).

GAYRAUD Régis, *La grande Mêlée des utopies : la Russie libertaire 1905-1921*, Paris : Nautilus, 2000.

GAZMAN O.S., « Kommunarskaâ metodika », in *Rossijskaâ pedagogičeskaâ enciklopedia*, t. 1 (glav. red. V.G. PANOV), M : Naučnoe Izd. « Bol'šaâ Rossijskaâ Enciklopediâ », 1993.

GINZBURG Carlo, *Le fromage et les vers – L'univers d'un meunier du XVIe siècle*, [1980] Paris : Aubier « Histoires », 2002.

GIRAULT René et FERRO Marc, *De la Russie à l'URSS (L'histoire de la Russie de 1850 à nos jours),* Paris : Nathan « Université », 1989.

GODBOUT Jacques T. (en collaboration avec Alain CAILLE), *L'esprit du don,* Paris : La Découverte, 1992.

GOLIKOV A. (sost.), *Xar'kov - kratkaâ spravočnaâ kniga,* X : Prapor, 1978.

GORDEEVA I.A.*, « Zabytye lûdi », Istoriâ rossijskogo kommunitarnogo dviženiâ*, M : AIRO-XX « Pervaâ Monografiâ », 2003.

GORSUCH Anne E., *Youth in Revolutionary Russia: Enthusiasts, Bohemians, Delinquents*, Bloomington : Indiana UP, 2000.

GRAFF Agnieszka, *Świat bez kobiet: płeć w polskim życiu publicznym,* Warsawa : Wydadavnictwo W.A.B. / Friedrich Ebert Stiffung, 2001 r..

GRAZIOSI (GRACIOZI) Andrea, *Bol'ševiki i kresťâne na Ukraine, 1918-1919 gody,* M : AIRO-XX « Pervaâ Publikaciâ v Rossii », 1997.

GRAZIOSI (GRACIOZI) Andrea, *Velikaâ kresťânskaâ vojna v SSSR : bol'ševiki i kresťâne 1917-1933,* [1996] M : ROSSPEN « Sovetskaâ istoriâ v zarubežnoj istoriografii », 2001.

GRAZIOSI Andrea, « <<Lettres de Kharkov>>, La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord à travers les diplomates italiens, 1932-1934 », Cahiers du monde russe et soviétique, vol. XXX, n° 1-2, janvier-juin 1989.

GRIŠAEV V.V., *Sel'sko-xozâjstvennye kommuny Sovetskoj Rossii 1917-1929*, M : Mysl', 1976.

GROS Dominique, « La Révolution Prolétarienne en Hongrie (mars-août 1919) ; extraits de la thèse (...) *Les conseils ouvriers, espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920,* [soutenue en 1973] à l'université de Bourgogne », in Les Cahiers du CERMTRI, n°97 (juin 2000).

GUERMAN Mikhaïl, *La flamme d'Octobre — Art et révolution,* Paris - Léningrad : Le Cercle d'Art - izd. Avrora, 1977.

GUIONNET Christine, *L'apprentissage de la politique moderne : les élections municipales sous la monarchie de Juillet,* Paris : L'Harmattan « Logiques politiques », 1997.

GVIŠANI D.M. et LAPIN N.I. (pod. red.), *Kratkij Slovar' po Sociologii,* M: Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, 1988.

HALFIN Igal, *From Darkness to Light. Class, Consciousness and Salvation in*

Revolutionary Russia, Pittsburgh: Pittsburgh University Press, Pittsburgh, 2000.

HANŽA I.X., *Perši kolektyvni hospodarstva na Ukraïni (1917-1920 rr.),* K : AN URSR, 1960.

HELLER [GELLER] Leonid, « Anarxizm i ego metamorfozy v dvadcatye gody (zabytyj faktor v kul'ture XX veka) », Ms., sous presse, [2002].

HELLER L., NIQUEUX M., *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris : PUF « Écriture », 1995.

HELLER Michel et NEKRICH Alexandre, *L'utopie au pouvoir, Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours,* [1982] Paris : Calmann-Levy « Liberté de l'esprit », 1985.

HILLIG Götz [XILLIG Gëtc], « A.S. Makarenko i Bolševskaâ kommuna », Postmetodyka (Poltava), n°2 (2001), consultable sur http://www.ipe.poltava.ua/pm/34/hillig.htm.

HINCKER Louis, MAILLARD Alain, MAZAURIC Claude, RIOT-SARCEY Michèle, « Mouvements communistes dans la France des années 1830-1840 (Table ronde) », Cahiers d'Histoire n°77 - 4ème trimestre 1999 -, consultable sur http://www.espaces-marx.eu. org/CahiersdHistoire/Cahiers-77/Cahiers_77.html.

Histoire du Parti communiste /bolchevik/ de l'URSS (Précis rédigé par une commission du CC du PC(b) de l'URSS), [1938] M : Éditions en Langues Etrangères, 1947.

HOLOBOROD'KO Âroslav, *Mykola Kuliš,* K : Vseuvyto « Use dlâ školy », 2001.

HUBS'KYJ P.V., *Storinky istorii – Staryj Merčyk*, X : Klio, 1995.

IKONNIKOV A.V. & STEPANOV G.P., *Estetika socialističeskogo goroda,* M : Izd. Akademii Xudožestv SSSR, 1963.

IMMONEN Hannu, *The Agrarian Program of the Russian Socialist Revolutionary Party 1900-1914,* Helsinki: SHS « Suomen historiallinen seura. Studia historica », 1988.

INGERFLOM Claudio Sergio, *Le citoyen impossible — Les racines russes du léninisme,* Paris : Payot « Bibliothèque historique », 1988.

Instytut Istorii Partii pry CK KPU, *Velykyj Žovten' i hromadâns'ka vijna na Ukraïni (Encyklopedyčnyj dovidnyk),* K : Holovna Redakciâ Ukraïns'koï Encyklopediï, 1987.

Istoria gorodov i sel ukrainskoj SSR : Xar'kovskaâ oblast', K : Institut Istorii AN USSR / Glavnaâ Redakciâ Ukrainskoj Sovetskoj Enciklopedii, 1976.

Istoriâ ukraïns'koho selânstva ; narysy v 2-x tomax [holova red. rady : LYTVYN V.M.], K : Nacional'na akademiâ nauk Ukraïny – Instytut istoriï Ukraïny / Naukova dumka, 2006.

JANZEN Tim, *Compilation of Mennonite Villages in Russia,* Mennonite Historical Society of Alberta - Data Warehouse, s.d. ; consultable sur http://www.rootsweb.com/~abmhsa/mennonite_villages/1_compiled_villages_russia.html.

JESSENNE Jean-Pierre, *Pouvoir au village et Révolution : Artois, 1760-1848,* Lille : Presses Universitaires de Lille, 1987.

Jeux d'échelles, La micro-analyse à l'expérience (Textes rassemblés et présentés par Jacques REVEL), Paris : Hautes études / Gallimard Le Seuil, 1996.

JOURDAN Annie, *La Révolution, une exception française ?,* [2004] Paris : Flammarion « Champs », 2006

KABANOV V.V., *Krest'ânskaâ obŝina i kooperaciâ Rossii XX veka,* M : RAN Institut Rossijskoj Istorii, 1997.

KALINIČENKO V.V., « Krest'ânskaâ podzemel'naâ obŝina na Ukraine v dokolxoznyj period », Vestnik Xar'kovskogo Universiteta, n°266, 1984 ; p. 3-11.

KALINIČENKO V.V., *Selâns'ke hospodarstvo Ukraïny v dokolhospnyj period (1921-1929),* X : Osnova, 1991.

KAPPELER Andreas, *Petite histoire de l'Ukraine,* [1994] Paris : Institut d'Etudes Slaves, 1997.

KAPUSTÂN A., « Obŝestvenno-političeskie nastroeniâ krest'ânstva Ukrainy v 1920 gody », Meždunarodnyj istoričeskij žurnal, n°12 (12/2000), consultable sur http://history.machaon.ru/ all/number_12/analiti4/kapustyan/index.html .

KARA-MURZA Sergej, *Sovetskaâ civilizaciâ ; č. 1 : Ot načala do Velikoj Pobedy*, M : Eksmo-Press / Algoritm, 2002.

KENEZ Peter, *Civil War in South Russia 1918-20* (2 vols.), Berkeley : University of California Press, 1971-1977.

KENEZ Peter, *The Birth of the Propaganda State : Soviet Methods of Mass Mobilization 1917-1929*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985.

KERBLAY Basile, « La commune agricole de N. Nepljuev d'inspiration slavophile », in GERVAIS-FRANCELLE C. (ed.), *Russes, slaves et soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal,* Paris : Institut d'Etudes Slaves / Publications de la Sorbonne, 1992 ; p. 189-201.

KERBLAY Basile, « Le nouveau statut des kolkhoz de 1969 » (Communautés n°26-1969), in *Du mir aux agrovilles,* Paris : Institut d'Études Slaves, 1985, p. 222-230.

KERBLAY Basile, « Les utopies communautaires au ban d'essai de la Russie des années vingt », (Revue des Études Slaves, LVI/1, 1984) in *Du mir aux agrovilles* ; déjà cité, p. 166-172.

KIM CHANG JING (KIM ČAN ČŽIN), *Gosudarstvennaâ vlast' i kooperativnoe dviženie v Rossii-SSSR (1905-1930)*, M : Institut Rossijskoj Istorii RAN, 1996.

KOENKER D., ROSENBERG W. & SUNY R. (ed. by*), Party, State and Society in the Russian Civil War: Explorations in Social History*, Bloomington: Indiana UP, 1989.

KONDRATIEVA Tamara, *Bolcheviks et Jacobins - Itinéraires des analogies,* Paris : Payot « Bibliothèque historique », 1989.

KONDRATIEVA Tamara, *Gouverner et nourrir : Du pouvoir en Russie (XVIe-XXe siècles),* Paris : Les Belles Lettres, 2002.

KONECNY Peter, *Builders and Deserters: Students, State and Community in Leningrad, 1917-1941,* Montreal & Kingston, London, Ithaca: McGill-Queen's University Press, 1999.

KOPP Anatole, *Changer la vie, changer la ville : de la vie nouvelle aux problèmes urbains, URSS, 1917-1932*, Paris UGE « 10/18 », 1975.

KOPP Anatole, *Ville et révolution : Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt,* [1967] Paris : Anthropos, 1969.

KORNIENKO Nelli, *Les' Kurbas : repetyciâ majbutn'oho*, K : Fakt, 1998.

KOSHELIVETS I., KUBIJOVYC V. (ed.), *Encyclopedia of Ukraine,* Toronto : Toronto UP, 1988.

KOVALČENKO I.D. (pod red.), *Sbornik dokumentov dlâ praktičeskix zanâtij po istočnikovedeniû istorii SSSR (Vypusk 4 : epoxa socializma),* M : Vysšaâ Škola, 1987.

KOZLOV V.A., *Massovye besporâdki v SSSR pri Xruševe i Brežneve (1953 – načalo 1980-x gg.),* Novosibirsk : Sibirskij xronograf, 1999.

KRASOVICKIJ B.M., *Stoličnyj Xar'kov, gorod moej ûnosti*, X : Folio, 1994.

KRIEGEL Annie, « Communisme », dans l'*Encyclopaedia Universalis*

KRYŜUK Nikolaj, « Frunzenskaâ kommuna : toržestvo i drama svobodnogo bratstva », in Pervoe Sentâbrâ, n°76 (1999).

KRYVENKO Mariâ, *Mykola Xvyl'ovyj,* K : Vseuvyto « Use dlâ školy », 2001.

KRYŽANIVS'KYJ Stepan (uporâdnyk), *Pys'mennyky radâns'koï Ukraïny 20-30 roki : Narysy tvorčosti,* Radâns'kyj Pys'mennyk, K, 1989.

KUDRICKAÂ A.V. (pod red.), *Kiev : enciklopedičeskij spravočnik,* K : Glavnaâ redakciâ Ukrainskoj sovetskoj enciklopedii, 1982.

KUL'ČYC'KYJ Stanislav, *Komunizm v Ukraïni : perše desâtyriččâ (1919-1928),* K : Osnovy, 1996.

KURËNYŠEV A.A., *Kresťânstvo i ego organizacii v pervoj treti XX veka,* M : Gosudarstvennyj Istoričeskij Muzej, 2000.

KUROMIYA Hiroaki, *Stalin's Industrial Revolution : Politics and Workers (1928-1932),* Cambridge : Cambridge UP, 1988.

KUZÂKINA Natalâ, *P"êsy Mykoly Kuliša : literaturna i scenična istoriâ,* K : Radâns'kyj Pys'mennyk, 1970.

La Première Internationale, Paris : UGE « 10/18 », 1976.

LAZAR Marc, *Le communisme, une passion française*, Paris : Perrin, 2002.

LEBINA N.B. & ČISTIKOV A.N., *Obyvatel' i reformy, Kartiny povsednevnoj žizni gorožan,* SPb : Dmitrij Bulanin, 2003.

LEBINA N.B., *Povsednevnaâ žizn' sovetskogo goroda 1920-1930 gody : normy i anomalii,* SPb : Žurnal « Neva » / ITD « Letnij Sad », 1999.

LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne,* [1945] Paris : Grasset « Les Témoins », 1947.

LEFORT Claude, *La complication – Retour sur le communisme,* Paris : Fayard, 1999.

LEJBFREJD A.Û. & POLÂKOVA Û.Û., *Xar'kov, ot kreposti do stolicy (Zametki o starom gorode),* X : Folio, 1998.

LEWIN Moshe, « *Illusion communiste* ou réalité soviétique ? », Le Monde diplomatique, 12/1996, p. 18-19.

LEWIN Moshe, *Le siècle soviétique,* Paris : Fayard/Le Monde diplomatique, 2003.

LEWIN Moshe, *The Making of the Soviet System (Essays in the Social History of Interwar Russia),* London: Methuen, 1985.

LEZINE Irène, *A.S. Makarenko, pédagogue soviétique (1888-1939),* Paris : PUF « Bibliothèque de la revue Enfance », 1954.

LUCKYJ George S.N. (ed. by), *Shevchenko and the Critics,* Toronto, Buffalo, London: University of Toronto Press, 1980.

LUCKYJ George S.N., *Literary Politics in the Soviet Ukraine 1917-1934*, NY : Columbia

UP, 1956.

LUCKYJ George S.N., *Ukrainian Literature in the Twentieth Century : a Reader's Guide*, Toronto : University of Toronto Press, 1992.

LYPYNS'KYJ V.V., « Novi metody navčaniâ v systemi osvity URSR u 20-i rr. », Nauka. Religiâ. Obščestvo. [GII, Doneck], n°2 (2002).

LYPYNS'KYJ V.V., « Vplyv svitovyx procesiv rozvytku osvity na koncepciû ta model' osvity v USRR u 20-i roky », Nauka. Religiâ. Obščestvo [GII, Doneck], n°3 (2002).

MAGUIRE Robert A. [MAGUAJR Robert A.], *Krasnaâ nov', Sovetskaâ literatura v 1920-x gg.,* [1968] SPb : Akademičeskij Proekt, 2004.

MALIA Martin, « La violence et l'histoire : Autour des ouvrages de Barrington Moore Jr, Arno J. Mayer, Arch Getty et Oleg V. Naumov », Commentaire, vol. 23, n°91 (automne 2000), p. 649-658.

MALIA Martin, *La tragédie soviétique : histoire du socialisme en Russie 1917-1991,* [1994] Paris : Seuil « L'univers historique », 1995.

MALKOLIN Anna, [Shevchenko,] *Name, Hero, Icon: Semiotics of Nationalism through Heroic Biography,* Berlin, NY : Mouton de Gruyter, 1992.

MALLY Lynn, *Culture of the Future : the Proletkult Movement in Revolutionary Russia*, Berkeley : University of California Press, 1990.

MALYSHEVA Marina, "Feminism and Bolshevism. Two Worlds, Two Ideologies", in *Women in the Face of Change,* ed. by RAI S., PILKINGTON H. & PHIZACKLEA A. (p. 186-199), London : Routledge, 1992.

MARIE Jean-Jacques, *La Russie 1856-1956,* Paris : Hachette supérieur « Les fondamentaux », 1997.

MARINIČEVA Ol'ga, « Idealisty », in Komsomolskaâ Pravda, 8/11/1990.

MARINIČEVA Ol'ga, « Istoriâ, kak vsegda solžet », in Učitel'skaâ Gazeta, n°32 (1999).

MARX Karl, *La guerre civile en France,* [1871] Beijing : éditions en Langues Etrangères, 1980.

MARX Karl, *Œuvres, Tome 3 : Philosophie,* Paris : Gallimard « La Pléiade », 1982.

MARX Karl, *Œuvres, Tomes 1 & 2 : Economie,* Paris : Gallimard « La Pléiade », 1968.

MAUREL Marie-Claude, *La campagne collectivisée : société et espace rural en Russie,* Paris : Anthropos, 1980.

MAYER Arno J., *The Furies – Violence and Terror in the French and Russian Revolutions*, Princeton : Princeton UP, 2000.

MEL'NYKIV Rostyslav, « Ûvilejnyj obrazok lûdyny z xymernym imenem : na 105 ryčnicû vid dnâ narodžennâ Majka Johasena », Kal'miûs (Literaturno-mystec'kyj al'manax, red. Oleh Solovej), n°1-2 (13-14), 2001.

MENDRAS Henri, *Les sociétés paysannes : Éléments pour une théorie de la paysannerie,* [1976 – nouvelle édition refondue :] Paris : Gallimard « Folio Histoire », 1995.

MESPOULET Martine, « Une lutte pour l'autonomie professionnelle : être statisticien dans une région au début des années 1920 », in *Pouvoirs et société en Union Soviétique* (sous la direction de Jean-Paul DEPRETTO), Paris : l'Atelier « Mouvement Social », 2002.

MOGIL'NER Marina, *Mifologiâ « podpol'nogo čeloveka » : radikal'nyj mikrokosm v Rossii načala XX veka kak predmet semiotičeskogo analiza,* M : Novoe Literaturnoe Obozrenie, 1999.

MOON David, *The Russian Peasantry 1600-1930: The World the Peasants Made*, London and New York : Longman, 1999.

MOSKALEC' Konstântyn, « Roman z dyskursom », Krytyka, n°3 (03/1998).

NAIMAN Eric, *Sex in Public: The Incarnation of Early Soviet Ideology*, Princeton: Princeton UP, 1997.

NICOLAÏEVSKI Boris et MAENSCHEN-HELFEN Otto, *La vie de Karl Marx,* [1933] Paris : La Table Ronde « Petite Vermillon », 1997.

OSIPOVA T.V., *Rossijskoe krest'ânstvo v revolûcii i graždanskoj voine*, M : Strelec, 2001.

PASKEVYČ Natalka, *Volodymyr Vynnyčenko,* K : Vseuvyto « Use dlâ školy », 2001.

PAVLIUCHENKOV Sergei, « The Jewish Question in the Russian Revolution, or Concerning the Reasons for the Bolsheviks' Defeat in the Ukraine in 1919 », Revolutionary Russia (Issue 10.2, dec. 1997).

PAVLYČKO Solomiâ, *Dyskurs modernizmu v ukraïns'kij literature*, [1997] K : Lybid', 1999.

PECHOUX Pierre, « Bakounine et l'obščina », in GERVAIS-FRANCELLE C. (ed.), *Russes, slaves et soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal,* Paris : Institut d'Etudes Slaves / Publications de la Sorbonne, 1992 ; p. 183-188.

Periodyčni vydannâ URSR 1918-1950 (žurnaly) : bibliohrafičnyj dovidnyk, X : Vyd. Knižkovoï Palaty URSR, 1956.

PLAGGENBORG Stefan, *Kul'tura i revolûciâ,* SPb : Neva, 2000.

PORŠNEVA O.S. & PORŠNEV S.V., « K voprosu ob attribucii tekstov zapisej soldatskix razgovorov S.Z. Fedorčenko », Bûlleten' associacii « Istoriâ i komp'ûter » n°29 (06/2002), p. 189-207.

PROXOROV A.M. (glav. red.), *Bol'šaâ Sovetskaâ Enciklopediâ (3-e izdanie) [BSE-3],* M : Sovetskaâ Enciklopediâ, 1969-1978.

Rapport secret de Khrouchtchev sur Staline au XXe congrès du PC soviétique, Paris : Champ Libre, 1970.

RAVIČ-ČERKASSKIJ M., *Anarxisty,* X : Proletarij « Kakie partii byli v Rossii », 1929.

RAYMOND Anne, *Anatole Kopp 1915-1990 (DEA en histoire de l'art,)* Université de Paris I, 1992.

REBROV Petr, « Konfederaciâ Anarxo-Sindikalistov : Iz istorii novejšego anarxistskogo dviženiâ v SSSR i Rossii », sur le site http://www.angelfire.com/ ia/IOKAS/historykas.html, s.d..

REVEL Jacques, « L'histoire au ras du sol », in LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village : Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIE siècle,* Paris : Gallimard « Bibliothèque des Histoires », 1989.

REY Alain, « *Révolution », Histoire d'un mot,* Paris : Gallimard « Bibliothèque des histoires », 1989.

RIOT-SARCEY Michèle, « Le féminin, un genre très singulier », Communication au

Colloque sur le genre, Université de Rennes, septembre-octobre 2002.

RIOT-SARCEY Michèle, BOUCHET Thomas et PICON Antoine (sous la direction de), *Dictionnaire des Utopies,* Paris : Larousse « Les Référents », 2002.

RIOT-SARCEY Michèle, *Le réel de l'utopie - Essai sur le politique au XIX*ème *siècle*, Paris : Albin-Michel « Histoire », 1998.

ROBIN Régine, *Le réalisme socialiste : une esthétique impossible*, Paris : Payot, 1986.

ROGOVIN Vadim, *Stalinskij neo-NEP (1934-1936),* M : Moskovskaâ tipografiâ N°4, 1994.

ROGOVIN Vadim, *Vlast' i oppoziciâ (1928-1933),* M : Teatr, 1993.

ROPERT André, *L'échec des révolutions : les facteurs culturels des dérives révolutionnaires,* [Paris] : Plon « Commentaire », 1996.

RUBEL Maximilien, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », Revue socialiste, mai 1947 (consultable sur http://www.plusloin.org/textes/veraz.htm) .

RUCHAT Martine, « L'institut agricole et professionnel de Serix-sur-Oron sous la plume du militant: de la colonie au bagne d'enfants. 1920-1932 », Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier (Lausanne), n°16 (Dossier : Éducation et instruction), 2000.

ŠANSKIJ N.M. (pod ruk. i red.), *Etimologičeskij slovar' russkogo âzyka,* M : Izdatel'stvo Moskovskogo Universiteta, 1982.

SAPIR Jacques, « La guerre civile et l'économie de guerre », Cahiers du Monde Russe, Vol. 38 (1-2), janvier-juin 1997.

ŠAXNAZAROV G.X & LEBEDEVA M.A. (pod red.), *SSSR kak on est' : populârnyj illûstrirovannyj spravočnik,* M : Gos. Izd. Političeskoj Literatury, 1959.

SCHERRER Jutta, « les écoles du Parti de Capri et de Bologne : la formation de l'intelligentsia du Parti », Cahiers du Monde russe et soviétique, XIX (3), juil.-sept. 1978.

SCHERRER Jutta, « Culture prolétarienne et religion socialiste entre deux révolutions: Les "Bolcheviks de gauche" », Europa, n°2, 2 (1979), p. 67–90.

SCHERRER Jutta, « Pour l'hégémonie culturelle du prolétariat : aux origines du concept et de la vision de la "culture prolétarienne" », dans Marc FERRO et Sheila FITZPATRICK, dir., *Culture et Révolution*, Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1989 ; p. 11-23.

SCOTT James C., *Domination and the Arts of Resistance - Hidden Transcripts*, New Haven & London: Yale UP, 1990.

SEMPRUN MAURA Carlos, *Révolution et contre-révolution en Catalogne : Socialistes, communistes, anarchistes et syndicalistes contre les collectivisations*, [1974] Paris : Les Nuits rouges, 2002.

SHANIN Teodor, *The Awkward Class, Political Sociology of Peasantry in a Developing Society, Russia 1910-1925*, Oxford : Clarendon Press, 1972.

SHEVELOV George Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century (1900-1941): Its state and status*, Cambridge Mass : Harvard UP, 1989.

SHKANDRIJ Myroslav, « Mykola Khvylovy and the Literary Discussion », in KHVYLOVY Mykola, *The Cultural Renaissance in Ukraine : Polemical Pamphlets, 1925-1926,* Edmonton : Canadian Institute of Ukrainian Studies – University of Alberta, 1986.

SIEGELBAUM Lewis H., *Soviet State and Society between Revolutions 1918-1929,* Cambridge : Cambridge University Press, 1992

SINCLAIR Louis, *Trotsky : a Bibliography,* [Berkeley, Calif.] : Scholar press, 1989.

SIVAČENKO Evhen, « Spalaxy hnivu narodnoho : z istoriï sel'âns'koho povstans'koho ruxu na Xarkivŝyni (1920 r.) », Zbirnyk Xarkivs'koho istoriko-filolohičnoho tovarystva ; nouvelle série, tome 5 ; X : OKO, 1995 ; p. 17-28.

SKOCPOL Theda, *États et révolutions sociales : la Révolution en France, en Russie et en Chine,* [1979] Paris : Fayard « L'Espace du politique », 1985.

SMOLIJ V. (vidp. red.), VERSTÛK V. et alii, *Malyj slovnyk istoriï Ukraïny,* K : Lybid', 1997.

SOKOLOFF Georges, « La guerre paysanne de Joseph Staline », in *1933, l'année noire : Témoignages sur la famine en Ukraine,* Paris : Albin Michel « Histoire à deux voix », 2000.

SOKOLOFF Georges, *La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours,* Paris : Fayard, 1993.

SOKOLOV Ričard, « Istoriâ kommunarstva : retrospektiva i perspektiva », s.d., sur http://www.altruism.ru/ .

SOKOLOV Ričard, « Kommunarstvo i ego eretiki » & « Laboratoriâ optimizma : krug pervyj », in Na Storone podrostka, (SPb) n°4 (2001).

SOKOLOV Ričard, « Social'noe učastie I social'noe vospitanie v kontekste predstavlenij o graždanskom obŝestve », in Na Storone podrostka, (SPb) n°3 – 2001.

SOLDATENKO V.F., *Nezlamnyj : žyttâ i smert' Mykoly Skrypnyka,* K : Knyha Pam'âti Ukraïny, 2002.

SOLOVEJČIK S. i dr. (sost.), *Frunzenskaâ kommuna : Kniga o neobyčnoj žizni obyknovennyx rebât, napisannaâ imi samimi,* M: Det. Lit., 1969.

SOREL Georges, *Réflexions sur la violence,* [1908] Paris : Marcel Rivière et Cie, 1972.

SOROKIN Û.S., *Razvitie slovarnogo sostava russkogo literaturnogo âzyka 1830-1890-yx gg.,* L : Nauka, 1965.

STANZIANI Alessandro, *L'économie en révolution : le cas russe, 1870-1930,* Paris : Albin Michel « L'évolution de l'humanité », 1998.

STAROVOJTOVA Ol'ga, « Iz vospominanij », sur http://www.starovoitova.ru/ et sur commune.narod.ru/dzko/kirovcommune.htm.

STEINBERG Mark D., « Introduction: The Language of Popular Revolution », in *Voices of Revolution, 1917 (ed. by M.D. Steinberg),* Yale UP, New Haven & London, 2001.

STITES Richard, *Revolutionary Dreams: Utopian Visions and Experimental Life in the Russian Revolution,* New York & Oxford: Oxford University Press, 1989.

ŠUBIN Aleksandr, « "Obŝina" v 1987-1988 gg. », in Panorama (M), n°45 (12/2000).

TARASOV A., « Otkuda sut' pošli levye radikaly na zemli sovetskoj », in Panorama (M), n°40 (12/1997).

TCHERIKOWER Elias, *Di ukrainer pogromen in yor 1919,* NY : YIVO Institute for Jewish Research, 1965 ; (*The Pogroms in the Ukraine in 1919,* traduction du chapitre XI par Gary NACHSHEN, 03/2002, consultable sur http://nachshen.com/zeleny.PDF).

TOEWS John. B : articles dans Direction (A Mennonite Brethren Forum), consultables sur http://www.directionjournal.org/ :

— « The Mennonite Brethren in Russia during the 1890's », Vol. 30 No. 2 (Fall 2001) p. 139-152,

— « Early Mennonite Brethren and Evangelism in Russia », vol. 28 No. 2 (Fall 1999) ; p. 187-200,

— « The Calm Before the Storm: Mennonite Brethren in Russia (1900–1914) », Vol. 31 No. 1 (Spring 2002) p. 74-95.

TOLSTYX V.I. (sost. i red.), *Drama sovetskoj filosofii : Eval'd Vasil'evič. Il'enkov*, M : IFRAN, 1997.

TUMARKIN Nina, *Lenin Lives! : the Lenin Cult in Soviet Russia,* Cambridge Mass. & London : Harvard university press, 1983.

TURČENKO F.G., *Novejšaâ istoriâ Ukrainy (čast' pervaâ 1917-1945) — Učebnik dlâ 10ogo klassa*, K : Vyd. Heneza, 1995.

VAJL' Petr, GENIS Aleksandr, *60-e, Mir sovetskogo čeloveka,* [1988] M : NLO, 2001.

Van REGEMORTER J.L., *L'insurrection paysanne de la région de Tambov : luttes agraires et ordre bolchevik 1919-1921 [recueil de documents et commentaires]*, Paris : Ressouvenances, 2000.

VENTURI Franco, *Les intellectuels, le peuple et la révolution — Histoire du populisme russe au XIXe siècle*, [1952] Paris : Gallimard « Bibliothèque des histoires », 1972.

VINOGRADOV Igor, « Le "Dégel" et les chestidesiatniki au tribunal du temps présent », in Transitions (Bruxelles), n°2002-2.

VIOLA Lynne, *Peasant Rebels under Stalin: Collectivization and the Culture of Peasant, Resistance,* Oxford : Oxford UP, 1996.

VIOLA Lynne, *The Best Sons of the Fatherland: Workers in the Vanguard of Soviet Collectivization*, New York: Oxford university press, 1987.

VOLODARSKIJ V.M. i dr., *Gosudarstvennaâ Tret'âkovskaâ galereâ,* M : Izobrazitel'noe Iskusstvo, 1974.

VOLPICELLI Luigi, *L'évolution de la pédagogie soviétique,* Neuchâtel : Delachaux et Niestlé, 1954.

VVEDENSKIJ B.A. (glav. red.), *Enciklopedičeskij slovar',* M : Gosudarstvennoe naučnoe izdatel'stvo *« Bol'šaâ Sovetskaâ Enciklopediâ »*, 1954.

WEINBERG Elizabeth Ann, *The development of sociology in the Soviet Union,* London and Boston: Routledge & Kegan Paul, 1974.

WERTH Nicolas, « Des hommes, des chiffres, des classes », in *Moscou 1918-1941, de « l'homme nouveau » au bonheur totalitaire,* Paris : Autrement « Mémoires », 1993.

WERTH Nicolas, « L'ouverture de certaines archives de l'ex-URSS modifie-t-elle les biographies des acteurs du régime ? », in LES 3E RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE DE BLOIS *Les utopies, moteurs de l'Histoire ? (13-15 octobre 2000),* consultable sur www.crdp-acclermont.fr .

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union Soviétique,* Paris : PUF « Thémis Histoire », 1992.

WESSON Robert G., *Soviet Communes,* New Brunswick (New Jersey) : Rutgers University Press, 1963.

WIECZYNSKI Joseph L. (Ed. by), *The Modern Encyclopaedia of Russian and Soviet History,* s.l. : Academic International Press, 1982.

WOROBEC Christine D., « Victims or Actors? Russian Peasant Women and Patriarchy », in KINGSTON-MANN E. & MIXTER T. *Peasant Economy,*...opus cité, 1991.

Xar'kov : spravočnaâ kniga, X : Xar'kovskoe Oblastnoe Izdatel'stvo, 1957.

Xar'kov, arxitektura, pamâtniki, novostrojki (putevoditel'), X : Prapor, 1987.

Xar'kovŝina v period graždanskoj voiny i inostrannoj voennoj intervencii 1918-1920 : Sbornik dokumentov i materialov, X : DAXO, 1973.

XARATIŠVILI G.G., « Nekotorye ustavnye prava i obâzannosti členov kolxozov », Pravovedenie n°4 (1968), p. 97-101.

XARČENKO K.V., *Vlast', imuŝestvo, čelovek : peredel sobstvennosti v bol'ševickoj Rossii 1917- načala 1921 gg.,* M : Russkij Dvor, 2000.

XILTUNEN Valerij, « Ego veličestvo kommunarskij sbor », Pioner, n°4 (04/1989).

XMEL' I.V., *Agrarnye preobrazovaniâ na Ukraine 1917-1920 gg.,* K : Naukova Dumka, 1990.

XROMOV S.S. i dr., *Graždanskaâ voina i voennaâ intervenciâ v SSSR – Enciklopedia* M : Soveckaâ Enciklopediâ, 1983

ZHENSHENG Li *Le petit livre rouge d'un photographe chinois,* Paris : Phaidon, 2003.

ZHUK Sergei I. « "Those Who Imitate Germans": The Rise of Evangelical Movement among Ukrainian Peasants and Russian National Identity (1862-1916) », Paper for the conference: « ÉDUCATION AND CIVIC CULTURE IN POST-COMMUNIST SOCIETIES » London: School of Slavonic and East European Studies, 13-15 November 1998. Disponible sur http://www.mtu-net.ru/sgerisee/papers/ zhuk.doc .

INDEX

des Noms de lieux, de **Personnes**, de périodiques, d'*institutions*.

Akhtyr.....8, 254, 402, 425, 440, 443, 448, 457 (voir Okhtyrka)

Alexandrovka.....114

Alexeïevka.....618 sv

Annenkov (artiste).....533, 537

Artem (bolchevik).....114, 324

Aube rouge (commune)..... 6, 247, 402 sv, 405, 407 sv, 416 sv, 420, 422, 425, 427, 429, 433, 435 sv, 439, 442, 458 sv, 470, 573, 609, 631, 642

Avant-garde (commune).484 sv, 489, 492 sv, 496, 573

Bakounine.....22, 72, 75, 94 sv, 816, 856

Bantycheva (propriétaire)...142, 166, 187 sv, 196

Barvenkive.....658 sv, 662, 665

Barvenkovo.....58

Batiouk (agronome).....132, 219 sv

Bednota.....115, 117, 123 sv, 149, 438

Berdiaev.....34, 43, 98

Berezil (troupe théâtrale).....345-347, 351-360

Bernstein (socialiste allemand).....77

Bilchovyk Oukraïny.....601, 606 sv

Body (communard français).....393

Bogdanov. .22, 321, 325, 384 sv, 507, 817

Bondarenko (communarde).....170, 176, 429

Bontch-Brouevitch.....209

borbistes.....70, 80

borotbistes.....70, 80, 255, 270, 540, 553

Botchkov (communard).....423, 436, 438

Boukharine.....22, 69, 115, 117, 121, 400, 483, 491 sv, 593, 817

Boulakh (communard).....437 sv, 442

Brejnev.....683

Brigadirovka.....11 sv, 68, 105, 150

Katafalk Iskousstva.....563

Chalamov.....330, 815 sv

Charrue et marteau (commune). 247, 414, 417, 420, 431 sv, 439, 443, 447, 454, 457 sv, 470, 473, 479, 632

Chemiakova (communarde).....425, 432, 434, 436, 626, 642 sv

Chevtchenko (commune, poète).....13, 159, 163, 167, 175, 191, 201, 203, 211 sv, 215, 217, 557, 662

Chklovski.....105, 218

Chlikhter (bolchevik).....581, 593 sv

Comité de paysans pauvres ....263 sv, 267, 271, 275, 281, 448 sv, 454, 548, 569, 615, 770

Comités de la pauvreté rurale 115, 125, 129 sv, 271, 280

Commune de Paris (communes).11, 14, 27, 68, 76, 96, 98, 100 sv, 105, 134, 142, 150, 162, 173, 175, 180, 183, 189, 192 sv, 201

Déjacque 94

Denikine....13, 132, 136, 197, 201 sv, 223, 245, 247 sv, 256 sv, 259, 266, 272, 288, 407, 539, 553, 559

Dergatchi.....337 sv

Derhatchi.....639

Dnipropetrovsk..598, 660, 719, 721 sv, 731 sv

Donetsko-Leninskaïa (commune) 149, 164, 168, 170, 186, 200, 246

Doudka (fonctionnaire)..133, 136 sv, 146, 161, 163 sv, 174, 191, 202, 215, 245, 278, 307, 612

Doukhobors.....121, 205 sv, 210

Dovjenko.....675

Drapeau rouge (commune) 6, 622 sv, 625, 627 sv, 632, 634 sv, 641

Ekaterinoslav.....165, 207, 251, 564

Engels....34, 75, 87, 101 sv, 232, 384, 506

Epik (poète).....675

Étincelle (commune).....439, 631, 636, 662

Etoile Rouge (commune)...6, 22, 321, 402, 404, 408, 411, 417 sv, 420 sv, 427 sv, 431 sv, 434, 440, 442, 444, 446 sv, 454 sv, 457, 470 sv, 478, 622 sv, 628, 637 sv, 643, 667, 685 sv

Évangélique (commune)....13, 163, 203 sv, 208, 211, 247

Fabris (fonctionnaire).....131

Faucille et marteau (commune). .694, 698

Fedorovka.....190

Fedortchenko (auteure).....106, 131, 182

Fomina (actrice).....344 sv, 349, 351 sv

Forch 344

Gastev.....512, 543, 558, 566

Gladkov.....420, 472, 573, 576

Glinskoïe.....150, 192

Golodny (écrivain).....564 sv

Gorbatchev.....22, 807

Gorki.....93, 328, 344, 362, 765, 768, 771, 812

Gorter.....290

Gourov (propagandiste). .115 sv, 210, 582

Grinko (pédagogue).....364 sv, 368, 373, 381, 767

Grossman.....785, 788

Guépéou.....7, 499, 587, 757, 765, 769 sv

Hart.....569, 596, 646, 800, 836

Haxthausen.....71, 229 sv

Herzen.....71 sv, 76, 90, 231 sv, 804

Hordiïenko (écrivain) 650, 652, 659, 661

Horticulteurs, maraîchers et grainetiers (commune des...).....148, 165

Iakovlev (responsable agraire bolchevik) .....270 sv, 591 sv

Indikovka.....191

Iohansen (poète)...61, 538 sv, 557 sv, 561 sv, 565 sv

Iouny kommounar.....293, 316

Iourevitch (fonctionnaire).....133, 136 sv, 191, 245

Izioum...6, 11 sv, 62, 68, 114, 131, 135, 139, 143 sv, 148 sv, 155 sv, 158 sv, 163, 165, 168 sv, 174, 178, 183, 189, 196, 201, 207 sv, 213, 234, 245 sv, 249 sv, 252, 255 sv, 306 sv, 402, 407, 410 sv, 420, 428, 431, 441, 444, 448, 457, 466 sv, 474 sv, 477, 613, 615, 617, 631, 663

Jeliabov.....73 sv, 83, 96

Jigaevka.....434, 448

Jigour (propagandiste).108, 115, 117, 164, 274, 453, 582

Jyttia i revolioutsia.....571, 646

Kalinine....438, 460, 482, 485, 495, 499, 822

Kamenev.....491, 498, 501

Kara-Mourza.....818 sv

Karoun (pédagogue) .377, 380 sv, 387 sv, 405, 767

Karsky.....289, 291

Katchinski.....224, 250, 276

Katchynsky.....471, 595

Kautsky.....84 sv, 286

Kharkovski proletari 695, 705 sv, 721, 733, 743

Kherson.....421, 460, 538, 549, 654

Khilkov (sectaire).....205, 209, 848

Khorochevo.....461

Khotkevytch (écrivain).....216 sv, 334

Khrouchtchev.....541, 687, 810, 856

Khvylovy. . (écrivain) 58, 61, 65, 201, 217, 532, 537 sv, 552 sv, 557, 562, 571, 647,

653 sv, 659 sv, 663, 665, 667, 671, 674 sv, 857

Kiev / Kyïv.....23, 56, 80, 164 sv, 212, 218, 250, 293, 345, 347, 358, 400, 423, 506, 520, 647, 658, 821, 832, 835, 836 sv, 854

Kirilovka.....618

Kisseliov (écrivain).....646, 648

Kojouchny (écrivain).....567 sv

Kolektyvist Oukraïny.....582, 598, 600 sv

Kolomak.....413, 463 sv

Komounarka Oukraïny 293, 297, 420, 461, 508, 514, 522, 524, 526, 530, 572, 574, 695, 751, 765

Komounistytcha osvita.....761 sv, 765

Korolenko.....57, 89 sv, 282, 344, 458

Kosior.....266, 270

Kossiatchenko (poète).....569

Kotenko (communard).....423, 437 sv

Koulich (dramaturge)..61, 537 sv, 548 sv, 551 sv, 562, 668, 672 sv

Koulitchka.....6, 622

Kounianka.....191

Kounié.....183, 191, 246

Koupiansk.....160, 255, 418, 445, 449, 457

Kourbas (metteur en scène)...344 sv, 349 sv, 353 sv, 358 sv, 551

Kouriaje.....375 sv, 768

Kourilo (communard).....161

Kourkov (écrivain).....822, 824

Koursk.....165, 248 sv, 460

Krasnoe slovo.....646, 836

Kravets (communarde).....211, 408, 424, 430, 432, 447, 643 sv, 681 sv, 685

Kreïdianka.....158

Kremintchouk (Krementchoug)...573, 576

Kronstadt.....150 sv, 156, 160 sv, 166, 187, 256, 279, 813

Kropotkine.....22 sv, 94 sv, 789, 817

Kun (Bèla).....288 sv

Larine.....690 sv, 706 sv, 748 sv

Lebedine.....450

Lebedyn.....613, 622, 641

Leïtes (critique littéraire).....543, 566

Lénine....13, 17, 29, 36, 43, 60, 69, 83 sv, 100 sv, 107 sv, 111 sv, 115 sv, 136, 151, 156, 178 sv, 182, 184, 199, 215 sv, 240 sv, 264, 286, 289 sv, 340, 342, 354, 382, 384 sv, 388, 399, 428, 457, 471, 482 sv, 490, 498, 500, 506, 540, 555, 559, 584 sv, 595, 598, 624, 673, 711 sv, 741, 788, 811, 815 sv, 819, 822

Lepechinski (bolchevik) 283, 285 sv, 326

Leroy-Beaulieu.....72, 228 sv, 233

Leskov.....88, 91

Liachenko (communarde) 408, 417, 430, 432, 643

Liadov.....60, 503, 507, 510, 515

Liebknecht (commune). .137, 146, 151, 156, 163, 743, 751

Liman.....160, 163 sv

Lioubimovka (commune).....149, 164, 175, 178, 185, 191

Lougansk.....296, 751

Lounatcharski.....321, 503

Lozovaïa.....255, 440, 450, 621

Luxemburg (commune Rosa...).....12, 138, 149, 151, 156, 215, 246, 347, 534

Maïakovski.....16 sv, 155, 354, 563, 822

Makarenko.362, 376, 688, 760, 762, 764 sv, 774 sv, 804, 806 sv, 852, 854

Makhaïski.....43, 812, 816

Makhno.....23, 55, 106 sv, 112, 256, 272, 461, 617, 667, 813

Malevitch.....675, 850

Manouilski.....265, 273 sv

Marevka.....189

Marinitcheva (pédagogue).....807 sv

Marx.....34, 81, 101 sv, 136, 151 sv, 182 sv, 191 sv, 232, 284, 365, 381, 383 sv, 506, 510, 555, 559, 595, 711 sv, 856 sv

Masenko (écrivain).....647, 659 sv, 667

Matin d'Octobre (commune) 416, 428, 434

Mechtcheriakov.....105, 114

Mennonites.....207, 209

Merefa.....254

Mertchansk.....463 sv

Molodniak.....646

Molodyï Bilchovyk.....404, 432

Mykytenko (écrivain).....770, 772

Narojniï (communard).....161, 185

NarPit (Alimentation populaire)....523 sv, 527, 827

Nemychlia.....621

Nepliouev (sectaire).....204

Nijniï-Oskol.....201

Notre travail (commune) 13, 150, 155, 173, 187

Novoraï.....142, 150 sv, 156, 187

Odessa.....209, 299, 306 sv, 315, 345, 347, 400, 523, 527, 549, 732

Okhtyrka.....8, 254, 430, 643, 681 (voir Akhtyr)

Olitskaïa.....248 sv

Organisation scientifique du travail...350, 358 sv, 512, 715

OuKaPé (Parti communiste ukrainien, UKP).....70, 267 sv, 278, 461, 520

Partaktyvist.....638, 836

Pascal (Pierre).....121, 302, 393

Pasternak.....106, 572, 812

Pelché (proletkultiste)...324 sv, 384, 389, 540

Peski.....175, 189, 420

Petlioura....13, 132, 160, 215 sv, 223, 251, 255, 267, 269, 418, 445, 449, 457, 540, 661

Petrov (directeur du Zootechnicum) .332, 334, 337 sv, 340

Piatakov.....114, 195

Pilniak....61, 532, 537 sv, 544, 546 sv, 561 sv, 571

Platonov...61, 209, 472, 532 sv, 536, 561, 563, 824, 849

Plekhanov. .80 sv, 103, 111, 147, 384, 727

Plouh.....70, 567 sv, 646

Plyskounivsky (écrivain).....568

Pogorely (communard) 131, 133, 136, 191, 202, 211, 245, 266, 278

Pokorny (architecte).....747

Polotsky (publiciste).....749 sv, 752

Poltava 121, 165, 212 sv, 319, 362, 770, 852

Pospelov (communard).....437 sv, 440

Postychev (dirigeant du PCU).....57, 522, 541

Pout k kommounizmou.....327, 369

Pout prosvechtcheniïa.....362, 369 sv, 377, 380, 389

Pravda 18, 195, 481 sv, 496, 498, 579, 583, 587, 687, 741, 792, 804, 806, 808 sv, 855

Preobrajenski.....69, 115, 121 sv, 210

Prokopovitch (coopérateur).....221

Prolitfront.....541, 646, 837

Rabotchiï kloub.....369 sv

Rada.....107

Raïgorod.....149, 156, 201

Rakovski....56, 114, 134, 136, 151 sv, 200, 261 sv, 267, 270 sv, 279 sv, 282, 420

Razlatski (théoricien du « prolétarisme »).....816

Riappo (pédagogue).....330, 364, 368 sv, 371, 391

Rojitsyne (pédagogue).....762 sv

Romanov (écrivain).....508

Romny.....319, 524

Roubejnoïe.....156

Roublenoïe.....158, 410

Roubtsov (communard).....417, 423, 425, 432, 434, 436

Sabsovitch.....707, 748 sv

Savintsy.....137, 146, 161, 307

Section féminine 9, 197 sv, 414, 416 sv, 422 sv, 579 sv, 809 sv, 847 sv

Sections féminines du PC.....7, 253 sv, 257, 277, 294, 405, 420, 422 sv, 430, 461, 514, 520-523, 525-531, 554, 836

Section foncière...10 sv, 58, 61, 131 sv, 138, 141, 156, 158 sv, 165 sv, 170, 178, 180, 183, 185, 188 sv, 194, 197, 201, 209, 214, 246, 249, 256, 266, 419, 427, 436 sv, 449 sv, 457, 459 sv, 463, 613, 620, 641, 670

Sections foncières.....115, 130 sv, 135, 193, 450, 465, 472 sv, 615, 664

Semenko (poète).....512, 563

Sentchenko (poète)...570 sv, 654, 658 sv

Serge (Victor).....393, 533, 850 sv, 853

Skoropadski 126, 132, 160, 187, 215, 255, 418, 445, 449, 457, 539

Skrypka (communiste).....137

Skrypnyk.....56, 216 sv, 540 sv

Skvortsov-Stepanov..60, 503, 507, 509, 511 sv, 514, 516 sv, 520 sv, 691, 800

Slaviansk.....191

Sokolov (pédagogue).....805 sv, 809

Sosioura (poète).....540

Sosonka...402 sv, 418, 425, 427 sv, 431 sv, 434, 440, 448, 457, 473, 568, 622, 628, 637, 643, 667, 685, 835

Soumny (publiciste).....574, 576

Soumy.....204 sv, 257, 457

sourjik.....7 sv, 119, 213 sv, 254, 258, 436

Staline....19, 24, 49, 57, 60, 160, 195, 255, 388, 418, 445, 449, 457, 482, 491 sv, 495, 498 sv, 501, 541, 579, 583 sv, 592 sv, 599, 603, 609, 611, 621, 632, 638 sv, 663 sv, 676 sv, 710 sv, 749 sv, 777, 785, 787, 789 sv, 799, 811, 815, 848, 856, 858

Starovoïtova (Olga et Galina)...807, 809

Stolypine.....79, 132, 220, 233, 819

Stoudent revolioutsii.326 sv, 331, 341, 505 sv, 728, 733, 735

Strelnikova (écrivain, JC).....295, 299 sv, 302, 312 sv, 316 sv, 321 sv, 326, 448 sv, 543 sv, 553, 555

Sverdlov (commune, bolchevik) .107, 151, 175, 185, 189, 507

Tambov...115, 119, 121, 165, 235, 242, 256, 684

Tchaïanov.22, 222 sv, 263, 268, 596, 817

Tchaïkovka.....159, 277, 410

Tcheka.....125, 258, 393, 545

Tchelintsev (économiste).....222 sv

Tchepel.....246 sv, 447,454, 457

Tchernov.....76

Tchernychevski.....74 sv, 83, 87, 90, 111, 219

Tchervony Oskol.....249

Tchervonyï chliakh.....540, 567, 646

Tchoumak (poète).....553 sv

Tkatchev (révolutionnaire du XIX° s.).75 sv, 89, 109.

Tolkatchivka (rue).....718 sv, 723 sv

Tolstoï.....92, 106, 205, 363

Tourgueniev.....87, 147, 812

Travail de la mine (commune)....138, 150, 164 sv, 175, 190, 246, 266

Trostianets.....457, 539

Trotski....9, 13, 17, 22, 43, 58, 60, 93, 151, 156, 180, 268, 282, 286, 328, 481 sv, 492 sv, 501, 503, 506, 508 sv, 516 sv, 522, 526, 573, 592, 602, 664, 784 sv, 816

Tver.....484, 499

Usine d'État d'électricité (GEZ, DEZ) 696, 699, 701

Usine de locomotives (KhPz).....297, 696, 698, 700, 702, 704, 707, 709 sv, 712 sv, 723

Usine de tracteurs (KhTZ)....688, 695, 751, 784
Valki.....264, 450, 462 sv
Valky.....255, 834
Veliky Bourliouk.....418, 457
Verkhné-Saltovka.....158
Vestnik NKVD.....114, 125
Visti.....458, 540, 836
Voline.....113
Volodarski.....151, 171, 173, 175 sv
Volokhovka.....6, 156, 258, 402 sv, 408 sv, 425, 429 sv, 440, 443, 450, 458, 472, 568, 573, 626, 643
Voltchansk....6, 9, 105, 153, 155 sv, 158 sv, 163, 247, 249, 253, 258, 402, 405, 409, 415, 425, 427, 444, 450, 609
Vorochilov.....114, 684
Vynnytchenko.....216, 269
Wrangel.....256, 272, 535, 663, 667
Zadorojny (villageois).....425, 643
Zalkind.....383, 503
Zamiatine.....285, 508, 532
Zaporijjïa.....416
Zaporojie.....484 sv, 573
Zaroudny (communard).....436 sv, 443
Zassoulitch.....80 sv, 232
Zatonski (bolchevik).....114
Zinoviev.....60, 156, 495, 498, 501, 514
Zmiev.....208, 249, 258, 281, 465
Zolotchev.....463
Zoo-technicum.6, 327 sv, 331, 336, 340 sv, 360, 393, 730
Zori griadouchtchego.....299, 322